



CONSEIL MUNICIPAL PUBLIC

mardi 7 juin 2022 à 14h10

PROCES-VERBAL

LES RAPPORTS

LA SEANCE EST OUVERTE à 14h10 SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR PIERRE HURMIC MAIRE DE BORDEAUX	5
DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE	12
DELEGATION DE Madame Claudine BICHET	14
D-2022/156	15
Compte de Gestion de Madame l'Administratrice des Finances Publiques pour l'exercice 2021. Avis	
D-2022/157	17
Compte Administratif du Maire pour l'exercice 2021 Approbation	
D-2022/158	591
Fonds d'Intervention Local 2022. Affectation de subventions	
D-2022/159	597
Fonds d'investissement des quartiers 2022 - Subvention d'équipements	599
<i>Présenté par Monsieur Bernard G BLANC</i>	
D-2022/160	
Intégration de la ville de Bordeaux au groupement de commandes piloté par Bordeaux Métropole pour la réalisation des études relatives à l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain Parc des Jalles - Décision - Autorisation	
DELEGATION DE Monsieur Didier JEANJEAN	608
D-2022/161	609
Dispositif d'aide à l'accession à la propriété Passeport 1er Logement. Aide de la Ville aux acquéreurs. Autorisation.	
D-2022/162	612
Coup de pouce - Aides pour l'amélioration du parc privé - Subventions de la Ville. Autorisation.	
D-2022/163	620
Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique de Bordeaux. Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants. Autorisation.	

D-2022/164	623
Programme d'intérêt général métropolitain ' Le réseau de la réhabilitation ' 2019 - 2024. Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants.Autorisation.	
D-2022/165	625
Logements locatifs aidés. Modification de versement des subventions. Autorisation.	
D-2022/166	627
Logements locatifs aidés. Opération neuve réalisée la SA d'HLM CLAIRSIENNE. Programme de 48 logements 5 avenue des 40 journaux, îlot 4 à Bordeaux. Demande de subvention. Autorisation.	
D-2022/167	632
Logements Locatifs Aidés. Opération neuve réalisée par l'Office Public de l'Habitat AQUITANIS. Programme de 30 logements 350 avenue Thiers à Bordeaux. Modification du montant de subvention. Autorisation.	
DELEGATION DE Madame Camille CHOPLIN	634
D-2022/168	635
Attribution d'aides en faveur des associations. Délégation vie associative. Subventions 2022. Exonération partielle. Adoption. Autorisation.	
DELEGATION DE Monsieur Didier JEANJEAN	637
D-2022/169	638
Stationnement payant - Fonds de concours Bordeaux Métropole pour la fourniture et la pose d'horodateurs au titre de 2019 à 2022	
D-2022/170	653
Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Protocole transactionnel relatif à l'application du barème d'indemnisation des dommages causés au patrimoine arboré du cimetière de Bordeaux Nord - Décision - Autorisation	
<i>Présenté par Madame Eve DEMANGE</i>	760
D-2022/171	
Subvention exceptionnelle Congrès Européen de la Bio. Autorisation. Décision	
DELEGATION DE Madame Delphine JAMET	768
<i>Présenté par Madame Tiphaine ARDOUIN</i>	769
D-2022/172	
Création d'un référent déontologue, référent laïcité et référent de la procédure interne d'alerte éthique. Confirmation. Décision.	
D-2022/173	774
Concession de services - Mise à disposition, installation, maintenance, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de la Ville de Bordeaux	
D-2022/174	781
Création d'un comité social territorial (CST) commun pour la Ville de Bordeaux et le CCAS de Bordeaux	
D-2022/175	787
Composition des instances consultatives : Comité social territorial, Commissions administratives paritaires, Commission consultative paritaire - paritarisme	
D-2022/176	794
Elections professionnelles 2022 : Adoption du vote électronique	
D-2022/177	800
Autorisation de remisage de véhicules de service à domicile(ARD). Mise à jour des tarifs et des bénéficiaires pour l'année 2022.	
D-2022/178	804
Bordeaux. Rue Malbec Désaffectation, Déclassement des parcelles cadastrées 063 CX 201 et 206. Décision. Autorisation	
D-2022/179	808
Bordeaux -112 rue Malbec - Cession à Vilogia / Kaufman & Broad de l'ensemble immobilier bâti cadastré CX 199p,201 et 206 d'une surface d'environ 1383 m ²	
DELEGATION DE Monsieur Mathieu HAZOUARD	811
D-2022/180 Présenté par Madame Delphine JAMET	812
Fonds de soutien exceptionnel. Covid 19 2022. Attribution de subvention.	

DELEGATION DE Monsieur Amine SMIHI	814
D-2022/181	815
Programmation Projets de Prevention de la délinquance. Subventions de projets. Autorisation. Décision. Signature	
DELEGATION DE Madame Sylvie SCHMITT	825
D-2022/182	826
Soutien financier aux équipements scolaires municipaux hors opération d'aménagement d'intérêt métropolitain. Demande de fonds de concours pour le groupe scolaire Pierre Trébod, l'élémentaire Jean Cocteau et la maternelle Naujac.	
D-2022/183	829
Dotation spéciale pour les logements des instituteurs. Reversement partiel à Bordeaux Métropole. Autorisation	
DELEGATION DE Monsieur Dimitri BOUTLEUX	832
D-2022/184	833
Subventions à divers opérateurs culturels. Convention. Autorisation. Signature	
D-2022/185	836
Les Bassins Des Lumières. Contrat de concession portant délégation de service public. Aménagement, développement et gestion d'une offre culturelle et de mise en valeur patrimoniale dans la Base sous-marine de Bordeaux. Modification de la grille tarifaire. Avenant n°3. Décision. Autorisation. Signature	
D-2022/186	844
Capc musée d'art contemporain. Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Etat-Direction Régionale des Affaires Culturelles. Autorisation. Signature	
D-2022/187	941
CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux. Edition et contrat de diffusion de catalogues. Tarifs. Autorisations.	
D-2022/188	954
Musée des beaux-arts. Labellisation de l'exposition Rosa Bonheur. Exposition d'intérêt national 2022. Subvention. Convention. Autorisation. Signature.	
D-2022/189	960
Bibliothèque de Bordeaux. Grands retards. Demandes de remise gracieuse. Autorisation.	
DELEGATION DE Madame Fannie LE BOULANGER	961
D-2022/190	962
Versement des subventions aux associations en charge de structures d'accueil des jeunes enfants.	
DELEGATION DE Monsieur Didier JEANJEAN	968
D-2022/191	969
Demande de remise gracieuse de dette en faveur d'une bénéficiaire du portage de repas à domicile. Approbation. Signature	
DELEGATION DE Monsieur Didier JEANJEAN	972
D-2022/192	973
Programmation appel à projets Contrat de Ville 2022. Subventions de projets. Autorisation. Décision. Signature	
Délégation permanente du Conseil Municipal à M. le Maire	990
D-2022/193	991
Délégation de pouvoirs du conseil au maire- compte rendu des contentieux	

**LA SEANCE EST OUVERTE à 14H10
SOUS LA PRESIDENCE DE MONSIEUR PIERRE
HURMIC MAIRE DE BORDEAUX**

Présidence de Madame Claudine BICHET de 14H48 à 16H05 Le maire quitte la séance de 16H04 à 16H05

Etaient Présents :

Monsieur Pierre HURMIC, Madame Claudine BICHET, Monsieur Stéphane PFEIFFER, Monsieur Bernard-Louis BLANC, Madame Camille CHOPLIN, Monsieur Didier JEANJEAN, Madame Delphine JAMET, Madame Harmonie LECERF, Monsieur Amine SMIHI, Madame Sylvie SCHMITT, Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Madame Nadia SAADI, Monsieur Bernard G BLANC, Madame Céline PAPIN, Monsieur Olivier CAZAUX, Madame Pascale BOUSQUET-PITT, Monsieur Olivier ESCOTS, Madame Fannie LE BOULANGER, Monsieur Vincent MAURIN, Madame Sylvie JUSTOME, Monsieur Dominique BOUISSON, Madame Sandrine JACOTOT, Monsieur Laurent GUILLEMIN, Madame Françoise FREMY, Madame Véronique SEYRAL, Madame Marie-Claude NOEL, Monsieur Didier CUGY, Madame Véronique GARCIA, Monsieur Patrick PAPADATO, Madame Brigitte BLOCH, Madame Isabelle ACCOCEBERRY, Madame Isabelle FAURE, Madame Tiphaine ARDOUIN, Monsieur Francis FEYTOUT, Madame Eve DEMANGE, Monsieur Maxime GHESQUIERE, Monsieur Matthieu MANGIN, Madame Marie-Julie POULAT, Monsieur Jean-Baptiste THONY, Monsieur Radouane-Cyrille JABER, Monsieur Baptiste MAURIN, Monsieur Stéphane GOMOT, Madame Charlee DA TOS, Monsieur Marc ETCHEVERRY, Madame Béatrice SABOURET, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Madame Géraldine AMOUROUX, Monsieur Marik FETOUH, Monsieur Fabien ROBERT, Monsieur Guillaume CHABAN-DELMAS, Monsieur Nicolas PEREIRA, Madame Anne FAHMY, Monsieur Thomas CAZENAVE, Madame Catherine FABRE, Madame Evelyne CERVANTES-DESCUBES, Monsieur Philippe POUTOU, Madame Myriam ECKERT,

Monsieur Bernard L BLANC présent à partir de 14h48, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM présent jusqu'à 15h00

Excusés :

Monsieur Mathieu HAZOUARD, Madame Servane CRUSSIÈRE, Monsieur Guillaume MARI, Monsieur Aziz SKALLI, Madame Pascale ROUX,

MONSIEUR LE MAIRE

M. LE MAIRE

Bonjour à toutes, bonjour à tous. Si vous voulez bien regagner vos places. Si vous plaît, sans vous brusquer, s'il vous plaît, regagnez vos places. Merci de vous asseoir. Merci Thomas CAZENAVE. S'il vous plaît, écoutez bonjour à toutes, bonjour à tous, j'attire votre attention sur le fait que cette salle est très sonore, c'est l'un de ses défauts, donc cela veut dire de la part de chacun, faire des efforts, mais en même temps, je tiens à vous le dire, d'abord je salue notre retour commun dans ce qu'est la salle du Conseil municipal de Bordeaux, la salle historique du Conseil municipal de Bordeaux, c'est bien de montrer que nous ne dépendons pas de la Métropole pour tenir nos réunions, nos assemblées délibératives. Il y a une salle, elle est ce qu'elle est, et donc il est de notre devoir de nous y réunir. En plus, c'est une salle qui est porteuse d'histoire.

Vous savez, j'ai envie de dire aux élus de la minorité et à certains élus de la majorité qui sont également dans les premières travées de cette salle, vous avez devant vous le nom de tous les anciens maires de Bordeaux et ce depuis 217 ans. Et j'ai envie de dire que cela nous oblige, cette salle est porteuse d'une histoire, de l'histoire du Conseil municipal de Bordeaux, de la gestion de la Ville de Bordeaux, avec des débats qui ont pu être vifs, animés, mais je pense qui ont toujours été des débats sereins, et donc notre devoir, c'est aussi de rester fidèles à ce qu'est l'histoire du Conseil municipal de Bordeaux. Si je dis que nous connaissons les maires de Bordeaux en lisant, vous savez, il y a certains moments, je veux le dire aux élus de la minorité, parfois on s'ennuie là où vous êtes, j'en ai conscience. Donc cela vous laisse le temps de regarder le nom de mes prédécesseurs. Le premier d'entre eux, c'est LAFURIE De MONBADON. Il n'y a pas le prénom, je peux vous dire pour ceux qui ne savent pas, il s'appelait Laurent, ce n'est pas écrit. Laurent LAFURIE de MONBADON. Il a été maire de Bordeaux en 1805. Et comme je suis comme vous d'un tempérament curieux, dès que j'ai été élu conseiller municipal de la minorité ici, je suis allé regarder ce qu'avait fait LAURENT Lafurie de MONBADON. Je peux vous dire qu'il est resté célèbre dans l'histoire parce que c'est lui qui avait fait fermer les maisons de jeux à Bordeaux, également parce que c'est lui qui a ouvert six écoles gratuites. Voilà ce qui est retenu dans le bilan de Laurent LAFURIE de MONBADON. Je veux insister sur le fait que cette promiscuité avec les anciens maires de Bordeaux nous oblige les uns et les autres, et cette salle, je suis heureux en tout cas de vous accueillir toutes et tous dans cette salle du Conseil municipal de Bordeaux.

Voilà les quelques mots que je voulais dire pour vous accueillir ici aujourd'hui. Je dois donner le nom des excusés. Le nom des excusés aujourd'hui, c'est Madame Servane CRUSSIÈRE, Monsieur Mathieu HAZOUARD, Monsieur Guillaume MARIE et Madame Pascale ROUX.

Comme j'ai eu l'occasion de le dire ce matin aux présidents de groupe, j'ai l'intention à démarrer ce Conseil municipal par un point rapide sur la situation des urgences au CHU de Bordeaux. Je veux partager avec vous ce qu'a été ma visite dimanche soir, j'ai passé une heure et demie au centre des urgences et au service de régulation du 15, aux urgences de Bagatelle. J'aimerais partager avec vous quelques faits qui me paraissent tout à fait partageables et assez évidents. D'abord, le fait que la crise des urgences n'est que le symptôme d'une problématique beaucoup plus grave, à savoir la détérioration majeure du système de soins public français et ce depuis une vingtaine d'années, et je pense que ce qu'il faut questionner au-delà de la crise des urgences, au-delà de la crise de l'hôpital, c'est une crise de notre système de soins, la crise que nous vivons aujourd'hui, je le redis, n'étant qu'un symptôme.

Je tiens également à partager avec vous, j'insiste beaucoup là-dessus, le fonctionnement du CHU actuellement est totalement sécurisé sur le plan du traitement de l'urgence et bien sûr que les urgences sont bien prises en charge au niveau du CHU Pellegrin. Vous savez que dans les autres centres d'urgence, il n'y a pas de changement. Ce système de régulation et de filtrage ne concerne que Pellegrin, mais je peux vous dire pour l'avoir vu, constaté, le système fonctionne bien.

Quand je dis que la crise n'est pas que bordelaise, actuellement il y a 120 services d'urgence qui sont concernés en France. Je veux dire aussi, cela m'a été confirmé, ce phénomène est dénoncé depuis plusieurs années. Aujourd'hui, on en subit les épisodes les plus cruciaux, mais en tout cas c'est une crise qui est ancienne et qui est dénoncée par les professionnels depuis plusieurs années.

Je veux également rendre hommage au niveau d'investissement des professionnels qui se

retrouvent contraints à la situation actuelle après des mois et même des années à verbaliser leur difficulté. Ils sont arrivés, je crois, au bout de ce qu'ils peuvent humainement endurer. C'est pour cela que le CHU ici à Bordeaux connaît des départs, des difficultés de recrutements, des arrêts maladie et des personnes en grande difficulté. Cela m'a été tout à fait confirmé par les professionnels de santé que j'ai pu à cette occasion rencontrer. Donc, il est de notre devoir, je pense quand vous avez le premier magistrat d'une ville, et j'ajouterai président du Conseil de surveillance du CHU, il est de mon devoir, mais de notre devoir, c'est pour cela que je suis heureux de partager avec vous, de réagir. Comment vais-je le faire ? Pas uniquement en faisant une déclaration rapide en ce début de Conseil municipal. J'ai pris la décision d'écrire à la nouvelle Ministre de la santé, Madame BOURGUIGNON, dans les jours qui viennent, dès le début de de cette semaine, pour l'alerter sur la situation bordelaise, mais aussi sur cette situation de crise générale et globale que j'évoquais il y a quelques instants. Donc ce courrier est également presque prêt, mais je vais également mobiliser notre Conseil de résilience sanitaire. Vous savez que nous avons un Conseil de résilience sanitaire que l'on a installé le 28 octobre 2020. À l'origine, on l'avait chargé de la gestion communale de la crise sanitaire Covid-19, c'est en tout cas le premier sujet mis à l'ordre du jour, mais ce n'était pas le seul, et il a toujours été dit que cette instance avait pour vocation d'accompagner la municipalité sur les défis sanitaires actuels et à venir, considérant que la réponse apportée au niveau de la Ville de Bordeaux, non seulement service des urgences, mais au niveau de l'accueil hospitalier, du fonctionnement du service public hospitalier, rentre totalement dans les missions de ce CORESAN, de ce Conseil de résilience sanitaire. Je salue la présence de Sylvie JUSTOME qui contribue, je l'en remercie, à animer avec les deux coprésidents de ce CORESAN, l'un est le professeur Denis MALVY que vous connaissez, professeur et membre du comité scientifique national, qui est un expert infectiologue, et également Michèle DELAUNAY qui est ancienne ministre déléguée et chargée des personnes âgées de l'autonomie et de surcroît médecin.

Donc, nous avons cet outil-là, je ne pensais pas qu'un jour nous serions amenés à le mobiliser pour le fonctionnement de notre système hospitalier, et en tout cas nous allons le faire. Je crois que c'est dès cette semaine, je crois que c'est mercredi ou jeudi, il se réunit demain et dès demain, nous allons... Il y a des urgentistes en plus qui font partie de ce CORESAN. Il y a l'ancien directeur de l'ARS qui fait partie également de ce CORESAN. Vous dire que l'on a quand même des personnalités très impliquées, très compétentes, et qui vont nous aider à davantage élaborer la position de la Ville de Bordeaux face à cette crise du système sanitaire français.

Puis un dernier mot, j'ai dit quelques mots tout à l'heure, j'ai accueilli les manifestants des cadres hospitaliers qui manifestaient dans Bordeaux aujourd'hui, c'est une journée nationale d'actions, vous le savez, la manifestation s'est terminée devant l'Hôtel de ville, donc j'ai tenu à aller échanger avec eux et leur dire que non seulement, nous en parlerions ce matin quelques instants en début de Conseil municipal, mais que la Ville de Bordeaux dans son ensemble était tout à fait disposée et déterminée à contribuer, à essayer de participer aux solutions qu'il convient d'apporter à cette situation très préoccupante.

Voilà ce que je voulais vous dire en préalable. Si certains veulent s'exprimer sur cette question-là, c'est très très volontiers que je leur donne la parole.

Pour le moment, j'ai la demande de prise de parole de Olivier ESCOTS.

M. ESCOTS

Merci Monsieur le Maire et merci surtout pour ces paroles fortes sur une situation qui nous préoccupe toutes et tous ainsi que l'ensemble des habitants bien au-delà des frontières de notre ville. Merci pour vos paroles en soutien à l'ensemble des personnels de l'hôpital public dont le dévouement est permanent. Il l'a été encore, nous le savons tous, tout au long de la crise sanitaire. Derrière votre message, Monsieur le Maire, vous dites aussi à ces soignants : « vous n'êtes pas seuls, même si on sait que pendant la crise sanitaire, vous avez tous travaillé dans des conditions scandaleuses. Maintenant, c'est au pays d'agir pour vous ».

La crise de l'hôpital, on le sait, elle est multifactorielle, c'est aussi la crise du système de soins de manière plus générale y compris l'un des liens avec la Médecine de ville. Il est urgent d'agir même si certaines solutions mettront des années à redresser notre hôpital notamment pour former les personnels en nombre insuffisant. Mais peut-on parler de crise et de la situation que nous connaissons aujourd'hui à l'hôpital comme faisant face à des dizaines d'années d'attaques contre l'hôpital public au nom de l'idéologie libérale et des économies budgétaires ?

Depuis des années, bien avant la crise sanitaire, les personnels de santé nous alertaient et manifestaient. Et à chaque fois, la réponse fut la même, des économies budgétaires et aussi les

manifestations des gaz lacrymogènes qui servent d'ailleurs, on a vu ces derniers temps, aussi bien aux manifestants, aux supporters de foot comme aux passagers de la SNCF. Donc, certains aujourd'hui vont peut-être voir couler des larmes de crocodile, mais quelques chiffres donnés par la DREES, ce n'est pas des chiffres comme cela que nous inventons. Depuis 2000, 700 lits, soit près de 20% des lits hospitaliers disponibles, ont été fermés au CHU Pellegrin. À l'échelle du pays, ce sont plus de près de 100 000 lits hospitaliers fermés en deux décennies.

En 2020, toujours d'après la Direction de la Recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, la DREES, plus de 5 700 lits d'hospitalisation ont été fermés en 2020 dans les établissements de santé en France. Le fonctionnement à flux tendu épuise et fait fuir les personnels autant que la rémunération qui ne suit pas. Les salaires ont perdu eux aussi 20% du pouvoir d'achat à 20 ans.

Donc le constat est connu, des propositions existent, il faut maintenant agir et attribuer les moyens nécessaires, et nous ne sommes pas dupes, et les personnels de santé non plus. Ils nous le disaient encore tout à l'heure lors de la manifestation qui se tenait en centre-ville à Bordeaux, nous ne sommes pas dupes de mesures politiciennes de type Ségur de la santé ou déjà du point d'indice que l'on annonce en campagne des législatives. L'hôpital n'a pas besoin d'effets d'annonce ou de mesurette pour donner une bonne conscience à certains. Nous avons, au contraire, besoin d'un effort massif à la hauteur des besoins et des possibilités de notre pays et pour cela, il faut sortir la logique comptable et aller chercher de nouveaux moyens de financement. On le rappelle, ce sont toujours les baisses d'impôts pour les plus riches qui tuent nos services publics et l'hôpital public.

Au contraire, faire cotiser les revenus financiers par exemple autant que ceux du travail ou s'attaquer à la fraude ou à l'évasion fiscale permettrait de dégager les milliards d'euros dont notre hôpital public a besoin. La France est un pays riche et peut agir encore faut-il de la volonté politique.

Pour conclure, je rappellerai que cette situation de l'hôpital touche un bien précieux et un sujet primordial, celui de la santé et qu'il faudra aussi peut-être un jour compter le nombre de vies perdues avec des armes qui ne disent pas leur nom, mais qui s'appellent Tableur Excel ou indicateurs financiers et qui visent à toujours plus d'économies. Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci. Nicolas FLORIAN a demandé la parole. Nicolas FLORIAN, vous avez la parole.

M. FLORIAN

Merci Monsieur le Maire. Saluer l'intervention que vous avez faite pour nous donner un certain nombre d'éléments. C'est vrai qu'il y a des sujets d'inquiétude ici localement parce que cela a quand même été un choc pour beaucoup de nos concitoyens de voir que les urgences n'étaient plus assurées dans la mesure où elles l'étaient avant et qu'il y a au-delà d'une prise de conscience collective sur les sujets de santé, vous en avez parlé, aussi une inquiétude sur la capacité qu'ont nos établissements à assurer leur mission principale, à savoir soigner des gens et sauver des gens.

Il y a tout un nombre d'éléments structurels, je ne rentrerai pas dans le débat de savoir qui a fait plus, qui n'a pas fait assez. Ce que je retiens, c'est que la période de la crise sanitaire aura démontré combien nous avons des agents qu'ils soient soignants ou non soignants. Je mets toute l'équipe de l'hôpital sur le même piédestal, des gens formidables, et le besoin que nous avons les uns et les autres de pouvoir se reposer sur eux. Donc, il y a nécessairement des politiques structurelles à remettre en œuvre. Ce n'est pas simplement la question, même si vous ne l'avez abordée, mais je sais qu'elle est parfois abordée dans les échanges, de savoir si les personnels non vaccinés doivent retrouver leur place ou pas. Cela va plus loin. Il y a une remise à plat totale, la politique de santé publique, quelle est la place de la Médecine de la ville dans tout cela, quelle est la place de l'hôpital par rapport aux cliniques. Bref, quelque chose de très structurel et c'est souvent l'erreur qui est un peu commise et que l'on a découvertes à nos dépens ici. Le sujet n'est pas simplement celui des déserts médicaux. On peut très bien être en centre-ville dans une très forte agglomération et avoir des difficultés pour avoir accès aux soins et notamment aux urgences. Donc, ce constat est partagé, j'imagine que le futur Gouvernement et la nouvelle majorité auront à cœur de lancer un certain nombre d'initiatives là-dessus. Vous avez raison de saisir Madame la Ministre et voir quels sont les propositions qui sont faites derrière.

Par ailleurs, et au-delà de ces contingences nationales, il y a aussi notre propre responsabilité. Quand je dis notre propre responsabilité, c'est celle des acteurs locaux. On sait que l'hôpital a

un grand projet de réaménagement et qui n'est pas simplement patrimonial, qui couvre plusieurs communes sur l'agglomération. Ce sont des investissements conséquents, mais au-delà des investissements, il y a tout ce qui se fait derrière les murs, et on doit accompagner les dirigeants du CHU et, aussi, on doit les aider dans les missions qui sont les nôtres. Quels sont nos politiques en termes de logements pour tous les personnels de l'hôpital ? On a tous en tête des témoignages de personnels qui sont obligés d'aller vivre à l'extérieur de l'agglomération et qui ont des difficultés pour se rendre sur leur lieu de travail. Quelle est la politique de stationnement pour celles et ceux qui se rendent avec leurs voitures auprès du site de Carrère ? Et puis, aussi, l'accès aux transports en commun, on a vu les difficultés qu'il y avait eu au moment de la pandémie. Quelles sont les marges de manœuvre que nous avons pour assouplir et donner un petit peu plus de souplesse à notre réseau avec le futur délégataire pour justement rendre accessible à tous ces soignants et non soignants le transport en commun pour se rendre sur leur lieu de travail ?

Donc, il y a la question du logement, il y a la question de la desserte et puis les questions plus fondamentales de formation de recrutement et de politique de santé publique.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur FLORIAN. Madame FABRE, vous avez la parole.

Mme FABRE

Merci Monsieur le Maire. Je tenais également à saluer vos propos et nous nous associons tant au constat que vous venez de formuler et nous soutenons l'initiative que vous portez sur justement ce Conseil de résilience sanitaire qui peut contribuer effectivement à réfléchir à des solutions de long terme à mettre en œuvre pour le CHU de Bordeaux. Effectivement, nous sommes face à une crise profonde du système de santé, je crois que l'on est tous d'accord sur ce point. Crise comme vous l'avez dit qui est creusée depuis plusieurs décennies maintenant et pour laquelle je crois que nous sommes au-devant d'un grand chantier de réflexion profonde et de solutions partagées. Et en ce sens, je crois effectivement que ce Conseil de résilience sanitaire a toute sa place dans cette réflexion ainsi que les pistes que vient de proposer Monsieur FLORIAN. C'est vrai que la question du logement, la question de l'accès à l'hôpital sont aussi des difficultés qui posent aussi des difficultés à l'hôpital pour pouvoir recruter notamment des aides-soignants, des infirmiers et du personnel soignant.

Par ailleurs, je voulais quand même corriger certains propos assez caricaturaux pour dire le minimum de Monsieur ESCOTS. Je crois que ce sujet est grave et il mérite mieux que les caricatures. Effectivement, la formation met du temps. Pour former un médecin, il faut une dizaine d'années, et depuis quelques années, le numerus clausus a été supprimé pour pouvoir justement permettre la formation de plus de médecins. Les infirmières et les écoles d'infirmières ont également ouvert beaucoup de places pour pouvoir justement recruter plus d'infirmières à terme quand elles seront formées. Je crois qu'il y a eu un investissement que l'on peut qualifier d'historique dans le secteur hospitalier ces dernières années avec le Ségur. Je ne pense pas qu'il s'agisse de mesurette quand on parle de 19 milliards d'euros réinvestis dans la rénovation des hôpitaux et notamment celle du CHU de Bordeaux qui était jusqu'à présent l'un des plus vétustes de France. Je crois que ces mesures vont dans le bon sens. Par ailleurs, il y a eu des revalorisations qui sont à mon sens non négligeables dans le secteur de la santé puisque l'ensemble des personnels soignants a été revalorisé d'au minimum 180 euros nets par mois, mis pour certains personnels, pour certaines infirmières, cela allait jusqu'à 600 euros nets par mois. Donc, je crois que ce sont quand même des revalorisations qui ne sont pas négligeables même si je suis d'accord avec vous, peut-être que l'écart entre la rémunération actuelle et la rémunération qu'il faudrait pour que ces métiers redeviennent attractifs reste important et nous devons travailler dessus. Travailler sur ces revalorisations et travailler également effectivement, comme vous le dites, à une réorganisation à la fois de la gouvernance des hôpitaux et à la fois de leur organisation. Et je suis assez satisfaite d'entendre que l'on est tous d'accord sur ce projet, et c'est d'ailleurs une des priorités qui a été mentionnée dès le début par le Président de la République qui porte dans ses deux chantiers prioritaires de réformes profondes celle de la santé et celle de l'éducation. Donc, je crois que l'on est au-devant d'un travail en profondeur qu'il faudra que l'on mène tous ensemble, et vous me trouverez également bien sûr sur ce sujet avec vous. Donc merci pour ces mots.

M. LE MAIRE

Thomas CAZENAVE, vous avez la parole.

M. CAZENAVE

Merci Monsieur le Maire. Peut-être redire ici et le redire clairement parce que j'ai lu un certain nombre d'articles de presse, et encore là, tout de suite, suite à votre initiative d'écrire à la

Ministre BOURGUIGNON que l'on ne peut pas laisser écrire ou du moins clarifier le fait que les urgences la nuit continuent de fonctionner.

M. LE MAIRE

Je l'ai dit.

M. CAZENAVE

Oui, je sais, mais vous voyez, parce-que je vois encore des articles, bien le redire et merci de le redire à tous les Bordelais qui nous écoutent, que les urgences ne sont pas fermées la nuit en cas de difficulté, et les Bordelais et même au-delà seront pris en charge et qu'il n'est pas question de les fermer. Je sais que vous l'avez dit, mais quand je vois les articles de presse qui continuent ici même de redire et marteler qu'il n'y a pas de fermeture des urgences la nuit. Merci Monsieur le Maire.

M. LE MAIRE

Oui je pense avoir été très clair sur ce sujet-là y compris dans les articles de presse en disant : « Le système des urgences à Bordeaux, il est régulé, il n'est pas fermé ». Isabelle FAURE souhaite prendre la parole.

Mme FAURE

Bonjour, je vais juste dire un mot. Effectivement ayant participé en termes de rédaction à cette tribune dont j'assume tous les termes bien évidemment avec mes corédacteurs, et sachant que tous les corps de métier ont participé à l'écriture de cette tribune et cela nous a permis de dire que ce qui se passait partout en France se passait aussi dans un grand hôpital qui est le CHU de Bordeaux. Et juste, rappeler peut-être que le diagnostic a été fait par l'enquête du Sénat de mars 2022, de façon très récente, avec un diagnostic qui a émis des propositions sérieuses, ambitieuses et bien évidemment coûteuses et qui rejoint tout à fait ce que l'on a pu exprimer, nous, secondairement, mais ce que l'on exprimait aussi de plusieurs années. Je pense qu'effectivement, ce qui frustre un peu les soignants, c'est d'entendre parler de missions flash, de nouvelles missions de diagnostic, alors que ce diagnostic est fait depuis longtemps et parfaitement établi.

M. LE MAIRE

Merci Isabelle d'avoir apporté un point de vue professionnel et, j'ai envie de dire, autorisé. Isabelle FAURE faisait référence directe à une tribune qui est parue dans Le Monde, qui est à l'origine un professionnel de la santé de Bordeaux et qui s'intitule « Des décisions fortes et immédiates d'ici à l'été sont indispensables pour sauver le système de santé » avec un diagnostic, je tiens à le dire, à le répéter, extrêmement grave sur ce qu'est l'actuel dysfonctionnement du système de santé avec, je reprends par exemple des propos tenus, la continuité, la permanence des soins doivent être réorganisées en remettant en lien la Médecine de ville, les hospitaliers et leurs patients. Il faut rétablir l'attractivité des professions médico-soignantes, ce qui passe par une revalorisation des salaires notamment dans le cadre des permanences de nuit et de week-end et de façon à rejoindre au moins la moyenne des pays voisins. Et enfin cette tribune appelle un plan de sauvetage du système de santé français qui est la seule véritable urgence : « Des décisions fortes et immédiates sont indispensables et possibles », est-il indiqué dans cette tribune parue dans Le Monde. Il ne s'agit pas de poser des rustines sur un système qui est malade, il s'agit vraiment d'organiser très rapidement une sortie de crise et d'amorcer une nouvelle organisation du système de soins de notre pays.

Voilà, je pense que le débat... enfin normalement après le rapporteur, on ne s'exprime plus, mais Philippe POUTOU souhaite intervenir. Monsieur POUTOU, vous pouvez dire deux mots.

M. POUTOU

Intervention là aussi, rappeler peut-être un peu en léger décalage avec le ton jusqu'à présent puisque vous l'avez dit, la situation est grave, mais la situation est vraiment grave, et quand j'entends certains intervenants qui disent que finalement, il y a des choses qui vont dans le bon sens, nous, on ne voit pas du tout. En tout cas, quand on entend le personnel de santé, la situation montre que cela s'aggrave de plus en plus rapidement. Après le diagnostic, c'est quoi ? C'est qu'à un moment donné, il faut aussi être capable de faire le bilan des décennies passées parce que comme le disait Monsieur HURMIC, la crise hospitalière ou la crise du système de santé, ce n'est pas juste à Bordeaux et ce n'est pas juste ces tous derniers mois. Cela remonte à très longtemps et même cela remonte à très longtemps, les alertes qui ont été mises en avant par le personnel soignant, que ce soit l'encadrement ou les aides-soignantes ou les infirmières. Cela fait très longtemps que cela ne va pas et cela ne va pas pourquoi ? Parce que cela fait très longtemps que ce sont des politiques de marchandisation, des politiques libérales, de suppression d'effectifs, de fermeture de lits, de fermeture d'hôpitaux, de maternités, de centres IVG. C'est quand même la politique qui est menée depuis des décennies

et là, pour mettre tout le monde d'accord, tout le monde est responsable. Le Parti socialiste, tous ceux qui ont été avec le PS ou Gouvernement, la Droite, le centre, tout le monde, tous les gouvernements ont mené exactement les mêmes politiques. Et aujourd'hui, c'est la catastrophe. Mais ce n'est pas que la catastrophe dans la santé, c'est la catastrophe à La Poste, c'est la catastrophe chez les cheminots. C'est la catastrophe dans tous les services publics, à l'Éducation nationale. Pourquoi ? Parce que, c'est le même souci, la même préoccupation de réduire les coûts, de réduire les effectifs et tant pis, c'est la population qui paie. Et là, la santé, cela fait encore plus mal parce que cela touche directement à nos vies et je pense que là, il y a un problème aussi de prise en compte de la situation et puis de se dire, et d'oser dire que oui, il faut constater l'échec des politiques qui ont menées, mais comment on remet cela en ordre de marche. Là, le problème, c'est que ce n'est pas du tout cela qui est en train de se passer. Ce n'est pas Macon qui va changer les choses. Il va continuer sa politique.

Donc après, le problème que moi je voudrais poser pour finir, c'est à quel niveau les collectivités territoriales ou la Mairie de Bordeaux par exemple, elles pourraient jouer un rôle ? Parce que là, on comprend bien qu'il s'agit de politique nationale, on comprend bien que cela dépasse un petit peu quand même les possibilités d'une collectivité territoriale, mais ceci dit en ce qui concerne la santé, il y a certainement des possibilités, pas juste chouiner ou pas juste se plaindre ou constater que cela ne va pas, mais comment on peut mener une politique qui essaie en tout cas de contrecarrer les dégâts des politiques nationales. Nous, on le défend depuis le début, notamment depuis la crise sanitaire, c'est cette idée de mettre en place des services publics de quartier, des services publics de santé, des dispensaires de santé, des maisons publiques de santé, qui se mettent en place, qui se développent parce que l'on sait très bien que la catastrophe dans les urgences, elle est aussi liée à la désagrégation de la Médecine de ville. Aujourd'hui souvent, les gens utilisent les urgences comme un service de médecine. Donc pour éviter cela, pour éviter justement un afflux supplémentaire dans les urgences, cela pose le problème directement dans les quartiers populaires y compris dans les zones rurales évidemment le redéveloppement ou le développement de structures publiques, de dispensaires de santé qui permettent à la population d'avoir un contact de proximité et de pouvoir se soigner et cela permettra en tout cas de soulager au moins, c'est en tout cas dans l'idée qu'une collectivité territoriale, une municipalité, peut agir et contrecarrer les politiques néfastes qui sont menées nationalement. Donc, il y a une urgence. Après je finis juste un petit point. C'est comment à la Mairie ou Monsieur le Maire par exemple, comment on peut recevoir les manifestants, discuter avec eux et se solidariser de ces mobilisations-là parce que c'est vrai qu'aujourd'hui, il y a eu, Monsieur HURMIC en parlait, il y a une manifestation, il y avait entre 300 à 400 personnes, je n'ai pas compté, mais c'est un peu l'habitude de manifestants, mais je me trompe peut-être. En tout cas même si c'est 400-500, malheureusement cela paraît faible au regard de la gravité de la situation et cela montre aussi comment le personnel est plutôt écrasé, plutôt résigné sans force pour réagir, mais cela pose donc le problème de comment une collectivité territoriale intervient pour aider, soulager, amplifier nos contestations et s'appuyer sur en tout cas des manifestations pour pouvoir poser le problème plus largement de la gravité de la situation dans le système de santé.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur POUTOU, Madame FABRE voulait dire un mot. Il faut savoir terminer un débat. Allez-y.

Mme FABRE

Merci Monsieur le Maire. Très court, suite à l'intervention de Madame FAURE, juste pour préciser qu'à mon avis, il y a deux échéances. La mission flash a vraiment pour but de définir des solutions de très très court terme dans l'immédiateté pour répondre vraiment à la crise du moment et donc trouver comment dans ce moment où il y a un départ important de personnel, on peut renverser la balance à très court terme, et ensuite il y a une autre échéance de beaucoup plus long terme qui doit là se concerter et donner lieu à des solutions partagées. Donc, c'est là je crois que peut se justifier une émission flash, c'est pour trouver des solutions immédiates.

M. LE MAIRE

Merci. En tout cas, je vous remercie pour la qualité de ces échanges. J'attire vraiment votre attention sur le fait que c'est le collectif des soignants, des cadres santé du CHU qui a récemment dit : « On ne pourra pas passer l'été », on évite. Donc, j'attire vraiment votre attention, notre attention collectivement sur le fait qu'il y a des décisions à court terme à prendre et il y a aussi toute la refonte d'un système de santé qu'il convient de remettre sur le métier très rapidement. Ce sont deux échéances qui à mon avis s'imposent avec le même degré de gravité.

Merci pour ces échanges. Je poursuis nos prémices à l'ordre du jour. J'en profite également pour accueillir les élèves de terminale du Lycée Sans Frontière de Pessac. Je vous aperçois en face de moi. On peut vous applaudir.

Applaudissement dans la salle.

Merci, j'espère que vous apprécierez la qualité de nos échanges. Avant d'aborder aussi l'ordre du jour, je voudrais vous alerter tous et toutes, conseillers municipaux, sur le fait que nous avons des élections législatives, un premier tour, dimanche prochain et que vous n'avez pas tous et toutes répondu encore à la demande pourtant assez insistante qui vous a été faite de tenir des bureaux de vote. En qualité de président de bureau, en qualité d'assesseur, je tiens à vous dire sans donner les chiffres précis, nous n'avons toujours pas le compte à ce jour. Donc, vraiment, je vous alerte pour vous dire dès demain parce qu'il faut un temps d'organisation, dès demain, il faut vraiment que vous nous apportiez la réponse et que vous nous fassiez part de votre disponibilité, j'ajoute obligatoire, de votre disponibilité obligatoire, pour tenir les bureaux de vote dimanche prochain et le dimanche suivant pour le deuxième tour. Donc je tenais également à partager avec vous cette ardente obligation. Je vous remercie de m'avoir entendu.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M. LE MAIRE

Je vais à présent procéder à la désignation d'un secrétaire de séance, ou plus exactement d'une secrétaire de séance, et même si on change de salle, la secrétaire c'est toujours la même. Je vous propose d'accepter comme secrétaire de séance Madame Véronique GARCIA en qualité de titulaire et Maxime GHESQUIÈRE en qualité de suppléant.

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 3 MAI 2022

M. LE MAIRE

Ensuite je vous propose comme un premier vote de notre après-midi que nous votions sur le procès-verbal de notre Conseil municipal du 3 mai dernier. Donc vous avez reçu ce procès-verbal, il faut qu'il soit approuvé par notre assemblée. Donc je le mets au vote. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Le procès-verbal est ainsi adopté. Et je vous donne tout de suite la parole, Madame la secrétaire de séance, pour nous annoncer la liste des délibérations regroupées et dégroupées.

Mme GARCIA

Merci Monsieur le Maire. Les délibérations qui sont sans débat :

Délégation de Madame Claudine BICHET : 156, 158 avec la précision que ne participent pas au vote Mesdames Véronique SEYRAL, Servane CRUSSIÈRE, Harmonie LECERF, Sylvie SHMITT, Marie-Julie POULAT, Alexandra SIARRI, Madame Anne FAMHY et Messieurs Mathieu HAZOUARD et Vincent MAURIN, 159, 160. Sur la 159, ne participe pas au vote Madame Sylvie JUSTOME.

Délégation de Monsieur Stéphane PFEIFFER : 164, 165, 167. Étant précisé que sur la 167, ne participe pas au vote Monsieur le Maire Pierre HURMIC, Monsieur Bernard-Louis BLANC, Monsieur Pierre de Gaëtan NJIKAM-MOULIOM et Madame Harmonie LECERF.

Délégation de Madame Camille CHOPLIN : 168

Délégation de Monsieur Didier JEANJEAN : 170

Délégation de Madame Delphine JAMET : 175, 176, 177, 179

Délégation de Madame Sylvie SCHMITT : 183

Délégation de Monsieur Dimitri BOUTLEUX : 184, 187, 189

Étant précisé que la délibération 193 est une information et elle relève de la délégation permanente du Conseil municipal. Voilà, Monsieur le Maire, pour les délibérations qui ne seront pas débattues.

M. LE MAIRE

Avant de soumettre au vote les délibérations dégroupées, je vous donne dans la parole aux présidents de groupe pour qu'ils nous fassent part de leurs intentions de vote sur les délibérations regroupées. Baptiste MAURIN a la parole.

M. B. MAURIN

Oui Monsieur le Maire, juste pour dire que le Groupe socialiste s'abstiendra sur la 175.

M. LE MAIRE

D'accord c'est noté. Je vous remercie. Olivier ESCOTS.

M. ESCOTS

Merci Monsieur le Maire. Il y aura une abstention du Groupe communiste sur les délibérations 175 et 176. Merci.

M. LE MAIRE

Je vous remercie. Thomas CAZENAVE a la parole.

M. CAZENAVE

On vote pour toutes les délibérations sauf la 174 et 175 pour lesquelles on s'abstiendra.

M. LE MAIRE

Très bien. C'est noté. Également Madame ECKERT a demandé la parole.

Mme ECKERT

Ce sera un vote contre pour la 176 et une abstention sur la 179.

M. LE MAIRE

Très bien, je vous remercie.

M. POUTOU

On s'abstient sur les 156 et 158. On s'abstient sur la 168. On vote contre la 175, la 176 et la 179. On s'abstient sur la 184 et la 187. Et voilà.

M. LE MAIRE

Très bien, je vous remercie. Je ne vois pas d'autres demandes de prise de parole, donc je mets au vote les délibérations regroupées. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Je vous remercie.

Point suivant à notre ordre du jour. Je pense que nous arrivons au moment du vote du compte administratif. Je dois vous éclairer un peu sur la procédure particulière de ce vote annuel et vous dire que conformément aux dispositions de l'article L2121-14 du Code général des collectivités locales, le Conseil municipal est présidé par le Maire et à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif du Maire est débattu, le Conseil municipal élit son président. Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote. Le vote doit élire l'un de ses membres pour présenter la séance pendant la discussion et le vote du compte administratif. Je vous propose donc de désigner, si vous en êtes d'accord, Madame Claudine BICHET pour assurer cette présidence. Je ne vois pas d'objection formulée. Donc, je donne la parole à Claudine BICHET pour nous présenter ce compte administratif. Claudine.

DELEGATION DE Madame Claudine BICHET

D-2022/156
Compte de Gestion de Madame l'Administratrice des Finances Publiques pour l'exercice 2021 Avis

Madame Claudine BICHET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Aux termes de l'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal doit se prononcer sur les comptes remis par Madame l'Administratrice des finances publiques.

Le compte de gestion rendu par Madame l'Administratrice des finances publiques, comprend la situation comptable à la date du 31 décembre 2021 et les recettes et dépenses au 31 décembre 2021.

Au regard du détail des opérations finales de l'exercice 2021 établi au regard du compte susmentionné, des pièces justificatives rapportées à l'appui du compte de gestion susvisé et les autorisations de recettes et de dépenses délivrées pendant le dit exercice et considérant que la comptabilité de Madame l'Administratrice des Finances Publiques, est régulière et n'a donné lieu à aucune observation, il vous est proposé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

VU le compte de gestion rendu par Madame l'Administratrice des finances publiques au titre de l'exercice 2021,

VU le détail des opérations finales de l'exercice 2021 établi au regard du compte susmentionné,

VU les pièces justificatives rapportées à l'appui du compte de gestion susvisé et les autorisations de recettes et de dépenses délivrées pendant le dit exercice,

VU l'avis de la commission des Finances.

DECIDE

ARTICLE 1 :

Le compte de gestion, établi par Mme l'Administratrice des finances publiques au titre de l'exercice 2021 est conforme au compte administratif de la commune pour le même exercice,

Considérant l'identité de valeur entre les écritures du compte administratif du Maire et les écritures du compte de gestion du Receveur municipal, il convient d'admettre les résultats définitifs du compte de gestion dudit exercice qui se présentent de la façon suivante :

VILLE DE BORDEAUX				
	Résultat de clôture 2020	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture 2021
Investissement	-4 478 651,26		-19 089 249,11	-23 567 900,37
Fonctionnement	43 244 276,01	36 319 810,34	41 776 824,98	48 701 290,65
TOTAL	38 765 624,75	36 319 810,34	22 687 575,87	25 133 390,28

ARTICLE 2 :

Le compte de gestion visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelant ni observation, ni réserve de sa part, Monsieur le Maire est autorisé à signer le compte de gestion 2021.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
 ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

D-2022/157
Compte Administratif du Maire pour l'exercice 2021
Approbation

Madame Claudine BICHET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le compte administratif 2021 a été arrêté le 31 décembre 2021, et est présenté en norme comptable M57, la Ville de Bordeaux ayant adopté ce mode de comptabilité

er plus moderne et identique à celui de la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2021. Le présent rapport retrace les effets financiers **d'une année marquée par une sortie progressive de la crise sanitaire et la mise en place accélérée des actions du projet de mandature.**

Pour 2021, les principaux enseignements du CA, s'agissant des mouvements réels, sont les suivants :

- Des dépenses réelles de fonctionnement maîtrisées : 360,6 M€ en 2021, y compris les intérêts de la dette, contre 353,1 M€ en 2020 soit une hausse d'à peine plus de 2 %.
- Des recettes réelles de fonctionnement portées par "un effet rattrapage", que ce soit en matière fiscale ou pour les cessions, passant de 396,3 M€ en 2020 à 424,3 M€ en 2021, soit une hausse de plus de 7 %.
- D'une épargne brute qui atteint 55 M€ en 2021, en hausse de 46,6% par rapport à 2020 et comparable à celle de 2019 qui s'établissait à 56 M€. Les remboursements d'emprunt étant du même ordre de grandeur (27, 7M€ en 2021, 26,2 M€ en 2020), l'épargne nette est également nettement améliorée 27,3 M€ (contre 11,3 M€ en 2020).
- Des dépenses d'investissement qui s'élèvent à 141,4 M€, et comprennent 113,6 M€ de dépenses d'équipement, en forte progression par rapport à 2020,
- Et enfin des recettes d'investissement qui s'établissent à 100, 4 M€. Le besoin de financement est couvert par les excédents de fonctionnement capitalisés mis en réserves (36,3 M€, en baisse de 45 %) et les emprunts (40 M€ en 2021 pour 45 M€ en 2020).

En tenant compte du besoin de financement des reports sur l'exercice 2022 (19,4 M€), la Ville affiche **un résultat net excédentaire au 31 décembre 2021 de 5,7 M€** (contre 4,5 M€ en 2020 et 12,6 M€ en 2019).

Au total l'année peut être résumée en quatre messages majeurs :

- Une difficile prévisibilité des finances locales sous le double effet de la poursuite de la crise sanitaire et la stabilisation des effets de la réforme fiscale de 2020 ;
- Une progression plus limitée que prévue des dépenses de personnel, sous l'effet des difficultés de recrutement rencontrées dans de nombreux secteurs de l'action publique ;
- Une accélération des investissements avec 25% de crédits dépensés en plus en

2021 par rapport à 2020, couplée à une meilleure prévision budgétaire qui se traduit par une hausse de 10 points du taux de réalisation ;

- L'amélioration de la capacité de désendettement de la collectivité par rapport au point bas enregistré en 2020 ;

Premier élément marquant, les recettes fiscales de la ville de Bordeaux (252, 6 M€) ont cru de 5,5% entre 2020 et 2021 illustrant ainsi particulièrement l'imprévisibilité financière qui a touché les collectivités locales ces deux dernières années. La réforme de la taxe d'habitation engagée en 2020 ainsi a été perturbée dans sa mise en œuvre par la crise sanitaire. De ce fait, la compensation servie aux collectivités en termes de taxe foncière a dû être réévaluée par deux fois au cours de l'année 2021. Au total la fiscalité directe locale progresse donc de 13,1 M€ entre 2020 et 2021.

Le marché immobilier, qui avait connu un fort repli en 2020, se traduisant par un recul des droits de mutation à titre onéreux (DMTO), a vivement rebondi en 2021, atteignant 29,32 M€ faisant plus que rattraper « le retard » de 2020 – la recette progresse de 5,95 M€ sur un an et efface donc l'impact financier de la crise sur cette ligne de recette.

A contrario, les recettes liées au prélèvement brut des jeux, calculées avec un an de décalage, sont en retrait de 0,6 M€ par rapport à 2020, mais de près de 3 M€ par rapport à une année « normale ».

Du point de vue des dépenses, la crise sanitaire a également eu des effets contrastés. D'un côté, des dépenses exceptionnelles en faveur des opérateurs de politique publique comme le CCAS, l'Opéra, l'Ecole des Beaux-Arts ou le SIVU, les associations culturelles et sportives ou pour la protection des agents de la ville de Bordeaux se sont poursuivies en 2021, entraînant un surcout additionnel de 2,2 M€.

Au total, on peut estimer que 2021 voit 6,97 M€ d'impact supplémentaire s'ajouter aux 15,88 M€ comptabilisés pour 2020 portant le coût total de la crise sur les 2 dernières années à près de 22,85 M€.

Deuxième fait marquant majeur de l'année 2021, la **progression des dépenses de personnel, contenue à 1,2 %** du fait des difficultés de recrutement rencontrées dans certains secteurs clés de l'action publique, notamment la sécurité, les métiers de la filière sanitaire et sociale et de l'accueil de la petite enfance. Les postes non pourvus en 2021 sont reportés en 2022.

La progression totale des dépenses de fonctionnement a donc été limitée malgré des **hausse des subventions et notamment le renforcement du soutien au CCAS**, passé de 8,5 M€ à 10,9 M€ en 2021.

Troisième fait marquant, **l'accélération des investissements** avec un programme d'équipement réalisé de 103 M€, supérieur de 25% à celui de l'année 2020 – année marquée par un arrêt de certains chantiers, mais également à celui des années antérieures. Cette forte réalisation, combinée à une budgétisation plus ajustée aboutit à un **taux de réalisation des dépenses d'investissement de 68,2 % soit 10 points de plus que la moyenne de la période 2014-2019**.

A noter en particulier les 5 opérations d'équipement les plus conséquentes en 2021 :

- La poursuite des travaux de la piscine Galin pour 8,6 M€ ;
- Le gymnase et dojo des Bassins à Flots pour 2,4 M€ ;
- Les soutiens au parc public de logements sociaux pour 2,5 M€ ;
- Le réaménagement du parc paysager du Grand Parc pour 2,2 M€ ;

- La finalisation du nouveau bâtiment de l'US Chartrons pour 1,9 M€.

Quatrième fait majeur de ce compte administratif, résultant des phénomènes décrits plus haut : le **redressement de la capacité de désendettement de la collectivité à 5,15 ans contre 7,2 ans en 2020.**

Le début d'une année 2022 est marqué par une forte inflation, tant des prix de l'énergie que de l'ensemble des coûts de chantier. De plus des mesures salariales générales bénéficiant à la fonction publique seront exécutées courant 2022. Aussi ce redressement de la capacité de désendettement fin 2021 permet d'aborder ce contexte plus compliqué en meilleure posture et de conserver l'orientation pluriannuelle de maintien en deçà des 10 ans de capacité de désendettement à l'horizon du mandat.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

VU les décrets et instructions ministérielles sur la Comptabilité Publique,

VU le Budget Primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré

DECIDE

ARTICLE 1 :

Le Compte Administratif de la Ville de Bordeaux présenté par le Maire pour l'exercice 2021 est approuvé.

Ces résultats sont en parfaite concordance avec le Compte de Gestion de Madame l'Administratrice des Finances Publiques qui fait l'objet d'une autre délibération.

ARTICLE 2 :

Les recettes et les dépenses de l'exercice 2021 du budget principal de la Ville de Bordeaux exécutées en comptabilité M57 sont arrêtées aux montants suivants :

	Section Investissement	Section Fonctionnement	TOTAL
Résultat antérieur reporté	-4 478 651,26	6 924 465,67	2 445 814,41
Recettes 2021	140 560 860,98	439 961 047,95	580 521 908,93
Dépenses 2021	159 650 110,09	398 184 222,97	557 834 333,06
Résultat annuel de l'exercice 2021	-19 089 249,11	41 776 824,98	22 687 575,87

Résultat de clôture fin 2021	-23 567 900,37	48 701 290,65	25 133 390,28
-------------------------------------	-----------------------	----------------------	----------------------

D'où il résulte un résultat brut en fonctionnement de l'exercice de 48 701 290,65 euros et un besoin de financement brut de la section d'investissement de - 23 567 900,37 euros
L'excédent brut global s'élève à 25 133 390,28 euros

Compte tenu des restes à réaliser suivants :

	Section Investissement	Section Fonctionnement	TOTAL
RECETTES (a)	14 955 665,52	1 199 030,00	16 154 695,52
DEPENSES (b)	32 658 490,29	2 942 159,04	35 600 649,33
Solde (a) - (b)	-17 702 824,77	-1 743 129,04	-19 445 953,81

- Le résultat net de fonctionnement s'élève à 46 958 161,61 euros

(48 701 290,65 – 1 743 129,04)

- et le besoin de financement net de la section d'investissement est de 41 270 725,14 euros

(23 567 900,37 + 17 702 824,77)

- enfin, l'excédent net de l'exercice 2021 pour la Ville de Bordeaux s'élève à **5 687 436,47 euros**

(46 958 161,61- 41 270 725,14)

Présidence de Madame Claudine BICHET de 14h48 à 16h05

M. le Maire quitte la séance de 16h04 à 16h05, et ne participe pas au vote

ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX ENSEMBLE
VOTE CONTRE DU GROUPE RENOUVEAU BORDEAUX
VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

Mme BICHET

Merci Monsieur le Maire, bonjour à toutes et tous. Effectivement, je vais vous présenter ce compte administratif 2021. Le compte administratif que je vais vous présenter aujourd'hui présente un bilan très positif des actions entreprises en 2021 et qui n'ont pas toujours été faciles parce que je rappelle, en 2021, nous avons encore la crise sanitaire et globalement un ralentissement de l'activité. Pour autant, bien au-delà du seul maintien d'un service public de qualité de proximité, nous avons relevé le défi d'ancrer le projet que nous avons imaginé collectivement pour la Ville de Bordeaux, celui pour lequel les habitantes et les habitants nous ont élus. Ce compte administratif révèle même une montée en puissance du projet municipal, et j'en profite pour remercier, féliciter mes collègues de leur détermination d'avoir pu effectivement amorcer de nombreuses nouvelles orientations dans un contexte qui était complexe. C'est donc une belle page que nous sommes en train d'écrire.

Loin de toute l'austérité que l'on nous attribue injustement, notre écologie est résolument positive. Elle est avant tout tournée vers les autres et vers ce que nous avons en commun. Ce projet est la preuve concrète que l'on peut faire du défi climatique le moteur d'une vision territoriale beaucoup plus systémique dans laquelle chacun trouve sa place et conserve sa liberté d'agir.

Je vais donc maintenant vous présenter les principales réalisations que nous avons donc lancées en 2021. Politique publique selon nos quatre grands piliers. Je vais donc lister les principales actions. Nous allons commencer par le volet d'adaptation de la ville aux défis environnementaux.

Adapter la ville avant tout dans la vie quotidienne des habitants. Je citerai notamment l'emblématique rue aux Enfants qui démontre que l'on peut faire d'une mesure contraignante un lieu finalement de reconnexion sociale pour les parents et les enfants et en cela, cette rue aux Enfants est aujourd'hui une vraie réussite. Nous avons également toutes nos mesures de piétonisation, de ralentissement de la vitesse de circulation à 30 km/h, le développement à la fois des stationnements de roue, mais aussi avec notre FIC métropolitain, la résorption de l'ensemble de nos discontinuités cyclables. Tout cela, c'est permettre à notre politique de mobilité de gagner, de prendre plus de place et d'accentuer le report modal vers des modes de déplacement plus doux.

La nature regagne également du terrain puisque nous avons +18% d'arbres en 2021, +30% de fruitiers et globalement 4 800 jeunes plants, et cela bien sûr avec la nécessité de végétaliser la ville pour adapter la ville aux changements climatiques puisque l'on voit bien qu'avec la hausse des températures, cette végétation sera plus que nécessaire pour lutter contre les îlots de chaleur. Donc globalement, la ville s'adapte aux défis environnementaux pour offrir un projet de société soutenable dans lequel chacun trouve sa place. C'est ainsi que nous commençons par nous appliquer une certaine idée de la sobriété à nous-mêmes avec une forte ambition au niveau de la politique énergétique de la vie sur son patrimoine, une augmentation amorcée de production d'énergie renouvelable avec bien sûr le passage d'achat d'électricité verte d'origine certifiée, une augmentation de la production photovoltaïque et ce n'est qu'un début, des raccordements aux réseaux de chaleur en augmentation, mais également de gros travail de sobriété énergétique sur le patrimoine existant.

Nous avons également nos ambitions alimentaires que nous avons présentées très récemment, que nous poursuivrons tout au long du mandat de manière à promouvoir le manger bon, sain et local. Cette idée que nous appliquons à nous-mêmes, nous voulons la propager au plus grand nombre des acteurs de notre territoire. C'est ainsi que nous avons lancé également la plate-forme d'autodiagnostic de performantes RSE des entreprises. En mai dernier, un mois plus tard, nous avons déjà plus de 200 entreprises qui sont autodiagnostiquées sur cette plate-forme.

L'implication de l'ensemble de notre environnement implique bien sûr l'environnement économique avec le soutien au développement économique responsable et solidaire de notre ville. Au total, c'est plus de 20 millions d'euros d'investis sur le développement de cette économie avec un soutien marqué à la fois à des projets de commerce de proximité. C'est 120 projets qui ont été accompagnés en 2021. Nous accompagnons également le fort développement de l'ESS, une politique ESS qui s'ancre toujours plus fortement sur notre territoire.

Nous pourrions passer donc au deuxième pilier qui concerne l'émancipation de toutes et tous. Ce deuxième pilier concerne prioritairement nos enfants. Nos enfants d'abord, ils sont vraiment au cœur de notre projet municipal. Nous sommes animés par la volonté de les accueillir dans les meilleures

conditions et de leur offrir une alimentation de qualité. C'est donc 7 millions d'euros qui ont été investis dans l'accueil de la petite enfance avec la création de 133 places en crèche en 2021 et au niveau des groupes scolaires, c'est plus de 26 millions d'euros qui ont été investis sur les bâtiments de l'éducation et avec 3,7 millions pour des travaux d'entretien de grosses réparations. Quatre nouveaux groupes scolaires vont ainsi voir le jour sur les nouveaux quartiers de la ville.

Au niveau de l'alimentation, des orientations aussi très structurantes, une exigence de plus de 40% de produits bio sur la petite enfance et 40% sur les plus grands avec un repas végétarien par semaine qui a été également instauré en 2021. Nous avons également augmenté de manière significative les places en accueil de loisir, 380 places les mercredis, 64 places en moyenne pendant les vacances.

Plus globalement, notre projet éducatif de territoire a démarré, il portera des valeurs liées à l'environnement, la démocratie, la citoyenneté, la solidarité ainsi que le parcours de l'enfant de 0 à 8 ans. Je mentionnerai principalement l'aménagement des cours buissonnières qui est un puissant vecteur de solidarité, d'équité, de respect de l'environnement et d'éveil dès le plus jeune âge. Nous avons également le fond nature et culture. La moitié des écoles se sont emparées de ce fonds et ont ainsi manifesté leur adhésion pour participer à ce dispositif. De nombreuses autres politiques peuvent être mentionnées comme le fait de pouvoir faire bénéficier le maximum de jeunes à des séjours mer-environnement, le développement des classes vertes dans les activités des centres de loisirs.

Le dernier rapport du GIEC a mis en évidence le rôle important, fondamental, de la justice sociale dans l'adaptation au changement climatique. Nous l'avons compris, et c'est pour cela que nous portons un regard attentif aux plus démunis et aux plus fragiles, nous avons ainsi augmenté de plus de 28% la subvention au CCAS avec une subvention qui atteint quasiment les 11 millions d'euros. Tout cela bien sûr pour renforcer notre contribution sur l'aide alimentaire, les solidarités, l'hébergement, la consolidation des effectifs du CCAS qui a été aussi un point déterminant de cette année 2021.

À noter également les 400 000 euros investis sur les quartiers politiques de la ville en lien avec les associations de manière à pouvoir coconstruire des projets de proximité. C'est aussi dans la constitution du conseil Bordeaux sénior action qui montre la volonté de la ville de s'impliquer auprès des seniors et de s'adapter aux enjeux de la longévité.

Troisième pilier, la ville en commun. Ce que nous souhaitons, c'est bien sûr des services municipaux qui sont accessibles à tous et une ville dans laquelle chaque personne se sent en sécurité. C'est ainsi que nous avons renforcé les moyens pour promouvoir l'égalité et lutter contre les discriminations avec plus de 13 millions d'euros dépensés sur ses politiques publiques et de nombreux efforts à la fois pour lutter contre les discriminations avec un plan de lutte contre les discriminations et également de lutter contre les violences faites aux femmes et un renforcement notamment de l'accueil d'hébergement.

Sur la sécurité, un gros travail pour organiser notre recrutement des effectifs puisque notre objectif est de recruter 10 postes de PM par an, et pour cela, nous avons travaillé sur les leviers d'attractivité et bien d'autres effets permettant de recruter ces policiers. C'est également une approche de proximité, être présent sur le terrain, qui est promu à travers les différents dispositifs que nous mettons en place et de nombreuses augmentations de moyens notamment sur le recrutement d'un quatrième coordonnateur de CLSPD et la pérennisation de deux postes de médiateur.

Concernant le sport et la culture pour toutes et tous, je soulignerai le passeport qui a trouvé quand même 1 700 bénéficiaires en 2021 et sur la culture, 4,9 millions de subventions qui ont été versées à plus de 180 associations culturelles, le fait que Sport et culture ont coconstruit leur feuille de route au travers de forums qui ont permis d'associer le maximum d'acteurs et de nombreux investissements là encore, à noter 19,6 millions d'euros investis sur les équipements sportifs.

Enfin dernier pilier, répondre aux aspirations démocratiques. En 2021, nous avons donc renouvelé notre engagement d'associer les habitantes et habitants aux décisions de la Municipalité notamment dans le cadre de notre nouveau contrat démocratique. Nous avons également structuré une nouvelle mission avec deux postes créés, mis en place une plate-forme de concertation en ligne. Nous avons également réaffirmé notre implication sincère et convaincue auprès du tissu associatif avec plus de 41 millions d'euros dédiés auprès des associations et la reconduction du fonds de soutien exceptionnel

qui était encore nécessaire en cette année 2021.

J'aurai pu être plus longue, mais je pense que vous m'en auriez voulu, donc je vais aller maintenant sur des éléments plus financiers. Déjà sur la partie investissement, vous montrer que nous avons dépensé en termes d'investissements de manière très équilibrée sur nos quatre piliers, ce qui montre notre volonté vraiment d'avancer de manière cohérente sur l'ensemble de ces piliers de politiques publiques et sur la partie investissement. J'en ai cité quelques-uns dans la présentation précédente. Montrer que nous avons réalisé pour la première fois depuis longtemps un taux de réalisation de 68% qui est en gros un taux qui est 10 points supérieur aux réalisations de ces dernières années. Donc nous investissons et nous concrétisons notre volonté d'investir dans tous les quartiers et sur l'ensemble de nos politiques publiques.

En résumé de ce compte administratif 2021, ce que nous constatons, c'est globalement un retour à peu près au même niveau que l'avant-crise, mais pas tout à fait car on a des effets qui sont parfois variables selon les domaines. Dans ce contexte, une augmentation des dépenses de 2% qui montre globalement une gestion saine sur nos dépenses. Nos recettes de fonctionnement quant à elles augmentent de 7% et de ce point de vue, nous avons clairement eu des corrections apportées par les services de l'État qui nous ont aidés à atteindre ce résultat. Néanmoins, il y a aussi des retours de bonne dynamique comme sur les droits de mutation qui ont bénéficié d'un effet post-crise de rattrapage très important.

Sur la partie investissement comme je l'ai dit, nous avons à un taux de réalisation d'un programme d'équipements qui est très élevé avec plus de 100 millions d'euros de dépenses d'équipements en 2021, tous cela se traduit globalement par un endettement qui augmente légèrement mais surtout une capacité de désendettement qui décroît fortement après le pic que nous avons connu en 2020. Tout cela pour nous permettre dans un contexte de crise sanitaire comme je l'ai dit de mettre en place l'ensemble des actions de notre projet de mandat pour une ville solidaire, grandeur nature, conviviale, créative et riche de diversité.

Petit focus sur les effets de la crise sanitaire que nous réévaluons en permanence, nous estimons les effets de la crise pour la Ville de Bordeaux à 23 millions d'euros sur les deux exercices 2020-2021 qui sont constitués à la fois de moindres recettes, c'est la plus grosse partie, mais aussi de dépenses supplémentaires pour soutenir l'ensemble des acteurs de notre territoire et également des moindres dépenses, pour le coup, c'est des économies.

Je conclurai sur cette slide qui montre l'évolution des principaux indicateurs que nous suivons. Tout d'abord, notre épargne brute, épargne brute à 55 millions d'euros en 2021 qui donc retrouve presque le niveau 2019 qui était à 56,6 millions d'euros. Donc nous sommes bien dans la trajectoire de notre ratio avec 13% d'épargne brute, trajectoire que nous avons annoncée bien sûr lors de nos orientations budgétaires. Et en ce qui concerne l'endettement, l'endettement qui est en légère progression. Néanmoins, un ratio de capacité de désendettement qui est ramené à 5,14 années alors qu'il était de plus de sept ans en 2020 et donc légèrement au-dessus de l'année 2019 qui était à 4,45.

Voilà, je crois que j'en ai terminé de cette présentation. C'est moi qui donne la parole, c'est cela. Thomas CAZENAVE.

M. le MAIRE

Monsieur CAZENAVE.

M. CAZENAVE

Merci Madame la Première Adjointe. Quelques commentaires sur le Compte administratif et votre présentation. Peut-être pour commencer sur un élément positif dans cette présentation, on l'avait souligné en commission, c'est l'augmentation du taux d'exécution, je trouve, en termes de sincérité budgétaire plutôt des éléments positifs parce qu'en gros, on fait plutôt ce que l'on dit.

En revanche, je voudrais insister sur deux éléments un peu en trompe-l'œil. Premier élément, vous venez de le mentionner et vous vous félicitez la bonne gestion en disant : « On a contenu l'évolution des dépenses de fonctionnement à 2% ». Mais, en fait, vous les avez contenus à 2% parce que vous n'avez pas recruté ce que vous avez prévu au budget. Il y avait 60 recrutements de prévus, vous en

avez fait 27 sur les 60. Donc, mécaniquement, vous avez contenu l'évolution des dépenses de fonctionnement par la non-atteinte des objectifs de recrutement, et j'imagine qu'il y a dedans un certain nombre de policiers municipaux non recrutés.

Le deuxième élément qui change la présentation globale, vous l'avez dit rapidement entre les lignes, c'est vous avez bénéficié d'un rebond considérable des recettes. Les recettes ont progressé par rapport au budget de 7% en raison d'un re-calcul, et merci pour les éléments que vous m'avez adressé, d'un re-calcul des produits fiscaux par la Direction générale des finances publiques pour que tout le monde ait en tête les éléments +7%. C'est plus de 30 millions. Donc, j'en viens un peu à ma question. Cette bonne nouvelle sur le plan des recettes à hauteur de 30 millions d'euros, comment allez-vous l'utiliser ? Est-ce qu'elle vient couvrir des dépenses supplémentaires demain ? Est-ce que vous pensez utiliser ces bonnes nouvelles pour investir davantage, par exemple, sur la rénovation des installations sportives ? Est-ce que c'est des crèches par ailleurs ? Est-ce que ces dépenses et recettes nouvelles vont venir plutôt dans le désendettement nécessaire de la Ville ? Bref, qu'allez-vous faire de cette cagnotte, plutôt une bonne nouvelle dans les prochains mois ?
Je vous remercie.

Mme BICHET

Jean-Baptiste THONY.

M. THONY

Merci Claudine, chers collègues. Tout d'abord, merci Claudine BICHET. Merci aux services aussi pour leur précieux travail. Nous pouvons aujourd'hui nous vanter de posséder des finances saines et une amélioration de nos ratios dans un contexte de pandémie qui a mis à rude épreuve notre collectivité. Je tiens également à remercier l'ensemble de notre majorité pour le travail de priorisation de nos politiques municipales. Ces efforts se traduisent par un taux de réalisation, vous l'avez vu, de nos investissements supérieurs de 10 points à celui de l'ancienne mandature.

Ce Compte administratif traduit la première année complète de réalisation de notre équipe municipale alors que nous avons dû et su mettre en œuvre ces politiques publiques dans un contexte instable. Malgré cette satisfaction, nous ne pouvons occulter les difficultés auxquelles devra faire face notre collectivité. Nos dépenses de fonctionnement sont déjà grandement affectées par la hausse du prix de l'énergie, des produits alimentaires et des fournitures et le seront encore dans les mois à venir.

Pour cela, notre travail, mené depuis le début de notre mandat, est accentué en 2021 pour augmenter, par exemple, la production d'énergie renouvelable sur le territoire et privilégier la sobriété de nos consommations d'énergie, est primordial. Difficulté également pour nos concitoyens et en particulier les plus modestes pour qui la Ville et son CCAS auront à redoubler d'efforts pour les soutenir face à la hausse des prix des produits du quotidien. Une nouvelle fois, les collectivités locales seront en première ligne face à l'urgence sociale. À cet égard, la tarification solidaire de services municipaux que nous instaurons constitue un mécanisme de solidarité essentielle pour garantir aux habitantes et habitants bordelais l'égalité d'accès aux services publics.

Nous ne cachons pas non plus nos craintes de voir piloter un budget avec l'incertitude que laissent planer les déclarations du Gouvernement et du Président de la République sur le financement des collectivités locales. Nous craignons qu'elles soient plus encore ponctionnées au profit d'un État plus soucieux de préserver son modèle capitaliste néolibéral que de servir l'intérêt général. Il est grand temps de le dire haut et fort. Si le Gouvernement persiste dans sa politique d'austérité envers le service public, aujourd'hui, c'est l'hôpital public qui est au bord du précipice, demain, ce seront les collectivités locales. Nous ne saurons l'accepter à l'heure où les indispensables transitions écologiques imposent au contraire des investissements massifs, et contrairement à ce que j'ai pu entendre, ce n'est pas une caricature. L'heure est grave, vous l'avez dit, elle mérite que l'on me prenne le taureau par les cornes et que l'on mette des mots M-O-T-S sur les maux M-A-U-X. C'est donc un sentiment ambivalent qui anime notre groupe aujourd'hui : la satisfaction de pouvoir mettre en œuvre notre programme de transition écologique et de justice sociale grâce à une gestion saine des finances de notre ville, mais aussi la vigilance face aux chocs économiques des mois à venir et face à un État qui semble ne pas prendre la mesure du rôle central de collectivités locales dans le maintien du service public, le pilotage de transition et la gestion des crises.

Merci.

Mme BICHET

Je vais donner la parole à Nicolas FLORIAN.

M. FLORIAN

Oui, Madame la Présidente de séance, chère collègue, merci de me donner la parole. Je ne partage pas tout à fait le même optimisme que mon prédécesseur, ni même la façon plutôt, j'allais dire, idéaliste qu'en a faite Madame la Première Adjointe. Il y a deux façons de lire un compte administratif. Il y a la photographie financière, opérationnelle d'une année de plein exercice, et pour le coup, c'est la première fois que vous avez à défendre, ou, en tout cas, à présenter un compte administratif de plein exercice car 2020, les élections, on l'avait eu en cours de mandat, et par ailleurs, 2020 est une année particulière, vous le rappelez, et cela je ne le contredirai pas. Les effets de la pandémie se font encore sentir. C'est un peu plus de 20 millions d'euros qui ont été mobilisés en 2020, et on voit encore quelques reliquats qui impactent notre situation. Donc, il y a une photographie à l'année *n*. C'est la première sur laquelle on pourra juger de la cohérence des politiques publiques que vous avez mis en avant, et avec ce souci que vous avez, mais c'est l'exercice qui veut cela, de valoriser votre politique et quasiment de façon laudatrice, c'est l'exercice, mais Alexandra SIARRI qui prendra la parole avec moi sera peut-être un petit peu moins enthousiaste. Quand on regarde dans le détail un certain nombre de réalisations et qui relèvent de vos marqueurs, j'allais dire, quasi identitaires de votre politique, vous avez fait les grandes têtes de deux chapitres, quand on regarde dans le détail, mais c'est Alexandra SIARRI qui le fera, il n'y a peut-être pas tout à fait le compte entre ce qui relève d'une intention ou quasiment d'une incantation et la réalité des chiffres. Donc, je ne reviendrai pas trop sur cette photographie, elle estime à l'année *n*.

Sinon, peut-être, pour rebondir sur ce que disait Monsieur Thomas CAZENAVE, d'ailleurs, ce n'est pas une cagnotte de 30 millions, c'est 5 millions de résultats nets dont il s'agit de savoir ce que l'on fera l'année prochaine, et j'imagine qu'au mois de juillet ou au plus tard au moment du vote du budget supplémentaire, on sera attentif à l'affectation des résultats quand bien même d'ailleurs ces résultats ne sont pas si probants que cela parce que 5 millions d'euros, à l'échelle d'un budget comme le nôtre, ce n'est pas une marge de manœuvre très conséquente. Donc, moi, je ne m'attends pas à des miracles sur cette cagnotte parce qu'elle n'est que de 5 millions, et elle va vite être absorbée par vos mouvements.

Je voudrais faire un petit arrêt sur ce qui est la seconde lecture d'un compte administratif. C'est le tendanciel qu'il dégage, et quand on le compare aux exercices passés, en prenant la précaution d'isoler l'année 2020, mais en remontant un petit peu plus loin de voir le tendanciel tel qu'il a été exécuté depuis de nombreuses années, vous avez dit quelques mots sur capacité de désendettement, sur l'épargne nette, mais surtout ce que cela pourrait dire pour l'avenir, et là-dessus, moi, j'émet un certain nombre d'inquiétudes pour des éléments exogènes, je peux en dire un mot, c'est l'environnement international, c'est les dotations de l'État à venir, et puis des éléments endogènes qui viennent de notre propre façon de mener une politique publique et une politique budgétaire. Quand je parle d'inquiétude, elle s'adresse à ces deux facteurs. J'entends l'exercice qu'a pratiqué mon prédécesseur dans son intervention, mais il est peut-être un peu jeune. Je me souviens d'une époque quand Monsieur HOLLANDE était Président de la République avec Monsieur AYRAULT, avec vos amis, je ne sais pas dans quel groupe vous êtes Monsieur, écologiste, socialiste, divers gauche qui était au Gouvernement, cela été la plus grande ponction financière dans les poches des collectivités territoriales. Cela a été 4 milliards avec AYRAULT. Cela a été 14 milliards avec VALLS. On n'avait jamais vu cela. Alors, on peut toujours crier au loup pour ce qui peut arriver, mais il faut aussi avoir la mémoire de « faites ce que je dis et pas ce que je fais », ou vice versa. Quoiqu'il en soit, on peut tous s'inquiéter de ce que sera ou serait le prochain projet de loi de finances s'agissant des collectivités, et au-delà des postures politiques, je ne parle même pas de postures politiciennes parce que je crois à l'intégrité des interventions et leur sincérité. Il est évident qu'il y aura un projet de loi de finances qui ne sera pas en faveur des collectivités territoriales, ni des collectivités locales. Il faut le savoir. On sort d'une pandémie. Il y a l'abandon de la taxe d'habitation qu'il faudra à un moment ou un autre payer d'une manière ou d'une autre, je ne sais pas comment, mais l'État ne continuera pas à actuellement à compenser cette perte de recettes pour les collectivités, par ailleurs, qui a été aussi une atteinte à notre autonomie financière et fiscale et bien d'autres éléments plus récents, le contexte géopolitique, le contexte international qui auront des conséquences sur notre

façon d'utiliser l'argent public : quid du prix de l'énergie ? Quid du prix des matières premières ? Il faut s'attendre. C'est la première fois que dans ce pays on redécouvre qu'il pourrait y avoir une inflation et pourquoi pas de chiffres dans les mois qui viennent que le coût des matières premières va augmenter, que les taux d'intérêt vont augmenter. Tout cela aura des conséquences. Il faudra payer d'ailleurs la note et de la pandémie et de la situation politique actuelle et du conflit en Irak. Donc, il y a nécessairement, il y aura nécessairement un impact ou sur nos dotations, ou sur la péréquation, ou sur un nouveau qui tombera du ciel que l'on ne sait pas, mais qui arrivera le moment venu.

En ce sens, cela m'amène à parler de votre façon de gérer, et je parle de causes endogènes, je m'inquiète du manque d'anticipation qui n'est pas pris en compte, et l'anticipation qui n'est pas mise en œuvre par votre équipe. Quand on regarde les chiffres des années précédentes, l'excédent ou le résultat net avait été porté au-dessus de 20 millions pendant deux années pour se stabiliser autour de 10, 15 millions. Je considère pour une collectivité comme la nôtre, il est sain d'avoir un excédent net que l'on puisse capitaliser autour de 15 millions d'euros. Vous le ramenez à 5 millions au même titre que 2020. Là au 2020 cela s'explique car nous sommes dans une période de crise. 2021, cela s'explique un peu moins. Et là, je m'inquiète beaucoup, et on tire le signal d'alarme, mais on verra sur les exercices suivants sur la capacité financière, les marges de manœuvre qui seront celles des années suivantes et même la façon dont on pourrait assumer vos politiques publiques. C'est un premier message d'alerte que je voudrais adresser à tout un chacun avec des éléments objectifs. Vous nous dites que l'endettement est contenu, l'endettement va fortement augmenter. Quand on calcule la capacité de désendettement, bien sûr, elle est calculée, et vous l'avez fait très justement, sur l'exercice 2021, ce qui est intéressant, cela va être de calculer l'impact des 40 millions d'euros qui ont été mobilisés, là, on rembourse 27 millions d'euros, l'impact de cet endettement supplémentaire. Qu'est-ce que cela va donner et comment nos critères vont à un moment ou à un autre se dégrader ? Donc, là-dessus, premier élément d'inquiétude sur l'endettement.

Deuxième élément d'inquiétude, j'en ai déjà parlé, on vit cela à côté d'un excédent net qui se dégrade. Malgré, comme le rappelait très justement Thomas CAZENAVE, un effet d'aubaine un peu inattendu, on y a vu des recettes fiscales de près 30 millions d'euros, mais qui sont de suite absorbées par une hausse, et là où je ne comprends pas votre raisonnement, mais je comprends l'exercice, de dire que les dépenses de fonctionnement n'augmentent pas autant que cela. Où est passé l'argent ? Quand on voit le niveau de recettes supplémentaires, les dépenses sont mécaniquement augmentées dans des proportions identiques puisqu'ils ne restent plus que 5 millions de résultats nets. Par ailleurs, quand on regarde le détail du document budgétaire, notamment sur le chapitre 65, on n'a jamais autant dépensé. Il y a beaucoup de reports sur ce budget et peu de crédits annulés. Donc, là aussi, il y a quand même un niveau d'inquiétude que je mets en avant, je ne veux pas avoir un discours apocalyptique, mais je m'inquiète pour l'avenir des finances de cette ville. Les dépenses de fonctionnement ne sont pas maîtrisées sur votre mandature. Elles ne sont pas maîtrisées. Elles se sont même alourdies quand bien même d'ailleurs, sur le chapitre 12, pour les dépenses de personnel, il y a moins de dépensés que d'inscrits en sachant très bien que c'est des dépenses qu'il faudra faire parce qu'il s'agit des recrutements. On attend toujours le premier recrutement sur la Police municipale et un certain nombre de remplacements de postes. Tout cela, ce n'est pas fait. Tout cela pour dire que, et c'est révélateur la présentation que vous avez faite, vous êtes souvent dans un discours assez incantatoire qui valorise l'affichage. La réalité est bien différente et sur l'exercice et sur la tendance qui vient qui vient devant. Donc, nous allons voter contre ce Compte administratif. Je rappelle que le Compte administratif n'est jamais que la retranscription des sommes qui ont été votées au moment des budgets. Nous avons voté contre les budgets, et donc nous voterons, bien évidemment, contre ce Compte administratif.

Mme BICHET

Merci Monsieur FLORIAN pour cette prise de parole qui a duré plus de 10 minutes. Je vais donc passer la parole à Alexandra SIARRI.

Mme SIARRI

Merci Monsieur le Maire, Madame la Première Adjointe. Il y a quelque chose qui me surprend toujours un peu dans votre façon de présenter les choses, c'est comme si vous étiez arrivés avec une page blanche. Aucun projet dans les cartons dans aucun domaine, aucune construction d'écoles, de crèches, aucun projet végétal, rien du tout, et comme si tout d'un coup tout était apparu au moment de votre élection. Je trouve que le débat démocratique y gagnerait si vous mettiez vraiment de côté ce

qui relève de ce que vous avez mis en place de nouveau, de différent, d'alternatif, ou en tout cas que le débat démocratique y gagnerait si vous rappeliez qu'un certain nombre de choses avaient été mises en place qui constituent l'essentiel en fait de ce que vous présentez.

J'en profite aussi pour rappeler à ceux qui nous écoutent que 95% des délibérations, Monsieur le Maire, étaient votées à l'unanimité dans le mandat précédent. Je trouve que c'est important quand même de rappeler ces faits. Évidemment aussi, je dirais que c'est une délibération qui montre un budget un peu en trompe-l'œil. Et, moi, je veux insister sur vos marqueurs, ceux sur lesquels vous nous aviez dit : « Vous aviez cassé la baraque et que l'on allait voir ce que l'on allait voir. »

Alors, sur la transition écologique et notamment, par exemple, sur la reconquête végétale, vous êtes à peu près à 40% de choses que vous nous aviez annoncées qui n'ont pas été réalisées. 40%, ce n'est pas une paille. Je voudrais insister particulièrement sur tout ce qui concerne la sobriété et l'efficacité énergétique où, en effet, on sait tous on est dans un niveau de tension qui est maximale.

Là aussi vous aviez proposé beaucoup de choses, et il vous reste 40% des choses qui n'ont pas été réalisées, et j'aimerais insister, et elle le sait, Delphine, c'est un peu ma marotte, sur tout ce qui est la lutte contre la précarité énergétique parce que je sais bien que la Métropole a les compétences là-dessus, mais dans le budget, vous avez consommé en dépenses de fonctionnement 3 400 euros sur la précarité énergétique. C'est des montants qui sont importants.

Je voudrais aussi insister sur l'ESS. Quand nous sommes devenus capitale occidentale européenne de l'ESS, pardon mondiale, donc c'est important, et on a tous salué cela avec un enthousiasme important, mais quand on regarde le budget sur l'ESS, l'animation du réseau Emploi, le budget qui était prévu, c'était 212 000 euros. Ce n'était pas non plus monstrueux, mais 80% de ce budget n'a pas été consommé. Donc, ce sont des choses qui sont symboliques, mais qui montrent aussi avoir qu'entre ce que vous nous annoncez et ce qui se réalise, il y a parfois des gaps qui sont importants.

Je voudrais évidemment parler du logement puisque j'ai entendu régulièrement ce qui m'a été dit sur le logement à savoir que l'on ne consommait pas tout ce que l'on avait inscrit, et que vous alliez mettre un budget qui correspondait à ce que vous aviez effectivement dépensé, mais ce n'est pas le cas. Alors même que vous voulez dépenser et produire beaucoup plus, et c'est tant mieux, et bien le budget dont j'ai, à plusieurs fois, dit qu'il était trop faible n'est pas consommé complètement. C'est particulièrement inquiétant sur tout ce qui concerne la rénovation urbaine et sur les quartiers politiques de la ville puisque là, vous êtes à 50% de crédits qui sont effectivement engagés. Donc, il y a des manques sur des secteurs, les Aubiers, le Grand Parc où ces publics qui sont fragiles sont potentiellement en difficulté parce que cela ne va pas aussi vite que ce que vous nous aviez annoncé.

Je voudrais faire un détour sur les équipements sportifs puisque là aussi vous parlez toujours beaucoup d'équipements sportifs, et j'ai en mémoire des mots qui étaient extrêmement durs sur le fait que nous n'avions pas rénové les équipements sportifs et il en manquait. Je dois vous dire quand même que sur ce budget, il manque 9 millions de réalisation sur les équipements sportifs, ce qui n'est quand même pas une paille.

Enfin, je voudrais insister sur deux petites choses, sur les aspirations démocratiques et notamment celles des jeunes. Je voudrais vous dire que sur le budget que vous nous présentez, il y a 80% du budget qui était prévu pour les démarches démocratiques des jeunes qui n'ont pas été consommés. Sur la sécurité, mais on aura l'occasion d'y revenir en juillet plus largement, finalement, c'est un million sur les budgets d'investissement qui n'a pas été consommé.

Je trouve que c'est important quand on présente un budget à la fois de rendre ce que nous avons fait collectivement puisque vous votiez avec nous et de bien rappeler que l'on est aussi dans une continuité des services publics et de l'action politique. J'insiste profondément sur les quartiers politiques de la ville et sur la politique senior où il me semble que là, il y a une faiblesse qui se répète et qui place les publics les plus en difficulté dans une situation de vrai danger pour les mois et les années à venir.

Merci beaucoup.

Mme BICHET

Je vais passer la parole à Bernard BLANC.

M. BL BLANC

Merci Madame la Présidente de séance, mes chers collègues. Moi, à mon tour, pour le compte du Parti socialiste, quelques petits points. Ce que je pourrais dire dans un premier temps, c'est que ce Compte administratif nous rend optimistes pour l'avenir. Optimistes par rapport à trois points pour lequel nos résultats nous semblent particulièrement probants, cela a été souligné par certains d'entre vous.

Le premier point, c'est l'augmentation du taux de réalisation puisque nous avons un taux de réalisation 10 points supérieurs à la moyenne de l'ancien mandat, ce qui montre malgré tout un niveau de réalisation qui est certainement perfectible, mais quand même très satisfaisant par rapport à ce qui a été fait dans les années passées. Notre capacité de désendettement est à la baisse. Je serais tenté de dire qu'il aurait parié en début d'année puisque nous passons, comme l'a rappelé Claudine BICHET, nous passons à une capacité de désendettement ramenée à 5,14 années alors qu'il était de plus de 7 ans en 2020, ce qui montre quand même les efforts que nous avons entrepris.

Je finirai sur l'augmentation de 2% des dépenses de fonctionnement. Cela peut sembler effectivement beaucoup, je comprends. Je sais qu'effectivement les dépenses de recrutement de policiers municipaux qui ont été provisionnées n'ont pas été réalisées. Cela, c'est quelque chose qu'il faut souligner. J'ajouterais malgré tout que nous avons eu des recettes. Vous avez mis en avant effectivement un certain nombre de recettes supplémentaires réalisées, mais il y en a d'autres qui ne sont pas arrivés alors que nous prévoyons notamment les recettes venant du Crédit municipal qui n'ont pas pu effectivement abonder le budget du CCAS et auquel nous avons dû suppléer.

Puis, j'ajouterais également ce que nous avons dû allouer de recettes supplémentaires au CCAS compte tenu des difficultés sociales que rencontrent un certain nombre de nos compatriotes. Cela, vous le savez parfaitement, et moi, en tout cas, même si le niveau des dépenses de fonctionnement ne peut paraître non satisfaisant par rapport aux critères notamment du Pacte de Cahors, je crois quand même indispensable de penser aux plus démunis de nos concitoyens.

Maintenant, c'est vrai que 2% c'est beaucoup au regard du Pacte de Cahors qui est aujourd'hui suspendu, et qui limitait encore il y a deux années notre augmentation de dépenses à 1,35%. Nous serions donc aujourd'hui en situation d'amende de la part de l'État si on avait maintenu effectivement les critères de ce Pacte de Cahors. Donc, ce qui m'inquiète aujourd'hui et qui inquiète l'ensemble des collectivités de ce pays qui craignent un retour de cette règle d'or et des contraintes budgétaires extrêmement draconiennes qui sont contenues dans ce Pacte de Cahors, c'est que, tout simplement, nous ayons des difficultés croissantes, année après année, à mettre en place nos politiques municipales, mais surtout de répondre aux fortes attentes des populations. Les populations de nos collectivités locales sont en attente d'investissement de proximité et de politique de solidarité forte auxquels nous sommes en capacité d'attendre. Alors, je sais bien, vous l'avez souligné, Monsieur FLORIAN, que les dotations de l'État ont été largement baissées sous le quinquennat de François HOLLANDE, comme vous, je le regrette, mais il faut dire qu'à l'époque quand même la situation économique et le taux d'endettement du pays étaient bien supérieurs à ce qu'il est aujourd'hui, et cela pouvait justifier effectivement ce type de mesure.

Voilà ce que je voulais dire tout simplement, et nous réjouir quand même pour dire et je le répète que tel qu'il a été présenté, ce Compte administratif nous rend optimistes pour l'avenir et semble nous garantir la possibilité de réaliser notre programme dans les meilleures conditions possibles jusqu'à la fin de ce présent mandat.

Voilà, je vous remercie.

Mme BICHET

Merci Bernard. Je vais passer la parole à Olivier ESCOTS.

M. ESCOTS

Merci Madame la Présidente de séance, mes chers collègues. Je ne vais pas rappeler les différents

indicateurs qui ont été largement évoqués par les différents intervenants, mais pour le Groupe communiste, je souhaiterais souligner qu'entre la Décision modificative votée en novembre dernier et ce Compte administratif, 5,5 millions de recettes de fonctionnement supplémentaires surtout liés à des recettes fiscales imprévues ont été affectés automatiquement à nos réserves, ce qui automatiquement améliore de fait notre épargne et notre capacité de désendettement nous permettait d'afficher un taux à 5,15 années, 5,14, je crois, ce qui est très confortable.

Deux remarques, il est peut-être dommage que nous n'ayons pas pu faire une décision modificative supplémentaire pour utiliser ces rentrées dans notre budget de fonctionnement. Deuxième remarque, ces recettes fiscales imprévues sont aussi sans doute à la fois significatives de la crise Covid, mais aussi peut-être une désorganisation des services fiscaux par manque d'argent. Il y en a aussi les résultats des attaques régulières contre le service public.

Donc, dans le même temps, sur la partie dépenses, nous avons des recettes de fonctionnement maîtrisées notamment du fait des 27 recrutements sur les 60 prévus, et avec des subventions aux associations principalement en stagnation malgré les augmentations fortes comme celles du CCAS.

Donc, je rappellerai que la Ville est un outil aux services des habitants et des habitantes, et là, on ne va pas être tout à fait d'accord avec Monsieur FLORIAN. La santé financière de la ville est en moyenne répondre aux besoins de ses habitants et de ses habitantes, et vous les connaissez ces besoins, et la santé financière n'est pas une fin en soi. Donc, avec tous les besoins qui restent à pourvoir au vu des manques pour la population après cette décennie de politique de droite à Bordeaux, notre groupe, le Groupe communiste préfère que nos ratios soient un peu moins bons à l'avenir sans mettre en danger pour autant la Ville de Bordeaux. Donc, que ces ratios soient peut-être un petit peu moins bons à l'avenir, mais que la réponse aux besoins de la population soit plus importante, ce qui peut passer par des augmentations de subventions ou la création de nouveaux postes pour répondre à ces besoins.

Un dernier mot pour conclure, ceux qui ont le nez rivé, et je re-cite Monsieur FLORIAN sur le mot « ratio », les ratios financiers, généralement, c'est utilisé quand on souhaite introduire sa structure sur les marchés en bourse. Alors, même si le Gouvernement a une vision très libérale, je doute qu'il est prévu de brader sur les marchés nos collectivités. Donc, des ratios peut-être à l'avenir un peu moins bons, mais plus de dépenses au service des besoins de la population de Bordeaux.

Merci.

Mme BICHET

Je vais donner la parole à Philippe POUTOU.

M. POUTOU

Je vais essayer rapidement même si évidemment la délibération est dense et cela mériterait de discuter de plein de choses, d'approfondir, de débattre sur pas mal de chapitres quand même, et on est obligé de faire court. Alors, pour faire synthétique, je vais redire ce que l'on a déjà dit, c'est que cette délibération, même si évidemment le fond de la libération pousse à cela et c'est très technique, puisque c'est ensemble, on discute de finance, on discute de gestion. Donc, ce sont des chiffres et beaucoup de tableaux d'ailleurs. Donc, cela rend très difficile la lecture. On va peut-être apparaître encore une fois comme celles et ceux qui sont incompetents dans la matière, mais c'est vrai que l'on n'est pas sincèrement très compétent d'ailleurs, mais c'est un problème de démocratie qui est posé parce que autant nous, on peut ne pas tout comprendre, mais l'idée quand même au bout du compte c'est que les délibérations soient accessibles aux habitants et aux habitantes. Une délibération comme celle-là, si on n'est pas un peu rôdé, on ne comprend pas grand-chose. Nous, on pense que c'est un problème démocratique de fond, et ce n'est pas cette seule délibération d'ailleurs qui est concernée par ce problème-là, mais il n'empêche que l'on en est là, à ne pas tout à fait comprendre, en tout cas pas tout à fait mesurer ce que cela signifie quand on lit ces 72 pages. Donc, cela c'est une chose.

Ensuite, je regarde mes notes. Ce que l'on comprend en tout cas de la délibération, et ce que l'on comprend de la présentation c'est qu'il y a une sorte de satisfaction que la majorité fait les choses bien comme il faut. C'est vrai que finalement quand on voit les chiffres, tout est un peu en

augmentation. Les subventions pour les associations, je crois qu'il y a plus je ne sais plus combien d'assos de structure qui ont été. Cela, c'est des chiffres que l'on a, des informations que l'on a quand même. 864 structures qui ont reçu un soutien. Le CCAS, subvention qui augmente effectivement de 2,4 millions. Les dépenses du personnel augmentent un petit peu. Alors, c'est vrai que c'est à notre avis trop peu, mais cela augmente un peu. On a tous ces chiffres-là. L'endettement, on a bien compris qu'il était en légère progression, mais qu'il était maîtrisé. Et ce que l'on comprend en fait aussi de tout cela, c'est que la gestion d'une ville, elle est encadrée évidemment par la loi et on est un peu coincé dans quelque chose qui fait que cela limite forcément les choix politiques, ou cela limite certainement les volontés politiques. Donc, du coup, on comprend bien qu'il y a une sorte de bonne gestion, entre guillemets, de la ville puisque tout semble finalement plutôt bien se passer, mais à côté de cela, on ne voit pas de dynamisme politique, on ne voit pas de culot ou en tout cas de rupture politique, et c'est vrai que si on se contente de lire le rapport, alors je ne vais pas faire le lien avec ce qu'a dit l'ancienne majorité et l'ancien maire tout à l'heure en disant ou Madame SIARRI qui disait qu'effectivement ils avaient fait plein de choses, que ce qui était fait aujourd'hui c'était à peu près la même chose que ce qui était fait avant, mais c'est vrai que nous, en tout cas, en lisant ce rapport-là, on ne voit pas de changement radical alors que l'on pense qu'il y aurait besoin d'un changement radical, et ce n'est pas juste la crise sanitaire qui fait que, c'est qu'il y a réellement une santé de la population qui se dégrade fortement. Même si la santé de la ville se porte bien, la santé de la population, ce n'est pas du tout le cas. On est autour de 15% de la population qui est en-dessous du seuil de pauvreté. On sait qu'il y a une difficulté de logement, notamment dans le logement social. On sait que tout est compliqué, ou en tout cas se complique de plus en plus pour une bonne partie de la population. Donc, on ne voit pas dans la lecture du rapport et parce que cela n'y est pas. Alors, d'une certaine manière, c'est aussi à cause des lois, à cause de l'encadrement et d'une gestion qui est quand même très cadrée. On sait que c'est à cause de cela, mais il y a aussi certainement quelque part un manque de volonté politique de la part de la majorité de faire en sorte que justement il y ait un début de réponse ou une forte réponse sociale. On ne va pas dire pour ne pas énerver Monsieur HURMIC et d'autres élus de la majorité que rien n'est fait parce que le rapport montre que des choses sont faites, mais comme avant des choses étaient faites aussi, mais ce qui est compliqué dans le rapport justement, c'est que l'on voit ce qui est fait d'une certaine manière. Ce n'est pas toujours, clair mais on voit, mais par contre, on ne voit pas tout ce qui n'est pas fait ou tout ce qui serait à faire. On ne voit pas tous les besoins qui auraient. C'est vraiment le gros inconvenient aussi de cette délibération-là, c'est que l'on ne mesure pas les besoins de la population. Donc, en fait, voilà ce que l'on fait. On est content. C'est super bien. On est vachement bien. On est vachement écolo. On est vachement sociaux, et derrière, on se dit : « Mais oui, mais il n'y a pas les besoins qui sont recensés. » Donc, on ne voit pas du tout vers quoi il faudrait aller aujourd'hui en urgence. Et cela, c'est des problèmes politiques qui sont posés par ce type de délibération-là.

Je vais lire une note du Conseil scientifique pour finir en la résumant un petit peu quand même qui pointe un peu quelques aspects de la délibération. « Sur les fondamentaux, ce budget est logiquement marqué par les effets de la crise sanitaire de 2020 qui a décalé en 2021 certaines recettes comme celles liées à la reprise du marché de l'immobilier et des recettes de droits de mutation. Du coup, les reflux ont augmenté et les dépenses ont peu progressé. Ainsi, les dépenses de personnel n'ont progressé que de 1,2 pour une inflation à plus de 2 en 2021. Apparemment, il y a eu des problèmes de recrutement, et en plus les salaires n'ont pas dû augmenter beaucoup. » Petite parenthèse sur les problèmes de recrutement, à l'hôpital, vous avez vu, c'est pareil, problème de recrutement. Donc, il y a quelque chose qui nous échappe, même on entend une petite musique du côté patronal comme quoi finalement le chômage, c'est bizarre, mais on n'arrive pas à recruter. Les gens ne veulent pas bosser. Donc, cela pose peut-être aussi le problème à la fois des conditions de travail ou des conditions proposées pour intégrer, et c'est vrai que ce n'est quand même pas normal aujourd'hui de se retrouver en difficulté de recrutement s'il y avait une véritable politique d'embauche ou de formation, et s'il y avait en tout cas une volonté réellement de renforcer les effectifs, on peut penser que cela n'est pas mission impossible, notamment dans l'ensemble des services publics évidemment puisque l'on parle beaucoup, et cela, c'est un chiffre qui a été précisé, mais c'est aussi quelque chose qui est un peu bizarre, c'est pourquoi on précise que la police municipale, pourquoi ce n'est jamais le nombre d'ATSEM qui manquent, comme pourquoi les personnes du CCAS précisent rarement les besoins qu'il y a, et c'est vrai que c'est toujours la sécurité et toujours la Police municipale, c'est aussi une préoccupation qui nous apparaît un peu déconnectée des problèmes de la population.

Donc, je continue et je finis là de lire la note. « Sur les dépenses d'investissement, elles augmentent, mais essentiellement du fait du décalage des opérations liées à la crise sanitaire de 2020, le résultat c'est que la capacité de désendettement augmente. Donc, ce que l'on a compris, 5,14 ans, cela a été dit par Madame BICHET, contre 7,21 précédemment que l'épargne de la Ville progresse nettement, donc + 46%. La dette par habitant est de 1 072 euros plus faibles que pour les villes comparables, et il faut le reprocher du niveau de recettes par habitant de 2 084 euros par habitant. Or, sur les recettes, on constate une fois de plus que ce sont les ménages et les usagers qui contribuent à plus de 57% tandis que les seuls frais financiers représentent quand même la bagatelle de 7%. Sur les recettes, on observe bien, bien sûr, le contrecoup de la baisse de la taxe d'habitation et du décalage de la compensation et de la très forte hausse des impôts fonciers qui passent de 226 millions à 239 millions d'euros. Il serait intéressant de voir la répartition des contributeurs et notamment si la charge est assurée, surtout par les mono-proprétaires ou les acquéreurs modestes.

Un autre point d'attention est la progression sensible de la taxe sur la consommation d'électricité, + 6,4% qui doit peser sur les ménages qui subissent déjà l'inflation. Comme l'année dernière, nous contestons à nouveau aussi la pertinence de la répartition du budget en quatre pôles : aspiration démocratique, émancipation, ville en commun et environnement. Cela semble, pour nous, en tout cas, maquiller la réalité. En tout cas, pour nous, cela ne veut pas dire grand-chose, surtout quand concrètement on voit le peu de fonds consacrés au logement social dans le chapitre de la Ville en commun. » C'est la fin de la note. On vote contre la délibération.

Mme BICHET

Je donne la parole à Fabien ROBERT.

M. ROBERT

Monsieur le Maire, mes chers collègues, je voulais juste revenir sur le taux de réalisation et le débat que l'on a pour vous expliquer que vous avez réalisé plus, cela me rappelle ce que disait Audiard des chiffres, « le langage des chiffres, cela a de commun avec le langage des fleurs, on lui fait dire ce que l'on veut », et on est assez dans ces débats-là depuis tout à l'heure. En fait, le taux de réalisation c'est quoi ? Vous comparez ce que vous avez réalisé par rapport à ce que vous avez promis, et effectivement vous réalisez plus, mais pour deux raisons essentielles. La première, c'est que vous êtes sur la fin de notre PPI, et que tous les équipements que vous livrez, que nous avions programmés, sont sur des fins d'échéance et des crédits d'investissement, des crédits paiement beaucoup plus élevés, et vous le savez bien. Ce sont les dernières années de paiement des équipements qui ont été lancées. Donc, vous réalisez la fin de notre PPI, et comme toujours en fin de PPI, les échéances sont plus importantes.

Deuxièmement, dès lors que vous promettez moins, c'est ce que l'on explique, c'est-à-dire que vous faites moins dans la réalité, vous faites mieux dans les chiffres, et cela, c'est mathématique, pardon, ce n'est pas politique. C'est-à-dire qu'effectivement, comme à l'exception des projets que vous livrez et que nous avons lancés, nous constatons qu'il y a peu d'équipements nouveaux, et bien forcément vous allez faire mieux, mais cela n'est pas pour une meilleure qualité de vie et plus de services publics dans la Ville de Bordeaux.

Mme BICHET

Je donne la parole à Nadia SAADI.

Mme SAADI

Oui, merci. Juste un point de précision concernant la plateforme RSE. Elle n'a pas fait et elle ne fera pas l'objet d'une délibération. Donc, je vais juste faire un petit point d'information. Donc, aujourd'hui, c'est 180 entreprises qui se sont connectées sur cette plateforme RSE. Cette plateforme RSE pour les jeunes qui sont avec nous, c'est une plateforme d'autoévaluation des entreprises. Pour votre information, à Bordeaux, nous avons 50 000 entreprises dont plus de 90% sont des entreprises de 10 salariés. Donc, bien évidemment, cette plateforme s'adresse en particulier à ces entreprises-là. Cette plateforme démarre en fait par un questionnaire de 70 questions. L'entreprise répond à ces questions sur la base de la RSE, la Responsabilité sociétale des entreprises, qui est en fait au-delà, de ce que vous connaissez, des comptes et des bilans comptable, ce sont des données, ce que l'on appelle l'extra financière, qui touchent les volets sociaux, sociétaux, environnementaux et gouvernance. Donc, les entreprises remplissent en fait ce questionnaire, et ensuite, ont accès à un outil de pilotage qui leur

permet ensuite de piloter leur performance RSE.

Donc, cet outil, on l'a mis à disposition gratuitement pour toutes les entreprises bordelaises, et c'est ce que je disais, 180 en moins de trois semaines puisque l'on a eu deux ponts successivement, ont donc rempli ce questionnaire. C'est un outil qui est très simple, notamment cet outil permet de se positionner sur son secteur d'activité, permet de voir sa progression. Il y a également toute une série d'informations qui leur sont données sur les façons d'améliorer leur performance RSE. L'outil, automatiquement, prend les neuf moins bonnes notes puisqu'il y a un score qui va paraître et va faire des préconisations sur des améliorations de leur politique RSE, et à la fin, vous avez toute une série d'informations sur les dispositifs qui existent aujourd'hui à Bordeaux, sur la Métropole et même sur l'Europe en termes d'accompagnement, soit des personnes, soit accompagnement financier.

Donc, cette plateforme est un outil virtuel qui permet à l'entreprise de s'auto-évaluer, mais, derrière, cela aide surtout les réseaux d'accompagnement puisque l'on a des partenariats avec nos consulaires, c'est-à-dire CCI, CMA et les organisations professionnelles type MEDEF, CPME et ainsi que les réseaux d'accompagnement des entreprises qui, derrière, travaillent sur cette plateforme. Donc, des ateliers démarrent. Là, j'en ai un qui démarre avec le Club des entreprises de Bordeaux cette semaine, et d'autres ateliers en accompagnement de cette plateforme vont avoir le jour au MEDEF, à la CPME, également à l'Université puisque l'IAE qui est l'Institut de l'administration des entreprises a pris ce sujet à bras-le-corps et a demandé à tous ces stagiaires qui sont en stage en entreprise de remplir ce questionnaire pour leur propre entreprise.

Voilà juste pour vous dire que c'est un outil pour les entreprises que nous avons mis en place en sachant que je le rappelle toujours que nous n'avons pas la compétence économique. C'est la Région qui l'a. En revanche, dans la feuille économique de la Métropole, cette plateforme donc est en place également.

Je vous remercie.

Mme BICHET

Je donne la parole à Thomas CAZENAVE.

M. CAZENAVE

Merci. Ce sera très court pour quelques compléments parce que je pense que l'on ne peut pas laisser dire dans cette enceinte, en votre nom Monsieur le Maire, dans votre majorité, qu'il faut craindre un État néolibéral et austéritaire. Non, mais je vais m'expliquer. Alors, certes, la crise, ici, elle a coûté 22 millions d'euros. L'État a financé les salaires avec l'activité partielle, les commerçants, financé le plan de relance. Pour notre territoire, c'est juste 2 milliards d'euros. Donc, en fait, l'État austéritaire et néolibéral, je crois que vous le voyez dans les tracts de MÉLENCHON, mais moi, je ne le vois nulle part dans vos chiffres Madame la Première Adjointe, et j'attendais du Maire de Bordeaux qu'il remette un peu de modération, de nuance et peut-être, je dirais, de vérité dans les chiffres et les assertions que j'entends. Je ne vois ni un État néolibéral, ni un État austéritaire. Ce n'est pas à coup de caricature en effet que l'on progressera.

Deuxième élément, pour répondre, peut-être compléter plutôt par rapport à la l'interpellation de Nicolas FLORIAN sur la cagnotte, il s'est passé quelque chose entre le vote du budget et la Décision modificative, c'est le re-calcul de nos recettes. On a 30 millions d'euros de plus. D'ailleurs, Olivier ESCOTS qu'il n'y a pas eu de décision modificative en disant : « Cela change les paramètres du budget, de l'équilibre budgétaire, qu'est-ce que l'on aurait fait des 30 millions d'euros ? » D'où le sens de ma question : « Qu'est-ce que vous avez fait de ces 30 millions d'euros ? Est-ce que cela sert à désendetter ? Est-ce que l'on aurait pu, pour répondre à l'interpellation d'Alexandra SIARRI, faire plus sur un certain nombre d'équipements publics pour financer des investissements, des investissements sportifs, les crèches ? » Bref, ma question demeure.

Puis, enfin, j'en profite, Madame SAADI a présenté la plateforme RSE. Je vous dis comme je le pense, voilà typiquement ce genre de choses que l'on ne devrait pas faire pour la Ville de Bordeaux qui est hors compétence, et fait à de multiples niveaux, à la CCI, à la Région et tout le monde y va de son petit truc, pardon de vous le dire. Si on en avait délibéré, on aurait pu effectivement l'occasion de vous dire que l'on n'était pas très favorable de ce type de démarches.

Mme BICHET

Harmonie LECERF.

Mme LECERF

Oui, une intervention très rapide. Juste, je voudrais répondre sur un point à Philippe POUTOU. Je trouve cela un peu dommage d'encourager et de décourager les gens de s'intéresser à la chose publique en sous-entendant que l'action publique ce ne sont que des tableaux incompréhensibles et des très longues délibérations. Alors, certes, la délibération présentée aujourd'hui, elle est technique dans son corps de délibération. C'est aussi notre obligation légale que d'avoir des délibérations techniques. Cependant, il y a un énorme effort de pédagogie et de transparence, de clarté et de partage qui est fait dans la présentation de cette délibération comme les autres délibérations budgétaires. Depuis deux ans, on s'attache à faire cela parce que l'on souhaite que les gens puissent s'y intéresser, comprendre. Alors, certes, ce n'est pas facile, mais c'est aussi notre travail de mettre le nez dedans, de comprendre les choses et de les faire passer.

Vous disiez aussi qu'il n'apparaît pas les questions de besoin par la Police municipale. Concernant les besoins sociaux vous évoquiez, c'est un travail fondamental du CCAS de Bordeaux et l'analyse des besoins sociaux est faite et présentée et publique, et d'ailleurs vous en avez vision assez régulièrement puisque vous êtes au Conseil d'administration du CCAS de Bordeaux.

Un tout petit point à Monsieur FLORIAN, Jean-Baptiste TONY est Coprésident du groupe Ensemble pour l'écologie et les Solidarités, il serait bien peut-être que vous reteniez, étant vous-même Président, c'est un petit peu méprisant quand vous dites : « Je ne sais pas Monsieur à quel groupe vous appartenez. » On est sept Présidents et Présidentes dans cette municipalité, ce n'est quand même pas énorme, et ce serait bien de le faire avec un petit peu de respect.

Merci.

Mme BICHET

Je donne la parole à Nicolas FLORIAN.

M. FLORIAN

Ces remarques de votre collègue commencent à bien faire Madame parce que vous voyez le mal partout. Moi, je n'ai pas eu la chance d'avoir une discussion avec le collègue dont vous parlez. Vous avouez vous-même que vous avez sept groupes dans la majorité. Oui, mais, enfin, peu importe. Moi, je n'ai jamais vu... Non, non. Donc, vos attaques systématiques et cette espèce de procès en sorcellerie, vous réagissez sur tout et sur rien à la fois, cela commence à bien faire. Moi, je n'ai pas eu de paroles désobligeantes vis-à-vis du collègue. Non, je n'ai jamais eu l'occasion d'avoir un échange avec lui en tant que Président ou Vice-président de groupe. Il y a deux ans, vous êtes là, excusez-moi de ne pas connaître tout le monde par cœur, et ce n'est pas désobligeant de ma part de m'interroger sur la situation de ce monsieur. Donc, vous, à chaque fois, vous saisissez la balle au bond pour travestir ou nos propos ou notre comportement, cela commence à bien faire.

Mme BICHET

Merci à tous pour vos prises de parole. Je vais tâcher de répondre au mieux à l'ensemble des questions. Déjà, à commencer par qu'a-t-on fait des 30 millions d'euros. Je vous rassure, ils sont bien toujours là, et globalement, ce qu'il faut comprendre c'est que ces 30 millions d'euros, déjà il y a une augmentation qui est naturelle des dépenses. Donc, on n'a pas 30 millions d'euros de plus. Globalement, on avait prévu une épargne brute à 32 millions d'euros, on atterrit à 55. Cela veut dire qu'effectivement on a eu 23 millions d'euros de plus. Eh bien où sont-ils passés ? Ils sont passés dans de l'investissement puisque je tiens donc à faire remarquer, et vous l'avez fait vous-même, nous avons réalisé de manière beaucoup plus importante, et nous avons investi 26 millions d'euros de plus. Ces recettes en plus nous ont permis donc d'augmenter notre épargne brute et nous a permis d'investir de manière beaucoup plus ambitieuse tout en limitant la hausse de l'endettement. Donc, oui, nous poursuivons la gestion la plus saine possible de la Ville sans brider notre ambition puisque c'est bien notre projet politique que nous souhaitons voir émerger au cours de ce mandat.

Par rapport à la remarque faite sur les 5 millions d'euros de résultat net par rapport aux 20 millions d'antan, je veux bien l'entendre. Je veux juste rappeler au passage que l'on sort quand même de deux ans de crises majeures qui ne sont pas terminées, mais bon, on n'a pas tout à fait traversé la même

période, me semble-t-il. Puis, la différence, c'est là encore l'investissement. C'est-à-dire que plus de 100 millions d'euros d'investissement, c'est du jamais réalisé, sur tout le mandat précédent, si l'on excepte les années 2014 où il y a eu l'effet de construction du Grand Stade qui était financé à renfort de ventes de REGAZ. Donc, c'était des effets totalement exceptionnels et retraits de cela, on était systématiquement en-dessous des 100 millions d'euros. Donc, oui, cela aide effectivement à sortir un résultat supérieur au nôtre, néanmoins cela témoigne d'un investissement qui est moindre. En tout cas, ce qui est sûr c'est que le fait d'avoir redressé la barre de manière très positive en 2021 nous permet d'aborder de manière beaucoup plus sereine la suite, même si on sait qu'il y aura des chocs, et pour certains, on en connaît déjà, la hausse du prix de l'énergie, la hausse du point d'indice, on attend encore ce que cela va donner, mais on sait que cela va faire partie de notre réalité à venir. La contribution des collectivités locales, effectivement, on attend aussi, mais on sait que cela peut arriver, et puis, globalement, on voit bien que l'on est dans une crise climatique et sociale majeure, et nous sommes plutôt satisfait de pouvoir aborder cette période, sans doute, de turbulences avec les reins solides d'un point de vue financier.

Sur nos réalisations, je voudrais quand même revenir dessus parce qu'il me semble qu'il y a quand même des contradictions dans les propos qui nous sont avancés. D'une part, on hériterait d'une réalisation vraiment génialissime parce que tous les projets arrivent de l'ancien mandat, mais en même temps c'est totalement insuffisant. La réalité, effectivement, c'est que l'on a un investissement qui est très nettement supérieur à ce que l'on a pu constater auparavant, et je voudrais quand même rappeler à Monsieur ROBERT, c'est que tous les projets ne prennent pas cinq ans. Il y a un tuilage entre les projets qui, pour certains, peuvent prendre un ou deux ans, et d'autres peuvent être plus longs, mais ce n'est pas parce que l'on a un début de mandat à une année 1 que tout se termine en année six, ou en année 7. Ce n'est pas comme cela que cela se passe.

Donc, globalement, sur le taux de réalisation, ce que je peux dire c'est qu'en termes d'investissement il est significativement meilleur. En termes de fonctionnement, il est à peu près au même niveau que ce qui était constaté les années précédentes. Donc, je ne pense pas que nous avons démérité non plus sur le sujet. Nous savons que nous avons un enjeu d'amélioration permanente de notre prévision, et cela, nous allons poursuivre notre effort. C'est une première année qui donne des résultats, mais on ne veut pas s'en arrêter là.

Puis, pour finir, je pense qu'il faut tout simplement arrêter d'évaluer les politiques publiques à leur poids financier, et je dirais même à l'ancienne quoi. Tout cela, c'est vraiment je pense totalement insuffisant comme manière d'évaluer les choses. Il y a bien d'autres critères, me semble-t-il, à prendre en compte pour évaluer des politiques publiques. J'en veux, par exemple, l'impact carbone de ce que l'on fait. Cela ne veut pas dire fondamentalement que cela va coûter beaucoup plus cher, beaucoup moins cher, mais c'est un autre critère qui permet d'évaluer ce que l'on fait. Donc, le poids financier, me semble-t-il, n'est pas suffisant. En tout cas, ce qui est sûr c'est que ce n'est pas forcément les millions d'euros qui permettent de mettre en œuvre notre programme. Ce que l'on cherche à faire, c'est réorienter, réorienter tout ce qui est fait. Donc, certes, on n'arrête pas les écoles et les crèches que vous avez lancées, on cherche à réfléchir comment les faire différemment. C'est pour cela que l'on lance la végétalisation des cours pour faire en sorte qu'elles soient beaucoup plus inclusives, beaucoup plus égalitaires. Cela, c'est une manière différente de faire. Réfléchir aussi à des espaces qui sont mutualisables que des cours d'écoles puissent être utilisées par les habitants du quartier en dehors des plages scolaires. Cela aussi c'est une manière différente de faire qui ne coûte pas forcément plus cher. Donc, c'est vraiment cela que l'on cherche à distiller partout. Je prends aussi l'exemple de notre label du Bâtiment frugal qui est aussi une de nos réalisations 2021. Là, c'est très simple, c'est construire différemment. On change totalement le paradigme de la construction en construisant les bâtiments avec les habitants en utilisant des matériaux biosourcés, locaux et en faisant un bâtiment qui soit le plus en lien avec son environnement, l'environnement propre de la Ville de Bordeaux.

J'en prends aussi le SPASER. Nous avons délibéré en 21 notre nouveau SPASER. SPASER, cela veut dire quoi ? Dans toutes les clauses que nous avons présentées, c'est acheter différemment, prendre en compte l'impact social, l'impact environnemental de nos achats. Cela ne veut pas dire arrêter d'acheter ou ainsi de suite.

Je reprends l'exemple sur la Police municipale, un travail sur plus de proximité, plus de médiation sur

de prévention, plus de prévention. Là aussi, c'est faire différemment. Et puis, je prendrai pour exemple la démocratie permanente que nous essayons aussi de diffuser dans l'ensemble de nos politiques publiques, et j'en prends pour exemple nos feuilles de route sport et culture qui ont vraiment fait l'objet d'un travail de co-construction majeure avec l'ensemble des habitants et des acteurs de ces différents univers, et cela, me semble-t-il, c'est aussi une différence majeure dans la façon de faire. Donc, oui, je pense pouvoir dire que tout en mettant en place une gestion saine de notre ville, nous avons, en 2021, passé à l'action et démontré notre capacité à faire différemment sur l'ensemble des politiques publiques, et tout cela pour faire face aux défis climatiques, à l'urgence sociale et réinstaurer la démocratie permanente dans notre ville.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Claudine. Donc, je voudrais tout d'abord pour conclure ce débat, et avant de me retirer pour le vote, je voudrais vraiment remercier Claudine BICHET pour la clarté de sa présentation. Je pense que l'exercice est très contraint vu la densité des éléments exposés. Je pense que nous pouvons être fiers de la diversité et de la cohérence des actions engagées en 2021 et qui trouvent déjà écho en 2022. Je renouvelle, en tout cas, mes remerciements à toute l'équipe municipale qui les mène avec détermination le Compte administratif qui vient de nous être présenté. C'est la traduction budgétaire de la première année complète pour la nouvelle municipalité. Cette première année pose les bases d'une gestion, je crois, saine et rigoureuse du budget municipal pour notre mandature. Après deux années de crise sanitaire, ne l'oublions pas, et ces nombreux impacts économiques et sociaux, il était essentiel d'établir un socle budgétaire solide. Je crois que c'est chose faite. Ce socle nous a permis en 2021 d'ancrer durablement notre projet municipal et de lui donner toute sa force.

Je note d'ailleurs la satisfaction, et je crois que c'est Philippe POUTOU qui l'a dit, mais d'autres auraient pu le dire que pour la première fois, vous ne dites plus que l'on ne fait rien, je crois que vous-même êtes bien obligés d'acter de tout ce qui se fait au niveau municipal. Vous avez pu l'entendre et surtout le lire dans la synthèse qui vous a été adressée, il ressort indiscutablement de ce bilan que le défi climatique pour lequel nous avons déclaré l'urgence dès le lendemain de notre élection est le fil conducteur d'un projet sociétal de territoire à la portée de tous, et je crois de grande envergure. Le défi climatique est le fer de lance de nos ambitions qui s'inscrivent dans une ambition de ville que nous voulons plus solidaire et plus participative. J'ai la conviction que nous pouvons mieux faire. Nous pouvons faire, je crois, encore mieux. En tout cas, sachez que c'est un impératif qui me stimule tous les jours. Soyons humbles. Soyons humbles par rapport à l'ampleur du défi. Soyons humbles par rapport à l'immensité de la tâche à accomplir. En tout cas, je voudrais que vous soyez, toutes et tous, persuadés de notre détermination à inscrire Bordeaux, notre ville, sur la trajectoire nouvelle de la transition climatique, écologique et solidaire. Nous nous y attelons tous les jours en travaillant un projet de territoire qui s'inscrit résolument dans cette trajectoire. Bordeaux innove. Quelques reconnaissances nationales, européennes, internationales nous encouragent souvent. Bordeaux innove, Bordeaux se réinvente, Bordeaux avance. En tout cas, je tiens à vous remercier, toutes et tous, pour votre contribution à cet immense chantier. Maintenant, je vais me retirer pour que Claudine BICHET organise le vote.

Monsieur le Maire se retire à 16 heures 04 le temps du vote.

Mme BICHET

OK. Je vais donc mettre au vote ce Compte administratif 2021. Y a-t-il des votes contre ? Je vous remercie. Y a-t-il des abstentions ? Merci. Des votes pour ? Je vous remercie.

On va rappeler Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire reprend sa place à 16 heures 05.

Il faut que j'annonce le résultat. Monsieur le Maire, je vous informe que le Compte administratif 2021 est adopté.

M. LE MAIRE

Vous m'en voyez heureux et soulagé. Je vous remercie.

Madame Véronique GARCIA.



COMPTE ADMINISTRATIF 2021

PARTIE 1:

Chiffres clés du compte administratif



Principaux éléments du compte administratif 2021

Des **dépenses réelles de fonctionnement maîtrisées** : de **353,1 M€ en 2020 à 360,6 M€ en 2021**, y compris les intérêts de la dette, soit une hausse de **+2 % et un taux de réalisation de 97 %**.

Des **recettes réelles de fonctionnement portées par un effet de rattrapage**, que ce soit en matière de produit fiscal ou pour les cessions, et par des corrections apportées par les services de l'Etat sur les compensations annoncées. Les recettes passent de **396,3 M€ en 2020 à 424,3 M€ en 2021**, soit une hausse de **+7 %**.

Un **programme d'équipement** représentant près de 103 M€, en progression par rapport à 2020 de **+25 %**, avec **un taux de réalisation de 68 % qui augmente de manière significative (56 % en 2020, 58,7% en 2019)**.

Un endettement en légère augmentation cette année (283 M€ au 31 déc. 2021) mais une **capacité de désendettement de 5,14 ans** en baisse après le pic de 2020 à 7,21 ans.

Un exercice marqué par la priorisation des actions du projet de mandat sur la ville **solidaire, grandeur nature, conviviale, créative et riche de diversité**.

Une année encore marquée par la **crise sanitaire** en dépenses, que ce soit par les soutiens apportés par la Ville ou par les perturbations d'exécution de certaines dépenses (recrutements, travaux...)

Un **résultat net de l'exercice 2021 de 5,7 M€**

Un retour de l'épargne à un niveau proche de l'avant crise

Un **taux d'épargne brut supérieur à 10%**, hors produit de cession, conforme aux objectifs affichés lors des orientations budgétaires (OB) 2021.

L'épargne brute revient presque au niveau d'avant crise. Elle contribue à minorer le besoin de financement par l'emprunt, ce qui se traduit ici par une **capacité de désendettement améliorée avec 5,14 ans.**

	En euros	réalisé 2019	Réalisé 2020	Réalisé 2021	Evolution	
Fonctionnement	1	Recettes réelles de fonctionnement hors produits de cessions	404 581 734,29	390 673 787,23	415 709 829,28	6,41%
	2	Dépenses réelles de fonctionnement hors Interêts de la dette	341 606 375,98	347 303 675,98	355 468 745,64	2,35%
	3 = 1-2	Epargne de gestion	62 975 358,31	43 370 111,25	60 241 083,64	38,90%
	4	Charges financières	6 354 776,23	5 808 949,15	5 160 155,30	-11,17%
	5=3+4	Epargne brute	56 620 582,08	37 561 162,10	55 080 928,34	46,64%
	6	Produits de cessions	1 615 926,31	5 583 500,00	8 545 840,97	53,06%
	7= (1+6) - (2+4)	Résultat annuel de fonctionnement	58 236 508,39	43 144 662,10	63 626 769,31	47,47%
Investissement	8	Remboursement en capital de la dette	25 349 854,64	26 221 692,25	27 717 899,77	5,71%
	9=5-8	Epargne nette	31 270 727,44	11 339 469,85	27 363 028,57	141,31%
	10	Dépenses d'investissement hors dette	81 402 679,44	88 066 152,82	113 637 966,24	29,04%
	11	Emprunts mobilisés	23 000 000,00	45 000 000,00	40 000 000,00	-11,11%
	12	Recettes d'investissement hors emprunts	18 660 699,44	21 053 936,55	24 096 862,23	14,45%
	13	Résultat N-1 affecté	60 072 519,96	52 862 768,72	36 319 810,34	-31,29%
	14 = (11+12+13) - (8+10)	Résultat annuel d'investissement	-5 019 314,68	4 628 860,20	-40 939 193,44	-984,43%
15	Excédent global de clôture fin d'exercice précédent	-9 362 322,54	-9 007 897,55	2 445 814,41	-127,15%	
16 = 7+14+15	Résultat brut de clôture	43 854 871,17	38 765 624,75	25 133 390,28	-35,17%	
17	Solde des restes à réaliser (crédits reportés sur exercice suivant)	31 240 747,31	34 272 281,97	19 445 953,81	-43,26%	
18 = 16 - 17	Résultat net de clôture	12 614 123,86	4 493 342,78	5 687 436,47	26,57%	
40	Encours de dette au 31 décembre	252 151 307,60	270 929 615,16	283 211 715,39	4,53%	
	Capacité de désendettement (en années)	4,45	7,21	5,14	-28,72%	

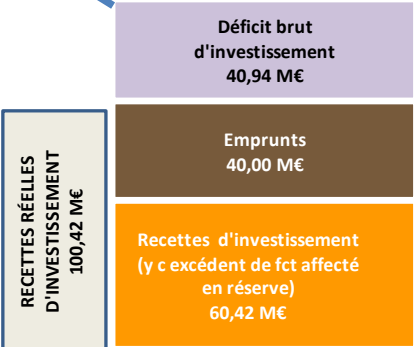
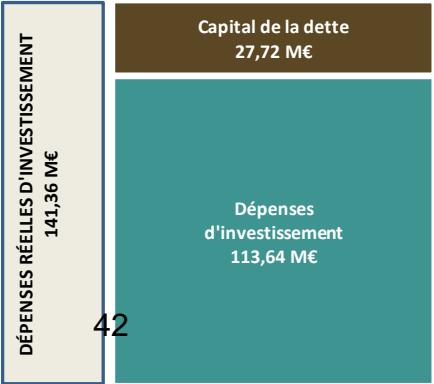
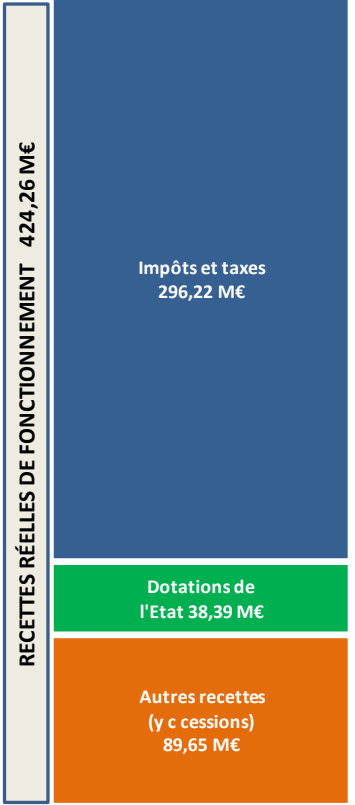
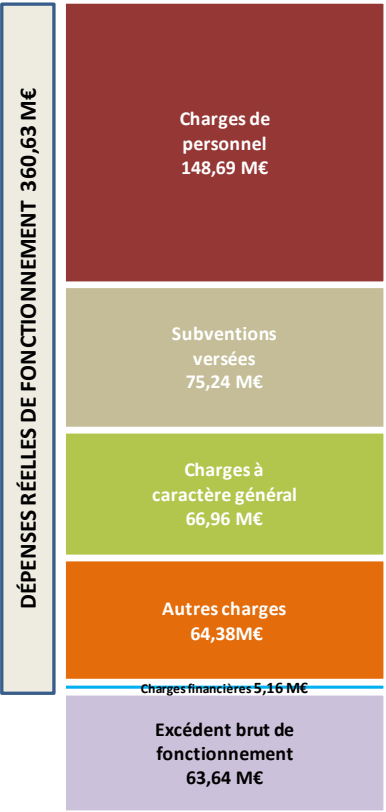
Les effets de la crise sanitaire – un total estimé à 23 M€ sur deux ans

Effets mesurables de la crise	2020	2021	Total
Moindres recettes (A)	16,5	4,75	21,25
Soutien aux opérateurs publics (B)	1,9	1,41	3,31
Dépenses spécifiques (C)	1,86	0,81	2,67
Moindres dépenses (D)	4,38	0	4,38
Total: A+B+C-D	15,88	6,97	22,85

En 2021, les effets de la crise sanitaire sur les finances de la Ville ont été davantage contenus par rapport à 2020:

- Une baisse du produit net des jeux de -3,05 M€ et une baisse des produits du domaine de -3,2 M€ par rapport au niveau de 2019
- Un "effet rattrapage" des transactions immobilières se traduisant par une forte dynamique des DMT0 (pour rappel la perte était estimée à -1,5 M€ en 2020, cette perte est donc annulée en 2021)
- Un soutien aux opérateurs fragilisés ou pénalisés par la crise sanitaire à hauteur de 1,41 M€ (CCAS 700 k€, SIVU 370 k€, opéra 260 k€ et Ecole des beaux-arts 80 K€)
- Un fonds de soutien associatif avec 381 k€ attribués en 2021
- Des équipements et mesures de protection pour les agents pour 430 k€
- Un retour à la normale sur le SIVU après de moindres dépenses en 2020 (4,38 M€ estimés correspondant à l'écart entre les montants 2019 et 2020)

La structure du compte administratif 2021



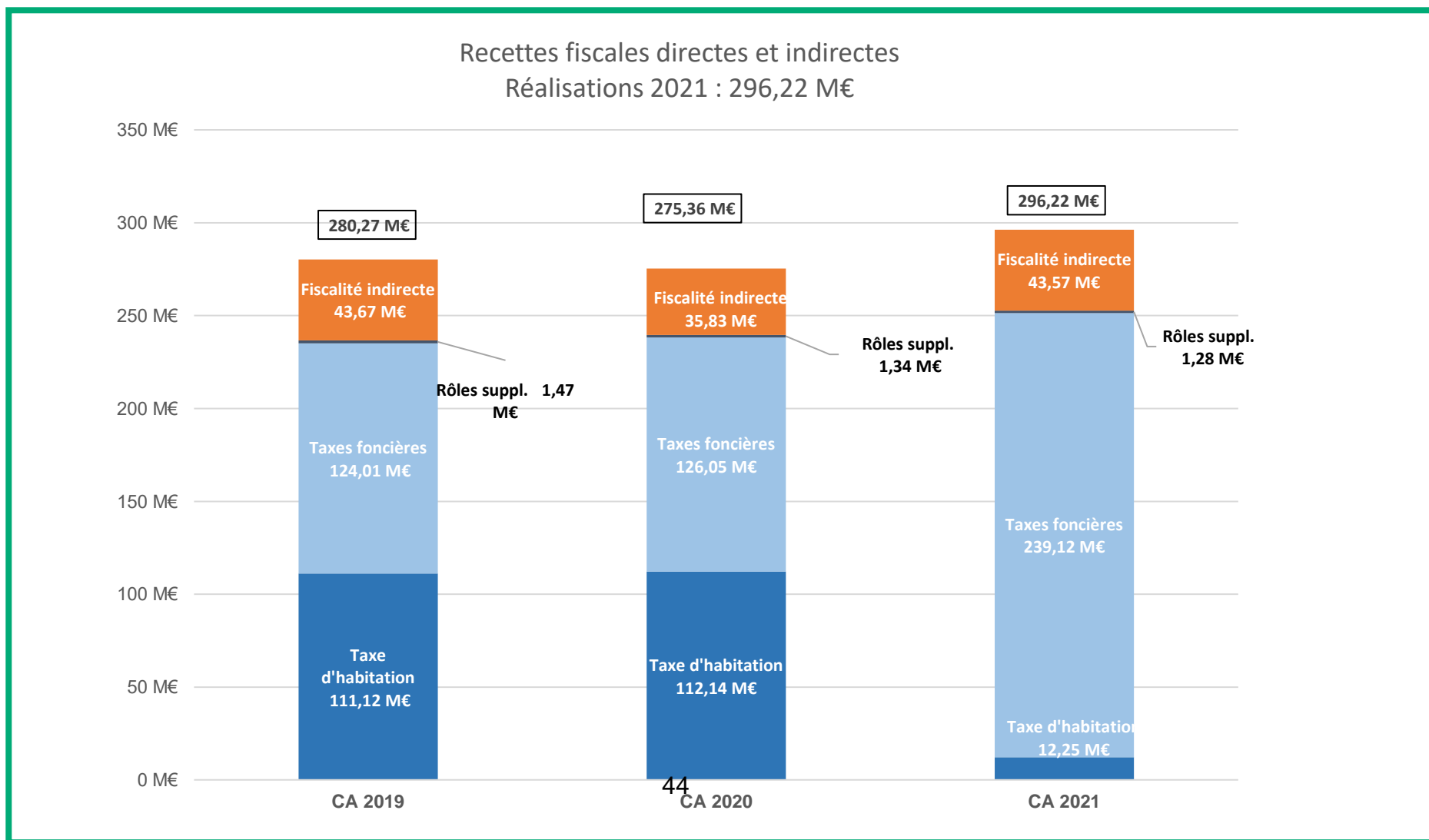
Des recettes de fonctionnement en progression marquées par de nombreux effets rebond consécutifs à la crise sanitaire

RECETTES REELLES TOTALES En millions d'euros	2020	2021	Evolution 2020/ 2021	Part relative (2021)	REPART PAR HABITANTS
Fiscalité directe locale	239,53	252,65	5,48%	59,55%	956
Fiscalité indirecte	35,83	43,57	21,60%	10,27%	165
- Droits de mutation	23,37	29,32	25,46%	6,91%	111
- Autres impôts et taxes	12,45	14,25	14,46%	3,36%	54
Dotation de solidarité métropolitaine (DSM)	10,50	10,67	1,62%	2,51%	40
Dotations de l'Etat	45,73	41,26	-9,77%	9,73%	156
- DGF et DGD	38,13	38,39	0,68%	9,05%	145
- Allocations compensatrices	7,60	2,87	-62,24%	0,68%	11
Autres recettes de fonctionnement (hors cessions)	58,51	67,36	15,13%	15,88%	255
- Produits des services, du domaine et ventes diverses	31,06	37,76	21,57%	8,90%	143
- Dotations et participations organismes extérieurs	21,02	22,15	5,38%	5,22%	84
- Autres recettes	6,42	7,45	16,04%	1,76%	28
Reprises de provisions	0,58	0,21	-63,79%	0,05%	1
Sous total recettes hors cessions d'actif	390,68	415,71	6,41%	97,98%	1 573
Cessions d'actif	5,58	8,55	53,23%	2,02%	32
Total recettes réelles de fonctionnement	396,26	424,26	7,07%	100,00%	1 605

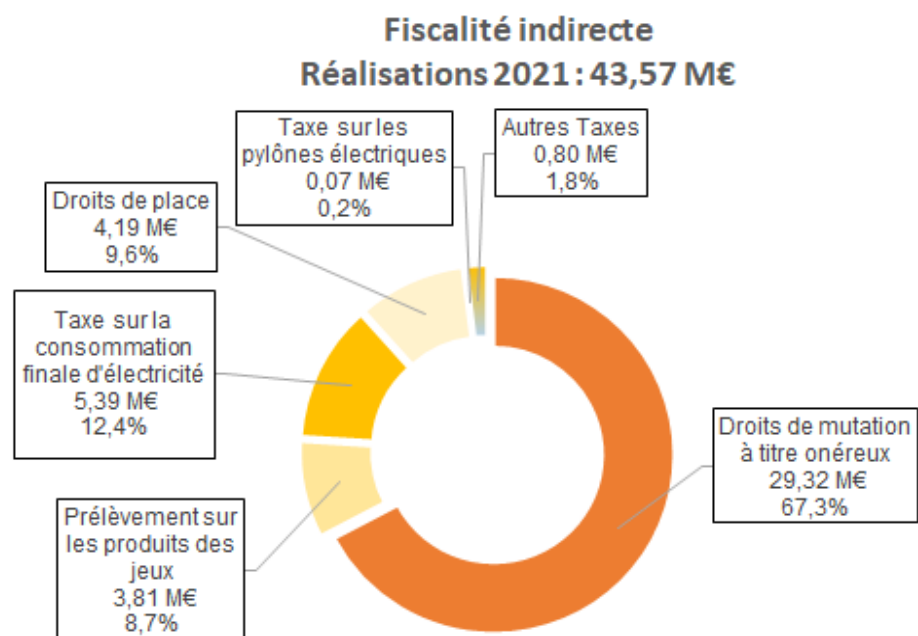
Les **recettes de fonctionnement**, y compris cessions, s'élèvent à **424 M€**, en **augmentation de +7 %** portées par :

- des corrections apportées par la DGFIP dans le cadre de la réforme de la fiscalité locale (les +13M€ essentiellement en lien avec la réforme de la TH)
- des droits de mutation en hausse du fait d'un rattrapage 2020 amplifié par une dynamique accrue du marché immobilier (+5,95 M€)

Des produits de fiscalité marqués par une profonde mutation de structure avec la disparition de la taxe d'habitation



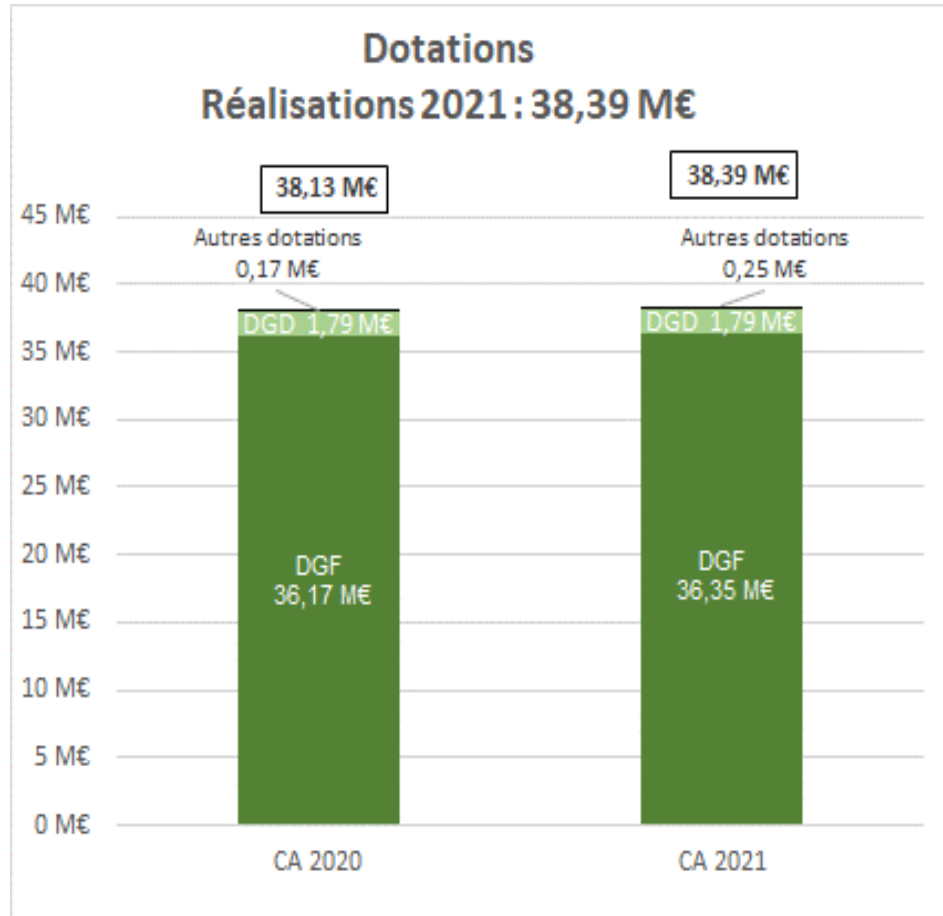
Une fiscalité indirecte en forte progression sous l'impulsion des DMT0 mais également des autres taxes



Globalement la fiscalité indirecte augmente de +21,6% avec plusieurs effets :

- **Des DMT0 en forte hausse +25,5%** sous l'effet du **rattrapage 2020 et d'une reprise accrue des transactions** du marché immobilier en 2021
- **Des droits de place à 4,19M€ en forte progression de +2M€ (+89,1 %)** par rapport à 2020, année impactée par la politique de soutien aux commerçants et entrepreneurs pendant la crise sanitaire
- Une taxe communale sur la consommation finale d'électricité à 5,39 M€, en hausse de +0,33 M€ (soit +6,4 % par rapport à 2020) avec notamment la hausse du tarif de base
- **Des produits des jeux en baisse de -0,6 M€** par rapport à 2020, et de 3,05 M€ par rapport à 2019, l'activité du casino ayant été au final autant impactée qu'en 2020 par les mesures sanitaires (fermeture de janvier à mi-mai 2021 et mesures de distanciation)

DGF et DGD stables conformément aux prévisions et du fait de la croissance de la population



La Dotation générale de fonctionnement se décompose en deux parties :

- La dotation forfaitaire de la DGF reçue en 2021 s'élève au total à 34,5 M€, avec une baisse de 0,36%.
- La dotation nationale de péréquation de la DGF s'élève à 1,81 M€ et progresse de 0,3 M€. Cette progression se fait au taux maximum légal soit une progression de 20%, comme les années précédentes, car elle est inférieure à la DNP cible. Bordeaux perçoit cette dotation du fait d'un potentiel financier / hab moins élevé que les autres communes de plus de 200 000 habitants) et de l'effort fiscal conséquent des contribuables (supérieur à 85 % de la moyenne de la strate).

Globalement, les autres recettes de fonctionnement retrouvent le niveau de 2019 (1/2)

Les autres recettes de fonctionnement s'élèvent à **67,36 M€ hors produits de cession (+15%)**

Des **redevances de stationnement à près de 16 M€ en 2021 (13 M€ en 2020) avec un retour au niveau observé avant la crise sanitaire** (16,5 M€ en 2019). A cette redevance, s'ajoute le remboursement opéré par Bordeaux Métropole (1,25 M€) au titre des frais engagés par la Ville pour recouvrer les forfaits de post-stationnement affectés au développement des transports en commun.

Des **produits des services et du domaine** (hors stationnement), notamment les **services publics proposés aux Bordelais** (musées, piscines, crèches, cantines...) à **20,6 M€ en 2021 hors stationnement, soit un niveau encore inférieur à 2019** (23,7 M€) mais en progression par rapport à 2020.

Ils comprennent, entre autres :

- 6,29 M€ de recettes de restauration scolaire (4 M€ en 2020),
- 2,9 M€ de recettes d'accueil collectif dans les crèches (2,6 M€ en 2020),
- 0,67 M€ de recettes d'entrées dans les piscines (0,4 M€ en 2020),
- 1,22 M€ de recettes des établissements culturels musées (0,67 M€ en 2020),
- 1,49 M€ de prestations de services en faveur des personnes âgées (1,57 M€ en 2020).

Globalement, les autres recettes de fonctionnement retrouvent le niveau de 2019 (2/2)

Des participations et subventions incluant les participations de la **caisse d'allocation familiale à près de 19M€** pour l'accueil des enfants en crèche ou centres de loisirs, soit un **niveau comparable à 2019 malgré l'augmentation du service**. Le léger écart avec 2020 s'explique par des décalages de versement de certaines participations.

Enfin, les **produits de cession** en 2021 (8,55 M€) ont été plus conséquents qu'en 2020 (5,58 M€), ils concernent essentiellement les **opérations d'aménagement rive droite** (Brazza, Deschamps...)

Des dépenses de fonctionnement en progression modérée de + 2% compte tenu des difficultés de recrutement

Dépenses réelles de fonctionnement En millions d'euros	2020	2021	Evolution 2020/ 2021	Part relative (2021)
Charges de personnel	146,91	148,69	1,21%	41,23%
Subventions versées	71,65	75,24	5,01%	20,86%
- Aux associations et autres de droit privé	42,33	41,84	-1,15%	11,60%
- Au CCAS	8,52	10,90	27,91%	3,02%
- Aux autres organismes	20,80	22,50	8,18%	6,24%
Reversements	52,52	53,18	1,25%	14,75%
- Attribution de compensation versée	50,41	50,93	1,03%	14,12%
- FPIC et autres reversements	2,11	2,25	6,56%	0,62%
Charges à caractère général	65,21	66,96	2,69%	18,57%
- Prestations restauration SIVU	8,07	12,93	60,25%	3,59%
- Fournitures, Énergie, fluides	16,36	14,95	-8,60%	4,15%
- Autres charges à caractère général	40,79	39,08	-4,18%	10,84%
Autres dépenses	10,07	10,62	5,52%	2,95%
Dotation aux provisions	0,95	0,78	-17,98%	0,22%
Sous total dépenses hors intérêts	347,30	355,47	2,35%	98,57%
Charges financières	5,81	5,16	-11,17%	1,43%
Total dépenses réelles de fonctionnement	353,11	360,63	2,13%	100,00%

Les dépenses de fonctionnement s'établissent à **360 M€** (353 M€ en 2020), elles **progressent globalement de 2 %**.

Compte tenu des **difficultés de recrutement** observées dans de nombreux secteurs de l'action publique les créations nettes n'ont pas été au niveau visé (+27 créations nettes au lieu des +60 programmées), la **progression des dépenses RH est donc limitée à 1,2%**. (cf. Infra "une administration exemplaire")

Conformément aux prévisions, et accentuée par la prolongation de la crise sanitaire en 2021, la **hausse de la subvention allouée au CCAS est conséquente avec +2,4M€ (+28%)**

Des subventions en progression hors FSE pour un soutien renforcé des acteurs du territoire

Les subventions versées aux acteurs associatifs et autres organismes de droit privé

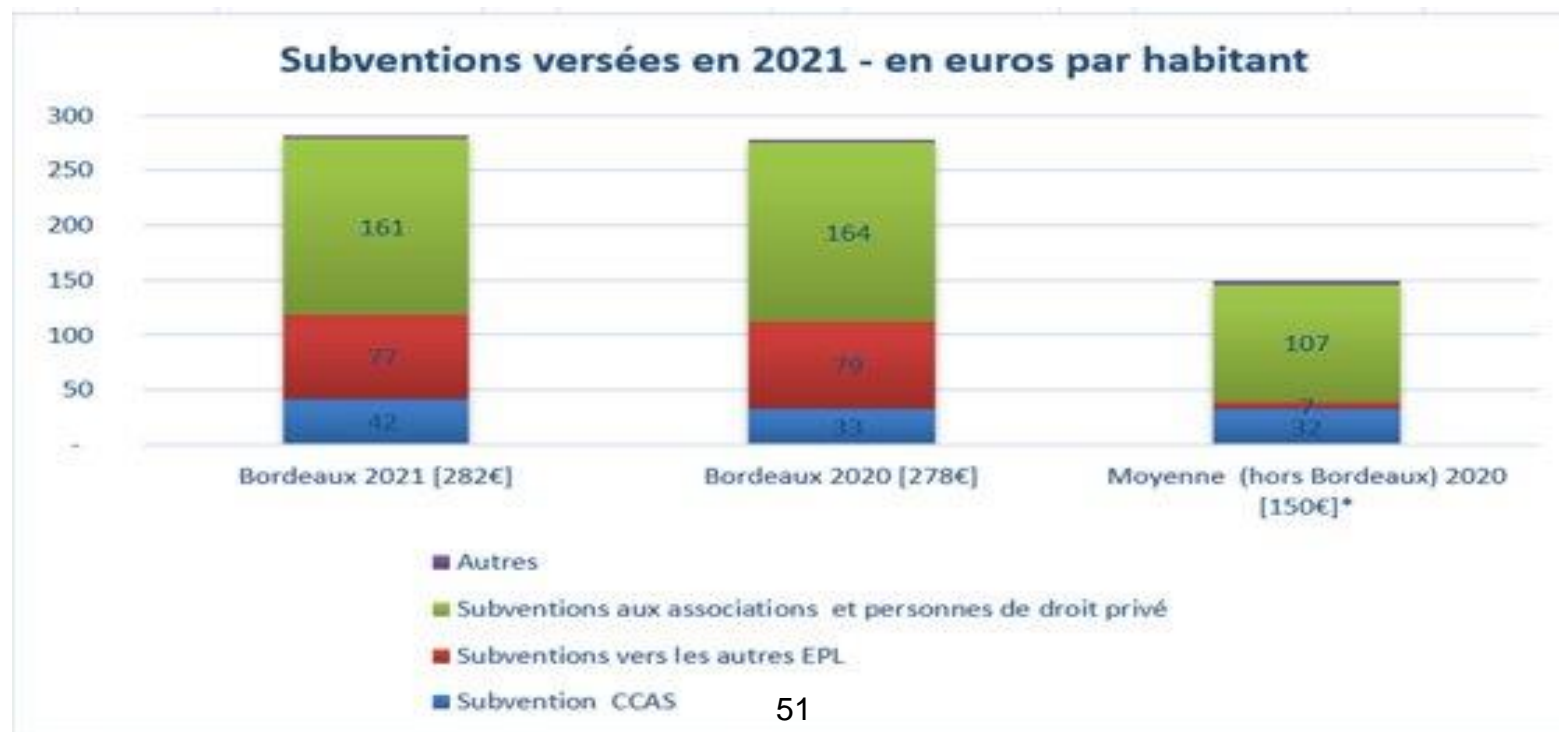
- Avec 41,84 M€, le montant des subventions versées aux associations est légèrement inférieur aux versements effectués en 2020 (-1,15%).
- Après neutralisation des aides liées au COVID (1,1 M€ en 2020 et 0,4 M€ en 2021), les **subventions sont en légère progression**.
- En 2021, **750 organismes** ont bénéficié d'une subvention en numéraire et 864 structures ont bénéficié d'une aide indirecte de la part de la Ville de Bordeaux pour les accompagner dans leur fonctionnement. Ces aides indirectes 2021 sont valorisées à 10,26 M€, soit une augmentation de 7%.

Les participations aux "autres organismes" recouvrent :

- les **subventions aux organismes publics** dont principalement :
 - la dotation à l'Opéra (16,36 M€ - hors COVID, -4,1 % du fait de la reprise d'activité progressive),
 - la dotation à l'école supérieure des Beaux Arts (3,32 M€, +4,24% suite au transfert de charges bâtiment et numérique),
 - les subventions de 0,37 M€ au SIVU en soutien exceptionnel COVID et 0,34 M€ pour le GIP Médiation
- la **subvention complément de prix** versée à l'exploitant du bowling, tennis, patinoire et vélodrome (1,75 M€, +1,16% conformément à l'indexation contractuelle).

Des subventions en soutien des acteurs du territoire importantes et en augmentation pour accompagner les besoins d'une population dynamique

Globalement, toutes catégories de subventions en numéraire confondues, **le montant moyen de 282€ / hab est en hausse de +4€ en 2021 et confirme les efforts de la ville dans le soutien des acteurs**



Les autres dépenses de fonctionnement connaissent globalement un retour au niveau 2019

Les charges courantes sont impactées par :

- ❑ La forte hausse des dépenses de prestation du **SIVU (+60,2%) traduit un retour à la « normale »** du nombre de convives (12,45 M€ en 2019).
- ❑ L'apparente modération des **coûts de l'énergie est en réalité un retour au niveau de 2019** (14,5 M€) grâce à la sobriété énergétique qui compense l'extension du parc. Pour rappel, en 2020, l'éclairage public a dû faire face à un rattrapage de factures exceptionnelles, non reproduit en 2021.
- ❑ Les **autres dépenses de prestations (39 M€)** sont en légère baisse du fait d'un effort de maîtrise des coûts et d'un décalage de certaines opérations de maintenance ou d'entretien dans les équipements culturels et sportifs qui ont été partiellement fermés pendant la crise.

L'attribution de compensation en fonctionnement progresse de **+ 0,52 M€ par rapport à 2020**

- +0,3 M€ pour les espaces verts (création et extensions de parcs et jardins, végétalisation place A. Meunier) ;
- +0,1 M€ pour la propreté (installation de cinq nouveaux sanitaires publics) ;
- +0,12 M€ pour le numérique, le parc matériel roulant, les bâtiments, les archives et la logistique.

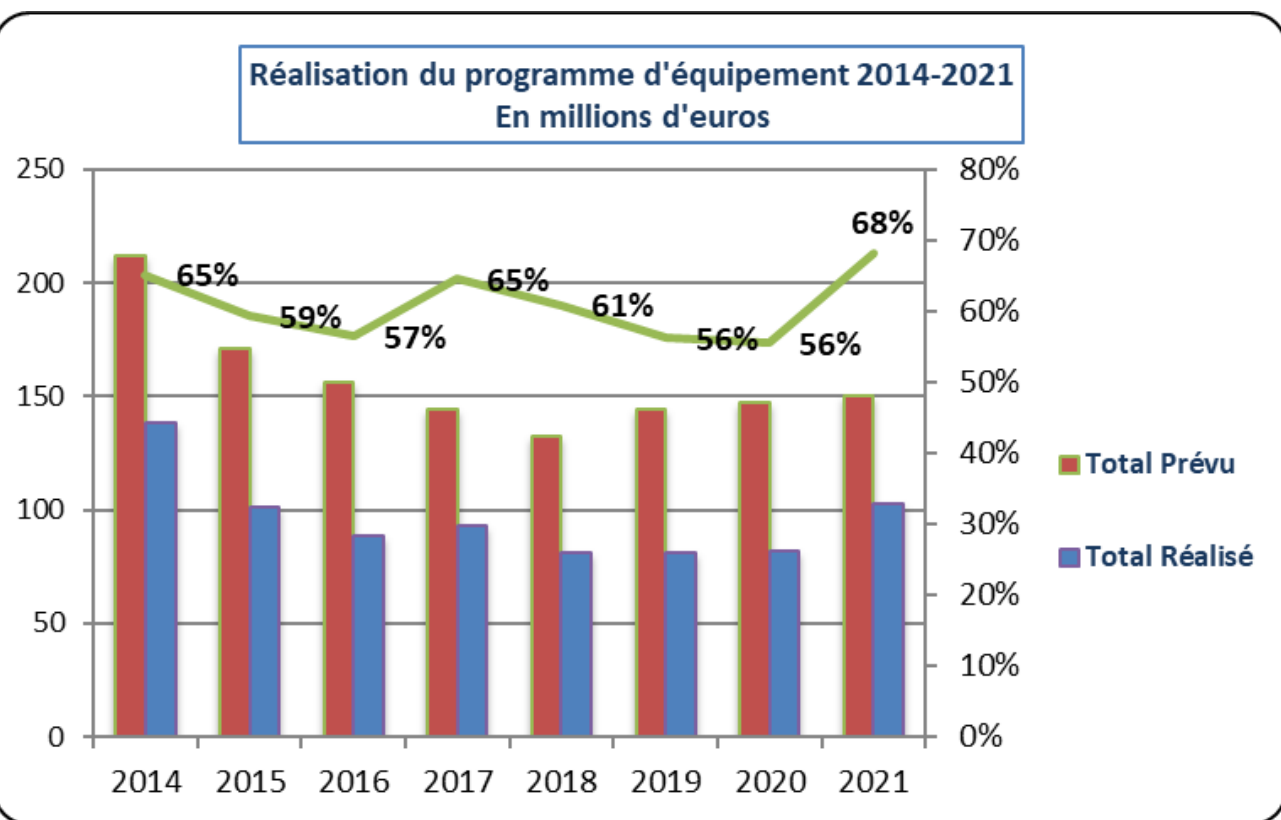
Des dépenses d'investissement en forte progression avec plus de 100 M€ investis en 2021 sur les équipements de la ville

Dépenses d'investissement En millions d'euros	2020	2021	Evolution 2020/ 2021	Part relative (2021)
Programme d'équipement	81,58	102,67	25,85%	72,63%
- Dépenses d'équipement propres	56,73	77,78	37,10%	55,02%
- Attribution de compensation (ACI)	15,15	15,14	-0,06%	10,71%
- Autres subventions d'équipement versées	9,70	9,75	0,53%	6,90%
Immobilisations financières	1,37	0,16	-88,07%	0,12%
Autres dépenses d'investissement	5,12	10,81	111,24%	7,65%
S/Total hors remboursement dette	88,07	113,64	29,04%	80,39%
Remboursement du capital de la dette	26,22	27,72	5,71%	19,61%
Refinancement de la dette	0,00	0,00		0,00%
Total dépenses d'investissement	114,29	141,36	23,68%	100,00%

Le programme d'équipement progresse de manière significative avec **près de 103 M€ investis en 2021, soit +26% vs 2020**

La ligne "autres dépenses d'investissement" comporte principalement les travaux pour compte de tiers (école Hortense et travaux de la rue de la Rousselle)

Des dépenses d'équipement en forte progression avec un taux de réalisation élevé à 68%, soit +10 points par rapport à la moyenne historique

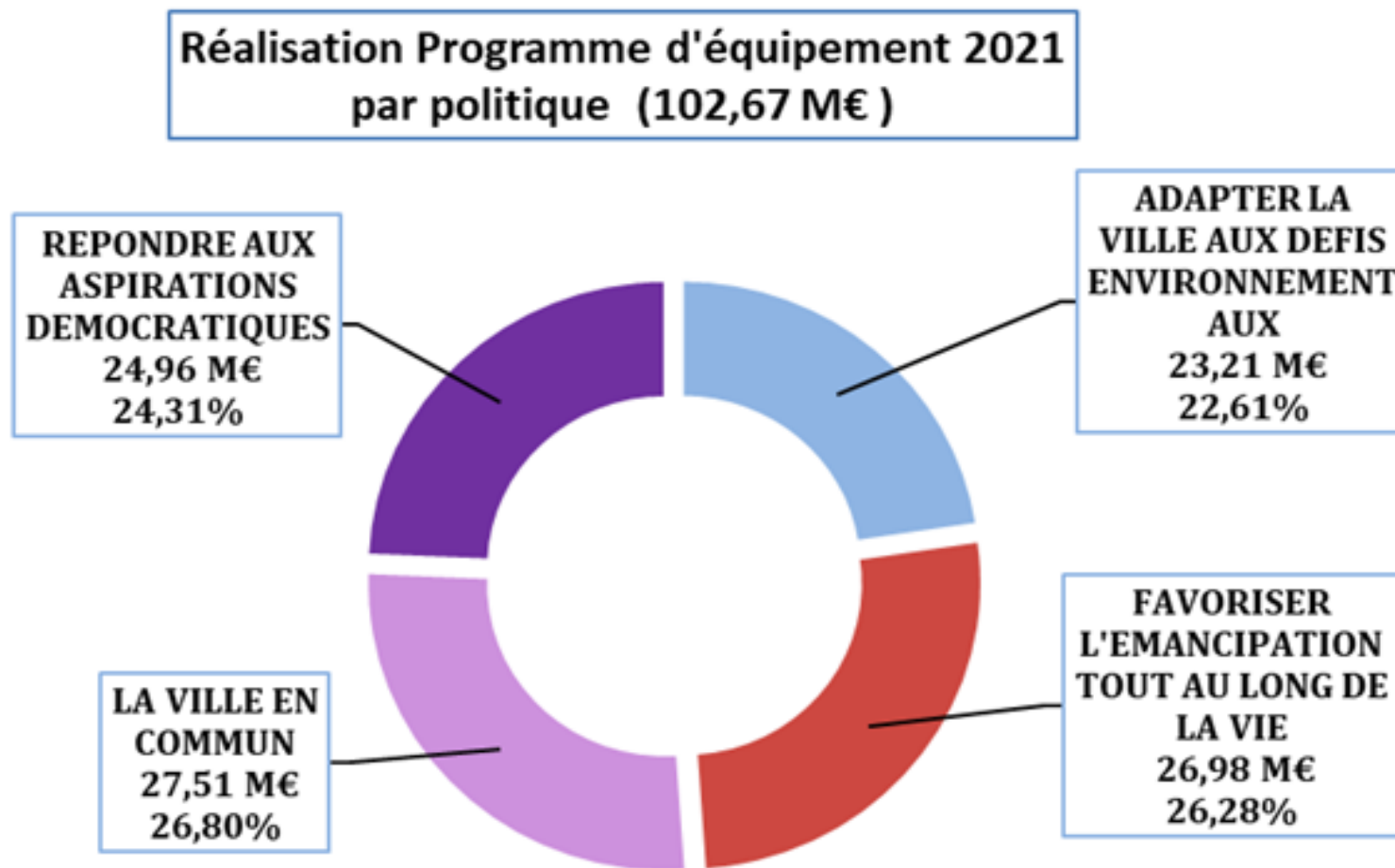


Ces dépenses, qui comprennent les études, les travaux, les acquisitions et les subventions d'équipement versées (y compris l'attribution de compensation à la Métropole), pour équiper l'ensemble de nos quartiers s'élèvent à **103 M€ (soit 389 € par hab.)**.

-> en augmentation par rapport à 2020 de près de +26% (81,58 M€)

-> avec un taux de réalisation supérieur à 7 points au taux moyen des 7 dernières années (68% en 2021 contre 61%)

Les dépenses d'équipement sont relativement équilibrées et démontrent une volonté d'avancer sur l'ensemble des politiques publiques



Programme d'équipement : principales exécutions des crédits de paiement 2021 par politique publique

REPONDRE AUX ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES

Faire vivre la démocratie permanente, encourager les initiatives associatives

Bâtiment US Chartrons	1 972 794,17
-----------------------	--------------

Promouvoir l'égalité et la lutte contre toutes les discriminations

Espaces Verts - ADHAP	2 325 394,15
-----------------------	--------------

FAVORISER L'EMANCIPATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Accompagner les enfants et les jeunes vers une citoyenneté active

Ecole A Dupeux - Restructuration et accessibilité	1 711 339,47
---	--------------

Ecoles Grandir nature : cours buissonnières	1 027 494,26
---	--------------

Elémentaire Dupaty - Extension	1 183 282,70
--------------------------------	--------------

Elémentaire Loucheur	1 030 275,73
----------------------	--------------

GS SIMONE VEIL (Brienne)	1 807 984,57
--------------------------	--------------

Faciliter l'accès au logement

Aide au parc public - subventions aux bailleurs	2 555 700,00
---	--------------

Promouvoir l'épanouissement et l'équité dès la petite enfance

Crèche A Faulat	1 544 735,06
-----------------	--------------

Crèche des Doves foyer maternel	1 001 514,55
---------------------------------	--------------

Crèche Montgolfier	1 060 755,76
--------------------	--------------

Crèche Niel Hortense point relais	1 081 301,73
-----------------------------------	--------------

LA VILLE EN COMMUN

Garantir l'accès aux pratiques sportives

BAF - Gymnase et dojo	2 460 044,61
-----------------------	--------------

Gymnase et salle escrime Brazza - Construction	537 369,47
--	------------

Gymnase Promis - Rénovation	667 692,44
-----------------------------	------------

Niel Hortense - Espace sportif de plein air	989 966,57
---	------------

Piscine Galin - Restructuration	8 662 748,44
---------------------------------	--------------

Subventions d'équipement aux clubs et associations	1 375 761,61
--	--------------

La culture partout, pour toutes et tous

Acquisition de documents - Bibliothèque	553 581,69
---	------------

Bibliothèque Mériadeck - Requalification phase 3	777 566,69
--	------------

Centre Jean Moulin - Rénovation	486 266,68
---------------------------------	------------

Eglise Saint Amand - Restauration du clocher	638 945,19
--	------------

ADAPTER LA VILLE AUX DEFIS ENVIRONNEMENTAUX

Sobriété et efficacité énergétique dans la gestion du patrimoine

Efficacité énergétique et ENR	576 472,53
-------------------------------	------------

Enfouissement des réseaux	612 192,91
---------------------------	------------

Réaménagement site Pierre Trébod	1 758 011,39
----------------------------------	--------------

Réseaux et matériels Eclairage public	1 969 197,38
---------------------------------------	--------------

Un développement économique responsable et solidaire

Matériels - DLE	245 101,79
-----------------	------------

Une ville nature et apaisée

Aménagements d'espaces de proximité	612 168,05
-------------------------------------	------------

Parc paysager du Grand Parc	2 218 691,98
-----------------------------	--------------

Stationnement	1 113 759,22
---------------	--------------

Les recettes d'investissement

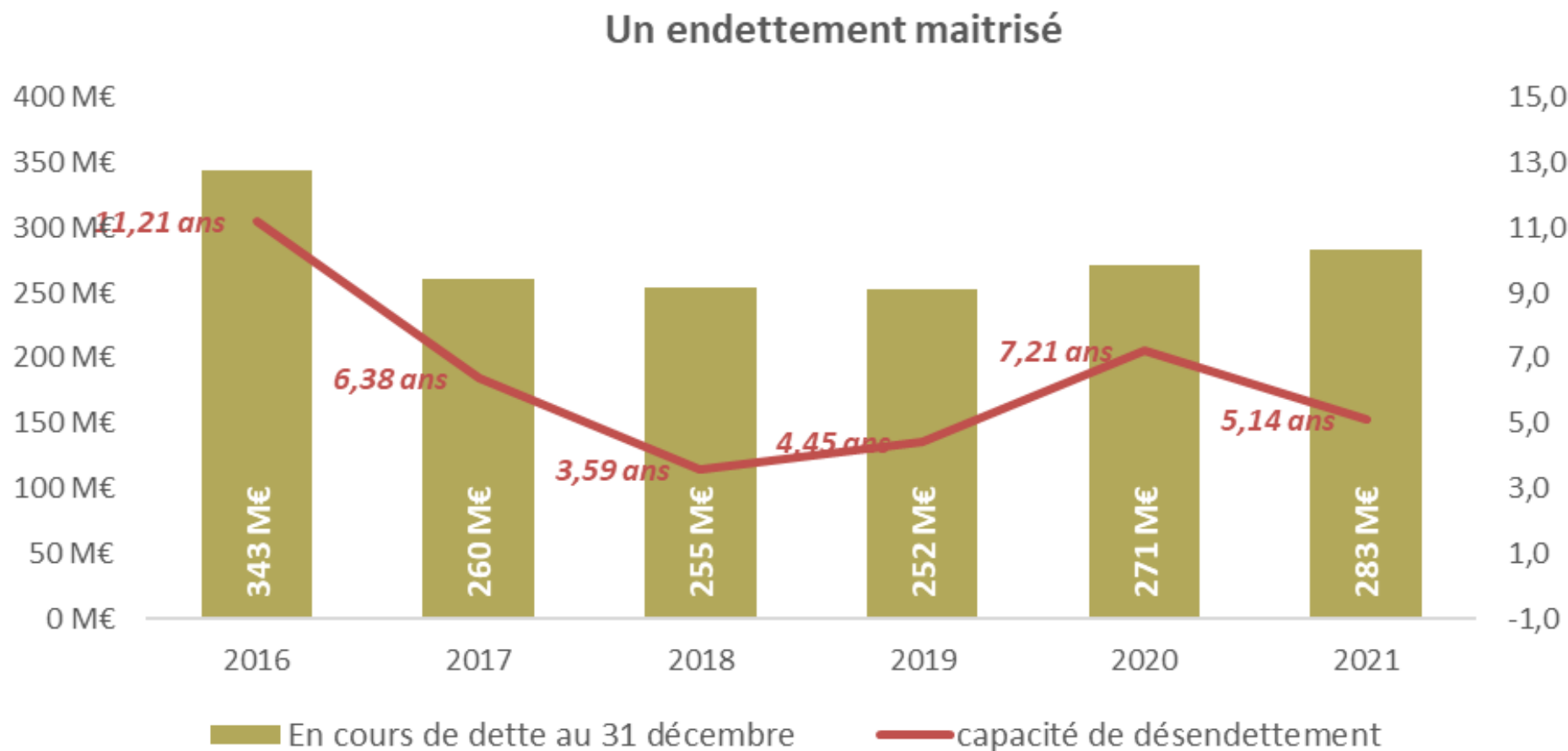
Des recettes en baisse sous l'effet de la diminution de l'emprunt, du fonds de roulement observé en 2020 (repris en 2021) et de produits de FCTVA moindres du fait de la baisse des investissements pendant la crise sanitaire de 2020.

Recettes d'investissement En millions euros	2020	2021	Evolution 2020/ 2021	Part relative (2021)
Emprunts et refinancement de dette	45,00	40,00	-11,11%	39,83%
Recettes hors emprunts	21,05	24,10	14,45%	24,00%
- Subventions et autres participations	4,15	10,38	150,10%	10,34%
- FCTVA, TLE et taxe d'aménagement	11,88	9,23	-22,32%	9,19%
- Autres recettes d'investissement	5,03	4,49	-10,66%	4,47%
S/Total recettes hors résultat affecté en réserve	66,05	64,10	-2,96%	63,83%
Résultat d'exploitation affecté en réserve	52,86	36,32	-31,29%	36,17%
Total recettes d'investissement	118,92	100,42	-15,56%	100,00%

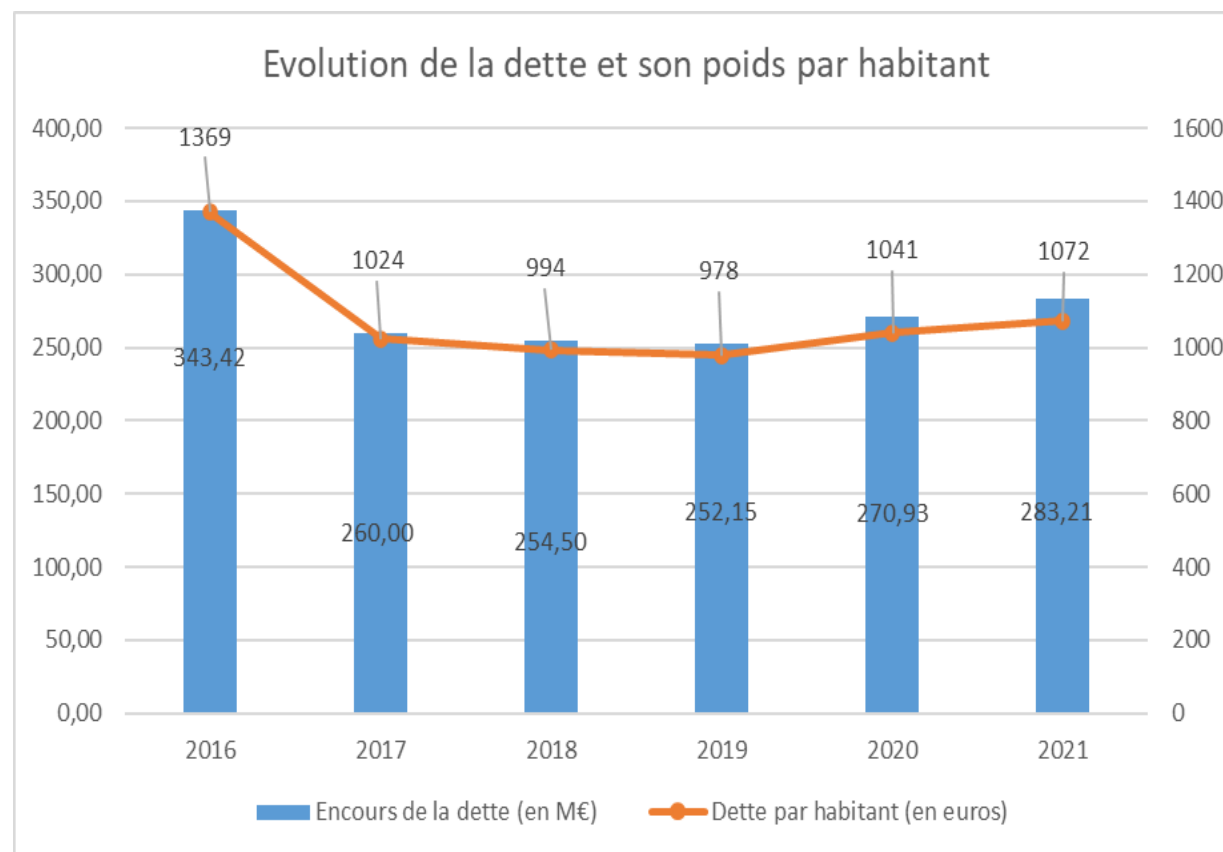
Néanmoins, les participations progressent en lien avec les dépenses d'équipement avec notamment :

- **3,27 M€** de participation de **Bordeaux Métropole** au titre de la réalisation des **groupes scolaires Marie-Curie** et de l'extension de Raymond-Poincaré et de la dotation équipement scolaire des nouveaux groupes des Bassins à flots
- **1,3 M€ de financement DSIL Etat** pour les écoles Loucheur et Dupaty, l'accessibilité des bâtiments culturels, l'espace sportif et la crèche Niel, l'extension de l'accueil de la Benauge
- **0,81 M€** au titre du dispositif de l'Etat de **relance de la construction**
- **0,8 M€** au titre de la réalisation du **gymnase Ginko**
- **0,7 M€** pour le **PRU du Grand Parc**
- **0,68 M€** pour la **piscine Galin**, dont 300 k€ de Bordeaux Métropole

Un endettement en légère progression de +12M€ qui reste maîtrisé, la capacité de désendettement étant ramenée à 5,14 ans après le pic de 2020



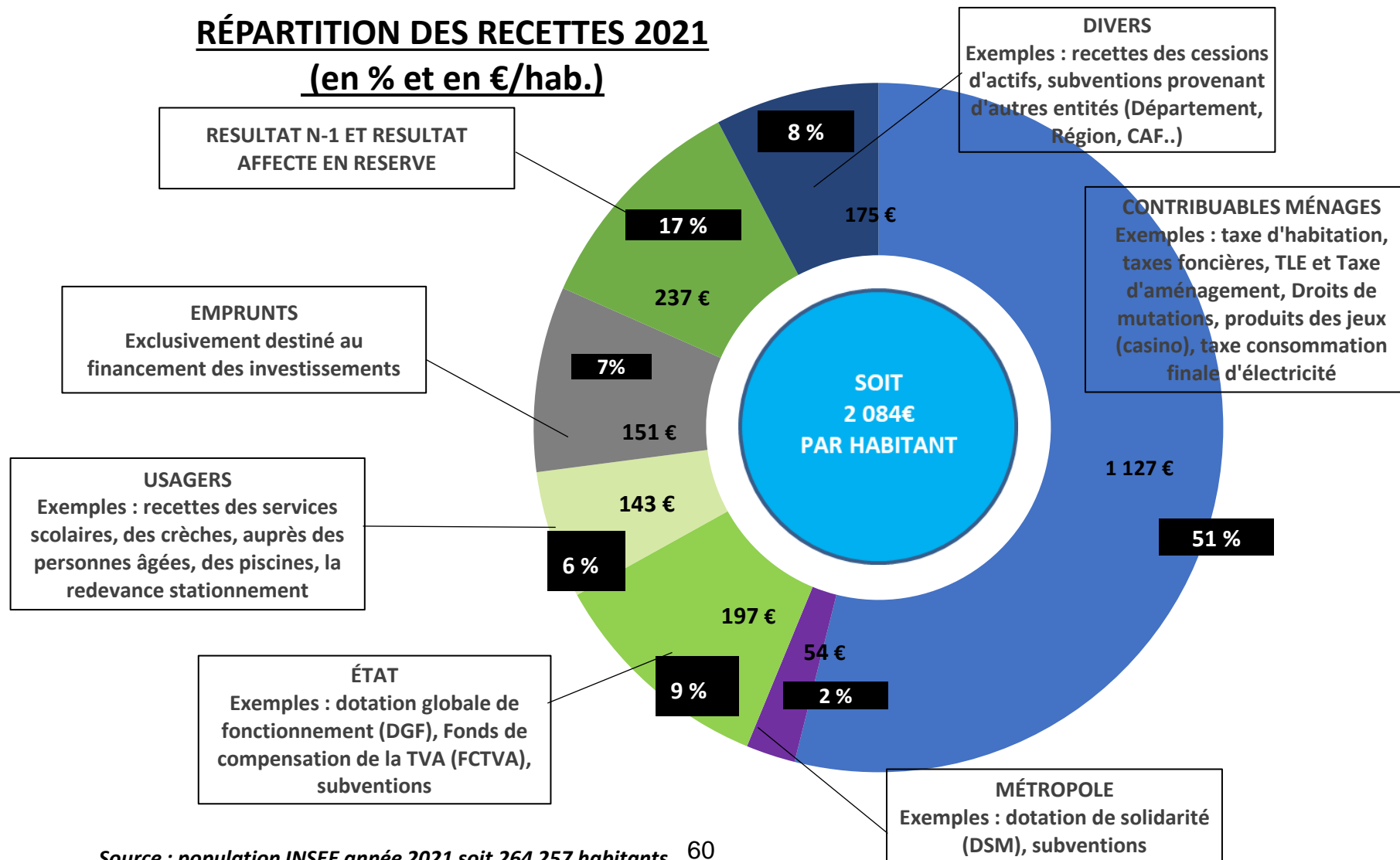
Une dette par habitant à 1 072 € soit un niveau en deçà des villes comparables



Le **taux moyen de la dette** continue d'évoluer favorablement et passe de 2,03% en 2020 à 1,76% à fin 2021. Au 31 décembre 2021, la **dette par habitant ressort à 1 072 € soit un niveau en deçà de celui de 1 093 € des villes comparables** (*panel de 17 villes de 150 000 - 500 000 hab de FCL Gérer la Cité au 01/01/2021*)

Répartition des recettes par habitant

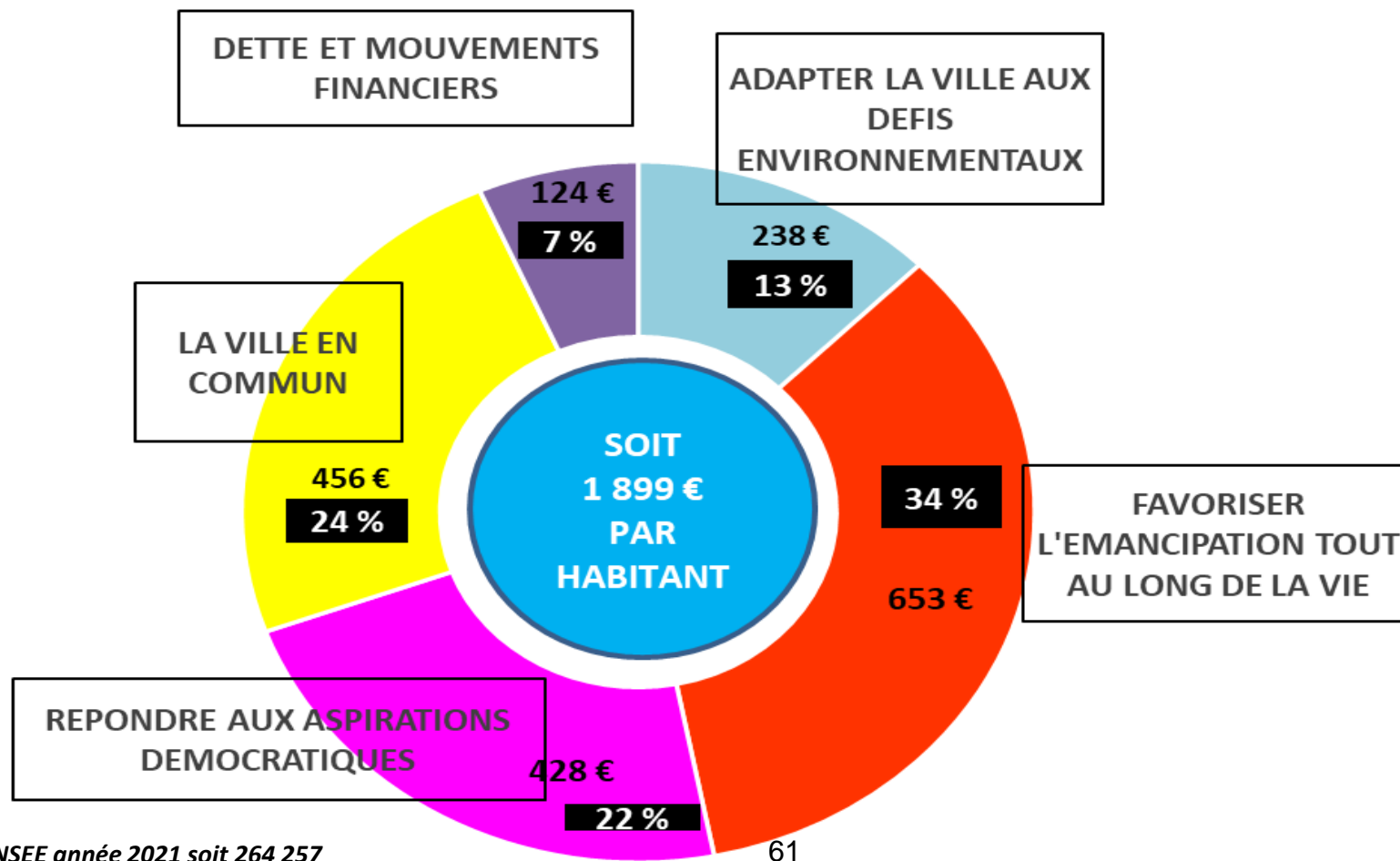
RÉPARTITION DES RECETTES 2021 (en % et en €/hab.)



Source : population INSEE année 2021 soit 264 257 habitants 60

Répartition par politique des dépenses par habitant

RÉPARTITION DES DÉPENSES 2021 (en % et en €/hab.)



Source : population INSEE année 2021 soit 264 257 habitants

PARTIE 2 : **Les principales** **réalisations** **de 2021**

Les chiffres clés par **politiques publiques**



Adapter la ville aux défis environnementaux



Une Ville Nature et apaisée – de nombreux aménagements remettent le végétal au cœur de la ville pour apaiser et adapter la ville au changement climatique

Plan canicule



Place de la Victoire



Jardin de la Béchade

Des premières réalisations concrètes

- Pergolas (pl de la Victoire) 231 k€
- Brumisateurs (10 sites) : 164 k€
- Bacs place Tourny : 66 k€

Aménagements

La régénération des parcs est visible

- Phase 1 du Parc du Grand-Parc : 2,2 M€
- Végétalisation du Parc Pinçon 81k€ et de la place A. Meunier pour 157 k€

De nouveaux services et espaces pour les petits... et les grands

- Réhabilitation de l'aire de jeux du Parc Rivière pour 216 k€
- Jardin et aire de jeux de la Grenouillère pour 133 k€
- Remise en fonctionnement du "Petit Mousse" au Jardin Public pour 207 k€



Phase 1 – Parc du Grand-Parc

Ville Nature – le démarrage d'un programme pluriannuel ambitieux et ciblé de plantations

Plantations



Fruitiers - Jardin des Lumières



Micro-forêts – Place Billaudel

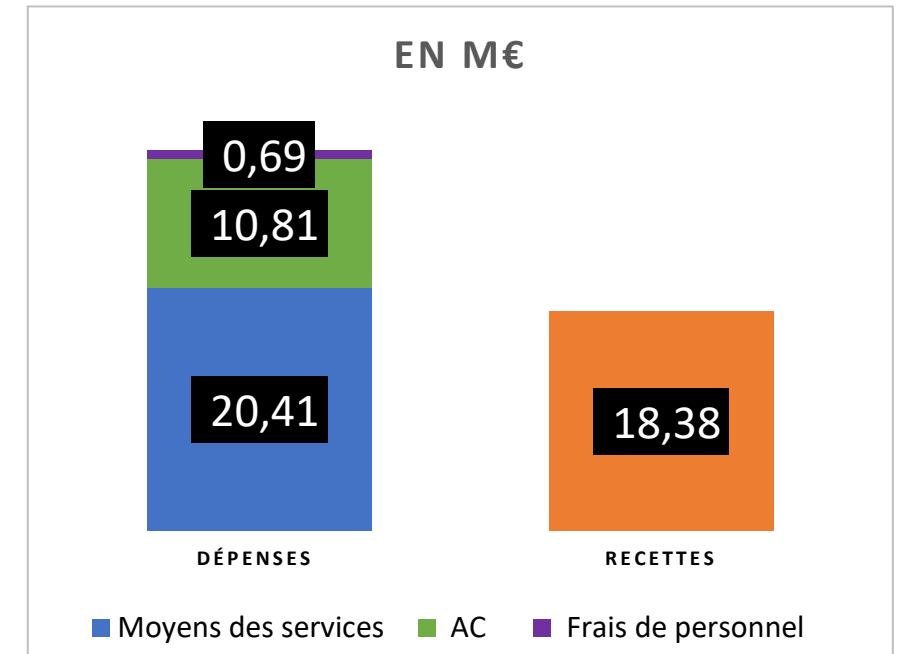
En 2021, le programme de plantations s'accélère, dans un objectif de développement du couvert végétal et de plantations nourricières

+18% d'arbres (1 600 arbres vs 1350 en 2020)

+ 30% de fruitiers (130 arbres vs 100 en 2020)

4 800 jeunes plants

206 k€ de plantations



Une Ville Nature et apaisée – la résilience alimentaire à l'échelle de la ville de Bordeaux

Finalisation et présentation du **premier diagnostic de territoire de résilience alimentaire, à l'échelle de Bordeaux**. Importante synthèse et modélisation innovante sans équivalent à l'échelle d'une ville.

Lancement d'un premier **appel à projet doté de 50 000 €** en articulation avec l'appel à projet politique de la ville. Résultats :

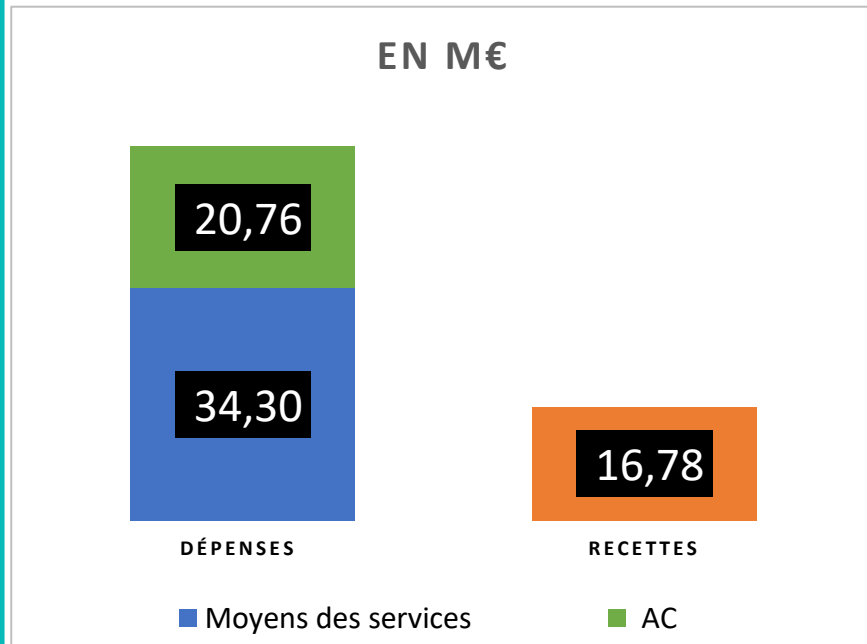
22 associations et autant de projets subventionnés sur **4 thématiques stratégiques**:

- Production agricole, agriculture urbaine, jardinage collectif
- Circuits courts, distribution, transformation, conserverie
- Alimentation saine pour toutes et pour tous
- Compostage, lutte contre le gaspillage et valorisation des déchets alimentaires

Une Ville Nature et apaisée - rééquilibrer l'espace public au profit des mobilités actives

- Mise en place de l'opération « **Ma rue respire** » sur l'ensemble des quartiers pour préfigurer des piétonnisations ou mises sous contrôle d'accès.
- **Extension de la zone piétonnisée et du contrôle d'accès en centre-ville** (Secteur St Eloi / rue du Loup 200 k€)
- Instauration du **30 km/h sur l'ensemble de la ville**, hors boulevards et axes structurants
- Développement de **places de stationnement deux roues** (vélobox)
- La **Rue aux enfants** : 16 écoles sont entrées dans ce dispositif en 2021 d'apaisement de la circulation
- Poursuite du **plan de végétalisation des cours d'école et de crèches** avec 1,05M€ dépensés en 2021

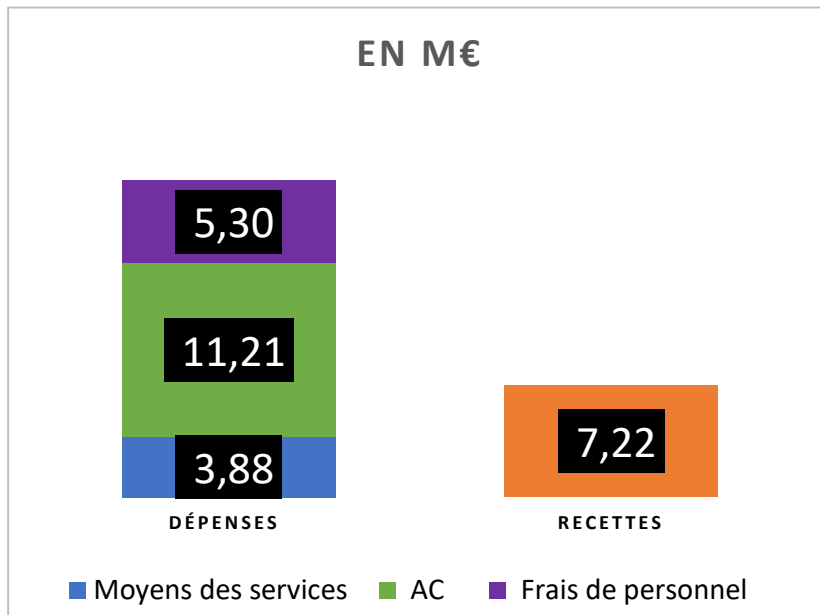
Sobriété et efficacité énergétique accrues dans la gestion du patrimoine



- Un **budget fluide stable** à 6,5 M€ : le gain de 2% de consommation a permis de compenser le surcroît d'énergie induit par les mesures d'aération renforcées et par l'augmentation du parc
- **Sobriété énergétique** :
 - lancement de **10 marchés de performance énergétique** (opérationnels au 1er janvier 2022)
 - **Académie Climat Energie** représentée dans 97 sites (+ 2 sites/ 2020)
- **Production d'énergies renouvelables** :
 - Passation d'un **marché d'achat d'électricité verte** d'origine certifiée, pour les petites consommations (tarifs bleus)
 - **Production photovoltaïque +4,6 %** par rapport à 2020
 - **Raccordement au réseau de chaleur +8 sites en 2021**, soit un total de 20 bâtiments raccordés
- Effort maintenu de réhabilitation et d'extension du **réseau d'éclairage public** (2,2M€) en favorisant les matériels économes (facture d'électricité maintenue au niveau de 2019)
- **Economies d'eau : baisse de 150 000 m³** soit 495 k€ (effort multiplié par 3 par rapport à 2020)

Un développement économique responsable et solidaire – soutien à l'entrepreneuriat

Poursuite du soutien aux différents dispositifs d'aide à la création et au développement d'entreprises locales :



- **Pépinières de la Ville de Bordeaux** : Pépinière artisanale Ste Croix, Pépinière écocréative des Chartrons, pépinière Le Campement, dédiée au développement durable et à la transition écologique, lancement d'une réflexion pour la mutualisation de moyens et de communication de ces 3 pépinières
- **Acteurs privés**, tels que l'Incubateur au Féminin Les Premières Nouvelle-Aquitaine, Réseau Entreprendre Aquitaine, ou encore le Club des Entreprises de Bordeaux, incubateur la Source (Technowest)
- **Associations qui viennent en aide aux entrepreneurs en difficulté**, Entraide & Entrepreneurs et 60 000 Rebonds.

Un développement économique responsable et solidaire – ESS et emploi

- Poursuite du **soutien aux acteurs** de l'accompagnement à la création d'activités dans l'ESS et de l'emploi: La maison de l'Emploi de Bordeaux, France Active Nouvelle-Aquitaine, ACT, Urisa, Actifs33
- Montée en puissance **des évènements** en lien avec les feuilles de route ESS et emploi : Aquitec, Forum "Inventer Demain" dans le cadre du mois de l'ESS.
- Lancement de **3 appels à manifestation d'intérêt avec 33 associations du territoire bordelais soutenues** :
 - "Innovons pour les emplois de demain" : 7 lauréats
 - "Soutien à l'ESS" : 20 lauréats dont 10 sur l'axe coopération d'acteurs
 - "Ville circulaire" : 6 lauréats
- Nouveau **partenariat** avec la Chambre régionale de l'ESS de Nouvelle-Aquitaine pour le développement du secteur de l'ESS sur la ville de Bordeaux
- **Adhésion à la monnaie locale** (GEMME)
- **Création de la "cellule TPE"** pour accompagner les toutes petites entreprises dans leurs différentes problématiques (financement, RH etc...) avec la Maison de l'Emploi et la Caisse sociale de développement local
- **Réalisation d'études** : "cyclologique et économie sociale et solidaire", guide de "redirection écologique des entreprises" ...

Un développement économique responsable et solidaire – RSE et tourisme

Tourisme

- Soutien de 100 k€ à l'OTCBM pour l'organisation de Bordeaux Fête le Vin (17-20 juin 2021) : **200 restaurants et 50 cavistes** aux couleurs de Bordeaux Fête le Vin, valorisation des **produits de Nouvelle-Aquitaine**, exposition de statues « Le Chat déambule » de Philippe Geluck
- Accueil de trois grands voiliers
- Balades enchantées du GR® métropolitain sur le thème viticole

RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises)

- Conception de la **plateforme d'autodiagnostic de performance RSE des entreprises**
- Mise au point de la **démarche territoriale pour engager les entreprises de moins de 10 salariés dans la transition écologique** (soit 97% des immatriculations bordelaises).

Un développement économique responsable et solidaire – commerce de proximité

- Accompagnement au déploiement sur Bordeaux de **plates-formes numériques** favorisant la **visibilité** et le développement de la vente en ligne et des commerces de proximité (Solocal et MaVilleMonShopping).
- **Accompagnement de porteurs de projets** souhaitant installer des commerces de proximité sur le territoire de Bordeaux (environ **120 projets** accompagnés en 2021).
- Accompagnement des associations de commerçants et artisans dans **tous les quartiers** pour la mise en œuvre d'animations commerciales et des décorations de Noël.
- Poursuite du partenariat avec la CCI de Bordeaux pour l'organisation **d'actions de marketing territorial** et pour l'animation du réseau professionnel des managers de commerce.

Favoriser l'émancipation de toutes et tous



Accompagner les enfants et les jeunes vers une citoyenneté active

L'année 2021 a fait l'objet de la mise en œuvre de nouveaux projets malgré la persistance de la crise sanitaire

- **Le fonds « nature et culture »** : pour compenser l'empêchement des séjours scolaires et fêtes des écoles en 2020/2021 en raison du contexte sanitaire, la ville a attribué un budget **(88,2 k€)** aux enseignants (une allocation moyenne de **8 € par élève**) afin qu'ils réalisent des **projets éducatifs à proximité de l'école** et en lien avec la nature et la culture. Un peu plus de la moitié des écoles de la Ville (57) se sont saisies de ce dispositif permettant la **réalisation d'une centaine de projets**.
- **Les séjours scolaires** : afin de permettre à plus d'élèves bordelais (205) de bénéficier de séjours mer environnement à proximité de Bordeaux, la Ville a mis en place de nouveaux séjours automne au domaine de la Dune d'Arcachon, propriété de la Ville de Bordeaux **(36,4 k€)**.
- **PEdT (Projet Educatif de Territoire)**: fin 2021, démarrage du travail partenarial de rédaction du PEDT, autour de 4 axes majeurs : l'environnement, la démocratie/citoyenneté, la solidarité et le parcours de l'enfant de 0 à 18 ans.

Accompagner les enfants et les jeunes vers une citoyenneté active



Livraison de 4 nouveaux groupes scolaires pour accompagner le développement des nouveaux quartiers.

Budget réalisé pour les équipements de l'Education **26,16 M€ dont 3,7M€ pour les travaux d'entretien et de grosses réparations**

Dans les nouveaux quartiers

- Ouverture du groupe scolaire **Jean-Jacques-Sempé** (14 classes) et du groupe scolaire **Modeste-Testas** (16 classes) dans le secteur des **Bassins à Flot**
- A la livraison du groupe scolaire **Nelson-Mandela** (16 classes) dans le quartier **Ginko**
- A l'ouverture du groupe scolaire **Billie-Holiday** (18 classes) dans le quartier de la Bastide, secteur **Niel Hortense**

La ville verse une **participation de 9 M€** pour ces 4 équipements dont elle assure la gestion.

Dans les quartiers existants

- Restructuration et mise en accessibilité de l'élémentaire **Alphonse-Dupeux** (1,7 M€, budget total 3,6 M€)
- Extension de l'élémentaire **Dupaty** (1,2 M€, budget total 3 M€), de l'élémentaire **Loucheur** (1 M€, budget total 2M€) et du GS **Montgolfier** (2,4 M€, budget total 6,6 M€)
- Démarrage de la relocalisation de l'élémentaire **Jean-Cocteau** (66 k€, budget prévisionnel 8,3 M€)

Accompagner les enfants et les jeunes vers une citoyenneté active

Accueils de loisirs 6 – 11 ans

+ 380 places les mercredis

+ 64 places en moyenne pendant les vacances

Soit 500 000€ budgétés et 210 000€ réalisés du fait des annulations de sorties/ absences RH liées à la crise sanitaire

Nouveau projet d'activités de plein air et de nature à la journée sur le site des classes vertes au profit de l'ensemble des accueils de loisirs les mercredis et les vacances

Jeunesse 12 – 17 ans

Appel à projet Je Relève Le Défi:

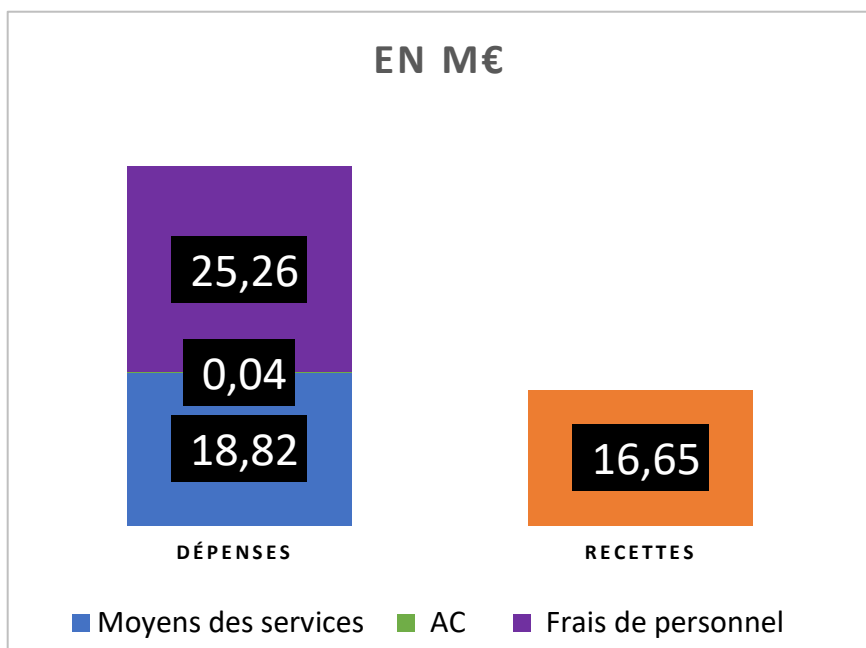
Augmentation de l'enveloppe de 13 k€ à 20 k€ et **création de la première édition de la fête des jeunes** en novembre à la salle des fêtes du Grand Parc, autour de la mise en valeur de leurs projets.

La Dune:

A budget constant, **développement de séjours pour les adolescents bordelais**, en optimisant la fréquentation des bâtiments, et grâce à un tarif pension complète spécifique: 175 jeunes accompagnés par 8 associations.

Le niveau de recettes du domaine a augmenté de 42% par rapport à 2020, mais n'a pas encore retrouvé le niveau de 2019.

Promouvoir l'épanouissement et l'équité dès la petite enfance



En matière d'investissement, l'année 2021 a été consacrée :

- A l'ouverture de **133 places à la crèche Tana-Hoban** dans le quartier Bordeaux Sud (1 M€ pour un budget total 2,7 M€) et la **crèche Pilpoul** dans le secteur des Bassins-à-Flot (667 k€ pour une participation totale 1 M€);
- À la poursuite des **travaux de la crèche Benaugue-Vincent** dans le quartier de la Bastide (196 k€ budget prévisionnel 4,2 M€);
- A **l'extension de la crèche Armand-Faulat** dans le quartier de Caudéran (+20 places - 1,5 M€ budget total 3,5 M€) et dans le quartier Chartrons, Grand-Parc, Jardin public, à la réalisation du **multi-accueil Montgolfier** de 40 places (1 M€ budget total 3,3 M€)

Promouvoir l'épanouissement et l'équité dès la petite enfance

Diminution de la fréquentation des familles et évolution des besoins exprimés en période post crise sanitaire : près de 3 100 enfants accueillis pour 2 662 places financées.

Elaboration des **nouvelles règles d'attribution des places en crèches favorisant les ménages les plus fragiles.**

Soutien du secteur associatif et développement d'actions de **soutien à la parentalité et d'éveil culturel : 65% des enfants** accueillis en crèches municipales ont eu accès à une proposition culturelle et artistique (80% en 2022). Bien que l'impact de la crise sanitaire continue à peser sur la fréquentation des espaces parentalité, les activités et associations présentes sur le site du Petit prince ont été valorisées à l'occasion d'un évènement de rentrée.

Développement de la prestation à destination des familles bordelaises avec la **fourniture des couches pour les enfants accueillis en SAF** ; livraison en triporteur au sein de chaque logement des assistantes maternelles.

Démarrage du **programme de formations interculturelles** sur site pendant 2 jours. **Plus d'une cinquantaine de professionnels formés à la question du genre et à la lutte contre la discrimination (200 en 2022)**

Petite Enfance et Education - alimentation

EDUCATION

- Engagement du SIVU dans une **démarche de promotion et de développement des filières courtes et de proximité**, issues de productions responsables afin de réduire l'empreinte carbone.
- **40% de produits bio.**
- **1 repas végétarien par semaine** et une alternative végétarienne quotidienne pour les familles qui le souhaitent.
- **Ateliers nutritionnels** en direction des enfants et des agents municipaux.

PETITE ENFANCE

- Renouvellement des marchés de prestation alimentation à destination des jeunes enfants en EAJE pour une mise en œuvre en janvier 2022 : exigence de **80% de produits bio, produits de saison et approvisionnement de proximité.**
- **Suppression des contenants en plastique.**

Education et petite enfance : le numérique dans les écoles poursuit son développement

- **ISI : déploiement du nouvel environnement numérique de travail maintenu malgré des perturbations liées aux ressources matérielles.** 13 écoles en cours et les 18 écoles restantes seront terminées en octobre 2022. Objectif: mieux suivre et optimiser les ressources informatiques dans les écoles, afin de répondre précisément aux besoins pédagogiques
- **Raccordement très haut débit** – poursuite de la migration de 78 écoles fibrés et 9 écoles en xDSL
- **Déploiement** (dont les 3 nouvelles écoles) : installations en élémentaire de 35 video-projecteurs interactifs (VPI), 2 Pc fixe, 4 valises de 15 tablettes, installations en maternelle de 9 Pc élèves, 1 VPI, retraits en élémentaire de 11 TNI, 12 VPI mobiles, 2 VPI fixes, retraits en maternelle de 4 Pc élèves.
- **Dotation des classes** (élèves allophones) : installation de 7 VPI
- **Prêts de tablettes aux familles** dans le cadre de la continuité pédagogique lié au dernier confinement – avril 2021 (56 tablettes)
- Mise en service d'un **dispositif d'escalade** des incidents, pour assurer un meilleur suivi et une meilleure réactivité



Petite enfance et Education - aménagement des "cours buissonnières"

Les « cours buissonnières » : projets spécifiques pour chaque cour de crèche et d'école afin de **créer des espaces pédagogiques conviviaux, inclusifs, agréables en toutes saisons.**

Une programmation sur 10 années avec la volonté d'adapter **68 cours durant le mandat** pour un **budget estimé à 12 M€.**

Une démarche participative avec tous les usagers des sites.

Le budget 2021 consacré à l'aménagement des cours de **crèches** s'est élevé à 54 758 €.

Après une étape de diagnostic, les premiers travaux de préfiguration ont été réalisés dans les crèches du Grand Parc et de Ste-Colombe.

En 2022, 4 crèches feront l'objet d'un aménagement complet (Ste-Colombe, Grand Parc, Magendie, Quai des Bambins) et 6 en 2023.

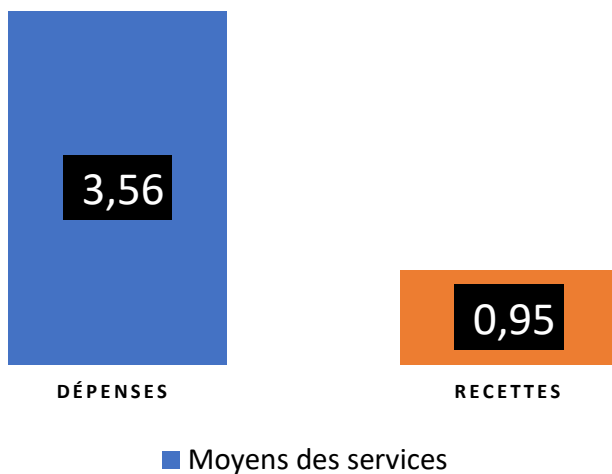
Dans les écoles, en 2021, des travaux ont été réalisés dans les maternelles Paul-Lapie et Beck et des études ont été lancées sur les cours des élémentaires Benauge et Simone-Veil.

Le budget s'est élevé à 1 M€

En 2022, 4 écoles feront l'objet d'études et de travaux (maternelles Achard et Dupeux, élémentaires Benauge et Prévert) et 9 en 2023.

Faciliter l'accès au logement – Poursuivre la rénovation urbaine

EN M€



Programmes de renouvellement urbain (PRU) en lien avec la Métropole : la ville développe et rénove les équipements pour les habitants et co-finance leur pilotage à savoir :

- PRU Grand Parc - 93 k€
- PRU Joliot Curie et Aubiers - 403 k€
- PRU Claveau - 188 k€

Valorisation du patrimoine

- Mise en œuvre de la campagne de ravalement des façades sur le secteur Marne

Poursuite de la concession d'aménagement du centre historique (3.2 M€) et préparation de la concession d'aménagement 2022-2025

Faciliter l'accès au logement et lutter contre le mal logement

Soutien financier de la ville de Bordeaux au titre de la politique de l'habitat et du logement

- Subventions aux particuliers pour l'acquisition et l'accession sociale (350k€) et pour la réhabilitation- Dispositif de lutte contre la précarité énergétique (266k€)
- Subventions aux bailleurs et associations d'intérêt général en matière de renouvellement urbain et de logement (2,7 M€)
- Mise en place des diagnostics structures pour soutenir l'investissement des propriétaires d'immeuble du centre historique

Actions de la Ville en lien avec Bordeaux Métropole

- Mise en place des permis de louer et de diviser, opérationnel depuis janvier 2022
- Préparation du dispositif d'encadrement des loyers, avec un objectif de déploiement à l'été 2022

Solidarités, une ville au côté des plus vulnérables – soutien au CCAS

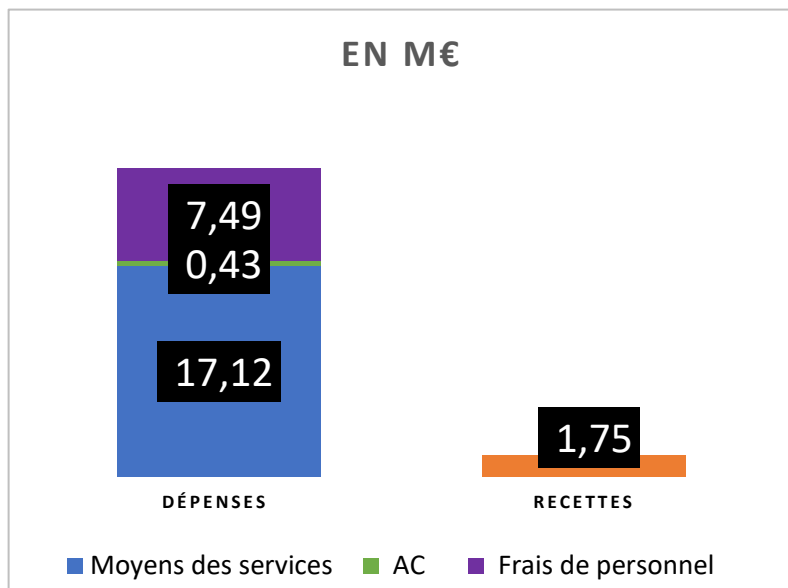
Progression de **+28%** de la subvention de la Ville au CCAS par rapport à 2020 avec **10,9 M€ alloués en 2021**

- **Accompagnement social** de familles sans abri (Quai de Brazza) et de jeunes très précaires (salle Gouffrand)
- Installation de **douches** sur l'espace public
- **Hébergement** de 22 nouveaux ménages issus de la rue ou de squats
- **Ouverture d'un lieu d'hébergement temporaire** pour 4 ménages en lien avec Aquitanis et la Fondation Abbé Pierre.

234 K€ de subventions versés à des associations du champ de **l'aide alimentaire et des solidarités**.

700 K€ supplémentaires attribués pour la consolidation des effectifs : 6 postes de responsable de résidence autonomie et renfort en lien avec les impacts de la crise sanitaire notamment dans les établissements (Résidences Autonomie, centre Simone-Noailles et CLIC).

600 K€ de compensation de la défaillance du crédit municipal



Solidarités, une ville au côté des plus vulnérables – Politique de la ville

Politique de la Ville : une ingénierie territorialisée pour co-construire un projet de proximité avec les acteurs de chaque quartier

Appel à projets de 400 K€ pour répondre à la demande accrue autour des besoins essentiels des habitants et notamment l'accès aux droits, le soutien aux démarches

Candidature et Lancement de la **Cité Educative** septembre 2021 à septembre 2024.

- Des moyens dédiés
- 2 grands forums participatifs, 130 partenaires mobilisés.
- Lancement en novembre au garage Moderne avec l'ensemble des partenaires
- Un plan d'actions de 1,5 M€ sur trois ans

«Territoire Zéro chômeur Longue Durée » sur le Grand Parc : finalisation de la candidature été 2022 et la création d'une entreprise à but d'emploi.

Ateliers santé Ville

- Livret « 0-2 ans 0 écran » avec la DPEF, l'ARS, les MDS et un réseau de partenaires : une phase test réussie auprès des médecins, associations et habitants réussie.
- Essaimage du défi « 10 jours sans écran » au-delà du quartier de la Bastide sur 4 quartiers avec la mobilisation des écoles.

Solidarités, une ville au côté des plus vulnérables – Bordeaux dynamique seniors

Pour adapter la ville aux enjeux de la longévité

- ❑ **14 projets innovants** (45 000 €) financés dans les 8 quartiers pour :
 - faciliter la vie à domicile,
 - renforcer les solidarités intergénérationnelles,
 - conforter la place des séniors dans les domaines du numérique, de la culture des déplacements doux.
- ❑ Désignation de **35 habitants** des 8 quartiers de Bordeaux, pour constituer le **Conseil Bordeaux Seniors Actions** dans le but de co-construire une politique inclusive et bienveillante à l'avancée en âge.

Une politique de proximité afin de conforter le lien social et prévenir la perte d'autonomie

- ❑ **Un programme d'activités** dans les résidences autonomie, clubs seniors et ateliers.
 - 16 jeunes en service civique mobilisés
 - une offre gratuite pour plus de la moitié.
- ❑ **Une offre de restauration équilibrée et abordable** à travers les services restaurations des Résidences Autonomie (RA), des clubs et le portage des repas.
- ❑ Achèvement du programme de recrutement de 15 cadres de direction au CCAS dans les résidences autonomie pour améliorer la qualité d'accueil

Solidarités, une ville au côté des plus vulnérables – prévention /santé

Restructuration du Contrat Local de Santé avec l'ARS : 35 actions portées par 15 partenaires.

Santé scolaire

- 2700 élèves de 3 et 4 ans rencontrés, 600 examens médicaux dont la moitié pour des problèmes d'apprentissage et de comportement. Plus de 1000 plans d'accompagnement individualisés réalisés
- 133 médiations dans les secteurs Bastide, Maritime et Sud pour l'accès et le recours aux soins
- 4 documents traduits dans 7 langues et 123 heures d'interprétariat des familles allophones.
- 6000 gourdes inox distribuées aux enfants de CP pour lutter contre les perturbateurs endocriniens
- 2305 enfants dépistés dans le cadre de la santé bucco-dentaire

Santé mentale : Actions de sensibilisation auprès des lycéens, formations aux premiers secours liés à la santé mentale, échanges de pratiques avec le Burkina Faso

Education à la santé et à la citoyenneté

Espaces sans tabac à proximité des écoles, expositions, débats, sensibilisation de 32 classes aux premiers secours, signature action de sensibilisation à la santé

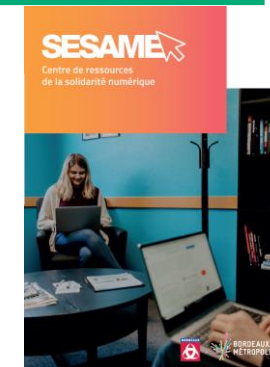
Action de sensibilisation à l'importance de l'environnement sur la santé dans 48 classes élémentaires.

Conseil de résilience sanitaire

Gestion de la pandémie, du retour au vivre-ensemble, impacts sur les pratiques à long terme, Aller-vers, enfance & santé, mémoire de la crise, Démocratie en santé

Solidarités, une ville au côté des plus vulnérables – Inclusion Numérique

20% de la population française est non-utilisatrice du numérique
40% des citoyens ne sont pas capables de (ou hésitent à) remplir une procédure en ligne seul



Conseillers numériques France Service (CNFS)

- 4 postes de CNFS ont été obtenus auprès de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour la ville de Bordeaux.
- **Formations des acteurs sociaux (depuis 2017)**
 - 96 personnes pour 10 directions de la collectivité dont 53 au CCAS
 - 177 personnes pour 61 associations

Lutte contre la pauvreté - volet numérique (ALADDIN)

- 8 associations bordelaises participent au projet Aladdin
- Ces associations partenaires ont bénéficié, dans ce cadre, d'un total de 69 100 € de subventions sur 2021

Manifestation « Agir pour l'inclusion numérique » les 26 et 27 août 2021

La Ville
en commun



Promouvoir l'égalité et la lutte contre les discriminations

Labels "égalité professionnelle F/H" et "diversité" : la Ville et son CCAS ont obtenu le renouvellement des labels jusqu'à début 2023.

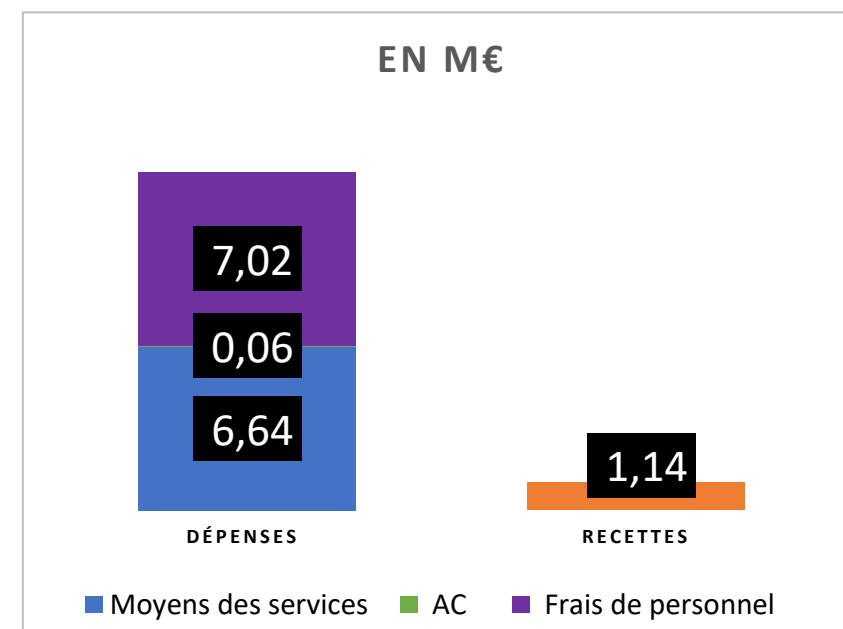
Temps forts : lancement du "Mois des fiertés" en juin / hausse de 25% du budget de la Quinzaine de l'égalité et la diversité / exposition "femmes en exil" sur les Quais et au Parc bordelais / journées du Patrimoine et du Matrimoine

Elaboration du plan de lutte contre les discriminations :

- Initiation d'un travail partenarial sur l'accès aux soins des personnes trans avec les associations LGBTQI+, et les professionnels de santé
- Colloque sur les discriminations dans l'emploi avec le Barreau de Bordeaux
- Accueil de l'AG de la coalition européenne des villes contre le racisme

Lutte contre les violences faites aux femmes :

- Diffusion du violentomètre sur 25.000 sacs à pain et 20.000 sacs à pharmacie pour 4.740 €
- Financement de nuitées hôtelières pour 12.000 €
- Pose d'une plaque en mémoire des victimes de violence



Promouvoir l'égalité et la lutte contre les discriminations

Handicap et accessibilité

Poursuite du plan AD'AP

- **58 bâtiments rendus accessibles fin 2021**
- 22% de réalisation de l'Autorisation de Programme 2017- 2026 de 66 M€, dont 5,2 M€ en 2021
- Mise en place d'un examen partenarial des dérogations
- 51 agents d'accueil formés en 2021 autour de la gestion des registres publics d'accessibilité sur 264 agents formés au total

Inclusion sociale

Un **nouveau schéma partenarial en faveur des personnes handicapées** avec 59 actions et 26 partenaires mobilisés

- 38k€ pour la traduction LSF lors d'évènements en plus du Conseil municipal
- 30 agents formés au Langage Facile A Lire et à Comprendre
- 14 associations mobilisées pour les permanences associatives Handicap à la cité municipale, 86 personnes reçues
- 10 propositions culturelles spécifiques au musée d'Aquitaine

La tranquillité publique : prévention, action sociale et police proximité

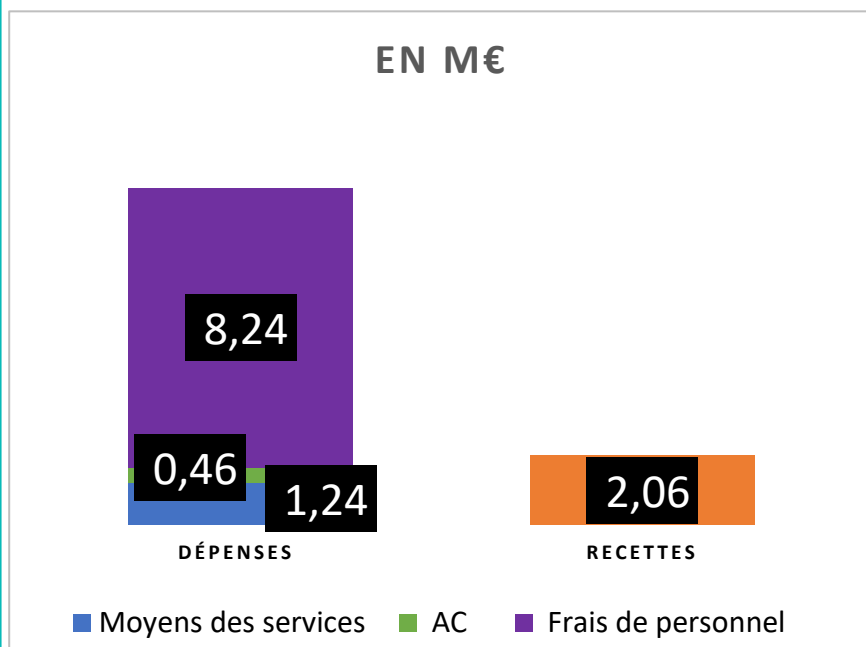
Stratégie pour organiser le développement des effectifs de la Police municipale (PM) (+10 postes PM/an et recrutements ciblés)

Activation des leviers d'attractivité:

- Amélioration du régime indemnitaire des policiers.
- Aménagement des locaux et accueil de l'encadrement à l'Hôtel de ville

Consolidation de l'organisation et professionnalisation des équipes

- Nouvelle convention de coordination PM/PN,
- Positionnement et consolidation des nouvelles unités (VTT/Circulation/Centre de supervision urbain/Bureau de Coordination Opérationnelle)
- Travail sur les nouvelles postures professionnelles et la doctrine avec une approche de proximité et une présence sur le terrain plus importante



La tranquillité publique : prévention, action sociale et police de proximité

Stratégie locale et partenariale de sécurité et de prévention de la délinquance

- Finalisation et partage du **diagnostic de sécurité et de prévention** avec le Forum français de Sécurité urbaine
- **Recrutement d'un 4ème coordonnateur de CLSPD** de quartier pour couvrir l'ensemble de la ville.
- Lancement d'ateliers de **co-construction de la Stratégie Territoriale de Sécurité et Prévention de la Délinquance** (350 personnes mobilisés)
- Forte mobilisation sur la problématique des rixes inter-quartiers.
- Développement de la médiation sur l'espace public avec la **pérennisation de deux postes de médiateurs** intervenant sur le centre -ville.

Garantir l'accès aux pratiques sportives

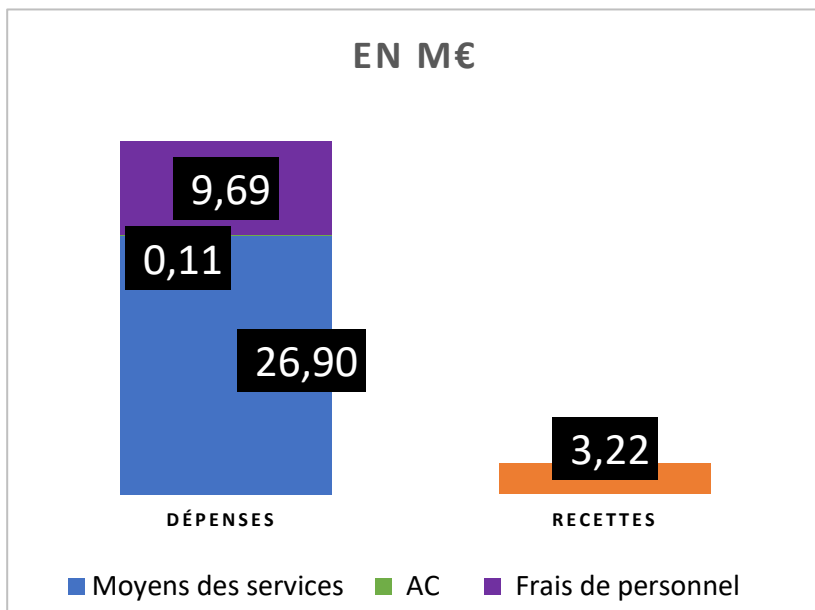
Dispositif **Pass Sport** pour permettre aux enfants des familles les moins favorisées de prendre une licence sportive à une fédération, de s'inscrire à une activité sportive au sein d'un club bordelais.

1700 bénéficiaires pour une participation de la ville de **34 k€**

430 k€ ont été consacré aux **travaux de gros entretien et réparations pour** les équipements couverts et 900 k€ pour les équipements extérieurs.

Les travaux de réhabilitation de la **piscine Galin** (8,6 €) se sont poursuivis ainsi que les travaux de construction du **gymnase et dojo des Bassins à flot** (2,4 M€) dont les livraisons sont attendues en 2022.

1,6 M€ a permis de finaliser l'étanchéité de la toiture des tribunes du **Stade Chaban-Delmas**, le remplacement des écrans géants et divers travaux de sécurité



Garantir l'accès aux pratiques sportives



Avril- décembre 2021: **Forum du sport et présentation de la feuille de route** en conseil municipal. 5 axes, 101 actions, une programmation PPI de 120 M€

Bordeaux ville Hôte des JO 2024 : accompagnement financier de 7 athlètes olympiques et paralympiques de retour des JOP de Tokyo dans leur projet de préparation JOP Paris 2024 (70 000 €)

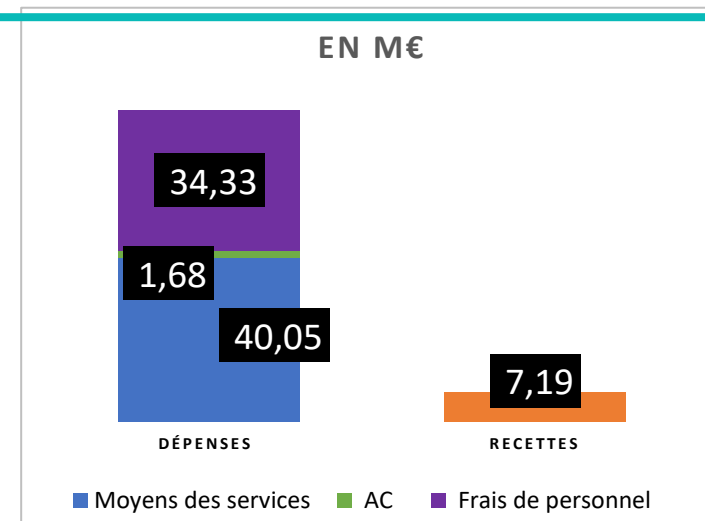
Signature convention avec le **département de la Gironde** sur la **réciprocité d'usage des tous les équipements sportifs** sur le territoire de la ville de Bordeaux (potentiel de 20% de temps d'utilisation supplémentaire pour les clubs sportifs bordelais à moyens constants).

Fin 2021, la **rénovation des espaces sportifs extérieurs du Gymnase Grand Parc 3** a été finalisée (1M€)

Le terrain synthétique n° 24 de la plaine des sports Colette Besson a été rénové.

La culture partout, pour toutes et tous

Les **musées**, le Jardin Botanique et Bordeaux patrimoine mondial ont été **fermés au public du 1^{er} janvier au 19 mai 2021 du fait du Covid 19**. 307 700 visiteurs en 2021 générant 664 100 € de billetterie (plus de **50% de baisse par rapport à une année moyenne avant la crise**). Les contraintes pesant sur les visites ont particulièrement dissuadé les publics scolaires, moins de 1250 classes sont venues dans un musée en 2021, elles étaient près de 4 300 avant la pandémie.



Les **Bibliothèques** ont en revanche continué à accueillir le public, dans le respect de consignes sanitaires strictes ; les inscriptions ont toutefois connu une baisse au premier semestre avant de repartir à la hausse à partir de l'été. Fin 2021, on comptait près de 42 400 inscrits (près de 1 145 000 prêts) avec une **hausse des inscriptions dans les bibliothèques de quartier**.

Le **Conservatoire** a poursuivi ses activités mettant toutefois en sommeil ses ⁸⁶*Scènes ouvertes*.

La culture partout, pour toutes et tous

Une attention particulière a été portée tout au long de l'année 2021 au soutien des acteurs culturels du territoire :

- **Soutien exceptionnel** 2020 aux associations fortement fragilisées par la crise sanitaire reconduit en 2021, bénéficiant à 21 structures (111 300 € versés).
- Au total, **près de 4,9 M€ ont été versés à plus de 180 associations**

Mise en place d'une instance de dialogue qui se poursuivra tout au long du mandat :

le **Forum de la culture** (55 000 € engagés en 2021), a permis de coconstruire

les orientations d'une nouvelle politique culturelle traduites dans la **feuille de route culturelle**.



Soutien à l'**Opéra national de Bordeaux**, très pénalisé par une programmation quasi nulle pendant la saison 2021-2022 (260K€), et à l'**École supérieure des Beaux-arts** dans sa traversée de la crise par un complément de dotation (80K€).

Développement d'une offre dans **tous les quartiers**, pour **tous les publics** :

- Des actions dans l'ensemble des quartiers se sont multipliées en 2021 avec notamment une programmation culturelle estivale repensée
- Pour cause de restrictions sanitaires les actions de la Fête de la musique se sont réorientées dans les EHPAD et résidences seniors avec une série de concerts de l'Orchestre d'Harmonie.
- Les **Journées du patrimoine**, étendues au **matrimoine**, ont attiré plus de 16 000 participants dans les seuls établissements municipaux (coût direct : 17K€)

La culture partout, pour toutes et tous

Les dépenses d'investissement destinées à l'enrichissement des collections municipales ont avoisiné 1 M€ dont plus de 325 000 € pour des **acquisitions** d'œuvres d'art complétées par des dons de valeur équivalente.

Malgré la crise sanitaire, les établissements ont su préserver les relations avec leurs **mécènes et partenaires**, notamment en les réorientant vers le soutien à de nouveaux projets : actions culturelles menées en direction de publics empêchés (dont le parcours sensoriel au Musée d'Aquitaine), soutien au label Centre d'art contemporain d'intérêt national dont le CAPC bénéficie depuis 2021...

En matière de **patrimoine**, le monument aux morts - place du 11 novembre, les clochers des églises Saint-Amand (0,6 M€, budget total 1,5 M€) et Notre-Dame ont fait l'objet d'une restauration. Enfin, 2021 a vu la désignation des entreprises qui interviendront en 2022 sur le chantier de la **flèche Saint Michel (budget prévisionnel 12 M€)**.



Répondre aux aspirations démocratiques



Faire vivre la démocratie permanente



- **Structuration de la nouvelle mission démocratie permanente**
- Création de deux postes en 2021
- Elaboration participative du **nouveau contrat démocratique**, notamment lors de **la tournée du parlement mobile**
- Une **démarche participative intégrée** portée par des politiques sectorielles: forum de la culture , sport, animal dans la ville, politique tarifaire,
- Déploiement de la **nouvelle plateforme de concertation en ligne**
- Poursuite de la mise en oeuvre des **actions du budget participatif 2020**

Faire vivre la démocratie permanente, encourager les initiatives associatives

Dans un contexte persistant de crise sanitaire, la Ville a maintenu son accompagnement aux acteurs associatifs : **41,8 M€ de subventions ont été attribuées.**

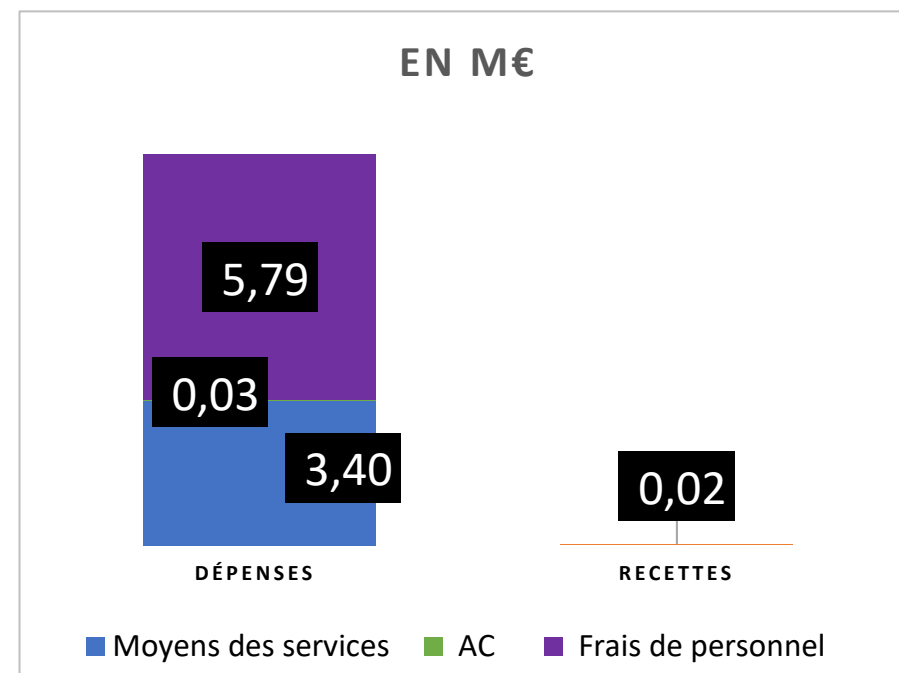
Le FSE (fonds de soutien exceptionnel) a été reconduit afin de soutenir les associations fragilisées par la crise sanitaire. Au titre de l'année 2021, **380 k€ ont été alloués à 39 structures associatives.**

L'enveloppe du **Prix des Jeunes Associations** a doublé à 20 K€.

Du fait des restrictions sanitaires, le forum des associations Cap Asso a été annulé, laissant place à un groupe de réflexion avec les associations sur la refonte de cet événement.

De nouvelles actions ont été développées :

- une nouvelle fonctionnalité de la plateforme associations.bordeaux.fr avec « l'agenda des assos »
- le forum du bénévolat autour de la **Journée Mondiale du Bénévolat** (tables rondes et speed meeting entre associations et futurs bénévoles)



Faire vivre la démocratie permanente, encourager les initiatives associatives

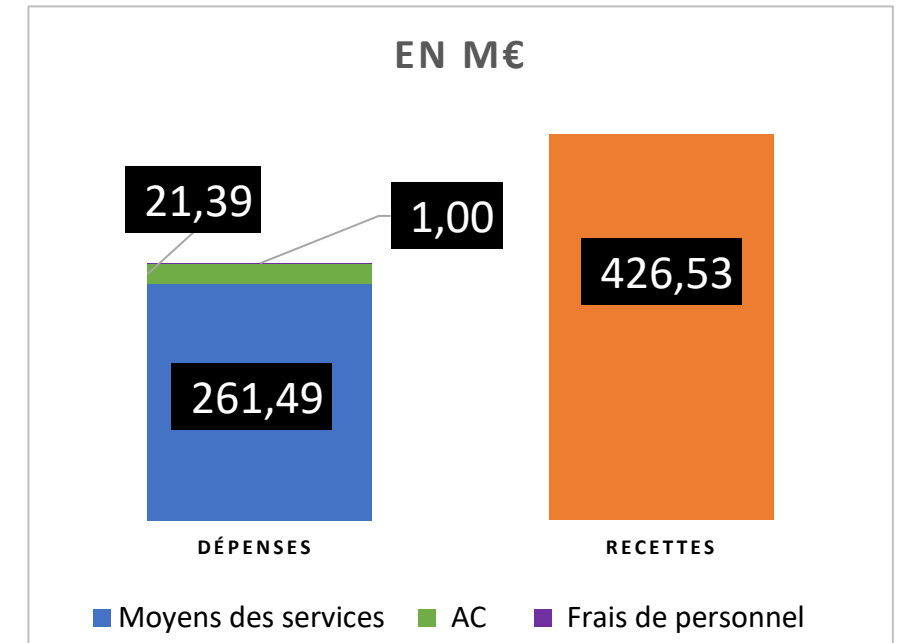
- La fréquentation des salles municipales a été impactée par les restrictions sanitaires gouvernementales. Seules les associations dont les activités dérogatoires étaient autorisées par décret ont pu bénéficier de la mise à disposition des salles. Le service a cependant assuré l'entretien de ces salles, les frais relatifs à l'animation et au soutien de ces acteurs associatifs.
- Pour permettre aux principaux organismes et associations partenaires de faire face aux difficultés de trésorerie induites par les crises sanitaire et économique, la ville a procédé au maintien des subventions géré par le service vie associative à hauteur de 228,5 K€ (sur le total de 41 M€ de subventions apportées au tissu associatif)



Une administration transparente et responsable – organisation des élections

Organisation du double scrutin

- 591 agents mobilisés pour les élections départementales et régionales organisées simultanément, dans un contexte de pénurie de bénévoles
- 41 centres et 148 bureaux de vote déployés
- 53 k€ de fonctionnement
- 230 k€ investis pour organiser le double scrutin
- 115k€ de recettes de l'Etat pour contribuer aux frais engagés.
- Des bulletins de vote dont les noms des têtes de liste ont été traduits en Braille.



Une administration transparente et responsable – numérique

Zoom sur les projets :

- Mise en place d'une billetterie en ligne pour le Musée des arts décoratifs et du design
- Modernisation de la solution de gestion des RV des guichets accueil et citoyenneté
- Equipements collectifs au conservatoire
- Démarrage d'un plan de mise en place des contrôles d'accès automatisé aux bâtiments
- Mise en place d'une réservation hôtelière de La Dune
- Solutions numériques pour les expositions

La ville de Bordeaux a mutualisé le domaine numérique et systèmes d'information au 1^{er} janvier 2016.

Les budgets d'investissement et de fonctionnements sont portés par le budget de Bordeaux Métropole. Ces dépenses sont répercutées dans le budget de la Ville par le biais de l'attribution de compensation.

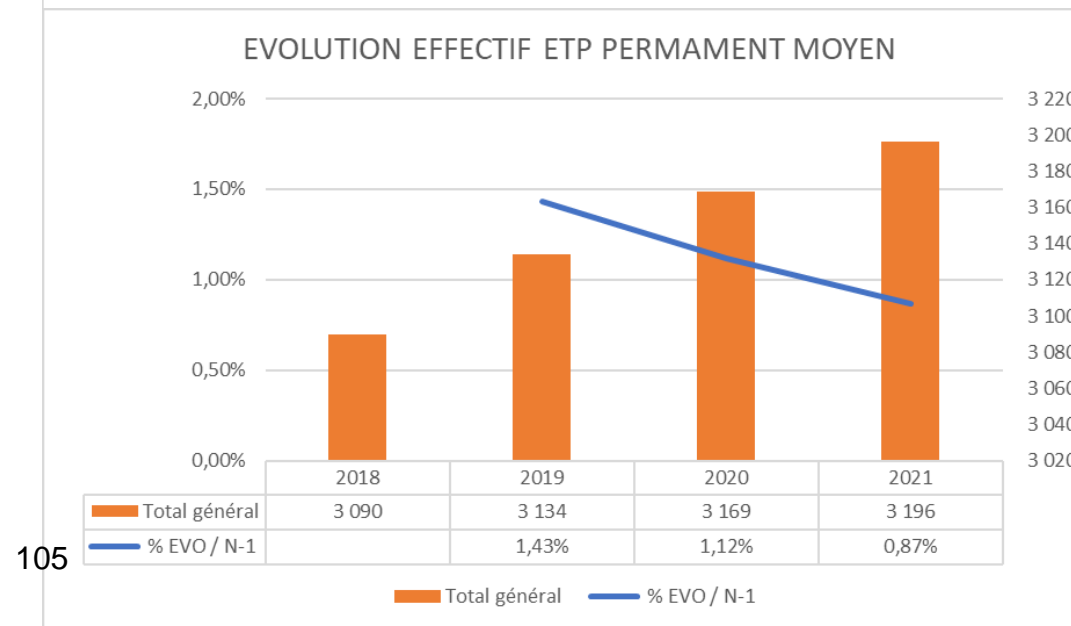
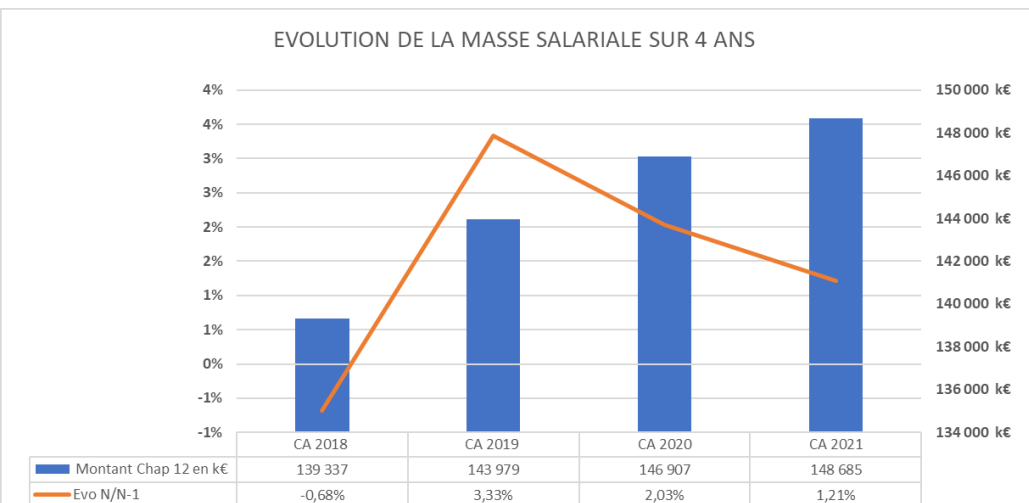
Révision de niveau de service pour l'année 2021

	Impact ACI	Impact ACF	Total RNS 2021
Accompagnement numérique Bâtiments	5 986 €	5 670 €	11 656 €
Dé-commissionnement	- 41 518 €	- 57 770 €	- 99 288 €
Equipements administratifs	202 058 €	92 089 €	294 147 €
Equipements pédagogiques	- 8 690 €	- 3 310 €	- 12 000 €
Projets	65 789 €	73 803 €	139 592 €
Total général	223 625 €	110 482 €	334 107 €

Une administration transparente et responsable – la gestion du personnel (1/3)

Les dépenses de personnel s'élèvent à 148,7 M€ en 2021 avec une progression limitée de + 1,75M€ par rapport à 2020, soit +1,2%.

Les effectifs permanents s'élèvent à 3 190 ETP moyens en 2021 avec un solde à +27 ETP par rapport à 2020 au lieu des + 60 ETP prévus au BP21 traduisant des difficultés de recrutement. Ces recrutements sont reportés sur le budget 2022.

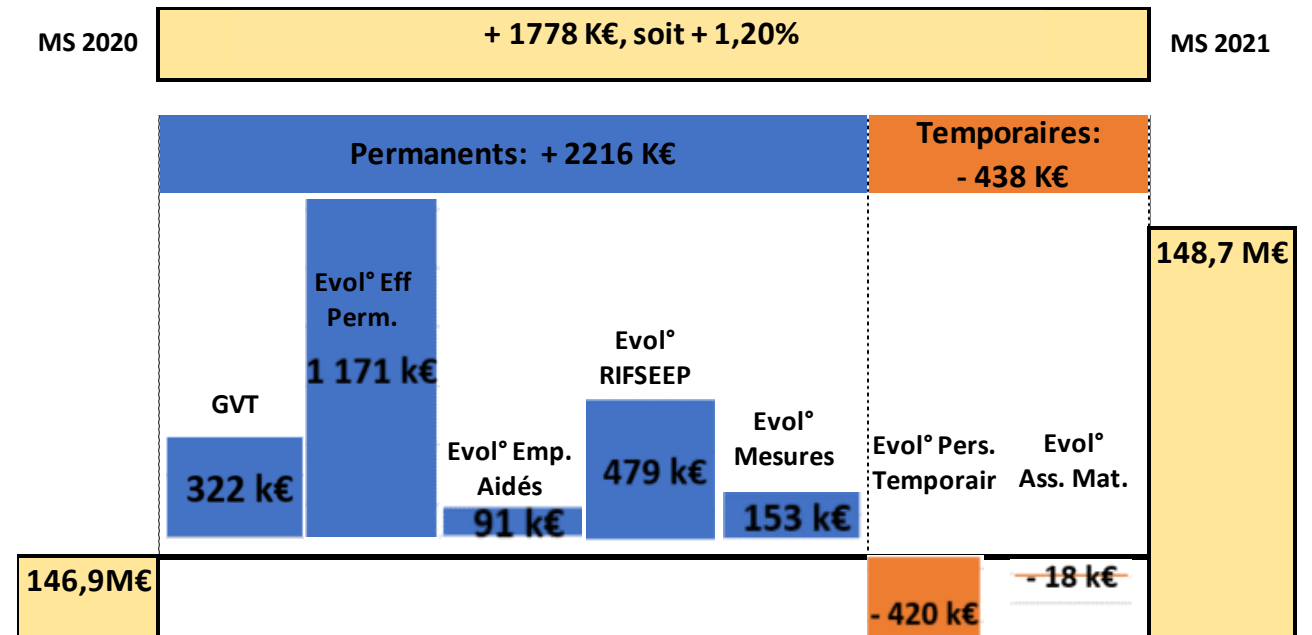


Une administration transparente et responsable – la gestion du personnel (2/3)

2021 a vu prioriser les secteurs de la sécurité, de la solidarité, de l'enfance et de la démocratie permanente.

Le travail de réduction graduelle des écarts de prime entre filières a débuté en 2021

- L'augmentation des effectifs permanents représente la **moitié de l'évolution du budget**
- Une dépense salariale en progression du fait des **réformes statutaires**
- Une **augmentation du régime indemnitaire** dans le cadre du contrat de progrès social
- Démarrage de la montée en puissance d'une politique de **développement de l'apprentissage et des emplois d'insertion**
- Un **moins recours au personnel temporaire** a pu être réalisé (-0,4 M€)



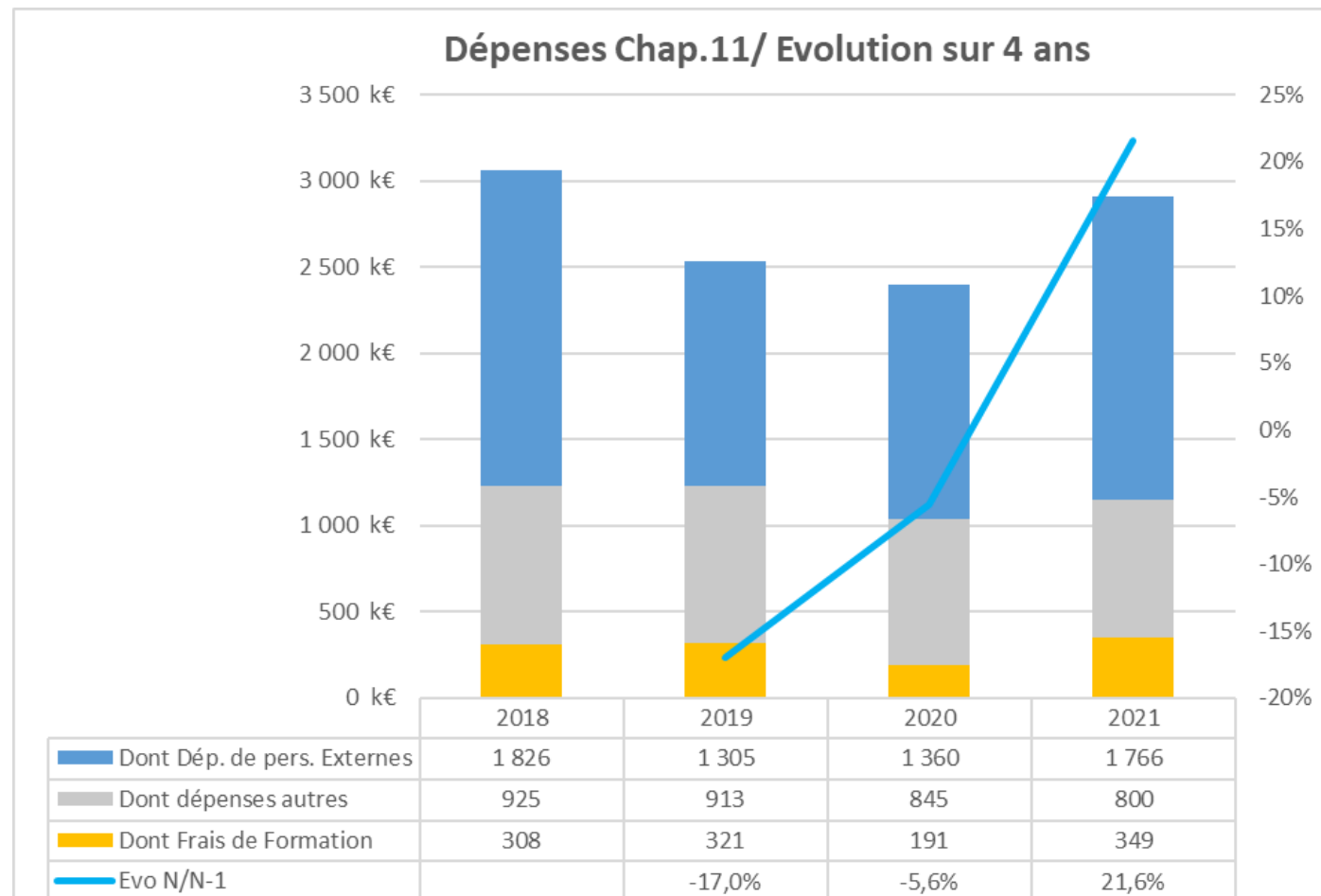
Une administration transparente et responsable – la gestion du personnel (3/3)

Les dépenses de la DRH hors salaires s'élèvent à 2,91 M€ en 2021, en hausse de 0,52 M€ par rapport à 2020, + 21,6%.

Ces dépenses concernent principalement deux grands postes (80 % des dépenses) traduisant **deux priorités de la politique RH :**

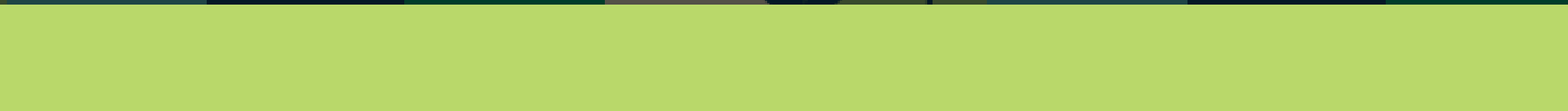
- la formation
- le recours aux associations d'insertion par la Direction de l'éducation.

Le solde de ces crédits permet d'accompagner les politiques sociales, les dépenses en lien avec le recrutement ou encore les dépenses de médecine du travail.





Merci de votre attention



DOCUMENT

DE GESTION

DU CA 2021



BORDEAUX

EN TRANSITION

ET EN ACTIONS



BORDEAUX



INFORMATIONS

Le document de gestion est destiné à faciliter la lisibilité du Compte Administratif en reprenant par secteur, les principaux crédits inscrits en fonctionnement et investissement, tels qu'ils ressortent des compétences et domaines exercés par la Ville après la métropolisation.

Les crédits de la masse salariale sont ventilés au niveau des seuls sous-secteurs concernés.

Sommaire

POLITIQUE ADAPTER LA VILLE AUX DEFIS ENVIRONNEMENTAUX

PAGE 1

Secteur : Une ville nature et apaisée

Sous-secteur : Transition écologique

Page 3

- Programme Plan de reconquête végétale de la ville
- Programme Défi climatique
- Programme Condition animale et résilience alimentaire

page 4

page 6

page 7

Sous-secteur : Concevoir et mettre en œuvre un projet urbain respectueux du vivant

Page 8

- Programme Rayonnement architectural et urbain
- Programme Projets urbains et droits des sols
- Programme Rénovation urbaine

page 9

page 10

page 11

Sous-secteur : Rééquilibrer l'espace public au profit des mobilités alternatives

Page 12

- Programme Aménagement des espaces de circulation
- Programme Stationnement

page 13

page 14

Secteur : Un développement économique responsable et solidaire

Sous-secteur : Commerces, marchés et animations de proximité

Page 15

- Programme Commerce
- Programme Occupation du domaine public, proximité et manifestations

page 16

page 17

Sous-secteur : Soutien aux formes économiques innovantes et attractivité du territoire

Page 18

- Programme Croissance et Filières
- Programme Economie sociale et solidaire (ESS), emploi
- Programme Accompagnement des mutations économiques

page 19
page 20
page 21

Secteur : Sobriété et efficacité énergétique dans la gestion du patrimoine

Sous-secteur : Rénovation énergétique des bâtiments municipaux

Page 22

- Programme Travaux et gestion du patrimoine administratif
- Programme Acquisitions et cessions immobilières
- Programme Maintenance et énergies
- Programme Cité municipale
- Programme Travaux et gestion du patrimoine non administratif

page 23
page 24
page 25
page 26
page 27

Sous-secteur : Améliorer les réseaux d'éclairage public

Page 28

- Programme Gestion du réseau d'éclairage public
- Programme Evolution du réseau d'éclairage public

page 29
page 30

POLITIQUE FAVORISER L'EMANCIPATION TOUT AU LONG DE LA VIE

PAGE 31

Secteur : Solidarités, une ville aux côtés de plus vulnérables

Sous-secteur : Agir en prévention sur les facteurs de la santé

Page 33

- Programme Promotion de la santé publique

page 34

Sous-secteur : Solidarité et Citoyenneté

Page 35

- Programme Permettre l'accès aux droits des personnes vulnérables

page 36

Sous-secteur : Conforter la place des seniors dans la ville

Page 37

- Programme Activités des seniors
- Programme Portage et restauration des seniors
- Programme Résidences seniors

page 38

page 39

page 40

Sous-secteur : Accompagner les Quartiers Politique de la Ville

Page 41

- Programme Accompagnement de projets transversaux
- Programme Innovation sociale

page 42

page 43

Secteur : Promouvoir l'épanouissement et l'équité dès la petite enfance

Sous-secteur : Equipements de la petite enfance

Page 44

- Programme Restructuration et construction d'équipements de la petite enfance

page 45

Sous-secteur : Fonctionnement des structures municipales internes et externes de la petite enfance

Page 46

- Programme Structures sous gestion municipale
- Programme Structures sous gestion externe

page 47

page 48

Secteur : Accompagner les enfants et les jeunes vers une citoyenneté active

Sous-secteur : Education

Page 49

- Programme Restructuration et construction d'équipements de l'éducation
- Programme Actions éducatives
- Programme Vie scolaire
- Programme Vie étudiante
- Programme Engagement et participations des jeunes

page 50

page 52

page 53

page 54

page 55

Sous-secteur : Enfance

Page 56

- Programme Accueils éducatifs et de loisirs
- Programme Accueil et hébergement
- Programme Structures d'animation et proximité

page 57
page 58
page 59

Sous-secteur : Accès au logement

Page 60

- Programmes Logement

page 61

POLITIQUE REPONDRE AUX ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES

PAGE 62

Secteur : Faire vivre la démocratie permanente, encourager les initiatives associatives

Sous-secteur : Faire vivre la démocratie permanente et encourager les initiatives associatives

Page 63

- Programme Développement de la vie associative
- Programme Restructuration et construction des équipements associatifs
- Programme Démocratie permanente

page 64
page 65
page 66

Secteur : Promouvoir l'égalité et la lutte contre toutes les discriminations

Sous-secteur : Lutter contre toutes les discriminations

Page 67

- Programme Promotion Egalité, Diversité Citoyenneté
- Programme Handicap et accessibilité à la cité

page 68
page 69

Sous-secteur : Agir pour l'égalité entre les femmes et les hommes

Page 70

- Programme Actions en faveur de l'égalité femmes hommes

page 71

Sous-secteur : Accueil et citoyenneté

Page 72

- Programme Elections, Etat-civil
- Programme Activités funéraires

page 73
page 74

Secteur : Vie municipale, une exigence d'exemplarité

Sous-secteur : Vie municipale

Page 75

- Programme Relations internationales
- Programme Cabinet
- Programme Communication externe
- Programme Coopération territoriale et européenne

page 76

page 77

page 78

page 79

Secteur : Une administration transparente et responsable

Sous-secteur : Administration exemplaire

Page 80

- Programme Elus
- Programme Evaluation et performance
- Programme Prestations statutaires et sociales
- Programme Restauration du personnel assujettie
- Programme Sécurité Juridique
- Programme Logistique et magasin mutualisé

page 81

page 82

page 83

page 84

page 85

page 86

POLITIQUE LA VILLE EN COMMUN

PAGE 87

Secteur : La tranquillité publique : prévention, action sociale et police de proximité

Sous-secteur : Tranquillité publique, sécurité et prévention

Page 88

- Programme Tranquillité publique et prévention de la délinquance
- Programme Sécurité civile

page 89

page 90

Secteur : Garantir l'accès aux pratiques sportives

Sous-secteur : Equipements et sites sportifs communaux

Page 91

- Programme Equipements sport haut niveau page 92
- Programme Rénovation et sécurité des équipements sportifs page 93
- Programme Gestion des équipements aquatiques et nautiques page 94
- Programme Gestion Salles et Stades page 95
- Programme Restructuration et construction d'équipements sportifs page 96
- Programme Gestion des équipements sportifs délégués page 98

Sous-secteur : Partenariat et animation

Page 99

- Programme Soutien aux structures haut niveau page 100
- Programme Partenariats avec les clubs et politique d'animation page 101

Secteur : La culture partout, pour toutes et tous

Sous-secteur : Etablissements et sites culturels municipaux

Page 102

- Programme Animation du patrimoine – Bordeaux Patrimoine Mondial page 104
- Programme Conservatoire Jacques Thibaud page 105
- Programme CAPC Musée d'Art Contemporain page 106
- Programme Musée d'Aquitaine (Goupil et Jean Moulin) page 107
- Programme Musée des Arts décoratifs et du design page 108
- Programme Musée des Beaux-Arts page 109
- Programme Muséum d'histoire naturelle page 110
- Programme Etablissements culturels, collections et équipement page 111
- Programme Développement de la lecture publique et politique du livre page 112
- Programme Renforcer la lisibilité des actions culturelles page 113
- Programme Jardin botanique page 114
- Programme Base sous-marine page 115
- Programme Patrimoine – Travaux, maintenance, sécurité et grosses réparations page 116
- Programme Salle des fêtes du Grand Parc page 117

Sous-secteur : Soutien aux acteurs culturels

Page 118

- Programme Accompagner le développement d'un campus artistique page 119
- Programme Archives Bordeaux Métropole page 120
- Programme Opéra National de Bordeaux Aquitaine page 121
- Programme Soutien aux associations culturelles page 122
- Programme Actions culturelles et diffusion page 123

Sous-secteur : Préservation nécessaire au patrimoine culturel

Page 124

- Programme Restauration des monuments historiques page 125
- Programme Restauration des édifices patrimoniaux page 126
- Programme Réhabilitation et construction d'équipements culturels page 127
- Programme Sécurité et interventions sur les bâtiments culturels page 128
- Programme Travaux d'amélioration et de rénovation des équipements culturels page 129

POLITIQUE - ADAPTER LA VILLE AUX DEFIS ENVIRONNEMENTAUX

DEPENSES DE LA POLITIQUE			RECETTES DE LA POLITIQUE		
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
TOTAL	78 562 926,42	64 581 129,37	TOTAL	41 224 762,26	42 390 349,07
Frais de personnel	5 989 911,86	5 989 911,86	Recettes de fonctionnement	30 445 289,05	40 803 493,58
Dépenses de fonctionnement	36 034 640,76	33 758 288,37	Recettes d'investissement	10 779 473,21	1 586 855,49
Dépenses d'investissement	36 538 373,80	24 832 929,14			

SECTEURS :

UNE VILLE NATURE ET APAISÉE

Transition écologique 8 778 810,56 5 968 505,93

Concevoir et mettre en œuvre un projet urbain respectueux du vivant 6 825 933,74 5 016 221,64

Rééquilibrer l'espace public au profit des mobilités alternatives 10 584 722,23 10 111 664,20

UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Commerces, marchés et animations de proximité 8 237 721,45 7 332 920,39

Soutien aux formes économiques innovantes et attractivité du territoire 2 456 682,82 1 850 221,13

SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA GESTION DU PATRIMOINE

Rénovation énergétique des bâtiments municipaux 28 097 298,36 25 313 989,19

UNE VILLE NATURE ET APAISÉE

Transition écologique 352 128,00 329 739,73

Concevoir et mettre en œuvre un projet urbain respectueux du vivant 975 013,81 855 916,34

Rééquilibrer l'espace public au profit des mobilités alternatives 17 182 000,00 17 198 052,07

UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

Commerces, marchés et animations de proximité 4 026 731,00 5 078 571,59

Soutien aux formes économiques innovantes et attractivité du territoire 2 021 000,00 2 144 392,60

SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA GESTION DU PATRIMOINE

Rénovation énergétique des bâtiments municipaux 15 615 750,45 16 361 183,21

119

Améliorer les réseaux d'éclairage public

1 052 139,00

422 493,53

Améliorer les réseaux d'éclairage public

13 581 757,26

8 987 606,89

SECTEUR - UNE VILLE NATURE ET APAISÉE

SOUS-SECTEUR - TRANSITION ÉCOLOGIQUE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	8 778 810,56	5 968 505,93	Total	352 128,00	329 739,73
Frais de personnel			Recettes de fonctionnement		-22 540,79
Dépenses de fonctionnement	341 275,19	224 327,16	Recettes d'investissement	352 128,00	352 280,52
Dépenses d'investissement	8 437 535,37	5 744 178,77			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Plan de reconquête végétale de la ville</i>	8 463 987,77	5 732 100,17	<i>Plan de reconquête végétale de la ville</i>	352 128,00	329 739,73
<i>Défi climatique</i>	170 482,79	118 054,26			
<i>Condition animale et résilience alimentaire</i>	144 340,00	118 351,50			

PROGRAMME - Plan de reconquête végétale de la ville

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	8 463 987,77	5 732 100,17	Total	352 128,00	329 739,73
Dépenses de fonctionnement	33 200,00	-7 731,00	Recettes de fonctionnement		-22 540,79
Dépenses d'investissement	8 430 787,77	5 739 831,17	Recettes d'investissement	352 128,00	352 280,52

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Aires de jeux	Invest	183 588,40	134 340,71			
Aménagement espaces verts Brazza - Lanière 3	Invest	672,00	0,00			
Aménagement jardin de la Faïencerie	Invest	47 180,00	0,00			
Aménagements d'espaces de proximité	Invest	1 380 826,76	612 168,05			
Esplanade Mériadeck - Sécurité, réparation	Invest	276 454,88	83 701,51			
Etudes et schémas directeurs	Invest	377 390,73	290 335,41			
Locaux des jardiniers -GER- Sécurité et grosses réparations	Invest	286 614,33	233 971,07			
Lycée horticole - Sécurité et grosses réparations	Invest	66 366,30	63 908,29			
Moyens généraux - Lycée horticole	Fonct	33 200,00	-7 731,00	Moyens généraux - Lycée horticole	Fonct	0,00
					Invest	-35 853,79
						151,52
PAE BAF - Réalisation des espaces publics paysagers	Invest	140 866,00	46 505,41			
Parc André Meunier - Réaménagement	Invest	181 174,48	157 496,93			
Parc aux Angéliques - Séquence Brazza	Invest	32 000,00	0,00			
Parc aux Angéliques - Séquence Queyries	Invest	350 794,25	181 424,43	Parc aux Angéliques - Séquence Queyries	Invest	352 128,00
Parc de Lussy - Réhabilitation	Invest	2 207,52	0,00			352 129,00
Parc paysager du Grand Parc	Invest	2 739 889,86	2 218 691,98			
Performance environnementale	Invest	331 630,80	247 765,38			
Plan Canicule	Invest	426 471,00	407 002,69			
Plan Nature en ville	Invest	337 613,93	168 641,16			
Réaménagement Cité Blanche	Invest	19 636,64	19 636,64			

Redevances patrimoine vert assujettie (TVA) **Fonct** 0,00 13 313,00

Réhabilitation et aménagement jardin de quartier	Invest	1 172 864,89	834 313,64
Schéma développement REB	Invest	32 820,00	0,00
Sensibilisation, information et éducation	Invest	43 725,00	39 927,87

PROGRAMME - Défi climatique

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	170 482,79	118 054,26	Total		
Dépenses de fonctionnement	166 135,19	113 706,66			
Dépenses d'investissement	4 347,60	4 347,60			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Extension réseau électrique ENEDIS	Invest	4 347,60	4 347,60		
Moyens généraux - Développement durable	Fonct	45 000,00	26 280,00		
Subventions aux associations de préservation environnement	Fonct	121 135,19	87 426,66		

PROGRAMME - Condition animale et résilience alimentaire

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	144 340,00	118 351,50	Total		
Dépenses de fonctionnement	141 940,00	118 351,50			
Dépenses d'investissement	2 400,00				

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Appel à projet résilience alimentaire	Fonct	100 000,00	86 500,00		
Condition animale et respect du vivant	Fonct	41 940,00	31 851,50		
	Invest	2 400,00	0,00		

SECTEUR - UNE VILLE NATURE ET APAISÉE

SOUS-SECTEUR - CONCEVOIR ET METTRE EN ŒUVRE UN PROJET URBAIN RESPECTUEUX DU VIVANT

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	6 825 933,74	5 016 221,64	Total	975 013,81	855 916,34
Frais de personnel			Recettes de fonctionnement	7 780,00	47 374,90
Dépenses de fonctionnement	958 842,47	767 174,74	Recettes d'investissement	967 233,81	808 541,44
Dépenses d'investissement	5 867 091,27	4 249 046,90			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Rayonnement architectural et urbain</i>	116 660,00	37 127,42			
<i>Projets urbains et droits des sols</i>	4 155 425,99	3 909 350,59	<i>Projets urbains et droits des sols</i>	20 893,40	47 374,90
<i>Rénovation urbaine</i>	2 553 847,75	1 069 743,63	<i>Rénovation urbaine</i>	954 120,41	808 541,44

PROGRAMME - Rayonnement architectural et urbain

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	116 660,00	37 127,42	Total		
Dépenses de fonctionnement	46 660,00	33 993,75			
Dépenses d'investissement	70 000,00	3 133,67			
<hr/>					
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Ravalement	Invest 70 000,00	3 133,67			
UNESCO	Fonct 46 660,00	33 993,75			

PROGRAMME - Projets urbains et droits des sols

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	4 155 425,99	3 909 350,59	Total	20 893,40	47 374,90
Dépenses de fonctionnement	898 949,47	725 434,43	Recettes de fonctionnement		47 374,90
Dépenses d'investissement	3 256 476,52	3 183 916,16	Recettes d'investissement	20 893,40	

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
Braza - Acquisitions emprise Soferti	Fonct	5 000,00	0,00			
	Invest	43 461,36	0,00			
Braza - Acquisitions foncières (hors Soferti)	Invest	1 640 665,16	1 640 665,16			
Braza - Aménagement Bastide	Fonct	6 000,00	0,00			
Braza - Aménagement places	Invest	350,00	0,00			
Concertation, communication	Fonct	76 805,00	54 336,77			
Etudes d'urbanisme et opérations d'aménagement	Fonct	25 000,00	25 000,00			
	Invest	310 000,00	281 251,00			
Moyens généraux - Aménagement	Fonct	656 144,47	529 687,66			
Moyens généraux - Droits des sols	Fonct	130 000,00	116 410,00			
OIN EURATLANTIQUE	Invest	1 262 000,00	1 262 000,00			
				PVR Dupaty		
				Fonct	0,00	47 374,90
				Invest	20 893,40	0,00

PROGRAMME - Rénovation urbaine

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 553 847,75	1 069 743,63	Total	954 120,41	808 541,44
Dépenses de fonctionnement	13 233,00	7 746,56	Recettes de fonctionnement	7 780,00	
Dépenses d'investissement	2 540 614,75	1 061 997,07	Recettes d'investissement	946 340,41	808 541,44

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
				PNRQAD - Aménagement places Mabit et Pressensé	Invest	47 250,00	49 412,00
PNRQAD - OPAH RU-HM Bordeaux RECentre	Invest	123 441,00	19 600,00	PNRQAD - OPAH RU-HM Bordeaux RECentre	Invest	140 936,00	7 900,00
PNRQAD - Pilotage	Invest	68 789,92	47 755,75				
PNRQAD - Trames douces	Invest	103 838,32	0,00	PNRQAD - Rue Kléber	Invest	32 536,00	32 535,73
PRU Aubiers - Aménagements paysagers	Invest	321 909,20	279 572,15	PNRQAD - Trames douces	Invest	21 811,00	14 886,30
PRU Aubiers - Jardins familiaux	Invest	35 000,00	22 743,26				
PRU Benauges - Locaux jardiniers	Invest	1 500,00	0,00				
PRU Claveau	Invest	288 069,00	188 068,50				
PRU Grand Parc - Chemin des écoles	Invest	3 328,90	3 328,89				
PRU Grand Parc - Parvis de la salle des fêtes	Invest	13 000,00	12 725,52				
PRU Grand Parc - Parvis des écoles	Invest	817 298,00	0,00				
PRU Grand Parc - Pilotage	Fonct	13 233,00	7 746,56	PRU Grand Parc - Pilotage	Fonct	7 780,00	0,00
	Invest	292 204,41	84 920,78		Invest	703 807,41	703 807,41
PRU Joliot Curie et Aubiers	Invest	472 236,00	403 282,22				

SECTEUR - UNE VILLE NATURE ET APAISÉE

SOUS-SECTEUR - RÉÉQUILIBRER L'ESPACE PUBLIC AU PROFIT DES MOBILITÉS ALTERNATIVES

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	10 584 722,23	10 111 664,20	Total	17 182 000,00	17 198 052,07
Frais de personnel	690 904,43	690 904,43	Recettes de fonctionnement	17 182 000,00	17 198 052,07
Dépenses de fonctionnement	6 974 431,47	6 929 760,60			
Dépenses d'investissement	2 919 386,33	2 490 999,17			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Aménagement des espaces de circulation</i>	2 480 624,77	2 056 714,95	<i>Aménagement des espaces de circulation</i>	2 000,00	0,00
<i>Stationnement</i>	7 413 193,03	7 364 044,82	<i>Stationnement</i>	17 180 000,00	17 198 052,07

PROGRAMME - Aménagement des espaces de circulation

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 480 624,77	2 056 714,95	Total	2 000,00	
Dépenses de fonctionnement	680 400,00	679 475,00	Recettes de fonctionnement	2 000,00	
Dépenses d'investissement	1 800 224,77	1 377 239,95			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Aménagements d'espaces métropolitains	Invest	464 493,71	187 813,71		
Contrôle d'accès	Fonct	656 209,32	656 209,32	Contrôle d'accès	Fonct
	Invest	975 001,82	939 229,56		
Installations équipements de voirie	Fonct	8 599,03	8 599,03		
	Invest	21 434,52	3 465,56		
Moyens généraux - aménagement espaces de circulation	Fonct	1 500,00	575,00		
Réhabilitation digues - Part Ville - MO Métropole	Invest	285 000,00	197 245,51		
Vidéo-interphonie	Fonct	14 091,65	14 091,65		
	Invest	54 294,72	49 485,61		

PROGRAMME - Stationnement

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	7 413 193,03	7 364 044,82	Total	17 180 000,00	17 198 052,07
Dépenses de fonctionnement	6 294 031,47	6 250 285,60	Recettes de fonctionnement	17 180 000,00	17 198 052,07
Dépenses d'investissement	1 119 161,56	1 113 759,22			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :							
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé		
Stationnement	Fonct	6 294 031,47	6 250 285,60	Stationnement	Fonct	17 180 000,00	17 198 052,07
	Invest	1 119 161,56	1 113 759,22				

SECTEUR - UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

SOUS-SECTEUR - COMMERCES, MARCHÉS ET ANIMATIONS DE PROXIMITÉ

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	8 237 721,45	7 332 920,39	Total	4 026 731,00	5 078 571,59
Frais de personnel	5 299 007,43	5 299 007,43	Recettes de fonctionnement	4 026 731,00	5 078 571,59
Dépenses de fonctionnement	1 970 736,81	1 574 345,37			
Dépenses d'investissement	967 977,21	459 567,59			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Commerce</i>	526 748,22	175 618,00			
<i>Occupation du domaine public, proximité et manifestations</i>	2 411 965,80	1 858 294,96	<i>Occupation du domaine public, proximité et manifestations</i>	4 026 731,00	5 078 571,59

PROGRAMME - Commerce

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	526 748,22	175 618,00	Total		
Dépenses de fonctionnement	526 748,22	175 618,00			
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Moyens généraux - Commerce	Fonct 86 830,00	68 740,00			
Soutien aux associations	Fonct 439 918,22	106 878,00			

PROGRAMME - Occupation du domaine public, proximité et manifestations

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 411 965,80	1 858 294,96	Total	4 026 731,00	5 078 571,59
Dépenses de fonctionnement	1 443 988,59	1 398 727,37	Recettes de fonctionnement	4 026 731,00	5 078 571,59
Dépenses d'investissement	967 977,21	459 567,59			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Acquisition moyeu central marché des Grands Hommes	Fonct	4 000,00	408,87		
FIL avant 2021	Fonct	51 594,81	51 594,81		
FIQ avant 2021	Invest	13 449,16	11 930,09		
Halles et marchés	Fonct	364 845,95	353 020,63	Halles et marchés	Fonct
	Invest	165 069,93	47 957,27		105 000,00
Manifestations	Fonct	85 223,66	78 901,33		62 162,14
Manifestations - Frais généraux	Fonct	428 443,44	423 422,62		
Marché des Capucins - travaux	Invest	146 710,00	76 918,55		
Matériels - DLE	Fonct	151 553,45	150 219,86		
	Invest	416 419,91	245 101,79		
Moyens généraux - DGPRP	Fonct	2 310,00	2 051,78	Moyens généraux - Direction de la Proximité	Fonct
Moyens généraux - Direction de la Proximité	Fonct	319 625,00	312 423,54		12 552,00
	Invest	39 945,85	16 734,16		11 506,00
Moyens généraux - Espaces publics	Fonct	34 252,94	25 527,42	Moyens généraux - Espaces publics	Fonct
	Invest	185 382,36	60 925,73		3 830 000,00
Moyens généraux - Occupation du domaine	Fonct	1 639,34	692,17	Moyens généraux - Occupation du domaine	Fonct
	Invest	1 000,00	0,00		54 929,00
Recettes assujetties	Fonct	500,00	464,34	Recettes assujetties	Fonct
					24 250,00
					28 930,96

SECTEUR - UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RESPONSABLE ET SOLIDAIRE

SOUS-SECTEUR - SOUTIEN AUX FORMES ÉCONOMIQUES INNOVANTES ET ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

DÉPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	2 456 682,82	1 850 221,13	Total	2 021 000,00	2 144 392,60
Frais de personnel			Recettes de fonctionnement		
Dépenses de fonctionnement	2 456 682,82	1 850 221,13		2 021 000,00	2 144 392,60

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Croissance et Filières</i>	47 490,00	47 490,00			
<i>Economie sociale et solidaire (ESS), emploi</i>	741 014,00	468 851,64			
<i>Accompagnement des mutations économiques</i>	1 668 178,82	1 333 879,49	<i>Accompagnement des mutations économiques</i>	2 021 000,00	2 144 392,60

PROGRAMME - Croissance et Filières

DEPENSES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé
Total		47 490,00	47 490,00	Total			
Dépenses de fonctionnement		47 490,00	47 490,00				
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Moyens généraux - Croissance et Filières	Fonct	47 490,00	47 490,00				

PROGRAMME - Economie sociale et solidaire (ESS), emploi

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	741 014,00	468 851,64	Total		
Dépenses de fonctionnement	741 014,00	468 851,64			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Animation réseaux emploi	Fonct	212 500,00	84 000,00		
Moyens généraux - Emploi - ESS	Fonct	49 714,00	29 351,64		
Soutien à l'orientation et à la formation	Fonct	17 800,00	9 000,00		
Soutien aux actions et outils territoriaux	Fonct	461 000,00	346 500,00		

PROGRAMME - Accompagnement des mutations économiques

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 668 178,82	1 333 879,49	Total	2 021 000,00	2 144 392,60
Dépenses de fonctionnement	1 668 178,82	1 333 879,49	Recettes de fonctionnement	2 021 000,00	2 144 392,60

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Animation réseaux entreprises	Fonct	160 500,00	113 100,00
Grands évènements	Fonct	200 000,00	100 000,00
Moyens généraux - Entrepreneuriat	Fonct	376 975,00	372 482,58
Outils à la création d'entreprises (TVA)	Fonct	40 000,00	40 000,00
Outils création d'entreprises	Fonct	288 600,00	205 342,00
Recette Loyer et redevances tourisme urbain	Fonct	3 391,91	-74 325,00
Redevance et loyer HT	Fonct	77 716,91	77 716,91
Redevance occupation restaurants Cité du vin	Fonct	450 000,00	450 000,00
Soutien aux projets filières	Fonct	70 995,00	49 563,00

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Outils à la création d'entreprises (TVA)	Fonct	115 000,00	134 924,01
Recette Loyer et redevances tourisme urbain	Fonct	0,00	50 775,77
Redevance et loyer HT	Fonct	1 740 000,00	1 793 001,28
Redevance occupation restaurants Cité du vin	Fonct	166 000,00	165 691,54

SECTEUR - SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA GESTION DU PATRIMOINE

SOUS-SECTEUR - RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES BÂTIMENTS MUNICIPAUX

DEPENSES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé
Total		28 097 298,36	25 313 989,19	Total		15 615 750,45	16 361 183,21
Frais de personnel				Recettes de fonctionnement		7 207 778,05	16 357 643,21
Dépenses de fonctionnement		17 897 672,00	16 994 294,76	Recettes d'investissement		8 407 972,40	3 540,00
Dépenses d'investissement		10 199 626,36	8 319 694,43				

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Travaux et gestion du patrimoine administratif</i>	5 583 623,34	4 311 332,67	<i>Travaux et gestion du patrimoine administratif</i>	849 004,05	722 076,71
<i>Acquisitions et cessions immobilières</i>	2 589 932,40	2 565 814,76	<i>Acquisitions et cessions immobilières</i>	8 404 932,40	8 692 838,27
<i>Maintenance et énergies</i>	15 435 790,44	14 071 475,80	<i>Maintenance et énergies</i>	5 210 000,00	5 585 783,36
<i>Cité municipale</i>	4 423 040,60	4 306 454,38	<i>Cité municipale</i>	270 000,00	278 306,06
<i>Travaux et gestion du patrimoine non administratif</i>	64 911,58	58 911,58	<i>Travaux et gestion du patrimoine non administratif</i>	881 814,00	1 082 178,81

PROGRAMME - Travaux et gestion du patrimoine administratif

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	5 583 623,34	4 311 332,67	Total	849 004,05	722 076,71
Dépenses de fonctionnement	1 443 321,42	1 380 124,54	Recettes de fonctionnement	845 964,05	718 536,71
Dépenses d'investissement	4 140 301,92	2 931 208,13	Recettes d'investissement	3 040,00	3 540,00

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Autres bâtiments administratifs - GER				Autres bâtiments administratifs - GER			
Rénovation Sécurité	Fonct	14 543,67	2 819,70	Rénovation Sécurité	Fonct	0,00	306,90
	Invest	984 291,42	574 854,60				
FDAEC 2021 - Patrimoine administratif	Invest	6 308,00	0,00				
Hotel de Ville - GER Rénovation Sécurité	Fonct	222 358,34	207 170,56				
	Invest	1 036 662,50	598 342,14				
Moyens généraux - Gestion immobilière	Fonct	1 206 419,41	1 170 134,28	Moyens généraux - Gestion immobilière	Fonct	845 964,05	718 229,81
	Invest	3 040,00	0,00		Invest	3 040,00	3 540,00
Réaménagement site Pierre Trébod	Invest	2 110 000,00	1 758 011,39				

PROGRAMME - Acquisitions et cessions immobilières

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 589 932,40	2 565 814,76	Total	8 404 932,40	8 692 838,27
Dépenses de fonctionnement	25 000,00	15 318,32	Recettes de fonctionnement		8 692 838,27
Dépenses d'investissement	2 564 932,40	2 550 496,44	Recettes d'investissement	8 404 932,40	

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		
Diverses acquisitions immobilières	Fonct	25 000,00	15 318,32	Cessions assujetties TVA (TVA)	Fonct	0,00	8 181 231,27
	Invest	20 000,00	5 564,04	Cessions diverses	Fonct	0,00	511 607,00
Opération immobilière Lenglen/Promis	Invest	2 544 932,40	2 544 932,40	Cession terrains Brazza	Invest	5 860 000,00	0,00
				Opération immobilière Lenglen/Promis	Invest	2 544 932,40	0,00

PROGRAMME - Maintenance et énergies

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	15 435 790,44	14 071 475,80	Total	5 210 000,00	5 585 783,36
Dépenses de fonctionnement	14 190 000,00	13 419 546,76	Recettes de fonctionnement	5 210 000,00	5 585 783,36
Dépenses d'investissement	1 245 790,44	651 929,04			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Efficacité énergétique et ENR	Invest	1 146 874,34	576 472,53
Energie fluides	Fonct	8 345 250,00	8 317 551,24
GER et maintenance des équipements	Fonct	5 844 749,00	5 101 995,52
	Invest	98 916,10	75 456,51
Moyens généraux - DCP	Fonct	1,00	0,00

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Energie fluides	Fonct	5 210 000,00	5 584 615,65
GER et maintenance des équipements	Fonct	0,00	1 167,71

PROGRAMME - Cité municipale

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	4 423 040,60	4 306 454,38	Total	270 000,00	278 306,06
Dépenses de fonctionnement	2 174 439,00	2 120 393,56	Recettes de fonctionnement	270 000,00	278 306,06
Dépenses d'investissement	2 248 601,60	2 186 060,82			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Cité municipale - Redevances financières	Fonct	640 000,00	638 881,01	Cité municipale - Redevances financières	Fonct	0,00	11 843,48
	Invest	1 598 888,00	1 598 887,46				
Cité municipale - Redevances non financières	Fonct	1 188 173,00	1 168 275,17				
	Invest	649 713,60	587 173,36				
Cité municipale - Taxes diverses	Fonct	18 266,00	18 127,20				
Moyens généraux - Cité municipale	Fonct	328 000,00	295 110,18	Moyens généraux - Cité municipale	Fonct	270 000,00	266 462,58

PROGRAMME - Travaux et gestion du patrimoine non administratif

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	64 911,58	58 911,58	Total	881 814,00	1 082 178,81
Dépenses de fonctionnement	64 911,58	58 911,58	Recettes de fonctionnement	881 814,00	1 082 178,81

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Recettes immobilières (TVA)	Fonct	58 911,58	58 911,58	Recettes immobilières (TVA)	Fonct	881 814,00	1 082 178,81
Sécurité et grosses réparations	Fonct	6 000,00	0,00				

SECTEUR - SOBRIÉTÉ ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DANS LA GESTION DU PATRIMOINE

SOUS-SECTEUR - AMÉLIORER LES RÉSEAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

DEPENSES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé
Total		13 581 757,26	8 987 606,89	Total		1 052 139,00	422 493,53
Frais de personnel				Recettes d'investissement		1 052 139,00	422 493,53
Dépenses de fonctionnement		5 435 000,00	5 418 164,61				
Dépenses d'investissement		8 146 757,26	3 569 442,28				

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Gestion du réseau d'éclairage public</i>	3 306 832,47	3 056 921,54				
<i>Evolution du réseau d'éclairage public</i>	10 274 924,79	5 930 685,35	<i>Evolution du réseau d'éclairage public</i>	1 052 139,00	422 493,53	

PROGRAMME - Gestion du réseau d'éclairage public

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	3 306 832,47	3 056 921,54	Total		
Dépenses de fonctionnement	2 935 000,00	2 918 164,61			
Dépenses d'investissement	371 832,47	138 756,93			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Illuminations de Noël	Invest	94 148,66	94 148,66		
Maintenance réseaux matériels éclairage public	Fonct	2 405 000,00	2 390 990,12		
Mises en lumière	Fonct	530 000,00	527 174,49		
	Invest	277 683,81	44 608,27		

PROGRAMME - Evolution du réseau d'éclairage public

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	10 274 924,79	5 930 685,35	Total	1 052 139,00	422 493,53
Dépenses de fonctionnement	2 500 000,00	2 500 000,00	Recettes d'investissement	1 052 139,00	422 493,53
Dépenses d'investissement	7 774 924,79	3 430 685,35			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé
Energie	Fonct	2 500 000,00	2 500 000,00
Enfouissement des réseaux	Invest	939 146,42	612 192,91
PAE BAF réalisation éclairage public	Invest	1 110 000,00	0,00
Place de l'Europe - Eclairage public et Contrôle d'accès	Invest	677 601,49	0,00
Place Gambetta - Eclairage public et Contrôle d'accès	Invest	325 000,00	0,00
Remboursement travaux à BM	Invest	721 592,03	721 592,03
Réseaux et matériels Eclairage public	Invest	3 741 069,01	1 969 197,38
Rue Lucien Faure - Réalisation éclairage public	Invest	253 514,62	127 703,03
Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	Invest	7 001,22	0,00

		Prévu	Réalisé
PAE BAF réalisation éclairage public	Invest	422 494,00	422 493,53
Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	Invest	629 645,00	0,00

POLITIQUE - FAVORISER L'EMANCIPATION TOUT AU LONG DE LA VIE

DEPENSES DE LA POLITIQUE	Prévu	Réalisé	RECETTES DE LA POLITIQUE	Prévu	Réalisé
TOTAL	194 347 339,49	172 605 273,68	TOTAL	46 416 290,17	41 093 228,92
Frais de personnel	70 360 519,01	70 360 519,01	Recettes de fonctionnement	29 272 521,00	31 555 922,41
Dépenses de fonctionnement	68 090 319,02	65 043 075,68	Recettes d'investissement	17 143 769,17	9 537 306,51
Dépenses d'investissement	55 896 501,46	37 201 678,99			

SECTEURS :

SOLIDARITÉS, UNE VILLE AUX CÔTÉS DES PLUS VULNÉRABLES

Agir en prévention sur les facteurs de la santé 1 947 779,09 1 785 777,07

Solidarité et citoyenneté 11 131 800,44 11 121 835,68

Conforter la place des seniors dans la ville 7 431 092,85 6 815 909,55

Accompagner les Quartiers Politique de la Ville 5 105 348,77 4 888 323,79

PROMOUVOIR L'ÉPANOUISSEMENT ET L'ÉQUITÉ DÈS LA PETITE ENFANCE

Equipements de la petite enfance 10 952 404,66 7 166 881,86

Fonctionnement des structures municipales internes et externes de la petite enfance 37 657 562,92 36 909 049,81

SOLIDARITÉS, UNE VILLE AUX CÔTÉS DES PLUS VULNÉRABLES

Agir en prévention sur les facteurs de la santé 197 000,00 211 958,00

Conforter la place des seniors dans la ville 1 611 500,00 1 504 353,97

Accompagner les Quartiers Politique de la Ville 74 490,00 32 900,00

PROMOUVOIR L'ÉPANOUISSEMENT ET L'ÉQUITÉ DÈS LA PETITE ENFANCE

Equipements de la petite enfance 298 536,00 943 703,61

Fonctionnement des structures municipales internes et externes de la petite enfance 17 512 031,00 15 703 861,38

ACCOMPAGNER LES ENFANTS ET LES JEUNES VERS UNE CITOYENNETÉ ACTIVE

Education 22 584 733,17 14 339 571,12

**ACCOMPAGNER LES ENFANTS ET LES
JEUNES VERS UNE CITOYENNETÉ ACTIVE**

Education 92 959 331,36 79 316 177,88

Enfance 22 746 302,16 21 042 901,20

FACILITER L'ACCÈS AU LOGEMENT

Accès au logement 4 415 717,24 3 558 416,84

Enfance

4 138 000,00

7 408 019,84

FACILITER L'ACCÈS AU LOGEMENT

Accès au logement

948 861,00

SECTEUR - SOLIDARITÉS, UNE VILLE AUX CÔTÉS DES PLUS VULNÉRABLES

SOUS-SECTEUR - AGIR EN PRÉVENTION SUR LES FACTEURS DE LA SANTÉ

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	1 947 779,09	1 785 777,07	Total	197 000,00	211 958,00
Frais de personnel	1 569 168,23	1 569 168,23	Recettes de fonctionnement	197 000,00	211 958,00
Dépenses de fonctionnement	210 662,00	204 858,93			
Dépenses d'investissement	167 948,86	11 749,91			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Promotion de la santé publique</i>	378 610,86	216 608,84	<i>Promotion de la santé publique</i>	197 000,00	211 958,00
---------------------------------------	------------	------------	---------------------------------------	------------	------------

PROGRAMME - Promotion de la santé publique

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	378 610,86	216 608,84	Total	197 000,00	211 958,00
Dépenses de fonctionnement	210 662,00	204 858,93	Recettes de fonctionnement	197 000,00	211 958,00
Dépenses d'investissement	167 948,86	11 749,91			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Centres médico scolaires	Invest	167 948,86	11 749,91				
Promotion de la santé	Fonct	196 154,45	193 571,72				
Santé scolaire	Fonct	14 507,55	11 287,21	Santé scolaire	Fonct	197 000,00	211 958,00

SECTEUR - SOLIDARITÉS, UNE VILLE AUX CÔTÉS DES PLUS VULNÉRABLES

SOUS-SECTEUR - SOLIDARITÉ ET CITOYENNETÉ

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	11 131 800,44	11 121 835,68	Total		
Frais de personnel	160 895,44	160 895,44			
Dépenses de fonctionnement	10 970 905,00	10 960 940,24			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Permettre l'accès aux droits des personnes vulnérables</i>	10 970 905,00	10 960 940,24
---	---------------	---------------

PROGRAMME - Permettre l'accès aux droits des personnes vulnérables

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	10 970 905,00	10 960 940,24	Total		
Dépenses de fonctionnement	10 970 905,00	10 960 940,24			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
CCAS	Fonct	10 900 000,00	10 900 000,00		
Moyens généraux - DGSC	Fonct	70 905,00	60 940,24		

SECTEUR - SOLIDARITÉS, UNE VILLE AUX CÔTÉS DES PLUS VULNÉRABLES

SOUS-SECTEUR - CONFORTER LA PLACE DES SENIORS DANS LA VILLE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	7 431 092,85	6 815 909,55	Total	1 611 500,00	1 504 353,97
Frais de personnel	4 495 732,00	4 495 732,00	Recettes de fonctionnement	1 611 500,00	1 504 353,97
Dépenses de fonctionnement	2 469 332,20	2 222 725,78			
Dépenses d'investissement	466 028,65	97 451,77			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Activités des Séniors</i>	655 133,84	397 721,74	<i>Activités des Séniors</i>	141 500,00	56 491,50
<i>Portage et restauration des séniors</i>	2 093 296,35	1 901 246,30	<i>Portage et restauration des séniors</i>	1 470 000,00	1 447 862,47
<i>Résidences séniors</i>	186 930,66	21 209,51			

PROGRAMME - Activités des Séniors

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	655 133,84	397 721,74	Total	141 500,00	56 491,50
Dépenses de fonctionnement	376 035,85	321 479,48	Recettes de fonctionnement	141 500,00	56 491,50
Dépenses d'investissement	279 097,99	76 242,26			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Animation des clubs Séniors	Fonct	124 146,61	93 881,25	Animation des clubs Séniors	Fonct	125 500,00	38 311,50
BGS Bordeaux Générations Séniors	Fonct	18 504,80	18 264,80				
Clubs Séniors - Acquisitions de mobiliers et matériel	Invest	108 122,92	26 085,43				
Clubs Séniors - Entretien et maintenance	Fonct	20 000,00	8 237,17				
Clubs Séniors - Sécurité et grosses réparations	Invest	139 410,75	50 156,83				
Communication, manifestations et sorties extérieures	Fonct	59 718,78	54 131,36	Communication, manifestations et sorties extérieures	Fonct	16 000,00	18 180,00
FDAEC 2020 - Pôle Séniors	Invest	18,26	0,00				
FDAEC 2021 - Pôle Séniors	Invest	31 546,06	0,00				
Moyens généraux - Séniors	Fonct	53 665,66	46 964,90				
Subventions aux associations en faveur des Séniors	Fonct	100 000,00	100 000,00				

PROGRAMME - Portage et restauration des séniors

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 093 296,35	1 901 246,30	Total	1 470 000,00	1 447 862,47
Dépenses de fonctionnement	2 093 296,35	1 901 246,30	Recettes de fonctionnement	1 470 000,00	1 447 862,47

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>					
		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		
Portage TVA	Fonct	1 277 000,00	1 191 062,01	Portage TVA	Fonct
					6 000,00
					0,00
Restauration clubs seniors (TVA)	Fonct	816 296,35	710 184,29	Restauration clubs seniors (TVA)	Fonct
					1 464 000,00
					1 447 862,47

PROGRAMME - Résidences séniors

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	186 930,66	21 209,51	Total		
Dépenses d'investissement	186 930,66	21 209,51			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
FDAEC 2017 - RPA	Invest	3 299,15	0,00		
FDAEC 2018 - RPA	Invest	24 145,00	13 836,00		
FDAEC 2019 - RPA	Invest	103 389,00	0,00		
FDAEC 2020 - RPA	Invest	45 882,00	7 120,00		
FDAEC 2021 - RPA	Invest	10 215,51	253,51		

SECTEUR - SOLIDARITÉS, UNE VILLE AUX CÔTÉS DES PLUS VULNÉRABLES

SOUS-SECTEUR - ACCOMPAGNER LES QUARTIERS POLITIQUE DE LA VILLE

DEPENSES DU SECTEUR			RECETTES DU SECTEUR		
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Total	5 105 348,77	4 888 323,79	Total	74 490,00	32 900,00
Frais de personnel	1 266 723,77	1 266 723,77	Recettes de fonctionnement	74 490,00	32 900,00
Dépenses de fonctionnement	3 791 601,00	3 616 600,02			
Dépenses d'investissement	47 024,00	5 000,00			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Accompagnement de projets transversaux</i>	3 339 840,00	3 198 625,02	<i>Accompagnement de projets transversaux</i>	74 490,00	32 900,00
<i>Innovation sociale</i>	498 785,00	422 975,00			

PROGRAMME - Accompagnement de projets transversaux

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	3 339 840,00	3 198 625,02	Total	74 490,00	32 900,00
Dépenses de fonctionnement	3 292 816,00	3 193 625,02	Recettes de fonctionnement	74 490,00	32 900,00
Dépenses d'investissement	47 024,00	5 000,00			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Accompagnement social	Fonct	1 412 915,98	1 319 100,00		
Dispositifs éducatifs	Fonct	128 250,00	128 250,00		
Insertion - ESS	Fonct	904 690,00	904 690,00		
Lutte contre les précarités - Accès au droits	Fonct	2 000,00	2 000,00		
Médiation	Fonct	365 250,00	365 250,00		
Moyens généraux DSU	Fonct	286 540,02	282 040,02	Moyens généraux DSU	Fonct
	Invest	47 024,00	5 000,00	70 990,00	14 000,00
Prévention	Fonct	131 500,00	131 500,00		
Santé - Environnement	Fonct	61 670,00	60 795,00	Santé - Environnement	Fonct
				3 500,00	18 900,00

PROGRAMME - Innovation sociale

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	498 785,00	422 975,00	Total		
Dépenses de fonctionnement	498 785,00	422 975,00			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Appel à projet Contrat de ville	Fonct	498 285,00	423 285,00		
Habiter (logement et espace public)	Fonct	500,00	500,00		
Moyens généraux - Innovation sociale	Fonct	0,00	-810,00		

SECTEUR - PROMOUVOIR L'ÉPANOUISSEMENT ET L'ÉQUITÉ DÈS LA PETITE ENFANCE

SOUS-SECTEUR - EQUIPEMENTS DE LA PETITE ENFANCE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	10 952 404,66	7 166 881,86	Total	298 536,00	943 703,61
Frais de personnel	197 744,23	197 744,23	Recettes d'investissement	298 536,00	943 703,61
Dépenses de fonctionnement	146 233,44	136 043,67			
Dépenses d'investissement	10 608 426,99	6 833 093,96			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Restructuration et construction d'équipements de la petite enfance</i>	10 754 660,43	6 969 137,63	<i>Restructuration et construction d'équipements de la petite enfance</i>	298 536,00	943 703,61
---	---------------	--------------	---	------------	------------

PROGRAMME - Restructuration et construction d'équipements de la petite enfance

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	10 754 660,43	6 969 137,63	Total	298 536,00	943 703,61
Dépenses de fonctionnement	146 233,44	136 043,67	Recettes d'investissement	298 536,00	943 703,61
Dépenses d'investissement	10 608 426,99	6 833 093,96			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Annexe Fieffé	Invest	204 200,00	188 338,56		
BAF Crèche Bacalan PIL POUL - Construction	Invest	993 487,34	667 651,55		
Crèche A Faulat	Invest	1 957 477,14	1 544 735,06	Crèche A Faulat	Invest
Crèche BAF 1 Chartrons îlot C13	Invest	112 000,00	83 147,81	0,00	388 466,37
Crèche Bastide Niel 2 - Création	Invest	102 600,00	0,00		
Crèche Benauges-Vincent ORU - Construction	Invest	1 069 102,55	195 769,83	Crèche Benauges-Vincent ORU - Construction	Invest
Crèche Brazza - Construction	Invest	268 785,00	0,00	0,00	256 701,24
Crèche des Douves foyer maternel	Invest	1 171 922,20	1 001 514,55		
Crèche du Grand Parc et CAL - Reconstruction	Invest	26 279,40	15 000,00		
Crèche Montgolfier	Invest	1 366 000,00	1 060 755,76		
Crèche Niel Hortense point relais	Invest	1 183 636,00	1 081 301,73	Crèche Niel Hortense point relais	Invest
Crèches - Entretien, maintenance, équipement	Fonct	146 233,44	136 043,67	298 536,00	298 536,00
Crèches - Equipement de restauration	Invest	174 390,07	39 476,94		
Crèches - Equipements	Invest	490 081,07	362 471,62		
Crèches Grandir nature : cours buissonnières	Invest	281 931,50	54 758,81		
Crèches - Sécurisation	Invest	30 000,00	0,00		
Crèches - Sécurité et grosses réparations	Invest	715 553,52	383 392,67		
Crèche St Augustin - Restructuration	Invest	151 258,82	26 652,93		
FDAEC 2020 - Crèches	Invest	162 216,10	79 124,14		
FDAEC 2021 - Crèches	Invest	52 185,75	424,88		
Petite Enfance - Etudes de faisabilité, diagnostics	Invest	95 320,53	48 577,12		

SECTEUR - PROMOUVOIR L'ÉPANOUISSEMENT ET L'ÉQUITÉ DÈS LA PETITE ENFANCE

SOUS-SECTEUR - FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES MUNICIPALES INTERNES ET EXTERNES DE LA PETITE ENFANCE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	37 657 562,92	36 909 049,81	Total	17 512 031,00	15 703 861,38
Frais de personnel	25 060 587,64	25 060 587,64	Recettes de fonctionnement	17 512 031,00	15 703 861,38
Dépenses de fonctionnement	12 431 661,69	11 841 562,17			
Dépenses d'investissement	165 313,59	6 900,00			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Structures sous gestion municipale</i>	1 147 516,17	919 545,20	<i>Structures sous gestion municipale</i>	17 242 000,00	15 705 061,38
<i>Structures sous gestion externe</i>	11 449 459,11	10 928 916,97	<i>Structures sous gestion externe</i>	270 031,00	-1 200,00

PROGRAMME - Structures sous gestion municipale

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 147 516,17	919 545,20	Total	17 242 000,00	15 705 061,38
Dépenses de fonctionnement	1 147 516,17	919 545,20	Recettes de fonctionnement	17 242 000,00	15 705 061,38

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Fonctionnement Accueil collectif	Fonct	1 126 074,11	908 450,23
Fonctionnement Accueil familial	Fonct	7 143,35	3 859,03
Fonctionnement Autres structures	Fonct	14 298,71	7 235,94

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Fonctionnement Accueil collectif	Fonct	17 242 000,00	15 705 061,38

PROGRAMME - Structures sous gestion externe

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	11 449 459,11	10 928 916,97	Total	270 031,00	-1 200,00
Dépenses de fonctionnement	11 284 145,52	10 922 016,97	Recettes de fonctionnement	270 031,00	-1 200,00
Dépenses d'investissement	165 313,59	6 900,00			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Accompagnement des investissements	Invest	90 313,59	6 900,00			
DSP	Fonct	337 824,41	234 000,00			
DSP - Albert Thomas	Fonct	234 607,80	234 385,80	DSP - Albert Thomas	Fonct	93 053,00
DSP - Berges du lac	Fonct	271 166,67	270 000,00	DSP - Berges du lac	Fonct	93 053,00
	Invest	75 000,00	0,00			
DSP - Détrois	Fonct	210 000,00	48 394,96	DSP - Détrois	Fonct	82 725,00
DSP - Mirassou	Fonct	244 392,20	226 069,00	DSP - Mirassou	Fonct	1 200,00
Réservation de berceaux	Fonct	9 986 154,44	9 909 167,21			

SECTEUR - ACCOMPAGNER LES ENFANTS ET LES JEUNES VERS UNE CITOYENNETÉ ACTIVE

SOUS-SECTEUR - EDUCATION

DEPENSES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé
Total		92 959 331,36	79 316 177,88	Total		22 584 733,17	14 339 571,12
Frais de personnel		35 932 522,66	35 932 522,66	Recettes de fonctionnement		5 739 500,00	6 694 829,22
Dépenses de fonctionnement		17 887 944,92	17 223 936,15	Recettes d'investissement		16 845 233,17	7 644 741,90
Dépenses d'investissement		39 138 863,78	26 159 719,07				

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Restructuration et construction d'équipements de l'éducation</i>	39 138 863,78	26 159 719,07	<i>Restructuration et construction d'équipements de l'éducation</i>	16 845 233,17	7 644 741,90
<i>Actions éducatives</i>	875 519,40	768 705,89	<i>Actions éducatives</i>	35 000,00	14 142,80
<i>Vie scolaire</i>	16 737 172,95	16 367 372,46	<i>Vie scolaire</i>	5 704 500,00	6 679 086,42
<i>Vie étudiante</i>	20 065,00	3 500,00			
<i>Engagement et participations des jeunes</i>	255 187,57	84 357,80	<i>Engagement et participations des jeunes</i>		1 600,00

PROGRAMME - Restructuration et construction d'équipements de l'éducation

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	39 138 863,78	26 159 719,07	Total	16 845 233,17	7 644 741,90
Dépenses d'investissement	39 138 863,78	26 159 719,07	Recettes d'investissement	16 845 233,17	7 644 741,90

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
Ecole A Dupeux - Restructuration et accessibilité	Invest	1 918 327,34	1 711 339,47				
Ecole J Cocteau - Relocalisation	Invest	451 296,22	66 228,88				
Ecole maternelle Jules Ferry - MOA Ville	Invest	20 139,80	7 354,22				
Ecole Naujac - Agrandissement cour et extension	Invest	175 000,00	16 203,90				
Ecoles - Equipement	Invest	500 731,26	288 656,86				
Ecoles Grandir nature : cours buissonnières	Invest	1 159 912,68	1 027 494,26				
Ecoles - Grosses réparations	Invest	5 349 947,95	3 721 689,60				
Ecoles - Sécurité - Sureté	Invest	136 760,09	86 583,30				
Education - études de faisabilité, diagnostics	Invest	193 589,44	90 356,91				
Elémentaire Dupaty - Extension	Invest	1 462 473,11	1 183 282,70	Elémentaire Dupaty - Extension	Invest	0,00	251 848,07
Elémentaire Loucheur	Invest	1 448 448,14	1 030 275,73	Elémentaire Loucheur	Invest	0,00	220 722,16
Elémentaire Vieux Bordeaux - Restaurant et isolation extérieure	Invest	127 349,41	13 236,34				
Equipement bâtiminaire	Invest	743 722,61	631 096,08	Equipement bâtiminaire	Invest	750 000,00	501 759,00
FDAEC 2019 - Education	Invest	82 414,56	0,00				
FDAEC 2020 - Education	Invest	246 022,50	8 368,86				
FDAEC 2021 - Education	Invest	374 156,00	0,00				
GS Benaugue - Continuité exploitation	Invest	30 071,87	5 580,12				
GS Benaugue - Extension accueil	Invest	21 050,00	15 954,69	GS Benaugue - Extension accueil	Invest	4 829 602,57	109 603,44
GS Brazza 1 - Création 18 classes	Invest	443 640,00	0,00				
GS JJ SEMPE - Construction	Invest	2 670 000,00	0,00				
GS JJ Sempé - Jardin de ta soeur	Invest	212 192,17	174 767,43				
GS Marie Curie (GS Rivière - Tivoli)	Invest	957 110,27	866 965,91	GS Marie Curie (GS Rivière - Tivoli)	Invest	2 234 133,00	2 234 133,00

GS Montgolfier annexe Montesquieu	Invest	3 211 200,00	2 416 347,41
GS NIEL 1 Hortense (18 classes) - Billie Holliday	Invest	14 224 922,77	10 208 153,24
GS Pierre Trébod - réhabilitation extension	Invest	66 365,90	0,00
GS Raymond Poincaré - Extension	Invest	17 298,57	17 298,54
GS SIMONE VEIL (Brienne)	Invest	1 807 985,00	1 807 984,57
Marie Brizard - Acquisition	Invest	579 881,50	533 384,47
Maternelle Paix	Invest	133 195,00	34 160,19
PRU Grand Parc élémentaire Albert Schweitzer - Extension	Invest	373 659,62	196 955,39

GS NIEL 1 Hortense (18 classes) - Billie Holliday	Invest	8 493 826,60	3 763 245,00
GS Raymond Poincaré - Extension	Invest	534 271,00	534 271,00
Restructuration partielle de la maternelle du Clos Montesquieu	Invest	3 400,00	29 160,23

PROGRAMME - Actions éducatives

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	875 519,40	768 705,89	Total	35 000,00	14 142,80
Dépenses de fonctionnement	875 519,40	768 705,89	Recettes de fonctionnement	35 000,00	14 142,80

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Accompagnement des activités pédagogiques	Fonct	47 800,00	41 287,52
Projet Educatif de Territoires	Fonct	7 000,00	840,00
Subventions activités pédagogiques et éducatives	Fonct	147 400,00	88 232,00
Transports	Fonct	673 319,40	638 346,37

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Accompagnement des activités pédagogiques	Fonct	35 000,00	14 142,80

PROGRAMME - Vie scolaire

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	16 737 172,95	16 367 372,46	Total	5 704 500,00	6 679 086,42
Dépenses de fonctionnement	16 737 172,95	16 367 372,46	Recettes de fonctionnement	5 704 500,00	6 679 086,42

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		Prévu	Réalisé
Ecoles - Entretien, maintenance, équipement	Fonct	637 286,00	560 234,51
Ecoles privées sous contrat	Fonct	3 962 450,00	3 962 450,00
Moyens généraux - Education	Fonct	951 367,98	914 940,31
Restauration scolaire	Fonct	11 186 068,97	10 929 747,64

		Prévu	Réalisé
Moyens généraux - Education	Fonct	179 500,00	210 690,21
Restauration scolaire	Fonct	5 525 000,00	6 468 396,21

PROGRAMME - Vie étudiante

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	20 065,00	3 500,00	Total		
Dépenses de fonctionnement	20 065,00	3 500,00			
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Vie étudiante - Action logistique	20 065,00	3 500,00			

PROGRAMME - Engagement et participations des jeunes

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	255 187,57	84 357,80	Total		1 600,00
Dépenses de fonctionnement	255 187,57	84 357,80	Recettes de fonctionnement		1 600,00

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Conseil municipal des enfants	Fonct	26 616,57	19 654,96				
#jerelevéledéfi	Fonct	27 324,00	23 270,64	#jerelevéledéfi	Fonct	0,00	1 600,00
Mission Jeunesse	Fonct	196 247,00	40 000,00				
Moyens généraux - DGESS	Fonct	5 000,00	1 432,20				

SECTEUR - ACCOMPAGNER LES ENFANTS ET LES JEUNES VERS UNE CITOYENNETÉ ACTIVE

SOUS-SECTEUR - ENFANCE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	22 746 302,16	21 042 901,20	Total	4 138 000,00	7 408 019,84
Frais de personnel	1 677 145,04	1 677 145,04	Recettes de fonctionnement	4 138 000,00	7 408 019,84
Dépenses de fonctionnement	20 039 568,77	18 782 474,07			
Dépenses d'investissement	1 029 588,35	583 282,09			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Accueils éducatifs et de loisirs</i>	13 780 980,58	12 577 294,10	<i>Accueils éducatifs et de loisirs</i>	3 688 000,00	6 709 808,01
<i>Accueil et hébergement</i>	753 665,82	503 821,01	<i>Accueil et hébergement</i>	450 000,00	370 746,43
<i>Structures d'animation et proximité</i>	6 534 510,72	6 284 641,05	<i>Structures d'animation et proximité</i>		327 465,40

PROGRAMME - Accueils éducatifs et de loisirs

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	13 780 980,58	12 577 294,10	Total	3 688 000,00	6 709 808,01
Dépenses de fonctionnement	13 699 421,71	12 544 838,02	Recettes de fonctionnement	3 688 000,00	6 709 808,01
Dépenses d'investissement	81 558,87	32 456,08			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Actions en faveur des adolescents	Fonct	394 857,50	362 715,40			
Activités périscolaires	Fonct	1 166 568,00	1 065 698,80			
CAL	Fonct	9 875 917,10	9 040 032,45	CAL	Fonct	3 688 000,00
	Invest	73 150,59	32 456,08			6 709 808,01
Dispositif Temps d'Activités Périscolaires	Fonct	991 679,71	991 679,71			
FDAEC 2020 - Accueil éducatif et de loisirs	Invest	8 408,28	0,00			
Fonctionnement autres structures d'accueil éducatif	Fonct	27 010,00	25 510,00			
Pause méridienne	Fonct	1 065 661,10	913 712,76			
Pôle spécifique 6-11	Fonct	177 728,30	145 488,90			

PROGRAMME - Accueil et hébergement

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	753 665,82	503 821,01	Total	450 000,00	370 746,43
Dépenses de fonctionnement	163 804,50	93 578,70	Recettes de fonctionnement	450 000,00	370 746,43
Dépenses d'investissement	589 861,32	410 242,31			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
La Dune	Fonct	163 804,50	93 578,70	La Dune	Fonct	450 000,00
	Invest	185 922,89	77 693,90			370 746,43
La Dune restaurant - Mise en conformité	Invest	403 938,43	332 548,41			

PROGRAMME - Structures d'animation et proximité

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	6 534 510,72	6 284 641,05	Total		327 465,40
Dépenses de fonctionnement	6 176 342,56	6 144 057,35	Recettes de fonctionnement		327 465,40
Dépenses d'investissement	358 168,16	140 583,70			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Centres d'animation de Bordeaux (Cultivons le Partage)	Fonct	4 411 298,00	4 411 298,00	Centres d'animation de Bordeaux (Cultivons le Partage)	Fonct	0,00	327 465,40
FDAEC 2017 - Structures d'animation	Invest	24 684,14	19 884,14				
FDAEC 2018 - Structures d'animation	Invest	7 048,76	7 047,84				
FDAEC 2020 - Structures d'animation	Invest	19 400,00	0,00				
FDAEC 2021 - Structures d'animation	Invest	146 478,00	0,00				
Maisons de quartier	Fonct	1 737 278,00	1 737 278,00				
Vie associative - Entretien, maintenance, équipement	Fonct	27 766,56	-4 518,65				
	Invest	160 557,26	113 651,72				

SECTEUR - FACILITER L'ACCÈS AU LOGEMENT

SOUS-SECTEUR - ACCÈS AU LOGEMENT

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	4 415 717,24	3 558 416,84	Total		948 861,00
Frais de personnel			Recettes d'investissement		948 861,00
Dépenses de fonctionnement	142 410,00	53 934,65			
Dépenses d'investissement	4 273 307,24	3 504 482,19			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Logement</i>	4 415 717,24	3 558 416,84	<i>Logement</i>	948 861,00
-----------------	--------------	--------------	-----------------	------------

PROGRAMME - Logement

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	4 415 717,24	3 558 416,84	Total		948 861,00
Dépenses de fonctionnement	142 410,00	53 934,65	Recettes d'investissement		948 861,00
Dépenses d'investissement	4 273 307,24	3 504 482,19			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Aide au parc privé	Invest	739 696,74	317 086,21	Aide au parc privé	Invest	0,00	15 221,00
Aide au parc public - subventions aux bailleurs	Invest	2 781 151,22	2 555 700,00	Aide au parc public - subventions aux bailleurs	Invest	0,00	117 500,00
Gestion aire GDV Buthaud - Promis	Fonct	6 200,00	0,00				
Moyens généraux - logement	Fonct	121 210,00	50 000,00	Moyens généraux - logement	Invest	0,00	813 140,00
OPAH RU 3	Invest	20 000,00	20 000,00				
Participation au dispositif de lutte contre la précarité énergétique	Fonct	15 000,00	3 934,65				
	Invest	274 848,78	261 695,98				
soutien à l'accession sociale	Invest	457 610,50	350 000,00	soutien à l'accession sociale	Invest	0,00	3 000,00

POLITIQUE - REpondre AUX ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES

DEPENSES DE LA POLITIQUE	Prévu	Réalisé	RECETTES DE LA POLITIQUE	Prévu	Réalisé
TOTAL	48 253 301,66	41 598 737,80	TOTAL	5 203 633,00	2 776 645,29
Frais de personnel	19 521 394,28	19 521 394,28	Recettes de fonctionnement	3 596 650,00	1 653 120,63
Dépenses de fonctionnement	15 860 939,36	12 535 900,28	Recettes d'investissement	1 606 983,00	1 123 524,66
Dépenses d'investissement	12 870 968,02	9 541 443,24			

SECTEURS :

FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE PERMANENTE, ENCOURAGER LES INITIATIVES ASSOCIATIVES

*Faire vivre la démocratie permanente et
encourager les initiatives associatives*

10 307 635,38 9 198 870,28

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Lutter contre toutes les discriminations

7 770 912,24 5 561 088,36

*Agir pour l'égalité entre les femmes et les
hommes*

426 481,35 394 277,13

Accueil et citoyenneté

7 944 797,16 7 700 726,63

VIE MUNICIPALE, UNE EXIGENCE D'EXEMPLARITÉ

Vie municipale

7 534 679,26 7 129 595,30

UNE ADMINISTRATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE

Administration exemplaire

14 268 796,27 11 614 180,10

FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE PERMANENTE, ENCOURAGER LES INITIATIVES ASSOCIATIVES

*Faire vivre la démocratie permanente et
encourager les initiatives associatives*

70 000,00 21 352,00

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

Lutter contre toutes les discriminations

958 288,00 483 781,31

*Agir pour l'égalité entre les femmes et les
hommes*

17 050,00 10 050,00

Accueil et citoyenneté

551 600,00 641 297,69

VIE MUNICIPALE, UNE EXIGENCE D'EXEMPLARITÉ

Vie municipale

638 695,00 693 695,00

UNE ADMINISTRATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE

Administration exemplaire

2 968 000,00 926 469,29

SECTEUR - FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE PERMANENTE, ENCOURAGER LES INITIATIVES ASSOCIATIVES

SOUS-SECTEUR - FAIRE VIVRE LA DÉMOCRATIE PERMANENTE ET ENCOURAGER LES INITIATIVES ASSOCIATIVES

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	10 307 635,38	9 198 870,28	Total	70 000,00	21 352,00
Frais de personnel	5 794 213,00	5 794 213,00	Recettes de fonctionnement	70 000,00	21 352,00
Dépenses de fonctionnement	911 816,00	569 262,64			
Dépenses d'investissement	3 601 606,38	2 835 394,64			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Développement de la vie associative</i>	538 389,94	293 799,58	<i>Développement de la vie associative</i>	70 000,00	21 352,00
<i>Restructuration et construction des équipements associatifs</i>	3 227 739,85	2 689 989,52			
<i>Démocratie permanente</i>	747 292,59	420 868,18			

PROGRAMME - Développement de la vie associative

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	538 389,94	293 799,58	Total	70 000,00	21 352,00
Dépenses de fonctionnement	363 700,00	244 394,96	Recettes de fonctionnement	70 000,00	21 352,00
Dépenses d'investissement	174 689,94	49 404,62			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
FDAEC 2018 - Vie associative	Invest	7 254,02	0,00		
FDAEC 2019 - Vie associative	Invest	24 599,45	0,00		
FDAEC 2020 - Vie associative	Invest	24 813,20	9 988,25		
FDAEC 2021 - Vie associative	Invest	6 915,00	0,00		
Gestion des salles	Fonct	51 075,00	17 458,50	Gestion des salles	Fonct
Mission hébergement des Associations	Fonct	4 000,00	1 445,14	70 000,00	21 352,00
Pôle associatif	Fonct	308 625,00	225 491,32		
Salles municipales - Sécurité et grosses réparations	Invest	111 108,27	39 416,37		

PROGRAMME - Restructuration et construction des équipements associatifs

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	3 227 739,85	2 689 989,52	Total		
Dépenses d'investissement	3 227 739,85	2 689 989,52			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Athénée municipal - Travaux	Invest	54 614,82	35 391,87		
BAF - Démolition / construction équipement associatif C13	Invest	457 195,83	420 390,27		
BAF - Réalisation d'une structure d'animation	Invest	30 000,00	0,00		
Bâtiment US Chartrons - Réhabilitation	Invest	2 024 563,30	1 972 794,17		
Brazza structure d'animation jeunesse	Invest	143 846,60	0,00		
Equipements associatifs - études de faisabilité, diagnostics	Invest	100 886,00	39 556,50		
Equipements associatifs - GER, Renovations et Sécurité	Invest	176 300,30	72 253,46		
Maison Cantonale - Réhabilitation	Invest	42 192,41	42 192,41		
Maison des associations rue Père Louis de Jabrun	Invest	151 715,35	101 737,14		
Site Buscaillet - Mise en conformité	Invest	7 867,58	1 725,12		
Structure animation "L'escargot" - réhabilitation, extension	Invest	24 570,00	0,00		
Structure d'animation Bordeaux Sud - Réhabilitation	Invest	13 987,66	3 948,58		

PROGRAMME - Démocratie permanente

DEPENSES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé		RECETTES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé
Total		747 292,59	420 868,18		Total			
Dépenses de fonctionnement		548 116,00	324 867,68					
Dépenses d'investissement		199 176,59	96 000,50					
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé				Prévu	Réalisé
FIL 2021 - 2026	Fonct	415 700,00	197 733,00					
FIQ 2021 - 2026	Invest	128 476,59	30 350,00					
Moyens généraux - Démocratie participative	Fonct	132 416,00	127 134,68					
	Invest	70 700,00	65 650,50					

SECTEUR - PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

SOUS-SECTEUR - LUTTER CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

DEPENSES DU SECTEUR			RECETTES DU SECTEUR		
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Total	7 770 912,24	5 561 088,36	Total	958 288,00	483 781,31
Frais de personnel	205 560,84	205 560,84	Recettes de fonctionnement		4 500,00
Dépenses de fonctionnement	149 500,00	134 574,44	Recettes d'investissement	958 288,00	479 281,31
Dépenses d'investissement	7 415 851,40	5 220 953,08			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Promotion Egalité, Diversité Citoyenneté</i>	34 000,00	33 859,21			
<i>Handicap et accessibilité à la cité</i>	7 531 351,40	5 321 668,31	<i>Handicap et accessibilité à la cité</i>	958 288,00	483 781,31

PROGRAMME - Promotion Egalité, Diversité Citoyenneté

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	34 000,00	33 859,21	Total		
Dépenses de fonctionnement	34 000,00	33 859,21			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Démarches de labellisation	Fonct	20 000,00	19 875,45		
Prévention Professionnelle	Fonct	14 000,00	13 983,76		

PROGRAMME - Handicap et accessibilité à la cité

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	7 531 351,40	5 321 668,31	Total	958 288,00	483 781,31
Dépenses de fonctionnement	115 500,00	100 715,23	Recettes de fonctionnement		4 500,00
Dépenses d'investissement	7 415 851,40	5 220 953,08	Recettes d'investissement	958 288,00	479 281,31

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Cimetières - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	1 700 000,00	1 481 955,81		
Culture - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	279 900,00	72 343,22	Culture - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest
				0,00	117 156,42
Dir Immobilier - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	625 000,00	301 066,76		
Education - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	1 280 000,00	629 176,20	Education - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest
				0,00	9 824,66
Espaces Verts - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	2 360 511,60	2 325 394,15	Espaces Verts - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Fonct
				0,00	4 500,00
Handicap (dont mise en accessibilité)	Fonct	115 500,00	100 715,23	Handicap (dont mise en accessibilité)	Invest
	Invest	275 110,03	104 754,00		
				958 288,00	352 300,23
Petite enfance - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	202 744,40	100 969,10		
Solidarité et Citoyenneté- Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	55 585,37	7 974,72		
Sports - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	490 000,00	158 092,66		
Structures d'animation - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	90 000,00	21 129,18		
Vie associative - Travaux de mise en accessibilité des ERP et IOP	Invest	57 000,00	18 097,28		

SECTEUR - PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

SOUS-SECTEUR - AGIR POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

DEPENSES DU SECTEUR			RECETTES DU SECTEUR		
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Total	426 481,35	394 277,13	Total	17 050,00	10 050,00
Frais de personnel	67 131,35	67 131,35	Recettes de fonctionnement	17 050,00	10 050,00
Dépenses de fonctionnement	359 350,00	327 145,78			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Actions en faveur de l'égalité femmes hommes</i>	359 350,00	327 145,78	<i>Actions en faveur de l'égalité femmes hommes</i>	17 050,00	10 050,00
---	------------	------------	---	-----------	-----------

PROGRAMME - Actions en faveur de l'égalité femmes hommes

DEPENSES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé
Total		359 350,00	327 145,78	Total		17 050,00	10 050,00
Dépenses de fonctionnement		359 350,00	327 145,78	Recettes de fonctionnement		17 050,00	10 050,00
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Egalité Femmes - Hommes	Fonct	359 350,00	327 145,78	Egalité Femmes - Hommes	Fonct	17 050,00	10 050,00

SECTEUR - PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ ET LA LUTTE CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

SOUS-SECTEUR - ACCUEIL ET CITOYENNETÉ

DEPENSES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé
Total		7 944 797,16	7 700 726,63	Total		551 600,00	641 297,69
Frais de personnel		6 743 592,50	6 743 592,50	Recettes de fonctionnement		551 600,00	641 297,69
Dépenses de fonctionnement		253 152,00	212 231,94				
Dépenses d'investissement		948 052,66	744 902,19				

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Elections, Etat-civil</i>	358 430,96	343 792,22	<i>Elections, Etat-civil</i>	251 600,00	318 649,26
<i>Activités funéraires</i>	842 773,70	613 341,91	<i>Activités funéraires</i>	300 000,00	322 648,43

PROGRAMME - Elections, Etat-civil

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	358 430,96	343 792,22	Total	251 600,00	318 649,26
Dépenses de fonctionnement	117 200,00	104 781,26	Recettes de fonctionnement	251 600,00	318 649,26
Dépenses d'investissement	241 230,96	239 010,96			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Elections, recensement	Fonct	62 500,00	52 512,90	Elections, recensement	Fonct	56 600,00	28 500,00
	Invest	231 650,16	229 430,16				
Formalités administratives	Fonct	54 700,00	52 268,36	Formalités administratives	Fonct	195 000,00	290 149,26
	Invest	9 580,80	9 580,80				

PROGRAMME - Activités funéraires

DEPENSES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé
Total		842 773,70	613 341,91	Total		300 000,00	322 648,43
Dépenses de fonctionnement		135 952,00	107 450,68	Recettes de fonctionnement		300 000,00	322 648,43
Dépenses d'investissement		706 821,70	505 891,23				

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
Acquisition de matériel pour les cimetières	Invest	37 377,63	28 581,50				
Cimetières - Sécurité et grosses réparations	Invest	669 444,07	477 309,73				
Moyens généraux - cimetières	Fonct	135 952,00	107 450,68	Moyens généraux - cimetières	Fonct	300 000,00	322 648,43

SECTEUR - VIE MUNICIPALE, UNE EXIGENCE D'EXEMPLARITÉ

SOUS-SECTEUR - VIE MUNICIPALE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	7 534 679,26	7 129 595,30	Total	638 695,00	693 695,00
Frais de personnel	5 706 637,57	5 706 637,57	Recettes de fonctionnement		55 000,00
Dépenses de fonctionnement	1 807 541,69	1 404 754,31	Recettes d'investissement	638 695,00	638 695,00
Dépenses d'investissement	20 500,00	18 203,42			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Relations internationales</i>	416 400,00	311 636,02	<i>Relations internationales</i>	55 000,00
<i>Cabinet</i>	326 129,89	178 971,31		
<i>Communication externe</i>	1 067 432,80	914 271,40		
<i>Coopération territoriale et européenne</i>	18 079,00	18 079,00	<i>Coopération territoriale et européenne</i>	638 695,00

PROGRAMME - Relations internationales

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	416 400,00	311 636,02	Total		55 000,00
Dépenses de fonctionnement	416 400,00	311 636,02	Recettes de fonctionnement		55 000,00

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Moyens généraux - RI	Fonct	180 898,00	145 885,61	Moyens généraux - RI	Fonct	0,00	55 000,00
Partenariat Afrique Subsaharienne	Fonct	2,00	0,01				
Partenariat Afrique Subsaharienne - Subventions	Fonct	4 000,00	4 000,00				
Subventions - RI	Fonct	231 500,00	161 750,40				

PROGRAMME - Cabinet

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	326 129,89	178 971,31	Total		
Dépenses de fonctionnement	323 629,89	176 803,51			
Dépenses d'investissement	2 500,00	2 167,80			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
\$ Moyens généraux - Vie des quartiers	Fonct	40 751,25	11 951,46		
Manifestations publiques	Fonct	69 849,89	40 560,78		
Moyens généraux - Cabinet	Fonct	9 700,00	6 345,60		
	Invest	2 500,00	2 167,80		
Réceptions	Fonct	203 328,75	117 945,67		

PROGRAMME - Communication externe

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 067 432,80	914 271,40	Total		
Dépenses de fonctionnement	1 049 432,80	898 235,78			
Dépenses d'investissement	18 000,00	16 035,62			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Communication	Fonct	965 532,80	841 002,50		
	Invest	17 000,00	15 125,67		
Presse	Fonct	83 900,00	57 233,28		
	Invest	1 000,00	909,95		

PROGRAMME - Coopération territoriale et européenne

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	18 079,00	18 079,00	Total	638 695,00	638 695,00
Dépenses de fonctionnement	18 079,00	18 079,00	Recettes d'investissement	638 695,00	638 695,00

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Moyens généraux - Coopération territoriale	Fonct	18 079,00	18 079,00	FDAEC - Prévision budgétaire	Invest	638 695,00	638 695,00

SECTEUR - UNE ADMINISTRATION TRANSPARENTE ET RESPONSABLE

SOUS-SECTEUR - ADMINISTRATION EXEMPLAIRE

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	14 268 796,27	11 614 180,10	Total	2 968 000,00	926 469,29
Frais de personnel	1 004 259,02	1 004 259,02	Recettes de fonctionnement	2 958 000,00	920 920,94
Dépenses de fonctionnement	12 379 579,67	9 887 931,17	Recettes d'investissement	10 000,00	5 548,35
Dépenses d'investissement	884 957,58	721 989,91			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

Elus	2 328 694,56	2 119 416,98			
Evaluation et performance	267 026,50	221 377,22			
Prestations statutaires et sociales	4 804 896,52	3 909 921,71	Prestations statutaires et sociales	278 000,00	241 823,27
Restauration du personnel assujettie	1 543 160,00	380 699,66	Restauration du personnel assujettie	990 000,00	599 449,92
Sécurité Juridique	2 840 886,00	2 709 030,19	Sécurité Juridique	300 000,00	85 196,10
Logistique et magasin mutualisé	1 479 873,67	1 269 475,32	Logistique et magasin mutualisé	1 400 000,00	0,00

PROGRAMME - Elus

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 328 694,56	2 119 416,98	Total		
Dépenses de fonctionnement	2 328 694,56	2 119 416,98			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Fonctionnement des Groupes élus	Fonct	109 200,00	97 741,41		
Groupes élus - DRH	Fonct	350 000,00	309 918,39		
Indemnités des élus	Fonct	1 766 500,00	1 649 421,57		
Moyens généraux - Elus	Fonct	102 994,56	62 335,61		

PROGRAMME - Evaluation et performance

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	267 026,50	221 377,22	Total		
Dépenses de fonctionnement	267 026,50	221 377,22			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Coordination et appui	Fonct	117 026,50	76 713,72		
Performance-Evaluation-Audit	Fonct	150 000,00	144 663,50		

PROGRAMME - Prestations statutaires et sociales

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	4 804 896,52	3 909 921,71	Total	278 000,00	241 823,27
Dépenses de fonctionnement	4 757 777,52	3 904 373,36	Recettes de fonctionnement	268 000,00	236 274,92
Dépenses d'investissement	47 119,00	5 548,35	Recettes d'investissement	10 000,00	5 548,35

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Aide à l'exercice syndical	Fonct	3 000,00	528,36		
Cellule d'écoute	Fonct	25 944,00	25 124,26		
Déplacement	Fonct	509 700,00	273 972,16		
Formation	Fonct	665 776,50	481 143,97		
Frais accident du travail	Fonct	180 000,00	135 170,59		
Moyens généraux - Médecine et prévention	Fonct	51 950,00	34 006,40		
Moyens généraux - Prestations aux services	Fonct	2 686 235,58	2 476 382,10	Moyens généraux - Prestations aux services	Fonct
	Invest	17 119,00	0,00		128 000,00
Service social	Fonct	105 505,44	82 009,18	Service social	Invest
	Invest	30 000,00	5 548,35		10 000,00
SIVU (TVA)	Fonct	189 666,00	121 536,34	SIVU (TVA)	Fonct
Tickets restaurant (TVA)	Fonct	340 000,00	274 500,00	Tickets restaurant (TVA)	Fonct
					80 000,00
					127 793,72

PROGRAMME - Restauration du personnel assujettie

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 543 160,00	380 699,66	Total	990 000,00	599 449,92
Dépenses de fonctionnement	1 493 160,00	380 699,66	Recettes de fonctionnement	990 000,00	599 449,92
Dépenses d'investissement	50 000,00				

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Autres lieux de restauration - DLSI (TVA)	Fonct	1 293 160,00	253 921,38	Autres lieux de restauration - DLSI (TVA)	Fonct	990 000,00	599 449,92
	Invest	50 000,00	0,00				
Autres lieux de restauration - DRH (TVA)	Fonct	200 000,00	126 778,28				

PROGRAMME - Sécurité Juridique

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 840 886,00	2 709 030,19	Total	300 000,00	85 196,10
Dépenses de fonctionnement	2 228 886,00	2 098 355,86	Recettes de fonctionnement	300 000,00	85 196,10
Dépenses d'investissement	612 000,00	610 674,33			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Assurances et autres redevables	Fonct	887 853,00	882 532,45	Assurances et autres redevables	Fonct	300 000,00	84 930,10
Moyens généraux - Affaires juridiques	Fonct	1 341 033,00	1 215 823,41	Moyens généraux - Affaires juridiques	Fonct	0,00	266,00
	Invest	612 000,00	610 674,33				

PROGRAMME - Logistique et magasin mutualisé

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 479 873,67	1 269 475,32	Total	1 400 000,00	
Dépenses de fonctionnement	1 304 035,09	1 163 708,09	Recettes de fonctionnement	1 400 000,00	
Dépenses d'investissement	175 838,58	105 767,23			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Equipements pour les services municipaux	Invest	175 838,58	105 767,23		
Habillement	Fonct	318 798,32	289 342,37		
Moyens généraux - Logistique	Fonct	117 300,00	84 447,92	Moyens généraux - Logistique	Fonct
Moyens généraux - Magasin mutualisé	Fonct	607 783,77	551 625,22	1 400 000,00	0,00
Nettoyage	Fonct	260 153,00	238 292,58		

POLITIQUE - LA VILLE EN COMMUN

DEPENSES DE LA POLITIQUE	Prévu	Réalisé	RECETTES DE LA POLITIQUE	Prévu	Réalisé
TOTAL	138 498 258,81	120 446 059,27	TOTAL	16 496 699,60	12 473 095,27
Frais de personnel	52 258 773,05	52 258 773,05	Recettes de fonctionnement	10 546 999,02	10 147 641,65
Dépenses de fonctionnement	41 354 335,11	40 093 234,09	Recettes d'investissement	5 949 700,58	2 325 453,62
Dépenses d'investissement	44 885 150,65	28 094 052,13			

SECTEURS :

LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE : PRÉVENTION, ACTION SOCIALE ET POLICE DE PROXIMITÉ

Tranquillité publique, sécurité et prévention

10 477 698,77 9 483 135,18

GARANTIR L'ACCÈS AUX PRATIQUES SPORTIVES

Equipements et sites sportifs communaux

41 770 613,25 32 203 959,47

Partenariat et animation

4 795 899,14 4 383 697,64

LA CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

Etablissements et sites culturels municipaux

40 982 732,54 39 062 795,50

Soutien aux acteurs culturels

29 336 752,48 29 013 711,92

Préservation nécessaire du patrimoine culturel

11 134 562,63 6 298 759,56

LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE : PRÉVENTION, ACTION SOCIALE ET POLICE DE PROXIMITÉ

Tranquillité publique, sécurité et prévention

3 552 765,37 2 059 168,26

GARANTIR L'ACCÈS AUX PRATIQUES SPORTIVES

Equipements et sites sportifs communaux

5 830 414,00 3 217 983,97

Partenariat et animation

65 000,00 4 668,30

LA CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

Etablissements et sites culturels municipaux

3 261 194,60 3 786 135,40

Soutien aux acteurs culturels

3 162 171,08 3 014 674,52

Préservation nécessaire du patrimoine culturel

625 154,55 390 464,82

SECTEUR - LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE : PRÉVENTION, ACTION SOCIALE ET POLICE DE PROXIMITÉ

SOUS-SECTEUR - TRANQUILLITÉ PUBLIQUE, SÉCURITÉ ET PRÉVENTION

DEPENSES DU SECTEUR			RECETTES DU SECTEUR		
	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Total	10 477 698,77	9 483 135,18	Total	3 552 765,37	2 059 168,26
Frais de personnel	8 243 651,13	8 243 651,13	Recettes de fonctionnement	2 045 500,00	2 039 707,86
Dépenses de fonctionnement	587 104,00	517 327,07	Recettes d'investissement	1 507 265,37	19 460,40
Dépenses d'investissement	1 646 943,64	722 156,98			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Tranquillité publique et prévention de la délinquance</i>	844 620,45	502 686,97	<i>Tranquillité publique et prévention de la délinquance</i>	97 302,00	21 905,83
<i>Sécurité civile</i>	1 389 427,19	736 797,08	<i>Sécurité civile</i>	3 455 463,37	2 037 262,43

PROGRAMME - Tranquillité publique et prévention de la délinquance

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	844 620,45	502 686,97	Total	97 302,00	21 905,83
Dépenses de fonctionnement	376 784,00	335 005,28	Recettes de fonctionnement		2 445,43
Dépenses d'investissement	467 836,45	167 681,69	Recettes d'investissement	97 302,00	19 460,40

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Moyens généraux - Police municipale	Fonct	210 334,00	197 254,71	Moyens généraux - Police municipale	Fonct	0,00	2 445,43
	Invest	31 099,72	25 535,30				
Vidéoprotection	Fonct	166 450,00	137 750,57	Vidéoprotection	Invest	97 302,00	19 460,40
	Invest	436 736,73	142 146,39				

PROGRAMME - Sécurité civile

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 389 427,19	736 797,08	Total	3 455 463,37	2 037 262,43
Dépenses de fonctionnement	210 320,00	182 321,79	Recettes de fonctionnement	2 045 500,00	2 037 262,43
Dépenses d'investissement	1 179 107,19	554 475,29	Recettes d'investissement	1 409 963,37	

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Gestion des périls	Invest	835 364,56	554 475,29	Gestion des périls	Invest	988 600,70	0,00
				Lutte contre les nuisances (assujettie TVA)	Fonct	50 000,00	40 795,43
Moyens généraux - Services d'hygiène et de santé	Fonct	205 320,00	182 034,99	Moyens généraux - Services d'hygiène et de santé	Fonct	1 995 500,00	1 996 467,00
	Invest	343 742,63	0,00		Invest	421 362,67	0,00
Protection civile	Fonct	5 000,00	286,80				

SECTEUR - GARANTIR L'ACCÈS AUX PRATIQUES SPORTIVES

SOUS-SECTEUR - EQUIPEMENTS ET SITES SPORTIFS COMMUNAUX

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	41 770 613,25	32 203 959,47	Total	5 830 414,00	3 217 983,97
Frais de personnel	9 166 019,05	9 166 019,05	Recettes de fonctionnement	2 120 800,00	1 431 838,85
Dépenses de fonctionnement	3 640 978,00	3 436 341,26	Recettes d'investissement	3 709 614,00	1 786 145,12
Dépenses d'investissement	28 963 616,20	19 601 599,16			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Equipements sport haut niveau</i>	2 138 832,81	1 087 540,32	<i>Equipements sport haut niveau</i>	302 000,00	146 317,11
<i>Rénovation et sécurité des équipements sportifs</i>	2 465 006,87	1 295 849,09	<i>Rénovation et sécurité des équipements sportifs</i>	65 000,00	0,00
<i>Gestion des équipements aquatiques et nautiques</i>	340 851,39	301 733,10	<i>Gestion des équipements aquatiques et nautiques</i>	1 165 000,00	704 298,83
<i>Gestion Salles et Stades</i>	1 078 213,66	923 105,63	<i>Gestion Salles et Stades</i>	57 800,00	66 312,45
<i>Restructuration et construction d'équipements sportifs</i>	21 840 691,13	15 305 967,28	<i>Restructuration et construction d'équipements sportifs</i>	3 644 614,00	1 786 145,12
<i>Gestion des équipements sportifs délégués</i>	4 740 998,34	4 123 745,00	<i>Gestion des équipements sportifs délégués</i>	596 000,00	514 910,46

PROGRAMME - Equipements sport haut niveau

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 138 832,81	1 087 540,32	Total	302 000,00	146 317,11
Dépenses de fonctionnement	286 580,00	233 645,91	Recettes de fonctionnement	302 000,00	146 317,11
Dépenses d'investissement	1 852 252,81	853 894,41			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Moyens généraux - Stade Chaban Delmas	Fonct	286 580,00	233 645,91	Moyens généraux - Stade Chaban Delmas	Fonct	302 000,00	146 317,11
Stade Chaban Delmas - Rénovation	Invest	522 235,53	4 260,00				
Stade Chaban-Delmas - Sécurité et grosses réparations	Invest	1 330 017,28	849 634,41				

PROGRAMME - Rénovation et sécurité des équipements sportifs

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 465 006,87	1 295 849,09	Total	65 000,00	
Dépenses d'investissement	2 465 006,87	1 295 849,09	Recettes d'investissement	65 000,00	

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Courts de tennis - Rénovation	Invest	52 100,95	52 100,95			
Equipements sportifs - Etudes de faisabilité, diagnostics	Invest	5 540,00	0,00			
Espaces sportifs des quais	Invest	451 347,52	193 846,57	Espaces sportifs des quais	Invest	65 000,00
FDAEC 2020 - Equipements sportifs	Invest	27 627,00	0,00			
FDAEC 2021 - Equipements sportifs	Invest	8 638,00	0,00			
Gymnase Brun - Rénovation charpente	Invest	428 101,61	39 393,93			
Gymnase Promis - Rénovation	Invest	747 503,63	667 692,44			
Gymnases - Mise en sécurité des façades	Invest	141 138,61	136 155,34			
Piscines - Sécurité et grosses réparations	Invest	233 051,21	106 683,87			
Piscine Tissot - Aménagement vestiaires du personnel	Invest	64 159,88	57 532,13			
Plan de rénovation des terrains naturels	Invest	24 577,06	24 577,06			
Sols sportifs - Rénovation	Invest	281 221,40	17 866,80			

PROGRAMME - Gestion des équipements aquatiques et nautiques

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	340 851,39	301 733,10	Total	1 165 000,00	704 298,83
Dépenses de fonctionnement	290 198,00	257 622,84	Recettes de fonctionnement	1 165 000,00	704 298,83
Dépenses d'investissement	50 653,39	44 110,26			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
				AOT Distributeurs denrées, boissons, articles de natation (TVA)	Fonct	20 000,00	31 293,59
Moyens généraux - Piscine Judaïque	Fonct	0,00	-2 067,55				
Piscine Judaïque - Travaux et équipement	Invest	33 255,77	30 792,53				
Piscines - Acquisition de matériel	Invest	17 397,62	13 317,73				
Piscines - Fonctionnement et petites réparations	Fonct	290 198,00	259 690,39	Piscines - Fonctionnement et petites réparations	Fonct	1 145 000,00	673 005,24

PROGRAMME - Gestion Salles et Stades

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 078 213,66	923 105,63	Total	57 800,00	66 312,45
Dépenses de fonctionnement	830 595,00	711 834,26	Recettes de fonctionnement	57 800,00	66 312,45
Dépenses d'investissement	247 618,66	211 271,37			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
FDAEC 2018 - Gestion Salles et Stades	Invest	44 042,40	11 131,80		
Moyens généraux - Direction des Sports	Fonct	3 750,00	3 749,67		
Moyens généraux - Entretien équipements couverts	Fonct	483 373,96	378 068,59		
Moyens généraux - Entretien espaces extérieurs	Fonct	343 471,04	330 016,00	Moyens généraux - Entretien espaces extérieurs	Fonct
Préservation de la ressource en eau	Invest	53 311,21	52 201,02	57 800,00	37 145,45
Salles et stades - Acquisition de matériel sportif	Invest	150 265,05	147 938,55		
				Salles et stades - redevances (TVA)	Fonct
				0,00	29 167,00

PROGRAMME - Restructuration et construction d'équipements sportifs

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	21 840 691,13	15 305 967,28	Total	3 644 614,00	1 786 145,12
Dépenses d'investissement	21 840 691,13	15 305 967,28	Recettes d'investissement	3 644 614,00	1 786 145,12

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
BAF - Gymnase et dojo	Invest	3 685 295,00	2 460 044,61				
BAF - Préau Sportif	Invest	16 520,00	13 642,34				
Centre de Voile - Rénovation et aménagements	Invest	77 560,97	67 595,93				
Centre Emulation Nautique de Bx - Rénovation globale	Invest	141 827,57	33 005,66				
Equipements sportifs - Sécurité et grosses réparations	Invest	1 281 287,58	674 119,15				
FDAEC 2019 - Construction et équipement sportifs	Invest	3 360,29	0,00				
FDAEC 2020 - Construction et équipement sportifs	Invest	55 419,00	21 360,96				
FDAEC 2021 - Construction et équipement sportifs	Invest	111 730,00	0,00				
Gymnase et salle escrime Brazza - Construction	Invest	1 187 891,20	537 369,47				
				Gymnase Ginko - Construction	Invest	800 000,00	800 000,00
Gymnase Milliat - Palais des sports (marché Victor Hugo)	Invest	5 841,07	0,00				
Gymnase Thiers - Réhabilitation et mise aux normes	Invest	2 967,15	0,00				
Niel Hortense - Espace sportif de plein air	Invest	1 195 838,00	989 966,57	Niel Hortense - Espace sportif de plein air	Invest	581 614,00	301 613,00
Parc des sports Saint Michel - Création espaces sportifs	Invest	130 480,00	126 193,62				
Piscine du Grand Parc - Réfection fonds bassin	Invest	84 400,00	33 206,76				
Piscine Galin - Restructuration	Invest	11 311 375,93	8 662 748,44	Piscine Galin - Restructuration	Invest	2 263 000,00	684 532,12
Piscine Judaïque - Rénovation	Invest	334 066,23	144 236,30				
Skate parc des quais - Travaux et GER	Invest	131 992,00	10 056,00				

Stade Galin - Tribunes et vestiaires	Invest	205,36	0,00
Stade Stéhélin - Transformation terrain foot en synthétique	Invest	720,00	0,00
Terrains de sport - GER, Rénovation et Sécurité	Invest	2 081 913,78	1 532 421,47

PROGRAMME - Gestion des équipements sportifs délégués

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	4 740 998,34	4 123 745,00	Total	596 000,00	514 910,46
Dépenses de fonctionnement	2 233 605,00	2 233 238,25	Recettes de fonctionnement	596 000,00	514 910,46
Dépenses d'investissement	2 507 393,34	1 890 506,75			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Bowling - Sécurité et grosses réparations	Invest	1 000,00	15,50		
Equip. délégation Sports et Loisirs	Fonct	1 745 986,00	1 745 986,00		
Golf - Sécurité et grosses réparations	Invest	341 466,91	124 627,64		
Patinoire - Etanchéité toiture	Invest	76 553,09	74 400,00		
Patinoire - Pompes à chaleur / tour aérorefrigérante	Invest	219 612,53	46 020,77		
Patinoire - Sécurité et grosses réparations	Invest	14 705,13	0,00		
Stadium - Sécurité et grosses réparations	Invest	150 587,84	77 060,39		
Subventions de gestion pour les clubs sportifs	Fonct	487 619,00	487 252,25		
Subventions d'équipement aux clubs et associations	Invest	1 394 213,00	1 375 761,61		
Tennis Mériadeck - Mise en conformité	Invest	97 016,67	63 408,91		
Tennis Mériadeck - Réfection éclairage des courts	Invest	118 044,42	117 398,43		
Tennis Mériadeck - Sécurité et grosses réparations	Invest	94 193,75	11 813,50		
				Redevance - Gestion des équipements (TVA)	
				Fonct	596 000,00
					514 910,46

SECTEUR - GARANTIR L'ACCÈS AUX PRATIQUES SPORTIVES

SOUS-SECTEUR - PARTENARIAT ET ANIMATION

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	4 795 899,14	4 383 697,64	Total	65 000,00	4 668,30
Frais de personnel	521 243,08	521 243,08	Recettes de fonctionnement	65 000,00	4 668,30
Dépenses de fonctionnement	4 253 656,06	3 862 454,56			
Dépenses d'investissement	21 000,00	0,00			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Soutien aux structures haut niveau</i>	2 133 797,00	2 016 012,04			
<i>Partenariats avec les clubs et politique d'animation</i>	2 140 859,06	1 846 442,52	<i>Partenariats avec les clubs et politique d'animation</i>	65 000,00	4 668,30

PROGRAMME - Soutien aux structures haut niveau

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 133 797,00	2 016 012,04	Total		
Dépenses de fonctionnement	2 133 797,00	2 016 012,04			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Convention partenariat clubs haut niveau	Fonct	1 042 000,00	1 018 000,00		
Convention sports pro	Fonct	1 066 350,00	978 565,84		
Evènementiel haut niveau	Fonct	25 447,00	19 446,20		

PROGRAMME - Partenariats avec les clubs et politique d'animation

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 140 859,06	1 846 442,52	Total	65 000,00	4 668,30
Dépenses de fonctionnement	2 119 859,06	1 846 442,52	Recettes de fonctionnement	65 000,00	4 668,30
Dépenses d'investissement	21 000,00				

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé
Contrat d'objectifs "sports éducatif et de loisirs"	Fonct	1 675 695,00	1 521 975,00		
Evènementiel	Fonct	179 854,61	99 577,42		
Sport pour tous	Fonct	118 223,45	111 044,74		
	Invest	21 000,00	0,00		
Sport scolaire	Fonct	146 086,00	113 845,36	Sport scolaire	Fonct
				65 000,00	4 668,30

SECTEUR - LA CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

SOUS-SECTEUR - ETABLISSEMENTS ET SITES CULTURELS MUNICIPAUX

DEPENSES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR		Prévu	Réalisé
Total		40 982 732,54	39 062 795,50	Total		3 261 194,60	3 786 135,40
Frais de personnel		31 905 925,55	31 905 925,55	Recettes de fonctionnement		3 261 194,60	3 693 763,00
Dépenses de fonctionnement		5 321 523,30	4 784 213,12	Recettes d'investissement			92 372,40
Dépenses d'investissement		3 755 283,69	2 372 656,83				

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Animation du patrimoine - Bordeaux Patrimoine Mondial</i>	51 152,75	47 209,69	<i>Animation du patrimoine - Bordeaux Patrimoine Mondial</i>	5 562,00
<i>Conservatoire Jacques Thibaud</i>	386 970,20	356 399,08	<i>Conservatoire Jacques Thibaud</i>	707 500,00
<i>CAPC - Musée d'Art Contemporain</i>	972 816,94	933 387,21	<i>CAPC - Musée d'Art Contemporain</i>	584 500,00
<i>Musée d'Aquitaine (Goupil et Jean Moulin)</i>	989 945,73	785 365,02	<i>Musée d'Aquitaine (Goupil et Jean Moulin)</i>	311 500,00
<i>Musée des Arts décoratifs et du design</i>	499 117,92	271 246,64	<i>Musée des Arts décoratifs et du design</i>	143 000,00
<i>Musée des Beaux-Arts</i>	196 518,75	148 080,82	<i>Musée des Beaux-Arts</i>	186 000,00
<i>Muséum d'histoire naturelle</i>	383 066,98	338 700,72	<i>Muséum d'histoire naturelle</i>	251 750,00
<i>Etablissements culturels, collections et équipement</i>	564 769,51	390 861,33	<i>Etablissements culturels, collections et équipement</i>	62 372,40
<i>Développement de la lecture publique et politique du livre</i>	2 128 850,50	1 807 994,95	<i>Développement de la lecture publique et politique du livre</i>	189 144,60
<i>Renforcer la lisibilité des actions culturelles</i>	1 243 012,92	1 063 006,88	<i>Renforcer la lisibilité des actions culturelles</i>	261 000,00
<i>Jardin Botanique</i>	304 126,73	174 528,80	<i>Jardin Botanique</i>	50 500,00
<i>Base sous-marine</i>	175 787,03	154 233,30	<i>Base sous-marine</i>	463 000,00

Patrimoine - Travaux, maintenance, sécurité et grosses réparations	887 724,69	449 428,34
Salle des fêtes du Grand Parc	292 946,34	236 427,17

Patrimoine - Travaux, maintenance, sécurité et grosses réparations		225 174,00
Salle des fêtes du Grand Parc	113 300,00	14 350,60

PROGRAMME - Animation du patrimoine - Bordeaux Patrimoine Mondial

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	51 152,75	47 209,69	Total		5 562,00
Dépenses de fonctionnement	51 152,75	47 209,69	Recettes de fonctionnement		5 562,00

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - Animation du patrimoine	Fonct	25 821,91	25 077,55				
Moyens généraux - Animation du patrimoine	Fonct	25 330,84	22 132,14	Moyens généraux - Animation du patrimoine	Fonct	0,00	5 562,00

PROGRAMME - Conservatoire Jacques Thibaud

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	386 970,20	356 399,08	Total	707 500,00	952 805,07
Dépenses de fonctionnement	281 834,25	281 056,69	Recettes de fonctionnement	707 500,00	952 805,07
Dépenses d'investissement	105 135,95	75 342,39			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - Conservatoire	Fonct	65 526,91	65 076,91	Action culturelle - Conservatoire	Fonct	0,00	304,10
CNR - Acquisition et réparation de matériel musical	Invest	105 135,95	75 342,39				
Moyens généraux - Conservatoire	Fonct	216 307,34	215 979,78	Moyens généraux - Conservatoire	Fonct	707 500,00	952 500,97

PROGRAMME - CAPC - Musée d'Art Contemporain

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	972 816,94	933 387,21	Total	584 500,00	482 543,81
Dépenses de fonctionnement	921 835,42	912 450,72	Recettes de fonctionnement	584 500,00	482 543,81
Dépenses d'investissement	50 981,52	20 936,49			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - CAPC	Fonct	738 193,14	732 821,35				
Boutique du CAPC assujettie TVA	Fonct	31 439,62	31 420,64	Boutique du CAPC assujettie TVA	Fonct	60 000,00	74 293,27
CAPC - Collections	Invest	50 981,52	20 936,49				
Moyens généraux - CAPC	Fonct	152 202,66	148 208,73	Moyens généraux - CAPC	Fonct	459 500,00	360 959,03
				Recettes du CAPC (TVA)	Fonct	65 000,00	47 291,51

PROGRAMME - Musée d'Aquitaine (Goupil et Jean Moulin)

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	989 945,73	785 365,02	Total	311 500,00	357 330,63
Dépenses de fonctionnement	294 737,24	279 713,06	Recettes de fonctionnement	311 500,00	357 330,63
Dépenses d'investissement	695 208,49	505 651,96			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :			Prévu	Réalisé				Prévu	Réalisé
Action culturelle - Musée d'Aquitaine	Fonct	140 016,87	137 571,70	Action culturelle - Musée d'Aquitaine	Fonct	0,00	500,00		
Boutique du musée d'Aquitaine assujettie TVA	Fonct	54 266,95	47 468,28	Boutique du musée d'Aquitaine assujettie TVA	Fonct	38 000,00	111 408,58		
Centre Jean Moulin - Rénovation	Invest	637 884,72	486 266,68						
Moyens généraux - Musée d'Aquitaine	Fonct	100 453,42	94 673,08	Moyens généraux - Musée d'Aquitaine	Fonct	273 500,00	245 422,05		
Musée d'Aquitaine - Collections	Invest	57 323,77	19 385,28						

PROGRAMME - Musée des Arts décoratifs et du design

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	499 117,92	271 246,64	Total	143 000,00	179 924,27
Dépenses de fonctionnement	440 460,00	249 814,92	Recettes de fonctionnement	143 000,00	179 924,27
Dépenses d'investissement	58 657,92	21 431,72			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Action culturelle - MADD	Fonct	416 112,49	225 886,65	Action culturelle - MADD	Fonct	33 000,00	0,00
MADD - Collections	Invest	53 855,80	16 629,60				
Moyens généraux - MADD	Fonct	24 347,51	23 928,27	Moyens généraux - MADD	Fonct	110 000,00	179 924,27
	Invest	4 802,12	4 802,12				

PROGRAMME - Musée des Beaux-Arts

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	196 518,75	148 080,82	Total	186 000,00	153 307,46
Dépenses de fonctionnement	161 435,23	128 319,24	Recettes de fonctionnement	186 000,00	153 307,46
Dépenses d'investissement	35 083,52	19 761,58			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - Beaux Arts	Fonct	130 387,61	109 020,89				
Boutique du Musée des Beaux-Arts assujettie TVA	Fonct	6 050,00	-2 947,20	Boutique du Musée des Beaux-Arts assujettie TVA	Fonct	6 000,00	25 745,96
Moyens généraux - Beaux Arts	Fonct	24 997,62	22 245,55	Moyens généraux - Beaux Arts	Fonct	180 000,00	127 561,50
Musée des Beaux-Arts - Collections	Invest	35 083,52	19 761,58				

PROGRAMME - Muséum d'histoire naturelle

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	383 066,98	338 700,72	Total	251 750,00	266 264,02
Dépenses de fonctionnement	284 830,09	284 059,86	Recettes de fonctionnement	251 750,00	266 264,02
Dépenses d'investissement	98 236,89	54 640,86			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - Muséum d'histoire naturelle	Fonct	120 026,52	119 965,32				
Boutique du Muséum d'histoire naturelle assujettie TVA	Fonct	39 646,76	39 540,56	Boutique du Muséum d'histoire naturelle assujettie TVA	Fonct	40 000,00	53 296,52
Moyens généraux - Muséum d'histoire naturelle	Fonct	125 156,81	124 553,98	Moyens généraux - Muséum d'histoire naturelle	Fonct	211 750,00	212 967,50
Muséum - Collections	Invest	98 236,89	54 640,86				

PROGRAMME - Etablissements culturels, collections et équipement

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	564 769,51	390 861,33	Total		62 372,40
Dépenses d'investissement	564 769,51	390 861,33	Recettes d'investissement		62 372,40

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Etablissements culturels, acquisitions, restaurations, conservation	Invest	473 251,19	328 665,76
Etablissements culturels, matériel, mobilier, outillage	Invest	91 518,32	62 195,57

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Etablissements culturels, acquisitions, restaurations, conservation	Invest	0,00	62 372,40

PROGRAMME - Développement de la lecture publique et politique du livre

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	2 128 850,50	1 807 994,95	Total	189 144,60	328 415,55
Dépenses de fonctionnement	931 246,48	906 195,89	Recettes de fonctionnement	189 144,60	298 415,55
Dépenses d'investissement	1 197 604,02	901 799,06	Recettes d'investissement		30 000,00

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Acquisition de documents - Bibliothèque	Fonct	364 240,60	363 413,43		
	Invest	738 760,83	553 581,69		
Action culturelle - Lecture publique	Fonct	135 140,30	120 626,73		
Bibliothèque - Acquisition de documents précieux	Invest	75 163,55	49 208,49		
FDAEC 2017 - Lecture publique	Invest	2 692,32	893,57		
FDAEC 2020 - Lecture publique	Invest	24 979,41	23 578,72		
FDAEC 2021 - Lecture publique	Invest	4 165,00	0,00		
Moyens généraux - Lecture publique	Fonct	431 865,58	422 155,73		
	Invest	103 164,41	98 314,28		
Sécurité et grosses réparations dans les bibliothèques	Invest	248 678,50	176 222,31		
				Bibliothèque - Acquisition de documents précieux	Invest 0,00 30 000,00
				Bibliothèque - Auditorium Jean Jacques BEL (TVA)	Fonct 0,00 711,83
				Moyens généraux - Lecture publique	Fonct 189 144,60 297 703,72

PROGRAMME - Renforcer la lisibilité des actions culturelles

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 243 012,92	1 063 006,88	Total	261 000,00	415 193,14
Dépenses de fonctionnement	1 243 012,92	1 063 006,88	Recettes de fonctionnement	261 000,00	415 193,14

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Gardiennage	Fonct	517 107,61	413 527,37
Moyens généraux - DGAC	Fonct	287 775,54	262 480,73
Saison culturelle - DGAC	Fonct	438 129,77	386 998,78

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Moyens généraux - DGAC	Fonct	261 000,00	356 897,61
Saison culturelle - DGAC	Fonct	0,00	58 295,53

PROGRAMME - Jardin Botanique

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	304 126,73	174 528,80	Total	50 500,00	13 936,87
Dépenses de fonctionnement	151 600,00	150 127,47	Recettes de fonctionnement	50 500,00	13 936,87
Dépenses d'investissement	152 526,73	24 401,33			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle -Jardin botanique	Fonct	85 403,15	84 560,04	Action culturelle -Jardin botanique	Fonct	25 000,00	13 880,00
	Invest	152 526,73	24 401,33				
Boutique du Jardin Botanique assujettie TVA	Fonct	12 285,27	12 146,99	Boutique du Jardin Botanique assujettie TVA	Fonct	19 500,00	56,87
Moyens généraux - Jardin botanique	Fonct	53 911,58	53 420,44	Moyens généraux - Jardin botanique	Fonct	6 000,00	0,00

PROGRAMME - Base sous-marine

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	175 787,03	154 233,30	Total	463 000,00	328 955,58
Dépenses de fonctionnement	175 787,03	154 233,30	Recettes de fonctionnement	463 000,00	328 955,58

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - Base sous-marine	Fonct	144 809,59	130 095,53	Base sous-marine - Recettes assujetties TVA	Fonct	408 000,00	315 728,58
Moyens généraux - Base sous-marine	Fonct	30 977,44	24 137,77	Moyens généraux - Base sous-marine	Fonct	55 000,00	13 227,00

PROGRAMME - Patrimoine - Travaux, maintenance, sécurité et grosses réparations

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	887 724,69	449 428,34	Total		225 174,00
Dépenses de fonctionnement	137 875,88	122 727,50	Recettes de fonctionnement		225 174,00
Dépenses d'investissement	749 848,81	326 700,84			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Patrimoine - Gros entretien, réparations, sécurité	Fonct	51 659,82	42 601,46	Patrimoine - Gros entretien, réparations, sécurité	Fonct	0,00	225 174,00
	Invest	664 225,46	279 004,53				
Petit patrimoine, mobilier, patrimoine urbain - Travaux	Fonct	86 216,06	80 126,04				
	Invest	85 623,35	47 696,31				

PROGRAMME - Salle des fêtes du Grand Parc

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	292 946,34	236 427,17	Total	113 300,00	14 350,60
Dépenses de fonctionnement	245 716,01	205 297,90	Recettes de fonctionnement	113 300,00	14 350,60
Dépenses d'investissement	47 230,33	31 129,27			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Action culturelle - Salle des fêtes Grand Parc	Fonct	207 055,26	189 244,65	Billetterie Salle des fêtes du Grand Parc TVA	Fonct	0,00	6 780,60
Moyens généraux - Salles des fêtes Grand Parc	Fonct	38 660,75	16 053,25	Moyens généraux - Salles des fêtes Grand Parc	Fonct	113 300,00	7 570,00
	Invest	47 230,33	31 129,27				

SECTEUR - LA CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

SOUS-SECTEUR - SOUTIEN AUX ACTEURS CULTURELS

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	29 336 752,48	29 013 711,92	Total	3 162 171,08	3 014 674,52
Frais de personnel	1 276 099,53	1 276 099,53	Recettes de fonctionnement	3 054 504,42	2 977 174,52
Dépenses de fonctionnement	27 296 633,34	27 271 398,20	Recettes d'investissement	107 666,66	37 500,00
Dépenses d'investissement	764 019,61	466 214,19			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Accompagner le développement d'un campus artistique</i>	3 480 290,00	3 480 290,00			
<i>Archives Bordeaux Métropole</i>	136 365,80	121 753,00			
<i>Opéra National de Bordeaux Aquitaine</i>	18 783 145,52	18 783 145,42	<i>Opéra National de Bordeaux Aquitaine</i>	3 017 704,42	3 017 704,52
<i>Soutien aux associations culturelles</i>	5 240 968,23	5 135 746,00	<i>Soutien aux associations culturelles</i>	107 666,66	37 500,00
<i>Actions culturelles et diffusion</i>	419 883,40	216 677,97	<i>Actions culturelles et diffusion</i>	36 800,00	-40 530,00

PROGRAMME - Accompagner le développement d'un campus artistique

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	3 480 290,00	3 480 290,00	Total		
Dépenses de fonctionnement	3 420 290,00	3 420 290,00			
Dépenses d'investissement	60 000,00	60 000,00			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
EBABX - Ecole supérieure d'art de Bordeaux	Fonct	3 237 000,00	3 237 000,00		
	Invest	60 000,00	60 000,00		
Enseignement supérieur (hors EBABX)	Fonct	183 290,00	183 290,00		

PROGRAMME - Archives Bordeaux Métropole

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	136 365,80	121 753,00	Total		
Dépenses d'investissement	136 365,80	121 753,00			
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :	Prévu	Réalisé		Prévu	Réalisé
Archives - Traitement des fonds acquisition matériel	Invest 136 365,80	121 753,00			

PROGRAMME - Opéra National de Bordeaux Aquitaine

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	18 783 145,52	18 783 145,42	Total	3 017 704,42	3 017 704,52
Dépenses de fonctionnement	18 783 145,52	18 783 145,42	Recettes de fonctionnement	3 017 704,42	3 017 704,52

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Dotation à l'Opéra	Fonct	16 361 900,00	16 361 900,00				
Location de l'Auditorium (TVA)	Fonct	2 421 245,52	2 421 245,42	Location de l'Auditorium (TVA)	Fonct	3 017 704,42	3 017 704,52

PROGRAMME - Soutien aux associations culturelles

DEPENSES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé
Total		5 240 968,23	5 135 746,00	Total		107 666,66	37 500,00
Dépenses de fonctionnement		4 971 813,33	4 968 980,00	Recettes d'investissement		107 666,66	37 500,00
Dépenses d'investissement		269 154,90	166 766,00				
<hr/>							
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Subventions d'équipement aux associations culturelles	Invest	151 166,00	141 166,00				
Subventions - Fonctionnement	Fonct	4 971 813,33	4 968 980,00	Subventions - Fonctionnement	Invest	107 666,66	37 500,00
	Invest	117 988,90	25 600,00				

PROGRAMME - Actions culturelles et diffusion

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	419 883,40	216 677,97	Total	36 800,00	-40 530,00
Dépenses de fonctionnement	121 384,49	98 982,78	Recettes de fonctionnement	36 800,00	-40 530,00
Dépenses d'investissement	298 498,91	117 695,19			

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :			Prévu	Réalisé				Prévu	Réalisé
Espaces culturels et résidences	Fonct	4 963,60	4 349,64	Espaces culturels et résidences	Fonct	11 800,00	5 590,00		
	Invest	218 498,91	67 595,19						
Promotion de la création artistique	Fonct	106 862,13	89 769,28	Promotion de la création artistique	Fonct	25 000,00	-46 120,00		
	Invest	80 000,00	50 100,00						
Quartiers Projets de territoire Médiation	Fonct	9 558,76	4 863,86						

SECTEUR - LA CULTURE PARTOUT, POUR TOUTES ET TOUS

SOUS-SECTEUR - PRÉSERVATION NÉCESSAIRE DU PATRIMOINE CULTUREL

DEPENSES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé	RECETTES DU SECTEUR	Prévu	Réalisé
Total	11 134 562,63	6 298 759,56	Total	625 154,55	390 464,82
Frais de personnel	1 145 834,71	1 145 834,71	Recettes de fonctionnement		489,12
Dépenses de fonctionnement	254 440,41	221 499,88	Recettes d'investissement	625 154,55	389 975,70
Dépenses d'investissement	9 734 287,51	4 931 424,97			

PROGRAMMES (hors Frais de personnel) :

<i>Restauration des monuments historiques</i>	1 709 759,20	713 271,01	<i>Restauration des monuments historiques</i>	543 206,04	267 727,19
<i>Restauration des édifices patrimoniaux</i>	1 465 484,16	676 598,79			
<i>Réhabilitation et construction d'équipements culturels</i>	1 186 813,02	601 412,58	<i>Réhabilitation et construction d'équipements culturels</i>	68 300,00	69 189,12
<i>Sécurité et interventions sur les bâtiments culturels</i>	905 013,62	646 064,58			
<i>Travaux d'amélioration et de rénovation des équipements culturels</i>	4 721 657,92	2 515 577,89	<i>Travaux d'amélioration et de rénovation des équipements culturels</i>	13 648,51	53 548,51

PROGRAMME - Restauration des monuments historiques

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 709 759,20	713 271,01	Total	543 206,04	267 727,19
Dépenses d'investissement	1 709 759,20	713 271,01	Recettes d'investissement	543 206,04	267 727,19

OPERATIONS (hors Frais de personnel) :

		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>			<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
				Basilique Saint Seurin - Sacristie	Invest	31 360,00	31 360,00
Bourse du travail A Briand - Restauration des façades	Invest	81 848,70	5 602,63	Bourse du travail A Briand - Restauration des façades	Invest	37 600,00	66 000,00
Eglise Saint-Bruno - Analyse structurelle et réparations	Invest	20 481,95	0,00				
				Eglise Sainte Croix - Diagnostic du clocher SO avant restauration	Invest	17 500,00	6 227,64
Eglise Sainte Croix - Galerie sud de l'ancien cloître	Invest	204 876,00	0,00	Eglise Sainte Croix - Galerie sud de l'ancien cloître	Invest	24 249,03	24 249,03
Eglise Sainte Marie réfection de la couverture	Invest	25 490,00	0,00				
Eglise Saint Louis - Restauration du clocher ouest et abside	Invest	90 386,61	82 897,60	Eglise Saint Louis - Restauration du clocher ouest et abside	Invest	49 780,53	49 781,03
FDAEC 2017 - Basilique St Seurin	Invest	14 600,63	0,00				
FDAEC 2018 - Monuments Historiques	Invest	37 152,63	37 148,16				
FDAEC 2020 - Monuments Historiques	Invest	3 076,80	3 076,80				
Flèche Saint Michel - Restauration	Invest	150 000,00	64 403,76	Flèche Saint Michel - Restauration	Invest	297 000,00	17 266,06
				MH 15 Basilique Saint Michel - Statue de Saint Jacques	Invest	15 000,00	0,00
Monument aux morts place du 11 Novembre	Invest	269 242,62	265 546,61	Monument aux morts place du 11 Novembre	Invest	36 469,68	36 469,68
Monuments des Girondins-Réparation garde corps bassin et peinture	Invest	1 490,96	0,00				
Place Amédée Larrieu - Etude et restauration fontaines	Invest	142 440,24	86 775,32	Place Amédée Larrieu - Etude et restauration fontaines	Invest	10 468,04	12 594,99
Place St Projet fontaine et croix de cimetière	Invest	52 897,24	43 804,19	Place St Projet fontaine et croix de cimetière	Invest	13 778,76	13 778,76
Porte Dijeaux	Invest	239 868,82	2 460,00	Porte Dijeaux	Invest	10 000,00	10 000,00
Programme annuel MH-GER	Invest	44 406,00	16 920,00				
Travaux sur bâtiments MH	Invest	331 500,00	104 635,94				

PROGRAMME - Restauration des édifices patrimoniaux

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	1 465 484,16	676 598,79	Total		
Dépenses d'investissement	1 465 484,16	676 598,79			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
Eglise Saint Amand - Restauration du clocher	Invest	1 390 884,16	638 945,19		
FDAEC 2020 - Bâtiments culturels	Invest	12 100,00	6 153,60		
Passerelle Eiffel - Restauration	Invest	62 500,00	31 500,00		

PROGRAMME - Réhabilitation et construction d'équipements culturels

DEPENSES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME		Prévu	Réalisé
Total		1 186 813,02	601 412,58	Total		68 300,00	69 189,12
Dépenses d'investissement		1 186 813,02	601 412,58	Recettes de fonctionnement			489,12
				Recettes d'investissement		68 300,00	68 700,00
OPERATIONS (hors Frais de personnel) :		Prévu	Réalisé			Prévu	Réalisé
Acquisition foncière et réhabilitation Manufacture Atlantique	Invest	75 131,18	61 233,35				
Bibliothèque Caudéran - Aménagement	Invest	43 949,13	19 264,97				
Legs Mme Marandon maison 49 rue Dubourdieu	Invest	27 034,63	0,00				
MADD - Rénovation d'ensemble	Invest	204 231,76	198 862,01				
Muséum - Réhabilitation et restructuration	Invest	169 095,23	67 933,14	Muséum - Réhabilitation et restructuration	Invest	68 300,00	68 700,00
PRU Benauges pôle culturel	Invest	5 407,16	0,00				
Rock School Barbey - Rénovation	Invest	72 624,00	15 684,54				
Salle des fêtes du Grand Parc - Réhabilitation	Invest	136 839,93	43 434,57	Salle des fêtes du Grand Parc - Réhabilitation	Fonct	0,00	489,12
Théâtre Le Glob - Travaux suite acquisition	Invest	452 500,00	195 000,00				

PROGRAMME - Sécurité et interventions sur les bâtiments culturels

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	905 013,62	646 064,58	Total		
Dépenses de fonctionnement	254 440,41	221 499,88			
Dépenses d'investissement	650 573,21	424 564,70			

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>
GER dans les établissements culturels	Fonct	254 440,41	221 499,88		
	Invest	618 568,17	414 621,08		
Sécurité dans les bâtiments culturels- GER	Invest	32 005,04	9 943,62		

PROGRAMME - Travaux d'amélioration et de rénovation des équipements culturels

DEPENSES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé	RECETTES DU PROGRAMME	Prévu	Réalisé
Total	4 721 657,92	2 515 577,89	Total	13 648,51	53 548,51
Dépenses d'investissement	4 721 657,92	2 515 577,89	Recettes d'investissement	13 648,51	53 548,51

<i>OPERATIONS (hors Frais de personnel) :</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>		<i>Prévu</i>	<i>Réalisé</i>	
Archives municipales petits travaux	Invest	23 708,81	13 004,48				
Base sous-marine - Réhabilitation annexe	Invest	735 545,07	201 837,28				
Base sous-marine - Travaux et équipement	Invest	79 269,71	61 965,60				
Bibliothèque Bacalan	Invest	13 463,62	6 731,81				
Bibliothèque Mériadeck installations techniques terminales	Invest	4 176,00	4 176,00				
Bibliothèque Mériadeck - Requalification phase 3	Invest	794 102,17	777 566,69				
CAPC - travaux	Invest	230 047,01	97 185,92				
Cité du vin - Sécurité et réparations	Invest	115 897,70	109 526,22				
Conservatoire J Thibaud - Rénovation technique du bâtiment	Invest	128 117,38	82 259,62				
Entrepôt Lainé - Rénovation des façades	Invest	3 975,36	0,00	Entrepôt Lainé - Rénovation des façades	Invest	13 648,51	13 648,51
Equipements culturels - GER, rénovation et sécurité	Invest	1 242 982,67	387 859,97	Equipements culturels - GER, rénovation et sécurité	Invest	0,00	39 900,00
ESAB - sécurité et grosses réparations	Invest	68 376,23	65 248,20				
Grand-théâtre - Sécurité et grosses réparations	Invest	840 188,20	448 895,94				
Jardin Botanique - Création passerelle - Travaux	Invest	9 480,00	9 480,00				
Musée d'Aquitaine (J Moulin et Goupil) - travaux	Invest	159 223,54	79 756,33				
Musée d'Aquitaine rénovation toiture des réserves	Invest	66 741,57	54 184,58				
Musée des Arts décoratifs - Travaux	Invest	4 263,33	2 329,21				
Musée et galerie des Beaux-Arts - Travaux	Invest	51 068,12	47 546,96				
Muséum d'histoire naturelle - Travaux	Invest	2 115,40	0,00				

Salle de la Pergola - Rénovation	Invest	67 388,67	7 083,36
TNBA fosse d'orchestre salle Vitez (TVA)	Invest	81 527,36	58 939,72

***ETAT DES RESTES A REALISER
DEPENSES D'INVESTISSEMENT***

Description politique dominante	Secteur	Sous-secteur	Opération	Restes à réaliser 2021
§ PILOTAGE DE LA COLLECTIVITE				513 286,00
	Pilotage stratégique			513 286,00
		Attractivité		513 286,00
			Construction de la Cité du vin (TVA)	513 286,00
ADAPTER LA VILLE AUX DEFIS ENVIRONNEMENTAUX				7 620 901,61
	Sobriété et efficacité énergétique dans la gestion du patrimoine			4 481 702,13
		Améliorer les réseaux d'éclairage public		3 265 863,65
			Enfouissement des réseaux	82 357,36
			Mises en lumière	233 075,54
			PAE BAF réalisation éclairage public	1 108 128,80
			Place de l'Europe - Eclairage public et Contrôle d'accès	677 601,49
			Place Gambetta - Eclairage public et Contrôle d'accès	325 000,00
			Réseaux et matériels Eclairage public	760 699,24
			Rue Lucien Faure - Réalisation éclairage public	72 000,00
			Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM	7 001,22
		Rénovation énergétique des bâtiments municipaux		1 215 838,48
			Autres bâtiments administratifs - GER Rénovation Sécurité	197 793,72
			Diverses acquisitions immobilières	14 435,00
			Efficacité énergétique et ENR	322 796,12
			FDAEC 2021 - Patrimoine administratif	6 308,00
			GER et maintenance des équipements	22 771,99
			Hotel de Ville - GER Rénovation Sécurité	305 399,19
			Réaménagement site Pierre Trébod	346 334,46
				448 775,12
	Un développement économique responsable et solidaire			448 775,12
		Commerces, marchés et animations de proximité		
			Halles et marchés	104 967,30
			Marché des Capucins - travaux	69 790,95
			Matériels - DLE	170 544,12
			Moyens généraux - Direction de la Proximité	0,40
			Moyens généraux - Espaces publics	103 472,35
				2 690 424,36
	Une ville nature et apaisée			1 185 731,26
		Concevoir et mettre en œuvre un projet urbain respectueux du vivant		
			Brazza - Acquisitions emprise Soferti	43 461,36
			PNRQAD - OPAH RU-HM Bordeaux RECentre	103 841,00
			PNRQAD - Trames douces	26 847,58
			PRU Grand Parc - Parvis des écoles	815 060,00
			PRU Grand Parc - Pilotage	127 567,54
			PRU Joliot Curie et Aubiers	68 953,78
				86 678,80
		Rééquilibrer l'espace public au profit des mobilités alternatives		
			Aménagements d'espaces métropolitains	86 678,80
		Transition écologique		1 418 014,30
			Aménagement jardin de la Faiencerie	4 212,00
			Aménagements d'espaces de proximité	743 537,54
			Esplanade Mériadeck - Sécurité, réparation	70 629,00
			Locaux des jardiniers -GER- Sécurité et grosses réparations	12 430,01
			PAE BAF - Réalisation des espaces publics paysagers	40 700,00
			Parc aux Angéliques - Séquence Queyries	164 797,01
			Plan Canicule	12 868,00
			Plan Nature en ville	89 003,16
			Réhabilitation et aménagement jardin de quartier	243 292,58
			Schéma développement REB	32 820,00
			Sensibilisation, information et éducation	3 725,00
FAVORISER L'EMANCIPATION TOUT AU LONG DE LA VIE				13 510 242,62
	Accompagner les enfants et les jeunes vers une citoyenneté active			10 307 476,32
		Education		10 006 177,94
			Ecole A Dupeux - Restructuration et accessibilité	57 145,26
			Ecole maternelle Jules Ferry - MOA Ville	9 879,78
			Ecole Naujac - Agrandissement cour et extension	58 796,10
			Ecoles - Equipement	56 546,71
			Ecoles - Grosses réparations	706 892,73
			Ecoles Grandir nature : cours buissonnières	41 269,88
			Education - études de faisabilité, diagnostics	48 227,89
			Elémentaire Dupaty - Extension	269 545,39
			Elémentaire Vieux Bordeaux - Restaurant et isolation extérieure	114 113,07

FAVORISER L'EMANCIPATION TOUT AU LONG DE LA VIE	Accompagner les enfants et les jeunes vers une cito	Education	FDAEC 2020 - Education	141 400,56	
			FDAEC 2021 - Education	374 156,00	
			GS Benaue - Continuité exploitation	4 825,74	
			GS Brazza 1 - Création 18 classes	414 000,00	
			GS JJ SEMPE - Construction	2 670 000,00	
			GS JJ Sempé - Jardin de ta soeur	36 224,74	
			GS Marie Curie (GS Rivière - Tivoli)	2 473,91	
			GS Montgolfier annexe Montesquieu	794 310,03	
			GS NIEL 1 Hortense (18 classes) - Billie Holliday	4 016 769,53	
			GS Pierre Trébod - réhabilitation extension	6 337,46	
			Maternelle Paix	98 742,84	
			PRU Grand Parc élémentaire Albert Schweitzer - Extension	84 520,32	
			Enfance	301 298,38	
				CAL	14 927,15
				FDAEC 2017 - Structures d'animation	4 800,00
				FDAEC 2020 - Accueil éducatif et de loisirs	8 408,28
				FDAEC 2020 - Structures d'animation	19 400,00
				FDAEC 2021 - Structures d'animation	146 478,00
				La Dune	42 207,87
				La Dune restaurant - Mise en conformité	31 883,16
				Vie associative - Entretien, maintenance, équipement	33 193,92
			Faciliter l'accès au logement		661 214,55
			Accès au logement		661 214,55
		Aide au parc privé	422 610,53		
		Aide au parc public - subventions aux bailleurs	225 451,22		
		Participation au dispositif de lutte contre la précarité énergétique	13 152,80		
	Promouvoir l'épanouissement et l'équité dès la petite enfance		2 135 048,18		
	Equipements de la petite enfance		2 060 048,18		
		Annexe Fieffé	15 861,44		
		BAF Crèche Bacalan PIL POUL - Construction	305 555,79		
		Crèche A Faulat	217 895,85		
		Crèche Benaue-Vincent ORU - Construction	448 177,85		
		Crèche Brazza - Construction	259 000,00		
		Crèche des Doves foyer maternel	130 616,00		
		Crèche du Grand Parc et CAL - Reconstruction	11 279,40		
		Crèche Montgolfier	170 000,00		
		Crèche St Augustin - Restructuration	124 605,89		
		Crèches - Equipement de restauration	134 906,96		
		Crèches - Equipements	114 755,84		
		Crèches - Sécurité et grosses réparations	40 143,95		
		FDAEC 2020 - Crèches	34 228,34		
		FDAEC 2021 - Crèches	51 760,87		
		Petite Enfance - Etudes de faisabilité, diagnostics	1 260,00		
	Fonctionnement des structures municipales internes et externes de la petite enfance		75 000,00		
		DSP - Berges du lac	75 000,00		
	Solidarités, une ville aux côtés des plus vulnérables		406 503,77		
	Accompagner les Quartiers Politique de la Ville		42 024,00		
		Moyens généraux DSU	42 024,00		
	Agir en prévention sur les facteurs de la santé		10 033,16		
		Centres médico scolaires	10 033,16		
	Conforter la place des seniors dans la ville		354 446,61		
		Clubs Séniors - Acquisitions de mobiliers et matériel	82 037,49		
		Clubs Séniors - Sécurité et grosses réparations	79 450,91		
		FDAEC 2017 - RPA	3 299,15		
		FDAEC 2018 - RPA	6 000,00		
		FDAEC 2019 - RPA	103 389,00		
		FDAEC 2020 - RPA	38 762,00		
		FDAEC 2021 - Pôle Séniors	31 546,06		
		FDAEC 2021 - RPA	9 962,00		
LA VILLE EN COMMUN			10 248 290,12		
	Garantir l'accès aux pratiques sportives		5 155 381,63		
	Equipements et sites sportifs communaux		5 139 202,97		
		BAF - Gymnase et dojo	350 000,00		
		BAF - Préau Sportif	2 877,12		
		Bowling - Sécurité et grosses réparations	13,60		

LA VILLE EN COMMUN	Garantir l'accès aux pratiques sportives	Equipements et sites sportifs communaux	Centre de Voile - Rénovation et aménagements	8 091,00
			Centre Emulation Nautique de Bx - Rénovation globale	19 920,00
			Equipements sportifs - Sécurité et grosses réparations	275 124,38
			Espaces sportifs des quais	257 500,00
			FDAEC 2018 - Gestion Salles et Stades	32 139,58
			FDAEC 2020 - Equipements sportifs	27 627,00
			FDAEC 2021 - Construction et équipement sportifs	111 730,00
			FDAEC 2021 - Equipements sportifs	8 638,00
			Golf - Sécurité et grosses réparations	211 464,54
			Gymnase Brun - Rénovation charpente	319 169,92
			Gymnase et salle escrime Brazza - Construction	650 521,73
			Gymnase Milliat - Palais des sports (marché Victor Hugo)	5 841,07
			Gymnase Promis - Rénovation	47 841,65
			Gymnase Thiers - Réhabilitation et mise aux normes	2 967,15
			Gymnases - Mise en sécurité des façades	4 983,27
			Niel Hortense - Espace sportif de plein air	204 936,49
			Parc des sports Saint Michel - Création espaces sportifs	4 286,38
			Patinoire - Pompes à chaleur / tour aéro-éfrigérante	155 465,48
			Patinoire - Sécurité et grosses réparations	11 340,48
			Piscine du Grand Parc - Réfection fonds bassin	11 275,94
			Piscine Galin - Restructuration	1 000 000,00
			Piscine Judaïque - Rénovation	131 303,61
			Piscine Tissot - Aménagement vestiaires du personnel	4 127,46
			Piscines - Acquisition de matériel	4 079,89
			Piscines - Sécurité et grosses réparations	20 928,60
			Préservation de la ressource en eau	1 110,19
			Salles et stades - Acquisition de matériel sportif	2 326,50
			Sols sportifs - Rénovation	263 354,60
			Stade Chaban Delmas - Rénovation	363 255,67
			Stade Chaban-Delmas - Sécurité et grosses réparations	286 285,05
			Stadium - Sécurité et grosses réparations	5 862,74
			Tennis Mériadeck - Mise en conformité	20 369,98
			Tennis Mériadeck - Réfection éclairage des courts	492,97
			Tennis Mériadeck - Sécurité et grosses réparations	33 889,28
			Terrains de sport - GER, Rénovation et Sécurité	278 061,65
		Partenariat et animation		16 178,66
			Sport pour tous	16 178,66
	La culture partout, pour toutes et tous			4 323 433,10
		Etablissements et sites culturels municipaux		1 040 072,27
			Acquisition de documents - Bibliothèque	184 016,75
			Action culturelle -Jardin botanique	90 887,73
			Bibliothèque - Acquisition de documents précieux	25 955,06
			CAPC - Collections	30 031,03
			Centre Jean Moulin - Rénovation	145 907,24
			CNR - Acquisition et réparation de matériel musical	28 462,49
			Etablissements culturels, acquisitions, restaurations, conservation	142 355,43
			Etablissements culturels, matériel, mobilier, outillage	28 409,95
			FDAEC 2017 - Lecture publique	1 798,15
			FDAEC 2020 - Lecture publique	1 383,10
			FDAEC 2021 - Lecture publique	4 165,00
			MADD - Collections	37 214,98
			Moyens généraux - Lecture publique	4 850,13
			Moyens généraux - Salles des fêtes Grand Parc	16 021,08
			Musée d'Aquitaine - Collections	37 923,89
			Musée des Beaux-Arts - Collections	15 070,24
			Muséum - Collections	43 591,83
			Patrimoine - Gros entretien, réparations, sécurité	96 140,36
			Petit patrimoine, mobilier, patrimoine urbain - Travaux	37 760,00
			Sécurité et grosses réparations dans les bibliothèques	68 127,83
		Préservation nécessaire du patrimoine culturel		3 001 192,83
			Acquisition foncière et réhabilitation Manufacture Atlantique	13 277,56
			Archives municipales petits travaux	10 049,79
			Base sous-marine - Réhabilitation annexe	483 688,18
			Base sous-marine - Travaux et équipement	11 052,64
			Bibliothèque Bacalan	6 731,81

LA VILLE EN COMMUN	La culture partout, pour toutes et tous	Préservation nécessaire du patrimoine culturel	Bibliothèque Caudéran - Aménagement	24 684,16
			Bibliothèque Mériadeck - Requalification phase 3	16 535,48
			Bourse du travail A Briand - Restauration des façades	76 246,07
			CAPC - travaux	33 394,44
			Cité du vin - Sécurité et réparations	5 070,00
			Conservatoire J Thibaud - Rénovation technique du bâtiment	43 663,26
			Eglise Saint Amand - Restauration du clocher	694 345,48
			Eglise Saint Louis - Restauration du clocher ouest et abside	5 894,31
			Eglise Sainte Croix - Galerie sud de l'ancien cloître	204 876,00
			Eglise Sainte Marie réfection de la couverture	10 490,00
			Equipements culturels - GER, rénovation et sécurité	15 823,46
			ESAB - sécurité et grosses réparations	3 125,16
			FDAEC 2020 - Bâtiments culturels	5 900,00
			GER dans les établissements culturels	201 461,77
			Grand-théâtre - Sécurité et grosses réparations	150 458,93
			Legs Mme Marandon maison 49 rue Dubourdieu	11 381,83
			Monument aux morts place du 11 Novembre	3 696,00
			Musée d'Aquitaine rénovation toiture des réserves	1 809,70
			Muséum - Réhabilitation et restructuration	101 162,09
			Muséum d'histoire naturelle - Travaux	2 115,40
			Passerelle Eiffel - Restauration	31 000,00
			Place Amédée Larrieu - Etude et restauration fontaines	55 290,35
			Porte Dijeaux	237 408,82
			Programme annuel MH-GER	27 486,00
			PRU Benauge pôle culturel	5 407,16
			Rock School Barbey - Rénovation	49 157,46
			Salle de la Pergola - Rénovation	58 555,10
			Salle des fêtes du Grand Parc - Réhabilitation	93 405,36
			Sécurité dans les bâtiments culturels- GER	22 061,42
			Théâtre Le Glob - Travaux suite acquisition	257 500,00
			TNBA fosse d'orchestre salle Vitez (TVA)	22 587,64
			Travaux sur bâtiments MH	4 400,00
		Soutien aux acteurs culturels		282 168,00
			Archives - Traitement des fonds acquisition matériel	14 606,48
			Espaces culturels et résidences	145 272,63
			Promotion de la création artistique	29 900,00
			Subventions - Fonctionnement	92 388,89
		La tranquillité publique : prévention, action sociale et police de proximité		769 475,39
		Tranquillité publique, sécurité et prévention		769 475,39
			Gestion des périls	280 889,27
			Moyens généraux - Services d'hygiène et de santé	333 742,63
			Vidéoprotection	154 843,49
REONDRE AUX ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES				765 769,74
		Faire vivre la démocratie permanente, encourager les initiatives associatives		443 855,34
		Faire vivre la démocratie permanente et encourager les initiatives associatives		443 855,34
			Athénée municipal - Travaux	13 694,36
			Brazza structure d'animation jeunesse	143 846,60
			Equipements associatifs - études de faisabilité, diagnostics	11 329,50
			Equipements associatifs - GER, Rénovations et Sécurité	56 690,62
			FDAEC 2018 - Vie associative	369,17
			FDAEC 2020 - Vie associative	13 050,00
			FDAEC 2021 - Vie associative	6 915,00
			FIQ 2021 - 2026	98 126,59
			Maison des associations rue Père Louis de Jabrun	22 880,92
			Salles municipales - Sécurité et grosses réparations	50 462,70
			Structure animation "L'escargot" - réhabilitation, extension	24 570,00
			Structure d'animation Bordeaux Sud - Réhabilitation	1 919,88
		Promouvoir l'égalité et la lutte contre toutes les discriminations		153 292,08
		Accueil et citoyenneté		132 843,38
			Acquisition de matériel pour les cimetières	8 660,04
			Cimetières - Sécurité et grosses réparations	124 183,34
		Lutter contre toutes les discriminations		20 448,70
			Handicap (dont mise en accessibilité)	20 448,70

REPONDRE AUX ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES	Une administration transparente et responsable		168 622,32
	Administration exemplaire		98 622,32
		Autres lieux de restauration - DLSI (TVA)	50 000,00
		Equipements pour les services municipaux	48 622,32
	Opérations budgétaires et flux financiers		70 000,00
		Fiscalité, compensations et attributions	70 000,00
TOTAL			32 658 490,29

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Etat : Ville de Bordeaux (1)
(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21330063500017

POSTE COMPTABLE : Receveur des Finances

M. 57

Compte administratif
Voté par nature

BUDGET : Budget principal (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières	5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget	6
C1 - Exécution du budget - Résultats	7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses	8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes	9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget	10
B1 - Equilibre financier - Investissement	11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement	12
C1 - Balance générale - Dépenses	13
C2 - Balance générale - Recettes	14

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble	16
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article	19
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement	23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP	24
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP	25
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article	26
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	29
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article	33
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article	38

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble	41
A1.01 - Opérations non ventilables	43
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux	44
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	47
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité	48
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	49
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	52
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA)	57
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA	60
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	61
A1.906 - Fonction 6 - Action économique	67
A1.907 - Fonction 7 - Environnement	69
A1.908 - Fonction 8 - Transports	72
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble	76
A2.01 - Opérations non ventilables	78
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux	79
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens	91
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité	92
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	94
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	100
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)	110
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA	119
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI	120
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat	121
A2.936 - Fonction 6 - Action économique	124
A2.937 - Fonction 7 - Environnement	128
A2.938 - Fonction 8 - Transports	134

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	138
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux	146
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	148
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	149
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement	151

B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	152
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	153
B3.1 - Etat des provisions constituées	154
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	156
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	157
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat des emprunts garantis	163
B7.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	172
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers	173
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes	Sans Objet
B8.2 - Etat des contrats de crédit-bail	203
B8.3 - Etat des contrats de PPP	204
B8.4 - Etat des autres engagements donnés	205
B8.5 - Etat des engagements reçus	207
B9 - Etat du personnel	208
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	224
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	229
B11.2 - Liste des établissements publics créés	230
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées	231
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties	258
B13 - Opérations liées aux cessions	265
B14 - Etat des travaux en régie	Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement	266
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement	267
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire - Dépenses	268
C1.2 - Equilibre budgétaire - Recettes	269
C2.1 - Situation des AP	272
C2.2 - Situation des AE	275
D - Autres éléments d'information	
D1 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	276
D2.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble	279
D2.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement	287
D2.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement	295
D3.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D3.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine	Sans Objet
D4.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées	Sans Objet
D4.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties	Sans Objet
D5 - Gestion des fonds européens	Sans Objet
D6 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	Sans Objet
D7 - Actions de formation des élus	303
D8 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes	Sans Objet
D9 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement	Sans Objet
D10 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D11 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
D12 - Décisions en matière de taux	305
D13.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D13.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	306

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;
les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale	264 257

Informations fiscales (N-2)	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1 264,53

Informations financières – ratios	Valeurs
1 Dépenses réelles de fonctionnement / population	1 364,69
2 Recettes réelles de fonctionnement / population	1 605,47
3 Dépenses d'équipement brut / population	429,41
4 Encours de dette / population (2) (3)	1 071,73
5 DGF / population	137,55
6 Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	41,23 %
7 Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	91,54 %
8 Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26,75 %
9 Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	66,75 %
10 Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	12,98 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :

- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – L'assemblée délibérante a autorisé le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre dans les limites suivantes (3) : .

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°... du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

RESULTAT DE L'EXERCICE					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	557 834 333,06	580 521 908,93	2 445 814,41	A1	25 133 390,28
Investissement	159 650 110,09	140 560 860,98	(2) -4 478 651,26	A2	-23 567 900,37
Dont 1068		36 319 810,34			
Fonctionnement	398 184 222,97	439 961 047,95	(3) 6 924 465,67	A3	48 701 290,65

RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)
TOTAL des RAR	I + II 35 600 649,33	III + IV	16 154 695,52	B1	-19 445 953,81
Investissement	I 32 658 490,29	III	14 955 665,52	B2	-17 702 824,77
Fonctionnement	II 2 942 159,04	IV	1 199 030,00	B3	-1 743 129,04

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)		
TOTAL	A1 + B1	5 687 436,47
Investissement	A2 + B2	-41 270 725,14
Fonctionnement	A3 + B3	46 958 161,61

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) 32 658 490,29
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	86 279,40
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	1 404 071,43
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	4 858 306,27
21	Immobilisations corporelles (3)	3 044 830,53
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	18 430 370,12
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	4 834 632,54
4541104	Travaux d'office de la surveillance administrative (D)	280 889,27
4541105	Travaux d'office de l'hygiène (D)	333 742,63
458118	Dispositif lutte contre la précarité énergét - Particip EDF (D)	4 500,00
458122	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU - Participation CUB (D)	99 341,00
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM (D)	7 001,22
458130	GS Niel Hortense (D)	253 524,53
458133	CNC - Centre National du Cinéma (D)	2 500,00
458134	Fonds de soutien création numérique - CNC (D)	166,67
458135	GS Niel Hortense - reversement DSIL GS à BM	3 763 245,00
458233	CNC - Centre National du Cinéma (R)	89 722,22
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) 2 942 159,04
011	Charges à caractère général (4)	253 263,60
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	2 688 895,44
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III) 14 955 665,52
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	7 790 305,89
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	191 967,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	6 973 392,63
4541204	Travaux d'office de la surveillance administrative	988 600,70
4541205	Travaux d'office de l'hygiène (R)	421 362,67
458222	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU - Participation CUB (R)	133 036,00
458228	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM (R)	629 645,00
458230	GS Niel Hortense (R)	4 730 581,60
458233	CNC - Centre National du Cinéma (R)	52 222,22
458234	Fonds de soutien création numérique - CNC (R)	17 944,44
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV) 1 199 030,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 199 030,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET	A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	398 184 222,97	G	439 961 047,95
	Section d'investissement	B	159 650 110,09	H	140 560 860,98

		+			+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00	I	6 924 465,67
	Report en section d'investissement (001)	D	4 478 651,26	J	0,00

		=			=
TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)		= A + B + C + D	562 312 984,32	= G + H + I + J	587 446 374,60

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	2 942 159,04	K	1 199 030,00
	Section d'investissement	F	32 658 490,29	L	14 955 665,52
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	35 600 649,33	= K + L	16 154 695,52

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	401 126 382,01	= G + I + K	448 084 543,62
	Section d'investissement	= B + D + F	196 787 251,64	= H + J + L	155 516 526,50
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	597 913 633,65	= G + H + I + J + K + L	603 601 070,12

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		10 379 314,41
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		40 000 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	2 354 740,15	9 824,66
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	24 887 031,73	135 721,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	14 827 121,77	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	60 597 563,92	200 546,86
Total des réalisations d'équipement		102 666 457,57	50 725 406,93
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	9 255 269,00
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	27 717 899,77	500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	50 000,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	113 680,14	307 041,30
Total des réalisations financières		27 881 579,91	9 562 810,30
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	10 807 828,53	3 808 645,00
Total des réalisations réelles en investissement		I 141 355 866,01	II 64 096 862,23
040	Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)	15 705 377,70	37 555 322,03
041	Opérations patrimoniales (8)	2 588 866,38	2 588 866,38
Total des réalisations d'ordre en investissement		III 18 294 244,08	IV 40 144 188,41

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	159 650 110,09	II + IV	104 241 050,64
--------------	---------	-----------------------	---------	-----------------------

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	4 478 651,26	VI	0,00
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	36 319 810,34

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	164 128 761,35	II + IV + VI + VII	140 560 860,98
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)		-23 567 900,37		

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS
(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (1)	66 963 302,94	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	37 762 443,32
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)	148 685 331,56	73 Impôts et taxes (sauf 731)	10 667 829,76
		731 Fiscalité locale	296 218 399,79
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)	82 984 747,06	74 Dotations et participations (1)	63 406 547,91
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	407 659,80	75 Autres produits de gestion courante (1)	6 884 231,01
014 Atténuations de produits	53 177 743,08	013 Atténuations de charges (1)	548 967,19
016 APA	0,00	016 APA	0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	017 RSA / Régularisations de RMI	0,00
Total dépenses de gestion des services	352 218 784,44	Total recettes de gestion des services	415 488 418,98
66 Charges financières	5 160 155,30	76 Produits financiers	11 843,75
67 Charges spécifiques (1)	2 469 961,20	77 Produits spécifiques (1)	8 548 416,38
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)	780 000,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)	206 991,14
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I 360 628 900,94	TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES	II 424 255 670,25

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	37 555 322,03	042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	15 705 377,70
043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	III 37 555 322,03	TOTAL RECETTES D'ORDRE	IV 15 705 377,70

TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE	I + III	398 184 222,97	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	II + IV	439 961 047,95
---	----------------	-----------------------	---	----------------	-----------------------

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	6 924 465,67

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	398 184 222,97	TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	II + IV + VI	446 885 513,62
---	--------------------	-----------------------	---	---------------------	-----------------------

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	48 701 290,65				
--	----------------------	--	--	--	--

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00	383 791,00	383 791,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	27 717 899,77	0,00	27 717 899,77
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régl. d'opérations		15 321 586,70	15 321 586,70
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	2 354 740,15	0,00	2 354 740,15
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	24 887 031,73	56 108,90	23 201 054,22
21	Immobilisations corporelles (3) (5)	14 827 121,77	17 618,17	14 844 739,94
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)	60 597 563,92	2 515 139,31	64 854 789,64
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	50 000,00	0,00	50 000,00
27	Autres immobilisations financières (3)	113 680,14	0,00	113 680,14
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
198	Neutralisation des amortissements		15 157 032,00	15 157 032,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	10 807 828,53	0,00	10 807 828,53
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total		141 355 866,01	18 294 244,08	159 650 110,09

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	4 478 651,26
---	---------------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	66 963 302,94		66 963 302,94
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	148 685 331,56		148 685 331,56
014	Atténuations de produits	53 177 743,08		53 177 743,08
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	82 984 747,06	0,00	82 984 747,06
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	407 659,80		407 659,80
66	Charges financières	5 160 155,30	0,00	5 160 155,30
67	Charges spécifiques (9)	2 469 961,20	8 710 395,67	11 180 356,87
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	780 000,00	28 844 926,36	29 624 926,36
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		360 628 900,94	37 555 322,03	398 184 222,97

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	0,00
--	-------------

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
 (2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.
 (3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.
 (4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
 (5) Hors chapitres opérations.
 (6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).
 (7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.
 (8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.
 (9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.
 (10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	9 255 269,00	0,00	9 255 269,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	10 379 314,41	0,00	10 379 314,41
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	40 000 500,00	0,00	40 000 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		4 965 980,68	4 965 980,68
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	9 824,66	809 960,51	819 785,17
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	135 721,00	0,00	135 721,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	3 800 523,89	3 800 523,89
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	200 546,86	1 722 796,97	1 923 343,83
018	RSA	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	307 041,30	0,00	307 041,30
28	Amortissement des immobilisations		28 162 553,49	28 162 553,49
29	Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3...	Stocks et en-cours		0,00	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	3 808 645,00	0,00	3 808 645,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		682 372,87	682 372,87
49	Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		64 096 862,23	40 144 188,41	104 241 050,64

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	36 319 810,34
---	----------------------

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	0,00
--	-------------

FONCTIONNEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	548 967,19		548 967,19
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	37 762 443,32		37 762 443,32
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	10 667 829,76		10 667 829,76
731	Fiscalité locale	296 218 399,79		296 218 399,79
74	Dotations et participations (8)	63 406 547,91		63 406 547,91
75	Autres produits de gestion courante (8)	6 884 231,01	0,00	6 884 231,01
76	Produits financiers	11 843,75	0,00	11 843,75
77	Produits spécifiques (8)	8 548 416,38	15 705 377,70	24 253 794,08
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	206 991,14	0,00	206 991,14
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		424 255 670,25	15 705 377,70	439 961 047,95

Pour information R002 Résultat positif reporté	6 924 465,67
---	---------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES	A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		217 613 784,04	159 650 110,09	32 658 490,29	25 305 183,66	50 834 060,85	108 816 049,24
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 754 637,89	2 354 740,15	1 404 071,43	2 995 826,31	1 116 141,47	1 238 598,68
204	Subventions d'équipement versées (7)	30 418 785,14	24 887 031,73	4 858 306,27	673 447,14	3 272 482,19	21 614 549,54
21	Immobilisations corporelles	19 736 484,28	14 827 121,77	3 044 830,53	1 864 531,98	4 330 641,64	10 496 480,13
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	93 551 089,25	60 597 563,92	18 430 370,12	14 523 155,21	42 114 795,55	18 482 768,37
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		150 460 996,56	102 666 457,57	27 737 578,35	20 056 960,64	50 834 060,85	51 832 396,72
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	28 047 754,40	27 717 899,77	86 279,40	243 575,23		27 717 899,77
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
27	Autres immobilisations financières	141 172,00	113 680,14	0,00	27 491,86	0,00	113 680,14
Total des dépenses financières		28 288 926,40	27 881 579,91	86 279,40	321 067,09	0,00	27 881 579,91
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	15 642 461,08	10 807 828,53	4 834 632,54	0,01	0,00	10 807 828,53
Total des dépenses réelles		194 392 384,04	141 355 866,01	32 658 490,29	20 378 027,74	50 834 060,85	90 521 805,16
040	Opérations ordre transf. entre sections (5)	16 714 000,00	15 705 377,70		1 008 622,30		15 705 377,70
041	Opérations patrimoniales (6)	6 507 400,00	2 588 866,38		3 918 533,62		2 588 866,38
Total des dépenses d'ordre		23 221 400,00	18 294 244,08		4 927 155,92		18 294 244,08
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		4 478 651,26					
Total des dépenses d'investissement cumulées		222 092 435,30	164 128 761,35	32 658 490,29	25 305 183,66	50 834 060,85	108 816 049,24

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		222 092 435,30	140 560 860,98	14 955 665,52	66 575 908,80
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	16 279 915,93	10 379 314,41	7 790 305,89	-1 889 704,37
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	79 840 000,00	40 000 000,00	0,00	39 840 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	9 824,66	0,00	-9 824,66
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	135 721,00	0,00	-135 721,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	200 546,86	0,00	-200 546,86
Total des recettes d'équipement		96 119 915,93	50 725 406,93	7 790 305,89	37 604 203,11
10	Dotations, fonds divers et réserves	44 397 902,34	45 575 079,34	0,00	-1 177 177,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	500,00	0,00	-500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	565 007,00	307 041,30	191 967,00	65 998,70
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 044 932,40		0,00	
Total des recettes financières		53 007 841,74	45 882 620,64	191 967,00	6 933 254,10
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	10 782 037,63	3 808 645,00	6 973 392,63	0,00
Total des recettes réelles		159 909 795,30	100 416 672,57	14 955 665,52	44 537 457,21
021	Virement de la section de fonctionnement (4)	19 120 767,00			
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	36 554 473,00	37 555 322,03		-1 000 849,03
041	Opérations patrimoniales (8)	6 507 400,00	2 588 866,38		3 918 533,62
Total des recettes d'ordre		62 182 640,00	40 144 188,41		22 038 451,59
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		0,00			
Total des recettes d'investissement cumulées		222 092 435,30	140 560 860,98	14 955 665,52	66 575 908,80

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		217 613 784,04	159 650 110,09	32 658 490,29	25 305 183,66	50 834 060,85	108 816 049,24
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 754 637,89	2 354 740,15	1 404 071,43	2 995 826,31	1 116 141,47	1 238 598,68
202	Frais réalisation documents urbanisme	43 461,36	0,00	43 461,36	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	6 695 176,53	2 345 945,15	1 360 610,07	2 988 621,31	1 116 141,47	1 229 803,68
2051	Concessions, droits similaires	16 000,00	8 795,00	0,00	7 205,00	0,00	8 795,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	30 418 785,14	24 887 031,73	4 858 306,27	673 447,14	3 272 482,19	21 614 549,54
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	381 528,78	298 375,98	83 152,80	0,00	261 695,98	36 680,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	5 454 861,00	2 408 512,30	2 738 953,78	307 394,92	0,00	2 408 512,30
20415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	70 595,51	7 373,51	58 913,00	4 309,00	0,00	7 373,51
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	1 144 447,15	912 928,00	231 519,15	0,00	0,00	912 928,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	240 000,00	152 500,00	87 500,00	0,00	152 500,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	188 068,50	188 068,50	0,00	0,00	0,00	188 068,50
204182	Autres org pub - Bât. et installations	83 500,50	52 500,00	31 000,00	0,50	21 000,00	31 500,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	1 262 000,00	1 262 000,00	0,00	0,00	0,00	1 262 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	221 114,17	156 416,00	44 750,00	19 948,17	0,00	156 416,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	4 006 231,12	2 505 919,03	1 168 517,54	331 794,55	1 401 786,21	1 104 132,82
2046	Attributions compensation investissement	15 140 352,00	15 140 352,00	0,00	0,00	0,00	15 140 352,00
2324	Subventions d'équipements versées	2 166 086,41	1 742 086,41	414 000,00	10 000,00	1 435 500,00	306 586,41
21	Immobilisations corporelles	19 736 484,28	14 827 121,77	3 044 830,53	1 864 531,98	4 330 641,64	10 496 480,13
2111	Terrains nus	1 706 785,16	1 640 665,16	0,00	66 120,00	0,00	1 640 665,16
2113	Terrains aménagés autres que voirie	247 325,32	196 232,45	10 992,00	40 100,87	128 962,12	67 270,33
2115	Terrains bâtis	2 547 442,03	2 547 442,03	0,00	0,00	0,00	2 547 442,03
2117	Bois et forêts	20 070,00	20 070,00	0,00	0,00	20 070,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	456 835,83	256 373,15	96 611,86	103 850,82	115 274,77	141 098,38
2128	Autres agencements et aménagements	14 435,00	0,00	14 435,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	579 881,50	533 384,47	0,00	46 497,03	0,00	533 384,47
21318	Autres bâtiments publics	180 183,42	1 147,49	103 535,94	75 499,99	1 147,49	0,00
21321	Immeubles de rapport	5 565,00	5 564,04	0,00	0,96	0,00	5 564,04
2138	Autres constructions	1 024 756,63	986 312,18	4 052,89	34 391,56	217 477,74	768 834,44
2152	Installations de voirie	1 558 061,31	828 801,25	373 398,17	355 861,89	373 780,68	455 020,57
21538	Autres réseaux	460,07	460,07	0,00	0,00	460,07	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	816 201,99	694 979,47	71 205,93	50 016,59	574 397,36	120 582,11

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
21611	Biens sous-jacents	7 648,00	7 648,00	0,00	0,00	0,00	7 648,00
21621	Biens sous-jacents	1 273 084,75	938 411,42	333 510,33	1 163,00	0,00	938 411,42
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	955 186,26	673 149,65	104 424,71	177 611,90	668 065,51	5 084,14
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 074 764,83	607 248,26	324 312,52	143 204,05	24 749,39	582 498,87
2186	Cheptel	3 000,00	3 000,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	7 264 797,18	4 886 232,68	1 608 351,18	770 213,32	2 203 256,51	2 682 976,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	93 551 089,25	60 597 563,92	18 430 370,12	14 523 155,21	42 114 795,55	18 482 768,37
2312	Agencements et aménagements de terrains	9 764 028,94	7 760 322,92	1 814 800,26	188 905,76	5 289 231,44	2 471 091,48
2313	Constructions	72 289 896,17	47 750 577,15	12 647 109,23	11 892 209,79	33 625 434,92	14 125 142,23
2315	Install., matériel et outill. technique	8 675 583,36	3 670 879,67	3 194 608,09	1 810 095,60	2 867 305,80	803 573,87
2316	Restaur. des collections oeuvres art	417 797,22	247 230,87	160 366,97	10 199,38	0,00	247 230,87
2318	Autres immo. corporelles en cours	455 263,22	114 389,40	47 107,87	293 765,95	114 389,40	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	1 948 520,34	1 054 163,91	566 377,70	327 978,73	218 433,99	835 729,92
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		150 460 996,56	102 666 457,57	27 737 578,35	20 056 960,64	50 834 060,85	51 832 396,72
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00		0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	28 047 754,40	27 717 899,77	86 279,40	243 575,23		27 717 899,77
1641	Emprunts en euros	26 110 000,00	26 104 012,31	0,00	5 987,69		26 104 012,31
165	Dépôts et cautionnements reçus	75 000,00	0,00	75 000,00	0,00		0,00
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	1 598 888,00	1 598 887,46	0,00	0,54		1 598 887,46
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	263 866,40	15 000,00	11 279,40	237 587,00		15 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
261	Titres de participation	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
27	Autres immobilisations financières	141 172,00	113 680,14	0,00	27 491,86	0,00	113 680,14
2743	Prêts au personnel	30 000,00	5 548,35	0,00	24 451,65	0,00	5 548,35
275	Dépôts et cautionnements versés	3 040,00	0,00	0,00	3 040,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	108 132,00	108 131,79	0,00	0,21	0,00	108 131,79
Total des dépenses financières		28 288 926,40	27 881 579,91	86 279,40	321 067,09	0,00	27 881 579,91
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	15 642 461,08	10 807 828,53	4 834 632,54	0,01	0,00	10 807 828,53
4541104	Travaux d'office de la surveillance administrative (D)	835 364,56	554 475,29	280 889,27	0,00	0,00	554 475,29

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
4541105	Travaux d'office de l'hygiène (D)	333 742,63	0,00	333 742,63	0,00	0,00	0,00
458118	Dispositif lutte contre la précarité énergét - Particip EDF (D)	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00
458122	PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU - Participation CUB (D)	118 941,00	19 600,00	99 341,00	0,00	0,00	19 600,00
458128	Travaux d'enfouissement réseaux pour le compte de BM (D)	7 001,22	0,00	7 001,22	0,00	0,00	0,00
458130	GS Niel Hortense (D)	10 461 677,77	10 208 153,24	253 524,53	0,00	0,00	10 208 153,24
458133	CNC - Centre National du Cinéma (D)	26 500,02	24 000,01	2 500,00	0,01	0,00	24 000,01
458134	Fonds de soutien création numérique - CNC (D)	1 766,66	1 599,99	166,67	0,00	0,00	1 599,99
458135	GS Niel Hortense - reversement DSIL GS à BM	3 763 245,00	0,00	3 763 245,00	0,00	0,00	0,00
458233	CNC - Centre National du Cinéma (R)	89 722,22	0,00	89 722,22	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		194 392 384,04	141 355 866,01	32 658 490,29	20 378 027,74	50 834 060,85	90 521 805,16
040	Opérations ordre transf. entre sections (6)	16 714 000,00	15 705 377,70		1 008 622,30		15 705 377,70
	Reprise sur autofinancement antérieur	16 714 000,00	15 705 377,70		1 008 622,30		15 705 377,70
13911	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	435 000,00	235 703,00		199 297,00		235 703,00
13912	Subv. transf. Régions	26 000,00	14 045,00		11 955,00		14 045,00
139151	Subv. transf. GFP de rattachement	207 000,00	125 194,00		81 806,00		125 194,00
139178	Autres fonds européens	142 000,00	0,00		142 000,00		0,00
13918	Autres subventions d'équipement transf.	17 000,00	8 849,00		8 151,00		8 849,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	164 554,70		-164 554,70		164 554,70
198	Neutralisation des amortissements	15 887 000,00	15 157 032,00		729 968,00		15 157 032,00
	Charges transférées (7)	0,00	0,00		0,00		0,00
041	Opérations patrimoniales (8)	6 507 400,00	2 588 866,38		3 918 533,62		2 588 866,38
204412	Sub nat org pub - Bât. et installations	300 000,00	56 108,90		243 891,10		56 108,90
2111	Terrains nus	200 000,00	0,00		200 000,00		0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	2 600 000,00	12 775,11		2 587 224,89		12 775,11
2115	Terrains bâtis	308 700,00	0,00		308 700,00		0,00
21318	Autres bâtiments publics	105 000,00	4 843,06		100 156,94		4 843,06
2312	Agencements et aménagements de terrains	300 000,00	174 157,85		125 842,15		174 157,85
2313	Constructions	2 693 700,00	2 340 981,46		352 718,54		2 340 981,46
Total des dépenses d'ordre		23 221 400,00	18 294 244,08		4 927 155,92		18 294 244,08

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

- (5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
- (6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
- (7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
- (8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
- (9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	A3

Chap. / art. (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL	222 092 435,30	140 560 860,98	14 955 665,52	66 575 908,80
018	RSA	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	16 279 915,93	10 379 314,41	-1 889 704,37
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	813 140,00	-813 140,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 836 194,12	2 364 230,32	-700 792,09
1322	Subv. non transf. Régions	30 000,00	30 000,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	874 295,00	775 495,00	98 800,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	3 400,00	29 160,23	-25 760,23
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	9 888 404,00	3 570 163,00	6 238 750,00
13272	Subv. non transf. FEDER	352 128,00	352 129,00	-1,00
13278	Autres fonds européens	703 807,41	703 807,41	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	868 300,00	1 318 695,92	-450 395,92
1348	Autres fonds non transférables	723 387,40	422 493,53	280 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	79 840 000,00	40 000 000,00	39 840 000,00
1641	Emprunts en euros	79 840 000,00	40 000 000,00	39 840 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	9 824,66	-9 824,66
2031	Frais d'études	0,00	9 824,66	-9 824,66
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	135 721,00	-135 721,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	117 500,00	-117 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	18 221,00	-18 221,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	200 546,86	-200 546,86
2313	Constructions	0,00	3 096,70	-3 096,70
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	197 450,16	-197 450,16
Total des recettes d'équipement		96 119 915,93	50 725 406,93	7 790 305,89
10	Dotations, fonds divers et réserves	44 397 902,34	45 575 079,34	-1 177 177,00
10222	FCTVA	6 500 000,00	7 647 177,00	-1 147 177,00
10226	Taxe d'aménagement	1 578 092,00	1 578 092,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	30 000,00	-30 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	36 319 810,34	36 319 810,34	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	500,00	-500,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	500,00	-500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	565 007,00	307 041,30	191 967,00
2743	Prêts au personnel	10 000,00	5 548,35	4 451,65

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
275	Dépôts et cautionnements versés	3 040,00	3 040,00	0,00	0,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	191 967,00	298 452,95	191 967,00	-298 452,95
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	360 000,00	0,00	0,00	360 000,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 044 932,40		0,00	
Total des recettes financières		53 007 841,74	45 882 620,64	191 967,00	6 933 254,10
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	10 782 037,63	3 808 645,00	6 973 392,63	0,00
Total des recettes réelles		159 909 795,30	100 416 672,57	14 955 665,52	44 537 457,21
021	Virement de la section de fonctionnement	19 120 767,00	0,00		
040	Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)	36 554 473,00	37 555 322,03		-1 000 849,03
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	4 965 980,68		-4 965 980,68
2111	Terrains nus	0,00	1 178 143,26		-1 178 143,26
2115	Terrains bâtis	0,00	19 572,81		-19 572,81
2118	Autres terrains	0,00	179 773,24		-179 773,24
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	34 352,45		-34 352,45
21311	Bâtiments administratifs	0,00	588 487,65		-588 487,65
21318	Autres bâtiments publics	0,00	1 550 532,09		-1 550 532,09
21321	Immeubles de rapport	0,00	193 553,49		-193 553,49
28031	Frais d'études	5 858 776,00	2 799 260,28		3 059 515,72
28032	Frais de recherche et de développement	1 580,00	1 100,00		480,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	73 000,00	39 426,00		33 574,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	23 000,00	17 785,00		5 215,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	118 000,00	63 859,06		54 140,94
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	448 000,00	36 346,00		411 654,00
28041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	459 000,00	278 417,44		180 582,56
280415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	41 000,00	21 301,48		19 698,52
280415322	CCAS : Bâtiments, installations	95 000,00	6 956,00		88 044,00
28041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	94 000,00	80 160,00		13 840,00
28041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	187 000,00	24 346,00		162 654,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	26 000,00	14 120,00		11 880,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	84 000,00	80 199,00		3 801,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	388 000,00	361 213,00		26 787,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	110 000,00	79 174,47		30 825,53
280422	Privé - Bâtiments et installations	2 882 000,00	2 728 518,00		153 482,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	312 000,00	286 804,00		25 196,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	393 000,00	213 368,00		179 632,00
28046	Attributions compensation investissement	15 500 000,00	15 140 352,00		359 648,00
28051	Concessions et droits similaires	213 000,00	208 122,34		4 877,66
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	586 000,00	219 399,12		366 600,88
28128	Autres aménagements de terrains	1 165 000,00	13 542,00		1 151 458,00
281321	Immeubles de rapport	322 000,00	151 899,00		170 101,00
28152	Installations de voirie	15 000,00	13 533,55		1 466,45
2815731	Matériel roulant	10 000,00	7 060,00		2 940,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	313 000,00	302 789,47		10 210,53

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
281828	Autres matériels de transport	3 000,00	0,00		3 000,00
281838	Autre matériel informatique	13 000,00	6 585,36		6 414,64
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	308 224,00	275 366,31		32 857,69
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 080 000,00	854 649,71		225 350,29
28186	Cheptel	520,00	520,00		0,00
28188	Autres immo. corporelles	4 750 000,00	3 836 380,90		913 619,10
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	682 373,00	682 372,87		0,13
041	Opérations patrimoniales (10)	6 507 400,00	2 588 866,38		3 918 533,62
10251	Dons et legs en capital	100 000,00	0,00		100 000,00
13248	Subv. non transf. Autres communes	200 000,00	0,00		200 000,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	3 100 000,00	0,00		3 100 000,00
2031	Frais d'études	810 000,00	809 960,51		39,49
2111	Terrains nus	240 899,00	0,00		240 899,00
2115	Terrains bâtis	15 000,00	12 049,80		2 950,20
21318	Autres bâtiments publics	44 100,00	44 058,95		41,05
2138	Autres constructions	1,00	0,15		0,85
238	Avances commandes immo corporelles	1 997 400,00	1 722 796,97		274 603,03
Total des recettes d'ordre		62 182 640,00	40 144 188,41		22 038 451,59

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RI 040 = DF 042).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		430 366 809,53	384 202 623,40	13 981 599,57	2 942 159,04	29 240 427,52	0,00	398 184 222,97
011	Charges à caractère général (3)	73 033 798,50	56 239 802,99	10 723 499,95	253 263,60	5 817 231,96	0,00	66 963 302,94
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	151 560 700,00	148 680 331,56	5 000,00	0,00	2 875 368,44		148 685 331,56
014	Atténuations de produits	53 280 541,00	53 177 743,08	0,00	0,00	102 797,92		53 177 743,08
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	87 799 783,51	82 387 072,29	597 674,77	2 688 895,44	2 126 141,01	0,00	82 984 747,06
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	459 200,00	345 047,62	62 612,18	0,00	51 540,20		407 659,80
Total des dépenses de gestion des services		366 134 023,01	340 829 997,54	11 388 786,90	2 942 159,04	10 973 079,53	0,00	352 218 784,44
66	Charges financières	5 207 301,00	2 567 342,63	2 592 812,67	0,00	47 145,70		5 160 155,30
67	Charges spécifiques (3)	2 570 245,52	2 469 961,20	0,00	0,00	100 284,32		2 469 961,20
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	780 000,00	780 000,00			0,00		780 000,00
Total des dépenses financières		8 557 546,52	5 817 303,83	2 592 812,67	0,00	147 430,02		8 410 116,50
Total des dépenses réelles		374 691 569,53	346 647 301,37	13 981 599,57	2 942 159,04	11 120 509,55	0,00	360 628 900,94
023	Virement à la section d'investissement	19 120 767,00	0,00					
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	36 554 473,00	37 555 322,03			-1 000 849,03		37 555 322,03
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses d'ordre		55 675 240,00	37 555 322,03			18 119 917,97		37 555 322,03

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	0,00							
--	-------------	--	--	--	--	--	--	--

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	430 366 809,53	384 202 623,40	13 981 599,57	2 942 159,04	29 240 427,52	0,00	398 184 222,97
--	-----------------------	-----------------------	----------------------	---------------------	----------------------	-------------	-----------------------

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		423 442 343,86	431 085 230,05	8 875 817,90	1 199 030,00	-17 717 734,09
013	Atténuations de charges (3)	286 000,00	533 000,67	15 966,52	0,00	-262 967,19
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	39 930 623,05	33 736 714,46	4 025 728,86	1 199 030,00	969 149,73
73	Impôts et taxes (sauf 731)	10 667 829,79	10 667 829,76	0,00	0,00	0,03
731	Fiscalité locale	286 542 040,00	295 508 975,24	709 424,55	0,00	-9 676 359,79
74	Dotations et participations (3)	60 492 114,60	59 924 191,54	3 482 356,37	0,00	-2 914 433,31
75	Autres produits de gestion courante (3)	6 193 736,42	6 241 889,41	642 341,60	0,00	-690 494,59
Total des recettes de gestion des services		404 112 343,86	406 612 601,08	8 875 817,90	1 199 030,00	-12 575 105,12
76	Produits financiers	0,00	11 843,75	0,00	0,00	-11 843,75
77	Produits spécifiques (3)	0,00	8 548 416,38	0,00	0,00	-8 548 416,38
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	2 616 000,00	206 991,14			2 409 008,86
Total des recettes financières		2 616 000,00	8 767 251,27	0,00	0,00	-6 151 251,27
Total des recettes réelles		406 728 343,86	415 379 852,35	8 875 817,90	1 199 030,00	-18 726 356,39
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	16 714 000,00	15 705 377,70			1 008 622,30
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre		16 714 000,00	15 705 377,70			1 008 622,30

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	6 924 465,67					
---	---------------------	--	--	--	--	--

Total des recettes de fonctionnement cumulées	430 366 809,53	438 009 695,72	8 875 817,90	1 199 030,00	-17 717 734,09
--	-----------------------	-----------------------	---------------------	---------------------	-----------------------

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		430 366 809,53	384 202 623,40	13 981 599,57	2 942 159,04	29 240 427,52	0,00	398 184 222,97
011	Charges à caractère général (4)	73 033 798,50	56 239 802,99	10 723 499,95	253 263,60	5 817 231,96	0,00	66 963 302,94
60611	Eau et assainissement	1 049 900,00	1 042 082,49	7 817,51	0,00	0,00	0,00	1 049 900,00
60612	Energie - Electricité	6 954 800,00	4 571 299,78	2 382 523,30	0,00	976,92	0,00	6 953 823,08
60613	Chauffage urbain	805 000,00	607 690,31	170 934,78	0,00	26 374,91	0,00	778 625,09
60621	Combustibles	2 012 583,84	1 752 743,99	252 954,69	0,00	6 885,16	0,00	2 005 698,68
60622	Carburants	35 412,15	33 188,97	477,00	0,00	1 746,18	0,00	33 665,97
60623	Alimentation	134 149,05	73 600,96	10 784,89	0,00	49 763,20	0,00	84 385,85
60628	Autres fournitures non stockées	119 202,56	81 304,87	18 443,33	0,00	19 454,36	0,00	99 748,20
60631	Fournitures d'entretien	466 697,75	399 559,02	25 360,72	0,00	41 778,01	0,00	424 919,74
60632	Fournitures de petit équipement	1 010 385,25	797 960,99	110 321,15	0,00	102 103,11	0,00	908 282,14
60633	Fournitures de voirie	279 652,10	171 721,49	102 259,29	0,00	5 671,32	0,00	273 980,78
60636	Habillement et vêtements de travail	360 087,04	218 868,02	118 705,13	0,00	22 513,89	0,00	337 573,15
6064	Fournitures administratives	174 879,32	133 558,02	7 518,90	0,00	33 802,40	0,00	141 076,92
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	80 628,12	69 517,82	5 727,36	0,00	5 382,94	0,00	75 245,18
6067	Fournitures scolaires	872 185,00	816 940,26	35 507,94	0,00	19 736,80	0,00	852 448,20
6068	Autres matières et fournitures	1 202 124,29	843 574,97	86 712,76	188 000,00	83 836,56	0,00	930 287,73
611	Contrats de prestations de services	24 191 775,24	21 334 209,64	1 267 681,46	0,00	1 589 884,14	0,00	22 601 891,10
6125	Crédit-bail immobilier	40 000,00	39 249,16	750,84	0,00	0,00	0,00	40 000,00
6132	Locations immobilières	781 472,48	679 130,31	90 453,04	0,00	11 889,13	0,00	769 583,35
61351	Matériel roulant	5 709,75	5 356,21	0,00	0,00	353,54	0,00	5 356,21
61358	Autres	931 710,77	635 787,02	248 967,47	0,00	46 956,28	0,00	884 754,49
614	Charges locatives et de copropriété	1 076 906,74	958 260,43	110 219,21	0,00	8 427,10	0,00	1 068 479,64
61521	Entretien terrains	164 833,05	136 913,40	18 591,73	0,00	9 327,92	0,00	155 505,13
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	909 422,59	177 401,59	432 064,22	0,00	299 956,78	0,00	609 465,81
615231	Entretien, réparations voiries	2 332 792,03	2 215 927,73	105 737,89	0,00	11 126,41	0,00	2 321 665,62
615232	Entretien, réparations réseaux	349,00	0,00	0,00	0,00	349,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	23 184,71	12 255,69	7 531,54	0,00	3 397,48	0,00	19 787,23
61558	Entretien autres biens mobiliers	228 930,38	151 104,01	64 189,35	0,00	13 637,02	0,00	215 293,36
6156	Maintenance	7 147 460,64	4 932 200,82	1 376 636,47	0,00	838 623,35	0,00	6 308 837,29
6161	Multirisques	889 728,00	884 405,53	0,00	0,00	5 322,47	0,00	884 405,53
617	Etudes et recherches	174 737,52	145 604,79	21 162,01	0,00	7 970,72	0,00	166 766,80
6182	Documentation générale et technique	235 345,02	210 722,78	4 411,45	0,00	20 210,79	0,00	215 134,23
6184	Versements à des organismes de formation	653 112,36	282 452,40	185 568,72	0,00	185 091,24	0,00	468 021,12
6185	Frais de colloques et de séminaires	14 700,00	2 559,00	400,00	0,00	11 741,00	0,00	2 959,00
6188	Autres frais divers	710 131,83	267 187,61	323 332,03	0,00	119 612,19	0,00	590 519,64

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	115,38	0,00	0,00	0,00	115,38	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	798 281,44	418 588,23	247 851,63	0,00	131 841,58	0,00	666 439,86
6227	Frais d'actes et de contentieux	224 098,79	75 950,78	113 876,67	0,00	34 271,34	0,00	189 827,45
6228	Divers	5 578 945,36	4 564 152,88	624 523,96	0,00	390 268,52	0,00	5 188 676,84
6231	Annonces et insertions	302 323,46	280 156,00	8 308,75	0,00	13 858,71	0,00	288 464,75
6232	Fêtes et cérémonies	180 813,44	46 957,77	25 967,14	0,00	107 888,53	0,00	72 924,91
6233	Foires et expositions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	527 967,84	314 859,63	67 868,89	0,00	145 239,32	0,00	382 728,52
6236	Catalogues et imprimés	585 423,02	408 153,70	114 809,85	0,00	62 459,47	0,00	522 963,55
6238	Divers	10 641,94	0,00	0,00	0,00	10 641,94	0,00	0,00
6241	Transports de biens	79 015,49	38 853,12	18 485,00	16 000,00	5 677,37	0,00	57 338,12
6245	Transports de personnes extérieures	821 114,01	313 352,49	447 754,35	0,00	60 007,17	0,00	761 106,84
6247	Transports collectifs	386 517,49	202 244,65	10 854,40	0,00	173 418,44	0,00	213 099,05
6248	Divers	144,00	144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	144,00
6251	Voyages, déplacements et missions	128 575,11	65 129,95	1 500,10	0,00	61 945,06	0,00	66 630,05
6255	Frais de déménagement	68 589,81	39 904,36	242,40	0,00	28 443,05	0,00	40 146,76
6261	Frais d'affranchissement	2 381,07	862,17	48,00	0,00	1 470,90	0,00	910,17
6262	Frais de télécommunications	16 565,80	16 565,80	0,00	0,00	0,00	0,00	16 565,80
627	Services bancaires et assimilés	234 302,00	196 381,96	4 965,02	0,00	32 955,02	0,00	201 346,98
6281	Concours divers (cotisations)	456 586,60	413 737,35	12 100,00	0,00	30 749,25	0,00	425 837,35
6282	Frais de gardiennage	1 724 536,28	1 343 746,37	171 604,76	0,00	209 185,15	0,00	1 515 351,13
6283	Frais de nettoyage des locaux	997 379,04	778 700,13	134 505,16	0,00	84 173,75	0,00	913 205,29
6284	Redevances pour services rendus	1 298 191,08	403 748,49	609 121,77	0,00	285 320,82	0,00	1 012 870,26
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	308 312,78	-61 057,00	300 000,00	0,00	69 369,78	0,00	238 943,00
62878	Remb. frais à des tiers	201 263,33	73 344,12	107 924,49	0,00	19 994,72	0,00	181 268,61
6288	Autres services extérieurs	422 680,23	180 905,31	45 046,00	49 263,60	147 465,32	0,00	225 951,31
63512	Taxes foncières	1 586 150,00	1 422 651,07	60 000,00	0,00	103 498,93	0,00	1 482 651,07
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	586,00	586,00	0,00	0,00	0,00	0,00	586,00
6358	Autres droits	200,00	0,00	100,00	0,00	100,00	0,00	100,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	21 609,13	16 843,58	2 295,43	0,00	2 470,12	0,00	19 139,01
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	151 560 700,00	148 680 331,56	5 000,00	0,00	2 875 368,44		148 685 331,56
6218	Autre personnel extérieur	17 551,37	17 427,32	0,00	0,00	124,05		17 427,32
6331	Versement mobilité	1 633 389,62	1 633 119,40	0,00	0,00	270,22		1 633 119,40
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	409 018,63	408 957,24	0,00	0,00	61,39		408 957,24
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	825 139,08	824 848,59	0,00	0,00	290,49		824 848,59
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	300,00	0,00	0,00	0,00	300,00		0,00
64111	Rémunération principale titulaires	71 245 603,64	68 637 475,13	0,00	0,00	2 608 128,51		68 637 475,13
64112	SFT, indemnité de résidence	748 970,54	748 970,39	0,00	0,00	0,15		748 970,39
64113	NBI	1 120 677,72	1 120 580,88	0,00	0,00	96,84		1 120 580,88
64118	Autres indemnités	19 120 999,17	19 119 391,61	0,00	0,00	1 607,56		19 119 391,61

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
64121	Rémunération principale	1 581 813,09	1 581 738,75	0,00	0,00	74,34		1 581 738,75
64126	Indemnités de licenciement	37 623,96	37 623,96	0,00	0,00	0,00		37 623,96
64128	Autres indemnités	527 285,13	527 275,31	0,00	0,00	9,82		527 275,31
64131	Rémunérations	13 745 655,74	13 732 870,22	0,00	0,00	12 785,52		13 732 870,22
64132	SFT, indemnité de résidence	197 034,57	196 851,01	0,00	0,00	183,56		196 851,01
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	18 448,74	13 244,36	0,00	0,00	5 204,38		13 244,36
6414	Personnel rémunéré à la vacation	154 946,66	154 946,66	0,00	0,00	0,00		154 946,66
6417	Rémunérations des apprentis	477 570,33	474 757,32	0,00	0,00	2 813,01		474 757,32
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 963 600,57	14 961 302,26	0,00	0,00	2 298,31		14 961 302,26
6453	Cotisations aux caisses de retraites	22 717 525,36	22 683 824,44	0,00	0,00	33 700,92		22 683 824,44
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	619 783,66	619 680,08	0,00	0,00	103,58		619 680,08
6455	Cotisations pour assurance du personnel	92 000,00	90 555,62	0,00	0,00	1 444,38		90 555,62
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	216 000,00	215 885,00	0,00	0,00	115,00		215 885,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	10 461,74	10 460,30	0,00	0,00	1,44		10 460,30
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	47 340,51	45 206,34	0,00	0,00	2 134,17		45 206,34
64731	Allocations chômage versées directement	142 615,85	142 226,77	0,00	0,00	389,08		142 226,77
6475	Médecine du travail, pharmacie	223 000,00	168 505,15	0,00	0,00	54 494,85		168 505,15
6478	Autres charges sociales diverses	340 000,00	274 500,00	0,00	0,00	65 500,00		274 500,00
648	Autres charges de personnel	326 344,32	238 107,45	5 000,00	0,00	83 236,87		243 107,45
014	Atténuations de produits	53 280 541,00	53 177 743,08	0,00	0,00	102 797,92		53 177 743,08
703894	Reversements/forfait post-stationnement	11 000,00	7 967,08	0,00	0,00	3 032,92		7 967,08
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	200 000,00	110 042,00	0,00	0,00	89 958,00		110 042,00
739178	Autres	87 845,00	79 966,00	0,00	0,00	7 879,00		79 966,00
739211	Attribution de compensation	50 930 825,00	50 930 825,00	0,00	0,00	0,00		50 930 825,00
739215	Reversements conventionnels de fiscalité	1 928,00	0,00	0,00	0,00	1 928,00		0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 048 943,00	2 048 943,00	0,00	0,00	0,00		2 048 943,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	87 799 783,51	82 387 072,29	597 674,77	2 688 895,44	2 126 141,01	0,00	82 984 747,06
65131	Bourses	20 000,00	0,00	1 276,00	0,00	18 724,00	0,00	1 276,00
6518	Autres (primes, dots)	36 601,00	25 005,74	0,00	0,00	11 595,26	0,00	25 005,74
65311	Indemnités de fonction	1 292 672,76	1 234 192,07	0,00	0,00	58 480,69	0,00	1 234 192,07
65312	Frais de mission et de déplacement	71 530,00	24 536,15	3 404,00	0,00	43 589,85	0,00	27 940,15
65313	Cotisations de retraite	149 000,00	96 380,18	0,00	0,00	52 619,82	0,00	96 380,18
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	323 000,00	317 022,08	0,00	0,00	5 977,92	0,00	317 022,08
65315	Formation	39 394,56	27 474,20	8 431,80	0,00	3 488,56	0,00	35 906,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 827,24	1 827,24	0,00	0,00	0,00	0,00	1 827,24

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6541	Créances admises en non-valeur	80 927,51	76 421,51	0,00	0,00	4 506,00	0,00	76 421,51
6542	Créances éteintes	127 486,28	127 377,78	0,00	0,00	108,50	0,00	127 377,78
6558	Autres contributions obligatoires	3 962 550,00	3 960 123,44	7,60	0,00	2 418,96	0,00	3 960 131,04
657351	Subv. fonct. GFP de rattachement	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	375 000,00	375 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	10 900 000,00	10 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 900 000,00
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	1 745 986,00	1 256 989,50	488 996,50	0,00	0,00	0,00	1 745 986,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	20 453 044,00	20 334 280,66	0,00	7 000,00	111 763,34	0,00	20 334 280,66
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	51 900,00	40 800,00	0,00	5 100,00	6 000,00	0,00	40 800,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	24 000,00	6 000,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	6 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	45 140 878,71	41 837 565,46	0,00	2 658 795,44	644 517,81	0,00	41 837 565,46
6577	Remises gracieuses	309 375,62	141 958,77	48 019,01	0,00	119 397,84	0,00	189 977,78
65818	Autres	55 875,57	41 115,12	10 963,25	0,00	3 797,20	0,00	52 078,37
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	290 000,00	246 442,30	0,00	0,00	43 557,70	0,00	246 442,30
65888	Autres	2 343 734,26	1 316 560,09	36 576,61	0,00	990 597,56	0,00	1 353 136,70
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	459 200,00	345 047,62	62 612,18	0,00	51 540,20		407 659,80
65861	Frais de personnel	350 000,00	309 918,39	0,00	0,00	40 081,61		309 918,39
65862	Matériel, équipement et fournitures	109 200,00	35 129,23	62 612,18	0,00	11 458,59		97 741,41
Total des dépenses de gestion des services		366 134 023,01	340 829 997,54	11 388 786,90	2 942 159,04	10 973 079,53	0,00	352 218 784,44
66	Charges financières	5 207 301,00	2 567 342,63	2 592 812,67	0,00	47 145,70		5 160 155,30
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 693 500,04	4 692 975,86	0,00	0,00	524,18		4 692 975,86
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-272 699,04	-2 865 511,71	2 592 812,67	0,00	0,00		-272 699,04
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	7 500,00	0,00	0,00	0,00	7 500,00		0,00
6618	Intérêts des autres dettes	669 000,00	638 881,01	0,00	0,00	30 118,99		638 881,01
6688	Autres	110 000,00	100 997,47	0,00	0,00	9 002,53		100 997,47
67	Charges spécifiques (4)	2 570 245,52	2 469 961,20	0,00	0,00	100 284,32		2 469 961,20
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 570 245,52	2 469 961,20	0,00	0,00	100 284,32		2 469 961,20
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	780 000,00	780 000,00			0,00		780 000,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	480 000,00	480 000,00			0,00		480 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	300 000,00	300 000,00			0,00		300 000,00
Total des charges financières et spécifiques		8 557 546,52	5 817 303,83	2 592 812,67	0,00	147 430,02		8 410 116,50
Total des dépenses réelles		374 691 569,53	346 647 301,37	13 981 599,57	2 942 159,04	11 120 509,55	0,00	360 628 900,94
023	Virement à la section d'investissement	19 120 767,00						
042	Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	36 554 473,00	37 555 322,03			-1 000 849,03		37 555 322,03
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	3 744 414,99			-3 744 414,99		3 744 414,99

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	4 965 980,68			-4 965 980,68		4 965 980,68
6811	Dot. amort. immos incorporelles	35 872 100,00	28 162 553,49			7 709 546,51		28 162 553,49
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	682 373,00	682 372,87			0,13		682 372,87
043	Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses d'ordre		55 675 240,00	37 555 322,03			18 119 917,97		37 555 322,03

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	2 592 812,67
Montant des ICNE de l'exercice N-1	-2 865 511,71
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-272 699,04

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalizations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		423 442 343,86	431 085 230,05	8 875 817,90	1 199 030,00	-17 717 734,09
013	Atténuations de charges (4)	286 000,00	533 000,67	15 966,52	0,00	-262 967,19
6419	Remboursements rémunérations personnel	61 000,00	70 495,35	0,00	0,00	-9 495,35
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	225 000,00	462 505,32	15 966,52	0,00	-253 471,84
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	39 930 623,05	33 736 714,46	4 025 728,86	1 199 030,00	969 149,73
70311	Concessions cimetières (produit net)	271 000,00	305 622,09	2 036,08	0,00	-36 658,17
70312	Redevances funéraires	29 000,00	14 885,26	105,00	0,00	14 009,74
70323	Red. occupation dom. public	3 860 960,00	2 245 073,74	269 812,57	1 199 030,00	147 043,69
70383	Redevance de stationnement	16 180 000,00	14 823 183,29	1 123 982,76	0,00	232 833,95
70384	Forfait de post-stationnement	1 000 000,00	250 886,02	1 000 000,00	0,00	-250 886,02
70388	Autres redevances et recettes diverses	400 000,00	-108 021,19	369 214,88	0,00	138 806,31
704	Travaux	7 150,00	0,00	0,00	0,00	7 150,00
7062	Redevances services à caractère culturel	1 207 500,00	983 800,58	37 320,86	0,00	186 378,56
70631	Redevances services à caractère sportif	1 195 000,00	587 194,08	85 479,46	0,00	522 326,46
70642	Taxes de désinfection	50 000,00	39 698,08	1 097,35	0,00	9 204,57
7066	Redevances services à caractère social	3 525 500,00	2 910 197,82	13 257,60	0,00	602 044,58
7067	Redev. services périscolaires et enseign	5 470 000,00	6 179 399,14	77 976,44	0,00	-787 375,58
70688	Autres prestations de services	2 674 000,00	2 216 616,94	14 081,78	0,00	443 301,28
7078	Autres marchandises	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	115 500,00	26 770,29	3,96	0,00	88 725,75
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	2 143 199,00	2 142 985,33	348 324,00	0,00	-348 110,33
70846	Mise à dispo personnel GFP de rattach.	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	402 500,00	241 719,17	190 742,09	0,00	-29 961,26
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	40 000,00	37 122,29	3 000,00	0,00	-122,29
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	542 000,00	94 435,84	311 000,00	0,00	136 564,16
70878	Remb. frais par des tiers	365 814,05	466 262,03	170 894,48	0,00	-271 342,46
7088	Produits activités annexes (abonnements)	359 500,00	278 883,66	7 399,55	0,00	73 216,79
73	Impôts et taxes (sauf 731)	10 667 829,79	10 667 829,76	0,00	0,00	0,03
73212	Dotation de solidarité communautaire	10 667 829,79	10 667 829,76	0,00	0,00	0,03
731	Fiscalité locale	286 542 040,00	295 508 975,24	709 424,55	0,00	-9 676 359,79
73111	Impôts directs locaux	244 449 006,00	250 872 976,00	495 560,00	0,00	-6 919 530,00
73118	Autres contributions directes	829 019,00	1 280 277,00	0,00	0,00	-451 258,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	28 553 788,00	29 316 775,20	0,00	0,00	-762 987,20
73132	Taxe sur les pylônes électriques	70 227,00	70 228,00	0,00	0,00	-1,00

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	5 000 000,00	5 387 072,60	0,00	0,00	-387 072,60
73154	Droits de place	3 185 000,00	4 126 451,44	60 632,25	0,00	-1 002 083,69
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	5 000,00	3 322,00	0,00	0,00	1 678,00
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	3 700 000,00	3 808 717,36	0,00	0,00	-108 717,36
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	750 000,00	643 155,64	153 232,30	0,00	-46 387,94
74	Dotations et participations (4)	60 492 114,60	59 924 191,54	3 482 356,37	0,00	-2 914 433,31
74111	Dotation forfaitaire des communes	34 538 022,00	34 538 022,00	0,00	0,00	0,00
741127	DNP des communes	1 809 959,00	1 809 959,00	0,00	0,00	0,00
743	DSI	4 000,00	5 616,00	0,00	0,00	-1 616,00
744	FCTVA	0,00	23 394,00	0,00	0,00	-23 394,00
74611	DGD des communes et EPCI	1 793 000,00	1 794 256,00	0,00	0,00	-1 256,00
74718	Autres participations Etat	1 155 658,60	1 540 201,85	200 325,06	0,00	-584 868,31
7472	Participation régions	0,00	227 908,80	0,00	0,00	-227 908,80
7473	Participation départements	177 000,00	165 474,00	41 844,00	0,00	-30 318,00
74741	Participation communes membres du GFP	251 000,00	78 241,25	0,00	0,00	172 758,75
74751	Participation GFP de rattachement	18 550,00	7 050,00	0,00	0,00	11 500,00
74772	Participation FEDER	0,00	58 899,75	0,00	0,00	-58 899,75
74778	Autres fonds européens	15 000,00	8 455,20	0,00	0,00	6 544,80
74788	Autres	17 627 206,00	16 450 151,65	3 219 117,50	0,00	-2 042 063,15
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	0,00	35 938,00	0,00	0,00	-35 938,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	2 869 719,00	2 869 719,00	0,00	0,00	0,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	0,00	5 286,00	0,00	0,00	-5 286,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	163 000,00	246 395,76	0,00	0,00	-83 395,76
74888	Autres	70 000,00	59 223,28	21 069,81	0,00	-10 293,09
75	Autres produits de gestion courante (4)	6 193 736,42	6 241 889,41	642 341,60	0,00	-690 494,59
752	Revenus des immeubles	4 909 596,42	4 835 301,72	65 167,26	0,00	9 127,44
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	5 296,02	0,00	0,00	-5 296,02
756	Libéralités reçues	127 250,00	194 712,31	410 000,00	0,00	-477 462,31
75811	Redev. concessions, brevets, licences,	0,00	266,00	0,00	0,00	-266,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	587 774,00	180 128,47	139 456,00	0,00	268 189,53
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	46 835,22	0,00	0,00	-46 835,22
75888	Autres	569 116,00	979 349,67	27 718,34	0,00	-437 952,01
Total des recettes de gestion des services		404 112 343,86	406 612 601,08	8 875 817,90	1 199 030,00	-12 575 105,12
76	Produits financiers	0,00	11 843,75	0,00	0,00	-11 843,75
7688	Autres	0,00	11 843,75	0,00	0,00	-11 843,75
77	Produits spécifiques (4)	0,00	8 548 416,38	0,00	0,00	-8 548 416,38
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	2 575,41	0,00	0,00	-2 575,41
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	8 545 840,97	0,00	0,00	-8 545 840,97
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	2 616 000,00	206 991,14			2 409 008,86

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	1 916 000,00	0,00			1 916 000,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	700 000,00	206 991,14			493 008,86
Total des recettes réelles		406 728 343,86	415 379 852,35	8 875 817,90	1 199 030,00	-18 726 356,39
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	16 714 000,00	15 705 377,70			1 008 622,30
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	164 554,70			-164 554,70
7768	Neutral. amort., dépréc. et provisions	15 887 000,00	15 157 032,00			729 968,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résult	827 000,00	383 791,00			443 209,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre		16 714 000,00	15 705 377,70			1 008 622,30

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		41 374 724,45	13 103 880,96	0,00	580 010,59	26 876 413,59	30 509 168,50	7 459 071,66	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	26 104 012,31	1 598 887,46	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	282 324,86	0,00	0,00	347 836,34	883 798,56	347 746,72	0,00
204	Subventions d'équipement versées	15 157 032,00	30 350,00	0,00	0,00	1 867 984,57	674 252,41	1 594 853,06	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	4 175 279,24	0,00	25 535,30	1 886 868,76	2 085 439,78	662 536,06	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	6 967 039,40	0,00	0,00	12 565 570,68	26 840 077,75	4 838 935,82	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	113 680,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	554 475,29	10 208 153,24	25 600,00	0,00	0,00
RECETTES		85 849 080,64	1 414 742,41	0,00	0,00	7 654 718,08	2 354 449,64	1 296 003,84	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	45 545 079,34	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 411 202,41	0,00	0,00	3 878 551,72	2 284 822,69	1 100 680,63	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	40 000 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	9 824,66	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 096,70	2 126,95	195 323,21	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	304 001,30	3 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 763 245,00	37 500,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		18 268 693,60	245 927,39	38 228,93	2 899 746,34		141 355 866,01
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		27 717 899,77
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	476 263,31	565,56	16 204,80	0,00		2 354 740,15
204	Subventions d'équipement versées	5 558 212,09	0,00	4 347,60	0,00		24 887 031,73
21	Immobilisations corporelles	3 036 349,12	60 125,84	12 047,81	2 882 939,86		14 827 121,77
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	9 178 269,08	185 235,99	5 628,72	16 806,48		60 597 563,92
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		50 000,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		113 680,14
45	Opérations pour compte de tiers	19 600,00	0,00	0,00	0,00		10 807 828,53
RECETTES		1 828 217,56	0,00	0,00	19 460,40		100 416 672,57
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		45 575 079,34
13	Subventions d'investissement	1 684 596,56	0,00	0,00	19 460,40		10 379 314,41
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		40 000 500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		9 824,66
204	Subventions d'équipement versées	135 721,00	0,00	0,00	0,00		135 721,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		200 546,86
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		307 041,30
45	Opérations pour compte de tiers	7 900,00	0,00	0,00	0,00		3 808 645,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		41 374 724,45
1641	Emprunts en euros	26 104 012,31
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	16 680,00
2046	Attributions compensation investissement	15 140 352,00
2743	Prêts au personnel	5 548,35
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	108 131,79
RECETTES		85 849 080,64
10222	FCTVA	7 647 177,00
10226	Taxe d'aménagement	1 578 092,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	36 319 810,34
1641	Emprunts en euros	40 000 000,00
2743	Prêts au personnel	5 548,35
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	298 452,95

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		11 099 998,30	0,00	16 035,62	0,00	0,00	1 987 847,04	0,00	0,00
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	1 598 887,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	273 529,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	25 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	5 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	8 795,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	2 547 442,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	5 564,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	77 528,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	57 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 090,08	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	37 901,65	0,00	0,00	0,00	0,00	16 010,57	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	166 854,94	0,00	909,95	0,00	0,00	1 814,55	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 242 524,96	0,00	3 772,07	0,00	0,00	666,30	0,00	0,00
2313	Constructions	4 929 824,13	0,00	11 353,60	0,00	0,00	1 959 265,54	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	56 592,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des collections oeuvres art	10 003,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		1 414 742,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	638 695,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	703 807,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	68 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	3 040,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2316	Restaur. des collections oeuvres art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 103 880,96
1675	Dettes pour M.E.T.P. et P.P.P.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 598 887,46
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	273 529,86
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 250,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 795,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 547 442,03
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 564,04
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 528,10
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 090,08
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 912,22
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 579,44
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 246 963,33
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900 443,27
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 592,33
2316	Restaur. des collections oeuvres art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 003,80
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 414 742,41
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 695,00
13278	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	703 807,41
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 700,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
275	Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 040,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058		TOTAL DU CHAPITRE
				Autres		
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	25 535,30	0,00	554 475,29	0,00	0,00	580 010,59
2186	Cheptel	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	22 535,30	0,00	0,00	0,00	0,00	22 535,30
45411	Dépenses	0,00	0,00	0,00	554 475,29	0,00	0,00	554 475,29
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs		21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	26 788 895,27	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	347 836,34	0,00	0,00	0,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 807 984,57	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	533 384,47	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	127 657,26	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	61 858,78	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	673 149,65	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	22 970,24	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	455 959,69	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	30 299,87	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 512 431,72	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	3 391,01	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	3 818,43	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	10 208 153,24	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	7 654 566,56	0,00	0,00	151,52
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	579 076,97	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	29 160,23	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 163,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151,52
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	9 824,66	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 096,70	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	3 763 245,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		75 768,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 294,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	14 473,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		0,00	0,00	11 749,91	0,00	0,00	0,00	26 876 413,59
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	347 836,34
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 807 984,57
2041581	Autres grpts-Biens mob., mat. et études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
21312	Bâtiments scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	533 384,47
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 657,26
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 858,78
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	673 149,65
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	1 282,06	0,00	0,00	0,00	25 546,74
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	9 312,17	0,00	0,00	0,00	465 271,86
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 299,87
2313	Constructions	0,00	0,00	1 155,68	0,00	0,00	0,00	12 528 061,37
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 391,01
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 818,43
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 208 153,24
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 654 718,08
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579 076,97
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 160,23
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 270 163,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	151,52
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 824,66
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 096,70
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 763 245,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles		
DEPENSES		40 000,00	1 780 232,33	1 716 570,64	1 709 538,53	1 950 856,85	134 757,48	426 702,18	0,00	0,00	
2031	Frais d'études	0,00	11 922,18	27 170,16	15 750,87	52 162,30	2 235,60	89 920,56	0,00	0,00	
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	31 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	40 000,00	91 166,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	
2138	Autres constructions	0,00	50 774,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	6 007,42	0,00	0,00	17 669,14	0,00	0,00	0,00	0,00	
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 648,00	0,00	0,00	0,00	
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	592 425,66	328 665,76	17 320,00	0,00	0,00	0,00	
21848	Autres matériels de bureau et mobilier	0,00	2 183,45	0,00	83 737,17	47 266,37	0,00	0,00	0,00	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	132 936,68	9 230,40	32 829,43	86 050,52	0,00	31 129,27	0,00	0,00	
2312	Agencements et aménagement de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	0,00	1 295 252,97	1 598 433,85	968 210,91	1 345 421,41	10 768,88	110 652,35	0,00	0,00	
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2316	Restaur. des collections oeuvres art	0,00	0,00	50 236,23	16 584,49	73 621,35	96 785,00	0,00	0,00	0,00	
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	114 389,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
4581	Dépenses	0,00	25 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	194 556,42	267 727,19	30 000,00	76 020,91	0,00	0,00	0,00	0,00	
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	157 056,42	235 600,24	0,00	76 020,91	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	2 126,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	37 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		5 664 140,95	1 116 974,35	9 059 741,02	0,00	3 878 835,50	0,00
2031	Frais d'études	160 390,97	45 008,78	355 496,65	0,00	73 298,82	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	520,02	0,00	0,00	0,00	286 766,23	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	51 021,97	134 368,66	0,00	0,00	0,00	0,00
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	504,79	0,00	1 274,36	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	101 814,54	6 317,20	24 062,36	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	931 279,71	0,00	0,00	1 739 538,28	0,00
2313	Constructions	4 660 644,16	0,00	8 664 041,65	0,00	1 695 101,70	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	91 929,71	0,00	0,00	0,00	21 782,40	0,00
2316	Restaur. des collections oeuvres art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	597 314,79	0,00	14 866,00	0,00	62 348,07	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		800 000,00	0,00	684 532,12	0,00	301 613,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	247 732,12	0,00	301 613,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	136 800,00	0,00	0,00	0,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
DEPENSES		0,00	2 560,20	3 028 258,47	0,00	0,00	0,00	0,00	30 509 168,50
2031	Frais d'études	0,00	2 560,20	47 881,47	0,00	0,00	0,00	0,00	883 798,56
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 500,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 166,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	205 000,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 774,23
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	287 286,25
21538	Autres réseaux	0,00	0,00	460,07	0,00	0,00	0,00	0,00	460,07
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 067,19
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 648,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	938 411,42
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	21 337,27	0,00	0,00	0,00	0,00	156 303,41
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	11 118,81	0,00	0,00	0,00	0,00	435 489,21
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 670 817,99
2313	Constructions	0,00	0,00	2 680 874,44	0,00	0,00	0,00	0,00	23 029 402,32
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 712,11
2316	Restaur. des collections oeuvres art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237 227,07
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114 389,40
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	266 586,41	0,00	0,00	0,00	0,00	306 586,41
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	674 528,86
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 600,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 354 449,64
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 018 022,69
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	136 800,00
13251	Subv. non transf. GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	800 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 126,95
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 500,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	407 682,11	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	5 405,53	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 867,34	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 686,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	8 268,77	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	389 454,47	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 969,10	0,00	6 839 993,96
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 568,32
20415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	899 092,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	674 551,55
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 044,22
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 266,92
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	218 985,42
2188	Autres immobilisations corporelles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372 614,79
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 969,10	0,00	4 293 870,74
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	943 703,61
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	298 536,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449 844,40
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 323,21

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées			428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		0,00	0,00	105 426,49	0,00	0,00	0,00	7 459 071,66	
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	
2031	Frais d'études	0,00	0,00	1 178,40	0,00	0,00	0,00	347 746,72	
20415321	CCAS : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	7 373,51	0,00	0,00	0,00	7 373,51	
20415322	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	13 836,00	0,00	0,00	0,00	912 928,00	
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	674 551,55	
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 405,53	
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 044,22	
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 134,26	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	9 646,79	0,00	0,00	0,00	230 318,21	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	18 750,28	0,00	0,00	0,00	404 633,84	
2313	Constructions	0,00	0,00	54 641,51	0,00	0,00	0,00	4 838 935,82	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	352 300,23	0,00	1 296 003,84	
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	352 300,23	0,00	650 836,23	
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	449 844,40	
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	195 323,21	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs		51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	7 446 991,32	2 917 782,28	0,00	0,00	1 921 916,16	2 289 453,15
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	343 586,78	0,00	0,00	0,00	0,00	132 676,53
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 527,73
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 262 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 133,67
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640 665,16	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	196 232,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	20 070,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	243 767,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	1 147,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	91 712,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	395 521,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst., matériel, outill. techniques	0,00	0,00	0,00	422 161,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	25 070,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	4 970 433,19	0,00	0,00	0,00	0,00	83 701,51
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	346 337,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	296 383,87	2 917 782,28	0,00	0,00	0,00	187 813,71
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	94 565,62	0,00	0,00	0,00	281 251,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 600,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	352 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 340 367,56
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	813 140,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 834,03
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	352 129,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422 493,53
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 900,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	3 692 550,69	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	281 695,98	0,00	0,00	0,00
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat*	0,00	0,00	0,00	0,00	152 500,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	188 068,50	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00	0,00	0,00	0,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	1 613 786,21	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	1 435 500,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	135 721,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat*	0,00	0,00	0,00	0,00	117 500,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	18 221,00	0,00	0,00	0,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 268 693,60
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	476 263,31
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	281 695,98
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 527,73
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152 500,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	188 068,50
204182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 262 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 616 919,88
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 640 665,16
2113	Terrains aménagés autres que voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	196 232,45
2117	Bois et forêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 070,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	243 767,62
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 147,49
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91 712,59
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	395 521,92
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422 161,43
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 070,46
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 054 134,70
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 337,90
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 401 979,86
2324	Subventions d'équipements versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 435 500,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	375 816,62
4581	Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 600,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 828 217,56
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	813 140,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 834,03
13272	Subv. non transf. FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	352 129,00
1348	Autres fonds non transférables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	422 493,53
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 500,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 221,00
4582	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 900,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 954,63	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	565,56	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 389,07	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	236 972,76	0,00	245 927,39
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	565,56
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	60 125,84	0,00	60 125,84
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	5 070,36	0,00	5 070,36
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	93 378,68	0,00	101 767,75
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	78 397,88	0,00	78 397,88
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D’INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoieiment
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 347,60	
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 347,60	
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.907

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	79	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	Plan de relance (crise sanitaire)	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 881,33	0,00	0,00	0,00	38 228,93
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 204,80	0,00	0,00	0,00	16 204,80
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 347,60
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 480,00	0,00	0,00	0,00	9 480,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 238,81	0,00	0,00	0,00	1 238,81
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	430,00	0,00	0,00	0,00	430,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	899,00	0,00	0,00	0,00	899,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 628,72	0,00	0,00	0,00	5 628,72
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	1 590 889,56	0,00	1 308 856,78	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	629 160,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 465,56	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	950 949,86	0,00	1 299 364,44	0,00
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	10 779,70	0,00	6 026,78	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	19 460,40	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	19 460,40	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 899 746,34	
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	629 160,00	
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 465,56	
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250 314,30	
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 806,48	
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 460,40	
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 460,40	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE	A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof., apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		8 025 440,60	113 758 830,63	0,00	9 524 706,18	54 947 805,45	93 969 537,80	61 327 482,47	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	25 099 345,06	0,00	882 968,57	12 800 714,06	7 006 966,54	6 680 904,07	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	26 289 309,73	0,00	8 632 733,81	34 279 942,23	44 836 112,89	31 814 298,32	0,00
014	Atténuations de produits	2 238 951,00	50 930 825,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	76 421,51	10 765 714,87	0,00	9 003,80	7 865 419,70	39 704 202,55	22 832 197,89	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	407 659,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	4 521 274,29	638 881,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	1 134,00	34 754,96	0,00	0,00	1 729,46	2 422 255,82	82,19	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	780 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		305 340 008,26	52 649 423,29	0,00	2 039 707,86	6 869 333,43	15 047 452,83	17 621 911,78	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	548 967,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	4 541 796,97	0,00	245 869,43	6 267 338,20	2 966 608,86	4 767 532,97	0,00
73	Impôts et taxes	10 667 829,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	255 177 253,36	36 057 674,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	39 287 934,00	811 113,16	0,00	1 791 393,00	568 186,92	7 925 776,44	12 822 144,39	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2 130 730,67	0,00	2 445,43	33 808,31	4 153 947,90	32 234,42	0,00
76	Produits financiers	0,00	11 843,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	8 547 296,75	0,00	0,00	0,00	1 119,63	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	206 991,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		0,00	6 344 003,48	4 112 689,64	1 688 744,09	6 929 660,60		360 628 900,94
011	Charges à caractère général	0,00	5 754 163,39	1 590 679,81	232 077,74	6 915 483,70		66 963 302,94
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	10 152,43	1 490 042,46	1 332 739,69	0,00		148 685 331,56
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	7 967,08		53 177 743,08
65	Autres charges de gestion courante	0,00	579 687,66	1 021 962,60	123 926,66	6 209,82		82 984 747,06
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		407 659,80
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 160 155,30
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	10 004,77	0,00	0,00		2 469 961,20
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		780 000,00
RECETTES		0,00	65 187,90	7 408 475,96	16 116,87	17 198 052,07		424 255 670,25
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		548 967,19
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	60 687,90	1 698 440,05	16 116,87	17 198 052,07		37 762 443,32
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		10 667 829,76
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	4 983 471,63	0,00	0,00		296 218 399,79
74	Dotations et participations	0,00	0,00	200 000,00	0,00	0,00		63 406 547,91
75	Autres produits de gestion courante	0,00	4 500,00	526 564,28	0,00	0,00		6 884 231,01
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		11 843,75
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		8 548 416,38
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		206 991,14

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE

IV

A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		45 580 762,63
6541	Créances admises en non-valeur	76 421,51
65861	Frais de personnel	309 918,39
65862	Matériel, équipement et fournitures	97 741,41
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 692 975,86
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-272 699,04
6688	Autres	100 997,47
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 134,00
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	3 744 414,99
6761	Différences sur réalisations (positives)	4 965 980,68
6811	Dot. amort. immos incorporelles	28 162 553,49
68128	Dot. Amort. charges exception. différées	682 372,87
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	480 000,00
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	300 000,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	110 042,00
739178	Autres	79 966,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	2 048 943,00
RECETTES		321 045 385,96
73111	Impôts directs locaux	251 368 536,00
731732	Prélèvement sur les produits des jeux	3 808 717,36
73212	Dotation de solidarité communautaire	10 667 829,76
74111	Dotation forfaitaire des communes	34 538 022,00
741127	DNP des communes	1 809 959,00
743	DSI	5 616,00
744	FCTVA	23 394,00
7482	Compens. perte taxe add. droits enreg.	35 938,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	2 869 719,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	5 286,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	164 554,70
7768	Neutral. amort., dépréc. et provisions	15 157 032,00
777	Rec... subv inv transférées cpte résultat	383 791,00
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	206 991,14

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		106 555 093,61	0,00	898 235,78	0,00	0,00	2 923 149,42	3 052 636,80	0,00
60611	Eau et assainissement	1 049 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	4 453 823,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	778 625,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	2 000 283,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	21 251,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	81 180,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	351 891,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	197 501,69	0,00	3 572,44	0,00	0,00	484,54	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	279 859,36	0,00	389,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	98 947,93	0,00	0,00	0,00	0,00	1 037,64	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	23,66	0,00	1 608,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	30 253,69	0,00	0,35	0,00	0,00	30 267,12	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	1 469 626,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	351 980,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	1 693,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	265 659,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	106 720,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	162 888,19	0,00	0,00	0,00	0,00	1 561,26	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	26 139,22	0,00	0,00	0,00	0,00	6 110,21	0,00	0,00
6156	Maintenance	5 034 045,94	0,00	0,00	0,00	0,00	961,43	0,00	0,00
6161	Multirisques	882 532,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	23 281,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	30 453,35	0,00	12 177,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	463 371,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	1 829,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	17 828,14	0,00	146 203,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	1 907,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	160 324,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	189 704,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	2 366 974,33	0,00	226 273,43	0,00	0,00	63 386,58	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	27 667,60	0,00	170 381,96	0,00	0,00	2 927,90	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	49 227,41	0,00	10 575,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
6234	Réceptions	113 998,57	0,00	173,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	21 861,82	0,00	303 142,79	0,00	0,00	714,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	1 124,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	118 507,03	0,00	0,00	0,00	0,00	1 041,93	3 755,18	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	34 629,59	0,00	0,00	0,00	0,00	87,47	52,44	0,00
6255	Frais de déménagement	15 015,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	794,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	12 273,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	116 769,47	0,00	400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	478 600,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	236 511,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	238 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	44 023,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	48 885,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	211 964,36	0,00	0,00	0,00	0,00	29 568,09	34 099,64	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	53 041,98	0,00	0,00	0,00	0,00	7 392,15	8 525,56	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	113 326,14	0,00	0,00	0,00	0,00	14 784,56	16 938,42	0,00
63512	Taxes foncières	1 482 651,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	9 528,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	8 390 839,06	0,00	0,00	0,00	0,00	1 504 476,35	1 614 141,55	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	83 648,91	0,00	0,00	0,00	0,00	14 945,03	12 996,46	0,00
64113	NBI	121 170,18	0,00	0,00	0,00	0,00	31 888,45	46 423,31	0,00
64118	Autres indemnités	3 190 873,56	0,00	0,00	0,00	0,00	439 083,49	431 912,58	0,00
64131	Rémunérations	2 468 923,50	0,00	0,00	0,00	0,00	51 958,75	62 080,19	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	18 898,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 853,81	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	42 817,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	29 628,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 456,55	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	1 968 835,61	0,00	0,00	0,00	0,00	236 385,05	273 643,47	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 872 797,01	0,00	0,00	0,00	0,00	481 024,32	527 046,10	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	98 582,44	0,00	0,00	0,00	0,00	2 117,36	2 704,79	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	90 555,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	215 885,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	701,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277,52	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	142 226,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	168 505,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	140 783,51	0,00	0,00	0,00	0,00	945,74	3 729,23	0,00
6518	Autres (primes, dots)	25 005,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	1 234 192,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
65312	Frais de mission et de déplacement	26 429,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	96 380,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	317 022,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	35 906,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	1 827,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	127 377,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	7 079 941,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gracieuses	64 189,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	56,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	246 442,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	1 342 583,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	638 881,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	34 754,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	50 930 825,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		52 271 774,86	0,00	0,00	0,00	0,00	322 648,43	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	70 495,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	478 471,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 658,17	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 990,26	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	407 335,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	2 491 309,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	229 961,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	40 122,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	450 805,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	599 614,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	1 280 277,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	29 316 775,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	70 228,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	5 387 072,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	3 322,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	2 863,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	175 404,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	331 450,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	246 395,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 290 871,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	306,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale							
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	022 Information, communication, publicité	023 Fêtes et cérémonies	024 Aide aux associations	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
75811	Redev. concessions, brevets, licences,	266,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	81 710,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	46 835,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	710 741,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	11 843,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 455,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	8 545 840,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
					0,00			
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gratuites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dev.	033 Conseil cult., édu., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture.éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75811	Redev. concessions, brevets, licences,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7584	Recouv./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décént.,act° interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	329 715,02	0,00	113 758 830,63
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 049 900,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 453 823,08
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	778 625,09
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 283,84
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 251,59
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 180,19
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	351 891,28
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	201 558,67
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	280 249,35
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 985,57
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	36,40	0,00	1 668,21
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	3 138,21	0,00	63 659,37
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 469 626,55
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	352 430,23
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 693,12
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	-25,21	0,00	265 634,09
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 720,27
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	164 449,45
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 249,43
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 035 007,37
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	882 532,45
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 281,20
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	36,41	0,00	42 666,76
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	463 371,12
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	560,00	0,00	2 389,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	-665,35	0,00	163 365,98
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 907,12
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	162 724,45
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	189 704,50
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	8 798,74	0,00	2 665 433,08
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 977,46
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	6 530,00	0,00	66 332,67

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act* interrég.eur.intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	92 625,34	0,00	206 797,61
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 198,00	0,00	328 916,61
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	3 624,36
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 304,14
6248	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	144,00	0,00	144,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 376,62	0,00	36 146,12
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 015,16
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	27,92	0,00	822,67
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 273,62
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	41 323,00	0,00	158 492,47
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478 600,28
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 511,70
62876	Remb. frais à un GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 943,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 023,04
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	48 885,79
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 632,09
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 959,69
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 049,12
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 482 651,07
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 528,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 509 456,96
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 590,40
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	199 481,94
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 061 869,63
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 582 962,44
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 752,64
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 817,07
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 084,77
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 478 864,13
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 880 867,43
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 404,59
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 555,62
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	215 885,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	978,69
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	142 226,77
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168 505,15
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145 458,48
6518	Autres (primes, dots)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 005,74
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 234 192,07
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510,54	0,00	27 940,15

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.act* interrég.eur.intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 380,18
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	317 022,08
65315	Formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 906,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 827,24
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 377,78
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	6 700,00	0,00	6 700,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	159 050,40	0,00	7 238 992,21
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 189,72
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56,32
6583	Int. moratoires et pénalités sur marchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 442,30
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 342 583,08
6618	Intérêts des autres dettes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 881,01
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 754,96
739211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 930 825,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	52 649 423,29
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 495,35
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478 471,84
70311	Concessions cimetières (produit net)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	307 658,17
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 990,26
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	407 335,82
70841	Mise à dispo personnel BA,régie,CCAS,CDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 491 309,33
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	229 961,26
70873	Remb. frais par les C.C.A.S.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 122,29
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	450 805,84
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	599 614,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 280 277,00
73123	Taxe com add droit mut ou pub foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 316 775,20
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 228,00
73141	Taxe sur la conso. finale d'électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 387 072,60
731731	Impôt sur les cercles et maisons de jeux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 322,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 863,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00	230 404,01
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 450,39
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	246 395,76
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 290 871,32
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	306,90
75811	Redev. concessions, brevets, licences,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81 710,09

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act* interrég.,eur.,intern.					06 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	048 Autres actions		
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 835,22
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	710 741,14
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 843,75
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 455,78
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 545 840,97

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	8 894 470,93	0,00	213 886,49	0,00	416 348,76	9 524 706,18
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 996,56	0,00	0,00	0,00	0,00	1 996,56
60631	Fournitures d'entretien	0,00	490,86	0,00	0,00	0,00	0,00	490,86
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	37 916,71	0,00	550,00	0,00	0,00	38 466,71
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	33 991,32	0,00	0,00	0,00	0,00	33 991,32
611	Contrats de prestations de services	0,00	34 828,91	0,00	208 382,99	0,00	0,00	243 211,90
61358	Autres	0,00	620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	620,00
6156	Maintenance	0,00	138 061,57	0,00	0,00	0,00	0,00	138 061,57
6188	Autres frais divers	0,00	168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	453,50	0,00	0,00	453,50
6228	Divers	0,00	1 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	90,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00
6234	Réceptions	0,00	660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	660,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	-66,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-66,00
6247	Transports collectifs	0,00	4 802,46	0,00	0,00	0,00	0,00	4 802,46
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	1 992,93	0,00	0,00	0,00	0,00	1 992,93
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	416 061,96	416 061,96
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286,80	286,80
6331	Versement mobilité	0,00	88 324,94	0,00	0,00	0,00	0,00	88 324,94
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	22 081,29	0,00	0,00	0,00	0,00	22 081,29
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	44 228,84	0,00	0,00	0,00	0,00	44 228,84
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	4 339 054,62	0,00	0,00	0,00	0,00	4 339 054,62
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	33 068,56	0,00	0,00	0,00	0,00	33 068,56
64113	NBI	0,00	143 984,79	0,00	0,00	0,00	0,00	143 984,79
64118	Autres indemnités	0,00	1 606 339,41	0,00	0,00	0,00	0,00	1 606 339,41
64131	Rémunérations	0,00	130 598,64	0,00	0,00	0,00	0,00	130 598,64
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	1 321,73	0,00	0,00	0,00	0,00	1 321,73
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	701 878,15	0,00	0,00	0,00	0,00	701 878,15
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	1 510 773,98	0,00	0,00	0,00	0,00	1 510 773,98
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	5 236,80	0,00	0,00	0,00	0,00	5 236,80
648	Autres charges de personnel	0,00	5 842,06	0,00	0,00	0,00	0,00	5 842,06
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	4 500,00
65888	Autres	0,00	4 503,80	0,00	0,00	0,00	0,00	4 503,80
RECETTES		0,00	2 445,43	0,00	2 037 262,43	0,00	0,00	2 039 707,86
70642	Taxes de désinfection	0,00	0,00	0,00	40 795,43	0,00	0,00	40 795,43

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	14 Plan de relance (crise sanitaire)	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	2 574,00	0,00	0,00	2 574,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	202 500,00	0,00	0,00	202 500,00
74611	DGD des communes et EPCI	0,00	0,00	0,00	1 791 393,00	0,00	0,00	1 791 393,00
75888	Autres	0,00	2 445,43	0,00	0,00	0,00	0,00	2 445,43

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20		21			22		
		Services communs		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
DEPENSES		0,00	0,00	13 972 252,53	14 764 526,86	6 275 017,26	0,00	0,00	-3 441,18
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	206 431,56	0,00	0,00	-5 748,79
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	93,57	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-230,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	852 448,20	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	7 691,56	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	-2 000,00	0,00	0,00	-6,71
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	80 926,50	0,00	0,00	-858,91
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	58 747,17	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	209 031,26	0,00	0,00	-5 791,30
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	124 965,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	36 937,70	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	1 456,95	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	900,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	108,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	382,45	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	3 015,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	638 346,37	0,00	0,00	6 047,67
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	10 354,25	10 629,50	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	276,82	74,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	25 131,60	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	35 029,98	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 615,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	2 144,56	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	23 187,37	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	2 808,00	0,00	0,00	4 289,82
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	153 249,45	171 588,71	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	38 311,33	42 897,63	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	20		21			22		
		Services communs		Enseignement du premier degré			Enseignement du second degré		
		201 Services communs	202 Plan de relance (crise sanitaire)	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	76 649,32	85 812,92	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	7 427 988,69	5 713 640,29	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	125 608,33	88 470,26	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	132 976,76	126 310,11	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	1 822 755,66	1 413 792,01	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	457 011,49	3 124 229,18	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	14 239,67	104 361,07	0,00	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	8 039,98	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	55 745,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	1 255 114,33	1 815 603,81	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	2 370 388,80	1 921 166,48	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	18 645,17	126 032,59	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	1 212,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	11 724,67	11 877,47	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	3 962 450,00	0,00	0,00	-2 418,96
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 729,46	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	250 386,66	0,00	0,00	-35 853,79
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-41 166,79
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	10 873,86	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	16 247,22	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 313,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	31 241,25	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	8 455,20	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	149 760,82	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	33 808,31	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
DEPENSES		3 320 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires	25 Formation professionnelle						26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale
				251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 Autres		
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	3 317 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	3 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74772	Participation FEDER	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		10 991 345,81	0,00	193 984,93	0,00	0,00	0,00	54 947 805,45
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	10 812,70	0,00	0,00	0,00	10 812,70
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	36 957,16	0,00	0,00	0,00	237 639,93
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93,57
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	2 141,95	0,00	0,00	0,00	1 911,95
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	852 448,20
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	217,98	0,00	0,00	0,00	7 909,54
611	Contrats de prestations de services	10 416 699,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 414 692,83
61358	Autres	0,00	0,00	180,36	0,00	0,00	0,00	180,36
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 270,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 067,59
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 747,17
6156	Maintenance	0,00	0,00	615,65	0,00	0,00	0,00	203 855,61
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	124 965,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	22,75	0,00	0,00	0,00	22,75
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 937,70
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	2 256,95
6228	Divers	0,00	0,00	11 295,50	0,00	0,00	0,00	12 195,50
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	108,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	648,00	0,00	0,00	0,00	1 030,45
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	1 929,00	0,00	0,00	0,00	4 944,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	644 394,04
6247	Transports collectifs	353,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 085,94
6251	Voyages, déplacements et missions	48,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	461,07
6255	Frais de déménagement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 131,60
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 029,98
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 295,00	0,00	0,00	0,00	2 910,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 144,56
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	1 482,88	0,00	0,00	0,00	24 670,25
62878	Remb. frais à des tiers	323,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 421,78
6288	Autres services extérieurs	-19 380,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-19 380,96
6331	Versement mobilité	2 664,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	383 826,39

Article / compte nature (1)	Libellé	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	666,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	95 956,39
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 309,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	191 953,42
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	586,00	0,00	0,00	0,00	586,00
64111	Rémunération principale titulaires	106 239,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 990 773,51
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	247 416,79
64113	NBI	2 838,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 782,27
64118	Autres indemnités	28 009,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 947 086,20
64131	Rémunérations	19 184,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 938 976,08
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 083,60
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 837,22
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 745,69
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	23 591,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 578 335,30
6453	Cotisations aux caisses de retraites	37 427,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 192 777,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	776,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	158 195,29
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 212,10
648	Autres charges de personnel	210,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 984,94
65131	Bourses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 960 031,04
657381	Subv. fonct. autres EPL	370 380,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 687 380,66
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	125 000,00	0,00	0,00	0,00	216 732,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 729,46
RECETTES		6 437 154,96	0,00	211 958,00	5 687,60	0,00	0,00	6 869 333,43
7067	Redev. services périscolaires et enseign	6 291 943,53	0,00	0,00	5 687,60	0,00	0,00	6 256 464,34
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 873,86
74718	Autres participations Etat	86 311,68	0,00	116 900,00	0,00	0,00	0,00	219 458,90
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 313,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	58 558,00	0,00	0,00	0,00	58 558,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 241,25
74772	Participation FEDER	58 899,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 899,75
74778	Autres fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 455,20
74788	Autres	0,00	0,00	36 500,00	0,00	0,00	0,00	186 260,82
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 808,31

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		8 580 420,05	14 950 994,24	169 937,19	10 854 287,33	13 519 570,23	0,00	19 248 443,32	267 045,11	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 912,69	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	2 804,66	0,00	0,00	6 015,08	0,00	881,21	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	7 263,71	145,34	13 738,16	13 535,30	0,00	216,73	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	12 972,60	1 323,01	46 136,78	15 397,20	0,00	22 545,40	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	868,98	0,00	0,00	4 266,50	0,00	1 367,80	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	3 826,74	109,34	12 690,52	9 330,11	0,00	897,12	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	5 010,48	0,00	1 146,69	56 238,30	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	60 674,92	1 293,70	98 627,21	394 729,29	0,00	-179,33	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	80 953,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	260 856,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	114 071,00	1 109,98	1 214,15	46 152,53	0,00	5 159,12	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	62 174,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	4 473,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	145 459,99	74 497,68	0,00	5 792,37	0,00	419,47	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	41 447,89	1 294,63	5 381,30	16 237,65	0,00	1 173,42	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	1 017,03	46 148,04	2 790,86	7 258,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 873,08	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	5 936,43	30,03	150 653,50	10 726,04	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	870,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	105,00	215,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6188	Autres frais divers	0,00	1 605,88	4 900,00	103 118,31	16 329,22	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	4 141,82	0,00	0,00	1 222,83	8 323,10	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	38 367,75	39,68	0,00	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	122,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	408 563,14	28 062,77	75 916,09	897 856,46	0,00	115 670,08	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	9 310,80	0,00	2 942,40	71 643,69	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	26,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	1 432,20	18 361,63	-5,04	5 514,90	89 258,17	0,00	24 969,04	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	31 344,70	3 022,33	24 075,60	102 697,65	0,00	12 741,50	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	5 944,60	0,00	0,00	49 591,12	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	3 070,20	0,00	0,00	2 166,50	0,00	-1 477,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	5 506,38	6 758,96	0,00	7 601,92	9 991,97	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	2 670,34	2 225,91	0,00	2 003,57	17 195,50	0,00	0,00	169,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	32,15	0,00	-53,80	109,15	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	4 598,91	0,00	0,00	6,95	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	-3 582,00	0,00	1 675,00	14 839,75	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	477 986,87	4 327,53	11 552,62	28 458,02	0,00	8 035,26	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	76 503,93	3 638,17	248 173,95	117 965,49	0,00	1 521,60	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	153 186,40	0,00	0,00	2 332,10	0,00	991,68	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	71 725,02	102 609,51	0,00	105 285,87	130 661,37	0,00	0,00	3 043,74	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	17 931,50	25 651,53	0,00	26 322,26	32 666,06	0,00	0,00	760,87	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	35 862,19	51 570,06	0,00	52 645,15	65 137,12	0,00	0,00	1 521,85	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	43,52	0,00	1 986,49	4 999,38	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 879 306,38	4 486 509,78	0,00	5 108 291,26	4 494 316,00	0,00	0,00	100 263,75	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	23 140,42	19 533,70	0,00	32 253,68	44 828,31	0,00	0,00	885,48	0,00
64113	NBI	47 656,34	15 729,37	0,00	72 023,98	64 438,23	0,00	0,00	2 488,27	0,00
64118	Autres indemnités	935 899,04	515 979,99	0,00	1 439 850,92	1 388 835,29	0,00	0,00	32 607,50	0,00
64131	Rémunérations	827 308,01	776 114,79	0,00	223 896,18	2 172 877,34	0,00	0,00	57 105,38	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	8 036,76	4 347,19	0,00	9,16	7 936,05	0,00	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	2 407,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	6 648,40	31 855,09	0,00	844,85	22 305,54	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
6417	Rémunérations des apprentis	34 389,96	0,00	0,00	22 368,86	43 971,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	668 725,66	914 447,90	0,00	843 581,65	1 338 027,00	0,00	0,00	30 635,51	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	951 886,81	1 442 227,85	0,00	1 667 597,20	1 573 408,00	0,00	0,00	35 535,34	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	31 917,19	31 722,53	0,00	8 224,91	87 260,91	0,00	0,00	2 028,42	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	767,61	0,00	0,00	444,34	973,99	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	45 206,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	5 662,02	5 473,15	0,00	8 184,80	12 145,51	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 621 900,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 019 806,00	4 792 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	17 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	28 973,87	0,00	51,48	9 056,22	0,00	8 452,11	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	-160,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	470,40	0,00	515,00	25,00	0,00	2 421 245,42	0,00	0,00
RECETTES		0,00	1 327 468,21	230 736,00	298 415,55	1 768 325,77	0,00	3 032 544,24	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	-54 534,89	0,00	0,00	315 728,58	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	369 620,20	1 562,00	0,00	629 278,64	0,00	6 780,60	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	911,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	25 263,00	0,00	0,00	1 511,25	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	-45 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	10 719,10	275 507,24	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	558 462,00	0,00	62 598,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	-3 750,00	0,00	191 345,80	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	47 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	3 000,00	4 000,00	7 350,00	62 217,18	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	5 590,00	0,00	0,00	47 291,51	0,00	3 025 274,52	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489,12	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	418 312,31	0,00	0,00	186 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	2 015,72	0,00	0,00	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	349,00	225 174,00	26 382,65	9 741,37	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	599,63	0,00	20,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32					
		Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
DEPENSES		4 296 006,60	686 909,82	4 333 327,16	0,00	2 034 574,92	2 016 012,04
60621	Combustibles	3 502,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	33 665,97	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	1 703,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	18 064,17	0,00	9 918,41	0,00	1 212,71	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	31 065,83	47 505,51	4 729,85	0,00	448,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	6 842,12	2 804,22	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	3 588,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	64 575,17	136 783,51	7 335,78	0,00	-2,63	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	14 329,66	0,00	34 680,00	0,00
6132	Locations immobilières	13 268,26	0,00	0,00	0,00	0,00	9 128,40
61358	Autres	17 832,60	44 509,07	29 280,83	0,00	3 236,36	1 984,80
614	Charges locatives et de copropriété	25 456,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	126 119,13	0,00	0,00	9 836,40	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	59 128,34	-4 255,50	49 037,23	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	19 787,23	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	11 062,31	24 811,06	13 708,24	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	6 203,10	51 508,37	44 131,07	0,00	28 829,41	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	1 240,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	787,30	0,00	0,00	0,00	1 415,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 565,84
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	4 523,50	0,00	131 114,86	1 918,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	140,80	0,00	322,70	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32					
		Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	1 236,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	65 078,72	0,00
6247	Transports collectifs	1 105,88	0,00	1 860,63	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	69,68	0,00	74,20	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	2 899,55	0,00	13 666,25	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	874,29	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	1 600,00	0,00	1 730,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	22 698,50	35 258,35	0,00	4 102,39	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	65 648,06	38 852,59	8 721,48	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	35 136,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	456,00	11 877,88	0,00	8 000,00	0,00
6331	Versement mobilité	44 141,49	0,00	44 435,28	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	11 034,81	0,00	11 108,97	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	22 071,81	0,00	22 213,10	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	2 153 341,28	0,00	2 002 398,92	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	22 092,54	0,00	17 114,43	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	17 272,60	0,00	21 515,02	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	558 913,94	0,00	531 068,82	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	93 175,31	0,00	325 054,45	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	885,48	0,00	367,12	0,00	0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	52 731,77	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	355 410,08	0,00	393 958,16	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	688 762,21	0,00	635 251,27	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 805,52	0,00	13 108,37	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	1 172,21	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 328,63	0,00	2 271,60	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	0,00	0,00	0,00	0,00	1 745 986,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 753 000,00
6577	Remises gracieuses	0,00	100 462,11	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	2 746,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32					
		Sports (autres que scolaires)					
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	212 629,56	704 298,83	0,00	519 578,76	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	514 910,46	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	668 005,24	0,00	4 668,30	0,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	37 145,45	5 000,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	175 484,11	31 293,59	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
DEPENSES		380 948,67	0,00	12 631 061,12	0,00	0,00	0,00	0,00	93 969 537,80
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 414,84
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 665,97
60623	Alimentation	0,00	0,00	314,71	0,00	0,00	0,00	0,00	10 015,66
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 703,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	64 094,53
60632	Fournitures de petit équipement	1 938,54	0,00	6 634,13	0,00	0,00	0,00	0,00	190 696,85
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 149,62
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 442,75
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	62 395,47
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	30,18	0,00	0,00	0,00	0,00	763 867,80
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	129 963,34
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	283 253,08
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 550,44
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 631,37
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 429,13
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	330 079,58
61551	Entretien matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 787,23
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	-2 980,29	0,00	0,00	0,00	0,00	112 136,21
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	187 886,30
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 873,08
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 240,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	169 548,30
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	870,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	320,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 519,25
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 687,75
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 907,43
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	122,95
6228	Divers	0,00	0,00	2 676,03	0,00	0,00	0,00	0,00	1 666 300,93
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 896,89

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26,86	
6234	Réceptions	0,00	0,00	2 406,00	0,00	0,00	0,00	142 400,40	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	173 881,78	
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 771,72	
6245	Transports de personnes extérieures	8 891,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77 730,05	
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	212,10	0,00	0,00	0,00	33 037,84	
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	45,79	0,00	0,00	0,00	24 453,99	
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87,50	
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 565,80	
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 480,15	
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	10 576,00	0,00	0,00	0,00	26 838,75	
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	543,39	0,00	0,00	0,00	592 962,93	
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	931,20	0,00	0,00	0,00	561 956,47	
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 136,25	
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 844,06	
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	3 915,89	0,00	0,00	0,00	505 818,17	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	979,07	0,00	0,00	0,00	126 455,07	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	1 957,87	0,00	0,00	0,00	252 979,15	
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 029,39	
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	204 382,14	0,00	0,00	0,00	21 428 809,51	
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	1 798,44	0,00	0,00	0,00	161 647,00	
64113	NBI	0,00	0,00	1 476,09	0,00	0,00	0,00	242 599,90	
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	66 714,70	0,00	0,00	0,00	5 469 870,20	
64131	Rémunérations	0,00	0,00	22 027,96	0,00	0,00	0,00	4 497 559,42	
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 581,76	
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 407,14	
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61 653,88	
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	153 461,79	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	33 477,02	0,00	0,00	0,00	4 578 262,98	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	61 709,92	0,00	0,00	0,00	7 056 378,60	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	836,52	0,00	0,00	0,00	178 904,37	
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 358,15	
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 206,34	
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	406,00	0,00	0,00	0,00	35 471,71	
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	
6573643	Subv. fonct. fermier et concessionnaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 745 986,00	
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 641 900,00	
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 100,00	
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	370 118,50	0,00	12 208 990,26	0,00	0,00	0,00	21 144 184,76	

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Action culturelle			34 Vie sociale et citoyenne		35 Plan de relance (crise sanitaire)	39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres			
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 912,11	
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 279,68	
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-160,00	
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 422 255,82	
RECETTES		0,00	0,00	6 711 408,01	0,00	242 047,90	0,00	15 047 452,83	
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	242 047,90	0,00	756 958,36	
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 193,69	
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 007 241,44	
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	672 673,54	
7067	Redev. services périscolaires et enseign	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	911,24	
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 774,25	
70876	Remb. frais par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-45 370,00	
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286 226,34	
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	811 060,00	
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 595,80	
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	
74741	Participation communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 000,00	
74788	Autres	0,00	0,00	6 711 408,01	0,00	0,00	0,00	6 830 120,64	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 078 156,03	
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	489,12	
756	Libéralités reçues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	604 712,31	
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 943,42	
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	261 647,02	
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 119,63	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		0,00	0,00	10 874,00	0,00	93 578,70	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	2 112,00	0,00	49 134,91	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	6 538,79	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	11 067,12	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	334,42	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	559,02	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	4 629,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	3 762,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	10 327,79	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 624,44	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 523,63	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 608,16	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 178,40	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	570,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	35,37	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	20,50	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	6 785,10	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107,25	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	370 746,43	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	370 746,43	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		16 695 711,18	0,00	651 800,00	0,00	15 839,17	24 860 476,27	0,00	11 325 805,84
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 966,37
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	2 165,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 852,80
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 948,86
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	75,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 752,05
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 915,97
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 330 767,85
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 815,59	0,00	0,00
61358	Autres	6 027,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 378,50
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 786,72	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 424,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 695,10
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	79 017,29
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	153 287,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 721,48
6228	Divers	68 270,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 482,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	2 962,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	581,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 451,57
6236	Catalogues et imprimés	168,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 843,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 680,48
6247	Transports collectifs	1 754,87	0,00	0,00	0,00	0,00	19 309,45	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	728,17	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	126 652,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42							
		Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 745,28
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 012 849,76
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 967,79
6331	Versement mobilité	21 514,10	0,00	0,00	0,00	0,00	277 300,99	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	5 378,54	0,00	0,00	0,00	0,00	69 324,74	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 764,34	0,00	0,00	0,00	0,00	138 435,73	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 043 062,20	0,00	0,00	0,00	0,00	10 399 423,59	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	10 862,46	0,00	0,00	0,00	0,00	147 733,79	0,00	0,00
64113	NBI	19 782,38	0,00	0,00	0,00	0,00	112 454,87	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	280 137,35	0,00	0,00	0,00	0,00	2 633 432,09	0,00	0,00
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 581 738,75	0,00	0,00
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 623,96	0,00	0,00
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 275,31	0,00	0,00
64131	Rémunérations	51 052,66	0,00	0,00	0,00	0,00	2 168 865,45	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	599,63	0,00	0,00	0,00	0,00	23 425,28	0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	4 141,52	0,00	0,00	0,00	0,00	200 324,11	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	173 971,59	0,00	0,00	0,00	0,00	2 744 977,76	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	335 566,37	0,00	0,00	0,00	0,00	3 453 824,24	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 046,52	0,00	0,00	0,00	0,00	155 733,75	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	92,77	0,00	0,00	0,00	0,00	4 400,22	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	274 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	1 423,58	0,00	0,00	0,00	0,00	20 541,71	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	374 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	10 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	2 824 870,00	0,00	651 800,00	0,00	15 839,17	0,00	0,00	7 515 300,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45,69
RECETTES		32 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 703 861,38
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 200,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 885 143,92
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 668,65
74718	Autres participations Etat	32 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	446 704,00
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 760,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42							
		Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 100 257,30	
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 293,09	
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 234,42	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale					45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE	
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées			428 Autres interventions sociales
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
DEPENSES		0,00	0,00	6 725 807,44	136 500,00	100 715,23	710 374,64	0,00	61 327 482,47
60623	Alimentation	0,00	0,00	1 871,69	0,00	0,00	0,00	0,00	53 118,60
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	89,38	0,00	0,00	0,00	0,00	4 055,75
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	1 107,74	0,00	135,50	0,00	0,00	7 782,03
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	14 413,86	0,00	0,00	1 864,32	0,00	79 363,86
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334,42
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 807,88
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	252,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 079,50
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	1 320,69	0,00	0,00	0,00	0,00	30 865,66
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	1 903 416,02	0,00	18 236,80	0,00	0,00	4 256 182,67
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	126 815,59
61358	Autres	0,00	0,00	4 438,73	0,00	0,00	0,00	0,00	20 845,18
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 786,72
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	-8,78	0,00	0,00	0,00	0,00	33 743,01
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 624,44
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	53,99	0,00	0,00	0,00	0,00	8 272,72
6156	Maintenance	0,00	0,00	8 232,72	0,00	0,00	0,00	0,00	85 641,85
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	143,97	0,00	0,00	143,97
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165 008,53
6228	Divers	0,00	0,00	143 321,75	0,00	39 676,86	46 627,35	0,00	334 377,96
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 178,40
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	3 343,20	0,00	0,00	0,00	0,00	6 305,38
6234	Réceptions	0,00	0,00	10 786,69	0,00	1 555,60	8 178,77	0,00	24 123,70
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	8 217,80	0,00	0,00	0,00	0,00	12 228,80
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00	2 677,91	0,00	0,00	0,00	0,00	35 358,39
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	3 855,29	0,00	0,00	0,00	0,00	24 919,61
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	889,26	0,00	0,00	0,00	0,00	1 617,43
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35,37
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	9 300,00	0,00	0,00	3 000,00	0,00	138 952,84

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	966,50	625,34	0,00	1 591,84
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	3 790,80	0,00	0,00	0,00	0,00	87 536,08
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 012 870,26
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 752,89
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	49 085,21	0,00	0,00	1 573,22	0,00	349 473,52
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	12 271,67	0,00	0,00	1 018,62	0,00	87 993,57
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	24 379,00	0,00	0,00	2 037,16	0,00	175 616,23
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 474,37	0,00	0,00	0,00	0,00	2 581,62
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	2 308 466,72	0,00	0,00	203 657,91	0,00	13 954 610,42
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	22 320,76	0,00	0,00	813,98	0,00	181 730,99
64113	NBI	0,00	0,00	50 228,80	0,00	0,00	4 215,84	0,00	186 681,89
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	558 214,00	0,00	0,00	58 042,44	0,00	3 529 825,88
64121	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 581 738,75
64126	Indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 623,96
64128	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 275,31
64131	Rémunérations	0,00	0,00	258 735,54	0,00	0,00	16 321,47	0,00	2 494 975,12
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	883,65	0,00	0,00	0,00	0,00	24 908,56
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	0,00	50 475,71	0,00	0,00	0,00	0,00	50 475,71
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	204 465,63
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	426 012,16	0,00	0,00	33 976,07	0,00	3 378 937,58
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	721 701,39	0,00	0,00	61 921,05	0,00	4 573 013,05
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	12 118,44	0,00	0,00	651,10	0,00	170 549,81
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 492,99
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	274 500,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	3 444,06	0,00	0,00	0,00	0,00	25 409,35
657358	Subv. fonct. autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	374 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 900 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	100 000,00	136 500,00	40 000,00	265 850,00	0,00	11 550 159,17
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	296,35	0,00	0,00	0,00	0,00	296,35
65818	Autres	0,00	0,00	2 742,37	0,00	0,00	0,00	0,00	2 742,37
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	36,50	0,00	0,00	0,00	0,00	82,19
RECETTES		0,00	0,00	1 504 353,97	0,00	0,00	10 050,00	0,00	17 621 911,78
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1 200,00
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	38 311,50	0,00	0,00	0,00	0,00	2 923 455,42
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	1 447 862,47	0,00	0,00	0,00	0,00	1 818 608,90
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 668,65
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	479 604,00

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						45 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales		
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées					
7473	Participation départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	133 760,00	
74751	Participation GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 050,00	7 050,00	
74788	Autres	0,00	0,00	18 180,00	0,00	0,00	3 000,00	12 121 437,30	
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 293,09	
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 234,42	

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs		51 Aménagement et services urbains						
		501 Services communs	502 Plan de relance (crise sanitaire)	510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		0,00	0,00	324 349,68	10 152,43	5 418 164,61	0,00	0,00	0,00	7 714,45
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	271 078,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 084,45
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	324 999,87	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	630,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	2 320 294,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	87,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	160 965,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	156 977,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	2 406,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	1 813,09	0,00	1 790,82	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraités	0,00	0,00	0,00	10 152,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	17 813,00	0,00	0,00	0,00	47 374,90	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	13 313,00	0,00	0,00	0,00	47 374,90	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	583 622,31	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	3 934,65	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	579 687,66	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 344 003,48
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	271 078,96
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 084,45
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	324 999,87
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	630,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 320 294,96
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 965,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 977,79
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 406,80
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 603,91
62878	Remb. frais à des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 934,65
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 152,43
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	579 687,66
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65 187,90
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 687,90
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique	
					6311 Laboratoire	6312 Autres			
							0,00	995 828,68	0,00
DEPENSES									
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	71 482,04	0,00	0,00	0,00	0,00	450 000,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-553,82	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	52 076,00	0,00	0,00	0,00	29 040,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	6 654,00	0,00	0,00	0,00	336 057,58	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	1 440,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	16 671,29	0,00	0,00	0,00	76 125,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles			
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire		632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Autres		
					648	Autres charges de personnel	0,00	0,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	802 505,00	0,00	0,00	0,00	76 878,00	100 000,00
6577	Remises gratuites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 391,91
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	320 435,78	0,00	0,00	0,00	11 506,00	2 009 468,59
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 643 777,05
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	320 435,78	0,00	0,00	0,00	11 506,00	165 691,54
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.936

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	2 015 922,29	0,00	4 112 689,64
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	111 976,92	0,00	111 976,92
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	2 901,82	0,00	2 901,82
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	159,92	0,00	159,92
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	3 510,35	0,00	3 510,35
6125	Crédit-bail immobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 000,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	216,00	0,00	216,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	6 881,68	0,00	6 881,68
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	333 959,24	0,00	855 441,28
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-553,82
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	2 995,10	0,00	2 995,10
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	20 871,10	0,00	20 871,10
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	1 008,00	0,00	82 124,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	342 711,58
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	-864,00	0,00	-864,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	4 442,51	0,00	4 442,51
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	1 149,35	0,00	1 149,35
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 440,35
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	632,97	0,00	632,97
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 796,29
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	2 530,79	0,00	2 530,79
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	19 315,62	0,00	19 315,62
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	15 633,28	0,00	15 633,28
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 908,59	0,00	3 908,59
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	7 816,40	0,00	7 816,40
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	755 396,46	0,00	755 396,46
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	12 466,29	0,00	12 466,29
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	3 933,90	0,00	3 933,90
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	291 452,03	0,00	291 452,03
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	28 408,17	0,00	28 408,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	125 105,19	0,00	125 105,19

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	69 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	243 711,26	0,00	243 711,26
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,54	0,00	1 150,54
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	1 060,35	0,00	1 060,35
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	979 383,00
6577	Remises gracieuses	0,00	0,00	0,00	0,00	4 187,69	0,00	7 579,60
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	10 004,77	0,00	10 004,77
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	5 067 065,59	0,00	7 408 475,96
70323	Red. occupation dom. public	0,00	0,00	0,00	0,00	54 663,00	0,00	1 698 440,05
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	4 187 083,69	0,00	4 187 083,69
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	796 387,94	0,00	796 387,94
74788	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	497 633,32
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	0,00	0,00	0,00	0,00	28 930,96	0,00	28 930,96

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt
DEPENSES		200 206,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 352,40	
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 352,40	
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
617	Etudes et recherches	17 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
62268	Autres honoraires, conseils	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6228	Divers	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72					
				Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation		7222 Action propreté urbaine et nettoiemnt				
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	123 926,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 180,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 180,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
		DEPENSES					
		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.937

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76	77	78	79	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions	Préserv. patrim. naturel,risques techno.	Environnement infrastructures transports	Autres actions	Plan de relance (crise sanitaire)	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 484 185,03	0,00	0,00	0,00	1 688 744,09
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	661,04	0,00	0,00	0,00	661,04
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 870,05	0,00	0,00	0,00	6 870,05
60636	Habillement et vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 594,95	0,00	0,00	0,00	6 594,95
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	928,77	0,00	0,00	0,00	928,77
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 102,00	0,00	0,00	0,00	3 102,00
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 122,61	0,00	0,00	0,00	60 475,01
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 447,09	0,00	0,00	0,00	3 447,09
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 042,87	0,00	0,00	0,00	1 042,87
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 076,00	0,00	0,00	0,00	15 076,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680,00	0,00	0,00	0,00	1 680,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 887,83	0,00	0,00	0,00	3 887,83
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	322,64	0,00	0,00	0,00	322,64
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 280,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 752,45	0,00	0,00	0,00	2 752,45
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 780,00	0,00	0,00	0,00	3 780,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 366,71	0,00	0,00	0,00	15 366,71
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 832,45	0,00	0,00	0,00	1 832,45
62268	Autres honoraires, conseils	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,00	0,00	0,00	0,00	168,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	867,05	0,00	0,00	0,00	867,05
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 058,36	0,00	0,00	0,00	3 058,36
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	566,40	0,00	0,00	0,00	566,40
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	799,71	0,00	0,00	0,00	799,71
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518,16	0,00	0,00	0,00	518,16
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 447,00	0,00	0,00	0,00	3 447,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 385,65	0,00	0,00	0,00	20 385,65
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 411,01	0,00	0,00	0,00	14 411,01
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 602,64	0,00	0,00	0,00	3 602,64
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 205,43	0,00	0,00	0,00	7 205,43
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	659 373,65	0,00	0,00	0,00	659 373,65

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	79 Plan de relance (crise sanitaire)	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions					
64112	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 050,36	0,00	0,00	0,00	1 050,36
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 116,19	0,00	0,00	0,00	12 116,19
64118	Autres indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	212 948,26	0,00	0,00	0,00	212 948,26
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 390,35	0,00	0,00	0,00	59 390,35
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 202,72	0,00	0,00	0,00	2 202,72
6417	Rémunérations des apprentis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 999,44	0,00	0,00	0,00	18 999,44
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	119 918,93	0,00	0,00	0,00	119 918,93
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216 150,65	0,00	0,00	0,00	216 150,65
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 238,68	0,00	0,00	0,00	2 238,68
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	418,37	0,00	0,00	0,00	418,37
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	880,56	0,00	0,00	0,00	880,56
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 926,66
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 936,87	0,00	0,00	0,00	16 116,87
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 880,00	0,00	0,00	0,00	13 880,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 180,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56,87	0,00	0,00	0,00	56,87

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	849 Sécurité routière
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	41 709,15	0,00	6 887 951,45	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	41 709,15	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 088 213,81	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637 190,85	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 894,89	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 209,82	0,00
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 967,08	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 198 052,07	0,00
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 947 166,05	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 886,02	0,00

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	88 Plan de relance (crise sanitaire)	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures					
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 929 660,60
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 709,15
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 088 213,81
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	637 190,85
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	147 894,89
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 209,82
703894	Reversements/forfait post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 967,08
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 198 052,07
70383	Redevance de stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 947 166,05
70384	Forfait de post-stationnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 250 886,02

(1) Détailler conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					450 380 690,77									
1641 Emprunts en euros (total)					450 380 690,77									
(1043)	BNP-PARIBAS	21/09/2009	14/12/2009	14/03/2010	10 000 000,00	F	FIXE	4,120	4,185		T	C	N	A-1
(1049)	BNP-PARIBAS	30/11/2010	28/02/2011	28/05/2011	13 000 000,00	F	FIXE	3,390	3,435		T	C	N	A-1
(1052)	BNP-PARIBAS	07/11/2011	14/12/2011	14/03/2012	5 000 000,00	F	FIXE	4,350	4,421		T	C	N	A-1
(1055)	BNP-PARIBAS	04/04/2012	30/05/2012	30/08/2012	1 500 000,00	F	FIXE	4,800	4,887		T	C	N	A-1
(1065)	SURAVENIR	21/02/2013	05/03/2013	28/02/2014	10 000 000,00	F	FIXE	3,910	3,957		A	C	N	A-1
(1069)	Landesbank	03/06/2014	05/06/2014	05/06/2015	7 000 000,00	F	FIXE	2,410	2,488		A	C	N	A-1
0014594F (1050)	Hessen-Thuringen (HELABA) CREDIT FONCIER DE FRANCE	07/10/2011	17/10/2011	15/10/2012	4 000 000,00	F	FIXE	3,980	4,053		A	C	N	A-1
0018358H (1059)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	02/04/2012	15/05/2012	15/08/2012	4 000 000,00	F	FIXE	4,820	4,998		T	C	N	A-1
0032606F (1073)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/11/2014	01/12/2014	01/03/2015	10 000 000,00	F	FIXE	1,890	1,939		T	C	N	A-1
0421 31408205 01 (1057)	ARKEA	26/01/2012	30/03/2012	30/05/2012	5 000 000,00	F	FIXE	2,650	3,033		T	C	N	A-1
0421 31408205 02 (1066)	ARKEA	21/02/2013	28/03/2013	30/01/2014	10 000 000,00	F	FIXE	3,910	3,957		A	C	N	A-1
064407C (1044)	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	28/09/2009	14/12/2009	01/02/2011	10 000 000,00	F	FIXE	2,400	2,403		A	P	N	A-1
0862807 (994)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/08/1997	01/08/1997	01/08/1998	2 256 409,29	F	FIXE	4,800	5,030		A	P	N	A-4
10001796417 (1091)	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE	31/12/2019	17/04/2020	01/05/2021	10 000 000,00	F	FIXE	0,980	0,990		A	P	N	A-1
10112800 EUR (1048)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/12/2010	20/12/2010	20/03/2011	7 000 000,00	F	FIXE	3,190	3,193		A	P	N	A-1
1128758 (1040)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/12/2008	30/06/2009	01/01/2010	10 000 000,00	F	FIXE	4,430	4,430		A	P	N	A-1
1208000 (1053)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	18/11/2011	28/12/2011	01/01/2013	14 000 000,00	F	FIXE	4,510	4,511		A	P	N	A-1
1220611 (1058)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	30/03/2012	30/04/2012	01/05/2013	6 500 000,00	F	FIXE	4,510	4,510		A	P	N	A-1
1236840 (1064)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	03/12/2012	30/04/2013	01/01/2014	15 000 000,00	F	FIXE	3,920	3,920		A	X Produits CDC	N	A-1

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1239635 (1063)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/12/2012	22/04/2013	01/11/2013	5 025 485,00	V	LIVRETA	2,850	1,403		T	X Produits CDC	N	A-1
1239637 (1062)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/12/2012	22/04/2013	01/11/2013	8 234 833,00	V	LIVRETA	3,250	1,805		T	X Produits CDC	N	A-1
1239639 (1060)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/12/2012	22/04/2013	01/11/2013	1 125 000,00	V	LIVRETA	3,250	1,805		T	X Produits CDC	N	A-1
1243508 (1061)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/02/2013	22/04/2013	01/12/2013	362 000,00	V	LIVRETA	2,750	1,897		T	X Produits CDC	N	A-1
1545-1548 (1094)	Agence France Locale	27/11/2020	30/03/2021	20/03/2022	25 000 000,00	F	FIXE	0,495	0,502		A	C	N	A-1
1865250B (1039)	CREDIT FONCIER DE FRANCE	10/12/2008	15/12/2008	15/12/2009	9 000 000,00	F	FIXE	4,740	4,809		A	P	N	A-1
20700286 (61031)	CAISSE D'EPARGNE	28/11/2007	14/12/2007	20/12/2008	200 000,00	F	FIXE	4,470	4,459		A	P	N	A-1
275 (1075)	Agence France Locale	29/12/2016	20/03/2017	20/03/2018	10 000 000,00	F	FIXE	1,290	1,309		A	C	N	A-1
434651246RCS Bdx (61030)	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE	24/10/2006	15/12/2006	15/12/2007	300 000,00	F	FIXE	3,800	3,800		A	P	N	A-1
4479891-01 (1033)	CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE	11/05/2006	26/06/2006	01/02/2007	6 000 000,00	F	FIXE	3,920	3,909		S	P	N	A-1
498/502 (1085)	Agence France Locale	19/12/2017	20/03/2018	20/03/2019	20 000 000,00	F	FIXE	1,320	1,339		A	C	N	A-1
5019311 (1072)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	29/09/2014	15/12/2014	01/06/2015	2 607 725,00	V	LIVRETA	1,600	1,410		T	X Produits CDC	N	A-1
5047852 (1071)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	27/06/2014	17/07/2014	01/11/2015	6 500 000,00	V	LIVRETA	2,250	1,671		A	X Produits CDC	N	A-1
5188543 (1082)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/06/2017	28/06/2017	01/08/2018	5 032 521,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	N	A-1
5188552 (1081)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/06/2017	28/06/2017	01/08/2018	2 067 000,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	N	A-1
5188556 (1080)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/06/2017	28/06/2017	01/08/2018	3 586 280,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	N	A-1
5188575 (1083)	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	23/06/2017	28/06/2017	01/08/2018	3 900 000,00	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	N	A-1
5500494 (1084)	CAISSE D'EPARGNE	20/12/2017	20/12/2017	20/12/2018	4 082 660,65	F	FIXE	0,680	0,701		A	P	N	A-1
644 (1035)	Agence France Locale	29/08/2006	04/09/2006	01/10/2007	7 000 000,00	C	TAUX STRUCTURES	0,000	2,548		A	P	N	A-1
646 (1037)	Agence France Locale	29/11/2007	10/12/2007	15/01/2009	10 000 000,00	F	FIXE	4,240	4,297		A	C	N	A-1
685 (1051)	SOCIETE GENERALE	28/10/2011	01/12/2011	01/03/2012	3 000 000,00	F	FIXE	4,430	4,571		T	C	N	A-1
800078969 (1068)	Landesbank Hessen-Thüringen (HELABA)	27/05/2014	03/06/2014	03/06/2015	7 000 000,00	V	EUR12M	1,480	1,008		A	C	N	A-1
924670DP (1067)	Deutsche Pfandbriefbank AG	25/11/2013	30/12/2013	15/01/2015	10 000 000,00	F	FIXE	3,350	3,377		A	C	N	A-1
A33110FF (1054)	CAISSE D'EPARGNE	18/11/2011	29/01/2012	01/06/2013	2 500 000,00	F	FIXE	4,560	4,568		A	P	N	A-1
A33110FT (1056)	CAISSE D'EPARGNE	25/11/2011	29/01/2012	01/06/2013	1 200 000,00	F	FIXE	4,510	4,513		A	P	N	A-1
DD03970510 (1074)	ARKEA	10/11/2014	15/12/2014	30/03/2015	5 000 000,00	F	FIXE	1,890	1,939		T	C	N	A-1
DD08810600 (1079)	ARKEA	29/12/2016	30/06/2017	30/06/2018	10 000 000,00	F	FIXE	1,210	1,221		A	C	N	A-1
DD14130203 (1087)	ARKEA	13/11/2018	30/03/2019	30/03/2020	11 500 000,00	F	FIXE	1,480	1,485		A	C	N	A-1

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
DD14130214 (1088)	ARKEA	13/11/2018	30/03/2019	30/03/2020	11 500 000,00	F	FIXE	1,380	1,385		A	C	N	A-1
MIN512187EUR (1077)	La Banque Postale	29/12/2016	30/06/2017	01/07/2018	10 000 000,00	F	FIXE	1,240	1,245		A	C	N	A-1
MIN517341EUR (1076)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	29/12/2016	30/06/2017	01/07/2018	5 000 000,00	F	FIXE	1,240	1,245		A	C	N	A-1
MIN517342EUR (1078)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	29/12/2016	30/06/2017	01/07/2018	10 000 000,00	F	FIXE	1,240	1,245		A	C	N	A-1
MON267512EUR/0285577/001 (1045)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	28/12/2009	01/02/2010	01/02/2011	3 000 000,00	F	FIXE	3,785	3,841		A	P	N	A-1
MON273020EUR (1046)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	10/11/2010	07/12/2010	01/04/2011	2 250 000,00	F	FIXE	3,140	3,224		T	C	N	A-1
MON273202EUR (1047)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	10/11/2010	17/12/2010	01/04/2011	750 000,00	F	FIXE	1,840	1,853		T	P	N	A-1
MON500123 (1070)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	05/06/2014	09/07/2014	01/08/2015	7 000 000,00	V	EUR12M	1,576	1,136		A	C	N	A-1
MON533178EUR (1089)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	20/12/2019	11/02/2020	01/03/2021	10 000 000,00	F	FIXE	0,860	0,873		A	C	N	A-1
MON533179EUR (1090)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	20/12/2019	11/02/2020	01/03/2021	5 000 000,00	F	FIXE	1,050	1,061		A	C	N	A-1
MON536783EUR (1092)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	27/11/2020	18/12/2020	01/01/2022	10 000 000,00	F	FIXE	0,500	0,505		A	C	N	A-1
MON539386EUR (1096)	La Banque Postale	29/11/2021	15/12/2021	01/01/2023	15 000 000,00	F	FIXE	0,660	0,665		A	C	N	A-1
MPH241874EUR (1034)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	23/08/2006	15/09/2006	01/01/2007	8 000 000,00	C	TAUX STRUCTURES	0,000	3,776		T	P	N	B-1
MPH263400EUR (1038)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	22/10/2008	01/12/2008	01/12/2009	8 400 776,83	C	TAUX STRUCTURES	0,000	4,859		A	P	N	B-1
PRET PACT (1093)	ARKEA	16/12/2020	23/12/2020	30/12/2021	10 000 000,00	F	FIXE	0,410	0,465		A	C	N	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					31 919 852,22									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					31 919 852,22									
2014006 (CITEMUR1AHT)	Deutsche Pfandbriefbank AG	22/07/2014	22/07/2014	30/09/2014	25 798 879,54	F	FIXE	3,050	3,086		T	C	N	A-1
2014006 (CITEMUR1ATVA)	URBICITE	22/07/2014	22/07/2014	30/09/2014	5 159 775,97	F	FIXE	3,050	3,086		T	C	N	A-1
2014009 (CITEMUR1B)	URBICITE	22/07/2014	22/07/2014	30/09/2014	961 196,71	F	FIXE	3,050	13,677		T	C	N	A-1
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					71 279,40									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					71 279,40									
201500554 (1086)	C.A.F.	05/11/2015	13/04/2018	25/07/2018	71 279,40	F	FIXE	0,000	0,000		A	C	N	A-1
Total général					482 371 822,39									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		0,00		263 315 513,85					26 104 012,05	4 692 975,86	0,00	2 589 599,06
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		263 315 513,85					26 104 012,05	4 692 975,86	0,00	2 589 599,06
(1043)	N	0,00	A-1	1 999 999,84	2,96	F	FIXE	4,120	666 666,68	99 566,67	0,00	4 120,00
(1049)	N	0,00	A-1	3 683 333,19	4,16	F	FIXE	3,390	866 666,68	143 227,50	0,00	11 536,44
(1052)	N	0,00	A-1	1 666 666,80	4,96	F	FIXE	4,350	333 333,32	81 562,50	0,00	3 625,00
(1055)	N	0,00	A-1	550 000,00	5,42	F	FIXE	4,800	100 000,00	29 400,00	0,00	2 346,67
(1065)	N	0,00	A-1	4 666 666,64	6,16	F	FIXE	3,910	666 666,67	208 533,33	0,00	153 471,97
(1069)	N	0,00	A-1	3 733 333,31	7,43	F	FIXE	2,410	466 666,67	103 188,17	0,00	51 984,59
0014594F (1050)	N	0,00	A-1	1 333 333,30	4,79	F	FIXE	3,980	266 666,67	64 564,44	0,00	11 497,78
0018358H (1059)	N	0,00	A-1	1 466 666,54	5,38	F	FIXE	4,820	266 666,68	79 806,69	0,00	9 229,41
0032606F (1073)	N	0,00	A-1	5 333 333,24	7,93	F	FIXE	1,890	666 666,68	110 171,25	0,00	8 680,00
0421 31408205 01 (1057)	N	0,00	A-1	1 750 000,13	5,16	F	FIXE	0,970	333 333,32	18 995,83	0,00	1 508,89
0421 31408205 02 (1066)	N	0,00	A-1	4 666 666,64	6,08	F	FIXE	3,910	666 666,67	208 533,33	0,00	167 969,32
064407C (1044)	N	0,00	A-1	2 966 064,92	3,09	V	EUR12M	0,372	707 591,57	13 666,00	0,00	8 850,30
0862807 (994)	N	0,00	A-1	252 661,05	1,59	V	LIVRETA	1,800	126 702,23	6 828,54	0,00	1 906,38
10001796417 (1091)	N	0,00	A-1	9 544 962,12	18,34	F	FIXE	0,980	455 037,88	101 758,90	0,00	62 787,55
10112800 EUR (1048)	N	0,00	A-1	2 148 640,96	3,22	F	FIXE	3,190	496 297,64	84 373,54	0,00	53 894,39
1128758 (1040)	N	0,00	A-1	2 550 728,68	2,00	F	FIXE	4,430	779 148,92	147 513,58	0,00	112 997,28
1208000 (1053)	N	0,00	A-1	6 726 220,99	5,00	F	FIXE	4,510	957 934,28	346 555,40	0,00	303 352,57
1220611 (1058)	N	0,00	A-1	3 122 888,35	5,34	F	FIXE	4,510	444 755,20	160 900,72	0,00	94 537,96
1236840 (1064)	N	0,00	A-1	8 076 099,37	6,00	F	FIXE	3,920	986 333,20	355 247,36	0,00	316 583,10
1239635 (1063)	N	0,00	A-1	2 390 049,69	6,59	V	LIVRETA	1,100	339 309,40	28 509,16	0,00	4 340,08
1239637 (1062)	N	0,00	A-1	3 976 719,05	6,59	V	LIVRETA	1,500	555 886,95	64 510,17	0,00	9 832,63
1239639 (1060)	N	0,00	A-1	543 278,64	6,59	V	LIVRETA	1,500	75 942,39	8 813,05	0,00	1 343,28
1243508 (1061)	N	0,00	A-1	174 814,99	6,67	V	LIVRETA	1,500	24 436,56	2 835,84	0,00	224,54
1545-1548 (1094)	N	0,00	A-1	25 000 000,00	19,22	F	FIXE	0,495	0,00	0,00	0,00	95 218,75
1865250B (1039)	N	0,00	A-1	1 718 445,86	1,96	F	FIXE	4,740	800 601,09	121 061,20	0,00	3 846,45
20700286 (61031)	N	0,00	A-1	17 789,25	0,97	F	FIXE	4,470	17 028,04	1 556,33	0,00	26,14
275 (1075)	N	0,00	A-1	7 894 736,84	14,22	F	FIXE	1,290	526 315,79	110 743,86	0,00	81 190,79

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
434651246RCS Bdx (61030)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	3,800	25 632,35	974,03	0,00	0,00
4479891-01 (1033)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	3,920	517 590,34	15 266,38	0,00	0,00
498/502 (1085)	N	0,00	A-1	17 000 000,00	16,23	F	FIXE	1,320	1 000 000,00	242 220,00	0,00	177 650,00
5019311 (1072)	N	0,00	A-1	1 496 627,46	8,17	V	LIVRETA	1,100	172 401,24	17 577,44	0,00	1 411,83
5047852 (1071)	N	0,00	A-1	4 392 165,87	12,84	V	LIVRETA	1,500	322 713,22	70 723,19	0,00	11 010,50
5188543 (1082)	N	0,00	A-1	4 026 016,80	15,59	F	FIXE	0,000	251 626,05	0,00	0,00	0,00
5188552 (1081)	N	0,00	A-1	1 653 600,00	15,59	F	FIXE	0,000	103 350,00	0,00	0,00	0,00
5188556 (1080)	N	0,00	A-1	2 869 024,00	15,59	F	FIXE	0,000	179 314,00	0,00	0,00	0,00
5188575 (1083)	N	0,00	A-1	3 120 000,00	15,59	F	FIXE	0,000	195 000,00	0,00	0,00	0,00
5500494 (1084)	N	0,00	A-1	827 636,72	0,97	F	FIXE	0,680	822 046,79	11 217,85	0,00	185,03
644 (1035)	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	FIXE	4,750	613 828,20	18 280,93	0,00	0,00
646 (1037)	N	0,00	A-1	833 333,29	1,04	F	FIXE	4,750	666 666,68	60 188,65	0,00	8 576,39
685 (1051)	N	0,00	A-1	1 000 000,00	4,92	F	FIXE	4,430	200 000,00	50 520,46	0,00	3 814,72
800078969 (1068)	N	0,00	A-1	3 733 333,31	7,43	V	EUR12M	0,860	466 666,67	36 722,00	0,00	18 818,08
924670DP (1067)	N	0,00	A-1	5 333 333,31	7,04	F	FIXE	3,350	666 666,67	204 350,00	0,00	174 200,00
A33110FF (1054)	N	0,00	A-1	1 203 300,19	5,42	F	FIXE	4,560	171 074,27	62 671,48	0,00	32 170,64
A33110FT (1056)	N	0,00	A-1	576 533,25	5,42	F	FIXE	4,510	82 108,65	29 704,75	0,00	15 244,80
DD03970510 (1074)	N	0,00	A-1	2 666 666,76	8,00	F	FIXE	1,890	333 333,32	54 337,50	0,00	280,00
DD08810600 (1079)	N	0,00	A-1	8 000 000,00	15,50	F	FIXE	1,210	500 000,00	102 850,00	0,00	49 063,01
DD14130203 (1087)	N	0,00	A-1	10 350 000,00	17,25	F	FIXE	1,480	575 000,00	161 690,00	0,00	116 248,93
DD14130214 (1088)	N	0,00	A-1	10 350 000,00	17,25	F	FIXE	1,380	575 000,00	150 765,00	0,00	108 394,27
MIN512187EUR (1077)	N	0,00	A-1	8 000 000,00	15,50	F	FIXE	1,240	500 000,00	105 400,00	0,00	50 007,67
MIN517341EUR (1076)	N	0,00	A-1	4 000 000,00	15,50	F	FIXE	1,240	250 000,00	52 700,00	0,00	25 003,84
MIN517342EUR (1078)	N	0,00	A-1	8 000 000,00	15,50	F	FIXE	1,240	500 000,00	105 400,00	0,00	50 007,67
MON267512EUR/0285577/001 (1045)	N	0,00	A-1	979 430,34	3,09	F	FIXE	3,785	221 775,08	46 223,39	0,00	34 394,06
MON273020EUR (1046)	N	0,00	A-1	637 500,00	4,00	F	FIXE	3,140	150 000,00	23 278,52	0,00	5 115,58
MON273202EUR (1047)	N	0,00	A-1	233 857,17	4,00	F	FIXE	1,840	52 423,97	4 907,23	0,00	1 075,74
MON500123 (1070)	N	0,00	A-1	3 733 333,31	7,59	V	EUR12M	0,762	466 666,67	32 448,50	0,00	8 571,01
MON533178EUR (1089)	N	0,00	A-1	9 333 333,33	13,17	F	FIXE	0,860	666 666,67	90 777,77	0,00	67 292,06
MON533179EUR (1090)	N	0,00	A-1	4 750 000,00	18,17	F	FIXE	1,050	250 000,00	55 416,66	0,00	41 813,01
MON536783EUR (1092)	N	0,00	A-1	10 000 000,00	19,00	F	FIXE	0,500	0,00	0,00	0,00	4 841,10
MON539386EUR (1096)	N	0,00	A-1	15 000 000,00	20,00	F	FIXE	0,660	0,00	0,00	0,00	0,00
MPH241874EUR (1034)	N	0,00	B-1	0,00	0,00	C	TAUX STRUCTURES	3,670	694 376,52	16 219,74	0,00	0,00
MPH263400EUR (1038)	N	0,00	B-1	1 762 388,35	1,92	C	TAUX STRUCTURES	4,790	818 763,51	125 354,36	0,00	7 269,36
PRET PACT (1093)	N	0,00	A-1	9 500 000,00	19,00	F	FIXE	0,410	500 000,00	42 366,67	0,00	237,50
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		0,00		19 884 922,40					1 598 887,46	627 037,53	0,00	3 213,61
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		19 884 922,40					1 598 887,46	627 037,53	0,00	3 213,61
2014006 (CITEMUR1AHT)	N	0,00	A-1	16 124 299,84	12,50	F	FIXE	3,050	1 289 943,96	516 380,70	0,00	2 732,17
2014006 (CITEMUR1ATVA)	N	0,00	A-1	3 224 859,94	12,50	F	FIXE	3,050	257 988,80	103 276,14	0,00	546,43
2014009 (CITEMUR1B)	N	0,00	A-1	535 762,62	12,75	F	FIXE	3,050	50 954,70	7 380,69	0,00	-64,99
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		0,00		11 279,40					15 000,00	0,00	0,00	0,00
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		11 279,40					15 000,00	0,00	0,00	0,00
201500554 (1086)	N	0,00	A-1	11 279,40	0,57	F	FIXE	0,000	15 000,00	0,00	0,00	0,00
Total général		0,00		283 211 715,65					27 717 899,51	5 320 013,39	0,00	2 592 812,67

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
MPH241874EUR (1034)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	8 000 000,00	0,00	1	15,00	Du 15/09/2006 Au 01/10/2009	3,67	EUR3M	0,00		3,670	16 219,74	0,00	0,00
MPH263400EUR (1038)	Caisse française de financement local ex Dexia 7023	8 400 776,83	1 762 388,35	1	15,00	Du 01/12/2008 Au 01/12/2009	4,79	EUR12M+0,15	0,00		4,790	125 354,36	0,00	0,62
TOTAL (B)		16 400 776,83	1 762 388,35						0,00			141 574,10	0,00	0,62
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 3 ou multiplieur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplieur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		16 400 776,83	1 762 388,35						0,00			141 574,10	0,00	0,62

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

- (6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
- (7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
- (8) Montant, index ou formule.
- (9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
- (10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
- (11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	B1.4

TYPLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecart d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecart d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
Structure							
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	64	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,33	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	281 449 327,30	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,62	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 762 388,35	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes éventuelles	
												Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		2 000 000,00					11 089 320,41				0,00	0,00	0,00
2380134/1563502	Cacib-01	2 000 000,00	30/10/2024	CA-CIB	SWAP	Taux	11 089 320,41	30/10/2008	30/10/2024		0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		2 000 000,00					11 089 320,41				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	B1.5

B1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Référence de l'emprunt couvert	Effet de l'instrument de couverture							
		Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						2 712 987,00	22 869,88		
2380134/1563502	Cacib-01	FIXE	4,020	Euribor 3 M	-0,408	2 712 987,00	22 869,88	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						2 712 987,00	22 869,88		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	B1.6

REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00						0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.

(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.

(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.

(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.

(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).

(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.

(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.

(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.

(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.

(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N	B1.7

EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L’ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en années		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				Contrat initial	Contrat renégocié	Contrat initial			Contrat renégocié			Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
						Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.								
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.

- Pour la périodicité de remboursement, indiquer A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE	Durée (en années)	Délibération du
	Biens de faible valeur - Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 0.00 €		0.00
	Catégories de biens amortis		
L	Autres installations, matériel et outillage techniques	1	08/12/2020
L	Autres installations, matériel et outillage techniques	5	08/12/2020
L	Autres installations, matériel et outillage techniques	10	08/12/2020
L	Plantations d'arbres et d'arbustes	15	08/12/2020
L	Concess° et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs similaires	2	08/12/2020
L	Matériel de bureau et matériel informatique	10	08/12/2020
L	Matériel de bureau et matériel informatique	25	08/12/2020
L	Autres immobilisations corporelles	1	08/12/2020
L	Autres immobilisations corporelles	5	08/12/2020
L	Autres immobilisations corporelles	10	08/12/2020
L	Autres immobilisations corporelles cheptel	3	08/12/2020
L	Frais d'études	3	08/12/2020
L	Frais de recherche et de développement	3	08/12/2020
L	Frais d'insertion	3	08/12/2020
L	Participation attributions de compensation d investissement	1	08/12/2020
L	Subventions versées	5	08/12/2020
L	Subventions versées	30	08/12/2020
L	Subventions versées	40	08/12/2020
L	Immeubles de rapport	30	08/12/2020

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES	B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		2 262 778,74	480 000,00	0,00	2 742 778,74
Provisions pour litiges		1 562 778,74	0,00	0,00	1 562 778,74
Contentieux	01/01/2008	1 562 778,74	0,00	0,00	1 562 778,74
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
Provision pour garantie d'emprunt	08/07/2019	700 000,00	0,00	0,00	700 000,00
Autres provisions pour risques		0,00	480 000,00	0,00	480 000,00
Provision pour pertes recettes	08/06/2021	0,00	480 000,00	0,00	480 000,00
Dépréciations (3)		3 947 402,41	300 000,00	206 991,14	4 040 411,27
- des immobilisations		1 016 000,00	0,00	0,00	1 016 000,00
Provision déclassement stade Promis	18/12/2018	1 016 000,00	0,00	0,00	1 016 000,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		2 931 402,41	300 000,00	206 991,14	3 024 411,27
Créances avec risques de non recouvrabilité	01/01/2006	2 931 402,41	300 000,00	206 991,14	3 024 411,27
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires		6 210 181,15	780 000,00	206 991,14	6 783 190,01
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		6 210 181,15	780 000,00	206 991,14	6 783 190,01

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	B4

ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				3 411 864,84	682 372,97	682 372,87	2 047 119,00
2021	charges liées crise sanitaire covid	5	26/01/2021	3 411 864,84	682 372,97	682 372,87	2 047 119,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 04		Intitulé de l'opération : Travaux d'office de la surveillance administrative				Date de la délibération : 03/01/2011
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	356 893,00	835 364,56	554 475,29	280 889,27	0,00	911 368,29
4541104 Travaux d'office de la surveillance administrative (2)	356 893,00	835 364,56	554 475,29	280 889,27	0,00	911 368,29
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	356 893,00	835 364,56	554 475,29	280 889,27	0,00	911 368,29
RECETTES (b)	320 885,38	988 600,70	0,00	988 600,70	0,00	320 885,38
4541204 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	197 344,96	988 600,70	0,00	988 600,70	0,00	197 344,96
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	123 540,42	0,00	0,00	0,00	0,00	123 540,42
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	320 885,38	988 600,70	0,00	988 600,70	0,00	320 885,38

N° opération : 05		Intitulé de l'opération : Travaux d'office de l'Hygiène				Date de la délibération : 03/01/2011
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	135 922,59	333 742,63	0,00	333 742,63	0,00	135 922,59
4541105 Travaux d'office de l'Hygiène (2)	135 922,59	333 742,63	0,00	333 742,63	0,00	135 922,59
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	135 922,59	333 742,63	0,00	333 742,63	0,00	135 922,59
RECETTES (b)	124 188,99	421 362,67	0,00	421 362,67	0,00	124 188,99
4541205 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	124 188,99	421 362,67	0,00	421 362,67	0,00	124 188,99
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	124 188,99	421 362,67	0,00	421 362,67	0,00	124 188,99

N° opération : 18		Intitulé de l'opération : Dispositif Lutte contre la précarité énergétique				Date de la délibération : 03/01/2011
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	87 800,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	87 800,00
458118 Dispositif Lutte contre la précarité énergétique (2)	87 800,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	87 800,00
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	87 800,00	4 500,00	0,00	4 500,00	0,00	87 800,00
RECETTES (b)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
458218 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00

N° opération : 19		Intitulé de l'opération : OUC - Commerce et artisanat				Date de la délibération : 03/01/2011
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	195 308,36	0,00	0,00	0,00	0,00	195 308,36
458119 OUC - Commerce et artisanat (2)	195 308,36	0,00	0,00	0,00	0,00	195 308,36
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	195 308,36	0,00	0,00	0,00	0,00	195 308,36
RECETTES (b)	214 329,37	0,00	0,00	0,00	0,00	214 329,37
458219 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	214 329,37	0,00	0,00	0,00	0,00	214 329,37
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	214 329,37	0,00	0,00	0,00	0,00	214 329,37

N° opération : 20		Intitulé de l'opération : Aménagement de l'espace Saint Michel				Date de la délibération : 03/01/2011
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	12 488 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	12 488 570,54

N° opération : 20		Intitulé de l'opération : Aménagement de l'espace Saint Michel				Date de la délibération : 03/01/2011	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi		
458120 Aménagement de l'espace Saint Michel (2)	12 488 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	12 488 570,54	
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	12 488 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	12 488 570,54	
RECETTES (b)	12 488 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	12 488 570,54	
458220 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	8 960 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 960 000,00	
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	3 528 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	3 528 570,54	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	12 488 570,54	0,00	0,00	0,00	0,00	12 488 570,54	

N° opération : 22		Intitulé de l'opération : PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU				Date de la délibération : 24/06/2013	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi		
DEPENSES (a)	63 259,00	118 941,00	19 600,00	99 341,00	0,00	82 859,00	
458122 PNRQAD Bordeaux Recentre - OPAH RU (2)	63 259,00	118 941,00	19 600,00	99 341,00	0,00	82 859,00	
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	63 259,00	118 941,00	19 600,00	99 341,00	0,00	82 859,00	
RECETTES (b)	46 064,00	140 936,00	7 900,00	133 036,00	0,00	53 964,00	
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	46 064,00	140 936,00	7 900,00	133 036,00	0,00	53 964,00	
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	46 064,00	140 936,00	7 900,00	133 036,00	0,00	53 964,00	

N° opération : 28		Intitulé de l'opération : Travaux d'enfouissement réseaux				Date de la délibération : 06/06/2016	
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi		
DEPENSES (a)	288 990,45	7 001,22	0,00	7 001,22	0,00	288 990,45	
458128 Travaux d'enfouissement réseaux (2)	288 990,45	7 001,22	0,00	7 001,22	0,00	288 990,45	
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

N° opération : 28		Intitulé de l'opération : Travaux d'enfouissement réseaux				Date de la délibération : 06/06/2016
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	288 990,45	7 001,22	0,00	7 001,22	288 990,45	
RECETTES (b)	0,00	629 645,00	0,00	629 645,00	0,00	
458228 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	629 645,00	0,00	629 645,00	0,00	
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Recettes nettes (b - d)	0,00	629 645,00	0,00	629 645,00	0,00	

N° opération : 30		Intitulé de l'opération : GS Niel Hortense				Date de la délibération : 09/05/2017
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	4 473 156,44	10 461 677,77	10 208 153,24	253 524,53	0,00	14 681 309,68
458130 GS Niel Hortense (2)	4 458 536,48	10 461 677,77	10 208 153,24	253 524,53	0,00	14 666 689,72
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458130 Annulations sur dépenses (c) (3)	14 619,96	0,00	0,00	0,00	0,00	14 619,96
Dépenses nettes (a - c)	4 458 536,48	10 461 677,77	10 208 153,24	253 524,53	0,00	14 666 689,72
RECETTES (b)	10 189 942,80	4 730 581,60	0,00	4 730 581,60	0,00	10 189 942,80
458230 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	10 189 942,80	4 730 581,60	0,00	4 730 581,60	0,00	10 189 942,80
<i>040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	10 189 942,80	4 730 581,60	0,00	4 730 581,60	0,00	10 189 942,80

N° opération : 33		Intitulé de l'opération : CNC - Centre National du Cinéma				Date de la délibération : 18/12/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	242 666,64	26 500,02	24 000,01	2 500,00	0,01	266 666,65
458133 CNC - Centre National du Cinéma (2)	242 666,64	26 500,02	24 000,01	2 500,00	0,01	266 666,65
<i>040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section</i>	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 33		Intitulé de l'opération : CNC - Centre National du Cinéma				Date de la délibération : 18/12/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Dépenses nettes (a - c)	242 666,64	26 500,02	24 000,01	2 500,00	0,01	266 666,65
RECETTES (b)	269 466,66	179 444,44	37 500,00	141 944,44	0,00	306 966,66
458233 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	269 466,66	179 444,44	37 500,00	141 944,44	0,00	306 966,66
<i>040</i> Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041</i> Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	269 466,66	179 444,44	37 500,00	141 944,44	0,00	306 966,66

N° opération : 34		Intitulé de l'opération : Fonds de soutien création numérique - CNC				Date de la délibération : 18/12/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	16 177,78	1 766,66	1 599,99	166,67	0,00	17 777,77
458134 Fonds de soutien création numérique - CNC (2)	16 177,78	1 766,66	1 599,99	166,67	0,00	17 777,77
<i>040</i> Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041</i> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a - c)	16 177,78	1 766,66	1 599,99	166,67	0,00	17 777,77
RECETTES (b)	0,00	17 944,44	0,00	17 944,44	0,00	0,00
458234 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	17 944,44	0,00	17 944,44	0,00	0,00
<i>040</i> Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041</i> Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	17 944,44	0,00	17 944,44	0,00	0,00

N° opération : 35		Intitulé de l'opération : GS Niel Hortense - reversement DSIL GS à BM				Date de la délibération : 09/05/2017
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
DEPENSES (a)	0,00	3 763 245,00	0,00	3 763 245,00	0,00	0,00
458135 GS Niel Hortense - reversement DSIL GS à BM (2)	0,00	3 763 245,00	0,00	3 763 245,00	0,00	0,00
<i>040</i> Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<i>041</i> Opérations d'ordre à l'intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 35		Intitulé de l'opération : GS Niel Hortense - reversement DSIL GS à BM				Date de la délibération : 09/05/2017
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice			Cumul des réalisations au 31/12/N	
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser		Crédits sans emploi
Dépenses nettes (a – c)	0,00	3 763 245,00	0,00	3 763 245,00	0,00	0,00
RECETTES (b)	0,00	3 763 245,00	3 763 245,00	0,00	0,00	3 763 245,00
458235 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	3 763 245,00	3 763 245,00	0,00	0,00	3 763 245,00
040 Financement par le mandataire (contrepartie 6742)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	0,00	3 763 245,00	3 763 245,00	0,00	0,00	3 763 245,00

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – EMPRUNTS GARANTIS	B7.1

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00										0,00	0,00	
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					106 210 772,76	83 654 722,13										1 172 668,62	4 967 495,23	
AGENCE FRANCE LOCALE	2018	P	Garantie AFL	AGENCE FRANCE LOCALE	1 939 200,48	0,00	0,00	T	F	FIXE	4,933	F	FIXE	4,750	A-1	18 584,71	613 828,19	
AGENCE FRANCE LOCALE	2018	C	Garantie AFL	AGENCE FRANCE LOCALE	3 166 666,67	833 333,29	1,04	T	F	FIXE	5,438	F	FIXE	4,750	A-1	60 188,65	666 666,68	
AGENCE FRANCE LOCALE	2017	C	Investissements 2017	AGENCE FRANCE LOCALE	10 000 000,00	7 894 736,84	14,22	A	F	FIXE	1,309	F	FIXE	1,290	A-1	110 743,86	526 315,79	
AGENCE FRANCE LOCALE	2018	C	GARANTIE AFL	AGENCE FRANCE LOCALE	20 000 000,00	17 000 000,00	16,23	A	F	FIXE	1,339	F	FIXE	1,320	A-1	242 220,00	1 000 000,00	
AGENCE FRANCE LOCALE	2021	C	GARANTIE AFL	AGENCE FRANCE LOCALE	25 000 000,00	25 000 000,00	19,22	A	F	FIXE	0,502	F	FIXE	0,495	A-1	0,00	0,00	
ASS. PITCHOUN	2008	P	Acquisition immeuble 16/18 rue de Nuits	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	325 000,00	51 273,97	1,83	M	F	FIXE	5,064	F	FIXE	4,950	A-1	3 276,64	27 339,32	
ASS. RECLASS. PAR TRAVAIL HANDICAPES MOTEURS	2007	P	Agrandissement et aménagement réfectoire, isolation du bruit. Tr 1	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	408 800,00	9 182,12	0,03	T	F	FIXE	4,353	F	FIXE	4,300	A-1	1 361,05	35 761,11	

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASS. RECLASS. PAR TRAVAIL HANDICAPES MOTEURS	2007	P	Agrandissement et aménagement réfectoire et isolation du bruit. Tr 2	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	149 350,00	3 354,53	0,14	T	F	FIXE	4,340	F	FIXE	4,300	A-1		497,25	13 064,87
ASS. RECLASS. PAR TRAVAIL HANDICAPES MOTEURS	2007	P	Aménagement de bureaux CAT bel air	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	120 000,00	10 584,41	0,99	T	V	LIVRETA	2,907	V	LIVRETA	1,948	A-1		337,35	10 145,03
ASS. RECLASS. PAR TRAVAIL HANDICAPES MOTEURS	2015	C	Travaux de rénovation remise aux normes des cuisines 40 rue du Moulineau	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	325 000,00	11 606,95	0,17	M	F	FIXE	1,458	F	FIXE	1,450	A-1		532,98	46 428,60
Ass. ADAPEI de la Gironde	2008	C	Refinancement des prêts MON229631EUR et MON238353EUR	SFIL	1 224 547,15	517 030,99	9,42	T	F	FIXE	5,098	F	FIXE	5,000	A-1		27 552,31	54 424,32
Ass. les Coqs Rouges	2018	P	Restructuration et renovation siege social	SOCIETE GENERALE	2 000 000,00	1 762 413,59	7,00	A	F	FIXE	1,450	F	FIXE	1,450	A-1		29 000,00	237 586,41
Association AGEAC-CSF	2011	P	Acquisition locaux résidence "terrasses Armagnac"	CAISSE FEDERALE CREDIT MUTUEL	215 000,00	112 210,79	6,28	M	F	FIXE	3,556	F	FIXE	3,500	A-1		4 223,84	15 555,40
Association ALEMA	2012	P	Crèche "A petits pas" travaux d'agrandissement	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	130 000,00	12 635,05	0,81	M	F	FIXE	3,526	F	FIXE	3,470	A-1		715,98	14 688,30
Association Brins d'Eveil	2015	P	Brins d'Eveil renégociation de prêts de la Pouponnière du centre suite à la fusion	CAISSE CENTRALE CREDIT D'EPARGNE	600 252,46	297 666,18	5,51	M	F	FIXE	2,071	F	FIXE	2,050	A-1		6 748,87	49 811,15
Association P tit Bout chou	2011	P	Acquisition d'une maison d'habitation et travaux extension crèche P'tit Bout'chou OK	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	1 022 000,00	738 093,49	12,64	T	F	FIXE	3,917	F	FIXE	3,860	A-1		29 557,35	44 014,61
Association d'éducation populaire Saint-Gabriel	2012	X Durée Ajustable	Ecole Saint Gabriel réaménagement classes de maternelle et sanitaires	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	700 000,00	436 661,82	10,60	M	F	FIXE	3,748	F	FIXE	3,690	A-1		16 774,50	32 919,78
Association d'éducation populaire Saint-Gabriel	2013	P	Ecole Saint Gabriel tx classes maternelles et sanitaires phase 2	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	500 000,00	377 528,31	16,85	M	F	FIXE	3,043	F	FIXE	3,010	A-1		11 680,71	16 793,76

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Association d'éducation populaire Saint-Gabriel	2017	P	Mise aux normes de locaux d'enseignement et agrandissement du lieu de restauration scolaire	SOCIETE GENERALE	150 000,00	129 759,33	5,44	M	F	FIXE	0,772	F	FIXE	0,800	A-1		1 125,88	15 816,38
Association le P'tit Campus	2011	X Durée Ajustable	crèche interuniversitaire "le p'tit campus"	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	135 000,00	76 746,78	9,20	T	F	FIXE	3,638	F	FIXE	3,700	A-1		2 998,47	6 837,08
FABRIQUE POLA	2018	P	Financement de travaux visant à l'installation de la fabrique POLA sur le site de Pargade, à Bordeaux	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	250 000,00	208 025,23	12,50	M	F	FIXE	1,549	F	FIXE	1,500	A-1		3 242,71	15 018,65
FABRIQUE POLA	2018	P	Cofinancement avec le Crédit coopératif de travaux d'installation de la fabrique POLA	LA BANQUE POSTALE	49 543,38	41 880,18	12,54	M	F	FIXE	1,511	F	FIXE	1,500	A-1		652,67	3 001,69
FABRIQUE POLA	2018	P	Cofinancement avec le Crédit coopératif de travaux d'installation de la fabrique POLA	LA BANQUE POSTALE	165 956,62	137 600,45	12,54	M	F	FIXE	1,511	F	FIXE	1,500	A-1		2 144,35	9 862,13
FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG	2008	P	Extension EHPAD Dames de la Foi	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	1 650 000,00	1 136 193,68	16,04	T	V	LIVRETA	3,182	V	LIVRETA	2,005	A-1		23 454,44	48 159,77
FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG	2018	C	CRECHE VILLA PIA	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	500 000,00	407 894,70	15,50	T	F	FIXE	1,455	F	FIXE	1,400	A-1		5 940,79	26 315,80
Fondation d'Apprentis d'Auteuil	2012	P	Fondation d'Apprentis d'Auteuil structure multi accueil Bordeaux Maritime	BNP-PARIBAS	464 600,00	214 948,08	5,75	A	F	FIXE	3,499	F	FIXE	3,500	A-1		8 632,89	31 706,04
INCITE BORDEAUX LA CUB	2005	P	Acq nouv siège social 95-101 crs Victor Hugo	DEXIA CREDIT LOCAL	1 000 000,00	251 788,86	3,92	T	F	FIXE	3,041	F	FIXE	3,290	A-1		9 610,21	57 957,66
INCITE BORDEAUX LA CUB	2006	P	Travaux centre commercial du Grand Parc	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	1 940 000,00	981 248,60	10,00	S	V	LIVRETA	2,700	V	LIVRETA	1,260	A-1		13 127,90	80 630,42

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
INCITE BORDEAUX LA CUB	2011	P	Extension du siège social d'Incité sis 99 cours Victor Hugo	CREDIT LYONNAIS	250 000,00	0,00	0,00	T	F	FIXE	2,525	F	FIXE	2,500	A-1		44,00	7 039,11
Institut Bergonier	2017	C	Construction du nouveau Pôle Chirurgical Josy REIFFERS, 229 Cours de l'Argonne, Bordeaux	CAISSE D'EPARGNE	4 825 000,00	3 551 736,00	13,18	M	F	FIXE	1,409	F	FIXE	1,400	A-1		51 757,10	268 055,64
MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE	2014	P	Terre Nègre tx reconstruction/rénovation pavillon (montant total 3 prêts (20 567 387 euros))	CAISSE D'EPARGNE	13 423 780,00	11 214 941,14	19,58	T	F	FIXE	2,394	F	FIXE	2,340	A-1		272 641,76	441 850,62
MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE	2014	C	Terre Nègre tx de reconruction/renovation (montant total des 3 prêts 20 567 387)	CAISSE D'EPARGNE	1 477 443,00	1 172 104,78	19,76	M	F	FIXE	3,314	F	FIXE	3,385	A-1		40 151,36	59 097,72
MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE	2016	P	Terre Nègre tx de reconstruction/rénovation pavillon (montant total 3 prêts (20 567 387 euros))	CREDIT FONCIER DE FRANCE	5 666 164,00	4 791 636,37	22,33	T	F	FIXE	1,781	F	FIXE	1,780	A-1		88 415,73	171 707,80
MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE	2018	C	Refinancement de prêt Dexia de 5 961 104€	CAISSE D'EPARGNE	4 487 469,00	3 846 401,95	19,33	T	F	FIXE	2,097	F	FIXE	2,090	A-1		82 966,40	197 251,40
Pact Habitat et Développement de la Gironde	2007	P	Transformation avance trésorerie consentie par l'ANPEEC	CILG	500 000,00	206 003,71	7,24	A	F	FIXE	0,427	F	FIXE	0,500	A-1		1 155,91	25 177,32
Société Les Fils de Madame Géraud	2009	C	Droit d'entrée au titre de l'utilisation des équipements et ouvrage marché des Capucins	SOCIETE GENERALE	1 450 000,00	217 499,96	2,01	T	V	EUR3M	1,205	V	EUR3M	0,209	A-1		610,00	96 666,68
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					37 576 254,19	25 641 383,35											404 929,51	2 262 089,34
ACCUEIL FAMILLES D HOSPITALISE	2006	X Produits CDC	Acquisition parts sociales association accueil familles hospitalisés	Caisse des dépôts et Consignation	250 000,00	0,00	0,00	T	V	LIVRETA	2,903	V	LIVRETA	1,500	A-1		112,39	15 049,48
ADOMA	1989	X Produits CDC	Acquisition amélioration de 6 logts 6 quai de Bacalan	Caisse des dépôts et Consignation	277 266,95	69 840,74	4,09	A	V	LIVRETA	4,082	V	LIVRETA	1,800	A-1		1 510,56	14 079,13
ADOMA	1990	X Produits CDC	Acquisition réhabilitation immeuble 8 rue Clare	Caisse des dépôts et Consignation	327 388,53	79 743,80	4,92	A	V	LIVRETA	3,986	V	LIVRETA	1,800	A-1		1 724,75	16 075,48

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ADOMA	1987	X Produits CDC	Acq. Amélioration 2 logements 13 Rue Porte de la Monnaie	Caisse des dépôts et Consignation	78 008,16	11 393,71	2,84	A	V	LIVRETA	3,968	V	LIVRETA	1,020	A-1		155,72	3 872,61
ADOMA	1987	X Produits CDC	Acq. amélioration 2 logements 13 rue Porte de la Monnaie	Caisse des dépôts et Consignation	76 727,59	11 206,67	2,84	A	V	LIVRETA	3,968	V	LIVRETA	1,020	A-1		153,16	3 809,04
ADOMA	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1306413	Caisse des dépôts et Consignation	149 360,94	96 869,47	7,09	A	V	LIVRETA	1,383	V	LIVRETA	1,100	A-1		1 209,07	13 046,17
ADOMA	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1306422	Caisse des dépôts et Consignation	491 137,48	318 531,92	7,59	A	V	LIVRETA	1,380	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 975,74	42 899,19
ADOMA	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1306428	Caisse des dépôts et Consignation	364 669,06	245 494,53	8,17	A	V	LIVRETA	1,394	V	LIVRETA	1,100	A-1		3 026,65	29 655,02
ADOMA	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1306456	Caisse des dépôts et Consignation	107 343,66	71 098,50	7,34	A	V	LIVRETA	1,383	V	LIVRETA	1,100	A-1		882,83	9 158,41
ADOMA	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 1306510	Caisse des dépôts et Consignation	21 646,26	15 191,69	9,25	A	V	LIVRETA	1,404	V	LIVRETA	1,100	A-1		184,95	1 621,85
APIMI ASS INOVATION MATIERE INTEGRATION	2006	X Produits CDC	Création d une structure innovante pour l accueil petite enfance APIMI	Caisse des dépôts et Consignation	347 739,00	183 254,34	10,25	A	V	LEP	2,267	V	LEP	1,200	A-1		2 385,03	15 497,78
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	1997	X Produits CDC	Construction d une résidence Dulamon	Caisse des dépôts et Consignation	186 602,32	68 170,95	7,09	A	V	LIVRETA	3,133	V	LIVRETA	1,300	A-1		988,16	7 841,28
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2001	X Produits CDC	Construction de 8 logements cité Claveau	Caisse des dépôts et Consignation	403 044,86	193 487,59	13,17	A	V	LIVRETA	2,453	F	FIXE	0,700	A-1		1 446,19	13 110,89
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2001	X Produits CDC	Construction de 8 logements individuels cité Claveau T 1	Caisse des dépôts et Consignation	385 321,45	184 286,12	13,17	A	V	LIVRETA	2,364	F	FIXE	0,700	A-1		1 377,41	12 487,40
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2018	X Produits CDC	Acquisition amélioration 11 logts. 33/35 rue Traversanne	Caisse des dépôts et Consignation	172 702,57	148 534,30	18,50	A	V	LIVRETA	2,168	V	LIVRETA	1,800	A-1		2 822,53	8 272,88
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Constr. 202 logts. étudiants rue du Tauzin à Bordeaux	Caisse des dépôts et Consignation	1 465 869,98	1 294 744,10	6,09	A	V	LIVRETA	1,695	V	LIVRETA	1,400	A-1		18 937,75	171 125,88

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Constr. d une maison de retraite et de 107 logements R.P.A.	Caisse des dépôts et Consignation	1 066 757,10	978 914,28	9,00	A	V	LIVRETA	1,400	V	LIVRETA	1,400	A-1		12 506,42	87 842,82
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Constr. d une maison de retraite et de 107 logts R.P.A.	Caisse des dépôts et Consignation	412 852,62	344 184,54	8,92	A	V	LIVRETA	1,682	V	LIVRETA	1,400	A-1		5 303,98	34 671,46
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Construction de 4 logements cité Claveau	Caisse des dépôts et Consignation	137 495,36	116 544,05	11,34	A	V	LIVRETA	1,744	V	LIVRETA	1,400	A-1		1 777,39	10 412,29
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Construction de 8 logements collectifs cité Claveau T 1	Caisse des dépôts et Consignation	225 065,54	191 718,26	12,42	A	V	LIVRETA	1,747	V	LIVRETA	1,400	A-1		2 915,38	16 523,03
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Construction de 12 logements individuels cité Claveau T 1	Caisse des dépôts et Consignation	457 333,70	389 571,94	12,42	A	V	LIVRETA	1,747	V	LIVRETA	1,400	A-1		5 924,05	33 574,84
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Contrat CDC n° 0942253	Caisse des dépôts et Consignation	628 770,47	498 316,96	6,67	A	V	LIVRETA	1,657	V	LIVRETA	1,400	A-1		7 898,51	65 862,38
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Construction de 9 logements rue Dupérat cité Claveau	Caisse des dépôts et Consignation	46 456,67	44 594,60	31,17	A	V	LIVRETA	1,927	V	LIVRETA	1,500	A-1		696,85	1 862,07
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Construction de 9 logements rue Dupérat cité Claveau	Caisse des dépôts et Consignation	280 245,71	262 274,82	16,17	A	V	LIVRETA	1,786	V	LIVRETA	1,400	A-1		3 923,44	17 970,89
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Réhabilitation de 231 logements étudiants rue de Budos	Caisse des dépôts et Consignation	703 477,41	583 155,44	4,09	A	V	LIVRETA	1,638	V	LIVRETA	1,400	A-1		9 088,31	120 321,97
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Constr. 164 logements étudiants crs de la Marne à Bordeaux	Caisse des dépôts et Consignation	1 195 602,35	991 107,89	4,17	A	V	LIVRETA	1,632	V	LIVRETA	1,400	A-1		16 738,43	204 494,46
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2020	X Produits CDC	Réhabilitation de 231 logements étudiants rue de Budos	Caisse des dépôts et Consignation	621 760,53	439 416,49	4,59	A	V	LIVRETA	1,603	V	LIVRETA	1,400	A-1		7 421,13	90 664,44
AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5187741	Caisse des dépôts et Consignation	41 324,00	37 205,85	32,84	A	V	LIVRETA	0,701	V	LIVRETA	0,300	A-1		114,83	1 071,04
C.C.A.S.	2018	P	Investissements 2018	CREDIT AGRICOLE AQUITAINE	1 300 000,00	991 525,66	8,96	T	F	FIXE	1,167	F	FIXE	1,145	A-1		12 098,30	104 002,66

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CDC HABITAT	2014	P	Travaux de restructuration et d'amélioration RPA Achard	CREDIT FONCIER DE FRANCE	1 550 000,00	1 194 088,59	17,83	A	F	FIXE	2,102	F	FIXE	2,110	A-1		26 336,45	54 084,15
CDC HABITAT	2014	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5019244	Caisse des dépôts et Consignation	1 256 802,00	946 192,78	17,84	A	V	LIVRETA	1,451	V	LIVRETA	1,100	A-1		10 928,43	47 301,17
DIACONAT DE BORDEAUX	2007	X Produits CDC	Reconstruction du centre d'accueil d'urgence Mamré	Caisse des dépôts et Consignation	178 523,00	128 836,91	25,59	A	V	LIVRETA	1,094	V	LIVRETA	0,300	A-1		400,79	4 757,68
DOMOFRANCE	1989	X Produits CDC	Acquisition amélioration 280 logts résidence Saint Jean	Caisse des dépôts et Consignation	2 297 487,95	72 630,89	4,92	A	V	LIVRETA	1,427	V	LIVRETA	1,500	A-1		1 312,96	14 899,55
DOMOFRANCE	2005	X Produits CDC	Acquisition amélioration logement individuel 76 rue Lecoq	Caisse des dépôts et Consignation	51 218,00	14 097,14	18,92	A	V	LIVRETA	2,456	V	LIVRETA	1,200	A-1		177,05	657,12
DOMOFRANCE	2005	X Produits CDC	Acquisition amélioration logement 16 rue Ampère	Caisse des dépôts et Consignation	24 426,00	9 215,37	18,92	A	V	LIVRETA	2,339	V	LIVRETA	1,200	A-1		115,74	429,56
DOMOFRANCE	2006	X Produits CDC	Acquisition amélioration immeuble rue St Vincent de Paul (hôtel Mauriac)	Caisse des dépôts et Consignation	64 912,00	55 444,57	35,84	A	V	LIVRETA	1,627	V	LIVRETA	1,000	A-1		567,19	1 274,37
DOMOFRANCE	2008	X Produits CDC	amélioration maison relais 199 ter quai de Brazza	Caisse des dépôts et Consignation	835 300,00	638 282,57	28,59	A	V	LIVRETA	1,842	F	FIXE	0,980	A-1		5 360,09	18 951,34
DOMOFRANCE	2008	X Produits CDC	Acquisition maison relais 199 ter quai de Brazza	Caisse des dépôts et Consignation	137 750,00	114 681,67	36,59	A	V	LIVRETA	1,994	V	LIVRETA	1,300	A-1		1 522,09	2 402,10
DOMOFRANCE	2009	X Produits CDC	Construction d'une maison relais 199 ter quai de brazza	Caisse des dépôts et Consignation	158 655,00	122 966,38	28,59	A	V	LIVRETA	1,513	F	FIXE	0,980	A-1		1 032,63	3 651,01
DOMOFRANCE	2009	X Produits CDC	travaux amélioration logement 67 rue Brun	Caisse des dépôts et Consignation	132 794,00	65 427,87	28,09	A	V	LIVRETA	0,878	V	LIVRETA	0,300	A-1		202,75	2 156,33
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Construction de 9 logements Cité Jardin	Caisse des dépôts et Consignation	398 026,85	165 663,31	10,17	A	V	LIVRETA	1,649	V	LIVRETA	1,300	A-1		2 359,38	15 827,46
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Construction de 5 logements Cité Jardin	Caisse des dépôts et Consignation	107 417,10	50 483,88	11,92	A	V	LIVRETA	1,702	V	LIVRETA	1,300	A-1		713,15	4 373,72

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Construction de 9 logements Cité Jardin	Caisse des dépôts et Consignation	346 031,91	273 231,72	12,17	A	V	LIVRETA	1,870	V	LIVRETA	1,500	A-1		4 382,10	18 908,27
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Construction de 18 logements Cité Jardin	Caisse des dépôts et Consignation	609 193,60	489 204,93	13,92	A	V	LIVRETA	1,919	V	LIVRETA	1,500	A-1		7 806,00	31 195,04
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Construction de 13 logements individuels Cité Jardin 3e T	Caisse des dépôts et Consignation	390 194,63	303 801,26	16,34	A	V	LIVRETA	1,697	V	LIVRETA	1,170	A-1		3 806,66	21 554,24
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Acquis. foncière & constr.13 logts indiv cité Jardin 3e T	Caisse des dépôts et Consignation	101 477,58	87 364,42	31,34	A	V	LIVRETA	2,090	V	LIVRETA	1,550	A-1		1 410,00	3 603,13
DOMOFRANCE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5186756	Caisse des dépôts et Consignation	55 355,00	51 403,76	45,34	A	V	LIVRETA	0,717	V	LIVRETA	0,300	A-1		157,33	1 040,69
DOMOFRANCE	2017	X Produits CDC	Contrat CDC n° 5186757	Caisse des dépôts et Consignation	1 089 274,00	989 613,73	35,34	A	V	LIVRETA	0,699	V	LIVRETA	0,300	A-1		3 046,83	25 994,75
DOMOFRANCE	2019	X Produits CDC	Rachat de patrimoine à la SA d'HLM Logévie	Caisse des dépôts et Consignation	209 562,47	195 345,83	22,34	A	F	FIXE	1,328	F	FIXE	1,400	A-1		2 835,05	7 157,73
ENEAL, SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE-FONCIERE	2005	X Produits CDC	Restauration de l'immeuble 1 rue Maucoudinat	Caisse des dépôts et Consignation	29 765,00	4 435,10	3,92	A	V	LIVRETA	2,631	V	LIVRETA	1,200	A-1		66,72	1 125,01
FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG	2012	X Produits CDC	Maison relais 195-197 rue de Pessac	Caisse des dépôts et Consignation	250 000,00	142 837,59	10,42	A	V	LIVRETA	0,889	V	LIVRETA	0,300	A-1		466,78	12 753,36
INCITE BORDEAUX LA CUB	2008	P	Rénovation de logements cité du Grand Parc	CAISSE D'EPARGNE	1 500 000,00	404 094,28	2,29	A	F	FIXE	4,620	F	FIXE	4,620	A-1		24 350,86	122 980,65
INCITE BORDEAUX LA CUB	2011	P	Transformation bureaux ancienne trésorerie du Grand Parc en 3 logements	CREDIT LYONNAIS	150 000,00	0,00	0,00	T	F	FIXE	2,525	F	FIXE	2,500	A-1		26,40	4 223,60
INCITE BORDEAUX LA CUB	2012	P	Grand Parc 672 travaux de menuiseries	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	500 000,00	226 254,93	5,50	T	F	FIXE	3,916	F	FIXE	3,860	A-1		9 569,66	34 495,94

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
INCITE BORDEAUX LA CUB	2012	P	Travaux de réfection des halls et portes entrée Grand Parc	CAISSE CENTRALE CREDIT COOPERATIF	250 000,00	108 844,45	5,25	T	F	FIXE	3,947	F	FIXE	3,890	A-1		4 659,59	17 418,46
INCITE BORDEAUX LA CUB	2015	C	Ilôt Counord construction de 40 logements sociaux	LA BANQUE POSTALE	1 028 500,00	719 950,00	13,79	T	F	FIXE	1,914	F	FIXE	1,900	A-1		14 289,73	51 425,00
INCITE BORDEAUX LA CUB	2018	X Produits CDC	Avenue Emile Counord (transfert DEXIA)	Caisse des dépôts et Consignation	15 278,36	13 733,10	16,84	A	V	LIVRETA	1,909	V	LIVRETA	1,880	A-1		268,28	537,32
INCITE BORDEAUX LA CUB	2016	P	Refinancement opération "Arc en ciel" de 40 logements sociaux au 127 av Emilie Counord	ARKEA	3 680 000,00	2 980 054,89	17,58	T	F	FIXE	1,844	F	FIXE	1,830	A-1		56 149,80	140 862,12
Institut Bergonier	2016	P	Financement de la construction d'un pôle chirurgical	LA BANQUE POSTALE	7 500 000,00	6 061 415,58	14,13	M	F	FIXE	1,441	F	FIXE	1,440	A-1		90 278,12	382 967,37
MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE	2005	X Produits CDC	Travaux de réhabilitation du Pavillon Maurel	Caisse des dépôts et Consignation	255 877,00	51 175,40	3,92	A	V	LIVRETA	2,935	V	LIVRETA	1,500	A-1		959,54	12 793,85
MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE	2019	X Produits CDC	Restructuration et humanisation du bâtiment Buhan	Caisse des dépôts et Consignation	200 462,47	100 231,24	2,75	A	V	LIVRETA	1,748	V	LIVRETA	1,550	A-1		2 071,45	33 410,41
TOTAL GENERAL					143 787 026,95	109 296 105,48											1 577 598,13	7 229 584,57

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B7.2

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (2)	A	6 140 163,85
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	32 866 211,32
Provisions pour garanties d'emprunts	D	700 000,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A + B + C - D	38 306 375,17
Recettes réelles de fonctionnement	II	0,00
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	I / II	0,00

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	74 249 084,45	
Personnes de droit privé	42 506 640,45	
Associations	39 916 826,40	
1300	9 500,00	
3 S : SEJOUR SPORTIF SOLIDAIRE	1 000,00	
50/50 BJJ	0,00	Equipements sportifs
5UN7	2 000,00	Formations
60 000 REBONDS NOUVELLE AQUITAINE	3 000,00	
A5BIS / ESPACE 29	12 600,00	
AAO - AM ANGEGBENEM ORT	11 000,00	
ABALONE CHASSE BORDEAUX - ACB	0,00	Equipements sportifs, locaux
ACADEMIE BUSHIKAI KARATE DO	0,00	Equipements sportifs
ACADEMIE DES SCIENCES, BELLES LETTRES ET ARTS DE BORDEAUX	7 600,00	Locaux
ACADEMIE YOUNUS	36 500,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux, formations
ACCOMPAGNEMENT ET RECHERCHE PSYCHO-SOCIO EDUCATIFS POUR LES JEUNES (ARPEJE)	0,00	Locaux
ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE ET MEDIATION INTERCULTURELLE - AMI	7 000,00	
ACCOMPAGNER CONDUIRE TRANSMETTRE - ACT	0,00	Locaux
ACCOMPAGNER, PROMOUVOIR, INTEGRER LES DEFICIENTS VISUELS - APIDV	2 000,00	
ACTIFS 33	6 500,00	
ACTION CONTRE LA FAIM	0,00	Locaux
ADORA - ASS. DEVELOPPEMENT ET ACCOMPAGNEMENT AQUITAINE ORIENTATION PERS. ET PROF. TOUT AU LONG VIE	6 000,00	Locaux
ADRIA	8 000,00	Matériel pour manifestations
AGENCE D'URBANISME BORDEAUX METROPOLE AQUITAINE (A'URBA)	55 290,00	
AGENCE SENS COMMUN	6 600,00	
AGIR CANCER GIRONDE	1 000,00	
AGORA DES ARTS	0,00	Matériel pour manifestations
AIDOMI	0,00	Locaux
AIGUILLES ET CALAME	0,00	Locaux
AIKIDO BORDEAUX BASTIDE	0,00	Equipements sportifs
AIM - ACTIONS INTER MEDIATION	24 000,00	
AIR ROLLER (ATTENTION INERTIE RENOUVELABLE)	7 000,00	Equipements sportifs
ALEMA	315 588,00	Locaux
ALLIANCE DEPARTEMENT 33, JUSQU'AU BOUT ACCOMPAGNER LA VIE...	6 000,00	Locaux
ALLIANCE FRANCAISE DE BORDEAUX NOUVELLE-AQUITAINE	1 000,00	
ALTER ECHO	4 500,00	
AMARUART-EUROPE	2 250,00	
AMICALE BORDELAISE DES TRACTION AVANT CITROEN	0,00	Locaux
AMICALE DES ANCIENS DES TROUPES DE MARINE DE BORDEAUX ET D'AQUITAINE	500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
AMICALE DES ELEVES MECANICIENS ET ENERGIE DE LA FLOTTE D'AQUITAINE - AEMEFA	0,00	Locaux
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN - ALB	98 700,00	Equipements sportifs, locaux
AMICALE DES LOCATAIRES DU PORT DE LA LUNE	500,00	
AMICALE DES PARACHUTISTES DU SUD-OUEST	300,00	
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DU SECTEUR D'INTERVENTION DE BORDEAUX METROPOLE	0,00	Matériel pour manifestations
AMICALE DU PATRONAGE LAIQUE ET DU CONSEIL DE PARENTS D'ELEVES DU GROUPE SCOLAIRE NUYENS	0,00	Matériel pour manifestations
AMICALE LAIQUE ANATOLE FRANCE	1 022,00	
AMICALE LAIQUE BORDEAUX BENAUGE	5 000,00	
AMICALE LAIQUE DE BORDEAUX CENTRE	2 500,00	Equipements sportifs
AMICALE LAIQUE DES ECOLES DAVID JOHNSTON - LAGRANGE - ALBERT BARRAUD - NAUJAC	334 607,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
AMICALE LAIQUE DU GROUPE SCOLAIRE LEONARD-LENOIR - MONTAUD - NUITS	0,00	Equipements sportifs
AMIS D'ARS ET FIDES BORDEAUX	2 000,00	Matériel pour manifestations
AMITIES GENEALOGIQUES BORDELAISES	0,00	Locaux
AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE 55 BORDEAUX SUD	0,00	Locaux
ANABASE	0,00	Locaux
ANCIENS BASTIDIENS-CLUB	0,00	Locaux
ANIM'GINKO	4 000,00	Matériel pour manifestations
ANIMA'FAC	1 500,00	
ANIMATIONS VILLAGE SAINT-SEURIN	0,00	Matériel pour manifestations
ANTICOR, SOIT "ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE LA CORRUPTION ET POUR L'ETHIQUE EN POLITIQUE"	0,00	Locaux
APE PAUL DOUMER	0,00	Locaux
APF FRANCE HANDICAP	4 000,00	Matériel pour manifestations, formations
APNEE 33	0,00	Equipements sportifs
APPEL DES CENT POUR LA PAIX COLLECTIF BORDELAIS	0,00	Matériel pour manifestations
AQUATIC BORDEAUX CAUDERAN CLUB - AB2C	0,00	Equipements sportifs, locaux
AQUITAINE PARTAGE	5 500,00	
ARC EN REVE	445 600,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
ARCHIMUSE - BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations
ARE 33 - ASSOCIATION REPOSE EMPLOI	0,00	Locaux
AREMACS	7 600,00	
ARI	0,00	Equipements sportifs
ART SAINT AUG' (ASA)	1 000,00	
ARTES BRASIL	0,00	Equipements sportifs
ARTILUS	0,00	Matériel pour manifestations, formations
ARTS D'EKO	0,00	Formations
ARTS ET LETTRES DE FRANCE ASSOCIATION CULTURELLE INTERNATIONALE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
ARTS MARTIAUX SHAOLIN BORDEAUX	0,00	Equipements sportifs
ARTS MARTIAUX TRADITIONNELS BORDELAIS	0,00	Equipements sportifs
ASC BNP PARIBAS BX TT	0,00	Equipements sportifs
ASPER 33	0,00	Locaux
ASPOM BORDEAUX JUDO	260,00	
ASPTT BORDEAUX METROPOLE	0,00	Locaux
ASS-TECH (ASSOCIATION DES ETUDIANTS DE TECHNIQUES DU DEVELOPPEMENT)	0,00	Locaux
ASS. GENERALE INTERVENANTS RETRAITES POUR ACTIONS BENEVOLES COOPERATION ET DEVELOPPEMENT - AGIRabcd	0,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION "E-GRAINE NOUVELLE AQUITAINE"	4 500,00	
ASSOCIATION "LA BOULANGERIE"	5 000,00	
ASSOCIATION A.C.R.A.	0,00	Locaux
ASSOCIATION ALADIN	0,00	Formations
ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS DE LA LEGION ETRANGERE BORDEAUX-GIRONDE - AAAL	1 000,00	
ASSOCIATION AMICALE DES RETRAITES DU CREDIT LYONNAIS DE BORDEAUX	0,00	Locaux
ASSOCIATION AUDITEURS INSTITUT HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE REGION AQUITAINE - AQUI IHEDN	2 000,00	Locaux
ASSOCIATION BORDEAUX - USA	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION BORDEAUX BRISTOL	1 500,00	
ASSOCIATION BORDEAUX CULTURE GRAPPLING (ABC GRAPPLING)	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION BORDEAUX-COMPOSTELLE HOSPITALITE SAINT-JACQUES	2 250,00	
ASSOCIATION BORDELAISE DE TAEKWONDO INTERNATIONAL ATLANTICA	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION CENTRE HA 32	2 500,00	
ASSOCIATION COLLECTIF CHARCHAHM	6 000,00	
ASSOCIATION COMITE COMMERCANTS DE RUE DE GRASSI	3 615,36	
ASSOCIATION COMUNIDAD	400,00	Locaux
ASSOCIATION CONTRE LA TUBERCULOSE ET LES MALADIES ENDEMIQUES - ACTUME	0,00	Locaux
ASSOCIATION COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE BORDEAUX (ACANB)	0,00	Locaux, formations
ASSOCIATION CULTURE ET MUSIQUE DE L'ESTUAIRE (ACME)	1 000,00	
ASSOCIATION CULTURELLE ARMENIENNE DE BORDEAUX AQUITAINE (ACABA)	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION CULTURELLE DU MARCHE DES CHARTRONS	4 000,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE SAINT PROJET (AEP SAINT PROJET)	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION DE CAPOEIRA ARUANDA	420,00	
ASSOCIATION DE DEFENSE DES INTERETS DU QUARTIER DE BACALAN - ADIQ	0,00	Locaux
ASSOCIATION DE DEFENSE DES MUSIQUES ALTERNATIVES EN AQUITAINE - ADMAA (ALLEZ LES FILLES)	54 500,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT NATUREL (ADN)	0,00	Locaux
ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION DES CRECHES C.S.F. - AGEAC/CSF	522 000,00	
ASSOCIATION DE L'ECOLE COREENNE DE BORDEAUX - AECB	0,00	Locaux
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE - AFEV	0,00	Locaux
ASSOCIATION DE LA RUE NOTRE DAME DES CHARTRONS	1 500,00	Matériel pour manifestations, locaux
ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE (APEL) DE ST ALBERT LE GRAND	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DE PREFIGURATION RESEAU DE REEMPLOI DES DEUX RIVES - R3	5 000,00	
ASSOCIATION DE RIVERAINS BAST-ID	2 500,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DE SANTE, D'EDUCATION ET DE PREVENTION SUR LES TERRITOIRES DE LA GIRONDE, ASEPT 33	0,00	Equipements sportifs, locaux
ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOUS LES IMMIGRES - BORDEAUX (ASTI BORDEAUX)	5 500,00	Locaux
ASSOCIATION DE SOLIDARITE, D'ANIMATION ET DE DEFENSE DES INTERETS DU QUARTIER SAINT GENES (SADI)	650,00	
ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX INVENTIONS LIBRES (ASIL)	16 000,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DE SPORTS, DE CULTURE ET D'ENTRAIDE DE LA GIRONDE	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION DELUGE	3 800,00	Locaux
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE GIRONDE - ADIL 33	6 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA GIRONDE - PEEP AD 33	0,00	Locaux
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA GIRONDE - PEP 33	0,00	Locaux
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE LA GIRONDE - AD OCCE 33	66 896,00	Locaux
ASSOCIATION DES AGENCES DE LA DEMOCRATIE LOCALE (ALDA)	5 000,00	
ASSOCIATION DES AMIS D'ELIANE LAVAIL	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE D'AQUITAINE	800,00	
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DES ARTS DECORATIFS ET DU DESIGN DE BORDEAUX	4 904,29	
ASSOCIATION DES BROCANTEURS DES CHARTRONS - ABC	13 774,08	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES CENTRALIENS EN AQUITAINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES COMMERCANTS "BARRIERE DE PESSAC" BORDEAUX TALENCE	10 914,40	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA BARRIERE JUDAIQUE	9 505,92	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE DES REMPARTS	4 685,70	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE DU TEMPLE - ARDT	3 335,04	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE SAINT-SERNIN	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE SAINT-AUGUSTIN	4 491,84	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU GRAND PARC	11 400,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU MARCHÉ DES HALLES DE BACALAN	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU TRIANGLE D'OR	34 086,40	
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU VILLAGE DE NANSOUTY	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU VILLAGE SAINT PAUL - GROSSE CLOCHE	11 235,78	
ASSOCIATION DES COREENS DE BORDEAUX (ACB)	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES DOCKERS ET DES TRAVAILLEURS PORTUAIRES VICTIMES DE L'AMIANTE DU PORT DE BORDEAUX	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	1 500,00	Locaux
ASSOCIATION DES ELEVES-AVOCATS ALIENOR (ADEAA)	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS ET CEREBRO-LESES DE GIRONDE (AFTC GIRONDE)	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES OEUVRES GIRONDINES DE PROTECTION DE L'ENFANCE	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES OFFICIERS ET CADRES DE RESERVE DE BORDEAUX GIRONDE	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE SAINTE MARIE A BORDEAUX BASTIDE	350,00	
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE PAUL BERT BORDEAUX	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES PSYCHOMOTRICIENS DE LA GIRONDE	0,00	Locaux
ASSOCIATION DES RIVERAINS DU QUARTIER ORNANO-GAVINIES	600,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION DES SECOURISTES FRANCAIS DE LA CROIX BLANCHE DE BORDEAUX	1 000,00	
ASSOCIATION DU COMITE DES OEUVRES SOCIALES DES MUNICIPALS DE BORDEAUX - ACOSMB	377 838,00	
ASSOCIATION DU LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL ET SOCIAL - ALIFS	22 400,00	Locaux
ASSOCIATION DU PATRIMOINE ISRAELITE D'AQUITAINE - APIA	5 000,00	
ASSOCIATION DU SOUVENIR DES FUSILLES DE SOUGE	0,00	Locaux
ASSOCIATION ECLAIREUSES ET ECLAIREURS FRANCE - STRUCTURE LOCALE	2 500,00	
ACTIVITES BORDEAUX MICHEL MONTAIGNE		
ASSOCIATION EDUCATIVE D'INSERTION SOCIALE (AEIS)	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE BASTIDE - AFLB	10 000,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE DE BORDEAUX NORD - AFL	23 500,00	Locaux, formations
ASSOCIATION FAMILLE LANGUES CULTURE (AFaLaC)	500,00	
ASSOCIATION FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	2 000,00	
ASSOCIATION FRANCE-CHILI AQUITAINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION FRANCO MEXICAINE D'AQUITAINE	700,00	
ASSOCIATION FRANCO-BRESILIEUNE POUR LA RECHERCHE DE L'EQUILIBRE - AFBRE	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION FRANCO-TCHEQUE D'AQUITAINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION GESTION CENTRES PSYCHANALYTIQUES DE CONSULTATIONS ET DE TRAITEMENT (CPCT) D'AQUITAINE	3 500,00	Locaux
ASSOCIATION GIRONDINE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE PREVENTION SOCIALE - AGEP	45 000,00	Locaux, formations
ASSOCIATION HABILITEE DES JEUNES SAPEURS POMPIERS DE LA BENAUGE	1 500,00	
ASSOCIATION HORIZON CAUDERAN	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION IMEDI GROUPEMENT D'INTERPRETES ET DE PSYCHOLOGUES PROFESSIONNELS DE LA GIRONDE	0,00	Locaux
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES	40 000,00	
ASSOCIATION JEUNES POUSSÉS ET POTAGERS - LE JARDIN PARTAGE DE SAINT JULIEN	0,00	Formations
ASSOCIATION JEUNESSE FUTSAL (AJF)	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION JONATHAN PIERRES VIVANTES - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA GIRONDE	0,00	Locaux
ASSOCIATION L'ARTICHAUT BORDEAUX (ART-X)	1 000,00	Formations
ASSOCIATION LA COCCINELLE	180 000,00	
ASSOCIATION LA PLACETTE	800,00	
ASSOCIATION LAIQUE DU PRADO (ALP)	10 000,00	Locaux
ASSOCIATION LAIQUE MONTAUD-CHABRELY	1 116,00	
ASSOCIATION LE 308	20 000,00	
ASSOCIATION LE SAVOIR PARTAGE	1 000,00	
ASSOCIATION LES AMIS DU SAHEL	5 500,00	
ASSOCIATION LES CREANTS	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
ASSOCIATION MALADIE CHRONIQUE SPORT BIEN ETRE	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION MALINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION MONOQUINI	9 000,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION MUSICALARUE	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION MUSICALE INTERMEZZO	3 000,00	Locaux, formations
ASSOCIATION NANSOUTY VILLAGE	3 350,00	Locaux
ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET EN ADDICTOLOGIE - ANPAA	14 000,00	
ASSOCIATION NATIONALE DES AMIS DE JEAN MOULIN	1 500,00	
ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE - BORDEAUX SECTION LES 2 RIVES	400,00	
ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS EN PHARMACIE DE FRANCE (ANEPF)	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION NATIONALE DES VISITEURS DE PRISON - ANVP	1 000,00	
ASSOCIATION NOUVELLE ACROPOLE BORDEAUX - ANAB	0,00	Locaux, formations
ASSOCIATION ODYSSEE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
ASSOCIATION OXYGENE	6 000,00	Locaux
ASSOCIATION PALLIA PLUS	2 500,00	Locaux
ASSOCIATION PEDAGOGIQUE DE L'ECOLE MONTGOLFIER	2 205,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION PETITE ENFANCE ENFANCE ET FAMILLE - APEEF	1 930 630,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION PETITS BOUCHONS	320 000,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION PITCHOUN	2 270 500,00	
ASSOCIATION POUR DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS EN AFRIQUE - ADESPA	1 230,00	
ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL DES FEMMES EN DIFFICULTE - APAFED	51 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
ASSOCIATION POUR L'EAU, INVESTISSEMENT ET L'EVENEMENTIEL	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION POUR L'INNOVATION EN MATIERE D'INTEGRATION - APIMI	620 000,00	
ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DE LA FAMILLE ET DE L'INDIVIDU (ADFI)	0,00	Locaux
ASSOCIATION POUR LA FORMATION DES RURAUX AUX ACTIVITES DU TOURISME	5 000,00	
ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'EDUCATION PERMANENTE DE TIVOLI - AFEPT	1 500,00	Equipements sportifs, formations
ASSOCIATION POUR LA MEMOIRE DES MARTYRS DE L'AERONAUTIQUE	500,00	
ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DU HANDICAP DU AUX TROUBLES DU SOMMEIL ET DE LA VIGILANCE (UP2SV)	0,00	Locaux
ASSOCIATION POUR LA REPARATION ET L'ENTRETIEN DE VEHICULES AUTOMOBILES	1 500,00	
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT L'INSERTION ET L'ACCOMPAGNEMENT PERSONNES HANDICAPEES - ADIAPH	17 978,00	
ASSOCIATION POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE BORDEAUX ET ENVIRONS	0,00	Locaux
ASSOCIATION POUR UNE EDUCATION BUISSONNIERE (- APEB)	26 756,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION POUR VALORISATION EN RELATION AVEC PROFESSIONNELS - REGION AQUITAINE - AVARAP AQUITAINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION PRENDRE SOIN DU LIEN - APSL	3 500,00	Formations
ASSOCIATION PROMOTION INSERTION SPORT EN AQUITAINE - APIS	32 680,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
ASSOCIATION RAYMONDE ROUSSELLE	4 000,00	
ASSOCIATION REGIONALE DES DIPLOMES D'UNIVERSITE D'AQUITAINE - ARDUA	0,00	Locaux
ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES NOUVELLE AQUITAINE	0,00	Locaux
ASSOCIATION REGIONALE DES OEUVRES EDUCATIVES ET DE VACANCES DE L'EDUCATION NATIONALE - AROEVEN	0,00	Formations
ASSOCIATION RENAISSANCE DES CITES D'EUROPE	6 500,00	
ASSOCIATION RENOVATION	0,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
ASSOCIATION REPUBLICAINE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE - ARAC-VG	550,00	Locaux
ASSOCIATION RETRAITES ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE - AREC	0,00	Locaux
ASSOCIATION RHIN ET DANUBE ANCIENS DE LA PREMIERE ARMEE FRANCAISE DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE	700,00	
ASSOCIATION SILEX	4 000,00	
ASSOCIATION SOCIALE POUR L'EMPLOI - ASPE SERVICE AUX PERSONNES - ANTENNE BORDEAUX	0,00	Locaux
ASSOCIATION SOLIDARTE EMPLOI (ASE) - ADELPHÉ	0,00	Locaux
ASSOCIATION SPORTIVE BACALANAISE	0,00	Locaux
ASSOCIATION SPORTIVE CE BP ACA	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	32 818,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION SPORTIVE DE LA CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU CHARENTES (APC SPORTS)	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION SPORTIVE DE LA POLICE JUDICIAIRE DE BORDEAUX	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION SPORTIVE DES SOURDS DE BORDEAUX - ASSB 33	1 000,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION SPORTIVE DU BARREAU DE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE BORDEAUX LAC	5 000,00	
ASSOCIATION SPORTIVE KASHIRA AIKIDO	0,00	Equipements sportifs

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ASSOCIATION SPORTIVE KUNG-FU WUSHU DE BACALAN	0,00	Equipements sportifs
ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE GPE ALBERT BARRAUD GOYA	2 205,00	
ASSOCIATION TOURNY QUINCONCES	6 912,00	
ASSOCIATION TOUS AUX ABRIS !	2 100,00	
ASSOCIATION UFORCA-BORDEAUX POUR LA FORMATION PERMANENTE	0,00	Locaux
ASSOCIATION UNION BORDEAUX BEGLES	40 000,00	Matériel pour manifestations
ASSOCIATION UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE BORDEAUX-CENTRE	500,00	
ASSOCIATION UNTENDANSES	0,00	Locaux
ASSOCIATION USEP BORDEAUX BENAUGE	2 924,00	
ASSOCIATION VENEZUELA A BORDEAUX	200,40	Matériel pour manifestations
ASSOCIATIONS DES BASSINS A FLOT DE BORDEAUX	1 000,00	Matériel pour manifestations
ASSOPOURQUOIPAS33	3 750,00	Locaux
ASTREE	500,00	
ASTROLABE	160 403,00	Matériel pour manifestations, locaux
ATELIER 14	3 000,00	
ATELIER D'ECO SOLIDAIRE	2 500,00	Matériel pour manifestations, formations
ATELIER D'ASTROLOGIE D'AQUITAINE	0,00	Locaux
ATELIER GRAPHITE	43 400,00	
ATLANTIC OLDTIMER.COM	0,00	Matériel pour manifestations
ATLAS, IMPROS DU MONDE	0,00	Formations
AU RAS DU SOL	0,00	Matériel pour manifestations
AUDITION ET ECOUTE 33 - ASSOCIATION DES PERSONNES ATTEINTES DE PATHOLOGIES AUDITIVES DE LA GIRONDE	500,00	
AUTEUIL PETITE ENFANCE	347 000,00	
AUTO DEFENSE ET ARTS MARTIAUX (ADAM)	0,00	Equipements sportifs
AUX ARBRES CITOYENS I BORDEAUX METROPOLE	0,00	Locaux
AVANT GARDE ET JEANNE D'ARC DE BORDEAUX CAUDERAN - AGJA BORDEAUX CAUDERAN	902 091,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
BACALAN TENNIS CLUB - BTC	4 660,00	Equipements sportifs
BADMINTON CLUB BARBEY	5 500,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
BALAST	1 800,00	
BALLISTIK 3X3 BORDEAUX	15 000,00	
BALTERNO-PRODUCTION	0,00	Matériel pour manifestations
BAM	5 000,00	
BAM PROJECTS	10 000,00	
BANG ON YOUR CHEST (BOYC)	0,00	Matériel pour manifestations
BANQUE ALIMENTAIRE DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE	12 947,70	
BARANGER HUGO	4 000,00	
BATESTA	0,00	Locaux
BE IN	0,00	Matériel pour manifestations
BELEZA	0,00	Locaux
BENEVOLES EN ACTION	0,00	Locaux
BERNAY LENY	5 000,00	
BIBLIOTHECA	0,00	Locaux
BIBLIOTHEQUE "LE QUAI AUX LIVRES"	8 000,00	Matériel pour manifestations
BICYCLETTE & ALTERNATIVES DE MOBILITE (BAM)	7 000,00	Locaux
BIG LAB BASKETBALL ACADEMY	0,00	Equipements sportifs, formations
BIMERS	0,00	Locaux
BIO'GUSTIN	0,00	Locaux
BIVOUAC CIE	10 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BLACK LOUVE CIE	0,00	Matériel pour manifestations
BMC (BOXE MIXTE CLUB)	1 000,00	
BOARD O	11 000,00	
BOK DIEUF	0,00	Formations
BORD'O LATINO SWING	0,00	Matériel pour manifestations
BORDEAUX ART CONTEMPORAIN (BAC)	5 000,00	
BORDEAUX ASPOM ECHECS	2 000,00	
BORDEAUX ATHLETIC CLUB	7 000,00	Equipements sportifs, locaux
BORDEAUX BASCULE	0,00	Locaux, formations
BORDEAUX BASTIDE BASKET	18 430,00	Equipements sportifs
BORDEAUX BEACH CHILLERS	0,00	Matériel pour manifestations
BORDEAUX BLANQUEFORT GAELIC	0,00	Equipements sportifs
BORDEAUX CHANSON	3 000,00	Locaux
BORDEAUX CITE TANGO BCT	0,00	Matériel pour manifestations
BORDEAUX DANCE'IN CLUB	0,00	Equipements sportifs
BORDEAUX ENTREPRENEURS	11 600,00	
BORDEAUX ETUDIANTS CLUB - BEC	172 698,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
BORDEAUX FOOTBALL AMERICAIN - LES LIONS DE BORDEAUX	5 640,00	Equipements sportifs
BORDEAUX GIRONDE HOCKEY SUR GLACE (BGHG)	30 000,00	Equipements sportifs
BORDEAUX GIRONDE QUEBEC	1 500,00	
BORDEAUX GREETERS	0,00	Locaux
BORDEAUX HANDISPORT TENNIS	1 000,00	
BORDEAUX HISTORIA VINI : MUSEE DES NEGOCIANTS	1 000,00	
BORDEAUX MARITIME SAUVETAGE & SECOURISME - BM2S	2 800,00	Equipements sportifs
BORDEAUX MAYOTTE 101	0,00	Equipements sportifs
BORDEAUX MECENES SOLIDAIRES - BMS	500,00	
BORDEAUX MEDIATION	0,00	Locaux
BORDEAUX MERIGNAC VOLLEY	135 000,00	Equipements sportifs
BORDEAUX OPEN AIR	19 500,00	Matériel pour manifestations
BORDEAUX PALMES AVENTURE	0,00	Equipements sportifs
BORDEAUX PARALLAXES	3 200,00	Locaux, formations
BORDEAUX POUR TOUS	0,00	Locaux
BORDEAUX ROCK	24 000,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
BORDEAUX SERVICES SOLIDARITE - B2S	19 000,00	
BORDEAUX SKATE CULTURE	3 540,00	
BORDEAUX SPORTS DE GLACE	30 160,00	Equipements sportifs
BORDEAUX SYSTEMA	0,00	Locaux
BORDEAUX TEATRO ITALIANO (BTI)	0,00	Locaux
BORDEAUX TECHNOWEST	40 000,00	
BORDEAUX VILLE SANS SIDA	5 000,00	Communication
BORDEAUX WOMEN'S CLUB	0,00	Locaux
BORDEAUX-ACCUEILLE METROPOLE	6 500,00	Locaux
BORDEAUX-BASTIDE-ESCRIME	2 000,00	Equipements sportifs
BORDEAUX-CIENFUEGOS	1 500,00	Locaux
BORDELLE	2 000,00	
BOULEVARD DES POTES	0,00	Matériel pour manifestations
BOXING CLUB ALAMELE	5 310,00	Equipements sportifs
BOXING CLUB BACALANAIS	1 600,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
BRINS D'EVEIL	600 000,00	
BRUIT DU FRIGO	26 000,00	Matériel pour manifestations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
BURDICUP	0,00	Equipements sportifs
BURDIGALA SAVATE-CLUB	0,00	Equipements sportifs
BURDIGALAXY	0,00	
C.F.ADAGE (CENTRE DE FORMATION ADAGE)	0,00	Locaux
CADRES ENTRAIDE	0,00	Formations
CAHIERS D'ARCHIVES	0,00	Locaux
CAISSE SOCIALE DE DEVELOPPEMENT LOCAL - CSDL	135 000,00	
CALICONTE	0,00	Locaux
CALIXTE COEUR DE BASTIDE	1 000,00	Matériel pour manifestations
CAMELEON, CLINIQUE,ADOLESCENCE, MODERNITE	0,00	Locaux
CAMPUS CHARTRONS	0,00	Equipements sportifs
CAP D'AGIR	14 000,00	
CAP SCIENCES - CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE BORDEAUX NOUVELLE AQUITAINE	9 000,00	Communication
CARALIM	0,00	
CARTEL	2 000,00	
CATHEDRA	4 000,00	Matériel pour manifestations
CAUDERAN ENSEMBLE	0,00	Locaux
CDANSLABOITE	15 200,00	Locaux
CENTRE ACCUEIL CONSULTATION INFORMATION SEXUALITE - CACIS	18 000,00	Locaux
CENTRE AERONAUTIQUE DE BORDEAUX - LEOGNAN - SAUCATS	0,00	Matériel pour manifestations
CENTRE CULTUREL ET D'ANIMATION DES JEUNES YAVNE	6 500,00	
CENTRE D'ACCUEIL D'INFORMATION ET D'ORIENTATION - CAIO	0,00	Formations
CENTRE D'ACTION ET DE PREVENTION CONTRE LA RADICALISATION DES INDIVIDUS - CAPRI	10 000,00	
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE LA GIRONDE - CIDFF	15 350,00	
CENTRE DE PREVENTION ET DE LOISIRS DES JEUNES DE BORDEAUX - CPLJ BORDEAUX	7 500,00	
CENTRE DE RESSOURCES D'ECOLOGIE PEDAGOGIQUE D'AQUITAINE - CREPAQ	1 000,00	
CENTRE DE VOILE DE BORDEAUX LAC	8 400,00	Locaux
CENTRE DES FESTIVALS FRANCE-RUSSIE	2 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
CENTRE ENTREPRISE COMMUNICATION AVANCEE - CECA	0,00	Matériel pour manifestations
CENTRE FEDERAL HANDISPORT	905,00	
CENTRE GENEALOGIQUE DU SUD-OUEST - CGSO	1 500,00	
CENTRE REGIONAL D'ECOENERGETIQUE D'AQUITAINE - CREAQ	20 000,00	
CENTRE REGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE NOUVELLE-AQUITAINE - CRIJNA	40 000,00	Locaux
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	536 190,00	Locaux
CENTRES D'ANIMATION DE BORDEAUX (CULTIVONS LE PARTAGE)	8 531 381,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
CERCLE CONDORCET DE BORDEAUX	0,00	Locaux
CERCLE D'ART BORDELAIS - CAB	0,00	Matériel pour manifestations
CERCLE D'ASTROLOGIE D'AQUITAINE	0,00	Locaux
CERCLE D'ETUDES ET DE CULTURE FRANCAISES (CECF)	0,00	Locaux
CERCLE OENOPHILE AQUITAIN	0,00	Locaux
CERCLE PHILATELIQUE BORDEAUX AQUITAINE	0,00	Locaux
CHABROW	1 000,00	
CHAHUTS	72 000,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
CHAMBRE REGIONALE ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE NOUVELLE-AQUITAINE (CRESS NOUVELLE-AQUITAINE)	10 000,00	
CHAMPS SONORES	4 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CHANT LIBRE	0,00	Locaux, formations
CHANTE ECOLE	800,00	
CHAPEAU ET BOTTES	10 000,00	
CHAPERONS POUR UN NOUVEAU DEPART	800,00	Locaux
CHARITY COFFEE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
CHOQUEZ-NOUS !	0,00	Matériel pour manifestations
CHRISTINE HASSID PROJECT	11 000,00	
CIAO !	0,00	Matériel pour manifestations
CIE APSARAS THEATRE - LE CERISIER	20 000,00	Matériel pour manifestations
CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	3 500,00	Matériel pour manifestations, locaux
CINERESEAUX	0,00	Locaux
CIRQUE ECLAIR ECOLE DE CIRQUE D'AQUITAINE	14 000,00	
CITADEL	0,00	Locaux
CITES COOP	2 500,00	
CITES UNIES FRANCE	20 000,00	
CLARINOV PRODUCTION	0,00	Locaux
CLUB ALPIN FRANCAIS DE BORDEAUX	0,00	Locaux
CLUB AMICAL CHAUFFOUR	0,00	Equipements sportifs
CLUB ATHLETIQUE MUNICIPAL DE BORDEAUX - CAM	221 152,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
CLUB BOULISTE ALBERT 1ER	0,00	Locaux
CLUB D'ENTREPRISES MERIADECK	2 000,00	
CLUB D'EXPLORATION SOUS MARINE D'AQUITAINE - CESMA	0,00	Equipements sportifs
CLUB DE CANNE ET BATON D'AQUITAINE	0,00	Equipements sportifs
CLUB DE LA PRESSE DE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
CLUB DES ENTREPRISES DE BORDEAUX	15 000,00	
CLUB PETANQUE GRAND PARC	0,00	Locaux
CLUB REGIONAL D'ENTREPRISES PARTENAIRES DE L'INSERTION GIRONDE (CREPI GIRONDE)	500,00	
CLUB ROTARACT BORDEAUX LYS	0,00	Locaux
CLUB TOASTMASTERS DE BORDEAUX	0,00	Locaux
CLUBHOUSE FRANCE	0,00	Locaux
CLUSTER BORDEAUX SUPERYACHTS REFIT	0,00	Matériel pour manifestations
CMD+O	12 000,00	Matériel pour manifestations
COBALT ASSOCIATION POUR LE PODCAST - NOUVELLE-AQUITAINE (CAPP NA)	3 000,00	
COLLECTIF 05/15	0,00	Locaux
COLLECTIF ALEAS	0,00	
COLLECTIF AUX PETITS OIGNONS	0,00	Locaux
COLLECTIF BIENVENUE	0,00	Formations
COLLECTIF BORDEAUX-MARINOPLE	1 500,00	Locaux
COLLECTIF DE RESSOURCES CULTURELLES BORDEAUX-NORD - COLLECTIF BORDONOR	28 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
COLLECTIF DE SECOURS ET D'ORIENTATION DE RUE - CSOR	2 700,00	Formations
COLLECTIF DU DIX MAI-BORDEAUX (CDM-B)	3 000,00	
COLLECTIF EGREGORE	0,00	Locaux
COLLECTIF FETE DU JEU DE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations
COLLECTIF KLOUDBOX LABORATOIRE DE CREATIONS AUDIOVISUELLES ET GRAPHIQUES	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
COLLECTIF LE PAGE	0,00	Matériel pour manifestations
COLLECTIF LESCURE	7 000,00	
COLLECTIF MIXERATUM ERGO SUM	15 500,00	Matériel pour manifestations, locaux, formations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COLLECTIF ORGANISATIONS SOLIDARITE INTERNATIONALE ISSUES MIGRATIONS EN AQUITAINE (COSIM AQUITAINE)	0,00	Locaux
COLLECTIF OS'O	21 000,00	
COLLECTIF QUI EST "ON" ?	0,00	Locaux
COLLECTIF RIVAGE	7 000,00	
COLLECTIF TOC TOC	8 000,00	Matériel pour manifestations
COLORADO	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PROMOTION DANS LE SUD-OUEST - CLAP SUD-OUEST	10 000,00	Locaux
COMITE DE QUARTIER BRACH VINCENNES	2 000,00	Locaux
COMITE DE QUARTIER DE CAUDERAN - CQC	0,00	Locaux, formations
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET-BALL DE LA GIRONDE	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ASSOCIATION DE DEFENSE DES MALADES INVALIDES ET HANDICAPES - AMI 33	1 000,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'UNION FRANCAISE DES OEUVRES LAIQUES D'EDUCATION PHYSIQUE - UFOLEP	8 920,00	Equipements sportifs, locaux
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'UNION FRANCAISE DES OEUVRES LAIQUES D'EDUCATION PHYSIQUE - UFOLEP	1 200,00	
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE CONTRE LE CANCER (CODECOC 33)	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE DEPARTEMENTAL DES MEDAILLES DE LA JEUNESSE, SPORTS ET ENGAGEMENT ASSOCIATIF DE LA GIRONDE	0,00	Locaux
COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT DE LA GIRONDE	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA GIRONDE	1 800,00	
COMITE DES FETES DE BACALAN, BLANQUI ET CLAVEAU	0,00	Locaux
COMITE DES OEUVRES SOCIALES PERSONNEL SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA GIRONDE	0,00	Locaux
COMITE D'ANIMATION LAFONTAINE-KLEBER (CALK)	7 000,00	Matériel pour manifestations
COMITE ETUDE ET INFORM. DROGUE (PREV. ET TRAIT. TOXICOMANIES ET AUTRES ADDICTIONS), CEID-ADDICTIONS	65 500,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
COMITE FRANCAIS POUR LE FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE - UNICEF FRANCE	1 000,00	Locaux
COMITE FRANCAIS SOLIDARITE INTERNATIONALE - CFSI	20 000,00	
COMITE LAICITE REPUBLIQUE (CLR)	0,00	Locaux
COMITE NATIONAL FRANCAIS EN HOMMAGE A ARISTIDES SOUSA MENDES	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE NATIONAL PREMIERS DE CORDEE (CNPC)	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE PALESTINE 33	0,00	Locaux
COMITE PREVENTION ET DEPISTAGE DES CANCERS	0,00	Matériel pour manifestations
COMITE REGIONAL D'EDUCATION PHYSIQUE ET DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE NOUVELLE-AQUITAINE	0,00	Locaux
COMITE REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE DE BOXE	0,00	Equipements sportifs
COMITE REPRESENTATIF DES IDENTITES SOURDES - CRIS	2 000,00	Locaux
COMME LES AUTRES (CLA)	2 500,00	
COMMUNAUTE CAMEROUNAISE DE BORDEAUX (CCB)	0,00	Locaux
COMPAGNIE AVIS DE TEMPETE	0,00	Matériel pour manifestations
COMPAGNIE COUP DE Foudre	2 000,00	Locaux, formations
COMPAGNIE CRAZY R	6 000,00	Matériel pour manifestations
COMPAGNIE D'OCKHAM	1 100,00	Locaux
COMPAGNIE DE L'OUTRE MOI	2 000,00	
COMPAGNIE DES MARCHES DE L'ETE	57 000,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
COMPAGNIE DONC Y CHOCS	2 800,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
COMPAGNIE DU RISQUE	5 100,00	Locaux
COMPAGNIE DU SOLEIL BLEU	20 000,00	
COMPAGNIE ENUNSEULMOT	0,00	Locaux
COMPAGNIE ESTELLE DANVERS	0,00	Matériel pour manifestations
COMPAGNIE FOND VERT	5 000,00	
COMPAGNIE HORS SERIE	12 000,00	
COMPAGNIE IMAGINE	1 500,00	Matériel pour manifestations
COMPAGNIE INDIRA	0,00	Locaux
COMPAGNIE L'ESPECE FABULATRICE	4 000,00	Matériel pour manifestations
COMPAGNIE LES SOUTERRAINES	0,00	Locaux
COMPAGNIE MALOBA	0,00	Matériel pour manifestations, formations
COMPAGNIE MECHANIC	3 000,00	Locaux
COMPAGNIE NEE D'UN DOUTE	6 700,00	
COMPAGNIE PRESENCE MICHEL CAHUZAC	2 500,00	Locaux
COMPAGNIE REVOLUTION	20 000,00	
COMPAGNIE THEATRALE L'OEIL	15 000,00	Locaux
COMPAGNIE THEATRALE LE SYNDICAT D'INITIATIVE	6 000,00	
COMPAGNONS BATISSEURS NOUVELLE AQUITAINE	15 000,00	
COMPETENCES EN TEMPS PARTAGE GUYENNE - CTP GUYENNE	0,00	Locaux
COMPTOIR DE LA CULTURE BRESILIENNE	0,00	Locaux
CONNECTIF PLATEFORME CREATIVE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
CONSEIL CITOYENS DE BACALAN (CCB)	3 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DE LA GIRONDE - CDAFAL 33	20 000,00	
CONTACT AQUITAINE (PARENTS, FAMILLES ET AMIS DE GAIS ET DE LESBIENNES)	2 700,00	Locaux
CONTROLE Z	4 800,00	
COOL'EURS DU MONDE	0,00	Locaux
COOP'ALPHA - COOPERATIVE D'ACTIVITES ET D'EMPLOI 33	1 500,00	
COOPERATION INTERNATIONALE POUR LES EQUILIBRES LOCAUX (CIELO)	0,00	Locaux
COORDINATION DES ASSOCIATIONS TAURINES DE GIRONDE	0,00	Locaux
COORDINATION POUR PROMOUVOIR LES COMPETENCES ET LE VOLONTARIAT AQUITAINE - CPCV AQUITAINE	0,00	Formations
COORDINATION REGIONALE ADDICTIONS NOUVELLE-AQUITAINE	0,00	Locaux
COQUILLES	5 000,00	
CORPORACION LOMAS	0,00	Matériel pour manifestations
CORPS CROISES	0,00	Equipements sportifs
CORPS ET ESPRIT	0,00	Locaux
COTRAVAUX NOUVELLE AQUITAINE	0,00	Locaux, formations
COULEUR COREE	2 500,00	Locaux
COULEUR-MUSIQUE	0,00	Locaux
COULEURS GARONNE	4 500,00	
CRE'ART : COMPAGNIE REG'ART	0,00	Locaux
CRESCENDO	44 412,00	
CROIX ROUGE FRANCAISE	1 000,00	
CROQUETTES ET MACADAM	1 500,00	
CRYPsum	5 000,00	Locaux
CULTIVATEURS UNIS DES ZONES URBAINES	1 000,00	
CULTURE ET BIBLIOTHEQUES POUR TOUS DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE (CBPT GIRONDE)	0,00	Locaux, formations
CULTURE HORS LIMITES	7 500,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CULTURES DU COEUR GIRONDE	17 000,00	
DADDYLOVE FILMS	0,00	Locaux
DANSE AVEC NOUS	27 500,00	Communication, matériel pour manifestations
DANTE ALIGHIERI	0,00	Locaux
DARWIN CLIMAX COALITIONS	45 000,00	
DE RAUGLAUDRE FANNY	4 000,00	
DEFENSE DES EXCLUS POUR LA FORMATION ET L'INFORMATION - DEFI	6 000,00	
DEPISTAGE DES CANCERS, CENTRE REGIONAL DE COORDINATION, NOUVELLE AQUITAINE	0,00	Locaux
DES GATEAUX SOLIDAIRES	900,00	
DES JARDINS, DES VOISINS	1 000,00	Matériel pour manifestations
DESTINATION MULTIMEDIA	1 500,00	
DIACONAT DE BORDEAUX	0,00	Locaux
DIFFRACTIS, ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION DE L'ART CONTEMPORAIN	8 650,00	
DISPARATE	9 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
DOCUMENTS D'ARTISTES NOUVELLE-AQUITAINE	4 000,00	
DOJO	2 000,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
DROP DE BETON	7 000,00	
DYNAMIC CHARTRONS	13 480,64	Matériel pour manifestations
E-LINES	6 000,00	
EACH ONE	0,00	Locaux
EBS LE RELAIS VAL DE SEINE -- LE RELAIS GIRONDE	0,00	Matériel pour manifestations
ECHANGE NORD-SUD	9 000,00	
ECLATS	34 500,00	Matériel pour manifestations
ECLOSION ET PERSPECTIVE	600,00	Locaux
ECOLE DE CHIENS-GUIDES D'AVEUGLES CENTRE ALIENOR	1 500,00	
ECOLE DE CIRQUE DE BORDEAUX, CENTRE CULTUREL DES ARTS DU CIRQUE	43 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
ECOLE DE TAI CHI CHUAN DES CHARTRONS	0,00	Locaux
ECOLE DES GRANDS-PARENTS EUROPEENS BORDEAUX-GIRONDE - EGPE BORDEAUX-GIRONDE	1 500,00	Locaux
ECOLE DU CHAT LIBRE DE BORDEAUX	1 000,00	
ECOLE SUPERIEURE DE THEATRE BORDEAUX AQUITAINE - ESTBA	126 290,00	Locaux
EGIDES	500,00	
EINSTEIN ON THE BEACH	19 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
EKOLO[GEEK]	5 000,00	Formations
EM-FRANCE-SUD-OUEST "MICRO-ORGANISMES EFFICACES OU EFFICIENTS"	0,00	Formations
EMMAUS	0,00	Locaux
EMMAUS CONNECT - FONDATEUR ABBE PIERRE	5 000,00	
EMULATION NAUTIQUE DE BORDEAUX	107 110,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
EN 3 ACTES	0,00	Matériel pour manifestations
EN ATTENDANT COJO	0,00	Locaux
EN ROUTE POUR TRAVAILLER	4 500,00	
ENFANCE ET FAMILLES D'ADOPTION DE LA GIRONDE - EFA 33	0,00	Locaux
ENSEMBLE ORCHESTRAL MOLTO ASSAI	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
ENSEMBLE PYGMALION	123 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
ENSEMBLE TRAVERSEES	0,00	Matériel pour manifestations
ENSEMBLE UN	13 000,00	
ENTENTE DES GENERATIONS POUR L'EMPLOI ET L'ENTREPRISE - EGEE	2 000,00	Locaux
ENTENTE SPORTIVE 33 DEPARTEMENT PREFECTURE	0,00	Locaux
ENTR-AUTRES	21 000,00	Formations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
ENTRAIDE & ENTREPRENEURS	2 500,00	
ENTRAIDE SCOLAIRE AMICALE (ESA)	0,00	Locaux, formations
ENTREPRISE INTERMEDIAIRE DE PRODUCTION ET DE FORMATION - EIPF	13 000,00	
ENTRETIENS DE BORDEAUX - CERCLE PRIMO LEVI	1 000,00	
ENVOL D'AQUITAINE	7 140,00	Equipements sportifs
ERNEST CIRCUIT COURT SOLIDARITE - ERNEST CCS	0,00	Matériel pour manifestations
ESCALES LITTERAIRES BORDEAUX AQUITAINE	177 500,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
ESPACE 33	2 000,00	
ESPACE DECOUVERTE MADAGASCAR (EDM)	0,00	Locaux
ESPACE QG - BIBLIOTHEQUE QUEER & GENRES	0,00	
ESPRIT BASTIDE	1 500,00	Matériel pour manifestations
ESPRIT DE CORPS - NOM D'USAGE LA MANUFACTURE CDCN	200 000,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
ESPRIT DE QUARTIER	0,00	Matériel pour manifestations
ETHNOTOPIES	5 500,00	Locaux
ETRANGES FRUITS	0,00	Locaux
ETU'RECUP	5 000,00	
EUFONIA-BORDEAUX FESTIVAL-CONCOURS INTERNATIONAL DE CHANT CHORAL	0,00	Locaux
EUROPEAN MENTORING & COACHING COUNCIL, L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE COACHING	0,00	Locaux
EVEILLEZ LES BEBES - CRECHE COUCOU	210 000,00	
EXIT	2 500,00	
EXPLORER LE SENTIR	0,00	Locaux
EXPRESSION EN VIE	0,00	Locaux
EXTERIEUR NUIT	0,00	Communication
EXTRA	27 000,00	
EYES OF ADUNA	0,00	Matériel pour manifestations, formations
FAB'ART BY NATURE	1 000,00	
FABULA LUNA	0,00	Formations
FAIS ET REVE	600,00	
FAIT DE CI DE SOI	0,00	Matériel pour manifestations
FAITS DE COEUR'S	5 500,00	Locaux, formations
FALIBOIS BRUNO	1 500,00	
FAMILLES EN GIRONDE - FEDERATION DE LA GIRONDE	3 500,00	Locaux
FC BORDEAUX.DEALS	0,00	Equipements sportifs
FD DANSE SPORT EVENTS	0,00	Locaux
FEDERATION COMPAGNONNIQUE REGIONALE DE BORDEAUX (FCR DE BORDEAUX)	0,00	Locaux
FEDERATION DEPARTEMENTALE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	0,00	Locaux
FEDERATION DES RADIOS ASSOCIATIVES DE LA GIRONDE - FEDERA 33	3 000,00	
FEDERATION DES SOCIETES CARNAVALESQUES DE L'AGGLOMERATION BORDELAISE	13 000,00	
FEDERATION FRANCAISE DU PAYSAGE - FFP	0,00	Matériel pour manifestations
FEDERATION NATIONALE CAMI	2 000,00	Locaux
FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE ET EN Autriche	500,00	
FEDERATION REGIONALE DES DECORES DU TRAVAIL NOUVELLE-AQUITAINE (FRDT)	0,00	Locaux
FEDERATION REGIONALE DU SUD OUEST DES CAMARADES DE COMBAT	800,00	
FEDERATION REGIONALE NOUVELLE AQUITAINE DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	4 000,00	
FEDERATION SOS RACISME GIRONDE-AQUITAINE	3 500,00	Formations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
FEMMES D'IMPACT DE LA NOUVELLE AQUITAINE	0,00	Locaux
FENETRE SUR RUE	3 500,00	
FENRIR STUDIO	2 000,00	
FESTIVAL DES ARTS DE BORDEAUX	320 000,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
FESTIVAL DU FILM DE BORDEAUX SUR LA JUSTICE ET LES DROITS HUMAINS	1 000,00	Communication
FESTIVAL DU FILM NAVAL	0,00	Locaux
FESTIVAL GRIBOUILLIS	12 550,00	Matériel pour manifestations, formations
FETE LE MUR BORDEAUX GIRONDE AQUITAINE	2 020,00	Equipements sportifs
FIMEB	13 000,00	Matériel pour manifestations
FISH AND SHOES	7 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
FLAG !	3 000,00	
FLUO	7 500,00	
FNAC SUD-OUEST	0,00	Locaux
FOENIX	0,00	Locaux
FOHN	8 000,00	Matériel pour manifestations
FONDA SUD-OUEST	2 500,00	Formations
FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION - FACE	1 500,00	
FONDATION BERGONIE	100 000,00	
FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG	135 000,00	
FONDATION LE REFUGE	8 000,00	Formations
FONDATION MAISON DE LA GENDARMERIE	0,00	Locaux
FONDATION POUR LA CULTURE ET LES CIVILISATIONS DU VIN	0,00	Communication
FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN NOUVELLE AQUITAINE MECA (FRAC NOUVELLE AQUITAINE MECA)	15 000,00	Communication
FOOTBALL CLUB DE LA PRESSE BORDELAISE - FCPB	0,00	Equipements sportifs
FOOTBALL CLUB DES GIRONDINS DE BORDEAUX - FCGB	70 080,00	Equipements sportifs
FOOTBALL CLUB LE BON JOUET	0,00	Equipements sportifs
FOOTBALL CLUB NOBI NOBI	0,00	Equipements sportifs
FOOTBALL-CLUB BORDEAUX OCEAN	0,00	Equipements sportifs
FORCE FEMMES	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
FORUM EVENTS	800,00	
FOYER FRATERNEL	575 021,00	Matériel pour manifestations, locaux
FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE ALIENOR-D'AQUITAINE DE CASTILLON-LA-BATAILLE	0,00	Equipements sportifs
FRANCE ACTIVE AQUITAINE	8 000,00	
FRANCE AMERIQUE LATINE COMITE BORDEAUX GIRONDE - FAL 33	1 000,00	Locaux
FRANCE BENEVOLAT BORDEAUX GIRONDE (FBBG)	1 500,00	Formations
FRANCE MEDIATION RESEAU D'ACTEURS DE LA MEDIATION SOCIALE	0,00	Locaux
FRANCE PARKINSON	0,00	Matériel pour manifestations
FREEFIT CONCEPT - BORDEAUX	0,00	Locaux
FUZZ CORPORATION	12 000,00	
GAR Ô BIO	0,00	Locaux
GARGANTUA	30 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
GAULOT COLINE	4 000,00	
GAYTE DE CHOEUR	4 500,00	
GEM "LES NEUROFESTIFS 33"	4 000,00	Formations
GENERATION AVANT-GARDE	2 000,00	
GENERATIONS TAUZIN	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
GIRONDE ROUMANIE ECHANGES ET CULTURE	0,00	Locaux
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	167 195,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	539 974,00	Matériel pour manifestations, locaux
GRAIN DE CAFE	0,00	Formations
GRAINES DE SOLIDARITE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux, formations
GRAND PARC PISTOLETTO	3 000,00	
GRANDIR ENSEMBLE	4 750,00	
GREEN MARKET BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations
GROUPE 33	3 000,00	
GROUPE ANAMORPHOSE	10 000,00	
GROUPE D'ACCOMPAGNEMENTS ET DE LOISIRS ADAPTES - GALA	500,00	
GROUPE D'AIDE PSYCHOLOGIQUE ET SOCIALE COORDINATION DES PARCOURS DE SANTE (GAPS - CPS)	0,00	Locaux
GROUPE DES CINQ	3 500,00	Matériel pour manifestations
GROUPE KEDGE BUSINESS SCHOOL	0,00	Matériel pour manifestations
GROUPE NATIONAL DE SURVEILLANCE DES ARBRES GNSA	0,00	Matériel pour manifestations
GROUPE SOS SOLIDARITES	0,00	Equipements sportifs
GROUPE VOCAL ARPEGE DE BORDEAUX	2 500,00	Locaux
GROUPEMENT DES PORTE-DRAPEAUX DE LA ZONE DEFENSE SUD-OUEST "AQUITAINE"	1 200,00	
GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES D'AQUITAINE - GIHP AQUITAINE	2 000,00	
GUYENNE HANDI-NAGES	15 000,00	Equipements sportifs
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BORDEAUX BASTIDE	1 500,00	Equipements sportifs
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CHAUFFOUR	0,00	Equipements sportifs
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LESCURE	0,00	Equipements sportifs
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE PERGOLA STEHELIN	0,00	Equipements sportifs, locaux
H'NORD, ASSOCIATION POUR UNE COOPERATIVE D'HABITANTS A BORDEAUX-DUPATY	0,00	Locaux
HALTE 33	0,00	Locaux
HALTE A L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE (HOP)	5 000,00	
HAND TO HAND	2 250,00	
HANDI CAP NOUVELLE AQUITAINE (HCNA)	1 500,00	
HANDIC'APTITUDE	0,00	Locaux
HARMONIE STRETCH ET DETENTE	0,00	Equipements sportifs, locaux
HOCKEY GARONNE SPORT	5 000,00	Equipements sportifs
HUO	0,00	Locaux
HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES (HSF)	0,00	Locaux
ICRONOS ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ARCHEOLOGIQUE	0,00	Locaux
IDEALS THEATRE	1 000,00	
IDI - INTERACTION D'IDEES	6 500,00	
IKIGAI - L'ECOLE DU SAMEDI	13 000,00	
IKOS	10 000,00	
ILOT DES MOTS	0,00	Locaux
IMAGINA MUSIC	1 500,00	Locaux
IMPACT SUMMIT	15 000,00	Communication, locaux
IMPACTS 33	280,00	Equipements sportifs
IMPULSIONS ARTISTIQUES	0,00	Locaux
INCROYABLES COMESTIBLES BORDEAUX	0,00	Locaux
INCUBATEUR POUR LES ENTREPRENEURES INNOVANTES EN NOUVELLE-AQUITAINE	21 000,00	
INFODROITS	12 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
INITIATIVE BORDEAUX MUNICH	1 500,00	Matériel pour manifestations
INNER WHEEL CLUB DE BORDEAUX	0,00	Locaux
INSTANCE REGIONALE EDUCATION ET PROMOTION DE LA SANTE	0,00	Locaux
NOUVELLE-AQUITAINE (IREPS NOUVELLE-AQUITAINE)		
INSTANT SOPHRO	0,00	Locaux
INSTITUT DES AFRIQUES	8 500,00	Matériel pour manifestations
INSTITUT DON BOSCO	19 535,00	Equipements sportifs
INSTITUT FRANCAIS	25 000,00	
INSTITUT TELEMAQUE	3 500,00	
INSTITUTION REGIONALE DES SOURDS ET AVEUGLES - IRSA	0,00	Matériel pour manifestations
INTERLUDE	487 150,00	Matériel pour manifestations, locaux, formations
INVEST IN BORDEAUX	54 775,00	
ITINERAIRES DES PHOTOGRAPHES VOYAGEURS	16 000,00	Communication, locaux
JEANNE SIMONE	15 000,00	
JEUNE ACADEMIE VOCALE D'AQUITAINE (- JAVA)	2 000,00	Locaux
JEUNE BALLET D'AQUITAINE	0,00	Matériel pour manifestations
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE BORDEAUX (JCEB)	2 000,00	
JEUNES SCIENCE BORDEAUX	15 943,00	Locaux
JIN GANG - GARDIEN CELESTE BORDEAUX	0,00	Locaux
JSA BORDEAUX METROPOLE BASKET	212 000,00	
JUDO-CLUB GIRONDIN OMNISPORTS	0,00	Equipements sportifs
JUSQU'A L'AUBE	5 000,00	
KAIRINOS	1 500,00	
KALEIDOSCOPE	0,00	Matériel pour manifestations
KALEIDOSCOPE LABORATOIRE CULTUREL	8 300,00	
KHAJU ALUMNI - ASS. ANCIENS ELEVES CLASSES PREPARATOIRES LITTERAIRES	0,00	Locaux
LYCEE CAMILLE JULLIAN BORDEAUX		
KILOMBO KINTWADI	0,00	Locaux
KINE PILATES BORDEAUX	0,00	Locaux
KJ ENTRECHATS	0,00	Locaux
KLAUS COMPAGNIE	7 800,00	
KULTOURAL	1 000,00	
KUNG-FU WUSHU ACADEMIE (KFWA)	0,00	Equipements sportifs
KYLE'S PROD. (KP)	0,00	Locaux
L'ACADEMIE DES RUCHES	8 500,00	
L'ADAPT	0,00	Equipements sportifs
L'AGENCE CREATIVE	7 295,00	Locaux
L'AGENCE DE GEOGRAPHIE AFFECTIVE	9 000,00	
L'AIGLON CENTRE DE JEUNESSE	7 480,00	
L'ALTER-CULTURELLE	6 000,00	Locaux
L'AMICALE DES CHINOIS DU SUD-OUEST (ADCSO)	0,00	Matériel pour manifestations
L'ANNEXE	5 000,00	Locaux
L'ASSOCIATION DE COOPERATION POUR LE LOGEMENT DES ETUDIANTS DE FRANCE - L'ACLEF	5 000,00	
L'ASSOCIATION DE DEFENSE DES DROITS DES ACCIDENTES ET HANDICAPES - ADDAH 33	1 500,00	
L'ASSOCIATION DE LA REVUE	0,00	Locaux
L'ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DU NUMERIQUE EN AQUITAINE - AQUINUM	10 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
L'ATELIER BUDGETAIRE	0,00	Locaux
L'ATELIER DES BAINS DOUCHES	14 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
L'ATELIER REMUMENAGE	25 000,00	Locaux
L'ATEUL	0,00	Matériel pour manifestations
L'BURN	11 000,00	
L'ENTRAIDE PHILOSOPHIQUE	0,00	Locaux
L'EPICERIE	30 000,00	Locaux
L'ESPRIT DU PIANO	0,00	Communication, matériel pour manifestations
L'ESPRIT GAMBETTA	0,00	Locaux
L'ESQUIVE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
L'ESSAIM THEATRE D'IMPROVISATION	0,00	Locaux
L'EXTRA THEATRE	0,00	Locaux
L'OPERA PAGAI	20 000,00	
L'ORANGEADE	12 000,00	Matériel pour manifestations
L'OREE	2 000,00	Locaux
L'OSTAU OCCITAN (SECTION DE L'INSTITUT D'ETUDES OCCITANES POUR LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE)	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
L'OUTIL EN MAIN DE LA GIRONDE, ATELIERS DE BORDEAUX METROPOLE	1 000,00	
L'OUVRE-BOITE	2 000,00	
LA BOITE A JOUER	5 000,00	Matériel pour manifestations
LA BOITE A SEL	13 000,00	
LA BOITE DE OUF	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA CABANE A GRATTER	2 100,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA CASE	18 500,00	
LA CIGUE	0,00	Matériel pour manifestations
LA CLAMEUR, PODCAST SOCIAL CLUB	2 000,00	Formations
LA CLE DES ONDES	1 500,00	
LA CLE DU QUAI	0,00	Locaux
LA CLOCHE	11 500,00	Locaux, formations
LA COLLECTIVE	3 000,00	
LA COMA	21 000,00	
LA COMPAGNIE "LES FOUS DE LA RAMPE"	0,00	Locaux
LA COMPAGNIE "SAUVE QUI PEUT !"	0,00	Locaux
LA COMPAGNIE BOUGRELAS	4 750,00	
LA COMPAGNIE DES FIGURES	10 000,00	
LA COMPAGNIE DES PETITES SECOUSSES	1 900,00	Matériel pour manifestations
LA COMPAGNIE DU REFECTOIRE - THEATRE D'ECHANGES INTERNATIONAUX	3 000,00	
LA COMPAGNIE DU SUR SAUT	0,00	Locaux
LA CONSIGNE BORDELAISE	5 000,00	Locaux, formations
LA CRAVATE SOLIDAIRE BORDEAUX	3 500,00	
LA DEMEURE HISTORIQUE	0,00	Matériel pour manifestations
LA FABRIQUE POLA	35 000,00	Matériel pour manifestations
LA FABRIQUE SPINOZA	0,00	Locaux
LA FERME DU LAPIN BLEU	3 000,00	
LA FLAMBEE	3 000,00	
LA FLECHE DE BORDEAUX	8 840,00	Equipements sportifs, locaux, formations
LA FUMAINERIE	17 100,00	
LA GRANDE CAUSERIE	7 000,00	
LA GROSSE SITUATION	5 000,00	
LA HALLE DES DOUVES	98 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA KAHUTABAM	0,00	
LA LIBERTE VOCALE	0,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FEDERATION OEUVRES LAIQUES DE LA GIRONDE	0,00	Equipements sportifs
LA MAISON D'ELISABETH	4 500,00	Formations
LA MAISON DE NOLAN ET DES FAMILLES	30 000,00	
LA MAISON DE SOI	0,00	Locaux
LA MAISON DES FAMILLES DE BORDEAUX	15 650,00	Matériel pour manifestations
LA MAISON DU PEROU ET AMERIQUE LATINE	2 300,00	
LA MECANIQUE GENERALE	5 000,00	
LA MEMOIRE DE BORDEAUX METROPOLE	31 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA MIEL	3 500,00	
LA NAIN ROUGE	8 000,00	Locaux
LA PANGEE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA PETITE COMMUNE	0,00	Formations
LA PETITE SOEUR	31 500,00	
LA PLUME ET L'OREILLE	0,00	Locaux
LA POLKA	12 000,00	
LA PORTE OUVERTE DE BORDEAUX	3 000,00	
LA PREVENTION ROUTIERE	1 500,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA REVERB'	7 500,00	Matériel pour manifestations
LA RONDE DES QUARTIERS DE BORDEAUX	42 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
LA SILENCIEUSE	0,00	Locaux
LA SOCIETALE DE BORDEAUX	0,00	Locaux
LA SOLITUDE	0,00	Matériel pour manifestations
LA TIERCE	7 100,00	
LA TRAVERSEE	2 700,00	
LA TROISIEME PORTE A GAUCHE	6 000,00	Locaux
LA TROUPE SECRETE	0,00	Locaux
LA VIE DES SENS	0,00	Formations
LAB'ELLE COMPAGNIE ISABELLE CHEVEAU	0,00	Formations
LABBE BORIS	0,00	
LABE'ART	0,00	Matériel pour manifestations
LABEL MACHINE BORDELAISE	3 000,00	Matériel pour manifestations, formations
LAC II SPORTS SCOLAIRES	1 737,00	
LAGON NOIR	3 500,00	
LANGUES EN SCENE	1 840,00	
LATINO MEX BORDEAUX	1 200,00	Matériel pour manifestations
LAXMI GIRONDE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
LAZARE	0,00	Locaux
LE 4 DE BORDEAUX	6 300,00	Matériel pour manifestations, locaux
LE BOCAL LOCAL	22 000,00	
LE CAMP DE BASE	8 000,00	
LE CANNELE D'ADRESSES	0,00	Matériel pour manifestations
LE CHOEUR DES ECLUSES	1 000,00	Locaux
LE COLLECTIF LES BATARDS DORES	3 000,00	
LE COURRIER DE BOVET	500,00	
LE CRIF BORDEAUX - AQUITAINE (CONSEIL REPRESENTATIF DES INSTITUTIONS	3 000,00	
JUIVES DE FRANCE)		
LE DIRE AUTREMENT	1 800,00	
LE FESTIN	5 000,00	
LE FRIIIX CLUB	0,00	Locaux
LE GARAGE MODERNE ATELIERS ASSOCIATIFS	54 560,00	Matériel pour manifestations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LE GIROFARD	26 500,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux, formations
LE GRAND INCENDIE	0,00	Locaux
LE KFE DES FAMILLES	26 000,00	Matériel pour manifestations, locaux, formations
LE LABO DE L'ESS	10 000,00	
LE LABO DES CULTURES	1 100,00	Formations
LE LABO DES HISTOIRES	0,00	Locaux
LE LABO PHOTO	4 000,00	
LE LEVAIN HABITATS JEUNES SIMONE NOAILLES	2 000,00	
LE MERIDIEN BORDEAUX	0,00	Equipements sportifs
LE NOM LIEU	1 000,00	
LE PAIN DE L'AMITIE	0,00	Matériel pour manifestations
LE PETIT INSTITUT DE CHINE : ECOLE D'ARTS MARTIAUX ET CULTURE CHINOISE	0,00	Equipements sportifs
LE PETIT PARC	5 000,00	
LE PLI	4 000,00	
LE POEME EN VOLUME	3 000,00	
LE POQUELIN THEATRE	3 000,00	Locaux
LE SPORTING-CLUB DE LA BASTIDIENNE	22 500,00	Equipements sportifs, locaux, formations
LE TAUZIN	501 542,84	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
LE THEATRE DE LA RENCONTRE SCENIQUE	0,00	Locaux
LE TRAIN LA SAUVE (LTLS)	5 000,00	
LEPETITCLUB	0,00	
LES 13 LUNES	3 000,00	
LES AMIS DE L'HISTOIRE ET DES TECHNIQUES DE L'IMPRIMERIE - AMHITEIM	0,00	Locaux
LES AMIS DE L'UTOPIA BORDEAUX	1 900,00	Matériel pour manifestations
LES AMIS DE MAMIE MIJOTE	2 000,00	
LES AMIS DU LIVRE ANCIEN ET MODERNE (ALAM)	0,00	Matériel pour manifestations
LES ARAIGNEES PHILOSOPHES	0,00	Locaux
LES ARCHERS DE GUYENNE	1 300,00	Matériel pour manifestations
LES ATELIERS DU CERCLE	0,00	Locaux
LES AUTRUCHES UTOPISTES	0,00	Locaux
LES BASKETS ROSES	0,00	Matériel pour manifestations
LES BLOUSES ROSES - ANIMATION LOISIRS A L'HOPITAL COMITE DE BORDEAUX	700,00	
LES BONS PLANTS	800,00	
LES BORDELUCHES	0,00	Locaux
LES CAPRICES DE MARIANNE	8 000,00	
LES CLOWNS STETHOSCOPES	1 200,00	Locaux, formations
LES COMPAGNONS DE PIERRE MENARD	4 000,00	
LES CONCILIEURS DE JUSTICE COUR D'APPEL BORDEAUX SECTION NATIONALE	500,00	
DES CONCILIEURS DE FRANCE		
LES COQS ROUGES	318 880,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
LES EMOBINES	3 500,00	
LES FEES PAILLONS	5 000,00	
LES FILMS DU PANGOLIN	0,00	Formations
LES FRUITS DE LA TERRE COOPERATIVE	0,00	
LES FUTS DE TAUZIN	0,00	
LES GARDIENNES DE LA TERRE	0,00	Locaux
LES GIRONDINS DE BORDEAUX	102 000,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
LES GRATUITS GIRONDE SOLIDARITE	0,00	Matériel pour manifestations
LES IMPROVISATEURS ANONYMES	0,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES JEUNES DE SAINT AUGUSTIN - JSA	901 931,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
LES LEOPARDS DE GUYENNE	10 000,00	Equipements sportifs
LES MAINS POUR LE DIRE	7 400,00	
LES MAQUISARDS	0,00	Formations
LES MARINS DE LA LUNE	0,00	Matériel pour manifestations
LES ORCHIDEES ROUGES	13 000,00	Matériel pour manifestations, locaux, formations
LES P'TITS GRATTEURS	8 500,00	Matériel pour manifestations
LES PARENTS DE CAUDERAN	205 000,00	Locaux
LES PETITS DEBROUILLARDS NOUVELLE-AQUITAINE SUD	37 000,00	Locaux
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	7 000,00	
LES PETITS FRERES DES PAUVRES DE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations
LES REJETONS DE LA REINE	4 000,00	
LES REQUINS MARTEAUX	2 000,00	
LES SALINIERES	0,00	Equipements sportifs
LES SCHINI'S	0,00	Locaux
LES SOUFFLEURS DE NUAGES	0,00	
LES SURPRISES	10 000,00	Matériel pour manifestations
LES THEATREUX ANONYMES ZEBRES	800,00	Locaux
LES TRAVERSEES LYRIQUES	0,00	Locaux
LES VAILLANTS DE SAINT SEURIN	0,00	Matériel pour manifestations
LES VIVRES DE L'ART	8 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
LES VOLETS ROUGES	2 200,00	
LETTRES DU MONDE	11 500,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
LIBRE VUE	3 000,00	
LIGUE FRANCAISE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN - LDH	0,00	Locaux
LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX	1 500,00	
LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME - SECTION BORDEAUX & GIRONDE - LICRA	8 000,00	
LIGUE NOUVELLE-AQUITAINE DE TENNIS DE TABLE	0,00	Matériel pour manifestations
LIONS CLUB BORDEAUX SAINT AUGUSTIN	0,00	Matériel pour manifestations
LIONS CLUB BORDEAUX TOURNY	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
LIONS CLUB BORDEAUX-EUROPE - DISTRICT 103 SUD-OUEST	0,00	Locaux
LIONS CLUB DE BORDEAUX CAUDERAN	0,00	Matériel pour manifestations
LIONS CLUB INTERNATIONAL DISTRICT 103 SUD-OUEST	1 000,00	
LIONS-CLUB BORDEAUX-MASCARET	0,00	Matériel pour manifestations
LO TALHIER - ATELIER MUSIQUE ET DANSE TRADITIONNELLES DE BORDEAUX-CAUDERAN	0,00	Locaux
LOCAL'ATTITUDE : DU JARDIN A L'EPICERIE	12 000,00	Locaux
LOS BORDELES	3 500,00	Matériel pour manifestations
LOS TREINTA Y TRES	0,00	Matériel pour manifestations
LUCILANN	205 000,00	
LUDOSENS	5 000,00	
LUMINEUX	0,00	Formations
MA COMPAGNIE	5 000,00	
MACCABI SPORTS DE BORDEAUX	0,00	Equipements sportifs
MACLA	1 200,00	Matériel pour manifestations
MAGNETOGRAMMES ASSOCIATION	0,00	Locaux
MAINTIEN DE LA TRADITION DE DAGPO DRATSANG - MTDD	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
MAIONS, UNION DES COACHS PROFESSIONNELS CERTIFIES D'ETAT	0,00	Locaux

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MAISON BASQUE DE BORDEAUX - BORDALEKO EUSKAL ETXEA	0,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
MAISON D'ACCUEIL ET D'INFORMATION 33 - MAI 33	300,00	
MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE DE BORDEAUX	702 845,00	Locaux
MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE (MEBA)	43 700,00	Locaux
MAISON DE L'INITIATIVE ET DE L'ENTREPRENEURIAT (MIE)	12 000,00	
MAISON DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT BORDEAUX-AQUITAINE	0,00	Locaux
MAISON DES ADOLESCENTS DE LA GIRONDE (MDA 33)	15 839,17	Locaux
MAISON DES FEMMES DE BORDEAUX	17 000,00	Locaux
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE CENTRE DE LOISIRS DES DEUX VILLES - MJC CL2V	155 000,00	
MAISON DES LYCEENS TREGY	1 500,00	
MAISON DU CERVEAU	0,00	Locaux
MAISON DU DIABETE, DE LA NUTRITION, DE L'OBESITE ET DES RISQUES CARDIOVASCULAIRES	4 400,00	Locaux
MAISON MOLDAVE FRANCE SUD- OUEST	0,00	Locaux
MAISON PROTESTANTE DE RETRAITE	0,00	
MAITRISE DE BORDEAUX	7 000,00	
MAMAN? TU ES BELLE !	1 000,00	Equipements sportifs
MANA	20 500,00	Equipements sportifs, locaux
MANDORA	1 000,00	Matériel pour manifestations
MANTA PLONGEE	0,00	Equipements sportifs
MARTRIOSHKA	0,00	Matériel pour manifestations
MASCARETS	8 000,00	Matériel pour manifestations
MAUGENDRE CLAIRE	0,00	
MECANIQUE SANS FRONTIERES	1 000,00	
MEDECINS DU MONDE	0,00	Locaux
MEDIATHEQUE DES MALADES DES HOPITAUX DE BORDEAUX	5 000,00	Locaux
MEDIATION INTERCULTURELLE EN MILIEUX MEDICAL ET SOCIAL INTERPRETARIAT	0,00	Locaux
MEGAPHONE BACALAN	11 000,00	
MEMOIRES ET PARTAGES	3 500,00	Matériel pour manifestations, locaux
MENSA GRAND-AQUITAINE	0,00	Locaux
MERAKI TRIBAL	0,00	Locaux
METRO DE BORDEAUX	0,00	Locaux
MEUSNIER NICOLAS	3 000,00	
MIGRATIONS-MEDIATIONS CULTURELLES AQUITAINE AFRIQUES - MC2A	26 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
MILIEUX SENSIBLES	0,00	Locaux
MINE DE RIEN	0,00	Locaux
MISSION LOCALE BORDEAUX AVENIR JEUNES	524 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
MON BONHEUR A MOI	1 400,00	
MONARCH INTELLIGENCE	0,00	Locaux
MONNOIS DIMITRI	0,00	
MONSIEUR ALEXANDRE DUPEYRON	0,00	Locaux
MONTS ET MERVEILLES	3 000,00	
MOTO CLUB HEXAGON 33	0,00	Locaux
MOURON SOPHIE	4 000,00	
MOUVEMENT ATD QUART MONDE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
MOUVEMENT ETUDIANT REPUBLICAIN POUR LE DEBAT ET L'ENGAGEMENT	1 680,00	
MOUVEMENT FRANÇAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA GIRONDE	12 300,00	Formations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
MOUVEMENT NATIONAL LE CRI	7 000,00	Locaux
MOUVEMENT VIE LIBRE	700,00	Locaux
MUNDART	0,00	Locaux
MUNOZ LANDRY	3 000,00	
MUSIC'S COOL	0,00	Locaux
MUSIQUES DE NUIT - DIFFUSION	33 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
MYL'ASANA YOGA	0,00	Locaux
N'A QU'1 OEIL	11 000,00	
N@LIVH NOUVELLE AQUITAINE ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LES IST, LE VIH ET LES HEPATITES	1 000,00	
NA !	0,00	Formations
NACAO PALMARES BORDELAISE	0,00	Equipements sportifs
NEELA CHANDRA	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
NEW BASKET ATTITUDE	11 550,00	Equipements sportifs
NIRE LAGUNA THOMAS	0,00	Matériel pour manifestations
NOS INFLUENCES ARTISTIQUES	0,00	Matériel pour manifestations
NOTRE ITALIE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
NOTRE-DAME DES BARRAILS	0,00	Matériel pour manifestations
NOUVEAUX CYCLES	2 500,00	
NOUVEL EDITORIAL (NE)	1 000,00	
NOUVELLE DONNE	0,00	Locaux
NOUVELLES TRACES	0,00	Locaux
NUAGE BLEU	141 000,00	
NVL/CRALEJ - NOUS VOULONS LIRE !/CENTRE RECH. RESS. AQUIT. LIVRE LECTURE	0,00	Locaux
LITTERATURE ENF. JEUNESSE		
O COLETIVO	0,00	Matériel pour manifestations
O SOL DE PORTUGAL	22 184,00	Locaux
O'PTIMOMES LOISIRS	455 779,60	Equipements sportifs
OFFICE AQUITAIN RECHERCHES, ETUDES, INFORMATION ET LIAISON SUR PROBLEMES PERSONNES AGEES - OAREIL	200,00	Locaux
OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE BORDEAUX METROPOLE	150 000,00	Communication
OGEC LYCEE TECHNIQUE BEL ORME	155 000,00	
OH MY BIO! LOCALEMENT BON	0,00	Matériel pour manifestations
OKIWI	0,00	Locaux
OLA	5 000,00	
ORGAN PHANTOM	7 690,00	Matériel pour manifestations, locaux
ORIENTATION ET REEDUCATION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS DE LA GIRONDE - OREAG	0,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
ORIGAMI	3 000,00	
OSONS, ICI ET MAINTENANT (OIM)	0,00	Locaux
OUVRE LE CHIEN (DANS L'IMMEDIAT)	24 000,00	
OVALE CITOYEN	0,00	Equipements sportifs, locaux
OXFAM FRANCE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
OZIMAGES	2 500,00	
P'TIT BOUT'CHOU	567 000,00	
PALLIAQUITAINE	0,00	Matériel pour manifestations
PANAFRICA, LA SOLIDARITE A COEUR	0,00	Formations
PARALLELES ATTITUDES DIFFUSION - ROCKSCHOOL	224 000,00	Communication, matériel pour manifestations
PARRAINAGE 33	3 500,00	Locaux
PARTAGE BORDEAUX GIRONDE	0,00	Formations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
PATRONAGE DU GROUPE SCOLAIRE LAIQUE CAZEMAJOR-YSER	0,00	Matériel pour manifestations
PAUL LES OISEAUX	20 000,00	
PENA MADRIDISTA DE BORDEAUX	0,00	Equipements sportifs
PEPITES	5 000,00	
PERES & FILS RUGBY 33	0,00	Equipements sportifs
PERMACULTURE EN GIRONDE - PEG33	1 100,00	
PETANQUE BACALANAISE	0,00	Locaux
PETANQUE CLUB EMILE COMBES	0,00	Locaux
PETANQUE-CLUB DES TROIS	0,00	Locaux
PETRONILLE, PATRIMOINE ET DECOUVERTE	6 000,00	Locaux, formations
PHENIX DE BELCIER	0,00	Locaux
PHENIX ECOUTE ET PAROLES	2 500,00	Locaux
PHILOSOPHERES	4 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
PHONOTUS	0,00	Matériel pour manifestations
PHOTO CLUB DE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
PICTUR'ART	0,00	Locaux
PLACE AUX JARDINS	6 000,00	
PLASTIC ODYSSEY COMMUNITY	0,00	Matériel pour manifestations
POINT DE FUITE	6 000,00	Matériel pour manifestations
POINT RENCONTRE DE BORDEAUX METROPOLE	1 000,00	
POLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE DE BORDEAUX AQUITAINE - PESMD	0,00	Locaux
POLE LOCAL D'ANIMATIONS ET DE TRANSITIONS PAR L'AGRICULTURE URBAINE (PLATAU)	0,00	Formations
POLE MAGNETIC	5 200,00	
POLIFONIA ELIANE LAVAIL	0,00	Locaux
PRATIKABLE	1 500,00	
PRECOEURITE	450,00	
PRESERVONS LESCURE	0,00	Matériel pour manifestations
PRISME	0,00	Locaux
PRO BONO LAB	5 000,00	
PROF'APA	0,00	Equipements sportifs
PROMO-FEMMES SAINT MICHEL	40 000,00	Locaux, formations
PROXIMA CENTAURI	10 000,00	Locaux
PROXITE	2 000,00	
PSY'HOPE	2 500,00	Locaux
QIGONG ATTITUDE	0,00	Locaux
QUATUORS A BORDEAUX	20 000,00	Matériel pour manifestations
QUEYSSI LAURENT	0,00	
RACING CLUB DE BORDEAUX METROPOLE	23 380,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
RAGNAROCK	0,00	Locaux
RAGNAROCK COMBAT	0,00	Locaux
RECUP'R	17 405,00	Formations
REGARD 9 - AGENCE METROPOLITAINE DE LA BANDE DESSINEE	20 000,00	Locaux
REGIE DE QUARTIER HABITER BACALAN	72 440,00	Locaux
RELAIS AMICAL MALAKOFF MEDERIC BORDEAUX AQUITAINE	0,00	Locaux
RENAISSANCE DE L'ORGUE A BORDEAUX	6 000,00	
RESEAU ENTREPRENDRE AQUITAINE	10 000,00	
RESEAU FRANCAIS DES ETUDIANTS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - REFEDD	3 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
RESEAU MOM'ARTRE	7 220,00	
RESEAU NATIONAL DES PROFESSIONNELS DE LA SOPHROLOGIE EXISTENTIELLE	0,00	Locaux
RESEAU PAUL BERT CENTRE SOCIAL ET CULTUREL	150 000,00	
RESEAU UNIVERSITAIRE BORDELAIS POUR L'ACCUEIL ET L'INSERTION DES MIGRANT-E-S ET DES EXILE-E-S	0,00	Formations
RESISTANCE GABONAISE DE BORDEAUX (RG33)	0,00	Locaux
RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR DE LA GIRONDE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
RESTONS CALMES ! (DANS LA DIGNITE)	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
REVIE (REVALORISATION - INSERTION - EMPLOI)	0,00	Locaux
RICOCHET SONORE	13 000,00	
RIERE CLEMENT	0,00	
RIVE GAUCHE	800,00	
ROSALIE BUS BORDEAUX	5 000,00	
ROSE ATTITUDE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations
ROSE UP	5 000,00	
ROTARY-CLUB BORDEAUX MONTAIGNE	0,00	Matériel pour manifestations
RUE BOUFFARD ASSOCIATION DES COMMERCANTS	2 667,60	
RUELLE (RELAIS URBAIN D'ECHANGES ET DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION)	8 000,00	Locaux
RUGBYTOTS	0,00	Equipements sportifs
RYTHMES & CIE - CENTRE DE DANSES ET MUSIQUES APPLIQUEES	2 000,00	
SAINT AUGUSTIN 2015	2 602,00	
SARAH (HABITAT POUR ACTIFS ET RETRAITES, AUTONOMES ET SOLIDAIRES)	0,00	Locaux
SARASA	0,00	Locaux
SAVATE BOXE FRANCAISE DE BORDEAUX - SBFB	2 000,00	Equipements sportifs
SAVEURS QUOTIDIENNES	11 000,00	Locaux
SCHELFOUT SOULIMAN	0,00	
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	0,00	Locaux
SE CANTO BASTIDE	0,00	Locaux
SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE (DELEGATION DE LA GIRONDE)	1 000,00	Locaux
SECUCAF BORDEAUX FOOTBALL D'ENTREPRISE	0,00	Equipements sportifs
SEMER LE DOUTE	80 000,00	Communication, matériel pour manifestations, locaux
SIDACTION	0,00	Communication
SING OUT	2 500,00	
SLOT RACING CLUB DE BORDEAUX - SRCB	0,00	Equipements sportifs
SLOWFEST	10 000,00	
SMART COMPAGNIE	19 000,00	Matériel pour manifestations
SO COOPERATION	0,00	Locaux
SO GAMES - NOUVELLE AQUITAINE	3 220,00	
SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DE BORDEAUX	17 000,00	
SOCIETE ASTRONOMIQUE DE BORDEAUX	500,00	Formations
SOCIETE BORDELAISE D'AQUARELLE	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
SOCIETE D'HORTICULTURE, D'ARBORICULTURE ET DE VITICULTURE DE CAUDERAN	0,00	Locaux
SOCIETE D'HYGIENE MENTALE D'AQUITAINE (SOCIETE DE CROIX-MARINE)	0,00	Equipements sportifs
SOCIETE DE PHILOSOPHIE DE BORDEAUX	150,00	
SOCIETE DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE	1 000,00	Locaux
SOCIETE DES AMIS DU MUSEE DES BEAUX-ARTS DE BORDEAUX	0,00	Locaux
SOCIETE DES BIBLIOPHILES DE GUYENNE	0,00	Locaux
SOCIETE DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE GROUPEMENT DE LA GIRONDE	2 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
SOCIETE NATIONALE D'ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE - 12EME SECTION DE BORDEAUX (SNEMM)	500,00	
SOCIETE PHILOMATHIQUE DE BORDEAUX	9 000,00	Locaux
SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX - SPA	4 000,00	
SOEURS D'ENCRE BY ROSE TATTOO	0,00	Formations
SOFILM SUMMERCAMP	0,00	Matériel pour manifestations
SOLEIL TROMPEUR	0,00	Matériel pour manifestations
SOLIDARITE ANAIS JEROME EVENEMENTIEL - SAJE	408,00	
SOLIDARITE ET PROGRES	0,00	Locaux
SOLIHA, SOLIDAIRES POUR L'HABITAT, GIRONDE	70 000,00	
SOLINUM	0,00	Locaux
SONG LONG BORDEAUX	0,00	Equipements sportifs
SOS AMITIE - REGION DE BORDEAUX AQUITAINE	3 000,00	Locaux
SOS GLOBI NOUVELLE AQUITAINE	0,00	Formations
SOS MEDITERRANEE FRANCE (SOS MEDITERRANEE)	5 000,00	Communication
SOS SUPER MAITRESSE - COACHING SCOLAIRE	0,00	Locaux
SOYONS LE CHANGEMENT	12 000,00	
SPORT ADDICT	4 300,00	Equipements sportifs
SPORT FITNESS AVENIR	0,00	Matériel pour manifestations
SPORT INITIATIVE ET LOISIR BLEU (SIEL BLEU)	0,00	Equipements sportifs
SPORT, EVOLUTION, ARTS ENERGETIQUES	0,00	Locaux
SPORTING CHANTECLER BORDEAUX NORD LE LAC	1 127 831,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
STADE BASTIDE BORDEAUX BENAUGE - S3B	0,00	Equipements sportifs
STADE BORDELAIS	883 660,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
STOP AUX VIOLENCES SEXUELLES - 33	1 000,00	Locaux
STREET DEF RECORDS	9 000,00	
SUCCESS 2 ENERGY	0,00	Locaux
SUD-OUEST FORMATION ET RECHERCHE (SOFOR)	1 500,00	Locaux
SUR NOS GARDES	3 000,00	Locaux
SURF INSERTION	21 500,00	Locaux
SURFRIDER FOUNDATION EUROPE	0,00	Matériel pour manifestations
SWINGTIME BORDEAUX	4 500,00	Locaux
TANDIS QUE NOUS COUSONS ...	2 200,00	
TANGO NOMADE	15 000,00	Equipements sportifs
TASHI DELEK BORDEAUX ASSOCIATION GIRONDE POUR LE TIBET	0,00	Locaux
TEDUA	0,00	Locaux
TEEN.S.UP	2 500,00	Matériel pour manifestations
TENNIS CLUB BORDEAUX BASTIDE	4 720,00	Equipements sportifs
TENNIS CLUB DE BORDEAUX	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
TERIYA	0,00	Locaux
TERRE DE LIENS AQUITAINE	0,00	Locaux
TERRE ET OCEAN	9 000,00	
TERRITOIRES DE LA VOIX	6 000,00	Locaux, formations
THE SHINE HUMANITAIRE (TSH)	0,00	Formations
THEATR'ACTION	0,00	Locaux
THEATRE DU PONT TOURNANT	55 000,00	
THEATRE POPULAIRE JOB	8 000,00	
THOTH CIVILISATIONS SANS FRONTIERES	0,00	Locaux
TIMELESS BALLET	4 000,00	
TOGETHER 4 AFRICA (T4A)	0,00	Formations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOMBES DU CIEL	13 000,00	
TONGS ET CURIOSITES	6 000,00	
TOOBORDO	2 000,00	
TOTOCHE PROD.	1 500,00	
TOURING PEDESTRE BORDELAIS	0,00	Locaux
TOUS AZIMUTS	0,00	Matériel pour manifestations
TOUT ART FAIRE	3 000,00	Locaux
TPLT	8 000,00	Matériel pour manifestations
TRADENBAL	700,00	
TRADOBORDELEAU	0,00	Formations
TRAFIC	10 000,00	Matériel pour manifestations
TRANSFER, ASS. TRANSFERT METHODE INTERV. SUR OFFRES ET DEMANDES, FORMATION, EVALUATION ET RECHERCHE	0,00	Locaux
TRANSLATION	2 000,00	
TRIBU D'IMPROVISATION DES POETES ITINERANTS (TIPI)	0,00	Locaux
TRISOMIE 21 GIRONDE - (GEIST 21)	1 000,00	
TROUPE D'IMPROVISATION THEATRALE D'AQUITAINE NOBLE SCENE (TITANS)	0,00	Locaux
TUTTI	2 000,00	
UN SOURIRE, UN ESPOIR POUR LA VIE	0,00	Communication
UNION ALCOOLIQUES ANONYMES	0,00	Locaux
UNION BORDEAUX METROPOLE - UBM	95 000,00	Equipements sportifs, locaux
UNION BORDEAUX NORD DES ASSOCIATIONS DE PREVENTION SPECIALISEE - UBAPS	5 000,00	
UNION COOP DE LA PAGE BLANCHE	0,00	Equipements sportifs
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DE LA GIRONDE (UDCSF)	2 000,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE LA GIRONDE (UDAC)	6 500,00	
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES - UDAF	0,00	Locaux, formations
UNION DEPARTEMENTALE DES SOUS-OFFICIERS EN RETRAITE DE LA GIRONDE (UDSOR)	500,00	
UNION DES ASSOCIATIONS MAHORAISES EN GIRONDE	0,00	Locaux
UNION GENERALE SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE D'AQUITAINE (UGSEL)	0,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
UNION GIRONDINE DES RETRAITES MILITAIRES, ANCIENS MILITAIRES ET DE LEURS CONJOINTS (URM 33)	0,00	Locaux
UNION NATIONALE DES AMIS ET FAMILLES DE MALADES PSYCHIQUES - UNAFAM - DELEGATION GIRONDE	1 000,00	Locaux
UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS E-GRAINE	5 000,00	
UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS	2 000,00	Equipements sportifs
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE BORDEAUX RIVE-DROITE - UNC	400,00	
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE BORDEAUX-CAUDERAN-LE BOUSCAT (UNC)	1 000,00	Locaux
UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE (UNSS)	0,00	Equipements sportifs
UNION NATIONALE FEDERATION H L M - UNFOHLM	30 000,00	
UNION POUR LE DEVELOPPEMENT DU BUDO - UDB	0,00	Equipements sportifs
UNION REGIONALE DES INGENIEURS ET DES SCIENTIFIQUES D'AQUITAINE - URISA	1 500,00	
UNION SAINT JEAN (USJ)	809 510,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
UNION SAINT-BRUNO	1 638 420,64	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
UNION SPORTIVE JEUNES DE SAINT-AUGUSTIN - CLUB PYRENEES-AQUITAINE (US JSA-CPA)	17 820,00	Equipements sportifs

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
UNION SPORTIVE LES CHARTRONS	1 225 109,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs, locaux
UNION SPORTIVE TALENCE CLUB DE TENNIS	140,00	
UNIS CITE	125 365,00	Matériel pour manifestations, locaux, formations
UNISPHERES - UNS	1 500,00	Formations
UNIVERSITE POPULAIRE DE BORDEAUX - UPB	0,00	Matériel pour manifestations, locaux
UNIVERSITES CLUB MONTAGNE & UCM	0,00	Matériel pour manifestations
URBAN VIBRATIONS SCHOOL	32 040,00	Matériel pour manifestations
USEP BARBEY BORDEAUX	1 000,00	
USEP BORDEAUX	7 000,00	Equipements sportifs
USEP ELEMENTAIRE FLORNOY	3 591,00	
USEP PAUL LAPIE BORDEAUX	2 016,00	
UTOPIA COLLECTIF CINEMA	3 500,00	
UTOPIK FACTORY	6 000,00	
V'INSEEC BORDEAUX, VINS ET SPIRITUEUX	0,00	Matériel pour manifestations
VA K BAND	0,00	Matériel pour manifestations
VARIETES CLUB DE BORDEAUX - VCB	0,00	Equipements sportifs
VELO CITE	11 000,00	Matériel pour manifestations
VIA LA RUE	0,00	Matériel pour manifestations
VIE ET TRAVAIL A BORDEAUX BACALAN	0,00	Locaux
VILLA 88	0,00	Matériel pour manifestations
VILLA PRIMROSE	69 000,00	Matériel pour manifestations, équipements sportifs
VISIONS PARTAGEES	0,00	Locaux
VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE - VMEH	0,00	Locaux
VIVRE AVEC - SOLIDARITES INTERGENERATIONNELLES	1 500,00	Locaux
VIVRE LE CANAL	0,00	Matériel pour manifestations
VOIE URBAINE	4 000,00	
VOISINAGES	0,00	Locaux
VOLPI OLIVIER	0,00	
VONIER SEBASTIEN	4 000,00	
VOVINAM VIET VO DAO - CLUB DE BORDEAUX CHAUFFOUR	0,00	Equipements sportifs
VOVINAM VIET VO DAO CLUB DU GRAND PARC	0,00	Locaux
VRAC BORDEAUX METROPOLE (VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN)	5 000,00	
WA TID SAOU ALLONS DANSER	17 030,00	Locaux
WALD.CITY	0,00	Matériel pour manifestations
WANTED RADIO (WD)	1 000,00	
WEJOB	5 500,00	Locaux
WELCOME BORDEAUX (RESEAU D'HOSPITALITE POUR DES DEMANDEURS D'ASILE DANS LA REGION DE BORDEAUX)	0,00	Locaux
WOXIA CLAN	0,00	Equipements sportifs
WUNDERSTUDIO	4 000,00	
YAKAFAUCON	33 000,00	Matériel pour manifestations, formations
YOGA ET YOGA	0,00	Locaux
YOGHINY	0,00	Equipements sportifs
ZANSHIN CLUB	0,00	Equipements sportifs
ZEBRA 3	28 000,00	Matériel pour manifestations
ZEKI	17 000,00	Formations
ZERO WASTE BORDEAUX	3 000,00	Formations
ZIDRE BURKINA SOLIDARITE	1 000,00	
ZONE FLUO	0,00	Matériel pour manifestations

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Entreprises	2 589 814,05	
ARIANEGROUP	0,00	Matériel pour manifestations
BORDEAUX YNOV CAMPUS	0,00	Equipements sportifs
CLUB SERVICES 33 - SARL (LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE)	1 000,00	
COURSISERS BORDELAIS	5 000,00	
DON DIEGO	0,00	Communication
GLOB THEATRE	171 000,00	Matériel pour manifestations, locaux
I.BOAT	0,00	Communication
LA RUCHE DEVELOPPEMENT	5 000,00	
LE LIVRE VERT	0,00	Matériel pour manifestations
MARIE CURRY	11 000,00	
PIC'VERRE	3 000,00	
SASP BOXERS DE BORDEAUX	280 000,00	
SASP UNION BORDEAUX BEGLES	450 000,00	Equipements sportifs
STADE BORDEAUX ATLANTIQUE - SBA	0,00	Communication
TALENTS ET PRODUCTIONS SRL	0,00	Communication
THEATRE NATIONAL DE BORDEAUX EN AQUITAINE - TNBA	1 663 814,05	
Personnes physiques	0,00	
Autres	0,00	
Personnes de droit public	31 742 444,00	
Etat	0,00	
Régions	0,00	
Départements	0,00	
DEPARTEMENT DE LA GIRONDE	0,00	Equipements sportifs
Communes	0,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	20 421 544,00	
CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES (CROUS)	2 000,00	
COLLEGE JACQUES ELLUL	1 500,00	
ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS DE BORDEAUX - EBABX	3 282 000,00	
ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG NOUVELLE AQUITAINE	0,00	Communication
FOYER SOCIO EDUCATIF (FSE) "HORTICOOL"	7 000,00	
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE CAMILLE JULLIAN	5 000,00	
OPERA NATIONAL DE BORDEAUX	16 641 900,00	
SIVU (RESTAURATION COLLECTIVE BORDEAUX-MERIGNAC)	482 144,00	
Autres	11 320 900,00	
CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE	0,00	Equipements sportifs
CCAS DE BORDEAUX	10 900 000,00	
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE BORDEAUX GIRONDE	15 000,00	
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT INTERDEPARTEMENTALE	15 000,00	
DORDOGNE-GIRONDE-LOT-ET-GARONNE		
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT EN GIRONDE - CDAD 33	1 000,00	
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE DE BORDEAUX - ENSAP	6 700,00	
GIPREB - GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC REUSSITE EDUCATIVE DE BORDEAUX	35 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC BORDEAUX METROPOLE MEDIATION (GIP B2M)	339 000,00	
UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III	0,00	Equipements sportifs
UNIVERSITE DE BORDEAUX	9 200,00	Equipements sportifs

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B8.2

ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL RESTANT A COURIR (MOBILIER ET IMMOBILIER)

Type et nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Exercice d'origine du contrat	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat (en mois)	Montant de la redevance de l'exercice	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (1)
Crédits-bails mobiliers				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits-bails immobiliers				39 249,16	39 249,16	39 249,16	39 249,16	39 249,16	91 127,26	248 123,90
Hôtel d'entreprise	2003	DEXIA	25	39 249,16	39 249,16	39 249,16	39 249,16	39 249,16	91 127,26	248 123,90
Total				39 249,16	39 249,16	39 249,16	39 249,16	39 249,16	91 127,26	248 123,90

(1) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + cumul restant.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B8.3

ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP (TTC)	Montant de la rémunération du cocontractant	Durée du contrat de PPP (en mois)	Date de fin du contrat de PPP	Somme des parts invest. (1)	Somme nette des parts invest. (2)
Cité municipale de Bordeaux	2011	Urbicité	Conception Construction financement partiel et GER, exploitation, nettoyage	77 000 000,00	0,11	240	30/06/2034	19 884 922,40	19 884 922,40

(1) Somme des rémunérations relatives à l'investissement restant à verser au cocontractant pour la durée restante du contrat de PPP au 31/12/N.

(2) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite de la somme des participations reçues d'autres collectivités publiques au titre de la part investissement.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B8.4

ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL					152 530 394,73	80 397 205,07	11 782 923,23
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					152 530 394,73	80 397 205,07	11 782 923,23
Au profit d'organismes publics					64 973 503,45	27 772 949,07	5 328 092,71
2010	Participation	OIN Euratlantique	0	A	19 434 000,00	5 514 000,00	1 262 000,00
2012	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Espaces de circulation PAE Bassin à Flot	0	X	10 948 868,00	1 804 709,96	1 659 169,63
2012	Subvention d'équipement	Passerelle Eiffel	0	X	392 455,00	0,00	31 500,00
2013	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Travaux d'éclairage tramway phase 2	0	X	1 595 650,00	797 825,00	0,00
2014	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Travaux d'éclairage tramway phase 3	0	X	277 640,91	138 820,45	0,00
2014	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Eclairage public de la rue Lucien Faure 1ère phase	0	X	491 580,78	86 446,99	0,00
2014	Subvention d'équipement	Gares et connexions - Aménagement gare Vélostation	0	X	450 000,00	254 175,29	0,00
2014	Subvention d'équipement	Bordeaux Métropole - Restructuration Pont du Guit	0	X	1 870 000,00	1 390 000,00	0,00
2014	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Parvis du palais des sports	0	X	230 000,00	0,00	134 592,48
2014	MO déléguée	EPA Bordeaux Euratlantique - Parc aux angéliques séquence Deschamps	0	X	4 554 000,00	0,00	363 585,09
2014	Subvention d'équipement	Bordeaux Métropole - Participation Voiries et réseaux Dupaty	0	X	2 153 434,00	41 467,16	0,00
2016	Subvention d'équipement	Réhabilitation de la place Gambetta - Part Ville - MO Métropole	0	X	2 300 000,00	2 300 000,00	0,00
2016	MO déléguée	Réhabilitation digues - Part Ville - MO Métropole	0	X	1 140 000,00	372 754,49	197 245,51
2017	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Eclairage public de la rue Lucien Faure 2ème phase	0	X	362 970,76	181 485,38	0,00
2017	MO déléguée	PRU Grand Parc - Place de l'Europe MO Métropole	0	X	860 000,00	325 000,00	0,00
2018	MO déléguée	BHNS - Eclairage public	0	X	1 230 000,00	740 000,00	0,00
2018	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Groupe scolaire Niel	0	X	3 600 000,00	3 225 742,00	0,00
2018	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Groupe scolaire BAF 1 Chartrons	0	X	2 670 000,00	2 670 000,00	0,00
2018	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Groupe scolaire BAF 2 Bacalan	0	X	1 950 000,00	1 950 000,00	0,00

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
2018	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Groupe scolaire Brienne	0	X	1 680 000,00	0,00	1 680 000,00
2018	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Groupe scolaire Deschamps	0	X	1 800 000,00	1 800 000,00	0,00
2019	MO déléguée	Place Tourny, éclairage public et contrôle d'accès	0	X	1 604 764,00	802 382,35	0,00
2020	Subvention d'équipement	SNCF gare Saint Jean étude pôle d'échange multimodal	0	X	32 014,00	32 014,00	0,00
2020	MO déléguée	Bordeaux Métropole - GS Ginko 2 - délib 2021-116	0	X	1 066 126,00	1 066 126,00	0,00
2020	MO déléguée	Bordeaux Métropole - Groupe scolaire Brazza - délib 2021-115	0	X	2 280 000,00	2 280 000,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					87 556 891,28	52 624 256,00	6 454 830,52
2006	Programme d'investissement 2006	Agence France Locale	15	T	7 000 000,00	0,00	632 109,13
2007	Programme d'investissement 2007	Agence France Locale	15	T	10 000 000,00	833 333,29	726 855,33
2013	Subvention d'équipement	Participation au bilan ZAC Ginko - Bouygues	0	X	74 200,00	30 081,00	0,00
2014	Convention publique d'aménagement	Incity Bordeaux	0	X	13 350 000,00	0,00	2 950 000,00
2017	Investissements 2017	Agence France Locale	19	A	10 000 000,00	7 894 736,84	637 059,65
2018	Consolidation du prêt 1085	Agence France Locale	20	A	20 000 000,00	17 000 000,00	1 242 220,00
2021	Tirage sur le Contrat Cadre N° 1094	Agence France Locale	20	A	25 000 000,00	25 000 000,00	0,00
2021	Subvention d'équipement	Les Coqs rouges	8	A	2 132 691,28	1 866 104,87	266 586,41

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;

- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;

- la colonne « Dettes en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;

- la colonne « Dettes en capital au 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;

- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B8.5

ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital au 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
TOTAL					1 011 768,76	76 776,85	47 099,00
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					1 011 768,76	76 776,85	47 099,00
2003	Hôtel d'entreprises	Domofrance	24	T	1 011 768,76	76 776,85	47 099,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		5,00	0,00	5,00	4,00	1,00	5,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		610,00	1,00	611,00	516,50	52,00	568,50
Adjoint administratifs territoriaux	C	331,00	0,50	331,50	324,50	0,00	324,50
Administrateurs territoriaux	A	11,00	0,00	11,00	2,00	6,50	8,50
Attachés territoriaux	A	168,00	0,50	168,50	108,00	39,50	147,50
Rédacteurs territoriaux	B	100,00	0,00	100,00	82,00	6,00	88,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		1 623,00	133,10	1 756,10	1 680,60	18,60	1 699,20
Adjoint techniques territoriaux	C	1 264,00	133,10	1 397,10	1 386,60	6,80	1 393,40
Agents de maîtrise territoriaux	C	278,00	0,00	278,00	238,00	2,00	240,00
Ingénieurs en chef territoriaux	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Ingénieurs territoriaux	A	20,00	0,00	20,00	13,00	3,80	16,80
Techniciens territoriaux	B	58,00	0,00	58,00	40,00	6,00	46,00
FILIERE SOCIALE (d)		162,00	0,00	162,00	154,00	8,00	162,00
Agents Sociaux Territoriaux	C	4,00	0,00	4,00	2,00	0,00	2,00
Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles	C	99,00	0,00	99,00	104,00	0,00	104,00
Assistants territoriaux socio-éducatifs	A	2,00	0,00	2,00	1,00	0,00	1,00
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	57,00	0,00	57,00	47,00	8,00	55,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		247,00	5,42	252,42	199,60	28,59	228,19
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	175,00	0,00	175,00	150,00	18,44	168,44
Cadres territoriaux de santé paramédicaux	A	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
Infirmiers territoriaux en soins généraux	A	11,00	0,00	11,00	7,00	0,00	7,00
Masseurs-kiné., psychomotriciens, orthophonistes territoriaux de la catégorie A	A	5,00	0,00	5,00	0,00	3,00	3,00
Médecins territoriaux	A	10,00	2,57	12,57	2,00	3,90	5,90
Psychologues territoriaux	A	6,00	2,35	8,35	4,60	1,75	6,35
Puéricultrices territoriales décret 2014-923	A	31,00	0,00	31,00	28,00	1,00	29,00
Pédicures-podo.,ergothérapeutes,orthoptistes,manip. électroradiologie méd. terr.	A	2,00	0,50	2,50	1,00	0,50	1,50
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Techniciens paramédicaux territoriaux	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SPORTIVE (g)		41,00	0,00	41,00	36,00	1,00	37,00
Conseillers territoriaux des activités physiques et sportives	A	5,00	0,00	5,00	3,00	1,00	4,00

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	B	33,00	0,00	33,00	30,00	0,00	30,00
Opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE CULTURELLE (h)		412,00	21,06	433,06	382,14	35,88	418,02
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	132,00	0,00	132,00	131,00	0,00	131,00
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	42,00	10,97	52,97	35,30	14,12	49,42
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	104,00	0,50	104,50	95,00	6,00	101,00
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	26,00	0,00	26,00	12,00	10,00	22,00
Bibliothécaires territoriaux	A	19,00	0,00	19,00	18,00	1,00	19,00
Conservateurs d'état	A	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
Conservateurs territoriaux de bibliothèques	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
Conservateurs territoriaux du patrimoine	A	13,00	0,00	13,00	12,00	1,00	13,00
Directeurs d'établissements territoriaux d'enseignement artistique	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	64,00	9,59	73,59	66,84	3,76	70,60
FILIERE ANIMATION (i)		20,00	0,00	20,00	19,00	0,00	19,00
Adjoints territoriaux d'animation	C	15,00	0,00	15,00	14,00	0,00	14,00
Animateurs territoriaux	B	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
FILIERE POLICE (j)		168,00	0,00	168,00	141,00	0,00	141,00
Agents de Police Municipale	C	155,00	0,00	155,00	130,00	0,00	130,00
Chefs de Service de Police Municipale	B	10,00	0,00	10,00	9,00	0,00	9,00
Directeur de la police municipale	A	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		134,00	0,00	134,00	0,00	80,00	80,00
Assistantes Maternelles	C	126,00	0,00	126,00	0,00	73,00	73,00
Collaborateurs de Cabinet	A	8,00	0,00	8,00	0,00	7,00	7,00
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		3 419,00	160,58	3 579,58	3 130,84	224,07	3 354,91

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80

%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	B9

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				9 903 090,73		
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		28 204,99	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		33 220,76	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		30 875,88	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		27 233,28	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		17 398,34	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		354,67	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		1 795,66	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		1 378,08	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		2 659,66	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Administrateurs territoriaux	A	ADM		89 448,70	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Administrateurs territoriaux	A	ADM		107 319,89	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Administrateurs territoriaux	A	ADM		68 781,51	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Administrateurs territoriaux	A	ADM		97 299,04	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Administrateurs territoriaux	A	ADM		31 084,86	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Administrateurs territoriaux	A	ADM		6 533,38	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Agents de maîtrise territoriaux	C	TECH		35 986,62	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Agents de maîtrise territoriaux	C	TECH		37 877,83	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Assistantes Maternelles	C	OTR		23 942,60	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		2 020,68	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 130,86	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 215,51	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 846,99	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 959,16	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		45 419,81	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 282,60	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		42 542,99	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		49 195,60	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		27 124,09	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		43 259,00	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 943,81	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		44 437,02	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		29 281,24	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 861,89	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 796,24	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 696,08	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		26 810,81	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 589,51	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		27 200,91	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		33 079,51	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		43 654,35	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		43 708,55	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 316,14	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 033,62	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		38 855,36	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistantes Maternelles	C	OTR		38 624,31	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 467,72	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		42 040,20	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		28 572,35	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		32 356,79	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 819,98	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		35 974,63	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		46 990,64	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		45 506,03	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		44 596,25	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 576,90	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		20 003,22	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		43 310,82	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		34 399,78	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 486,35	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		31 770,39	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 401,40	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 091,90	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		44 220,82	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 133,68	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 431,84	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		32 478,25	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 963,93	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 901,16	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 890,09	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		24 005,11	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		31 529,17	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 354,28	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 851,81	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		34 182,35	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		38 097,34	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 502,69	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		38 081,53	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		32 395,36	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		41 035,83	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		39 896,66	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		38 296,97	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		27 396,62	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		26 917,46	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		32 471,57	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		28 097,57	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		4 730,83	A Contrat à durée indéterminée	CDI Contrat à durée indéterminée
Assistantes Maternelles	C	OTR		36 735,43	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		40 849,71	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		32 647,42	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes Maternelles	C	OTR		32 474,17	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistantes territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		13 780,64	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Assistantes territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		21 377,29	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		18 448,25	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		16 438,12	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		29 786,16	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		23 735,73	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		15 875,76	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		22 594,96	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		33 043,68	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		26 578,52	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		36 777,80	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		22 915,20	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		32 795,17	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		40 534,49	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		10 406,09	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		15 497,56	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		3 771,97	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		6 495,27	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		9 908,14	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		33 781,58	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		40 085,54	3-3-1°	CDD Absences de cadres emploi fonctionnaires
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		34 495,34	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		6 966,55	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		12 853,20	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		10 343,86	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Attachés territoriaux	A	ADM		82 412,89	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attachés territoriaux	A	ADM		75 959,08	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		75 279,49	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		62 003,11	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		57 573,29	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		66 203,96	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		70 242,00	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		51 330,08	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		71 248,08	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		74 159,51	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		84 517,85	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		48 651,79	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		48 886,23	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		64 130,70	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		47 852,92	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		53 359,08	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		48 587,92	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		45 638,72	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		77 932,05	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		63 128,76	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		47 370,92	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		51 220,18	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		79 859,88	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		67 649,05	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		69 186,27	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attachés territoriaux	A	ADM		24 267,44	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		52 505,60	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		57 955,00	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		42 388,03	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		65 813,09	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		86 121,79	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		51 593,53	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		61 739,24	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		73 922,96	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		42 368,21	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		47 879,60	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		32 742,12	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		18 460,23	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		10 876,41	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux	A	ADM		51 638,48	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux	A	ADM		12 142,14	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		52 118,73	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		51 637,47	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		70 279,92	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		68 430,66	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		51 408,79	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		42 994,63	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		46 989,72	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		24 832,38	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		20 488,96	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		38 674,58	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		33 146,96	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		24 886,30	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		29 436,02	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		27 363,34	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		34 683,51	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		34 328,24	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		31 761,54	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		33 983,98	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		8 634,90	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		29 996,45	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		30 433,64	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		30 093,98	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		12 051,07	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		31 451,91	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		30 850,96	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		13 113,76	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		30 577,67	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		21 790,18	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		30 714,21	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Bibliothécaires territoriaux	A	CULT		61 994,23	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		95 810,19	110	CDD Collaborateurs de cabinet
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		76 242,24	110	CDD Collaborateurs de cabinet
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		63 916,32	110	CDD Collaborateurs de cabinet
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		117 151,31	110	CDD Collaborateurs de cabinet
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		54 652,35	110	CDD Collaborateurs de cabinet

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		134 689,29	110	CDD Collaborateurs de cabinet
Collaborateurs de Cabinet	A	OTR		102 312,17	110	CDD Collaborateurs de cabinet
Conseillers territoriaux des activités physiques et sportives	A	SP		59 336,74	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Conservateurs territoriaux du patrimoine	A	CULT		127 706,10	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Directeur général adjoint des services des communes	A	OTR		119 825,79	47	CDD Emploi fonctionnel contractuel
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		27 130,60	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		41 575,26	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		40 163,39	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		40 551,45	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		15 169,43	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		34 201,70	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		29 648,17	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		7 262,88	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Ingénieurs territoriaux	A	TECH		71 597,71	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Ingénieurs territoriaux	A	TECH		75 574,85	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Ingénieurs territoriaux	A	TECH		56 056,20	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Ingénieurs territoriaux	A	TECH		71 119,03	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Masseurs-kiné., psychomotriciens, orthophonistes territoriaux de la catégorie A	A	MS		52 833,07	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Masseurs-kiné., psychomotriciens, orthophonistes territoriaux de la catégorie A	A	MS		40 138,27	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Masseurs-kiné., psychomotriciens, orthophonistes territoriaux de la catégorie A	A	MS		3 668,48	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Médecins territoriaux	A	MS		86 088,24	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Médecins territoriaux	A	MS		17 841,36	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Médecins territoriaux	A	MS		17 882,92	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Médecins territoriaux	A	MS		6 708,48	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Médecins territoriaux	A	MS		22 175,68	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Médecins territoriaux	A	MS		63 094,80	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Médecins territoriaux	A	MS		52 633,67	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Médecins territoriaux	A	MS		63 077,37	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Médecins territoriaux	A	MS		4 517,37	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		21 704,77	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		16 770,29	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		15 951,09	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		19 776,76	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		18 810,72	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		38 280,85	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		25 814,24	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Psychologues territoriaux	A	MS		50 231,51	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Psychologues territoriaux	A	MS		35 948,43	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Puéricultrices territoriales décret 2014-923	A	MS		54 880,93	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Pédicures-podo.,ergothérapeutes,orthoptistes,manip. électroradiologie méd. terr.	A	MS		3 402,02	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		44 207,82	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		40 335,97	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		39 251,04	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		38 654,09	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		40 065,77	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		32 651,59	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Techniciens territoriaux	B	TECH		73 472,49	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Techniciens territoriaux	B	TECH		54 687,70	A Emploi permanent à durée indéterminée	CDI Emploi permanent à durée indéterminée
Techniciens territoriaux	B	TECH		46 939,51	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Techniciens territoriaux	B	TECH		43 326,37	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Techniciens territoriaux	B	TECH		41 889,24	3-2	CDD Vacance temporaire d'emploi permanent
Techniciens territoriaux	B	TECH		13 234,02	3-3-2°	CDD Emplois pour besoins des services
Agents occupant un emploi non permanent (7)				8 536 545,86		
Adjoints administratifs territoriaux	C	ADM		82 125,34	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints administratifs territoriaux	C	ADM		268 756,17	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints administratifs territoriaux	C	ADM		476 043,07	3-1	CDD Remplacement temporaire
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		177 294,26	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		2 355,58	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		2 337,95	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		605 846,01	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		2 926,31	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		4 234,89	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		3 723 952,51	3-1	CDD Remplacement temporaire
Adjoints techniques territoriaux	C	TECH		13 775,33	3-1	CDD Remplacement temporaire
Adjoints territoriaux d'animation	C	ANIM		46,96	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints territoriaux d'animation	C	ANIM		37 158,64	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints territoriaux d'animation	C	ANIM		70 546,53	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints territoriaux d'animation	C	ANIM		4 703,34	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		166 309,78	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		22 603,81	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		678 112,38	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		2 058,74	A Artiste	CDD Artiste
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		2 179,14	A Intermittent du spectacle	CDD Intermittent du spectacle
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		13 290,57	A Intermittent du spectacle	CDD Intermittent du spectacle
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		636,84	A Intermittent du spectacle	CDD Intermittent du spectacle
Adjoints territoriaux du patrimoine	C	CULT		59 910,63	3-1	CDD Remplacement temporaire

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjointes territoriales du patrimoine	C	CULT		39 513,41	A Contrat de projet	CDD Contrat de projet
Administrateurs territoriaux	A	ADM		59 657,93	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles	C	S		31 034,29	3-a°	CDD Contrat à durée déterminée
Animateurs territoriaux	B	ANIM		4 425,66	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		73 543,69	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Assistants territoriaux d'enseignement artistique	B	CULT		81 307,38	3-1	CDD Remplacement temporaire
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		14 560,68	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		56 167,83	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques	B	CULT		13 087,12	3-1	CDD Remplacement temporaire
Attaché de groupe Elus	A	ADM		12 402,50	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Attaché de groupe Elus	A	ADM		22 726,64	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	ADM		49 108,56	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	ADM		49 331,88	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	ADM		8 221,98	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	ADM		24 022,32	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	ADM		49 331,88	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	ADM		53 381,16	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	OTR		28 353,52	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attaché de groupe Elus	A	OTR		25 440,45	110-1	CDD Collaborateur de groupe d'élus
Attachés territoriaux	A	ADM		56 234,34	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Attachés territoriaux	A	ADM		63 535,30	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Attachés territoriaux	A	ADM		224 321,45	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Attachés territoriaux	A	ADM		53 802,15	3-1	CDD Remplacement temporaire
Attachés territoriaux de conservation du patrimoine	A	CULT		31 710,74	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		37 354,30	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Auxiliaires de puériculture territoriaux	C	MS		142 201,87	3-1	CDD Remplacement temporaire
Conservateurs territoriaux du patrimoine	A	CULT		53 453,38	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S	4,80		3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Educateurs territoriaux de jeunes enfants	A	S		48 415,06	3-1	CDD Remplacement temporaire
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	B	SP		2 763,31	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	B	SP		1 736,34	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	B	SP		37 713,68	3-1	CDD Remplacement temporaire
Educateurs territoriaux des activités physiques et sportives	B	SP		322,07	3-1	CDD Remplacement temporaire
Emplois spécifiques Mairie fillière sportive	B	SP		8 642,16	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Emplois spécifiques Mairie fillière technique	B	TECH		1 392,44	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Infirmiers territoriaux	B	MS		20 362,85	3-1	CDD Remplacement temporaire
Infirmiers territoriaux en soins généraux	A	MS		29 265,16	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Infirmiers territoriaux en soins généraux	A	MS		31 017,90	3-1	CDD Remplacement temporaire
Médecins territoriaux	A	MS		29 816,20	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives	C	SP		145 116,01	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		57 535,43	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Professeurs territoriaux d'enseignement artistique	A	CULT		21 817,40	3-1	CDD Remplacement temporaire
Psychologues territoriaux	A	MS		3 558,27	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Psychologues territoriaux	A	MS		7 206,80	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Puéricultrices territoriales décret 2014-923	A	MS		19 531,47	3-1	CDD Remplacement temporaire
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		9 004,57	3-b	CDD Accroissement saisonnier d'activité
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		84 396,04	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Rédacteurs territoriaux	B	ADM		131 209,01	3-1	CDD Remplacement temporaire
Techniciens territoriaux	B	TECH		11 669,55	3-a°	CDD Accroissement temporaire d'activité
Techniciens territoriaux	B	TECH		2 428,89	A Artiste	CDD Artiste

Ville de Bordeaux - Budget principal - CA - 2021

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Techniciens territoriaux	B	CULT		4 483,22	A Intermittent du spectacle	CDD Intermittent du spectacle
Techniciens territoriaux	B	TECH		51 700,04	A Intermittent du spectacle	CDD Intermittent du spectacle
TOTAL GENERAL				18 439 636,59		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
 TECH : Technique.
 URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
 S : Social.
 MS : Médico-social.
 MT : Médico-technique.
 SP : Sportif.
 CULT : Culturel.
 ANIM : Animation.
 PM : Police.
 OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
 3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

IV

B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à 0.00 (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Affermage	SBSL - patinoire, tennis, bowling de Mériadeck, et vélodrome de Bordeaux Lac		SNC	0,00
- Affermage	La Maison bleue - crèche Mirassou		SAS	0,00
- Affermage	People and Baby - crèche Berge du Lac		SAS	0,00
- Affermage	Les Petits Chaperons Rouges - crèche Détrois		SAS	0,00
- Affermage	Les Petits Chaperons Rouges - crèche Albert Thomas Larralde		SAS	0,00
- concession	Société Blue Green - golf de Bordeaux Lac		SASU	0,00
- Concession	Les Fils de Madame Géraud - marché et parc de stationnement des capucins		SAS	0,00
- Concession	La Maison Bleue - Crèche Odette Pilpoul		SAS	0,00
- Concession	Société touristique d'animation de Bordeaux Lac (STABL) -Casino de Bordeaux		SASU	0,00
- Concession	Bassins des Lumières - Base sous marine		SAS	0,00
- Concession	Société touristique d'animation de Bordeaux Lac (STABL)		SAS	0,00
Détention d'une part du capital				
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Agence France Locale		SA	1 468 100,00
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Bordeaux Métropole Aménagement (BMA)		Société	2 995 951,62
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	La Fabrique Métropolitaine		SPL	160 000,00
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Société Bordelaise des Equipements Publics		SPL	45 734,71
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Gestion Electronique de Régulation en Temps Réel,Urbanisme,Déplacements et Environnement (GERTRUDE)		Société	3 201,43
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Incité		Société	846 522,97
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Domofrance		SA HLM-ESH	3 390,47
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Crédit Agricole		SA	397,89
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Société locale d'épargne		Coopérative	304 872,00
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Union coopérative des équipements de loisir		Coopérative	9 146,94
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Logévie l'habitation économique		SA HLM-ESH	91 469,41
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Autocool		SCIC	54 500,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Société Coligny		SA HLM	30,49
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Crédit immobilier de Gironde		SA	487,84
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Fondation universitaire		Etablissement	250 000,00
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	SACICAP de la Gironde		SACICAP	13,00
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Aéroport de Bordeaux Mérignac		Société	4 440,00
- Détention d'une part de capital (valeur d'acquisition)	Fondation pour la mémoire de l'esclavage		Fondation	10 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
01/08/1989 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ADOMA			1 893 548,63
27/10/1989 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	DOMOFrance			7 009 076,09
14/02/1997 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	AQUITANIS - OPH DE BORDEAUX METROPOLE			8 430 682,64
27/04/2005 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	INCITE BORDEAUX LA CUB			10 313 778,36
13/05/2005 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ENEAL, SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE-FONCIERE MEDICO SOCIALE			29 765,00
30/01/2006 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	APIMI ASS INOVATION MATIERE INTEGRATION			347 739,00
27/03/2006 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ACCUEIL FAMILLES D HOSPITALISE			250 000,00
23/10/2006 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ASS. RECLASS. PAR TRAVAIL HANDICAPES MOTEURS			1 003 150,00
02/04/2007 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	DIACONAT DE BORDEAUX			178 523,00
02/04/2007 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG			2 400 000,00
15/07/2008 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	ASS. PITCHOUN			325 000,00
16/09/2008 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Ass. ADAPEI de la Gironde	ADAPEI de la Gironde	Association	1 224 547,15
24/11/2008 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Société Les Fils de Madame Géraud	LES FILS DE MADAME GERAUD	SAS	1 450 000,00
27/04/2009 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Pact Habitat et Développement de la Gironde			500 000,00
31/01/2011 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Association AGEAC-CSF	ASSO GEST ANIM CRECHE CONFED SYND FAMILL	Association	215 000,00
28/02/2011 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Association le P'tit Campus			135 000,00
19/12/2011 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Association P tit Bout chou			1 022 000,00
29/05/2012 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Fondation d'Apprentis d'Auteuil	Fondation d'Apprentis d'Auteuil	FONDATION	464 600,00
16/07/2012 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Association d'éducation populaire Saint-Gabriel			1 350 000,00
22/10/2012 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Association ALEMA	Association ALEMA	Association	130 000,00
27/01/2014 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	MAISON DE RETRAITE TERRE NEGRE			25 511 195,47
23/06/2014 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	CDC HABITAT			2 806 802,00
27/04/2015 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Association Brins d'Eveil			600 252,46
19/07/2016 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Institut Bergonié	Institut Bergonié		12 325 000,00
02/05/2018 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	FABRIQUE POLA		ASS	465 500,00
31/08/2018 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	Ass. les Coqs Rouges			2 000 000,00
15/11/2018 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	C.C.A.S.	CCAS	CCAS	1 300 000,00
23/11/2018 - Garantie ou cautionnement d'un emprunt	AGENCE FRANCE LOCALE	AGENCE FRANCE LOCALE	SA	60 105 867,15
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
- SUBVENTION	ALEMA		ASSOCIATION	315 588,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- SUBVENTION	AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN - ALB		ASSOCIATION	108 500,00
- SUBVENTION	AMICALE LAIQUE DES ECOLES DAVID JOHNSTON - LAGRANGE - ALBERT BARRAUD - NAUJAC		ASSOCIATION	363 991,59
- SUBVENTION	ARC EN REVE		ASSOCIATION	451 896,47
- SUBVENTION	ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION DES CRECHES C.S.F. - AGEAC/CSF		ASSOCIATION	522 000,00
- SUBVENTION	ASSOCIATION DU COMITE DES OEUVRES SOCIALES DES MUNICIPALUX DE BORDEAUX - ACOSMB		ASSOCIATION	377 838,00
- SUBVENTION	ASSOCIATION LA COCCINELLE		ASSOCIATION	180 000,00
- SUBVENTION	ASSOCIATION PETITE ENFANCE ENFANCE ET FAMILLE - APEEF		ASSOCIATION	2 136 839,20
- SUBVENTION	ASSOCIATION PETITS BOUCHONS		ASSOCIATION	320 000,00
- SUBVENTION	ASSOCIATION PITCHOUN		ASSOCIATION	2 270 500,00
- SUBVENTION	ASSOCIATION POUR L'INNOVATION EN MATIERE D'INTEGRATION - APIMI		ASSOCIATION	620 000,00
- SUBVENTION	ASTROLABE		ASSOCIATION	163 213,90
- SUBVENTION	AUTEUIL PETITE ENFANCE		ASSOCIATION	347 000,00
- SUBVENTION	AVANT GARDE ET JEANNE D'ARC DE BORDEAUX CAUDERAN - AGJA BORDEAUX CAUDERAN		ASSOCIATION	892 346,44
- SUBVENTION	BORDEAUX ETUDIANTS CLUB - BEC		ASSOCIATION	174 521,50
- SUBVENTION	BORDEAUX MERIGNAC VOLLEY		ASSOCIATION	135 000,00
- SUBVENTION	BRINS D'EVEIL		ASSOCIATION	600 000,00
- SUBVENTION	CAISSE SOCIALE DE DEVELOPPEMENT LOCAL - CSDL		ASSOCIATION	101 250,00
- SUBVENTION	CCAS DE BORDEAUX		CCAS	10 900 000,00
- SUBVENTION	CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD		ASSOCIATION	506 772,03
- SUBVENTION	CENTRES D'ANIMATION DE BORDEAUX (CULTIVONS LE PARTAGE)		ASSOCIATION	8 490 589,00
- SUBVENTION	CHAHUTS		ASSOCIATION	79 000,00
- SUBVENTION	CLUB ATHLETIQUE MUNICIPAL DE BORDEAUX - CAM		ASSOCIATION	214 452,00
- SUBVENTION	ECOLE SUPERIEURE DE THEATRE BORDEAUX AQUITAINE - ESTBA		ASSOCIATION	126 290,00
- SUBVENTION	ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS DE BORDEAUX - EBABX		EPCC	3 317 000,00
- SUBVENTION	EMULATION NAUTIQUE DE BORDEAUX		ASSOCIATION	93 970,00
- SUBVENTION	ENSEMBLE PYGMALION		ASSOCIATION	123 000,00
- SUBVENTION	ESCALES LITTERAIRES BORDEAUX AQUITAINE		ASSOCIATION	177 500,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- SUBVENTION	ESPRIT DE CORPS - NOM D'USAGE LA MANUFACTURE CDCN		ASSOCIATION	200 000,00
- SUBVENTION	EVEILLEZ LES BEBES - CRECHE COUCOU		ASSOCIATION	210 000,00
- SUBVENTION	FESTIVAL DES ARTS DE BORDEAUX		ASSOCIATION	320 000,00
- SUBVENTION	FONDATION BERGONIE		ASSOCIATION	100 000,00
- SUBVENTION	FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG		ASSOCIATION	135 000,00
- SUBVENTION	FOYER FRATERNEL		ASSOCIATION	604 502,76
- SUBVENTION	GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB		ASSOCIATION	190 833,20
- SUBVENTION	GLOB THEATRE		SARL	171 000,00
- SUBVENTION	GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC		ASSOCIATION	507 753,44
- SUBVENTION	GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC BORDEAUX METROPOLE MEDIATION (GIP B2M)		GIP	339 000,00
- SUBVENTION	INTERLUDE		ASSOCIATION	487 150,00
- SUBVENTION	JSA BORDEAUX METROPOLE BASKET		ASSOCIATION	212 000,00
- SUBVENTION	LA HALLE DES DOUVES		ASSOCIATION	83 000,00
- SUBVENTION	LE TAUZIN		ASSOCIATION	549 450,16
- SUBVENTION	LES COQS ROUGES		ASSOCIATION	306 126,26
- SUBVENTION	LES GIRONDINS DE BORDEAUX		ASSOCIATION	102 500,00
- SUBVENTION	LES JEUNES DE SAINT AUGUSTIN - JSA		ASSOCIATION	848 469,23
- SUBVENTION	LES PARENTS DE CAUDERAN		ASSOCIATION	205 000,00
- SUBVENTION	LUCILANN		ASSOCIATION	205 000,00
- SUBVENTION	MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE DE BORDEAUX		ASSOCIATION	532 342,00
- SUBVENTION	MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE CENTRE DE LOISIRS DES DEUX VILLES - MJC CL2V		ASSOCIATION	155 000,00
- SUBVENTION	MISSION LOCALE BORDEAUX AVENIR JEUNES		ASSOCIATION	514 000,00
- SUBVENTION	NUAGE BLEU		ASSOCIATION	141 000,00
- SUBVENTION	OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE BORDEAUX METROPOLE		ASSOCIATION	100 000,00
- SUBVENTION	OGECE LYCEE TECHNIQUE BEL ORME		ASSOCIATION	155 000,00
- SUBVENTION	OPERA NATIONAL DE BORDEAUX		EPUL	16 641 900,00
- SUBVENTION	O'PTIMOMES LOISIRS		ASSOCIATION	411 117,07
- SUBVENTION	PARALLELES ATTITUDES DIFFUSION - ROCKSCHOOL		ASSOCIATION	219 000,00
- SUBVENTION	P'TIT BOUT'CHOU		ASSOCIATION	567 000,00
- SUBVENTION	RESEAU PAUL BERT CENTRE SOCIAL ET CULTUREL		ASSOCIATION	150 000,00
- SUBVENTION	SASP BOXERS DE BORDEAUX		SASP	280 000,00
- SUBVENTION	SASP UNION BORDEAUX BEGLES		SASP	450 000,00

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
- SUBVENTION	SEMER LE DOUTE		ASSOCIATION	80 000,00
- SUBVENTION	SIVU (RESTAURATION COLLECTIVE BORDEAUX-MERIGNAC)		SIVU	370 380,66
- SUBVENTION	SPORTING CHANTECLER BORDEAUX NORD LE LAC		ASSOCIATION	1 086 602,32
- SUBVENTION	STADE BORDELAIS		ASSOCIATION	922 332,90
- SUBVENTION	THEATRE NATIONAL DE BORDEAUX EN AQUITAINE - TNBA		SASU	1 663 814,05
- SUBVENTION	UNION BORDEAUX METROPOLE - UBM		ASSOCIATION	95 000,00
- SUBVENTION	UNION SAINT JEAN (USJ)		ASSOCIATION	826 564,06
- SUBVENTION	UNION SAINT-BRUNO		ASSOCIATION	1 643 691,06
- SUBVENTION	UNION SPORTIVE LES CHARTRONS		ASSOCIATION	1 150 327,84
- SUBVENTION	UNIS CITE		ASSOCIATION	125 365,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée...).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
Syndicat mixte Conservatoire Botanique Sud Atlantique	18/05/2006	Cotisation	1 355,00
EPCI			
Bordeaux Métropole	01/01/1966	Fiscalité propre	0,00
Autres organismes de regroupement			
Syndicat Intercommunal à Vocation Unique de restauration collective de Bordeaux Mérignac	25/10/1999	Facturation des repas	12 439 009,80

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES	B11.2

LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES

Catégorie d'établissement (1)	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	Date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
Régie personnalisée	Opéra National de Bordeaux Aquitaine	01/01/2002	17/12/2011	SPA	oui
Etablissement public de coopération culturelle	Ecole supérieure d'art de Bordeaux	01/01/2011	29/11/2010	SPA	oui

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – ENTREES	B12.1

ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
TOTAL GENERAL			110 598 164,48	16 511 211,68	
Acquisitions à titre onéreux			102 886 246,61	16 507 821,35	
08/03/2013	2013B00140 - MAISON DE QUARTIER SAINT-MARTIAL (CHARTRONS	2013B00140	1 972 334,10	0,00	0
06/01/2016	2016S00001 - PNRQAD - OPAH 2016	2016S00001	82 500,00	2 750,00	30
08/04/2016	2016S00011 - BORDEAUX ATLANTIQUE 2010-2024	2016S00011	1 262 000,00	31 550,00	40
21/04/2016	2016S00014 - INTERVENTION LLS-ORGANISMES PUBLICS -PNRQAD	2016S00014	105 000,00	3 500,00	30
28/03/2017	2017M00560 - AIRE DE JEUX - JARDIN DES DAMES DE LA FOI	2017M00560	24 127,13	2 412,71	10
05/04/2017	2017M00630 - AIRE DE JEUX QUAI SAINT MICHEL	2017M00630	18 998,70	1 899,87	10
18/04/2017	2017S00042 - EXTENSION DU RESEAU ELECTRIQUE	2017S00042	4 347,60	144,92	30
21/06/2017	2017M00889 - AIRE DE JEUX PAUL LAPIE	2017M00889	26 821,22	2 682,12	10
07/07/2017	2017M00922 - AIRE DE JEUX SQUARE VINET	2017M00922	3 858,50	385,85	10
28/09/2017	2017M01055 - AIRE DE JEUX PRESSENSE	2017M01055	14 585,40	1 458,54	10
18/12/2017	2017M01260 - AIRE DE JEUX SQUARE ETIENNE MORIN	2017M01260	21 489,00	2 148,90	10
30/01/2018	2018S00003 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES	2018S00003	31 200,00	1 040,00	30
22/02/2018	2018M00152 - AIRE DE JEUX PLACE BUSCAILLET	2018M00152	6 428,52	642,85	10
19/07/2018	2018S00031 - GLOB THEATRE	2018S00031	205 000,00	6 833,33	30
07/02/2019	2019M00116 - FDAEC 2018 - CANTON 4	2019M00116	1 500,80	300,16	5
21/02/2019	2019M00157 - EQUIPEMENTS SCENIQUES - BASE SOUS-MARINE	2019M00157	6 200,04	120,58	5
12/03/2019	2019M00187 - ENREGISTREUR DE TEMPERATURE GROUPE SCOLAIRE	2019M00187	11 973,19	37,08	5
24/04/2019	2019M00244 - AIRE DE JEUX ANDRE MEUNIER	2019M00244	3 577,98	357,80	10
24/05/2019	2019M00310 - ECHAFAUDAGE MOBILE	2019M00310	653,77	653,77	5
19/07/2019	2019S00023 - FOYER MATERNEL - MULTI ACCUEIL DES DOUVES	2019S00023	899 092,00	29 969,73	30
26/07/2019	2019M00410 - AIRE DE JEUX CARDINAL DONNET	2019M00410	86 920,14	8 692,01	10
26/07/2019	2019M00411 - AIRE DE JEUX SQUARE JACQUES LASSERRE	2019M00411	8 632,50	863,25	10
26/07/2019	2019M00414 - AIRE DE JEUX PARC CERÉY	2019M00414	7 265,75	726,58	10
05/08/2019	2019M00428 - STADE CHABAN DELMAS ECRANS GEANTS	2019M00428	4 260,00	852,00	5
30/09/2019	2019M00512 - AIRE DE JEUX JARDIN DE LA VISITATION	2019M00512	6 642,00	664,20	10
04/10/2019	2019M00541 - PLACE TOURNY VIDEOPROTECTION	2019M00541	15 780,00	14,90	5
04/10/2019	2019M00540 - PLACE TOURNY - CONTROLE D'ACCES	2019M00540	6 720,00	672,00	10
04/10/2019	2019M00548 - AIRE DE JEUX MAUCAILLOU	2019M00548	5 024,56	502,46	10
09/10/2019	2019M00562 - CLIMATISEURS MOBILES ECOLE ANDRE MEUNIER	2019M00562	3 653,20	365,32	10
16/10/2019	2019S00035 - FDAEC 2018 CCAS - CANTON 4	2019S00035	13 836,00	461,20	30
17/10/2019	2019S00037 - CRECHE ODETTE PILPOUL DELEGATION DE SERVICE PUBLIC	2019S00037	15 696,72	523,22	30
20/11/2019	2019M00653 - CENTRALE SSI GALERIE DES BEAUX-ARTS	2019M00653	178,13	178,13	1
09/12/2019	2019M00689 - CLIMATISEURS MOBILES ECOLE JEAN COCTEAU	2019M00689	1 801,73	360,35	5
01/01/2020	2020M00018 - MOBILIER ECOLES RANGEMENT 2020	2020M00018	2 088,89	417,78	10
01/01/2020	2020M00019 - MOBILIER ECOLES TABLES BUREAUX 2020	2020M00019	666,16	666,16	1
01/01/2020	2020M00038 - INSTRUMENTS DE MUSIQUE - CONSERVATOIRE 2020	2020M00038	1 213,00	242,60	10
01/01/2020	2020M00039 - MOYENS DE SECOURS 2020	2020M00039	20 580,86	4 116,17	10
01/01/2020	2020M00100 - GROS ELECTROMENAGER CRECHES 2020	2020M00100	39 116,82	3 911,68	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/01/2020	2020S00002 - PASSEPORT 1ER LOGEMENT 2020	2020S00002	91 000,00	3 033,33	30
01/01/2020	2020S00013 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 2020	2020S00013	608 000,00	20 266,67	30
14/01/2020	2020M00047 - CRECHE RAM CENTRE BARRAUD	2020M00047	12 165,21	2 433,04	10
10/02/2020	2020M00096 - VELOS ET CYCLES ECOLES 2020	2020M00096	1 042,08	208,42	10
18/03/2020	2020M00170 - EQUIPEMENT AUDIO SCE MANIFESTATIONS	2020M00170	33 609,22	6 721,84	5
21/04/2020	2020M00221 - ENREGISTREUR DE TEMPERATURE 2E+IAKO-15782	2020M00221	27 211,80	5 442,36	5
22/06/2020	2020M00435 - ALARME CAPC	2020M00435	1 262,80	1 216,52	5
28/07/2020	2020M00387 - BANCS PARC AUX ANGELIQUES	2020M00387	65 910,00	13 182,00	5
31/07/2020	2018O00015 - CONSERVATOIRE - FOSSE ORCHESTRE SALLE VITEZ	2018O00015	1 822,18	0,00	0
31/07/2020	2018O00017 - RESTAURATION GRILLES JARDIN HOTEL DE VILLE	2018O00017	6 502,50	0,00	0
06/08/2020	2018O00018 - ROCK SCHOOL REHABILITATION	2018O00018	15 684,54	0,00	0
06/08/2020	2018O00071 - LEVEE TOPO PARC AUX ANGELIQUES	2018O00071	445,20	0,00	0
27/08/2020	2020M00428 - AIRE DE JEUX ECOLE MATER SIMONE VEIL (BRIENNE)	2020M00428	2 040,00	204,00	10
31/08/2020	2020M00443 - MATERNELLE BERTHELOT AIRE DE JEUX	2020M00443	10 470,24	2 361,13	5
31/08/2020	2020M00486 - EQUIPTS PEDAGOGIQUES CRECHES ET MULTI ACCUEIL 2020	2020M00486	213,09	213,09	1
03/09/2020	2020M00456 - FDAEC 2020 CANTON 2	2020M00456	6 092,71	1 218,54	5
03/09/2020	2020M00457 - FDAEC 2020 CANTON 3	2020M00457	11 518,62	2 303,72	10
03/09/2020	2020M00458 - FDAEC 2020 CANTON 5	2020M00458	12 043,45	2 408,69	10
09/10/2020	2020M00522 - CENTRALE SSI HOTEL DE VILLE	2020M00522	17 214,47	1 721,45	10
29/10/2020	2020M00564 - BACHE DE RECOUVREMENT MAISON COMMUNALE	2020M00564	3 959,64	395,96	10
16/11/2020	2020M00597 - CYCLES ET PORTEURS POUR ECOLES	2020M00597	1 205,81	672,00	10
20/11/2020	2020M00608 - CHARIOT GS MARIE CURIE (TIVOLI RIVIERE)	2020M00608	706,80	706,80	5
26/11/2020	2020S00039 - CAMPAGNE DE RAVALEMENT OBLIGATOIRE 2019-2022	2020S00039	3 133,67	104,46	30
30/11/2020	2020M00637 - VENTILATEURS SUR PIED	2020M00637	370,80	370,80	1
01/12/2020	2020M00641 - AIRE DE JEUX JARDIN DE LA GRENOILLERE	2020M00641	59 032,00	5 903,20	10
02/12/2020	2020M00645 - AIRE DE JEUX DU PARC RIVIERE	2020M00645	222 858,48	22 285,85	10
09/12/2020	2020M00674 - MAGASIN MUTUALISE EQUIPEMENTS SPORTIFS ECOLES	2020M00674	9 802,41	365,32	10
14/12/2020	2020M00700 - REFRIGERATEURS LISTO - JARDIN BOTANIQUE	2020M00700	149,00	149,00	1
15/12/2020	2020M00714 - BIBLIOTHEQUE MERIADECK ECRAN DE PROJECTION	2020M00714	4 339,50	867,90	1
16/12/2020	2020M00716 - VIDEOPROJECTEURS BASE SOUS MARINE	2020M00716	1 710,00	994,30	5
31/12/2020	2021M00196 - CRECHE VAISSELLE MATERIEL ACCESSOIRES RESTAURATION	2021M00196	24 575,45	2 457,55	10
01/01/2021	2018O00012 - DIAGNOSTIC TOITURES ECOLES	2018O00012	1 720,35	573,45	3
01/01/2021	2021M00048 - 2021 - GILETS PARE-BALLES POLICE MUNICIPALE	2021M00048	16 027,86	104,21	5
01/01/2021	2021M00051 - 2021 - INSTRUMENTS DE MUSIQUE - CONSERVATOIRE	2021M00051	46 937,65	1 151,86	5
01/01/2021	2021M00042 - 2021 - LAVE ET SECHE-LINGE CRECHES	2021M00042	130 329,44	26 065,89	5
01/01/2021	2021M00139 - DEBROUSSAILLEUSE PLAINE DES SPORTS COLETTE BESSON	2021M00139	3 372,00	674,40	5
01/01/2021	2021M00140 - NETTOYEUR TERRAIN SYNTHETIQUE STADE STEHELIN	2021M00140	12 313,00	2 462,60	5
01/01/2021	2021M00141 - REMORQUE MAISON COMMUNALE	2021M00141	1 207,50	1 039,72	5
01/01/2021	2021M00010 - 2021 - LITERIES CRECHES	2021M00010	5 107,98	204,00	10
01/01/2021	2021M00014 - 2021 - MOBILIER ECOLES ASSISES	2021M00014	1 545,51	980,89	10
01/01/2021	2021M00015 - 2021 - MOBILIER ECOLES TABLES BUREAUX	2021M00015	315,30	315,30	1
01/01/2021	2021M00017 - 2021 - MOBILIER ASSISES BIBLIOTHEQUES	2021M00017	23 611,28	1 721,45	10
01/01/2021	2021M00023 - 2021 - MOBILIER CRECHES TABLES	2021M00023	16 649,64	5 903,20	10
01/01/2021	2021M00024 - 2021 - MOBILIER D'ASSISE - POLE SENIORS ET AUTONOM	2021M00024	4 219,52	421,95	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/01/2021	2021M00025 - 2021 - MOBILIER DE RANGEMENT - POLE SENIORS ET AUT	2021M00025	5 427,27	617,64	10
01/01/2021	2021M00027 - MOBILIER DE TABLES ET BUREAUX BIBLIOTHEQUES 2021	2021M00027	9 942,99	994,30	10
01/01/2021	2021M00028 - 2021 - MOBILIER ECOLES RANGEMENT	2021M00028	21 295,26	2 129,53	10
01/01/2021	2021M00031 - ECOLE-TABLEAUX BLANCS-EMAILLES-LIEGE-GRILLES AFFIC	2021M00031	16 711,20	1 671,12	10
01/01/2021	2021M00032 - 2021 - VITRINES D'AFFICHAGE	2021M00032	1 705,75	500,00	10
01/01/2021	2021M00033 - 2021 - ACCESSOIRES DE SECURITE POUR LES ECOLES	2021M00033	24 758,35	4 948,56	10
01/01/2021	2021M00040 - 2021 - EQUIPEMENTS SCENIQUES - SCE MANIFESTAT	2021M00040	12 690,00	371,86	10
01/01/2021	2021M00047 - 2021 - EQUIPTS PEDAGOGIQUES CRECHES ET MULTI ACCUE	2021M00047	7 842,00	437,27	10
01/01/2021	2021M00050 - 2021 - INSTRUMENTS DE MUSIQUE - BIBLIOTHEQUES	2021M00050	10 367,19	422,39	10
01/01/2021	2021M00053 - 2021 - MOYENS DE SECOURS	2021M00053	26 657,27	515,92	10
01/01/2021	2021M00055 - 2021 - VELOS CYCLES ET PORTEURS CRECHES	2021M00055	884,92	246,72	10
01/01/2021	2021M00056 - 2021 - VELOS ET CYCLES TROTINETTES ECOLES	2021M00056	4 385,72	438,57	10
01/01/2021	2021M00059 - STANDS PLIANTS SERVICE MANIFESTATIONS	2021M00059	7 132,80	713,28	10
01/01/2021	2021M00012 - 2021 - MOBILIER BATIMENTS RANGEMENT	2021M00012	32 533,85	3 253,39	10
01/01/2021	2021M00018 - 2021 - MOBILIER BATIMENTS ASSISES	2021M00018	79 621,50	7 962,15	10
01/01/2021	2021M00019 - 2021 - MOBILIER BATIMENTS TABLES BUREAUX	2021M00019	45 860,41	4 586,04	10
01/01/2021	2021M00020 - 2021 - MOBILIER CONSERVATOIRE	2021M00020	3 925,78	392,58	10
01/01/2021	2021M00021 - 2021 - MOBILIER CRECHES RANGEMENT	2021M00021	42 266,74	4 226,67	10
01/01/2021	2021M00022 - 2021 - MOBILIER CRECHES ASSISES	2021M00022	37 801,92	3 780,19	10
01/01/2021	2021M00026 - 2021 - MOBILIER DE RANGEMENT BIBLIOTHEQUES	2021M00026	25 531,06	2 553,11	10
01/01/2021	2021M00029 - 2021 - MOBILIER RANGEMENTS ETABLISSEMENTS CULTUREL	2021M00029	16 083,71	1 608,37	10
01/01/2021	2021M00030 - 2021 - MOBILIER ASSISES ETABLISSEMENTS CULTURELS	2021M00030	5 792,21	579,22	10
01/01/2021	2021M00016 - 2021 - MOBILIER MUSEE D'AQUITAINE	2021M00016	6 176,36	617,64	10
01/01/2021	2021M00044 - 2021 - CONTROLE D'ACCES	2021M00044	954 240,24	95 424,02	10
01/01/2021	2021M00046 - 2021 - MATERIELS MEDICAUX CMS	2021M00046	7 347,48	734,75	10
01/01/2021	2021M00049 - 2021 - HORODATEURS	2021M00049	1 113 759,22	111 375,92	10
01/01/2021	2021M00052 - BUDGET PARTICIPATIF REFREGIRATEURS SOLIDAIRES	2021M00052	5 000,00	500,00	10
01/01/2021	2021M00054 - 2021 - RADARS PEDAGOGIQUES	2021M00054	49 485,61	4 948,56	10
08/01/2021	2021M00001 - 2021 - PLANTATIONS ARBRES ET ARBUSTES	2021M00001	156 563,10	28,10	10
15/01/2021	2021M00057 - CAMESCOPE SERVICE MANIFESTATIONS	2021M00057	4 404,00	880,80	5
15/01/2021	2021M00060 - ASPIRATEUR POUSSIERE ET COPEAUX SCE MANIFESTATIONS	2021M00060	4 280,40	856,08	5
15/01/2021	2021M00045 - ETAU DE SERRAGE SERVICE MANIFESTATIONS	2021M00045	304,80	304,80	1
15/01/2021	2021M00058 - BARRIERES DE SECURITE MANIFESTATIONS	2021M00058	26 170,54	2 507,05	10
18/01/2021	2021M00061 - 2021 BORNES APPEL TAXI	2021M00061	3 465,56	3 455,56	10
21/01/2021	2018B00134 - MONUMENT AUX MORTS PLACE DU XI NOVEMBRE	2018B00134	265 546,61	0,00	0
22/01/2021	2016B00188 - STADE MAGINOT	2016B00188	3 566,16	0,00	0
25/01/2021	2021M00064 - 2021 - MOBILIER BASE SOUS MARINE	2021M00064	9 024,83	118,80	10
26/01/2021	2020B00140 - ESPACE SPORTIF BUSCAILLET	2020B00140	2 263,96	0,00	0
26/01/2021	2020B00176 - ECOLE ELEMENTAIRE FRANCIN	2020B00176	183 949,53	0,00	0
26/01/2021	2021M00068 - LAMPAIRE BELUX MADD	2021M00068	2 027,52	405,50	5
26/01/2021	2021M00065 - ECHELLE 3,20M MADD	2021M00065	203,17	203,17	1
26/01/2021	2021M00066 - MARCHEPIEDS MUSEUM	2021M00066	802,03	802,03	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/01/2021	2021M00067 - SERVANTES D'ATELIER MUSEUM	2021M00067	531,70	531,70	1
26/01/2021	2021M00069 - BADGEUSES POUR MAIRIES DE QUARTIER	2021M00069	6 260,15	626,02	10
27/01/2021	2021M00070 - COLLECTEUR DE DECHETS COMPOST JARDIN BOTANIQUE	2021M00070	2 216,88	451,15	10
27/01/2021	2021M00073 - SPOTS TRACKING POWER LED - MBA	2021M00073	1 173,00	232,23	10
27/01/2021	2021M00074 - SALLE DES FETES GRAND PARC MATERIELS AUDIOVISUELS	2021M00074	42 847,10	4 635,43	10
27/01/2021	2021M00076 - GOUTTE A GOUTTE IRRIGATION POTAGER LACII	2021M00076	127,16	127,16	1
27/01/2021	2021M00081 - CHARIOT DE RESTAURATION CAFETERIA CONSERVATOIRE	2021M00081	398,26	398,26	1
27/01/2021	2021M00077 - LAVE VAISSELLE FRONTAL CLUB DUBOURDIEU	2021M00077	3 718,58	371,86	10
27/01/2021	2021M00079 - LAVE VAISSELLE CLUB SENIOR QUEYRIES	2021M00079	3 718,58	371,86	10
27/01/2021	2021M00080 - AMOIRE FROIDE A CHARIOT CLUB SENIOR ALBERT 1ER	2021M00080	4 372,70	437,27	10
28/01/2021	2019O00053 - SKATE PARC PLACE DE LA REPUBLIQUE	2019O00053	3 600,00	0,00	0
28/01/2021	2020B00126 - STATUE FEMME DAMBOISE STADE JACQUES CHABAN DELMAS	2020B00126	27 949,20	0,00	0
28/01/2021	2020B00164 - ECOLE ELEMENTAIRE CAZEMAJOR	2020B00164	150 280,03	0,00	0
28/01/2021	2021B00016 - GYMNASSE ALBERT THOMAS	2021B00016	135 440,11	0,00	0
28/01/2021	2021M00083 - MATERIELS SERVICE ELECTION	2021M00083	91 068,96	9 106,90	10
28/01/2021	2021S00036 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 149 COURS DU MEDOC	2021S00036	52 500,00	0,00	0
28/01/2021	2021S00044 - ZAC OIM ST JEAN BELCIER	2021S00044	48 000,00	0,00	0
29/01/2021	2020B00142 - MULTI-ACCUEIL MONTGOLFIER	2020B00142	1 055 351,87	0,00	0
29/01/2021	2021S00004 - ASSOCIATION ESCALES LITTERAIRES BX AQUITAINE	2021S00004	47 000,00	9 400,00	5
29/01/2021	2021M00085 - BIBLIOTHEQUES ELECTROMENAGER	2021M00085	429,00	429,00	1
29/01/2021	2021M00089 - BUTS FILETS WATER POLO PISCINE JUDAIQUE	2021M00089	4 223,88	422,39	10
29/01/2021	2021M00090 - MATERIEL DE SAUVETAGE PISCINE TISSOT	2021M00090	5 159,16	515,92	10
29/01/2021	2021S00012 - OPAH RU COPRO DEGRADEES	2021S00012	159 768,00	5 325,60	30
02/02/2021	2019B00129 - ECOLE ELEMENTAIRE PAUL DOUMER	2019B00129	214 099,44	0,00	0
02/02/2021	2021M00094 - SOUFFLEUR STADE CHABAN DELMAS	2021M00094	2 607,72	521,54	5
02/02/2021	2021S00005 - FIQ 2021 - QUARTIER BORDEAUX MARITIME	2021S00005	10 950,00	2 190,00	5
02/02/2021	2021M00092 - PARCS ET SQUARES - IMPACT COVID 2020	2021M00092	4 728,00	472,80	10
02/02/2021	2021M00093 - PROJECTEURS MADD	2021M00093	4 827,60	761,97	10
02/02/2021	2021M00095 - PETIT ELECTROMENAGER MAIRIE QUARTIER BASTIDE 2020	2021M00095	232,99	232,99	1
03/02/2021	2021M00103 - SOUFFLEUR PALAIS DES SPORTS	2021M00103	3 116,98	623,40	5
03/02/2021	2021M00096 - DEBROUSSAILLEUSE STADE CHABAN DELMAS	2021M00096	674,26	674,26	1
03/02/2021	2021M00097 - SOUFFLEUR GYMNASSE GRAND PARC 1	2021M00097	599,23	599,23	1
03/02/2021	2021M00098 - SOUFFLEUR STADE MAITRE-JEAN	2021M00098	1 625,96	172,06	10
03/02/2021	2021M00099 - SOUFFLEUR STADE BRUN	2021M00099	1 625,96	162,60	10
03/02/2021	2021M00100 - SOUFFLEUR STADE MAITRE-JEAN	2021M00100	1 558,48	155,85	10
03/02/2021	2021M00101 - SOUFFLEUR STADE BRUN	2021M00101	1 558,48	286,19	10
03/02/2021	2021M00102 - SOUFFLEUR MAISON COMMUNALE	2021M00102	1 558,48	155,85	10
03/02/2021	2021M00104 - BUDGET PARTICIPATIF CONSERVATOIRE GITE ABEILLE	2021M00104	739,50	739,50	1
04/02/2021	2020B00031 - PONTON PARC DES EXPOS - PLAGES DU LAC	2020B00031	47 950,68	0,00	0
04/02/2021	2021M00108 - COLLECTIONS ARCHIVES 2021	2021M00108	7 648,00	1 529,60	0
05/02/2021	2018B00124 - PLACE ANDRE MEUNIER - ESPACES VERTS	2018B00124	66 119,31	0,00	0
05/02/2021	2019O00084 - RESTAURATION DE LA PORTE DIJEAUX	2019O00084	2 460,00	0,00	0
05/02/2021	2019O00091 - PARC RIVIERE DIAGNOSTIC POLLUTION	2019O00091	6 018,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
05/02/2021	2020B00083 - JARDIN DE LA GRENOUILLE	2020B00083	39 733,26	0,00	0
05/02/2021	2020B00108 - SALLE DES SPORTS JEAN DAUGUET	2020B00108	61 727,02	0,00	0
05/02/2021	2020B00267 - POSTE DE POLICE CAUDERAN - RUE FERNAND CAZERES	2020B00267	369,74	0,00	0
05/02/2021	2018S00050 - SLIME METROPOLITAIN - SUIVI ANIMATION	2018S00050	261 695,98	21,31	5
05/02/2021	2018S00065 - PNRQAD OPAH RU 2017-2022	2018S00065	20 000,00	395,96	5
05/02/2021	2021M00112 - COUPE-PAIN - ECOLE NAUJAC	2021M00112	2 359,37	471,87	5
05/02/2021	2021M00114 - LAVE-VAISSELLE FRONTAL CRECHE CHARTRONS	2021M00114	3 443,05	1 036,72	5
05/02/2021	2021M00117 - COUPE PAIN - MATERNELLE JOSEPHINE	2021M00117	2 359,37	471,87	5
05/02/2021	2021M00118 - COUPE PAIN - MAT PAUL BERTHELOT	2021M00118	2 359,37	471,87	5
05/02/2021	2021M00119 - EQUIPEMENT CUISINE TABLE TOP POSITIF CRECHE BARREY	2021M00119	1 718,40	1 037,72	5
05/02/2021	2021M00123 - LAVEUSE A CAPOT CRECHE BARREYRE	2021M00123	3 385,52	677,10	5
05/02/2021	2021M00126 - MASSICOT BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00126	2 038,80	407,76	5
05/02/2021	2021M00113 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU CONSTANT CAZEMAJOR	2021M00113	835,90	168,60	1
05/02/2021	2021M00115 - CHARIOT A VERRES ECOLE CLOS MONTESQUIEU	2021M00115	835,90	835,90	1
05/02/2021	2021M00116 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU CONSTANT ACHARD	2021M00116	835,90	835,90	1
05/02/2021	2021M00121 - EQUIPEMENT CUISINE CHARIOT A VERRES ELEMENT THIERS	2021M00121	835,90	835,90	1
05/02/2021	2021M00122 - EQUIPEMENT CUISINE CHARIOT A VERRES ECOLE MAT COND	2021M00122	835,90	835,90	1
05/02/2021	2021M00124 - EQUIPEMENT CUISINE TABLE ECOLE LOUCHEUR	2021M00124	404,38	404,38	1
05/02/2021	2021M00125 - MOBILIER URBAIN TABLE DE PIQUENIQUE JARDIN PUBLIC	2021M00125	1 798,56	179,86	10
05/02/2021	2021M00127 - CHARIOT ASSIETTES ELEMENTAIRE BARRAUD	2021M00127	1 799,81	179,98	10
05/02/2021	2021M00128 - MEUBRE TRI ENFANT GS SOUSA MENDES	2021M00128	1 044,00	104,40	10
05/02/2021	2021M00111 - PISCINE JUDAIQUE GRILLES ENROULABLES	2021M00111	2 467,20	246,72	10
05/02/2021	2021S00006 - PASSEPORT 1ER LOGEMENT 2021	2021S00006	259 000,00	8 633,33	30
08/02/2021	2021M00132 - COLLECTIONS ARCHIVES 2021	2021M00132	18 021,80	0,00	0
08/02/2021	2021M00133 - 2021 - FONDS PATRIMONIAUX BIBLIOTHEQUES	2021M00133	559 129,86	0,00	0
08/02/2021	2021M00134 - 2021 - FONDS ANCIENS DES BIBLIOTHEQUES	2021M00134	31 784,00	0,00	0
08/02/2021	2021M00135 - OEUVRES D'ART MUSEUM HISTOIRE NATURELLE 2021	2021M00135	49 980,84	0,00	0
08/02/2021	2021M00136 - OEUVRES D'ARTS MUSEE D'AQUITAINE 2021	2021M00136	68 440,50	0,00	0
08/02/2021	2021M00137 - OEUVRES D'ARTS MADD 2021	2021M00137	36 574,42	0,00	0
08/02/2021	2021M00130 - SOUFFLEURS STADE CHABAN DELMAS	2021M00130	5 963,94	1 038,72	5
08/02/2021	2021M00129 - TAILLE HAIES STADE CHABAN DELMAS	2021M00129	793,49	793,49	1
08/02/2021	2021M00131 - DEBROUSSAILLEUSES STADE CHABAN DELMAS	2021M00131	1 048,49	104,85	10
09/02/2021	2020B00232 - ECOLE ELEMENTAIRE STEHELIN	2020B00232	109 067,91	0,00	0
09/02/2021	2021S00007 - PROGR. RENOUVEL. URBAIN - LES AUBIERS ET J. CURIE	2021S00007	403 282,22	13 442,74	30
10/02/2021	952425 - MARCHÉ DES CAPUCINS	952425	93 150,68	0,00	0
10/02/2021	2013B00069 - MAISON CANTONALE	2013B00069	43 735,39	0,00	0
10/02/2021	2013B00070 - PISCINE JUDAIQUE	2013B00070	57 027,33	0,00	0
10/02/2021	2013B00090 - SALLE DES FETES SON TAY	2013B00090	2 089,20	0,00	0
12/02/2021	2020B00100 - CENTRE ANIMATION SAINT PIERRE	2020B00100	77 233,25	0,00	0
12/02/2021	2021M00146 - ELECTROMENAGER COMPLEXE SPORTIF STEHELIN	2021M00146	425,20	425,20	1
15/02/2021	2020B00084 - IMMEUBLE 79 RUE BOURBON	2020B00084	2 714,69	0,00	0
15/02/2021	2021M00150 - FDAEC 2020 CANTON 1	2021M00150	7 284,97	728,50	10
15/02/2021	2021M00154 - FDAEC 2020 CANTON 4	2021M00154	4 337,28	433,73	10
15/02/2021	2021S00041 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 11-17 RUE CAUSSEROU	2021S00041	20 000,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
16/02/2021	2019B00110 - CRECHE FAMILIALE TREBOD (GRAND PARC)	2019B00110	35 623,98	0,00	0
16/02/2021	2020O00061 - COUVERTURE CHARPENTE ECOLES PAS ST GEORGES	2020O00061	108,00	0,00	0
16/02/2021	2020B00020 - CHARPENTE ECOLE ELEMENTAIRE PAUL LAPIE	2020B00020	8 596,30	0,00	0
16/02/2021	2020B00219 - GROUPE SCOLAIRE BASTIDE NIEL HORTENSE	2020B00219	2 071 268,30	0,00	0
16/02/2021	2021M00158 - DEFIBRILLATEURS EGLISES 2021	2021M00158	9 230,40	1 846,08	5
16/02/2021	2021M00156 - GROS ELECTROMENAGER MAGASINS MUTUALISES	2021M00156	25 997,21	2 599,72	10
16/02/2021	2021M00157 - CAILLBOTIS PLACE TOURNY	2021M00157	5 352,73	535,27	10
16/02/2021	2021M00160 - 2021 - MOBILIER ECOLES ASSISES	2021M00160	208 674,13	20 867,41	10
16/02/2021	2021M00161 - 2021 - MOBILIER ECOLE TABLES - BUREAUX	2021M00161	158 889,55	15 888,95	10
16/02/2021	2021M00162 - 2021 - MOBILIER ECOLES RANGEMENT	2021M00162	271 805,56	27 180,56	10
16/02/2021	2021S00009 - CESSIION GRATUITE 2021 VILLE DE BORDEAUX SUBV NATUR	2021S00009	56 108,90	1 870,30	30
16/02/2021	2021S00039 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES - 23 RUE DES BOUVIERS	2021S00039	30 000,00	0,00	0
17/02/2021	2021M00164 - 2021 MATERIEL MULTI MEDIA BASE SOUS MARINE	2021M00164	12 997,02	2 599,40	5
18/02/2021	2020B00128 - STADE ALFRED DANAY	2020B00128	52 724,67	0,00	0
18/02/2021	2020M00006 - SQUARE CHARAZAC	2020M00006	33 117,90	0,00	0
18/02/2021	2021O00051 - CLIMATISATION CRECHE CLAVEAU	2021O00051	6 192,72	0,00	0
18/02/2021	2021M00165 - MOBILIER EQUIPEMENT CRECHES DES DOUVES	2021M00165	36 869,63	1 040,72	5
19/02/2021	2019O00003 - BIBLIOTHEQUE ACHARD BACALAN RENOVATION EXTENSION	2019O00003	6 731,81	0,00	0
19/02/2021	2019O00006 - GYMNASSE DU STADE PROMIS	2019O00006	264,10	0,00	0
19/02/2021	2019O00012 - GYMNASSE QUAI DE BRAZZA	2019O00012	57 369,47	0,00	0
19/02/2021	2020O00085 - DIAGNOSTIC PYROTECHNIQUE AIRE DE JEUX BAF	2020O00085	14 821,43	0,00	0
19/02/2021	2020O00091 - RECHERCHE D'AMIANTE ECOLE ELEMENTAIRE CAZEMAJOR	2020O00091	4 119,72	0,00	0
19/02/2021	2020O00093 - SCHEMA DIRECTEUR DES COURS DES CRECHES	2020O00093	32 914,51	0,00	0
19/02/2021	2020O00097 - BOURSE DU TRAVAIL - SALLE AMBROISE CROIZAT	2020O00097	1 934,16	0,00	0
19/02/2021	2021M00166 - ALARMES INONDATION MUSEE DES BEAUX ARTS	2021M00166	708,00	708,00	1
19/02/2021	2021S00038 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES - BOULEVARD JOLIOT CURIE	2021S00038	63 750,00	0,00	0
19/02/2021	2021S00040 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES - 14 PLACE LAFARGUE	2021S00040	40 000,00	0,00	0
22/02/2021	2020B00261 - ECOLE MATERNELLE LA BECHADE	2020B00261	104 995,80	0,00	0
22/02/2021	2021B00003 - LOGEMENT DE FONCTION STADE CHARLES MARTIN	2021B00003	10 292,23	0,00	0
22/02/2021	2020M00484 - FDAEC 2020 CANTON 5	2020M00484	9 808,89	980,89	10
22/02/2021	2021M00167 - MOBILIER BUREAUX ETABLISSEMENTS CULTURELS	2021M00167	1 242,63	124,26	10
23/02/2021	2019O00065 - CRECHE ODETTE PILPOUL BASSINS A FLOT	2019O00065	611,39	0,00	0
23/02/2021	2021M00169 - TRAVAUX SOL JEUX DE COURS B ADOUR	2021M00169	1 843,20	368,64	5
23/02/2021	2021M00168 - MOBILIER ATHENEES MUNICIPALES	2021M00168	2 460,38	246,04	10
24/02/2021	2019B00145 - AD'AP - BATIMENTS SCOLAIRES	2019B00145	16 175,87	0,00	0
24/02/2021	2021M00170 - ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE PISCINE JUDAIQUE	2021M00170	159,90	159,90	1
25/02/2021	2017B00015 - GRAND THEATRE DE BORDEAUX	2017B00015	261 588,66	0,00	0
25/02/2021	2020B00079 - GOLF DE BORDEAUX LAC - LOCAL POMPAGE	2020B00079	124 627,64	0,00	0
25/02/2021	2021M00172 - CHARIOT MENAGE CRECHE	2021M00172	1 230,06	123,01	10
26/02/2021	2020B00187 - GROUPE SCOLAIRE ALBERT BARRAUD	2020B00187	64 098,46	0,00	0
26/02/2021	2021O00003 - EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE LOUCHEUR	2021O00003	973,08	0,00	0
26/02/2021	2021M00173 - EQUIP 1ERE NECESSITE CRECHES TANA HOBAN 1 ET	2021M00173	15 301,12	1 530,11	10
01/03/2021	2020O00003 - COLONIE LA DUNE RELEVES SUR SITE	2020O00003	731,48	0,00	0
01/03/2021	2020M00009 - LITERIES CRECHES 2020	2020M00009	64 207,19	15 656,31	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
01/03/2021	2021M00176 - SPOTS EXPOSITIONS MADD	2021M00176	4 519,87	451,99	10
01/03/2021	2020M00485 - FDAEC 2020 CANTON 2	2020M00485	10 621,04	1 062,10	10
01/03/2021	2021S00058 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 43 - 51 RUE BARREYRE	2021S00058	10 000,00	0,00	0
02/03/2021	2021M00177 - POTEAUX VOLLEY GYMNASSE MALLERET	2021M00177	647,47	647,47	1
03/03/2021	2018O00050 - PRU QUARTIER GRAND PARC REMUNERATION MANDATAIRE	2018O00050	16 007,23	0,00	0
03/03/2021	2018O00062 - GROUPE SCOLAIRE MONTGOLFIER	2018O00062	2 554,17	0,00	0
03/03/2021	2019D00008 - GARANTIE D'EMPRUNT - 40 RUE DU MOULINEAU A EYSINES	2019D00008	108 131,79	0,00	0
03/03/2021	2021M00179 - CERAMIQUE IRRIGATION ET CARRE POTAGER GS LAC	2021M00179	1 868,35	186,84	10
03/03/2021	2021M00178 - ARMOIRES CHAUFFANTES LOCAUX DES JARDINIERS	2021M00178	25 070,46	2 507,05	10
04/03/2021	2020B00006 - MANUFACTURE CDCN	2020B00006	11 577,19	0,00	0
04/03/2021	2020B00086 - CRECHE BENAUGE VINCENT	2020B00086	198 498,59	0,00	0
04/03/2021	2020B00260 - CITE DU VIN CCV	2020B00260	713 361,17	0,00	0
04/03/2021	2021S00011 - ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT 2021	2021S00011	15 140 352,00	15 140 352,00	1
04/03/2021	2021M00180 - TOUPIE D'ATELIER MUSEE DES ARTS DECORATIFS DESIGN	2021M00180	5 683,46	568,35	10
04/03/2021	2021M00181 - POMPE CUVE FUEL STADE CHABAN DELMAS	2021M00181	729,60	729,60	1
04/03/2021	2021S00010 - PIG PROGRAMME D'INTERET GENERAL METROPOLITAIN 2021	2021S00010	103 180,21	3 439,34	30
05/03/2021	2020B00193 - ECOLE ELEMENTAIRE VIEUX BORDEAUX	2020B00193	56 260,93	0,00	0
05/03/2021	2020B00242 - GROUPE SCOLAIRE SANSON	2020B00242	14 048,33	0,00	0
05/03/2021	2021B00007 - 2021 - MUSEE ARTS DECORATIFS RESTAURATION ŒUVRES	2021B00007	16 629,60	0,00	0
05/03/2021	2021B00025 - BIBLIOTHEQUE SAINT MICHEL CAPUCINS	2021B00025	9 964,42	0,00	0
05/03/2021	2021D00001 - AIDES FINANCIERES REMBOURSABLES 2021	2021D00001	5 548,35	0,00	0
05/03/2021	2021M00182 - MODULE SCELLEUSE BARQUETTES - COLONIE LA DUNE	2021M00182	504,00	504,00	1
05/03/2021	2021M00183 - TAPIS DE SOL G. SCOLAIRE SIMONE VEIL	2021M00183	257,29	257,29	1
08/03/2021	2020B00213 - EGLISE SACRE COEUR	2020B00213	5 993,98	0,00	0
08/03/2021	2020D00005 - FAUTEUILS CONSEIL MUNICIPAL	2020D00005	7 753,80	0,00	0
08/03/2021	2021O00054 - DIAGNOSTIC AMIANTE CRECHE DE BORDEAUX 2021	2021O00054	16 634,11	0,00	0
08/03/2021	2021O00070 - SQUARE GABRIEL LEGLISE	2021O00070	1 542,97	0,00	0
09/03/2021	2019B00112 - MAISON DE QUARTIER ST MARTIAL RESEAU GAZ	2019B00112	460,07	0,00	0
09/03/2021	2020B00225 - ECOLE MATERNELLE SOLFERINO	2020B00225	33 455,10	0,00	0
09/03/2021	2021O00017 - 2021 - GER SPORT TENNIS MERIADECK	2021O00017	8 537,72	0,00	0
09/03/2021	2021O00059 - LOCAL DES JARDINIERS GRAND PARC	2021O00059	6 840,00	0,00	0
09/03/2021	2021O00072 - VENTILATION BIBLIOTHEQUE TRISTAN FLORA	2021O00072	4 843,06	0,00	0
09/03/2021	2021O00074 - COLOMBARUIM CIMETIERE DE LA CHARTREUSE	2021O00074	6 500,00	0,00	0
09/03/2021	2021B00059 - CENTRE DE VOILE BORDEAUX LAC	2021B00059	21 782,40	0,00	0
09/03/2021	2021B00061 - BLOCS BETON TYPE BLOC STOP	2021B00061	286 766,23	0,00	0
09/03/2021	2021M00185 - MEUBLE DE PRE-TRI ENFANT 3 PORTES ECOLE VIEUX BORD	2021M00185	3 352,44	670,49	5
09/03/2021	2021M00189 - MATERNELLE THIERS ARMOIRE A CHARIOT	2021M00189	4 372,70	1 041,72	5
09/03/2021	2021M00186 - CRECHE GEORGES IV - RADIO CD	2021M00186	64,90	64,90	1
09/03/2021	2021M00187 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE GS SOUSA MENDES	2021M00187	693,28	693,28	1
09/03/2021	2021M00188 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE MAT ACHARD	2021M00188	693,28	693,28	1
09/03/2021	2021M00193 - LAVE VAISSELLE CLUB SENIOR NUITS	2021M00193	3 718,58	371,86	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
09/03/2021	2021S00014 - COUP DE POUCE PARC PRIVE	2021S00014	54 138,00	1 804,60	30
10/03/2021	2017B00168 - JARDIN DE L'HOTEL DE VILLE	2017B00168	8 006,78	0,00	0
10/03/2021	2021O00016 - 2021-GER SPORT STADE CHABAN DELMAS	2021O00016	17 575,92	0,00	0
10/03/2021	2021M00194 - TONDEUSE AUTOPORTEE PLAINE DES SPORTS COLETTE BESS	2021M00194	29 295,62	5 859,12	5
10/03/2021	2021M00195 - COFFRET ELECTIQUE DE CHANTIER	2021M00195	39 872,62	7 974,52	5
11/03/2021	952427 - MARCHE VICTOR HUGO	952427	23 229,68	0,00	0
11/03/2021	2020O00037 - COMPLEXE SPORTIF PIERRE TREBOD MISSION CONTROLE	2020O00037	1 192,97	0,00	0
11/03/2021	2020O00099 - STRATEGIE GESTION EQUIPTS A VOCATION D'ANIMATION	2020O00099	39 556,50	0,00	0
12/03/2021	2016B00314 - COMPLEXE SPORTIF CHAUFFOUR (MAISON COMMUNALE)	2016B00314	3 311,76	0,00	0
12/03/2021	2020B00283 - MAIRIE (DE QUARTIER) ANNEXE CAUDERAN	2020B00283	6 416,54	0,00	0
12/03/2021	2021B00035 - AF AMENAGEMENT PAYSAGER PARC DU GRAND PARC LOT 4	2021B00035	20 086,70	0,00	0
12/03/2021	2019S00060 - PASSERELLE EIFFEL - TRAVAUX CONSERVATOIRES	2019S00060	31 500,00	1 050,00	30
15/03/2021	2019B00031 - AD'AP - PETITE ENFANCE	2019B00031	46 129,73	0,00	0
15/03/2021	2021O00014 - CENTRE ANIMATION BORDEAUX SUD	2021O00014	3 948,58	0,00	0
15/03/2021	2021M00197 - ATHENE MUNICIPAL COFFRE DE SECURITE	2021M00197	202,34	202,34	1
15/03/2021	2020M00017 - MOBILIER ECOLES ASSISES 2020	2020M00017	1 101,79	110,18	10
16/03/2021	2021B00009 - 2021 - MUSEE DES BEAUX ARTS RESTAURATION ŒUVRES	2021B00009	11 549,00	0,00	0
16/03/2021	2021B00033 - PLACE TOUNY FONTAINES	2021B00033	629 160,00	0,00	0
16/03/2021	2021M00198 - DISTRIBUTEUR EAU FONTAINE MATERNELLE PAUL DOUMER	2021M00198	690,34	690,34	1
17/03/2021	2019B00144 - MAISON DE QUARTIER TAUZIN	2019B00144	4 963,17	0,00	0
17/03/2021	2021O00015 - PROJET URBAIN DU CENTRE ANCIEN DE BORDEAUX	2021O00015	47 755,75	0,00	0
17/03/2021	2021M00199 - REFRIGERATEUR - MAIRIE ANNEXE ST AUGUSTIN-TAUZIN	2021M00199	228,70	228,70	1
19/03/2021	2016B00024 - MUSEE D'AQUITAINE	2016B00024	30 354,48	0,00	0
19/03/2021	2020B00113 - CRECHE ALBERT BARRAUD	2020B00113	18 186,87	0,00	0
19/03/2021	2021M00200 - CUVE STOCKAGE FUEL STADE CHABAN DELMAS	2021M00200	814,80	814,80	1
19/03/2021	2021M00201 - DESHUMIDIFICATEURS MUSEE D'AQUITAINE	2021M00201	2 970,87	297,09	10
22/03/2021	2021M00203 - MOBILIER MUSEE DES ARTS DECORATIFS	2021M00203	1 660,04	166,00	10
22/03/2021	2021M00204 - BANCS JARDINIERES PLACES	2021M00204	155 128,81	15 512,88	10
23/03/2021	2020B00166 - ECOLE ELEMENTAIRE ALBERT SCHWEITZER	2020B00166	932 303,29	0,00	0
23/03/2021	2021M00206 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU CONSTANT GS S VEIL	2021M00206	1 671,80	167,18	10
23/03/2021	2021M00207 - PISCINE GRAND PARC ONDULEUR SYSTEME POSEIDON	2021M00207	1 188,00	118,80	10
25/03/2021	2016F00026 - PARC BORDELAIS	2016F00026	80 910,89	0,00	0
25/03/2021	2021M00208 - VIDEOPROTECTION 2021	2021M00208	141 079,77	28 215,95	5
25/03/2021	2021M00211 - TABLE DE TENNIS DE TABLE GS NUYENS	2021M00211	3 106,80	1 037,72	5
25/03/2021	2021M00209 - DEFIBRILATEURS EQUIPEMENTS SPORTIFS 2021	2021M00209	13 845,60	1 384,56	10
26/03/2021	2020O00049 - DIAGNOSTIC PLOMBS CRECHES ET ECOLES DE LA VILLE	2020O00049	5 712,00	0,00	0
26/03/2021	2020O00050 - ECOLE MA ALBERT BARRAUD DIAGNOSTIC CHARPENTE	2020O00050	3 171,60	0,00	0
26/03/2021	2020O00067 - AIRE DE JEUX BAF - HENRI BRUNET	2020O00067	7 446,47	0,00	0
26/03/2021	2020O00070 - JARDIN BOTANIQUE CREATION THEATRE NATURE	2020O00070	3 600,00	0,00	0
29/03/2021	2021M00212 - PARC BORDELAIS ARBRES	2021M00212	45 747,19	4 574,72	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
30/03/2021	2021M00215 - TABLE ELEVATRICE 300 KG OPSIAL MANIFESTATIONS	2021M00215	476,36	476,36	1
31/03/2021	2017B00090 - REFECTION RESEAUX ARROSAGES PLAINE SPORTS HAILLAN	2017B00090	8 718,91	0,00	0
31/03/2021	2017B00170 - PATINOIRE MERIADECK POMPE A CHALEUR	2017B00170	31 846,81	0,00	0
01/04/2021	2020O00101 - JARDINS FAMILIAUX LES AUBIERS RESEAUX EXTERIEURS	2020O00101	35 184,71	0,00	0
01/04/2021	2021O00050 - RECENSEMENT ET CLASSEMENT DES ARBRES REMARQUABLES	2021O00050	16 323,84	0,00	0
01/04/2021	2021S00015 - ASSOCIATION PARALLELES ATTITUDES DIFFUSION	2021S00015	20 000,00	4 000,00	5
01/04/2021	2021S00016 - SASU THEATRE NATIONAL DE BORDEAUX AQUITAINE (TNBA)	2021S00016	4 166,00	833,20	5
02/04/2021	952371 - JARDIN PUBLIC - COURS DE VERDUN	952371	21 948,63	0,00	0
02/04/2021	2021O00019 - 2021 - GER SPORT CHATEAU LE HAILLAN GRONDINS	2021O00019	1 353,24	0,00	0
02/04/2021	2021O00056 - AMO - PROJET QUARTIER GRAND PARC RENOUVLMT URBAIN	2021O00056	30 252,00	0,00	0
06/04/2021	2021M00216 - RESIDENCE DES ARTISTES CAPC KIT ALARME	2021M00216	4 778,47	955,69	5
07/04/2021	2021M00217 - REFRIGERATEUR MAIRIE DE QUARTIER NANSOUTY-S GENES	2021M00217	281,50	281,50	1
08/04/2021	2015B00127 - SALLE DES FETES SON TAY	2015B00127	6 774,77	0,00	0
08/04/2021	2020B00202 - CLUB SENIORS VILARIS	2020B00202	1 939,27	0,00	0
09/04/2021	2021O00018 - 2021 - GER SPORT GYMNASSE LA FLECHE	2021O00018	23 348,19	0,00	0
09/04/2021	2021B00079 - MOBILIER URBAIN CIMETIERE DE LA CHARTREUSE 2021	2021B00079	10 090,08	0,00	0
09/04/2021	2021M00218 - BACS GERBABLES SERVICE MANIFESTATIONS	2021M00218	2 796,17	279,62	10
12/04/2021	2018B00121 - PARKING MERIADECK	2018B00121	37 873,22	0,00	0
12/04/2021	2021B00080 - MOBILIER URBAIN PARC DU GRAND PARC	2021B00080	202 500,72	0,00	0
12/04/2021	2021M00223 - TRACTEUR STADE CHABAN DELMAS	2021M00223	25 623,14	5 124,63	5
12/04/2021	2021M00219 - FDAEC 2020 CANTON 3	2021M00219	12 747,07	1 274,71	10
12/04/2021	2021M00220 - FDAEC 2020 CANTON 1	2021M00220	11 697,27	1 169,73	10
12/04/2021	2021M00221 - FDAEC 2020 CANTON 4	2021M00221	1 155,56	115,56	10
13/04/2021	2016B00393 - PARC DE LA CITE DU GRAND PARC	2016B00393	3 328,89	0,00	0
13/04/2021	2021M00224 - VENTILATEURS MUSEE D'AQUITAINE	2021M00224	279,48	279,48	1
13/04/2021	2021M00226 - PETIT ELECTROMENAGER MUSEE D'AQUITAINE	2021M00226	2 192,03	219,20	10
14/04/2021	2020O00017 - SYSTEME DE REGULATION AIR CHAUD-FROID CAPC	2020O00017	7 529,44	0,00	0
14/04/2021	2021M00228 - BALAYEUSE ASPIRANTE PLAINE COLETTE BESSON	2021M00228	9 618,06	1 038,72	5
14/04/2021	2021M00234 - LAVEUSE A ROULEAUX SALLE BUSCAILLET	2021M00234	3 442,56	688,51	5
14/04/2021	2021M00230 - ASPIRATEUR DORSAL STADE STEHELIN	2021M00230	420,85	420,85	1
14/04/2021	2021M00231 - ASPIRATEUR DORSAL SALLE THIERS	2021M00231	420,85	420,85	1
14/04/2021	2021M00232 - ASPIRATEUR EAU&POUSIERE GYMNASSE CHARTRONS	2021M00232	444,98	444,98	1
15/04/2021	2018O00055 - CRECHE CLAVEAU EXTENSION	2018O00055	7 529,45	0,00	0
15/04/2021	2021M00236 - AUTOLAVEUSE AUTOTRACTEE GINKO	2021M00236	4 717,85	943,57	5
15/04/2021	2021M00237 - AUTOLAVEUSE GYMNASSE BASSINS A FLOT	2021M00237	4 717,85	1 039,72	5
15/04/2021	2021M00235 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE VOLUMETRIQUE MAT A DUPEUX	2021M00235	693,28	693,28	1
15/04/2021	2021M00241 - MONOBROSSE SALLE DES AUBIERS	2021M00241	926,48	926,48	1
15/04/2021	2021M00242 - ASPIRATEUR EAU&POUSIERE STADE CHARLES MARTIN	2021M00242	444,99	444,99	1
15/04/2021	2021M00240 - DEFIBRILLATEURS EQUIPEMENTS SPORTIFS 2021	2021M00240	12 067,20	1 206,72	10
16/04/2021	2021O00036 - DEPOT DE MARQUES	2021O00036	8 795,00	2 931,67	3

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
16/04/2021	2021M00248 - EQUIPEMENTS SPORTIFS ECOLES - MAGASINS MUTUALISES	2021M00248	6 246,53	1 249,31	5
16/04/2021	2021B00021 - IMMEUBLE SYNDICAT CFDT - THEODORE GARDERE	2021B00021	17 444,94	0,00	0
16/04/2021	2021M00246 - CAMERA SONY SERVICE COMMUNICATION	2021M00246	3 150,00	630,00	5
16/04/2021	2021M00247 - PARCOURS MOTRICITE CRECHES 2021	2021M00247	7 478,66	747,87	10
20/04/2021	2021M00249 - ACCESSOIRES RESTAURATION PRIMO EQUIPT ECOLES 2021	2021M00249	15 829,04	3 165,81	5
21/04/2021	2021D00002 - BIBLIOTHEQUES RESTAURATION OUVRAGES ANCIENS 2021	2021D00002	16 584,49	0,00	0
22/04/2021	2019O00080 - RENOVATION DU MUSEE DES ARTS DECORATIFS	2019O00080	1 528,86	0,00	0
23/04/2021	2020B00203 - GROUPE SCOLAIRE CONDORCET	2020B00203	60 487,99	0,00	0
23/04/2021	2021M00251 - NETTOYEURS VAPEUR KARCHER MUSEE D'AQUITAINE	2021M00251	421,20	421,20	3
26/04/2021	2020B00285 - ECOLE ELEMENTAIRE ANATOLE FRANCE	2020B00285	129 720,18	0,00	0
26/04/2021	2021B00212 - GRAND AUDITORIUM	2021B00212	9 339,16	0,00	0
26/04/2021	2021S00024 - FDAEC CCAS 2020 - CANTONS 2- 3 -4 - 5	2021S00024	7 373,51	1 474,70	5
27/04/2021	2020B00188 - GROUPE SCOLAIRE CARLE VERNET	2020B00188	33 294,61	0,00	0
28/04/2021	2020B00130 - CRECHE CHARTRONS 2	2020B00130	23 067,00	0,00	0
28/04/2021	2021M00252 - ACQUISITION ANTI PINCE-DOIGTS F BUISSON	2021M00252	603,84	603,84	3
28/04/2021	2021M00253 - TONDEUSE GAZON RASION2 CIMETIERE NORD	2021M00253	3 384,94	676,99	5
29/04/2021	2019B00096 - STADE CHARLES MARTIN	2019B00096	8 344,68	0,00	0
30/04/2021	2013B00126 - MAISON DES ADOLESCENTS DUFFOUR DUBERGIER (CIJA)	2013B00126	11 611,39	0,00	0
30/04/2021	2019O00069 - GRAND THEATRE BRASSERIE	2019O00069	8 100,00	0,00	0
30/04/2021	2020O00010 - ECOLE ELEMENTAIRE JULES FERRY DIAGNOSTIC CHARPENTE	2020O00010	5 085,22	0,00	0
30/04/2021	2020B00148 - CENTRE ANIMATION BACALAN	2020B00148	67 164,78	0,00	0
30/04/2021	2021M00254 - ASPIRATEUR POUSSIERE	2021M00254	11 969,46	222,86	5
30/04/2021	2021M00255 - MATERIEL SECOURISME PLAGES DU LAC	2021M00255	1 114,28	396,48	5
30/04/2021	2021B00073 - DECORS PEINTS SALLE A MANGER HOTEL DE VILLE	2021B00073	6 576,00	0,00	0
03/05/2021	2021M00258 - ASPIRATEUR BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00258	1 982,40	87,83	5
03/05/2021	2021B00087 - PARLEMENT MOBILE EN BOIS	2021B00087	65 650,50	0,00	0
03/05/2021	2021M00257 - SECURITE HAND BASKET + TEST SOL ST BRUNO ELEMENTA	2021M00257	6 180,00	1 040,72	5
03/05/2021	2021M00262 - TONDEUSE KUBOTA Z 122 R - CIMETIERE NORD	2021M00262	5 088,00	1 017,60	5
04/05/2021	2019B00008 - TERRASSE MERIADECK	2019B00008	83 701,51	0,00	0
04/05/2021	2019B00019 - MIROIR D'EAU	2019B00019	39 240,04	0,00	0
04/05/2021	2020O00060 - COUVERTURE CHARPENTE ECOLE VACLAV HAVEL	2020O00060	3 840,00	0,00	0
04/05/2021	2020B00143 - SKATE PARC DES CHARTRONS	2020B00143	48 618,00	0,00	0
04/05/2021	2020O00090 - RECHERCHE D AMIANTE MATERNELLE DES PINS FRANCS	2020O00090	1 952,21	0,00	3
04/05/2021	2021M00261 - VISSEUSE A CHOC	2021M00261	439,14	197,87	5
05/05/2021	2020B00179 - ECOLE ELEMENTAIRE DEYRIES	2020B00179	164 991,24	0,00	0
06/05/2021	2020B00220 - ECOLE MATERNELLE JOSEPHINE	2020B00220	67 205,38	0,00	0
06/05/2021	2021O00022 - GYMNASSE MALLERET CHAUFFAGE VENTILATION PLOMBERIE	2021O00022	4 332,26	0,00	0
06/05/2021	2021B00081 - PARC BORDELAIS - HANGAR TRACTEUR	2021B00081	29 274,38	0,00	0
06/05/2021	2021B00204 - STADE TREGUY	2021B00204	28 166,08	0,00	0
06/05/2021	2021M00263 - TENTES PAGODE ALU SERVICE MANIFESTATIONS	2021M00263	19 561,20	3 912,24	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
07/05/2021	2021O00060 - DOMAINE DE LA DUNE - ARCACHON	2021O00060	1 828,72	0,00	0
07/05/2021	2021B00075 - EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE A. DUPEUX - ETANCHEITE	2021B00075	3 818,43	0,00	0
07/05/2021	2021M00265 - STORE BANNE ELECTRIQUE RPA BUCHOU	2021M00265	2 311,64	1 041,72	5
10/05/2021	2021M00280 - NETTOYEUR HP THERMIQUE 13 CV CIMETIERE CHARTREUSE	2021M00280	2 221,63	1 042,72	5
11/05/2021	2020B00161 - GYMNASSE MAITRE JEAN	2020B00161	229 082,15	0,00	0
11/05/2021	2021O00053 - PATINOIRE MERIADECK POMPE A CHALEUR	2021O00053	396,24	0,00	0
11/05/2021	2021M00267 - MACHINE A CAFE SAECO AULIKA EVO	2021M00267	989,34	167,18	5
11/05/2021	2020M00149 - TABLEAUX BLANCS - EMAILLES - LIEGES 2020	2020M00149	281,03	281,03	1
11/05/2021	2021S00029 - FIQ 2021 - QUARTIER BORDEAUX MARITIME	2021S00029	3 600,00	120,00	30
17/05/2021	2021M00268 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU CONSTANT - YSER	2021M00268	835,90	167,18	5
17/05/2021	2021M00269 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU CONSTANT P BERTHELO	2021M00269	835,90	67,36	5
17/05/2021	2021B00077 - FOYER SPORTIF BUSCAILLET	2021B00077	1 725,12	0,00	0
17/05/2021	2021D00003 - RESTAURATION OEUVRES D'ART MUSEE D'AQUITAINE	2021D00003	8 505,75	0,00	0
18/05/2021	2013B00360 - CENTRE D'ANIMATION SAINT MICHEL	2013B00360	23 702,63	0,00	0
18/05/2021	2021M00272 - PENETROMETRE STADE STEHELIN	2021M00272	336,80	127,80	5
18/05/2021	2021M00273 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE VOLUMETRIQUE BARREYR	2021M00273	706,80	59,16	5
18/05/2021	2020M00012 - MOBILIER CAPC 2020	2020M00012	931,20	931,20	1
19/05/2021	952451 - PARC DE LA CITE DU GRAND PARC - RUE DES F PORTMANN	952451	12 280,80	0,00	0
19/05/2021	2020O00015 - CHARPENTE BOIS - GROUPE SCOLAIRE ACHARD	2020O00015	28 562,33	0,00	0
19/05/2021	2021B00099 - BATIMENTS MODULAIRES (ALGECO) ECOLE DES BEAUX ARTS	2021B00099	50 774,23	0,00	0
19/05/2021	2021M00274 - TOUCAN ACTIVE GYMNASSE VIRGINIA	2021M00274	4 450,00	890,00	5
19/05/2021	2021M00276 - ABRIS DE TOUCHE STADE TREGY	2021M00276	2 815,20	281,52	10
20/05/2021	2020B00029 - JARDIN BOTANIQUE RESTAURANT LE CAILLOU	2020B00029	11 097,34	0,00	0
20/05/2021	2021B00082 - ECOLE MATERNELLE YSER	2021B00082	24 283,95	0,00	0
21/05/2021	2020B00257 - CENTRE DE VOILE BORDEAUX LAC (CLUB)	2020B00257	73 602,25	0,00	0
21/05/2021	2021D00004 - LETTRAGE DORE SALLE DU CONSEIL HOTEL DE VILLE	2021D00004	1 464,00	0,00	0
21/05/2021	2021M00278 - AUDIOMETRE CMS BORDEAUX MARITIME	2021M00278	818,43	99,12	5
21/05/2021	2021M00279 - AUDIOMETRE CENTRE SOCIAL NUITS	2021M00279	818,42	227,09	5
21/05/2021	2021M00277 - PANNEAU ACCOUSTIQUE BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00277	2 011,20	402,24	5
27/05/2021	2017B00081 - PARKING DES CAPUCINS	2017B00081	228,00	0,00	0
27/05/2021	2018B00017 - JARDIN BOTANIQUE	2018B00017	20 618,55	0,00	0
27/05/2021	2018B00020 - MICRO CRECHE LUCIEN FAURE	2018B00020	19 132,84	0,00	0
27/05/2021	2018B00039 - PLACE ANDRE MEUNIER	2018B00039	18 048,74	0,00	0
27/05/2021	2018B00058 - MAIRIE ANNEXE BORDEAUX MARITIME	2018B00058	935,40	0,00	0
27/05/2021	2018B00060 - STADE BATANY ANCIENNEMENT BEL AIR	2018B00060	74 018,68	0,00	0
27/05/2021	2018B00066 - STADE MAGINOT	2018B00066	45 725,53	0,00	0
27/05/2021	2018B00084 - PARC PINCON	2018B00084	73 361,20	0,00	0
27/05/2021	2018B00085 - PARC (QUAI) DES SPORTS ST MICHEL	2018B00085	297 540,19	0,00	0
27/05/2021	2018B00088 - GROUPE SCOLAIRE TIVOLI RIVIERE	2018B00088	866 965,91	0,00	0
27/05/2021	2019B00052 - LOCAL LA CABANE A GRATTER	2019B00052	36 056,44	0,00	0
27/05/2021	2021M00283 - EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES NOUVELLES ECOLES 2021	2021M00283	2 714,61	130,75	5
27/05/2021	2021M00282 - MIRADORS GALVANISES PARC FLORAL DES BARAILS	2021M00282	3 725,00	745,00	5
27/05/2021	21A0005 - QUAI DE BRAZZA	21A0005	1 640 665,16	0,00	0
28/05/2021	2020B00167 - GROUPE SCOLAIRE PAUL BERT	2020B00167	313 712,71	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
28/05/2021	2021B00224 - PLACE DES BASQUES	2021B00224	3 139,20	0,00	0
28/05/2021	2021M00285 - MICRO ONDES CRECHES	2021M00285	964,21	964,21	1
28/05/2021	2021M00286 - COMBINE RADIO CD -MMM	2021M00286	1 190,46	252,56	5
31/05/2021	2021O00009 - DEPOLLUTION JARDIN PUBLIC	2021O00009	3 160,43	0,00	0
01/06/2021	952454 - PARC FLORAL - QUARTIER DU LAC- PARC BARAILS	952454	20 070,00	0,00	0
01/06/2021	2020B00087 - GIRONDINS DE BORDEAUX -CHATEAU BEL AIR	2020B00087	20 685,86	0,00	0
01/06/2021	2020B00270 - CIMETIERE DE LA CHARTREUSE	2020B00270	309 164,96	0,00	0
01/06/2021	2021M00290 - APPEREIL PHOTO	2021M00290	246,44	246,44	5
01/06/2021	2021M00293 - REFRIGERATEUR PLAGES DU LAC	2021M00293	554,46	554,46	5
01/06/2021	2021M00292 - AERATEUR ALFRED DANAY	2021M00292	3 368,64	673,73	5
02/06/2021	952588 - SQUARE JEAN BUREAU - RUE NEUVE	952588	2 559,12	0,00	0
02/06/2021	2020B00200 - GROUPE SCOLAIRE LAC II	2020B00200	110 732,45	0,00	0
02/06/2021	2021B00070 - GROUPE SCOLAIRE ALBERT THOMAS	2021B00070	37 575,84	0,00	0
03/06/2021	2021B00020 - EGLISE SAINT AMAND	2021B00020	642 560,66	0,00	0
07/06/2021	2017B00158 - CRECHE MAGENDIE	2017B00158	7 126,95	0,00	0
07/06/2021	2021B00076 - LE BIJOU - LOCAL DES JARDINIERS - PARC BORDELAIS	2021B00076	27 357,57	0,00	0
07/06/2021	2021D00009 - RESTAURATION OEUVRES D'ART MUSEUM HISTOIRE NAT.	2021D00009	16 951,00	0,00	0
07/06/2021	2021M00295 - CHARIOT GRILLAGE PLIABLE MAGASINS MUTUALISES	2021M00295	322,80	322,80	5
07/06/2021	2021M00297 - CENDRIERS URBAINS PARC AUX ANGELIQUES	2021M00297	2 996,10	299,61	10
07/06/2021	2021M00299 - CENTRALE SSI TNBA	2021M00299	4 511,52	451,15	10
08/06/2021	2018O00004 - PATINOIRE MERIADECK POMPE A CHALEUR	2018O00004	17 511,85	0,00	0
08/06/2021	2018D00002 - PART CAPITAL AUTOPOOL (SCIC)	2018D00002	50 000,00	0,00	0
08/06/2021	2020B00279 - BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2020B00279	902 556,67	0,00	0
08/06/2021	2021M00300 - PLANTATIONS SQUARE DES COMMANDOS ESPL SAINT LOUIS	2021M00300	6 237,34	623,73	10
09/06/2021	2020B00063 - PARC MONSEJOUR - ESPACE VERTS	2020B00063	10 800,00	0,00	0
10/06/2021	2020B00195 - ECOLE ELEMENTAIRE JEAN COCTEAU	2020B00195	68 072,17	0,00	0
10/06/2021	2021O00020 - 2021 - GER SPORT PLAINE DES SPORTS COLETTE BESSON	2021O00020	10 594,44	0,00	0
10/06/2021	2021O00032 - AMELIORATION THERMIQUE GS SOUSA MENDES	2021O00032	6 591,78	0,00	0
10/06/2021	2021M00301 - FOUR MICRO ONDES STADE STEHELIN	2021M00301	175,06	175,06	1
10/06/2021	2021M00303 - EQUIPEMENT MEDICAL PEDIATRIQUE CRECHES	2021M00303	302,40	302,40	1
10/06/2021	2021M00304 - PARC DENIS ET EUGENE BUHLER	2021M00304	1 471,20	147,12	10
10/06/2021	2021M00302 - AIRE DE JEUX ORNANO	2021M00302	2 322,30	232,23	10
11/06/2021	2021B00111 - MOBILIER URBAIN CHEMIN DES ECOLES	2021B00111	99 532,78	0,00	0
11/06/2021	2021M00307 - MMM GRILLES FOUR AIRT 710 - ECOLES BORDEAUX	2021M00307	4 482,72	896,54	5
11/06/2021	2021M00305 - MEUBLE RESTAURATION PORTES COULISSANTES ECOLE J	2021M00305	1 260,23	252,05	5
11/06/2021	2021M00308 - ASPIRATEUR POUR CONSERVATION COLLECTIONS MUSEUM	2021M00308	2 119,90	1 038,72	5
11/06/2021	2021M00309 - PLAGES DU LAC PROTECTION AQUAPACK TALKIES	2021M00309	510,00	510,00	1
11/06/2021	2021M00306 - MINI FORETS PARC - JARDIN- SQUARE	2021M00306	46 354,32	4 635,43	10
14/06/2021	2020B00280 - EGLISE SAINT PAUL	2020B00280	15 038,86	0,00	0
15/06/2021	2018B00118 - ESPACE SPORTIF LA FLECHE SAINT-MICHEL	2018B00118	29 530,36	0,00	0
15/06/2021	2021S00031 - FIQ 2021 - QUARTIER BORDEAUX SUD	2021S00031	11 500,00	2 300,00	5
16/06/2021	2020B00233 - ECOLE MATERNELLE ARISTIDE SOUSA MENDES	2020B00233	14 766,97	0,00	0
16/06/2021	2021M00311 - AUDIOVISUELS ECOLES 2021	2021M00311	338,04	338,04	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
16/06/2021	2021M00310 - SCENOGRAPHIE ET TOTEMS PARVIS DES ARCHIVES	2021M00310	40 000,00	8 000,00	5
17/06/2021	2015B00153 - PARC BORDELAIS (PARC CERREY)	2015B00153	27 568,86	0,00	0
17/06/2021	2020O00021 - EXTENSION DU GS CHARLES MARTIN	2020O00021	3 619,66	0,00	0
17/06/2021	2021B00117 - 2 CHALETS 30 M2 - SERVICE MANIFESTATIONS	2021B00117	11 877,60	0,00	0
17/06/2021	2021M00312 - PETIT ELECTROMENAGER POLICE MUNICIPALE	2021M00312	741,94	741,94	1
17/06/2021	2021M00313 - ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE PISCINE DU GRAND PARC	2021M00313	226,20	226,20	1
17/06/2021	2021S00032 - REHABILITATION DIGUE RIVE DROITE SUD	2021S00032	197 245,51	6 574,85	30
18/06/2021	2020D00006 - RESTAURATION OEUVRES ARCHIVES MUNICIPALES 2020	2020D00006	5 000,00	0,00	0
18/06/2021	2021O00062 - DIAGNOSTIC CRECHE SAINTE COLOMBE	2021O00062	2 100,00	0,00	0
21/06/2021	2021M00314 - BOX D'ATTENTE CANIN - POLICE MUNICIPALE	2021M00314	657,34	657,34	1
21/06/2021	2021M00315 - ELECTROMENAGER HOTEL DE VILLE	2021M00315	822,06	822,06	1
22/06/2021	2015B00088 - MUSEE JEAN MOULIN	2015B00088	505 922,76	0,00	0
22/06/2021	2020O00045 - AMO CONDUITE DE PROJET AD/AP	2020O00045	104 754,00	0,00	0
22/06/2021	2021B00013 - GROUPE SCOLAIRE VACLAV HAVEL (BERGES DU LAC)	2021B00013	105 600,90	0,00	0
22/06/2021	2021M00318 - 1ERE ACQUISITION BACS DE RETENTION ECOLES VDB	2021M00318	3 465,00	693,00	5
22/06/2021	2021M00319 - OUTILS PEDAGOGIQUES POUR CRECHES	2021M00319	5 388,83	2 396,64	5
22/06/2021	2021M00321 - 1ERE ACQUISITION MATERIEL CRECHE HAUSSMAN	2021M00321	382,70	382,70	1
22/06/2021	2021M00316 - BASE SOUS MARINE EQUIPEMENTS DE STRUCTURES	2021M00316	5 352,07	1 070,41	5
22/06/2021	2021M00317 - THEATRE LA LUCARNE MULTIMEDIA	2021M00317	1 134,52	226,90	5
23/06/2021	2021M00322 - MOBILIER ASSISE - CENTRES DE LOISIRS	2021M00322	6 080,93	1 216,19	5
23/06/2021	2021M00323 - MOBILIER RANGEMENT - CENTRES DE LOISIRS	2021M00323	8 594,11	2 397,64	5
23/06/2021	2021M00324 - TABLES ET BUREAUX - CENTRES DE LOISIRS	2021M00324	722,57	144,51	5
23/06/2021	2021M00325 - COLONNE DE DOUCHE PLAGE DU LAC	2021M00325	2 559,31	255,93	10
24/06/2021	2015B00077 - COLONIE DE VACANCES (LA DUNE)	2015B00077	389 454,47	0,00	0
24/06/2021	2015F00013 - LOCAL JARDINIERS - ESPACES VERTS CARLE VERNET	2015F00013	7 866,78	0,00	0
24/06/2021	2020O00036 - SYSTEME DE REGULATION AIR CRECHE SAINTE COLOMBE	2020O00036	3 493,52	0,00	0
24/06/2021	2020B00194 - ECOLE ELEMENTAIRE MONTAUD	2020B00194	15 681,56	0,00	0
24/06/2021	2020B00196 - ECOLE ELEMENTAIRE JACQUES PREVERT	2020B00196	28 530,07	0,00	0
24/06/2021	2020B00229 - ECOLE MATERNELLE NOVICIAT	2020B00229	39 095,21	0,00	0
24/06/2021	2021B00019 - THEATRE ROCK SCHOOL BARBEY	2021B00019	32 314,53	0,00	0
24/06/2021	2021M00326 - OUTILS DIDACTIQUES, JEUX ET JOUETS ECOLES PRIM EQ	2021M00326	5 836,17	1 167,23	5
25/06/2021	2015B00150 - ATHENEES MUNICIPALES	2015B00150	35 391,87	0,00	0
25/06/2021	2021M00327 - JUMENT GUTCHY CHOISI	2021M00327	3 000,00	1 204,35	5
25/06/2021	2021S00037 - ASSOCIATION EVEILLEZ LES BEBES CRECHE COUCOU	2021S00037	6 900,00	230,00	30
25/06/2021	20A0001 - 128 RUE FONDAUDEGE	20A0001	533 384,47	0,00	0
28/06/2021	2017B00108 - SALLE DES FETES DU GRAND PARC	2017B00108	27 181,39	0,00	0
28/06/2021	2019B00069 - AD/AP - PARCS JARDINS ET SQUARES - ESPACES VERTS	2019B00069	1 926 548,37	0,00	0
28/06/2021	2020B00207 - GROUPE SCOLAIRE SAINT BRUNO	2020B00207	31 136,47	0,00	0
28/06/2021	2021M00328 - REFRIGERATEUR TABLE TOP CALIFORNIA 93L - DF111N	2021M00328	163,60	163,60	1
29/06/2021	2020B00170 - ECOLE MATERNELLE PAUL BERTHELOT	2020B00170	10 023,11	0,00	0
29/06/2021	2020B00281 - EGLISE SAINT BRUNO	2020B00281	48 029,45	0,00	0
29/06/2021	2021B00098 - LOCAUX CLASSES VERTES RESERVE ECOLOGIQUE BARAILS	2021B00098	29 295,28	0,00	0
29/06/2021	2021M00329 - CHARIOT POUR 14 POTEAUX - POLE TECHNIQUE MUNICIPAL	2021M00329	702,00	702,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
29/06/2021	2021M00331 - TRANSPALETTE MANUEL - JARDIN BOTANIQUE	2021M00331	335,39	335,39	1
29/06/2021	2021M00332 - SOUFFLEUR - JARDIN BOTANIQUE	2021M00332	648,46	648,46	1
29/06/2021	2021M00336 - TONDEUSE AUTOPORTEE KIT MULCHING CIM. PINS FRANCS	2021M00336	5 316,00	1 063,20	5
30/06/2021	2020B00121 - GYMNASSE NELSON PAILLOU - PAULINE KERGOMARD	2020B00121	202 509,00	0,00	0
30/06/2021	2021M00333 - 2021-VIDEO-PROJECTEUR CRECHES	2021M00333	329,38	329,38	1
30/06/2021	2021M00334 - APPAREIL PHOTO + SYSTEME SONO - MAGASIN SCHINAZI	2021M00334	663,52	663,52	1
30/06/2021	2021M00337 - SECHE LINGE - ECOLES	2021M00337	2 795,98	2 397,64	5
30/06/2021	2021M00338 - TABLEAUX - CRECHES	2021M00338	18 565,18	3 713,04	5
30/06/2021	2021S00033 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 45 RUE JOSEPHINE	2021S00033	40 000,00	0,00	0
01/07/2021	2019B00068 - AD'AP - CIMETIERES - ESPACES VERTS	2019B00068	1 475 242,43	0,00	0
01/07/2021	2020B00090 - EGLISE SAINT MICHEL	2020B00090	64 403,76	0,00	0
01/07/2021	2021B00102 - ARCHIVES MUNICIPALES BORDEAUX METROPOLE	2021B00102	76 248,25	0,00	0
01/07/2021	2021M00339 - ADOUCISSEUR EAU CHAUDE VOLUMETRIQUE ECOLE STENDHAL	2021M00339	1 176,30	235,26	5
01/07/2021	2021M00340 - PONCEUSE A BANDE	2021M00340	359,00	359,00	1
01/07/2021	2021M00341 - SCIE A RUBAN	2021M00341	1 790,00	1 037,72	5
01/07/2021	2021M00342 - PAIRE POTEAUX BEACH VOLLEY	2021M00342	2 619,96	262,00	10
02/07/2021	2020B00105 - CENTRE ANIMATION BASTIDE BENAUGE	2020B00105	44 596,06	0,00	0
02/07/2021	2021M00343 - 610 ISOLOIRS POUR ELECTIONS	2021M00343	122 400,00	24 480,00	5
05/07/2021	2021M00346 - PORTEUR CRECHES	2021M00346	59,24	59,24	5
05/07/2021	2021M00345 - ACQUISITION ANTI PINCE DOIGTS GS NUYENS	2021M00345	1 995,46	399,09	5
06/07/2021	2021B00198 - FRONTON PELOTE BASQUE PLAINE DES SPORTS ST MICHEL	2021B00198	17 603,04	0,00	0
06/07/2021	2021M00347 - SOCLE A ASPIRATION POUR TOURET - SCE MANIFESTIONS	2021M00347	903,62	180,72	5
07/07/2021	2013B00227 - SYNDICAT FORCE OUVRIERE	2013B00227	10 123,03	0,00	0
08/07/2021	2021O00010 - AMIANTE HOTEL DE VILLE	2021O00010	2 591,87	0,00	0
08/07/2021	2021M00348 - ARMOIRE FROIDE POSITIVE VENTILEE CRECHE C VERNET	2021M00348	1 464,00	292,80	5
08/07/2021	2021M00351 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU CONSTANT ECOLE A BARRAUD	2021M00351	1 692,05	338,41	5
08/07/2021	2021M00349 - ACQUISITION ARMOIRE FROIDE POSITIVE CRECHE TANZANIE HO	2021M00349	5 456,26	1 091,25	5
09/07/2021	2021M00354 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE RA BUCHOU	2021M00354	614,40	614,40	1
09/07/2021	2021M00356 - GERBEUR HYDRAULIQUE - MUSEE D'AQUITAINE	2021M00356	4 176,00	1 038,72	5
09/07/2021	2021M00357 - CHAUDIERE ECOLE HENRI IV	2021M00357	1 743,14	174,31	10
12/07/2021	2018B00102 - THEATRE FEMINA SALLE FRANKLIN	2018B00102	143 426,18	0,00	0
12/07/2021	2019B00071 - AD'AP - BATIMENTS SPORTIFS	2019B00071	1 841 584,17	0,00	0
12/07/2021	2020B00282 - CENTRE D'ANIMATION CLAVEAU	2020B00282	20 126,75	0,00	0
12/07/2021	2021B00104 - PARVIS SALLE DES FETES DU GRAND PARC	2021B00104	10 800,72	0,00	0
12/07/2021	2021M00360 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE - MAT SOUSA MENDES	2021M00360	706,80	706,80	1
13/07/2021	2021M00361 - POTEAUX DE VOLLEY-BALL GYMNASSE MALLERET	2021M00361	265,68	265,68	1
13/07/2021	2021M00363 - 2021 MOBILIER CAPC	2021M00363	7 983,67	1 596,73	5
13/07/2021	2021M00364 - CHARIOTS POUR SIEGES CAPC	2021M00364	2 723,88	544,78	5
13/07/2021	2021M00362 - EQUIPEMENT SPORTIF SAUT A LA PERCHE STADE STEHELIN	2021M00362	14 263,20	1 426,32	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
15/07/2021	2021M00367 - DEBROUSSAILLEUSE STADE CHARLES MARTIN	2021M00367	674,27	674,27	1
15/07/2021	2021M00369 - NETTOYEUR VITRES PRO GYMNASSE BASSINS A FLOTS	2021M00369	492,19	492,19	1
15/07/2021	2021M00365 - TONDEUSE STADE ALFRED DANAY	2021M00365	1 823,21	364,64	5
15/07/2021	2021M00368 - BROYEUR A FLEAU COLETTE BESSON	2021M00368	3 057,60	1 039,72	5
15/07/2021	2021M00366 - OEUVRES D'ART CAPC 2021	2021M00366	174 480,00	34 896,00	0
16/07/2021	2021M00370 - MACHINE A CAFE - HOTEL DE VILLE SERVICE RECEPTIONS	2021M00370	1 178,46	235,69	5
19/07/2021	2016B00069 - TNBA THEATRE NATIONAL DE BORDEAUX	2016B00069	166 817,28	0,00	0
19/07/2021	2016B00089 - CAPC ENTREPOT LAINE	2016B00089	100 960,84	0,00	0
19/07/2021	2016B00132 - SALLE DES FETES DU GRAND PARC	2016B00132	10 660,24	0,00	0
19/07/2021	2016B00285 - CRECHE CLAVEAU	2016B00285	16 074,06	0,00	0
19/07/2021	2016B00291 - MAISON COMMUNALE COMPLEXE SPORTIF CHAUFFOUR	2016B00291	16 885,49	0,00	0
19/07/2021	2018O00014 - POLE ENFANCE FAMILLE FIEFFE	2018O00014	188 338,56	0,00	0
19/07/2021	2018O00024 - GYMNASSE BASSINS A FLOT	2018O00024	81 693,72	0,00	0
19/07/2021	2019B00132 - POLE ENFANCE FAMILLE FIEFFE	2019B00132	1 587,16	0,00	0
19/07/2021	2019B00151 - BIBLIOTHEQUE DU JARDIN PUBLIC	2019B00151	1 091,21	0,00	0
19/07/2021	2020O00034 - SCHEMA DIRECTEUR LYCEE HORTICOLE DU HAILLAN	2020O00034	5 852,18	0,00	0
19/07/2021	2020O00083 - EGLISE NOTRE DAME	2020O00083	5 856,00	0,00	0
19/07/2021	2020B00147 - STADIUM VELODROME BORDEAUX LAC	2020B00147	73 413,39	0,00	0
19/07/2021	2020B00210 - ECOLE MATERNELLE BERNARD ADOUR	2020B00210	19 976,22	0,00	0
19/07/2021	2020B00215 - CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION-QUAI SAINTE CROIX	2020B00215	124 453,16	0,00	0
19/07/2021	2020B00292 - ECOLE DES BEAUX ARTS	2020B00292	51 720,65	0,00	0
19/07/2021	2021O00034 - LEVEE TOPO EGLISE SAINT MARTIAL	2021O00034	1 650,47	0,00	0
19/07/2021	2021B00068 - CLUB SENIOR LES AUBIERS	2021B00068	729,58	0,00	0
19/07/2021	2021B00225 - PLACE DU CARDINAL DONNET	2021B00225	200 066,66	0,00	0
20/07/2021	2015B00087 - STADE STEHELIN	2015B00087	23 023,33	0,00	0
20/07/2021	2015B00343 - PARC AUX ANGELIQUES	2015B00343	137 024,99	0,00	0
20/07/2021	2017B00079 - JARDIN PUBLIC	2017B00079	86 009,51	0,00	0
20/07/2021	2019B00100 - JARDIN DES BARRIERES	2019B00100	1 690,80	0,00	0
20/07/2021	2019B00114 - F PLACE AMEDEE LARRIEU ONTAINE	2019B00114	86 775,32	0,00	0
20/07/2021	2019B00123 - SQUARE CHANTECRIT	2019B00123	40 442,40	0,00	0
20/07/2021	2020B00034 - LYCEE HORTICOLE DU HAILLAN	2020B00034	14 737,27	0,00	0
20/07/2021	2020B00124 - BASILIQUE SAINT-SEURIN	2020B00124	109 307,66	0,00	0
20/07/2021	2020B00165 - ECOLE MATERNELLE LAGRANGE	2020B00165	40 301,53	0,00	0
20/07/2021	2020B00168 - ECOLE ELEMENTAIRE STENDHAL	2020B00168	20 518,62	0,00	0
20/07/2021	2020B00224 - MAIRIE DE QUARTIER BORDEAUX CENTRE (MAIRIE ANNEXE)	2020B00224	8 026,66	0,00	0
20/07/2021	2020B00228 - ECOLE ELEMENTAIRE BALGUERIE STUTTENBERG	2020B00228	45 045,50	0,00	0
20/07/2021	2019O00082 - AMENAGEMENTS NAUTIQUE PETIT MOUSSE JARDIN PUBLIC	2019O00082	18 540,00	6 180,00	3
20/07/2021	2021B00011 - ECOLE ELEMENTAIRE RAYMOND POINCARE	2021B00011	39 297,21	0,00	0
20/07/2021	2021M00371 - 2021 EQUIPEMENTS AUDIO CRECHES	2021M00371	74,58	14,92	5
21/07/2021	952367 - JARDIN DE LA MAIRIE - RUE DE L'HOTEL DE VILLE	952367	15 729,68	0,00	0
21/07/2021	2014B00146 - AUDITORIUM VOLUME 3 BUREAUX	2014B00146	54 560,64	0,00	0
21/07/2021	2014B00222 - BIBLIOTHEQUE MEDIATHEQUE CAUDERAN	2014B00222	19 264,97	0,00	0
21/07/2021	2019O00064 - MAIRIE DE QUARTIER NUITS 7 - BASTIDE	2019O00064	4 376,39	0,00	0
21/07/2021	2020B00104 - AF GYMNASSE BRAZZA - CONVENTION DE MANDAT	2020B00104	480 000,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
21/07/2021	2020B00175 - ECOLE ELEMENTAIRE BEL AIR	2020B00175	59 850,22	0,00	0
21/07/2021	2021O00025 - PERFORMANCE ENERGETIQUE MUSEUM HISTOIRE NATURELLE	2021O00025	6 998,40	0,00	0
21/07/2021	2021O00033 - PLAFONDS CHAPELLE TERRE NEGRE	2021O00033	9 408,58	0,00	0
21/07/2021	2021B00222 - MATERNELLE NUYENS - LOGEMENT DE FONCTION	2021B00222	13 780,79	0,00	0
21/07/2021	2021M00372 - FONTAINE EAU TEMPEREE ELE SOUSA MENDE	2021M00372	704,40	704,40	1
21/07/2021	2021M00373 - CHARIOT A VERRES ELEMENTAIRE SOUSA MENDES	2021M00373	1 720,80	344,16	5
21/07/2021	2021M00374 - MEUBLE SUR MESURE P LAPIE MAT TOURNUS	2021M00374	2 323,25	464,65	5
21/07/2021	2021M00375 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE ECOLE ELEM A THOMAS	2021M00375	2 091,29	418,26	5
22/07/2021	2013B00160 - SALLE DES FETES LA PERGOLA	2013B00160	3 698,74	0,00	0
22/07/2021	2019B00030 - AD'AP - STRUCTURES ANIMATION	2019B00030	18 483,62	0,00	0
22/07/2021	2020B00069 - PARKING JOSEPH FAURE STADE PROMIS	2020B00069	5 778,86	0,00	0
22/07/2021	2020B00120 - STADE CHABAN DELMAS	2020B00120	852 255,39	0,00	0
22/07/2021	2020B00134 - CRECHE DES BERGES DU LAC	2020B00134	1 802,30	0,00	0
22/07/2021	2021B00107 - MONUMENT COMMANDOS DE FRANCE ESP CHARLES GAULLE	2021B00107	2 404,39	0,00	0
22/07/2021	2021M00376 - FOUR MICRO ONDES 26L CIMETIERE CHARTREUSE	2021M00376	666,30	666,30	1
22/07/2021	2020M00015 - MOBILIER CRECHES ASSISES 2020	2020M00015	818,81	818,81	1
23/07/2021	2020O00078 - MISSION - TNBA THEATRE NATIONAL DE BORDEAUX	2020O00078	8 239,88	0,00	0
23/07/2021	2020O00081 - ETUDE GEOTHERMIQUE PREAU ECOLE PAS ST GEORGES	2020O00081	1 599,80	0,00	0
23/07/2021	2021B00014 - ECOLE ELEMENTAIRE LABARDE ANNE SYLVESTRE	2021B00014	13 332,09	0,00	0
23/07/2021	2021M00378 - EQUIPTS AUDIO - PHOTO - VIDEO - MAG. MUTUALISES	2021M00378	158,32	158,32	1
26/07/2021	2016B00065 - EGLISE SAINT-LOUIS (CHARTRONS)	2016B00065	84 086,20	0,00	0
26/07/2021	2018B00094 - GYMNASSE GRAND PARC	2018B00094	48 954,03	0,00	0
26/07/2021	2021B00148 - MODULAIRE OCCASION JARDIN BOTANIQUE	2021B00148	9 480,00	0,00	0
26/07/2021	2021M00380 - PERCEUSE SANS FIL JARDIN BOTANIQUE	2021M00380	83,00	83,00	1
26/07/2021	2021M00381 - BATTERIES PISTOLETS IMPULSION ELECTRIQUE (TASERS)	2021M00381	5 108,16	1 040,72	5
27/07/2021	112615 - TENNIS MERIADECK	112615	2 780,95	0,00	0
27/07/2021	112616 - TENNIS MERIADECK	112616	270 551,94	0,00	0
28/07/2021	2020B00077 - DEPOT SCHINAZI - AVENUE DU DOCTEUR SCHINAZI	2020B00077	73 455,32	0,00	0
29/07/2021	2021M00382 - MOBILIER ASSISE CIMETIERES 2021	2021M00382	1 238,01	247,60	5
29/07/2021	2021M00383 - BIBLIOTHEQUE MERIADECK MATERIEL AUDIO VIDEO	2021M00383	4 154,78	2 397,64	5
29/07/2021	2021M00384 - TRACTEUR COLETTE BESSON	2021M00384	11 483,13	2 296,63	5
29/07/2021	2021M00385 - BROSSE TRACTEUR COLETTE BESSON	2021M00385	12 313,00	2 462,60	5
30/07/2021	2013B00155 - CLUB SENIORS ALBERT 1ER	2013B00155	1 865,56	0,00	0
30/07/2021	2020B00243 - CIMETIERE NORD	2020B00243	61 182,17	0,00	0
30/07/2021	2021O00021 - 2021 - GER SPORT PISCINE JUDAIQUE	2021O00021	123 150,78	0,00	0
30/07/2021	2021M00386 - MOBILIER CRECHES - MULTI-ACCUEIL - RAM (FDAEC)	2021M00386	14 289,17	1 428,92	10
02/08/2021	2020B00118 - ASSOCIATION TRAUMATISES CRANIEN-29 RUE SABLIERES	2020B00118	6 248,61	0,00	0
02/08/2021	2021B00049 - THEATRE INOX IMMEUBLE11-13 RUE PHILIPPART	2021B00049	41 061,75	0,00	0
02/08/2021	2021M00387 - VIDEO PROJECTEUR EPSON ATHENEE MUNICIPAL	2021M00387	5 078,78	1 015,76	5
02/08/2021	2021M00391 - TABLEAUX EMAILLES-LIEGES-BLANCS - SERVICES VILLE	2021M00391	114,22	114,22	1
02/08/2021	2021M00389 - AUTOLAVEUSE BATTERIES RAM BORDEAUX MARITIME	2021M00389	3 530,40	353,04	10
02/08/2021	2021M00390 - CENTRALE SSI PARKING MERIADECK	2021M00390	7 619,71	761,97	10
03/08/2021	2020B00295 - RA CLUB ACHARD LUMINEUSE	2020B00295	4 783,41	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
03/08/2021	2021B00110 - LOCAL DES JARDINIERS GRAND PARC	2021B00110	404,40	0,00	0
03/08/2021	2021M00392 - CHAUDIERE BATIMENT LA POSTE (BOULEVARD WILSON)	2021M00392	1 723,42	172,34	10
03/08/2021	2021S00042 - CRECHE ODETTE PILPOUL (BASSINS A FLOT)	2021S00042	651 954,83	21 731,83	30
04/08/2021	2019O00048 - CRECHE SAINT AUGUSTIN DEMOLITION	2019O00048	48 680,24	0,00	0
05/08/2021	2021M00394 - TRICYCLES ECOLE SIMONE VEIL	2021M00394	596,16	596,16	1
05/08/2021	2021M00395 - CUMULUS GROUPE SCOLAIRE PINS FRANC	2021M00395	2 542,42	254,24	10
06/08/2021	2020O00084 - SCHEMA DIRECTEUR DES COURS D'ECOLES	2020O00084	148 765,50	0,00	0
09/08/2021	2021B00108 - MONUMENT FORCES FRANÇAISES LIBRES ESP CHARLES GAUL	2021B00108	8 708,20	0,00	0
09/08/2021	2021M00396 - ARMOIRE FROIDE NEGATIVE	2021M00396	2 559,48	511,90	5
10/08/2021	2021M00397 - DESTRUCTEUR DOCUMENTS CENTRE MEDICO SCOLAIRE NUITS	2021M00397	327,84	327,84	1
11/08/2021	2018B00138 - CENTRE MEDICO SCOLAIRE CHARLES DE GAULLE CAUDERAN	2018B00138	3 494,28	0,00	0
11/08/2021	2020B00115 - GYMNASE DU STADE PROMIS	2020B00115	540 377,59	0,00	0
11/08/2021	2021B00089 - ECOLE ELEMENTAIRE ANDRE MEUNIER	2021B00089	10 964,90	0,00	0
11/08/2021	2021M00398 - POMPE IMMERGEE LOXARA 6 - LYCEE HORTICOLE HAILLAN	2021M00398	30 175,20	1 041,72	5
13/08/2021	2020B00045 - RA CLUB CHANTECRIT	2020B00045	18 141,35	0,00	0
13/08/2021	2021O00057 - ECOLE NAUJAC PRESTATION TOPO ET PLAN DE MASS	2021O00057	9 179,22	0,00	0
13/08/2021	2021O00063 - SQUARE JARDIN SAINT JULIEN ETUDE SYSTEME ARROSAGE	2021O00063	1 454,64	0,00	0
13/08/2021	2021O00064 - FAISABILITE KIOSQUE A MUSIQUE ECO RESPONSABLE	2021O00064	3 600,00	0,00	0
13/08/2021	2021M00403 - RIDEAUX D AMEUBLEMENT COLONIE LA DUNE	2021M00403	5 406,90	2 396,64	5
13/08/2021	2021M00404 - EQUIPEMENT DE GYMNASTIQUE STADE STHELIN	2021M00404	1 190,16	238,03	5
16/08/2021	2021O00024 - AMÉNAGEMENT ESPACE VERT COLLECTIF CITE BLANCHE	2021O00024	19 636,64	0,00	0
17/08/2021	952452 - LOCAL JARDINIERS - PARC RIVIERE	952452	36 202,87	0,00	0
17/08/2021	2015B00366 - MAISON DE L'EUROPE ASSOCIATION MEBA	2015B00366	610,20	0,00	0
18/08/2021	2016B00290 - STADE SUZON	2016B00290	10 450,38	0,00	0
18/08/2021	2017B00022 - ESPACE SAINT REMI	2017B00022	65 378,33	0,00	0
18/08/2021	2021O00035 - REHABILITATION IBAIA CAFE	2021O00035	565,56	0,00	0
20/08/2021	2021S00061 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES - 3F RESID - LA JALLERE	2021S00061	150 000,00	0,00	0
23/08/2021	2020B00272 - MULTI ACCUEIL BEL AIR - CITE ADMINISTRATIVE	2020B00272	6 409,17	0,00	0
23/08/2021	2021M00406 - DEGAUCHISSEUSE RABOTEUSE	2021M00406	999,00	999,00	1
23/08/2021	2021M00407 - SCIE CIRCULAIRE	2021M00407	1 701,50	340,30	5
24/08/2021	2021B00125 - CRECHE MIRASSOU	2021B00125	8 330,14	0,00	0
24/08/2021	2021M00408 - ENCEINTE PORTABLE	2021M00408	48,91	48,91	1
24/08/2021	2021M00409 - PATERE MURALE DOUBLE CRECHE TANA HOBAN 1 ET	2021M00409	138,91	138,91	1
24/08/2021	2021M00410 - REPOSE PIED FELLOWES AJUSTABLE	2021M00410	29,28	29,28	1
25/08/2021	2021M00412 - GAFFGUN	2021M00412	295,00	295,00	1
26/08/2021	2021O00013 - PLANCHER GYMNASE LA FLECHE	2021O00013	7 125,83	0,00	0
26/08/2021	2021B00086 - PARCOURS MULTI SENSORIEL MUSEE D'AQUITAINE	2021B00086	114 389,40	0,00	0
26/08/2021	2021B00119 - RACCORDEMENT MULTI-SITES RESEAU DE CHALEUR BELCIER	2021B00119	7 920,00	0,00	0
26/08/2021	2021B00146 - CRECHE JEAN MARQUAUX	2021B00146	2 068,92	0,00	0
26/08/2021	2021M00417 - CHARIOT DE MARCHE CRECHE GRAND PARC 2	2021M00417	81,12	81,12	5
26/08/2021	2021M00418 - CHEVALET MOBILE	2021M00418	259,85	259,85	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
26/08/2021	2021M00420 - 2 TALKIES PISCINE JUDAIQUE	2021M00420	259,20	259,20	1
27/08/2021	2017B00037 - PLACE ST PROJET FONTAINE	2017B00037	43 804,19	0,00	0
27/08/2021	2021M00421 - ESCABEAUX MUSEE D AQUITAINE	2021M00421	488,98	488,98	1
31/08/2021	2021M00425 - COR ANGLAIS RIGOUTAT	2021M00425	9 421,54	1 884,31	5
01/09/2021	2021M00429 - ENREGISTREUR DE TEMPERATURE MUSEE DES BEAUX ARTS	2021M00429	1 650,44	330,09	5
01/09/2021	2021M00428 - ALARME BIBLIOTHEQUE GRAND PARC	2021M00428	2 247,11	449,42	5
01/09/2021	2021M00427 - AIRE DE JEUX DES BASSINS A FLOTS	2021M00427	37 118,77	3 711,88	10
02/09/2021	952053 - BIBLIOTHEQUE MERIADECK	952053	117 003,44	0,00	0
02/09/2021	2020O00029 - RACCORDEMENT MULTI-SITES RESEAU DE CHALEUR BELCIER	2020O00029	36 843,72	0,00	0
02/09/2021	2020B00065 - MUSEE DES BEAUX ARTS	2020B00065	47 605,65	0,00	0
03/09/2021	2015B00202 - MUSEE DES ARTS DECORATIFS	2015B00202	198 862,01	0,00	0
03/09/2021	2017B00147 - PORTE CAILHAU	2017B00147	315,00	0,00	0
03/09/2021	2021M00431 - THERMO HYGROMETRE - BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00431	501,70	501,70	1
03/09/2021	2021M00430 - DESHUMIDIFICATEUR MOBILE - BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00430	7 004,86	1 400,97	5
03/09/2021	2015S00008 - 2015 SUBVENTIONS AUX AUTRES EPL - BATIMENTS	2015S00008	47 500,00	1 583,33	30
06/09/2021	2017B00011 - KIOSQUE CULTUREL TOURNY	2017B00011	2 843,22	0,00	0
06/09/2021	2021O00023 - GEOREFERENCMENT RESEAUX BASSINS A FLOT	2021O00023	1 044,24	0,00	0
06/09/2021	2021B00045 - CRECHE CARREIRE - 23 RUE CAMILLE SAINT SAENS	2021B00045	4 101,19	0,00	0
07/09/2021	2015B00131 - CAPC ENTREPOT LAINE	2015B00131	13 015,35	0,00	0
07/09/2021	2020B00138 - EGLISE SAINT NICOLAS	2020B00138	64 606,72	0,00	0
07/09/2021	2020B00174 - ECOLE ELEMENTAIRE JULES FERRY	2020B00174	81 140,25	0,00	0
07/09/2021	2021O00011 - OZONE LOCAL REPROGRAPHIE CITE MUNICIPALE	2021O00011	2 952,00	0,00	0
07/09/2021	2021O00039 - ETUDE GEOTECHNIQUE GYMNASSE PROMIS	2021O00039	7 233,60	0,00	0
07/09/2021	2021M00432 - CHARIOT A GLISSIERES	2021M00432	1 924,20	384,84	5
08/09/2021	2014F00005 - ESPACES-VERTS BRANDENBURG	2014F00005	2 509,63	0,00	0
08/09/2021	2020B00152 - HOTEL DE VILLE	2020B00152	548 441,41	0,00	0
08/09/2021	2021B00088 - ECOLE MATERNELLE BARBEY	2021B00088	6 908,81	0,00	0
09/09/2021	2018B00136 - ECOLE MATERNELLE PAUL LAPIE	2018B00136	66 834,72	0,00	0
09/09/2021	2020B00123 - LOCAUX ASSOCIATIFS AVANT GARDE JEANNE D'ARC (AGJA)	2020B00123	825,02	0,00	0
09/09/2021	2021M00435 - TABLE DE TRI ENFANT - GS STENDHAL	2021M00435	5 293,51	1 058,70	5
10/09/2021	2020B00172 - ECOLE MATERNELLE SAINT ANDRE	2020B00172	40 829,83	0,00	0
10/09/2021	2020B00253 - CENTRE MEDICO-SCOLAIRE VILARIS	2020B00253	1 557,07	0,00	0
10/09/2021	2021O00037 - GER ECOLES	2021O00037	24 538,29	8 179,43	3
10/09/2021	2021O00038 - ACCOMPAGNEMENT AO ECOLES CHARPENTES	2021O00038	25 351,20	8 450,40	3
10/09/2021	2021M00439 - CAPC EQUIPEMENTS	2021M00439	2 244,57	448,91	5
10/09/2021	2021M00440 - ARMOIRE ELECTRIQUE MOBILE	2021M00440	5 765,93	2 396,64	5
13/09/2021	2019O00013 - EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE SCHWEITZER	2019O00013	20 040,00	0,00	0
13/09/2021	2020B00155 - ECLAIRAGE PUBLIC 2020	2020B00155	105 761,99	0,00	0
13/09/2021	2021M00442 - LIGNES DE FLOTTAISON PLAGES DU LAC	2021M00442	1 720,63	172,06	10
14/09/2021	2021B00156 - MEDIATHEQUE ARMAGNAC - FLORA TRISTAN	2021B00156	4 721,92	0,00	0
14/09/2021	2021M00443 - CARRE POTAGER PEDAGOGIQUE ECOLES	2021M00443	16 409,80	3 281,96	5
15/09/2021	2013B00228 - CRECHE NOVIAT - JARDIN DE L'EAU VIVE	2013B00228	12 748,48	0,00	0
15/09/2021	2021B00023 - PARC AUX ANGELIQUES SITE BORIFIER DECONSTRUCTION	2021B00023	37 471,98	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
15/09/2021	2021B00056 - ECOLE ELEMENTAIRE DAVID JOHNSTON	2021B00056	29 046,48	0,00	0
15/09/2021	2021B00058 - GROUPE SCOLAIRE JEAN MONNET - 1 RUE DU JONC	2021B00058	5 180,49	0,00	0
15/09/2021	2021M00450 - ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE STADE BRUN	2021M00450	414,53	414,53	1
15/09/2021	2021M00451 - ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE STADE CHABAN DELMAS	2021M00451	438,82	438,82	1
15/09/2021	2021M00452 - ASPIRATEUR DORSAL GYMNASSE BAF	2021M00452	438,82	438,82	1
15/09/2021	2021M00453 - ASPIRATEUR DORSAL SALLE DE BOXE PIERRE TREBOUT	2021M00453	414,54	414,54	1
15/09/2021	2021M00449 - EQUIPEMENTS SPORTIFS BOXE SALLE PIERRE TREBOUT	2021M00449	7 187,78	1 038,72	5
16/09/2021	2021B00152 - RACCORDEMENT SITE RESEAU DE CHALEUR PLAINE GARONNE	2021B00152	22 306,03	0,00	0
16/09/2021	2021M00455 - POMPE DE RELEVAGE CRECHE GEORGES V	2021M00455	2 266,92	453,38	5
16/09/2021	2021M00459 - PURIFICATEURS D'AIR - HOTEL DE VILLE	2021M00459	12 852,00	1 285,20	10
17/09/2021	2019B00062 - PLAGE DU LAC	2019B00062	43 311,97	0,00	0
17/09/2021	2019B00152 - BUNGALOW FOOTBALL GIRONDINS PLAINE DES SPORTS	2019B00152	402,83	0,00	0
17/09/2021	2021B00004 - 2021 - ECLAIRAGE PUBLIC	2021B00004	3 291 666,04	0,00	0
17/09/2021	2021B00184 - PONTON BASSIN JARDIN PUBLIC	2021B00184	89 820,48	0,00	0
17/09/2021	2021D00010 - CAPC RESTAURATION OEUVRES ARTS 2021	2021D00010	2 664,00	0,00	0
17/09/2021	2021M00460 - CIMETIERE CHARTREUSE MOBILIER	2021M00460	576,54	576,54	1
17/09/2021	2021M00461 - BRUMISATEURS JARDINS PARCS AIRE DE JEUX SQUARES	2021M00461	380 988,23	76 197,65	5
20/09/2021	2021M00462 - SUPPORT CYCLES GS MODESTE TESTAS	2021M00462	596,16	596,16	1
20/09/2021	2021M00463 - CONTAINER STOCKAGE JARDINS SPORTIFS SUZANNE LENGLE	2021M00463	2 808,00	280,80	10
20/09/2021	2021M00464 - COLONIE LA DUNE CHAUDIERE LOGEMENT DE FONCTION	2021M00464	2 861,87	286,19	10
21/09/2021	2017B00186 - VIDEO SURVEILLANCE URBAINE CPVU POLICE MUNICIPALE	2017B00186	8 896,57	0,00	0
21/09/2021	2021B00235 - GYMNASSE WUSTENBERG	2021B00235	10 581,97	0,00	0
22/09/2021	2018B00101 - ECOLE MATERNELLE PAUL ANTIN - SOMME	2018B00101	180 523,77	0,00	0
22/09/2021	2021M00467 - MATERIELS DE RESTAURATION CRECHES	2021M00467	758,71	758,71	1
22/09/2021	2021M00466 - MEUBLES DE PRESENTATION BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00466	25 559,70	2 555,97	10
22/09/2021	2021S00045 - GROUPE SCOLAIRE SIMONE VEIL (BRIENNE)	2021S00045	1 807 984,57	60 266,15	30
23/09/2021	2019B00102 - ECOLE MATERNELLE PAIX	2019B00102	44 446,03	0,00	0
23/09/2021	2020O00076 - MISSION DE CONTROLE DES PLAFONDS DES ECOLES	2020O00076	3 062,92	0,00	0
23/09/2021	2020B00158 - CRECHE MALBEC	2020B00158	45 674,30	0,00	0
23/09/2021	2020B00255 - CITE MUNICIPALE - RUE CLAUDE BONNIER	2020B00255	587 173,36	0,00	0
23/09/2021	2021S00048 - REVISIONS DU NIVEAU DE SERVICE 2020	2021S00048	16 680,00	16 680,00	1
23/09/2021	2021B00065 - CAPC RESIDENCE DES ARTISTES LES FURTIFS	2021B00065	18 493,40	0,00	0
23/09/2021	2021B00096 - CONSERVATOIRE NATIONAL DE REGION - J THIBAUD	2021B00096	111 738,25	0,00	0
23/09/2021	2021M00468 - MACHINE A FUMEE CONSERVATORIE	2021M00468	126,06	126,06	1
27/09/2021	2015B00340 - MULTI ACCUEIL BARREYRE / CHARTRONS	2015B00340	13 759,75	0,00	0
27/09/2021	2019B00099 - CENTRE MEDICO-SCOLAIRE NUITS	2019B00099	5 901,34	0,00	0
27/09/2021	2020B00173 - ECOLE ELEMENTAIRE SAINT ANDRE	2020B00173	3 413,26	0,00	0
27/09/2021	2020B00230 - IMMEUBLE SABLONAT - ASSOCIATION ATD QUART MONDE	2020B00230	303,89	0,00	0
27/09/2021	2020B00231 - ECOLE MATERNELLE MONTESQUIEU	2020B00231	25 441,48	0,00	0
27/09/2021	2021B00101 - CENTRE SOCIAL ET BIBLIOTHEQUE DES AUBIERS	2021B00101	30 205,41	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
27/09/2021	2021S00049 - MANUFACTURE CDCM MATERIEL SCENIQUE	2021S00049	20 000,00	4 000,00	5
28/09/2021	2015B00187 - SALLE DES FETES DU GRAND PARC	2015B00187	5 592,94	0,00	0
28/09/2021	2019O00023 - PLAN RENOUVELLEMENT URBAIN QUARTIER GRAND PARC	2019O00023	38 661,55	12 887,18	3
28/09/2021	2021M00469 - TOBOGGAN MATERNELLE P LAPIE	2021M00469	3 987,60	1 037,72	5
28/09/2021	2021S00017 - ASSOCIATION FRAC NOUVELLE AQUITAINE MECA	2021S00017	40 000,00	0,00	0
29/09/2021	2020B00159 - ECOLE MATERNELLE DU PAS SAINT GEORGES	2020B00159	203 012,80	0,00	0
29/09/2021	2021B00062 - EXTENSION ECOLE ELEMENTAIRE HENRI IV	2021B00062	10 734,15	0,00	0
29/09/2021	2021B00064 - ASSOCIATION CHANTECLER - 19 RUE LAGRANGE	2021B00064	22 680,26	0,00	0
29/09/2021	2021B00128 - REFECTON STADE SAINTE GERMAINE	2021B00128	1 335 761,61	0,00	0
29/09/2021	2021S00060 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES - GIR. HABITAT (CASTELJAN)	2021S00060	127 500,00	0,00	0
30/09/2021	2019O00036 - REHABILITATION PISCINE JUDAIQUE	2019O00036	31 759,28	0,00	0
30/09/2021	2020B00185 - GROUPE SCOLAIRE FLORNOY	2020B00185	47 851,90	0,00	0
30/09/2021	2021B00118 - CLUB SENIOR BRACH	2021B00118	1 617,31	0,00	0
30/09/2021	2021M00473 - REFRIGERATEUR GYMNASSE CHARTRONS	2021M00473	224,80	224,80	1
30/09/2021	2021M00471 - AIRE DE JEUX MATERNELLE POINT DU JOUR	2021M00471	10 893,60	2 178,72	5
01/10/2021	2021B00147 - ECOLE MATERNELLE NUITS - RUE DE NUITS	2021B00147	28 989,97	0,00	0
01/10/2021	2021M00480 - CAFETIERE SALLE DE REPOS	2021M00480	239,98	239,98	1
01/10/2021	2021M00474 - AUTOLAVEUSES AUTOTRACTEES GYMNASSE BAF	2021M00474	3 555,85	711,17	5
01/10/2021	2021M00475 - AUTOLAVEUSE AUTOTRACTEE GYMNASSE GP2	2021M00475	4 945,20	1 038,72	5
01/10/2021	2021M00476 - AUTOLAVEUSE AUTOTRACTEE GYMNASSE MAITRE-JEAN	2021M00476	4 765,50	953,10	5
01/10/2021	2021S00050 - PROGR. RENOUVELLEMENT URBAIN CITE CLAVEAU (ETUDES)	2021S00050	188 068,50	37 613,70	5
01/10/2021	2021M00479 - BORNE ACCUEIL PMR ATHENEES MUNICIPALES	2021M00479	1 860,20	186,02	10
04/10/2021	2020O00044 - SKATE PARC DES CHARTRONS	2020O00044	10 056,00	0,00	0
04/10/2021	2021O00044 - STRUCTURE ESCALIER LOCAL SYNDICAT FORCE OUVRIERE	2021O00044	3 640,75	0,00	0
04/10/2021	2021M00481 - TAPIS BENAUGE	2021M00481	513,00	513,00	1
04/10/2021	2021M00482 - POUTRE GYM CA BENAUGE	2021M00482	247,50	247,50	1
04/10/2021	2021M00483 - OUTILLAGE ELECTROPORTATIF MUSEUM HISTOIRE NATURELLE	2021M00483	1 351,34	270,27	5
04/10/2021	2021S00062 - DOMOFRANCE ZAC BELCIER - RUE AMEDEV ST GERMAIN	2021S00062	35 250,00	0,00	0
05/10/2021	2016B00054 - RESTAURATION MUSEUM HISTOIRE NATURELLE	2016B00054	15 072,00	0,00	0
05/10/2021	2021O00043 - BOUTIQUE JARDIN BOTANIQUE	2021O00043	10 020,00	0,00	0
05/10/2021	2021B00197 - MAISON LE RUCHER - PARC BORDELAIS	2021B00197	1 147,49	0,00	0
05/10/2021	2021M00486 - ARMOIRE POSITIVE CRECHE TANA HOBAN EBERHARD	2021M00486	1 074,48	1 074,48	5
05/10/2021	2021M00488 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE VOLUMETRIQUE CRECHE G.PHILI	2021M00488	614,40	614,40	1
05/10/2021	2021M00489 - FONTAINE EAU TEMPERE ECOLE FRANCIN	2021M00489	704,40	704,40	1
05/10/2021	2021M00490 - PISTOLET A PEINTURE	2021M00490	862,92	862,92	1
05/10/2021	2021M00484 - LAVE-VAISSELLE "HYGIENE PLUS" CRECHE STE COLOMBE	2021M00484	7 028,82	1 039,72	5
05/10/2021	2021M00485 - ELE MODESTE TESTAS CHARIOT VERRES -BAF 2	2021M00485	1 773,55	354,71	5
05/10/2021	2021M00487 - LAVE VAISSELLE RELEVAGE AUTOMATIQUE ST BRUNO ELE	2021M00487	9 590,14	1 918,03	5
07/10/2021	2020B00217 - ECOLE ALPHONSE DUPEUX	2020B00217	1 769 727,87	0,00	0
07/10/2021	2021S00051 - FIQ 2021 - QUARTIER BORDEAUX CENTRE	2021S00051	2 800,00	560,00	5
07/10/2021	2021S00052 - FIQ 2021 - QUARTIER BORDEAUX CENTRE	2021S00052	1 500,00	50,00	30
08/10/2021	2017B00160 - MULTI-ACCUEIL GEORGES V	2017B00160	3 413,33	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
11/10/2021	2021M00491 - AMPLI MARK BASS ORCHESTRE CONSERVATOIRE	2021M00491	293,00	293,00	1
11/10/2021	2021M00492 - AIRE DEVOLUTION PLIABLE GES	2021M00492	3 071,52	614,30	5
11/10/2021	2021M00493 - COLONIE LA DUNE - MOBILIER 2021	2021M00493	1 686,00	168,60	10
11/10/2021	2021S00019 - AQUITANIS PROJET BRAZZA ILOT D1	2021S00019	87 500,00	0,00	0
12/10/2021	2021B00158 - BIBLIOTHEQUE SAINT AUGUSTIN	2021B00158	13 156,20	0,00	0
12/10/2021	2021M00494 - JEUX DE COUR ECOLE SCHWEITZER	2021M00494	60 294,46	6 029,45	10
13/10/2021	2021B00200 - BLOCS SECURITES VEGETALISES PLAC PEY BERLAND	2021B00200	57 000,00	0,00	0
13/10/2021	2021M00495 - ABRI DE JARDIN TOMBELAINE - ECOLE ELEM MARIE CURIE	2021M00495	1 581,60	158,16	10
14/10/2021	2018B00110 - LOCAUX ASSO - LE CAP DE BORDEAUX 19 PERE L JABRUN	2018B00110	101 737,14	0,00	0
14/10/2021	2020B00254 - ECOLE MATERNELLE PIERRE TREBOD	2020B00254	17 586,60	0,00	0
14/10/2021	2021O00066 - AUDITS ENERGETIQUES 4 BATIMENTS	2021O00066	17 952,00	0,00	0
14/10/2021	2021D00012 - SUBVENTION ANNUITE - ASSOCIATION COQS ROUGE	2021D00012	266 586,41	0,00	0
14/10/2021	2021S00054 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES - AQUITANIS BLUM-DESCHAM	2021S00054	21 000,00	700,00	30
15/10/2021	2021B00157 - CRECHE LA PARENTELE	2021B00157	74 962,42	0,00	0
15/10/2021	2021M00497 - ADOUCISSEUR EAU FROIDE VOLUMETRIQUE NAUJAC	2021M00497	706,80	706,80	1
15/10/2021	2021M00499 - MATELAS CRECHES	2021M00499	773,68	773,68	1
15/10/2021	2021M00498 - ARMOIRE HAUTE A PORTES COULISSANTES ELE SOUS MEND	2021M00498	1 768,72	1 040,72	5
18/10/2021	2015B00084 - PISCINE GRAND PARC	2015B00084	11 951,65	0,00	0
18/10/2021	2021M00500 - BANQUETTES PIANOS	2021M00500	927,50	0,00	0
18/10/2021	2021M00501 - TVA Fournisseur Etranger -Thomann	2021M00501	185,50	185,50	1
18/10/2021	2021M00426 - CLARINETTES	2021M00426	7 823,01	1 042,72	5
19/10/2021	2015B00089 - GALERIE DES BEAUX ARTS	2015B00089	2 060,79	0,00	0
19/10/2021	2021O00052 - ILOT LA GRENOUILLERE POLLUTION DES SOLS	2021O00052	7 903,15	0,00	0
19/10/2021	2021O00068 - PLACE ANDRE MEUNIER LEVEE TOPO	2021O00068	4 030,68	0,00	0
19/10/2021	2021B00060 - RESTRUCTURATION PISCINE GALIN CLOISONS F.-PLAFONDS	2021B00060	14 866,00	0,00	0
19/10/2021	2021B00071 - CLUB SENIOR JARDIN PUBLIC	2021B00071	19 529,58	0,00	0
19/10/2021	2021S00022 - ASSOCIATION LAIQUE DU PRADO	2021S00022	24 500,00	0,00	0
20/10/2021	2021M00508 - AMPLI BASSE	2021M00508	99,17	0,00	0
20/10/2021	2021M00509 - TVA Fournisseur Etranger -Thomann	2021M00509	19,83	19,83	1
20/10/2021	2021M00511 - PISCINES A BALLEES CRECHE JEAN MARQUAUX	2021M00511	707,05	707,05	5
21/10/2021	2016B00009 - MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE	2016B00009	80 348,90	0,00	0
21/10/2021	2021B00085 - ECOLE MATERNELLE ARGONNE	2021B00085	12 631,56	0,00	0
22/10/2021	2020B00137 - PALAIS DES SPORTS - VICTOR HUGO	2020B00137	16 017,53	0,00	0
22/10/2021	2020B00274 - MAIRIE DE QUARTIER (ANNEXE) LA BASTIDE	2020B00274	15 972,00	0,00	0
22/10/2021	2021M00513 - CAMERA DJ POCKET MUSEUM HISTOIRE NATURELLE	2021M00513	596,40	596,40	1
22/10/2021	2021M00514 - VIDEOPROJECTEUR MUSEUM	2021M00514	598,80	598,80	1
22/10/2021	2021M00517 - MAT MODESTE TESTAS CHARIOT A VERRES	2021M00517	886,78	886,78	5
22/10/2021	2021M00515 - BALLONS LUMINEUX SERVICE DES MANIFESTATIONS	2021M00515	10 200,00	2 040,00	5
22/10/2021	2021M00516 - LAVE-VAISSELLE CRECHE CITE ADMINISTRATIVE	2021M00516	13 749,31	1 041,72	5
22/10/2021	2021M00518 - PARC AUX ANGELIQUES SONDES HYGROMETRIQUES	2021M00518	10 998,00	2 199,60	5
25/10/2021	2021O00042 - CLUB SENIOR JARDIN PUBLIC DIAGNOSTIC AVANT TRAVAUX	2021O00042	1 178,40	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
25/10/2021	2021B00005 - 2021 - RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES DES BORNES	2021B00005	175 145,82	0,00	0
26/10/2021	2020B00236 - CRECHE SAINTE COLOMBE	2020B00236	41 989,56	0,00	0
26/10/2021	2021B00160 - EGLISE SAINT EULALIE	2021B00160	18 457,38	0,00	0
26/10/2021	2021B00194 - AMENAGEMENT VRD GYMNASSE GRAND PARC 3	2021B00194	62 348,07	0,00	0
26/10/2021	2021B00195 - GYMNASSE GRAND PARC 3 - AMENAGEMENTS EXTERIEURS	2021B00195	621 822,89	0,00	0
28/10/2021	2016B00082 - BOURSE DU TRAVAIL	2016B00082	21 297,67	0,00	0
28/10/2021	2018B00149 - JARDIN ANDRE MEUNIER	2018B00149	17 371,16	0,00	0
28/10/2021	2020O00041 - TAPISSERIE SALLE MANGER HOTEL DE VILLE	2020O00041	15 018,00	0,00	0
28/10/2021	2020B00091 - CRECHE GASPARD PHILIPPE	2020B00091	13 942,63	0,00	0
28/10/2021	2020B00097 - GRAND PARC AMENAGEMENT PAYSAGER	2020B00097	2 223 402,98	0,00	0
28/10/2021	2021O00045 - PAE BASSINS A FLOT	2021O00045	2 082,30	694,10	3
28/10/2021	2021B00063 - GALERIE DES ETABLES -1 RUE DES ETABLES	2021B00063	1 216,51	0,00	0
28/10/2021	2021B00126 - RESTAURANT IBAIA CAFE	2021B00126	7 297,07	0,00	0
28/10/2021	2021B00168 - TRAVAUX MULTI ACCUEIL QUAI DES BAMBINS	2021B00168	12 640,37	0,00	0
28/10/2021	2021B00169 - TRAVAUX APPARTEMENT 41 RUE BERNARD ADOUR	2021B00169	642,05	0,00	0
29/10/2021	2016B00260 - STADE STEHELIN	2016B00260	24 830,19	0,00	0
29/10/2021	2019B00029 - AD'AP - SALLES MUNICIPALES	2019B00029	29 621,74	0,00	0
29/10/2021	2020O00022 - PISCINE GRAND PARC	2020O00022	33 206,76	0,00	0
29/10/2021	2020O00023 - CLIMATISATION ARCHIVES BORDEAUX METROPOLE -ETAGE 1	2020O00023	2 235,60	0,00	0
29/10/2021	2020O00027 - MISSION GEOTECHNIQUE GYMNASSE BRUN	2020O00027	2 846,00	0,00	0
29/10/2021	2020O00028 - AUDIT SECURITE INCENDIE HOTEL DE VILLE	2020O00028	8 850,67	0,00	0
29/10/2021	2020B00181 - GROUPE SCOLAIRE ACHARD	2020B00181	266 872,24	0,00	0
29/10/2021	2021B00127 - MICRO CRECHE ARGENTIERES	2021B00127	5 397,62	0,00	0
29/10/2021	2021B00170 - TRAVAUX 8 RUE DU PROFESSEUR PACHON	2021B00170	13 091,57	0,00	0
02/11/2021	2020B00182 - ECOLE ELEMENTAIRES DES MENUTS	2020B00182	15 005,34	0,00	0
02/11/2021	2021S00059 - EMULATION NAUTIQUE DE BORDEAUX (BATEAUX 2020-2021)	2021S00059	40 000,00	8 000,00	5
02/11/2021	2021B00211 - I E E B GALERIE INSTITUT EURO ENVIRONNEMENT BORDEAUX	2021B00211	5 564,04	185,47	30
03/11/2021	2019O00046 - ELEMENTAIRE CONDORCET EXTENSION	2019O00046	1 763,64	0,00	0
03/11/2021	2020B00171 - ECOLE ELEMENTAIRE PAUL LAPIE	2020B00171	89 009,00	0,00	0
03/11/2021	2021B00106 - STELE GEORGES TISSOT ESPANADE CHARLES DE GAULLE	2021B00106	5 384,44	0,00	0
03/11/2021	2021M00522 - HYGIAPHONES EN PLEXI HOTEL DE VILLE	2021M00522	5 403,00	2 199,60	5
04/11/2021	2018B00092 - MAIRIE ANNEXE (QUARTIER) SAINT AUGUSTIN	2018B00092	19 704,20	0,00	0
04/11/2021	2020B00058 - BASE SOUS MARINE	2020B00058	280 392,32	0,00	0
04/11/2021	2021O00012 - PROGRAMMATION FAISABILITE ECOLE ABADIE	2021O00012	6 590,88	0,00	0
04/11/2021	2021B00116 - ILLUMINATIONS DE NOEL 2021	2021B00116	856,87	0,00	0
04/11/2021	2021B00172 - SQUARE LE PETIT CARDINAL	2021B00172	1 120,50	0,00	0
04/11/2021	2021M00523 - FOUR MICRO-ONDES MMM	2021M00523	519,30	519,30	5
04/11/2021	2021M00525 - TALKIE-WAMKIE	2021M00525	1 053,53	667,66	5
04/11/2021	2021M00528 - PANNEAUX DE BASKETS PARC ANGELIQUE	2021M00528	1 192,61	1 072,87	5
04/11/2021	2021M00529 - BUTS DE FOOTBALL STADE BEL AIR	2021M00529	6 000,13	600,01	10
05/11/2021	2021M00530 - SPOTS OPTEC NOIRS MUSEUM D'HISTOIRE NATURELLE	2021M00530	8 989,68	1 797,94	5
05/11/2021	2021M00532 - VIDEOPROTECTION MUSEE D'AQUITAINE	2021M00532	1 570,88	314,18	5
05/11/2021	2021M00533 - BASE SONO PISCINE JUDAIQUE	2021M00533	988,90	988,90	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
08/11/2021	2015B00056 - BOURSE DU TRAVAIL	2015B00056	2 020,94	0,00	0
08/11/2021	2020B00094 - EGLISE SAINTE MARIE	2020B00094	2 714,06	0,00	0
08/11/2021	2021B00015 - GYMNASSE GINKO (AUBIERS BERGES DU LAC)	2021B00015	5 270,01	0,00	0
08/11/2021	2021B00026 - ECOLE MATERNELLE YSER	2021B00026	3 759,29	0,00	0
08/11/2021	2021B00067 - MAIRIE DE QUARTIER BASTIDE NANSOUTY SAINT GENES	2021B00067	146 370,42	0,00	0
08/11/2021	2021B00227 - LOCAUX ASSOCIATIFS LE 4 - 118 RUE HERON	2021B00227	8 014,85	0,00	0
08/11/2021	2021M00535 - JEUX DE COURS GROUPE SCOLAIRE ACHARD	2021M00535	1 843,34	368,67	5
08/11/2021	2021M00538 - OUTILLAGE ELECTROPORTATIF CAPC	2021M00538	3 338,30	1 042,72	5
09/11/2021	2021B00215 - MOBILIER URBAIN VEGETALISE CRECHE DU GRAND PARC	2021B00215	17 044,22	0,00	0
09/11/2021	2021M00543 - CHARIOT A VERRES A NIVEAU ECOLE FIEFFE TO	2021M00543	912,00	912,00	5
09/11/2021	2021M00547 - RECUPERATEUR D'EAU DE PLUIE POUR LES ECOLES	2021M00547	2 379,75	540,34	5
09/11/2021	2021M00541 - ARMOIRE HAUTE CUISINE GS NELSON MANDELA	2021M00541	5 364,36	1 072,87	5
09/11/2021	2021M00542 - MATERIEL DE RESTAURATION GROUPE SCOLAIRE M TESTAS	2021M00542	3 434,40	686,88	5
09/11/2021	2021M00546 - POTEAUX TENNIS GYMNASSE CHAUFFOUR MAISON COMMUNALE	2021M00546	558,91	558,91	1
09/11/2021	2021S00026 - PNRQAD BX RE-CENTRE 2021	2021S00026	138 500,00	0,00	0
10/11/2021	2018O00066 - PISCINE GALIN	2018O00066	178 053,59	0,00	0
10/11/2021	2021O00008 - CRECHE GENDREAU MISSION SPS COVID	2021O00008	1 013,81	0,00	0
10/11/2021	2021B00115 - APPEL DE FONDS PRU LES AUBIERS	2021B00115	64 728,09	0,00	0
10/11/2021	2021M00549 - PLAN DUR (PLANCHE) PREMIERS SECOURS PISCINE TISSOT	2021M00549	311,28	311,28	5
10/11/2021	2021S00053 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 76-78 RUE DES FAURES	2021S00053	40 000,00	0,00	0
12/11/2021	2021S00034 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 153 RUE DU TONDU	2021S00034	112 000,00	0,00	0
15/11/2021	2016B00143 - THEATRE LA PERGOLA	2016B00143	22 853,71	0,00	0
15/11/2021	2020O00062 - RESIDENCE DES ARTISTES CAPC	2020O00062	2 184,00	0,00	0
15/11/2021	2020O00075 - ELEMENTAIRE J. COCTEAU EXPERTISE ENVIRONNEMENTALE	2020O00075	13 247,63	0,00	0
15/11/2021	2020B00177 - GROUPE SCOLAIRE MONTGOLFIER	2020B00177	2 509 400,91	0,00	0
15/11/2021	2021O00046 - ETUDE FAISABILITE - THEATRE POQUELIN	2021O00046	10 300,08	0,00	0
15/11/2021	2021D00011 - RESTAURATION D'ARCHIVES PAR BORDEAUX METROPOLE	2021D00011	91 785,00	0,00	0
15/11/2021	2021M00551 - MEULEUSE BOSCH - JARDIN BOTANIQUE	2021M00551	171,96	171,96	5
15/11/2021	2021M00552 - LAVE VAISSELLE RELEVAGE MANUEL CLASSES VERTES	2021M00552	11 630,03	2 326,01	5
16/11/2021	2021O00055 - AMO MUSEE D AQUITAINE	2021O00055	40 920,00	0,00	0
16/11/2021	2021O00058 - ANALYSE POLLUTION ECOLE BECK	2021O00058	1 691,69	0,00	0
16/11/2021	2021O00069 - RELOCALISATION JARDINS FAMILIAUX DES AUBIERS	2021O00069	18 053,54	0,00	0
17/11/2021	2020O00077 - CENTRE ANIMATION SAINT PIERRE - ETUDE PLANCHE	2020O00077	3 783,60	0,00	0
17/11/2021	2020O00079 - MAIRIE DE QUARTIER CAUDERAN AUDIT ENERGETIQUE	2020O00079	5 252,26	0,00	0
18/11/2021	2018B00116 - PLAINE DES SPORTS COLETTE BESSON - ANTENNES SPORT	2018B00116	145 288,47	0,00	0
18/11/2021	2020B00157 - CRECHE ORNANO	2020B00157	7 431,60	0,00	0
18/11/2021	2020B00169 - GROUPE SCOLAIRE THIERS	2020B00169	9 982,16	0,00	0
18/11/2021	2020B00214 - EGLISE SAINT FERDINAND	2020B00214	2 664,44	0,00	0
18/11/2021	2021O00041 - ETUDE MODIFICATION DE FACADE ECOLE VIEUX BORDEAUX	2021O00041	3 000,00	0,00	0
18/11/2021	2021M00553 - CHARIOTS PORTE SACS POUR LES CRECHES	2021M00553	755,82	755,82	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
18/11/2021	2021M00555 - ACCESSOIRES RESTAURATION PRIMO EQPT CRECHES 2021	2021M00555	897,95	897,95	5
18/11/2021	2021M00556 - EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES MULTI-ACCUEIL BENAUGE	2021M00556	1 190,02	774,00	5
18/11/2021	2021M00559 - CUMULUS 100L STADE HENRI LEQUESNE (EX VIRGINIA)	2021M00559	887,53	887,53	1
18/11/2021	2021M00558 - BUTS FOOTBALL PLAINE COLETTE BESSON	2021M00558	4 995,00	499,50	10
19/11/2021	2020B00271 - EGLISE SAINT REMI	2020B00271	25 557,12	0,00	0
19/11/2021	2021O00001 - ECOLE EE DUPEUX RELEVES ALTIMETRIQUES PLANCHER	2021O00001	4 004,40	0,00	0
19/11/2021	2021O00007 - CRECHE BARRAUD - AMO GER	2021O00007	2 978,30	0,00	0
19/11/2021	2021M00560 - EQUIPEMENTS PUERICULTURE CRECHES ET MULTI-ACCUEILS	2021M00560	979,24	979,24	5
19/11/2021	2021M00561 - CAMERA DJI POCKET 2 CREATOR COMBO DGAC	2021M00561	568,00	568,00	5
19/11/2021	2021M00562 - PARCOURS MOTRICITE MAT BENAUGE	2021M00562	1 588,42	317,68	5
19/11/2021	2021M00563 - PRESENTOIRS POUR LES CRECHES VDB	2021M00563	603,20	603,20	5
22/11/2021	2021B00232 - GROUPE SCOLAIRE VACLAV HAVEL (BERGES DU LAC)	2021B00232	30 299,87	0,00	0
22/11/2021	2021M00565 - TRANSMETTEUR DE SECOURS SITE REGAZ	2021M00565	798,91	159,78	5
22/11/2021	2021M00567 - SYSTEME ANTI INTRUSION BIBLIOTHEQUE MERIADECK	2021M00567	203,90	203,90	5
22/11/2021	2021M00568 - SYSTEME ANTI INTRUSION MUSEE DES ARTS DECORATIFS	2021M00568	865,44	865,44	5
22/11/2021	2021M00569 - SYSTEME ANTI INTRUSION ARCHIVES MUNICIPALES	2021M00569	220,22	220,22	5
22/11/2021	2021M00575 - FDAEC 2021 CANTON 1	2021M00575	424,88	424,88	5
22/11/2021	2021M00577 - THERMOMETRE INFRA ROUGE CRECHES	2021M00577	4 439,26	887,85	5
22/11/2021	2021M00566 - SYSTEME ANTI INTRUSION BASE SOUS MARINE	2021M00566	3 980,05	1 038,72	5
22/11/2021	2021M00570 - REHABILITATION JEUX DE COURS GS FLORNOY	2021M00570	6 949,01	1 389,80	5
22/11/2021	2021M00571 - REHABILITATION JEUX DE COURS CRECHE BENAUGE	2021M00571	2 701,68	540,34	5
22/11/2021	2021M00573 - REHABILITATION DU JEUX DE COURS CRECHE CARREIRE	2021M00573	2 656,10	1 037,72	5
22/11/2021	2021M00574 - JEUX DE COURS ECOLE JEAN JACQUES SEMPE	2021M00574	6 186,55	1 237,31	5
23/11/2021	2019B00085 - PLACE EUGENE GAUTHIER	2019B00085	5 070,36	0,00	0
23/11/2021	2019B00098 - DIACONAT BORDEAUX ASSOCIATION	2019B00098	839,94	0,00	0
23/11/2021	2020O00073 - SALLE NELSON PAILLOU	2020O00073	1 194,12	0,00	0
23/11/2021	2020B00245 - CRECHE BASSINS A FLOT	2020B00245	500 010,05	0,00	0
23/11/2021	2021B00012 - ECOLE MATERNELLE BECK (BUISSON)	2021B00012	83 388,58	0,00	0
23/11/2021	2021B00034 - ECOLE MATERNELLE CHARLES MARTIN	2021B00034	11 098,25	0,00	0
23/11/2021	2021B00084 - GYMNASSE ZAC CHARTRONS	2021B00084	48 193,92	0,00	0
23/11/2021	2021B00167 - BATIMENT ASSOCIATIF - 3 RUE LEYDET	2021B00167	9 091,17	0,00	0
23/11/2021	2021B00185 - MAISON DE L ENVIRONNEMENT (ECO-CITOYENNE)	2021B00185	4 247,90	0,00	0
23/11/2021	2021B00226 - 4 PERGOLAS ECOLE SIMONE VEIL	2021B00226	128 257,26	0,00	0
23/11/2021	2021M00579 - PURIFICATEURS D'AIR -CITE MUNICIPALE	2021M00579	7 588,26	1 517,65	5
23/11/2021	2021M00580 - AIRE DE JEUX - SQUARE CROIX DU SUD	2021M00580	17 621,87	1 762,19	10
23/11/2021	21A0003 - QUAI DESCHAMPS	21A0003	2 544 932,40	0,00	0
24/11/2021	2017B00092 - HALLE DES CHARTRONS	2017B00092	1 195,56	0,00	0
24/11/2021	2020B00235 - CIMETIERE BORDEAUX NORD	2020B00235	109 864,43	0,00	0
25/11/2021	2020B00151 - ECOLE ELEM. DUPATY (JARDIN DE TA SOEUR OU SEMPE)	2020B00151	1 440 139,15	0,00	0
25/11/2021	2021B00038 - JARDINS FAMILIAUX PARTAGES LES AUBIERS	2021B00038	175 499,93	0,00	0
25/11/2021	2021B00234 - SERRES JARDIN PARTAGES CARLES VERNET	2021B00234	1 892,11	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
25/11/2021	2021M00581 - POSTE A SOUDER STADE CHABAN DELMAS	2021M00581	1 755,31	560,00	5
25/11/2021	2021M00585 - COMPOSTEURS ESPACES VERTS	2021M00585	11 877,12	8 000,00	5
25/11/2021	2021M00587 - OUVERTURE ECOLE NELSON MANDELA	2021M00587	193,54	193,54	1
25/11/2021	2021M00510 - ASPIRATEURS INDUSTRIELS MUSEUM HISTOIRE NATURELLE	2021M00510	1 094,16	218,83	5
25/11/2021	2021M00588 - PLASTIFIEUSE MAT SIMONE VEIL	2021M00588	129,00	129,00	1
25/11/2021	2021M00582 - BALLON HYDROFORT PLAINE COLETTE BESSON	2021M00582	4 952,40	495,24	10
25/11/2021	2021M00586 - PISTES ESCRIME GYMNASSE NELSON PAILLOU	2021M00586	25 410,17	2 541,02	10
26/11/2021	2015B00075 - MUSEE D'AQUITAINE	2015B00075	8 479,79	0,00	0
26/11/2021	2018O00070 - GRAND PARC AMENAGEMENT PAYSAGER	2018O00070	148 024,43	0,00	0
26/11/2021	2020O00069 - PRESTATIONS TOPO PORTE D'AQUITAINE (PCE VICTOIRE)	2020O00069	16 920,00	0,00	0
26/11/2021	2020B00085 - EGLISE NOTRE DAME	2020B00085	112 227,36	0,00	0
26/11/2021	2020B00204 - GROUPE SCOLAIRE BENAUGE	2020B00204	46 171,38	0,00	0
26/11/2021	2021B00189 - GROUPE SCOLAIRE CONDORCET	2021B00189	7 976,63	0,00	0
26/11/2021	2021B00191 - SALLE CAPITULAIRE ESPACE CULTUREL	2021B00191	9 094,55	0,00	0
26/11/2021	2021M00589 - ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE CLUB SENIOR A BARRAUD	2021M00589	295,80	295,80	1
26/11/2021	2021M00591 - APPAREIL PHOTO NUMERIQUE CITE MUNICIPALE	2021M00591	495,62	495,62	1
26/11/2021	2021M00592 - BOITE A JOUER	2021M00592	1 135,44	66,62	5
26/11/2021	2021M00590 - DGAC - ECRAN IMAGE ET PHOTOGRAPHIE	2021M00590	3 870,00	774,00	5
26/11/2021	2021M00593 - PLATEAU ET CHASSIS TRANSPARENT HOTEL DE VILLE	2021M00593	3 802,42	760,48	5
29/11/2021	2017B00052 - LOCAUX ASSOCIATIFS - 18 RUE DU CLOITRE	2017B00052	300 316,44	0,00	0
29/11/2021	2020B00180 - ECOLE MATERNELLE POINT DU JOUR (CLAVEAU)	2020B00180	85 340,33	0,00	0
29/11/2021	2020B00201 - ECOLE ELEMENTAIRE LES PINS FRANCS	2020B00201	63 488,17	0,00	0
29/11/2021	2020B00256 - SERRE PEDAGOGIQUE LYCEE HORTICOLE DU HAILLAN	2020B00256	13 903,62	0,00	0
29/11/2021	2021O00004 - MULTI ACCUEIL POLA BASSINS A FLOT	2021O00004	2 916,64	0,00	0
29/11/2021	2021O00005 - REHABILITATION DES TERRAINS SYNTHETIQUES	2021O00005	4 890,00	0,00	0
29/11/2021	2021B00074 - LOCAUX ASSOCIATIFS - IMMEUBLE 31 RUE DE CURSOL	2021B00074	14 897,90	0,00	0
29/11/2021	2021B00164 - PLOMBERIE RESEAU GYMNASSE PROMIS	2021B00164	2 502,36	0,00	0
29/11/2021	2021B00207 - AVANCE S0085B PLACE SAINT MARTIAL AIRE DE JEUX	2021B00207	9 750,83	0,00	0
29/11/2021	2021B00208 - ECOLE PHILOMATIQUE - 64-66 RUE DE L'ABBE DE L'EP	2021B00208	3 191,21	0,00	0
29/11/2021	2021B00209 - AMENAGEMENT ABORDS GYMNASSE THIERS	2021B00209	2 221,26	0,00	0
29/11/2021	2021B00221 - RESEAUX ARROSAGE SQUARE HONORE ESTIENNE D'ORVES	2021B00221	13 180,85	0,00	0
29/11/2021	2021B00239 - MOBILIER URBAIN STADE STEHELIN	2021B00239	520,02	0,00	0
29/11/2021	2021B00240 - MOBILIER URBAIN JARDIN PUBLIC	2021B00240	15 600,60	0,00	0
29/11/2021	2021M00599 - BALAYEUSE AUTOPORTEE STADE STEHELIN	2021M00599	9 421,62	1 884,32	5
29/11/2021	2021S00064 - SUBVENTIONS PERSONNES DROIT PRIVE 2015	2021S00064	225 000,00	7 500,00	30
30/11/2021	2016B00315 - ILLUMINATIONS DE NOEL 2016-2017	2016B00315	11 468,40	0,00	0
30/11/2021	2020O00004 - COMPLEXE SPORTIF CHAUFFOUR	2020O00004	2 171,02	0,00	0
30/11/2021	2020O00006 - CRECHE JARDIN DE L'EAU VIVE -NOVICIAT	2020O00006	252,00	0,00	0
30/11/2021	2020B00070 - MULTI-ACCUEIL CARLE VERNET	2020B00070	3 806,49	0,00	0
30/11/2021	2021O00047 - GER EQUIPEMENTS PARC BORDELAIS	2021O00047	5 914,92	0,00	0
30/11/2021	2021B00002 - 2021- MOBILIER URBAIN	2021B00002	139 746,60	0,00	0
30/11/2021	2021B00057 - STADE BRUN	2021B00057	36 547,93	0,00	0
30/11/2021	2021B00236 - DEMANTELEMENT MARCHÉ DES GRANDS HOMMES	2021B00236	1 092,00	0,00	0
30/11/2021	2021S00035 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 108 QUAI DE BRAZZA	2021S00035	220 000,00	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
02/12/2021	2020O00008 - LA MANUFACTURE ATLANTIQUE CDCN	2020O00008	57 896,14	0,00	0
02/12/2021	2020O00053 - MISSION PILOTAGE TRX POUR 7 CRECHES	2020O00053	27 981,07	0,00	0
02/12/2021	2020B00095 - EGLISE SAINT AUGUSTIN	2020B00095	1 545,16	0,00	0
02/12/2021	2020B00101 - PISCINE TISSOT	2020B00101	76 091,82	0,00	0
02/12/2021	2021S00065 - SOUTIEN INVESTISSEMENT 2021 - ECOLE DES BEAUX ARTS	2021S00065	60 000,00	12 000,00	5
03/12/2021	2016B00217 - PISCINE GALIN	2016B00217	8 469 828,85	0,00	0
03/12/2021	2019B00037 - ARCHIVES DE BORDEAUX (HOTEL RAGUENEAU)	2019B00037	35 507,11	0,00	0
03/12/2021	2019B00146 - CIMETIERE DES PINS FRANCS	2019B00146	3 811,55	0,00	0
03/12/2021	2020B00004 - MUSEUM HISTOIRE NATURELLE RESTAUR. OEUVRES 2020	2020B00004	2 250,00	0,00	0
03/12/2021	2021O00048 - SCHEMA DIRECTEUR HOTEL DE VILLE	2021O00048	15 737,94	0,00	0
03/12/2021	2021B00097 - CENTRE D'ANIMATION CARLE VERNET IMMEUBLE PALLIERE	2021B00097	3 951,05	0,00	0
03/12/2021	2021B00180 - ECOLE MATERNELLE FIEFFE	2021B00180	21 408,73	0,00	0
03/12/2021	2021B00181 - COMPLEXE SPORTIF PIERRE TREBOD	2021B00181	11 768,29	0,00	0
03/12/2021	2021B00183 - AVANCE HONORAIRE ZAC BASTIDE NIEL-ECLAIRAGE PUBLIC	2021B00183	281 251,00	0,00	0
03/12/2021	2021S00030 - LOGEMENTS ZAC GARONNE EIFFEL - QUARTIER BELVEDERE	2021S00030	196 000,00	0,00	0
13/12/2021	2013B00255 - PATINOIRE MERIADECK	2013B00255	98 830,56	0,00	0
13/12/2021	2016B00040 - HALLE DES DOUVES	2016B00040	3 930,00	0,00	0
13/12/2021	2016B00142 - LOCAL JARDINIERS - RUE PINS FRANCS BX CAUDERAN	2016B00142	144 167,05	0,00	0
13/12/2021	2016B00193 - PLACE DES QUINCONCES - HEMICYCLE	2016B00193	10 428,73	0,00	0
16/12/2021	2019O00033 - REQUALIFICATION BIBLIOTHEQUE MERIADECK PHASE 2	2019O00033	4 176,00	0,00	0
31/12/2021	2019B00084 - MAIRIE DE QUARTIER CHARTRONS-GD PARC-JARDIN PUBLI	2019B00084	6 891,91	0,00	0
31/12/2021	2020B00129 - BIBLIOTHEQUE GRAND PARC	2020B00129	30 638,29	0,00	0
31/12/2021	2020B00186 - GYMNASSE JULES FERRY (ANCIEN R- BATANY OU BEL AIR)	2020B00186	5 608,93	0,00	0
31/12/2021	2021B00123 - PLAINE DES SPORTS COLETTE BESSON - ANTENNES SPORT	2021B00123	138 262,78	0,00	0
07/01/2022	2021B00166 - GYMNASSE PROMIS - STRUCTURE BOIS - COUVERTURE BARDA	2021B00166	117 314,79	0,00	0
17/01/2022	2020B00178 - ECOLE ELEMENTAIRE QUINTIN LOUCHEUR	2020B00178	1 029 425,85	0,00	0
31/01/2022	2020B00109 - CRECHE ARMAND FAULAT	2020B00109	1 545 039,09	0,00	0
07/03/2022	2020B00189 - GYMNASSE BASSINS A FLOT	2020B00189	2 391 993,23	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit			7 711 917,87	3 390,33	
10/09/2021	2021F00005 - CHARTRONS STENDHAL	2021F00005	381 151,56	0,00	0
10/09/2021	2021F00006 - QUAI DES CHARTRONS - STENDHAL	2021F00006	3 780,00	0,00	0
10/09/2021	2021B00177 - COURS BALGUERIE STUTTENBERG - STENDHAL	2021B00177	319 858,34	0,00	0
10/09/2021	2021B00178 - ECOLE STENDHAL	2021B00178	4 140 280,42	0,00	0
10/09/2021	2021B00179 - GROUPE SCOLAIRE STENDHAL	2021B00179	161 109,32	0,00	0
16/09/2021	2021M00456 - MOBILIER SCOLAIRE 1ERE ACQ - STENDHAL	2021M00456	32 789,82	960,00	10
16/09/2021	2021M00458 - MATERIEL SCOLAIRE - STENDHAL	2021M00458	2 143,24	2 051,33	10
20/10/2021	2021F00007 - TERRAIN QUARTIER DU LAC	2021F00007	90 956,07	0,00	0
20/10/2021	2021B00201 - ECOLE MATERNELLE LAC III	2021B00201	2 449 945,03	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	N° d'inventaire	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements au 31/12/N	Durée d'amortissement en années (2)
20/10/2021	2021B00202 - ECOLE MATERNELLE LAC III	2021B00202	108 641,58	0,00	0
20/10/2021	2021B00203 - BDX ECOLE MAT LAC 3	2021B00203	5 156,87	0,00	0
20/10/2021	2021M00502 - MOBILIER SCOLAIRE MATERNELLE LAC 3	2021M00502	217,06	43,00	10
20/10/2021	2021M00503 - MOBILIER MATERNELLE LAC 3	2021M00503	15 779,55	315,00	10
20/10/2021	2021M00506 - MATERIELS DE RESTAURANT LAC III	2021M00506	109,01	21,00	10
Mise à disposition			0,00	0,00	
Affectation			0,00	0,00	
Mises en concession ou affermage			0,00	0,00	
Divers			0,00	0,00	

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Si le bien acquis est amortissable, indiquer la durée d'amortissement.

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – VARIATION DU PATRIMOINE – SORTIES

IV

B12.2

ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS (1)

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
TOTAL GENERAL							8 545 840,97	4 097 637,16	
Cessions à titre onéreux							8 545 840,97	4 801 425,98	
02/06/2021	060502 - TERRAIN HORTENSE - 150 RUE HORTENSE	01/01/2006	16 926,21	0	0,00	16 926,21	220 000,00	203 073,79	16 926,21
02/06/2021	114832 - TERRAIN 150 RUE HORTENSE	27/05/2020	2 646,60	0	0,00	2 646,60	13 554,60	10 908,00	2 646,60
02/06/2021	952572 - SALLE MUNICIPALE - RUE DE LA ROTONDE	01/01/1995	121 063,97	0	0,00	121 063,97	208 812,00	87 748,03	121 063,97
23/08/2021	2013B00415 - IMMEUBLE RUE CAUSSEROUGE	02/06/2020	102 262,59	0	0,00	102 262,59	102 321,40	58,81	102 262,59
23/08/2021	2020B00136 - IMMEUBLE CAUSSEROUGE ANCIENNEMENT BUS INFORMATIQUE	16/08/2021	83 397,29	0	0,00	83 397,29	102 321,40	18 924,11	83 397,29
23/08/2021	952398 - LOGEMENT DE FONCTION - BUS INF	01/01/1995	151 805,12	0	0,00	151 805,12	102 321,40	-49 483,72	151 805,12
23/08/2021	952399 - LOGEMENT DE FONCTION - 13 RUE CAUSSEROUGE	01/01/1995	60 594,81	0	0,00	60 594,81	102 321,40	41 726,59	60 594,81
27/09/2021	080109 - AMENAGEMENT IVECO DAILY	08/04/2008	8 295,46	7	8 295,46	0,00	0,00	0,00	0,00
29/09/2021	080306 - AMENAGEMENT CAMION JUMPY	01/12/2008	7 278,86	7	7 278,86	0,00	0,00	0,00	0,00
07/10/2021	2012B00020 - MAIRIE ANNEXE CANTON 6 BX SUD	31/12/2012	588 487,65	0	0,00	588 487,65	473 416,67	-115 070,98	588 487,65
22/10/2021	17A0027 - 108 QUAI DE BRAZZA	19/12/2017	228 299,82	0	0,00	228 299,82	2 077 546,30	1 849 246,48	228 299,82
09/11/2021	952395 - LOGEMENT - 11 RUE CAUSSEROUGE	01/01/1995	11 894,71	0	0,00	11 894,71	102 321,40	90 426,69	11 894,71
14/12/2021	17A0027 - 108 QUAI DE BRAZZA	19/12/2017	949 843,44	0	0,00	949 843,44	2 495 972,00	1 546 128,56	949 843,44
16/12/2021	952601 - STADE PROMIS	01/01/1995	179 773,24	0	0,00	179 773,24	550 000,00	370 226,76	179 773,24
16/12/2021	2015B00308 - STADE PROMIS	07/12/2021	34 352,45	10	0,00	34 352,45	190 000,00	155 647,55	34 352,45
16/12/2021	952602 - STADE PROMIS - RUE PROMIS	01/01/1995	1 213 067,09	0	0,00	1 213 067,09	1 804 932,40	591 865,31	1 213 067,09
Cessions à titre gratuit							0,00	-56 108,90	
18/10/2021	2013S00004 - CESSION GRATUITE AVENUE EMILE COUNORD (952451)	19/04/2012	0,00	15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
08/12/2021	952391 - CITE CLAVEAU LOCAL JARDINIERS	01/01/1995	44 058,95	0	0,00	44 058,95	0,00	-44 058,95	44 058,95
08/12/2021	953459 - BLOCKHAUS - RUE JOSEPH BRUNET	01/01/1995	0,15	0	0,00	0,15	0,00	-0,15	0,15
08/12/2021	2013B00545 - PARC PINCON	23/05/2020	12 049,80	0	0,00	12 049,80	0,00	-12 049,80	12 049,80
Mise à disposition							0,00	0,00	
Affectation							0,00	0,00	

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
Mises en concession ou affermage							0,00	0,00	
Mise à la réforme							0,00	0,00	
Divers							0,00	-647 679,92	
	2018O00042 - MISE EN ACCESSIBILITE AUX PMR DANS LES ECOLES	31/12/2019	9 824,66	3	9 824,66	0,00	0,00	0,00	0,00
	2019B00113 - RESTAURATION FONTAINE PLACE AMEDEE LARRIEU	20/07/2021	2 126,95	0	0,00	2 126,95	0,00	-2 126,95	2 126,95
	2019D00008 - GARANTIE D'EMPRUNT - 40 RUE DU MOULINEAU A EYSINES	25/10/2019	298 452,95	0	0,00	298 452,95	0,00	-298 452,95	298 452,95
	2020B00092 - AF CRECHE ARMAND FAULAT	01/07/2021	195 323,21	0	0,00	195 323,21	0,00	-195 323,21	195 323,21
	2020B00151 - ECOLE ELEM. DUPATY (JARDIN DE TA SOEUR OU SEMPE)	25/11/2021	3 096,70	0	0,00	3 096,70	0,00	-3 096,70	3 096,70
	2020D00009 - DEPOT DE GARANTIE LOCATION 59 RUE HUGUERIE	18/11/2020	3 040,00	0	0,00	3 040,00	0,00	-3 040,00	3 040,00
	2020S00027 - LOGEMENTS LOCATIFS AIDES 2020 - OPERATIONS NEUVES	22/09/2020	117 500,00	30	0,00	117 500,00	0,00	-117 500,00	117 500,00
	2021D00001 - AIDES FINANCIERES REMBOURSABLES 2021	15/04/2021	5 548,35	0	0,00	5 548,35	0,00	-5 548,35	5 548,35
	2021S00006 - PASSEPORT 1ER LOGEMENT 2021	05/02/2021	18 221,00	30	0,00	18 221,00	0,00	-18 221,00	18 221,00
08/01/2021	2013S00029 - SUBV. EQUIPEMENT 2013 PERS. DROIT PRIVE MOBILIER	22/05/2013	150 000,00	5	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2012S00080 - SUBV. EQUIP. 2007 VERSEES PERS DROIT PRIVE	31/12/2007	944 514,41	5	944 514,41	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2012S00087 - SUBV. EQUIPEMENT 2008 VERSEES PERS. DROIT PRIVE	31/12/2008	1 233 178,86	5	1 233 178,86	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2012S00094 - SUBV. EQUIPEMENT 2009 VERSEES PERS. DROIT PRIVE	31/12/2009	2 043 034,71	5	2 043 034,71	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2012S00100 - SUBV. EQUIPEMENT 2010 VERSEES PERS. DROIT PRIVE	31/12/2010	3 690 714,74	5	3 690 714,74	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2012S00114 - SUBV.EQUIPEMENT ANTER.2006 VERSEES AUTRES ORG.PUBL	31/12/2005	282 707,77	15	282 707,77	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2015S00004 - SUBVENTION EQUIPEMENT 2015 PERS. DROIT PRIVE	16/01/2015	138 931,10	5	138 931,10	0,00	0,00	0,00	0,00
08/01/2021	2019S00012 - REVISION DES NIVEAUX DE SERVICE 2017-2018	06/05/2019	107 526,00	1	107 526,00	0,00	0,00	0,00	0,00
07/06/2021	2012S00111 - SUBV. EQUIPEMENT ANTER. 2006 VERSEES REGION	31/12/2005	1 575 320,95	15	1 575 320,95	0,00	0,00	0,00	0,00
25/06/2021	2013O00001 - CONTROLE TECHNIQUE MISSIONS COORDINATION	31/12/2015	8 482,05	5	8 482,05	0,00	0,00	0,00	0,00
25/06/2021	2017O00043 - MERIADECK TENNIS BOWLING	06/08/2020	378,36	0	0,00	378,36	0,00	-378,36	378,36

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
25/06/2021	2018O00034 - LEVEE TOPOGRAPHIQUE PARC FORAL DES BARAILS	27/08/2020	3 992,40	3	0,00	3 992,40	0,00	-3 992,40	3 992,40
15/07/2021	2015O00021 - MBA-ANALYSE MODELE EN PLATRE ET CIRE	31/12/2015	361,20	5	361,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013O00116 - AMO PERMIS D'EXPLOITATION DES PUITTS GEOTHERMIQUES	31/12/2018	31 336,72	3	31 336,72	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013O00139 - PNRQAD MISSION ANIMATION OPAH RU HOTELS MEUBLES	31/12/2018	1 078 000,00	3	1 078 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013O00148 - MISSION D'ETUDE URBAINE CAUDERAN - PHASE 1	31/12/2015	337 999,60	5	337 999,60	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013S00016 - MAISON RELAIS MARTIN VIDEAU FIQ 2012 SECHE LINGE	25/02/2013	2 704,58	5	2 704,58	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013S00028 - SUBVENTION D'EQUILIBRE EPCC - ECOLE SUP.ENS.ART BX	22/05/2013	310 000,00	5	310 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013S00045 - SUBV. EQUIP. 2013 ORG. PUB. MOB	13/08/2013	56 750,13	5	56 750,13	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013S00065 - SUBV. D'EQUIPEMENT VERSEES - REGION	07/11/2013	8 189,61	5	8 189,61	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00001 - AMENAGEMENT NUMERIQUE	31/12/2018	89 531,90	3	89 531,90	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00003 - ETUDE SOFERTI	31/12/2015	10 529,50	5	10 529,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00012 - DEMATERIALISATION	31/12/2014	22 857,18	5	22 857,18	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00013 - SLIME	31/12/2015	62 450,00	5	62 450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00017 - AMO DYNAMISATION DU RESEAU 2014	31/12/2016	72 771,00	5	72 771,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00021 - PTM - MISSION ARCHITECTURALE	31/12/2016	11 618,40	5	11 618,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00029 - CIAP-RESTRUCTURATION INTERIEURE LOCAUX	26/01/2015	259,00	5	259,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00036 - AMO SUIVI ENERGIE	31/12/2016	34 345,00	5	34 345,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00038 - BORDEAUX NFC	31/12/2018	355 639,42	3	355 639,42	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00052 - PRESTATION DE SERVICES ET D'INGENIERIE	31/12/2016	91 412,11	5	91 412,11	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00055 - ASSISTANCE TECHNIQUE IMACS TICKETS	31/12/2015	4 588,74	5	4 588,74	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00058 - MISSION DIAGNOSTIC ISO 50001	31/12/2015	16 089,85	5	16 089,85	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00061 - ETUDE PROJET KLEBER	31/12/2015	6 000,00	5	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00064 - PLATEFORME BUSINESS OBJECT	31/12/2016	7 200,00	5	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00065 - LIVRE BLANC SOLIDARITE NUMERIQUE	31/12/2016	57 523,00	5	57 523,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00066 - CATALOGUE DE SERVICES	31/12/2014	96 083,70	5	96 083,70	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00072 - ETUDE DES APPLICATIONS DU SYSTEME D'INFORMATION	31/12/2016	42 589,63	5	42 589,63	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00081 - PRESTATIONS	31/12/2016	12 416,44	5	12 416,44	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/10/2021	2014O00082 - MISSION AMO APPROVISIONNEMENT GAZ	31/12/2015	14 400,00	5	14 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00085 - ANIMATION SLIME DU 30/10/2014	31/12/2015	12 550,00	5	12 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014O00092 - PARTICIPATION DE 5% A L'ETUDE CARREIRE ST AUGUSTIN	31/12/2015	12 229,07	5	12 229,07	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014S00005 - SUBVENTIONS AUTRES ETS PUB LOCAUX MOBILIERIS 2014	01/01/2014	90 708,00	5	90 708,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2014S00024 - FDAEC 2013 RPA ALSACE LORRAINE	13/06/2014	483,29	5	483,29	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00001 - FRAIS D'ETUDES DIVERS	31/12/2018	344 498,29	3	344 498,29	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00008 - PRESTATIONS	14/12/2015	24 073,34	5	24 073,34	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00009 - ETUDES LOGICIEL GRAND ANGLE	31/12/2018	1 140,00	3	1 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00013 - MIGRATION WINDOWS 7	31/12/2016	268 842,00	5	268 842,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00014 - TEST ETANCHEITE A L'AIR	31/12/2015	1 485,00	5	1 485,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00015 - PLATEFORME DE GESTION ELECTRONIQUE	31/12/2016	8 712,00	5	8 712,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00016 - ETUDES METROPOLISATION	31/12/2018	124 571,88	3	124 571,88	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00017 - SALLE FRANKLIN (THEATRE FEMINA)	09/12/2015	4 066,09	5	4 066,09	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00018 - PARC AUX ANGELIQUES BRAZZA ANALYSE TERRE VEGETALE	31/12/2015	993,16	5	993,16	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012O00150 - ETUDE LOGICIEL GRAND ANGLE	26/11/2012	125 245,19	5	125 245,19	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012O00352 - PROJET URBAIN DU CENTRE ANCIEN	31/12/2018	1 447 566,20	3	1 447 566,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00075 - SUBV. EQUIPEMENT 2006 VERSEES COMMUNES	31/12/2006	162 172,06	15	162 172,06	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00076 - SUBV. D'EQUIPEMENT 2006 VERSEES GFP	31/12/2006	2 816 609,44	15	2 816 609,44	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00077 - SUBV. EQUIPEMENT 2006 VERSEES AU CCAS	31/12/2006	63 559,23	30	63 559,23	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00078 - SUBV. EQUIPEMENT 2006 VERSEES EPL	31/12/2006	84 087,79	30	84 087,79	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00079 - SUBV. EQUIPEMENT 2006 VERSEES AUTRES ORG. PUB.	31/12/2006	30 500,00	15	30 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00101 - SUBV. EQUIPEMENT 2011 VERSEES GFP ETUDES	31/12/2011	13 371,28	5	13 371,28	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00108 - SUBV. EQUIP. 2012 ORG. PUB. MOB	03/05/2012	110 996,68	5	110 996,68	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00109 - SUBV. D'EQUIPEMENT ANTER. 2006 VERSEES GFP	31/12/2005	5 776 269,66	15	5 776 269,66	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00110 - SUBV. EQUIPEMENT ANTER. 2006 VERSEES DEPARTEMENT	31/12/2005	198 183,26	15	198 183,26	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/10/2021	2012S00112 - SUBV. EQUIPEMENT ANTER. 2006 VERSEES ETAT	31/12/2005	1 685 840,72	15	1 685 840,72	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2012S00113 - SUBV. EQUIPEMENT ANTER. 2006 VERSEES AUTRES EPL	31/12/2005	156 600,01	30	156 600,01	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2013O00051 - AMO BASTIDE-BRAZZA	31/12/2018	1 673 143,24	3	1 673 143,24	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00023 - ASSISTANCE EN MO EN ERGONOMIE HALL D'ACCUEIL CM	31/12/2015	7 200,00	5	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00028 - ACCOMPAGNEMENT ISO 14001 1ERE TRANCHE	31/12/2015	6 156,00	5	6 156,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00029 - ACCOMPAGNEMENT ISO 14001 TRANCHE 2	31/12/2015	3 078,00	5	3 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00030 - AMO SUIVI AGENDA 21	31/12/2015	17 640,00	5	17 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00034 - FONTAINE BURDIGALA	31/12/2015	9 432,00	5	9 432,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00035 - CIAP CENTRE D'INTERPRETATION - MO	31/12/2016	675,09	5	675,09	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00037 - MISSION AMO ELECTRICITE	31/12/2016	17 683,78	5	17 683,78	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00041 - BASE SOUS MARINE PLANS	31/12/2015	17 253,19	5	17 253,19	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00048 - AMO DIVERSES ECOLES	31/12/2015	1 998,00	5	1 998,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00054 - METROPOLISATION - ETUDES	31/12/2018	107 591,50	3	107 591,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00055 - PROJET URBAIN PAYSAGER DE CAUDERAN	31/12/2018	216 881,50	3	216 881,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00057 - AMO BORDEREAU LOT DESAMIANTAGE MBC	31/12/2016	2 076,00	5	2 076,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00060 - PRE-ETUDE PLAINE RIVE DROITE	31/12/2016	38 486,40	5	38 486,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00063 - RPA - INSTALLATION D'IMPRIMANTES	31/12/2016	998,52	5	998,52	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015O00064 - ETUDE GEOTECHNIQUE LOCAUX MODULAIRES DPJR	31/12/2016	4 303,20	5	4 303,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015S00019 - POLE UNIVERSITAIRE DE GESTION SUBVENTION	18/06/2015	6 354,54	2	6 354,54	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015S00028 - SUBVENTIONS AUTRES ETS PUB LOCAUX MOBILIERS 2015	08/09/2015	60 000,00	5	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2015S00032 - FDAEC 2014 CHRS NANSOUTY	07/12/2015	4 600,00	5	4 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00003 - ETUDE RENOUVELLEMENT MARCHES MAINTENANCE	31/12/2018	29 518,50	3	29 518,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00006 - ETUDE DU GRAND PAYSAGE BORDELAIS	31/12/2018	10 000,00	3	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00015 - KIT D'ASSISTANCE ELECTRIQUE POUR VELOS	08/02/2016	5 500,00	5	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00017 - ETUDE ANIMATION DISPOSITIF ALLO ENERGIE	31/12/2018	300 292,49	3	300 292,49	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00018 - DEPERISSEMENT ARBRES CHARTRONS ET SAINTE CROIX	11/03/2016	5 148,00	5	5 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/10/2021	2016O00019 - ETUDE MAINTENANCE PROGICIEL PLEIADES RESS.HUMAINES	31/12/2018	3 348,00	3	3 348,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00023 - PRU GRAND PARC PAYSAGER	31/12/2018	153 279,70	3	153 279,70	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00037 - ETUDE MISSION AMO ENERGIES FLUIDES	31/12/2018	17 280,00	3	17 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00041 - ETUDE DISPOSITIF LUTTE PRECARITE ENERGETIQUE	31/12/2018	29 880,00	3	29 880,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00047 - EXPERTISES PLANTATION ACCOMPAGNEMENT TRAMWAY	31/12/2018	19 982,50	3	19 982,50	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00052 - ETUDE SYSTEME ARCHIVAGE ELECTRONIQUE	31/12/2018	9 160,00	3	9 160,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00054 - BIBLIOTHEQUE ACHARD BACALAN CLAVEAU	31/12/2018	25 297,58	3	25 297,58	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00060 - ETUDE PROJET LOTISSEMENT COMMUNAL VEZES	31/12/2018	36 570,84	3	36 570,84	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016O00075 - CREATION JARDIN PARTAGE DES FAURES	31/12/2018	16 680,00	3	16 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00009 - FIQ 2016 - QUARTIER CHARTRONS	23/02/2016	17 484,49	5	17 484,49	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00010 - FIQ 2015 - NANSOUTY	23/02/2016	7 988,84	5	7 988,84	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00018 - FDAEC 2015 SUBVENTION CCAS EHPAD LUSSY	25/05/2016	964,00	5	964,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00019 - FIQ 2016 - SAINT AUGUSTIN	31/05/2016	10 852,34	5	10 852,34	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00023 - FDAEC 2013 CANTON 2 RPA MARYSE BASTIE	28/06/2016	3 581,48	5	3 581,48	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00024 - FIQ 2016 - BORDEAUX SUD	21/07/2016	2 839,80	5	2 839,80	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00027 - SUBVENTIONS AUTRES ETS PUB LOCAUX MOBILIERES 2016	30/09/2016	69 800,00	5	69 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2016S00030 - SUBVENTION EQUIPEMENT 2016 PERS.DROIT PRIVE	17/11/2016	17 591,00	5	17 591,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00006 - MISSION MISE A JOUR PERMIS	31/12/2018	14 616,00	3	14 616,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00008 - MODELISATION REGLE NOMMAGE	31/12/2018	15 415,20	3	15 415,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00015 - ETUDES SUR LA GESTION ARBRES QUAI DE QUEYRIES	31/12/2018	4 620,00	3	4 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00017 - EPICTURE - INTERFACE EDIFLEX	31/12/2018	15 552,00	3	15 552,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00021 - AMO POUR DIAGNOSTIC ACCESSIBILITE AUX PMR	31/12/2018	119 018,40	3	119 018,40	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00024 - PLANS DETECTION RESEAUX FUITES EAU	31/12/2018	24 600,00	3	24 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00026 - AMO CARTE DE TRANSPORT	31/12/2018	25 734,00	3	25 734,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00029 - LEVE TOPOGRAPHIQUE JARDIN ECLUSES	31/12/2018	959,65	5	959,65	0,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie (2)	Désignation du bien	Date d'entrée	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée amortissement en années	Cumul amortissements antérieurs à l'exercice	VNC le jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values (3)	VNC au 31/12 de l'exercice pour les cessions partielles (4)
18/10/2021	2017O00032 - PRU -2017-M0703B - MAQUETTE QUARTIER GRAND PARC	31/12/2018	41 280,00	3	41 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00035 - 2017-M0669UB-00 MENUISERIES ECOLES	31/12/2018	3 070,20	3	3 070,20	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2017O00039 - DIAGNOSTIC ECONOMIQUE PNRQAD OPAH RU-HM 2017	31/12/2018	41 640,00	3	41 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2019S00064 - AUTONOMISATION NUMERIQUE ECOLE DES BEAUX-ARTS	19/12/2019	0,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18/10/2021	2020S00035 - SASP BOXERS DE BORDEAUX (MATERIEL TECHN. SPORTIFS)	22/10/2020	0,00	5	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30/12/2021	2021S00011 - ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT 2021	04/03/2021	15 140 352,00	1	15 140 352,00	0,00	0,00	0,00	0,00
30/12/2021	2021S00048 - REVISIONS DU NIVEAU DE SERVICE 2020	23/09/2021	16 680,00	1	16 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Selon les dispositions du code général des collectivités locales applicables à la collectivité.

(2) Afficher une ligne par cession, qu'elle soit totale ou partielle.

(3) Plus ou moins value = prix de cession - VNC (valeur nette comptable) le jour de la cession.

(4) La VNC au 31/12 est différente de 0 s'il s'agit de cessions partielles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	8 044 932,40

Produit des cessions		Réalizations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	8 545 840,97
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	3 744 414,99

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	B15.1

B15.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	235 307,41
60631	Fournitures d'entretien	649,74
60632	Fournitures de petit équipement	209 549,30
611	Contrats de prestations de service	1 625,81
615221	Entretien et réparations sur biens immobiliers - Bâtiments publics	436,56
6234	Réceptions	9 108,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 938,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	187 353,14
64118	Rémunérations du personnel - Autres indemnités	34 165,14
64131	Rémunérations du personnel - Personnel non titulaire - Rémunérations	153 188,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 107 875,66
657381	Subventions de fonctionnement aux organismes publics - Autres établissements publics locaux	710 380,66
65748	Subv. de fonct. aux pers./aux assoc./autres pers. de droit privé - Autres pers. de droit privé	397 495,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		1 530 536,21
042	Opérations ordre transf. entre sections	682 372,97
68128	Dotations aux amortissements des charges exceptionnelles différées	682 372,97
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		682 372,97
TOTAL GENERAL		2 212 909,18

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D’INVESTISSEMENT	B15.2

B15.2 – SECTION D’INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
018	RSA	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	23 257,35
21838	Autre matériel informatique	16 011,00
2188	Autres immobilisations corporelles - Autres	7 246,35
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		23 257,35
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		23 257,35

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		27 200 866,40	I 26 502 803,31
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		26 373 866,40	26 119 012,31
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	26 110 000,00	26 104 012,31
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	263 866,40	15 000,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		827 000,00	383 791,00
10...	<i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i>		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	<i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i>	827 000,00	383 791,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	26 502 803,31	32 658 490,29	4 478 651,26	63 639 944,86

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalizations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		72 363 271,40	III 38 377 236,66
Ressources propres externes de l'année (a)		8 643 099,00	9 532 310,30
10221	TLE	0,00	0,00
10222	FCTVA	6 500 000,00	7 647 177,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	1 578 092,00	1 578 092,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
2743	Prêts au personnel	10 000,00	5 548,35
275	Dépôts et cautionnements versés	3 040,00	3 040,00
2761	Créances avances en garanties d'emprunt	191 967,00	298 452,95
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	360 000,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		63 720 172,40	28 844 926,36
15...	<i>Provisions pour risques et charges</i>		
169	<i>Primes de remboursement des obligations</i>	0,00	0,00
26...	<i>Participations et créances rattachées</i>		
27...	<i>Autres immobilisations financières</i>		
28...	<i>Amortissement des immobilisations</i>		
28031	<i>Frais d'études</i>	5 858 776,00	2 799 260,28
28032	<i>Frais de recherche et de développement</i>	1 580,00	1 100,00
2804112	<i>Subv. Etat : Bâtiments, installations</i>	73 000,00	39 426,00
2804132	<i>Subv. Dpt : Bâtiments, installations</i>	23 000,00	17 785,00
28041412	<i>Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations</i>	118 000,00	63 859,06
28041511	<i>Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel</i>	448 000,00	36 346,00
28041512	<i>Subv. Grpt : Bâtiments, installations</i>	459 000,00	278 417,44
280415321	<i>CCAS : Bien mobilier, matériel</i>	41 000,00	21 301,48
280415322	<i>CCAS : Bâtiments, installations</i>	95 000,00	6 956,00
28041581	<i>Autres grpts-Biens mob., mat. et études</i>	94 000,00	80 160,00
28041582	<i>Autres grpts - Bâtiments et installat°</i>	187 000,00	24 346,00
2804181	<i>Autres org pub - Biens mob, mat, études</i>	26 000,00	14 120,00

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	84 000,00	80 199,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	388 000,00	361 213,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	110 000,00	79 174,47
280422	Privé - Bâtiments et installations	2 882 000,00	2 728 518,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	312 000,00	286 804,00
2804413	Sub nat org pub-Proj infrastruct int nat	393 000,00	213 368,00
28046	Attributions compensation investissement	15 500 000,00	15 140 352,00
28051	Concessions et droits similaires	213 000,00	208 122,34
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	586 000,00	219 399,12
28128	Autres aménagements de terrains	1 165 000,00	13 542,00
281321	Immeubles de rapport	322 000,00	151 899,00
28152	Installations de voirie	15 000,00	13 533,55
2815731	Matériel roulant	10 000,00	7 060,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	313 000,00	302 789,47
281828	Autres matériels de transport	3 000,00	0,00
281838	Autre matériel informatique	13 000,00	6 585,36
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	308 224,00	275 366,31
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 080 000,00	854 649,71
28186	Cheptel	520,00	520,00
28188	Autres immo. corporelles	4 750 000,00	3 836 380,90
29...	Dépréciations des immobilisations		
31...	Matières premières (et fournitures) (4)		
33...	En-cours de production de biens (4)		
35...	Stocks de produits (4)		
39...	Dépréciation des stocks et en-cours		
481...	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	682 373,00	682 372,87
49...	Dépréciation des comptes de tiers		
59...	Dépréciation des comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	8 044 932,40	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	19 120 767,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	38 377 236,66	14 955 665,52	0,00	36 319 810,34	89 652 712,52

	Montant	
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	63 639 944,86
Ressources propres disponibles	IV	89 652 712,52
Solde	V = IV – II (5)	26 012 767,66

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME	C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
P065E05	AP 2012 Ecoles	20, 21, 23	36 336 150,60	-694 591,18	-34 419 872,02	55 545 406,29	21 078 472,93	47 061,34	15 954,69	31 106,65
P156E03	AP 2012 Petite enfance	20, 21, 23	13 327 505,37	2 298 860,85	-10 961 516,25	17 572 475,96	5 538 423,29	1 072 536,42	83 147,81	989 388,61
P064E04	AP 2012 Petite enfance	23	141 213,49	0,00	-141 213,49	188 100,00	46 886,51	0,00	0,00	0,00
P021E07	AP 2013 - Equipements culturels	21, 23	40 711 844,92	0,00	-39 772 690,88	43 480 705,05	2 805 608,98	902 405,19	111 367,71	791 037,48
P061E03	AP 2013 - Equipements sportifs	20, 23	20 190 280,51	-1 194 460,66	-18 992 766,39	22 612 904,50	3 534 507,49	85 630,62	0,00	85 630,62
P080E04	AP 2013 - Equipements vie associative	23	7 581 034,77	0,00	-7 547 648,16	8 361 417,42	813 769,26	0,00	0,00	0,00
P037E06	AP 2013 - Paysages urbains	20, 21, 23	6 900 863,96	740 058,07	-4 568 984,07	13 197 717,51	8 449 651,59	179 081,85	157 496,93	21 584,92
P021E08	AP 2015 - Lecture publique	21, 23	6 873 000,00	0,00	-6 490 234,88	7 483 000,00	945 503,99	47 261,13	19 264,97	27 996,16
P002E09	AP 2015 - Monuments Historiques	20, 23	11 635 000,00	0,00	-2 962 257,81	8 094 258,22	1 071 926,85	4 060 073,56	151 695,11	3 908 378,45
P156E05	AP 2015 - Petite enfance	20, 23	262 432,00	0,00	-49 529,18	230 248,00	64 896,00	115 822,82	8 652,93	107 169,89
P061E05	AP 2015 - équipements sportifs	20, 23	31 247 600,00	-1 518 600,00	-6 392 012,17	32 259 285,73	5 755 539,05	20 111 734,51	11 134 016,31	8 977 718,20
P037E07	AP 2016 - Paysages urbains	20, 21, 23	4 504 253,17	3 205 600,00	-810 653,03	7 738 391,60	3 478 493,20	3 449 245,37	2 218 691,98	1 230 553,39
P148E06	AP 2017 - Eclairage public	23	12 200 512,94	334 528,55	-9 230 191,80	19 449 570,12	6 914 528,63	3 304 849,69	2 015 958,69	1 288 891,00
P065E17	AP 2017 - Ecoles	20, 21, 23	28 946 479,01	0,00	-8 281 090,73	23 513 120,89	4 693 861,73	10 538 168,43	5 239 422,31	5 298 746,12
P065E16	AP 2017 - GER et Equipements des Ecoles	20, 21, 23	22 789 410,00	-4 143 458,56	-14 202 803,88	28 868 908,45	10 272 273,43	4 393 831,14	2 669 351,37	1 724 479,77
P023E08	AP 2017 - GER et sécurité bâtiments culturels	21, 23	2 845 000,00	-251 601,74	-2 152 413,37	3 864 714,31	1 271 316,05	440 984,89	263 021,87	177 963,02
P061E15	AP 2017 - GER et sécurité équipements sportifs	20, 21, 23	1 726 000,00	-132 821,14	-1 301 280,30	2 757 610,28	1 164 431,42	291 898,56	164 016,19	127 882,37
P053E05	AP 2017 - Gestion salles et stades	20, 23	1 230 670,00	1 477 756,68	-592 018,74	3 345 409,86	759 172,18	1 994 218,94	820 413,68	1 173 805,26
P060E05	AP 2017 - Gestion salles et stades	21, 23	920 000,00	0,00	-517 313,25	973 049,99	249 307,73	206 429,01	200 139,57	6 289,44
P031E12	AP 2017 - Logement	204	18 616 947,00	-1 173 977,44	-16 824 280,56	21 950 932,59	4 507 963,03	618 689,00	440 957,00	177 732,00
P156E04	AP 2017 - Petite enfance	20, 21, 23	16 883 043,00	0,00	-2 950 546,91	12 703 409,04	2 792 587,29	6 960 274,84	2 989 209,78	3 971 065,06
P158E10	AP 2017 - Stationnement	21, 23	4 923 832,00	-3 016,06	-4 918 913,94	6 013 840,98	1 093 025,04	1 902,00	0,00	1 902,00
P037E10	AP 2017 -Proximité	20, 21, 23	4 463 147,14	-381 395,09	-3 317 819,43	5 291 968,01	1 211 805,57	762 343,01	511 281,35	251 061,66

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P021E09	AP 2017 Equipements culturels	23	9 000 000,00	0,00	-494 420,05	2 983 044,84	10 191,00	2 478 433,79	198 862,01	2 279 571,78
P080E09	AP 2017 Equipements vie associative	20, 21, 23	14 116 000,00	2 920 420,00	-3 582 701,71	7 826 165,10	981 891,62	3 261 571,77	2 372 774,61	888 797,16
P053E08	AP 2018 - GER Piscine et matériel	21, 23	200 000,00	-14 552,92	-140 095,87	277 429,80	92 967,22	44 366,71	38 062,33	6 304,38
P059E09	AP 2018 - GER Piscine et matériel	21	200 000,00	-10 645,71	-171 956,67	196 886,82	7 532,53	17 397,62	13 317,73	4 079,89
P152E07	AP 2018 Amélioration rénovations des équipements culturels	23	6 355 000,00	0,00	-3 529 063,92	7 823 493,71	1 319 087,79	2 975 342,00	956 118,34	2 019 223,66
P008E08	AP CCTV	20, 21, 23	78 386 432,55	0,00	-77 586 432,55	77 862 010,93	275 578,38	0,00	0,00	0,00
P147E10	AP Plan de mise en accessibilité ERP IOP	20, 21, 23	66 391 353,23	0,00	-4 942 466,06	33 403 493,20	10 898 012,86	17 563 014,28	5 220 953,08	12 342 061,20
P023E09	Bâtiments culturels : GER Rénovation et sécurité AP21	23	0,00	135 000,00	0,00	500 000,00	365 000,00	135 000,00	86 754,08	48 245,92
P034E26	Contrôle d'accès AP 2021	21, 23	0,00	2 619 000,00	0,00	271 462,03	0,00	271 462,03	150 511,27	120 950,76
P156E11	Crèches : Aménagements extérieurs, végétalisation AP2021	20, 21, 23	0,00	2 900 000,00	0,00	465 531,00	19 556,00	445 975,00	40 219,31	405 755,69
P156E09	Crèches : GER Rénovation sécurité études AP 2021	20, 21, 23	0,00	4 037 000,00	0,00	1 128 932,40	23 114,06	1 105 818,34	167 221,50	938 596,84
P148E07	Eclairage public - AP 2021	23	0,00	17 026 300,00	0,00	3 611 134,12	599 680,00	3 011 454,12	559 889,54	2 451 564,58
P065E18	Ecoles : GER Renovation Sécurité Equipements AP 2021	20, 21, 23	0,00	34 930 120,00	0,00	10 636 994,83	1 038 459,08	9 598 535,75	3 049 300,23	6 549 235,52
P080E14	Equipements associatifs - GER Rénovation Sécurité AP 2021	20, 23	0,00	863 000,00	0,00	124 273,00	0,00	124 273,00	8 435,07	115 837,93
P152E12	Equipements culturels -GER, Rénovation et Sécurité AP 2021	20, 21, 23	0,00	10 530 000,00	0,00	7 364 381,42	512 303,39	6 852 078,03	387 859,97	6 464 218,06
P061E17	Equipements sportifs - GER, Rénovation et Sécurité AP 2021	20, 23	0,00	4 850 000,00	0,00	1 235 700,66	30 665,23	1 205 035,43	160 282,41	1 044 753,02
P037E11	Espaces verts : GER Réhabilitation Sécurité Etudes AP 2021	20, 21, 23	0,00	9 481 800,00	0,00	1 757 959,54	63 001,53	1 694 958,01	515 243,79	1 179 714,22
P031E13	Logement AP 2021	204	0,00	23 875 000,00	0,00	6 068 938,13	1 935 968,78	4 132 969,35	2 831 525,19	1 301 444,16
P042E06	Marché des capucins travaux	23	1 186 078,00	0,00	-923 284,22	1 281 578,00	112 000,00	246 293,78	76 918,55	169 375,23
P002E12	Monuments historique : GER, Rénovation et sécurité AP 2021	20, 23	0,00	4 700 000,00	0,00	882 506,00	0,00	882 506,00	121 555,94	760 950,06
P151E11	Patrimoine culturel : GER, Rénov. Sécurité et Mobilier AP2021	20, 23	0,00	2 618 750,00	0,00	329 841,65	4 400,00	325 441,65	40 347,75	285 093,90
P037E12	Performance et plans environnementaux - AP 2021	20, 21, 23	0,00	4 113 504,00	0,00	1 343 471,00	24 474,00	1 318 997,00	596 305,35	722 691,65
P053E07	Piscines - GER, Rénovation et Sécurité AP 2021	21, 23	0,00	875 000,00	0,00	113 593,22	12 062,10	101 531,12	20 621,54	80 909,58
P041E19	Police municipale : moyens généraux vidéoprotection AP 2021	21	0,00	1 070 000,00	0,00	194 238,06	6 026,78	188 211,28	25 535,30	162 675,98
P104E09	Réaménagement site P.Trébod	23	2 500 000,00	0,00	0,00	2 510 794,18	400 794,18	2 110 000,00	1 758 011,39	351 988,61

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
P158E09	Stationnement AP 2021	21	0,00	2 400 000,00	0,00	1 113 760,00	0,00	1 113 760,00	1 113 759,22	0,78
P061E18	Terrains de sports - GER, Rénovation et sécurité AP 2021	20, 21, 23	0,00	10 210 000,00	0,00	2 584 921,75	274 047,55	2 310 874,20	1 103 588,32	1 207 285,88
TOTAL			473 591 083,66	138 692 577,65	-288 768 472,29	519 388 980,19	107 520 765,32	123 099 742,58	50 828 034,07	72 271 708,51

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	0,00	0,00	0,00	1,42

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT	C2.2

SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION D'ENGAGEMENT *		Chapitre (s)	Stocks AE votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AE votées dans l'année	AE affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AE affectées dans l'année (2)	AE affectées annulées (3)	Stock d'AE affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AE affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

* Le détail par engagement n'est à renseigner qu'à compter des AE votées en 2005.

(1) Il s'agit des AE affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AE votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AE non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AE affectées (6) / (5)	0.00	0.00	0.00	0.00

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE	D1

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Donation Lucie Care	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00
Prélèvement sur les produits de jeux dans les casinos	0,00	4 608 427,30	4 608 427,30	0,00
Libéralités reçues	0,00	312,31	312,31	0,00
Libéralités reçues	0,00	61 000,00	61 000,00	0,00
Libéralités reçues	0,00	105 400,00	105 400,00	0,00
Libéralités reçues	0,00	78 000,00	78 000,00	0,00
Total	0,00	4 883 139,61	4 883 139,61	0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Donation Lucie Care		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
10251	Dons et Legs en capital - Fonds de donation Lucie Care	30 000,00
Total		30 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
21621	P018O007 - Bibliothèque	13 415,51
2316	P018O007 - Bibliothèque	16 584,49
Total		30 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Prélèvement sur les produits de jeux dans les casinos		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
7317	Impôts et taxes spécifiques liées aux activités de service	4 608 427,30
Total		4 608 427,30
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2138	P152O0028 - Jardin Botanique	9 480,00
2312	P053O074 - Espaces sportifs des quais	171 346,57
2313	P053O074 - Place Amédée Larrieu	81 251,69
2313	P002O046 - Flèche St Michel	64 403,76
2313	P013O008 -Centre Jean Moulin	486 266,68
2313	P021O040 -Bibliothèque Caudéran	19 264,97
2313	P021O043 - MADD	118 462,01
2313	P021O048 -Museum	67 933,14
2313	P053O074 - Espaces sportifs des quais	193 846,57
2313	P061O079 - Centre émulation nautique de bordeaux	33 005,66

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Prélèvement sur les produits de jeux dans les casinos		
2313	P061O097 - Centre de voile	67 595,93
2313	P052O006 - Stade Chaban Delmas	838 681,77
2313	P131O021 - Golf	65 266,88
2313	P151O001 - Patrimoine	265 424,37
2313	P152O010 - CAPC	85 927,51
2313	P152O016 - Bibliothèque Mériadeck	777 566,69
2313	P152O011 - Musée et galerie des Beaux Arts	47 546,96
2313	P152O034 - Musée d'Aquitaine	12 836,33
2313	P152O036 - Musée d'Aquitaine	29 184,58
2313	P152O004 - Conservatoire Jacques Thibaud	80 437,44
2313	P152O024 - Grand Théâtre	440 795,94
2313	P152O030 - TNBA	50 699,84
2313	P152O031 - Base sous Marine	25 053,63
2313	P152O033 - Base sous Marine	201 837,28
2313	P152O039 - Construction de la Cité du Vin	109 526,22
2313	P152O044 - Préservation Patrimoine	264 784,88
Total		4 608 427,30
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Libéralités reçues		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
756	P010O003 - Mécénat - Wine and Co	312,31
Total		312,31
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2031	P12O004 - Conservatoire Jacques Thibaud	312,31
Total		312,31
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Libéralités reçues		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
756	P013O002 - Subv. Fondation de France parcours sensoriel	10 000,00
756	P013O002 - Mécénat - Cultura	21 000,00
756	P013O002 - Mécénat - Hasnaa Chocolats	5 000,00
756	P013O002 - Mécénat - Fonds de dotation Lucie Care	25 000,00
Total		61 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2031	P152O034 - Musée d'Aquitaine	10 000,00
2313	P152O034 - Musée d'Aquitaine	21 000,00
2313	P152O034 - Musée d'Aquitaine	5 000,00
2313	P152O036 - Musée d'Aquitaine	25 000,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Libéralités recues	
Total	61 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)	0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Libéralités reçues		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
756	P014O002 - Dons et legs - Château Cheval Blanc	50 000,00
756	P014O002 - Dons et Legs en capital - Fonds d'initiative Lafite	25 000,00
756	P014O002 - Dons et legs - Fondation d'entreprise Hermès	10 400,00
756	P014O002 - Dons et legs - Didier et Martine Primat	20 000,00
Total		105 400,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
2313	P021O043 - Musée d'arts décoratifs et design	50 000,00
2313	P021O043 - Musée d'arts décoratifs et design	10 400,00
2313	P021O043 - Musée d'arts décoratifs et design	20 000,00
2316	P014O003 - Musée d'arts décoratifs et design	8 673,57
6236	P014O001 - Musée d'arts décoratifs et design	16 326,43
Total		105 400,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Libéralités reçues		
Reste à employer au 01/01/N		0,00
Recettes		
Article	Libellé article	Montant
756	P022O008 - Dons et legs - Engie	20 000,00
756	P022O008 - Dons et legs - Engie	3 000,00
756	P022O008 - Aide - Sacem	40 000,00
756	P022O008 - Mécénats - Cdiscount	15 000,00
Total		78 000,00
Dépenses		
Article	Libellé article	Montant
21621	P018O003 - Développement culturel médiathèque/bibliothèque	23 000,00
2313	P154O003 - Promotion Culturelle	40 000,00
2313	P152O031 - Base sous Marine	15 000,00
Total		78 000,00
Reste à employer au 31/12/N (3)		0,00

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur Auditorium (1)

		INVESTISSEMENT			
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur Auditorium (1)

FONCTIONNEMENT				
MANDATS EMIS		TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	0,00	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731 Fiscalité locale	0,00
			74 Dotations et participations	0,00
			75 Autres produits de gestion courante	3 017 704,52
014	Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77 Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		0,00	Total recettes réelles et mixtes	3 017 704,52
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		0,00	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	3 017 704,52
TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE		0,00	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	3 017 704,52

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur Boutiques des musées (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
	Total dépenses réelles et mixtes	0,00		Total recettes réelles et mixtes	0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total dépenses d'ordre	0,00		Total recettes d'ordre	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	0,00		TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur Boutiques des musées (1)

		FONCTIONNEMENT		
MANDATS EMIS		TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	115 022,01	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	302 977,87
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731 Fiscalité locale	0,00
			74 Dotations et participations	0,00
			75 Autres produits de gestion courante	19 219,87
014	Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	25,00	77 Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		115 047,01	Total recettes réelles et mixtes	322 197,74
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		115 047,01	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	322 197,74
TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE		115 047,01	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	322 197,74

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur Loyer (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	8 239,88	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	50 699,84	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		58 939,72	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		58 939,72	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur Loyer (1)

		FONCTIONNEMENT		
MANDATS EMIS		TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	387 087,73	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	5 294 476,58
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	88 609,48	731 Fiscalité locale	0,00
			74 Dotations et participations	200 000,00
			75 Autres produits de gestion courante	1 531 790,44
014	Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77 Produits spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		475 697,21	Total recettes réelles et mixtes	7 026 267,02
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		475 697,21	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	7 026 267,02
TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE		534 636,93	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	7 026 267,02

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur divers (1)

INVESTISSEMENT					
MANDATS EMIS		TITRES EMIS			
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00	20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00	204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	2 544 932,40	21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00	22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00	23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	27	Autres immobilisations financières	0,00
Total des opérations d'équipement		0,00			
45	Travaux pour le compte de tiers	0,00	45	Participations des tiers aux travaux faits pour leur compte	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		2 544 932,40	Total recettes réelles et mixtes		0,00
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	041	Opérations patrimoniales	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre		0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT		2 544 932,40	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(1)

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – VUE D'ENSEMBLE	D2.2.1

secteur divers (1)

		FONCTIONNEMENT		
MANDATS EMIS		TITRES EMIS		
011	Charges à caractère général	2 950 303,82	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	2 856 786,73
012	Charges de personnel et frais assimilés	92 970,03	73 Impôts et taxes (sauf 731)	35 176,36
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	0,00	731 Fiscalité locale	0,00
			74 Dotations et participations	0,00
			75 Autres produits de gestion courante	161 445,71
014	Atténuations de produits	0,00	013 Atténuations de charges	0,00
66	Charges financières	0,00	76 Produits financiers	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	77 Produits spécifiques	7 825 421,97
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
Total dépenses réelles et mixtes		3 043 273,85	Total recettes réelles et mixtes	10 878 830,77
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00	042 Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	043 Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total dépenses d'ordre		0,00	Total recettes d'ordre	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		3 043 273,85	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	10 878 830,77
TOTAL DES DEPENSES DE L'EXERCICE		5 588 206,25	TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE	10 878 830,77

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur Auditorium (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00

TOTAL DEPENSES	0,00
-----------------------	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur Auditorium (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES		0,00
-----------------------	--	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur Boutiques des musées (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00

040	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
041	<i>Opérations patrimoniales</i>	<i>0,00</i>
	<i>Total des dépenses d'ordre</i>	<i>0,00</i>

TOTAL DEPENSES	0,00
-----------------------	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur Boutiques des musées (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES		0,00
-----------------------	--	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur Loyer (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	8 239,88
2031	Frais d'études	8 239,88
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	50 699,84
2313	Constructions	50 699,84
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
	Total des dépenses réelles	58 939,72
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
	Total des dépenses d'ordre	0,00
TOTAL DEPENSES		58 939,72

(1) Compléter par le nom du service assujéti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur Loyer (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES		0,00
-----------------------	--	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur divers (1)

INVESTISSEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (hors opération)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opération)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opération)	2 544 932,40
2115	Terrains bâtis	2 544 932,40
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opération)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (hors opération)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
	Opérations d'équipement (1 ligne par opération)	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des dépenses réelles		2 544 932,40
040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL DEPENSES		2 544 932,40

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL INVESTISSEMENT	D2.2.2

secteur divers (1)

INVESTISSEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
45	Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)	0,00
Total des recettes réelles		0,00

040	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES		0,00
-----------------------	--	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur Auditorium (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00

042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		<i>0,00</i>

TOTAL DEPENSES		0,00
-----------------------	--	-------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur Auditorium (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	3 017 704,52
752	Revenus des immeubles	3 017 704,52
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		3 017 704,52

042	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
043	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
<i>Total des recettes d'ordre</i>		<i>0,00</i>

TOTAL RECETTES		3 017 704,52
-----------------------	--	---------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur Boutiques des musées (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	115 022,01
60623	Alimentation	1 533,14
60631	Fournitures d'entretien	638,96
60632	Fournitures de petit équipement	249,17
6064	Fournitures administratives	395,34
6065	Livres, disques, cassettes... (bibliothèques et médiathèques)	45 094,99
6068	Autres matières et fournitures	57 173,75
61358	Autres	115,74
61558	Autres biens mobiliers	369,09
6228	Divers	1 600,00
6231	Annonces et insertions	4 166,67
6236	Catalogues et imprimés et publications	2 807,44
6241	Transports de biens	720,20
6261	Frais d'affranchissement	157,52
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	25,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	25,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		115 047,01
042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL DEPENSES		115 047,01

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur Boutiques des musées (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	302 977,87
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	13 556,97
7088	Autres produits d'activités annexes (abonnements et ventes d'ouvrages...)	289 420,90
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	19 219,87
752	Revenus des immeubles	8 258,33
75888	Autres	10 961,54
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		322 197,74

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES		322 197,74
-----------------------	--	-------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur Loyer (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	387 087,73
6125	Crédit-bail immobilier	39 249,16
614	Charges locatives et de copropriété	347 838,57
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	88 609,48
6577	Remises gracieuses	88 609,48
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		475 697,21

<i>042</i>	<i>Opérations ordre transf. entre sections</i>	<i>0,00</i>
<i>043</i>	<i>Opérations ordre intérieur de la section</i>	<i>0,00</i>
<i>Total des dépenses d'ordre</i>		<i>0,00</i>

TOTAL DEPENSES		475 697,21
-----------------------	--	-------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur Loyer (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	5 294 476,58
70323	Redevance d'occupation du domaine public	5 294 476,58
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations	200 000,00
74788	Autres	200 000,00
75	Autres produits de gestion courante	1 531 790,44
752	Revenus des immeubles	1 422 253,67
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	109 536,77
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		7 026 267,02

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES	7 026 267,02
-----------------------	---------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur divers (1)

FONCTIONNEMENT DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	2 950 303,82
611	Contrats de prestations de services	2 935 444,82
6236	Catalogues et imprimés et publications	775,00
6288	Autres	14 084,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	92 970,03
648	Autres charges de personnel	92 970,03
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		3 043 273,85

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des dépenses d'ordre		0,00

TOTAL DEPENSES		3 043 273,85
-----------------------	--	---------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – DETAIL FONCTIONNEMENT	D2.2.3

secteur divers (1)

FONCTIONNEMENT RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 856 786,73
70642	Taxes de désinfection (services d'hygiène)	52 061,87
70688	Autres prestations de services	2 571 415,18
70873	par les C.C.A.S.	37 122,29
70876	par le GFP de rattachement	192 858,21
70878	par des tiers	3 329,18
73	Impôts et taxes	35 176,36
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	35 176,36
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	161 445,71
75813	Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	14 448,41
75888	Autres	146 997,30
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques	7 825 421,97
775	Produits des cessions d'immobilisations	7 825 421,97
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
Total des recettes réelles		10 878 830,77

042	Opérations ordre transf. entre sections	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00
Total des recettes d'ordre		0,00

TOTAL RECETTES		10 878 830,77
-----------------------	--	----------------------

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N	D7

ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
ARDOUAIN Tiphaine	Rencontres nationales de la participation
BLANC Bernard	Accompagnement VAE - Master Urbanisme : stratégie, projet maîtrise d'ouvrage
BLANC Bernard	Prise de parole en public & Média training
BOUISSON Dominique	Prise de parole en public & Média training
BOUTLEUX Dimitri	Prise de parole en public & Média training
CAZAUX Olivier	Prise de parole en public & Média training
CHOPLIN Camille	Prise de parole en public & Média training
CHOPLIN Camille	Prise de parole en public & Média training
CRUSSIÈRE Servane	Rencontres nationales de la participation
DA TOS Charlee	Adhésion annuelle pour 3 élus
DEMANGE Eve	Prise de parole en public & Média training
DEMANGE Eve	Prise de parole en public & Média training
ESCOTS Olivier	Valeurs de la République et laïcité
ESCOTS Olivier	Prise de parole en public & Média training
FAURE Isabelle	Adhésion annuelle pour 3 élus
FEYTOUT Francis	Valeurs de la République et laïcité
FEYTOUT Francis	Prise de parole en public & Média training
FREMY Françoise	Valeurs de la République et laïcité
FREMY Françoise	Prise de parole en public & Média training
GHEsqUIERE Maxime	Valeurs de la République et laïcité
GHEsqUIERE Maxime	Droits, devoirs et statut des élu-es locaux
GOMOT Stéphane	Prise de parole en public & Média training
GUILLEMIN Laurent	Valeurs de la République et laïcité
GUILLEMIN Laurent	103ème congrès des Maires
HAZOUARD Mathieu	Les journées nationales de la lumière
HURMIC Pierre	Valeurs de la République et laïcité
HURMIC Pierre	103ème congrès des Maires
JABER Radouane	Accompagnement individuel
JABER Radouane	Droits, devoirs et statut des élu-es locaux
JACOTOT Sandrine	Prévenir les violences sexistes, sexuelles et le harcèlement dans sa collectivité
JACOTOT Sandrine	Prise de parole en public & Média training
JACOTOT Sandrine	Valeurs de la République et laïcité
JANJEAN Didier	Les débits de boisson
JUSTOME Sylvie	Prise de parole en public & Média training
JUSTOME Sylvie	9èmes rencontres du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés
JUSTOME Sylvie	Comment mettre en place une assemblée de seniors ?
LE BOULANGER Fannie	Découverte de la démarche Villes Amies des Aînés
LECERF Harmonie	Prise de parole en public & Média training
MANGIN Matthieu	Prise de parole en public & Média training
MARI Guillaume	Prise de parole en public & Média training
MAURIN Vincent	Valeurs de la République et laïcité
PAPIN Céline	Adhésion annuelle pour 3 élus
POULAT Marie-Julie	Accompagnement en Anglais
SAADI Nadia	Rencontres nationales de la participation
	Accompagnement en anglais

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COLLECTIVITE OU L'ETABLISSEMENT
SAADI Nadia SAADI Nadia SCHMITT Sylvie SCHMITT Sylvie SEYRAL Véronique SMIHI Amine SMIHI Amine SMIHI Amine THONY Jean-Baptiste	Prise de parole en public & Média training Valeurs de la République et laïcité Prise de parole en public & Média training Valeurs de la République et laïcité Valeurs de la République et laïcité 103ème congrès des Maires Accompagnement en anglais Conférence de Nice Prise de parole en public & Média training

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DES CONTRIBUTIONS	D12

Libellés	Base notifiée (si connue à la date de vote)	Variation de la base / (N-1) (%)	Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources						
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A bis du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources						
Taxe foncière sur les propriétés bâties		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources						
Taxe d'habitation		39 026 697,00	-91,40	24,13 %	9 417 142,00	-91,40
TFPB		432 089 502,00	-0,53	46,38 %	200 403 111,00	59,53
TFPNB		481 902,00	1,44	90,01 %	433 760,00	1,44
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		471 598 101,00	-46,92		210 254 013,00	-10,73

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 0

Nombre de membres présents : 0

Nombre de suffrages exprimés : 0

VOTES :

Pour : 0

Contre : 0

Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),

A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ACCOCEBERRY Isabelle	
AMOUROUX Géraldine	
ARDOUIN Tiphaine	
BICHET Claudine	
BLANC Bernard.G	
BLANC Bernard.L	
BLOCH Brigitte	
BOUISSON Dominique	
BOUSQUET-PITT Pascale	
BOUTLEUX Dimitri	
CAZAUX Olivier	
CAZENAVE Thomas	
CERVANTES-DESCUBES Evelyne	
CHABAN-DELMAS Guillaume	
CHOPLIN Camille	
CRUSSIÈRE Servane	
CUGY Didier	
DA TOS Charlee	
DELATTRE Nathalie	
DEMANGE Eve	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

ECKERT Myriam	
ESCOTS Olivier	
ETCHEVERRY Marc	
FABRE Catherine	
FAHMY Anne	
FAURE Isabelle	
FETOUH Marik	
FEYTOUT Francis	
FLORIAN Nicolas	
FREMY Françoise	
GARCIA Véronique	
GHESQUIERE Maxime	
GOMOT Stéphane	
GUILLEMIN Laurent	
HAZOUARD Mathieu	
HURMIC Pierre	
JABER Cyrille	
JACOTOT Sandrine	
JAMET Delphine	
JEANJEAN Didier	
JUSTOME Sylvie	
LE BOULANGER Fannie	
LECERF Harmonie	
MANGIN Matthieu	
MARI Guillaume	
MAURIN Baptiste	
MAURIN Vincent	
NJIKAM MOULIOM Pierre De Gaétan	
NOEL Marie-Claude	

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

PAPADATO Patrick	
PAPIN Céline	
PEREIRA Nicolas	
PFEIFFER Stéphane	
POULAT Marie-Julie	
POUTOU Philippe	
ROBERT Fabien	
ROUX Pascale	
SAADI Nadia	
SABOURET Béatrice	
SCHMITT Sylvie	
SEYRAL Véronique	
SIARRI Alexandra	
SKALLI Aziz	
SMIHI Amine	
THONY Jean-Baptiste	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».

(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...

Réalisation au 31 décembre 2021 des crédits gérés en Autorisations de Programme (AP)

Libellé de l'autorisation de programme	Autorisations votées (1)	Crédits de paiements mandatés antérieurs (2)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2021 (3)	Crédits de paiement mandatés au cours de l'exercice 2021 (4)	Taux de réalisation 2021 (5) =(4)/(3)	Taux d'avancement total (6) =((2)+(4))/(1)	Restes à financer (7) =(1)-(2)-(4)
SERVICES A LA POPULATION	141 213,49	141 213,49	-	-	-	100,00%	-
AP 2012 Petite enfance CLOTURE	141 213,49	141 213,49	-	-	0,00%	100,00%	-
ADAPTER LA VILLE AUX DEFIS ENVIRONNEMENTAUX	76 062 425,40	23 617 205,21	13 372 639,69	9 674 068,06	72,34%	43,77%	42 771 152,13
Contrôle d'accès AP 2021	2 619 000,00	-	164 562,03	150 511,27	91,46%	5,75%	2 468 488,73
AP 2013 - Paysages urbains	7 640 700,00	4 568 762,04	181 174,48	157 496,93	86,93%	61,86%	2 914 441,03
AP 2016 - Paysages urbains	7 698 500,00	799 299,86	2 739 889,86	2 218 691,98	80,98%	39,20%	4 680 508,16
AP 2017 -Proximité	3 940 754,91	3 176 822,29	760 432,62	511 281,35	67,24%	93,59%	252 651,27
Espaces verts : GER Réhabilitation Sécurité Etudes AP 2021	9 481 800,00	-	756 390,67	515 243,79	68,12%	5,43%	8 966 556,21
Performance et plans environnementaux - AP 2021	4 113 504,00	-	772 275,00	596 305,35	77,21%	14,50%	3 517 198,65
Marché des capucins travaux	1 186 078,00	923 284,22	129 500,00	76 918,55	59,40%	84,33%	185 875,23
Réaménagement site P.Trébod	2 500 000,00	-	2 110 000,00	1 758 011,39	83,32%	70,32%	741 988,61
AP 2017 - Eclairage public	12 534 972,55	9 230 122,86	2 940 035,03	2 015 958,69	68,57%	89,72%	1 288 891,00
Eclairage public - AP 2021	17 026 300,00	-	1 704 620,00	559 889,54	32,85%	3,29%	16 466 410,46
Stationnement AP 2021	2 400 000,00	-	1 113 760,00	1 113 759,22	100,00%	46,41%	1 286 240,78
AP 2017 - Stationnement	4 920 815,94	4 918 913,94	-	-	0,00%	99,96%	1 902,00
FAVORISER L'EMANCIPATION TOUT AU LONG DE LA VIE	197 405 551,00	85 904 269,88	24 634 590,44	17 534 962,12	71,18%	52,40%	93 966 319,00
AP 2017 - Logement	17 442 969,56	16 824 280,56	618 689,00	440 957,00	71,27%	98,98%	177 732,00
Logement AP 2021	23 875 000,00	-	3 315 007,74	2 831 525,19	85,42%	11,86%	21 043 474,81
AP 2012 Ecoles	34 237 000,00	33 015 312,60	21 050,00	15 954,69	75,79%	96,48%	1 205 732,71
AP 2017 - GER et Equipements des Ecoles	18 645 951,44	14 202 803,88	3 584 662,81	2 669 351,37	74,47%	90,49%	1 773 796,19
AP 2017 - Ecoles	28 592 035,00	7 926 646,72	7 203 295,86	5 239 422,31	72,74%	46,05%	15 425 965,97
Ecoles : GER Renovation Sécurité Equipements AP 2021	34 930 120,00	-	4 277 161,97	3 049 300,23	71,29%	8,73%	31 880 819,77
AP 2012 Petite enfance	15 600 000,00	10 935 150,03	112 000,00	83 147,81	74,24%	70,63%	4 581 702,16
AP 2017 - Petite enfance	16 883 043,00	2 950 546,91	4 595 792,24	2 989 209,78	65,04%	35,18%	10 943 286,31
AP 2015 - Petite enfance	262 432,00	49 529,18	133 258,82	8 652,93	6,49%	22,17%	204 249,89
Crèches : GER Renovation sécurité études AP 2021	4 037 000,00	-	511 830,00	167 221,50	32,67%	4,14%	3 869 778,50
Crèches : Aménagements extérieurs, végétalisation AP2021	2 900 000,00	-	261 842,00	40 219,31	15,36%	1,39%	2 859 780,69
LA VILLE EN COMMUN	166 482 513,54	83 512 817,90	23 505 963,23	16 022 867,91	68,17%	59,79%	66 946 827,73
AP 2015 - Monuments Historiques	11 635 000,00	2 962 257,81	350 916,43	151 695,11	43,23%	26,76%	8 521 047,08
Monuments historique : GER, Rénovation et sécurité AP 2021	4 700 000,00	-	371 506,00	121 555,94	32,72%	2,59%	4 578 444,06
AP 2013 - Equipements culturels	40 716 138,52	39 776 984,48	305 935,16	111 367,71	36,40%	97,97%	827 786,33
AP 2015 - Lecture publique	6 873 000,00	6 490 234,88	43 949,13	19 264,97	43,83%	94,71%	363 500,15
AP 2017 Equipements culturels	9 000 000,00	494 420,05	204 231,76	198 862,01	97,37%	7,70%	8 306 717,94
AP 2017 - GER et sécurité bâtiments culturels	2 593 398,26	2 152 413,37	338 999,30	263 021,87	77,59%	93,14%	177 963,02
Bâtiments culturels : GER Rénovation et sécurité AP21	135 000,00	-	135 000,00	86 754,08	64,26%	64,26%	48 245,92
Police municipale : moyens généraux videoprotection AP 2021	1 070 000,00	-	147 991,56	31 562,08	21,33%	2,95%	1 038 437,92
AP 2017 - Gestion salles et stades	2 708 426,68	592 018,74	1 119 643,01	820 413,68	73,27%	52,15%	1 295 994,26
Piscines - GER, Rénovation et Sécurité AP 2021	875 000,00	-	125 000,00	20 621,54	16,50%	2,36%	854 378,46
AP 2018 - GER Piscine et matériel	185 447,08	140 095,87	45 351,21	38 062,33	83,93%	96,07%	7 288,88
AP 2018 - GER Piscine et matériel	189 354,29	171 956,67	17 397,62	13 317,73	76,55%	97,85%	4 079,89
AP 2017 - Gestion salles et stades	920 000,00	517 313,25	203 576,26	200 139,57	98,31%	77,98%	202 547,18
AP 2013 - Equipements sportifs CLOTURE	18 995 819,85	18 992 766,39	-	-	0,00%	99,98%	3 053,46
AP 2015 - équipements sportifs	29 729 000,00	6 392 012,17	15 116 716,10	11 134 016,31	73,65%	58,95%	12 202 971,52
AP 2017 - GER et sécurité équipements sportifs	1 593 178,86	1 301 280,30	291 898,56	164 016,19	56,19%	91,97%	127 882,37
Equipements sportifs - GER, Rénovation et Sécurité AP 2021	4 850 000,00	-	340 312,66	160 282,41	47,10%	3,30%	4 689 717,59
Terrains de sports - GER, Rénovation et sécurité AP 2021	10 210 000,00	-	1 390 272,15	1 103 588,32	79,38%	10,81%	9 106 411,68
Patrimoine culturel : GER, Rénov. Sécurité et Mobilier AP2021	2 618 750,00	-	257 941,65	40 347,75	15,64%	1,54%	2 578 402,25
AP 2018 Amélioration rénovations des équipements culturels	6 355 000,00	3 529 063,92	1 456 342,00	956 118,34	65,65%	70,58%	1 869 817,74
Equipements culturels -GER, Rénovation et Sécurité AP 2021	10 530 000,00	-	1 242 982,67	387 859,97	31,20%	3,68%	10 142 140,03
REPENDRE AUX ASPIRATIONS DEMOCRATIQUES	91 695 061,77	15 896 069,70	9 961 200,70	7 602 162,76	76,32%	25,63%	68 196 829,31
AP 2013 - Equipements vie associative	7 581 034,77	7 547 648,16	-	-	0,00%	99,56%	33 386,61
AP 2017 Equipements vie associative	17 036 420,00	3 582 701,71	2 491 349,30	2 372 774,61	0,00%	34,96%	11 080 943,68
Equipements associatifs - GER Rénovation Sécurité AP 2021	863 000,00	-	54 000,00	8 435,07	0,00%	0,98%	854 564,93
AP Plan de mise en accessibilité ERP IOP	66 214 607,00	4 765 719,83	7 415 851,40	5 220 953,08	0,00%	15,08%	56 227 934,09
TOTAL VILLE DE BORDEAUX	531 786 765,20	209 071 576,18	71 474 394,06	50 834 060,85	71,12%	48,87%	271 881 128,17

AIDES ATTRIBUEES AUX ORGANISMES EN 2021		
NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
1300	9 500,00	0,00
3 S : SEJOUR SPORTIF SOLIDAIRE	1 000,00	0,00
50/50 BJJ	0,00	7 011,00
5UN7	2 000,00	33,00
60 000 REBONDS NOUVELLE AQUITAINE	3 000,00	0,00
A5BIS / ESPACE 29	12 600,00	0,00
AAO - AM ANGEGBENEM ORT	11 000,00	0,00
ABALONE CHASSE BORDEAUX - ACB	0,00	8 030,58
ACADEMIE BUSHIKAI KARATE DO	0,00	6 651,00
ACADEMIE DES SCIENCES, BELLES LETTRES ET ARTS DE BORDEAUX	7 600,00	151 400,00
ACADEMIE YOUNUS	36 500,00	40 892,34
ACCOMPAGNEMENT ET RECHERCHE PSYCHO-SOCIO EDUCATIFS POUR LES JEUNES (ARPEJE)	0,00	335,00
ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE ET MEDIATION INTERCULTURELLE - AMI	7 000,00	0,00
ACCOMPAGNER CONDUIRE TRANSMETTRE - ACT	0,00	288,00
ACCOMPAGNER, PROMOUVOIR, INTEGRER LES DEFICIENTS VISUELS - APIDV	2 000,00	0,00
ACTIFS 33	6 500,00	0,00
ACTION CONTRE LA FAIM	0,00	84,00
ADORA - ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT EN AQUITAINE DE L'ORIENTATION PERSONNELLE ET PROFESSIONNELLE TOUT AU LONG DE LA VIE	6 000,00	36,00
ADRIA	8 000,00	3 592,93
AGENCE D'URBANISME BORDEAUX METROPOLE AQUITAINE (A'URBA)	55 290,00	0,00
AGENCE SENS COMMUN	6 600,00	0,00
AGIR CANCER GIRONDE	1 000,00	0,00
AGORA DES ARTS	0,00	364,01
AIDOMI	0,00	259,00
AIGUILLES ET CALAME	0,00	1 091,00
AIKIDO BORDEAUX BASTIDE	0,00	4 707,00
AIM - ACTIONS INTER MEDIATION	24 000,00	0,00
AIR ROLLER (ATTENTION INERTIE RENOUVELABLE)	7 000,00	11 826,00
ALEMA	315 588,00	9 533,90
ALLIANCE DEPARTEMENT 33, JUSQU'AU BOUT ACCOMPAGNER LA VIE...	6 000,00	6 348,00
ALLIANCE FRANCAISE DE BORDEAUX NOUVELLE-AQUITAINE	1 000,00	0,00
ALTER ECHO	4 500,00	0,00
AMARUART-EUROPE	2 250,00	0,00
AMICALE BORDELAISE DES TRACTIONNS AVANT CITROEN	0,00	17,00
AMICALE DES ANCIENS DES TROUPES DE MARINE DE BORDEAUX ET D'AQUITAINE - FILIATION DES 9EME DIVISION D'INFANTERIE COLONIALE - 9EME DIVISION D'INFANTERIE DE MARINE - MARSOUINS ET BIGORS	500,00	0,00
AMICALE DES ELEVES MECANICIENS ET ENERGIE DE LA FLOTTE D'AQUITAINE - AEMEFA	0,00	91,00
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN - ALB	98 700,00	59 269,00
AMICALE DES LOCATAIRES DU PORT DE LA LUNE	500,00	0,00
AMICALE DES PARACHUTISTES DU SUD-OUEST	300,00	0,00
AMICALE DES SAPEURS POMPIERS DU SECTEUR D'INTERVENTION DE BORDEAUX METROPOLE	0,00	5 687,75
AMICALE DU PATRONAGE LAIQUE ET DU CONSEIL DE PARENTS D'ELEVES DU GROUPE SCOLAIRE NUYENS	0,00	181,21
AMICALE LAIQUE ANATOLE FRANCE	1 022,00	0,00
AMICALE LAIQUE BORDEAUX BENAUGE	5 000,00	0,00
AMICALE LAIQUE DE BORDEAUX CENTRE	2 500,00	9 531,00
AMICALE LAIQUE DES ECOLES DAVID JOHNSTON - LAGRANGE - ALBERT BARRAUD - NAUJAC	334 607,00	4 792,14
AMICALE LAIQUE DU GROUPE SCOLAIRE LEONARD-LENOIR - MONTAUD - NUITS	0,00	2 448,00
AMIS D'ARS ET FIDES BORDEAUX	2 000,00	554,50
AMITIES GENEALOGIQUES BORDELAISES	0,00	3 906,00
AMNESTY INTERNATIONAL GROUPE 55 BORDEAUX SUD	0,00	185,00
ANABASE	0,00	185,00
ANCIENS BASTIDIENS-CLUB	0,00	6 447,59
ANIMA'FAC	1 500,00	0,00
ANIMATIONS VILLAGE SAINT-SEURIN	0,00	249,12
ANIM'GINKO	4 000,00	1 620,46
ANTICOR, SOIT "ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DE LA CORRUPTION ET POUR L'ETHIQUE EN POLITIQUE"	0,00	226,00
APE PAUL DOUMER	0,00	681,00
APF FRANCE HANDICAP	4 000,00	327,00
APNEE 33	0,00	4 081,82
APPEL DES CENT POUR LA PAIX COLLECTIF BORDELAIS	0,00	457,56
AQUATIC BORDEAUX CAUDERAN CLUB - AB2C	0,00	4 405,38
AQUITAINE PARTAGE	5 500,00	0,00
ARC EN REVE	445 600,00	221 879,90
ARCHIMUSE - BORDEAUX	0,00	1 841,06
ARE 33 - ASSOCIATION REPOSE EMPLOI	0,00	36,00
AREMACS	7 600,00	0,00
ARI	0,00	2 412,00
ARIANEGROUP	0,00	1 410,96
ART SAINT AUG' (ASA)	1 000,00	0,00
ARTES BRASIL	0,00	1 836,00
ARTILUS	0,00	323,09
ARTS D'EKO	0,00	66,00
ARTS ET LETTRES DE FRANCE ASSOCIATION CULTURELLE INTERNATIONALE	0,00	482,84
ARTS MARTIAUX SHAOLIN BORDEAUX	0,00	11 412,00
ARTS MARTIAUX TRADITIONNELS BORDELAIS	0,00	8 037,00
ASC BNP PARIBAS BX TT	0,00	9 994,50
ASPER 33	0,00	18,00
ASPOM BORDEAUX JUDO	260,00	0,00
ASPTT BORDEAUX METROPOLE	0,00	204,00
ASSOCIATION "E-GRAINE NOUVELLE AQUITAINE"	4 500,00	0,00
ASSOCIATION "LA BOULANGERIE"	5 000,00	0,00
ASSOCIATION A.C.R.A.	0,00	64,00
ASSOCIATION ALADIN	0,00	66,00
ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS DE LA LEGION ETRANGERE BORDEAUX-GIRONDE - AAAL	1 000,00	0,00
ASSOCIATION AMICALE DES RETRAITES DU CREDIT LYONNAIS DE BORDEAUX	0,00	72,00
ASSOCIATION BORDEAUX - USA	0,00	211,20

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
ASSOCIATION BORDEAUX BRISTOL	1 500,00	0,00
ASSOCIATION BORDEAUX CULTURE GRAPPLING (ABC GRAPPLING)	0,00	3 096,00
ASSOCIATION BORDEAUX-COMPOSTELLE HOSPITALITE SAINT-JACQUES	2 250,00	0,00
ASSOCIATION BORDELAISE DE TAEKWONDO INTERNATIONAL ATLANTICA	0,00	4 392,00
ASSOCIATION CENTRE HA 32	2 500,00	0,00
ASSOCIATION COLLECTIF CHARCHAHM	6 000,00	0,00
ASSOCIATION COMITE COMMERCANTS DE RUE DE GRASSI	3 615,36	0,00
ASSOCIATION COMUNIDAD	400,00	335,00
ASSOCIATION CONTRE LA TUBERCULOSE ET LES MALADIES ENDEMIQUES - ACTUME	0,00	920,00
ASSOCIATION COUPE D'AFRIQUE DES NATIONS DE BORDEAUX (ACANB)	0,00	50,00
ASSOCIATION CULTURE ET MUSIQUE DE L'ESTUAIRE (ACME)	1 000,00	0,00
ASSOCIATION CULTURELLE ARMENIENNE DE BORDEAUX AQUITAINE (ACABA)	0,00	100,80
ASSOCIATION CULTURELLE DU MARCHÉ DES CHARTRONS	4 000,00	575,10
ASSOCIATION DE CAPOEIRA ARUANDA	420,00	0,00
ASSOCIATION DE DÉFENSE DES INTERETS DU QUARTIER DE BACALAN - ADIQ	0,00	1 016,00
ASSOCIATION DE DEFENSE DES MUSIQUES ALTERNATIVES EN AQUITAINE - ADMAA (ALLEZ LES FILLES)	54 500,00	11 020,30
ASSOCIATION DE DEVELOPPEMENT NATUREL (ADN)	0,00	480,00
ASSOCIATION DE GESTION DES CENTRES PSYCHANALYTIQUES DE CONSULTATIONS ET DE TRAITEMENT (CPCT) D'AQUITAINE	3 500,00	42,00
ASSOCIATION DE GESTION ET D'ANIMATION DES CRECHES C.S.F. - AGEAC/CSF	522 000,00	0,00
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE - AFEV	0,00	297,00
ASSOCIATION DE LA RUE NOTRE DAME DES CHARTRONS	1 500,00	967,25
ASSOCIATION DE L'ECOLE COREENNE DE BORDEAUX - AECB	0,00	1 350,00
ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE (APEL) DE ST ALBERT LE GRAND	0,00	809,98
ASSOCIATION DE PREFIGURATION RESEAU DE REEMPLOI DES DEUX RIVES - R3	5 000,00	0,00
ASSOCIATION DE RIVERAINS BAST-ID	2 500,00	5 363,37
ASSOCIATION DE SANTE, D'EDUCATION ET DE PREVENTION SUR LES TERRITOIRES DE LA GIRONDE, ASEPT 33	0,00	660,00
ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOUS LES IMMIGRES - BORDEAUX (ASTI BORDEAUX)	5 500,00	8 925,00
ASSOCIATION DE SOLIDARITE, D'ANIMATION ET DE DEFENSE DES INTERETS DU QUARTIER SAINT GENES (SADI)	650,00	0,00
ASSOCIATION DE SOUTIEN AUX INVENTIONS LIBRES (ASIL)	16 000,00	588,66
ASSOCIATION DE SPORTS, DE CULTURE ET D'ENTRAIDE DE LA GIRONDE	0,00	3 311,00
ASSOCIATION DELUGE	3 800,00	1 350,00
ASSOCIATION D'ENSEIGNEMENT POPULAIRE SAINT PROJET (AEP SAINT PROJET)	0,00	2 425,50
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE L'OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE LA GIRONDE - AD OCCE 33	66 896,00	11 101,60
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PARENTS D'ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA GIRONDE - PEEP AD 33	0,00	4 000,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC DE LA GIRONDE - PEP 33	0,00	41,00
ASSOCIATION DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DE GIRONDE - ADIL 33	6 000,00	0,00
ASSOCIATION DES AGENCES DE LA DEMOCRATIE LOCALE (ALDA)	5 000,00	0,00
ASSOCIATION DES AMIS D'ELIANE LAVAIL	0,00	273,00
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE D'AQUITAINE	800,00	0,00
ASSOCIATION DES AMIS DU MUSEE DES ARTS DECORATIFS ET DU DESIGN DE BORDEAUX	4 904,29	0,00
ASSOCIATION DES AUDITEURS DE L'INSTITUT DES HAUTES ETUDES DE DEFENSE NATIONALE REGION AQUITAINE - AQUIHEDN	2 000,00	1 171,00
ASSOCIATION DES BROCANTEURS DES CHARTRONS - ABC	13 774,08	606,60
ASSOCIATION DES CENTRALIENS EN AQUITAINE	0,00	30,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS "BARRIERE DE PESSAC" BORDEAUX TALENCE	10 914,40	0,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA BARRIERE JUDAIQUE	9 505,92	2 088,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE DES REMPARTS	4 685,70	0,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE DU TEMPLE - ARDT	3 335,04	0,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE LA RUE SAINT-SERNIN	0,00	779,95
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DE SAINT-AUGUSTIN	4 491,84	3 824,84
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU GRAND PARC	11 400,00	1 080,89
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU MARCHÉ DES HALLES DE BACALAN	0,00	1 997,40
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU TRIANGLE D'OR	34 086,40	0,00
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU VILLAGE DE NANSOUTY	0,00	409,80
ASSOCIATION DES COMMERCANTS DU VILLAGE SAINT PAUL - GROSSE CLOCHE	11 235,78	0,00
ASSOCIATION DES COREENS DE BORDEAUX (ACB)	0,00	17,00
ASSOCIATION DES DOCKERS ET DES TRAVAILLEURS PORTUAIRES VICTIMES DE L'AMIANTE DU PORT DE BORDEAUX	0,00	153,00
ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX	1 500,00	3 979,00
ASSOCIATION DES ECLAIREUSES ET ECLAIREURS DE FRANCE - STRUCTURE LOCALE D'ACTIVITES BORDEAUX MICHEL MONTAIGNE	2 500,00	0,00
ASSOCIATION DES ELEVES-AVOCATS ALIENOR (ADEAA)	0,00	136,00
ASSOCIATION DES FAMILLES DE TRAUMATISES CRANIENS ET CEREBRO-LESES DE GIRONDE (AFTC GIRONDE)	0,00	6 856,00
ASSOCIATION DES OEUVRES GIRONDINES DE PROTECTION DE L'ENFANCE	0,00	60,00
ASSOCIATION DES OFFICIERS ET CADRES DE RESERVE DE BORDEAUX GIRONDE	0,00	68,00
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE SAINTE MARIE A BORDEAUX BASTIDE	350,00	0,00
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES MATERNELLE ET ELEMENTAIRE PAUL BERT BORDEAUX	0,00	339,00
ASSOCIATION DES PSYCHOMOTRICIENS DE LA GIRONDE	0,00	30,00
ASSOCIATION DES RIVERAINS DU QUARTIER ORNANO-GAVINIES	600,00	803,15
ASSOCIATION DES SECOURISTES FRANCAIS DE LA CROIX BLANCHE DE BORDEAUX	1 000,00	0,00
ASSOCIATION DU COMITE DES OEUVRES SOCIALES DES MUNICIPALS DE BORDEAUX - ACOSMB	377 838,00	0,00
ASSOCIATION DU LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL ET SOCIAL - ALIFS	22 400,00	1 699,00
ASSOCIATION DU PATRIMOINE ISRAELITE D'AQUITAINE - APIA	5 000,00	0,00
ASSOCIATION DU SOUVENIR DES FUSILLES DE SOUGE	0,00	30,00
ASSOCIATION EDUCATIVE D'INSERTION SOCIALE (AEIS)	0,00	378,00
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE BASTIDE - AFLB	10 000,00	289,00
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE DE BORDEAUX NORD - AFL	23 500,00	10 019,00
ASSOCIATION FAMILLE LANGUES CULTURE (AFaLaC)	500,00	0,00
ASSOCIATION FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	2 000,00	0,00
ASSOCIATION FRANCE-CHILI AQUITAINE	0,00	890,00
ASSOCIATION FRANCO MEXICAINE D'AQUITAINE	700,00	0,00
ASSOCIATION FRANCO-BRESILIENNE POUR LA RECHERCHE DE L'EQUILIBRE - AFBRE	0,00	2 655,00
ASSOCIATION FRANCO-TCHEQUE D'AQUITAINE	0,00	12,00
ASSOCIATION GENERALE DES INTERVENANTS RETRAITES POUR DES ACTIONS BENEVOLES DE COOPERATION ET DEVELOPPEMENT - AGIRabcd	0,00	366,00
ASSOCIATION GIRONDINE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE PREVENTION SOCIALE - AGEP	45 000,00	95,00
ASSOCIATION HABILITEE DES JEUNES SAPEURS POMPIERS DE LA BENAUGE	1 500,00	0,00
ASSOCIATION HORIZON CAUDERAN	0,00	6 500,94
ASSOCIATION IMEDI GROUPEMENT D'INTERPRETES ET DE PSYCHOLOGUES PROFESSIONNELS DE LA GIRONDE	0,00	202,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES	40 000,00	0,00
ASSOCIATION JEUNES POUSSÉS ET POTAGERS - LE JARDIN PARTAGE DE SAINT JULIEN	0,00	33,00
ASSOCIATION JEUNESSE FUTSAL (AJF)	0,00	5 067,00
ASSOCIATION JONATHAN PIERRES VIVANTES - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA GIRONDE	0,00	86,00
ASSOCIATION LA COCCINELLE	180 000,00	0,00
ASSOCIATION LA PLACETTE	800,00	0,00
ASSOCIATION LAIQUE DU PRADO (ALP)	10 000,00	10 306,00
ASSOCIATION LAIQUE MONTAUD-CHABRELY	1 116,00	0,00
ASSOCIATION L'ARTICHAUT BORDEAUX (ART-X)	1 000,00	33,00
ASSOCIATION LE 308	20 000,00	0,00
ASSOCIATION LE SAVOIR PARTAGE	1 000,00	0,00
ASSOCIATION LES AMIS DU SAHEL	5 500,00	0,00
ASSOCIATION LES CREANTS	0,00	3 854,28
ASSOCIATION MALADIE CHRONIQUE SPORT BIEN ETRE	0,00	1 278,00
ASSOCIATION MALINE	0,00	260,00
ASSOCIATION MONOQUINI	9 000,00	877,80
ASSOCIATION MUSICALARUE	0,00	1 975,68
ASSOCIATION MUSICALE INTERMEZZO	3 000,00	124,00
ASSOCIATION NANSOUTY VILLAGE	3 350,00	1 773,34
ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION EN ALCOOLOGIE ET EN ADDICTOLOGIE - ANPAA	14 000,00	0,00
ASSOCIATION NATIONALE DES AMIS DE JEAN MOULIN	1 500,00	0,00
ASSOCIATION NATIONALE DES CROIX DE GUERRE ET DE LA VALEUR MILITAIRE - BORDEAUX SECTION LES 2 RIVES	400,00	0,00
ASSOCIATION NATIONALE DES ETUDIANTS EN PHARMACIE DE FRANCE (ANEPF)	0,00	115,20
ASSOCIATION NATIONALE DES VISITEURS DE PRISON - ANVP	1 000,00	0,00
ASSOCIATION NOUVELLE ACROPOLE BORDEAUX - ANAB	0,00	172,00
ASSOCIATION ODYSSEE	0,00	1 234,42
ASSOCIATION OXYGENE	6 000,00	339,00
ASSOCIATION PALLIA PLUS	2 500,00	157,00
ASSOCIATION PEDAGOGIQUE DE L'ECOLE MONTGOLFIER	2 205,00	644,10
ASSOCIATION PETITE ENFANCE ENFANCE ET FAMILLE - APEEF	1 930 630,00	87 582,00
ASSOCIATION PETITS BOUCHONS	320 000,00	280,80
ASSOCIATION PITCHOUN	2 270 500,00	0,00
ASSOCIATION POUR LA DEFENSE DE LA FAMILLE ET DE L'INDIVIDU (ADFI)	0,00	17,00
ASSOCIATION POUR LA FORMATION DES RURAUX AUX ACTIVITES DU TOURISME	5 000,00	0,00
ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'EDUCATION PERMANENTE DE TIVOLI - AFEPT	1 500,00	1 308,00
ASSOCIATION POUR LA MEMOIRE DES MARTYRS DE L'AERONAUTIQUE	500,00	0,00
ASSOCIATION POUR LA PREVENTION DU HANDICAP DU AUX TROUBLES DU SOMMEIL ET DE LA VIGILANCE (UP2SV)	0,00	339,00
ASSOCIATION POUR LA REPARATION ET L'ENTRETIEN DE VEHICULES AUTOMOBILES	1 500,00	0,00
ASSOCIATION POUR LA VALORISATION EN RELATION AVEC LES PROFESSIONNELS - REGION AQUITAINE - AVARAP AQUITAINE	0,00	18,00
ASSOCIATION POUR L'ACCUEIL DES FEMMES EN DIFFICULTE - APAFED	51 000,00	4 882,48
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS EN AFRIQUE - ADESPA	1 230,00	0,00
ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT L'INSERTION ET L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES HANDICAPEES - ADIAPH	17 978,00	0,00
ASSOCIATION POUR LE DON DE SANG BENEVOLE DE BORDEAUX ET ENVIRONS	0,00	91,00
ASSOCIATION POUR L'EAU, INVESTISSEMENT ET L'EVENEMENTIEL	0,00	12 561,21
ASSOCIATION POUR L'INNOVATION EN MATIERE D'INTEGRATION - APIMI	620 000,00	0,00
ASSOCIATION POUR UNE EDUCATION BUISSONNIERE (- APEB)	26 756,00	3 618,00
ASSOCIATION PRENDRE SOIN DU LIEN - APSL	3 500,00	33,00
ASSOCIATION PROMOTION INSERTION SPORT EN AQUITAINE - APIS	32 680,00	50 430,00
ASSOCIATION RAYMONDE ROUSSELLE	4 000,00	0,00
ASSOCIATION REGIONALE DES DIPLOMES D'UNIVERSITE D'AQUITAINE - ARDUA	0,00	18,00
ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES NOUVELLE AQUITAINE	0,00	36,00
ASSOCIATION REGIONALE DES OEUVRES EDUCATIVES ET DE VACANCES DE L'EDUCATION NATIONALE - AROEVEN	0,00	33,00
ASSOCIATION RENAISSANCE DES CITES D'EUROPE	6 500,00	0,00
ASSOCIATION RENOVATION	0,00	2 270,60
ASSOCIATION REPUBLICAINE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE - ARAC-VG	550,00	930,12
ASSOCIATION RETRAITES ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE - AREC	0,00	18,00
ASSOCIATION RHIN ET DANUBE ANCIENS DE LA PREMIERE ARMEE FRANCAISE DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE	700,00	0,00
ASSOCIATION SILEX	4 000,00	0,00
ASSOCIATION SOCIALE POUR L'EMPLOI - ASPE SERVICE AUX PERSONNES - ANTENNE BORDEAUX	0,00	10 200,00
ASSOCIATION SOLIDARTE EMPLOI (ASE) - ADELPHÉ	0,00	110,00
ASSOCIATION SPORTIVE BACALANAISE	0,00	2 380,00
ASSOCIATION SPORTIVE CE BP ACA	0,00	1 512,00
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	32 818,00	19 502,50
ASSOCIATION SPORTIVE DE LA CAISSE D'EPARGNE AQUITAINE POITOU CHARENTES (APC SPORTS)	0,00	1 836,00
ASSOCIATION SPORTIVE DE LA POLICE JUDICIAIRE DE BORDEAUX	0,00	3 424,75
ASSOCIATION SPORTIVE DES SOURDS DE BORDEAUX - ASSB 33	1 000,00	1 097,25
ASSOCIATION SPORTIVE DU BARREAU DE BORDEAUX	0,00	2 245,25
ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DE BORDEAUX LAC	5 000,00	0,00
ASSOCIATION SPORTIVE KASHIRA AIKIDO	0,00	3 564,00
ASSOCIATION SPORTIVE KUNG-FU WUSHU DE BACALAN	0,00	3 519,00
ASSOCIATION SPORTIVE SCOLAIRE GPE ALBERT BARRAUD GOYA	2 205,00	0,00
ASSOCIATION TOURNY QUINCONCES	6 912,00	0,00
ASSOCIATION TOUS AUX ABRIS !	2 100,00	0,00
ASSOCIATION UFORCA-BORDEAUX POUR LA FORMATION PERMANENTE	0,00	30,00
ASSOCIATION UNION BORDEAUX BEGLES	40 000,00	1 551,30
ASSOCIATION UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE BORDEAUX-CENTRE	500,00	0,00
ASSOCIATION UNTENDANSES	0,00	1 183,00
ASSOCIATION USEP BORDEAUX BENAUGE	2 924,00	0,00
ASSOCIATION VENEZUELA A BORDEAUX	200,40	159,73
ASSOCIATIONS DES BASSINS A FLOT DE BORDEAUX	1 000,00	1 472,95
ASSOPOURQUOIPAS33	3 750,00	17,00
ASS-TECH (ASSOCIATION DES ETUDIANTS DE TECHNIQUES DU DEVELOPPEMENT)	0,00	855,00
ASTREE	500,00	0,00
ASTROLABE	160 403,00	10 170,99
ATELIER 14	3 000,00	0,00
ATELIER D'ASTROLOGIE D'AQUITAINE	0,00	354,00
ATELIER D'ECO SOLIDAIRE	2 500,00	338,56

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
ATELIER GRAPHITE	43 400,00	0,00
ATLANTIC OLDTIMER.COM	0,00	5 488,12
ATLAS, IMPROS DU MONDE	0,00	198,00
AU RAS DU SOL	0,00	313,66
AUDITION ET ECOUTE 33 - ASSOCIATION DES PERSONNES ATTEINTES DE PATHOLOGIES AUDITIVES DE LA GIRONDE - AEG 33	500,00	0,00
AUTEUIL PETITE ENFANCE	347 000,00	0,00
AUTO DEFENSE ET ARTS MARTIAUX (ADAM)	0,00	7 740,00
AUX ARBRES CITOYENS ! BORDEAUX METROPOLE	0,00	30,00
AVANT GARDE ET JEANNE D'ARC DE BORDEAUX CAUDERAN - AGJA BORDEAUX CAUDERAN	902 091,00	263 766,46
BACALAN TENNIS CLUB - BTC	4 660,00	8 158,00
BADMINTON CLUB BARBEY	5 500,00	27 315,30
BALAST	1 800,00	0,00
BALLISTIK 3X3 BORDEAUX	15 000,00	0,00
BALTERNO-PRODUCTION	0,00	929,04
BAM	5 000,00	0,00
BAM PROJECTS	10 000,00	0,00
BANG ON YOUR CHEST (BOYC)	0,00	434,70
BANQUE ALIMENTAIRE DE BORDEAUX ET DE LA GIRONDE	12 947,70	0,00
BARANGER HUGO	4 000,00	0,00
BATESTA	0,00	114,00
BE IN	0,00	162,13
BELEZA	0,00	51,00
BENEVOLES EN ACTION	0,00	91,00
BERNAY LENY	5 000,00	0,00
BIBLIOTHECA	0,00	8 280,00
BIBLIOTHEQUE "LE QUAI AUX LIVRES"	8 000,00	179,34
BICYCLETTE & ALTERNATIVES DE MOBILITE (BAM)	7 000,00	12,00
BIG LAB BASKETBALL ACADEMY	0,00	3 363,00
BIMERS	0,00	565,00
BIO'GUSTIN	0,00	4 045,00
BIVOUC CIE	10 000,00	0,00
BLACK LOUVE CIE	0,00	720,00
BMC (BOXE MIXTE CLUB)	1 000,00	0,00
BOARD O	11 000,00	0,00
BOK DIEUF	0,00	33,00
BORDEAUX ART CONTEMPORAIN (BAC)	5 000,00	0,00
BORDEAUX ASPOM ECHECS	2 000,00	0,00
BORDEAUX ATHLETIC CLUB	7 000,00	18 154,00
BORDEAUX BASCULE	0,00	2 211,00
BORDEAUX BASTIDE BASKET	18 430,00	52 236,00
BORDEAUX BEACH CHILLERS	0,00	305,42
BORDEAUX BLANQUEFORT GAELIC	0,00	140,00
BORDEAUX CHANSON	3 000,00	1 430,00
BORDEAUX CITE TANGO BCT	0,00	386,76
BORDEAUX DANCE'IN CLUB	0,00	1 287,00
BORDEAUX ENTREPRENEURS	11 600,00	0,00
BORDEAUX ETUDIANTS CLUB - BEC	172 698,00	255 924,27
BORDEAUX FOOTBALL AMERICAIN - LES LIONS DE BORDEAUX	5 640,00	4 851,00
BORDEAUX GIRONDE HOCKEY SUR GLACE (BGHG)	30 000,00	37 207,00
BORDEAUX GIRONDE QUEBEC	1 500,00	0,00
BORDEAUX GREETERS	0,00	90,00
BORDEAUX HANDISPORT TENNIS	1 000,00	0,00
BORDEAUX HISTORIA VINI : MUSEE DES NEGOCIANTS	1 000,00	0,00
BORDEAUX MARITIME SAUVETAGE & SECOURISME - BM2S	2 800,00	8 059,54
BORDEAUX MAYOTTE 101	0,00	2 322,00
BORDEAUX MECENES SOLIDAIRES - BMS	500,00	0,00
BORDEAUX MEDIATION	0,00	614,00
BORDEAUX MERIGNAC VOLLEY	135 000,00	25 677,00
BORDEAUX OPEN AIR	19 500,00	601,82
BORDEAUX PALMES AVENTURE	0,00	6 907,12
BORDEAUX PARALLAXES	3 200,00	631,00
BORDEAUX POUR TOUS	0,00	136,00
BORDEAUX ROCK	24 000,00	15 912,00
BORDEAUX SERVICES SOLIDARITE - B2S	19 000,00	0,00
BORDEAUX SKATE CULTURE	3 540,00	0,00
BORDEAUX SPORTS DE GLACE	30 160,00	44 770,00
BORDEAUX SYSTEMA	0,00	448,00
BORDEAUX TEATRO ITALIANO (BTI)	0,00	1 183,00
BORDEAUX TECHNOWEST	40 000,00	0,00
BORDEAUX VILLE SANS SIDA	5 000,00	7 000,00
BORDEAUX WOMEN'S CLUB	0,00	24,00
BORDEAUX YNOV CAMPUS	0,00	1 224,00
BORDEAUX-ACCUEILLE METROPOLE	6 500,00	226,00
BORDEAUX-BASTIDE-ESCRIME	2 000,00	8 064,00
BORDEAUX-CIENFUEGOS	1 500,00	358,00
BORDELLE	2 000,00	0,00
BORD'O LATINO SWING	0,00	364,20
BOULEVARD DES POTES	0,00	3 029,16
BOXING CLUB ALAMELE	5 310,00	8 136,00
BOXING CLUB BACALANAIS	1 600,00	4 264,28
BRINS D'EVEIL	600 000,00	0,00
BRUIT DU FRIGO	26 000,00	2 755,55
BURDICUP	0,00	440,00
BURDIGALA SAVATE-CLUB	0,00	3 780,00
BURDIGALAXY	0,00	0,00
C.F.ADAGE (CENTRE DE FORMATION ADAGE)	0,00	925,00
CADRES ENTRAIDE	0,00	33,00
CAHIERS D'ARCHIVES	0,00	156,00
CAISSE PRIMAIRE ASSURANCE MALADIE	0,00	210,00
CAISSE SOCIALE DE DEVELOPPEMENT LOCAL - CSDL	135 000,00	0,00
CALICONTE	0,00	65,00
CALIXTE COEUR DE BASTIDE	1 000,00	3 055,01

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
CAMELEON, CLINIQUE, ADOLESCENCE, MODERNITE	0,00	36,00
CAMPUS CHARTRONS	0,00	476,00
CAP D'AGIR	14 000,00	0,00
CAP SCIENCES - CENTRE DE CULTURE SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE BORDEAUX NOUVELLE AQUITAINE	9 000,00	7 000,00
CARALIM	0,00	0,00
CARTEL	2 000,00	0,00
CATHEDRA	4 000,00	1 158,54
CAUDERAN ENSEMBLE	0,00	91,00
CCAS DE BORDEAUX	10 900 000,00	0,00
CDANSLABOITE	15 200,00	4 040,00
CENTRE ACCUEIL CONSULTATION INFORMATION SEXUALITE - CACIS	18 000,00	148,00
CENTRE AERONAUTIQUE DE BORDEAUX - LEOGNAN - SAUCATS	0,00	490,14
CENTRE CULTUREL ET D'ANIMATION DES JEUNES YAVNE	6 500,00	0,00
CENTRE D'ACCUEIL D'INFORMATION ET D'ORIENTATION - CAIO	0,00	66,00
CENTRE D'ACTION ET DE PREVENTION CONTRE LA RADICALISATION DES INDIVIDUS - CAPRI	10 000,00	0,00
CENTRE DE PREVENTION ET DE LOISIRS DES JEUNES DE BORDEAUX - CPLJ BORDEAUX	7 500,00	0,00
CENTRE DE RESSOURCES D'ECOLOGIE PEDAGOGIQUE D'AQUITAINE - CREPAQ	1 000,00	0,00
CENTRE DE VOILE DE BORDEAUX LAC	8 400,00	86 980,00
CENTRE DES FESTIVALS FRANCE-RUSSIE	2 000,00	3 916,54
CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE LA GIRONDE - CIDFF	15 350,00	0,00
CENTRE ENTREPRISE COMMUNICATION AVANCEE - CECA	0,00	1 070,63
CENTRE FEDERAL HANDISPORT	905,00	0,00
CENTRE GENEALOGIQUE DU SUD-OUEST - CGSO	1 500,00	0,00
CENTRE REGIONAL D'ECOENERGETIQUE D'AQUITAINE - CREAQ	20 000,00	0,00
CENTRE REGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SOCIALES (CROUS)	2 000,00	0,00
CENTRE REGIONAL D'INFORMATION JEUNESSE NOUVELLE-AQUITAINE - CRIJNA	40 000,00	33 663,78
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	536 190,00	31 600,00
CENTRES D'ANIMATION DE BORDEAUX (CULTIVONS LE PARTAGE)	8 531 381,00	857 546,72
CERCLE CONDORCET DE BORDEAUX	0,00	54,00
CERCLE D'ART BORDELAIS - CAB	0,00	307,91
CERCLE D'ASTROLOGIE D'AQUITAINE	0,00	156,00
CERCLE D'ETUDES ET DE CULTURE FRANCAISES (CECF)	0,00	30,00
CERCLE OENOPHILE AQUITAIN	0,00	227,00
CERCLE PHILATELIQUE BORDEAUX AQUITAINE	0,00	221,00
CHABROW	1 000,00	0,00
CHAHUTS	72 000,00	29 679,04
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE BORDEAUX GIRONDE	15 000,00	0,00
CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT INTERDEPARTEMENTALE DORDOGNE-GIRONDE-LOT-ET-GARONNE	15 000,00	0,00
CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE DE NOUVELLE-AQUITAINE (CRESS NOUVELLE-AQUITAINE)	10 000,00	0,00
CHAMPS SONORES	4 000,00	0,00
CHANT LIBRE	0,00	682,00
CHANTE ECOLE	800,00	0,00
CHAPEAU ET BOTTES	10 000,00	0,00
CHAPERONS POUR UN NOUVEAU DEPART	800,00	179,00
CHARITY COFFEE	0,00	2 003,34
CHOQUEZ-NOUS !	0,00	1 080,13
CHRISTINE HASSID PROJECT	11 000,00	0,00
CIAO !	0,00	1 843,30
CIE APSARAS THEATRE - LE CERISIER	20 000,00	361,67
CIMADE - SERVICE OECUMENIQUE D'ENTRAIDE	3 500,00	361,70
CINERESEAUX	0,00	335,00
CIRQUE ECLAIR ECOLE DE CIRQUE D'AQUITAINE	14 000,00	0,00
CITADEL	0,00	830,00
CITES COOP	2 500,00	0,00
CITES UNIES FRANCE	20 000,00	0,00
CLARINOV PRODUCTION	0,00	908,00
CLUB ALPIN FRANCAIS DE BORDEAUX	0,00	136,00
CLUB AMICAL CHAUFFOUR	0,00	3 321,00
CLUB ATHLETIQUE MUNICIPAL DE BORDEAUX - CAM	221 152,00	372 265,30
CLUB BOULISTE ALBERT 1ER	0,00	7 788,38
CLUB DE CANNE ET BATON D'AQUITAINE	0,00	4 698,00
CLUB DE LA PRESSE DE BORDEAUX	0,00	25 188,30
CLUB D'ENTREPRISES MERIADECK	2 000,00	0,00
CLUB DES ENTREPRISES DE BORDEAUX	15 000,00	0,00
CLUB D'EXPLORATION SOUS MARINE D'AQUITAINE - CESMA	0,00	7 107,86
CLUB PETANQUE GRAND PARC	0,00	4 263,86
CLUB REGIONAL D'ENTREPRISES PARTENAIRES DE L'INSERTION GIRONDE (CREPI GIRONDE)	500,00	0,00
CLUB ROTARACT BORDEAUX LYS	0,00	90,00
CLUB SERVICES 33 - SARL (LA CONCIERGERIE SOLIDAIRE)	1 000,00	0,00
CLUB TOASTMASTERS DE BORDEAUX	0,00	30,00
CLUBHOUSE FRANCE	0,00	57,00
CLUSTER BORDEAUX SUPERYACHTS REFIT	0,00	780,92
CMD+O	12 000,00	224,03
COBALT ASSOCIATION POUR LE PODCAST - NOUVELLE-AQUITAINE (CAPP NA)	3 000,00	0,00
COLLECTIF 05/15	0,00	12,00
COLLECTIF ALEAS	0,00	0,00
COLLECTIF AUX PETITS OIGNONS	0,00	1 815,00
COLLECTIF BIENVENUE	0,00	33,00
COLLECTIF BORDEAUX-MARINOPOLE	1 500,00	18,00
COLLECTIF DE RESSOURCES CULTURELLES BORDEAUX-NORD - COLLECTIF BORDONOR	28 000,00	418,68
COLLECTIF DE SECOURS ET D'ORIENTATION DE RUE - CSOR	2 700,00	33,00
COLLECTIF DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS EN AQUITAINE (COSIM AQUITAINE)	0,00	335,00
COLLECTIF DU DIX MAI-BORDEAUX (CDM-B)	3 000,00	0,00
COLLECTIF EGREGORE	0,00	520,00
COLLECTIF FETE DU JEU DE BORDEAUX	0,00	639,59
COLLECTIF KLOUDBOX LABORATOIRE DE CREATIONS AUDIOVISUELLES ET GRAPHIQUES	0,00	7 991,03
COLLECTIF LE PAGE	0,00	1 099,22
COLLECTIF LESCLURE	7 000,00	0,00
COLLECTIF MIXERATUM ERGO SUM	15 500,00	5 317,91
COLLECTIF OS'O	21 000,00	0,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
COLLECTIF QUI EST "ON" ?	0,00	1 553,00
COLLECTIF RIVAGE	7 000,00	0,00
COLLECTIF TOC TOC	8 000,00	2 456,70
COLLEGE JACQUES ELLUL	1 500,00	0,00
COLORADO	0,00	528,62
COMITE D'ANIMATION LAFONTAINE-KLEBER (CALK)	7 000,00	332,86
COMITE DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PROMOTION DANS LE SUD-OUEST - CLAP SUD-OUEST	10 000,00	209,00
COMITE DE QUARTIER BRACH VINCENNES	2 000,00	4 800,00
COMITE DE QUARTIER DE CAUDERAN - CQC	0,00	213,00
COMITE DEPARTEMENTAL DE BASKET-BALL DE LA GIRONDE	0,00	196,38
COMITE DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE CONTRE LE CANCER (CODECOC 33)	0,00	912,06
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ASSOCIATION DE DEFENSE DES MALADES INVALIDES ET HANDICAPES - AMI 33	1 000,00	0,00
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'UNION FRANCAISE DES OEUVRES LAIQUES D'EDUCATION PHYSIQUE - UFOLEP	8 920,00	30 864,00
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'UNION FRANCAISE DES OEUVRES LAIQUES D'EDUCATION PHYSIQUE - UFOLEP BORDEAUX MARITIME METROPOLE	1 200,00	0,00
COMITE DEPARTEMENTAL DES MEDAILLES DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF DE LA GIRONDE	0,00	339,00
COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT DE LA GIRONDE	0,00	228,78
COMITE DEPARTEMENTAL OLYMPIQUE ET SPORTIF DE LA GIRONDE	1 800,00	0,00
COMITE DES FETES DE BACALAN, BLANQUI ET CLAVEAU	0,00	964,00
COMITE DES OEUVRES SOCIALES DU PERSONNEL DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA GIRONDE	0,00	136,00
COMITE D'ETUDE ET D'INFORMATION SUR LA DROGUE (PREVENTION ET TRAITEMENT DES TOXICOMANIES ET AUTRES ADDICTIONS), CEID-ADDICTIONS	65 500,00	2 238,35
COMITE FRANCAIS POUR LE FOND DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE - UNICEF FRANCE	1 000,00	1 897,00
COMITE FRANCAIS SOLIDARITE INTERNATIONALE - CFSI	20 000,00	0,00
COMITE LAICITE REPUBLIQUE (CLR)	0,00	48,00
COMITE NATIONAL FRANCAIS EN HOMMAGE A ARISTIDES SOUSA MENDES	0,00	250,80
COMITE NATIONAL PREMIERS DE CORDEE (CNPC)	0,00	1 123,80
COMITE PALESTINE 33	0,00	185,00
COMITE PREVENTION ET DEPISTAGE DES CANCERS	0,00	4 755,46
COMITE REGIONAL D'EDUCATION PHYSIQUE ET DE GYMNASTIQUE VOLONTAIRE DE NOUVELLE-AQUITAINE (COREG EPGV DE NOUVELLE-AQUITAINE)	0,00	36,00
COMITE REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE DE BOXE	0,00	261,00
COMITE REPRESENTATIF DES IDENTITES SOURDES - CRIS	2 000,00	18,00
COMME LES AUTRES (CLA)	2 500,00	0,00
COMMUNAUTE CAMEROUNAISE DE BORDEAUX (CCB)	0,00	18,00
COMPAGNIE AVIS DE TEMPETE	0,00	1 632,13
COMPAGNIE COUP DE Foudre	2 000,00	361,00
COMPAGNIE CRAZY R	6 000,00	1 665,22
COMPAGNIE DE L'OUTRE MOI	2 000,00	0,00
COMPAGNIE DES MARCHES DE L'ETE	57 000,00	14 099,46
COMPAGNIE D'OCKHAM	1 100,00	543,00
COMPAGNIE DONC Y CHOCS	2 800,00	0,00
COMPAGNIE DU RISQUE	5 100,00	38,00
COMPAGNIE DU SOLEIL BLEU	20 000,00	0,00
COMPAGNIE ENUNSEULMOT	0,00	92,00
COMPAGNIE ESTELLE DANVERS	0,00	81,60
COMPAGNIE FOND VERT	5 000,00	0,00
COMPAGNIE HORS SERIE	12 000,00	0,00
COMPAGNIE IMAGINE	1 500,00	1 359,89
COMPAGNIE INDIRA	0,00	255,00
COMPAGNIE LES SOUTERRAINES	0,00	152,00
COMPAGNIE L'ESPECE FABULATRICE	4 000,00	833,65
COMPAGNIE MALOBA	0,00	634,50
COMPAGNIE MECHANIC	3 000,00	1 460,00
COMPAGNIE NEE D'UN DOUTE	6 700,00	0,00
COMPAGNIE PRESENCE MICHEL CAHUZAC	2 500,00	1 980,00
COMPAGNIE REVOLUTION	20 000,00	0,00
COMPAGNIE THEATRALE LE SYNDICAT D'INITIATIVE	6 000,00	0,00
COMPAGNIE THEATRALE L'OEIL	15 000,00	26 383,33
COMPAGNONS BATISSEURS NOUVELLE AQUITAINE	15 000,00	0,00
COMPETENCES EN TEMPS PARTAGE GUYENNE - CTP GUYENNE	0,00	6 320,00
COMPTOIR DE LA CULTURE BRESILIENNE	0,00	24,00
CONNECTIF PLATEFORME CREATIVE	0,00	2 180,00
CONSEIL CITOYENS DE BACALAN (CCB)	3 000,00	5 376,92
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT EN GIRONDE - CDAD 33	1 000,00	0,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DE LA GIRONDE - CDAFAL 33	20 000,00	0,00
CONTACT AQUITAINE (PARENTS, FAMILLES ET AMIS DE GAIS ET DE LESBIENNES)	2 700,00	335,00
CONTROLE Z	4 800,00	0,00
COOL'EURS DU MONDE	0,00	50,00
COOP'ALPHA - COOPERATIVE D'ACTIVITES ET D'EMPLOI 33	1 500,00	0,00
COOPERATION INTERNATIONALE POUR LES EQUILIBRES LOCAUX (CIELO)	0,00	46,00
COORDINATION DES ASSOCIATIONS TAURINES DE GIRONDE	0,00	18,00
COORDINATION POUR PROMOUVOIR LES COMPETENCES ET LE VOLONTARIAT AQUITAINE - CPCV AQUITAINE	0,00	33,00
COORDINATION REGIONALE ADDICTIONS NOUVELLE-AQUITAINE	0,00	23,00
COQUILLES	5 000,00	0,00
CORPORACION LOMAS	0,00	1 149,68
CORPS CROISES	0,00	504,00
CORPS ET ESPRIT	0,00	61,00
COTRAVAUX NOUVELLE AQUITAINE	0,00	433,00
COULEUR COREE	2 500,00	180,00
COULEUR-MUSIQUE	0,00	32,00
COULEURS GARONNE	4 500,00	0,00
COURSIEERS BORDELAIS	5 000,00	0,00
CRE'ART : COMPAGNIE REG'ART	0,00	320,00
CRESCENDO	44 412,00	0,00
CROIX ROUGE FRANCAISE	1 000,00	0,00
CROQUETTES ET MACADAM	1 500,00	0,00
CRYSMUM	5 000,00	900,00
CULTIVATEURS UNIS DES ZONES URBAINES	1 000,00	0,00
CULTURE ET BIBLIOTHEQUES POUR TOUS DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE (CBPT GIRONDE)	0,00	7 636,36
CULTURE HORS LIMITES	7 500,00	0,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
CULTURES DU COEUR GIRONDE	17 000,00	0,00
DADDYLOVE FILMS	0,00	1 320,00
DANSE AVEC NOUS	27 500,00	25 815,23
DANTE ALIGHIERI	0,00	91,00
DARWIN CLIMAX COALITIONS	45 000,00	0,00
DE RAUGLAUDRE FANNY	4 000,00	0,00
DEFENSE DES EXCLUS POUR LA FORMATION ET L'INFORMATION - DEFI	6 000,00	0,00
DEPARTEMENT DE LA GIRONDE	0,00	5 985,00
DEPISTAGE DES CANCERS, CENTRE REGIONAL DE COORDINATION, NOUVELLE AQUITAINE	0,00	41,00
DES GATEAUX SOLIDAIRES	900,00	0,00
DES JARDINS, DES VOISINS	1 000,00	267,95
DESTINATION MULTIMEDIA	1 500,00	0,00
DIACONAT DE BORDEAUX	0,00	51 840,00
DIFFRACTIS, ASSOCIATION POUR LA DIFFUSION DE L'ART CONTEMPORAIN	8 650,00	0,00
DISPARATE	9 000,00	1 491,89
DOCUMENTS D'ARTISTES NOUVELLE-AQUITAINE	4 000,00	0,00
DOJO	2 000,00	5 391,40
DON DIEGO	0,00	3 500,00
DROP DE BETON	7 000,00	0,00
DYNAMIC CHARTRONS	13 480,64	155,10
EACH ONE	0,00	30,00
EBS LE RELAIS VAL DE SEINE -- LE RELAIS GIRONDE	0,00	200,36
ECHANGE NORD-SUD	9 000,00	0,00
ECLATS	34 500,00	219,05
ECLOSION ET PERSPECTIVE	600,00	156,00
ECOLE DE CHIENS-GUIDES D'AVEUGLES CENTRE ALIENOR	1 500,00	0,00
ECOLE DE CIRQUE DE BORDEAUX, CENTRE CULTUREL DES ARTS DU CIRQUE	43 000,00	36 977,47
ECOLE DE TAI CHI CHUAN DES CHARTRONS	0,00	20,00
ECOLE DES GRANDS-PARENTS EUROPEENS BORDEAUX-GIRONDE - EGPE BORDEAUX-GIRONDE	1 500,00	388,00
ECOLE DU CHAT LIBRE DE BORDEAUX	1 000,00	0,00
ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE DE BORDEAUX - ENSAP	6 700,00	0,00
ECOLE SUPERIEURE DE THEATRE BORDEAUX AQUITAINE - ESTBA	126 290,00	1 005,00
ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS DE BORDEAUX - EBABX	3 282 000,00	0,00
EGIDES	500,00	0,00
EINSTEIN ON THE BEACH	19 000,00	2 361,96
EKOLO(GEEK)	5 000,00	33,00
E-LINES	6 000,00	0,00
EM-FRANCE-SUD-OUEST "MICRO-ORGANISMES EFFICACES OU EFFICIENTS"	0,00	33,00
EMMAUS	0,00	25 765,01
EMMAUS CONNECT - FONDATEUR ABBE PIERRE	5 000,00	0,00
EMULATION NAUTIQUE DE BORDEAUX	107 110,00	243 551,73
EN 3 ACTES	0,00	1 347,92
EN ATTENDANT COJO	0,00	100,00
EN ROUTE POUR TRAVAILLER	4 500,00	0,00
ENFANCE ET FAMILLES D'ADOPTION DE LA GIRONDE - EFA 33	0,00	2 034,90
ENSEMBLE ORCHESTRAL MOLTO ASSAI	0,00	1 180,68
ENSEMBLE PYGMALION	123 000,00	15 667,43
ENSEMBLE TRAVERSEES	0,00	363,31
ENSEMBLE UN	13 000,00	0,00
ENTENTE DES GENERATIONS POUR L'EMPLOI ET L'ENTREPRISE - EGEE	2 000,00	2 236,69
ENTENTE SPORTIVE 33 DEPARTEMENT PREFECTURE	0,00	32,00
ENTRAIDE & ENTREPRENEURS	2 500,00	0,00
ENTRAIDE SCOLAIRE AMICALE (ESA)	0,00	147,00
ENTR-AUTRES	21 000,00	33,00
ENTREPRISE INTERMEDIAIRE DE PRODUCTION ET DE FORMATION - EIPF	13 000,00	0,00
ENTRETIENS DE BORDEAUX - CERCLE PRIMO LEVI	1 000,00	0,00
ENVOL D'AQUITAINE	7 140,00	25 762,50
ERNEST CIRCUIT COURT SOLIDARITE - ERNEST CCS	0,00	184,80
ESCALES LITTERAIRES BORDEAUX AQUITAINE	177 500,00	65 074,05
ESPACE 33	2 000,00	0,00
ESPACE DECOUVERTE MADAGASCAR (EDM)	0,00	102,00
ESPACE QG - BIBLIOTHEQUE QUEER & GENRES	0,00	0,00
ESPRIT BASTIDE	1 500,00	1 253,10
ESPRIT DE CORPS - NOM D'USAGE LA MANUFACTURE CDCN	200 000,00	105 452,39
ESPRIT DE QUARTIER	0,00	510,72
ETABLISSEMENT FRANCAIS DU SANG NOUVELLE AQUITAINE	0,00	10 500,00
ETHNOTOPIES	5 500,00	1 436,00
ETRANGES FRUITS	0,00	140,00
ETU'RECUP	5 000,00	0,00
EUFONIA-BORDEAUX FESTIVAL-CONCOURS INTERNATIONAL DE CHANT CHORAL	0,00	335,00
EUROPEAN MENTORING & COACHING COUNCIL, L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE COACHING - EMCC FRANCE, L'ASSOCIATION EUROPEENNE DE COACHING	0,00	24,00
EVEILLEZ LES BEBES - CRECHE COUCOU	210 000,00	0,00
EXIT	2 500,00	0,00
EXPLORER LE SENTIR	0,00	156,00
EXPRESSION EN VIE	0,00	152,00
EXTERIEUR NUIT	0,00	7 000,00
EXTRA	27 000,00	0,00
EYES OF ADUNA	0,00	563,82
FAB'ART BY NATURE	1 000,00	0,00
FABULA LUNA	0,00	33,00
FAIS ET REVE	600,00	0,00
FAIT DE CI DE SOI	0,00	339,90
FAITS DE COEUR'S	5 500,00	3 096,00
FALIBOIS BRUNO	1 500,00	0,00
FAMILLES EN GIRONDE - FEDERATION DE LA GIRONDE	3 500,00	144,00
FC BORDEAUX.DEALS	0,00	286,00
FD DANSE SPORT EVENTS	0,00	240,00
FEDERATION COMPAGNONNIQUE REGIONALE DE BORDEAUX (FCR DE BORDEAUX)	0,00	76 160,00
FEDERATION DEPARTEMENTALE DU SECOURS POPULAIRE FRANCAIS	0,00	15 332,00
FEDERATION DES RADIOS ASSOCIATIVES DE LA GIRONDE - FEDERA 33	3 000,00	0,00
FEDERATION DES SOCIETES CARNAVALESQUES DE L'AGGLOMERATION BORDELAISE	13 000,00	0,00
FEDERATION FRANCAISE DU PAYSAGE - FFP	0,00	1 379,93

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
FEDERATION NATIONALE CAMI	2 000,00	12,00
FEDERATION REGIONALE DES DECORES DU TRAVAIL NOUVELLE-AQUITAINE (FRDT)	0,00	363,00
FEDERATION REGIONALE DU SUD OUEST DES CAMARADES DE COMBAT	800,00	0,00
FEDERATION REGIONALE NOUVELLE AQUITAINE DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL	4 000,00	0,00
FEDERATION SOS RACISME GIRONDE-AQUITAINE	3 500,00	33,00
FEMMES D'IMPACT DE LA NOUVELLE AQUITAINE	0,00	169,00
FENETRE SUR RUE	3 500,00	0,00
FENRIR STUDIO	2 000,00	0,00
FESTIVAL DES ARTS DE BORDEAUX	320 000,00	24 169,86
FESTIVAL DU FILM DE BORDEAUX SUR LA JUSTICE ET LES DROITS HUMAINS	1 000,00	7 000,00
FESTIVAL DU FILM NAVAL	0,00	635,00
FESTIVAL GRIBOUILLIS	12 550,00	887,38
FETE LE MUR BORDEAUX GIRONDE AQUITAINE	2 020,00	608,00
FIMEB	13 000,00	4 801,62
FISH AND SHOES	7 000,00	5 558,95
FLAG !	3 000,00	0,00
FLUO	7 500,00	0,00
FNAC SUD-OUEST	0,00	36,00
FOENIX	0,00	1 001,00
FOHN	8 000,00	129,66
FONDA SUD-OUEST	2 500,00	33,00
FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION - FACE	1 500,00	0,00
FONDATION BERGONIE	100 000,00	0,00
FONDATION COS ALEXANDRE GLASBERG	135 000,00	0,00
FONDATION LE REFUGE	8 000,00	33,00
FONDATION MAISON DE LA GENDARMERIE	0,00	4 584,00
FONDATION POUR LA CULTURE ET LES CIVILISATIONS DU VIN	0,00	17 500,00
FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN NOUVELLE AQUITAINE MECA (FRAC NOUVELLE AQUITAINE MECA)	15 000,00	7 000,00
FOOTBALL CLUB DE LA PRESSE BORDELAISE - FCPB	0,00	345,00
FOOTBALL CLUB DES GIRONDINS DE BORDEAUX - FCGB	70 080,00	278,00
FOOTBALL CLUB LE BON JOUET	0,00	286,00
FOOTBALL CLUB NOBI NOBI	0,00	210,00
FOOTBALL-CLUB BORDEAUX OCEAN	0,00	22,00
FORCE FEMMES	0,00	3 153,90
FORUM EVENTS	800,00	0,00
FOYER FRATERNEL	575 021,00	1 137,38
FOYER SOCIO EDUCATIF (FSE) "HORTICOOOL"	7 000,00	0,00
FOYER SOCIO-EDUCATIF DU COLLEGE ALIENOR-D'AQUITAINE DE CASTILLON-LA-BATAILLE	0,00	108,00
FRANCE ACTIVE AQUITAINE	8 000,00	0,00
FRANCE AMERIQUE LATINE COMITE BORDEAUX GIRONDE - FAL 33	1 000,00	1 072,00
FRANCE BENEVOLAT BORDEAUX GIRONDE (FBBG)	1 500,00	66,00
FRANCE MEDIATION RESEAU D'ACTEURS DE LA MEDIATION SOCIALE	0,00	151,00
FRANCE PARKINSON	0,00	338,56
FREEFIT CONCEPT - BORDEAUX	0,00	20,00
FUZZ CORPORATION	12 000,00	0,00
GARGANTUA	30 000,00	22 753,77
GAR'Ô BIO	0,00	36,00
GAULOT COLINE	4 000,00	0,00
GAYTE DE CHOEUR	4 500,00	0,00
GEM "LES NEUROFESTIFS 33"	4 000,00	33,00
GENERATION AVANT-GARDE	2 000,00	0,00
GENERATIONS TAUZIN	0,00	286,10
GIPREB - GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC REUSSITE EDUCATIVE DE BORDEAUX	35 000,00	0,00
GIRONDE ROUMANIE ECHANGES ET CULTURE	0,00	111,00
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	167 195,00	109 526,24
GLOB THEATRE	171 000,00	3 286,19
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	539 974,00	4 013,55
GRAIN DE CAFE	0,00	33,00
GRAINES DE SOLIDARITE	0,00	3 490,63
GRAND PARC PISTOLETTO	3 000,00	0,00
GRANDIR ENSEMBLE	4 750,00	0,00
GREEN MARKET BORDEAUX	0,00	802,38
GROUPE 33	3 000,00	0,00
GROUPE ANAMORPHOSE	10 000,00	0,00
GROUPE D'ACCOMPAGNEMENTS ET DE LOISIRS ADAPTES - GALA	500,00	0,00
GROUPE D'AIDE PSYCHOLOGIQUE ET SOCIALE COORDINATION DES PARCOURS DE SANTE (GAPS - CPS)	0,00	335,00
GROUPE DES CINQ	3 500,00	138,90
GROUPE KEDGE BUSINESS SCHOOL	0,00	1 740,60
GROUPE NATIONAL DE SURVEILLANCE DES ARBRES GNSA	0,00	102,59
GROUPE SOS SOLIDARITES	0,00	1 782,00
GROUPE VOCAL ARPEGE DE BORDEAUX	2 500,00	57,00
GROUPEMENT DES PORTE-DRAPEAUX DE LA ZONE DEFENSE SUD-OUEST "AQUITAINE"	1 200,00	0,00
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC BORDEAUX METROPOLE MEDIATION (GIP B2M)	339 000,00	0,00
GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES HANDICAPES PHYSIQUES D'AQUITAINE - GIHP AQUITAINE	2 000,00	0,00
GUYENNE HANDI-NAGES	15 000,00	10 799,34
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE BORDEAUX BASTIDE	1 500,00	5 499,00
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE CHAUFFOUR	0,00	1 512,00
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE LESCURE	0,00	7 380,00
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE PERGOLA STEHELIN	0,00	9 082,00
HALTE 33	0,00	30,00
HALTE A L'OBSOLESCENCE PROGRAMMEE (HOP)	5 000,00	0,00
HAND TO HAND	2 250,00	0,00
HANDI CAP NOUVELLE AQUITAINE (HCNA)	1 500,00	0,00
HANDIC'APTITUDE	0,00	18,00
HARMONIE STRETCH ET DETENTE	0,00	1 606,00
H'NORD, ASSOCIATION POUR UNE COOPERATIVE D'HABITANTS A BORDEAUX-DUPATY	0,00	97,00
HOCKEY GARONNE SPORT	5 000,00	5 493,00
HUO	0,00	260,00
HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES (HSF)	0,00	17,00
I.BOAT	0,00	3 500,00
ICRONOS ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM ARCHEOLOGIQUE	0,00	34,00
IDEALS THEATRE	1 000,00	0,00
IDI - INTERACTION D'IDEES	6 500,00	0,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
IKIGAI - L'ECOLE DU SAMEDI	13 000,00	0,00
IKOS	10 000,00	0,00
ILOT DES MOTS	0,00	3 600,00
IMAGINA MUSIC	1 500,00	612,00
IMPACT SUMMIT	15 000,00	7 092,00
IMPACTS 33	280,00	67 729,50
IMPULSIONS ARTISTIQUES	0,00	91,00
INCROYABLES COMESTIBLES BORDEAUX	0,00	185,00
INCUBATEUR POUR LES ENTREPRENEURES INNOVANTES EN NOUVELLE-AQUITAINE	21 000,00	0,00
INFODROITS	12 000,00	0,00
INITIATIVE BORDEAUX MUNICH	1 500,00	154,94
INNER WHEEL CLUB DE BORDEAUX	0,00	318,00
INSTANCE REGIONALE D'EDUCATION ET DE PROMOTION DE LA SANTE NOUVELLE-AQUITAINE (IREPS NOUVELLE-AQUITAINE)	0,00	130,00
INSTANT SOPHRO	0,00	18,00
INSTITUT DES AFRIQUES	8 500,00	84,00
INSTITUT DON BOSCO	19 535,00	1 836,00
INSTITUT FRANCAIS	25 000,00	0,00
INSTITUT TELEMAQUE	3 500,00	0,00
INSTITUTION REGIONALE DES SOURDS ET AVEUGLES - IRSA	0,00	163,98
INTERLUDE	487 150,00	83 436,57
INVEST IN BORDEAUX	54 775,00	0,00
ITINERAIRES DES PHOTOGRAPHES VOYAGEURS	16 000,00	18 550,00
JEANNE SIMONE	15 000,00	0,00
JEUNE ACADEMIE VOCALE D'AQUITAINE (- JAVA)	2 000,00	330,64
JEUNE BALLET D'AQUITAINE	0,00	5 246,88
JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE BORDEAUX (JCEB)	2 000,00	0,00
JEUNES SCIENCE BORDEAUX	15 943,00	31 440,00
JIN GANG - GARDIEN CELESTE BORDEAUX	0,00	240,00
JSA BORDEAUX METROPOLE BASKET	212 000,00	0,00
JUDO-CLUB GIRONDIN OMNISPORTS	0,00	9 927,00
JUSQU'A L'AUBE	5 000,00	0,00
KAIRINOS	1 500,00	0,00
KALEIDOSCOPE	0,00	533,17
KALEIDOSCOPE LABORATOIRE CULTUREL	8 300,00	0,00
KHAJU ALUMNI - ASSOCIATION DES ANCIENS ELEVES DES CLASSES PREPARATOIRES LITTERAIRES DU LYCEE CAMILLE JULLIAN DE BORDEAUX	0,00	12,00
KILOMBO KINTWADI	0,00	17,00
KINE PILATES BORDEAUX	0,00	84,00
KJ ENTRECHATS	0,00	226,00
KLAUS COMPAGNIE	7 800,00	0,00
KULTOURAL	1 000,00	0,00
KUNG-FU WUSHU ACADEMIE (KFWA)	0,00	2 772,00
KYLE'S PROD. (KP)	0,00	30,00
LA BOITE A JOUER	5 000,00	170,90
LA BOITE A SEL	13 000,00	0,00
LA BOITE DE OUF	0,00	2 659,48
LA CABANE A GRATTER	2 100,00	1 427,28
LA CASE	18 500,00	0,00
LA CIGUE	0,00	432,00
LA CLAMEUR, PODCAST SOCIAL CLUB	2 000,00	66,00
LA CLE DES ONDES	1 500,00	0,00
LA CLÉ DU QUAI	0,00	70,00
LA CLOCHE	11 500,00	527,00
LA COLLECTIVE	3 000,00	0,00
LA COMA	21 000,00	0,00
LA COMPAGNIE "LES FOUS DE LA RAMPE"	0,00	480,00
LA COMPAGNIE "SAUVE QUI PEUT !"	0,00	384,00
LA COMPAGNIE BOUGRELAS	4 750,00	0,00
LA COMPAGNIE DES FIGURES	10 000,00	0,00
LA COMPAGNIE DES PETITES SECOUSSES	1 900,00	663,96
LA COMPAGNIE DU REFECTOIRE - THEATRE D'ECHANGES INTERNATIONAUX	3 000,00	0,00
LA COMPAGNIE DU SUR SAUT	0,00	247,00
LA CONSIGNE BORDELAISE	5 000,00	126,00
LA CRAVATE SOLIDAIRE BORDEAUX	3 500,00	0,00
LA DEMEURE HISTORIQUE	0,00	132,90
LA FABRIQUE POLA	35 000,00	2 931,48
LA FABRIQUE SPINOZA	0,00	12,00
LA FERME DU LAPIN BLEU	3 000,00	0,00
LA FLAMBEE	3 000,00	0,00
LA FLECHE DE BORDEAUX	8 840,00	106 312,00
LA FUMAINERIE	17 100,00	0,00
LA GRANDE CAUSERIE	7 000,00	0,00
LA GROSSE SITUATION	5 000,00	0,00
LA HALLE DES DOUVES	98 000,00	3 412,00
LA KAHUTABAM	0,00	0,00
LA LIBERTE VOCALE	0,00	68,00
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - FEDERATION OEUVRES LAIQUES DE LA GIRONDE	0,00	891,00
LA MAISON DE NOLAN ET DES FAMILLES	30 000,00	0,00
LA MAISON DE SOI	0,00	200,00
LA MAISON D'ELISABETH	4 500,00	33,00
LA MAISON DES FAMILLES DE BORDEAUX	15 650,00	1 803,56
LA MAISON DU PEROU ET AMERIQUE LATINE	2 300,00	0,00
LA MECANIQUE GENERALE	5 000,00	0,00
LA MEMOIRE DE BORDEAUX METROPOLE	31 000,00	26 247,35
LA MIEL	3 500,00	0,00
LA NAIN ROUGE	8 000,00	32,00
LA PANGEE	0,00	1 635,82
LA PETITE COMMUNE	0,00	33,00
LA PETITE SOEUR	31 500,00	0,00
LA PLUME ET L'OREILLE	0,00	24,00
LA POLKA	12 000,00	0,00
LA PORTE OUVERTE DE BORDEAUX	3 000,00	0,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
LA PREVENTION ROUTIERE	1 500,00	5 260,22
LA REVERB'	7 500,00	3 177,08
LA RONDE DES QUARTIERS DE BORDEAUX	42 000,00	6 323,93
LA RUCHE DEVELOPPEMENT	5 000,00	0,00
LA SILENCIEUSE	0,00	17,00
LA SOCIETALE DE BORDEAUX	0,00	1 157,00
LA SOLITUDE	0,00	726,02
LA TIERCE	7 100,00	0,00
LA TRAVERSEE	2 700,00	0,00
LA TROISIEME PORTE A GAUCHE	6 000,00	800,00
LA TROUPE SECRETE	0,00	559,00
LA VIE DES SENS	0,00	33,00
LABBE BORIS	0,00	0,00
LABE'ART	0,00	1 562,60
LABEL MACHINE BORDELAISE	3 000,00	6 176,46
LAB'ELLE COMPAGNIE ISABELLE CHEVEAU	0,00	33,00
LAC II SPORTS SCOLAIRES	1 737,00	0,00
L'ACADEMIE DES RUCHES	8 500,00	0,00
L'ADAPT	0,00	621,00
L'AGENCE CREATIVE	7 295,00	7 480,00
L'AGENCE DE GEOGRAPHIE AFFECTIVE	9 000,00	0,00
LAGON NOIR	3 500,00	0,00
L'AIGLON CENTRE DE JEUNESSE	7 480,00	0,00
L'ALTER-CULTURELLE	6 000,00	71,00
L'AMICALE DES CHINOIS DU SUD-OUEST (ADCSO)	0,00	1 745,64
LANGUES EN SCENE	1 840,00	0,00
L'ANNEXE	5 000,00	700,00
L'ASSOCIATION DE COOPERATION POUR LE LOGEMENT DES ETUDIANTS DE FRANCE - L'ACLEF	5 000,00	0,00
L'ASSOCIATION DE DEFENSE DES DROITS DES ACCIDENTES ET HANDICAPES - ADDAH 33	1 500,00	0,00
L'ASSOCIATION DE LA REVUE	0,00	1 490,00
L'ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DU NUMERIQUE EN AQUITAINE - AQUINUM	10 000,00	11 434,80
L'ATELIER BUDGETAIRE	0,00	60,00
L'ATELIER DES BAINS DOUCHES	14 000,00	0,00
L'ATELIER REMUMENAGE	25 000,00	8 927,00
L'ATEUL	0,00	462,12
LATINO MEX BORDEAUX	1 200,00	3 729,47
LAXMI GIRONDE	0,00	384,50
LAZARE	0,00	37 520,00
L'BURN	11 000,00	0,00
LE 4 DE BORDEAUX	6 300,00	6 837,41
LE BOCAL LOCAL	22 000,00	0,00
LE CAMP DE BASE	8 000,00	0,00
LE CANNELE D'ADRESSES	0,00	1 774,50
LE CHOEUR DES ECLUSES	1 000,00	409,00
LE COLLECTIF LES BATARDS DORES	3 000,00	0,00
LE COURRIER DE BOVET	500,00	0,00
LE CRIF BORDEAUX - AQUITAINE (CONSEIL REPRESENTATIF DES INSTITUTIONS JUIVES DE FRANCE - DELEGATION BORDEAUX AQUITAINE)	3 000,00	0,00
LE DIRE AUTREMENT	1 800,00	0,00
LE FESTIN	5 000,00	0,00
LE FRIIX CLUB	0,00	1 600,00
LE GARAGE MODERNE ATELIERS ASSOCIATIFS	54 560,00	5 213,28
LE GIROFARD	26 500,00	16 243,26
LE GRAND INCENDIE	0,00	46,00
LE KFE DES FAMILLES	26 000,00	2 550,16
LE LABO DE L'ESS	10 000,00	0,00
LE LABO DES CULTURES	1 100,00	33,00
LE LABO DES HISTOIRES	0,00	1 483,00
LE LABO PHOTO	4 000,00	0,00
LE LEVAIN HABITATS JEUNES SIMONE NOAILLES	2 000,00	0,00
LE LIVRE VERT	0,00	718,46
LE MERIDIEN BORDEAUX	0,00	4 536,00
LE NOM LIEU	1 000,00	0,00
LE PAIN DE L'AMITIE	0,00	6 841,12
LE PETIT INSTITUT DE CHINE : ECOLE D'ARTS MARTIAUX ET CULTURE CHINOISE	0,00	1 440,00
LE PETIT PARC	5 000,00	0,00
LE PLI	4 000,00	0,00
LE POEME EN VOLUME	3 000,00	0,00
LE POQUELIN THEATRE	3 000,00	1 752,25
LE SPORTING-CLUB DE LA BASTIDIENNE	22 500,00	41 601,00
LE TAUZIN	501 542,84	127 642,02
LE THEATRE DE LA RENCONTRE SCENIQUE	0,00	1 516,00
LE TRAIN LA SAUVE (LTLs)	5 000,00	0,00
L'ENTRAIDE PHILOSOPHIQUE	0,00	300,00
LEPETITCLUB	0,00	0,00
L'EPICERIE	30 000,00	397,00
LES 13 LUNES	3 000,00	0,00
LES AMIS DE L'HISTOIRE ET DES TECHNIQUES DE L'IMPRIMERIE - AMHITEIM	0,00	26 136,00
LES AMIS DE L'UTOPIA BORDEAUX	1 900,00	335,02
LES AMIS DE MAMIE MIJOTE	2 000,00	0,00
LES AMIS DU LIVRE ANCIEN ET MODERNE (ALAM)	0,00	2 360,33
LES ARAIGNEES PHILOSOPHES	0,00	35,00
LES ARCHERS DE GUYENNE	1 300,00	525,30
LES ATELIERS DU CERCLE	0,00	136,00
LES AUTRUCHES UTOPISTES	0,00	335,00
LES BASKETS ROSES	0,00	3 545,04
LES BLOUSES ROSES - ANIMATION LOISIRS A L'HOPITAL COMITE DE BORDEAUX	700,00	0,00
LES BONS PLANTS	800,00	0,00
LES BORDELUCHES	0,00	758,00
LES CAPRICES DE MARIANNE	8 000,00	0,00
LES CLOWNS STETHOSCOPES	1 200,00	169,00
LES COMPAGNONS DE PIERRE MENARD	4 000,00	0,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
LES CONCILIEURS DE JUSTICE DE LA COUR D'APPEL DE BORDEAUX SECTION NATIONALE DES CONCILIEURS DE FRANCE	500,00	0,00
LES COQS ROUGES	318 880,00	153 370,68
LES EMOBINES	3 500,00	0,00
LES FEES PAILLONS	5 000,00	0,00
LES FILMS DU PANGOLIN	0,00	33,00
LES FRUITS DE LA TERRE COOPERATIVE	0,00	0,00
LES FUTS DE TAUZIN	0,00	0,00
LES GARDIENNES DE LA TERRE	0,00	93,00
LES GIRONDINS DE BORDEAUX	102 000,00	181 206,79
LES GRATUITS GIRONDE SOLIDARITE	0,00	9 607,82
LES IMPROVISATEURS ANONYMES	0,00	136,00
LES JEUNES DE SAINT AUGUSTIN - JSA	901 931,00	498 796,30
LES LEOPARDS DE GUYENNE	10 000,00	13 122,00
LES MAINS POUR LE DIRE	7 400,00	0,00
LES MAQUISARDS	0,00	33,00
LES MARINS DE LA LUNE	0,00	351,00
LES ORCHIDEES ROUGES	13 000,00	183,00
LES PARENTS DE CAUDERAN	205 000,00	19 392,00
LES PETITS DEBROUILLARDS NOUVELLE-AQUITAINE SUD	37 000,00	264,00
LES PETITS FRERES DES PAUVRES	7 000,00	0,00
LES PETITS FRERES DES PAUVRES DE BORDEAUX	0,00	218,90
LES PTITS GRATTEURS	8 500,00	7 298,51
LES REJETONS DE LA REINE	4 000,00	0,00
LES REQUINS MARTEAUX	2 000,00	0,00
LES SALINIERS	0,00	231,00
LES SCHINI'S	0,00	1 560,00
LES SOUFFLEURS DE NUAGES	0,00	0,00
LES SURPRISES	10 000,00	462,91
LES THEATREUX ANONYMES ZEBRES	800,00	1 101,00
LES TRAVERSEES LYRIQUES	0,00	227,00
LES VAILLANTS DE SAINT SEURIN	0,00	139,50
LES VIVRES DE L'ART	8 000,00	24 779,50
LES VOLETS ROUGES	2 200,00	0,00
L'ESPRIT DU PIANO	0,00	7 183,23
L'ESPRIT GAMBETTA	0,00	18,00
L'ESQUIVE	0,00	876,00
L'ESSAIM THEATRE D'IMPROVISATION	0,00	741,00
LETTRES DU MONDE	11 500,00	4 605,48
L'EXTRA THEATRE	0,00	130,00
LIBRE VUE	3 000,00	0,00
LIGUE FRANCAISE POUR LA DEFENSE DES DROITS DE L'HOMME ET DU CITOYEN - LDH	0,00	66,00
LIGUE FRANCAISE PROTECTION OISEAUX	1 500,00	0,00
LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISEMITISME - SECTION BORDEAUX & GIRONDE - LICRA	8 000,00	0,00
LIGUE NOUVELLE-AQUITAINE DE TENNIS DE TABLE	0,00	18 210,12
LIONS CLUB BORDEAUX SAINT AUGUSTIN	0,00	6 567,09
LIONS CLUB BORDEAUX TOURNY	0,00	407,10
LIONS CLUB BORDEAUX-EUROPE - DISTRICT 103 SUD-OUEST	0,00	3 196,00
LIONS CLUB DE BORDEAUX CAUDERAN	0,00	436,18
LIONS CLUB INTERNATIONAL DISTRICT 103 SUD-OUEST	1 000,00	0,00
LIONS-CLUB BORDEAUX-MASCARET	0,00	146,16
LO TALHIER - ATELIER MUSIQUE ET DANSE TRADITIONNELLES DE BORDEAUX-CAUDERAN	0,00	386,00
LOCAL'ATTITUDE : DU JARDIN A L'EPICERIE	12 000,00	34,00
L'OPERA PAGAI	20 000,00	0,00
L'ORANGEADE	12 000,00	1 746,24
L'OREE	2 000,00	18,00
LOS BORDELES	3 500,00	948,01
LOS TREINTA Y TRES	0,00	92,70
L'OSTAU OCCITAN (SECTION DE L'INSTITUT D'ETUDES OCCITANES POUR LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE)	0,00	1 463,27
L'OUTIL EN MAIN DE LA GIRONDE, ATELIERS DE BORDEAUX METROPOLE	1 000,00	0,00
L'OUVRE-BOITE	2 000,00	0,00
LUCILANN	205 000,00	0,00
LUDOSENS	5 000,00	0,00
LUMINEUX	0,00	33,00
LYCEE GENERAL ET TECHNOLOGIQUE CAMILLE JULLIAN	5 000,00	0,00
MA COMPAGNIE	5 000,00	0,00
MACCABI SPORTS DE BORDEAUX	0,00	678,00
MACLA	1 200,00	3 011,52
MAGNETOGRAMMES ASSOCIATION	0,00	91,00
MAINTIEN DE LA TRADITION DE DAGPO DRATSANG - MTDD	0,00	562,40
MAISONS, UNION DES COACHS PROFESSIONNELS CERTIFIES D'ETAT	0,00	41,00
MAISON BASQUE DE BORDEAUX - BORDALEKO EUSKAL ETXEA	0,00	690,80
MAISON D'ACCUEIL ET D'INFORMATION 33 - MAI 33	300,00	0,00
MAISON DE LA NATURE ET DE L'ENVIRONNEMENT BORDEAUX-AQUITAINE	0,00	33 221,00
MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE DE BORDEAUX	702 845,00	609,00
MAISON DE L'EUROPE BORDEAUX-AQUITAINE (MEBA)	43 700,00	42 380,00
MAISON DE L'INITIATIVE ET DE L'ENTREPRENEURIAT (MIE)	12 000,00	0,00
MAISON DES ADOLESCENTS DE LA GIRONDE (MDA 33)	15 839,17	16 560,83
MAISON DES FEMMES DE BORDEAUX	17 000,00	1 949,00
MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE CENTRE DE LOISIRS DES DEUX VILLES - MJC CL2V	155 000,00	0,00
MAISON DES LYCEENS TREGUY	1 500,00	0,00
MAISON DU CERVEAU	0,00	716,00
MAISON DU DIABETE, DE LA NUTRITION, DE L'OBESITE ET DES RISQUES CARDIOVASCULAIRES	4 400,00	153,00
MAISON MOLDAVE FRANCE SUD- OUEST	0,00	227,00
MAISON PROTESTANTE DE RETRAITE	0,00	0,00
MAITRISE DE BORDEAUX	7 000,00	0,00
MAMAN? TU ES BELLE !	1 000,00	3 159,00
MANA	20 500,00	5 826,00
MANDORA	1 000,00	17 954,95
MANTA PLONGEE	0,00	2 498,16
MARIE CURRY	11 000,00	0,00
MARTRIOSHKA	0,00	205,92
MASCARETS	8 000,00	1 776,77

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
MAUGENDRE CLAIRE	0,00	0,00
MECANIQUE SANS FRONTIERES	1 000,00	0,00
MEDECINS DU MONDE	0,00	562,00
MEDIATHEQUE DES MALADES DES HOPITAUX DE BORDEAUX	5 000,00	17,00
MEDIATION INTERCULTURELLE EN MILIEUX MEDICAL ET SOCIAL INTERPRETIARIAT	0,00	36,00
MEGAPHONE BACALAN	11 000,00	0,00
MEMOIRES ET PARTAGES	3 500,00	2 878,69
MENSA GRAND-AQUITAINE	0,00	54,00
MERAKI TRIBAL	0,00	240,00
METRO DE BORDEAUX	0,00	187,00
MEUSNIER NICOLAS	3 000,00	0,00
MIGRATIONS-MEDIATIONS CULTURELLES AQUITAINE AFRIQUES - MC2A	26 000,00	30 214,86
MILIEUX SENSIBLES	0,00	138,00
MINE DE RIEN	0,00	4 712,22
MISSION LOCALE BORDEAUX AVENIR JEUNES	524 000,00	101 953,66
MON BONHEUR A MOI	1 400,00	0,00
MONARCH INTELLIGENCE	0,00	356,00
MONNOIS DIMITRI	0,00	0,00
MONSIEUR ALEXANDRE DUPEYRON	0,00	4 424,25
MONTS ET MERVEILLES	3 000,00	0,00
MOTO CLUB HEXAGON 33	0,00	9 920,00
MOURON SOPHIE	4 000,00	0,00
MOUVEMENT ATD QUART MONDE	0,00	17 841,42
MOUVEMENT ETUDIANT REPUBLICAIN POUR LE DEBAT ET L'ENGAGEMENT	1 680,00	0,00
MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL - ASSOCIATION DEPARTEMENTALE DE LA GIRONDE	12 300,00	33,00
MOUVEMENT NATIONAL LE CRI	7 000,00	156,00
MOUVEMENT VIE LIBRE	700,00	228,00
MUNDART	0,00	1 584,00
MUNOZ LANDRY	3 000,00	0,00
MUSIC'S COOL	0,00	3 652,00
MUSIQUES DE NUIT - DIFFUSION	33 000,00	1 849,90
MYL'ASANA YOGA	0,00	220,00
N@LIVH NOUVELLE AQUITAINE ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LES IST, LE VIH ET LES HEPATITES	1 000,00	0,00
NA !	0,00	66,00
N'A OU'1 OEIL	11 000,00	0,00
NACAO PALMARES BORDELAISE	0,00	1 449,00
NEELA CHANDRA	0,00	1 117,65
NEW BASKET ATTITUDE	11 550,00	53 590,50
NIRE LAGUNA THOMAS	0,00	5 249,75
NOS INFLUENCES ARTISTIQUES	0,00	817,98
NOTRE ITALIE	0,00	1 059,10
NOTRE-DAME DES BARRAILS	0,00	215,46
NOUVEAUX CYCLES	2 500,00	0,00
NOUVEL EDITORIAL (NE)	1 000,00	0,00
NOUVELLE DONNE	0,00	339,00
NOUVELLES TRACES	0,00	240,00
NUAGE BLEU	141 000,00	0,00
NVL/CRALEJ - NOUS VOULONS LIRE !/CENTRE DE RECHERCHE ET DE RESSOURCES AQUITAINE DU LIVRE, DE LA LECTURE ET DE LA LITTERATURE D'ENFANCE ET DE JEUNESSE	0,00	9 292,00
O COLETIVO	0,00	2 265,82
O SOL DE PORTUGAL	22 184,00	4 960,75
OFFICE AQUITAINE DE RECHERCHES, D'ETUDES, D'INFORMATION ET DE LIAISON SUR LES PROBLEMES DES PERSONNES AGEES - OAREIL	200,00	63 672,00
OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRES DE BORDEAUX METROPOLE	150 000,00	21 000,00
OGEC LYCEE TECHNIQUE BEL ORME	155 000,00	0,00
OH MY BIO! LOCALEMENT BON	0,00	549,38
OKIWI	0,00	48,00
OLA	5 000,00	0,00
OPERA NATIONAL DE BORDEAUX	16 641 900,00	0,00
O'PTIMOMES LOISIRS	455 779,60	1 755,00
ORGAN PHANTOM	7 690,00	3 613,04
ORIENTATION ET REEDUCATION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS DE LA GIRONDE - OREAG	0,00	5 738,40
ORIGAMI	3 000,00	0,00
OSONS, ICI ET MAINTENANT (OIM)	0,00	174,00
OUVRE LE CHIEN (DANS L'IMMEDIAT)	24 000,00	0,00
OVALE CITOYEN	0,00	6 163,00
OXFAM FRANCE	0,00	379,90
OZIMAGES	2 500,00	0,00
PALLIAQUITAINE	0,00	872,34
PANAFRICA, LA SOLIDARITE A COEUR	0,00	33,00
PARALLELES ATTITUDES DIFFUSION - ROCKSCHOOL	224 000,00	4 275,93
PARRAINAGE 33	3 500,00	1 360,00
PARTAGE BORDEAUX GIRONDE	0,00	33,00
PATRONAGE DU GROUPE SCOLAIRE LAIQUE CAZEMAJOR-YSER	0,00	219,18
PAUL LES OISEAUX	20 000,00	0,00
PENA MADRIDISTA DE BORDEAUX	0,00	797,50
PEPITES	5 000,00	0,00
PERES & FILS RUGBY 33	0,00	2 940,00
PERMACULTURE EN GIRONDE - PEG33	1 100,00	0,00
PETANQUE BACALANAISE	0,00	6 642,26
PETANQUE CLUB EMILE COMBES	0,00	2 732,28
PETANQUE-CLUB DES TROIS	0,00	583,05
PETRONILLE, PATRIMOINE ET DECOUVERTE	6 000,00	6 174,00
PHENIX DE BELCIER	0,00	7 520,00
PHENIX ECOUTE ET PAROLES	2 500,00	5 040,00
PHILOSOPHERES	4 000,00	628,78
PHONOTUS	0,00	115,33
PHOTO CLUB DE BORDEAUX	0,00	2 997,66
PICTUR'ART	0,00	36,00
PIC'VERRE	3 000,00	0,00
PLACE AUX JARDINS	6 000,00	0,00
PLASTIC ODYSSEY COMMUNITY	0,00	968,92
POINT DE FUITE	6 000,00	634,09

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
POINT RENCONTRE DE BORDEAUX METROPOLE	1 000,00	0,00
POLE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE DE BORDEAUX AQUITAINE - PESMD	0,00	418 334,00
POLE LOCAL D'ANIMATIONS ET DE TRANSITIONS PAR L'AGRICULTURE URBAINE (PLATAU)	0,00	33,00
POLE MAGNETIC	5 200,00	0,00
POLIFONIA ELIANE LAVAIL	0,00	260,17
PRATIKABLE	1 500,00	0,00
PRECOEURITE	450,00	0,00
PRESERVONS LESCURE	0,00	124,86
PRISME	0,00	10 897,80
PRO BONO LAB	5 000,00	0,00
PROF'APA	0,00	1 062,00
PROMO-FEMMES SAINT MICHEL	40 000,00	25 734,63
PROXIMA CENTAURI	10 000,00	520,00
PROXITE	2 000,00	0,00
PSYHOPE	2 500,00	12,00
P'TIT BOUT'CHOU	567 000,00	0,00
QIGONG ATTITUDE	0,00	76,00
QUATUORS A BORDEAUX	20 000,00	1 107,18
QUEYSSI LAURENT	0,00	0,00
RACING CLUB DE BORDEAUX METROPOLE	23 380,00	27 210,33
RAGNAROCK	0,00	200,00
RAGNAROCK COMBAT	0,00	512,00
RECUP'R	17 405,00	33,00
REGARD 9 - AGENCE METROPOLITAINE DE LA BANDE DESSINEE	20 000,00	16 650,00
REGIE DE QUARTIER HABITER BACALAN	72 440,00	226,00
RELAIS AMICAL MALAKOFF MEDERIC BORDEAUX AQUITAINE	0,00	226,00
RENAISSANCE DE L'ORGUE A BORDEAUX	6 000,00	0,00
RESEAU ENTREPRENDRE AQUITAINE	10 000,00	0,00
RESEAU FRANCAIS DES ETUDIANTS POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE - REFEDD	3 000,00	0,00
RESEAU MOM'ARTRE	7 220,00	0,00
RESEAU NATIONAL DES PROFESSIONNELS DE LA SOPHROLOGIE EXISTENTIELLE	0,00	45,00
RESEAU PAUL BERT CENTRE SOCIAL ET CULTUREL	150 000,00	0,00
RESEAU UNIVERSITAIRE BORDELAIS POUR L'ACCUEIL ET L'INSERTION DES MIGRANT-E-S ET DES EXILE-E-S (RESEAU UNIVERSITAIRE AIME)	0,00	33,00
RESISTANCE GABONAISE DE BORDEAUX (RG33)	0,00	24,00
RESTAURANTS DU COEUR - RELAIS DU COEUR DE LA GIRONDE	0,00	24 086,95
RESTONS CALMES ! (DANS LA DIGNITE)	0,00	5 195,48
REVIE (REVALORISATION - INSERTION - EMPLOI)	0,00	339,00
RHENANIE RUHR ET TYROL - FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS DES FORCES FRANCAISES EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE - 207EME SECTION DE LA GIRONDE (FNAFFAA)	500,00	0,00
RICOCHET SONORE	13 000,00	0,00
RIERE CLEMENT	0,00	0,00
RIVE GAUCHE	800,00	0,00
ROSALIE BUS BORDEAUX	5 000,00	0,00
ROSE ATTITUDE BORDEAUX	0,00	2 545,78
ROSE UP	5 000,00	0,00
ROTARY-CLUB BORDEAUX MONTAIGNE	0,00	3 900,05
RUE BOUFFARD ASSOCIATION DES COMMERCANTS	2 667,60	0,00
RUELLE (RELAIS URBAIN D'ECHANGES ET DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION)	8 000,00	66,00
RUGBYTOTS	0,00	1 404,00
RYTHMES & CIE - CENTRE DE DANSES ET MUSIQUES APPLIQUEES	2 000,00	0,00
SAINT AUGUSTIN 2015	2 602,00	4 801,44
SARAH (HABITAT POUR ACTIFS ET RETRAITES, AUTONOMES ET SOLIDAIRES)	0,00	60,00
SARASA	0,00	260,00
SASP BOXERS DE BORDEAUX	280 000,00	0,00
SASP UNION BORDEAUX BEGLÉS	450 000,00	882,00
SAVATE BOXE FRANCAISE DE BORDEAUX - SBFB	2 000,00	12 771,00
SAVEURS QUOTIDIENNES	11 000,00	458,00
SCHELFOUT SOULIMAN	0,00	0,00
SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE	0,00	34 062,17
SE CANTO BASTIDE	0,00	1 086,00
SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE (DELEGATION DE LA GIRONDE)	1 000,00	4 800,00
SECUCAF BORDEAUX FOOTBALL D'ENTREPRISE	0,00	2 368,00
SEMER LE DOUTE	80 000,00	24 544,03
SIDACTION	0,00	3 500,00
SING OUT	2 500,00	0,00
SIVU (RESTAURATION COLLECTIVE BORDEAUX-MERIGNAC)	482 144,00	0,00
SLOT RACING CLUB DE BORDEAUX - SRCB	0,00	1 620,00
SLOWFEST	10 000,00	0,00
SMART COMPAGNIE	19 000,00	324,36
SO COOPERATION	0,00	178,00
SO GAMES - NOUVELLE AQUITAINE	3 220,00	0,00
SOCIETE ARCHEOLOGIQUE DE BORDEAUX	17 000,00	0,00
SOCIETE ASTRONOMIQUE DE BORDEAUX	500,00	66,00
SOCIETE BORDELAISE D'AQUARELLE	0,00	1 811,52
SOCIETE DE PHILOSOPHIE DE BORDEAUX	150,00	0,00
SOCIETE DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL - CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GIRONDE	1 000,00	14 587,50
SOCIETE DES AMIS DU MUSEE DES BEAUX-ARTS DE BORDEAUX	0,00	2 278,00
SOCIETE DES BIBLIOPHILES DE GUYENNE	0,00	6 640,00
SOCIETE DES MEILLEURS OUVRIERS DE FRANCE GROUPEMENT DE LA GIRONDE	2 000,00	0,00
SOCIETE D'HORTICULTURE, D'ARBORICULTURE ET DE VITICULTURE DE CAUDERAN	0,00	37 300,00
SOCIETE D'HYGIENE MENTALE D'AQUITAINE (SOCIETE DE CROIX-MARINE)	0,00	1 841,75
SOCIETE NATIONALE D'ENTRAIDE DE LA MEDAILLE MILITAIRE - 12EME SECTION DE BORDEAUX (SNEMM)	500,00	0,00
SOCIETE PHILOMATHIQUE DE BORDEAUX	9 000,00	422 320,00
SOCIETE PROTECTRICE DES ANIMAUX - SPA	4 000,00	0,00
SOEURS D'ENCRE BY ROSE TATTOO	0,00	33,00
SOFILM SUMMERCAMP	0,00	230,40
SOLEIL TROMPEUR	0,00	119,29
SOLIDARITE ANAIS JEROME EVENEMENTIEL - SAJE	408,00	0,00
SOLIDARITE ET PROGRES	0,00	24,00
SOLIHA, SOLIDAIRES POUR L'HABITAT, GIRONDE	70 000,00	0,00
SOLINUM	0,00	221,00
SONG LONG BORDEAUX	0,00	3 933,00

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
SOS AMITIE - REGION DE BORDEAUX AQUITAINE	3 000,00	17,00
SOS GLOBI NOUVELLE AQUITAINE	0,00	33,00
SOS MEDITERRANEE FRANCE (SOS MEDITERRANEE)	5 000,00	7 144,00
SOS SUPER MAITRESSE - COACHING SCOLAIRE	0,00	72,00
SOYONS LE CHANGEMENT	12 000,00	0,00
SPORT ADDICT	4 300,00	24 745,50
SPORT FITNESS AVENIR	0,00	734,72
SPORT INITIATIVE ET LOISIR BLEU (SIEL BLEU)	0,00	1 764,00
SPORT, EVOLUTION, ARTS ENERGETIQUES	0,00	68,00
SPORTING CHANTECLER BORDEAUX NORD LE LAC	1 127 831,00	257 922,23
STADE BASTIDE BORDEAUX BENAUGE - S3B	0,00	19 186,02
STADE BORDEAUX ATLANTIQUE - SBA	0,00	17 500,00
STADE BORDELAIS	883 660,00	494 714,95
STOP AUX VIOLENCES SEXUELLES - 33	1 000,00	471,00
STREET DEF RECORDS	9 000,00	0,00
SUCCESS 2 ENERGY	0,00	335,00
SUD-OUEST FORMATION ET RECHERCHE (SOFOR)	1 500,00	243,00
SUR NOS GARDES	3 000,00	40,00
SURF INSERTION	21 500,00	1 500,00
SURFRIDER FOUNDATION EUROPE	0,00	857,24
SWINGTIME BORDEAUX	4 500,00	240,00
TALENTS ET PRODUCTIONS SRL	0,00	17 500,00
TANDIS QUE NOUS COUSONS ...	2 200,00	0,00
TANGO NOMADE	15 000,00	5 634,00
TASHI DELEK BORDEAUX ASSOCIATION GIRONDINE POUR LE TIBET	0,00	18,00
TEDUA	0,00	515,00
TEEN.S.UP	2 500,00	553,88
TENNIS CLUB BORDEAUX BASTIDE	4 720,00	38 245,00
TENNIS CLUB DE BORDEAUX	0,00	11 754,40
TERIYA	0,00	512,00
TERRE DE LIENS AQUITAINE	0,00	105,00
TERRE ET OCEAN	9 000,00	0,00
TERRITOIRES DE LA VOIX	6 000,00	152,00
THE SHINE HUMANITAIRE (TSH)	0,00	66,00
THEATR'ACTION	0,00	1 000,00
THEATRE DU PONT TOURNANT	55 000,00	0,00
THEATRE NATIONAL DE BORDEAUX EN AQUITAINE - TNBA	1 663 814,05	0,00
THEATRE POPULAIRE JOB	8 000,00	0,00
THOTH CIVILISATIONS SANS FRONTIERES	0,00	120,00
TIMELESS BALLET	4 000,00	0,00
TOGETHER 4 AFRICA (T4A)	0,00	66,00
TOMBES DU CIEL	13 000,00	0,00
TONGS ET CURIOSITES	6 000,00	0,00
TOOBORDO	2 000,00	0,00
TOTOÏCHE PROD.	1 500,00	0,00
TOURING PEDESTRE BORDELAIS	0,00	145,00
TOUS AZIMUTS	0,00	2 936,47
TOUT ART FAIRE	3 000,00	102,00
TPLT	8 000,00	408,00
TRADENBAL	700,00	0,00
TRADOBORDELEAU	0,00	165,00
TRAFIC	10 000,00	9 009,76
TRANSFER, ASSOCIATION POUR LE TRANSFERT DE LA METHODE D'INTERVENTION SUR LES OFFRES ET LES DEMANDES, LA FORMATION, L'EVALUATION ET LA RECHERCHE	0,00	612,00
TRANSLATION	2 000,00	0,00
TRIBU D'IMPROVISATION DES POETES ITINERANTS (TIPI)	0,00	836,00
TRISOMIE 21 GIRONDE - GROUPE D'ETUDE POUR L'INSERTION SOCIALE DES PERSONNES PORTEUSES D'UNE TRISOMIE 21 (GEIST 21)	1 000,00	0,00
TROUPE D'IMPROVISATION THEATRALE D'AQUITAINE NOBLE SCENE (TITANS)	0,00	91,00
TUTTI	2 000,00	0,00
UN SOURIRE, UN ESPOIR POUR LA VIE	0,00	7 458,40
UNION ALCOOLIQUES ANONYMES	0,00	480,00
UNION BORDEAUX METROPOLE - UBM	95 000,00	30 645,00
UNION BORDEAUX NORD DES ASSOCIATIONS DE PREVENTION SPECIALISEE - UBAPS	5 000,00	0,00
UNION COOP DE LA PAGE BLANCHE	0,00	693,00
UNION DEPARTEMENTALE DE LA CONFEDERATION SYNDICALE DES FAMILLES DE LA GIRONDE (UDCSF)	2 000,00	0,00
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS DE COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE DE LA GIRONDE (UDAC)	6 500,00	0,00
UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES - UDAF	0,00	368,00
UNION DEPARTEMENTALE DES SOUS-OFFICIERS EN RETRAITE DE LA GIRONDE (UDSOR)	500,00	0,00
UNION DES ASSOCIATIONS MAHORAISES EN GIRONDE	0,00	32,00
UNION GENERALE SPORTIVE DE L'ENSEIGNEMENT LIBRE D'AQUITAINE (UGSEL)	0,00	1 745,90
UNION GIRONDINE DES RETRAITES MILITAIRES, ANCIENS MILITAIRES ET DE LEURS CONJOINTS (URM 33)	0,00	68,00
UNION NATIONALE DES AMIS ET FAMILLES DE MALADES PSYCHIQUES - UNAFAM - DELEGATION GIRONDE	1 000,00	2 392,00
UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS E-GRAINE	5 000,00	0,00
UNION NATIONALE DES AVEUGLES ET DEFICIENTS VISUELS	2 000,00	1 269,00
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE BORDEAUX RIVE-DROITE - UNC	400,00	0,00
UNION NATIONALE DES COMBATTANTS DE BORDEAUX-CAUDERAN-LE BOUSCAT (UNC)	1 000,00	182,00
UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE (UNSS)	0,00	48 342,50
UNION NATIONALE FEDERATION H L M - UNFOHLM	30 000,00	0,00
UNION POUR LE DEVELOPPEMENT DU BUDO - UDB	0,00	2 592,00
UNION REGIONALE DES INGENIEURS ET DES SCIENTIFIQUES D'AQUITAINE - URISA	1 500,00	0,00
UNION SAINT JEAN (USJ)	809 510,00	104 441,60
UNION SAINT-BRUNO	1 638 420,64	827 077,76
UNION SPORTIVE JEUNES DE SAINT-AUGUSTIN - CLUB PYRENEES-AQUITAINE (US JSA-CPA)	17 820,00	38 570,50
UNION SPORTIVE LES CHARTRONS	1 225 109,00	244 683,37
UNION SPORTIVE TALENCE CLUB DE TENNIS	140,00	0,00
UNIS CITE	125 365,00	5 912,22
UNISPHERES - UNS	1 500,00	33,00
UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III	0,00	798,00
UNIVERSITE DE BORDEAUX	9 200,00	80 010,00
UNIVERSITE POPULAIRE DE BORDEAUX - UPB	0,00	992,10
UNIVERSITES CLUB MONTAGNE & UCM	0,00	875,99

NOM DES BENEFICIAIRES	MONTANT DE LA SUBVENTION (NUMERAIRE) en €	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
URBAN VIBRATIONS SCHOOL	32 040,00	5 120,04
USEP BARBEY BORDEAUX	1 000,00	0,00
USEP BORDEAUX	7 000,00	332,50
USEP ELEMENTAIRE FLORNOY	3 591,00	0,00
USEP PAUL LAPIE BORDEAUX	2 016,00	0,00
UTOPIA COLLECTIF CINEMA	3 500,00	0,00
UTOPIK FACTORY	6 000,00	0,00
VA K BAND	0,00	1 462,94
VARIETES CLUB DE BORDEAUX - VCB	0,00	651,75
VELO CITE	11 000,00	6 944,98
VIA LA RUE	0,00	748,80
VIE ET TRAVAIL A BORDEAUX BACALAN	0,00	638,00
VILLA 88	0,00	231,30
VILLA PRIMROSE	69 000,00	12 471,21
V'INSEEC BORDEAUX, VINS ET SPIRITUEUX	0,00	1 101,60
VISIONS PARTAGEES	0,00	132,00
VISITE DES MALADES DANS LES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS DU DEPARTEMENT DE LA GIRONDE - VMEH	0,00	108,00
VIVRE AVEC - SOLIDARITES INTERGENERATIONNELLES	1 500,00	1 773,34
VIVRE LE CANAL	0,00	963,53
VOIE URBAINE	4 000,00	0,00
VOISINAGES	0,00	152,00
VOLPI OLIVIER	0,00	0,00
VONIER SEBASTIEN	4 000,00	0,00
VOVINAM VIET VO DAO - CLUB DE BORDEAUX CHAUFFOUR	0,00	3 312,00
VOVINAM VIET VO DAO CLUB DU GRAND PARC	0,00	580,00
VRAC BORDEAUX METROPOLE (VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN)	5 000,00	0,00
WA TID SAOU ALLONS DANSER	17 030,00	748,00
WALD.CITY	0,00	101,59
WANTED RADIO (WD)	1 000,00	0,00
WEJOB	5 500,00	4 410,62
WELCOME BORDEAUX (RESEAU D'HOSPITALITE POUR DES DEMANDEURS D'ASILE DANS LA REGION DE BORDEAUX)	0,00	12,00
WOUXIA CLAN	0,00	1 224,00
WUNDERSTUDIO	4 000,00	0,00
YAKAFAUCON	33 000,00	1 064,11
YOGA ET YOGA	0,00	51,00
YOGHINY	0,00	6 003,00
ZANSHIN CLUB	0,00	15 093,00
ZEBRA 3	28 000,00	810,87
ZEKI	17 000,00	231,00
ZERO WASTE BORDEAUX	3 000,00	33,00
ZIDRE BURKINA SOLIDARITE	1 000,00	0,00
ZONE FLUO	0,00	2 012,75

IV ANNEXE

ARRETE – SIGNATURES

17. le Maire quitte la séance de 16h04 à 16h05 et ne participe pas au vote

Nombre de membres en exercice : 65

Nombre de membres présents : 58

Nombre de suffrages exprimés : 61 (dont 4 pouvoirs)

VOTES : Pour : 46 (dont 3 pouvoirs)

Contre : 15 (dont 1 pouvoir)

Abstentions : 1

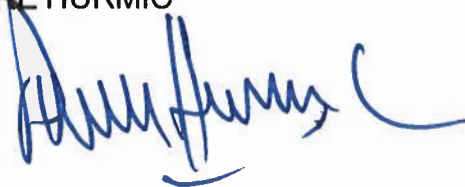
Date de convocation : le 31/05/22

Présenté par le Maire,

A Bordeaux, le 7/06/2022

Le Maire,

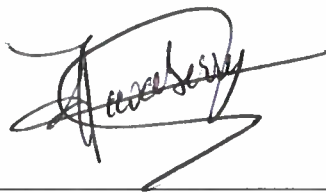
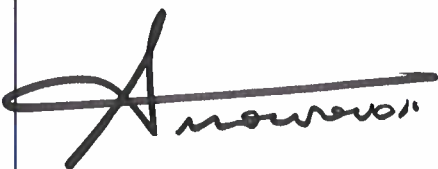
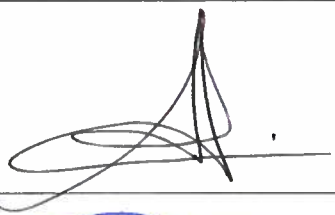

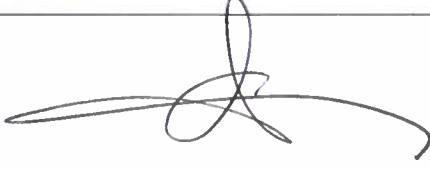


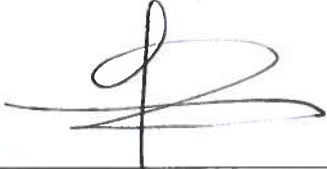

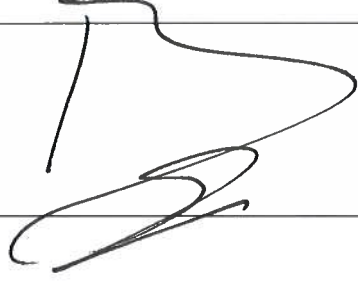
PIERRE HURMIC

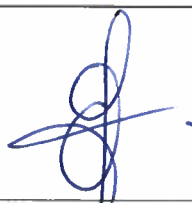

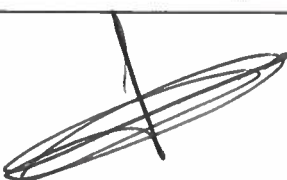


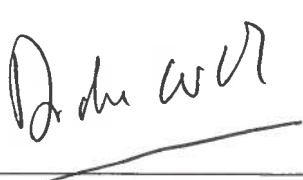

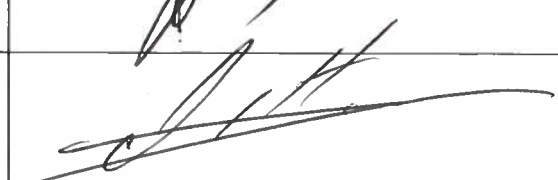
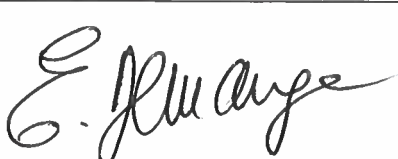









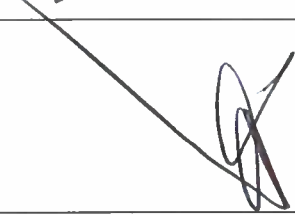
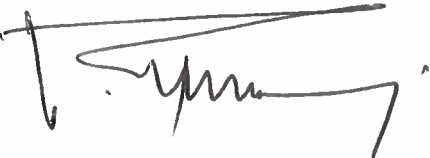
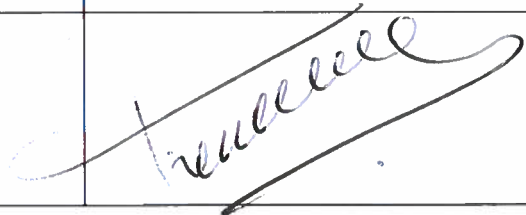
Délibéré par l'assemblée délibérante réunie en session

A Bordeaux, le 7 juin 2022

Les membres du Conseil Municipal,

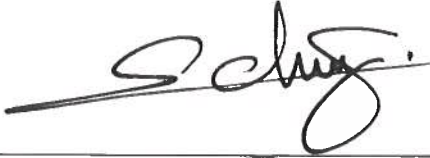
Madame Isabelle ACCOCEBERRY Conseillère Municipale déléguée	
Madame Géraldine AMOUROUX Conseillère Municipale	
Madame Tiphaine ARDOUIN Conseillère Municipale déléguée	
Madame Claudine BICHET Adjointe au Maire	
Monsieur Bernard.G BLANC Adjoint au Maire	
Monsieur Bernard.L BLANC Adjoint au Maire	
Madame Brigitte BLOCH Conseillère Municipale déléguée	
Monsieur Dominique BOUISSON Adjoint au Maire	
Madame Pascale BOUSQUET-PITT Adjointe au Maire	
Monsieur Dimitri BOUTLEUX Adjoint au Maire	


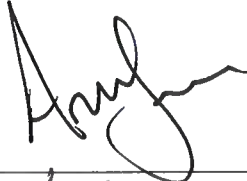
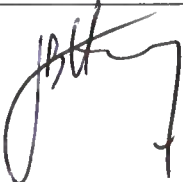
Monsieur Olivier CAZAUX Adjoint au Maire	
Monsieur Thomas CAZENAVE Conseiller Municipal	
Madame Evelyne CERVANTES-DESCUBES Conseillère Municipale	
Monsieur Guillaume CHABAN-DELMAS Conseiller Municipal	
Madame Camille CHOPLIN Adjointe au Maire	
Madame Servane CRUSSIÈRE Conseillère Municipale déléguée	
Monsieur Didier CUGY Conseiller Municipal délégué	
Madame Charlee DA TOS Conseillère Municipale déléguée	
Madame Nathalie DELATTRE Conseillère Municipale	
Madame Eve DEMANGE Conseillère Municipale déléguée	

Madame Myriam ECKERT Conseillère Municipale	
Monsieur Olivier ESCOTS Adjoint au Maire	
Monsieur MARC ETCHEVERRY Conseiller Municipal	
Madame Catherine FABRE Conseillère Municipale	
Madame Anne FAHMY Conseillère Municipale	
Madame Isabelle FAURE Conseillère Municipale déléguée	
Monsieur Marik FETOUH Conseiller Municipal	
Monsieur Francis FEYTOUT Conseiller Municipal délégué	
Monsieur Nicolas FLORIAN Conseiller Municipal	
Madame Françoise FREMY Adjointe au Maire	

Madame Véronique GARCIA Conseillère Municipale déléguée	
Monsieur Maxime GHESQUIERE Conseiller Municipal délégué	
Monsieur Stéphane GOMOT Conseiller Municipal délégué	
Monsieur Laurent GUILLEMIN Adjoint au Maire	
Monsieur Mathieu HAZOUARD Adjoint au Maire	
Monsieur Cyrille JABER Conseiller Municipal délégué	
Madame Sandrine JACOTOT Adjointe au Maire	
Madame Delphine JAMET Adjointe au Maire	
Monsieur Didier JEANJEAN Adjoint au Maire	
Madame Sylvie JUSTOME Adjointe au Maire	

<p>Madame Fannie LE BOULANGER</p> <p>Adjointe au Maire</p>	
<p>Madame Harmonie LECERF</p> <p>Adjointe au Maire</p>	
<p>Monsieur Matthieu MANGIN</p> <p>Conseiller Municipal délégué</p>	
<p>Monsieur Guillaume MARI</p> <p>Conseiller Municipal délégué</p>	
<p>Monsieur Baptiste MAURIN</p> <p>Conseiller Municipal délégué</p>	
<p>Monsieur Vincent MAURIN</p> <p>Adjoint au Maire</p>	
<p>Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM</p> <p>Conseiller Municipal</p>	
<p>Madame Marie-Claude NOEL</p> <p>Conseillère Municipale déléguée</p>	
<p>Monsieur Patrick PAPADATO</p> <p>Conseiller Municipal délégué</p>	
<p>Madame Céline PAPIN</p> <p>Adjointe au Maire</p>	

Monsieur Nicolas PEREIRA Conseiller Municipal	
Monsieur Stéphane PFEIFFER Adjoint au Maire	
Madame Marie-Julie POULAT Conseillère Municipale déléguée	
Monsieur Philippe POUTOU Conseiller Municipal	
Monsieur Fabien ROBERT Conseiller Municipal	
Madame Pascale ROUX Conseillère Municipale	
Madame Nadia SAADI Adjointe au Maire	
Madame Béatrice SABOURET Conseillère Municipale	
Madame Sylvie SCHMITT Adjointe au Maire	
Madame Véronique SEYRAL Adjointe au Maire	

Madame Alexandra SIARRI Conseillère Municipale	
Monsieur Aziz SKALLI Conseiller Municipal	
Monsieur Amine SMIHI Adjoint au Maire	
Monsieur Jean-Baptiste THONY Conseiller Municipal délégué	

Certifié exécutoire par le Maire, compte tenu de la transmission en préfecture,

Le 08/06/2022

et de la publication, le 08/06/2022



Bordeaux, le 7 juin 2022

POUVOIR

Je soussigné (e)

Mme Servane CHIFFIERE

Agissant en ma qualité de membre du Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux, donne pouvoir à *OLIVIER ESCOTS* seul sur la délibération *D-2022/158 et D-2022/192*

De me représenter à la séance du Conseil Municipal du 7 juin 2022

Et s'il y a lieu, aux deux séances qui suivront, et d'émettre, en mon sens, sur toutes questions qui pourront être débattues, tel vote qu'il avisera.

Fait à Bordeaux, le 7 juin 2022

(Signature précédée de la mention manuscrite :
"Bon pour pouvoir")

Bon pour pouvoir
Servane Chiffière



Bordeaux, le 7 juin 2022

POUVOIR

Je soussigné (e) M Mathieu HAZOUARD

Agissant en ma qualité de membre du Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux, donne pouvoir à M. Bernard-G. BLANC sur la Délibération D-2022/158

De me représenter à la séance du Conseil Municipal du 7 juin 2022

Et s'il y a lieu, aux deux séances qui suivront, et d'émettre, en mon sens, sur toutes questions qui pourront être débattues, tel vote qu'il avisera.

Fait à Bordeaux, le 7 juin 2022

(Signature précédée de la mention manuscrite :
"Bon pour pouvoir")

Bon pour pouvoir



Bordeaux, le 6 juin 2022

POUVOIR

Je soussigné (e) *Guillaume NAR*

Agissant en ma qualité de membre du Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux, donne pouvoir à *François Feytaud*

De me représenter à la séance du Conseil Municipal du 7 juin 2022

Et s'il y a lieu, aux deux séances qui suivront, et d'émettre, en mon sens, sur toutes questions qui pourront être débattues, tel vote qu'il avisera.

Fait à Bordeaux, le 6 juin 2022

(Signature précédée de la mention manuscrite :
"Bon pour pouvoir")

Bon pour pouvoir



Bordeaux, le 07/06/2022

POUVOIR

Je soussigné N. Aziz Skalli

Agissant en ma qualité de membre du Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux, donne pouvoir à N. Thomas Cazenave,

De me représenter à la séance du Conseil Municipal du 07/06/2022

Et s'il y a lieu, aux deux séances qui suivront, et d'émettre, en mon sens, sur toutes questions qui pourront être débattues, tel vote qu'il avisera.

Fait à Bordeaux, le 07/06/2022

Signature précédée de la mention manuscrite :
"Bon pour pouvoir"

Bon pour pouvoir

Skalli

D-2022/158**Fonds d'Intervention Local 2022. Affectation de subventions**

Madame Claudine BICHET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Lors de sa séance du 19 mai 2008, le Conseil Municipal a décidé de mettre en place un Fonds d'Intervention Local et d'y affecter une enveloppe par quartier. Le Conseil Municipal dans sa séance du 29 mars 2022 en a précisé le montant global pour l'exercice 2022.

Sur cette base, je vous propose de procéder à l'affectation de ces crédits, au titre du mois de juin 2022, pour les quartiers Bordeaux Maritime - Chartrons / Grand Parc / Jardin Public - Centre Ville - Saint Augustin / Tauzin / Alphonse Dupeux - Nansouty / Saint-Genès – Bordeaux Sud - La Bastide et Caudéran, selon les propositions des Maires Adjointes des quartiers concernés.

Pour information, le tableau en annexe dresse l'estimation des aides en nature qui pourraient être accordées au titre de l'année 2022 sur la base des montants arrêtés lors du Compte Administratif 2020.

Les critères d'attribution de ces fonds sont en cours de révision conformément aux orientations prises dans le cadre du « Contrat de la Démocratie Permanente ».

QUARTIER BORDEAUX MARITIME

Total disponible : 53 223 euros

Montant déjà utilisé : 15 425 euros

Affectation proposée : 8 000 euros

Reste disponible : 29 798 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Actifs 33	Aide à la création d'un groupe de recherche d'Emploi	1 000,00
Association Sportive Charles Martin	Soutien au financement d'une sortie de fin d'année de l'école Multisport Bacalan au parc Aqualand	2 000,00
Bordeaux Parallaxes	Aide au financement de matériel audiovisuel	500,00
La Villa de l'Accompagnement	Participation à l'entretien du Jardin des sens au sein de la Résidence Autonomie Lumineuse	1 000,00
Les Boulangers Solidaires	Soutien au lancement de l'association à échelle locale pour permettre de trouver une vingtaine de boulangeries partenaires bordelais et leur fournir les supports de communication et l'accompagnement nécessaire	1 000,00
Union Sportive Les Chartrons	Soutien à l'investissement d'un temps fort et fédérateur à destination de tous et pour le plaisir de chacun	2 500,00
TOTAL		8 000,00

QUARTIER CHARTRONS – GRAND PARC – JARDIN PUBLIC

Total disponible : 64 137 euros

Montant déjà utilisé : 25 400 euros

Affectation proposée : 8 400 euros

Reste disponible : 30 337 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Foyer Fraternel	Aide à l'organisation de vacances et loisirs pour les habitants du quartier	4 400,00
Le Petit Parc	Soutien à l'organisation d'activités ludiques, créatives et gourmandes	3 000,00
Collectif Cancan	Participation à l'organisation d'animations dans le cadre du projet "Un été au Grand Parc"	1 000,00
TOTAL		8 400,00

QUARTIER CENTRE VILLE

Total disponible : 60 311 euros

Montant déjà utilisé : 4 280 euros

Affectation proposée : 3 500 euros

Reste disponible : 52 531 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Club d'Entreprises Mériadeck	Participation à la mise en place d'un grand pique-nique festif et solidaire sur la dalle de Mériadeck	2 000,00
Association des Commerçants de la rue des Bahutiers	Aide à l'organisation d'un événement festif et convivial	1 500,00
TOTAL		3 500,00

QUARTIER SAINT AUGUSTIN – TAUZIN – ALPHONSE DUPEUX

Total disponible : 48 055 euros

Montant déjà utilisé : 0 euro

Affectation proposée : 25 874,25 euros

Reste disponible : 22 180,75 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Association des Commerçants de Saint-Augustin	Aide à l'organisation de la Fête de l'huître	1 500,00
Association des Riverains du quartier Ornano-Gaviniès	Soutien aux animations programmées pour l'année	1 000,00
Cœur de Saint Aug	Aide à l'organisation de la Fête du Printemps de St Aug	1 800,00
	Participation au projet de ramassage des masques COVID	1 164,25
	Participation au projet d'une œuvre murale réalisée par une artiste	2 110,00
Collectif Mixeratum Ergo Sum	Participation au "Festival de Caves"	500,00
Génération Tauzin	Aide aux animations et sorties proposées aux adhérents	2 000,00

Interlude	Soutien à la préparation d'ateliers autour du jeu pour les enfants	300,00
Le 4 de Bordeaux	Participation au fonctionnement général de l'association	2 000,00
Le Tauzin	Aide au projet d'animation été 2022	3 000,00
Les Coqs Rouges	Soutien à l'organisation d'un stage sportif de natation à l'étranger	2 000,00
Les Jeunes de Saint Augustin - JSA	Participation à 30 séances d'escalade	1 000,00
	Aide à l'organisation de séance sportive pour les enfants	1 000,00
	Aide au renouvellement du matériel informatique	2 000,00
	Soutien à l'organisation d'un séjour au Pays Basque	2 500,00
Les Orchidées Rouges	Participation aux frais de fournitures (flyers, matériels)	500,00
Radio CHU	Participation au fonctionnement général de l'association	1 500,00
TOTAL		25 874,25

QUARTIER NANSOUTY – SAINT GENES

Total disponible : 42 300 euros

Montant déjà utilisé : 7 300 euros

Affectation proposée : 10 200 euros

Reste disponible : 24 800 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Association ILTA	Participation au projet de réalisation d'une fresque peinte dans la rue Cazemajor	8 000,00
Human Initiatives To Save Animals (HISA)	Aide au projet de sensibilisation aux déchets terrestres véhiculés jusque dans les milieux marins	1 500,00
Tradenbal	Aide à l'organisation de bals traditionnels	700,00
TOTAL		10 200,00

QUARTIER BORDEAUX SUD

Total disponible : 62 566 euros

Montant déjà utilisé : 16 700 euros

Affectation proposée : 27 700 euros

Reste disponible : 18 166 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
-------------------------------------	---------------	----------------------------

Accompagnement et Recherche Psycho-Socio Educatifs pour les Jeunes (ARPEJE)	Soutien à la mise en place d'une exposition photo dans l'impasse Saint Jean	2 000,00
Atelier Graphite	Aide à la mise en place de permanences gratuites d'écrivain public aux habitants du quartier	2 500,00
Centres D'animation de Bordeaux (Cultivons le Partage) - Centre d'Animation Bordeaux Sud	Participation à l'opération « Tous à vos balcons »	3 200,00
Chahuts	Participation à l'organisation d'une battle de hip hop	2 000,00
Collectif Mixeratum Ergo Sum	Participation au "Festival de Caves"	1 600,00
Label Machine Bordelaise	Aide au projet scène ouverte « Le Solztice Belcier »	5 000,00
Le Labo des Cultures	Participation à l'opération « Mes premiers pas au musée » pour initier le public petite enfance	1 500,00
Les Caprices de Marianne	Participation à l'opération mensuelle « Concert sur le Zinc »	2 400,00
Monts et Merveilles	Aide à la mise en scène du spectacle « B. mon amour »	1 000,00
Philospheres	Participation à la 7ème édition « Des mots dans les arbres »	2 000,00
Sing Out	Soutien au festival « WOW »	2 000,00
Tango Nomade	Soutien au projet culturel « La beauté est dans mon quartier »	2 500,00
TOTAL		27 700,00

QUARTIER BASTIDE

Total disponible : 47 091 euros

Montant déjà utilisé : 18 700 euros

Affectation proposée : 6 500 euros

Reste disponible : 21 891 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Amicale Laïque Bordeaux Benauges	Aide à la rénovation d'un véhicule pour transport scolaire	5 000,00
Vélo Cite	Aide à l'organisation de la Fête du Vélo	1 500,00
TOTAL		6 500,00

QUARTIER CAUDERAN

Total disponible : 55 117 euros

Montant déjà utilisé : 3 500 euros

Affectation proposée : 5 000 euros

Reste disponible : 46 617 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
Villa Primrose	Aide à la mise en œuvre d'actions en direction des personnes en situation de handicap – Tournois International de Tennis BNP Paribas Primrose	5 000,00
TOTAL		5 000,00

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- verser l'ensemble des subventions et procéder aux transferts financiers nécessaires sur l'imputation comptable 65748,
- signer, lorsque cela est nécessaire, les conventions ou avenants aux conventions initiales avec les associations bénéficiaires.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

NON PARTICIPATION AU VOTE de Mesdames Véronique SEYRAL, Servane CRUSSIÈRE, Harmonie LECERF, Sylvie SCHMITT, Marie-Julie POULAT, Alexandra SIARRI, Anne FAHMY, et Messieurs Mathieu HAZOUARD, Vincent MAURIN

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

ANNEXE 1 : Valorisation des aides en nature

ASSOCIATIONS	ESTIMATION DES AIDES EN NATURE 2022 SUR LA BASE DES MONTANTS 2020
ASSOCIATION DES RIVERAINS DU QUARTIER ORNANO-GAVINIES	347,30
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	4 807,96
CHAHUTS	5 097,31
COLLECTIF MIXERATUM ERGO SUM	103,00
FOYER FRATERNEL	4 657,96
GENERATIONS TAUZIN	57,00
INTERLUDE	82 743,00
LABEL MACHINE BORDELAISE	15 662,94
LE TAUZIN	109 610,30
LE 4 DE BORDEAUX	5 485,35
LES COQS ROUGES	110 889,01
LES JEUNES DE SAINT AUGUSTIN - JSA	491 405,97
LES ORCHIDEES ROUGES	387,00
PHILOSOPHERES	198,00
TANGO NOMADE	5 472,00
UNION SPORTIVE LES CHARTRONS	225 856,67
VELO CITE	75,00
VILLA PRIMROSE	11 885,86

D-2022/159
Fonds d'investissement des quartiers 2022 - Subvention d'équipements

Madame Claudine BICHET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération 2012/35 du 25 juin 2012, une dotation en faveur des équipements des quartiers a été instaurée et attribuée sur proposition des Maires-Adjointes de quartier.

Le montant par quartier a été modifié par délibération du 29 septembre 2014, le montant global restant lui inchangé à 163 720 euros.

Ce montant est réparti comme suit :

Quartiers	FIQ 2022 (en euros)
Bordeaux Maritime	14 551
Chartrons / Grand Parc / Jardin Public	23 689
Centre Ville	28 550
Saint Augustin / Tauzin / Alphonse Dupeux	18 410
Nansouty / Saint Genès	16 130
Bordeaux Sud	24 027
Bastide	13 321
Caudéran	25 042
TOTAL	163 720

Les critères d'attribution de ces fonds sont en cours de révision conformément aux orientations prises dans le cadre du « Contrat de la Démocratie Permanente ».

Il vous est demandé de bien vouloir :

- valider la répartition de cette affectation attribuée pour le quartier Bordeaux Maritime sur l'opération P157O002.

QUARTIER BORDEAUX MARITIME

Total disponible : 14 551 euros

Montant déjà utilisé : 4 430 euro

Affectation proposée : 304 euros

Reste disponible : 9 817 euros

Associations / Bénéficiaires	Objets	Montants (en euros)
------------------------------	--------	------------------------

La Maison d'Elisabeth	Participation à l'achat d'un électroménager	304,00
TOTAL		304,00

ADOpte A L'UNANIMITE

NON PARTICIPATION AU VOTE de Madame Sylvie JUSTOME

D-2022/160

Intégration de la ville de Bordeaux au groupement de commandes piloté par Bordeaux Métropole pour la réalisation des études relatives à l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain Parc des Jalles - Décision - Autorisation

Monsieur Bernard G BLANC, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Bordeaux Métropole et 9 communes (Blanquefort, Bordeaux, Bruges, Eysines, Le Haillan, Le Taillan-Médoc, Martignas-sur-Jalle, Parempuyre et Saint-Médard-en-Jalles) se sont engagés dans la création d'un parc naturel et agricole métropolitain et Bordeaux Métropole a créé l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain (OAIM) Parc des Jalles en septembre 2021.

L'OAIM Parc des Jalles a pour objectif la préservation et la valorisation des espaces naturels et agricoles de façon cohérente et harmonisée à l'échelle de ce vaste territoire de 6000 hectares réparti sur 9 communes.

L'outil OAIM Parc des Jalles vise notamment à coordonner l'action des acteurs publics et à mobiliser une ingénierie de haut niveau pour répondre à toutes les exigences du programme d'actions :

- piloter le projet d'ensemble et sa mise en œuvre sur 15 ans,
- garantir la conservation des habitats naturels, ce qui implique de cibler les aménagements sur les zones de moindre enjeux environnementaux, et de suivre l'état des milieux naturels,
- suivre l'impact du projet sur l'environnement et la réalisation des actions,
- associer les acteurs au projet grâce à une instance de gouvernance élargie et à des groupes de travail spécifiques aux actions opérationnelles,
- favoriser l'accès à certains espaces naturels par des aménagements ponctuels,
- communiquer et sensibiliser le grand public.

Le Code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

En complément du rôle de pilote de l'OAIM Parc des Jalles assuré par Bordeaux Métropole, il apparaît qu'un groupement de commandes pour la réalisation des études de conseil en paysage et écologie, de pilotage-évaluation, d'expertises environnementales, de concertation, de communication, de médiation scientifique et de maîtrise d'œuvre paysagère et d'espaces publics répond à trois objectifs :

- 1^{er} objectif : sur la politique achat permettre, par un effet de seuil, de réaliser des économies importantes et une optimisation du service tant pour les besoins propres de notre collectivité que pour ceux des communes membres du groupement.

- 2^e objectif : sur le plan de la qualité de l'ingénierie, avoir des exigences importantes et permettre au collectif d'acteurs publics de bénéficier du même type de prestation, quelque soit l'ingénierie interne de la collectivité maître d'ouvrage.

- 3^e objectif : par le choix d'un accord-cadre sur 8 ans, garantir la cohérence des actions portées par le collectif d'acteurs publics et leur suivi dans le temps par l'équipe prestataire. La mise en œuvre du programme d'actions, aujourd'hui prévue sur 15 ans, nécessite en effet une vision à long terme de ce projet de territoire.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal l'intégration au groupement de commandes dont seront membres la Métropole et les 7 communes, conformément aux dispositions de l'article L.2113-6 du Code de la commande publique :

- Bordeaux Métropole
- Blanquefort, Bordeaux,
- Bruges, Eysines,
- Le Haillan,
- Le Taillan-Médoc,
- Martignas-sur-Jalle,
- Parempuyre
- Saint-Médard-en-Jalles

Bordeaux Métropole assurera les fonctions de coordonnateur du groupement. A ce titre, Bordeaux Métropole procédera à l'ensemble des opérations de sélection de l'équipe pluridisciplinaire composée de plusieurs co-contractants, ainsi qu'à la signature, et à la notification des marchés, accords-cadres.

L'exécution est assurée par la ville de Bordeaux sur son territoire.

Les modalités précises d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive (Annexe 1) que le Conseil municipal va approuver par la présente délibération.

La commission d'appel d'offres du groupement, comme le prévoit le Code général des collectivités territoriales (CGCT) est la CAO du coordonnateur composée dans les conditions de l'article L 1411-5 du CGCT.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le conseil municipal,

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment son article L.2113-6,

VU la délibération n°2021-436 de Bordeaux Métropole en date du 23 septembre 2021 approuvant la création de l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain Parc des Jalles,

ENTENDU le rapport de présentation,

CONSIDERANT qu'un groupement de commandes pour la réalisation des études relatives à l'OAIM Parc des Jalles répond à la politique achat de la Métropole ainsi qu'aux orientations du programme d'actions de l'OAIM Parc des Jalles

DECIDE

Article 1 : d'autoriser l'intégration de la ville de Bordeaux au groupement de commandes piloté par Bordeaux Métropole pour la réalisation des études relatives à l'Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain Parc des Jalles, composé de Bordeaux Métropole, de la ville de Blanquefort, de la ville de Bordeaux, de la ville de Bruges, de la ville de Eysines, de la ville du Haillan, de la ville du Taillan-Médoc, de la ville de Martignas-sur-Jalle, de la ville de Parempuyre et de la ville de Saint-Médard-en-Jalles

Article 2 : d'accepter les termes de la convention constitutive de groupement, annexée à la présente délibération,

Article 3 : de désigner Bordeaux Métropole comme coordonnateur du groupement,

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention, ainsi que tous les autres documents nécessaires à sa mise en œuvre notamment les avenants à la convention constitutive du groupement en cas de nouvelle adhésion ou de retrait.

ADOpte A L'UNANIMITE



CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

A - Objet du groupement de commandes

Préambule :

L'article L.2113-6 du code de la commande publique offre la possibilité aux acheteurs publics d'avoir recours à des groupements de commandes. Ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle et à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Une convention constitutive, définissant les modalités de fonctionnement du groupement, doit être signée entre ses membres. Cette convention doit également désigner le coordonnateur et déterminer la Commission d'Appel d'Offres compétente s'agissant de l'attribution des marchés, accords-cadres et marchés subséquents passés dans le cadre du groupement.

La présente convention concerne :

Opération d'Aménagement d'Intérêt Métropolitain Parc des Jalles : marché de paysagiste-écologue conseil, pilotage-évaluation, expertises environnementales, concertation, communication, médiation scientifique et de maîtrise d'œuvre paysagère et d'espaces publics

Le groupement a pour objectif de couvrir des besoins divers, donc de lancer plusieurs consultations.

B - Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les parties jusqu'à sa résiliation. Elle perdurera jusqu'à l'échéance des marchés et accords-cadres concernés.

Elle est conclue pour une durée de 8 ans

C - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Bordeaux Métropole , représenté par Monsieur Alain ANZIANI, Président de Bordeaux Métropole.

Le siège du coordonnateur est situé :
Esplanade Charles de Gaulle
33045 BORDEAUX

Substitution au coordonnateur :

En cas de sortie du coordonnateur du groupement ou dans toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur. Cette convention sera approuvée par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble des membres restant du groupement.

La Commission d'Appel d'Offres du groupement sera modifiée en conséquence.

Capacité à agir en justice :

Le représentant du coordonnateur peut agir en justice au nom et pour le compte des membres du groupement pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

A compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.

Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, d'informer le Comité de Pilotage des éventuels litiges et des suites qui leur sont données.

En cas de condamnation du coordonnateur au versement de dommages et intérêts par une décision devenue définitive, le coordonnateur se réserve la possibilité de diviser la charge financière par le nombre de membres concernés par la consultation ou le marché litigieux. Pour ce faire un titre de recettes sera émis par le coordonnateur.

D - Missions du coordonnateur

Il incombe au coordonnateur désigné à l'article C de la présente convention de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du ou des cocontractants, de signer, notifier les marchés, accords-cadres et marchés subséquents au nom et pour le compte des membres du groupement et notamment :

- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure, le cas échéant,
- Constitution des dossiers de marchés et/ou accords-cadres (mise au point),
- Signature des marchés et accords-cadres,
- Transmission si besoin au contrôle de la légalité avec le rapport de présentation,
- Notification,
- Information au Préfet, le cas échéant,
- Rédaction et publication de l'avis d'attribution le cas échéant.

Le représentant du coordonnateur gèrera le contentieux lié à la procédure de passation des marchés et accords-cadres pour le compte des membres du groupement. Il informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

A l'issue de la notification et de la publication de l'avis d'attribution, relèvent de chaque membre du groupement les missions suivantes :

- l'exécution technique et financière pour la part des prestations le concernant. L'exécution technique et financière recouvre les opérations suivantes : envoi des ordres de service (OS) le cas échéant, passation des commandes, gestion des livraisons / livrables, réception et paiement des factures, gestion des sous-traitances.
- avenants le concernant : signature, traitement, notification... avec avis de sa propre Commission d'appel d'offres pour les avenants supérieurs à 5%.
- La reconduction.

A compter de l'exécution, en cas de litige avec le titulaire, chaque membre du groupement sera chargé d'exercer sa propre action en justice.

Il appartiendra dans ce dernier cas, à chaque membre du groupement, de tenir le coordonnateur informé des éventuels litiges et des suites qui leur sont données.

Il est également responsable des missions suivantes :

- Définition des besoins, en associant les autres membres du groupement,
- Recensement des besoins, en associant les autres membres du groupement,
- Choix de la procédure,

- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation,
- Rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence,
- Mise à disposition gratuite du dossier de consultation des entreprises (DCE) au sein des services du coordonnateur et téléchargement gratuit possible du DCE sur le site internet : <https://demat-ampa.fr>
- Centralisation des questions posées par les candidats et centralisation des réponses,
- Réception des candidatures et des offres,
- Analyse des candidatures et demande de compléments éventuels,
- Convocation et organisation de la CAO si besoin et rédaction des procès-verbaux,
- Analyse des offres et négociations, le cas échéant, en partenariat avec les membres,
- Présentation du dossier et de l'analyse en CAO,
- Information des candidats évincés (stade candidature et stade offre),
- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure, le cas échéant,
- Constitution des dossiers de marchés et/ou accords-cadres (mise au point),
- finalisation des avenants à la convention constitutive de groupement en cas de nouvelle adhésion (seulement en cas de groupement permanent) ou de sortie du groupement.

Le cas échéant, le coordonnateur du groupement s'assurera que les dispositions du Règlement européen REU 2016/679 aussi dénommé Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018, » et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite "loi informatique et libertés" modifiée, sont mises en œuvre si le(s) marché(s) objet de la présente convention l'exig(ent).

Comité de pilotage :

Le coordonnateur anime le comité de Pilotage qui est composé selon la volonté de chaque membre, d'un représentant de chacun d'entre eux. Le comité se réunit au moment de la notification puis au moins une fois par an jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le comité peut également se réunir sur demande écrite du représentant du coordonnateur, adressée à chacun des membres du groupement et également à la demande de la majorité de ses membres.

Les convocations sont adressées par le représentant du coordonnateur et accompagnées d'un ordre du jour, et de tout document que le représentant du coordonnateur juge utile de joindre.

Le représentant du coordonnateur organise et dirige les séances. Il peut désigner un autre représentant à cet effet, pour le substituer temporairement ou en permanence dans ses fonctions. Il peut reprendre ses fonctions à tout moment après les avoir déléguées.

Le comité se réunit sans quorum. Un représentant absent peut toutefois donner mandat à un autre représentant pour le représenter. Un représentant ne peut donner et recevoir qu'un seul mandat.

Les représentants sont tenus à une obligation de confidentialité vis-à-vis de toutes les informations relatives aux marchés publics.

Le Comité de pilotage a pour mission de permettre aux membres du groupement de suivre l'exécution des marchés publics, et de prévoir les conditions éventuelles d'évolution de ces marchés.

Les membres du groupement y font part de leurs observations et de l'ensemble de leurs demandes au coordonnateur dans ce cadre.

E - Membres du groupement

Un groupement de commandes est constitué entre :

- Bordeaux Métropole
- Ville de Martignas-sur-Jalle,
- Ville de Saint-Médard-en-Jalle,
- Ville du Haillan,
- Ville du Taillan-Médoc,

Convention de groupement de commandes
OAIM Parc des Jalles

- ville de Eysines,
- ville de Blanquefort,
- ville de Bruges,
- ville de Bordeaux
- ville de Parempuyre

Ce groupement a pour objet de coordonner les procédures de passation des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents de ses membres en ce qui concerne la présente convention.

Responsabilité des membres :

Conformément à l'article L.2113-6 du code de la commande publique, les acheteurs, membres du groupement sont solidairement responsables de l'exécution des obligations leur incombant pour les missions menées conjointement et dans leur intégralité au nom et pour le compte des autres membres, donc dans le cadre des missions menées par le coordonnateur.

Les acheteurs sont seuls responsables des obligations qui leur incombent n'étant pas menées dans leur intégralité conjointement.

F - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur une évaluation quantitative et qualitative de ses besoins en vue de la passation des marchés publics, accords-cadres et marchés subséquents,
- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans le délai imparti,
- Participer si besoin, en collaboration avec le coordonnateur, à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration des CCAP, CCTP, règlement de consultation),
- Respecter les clauses du contrat signé par le coordonnateur,
- Inscrire le montant de l'opération qui le concerne dans le budget de sa collectivité/son établissement public de coopération intercommunale (EPCI)/son établissement public administratif (EPA) et à assurer l'exécution comptable des marchés, accords-cadres et marchés subséquents qui le concernent,
- Informer le Comité de Pilotage de tout litige né à l'occasion de l'exécution de ses marchés, accords-cadres et marchés subséquents. Le règlement des litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés, accords-cadres et marchés subséquents relève de la responsabilité de chacun des membres du groupement,
- Participer au bilan de l'exécution des marchés, accords-cadres et marchés subséquents en vue de son amélioration et de sa reconduction ou relance, dans le cadre du Comité de pilotage.

Le cas échéant, le(s) membre(s) du groupement s'assurera(ont) que les dispositions du Règlement européen REU 2016/679 aussi dénommé Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018» et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dite "loi informatique et libertés" modifiée, sont mises en œuvre si le(s) marché(s) objet de la présente convention l'exige(nt).

G - Organe de décision

L'organe de décision devant intervenir dans le choix du ou des titulaires du contrat est la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement.

Elle interviendra dans les conditions fixées aux articles 1414-2 à 1414-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et se réunira en tant que de besoin.

H - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de chaque consultation.

I - Modalités financières

Chaque membre du groupement procédera aux paiements des prestations le concernant.

J - Modalités d'adhésion au groupement

L'adhésion à la convention doit faire l'objet d'une approbation par l'assemblée délibérante de la collectivité ou de l'établissement concerné.

Toute nouvelle adhésion au groupement de commandes devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention, par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles des membres.

Cet avenant, le cas échéant, mettra également en conformité la présente convention, notamment avec le statut du nouvel adhérent.

Toute nouvelle adhésion ne pourra concerner que des consultations postérieures à l'adhésion.

K - Modalités de retrait du groupement

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, par décision écrite notifiée au coordonnateur. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés et accords-cadres conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera réalisé par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.

Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

L - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux

9 rue Tastet
BP 947
33063 BORDEAUX CEDEX

Tél : 05 56 99 38 00
Télécopie : 05 56 24 39 03
Courriel : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

Fait à BORDEAUX,

Le

Membre	Représentant	Fonction	Signature
Bordeaux Métropole	Alain ANZIANI	Président de Bordeaux Métropole	
Ville de Blanquefort	Véronique FERREIRA	Maire	
Ville de Bruges	Brigitte TERRAZA	Maire	
Ville de Bordeaux	Pierre HURMIC	Maire	
Ville de Martignas-sur-Jalle	Jérôme Pescina	Maire	
Ville de Saint-Médard-en-Jalles	Stéphane Delpeyrat	Maire	
Ville du Haillan	Andréa Kiss	Maire	
Ville du Taillan-Médoc	Agnès Versepuy	Maire	
Ville de Parempuyre	Béatrice de François	Maire	
Ville d'Eysines	Christine Bost	Maire	

DELEGATION DE Monsieur Stéphane PFEIFFER

D-2022/161

Dispositif d'aide à l'accession à la propriété Passeport 1er Logement. Aide de la Ville aux acquéreurs. Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux souhaite soutenir l'accession abordable à la propriété, qui est un des maillons du parcours résidentiel ; elle s'appuie pour ce faire sur une double intervention :

- un objectif de production de 20% de logements abordables inscrits dans l'orientation d'aménagement et de programmation du plan local d'urbanisme, et la mise en place d'obligations sur certains secteurs (opérations d'aménagement, secteur de diversité sociale, servitudes de mixité sociale) ;
- une subvention aux acquéreurs souhaitant acheter leur résidence principale à Bordeaux (Passeport 1^{er} Logement), destinée aux primo-accédants, mais également ouverte en 2017 aux secundo-accédants pour l'acquisition de logements non finis.

Les modalités d'octroi des aides sont précisées dans le règlement d'intervention du dispositif d'aide à l'accession à la propriété de la Ville de Bordeaux en vigueur.

Ce règlement prévoit d'accorder les aides de la ville, sous conditions de ressources du Prêt à taux zéro de l'Etat (PTZ) aux ménages sus cités, sur la base d'un montant de 3 000 € à 6 000 € selon la composition familiale.

L'aide est accordée pour l'acquisition :

- d'un logement neuf commercialisé aux conditions de prix de vente fixées dans le règlement d'intervention de la Ville de Bordeaux ;
- d'un logement ancien sur le périmètre du Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD), sous condition de mise aux normes d'habitabilité du logement dans l'année précédent ou suivant l'acquisition du bien ;
- d'un logement mis en vente par un organisme de logement social selon les conditions des articles L.443-7 et suivant du Code de la construction et de l'habitation ;
- d'un logement issu d'un changement de destination au sens du Code de l'urbanisme, sous condition de mise aux normes d'habitabilité du logement dans l'année précédent ou suivant l'acquisition du bien ;
- d'un logement acquis en vue de sa première occupation après la réalisation de travaux concourant à sa remise à neuf au sens du 2° du 2 du I de l'article 257 du Code général des impôts,

Le règlement prévoit également que ces logements devront être conservés pendant une durée minimale de cinq ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition sans pouvoir être cédés et quelle que soit la forme de la cession, sauf cas de force majeure.

Ils devront être occupés à titre de résidence principale par leur acquéreur pendant cinq ans à compter de la signature de l'acte d'acquisition, sauf cas de force majeure.

En cas de non-respect de ces clauses, l'acquéreur devra rembourser à la Ville la totalité de l'aide qui lui aura été accordée par celle-ci, dans les trois mois de la survenance de l'évènement.

Au titre de ce dispositif, il est proposé d'accorder une aide de la Ville pour les 20 projets listés dans le tableau en annexe et qui représentent une aide totale de la Ville de 72 000 €.

L'aide de la Ville sera versée sur le compte du notaire chargé de la régularisation de l'acte de vente.

Pour les logements neufs dans les opérations labellisées, qu'ils soient finis ou non finis, les logements mis en vente par un bailleur social, les logements acquis en vue de leur première occupation après la réalisation de travaux de remise à neuf, le versement de la subvention interviendra sur présentation de l'attestation notariée de signature de l'acte d'acquisition.

Pour les logements anciens ou les logements issus d'un changement de destination, l'acquéreur remettra à la Ville, en complément de l'attestation notariée d'acquisition, un engagement formel à réaliser les travaux de mise aux normes d'habitabilité nécessaires qu'il devra justifier par la fourniture de factures au plus tard dans un délai d'un an. Dans le cas contraire il sera tenu de rembourser à la Ville la subvention perçue dans les trois mois qui suivent.

La dépense ci-dessus énumérée sera imputée sur la sous fonction 72, nature 20422 du budget de l'exercice en cours.

Par ailleurs, 6 projets d'acquisition présentés au vote du Conseil Municipal pour l'acquisition par un particulier d'un logement et pour lesquels une aide a été engagée par la Ville, n'ont pas pu aboutir. Il convient donc d'annuler ces subventions.

ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
VOTE CONTRE DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Dans la délégation de Monsieur Stéphane PFEIFFER, délibération 161 : Dispositif d'aide à l'accession à la propriété Passeport 1^{er} logement – Aide de la Ville aux acquéreurs – Autorisation.

M. PFEIFFER

Merci Monsieur le Maire. Bonjour à toutes et à tous. Délibération assez classique puisque c'est la mise en œuvre du Passeport 1^{er} logement qui est une aide à l'accession conditionnée à des plafonds de ressources et un plafond aussi d'acquisition des logements. Je suis disponible pour répondre aux questions. Ce n'est pas celle-là que vous vouliez dégrouper, c'est cela ? Monsieur le Maire, on peut passer au vote.

M. LE MAIRE

Donc, celle-là vous ne souhaitez pas la dégrouper, donc, je la mets au vote. Je la mets au vote, on va gagner du temps. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Je vous remercie.

Madame la secrétaire.

D-2022/162

Coup de pouce - Aides pour l'amélioration du parc privé - Subventions de la Ville.

Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Face aux enjeux de requalification du parc de logements privés qui représente plus de 80% des résidences principales à Bordeaux, la Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé.

L'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur le centre historique ainsi que le Programme d'intérêt général (PIG) sur le reste de la Ville permettent ainsi de couvrir l'ensemble de la commune d'un outil d'accompagnement et de financement des travaux d'amélioration du parc privé.

Au-delà de ces dispositifs relativement contraints en termes de plafonds de ressources et de travaux éligibles, la Ville de Bordeaux a mis en place par délibération du 16 décembre 2013 un régime d'aide plus souple qui permet d'accompagner des propriétaires occupants aux ressources légèrement plus élevées que celles prises en compte par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), mais également des propriétaires bailleurs dont les logements ne nécessitent pas des travaux aussi lourds que ceux imposés par l'Anah, tout en s'engageant à pratiquer des loyers modérés. Ce système d'aide permet également de soutenir la réhabilitation thermique des copropriétés dégradées. Par délibération du 29 septembre 2015, ce régime a également été élargi aux projets d'auto-réhabilitation accompagnée par des organismes agréés et aux projets d'habitat groupé réalisés par des associations au bénéfice de publics spécifiques.

Il permet ainsi d'apporter un système d'aide complet et évolutif à la réhabilitation des logements du parc privé, dans un cadre complémentaire aux dispositifs découlant de l'Anah.

Ainsi, il est proposé d'accorder, au titre du règlement d'intervention en faveur du parc privé, 5 aides de la Ville pour le projet présenté dans le tableau en annexe et qui représentent un montant total de subventions de 10 488 euros.

Le versement des subventions de la Ville interviendra après réalisation complète des travaux, sur présentation des factures détaillées et des photos des travaux réalisés.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- accorder aux bénéficiaires les subventions indiquées pour la Ville de Bordeaux dans le tableau annexé.

Ces subventions seront imputées sur la sous fonction 72, compte 20422 pour la Ville.

ADOpte A L'UNANIMITE

Mme GARCIA

Délibération 162 : Coup de pouce – Aides pour l'amélioration du parc privé – Subventions de la Ville – Autorisation.

M. LE MAIRE

Stéphane PFEIFFER

M. PFEIFFER

Encore une délibération classique, on retrouve un chèque conseil. Je suis à disposition pour répondre aux questions.

M. LE MAIRE

Merci. Qui souhaite prendre la parole ? Alexandra SIARRI.

Mme SIARRI

Merci Monsieur le Maire et pardon pour l'erreur. J'ai dégroupé la mauvaise. Je me saisis de cette délibération pour parler de manière plus claire encore que je ne le fais jusqu'à maintenant du logement des seniors. Je m'inquiète, vous le savez, cela fait plusieurs fois que je m'exprime en Conseil municipal là-dessus. On aura bientôt un tiers de notre population bordelaise qui sera senior, qui sera particulièrement concernée par l'impact de la transition écologique dans sa difficulté à être autonome dont on sait tous très bien puisqu'elle est une population vulnérable et précaire par l'âge qu'elle a absolument besoin que nous l'accompagnions. Donc, il s'agit bien d'une transition écologique, mais aussi d'une transition fraternelle et solidaire, et je crois qu'il est devenu impérieux d'avoir des délibérations concernant l'adaptation des logements au vieillissement de la population. Donc, je sais bien qu'il y a un travail qui est en cours sur la génération senior puisque le plan s'est arrêté en 2020. Vous parlez beaucoup, Madame BICHET a dit que l'on parlait sur une orientation d'une nouvelle pensée démocratique, écologique et sociale. Je crois que sur les seniors l'urgence est devenue absolue puisque c'est très vraisemblablement eux qui auront été le plus impactés par la Covid, et qui ont aujourd'hui besoin qu'une ville comme Bordeaux fasse des propositions sérieuses. Je le fais en Conseil municipal plus qu'en commission parce que vraiment je crois que maintenant au bout de deux ans il faut que l'on ait quelque chose d'envergure sur ce logement.

Merci infiniment.

M. LE MAIRE

Merci Madame SIARRI. Fabien ROBERT demandait la parole.

M. ROBERT

Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues. À l'heure où je m'exprime, je n'ai toujours pas reçu la demande des fameux 900 arrêtés de péril que vous aviez ici annoncée en décembre de l'année dernière. Alors, vous nous parlez souvent de transparence, vous nous parlez aussi de meilleures relations avec l'opposition Monsieur le Maire, il faut être humble. Je note qu'il faut être aussi tenaces pour avoir des réponses, très tenaces même puisqu'après trois questions, il a fallu un courrier à la CADA qui a confirmé, je cite, « un avis favorable à la demande sous réserve toutefois que les informations souhaitées, qui s'apparentent à une demande de renseignements, soient matérialisées dans un ou plusieurs documents existants, facilement identifiables ou susceptibles d'être obtenus par un traitement automatisé ». Donc, évidemment, il y a des questions techniques. La CADA ne les cache pas. Je ne les ai, moi-même, jamais cachées. Je me suis même dit disponible pour venir examiner les documents papiers. Je n'ai toujours rien reçu. Alors, je voudrais que l'on m'explique ce qui se passe, premièrement, parce que très honnêtement, ce n'est pas votre intérêt de retenir de la documentation quand la CADA l'a exprimé comme cela, et je ne trouve pas cela très bon d'une manière générale pour l'image que nous allons donner.

En revanche, je suis très étonné dès votre première réponse, Monsieur PFEIFFER, de passer de 900 à 89. Vous nous expliquez, en tout cas, c'est vous qui donnez ce chiffre. Alors, vous allez nous expliquer vos chiffres, et j'ai cru comprendre que c'était compliqué, mais vous parlez de 89 plutôt en réalité arrêtés de péril, c'est-à-dire 10 fois moins. Je veux voir tous ces arrêtés parce que je regrette profondément que dans une période où nous avons des inquiétudes dans la ville, où il y avait des

immeubles qui concomitamment étaient tombés avec pas de victimes graves, mais des difficultés personnelles très graves qui ont suivi pour les habitants, en donnant se chiffrer et en jetant ce chiffre en pâture à l'opinion publique, vous avez voulu faire un raccourci entre dangers, périls et effondrement d'immeubles, et cela, c'est très grave. Oui, c'est très grave parce que vous voyez, là, on n'est pas au moment des faits, on est plusieurs mois après. Il aura fallu aller jusqu'au bout et je prouverai que ce chiffre est faux, et j'attends que vous puissiez me donner les documents pour évidemment rassurer les Bordelaises et les Bordelais sur le fait qu'il n'y a pas 900 périls. Je répète, il y a plusieurs types de périls, il y a des bâtiments occupés, non occupés, qu'il y en a beaucoup moins, et que heureusement que l'on ne prend pas des risques en passant devant tous les immeubles du Centre historique. Je regrette vraiment, ce chiffre était une erreur, reconnaissez-le. Vous n'auriez pas dû donner ce chiffre de cette manière-là qu'il y ait des périls. Pourquoi pas ? Sans doute qu'il faille les traiter et mieux les suivre. Je veux bien le reconnaître aussi, mais c'était extrêmement grave alors que des personnes étaient en difficulté, et d'autres avaient peur de jeter ce chiffre tel que vous l'avez fait. J'attends donc ces documents avec impatience. Je suis prêt à les examiner avec vous. Je suis prêt à ce que l'on regarde cela en toute transparence, mais nous devons maintenant faire la lumière sur ce sujet.

M. LE MAIRE

Merci. Madame Myriam ECKERT a la parole.

Mme ECKERT

Bonjour. Je prends la parole au nom du collectif Bordeaux en luttés. Je vais, moi aussi, profiter de cette délibération qui porte sur le logement pour dire deux choses qui vont vous paraître un peu décalées, mais quand même. La première, c'est que le collectif Bordeaux en luttés tenait à rendre hommage à Monsieur François DIAZ qui a perdu la vie hier et qui, pour les militants bordelais, était un personnage important au niveau du logement puisqu'il a contribué à ouvrir de nombreux squats à Bordeaux pour mettre à l'abri de nombreuses personnes qui étaient à la rue. C'est une perte inestimable pour toutes les personnes qui, à Bordeaux, se sentent concernées par les problématiques du logement. C'est donc avec un peu d'émotion que je voulais lui rendre hommage aujourd'hui au nom de notre collectif. Cela, c'est la première chose.

La deuxième chose, excusez-moi, c'était pour vous tenir au courant, vous avez sans doute reçu une lettre ouverte, Monsieur HURMIC, qui vous a été adressée par plusieurs associations dont notre collectif Bordeaux en luttés est aussi signataire et que je vais faire lecture ici puisque je m'y suis engagée auprès de ces collectifs. Donc, une lettre ouverte qui vous est adressée Monsieur HURMIC à propos du logement et signée par de nombreuses associations dont la nôtre.

« Monsieur le Maire, en juin 2020, vous avez été élu à la mairie de Bordeaux. Pendant la campagne, vous aviez fait des promesses pour la mise à l'abri des personnes à la rue et promis d'apporter une attention particulière aux personnes en situation de grande vulnérabilité. Pour les associations et collectifs qui œuvrent quotidiennement auprès des personnes à la rue ou vivant en squat, cette élection a généré beaucoup d'espoir, mais deux ans plus tard, la réalité sur le terrain est très sombre. La Nuit de la solidarité a permis d'effectuer de nombreux constats, mais ils furent complétés dès le 24 janvier par un communiqué de presse signé par plus de 30 associations de maraudes et d'aide aux personnes en grande précarité. Le titre de cette de ce communiqué était *Le compte n'y est pas*.

Aujourd'hui, nous réaffirmons que la situation est dramatique. La crise sanitaire a non seulement révélé de grandes difficultés, mais aussi aggravé les situations financières et sociales des personnes les plus précaires : étudiants, retraités, des citoyens et des citoyennes dont vous devez vous préoccuper. Le nombre de personnes à la rue est malheureusement en constante augmentation. On vous signale la présence de familles à la rue en grande difficulté avec enfants en situation de handicap. Les expulsions de squats n'ont pas cessé et les expulsions locatives ont repris de plus belle depuis deux mois. Le 115 ne répond toujours pas aux appels et de moins en moins aux nôtres en direct. Lorsqu'il répond, il n'y a pas de solution dans la grande majorité des cas. Les associations manquent de denrées, d'argent et de matériel pour répondre à la demande croissante au niveau alimentaire, hygiène, tentes, etc. Le climat de tension sur le terrain apparaît et rend les distributions difficiles pour les bénévoles des associations comme pour les personnes bénéficiaires. La fermeture des lieux associatifs en raison de la période estivale a de lourdes conséquences sur les associations

qui vont rester actives. Les bénévoles sont épuisées. Ils ne voient pas les actions concrètes des pouvoirs publics pour diminuer le nombre de personnes à la rue. Les médiateurs du GIP Bordeaux Métropole médiation n'interviennent plus à Bordeaux Lac alors qu'il y a un fort besoin d'accompagnement. Les situations administratives et demandes de logement stagnent. Les conditions de vie à la rue ou sous tentes sont responsables de nombreux décès par le froid, par défaut d'accueil postopératoire, par manque de soins, par violence, etc. On compte une douzaine de décès depuis 12 ans, depuis deux ans, pardon. Les violences faites aux femmes à la rue ont terriblement augmenté. Deux agressions sexuelles ont lieu sur le Lac le mois dernier, et on le sait peu de femmes portent plainte. Les agents d'entretien de la voie publique ont de nouveau un comportement inapproprié, et on constate des affaires régulièrement jetées lors de nettoyage de rue. Les associations ne peuvent plus renouveler le matériel détérioré ou jeté. Dans certains quartiers, comme la Ferme Richemont, lorsque les restaurateurs ou les riverains victimes d'agressions appellent les services, la Police municipale n'intervient quasiment plus. De nombreux citoyens se sentent démunis face à la situation et se sentent abandonnés. Les Ukrainiens hébergés chez les citoyens par votre intermédiaire, entre autres par le biais du guide Solinum, sont venus immédiatement s'ajouter aux bénéficiaires de l'aide alimentaire sans aide supplémentaire pour les associations. Les points d'eau potable, les sanitaires et les douches restent en nombre très insuffisant particulièrement au Lac et en hiver. Le manque de suivi et de prise en charge des bénéficiaires malades ou dépendants aggrave les fragilités et génère des tensions supplémentaires.

Certains points cités ici, nous le savons, sont à la charge de Bordeaux Métropole ou d'autres institutions. Nous les interpellons par ailleurs.

Monsieur le Maire, nous réitérons notre demande de nous entretenir régulièrement avec vos services, et nous vous demandons de recevoir *a minima* tous les représentants d'associations signataires de cette lettre pour faire un point précis sur la situation à Bordeaux, et à trouver ensemble des solutions.

Je réitère encore ici le soutien de Bordeaux en luttant à la famille de François Diaz dit Paquito à qui nous dédions cette délibération.

Merci.

M. LE MAIRE

Nathalie DELATTRE a la parole.

Mme DELATTRE

Merci Monsieur le Maire. Je profite de cette délibération pour poser des questions sur l'évacuation des commerces et des habitations de la rue Porte Dijeaux. Bien sûr, réaffirmer notre soutien aux sinistrés, saluer la rapidité avec laquelle vous avez pris en charge la problématique. Je sais qu'il y a une réunion autour de Sandrine JACOTOT le 13 juin. Si nous ne sommes pas invités, pouvons-nous être informés des décisions qui seront prises ? Vous dire qu'aujourd'hui certains n'étaient pas assurés, d'autres oui. Des assureurs commencent à regarder l'arrêté pris par la municipalité pour voir comment ils vont pouvoir s'exonérer des assurances. Donc, allez-vous faire pression auprès de ces assurances ? Sachant que certains commencent aussi à vouloir faire appel à des experts puisqu'il y avait des travaux sur la voirie où porte Dijeaux on sait tous que c'est une voie remblayée, puisque c'était les fossés des remparts. Donc, effectivement, si nous avons ce type d'expertise, cela va mettre des années. Donc, que comptez-vous faire si ces expertises sont enclenchées ?

Pour aller assez rapidement, notamment pour les commerces, je sais que vous aviez peut-être envisagé d'avoir des commerces éphémères. C'est vrai que pour des cannelés, les localiser à Saint-Christoly, pourquoi pas, enfin, en tout cas essayer de trouver, mais il y a un bijoutier qui, lui, ne peut pas être dans un stand pop-up, comme on dit, ou éphémère puisque lui, il doit avoir des coffres-forts où il peut ranger effectivement ces produits de valeur. Donc, est-ce que vous pourriez nous en dire un peu plus sur cette évacuation ?

Merci.

M. LE MAIRE

Merci. Harmonie LECERF a la parole.

Mme LECERF

Oui, nous avons eu connaissance de ce courrier qui nous a été remis vendredi dernier, vendredi soir par les associations, le courrier lu par Myriam ECKERT. Nous allons y répondre pour les compétences qui concernent la municipalité. Donc, je ne vais pas tout reprendre là parce que ce n'est pas l'objet de la délibération. Je voudrais juste revenir sur un point parce qu'il me semble important de le préciser. Aucune personne déplacée d'Ukraine n'a été logée chez des hébergeurs citoyens par l'intermédiaire de la mairie. L'hébergement des personnes réfugiées et déplacées est une compétence de l'État, relève de l'État, et nous y tenons. Donc, je tenais à le préciser, et je voudrais juste dire que nous nous associons à la douleur du décès de François DIAZ que l'on connaissait plutôt sous le nom de Paquito. On en parlait ce matin avec le CCAS. Nous avons appris hier, comme un certain nombre de personnes, son décès et vraiment c'est triste. Pour la Ville de Bordeaux, c'est quelqu'un qui a consacré beaucoup de temps de sa vie et toute une partie de sa vie, de son existence, à être auprès des populations les plus démunies. Donc voilà, saluons aujourd'hui sa mémoire, et nous pensons à sa famille, ses proches et ses camarades.

M. LE MAIRE

Merci Harmonie. Madame FABRE a la parole.

Mme FABRE

Merci Monsieur le Maire. Oui, je vais également profiter de cette délibération pour demander s'il serait possible à Monsieur PFEIFFER de faire un point effectivement sur l'ensemble des travaux en cours et des dispositifs que vous cherchez à mettre en place dans le suivi de la fragilité des immeubles et du risque d'effondrement puisqu'effectivement on voit bien qu'aux cas passés il y aura d'autres cas et que c'est un sujet qui va se faire récurrent. Donc, voilà, pour faire suite à l'ensemble des échanges que nous avons déjà eus en Conseil municipal sur ce sujet, et notamment les derniers au mois de mars, c'était voir si vous pouviez nous indiquer un peu où on en est du dispositif incitatif de signalement. Est-ce que cela fonctionne ? Est-ce que vous avez eu plus de signalements ?

Pour revenir sur ce que demandait mon collègue Aziz SKALLI la dernière fois, est-ce que vous pensez qu'il est possible et souhaitable de mettre en place un système plus systématique de repérage de la fragilité de ces immeubles en centre ancien, et comment vous pensez pouvoir le faire ? Vous disiez qu'effectivement c'est sur l'axe réparation ensuite que c'est compliqué d'obliger les propriétaires à réaliser ces travaux. Donc, effectivement, je crois qu'il y a probablement un volet législatif à mettre en place justement sur cette obligation, alors voir comment cela marche, mais effectivement il faudrait probablement y travailler. Vous savez que sur cet axe législatif, j'ai pris des initiatives et j'ai vu vos messages, et je suis tout à fait d'accord que dans les mois qui viennent, ce sont des choses qu'il faudra bien évidemment travailler en concertation entre le niveau national et le niveau territorial, mais voilà, je voulais savoir un peu où en sommes-nous aujourd'hui en termes d'accompagnement des diagnostics ? Combien de signalements réalisés ? Est-ce que vous faites un repérage systématique par ailleurs puisque l'on voit que les cas vont se multiplier probablement. Ensuite, en termes de sanctions, vous disiez travailler à une possibilité de renforcer les sanctions et contraindre notamment avec les expropriations. Où en êtes-vous par rapport à ces différents points. Je pense qu'il est nécessaire effectivement de faire un point d'étape comme on voit que ces cas malheureusement ne s'arrêtent pas et vont probablement continuer.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Madame. Amine SMIHI.

M. SMIHI

Merci Monsieur le Maire. Juste pour répondre, j'ai eu connaissance effectivement de ce courrier du collectif des associations. Je l'ai lu. C'est comme Harmonie LECERF l'a dit, on va travailler collectivement dessus parce que ce sont des sujets très transversaux. Par contre, juste deux petits points. Les médiateurs n'ont jamais quitté Bordeaux Lac depuis le début. Donc, ils sont toujours là-bas, et par ailleurs, nous les renforçons cet été dans le cadre du dispositif de Bordeaux plage. Donc, il

y aura des médiateurs qui sont en renforcement sur ce secteur au-delà uniquement de la plage.

Pour l'intervention de la Police municipale que vous avez dans laquelle le courrier indiquait qu'elle n'intervenait jamais, écoutez, c'est probablement l'un des secteurs d'activités les plus importants que l'accompagnement des problématiques de tapage et de nuisances en lien avec les problématiques de grandes vulnérabilités de rue dans ce secteur. Donc, non, ce n'est pas vrai, la Police municipale est très active sur ce secteur et avec toutes les mesures de respect déontologique et d'humanité dans leur comportement à l'égard de ces publics très fragiles et qui nécessite toute notre attention dans nos interventions.

M. LE MAIRE

Merci Amine. Je passe la parole à Stéphane PFEIFFER pour répondre aux différents intervenants.

M. PFEIFFER

Merci Monsieur le Maire. Juste rappeler que le contenu initial de la délibération portait sur l'accompagnement des propriétaires à la rénovation thermique d'un certain nombre de logements, ce qui me permet de préciser à Alexandra que sur la partie investissement, on est quand même à 261 000 euros réalisés sur 274 000 euros prévus. C'est cela qui compte sur la partie rénovation énergétique dans le budget municipal. Donc, on est quand même sur un budget qui fonctionne bien, un dispositif qui fonctionne bien, qu'il faudra maintenant arriver à lier avec celui de la Métropole.

Sur la question du logement des seniors, effectivement, je suis d'accord, c'est un vrai sujet de préoccupation. Je regarde Sylvie JUSTOME puisque l'on travaille cette question, Sylvie, dans le cas des ateliers seniors, mais effectivement plusieurs pistes. D'abord, le travail mené par les bailleurs sociaux soit d'adaptation de leur propre logement vieillissement. Si je prends, par exemple, si je prends le bailleur InCité, il y a un programme de rénovation d'une cinquantaine de salles de bain tous les ans pour l'adapter notamment au vieillissement et dans certains cas au handicap. Il y a le travail sur le logement intergénérationnel avec la question de l'optimisation des champs disponibles chez l'habitant. On a effectivement beaucoup de places. Donc, il y a ces réflexions-là qui sont mises en œuvre dans le cadre du plan seniors. On pourra en rediscuter, et prendre le temps à en discuter, etc., mais c'est vrai que Sylvie est en train d'avancer sur ces sujets-là. Puis, c'est une question que l'on mettra aussi sur la table lors d'une prochaine conférence trimestrielle avec les bailleurs puisqu'ils ont aussi leur rôle à jouer sur l'intergénérationnel et les nouveaux dispositifs, etc.

Sur maintenant la question des périls, Fabien ROBERT, j'en suis désolé, mais vous aurez accès, et on va vérifier à ce que ce soit fait aujourd'hui à la sortie du Conseil, que vous puissiez être rapidement contacté puisqu'effectivement nous souhaitons vous donner accès à cette liste justement par souci de transparence, comme vous l'avez souligné. Donc, vous y aurez tout à fait accès avec un listing de tous les arrêtés qui ont été un peu plus de 900 arrêtés que j'avais évoqués dans un Conseil municipal. Cela, il n'y a aucun problème là-dessus. Justement c'est par souci transparence que ce chiffre a été communiqué dès lors que nous-mêmes nous en avons eu connaissance.

Après, il ne faut pas sous-estimer quand même l'appel de ce chiffre, c'est-à-dire qu'à un instant t où nous avons 900 arrêtés dans le stock municipal dont on ne savait pas quels étaient ces arrêtés, qu'est-ce qu'il y avait dedans et ils n'étaient pas suivis. Cela veut dire qu'à un moment donné nous ne sommes pas en capacité de savoir précisément ce qu'il en est des immeubles qui nous ont été signalés comme dangereux et certains avec des arrêtés périls imminents ou ordinaires datant parfois de plusieurs années, donc à l'ordinaire d'il y a 4, 5, 6 ans, peut se transformer en imminent à un moment donné. Le problème, c'est celui-ci. Notre objectif en tant que mairie, au-delà de toute question politique, c'est voilà la responsabilité d'assurer la sécurité de nos habitants. On a constaté qu'il y avait une désorganisation, un manque de moyens dans le suivi de ce stock-là. Les décisions ont été prises, d'une part, de recruter pour renforcer la Direction qui s'occupe des périls avec comme objectif numéro un d'épuiser, entre guillemets, le stock, ceux qui ont été faits avec un premier travail de nettoyage de cette liste qui a été faite en enlevant ce qui correspondait à des arrêtés de malveillants, en enlevant ce qui correspondait à... Oui, mais Monsieur ROBERT, vous vous rendez bien compte, on a un fichier avec des arrêtés, on mélange du péril et l'ordinaire, et on n'est pas capable de savoir ce qu'il y a dans notre fichier, et on ne le suit pas, c'est-à-dire qu'à n'importe quel moment nous pouvons avoir un problème grave sur un immeuble qui était enfermé dans un fichier depuis 8 ans, 9 ans et qui n'a pas

été suivi. C'est cela que nous sommes en train de résoudre. Donc, le fichier a été nettoyé. Nous avons encore 399 situations sur les 900 à suivre avec des périls ordinaires et 89 périls imminents sur la base des 900 avec des visites qui vont être prévues et suivi des travaux, etc. Donc, je disais, d'une part, nous renforçons les équipes de la Direction de la prévention et du service périls, et d'autre part, nous travaillons avec eux à les doter d'un logiciel informatique qui nous permettra aussi d'assurer ce suivi-là puisque ils n'étaient pas suffisamment équipés, le signe aussi d'un manque de priorité et de volonté sur ce sujet-là. Donc, on avance. C'est un sujet évidemment compliqué. Nous avons effectivement des situations régulières.

Madame FABRE, si vous en êtes d'accord, et je fais ici la proposition à l'ensemble des Présidents de groupe, je vous propose peut-être d'avoir un temps plus spécifique en petit comité pour avoir le temps, nous, de reprendre tous les chiffres, etc., puisque sinon je risquerais de me tromper ou d'oublier certains éléments, mais ce qui nous permettra à la fois de travailler sur le constat, de regarder les principales situations d'évacuation de périls que nous avons, Gambetta, rue de la Rousselle, quai de Richelieu, etc., de vous faire un petit peu un état des lieux et de discuter ensemble effectivement des pistes de travail actuelles de la mairie puisque parmi ces pistes, il y aura probablement une évolution nécessaire en tout cas à apporter de la réglementation, mais c'est surtout qu'il y a des dispositifs qui existent aujourd'hui auxquels nous n'avons pas accès, typiquement le GLTDLHI pour lequel je pense que nous aurons besoin du soutien de nos futurs parlementaires dans cette action-là.

Donc, si cela vous va, Madame FABRE, je vous propose de faire cela, de procéder ainsi. On va regarder avec les services quand est-ce que l'on peut organiser cela au mieux, mais...

Sur la question de la place Gambetta, pour revenir sur la genèse, on a reçu un signalement effectivement un jeudi ou un vendredi. On a très rapidement mandaté un expert au Tribunal administratif qui est venu rapidement sur place faire des constatations, et il s'avère qu'il y a un des murs de refend qui est le mur commun entre 12 bis et 13 qui menace de s'effondrer puisqu'il y a la voûte dans la cave qui est en situation de fragilité. Donc, le risque, comme d'habitude, c'est que si ce mur s'effondre, il fasse effondrer les deux immeubles, et les immeubles autour. Nous avons procédé à une évacuation : six commerces, un étage de bureaux et une agence immobilière. Donc, au total, huit entreprises qui seraient impactées. Il y avait, de mémoire, quatre logements et sept habitants. Sur ce type d'immeubles, ils sont peu habités dans les étages, ce qui, plutôt, pour beaucoup ici, une bonne nouvelle. Donc, on a eu l'obligation effectivement d'établir par ces commerces et ces entreprises des arrêtés d'interdiction d'exploitation. Les commerces ne peuvent ouvrir. Sur la boutique Baillardran qui fait l'angle, ils ont la possibilité de maintenir la boutique ouverte, mais pas l'atelier de production que l'on ne voit pas qui est à l'arrière. Effectivement, cela, on est des situations difficiles avec, des entreprises de tailles différentes et de structurations différentes qui fait que tout le monde n'est pas organisé de la même manière. Je sais que Sandrine, effectivement, les reçoit. Tu es là. Il y a des contacts qui ont été pris avec l'État aussi, la DIRECCTE, avec la Région, pour voir est-ce que la Région peut avoir des aides exceptionnelles, comment est-ce que l'État ou la DIRECCTE, la DETS même peut faciliter le recours au chômage technique pour les commerces concernés, et puis, il y a la démarche avec des assureurs, mais le problème avec les assureurs, c'est que, on l'a vu, on a expérimenté sur la rue de la Rousselle, c'est qu'effectivement, systématiquement, on cherche des moyens de ne pas venir indemniser, etc. Les gros, j'imagine, je ne suis pas très inquiet, je pense qu'ils sauront discuter avec leurs assureurs à moyens quasi égaux. Pour le reste, je crois qu'il faut vraiment et de manière générale, c'est ce que l'on a demandé aussi à France Assurance sur La Rousselle, c'est que les assureurs fassent comme à Marseille et qu'ils créent une avance d'indemnisation, qu'ils ouvrent une caisse et qu'ils se remboursent, effectivement, ultérieurement, si derrière il peut y avoir aussi des procédures judiciaires, peut-être qu'il y aura des procédures contre la Métropole pour les travaux. Cela, on ne sait pas du tout. Toujours est-il que cela peut faire partie des aléas de travaux publics auquel cas on se tient à disposition pour les documents. Après, on a regardé dans les expertises qui avaient été faites avant les travaux de la place Gambetta, les fissures que l'on voit aujourd'hui étaient déjà présentes avant. Est-ce qu'ils sont venus fragiliser ou pas ? Toujours est-il que l'on est effectivement très mobilisé sur ce sujet-là. J'en profite pour saluer les services de la Direction d'habitat, du CCAS, la Direction des préventions, la Direction des bâtiments et les services d'astreinte qui sont toujours très mobilisés dans des situations parfois complexes. Donc, à défaut d'être présente à cette réunion, je pense que l'on pourra tout à fait, je regarde Sandrine, mais vous communiquer en tout cas un bref compte rendu des échanges et vous tenir au courant des pistes de

travail.

M. LE MAIRE

Merci Stéphane pour ces réponses très complètes. Fabien ROBERT veut apporter un complément.

M. ROBERT

Oui, Monsieur le Maire, merci de votre réponse. J'attends donc ces documents. Merci aussi de dire les choses un peu différemment parce que Monsieur PFEIFFER, ce n'est pas tout à fait ce que vous avez dit la dernière fois. Reprenez les coupures de presse. Vous savez très bien quelle interprétation a été faite. On jetait l'opprobre sur les années JUPPÉ, sur la gestion du centre historique, et alors que l'on venait de vivre des drames, on imaginait qu'il pouvait s'en passer 900 autres. C'est cela l'impact psychologique qui a été, hélas, ressenti.

Sur le chiffre de 89 imminents, rien qu'au premier semestre 2021, vous en avez vous-même délivré 49, des périls imminents. C'est vos chiffres. C'est vous qui les avez communiqués. Donc, il faut comparer ce que vous avez fait en un semestre à ce que vous nous accusez de ne pas avoir suivi depuis très longtemps, 89, mais ce n'est pas possible. Bien sûr que les arrêtés de périls étaient suivis, bien sûr qu'il y avait un suivi régulier qui était fait, peut-être que dans le service il y a eu à un moment donné un certain nombre d'arrêtés qui ont été mis de côté, pourquoi pas. Mais il n'est mécaniquement pas possible, quand vous en mettez vous-même 49 en un semestre, que vous nous expliquez que l'on n'a rien fait pendant des années, qu'il y en a 89 aujourd'hui qui n'étaient pas suivis, il y a un problème. Il y a quelque chose qui ne va pas dans vos chiffres, mais je le répète, parlons-en autour d'une table. Nous n'avons absolument pas à rougir du traitement que nous avons du centre historique pendant 15 ans dans cette ville.

M. LE MAIRE

Merci. Stéphane, tu veux répondre ?

M. PFEIFFER

On en discuterait effectivement. On va vous proposer là, soit un format de rencontre avec effectivement les services techniques, la liste, etc., soit de vous communiquer cette liste, mais je pense qu'un échange peut être intéressant.

Sur les 89 arrêtés de périls et même sur les 900, c'est-à-dire que vous avez un fichier avec des adresses, avec la date de prise de l'arrêté, parfois dans cette même ligne des arrêtés de mainlevée, mais nous ne savons pas toujours pour ces arrêtés s'il y a eu des visites. Pour la plupart d'entre eux, les visites n'avaient pas eu lieu. La question est de savoir pour quelles raisons, je pense que les services étaient alors sous dotés dans leur capacité à réaliser ces visites-là. Je ne vais pas faire la liste de recrutement, etc., mais on est en train de renforcer cet aspect-là. Donc, oui, nous avons 89 périls imminents qui ont été pris sur les 10 dernières années qui persistent, et nous avons, vous le verrez dans la liste, on regardera cela, nous avons des situations d'arrêtés de périls imminents en 2014, passés ordinaires en 2016, et revus toujours problématique en 2022. Donc, on regardera cela cas par cas avec les services concernés, mais en tout cas, on n'est pas là pour mentir et faire du sens humaniste. On est là pour dire : « Il y a des problématiques sur plusieurs centaines d'immeubles à Bordeaux », et cela, ce ne sont que les situations dont nous avons connaissance et que du coup, nous devons nous équiper, nous organiser de manière à, un, assurer nos responsabilités, les visites, les périls quand c'est nécessaire et leur suivi ; deux, pour assurer aussi la population, mais on en discutera ensemble, Monsieur ROBERT, mais on fera ce groupe de travail pour travailler sur les pistes parce que là, on aura besoin de la mobilisation de tout le monde.

M. LE MAIRE

Merci Stéphane. Après ces longues discussions, je mets au débat cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Madame la secrétaire de séance.

D-2022/163

Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique de Bordeaux. Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants. Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Face aux enjeux de requalification du parc de logements privés qui représente plus de 80% des résidences principales à Bordeaux, la Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé s'inscrivant dans la réglementation de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH).

L'Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés dégradées ou fragiles du centre historique de Bordeaux (OPAH RU – CD) vise à requalifier durablement l'habitat privé sur le secteur du centre ancien de Bordeaux, en accompagnant techniquement et financièrement les propriétaires privés du centre-ville, qu'ils soient occupants ou bailleurs, dans la réalisation de travaux.

Le volet « réhabilitation des copropriétés dégradées » permet de répondre à une caractéristique prépondérante du parc immobilier ancien de Bordeaux et déployer de manière expérimentale des moyens opérationnels dédiés pour remettre en état les petites copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique.

Ce dispositif accompagné par la Ville de Bordeaux, sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine conformément aux transferts de compétences issus de la loi Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, a été validé en conseil municipal le 6 mars 2017 et complète sur le plan incitatif les outils opérationnels mis en place par les collectivités, notamment le Programme de rénovation des quartiers anciens dégradés (PRQAD) et la concession d'aménagement, pour mettre en œuvre le projet urbain [re]Centre.

La convention de financement relative à l'OPAH RU – CD signée le 27 avril 2017 fixe les objectifs opérationnels du dispositif. Elle établit pour 5 ans le cadre partenarial dans lequel les propriétaires situés dans le centre ancien de Bordeaux pourront bénéficier de subventions pour rénover leur logement.

Ainsi, l'ANAH, l'Etat, la Ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole, l'Etablissement public d'aménagement (EPA) Euratlantique, la Caisse des dépôts et consignations, Procivis de la Gironde, Procivis les Prévoyants, Action Logement, la Caisse d'Allocations Familiales, le Fond de Solidarité Logement, l'Agence nationale pour l'information sur le logement (ADIL), la Fondation Abbé Pierre ont-ils précisé leurs engagements techniques et financiers pour la période 2017- 2022.

Par ailleurs, InCité a été missionné par voie d'appel d'offre pour accompagner les propriétaires de manière individualisée et gratuite tout au long de leur projet. L'animateur du dispositif constitue à ce titre un guichet unique pour la perception des subventions.

Les aides financières mobilisées dans le cadre de l'OPAH RU- CD permettent de répondre aux objectifs suivants :

- inciter les propriétaires bailleurs à offrir à leurs locataires des conditions de vie de qualité et des loyers modérés (conventionnés) ;
- accompagner les propriétaires occupants modestes et très modestes (plafonds ANAH) dans l'amélioration de la qualité de leur patrimoine ;

- accompagner les propriétaires dont le logement fait l'objet d'une notification de travaux dans le cadre des Périmètres de restauration immobilière (PRI) ou d'une Déclaration d'utilité publique (DUP) ;
- aider les propriétaires à réaliser des équipements résidentiels permettant d'améliorer le confort d'usage des immeubles (locaux vélos, locaux poussettes, locaux poubelles, stationnements) ;
- accompagner les syndicats de copropriété dont la réalisation d'un diagnostic multicritère mené dans le cadre de l'OPAH a confirmé la nécessité d'une intervention globale.

Au titre des actions visant à l'amélioration des logements, les propriétaires occupants, les propriétaires bailleurs, ou les syndicats de copropriétaires d'une copropriété dégradée sont donc susceptibles de bénéficier d'aides de la Ville.

Dans ce cadre, il est proposé d'accorder une aide de la Ville pour les projets listés dans les tableaux annexés, pour un montant total de 10 335€.

Le versement des subventions de la Ville aux propriétaires interviendra après réalisation complète des travaux, au vu de la décision de versement total de la subvention de l'ANAH pour les travaux ouvrant droit aux aides de l'Agence.

Concernant la création ou l'amélioration des équipements résidentiels, une convention de gestion financière entre la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole confie à la Ville la mission de gérer, à titre gratuit, l'engagement et le mandatement des subventions de Bordeaux Métropole aux propriétaires pour ce type de travaux.

A ce titre, il est proposé d'accorder une aide de Bordeaux Métropole pour le projet listé dans le tableau annexé et qui représentent un montant total de 1 000 euros.

En cas de non-respect des engagements pris par le propriétaire auprès des partenaires, ce dernier serait tenu de reverser la subvention à la Ville.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- accorder à chacun des bénéficiaires les subventions de la Ville de Bordeaux, conformément aux montants indiqués dans les tableaux annexés.

Ces différentes dépenses ci-dessus énumérées seront imputées sur le budget de l'exercice en cours.

ADOPTÉ A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Mme GARCIA

Délibération 163 : Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain à volet réhabilitation des copropriétés fragiles ou dégradées du centre historique de Bordeaux – Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants.

M. LE MAIRE

Merci. Stéphane.

M. PFEIFFER

Je vous propose de valider ici les subventions municipales dans le cadre de l'OPAC copropriété dégradée. Je suis disponible pour répondre aux questions si nécessaire.

M. LE MAIRE

Qui souhaite intervenir ? Je ne vois pas de demande de prise de parole. Donc, je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

D-2022/164

Programme d'intérêt général métropolitain ' Le réseau de la réhabilitation ' 2019 - 2024.

Subvention de la Ville aux propriétaires bailleurs et aux propriétaires occupants.

Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Les politiques de rénovation du parc privé sont indispensables pour améliorer la qualité des logements anciens. La Ville et ses partenaires cofinancent des dispositifs incitatifs d'amélioration du parc privé s'inscrivant dans la réglementation de l'Agence nationale de l'habitat (Anah).

La Ville de Bordeaux est engagée depuis plus de 15 ans dans la mise en œuvre des plusieurs Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur son centre historique mais également dans le soutien aux 2 précédents Programme d'intérêt généraux (PIG) métropolitains.

L'inscription dans ce nouveau dispositif métropolitain a été décidée par délibération n°2019/467 du 12 juillet 2019 et les modalités d'aide aux propriétaires ont été précisées dans la convention communale signée le 31 décembre 2019.

Les objectifs de ce nouveau PIG « Le Réseau de la réhabilitation » sont :

- De contribuer au repérage actif des situations nécessitant une aide à l'amélioration du bâti,
- De lutter contre la précarité énergétique en réduisant les charges énergétiques liées aux caractéristiques du logement,
- D'encourager les travaux d'accessibilité et d'adaptation des logements facilitant le maintien des personnes âgées et/ou des personnes handicapées,
- De traiter le mal-logement subi par les occupants modestes et très modestes, que le logement soit occupé par le propriétaire ou par un locataire,
- De contribuer au développement d'une offre de logements locatifs à loyers maîtrisés, par le biais du conventionnement avec travaux, afin de maintenir une offre abordable à destination des ménages modestes,
- Mobiliser le parc vacant de plus de 3 ans pour accroître l'offre en logements afin de répondre au besoin du maintien d'une offre abordable et ainsi participer à la détente des prix du marché local.

Dans ce cadre, les Propriétaires bailleurs (PB) et les Propriétaires occupants (PO) sont donc susceptibles de bénéficier d'aides financières de la Ville.

Au titre de la présente délibération, il est proposé d'accorder une aide de la Ville pour les 2 projets inscrits dans le tableau annexé, pour un montant total de 5 662.27 euros.

Le versement des subventions de la Ville aux propriétaires interviendra après réalisation complète des travaux, au vu de la décision de versement total de la subvention de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour les travaux ouvrant droit aux aides de l'Agence.

En cas de non-respect des engagements pris par le propriétaire auprès des partenaires, ce dernier serait tenu de reverser la subvention à la Ville.

Pour éviter de faire porter aux propriétaires les plus fragiles des avances sur travaux trop importantes, les aides de la Ville au bénéfice des propriétaires occupants très modestes, pourront être versées directement aux entreprises dans une logique de tiers payant, ou à un organisme tiers (Crédit municipal de Bordeaux ou Procivis Nouvelle Aquitaine si le propriétaire

souhaite bénéficier d'une caisse d'avance dans le cadre de son projet), lorsque le propriétaire l'aura autorisé.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir autoriser le Maire à :

- Accorder à chacun des bénéficiaires la subvention indiquée pour la Ville de Bordeaux.

Ces différentes dépenses ci-dessus énumérées seront imputées sur la sous-fonction 72, nature 20422 du budget de l'exercice en cours.

ADOpte A L'UNANIMITE

D-2022/165

Logements locatifs aidés. Modification de versement des subventions. Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Réadapter la ville au parcours résidentiel des ménages constitue un enjeu de la politique de l'habitat de la commune de Bordeaux.

De la réponse aux besoins liés à la grande précarité, au développement de logements à loyers sociaux jusqu'aux biens en accession à la propriété à prix maîtrisés, la commune prévoit d'encourager toute la gamme des logements abordables.

Le développement du parc de logements locatifs sociaux implique la mobilisation d'obligations d'urbanisme renforcées et des outils fonciers, mais également un accompagnement financier soutenu des opérations afin de faciliter le montage des projets et de garantir des loyers encadrés.

Par ces différents moyens, la Ville de Bordeaux met en œuvre tous les leviers permettant de se conformer à terme à l'objectif légal de 25% de logements conventionnés dans les résidences principales pour lequel la ville a un important retard.

Par le biais de son règlement d'intervention en faveur du logement social, la commune de Bordeaux soutient ainsi la création de nouveaux logements locatifs sociaux sur son territoire et a accordé des subventions à de nombreuses opérations.

Toutefois, compte-tenus des délais de clôture des opérations et de la nécessité pour les bailleurs de mobiliser rapidement des fonds propres pour engager de nouveaux projets sur la Ville, il vous est proposé de modifier les modalités de paiements des soldes des subventions.

Le versement de la subvention pourra toujours être réalisé en 3 fois mais avec une simplification pour le paiement des soldes :

- premier acompte de 50% du montant de la subvention sur présentation par le bénéficiaire :
 - o des ordres de services de démarrage des travaux ou du justificatif de versement de l'acompte lié à cette étape du projet prévu dans l'acte de VEFA
 - o des ordres de services de démarrage des travaux ou du justificatif de versement de l'acompte lié à cette étape du projet prévu dans l'acte de VEFA
- deuxième acompte jusqu'à 80% du montant de la subvention sur présentation d'un relevé de dépenses justifiant l'atteinte de 80% de dépenses sur l'assiette subventionnable ;
- solde sur présentation par le bénéficiaire :
 - o de la décision de clôture financière de l'opération Bordeaux Métropole ou de l'Etat ou de la convention APL publiée,
 - o la déclaration d'achèvement des travaux ou, à défaut, le procès-verbal de réception des travaux,
 - o le prix de revient détaillé de l'opération ;
 - o du justificatif de performance énergétique pour les opérations en acquis-amélioré,
 - o et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide.

Dans ces conditions, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- autoriser la modification des modalités de versement des subventions accordées aux

organismes de logement social et simplifier le paiement des soldes des aides déjà votées et des futures ;

- imputer les dépenses au chapitre 204, article 2324 (compte spécifique 20422), fonction 552 du budget de l'exercice en cours, pour toutes les subventions votées depuis le 1er janvier 2021.

ADOpte A L'UNANIMITE

D-2022/166

Logements locatifs aidés. Opération neuve réalisée la SA d'HLM CLAIRSIENNE. Programme de 48 logements 5 avenue des 40 journaux, îlot 4 à Bordeaux. Demande de subvention. Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Réadapter la ville au parcours résidentiel des ménages constitue un enjeu de la politique de l'habitat de la commune de Bordeaux.

De la réponse aux besoins liés à la grande précarité, au développement de logements à loyers sociaux jusqu'aux biens en accession à la propriété à prix maîtrisés, la commune prévoit d'encourager toute la gamme des logements abordables.

Le développement du parc de logements locatifs sociaux implique la mobilisation d'obligations d'urbanisme renforcées et des outils fonciers, mais également un accompagnement financier soutenu des opérations afin de faciliter le montage des projets et de garantir des loyers encadrés.

Par ces différents moyens, la Ville de Bordeaux met en œuvre tous les leviers permettant de se conformer à terme à l'objectif légal de 25% de logements conventionnés dans les résidences principales pour lequel la ville a un important retard.

Par le biais de son règlement d'intervention en faveur du logement social, la commune de Bordeaux soutient ainsi la création de nouveaux logements locatifs sociaux sur son territoire.

Dans ce cadre, la SA d'HLM CLAIRSIENNE a sollicité une subvention de la Ville pour l'acquisition en Vente en l'État Futur d'Achèvement de 48 logements locatifs sociaux, dont 28 financés en PLUS et 20 en PLAI, situés 5 avenue des 40 journaux, îlot 4 à Bordeaux.

L'offre sera constituée de 14 T2, 13 T3, 9 T4 et 2 T5 et le programme comptera 48 places de stationnement pour automobiles.

Bordeaux Métropole a autorisé le financement de cette opération par décision du 31 décembre 2019.

La Ville de Bordeaux souhaite participer à l'équilibre financier de ce programme selon les modalités du règlement d'intervention en faveur du logement social en vigueur au moment de l'agrément de cette opération. Cette aide constitue une subvention d'équilibre liée aux surcoûts de l'opération, notamment sur la partie foncière.

S'agissant d'une opération de construction neuve, le montant de subvention par logement est de 5 000 euros.

Montant de la subvention de la Ville :

- 48 logements x 5 000 euros = 240 000 euros.

Le versement de la subvention pourra être réalisé en 3 fois :

- premier acompte de 50% du montant de la subvention sur présentation par le bénéficiaire : des ordres de services de démarrage des travaux ou du justificatif de versement de l'acompte lié à cette étape du projet prévu dans l'acte de VEFA et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide,
- deuxième acompte jusqu'à 80% du montant de la subvention sur présentation d'un relevé de dépenses justifiant l'atteinte de 80% de dépenses sur l'assiette

subventionnable,

- solde sur présentation par le bénéficiaire : de la décision de clôture financière de l'opération de Bordeaux Métropole ou de l'Etat ou de la convention APL publiée, de l'attestation de conformité travaux (hormis pour les VEFA), du justificatif de performance énergétique pour les opérations en acquis-amélioré et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide.

Dans ces conditions, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- 1 décider de la participation de la Ville à l'équilibre du financement de cette opération à hauteur de 240 000 euros maximum.
- 2 créditer la SA d'HLM CLAIRSIENNE sur présentation des justificatifs ci-dessus énumérés,
- 3 imputer cette dépense au chapitre 204, article 2324 (compte spécifique 20422), fonction 552 du budget de l'exercice en cours.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Délibération 166 : Logements locatifs aidés – Opération neuve réalisée la SA d'HLM CLAIRSIENNE – Programme de 48 logements, 5 avenue des 40 journaux, îlot 4 à Bordeaux – Demande de subvention.

M. LE MAIRE

Merci. Stéphane PFEIFFER a la parole.

M. PFEIFFER

Je vous propose de soutenir cette opération de logement social.

M. LE MAIRE

Quelqu'un souhaite intervenir ? Écoutez, je ne vois pas de demande de prise de parole. Si, Madame CERVANTÈS-DESCUBES. Madame, vous avez la parole.

Mme CERVANTES-DESCUBES

Oui, nous voulions vous faire part de nos réticences parce que, encore une fois, on reparle de VEFA sous maîtrise privée, et également on voit que l'on construit encore dans des quartiers qui sont déjà saturés d'immeubles et de béton. On a vraiment l'impression que l'on y entasse les gens.

Nous voulions vous faire part également de notre insatisfaction d'une réflexion absente sur le réaménagement du territoire, de la nécessité de développer le logement hors agglomération en lien évident avec le redéveloppement de l'activité dans le Département autour de la Métropole.

Moi, je voulais en profiter aussi pour faire un petit rappel avec la 167 concernant le logement social, le logement tout court, car, en fait, les deux sont liés, à Bordeaux comme partout, subit une aggravation terrible des conditions pour pouvoir avoir un toit sur la tête, ce qui est la base pour vivre décemment. Pour celles et ceux qui ont de faibles revenus, surtout c'est catastrophique. C'est bien entendu pour les riches, les supers riches que cela va bien. Ils ont même eu droit à la une du journal *Sud Ouest* du jeudi 2 juin qui explique dans le détail où vivent les riches. Ici, le top étant Caudéran et Bouliac où l'article nous parle de luxueuses villas où les propriétaires n'ont pas dû souffrir du confinement. Il y a autour de 42 000 dossiers en attente de logement social sur Bordeaux Métropole et le temps d'attente pour avoir enfin une offre augmente et peut durer des années. Bien entendu, beaucoup d'eux ne renouvellent pas chaque année leur dossier par découragement. Le marché de la location dans le privé, lui, est fermé du fait du montant des loyers et de la faiblesse des revenus. Pour beaucoup, le loyer représente la moitié et plus du revenu. On s'accorde à dire qu'en 40 ans la part du loyer dans le revenu a en moyenne doublé. Ce problème de logement, sa cause principale économique, c'est le non-partage des richesses qui ne permet pas à chacun et chacune de subvenir à ses besoins élémentaires comme celui primordial de se loger. Cela dépasse, certes, le pouvoir des mairies et des collectivités, mais cela devrait être une priorité des priorités et la Ville pourrait avoir une politique bien plus offensive notamment dans la réhabilitation des bâtiments ou même la réquisition des logements vacants, comme le disait très justement ou le proposait très justement Harmonie LECERF dans une vidéo partagée du 24 juin 2020.

Par contre, excusez-moi, mais je voulais associer le Bordeaux en lutte à l'hommage rendu à François DIAZ, surnommé Paquito. Le camarade Paquito était de ces militants qui ont un rôle important vis-à-vis des plus précaires et des plus précaires exclus et qui pallient les manques des services publics. Sur Bordeaux, Paquito était la cheville ouvrière des ouvertures de squats. Je pense également à ses proches.

M. LE MAIRE

Merci Madame CERVANTÈS-DESCUBES. Stéphane PFEIFFER va vous répondre.

M. PFEIFFER

Un étonnement et une remarque. L'étonnement, c'est que vous nous dites : « Vous ne produisez pas assez de logements sociaux et que l'on vient produire du logement social », Brigitte, mais pourquoi vous produisez du logement ? À un moment il faut aussi que l'on ait un peu de cohérence. On produit

là-bas parce que c'était prévu de toute manière qu'il y ait du logement là-bas, et que c'est là où on a des fonciers disponibles. Après, là où je vous rejoins et je partage une grande partie de votre constat notamment sur la nécessité de créer de la mixité dans les quartiers où il n'y a pas assez de logements sociaux, c'est le travail de la concession d'aménagement dans le centre historique, et on aura l'occasion d'en discuter plein de fois pendant les prochaines années, mais il faut que l'on arrive à renforcer cela. Dans le petit groupe que j'ai évoqué tout à l'heure, on aura à discuter la question du renouvellement de ce que l'on appelle le PNRQAD et les aides d'État via l'ANRU qui venait soutenir la collectivité dans le financement de logement social dans le centre ancien, nous n'avons plus cette aide-là. C'est plusieurs millions d'euros en moins. Donc, du coup, c'est un impact assez conséquent. Puis, nous sommes en train de discuter avec l'État, des bailleurs sociaux et des propriétaires, établissement public foncier aussi pour faire du repérage de fonciers dans des quartiers qui sont sous dotés aujourd'hui en logements sociaux, Caudéran, Saint-Augustin, Nansouty-Saint-Genès, etc., pour effectivement aller développer une offre de logements sociaux dans ces quartiers-là. Je pense que dans l'année, on pourra vous proposer des opérations dans ces quartiers-là, au moins en grande masse pour l'instant, mais en tout cas, l'objectif, c'est bien d'arriver à cela.

Puis, juste un petit mot, vous rappeler aussi sur la question que je trouve que l'on ne dit pas assez, mais pourquoi est-ce qu'il faut des logements sociaux, c'est parce que finalement, le marché privé n'est pas en capacité de répondre aux besoins notamment pour une question financière, et dès lors que l'on laisse le marché privé un peu flou sur la question du logement de s'autoréguler, on voit bien que cela ne fonctionne pas. Donc, pour répondre aussi à vos questions et plutôt vos constats, je vous rappelle quand même que depuis le 1^{er} janvier 2022, nous avons un permis de louer qui permet aussi de vérifier quand même la qualité des logements qui sont loués dans un périmètre de la ville, c'est une expérimentation et que dans les prochains mois sera mis en œuvre sur la Ville de Bordeaux l'encadrement des loyers qui viendra aussi plafonner le montant des loyers, et qui permettra à terme aussi de limiter l'augmentation de ces loyers alors que l'on est en train de créer toute la chaîne sur le logement ; Il faudra encore quelques mois pour que tout se mette en œuvre, mais d'ici, je pense, au milieu de l'année prochaine, on aura réussi à fixer un peu tout cela.

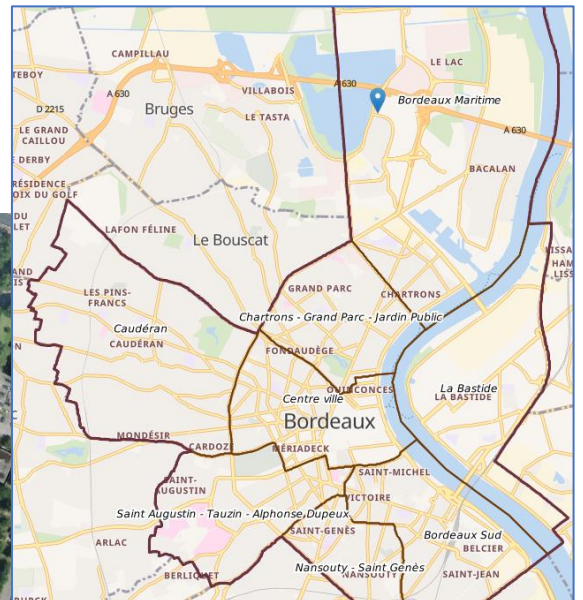
M. LE MAIRE

Merci Stéphane. Je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La libération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

Plan de situation

Programme : 48 logements
5 avenue des 40 journaux – îlot 4
Opérateur : CLAIRSIENNE
Quartier : Bordeaux Maritime



D-2022/167

Logements Locatifs Aidés. Opération neuve réalisée par l'Office Public de l'Habitat AQUITANIS.

Programme de 30 logements 350 avenue Thiers à Bordeaux. Modification du montant de subvention. Autorisation.

Monsieur Stéphane PFEIFFER, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique de soutien à la production du logement social, la commune de Bordeaux a accordé, par délibération D-2020/20 du 27 janvier 2020, une subvention pour un opération de 30 logements locatifs sociaux, situés au 350 avenue Thiers à Bordeaux, à l'OPH AQUITANIS.

S'agissant d'une opération de construction neuve, le montant de subvention par logement voté est de 5 000 euros par logement, soit une subvention de 150 000 euros pour 30 logements.

Toutefois, une erreur technique s'est glissée dans cette délibération. L'opération se situant sur un secteur de mixité sociale (SMS), le bailleur peut prétendre à une subvention complémentaire de 3 000 euros par logement. Il convient donc de rectifier cette erreur.

Montant de la subvention complémentaire de la Ville :

- 30 logements x 3 000 euros = 90 000 euros.

Le versement de la subvention pourra toujours être réalisé en 3 fois :

- premier acompte de 50% du montant de la subvention sur présentation par le bénéficiaire : des ordres de services de démarrage des travaux ou du justificatif de versement de l'acompte lié à cette étape du projet prévu dans l'acte de VEFA et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide,
- deuxième acompte jusqu'à 80% du montant de la subvention sur présentation d'un relevé de dépenses justifiant l'atteinte de 80% de dépenses sur l'assiette subventionnable,
- solde sur présentation par le bénéficiaire : de la décision de clôture financière de l'opération de Bordeaux Métropole ou de l'Etat ou de la convention APL publiée, de l'attestation de conformité travaux (hormis pour les VEFA), du justificatif de performance énergétique pour les opérations en acquis-amélioré et de toute autre pièce jugée nécessaire par les services instructeurs de l'aide.

Dans ces conditions, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- 1 décider de la participation de la Ville à l'équilibre du financement de cette opération à hauteur de 90 000 euros maximum.
- 2 créditer l'Office Public de l'Habitat AQUITANIS sur présentation des justificatifs ci-dessus énumérés,
- 3 imputer cette dépense au chapitre 204, article 2324 (compte spécifique 2041582), fonction 552 du budget de l'exercice en cours.

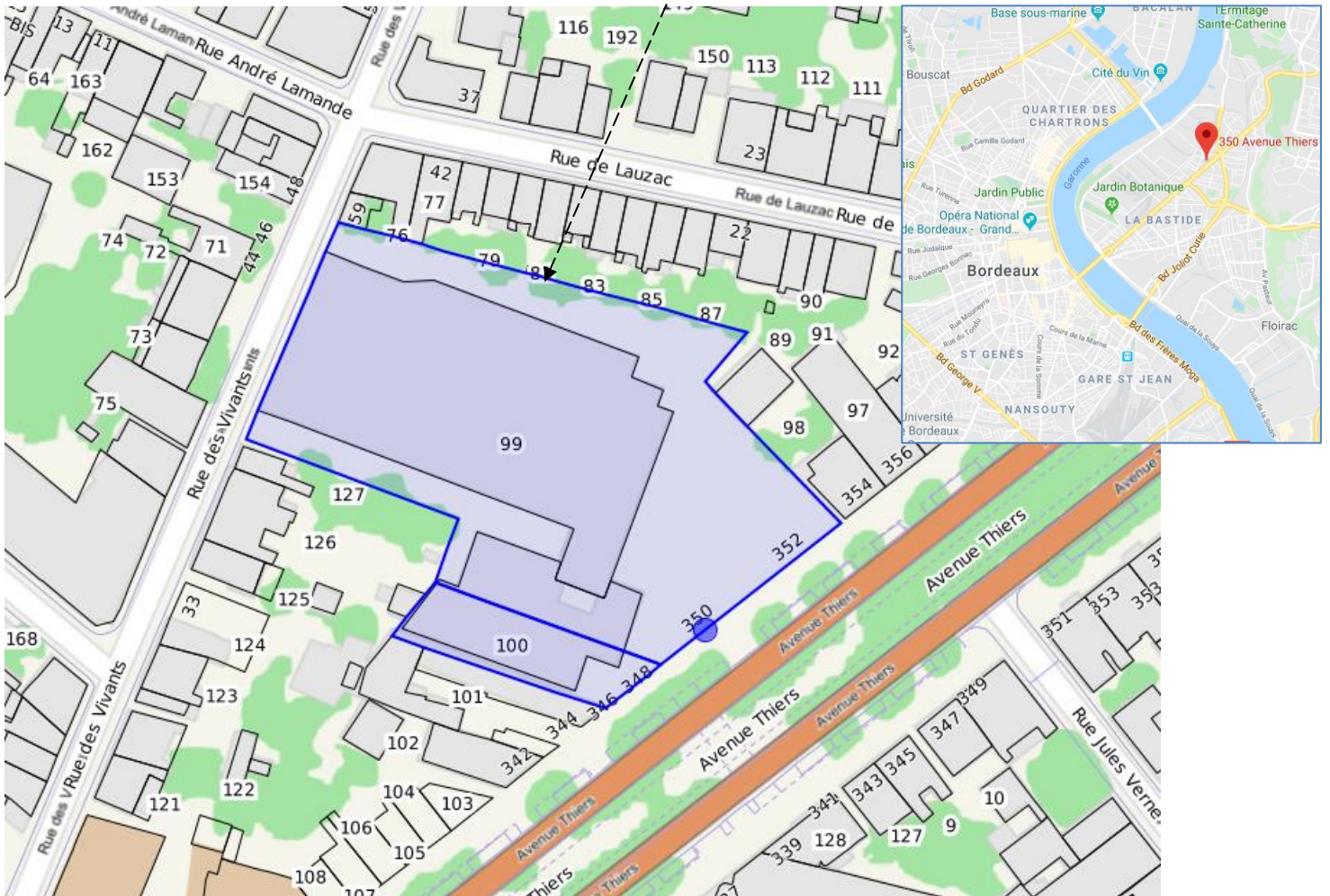
ADOpte A L'UNANIMITE

NON PARTICIPATION AU VOTE DE Messieurs Pierre HURMIC, Bernard Louis BLANC, Pierre de Gaétan NJIKAM MOULIOM, et Madame Harmonie LECERF

Plan de situation

Programme : 30 logements
350 avenue Thiers

Opérateur : AQUITANIS
Quartier : Bordeaux Bastide



DELEGATION DE Madame Camille CHOPLIN

D-2022/168
Attribution d'aides en faveur des associations. Délégation vie associative. Subventions 2022. Exonération partielle. Adoption. Autorisation.

Madame Camille CHOPLIN, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La ville de Bordeaux soutient le tissu associatif bordelais via des appuis logistiques (prêt de matériel, mise à disposition de salles municipales), des accompagnements (aide administrative, formations) et un soutien financier par la mise en place d'appels à projets (prix des jeunes associations...) et l'attribution de subventions.

Cette aide financière leur permet de poursuivre leurs activités, de promouvoir l'engagement et la solidarité, de créer du lien social, d'organiser des manifestations festives et de valoriser la vie associative et le bénévolat.

Je vous propose d'attribuer la somme de 35 500 euros prévue au budget primitif 2022 pour 5 associations et de la répartir de la manière suivante :

ASSOCIATIONS	Montants 2022 (en euros)
Dansons Sur Les Quais Organise la 18ème édition de la manifestation estivale « Dansons sur les Quais », portée jusqu'à présent par l'association Danse avec Nous. C'est un évènement mêlant tous les styles de danse, pour tous, qui est proposé placette Munich, Quai Louis XVIII, durant la deuxième quinzaine de juillet.	30 000
FoodSweetFood Organise le festival culinaire solidaire « Refugee Food Festival », qui consiste à créer des collaborations entre des restaurateurs et des cuisiniers bénéficiaires d'une protection internationale.	1 000
Aquitaine Partage : Participe aux actions d'animation et de promotion de la vie associative et du bénévolat à Bordeaux, soutient les associations dans le développement de leur connaissance du milieu associatif.	1 000
Associations des Bassins à Flot de Bordeaux Met à disposition un local multi-associatif nommé « Le Hangar Marin » pour les associations des bassins à flot.	2 000
Association Nationale des Amis de Jean Moulin Pérennise la mémoire de Jean Moulin auprès des jeunes, son action, et organise la cérémonie nationale au Panthéon.	1 500
TOTAL	35 500

Par ailleurs, la Société Health Care Innovation, mandatée par l'Ordre des Infirmiers, avait réservé des salles à l'Athénée « Joseph Wrésinski » les 4 et 5 mai 2021. En raison du contexte sanitaire, la société a finalement organisé cet évènement en distanciel en omettant de prévenir les services dans les délais requis (8 jours). Ainsi, les services ont procédé à l'envoi de la facture d'un montant de 2 030 euros.

Ces dernières semaines, l'organisateur est revenu vers la Ville pour demander une réduction du montant de cette location non effective.

Il vous est proposé de consentir une exonération partielle correspondant à 50% du montant de la location, ramenant le montant de celle-ci à 1 015 euros.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à faire procéder au versement de ces sommes aux associations précitées, les crédits correspondants étant prévus au budget primitif 2022.
- à signer les conventions de partenariat et les avenants, si nécessaire.
- à consentir en faveur de la société Société Health Care Innovation, une exonération correspondant à 50% du montant de la location, ramenant le montant de celle-ci à 1 015 euros.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

DELEGATION DE Monsieur Didier JEANJEAN

D-2022/169

Stationnement payant - Fonds de concours Bordeaux Métropole pour la fourniture et la pose d'horodateurs au titre de 2019 à 2022

Monsieur Didier JEANJEAN, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La politique de gestion du stationnement influe très directement sur les conditions générales de déplacement et sur le confort d'usage de la ville. Elle donne également des résultats très significatifs en termes de report modal en proportion de l'effet consenti.

La politique d'extension des zones réglementées menées par la ville de Bordeaux, commune membre de Bordeaux Métropole, a particulièrement démontré cet effet bénéfique de la réglementation du stationnement sur les comportements en matière de mobilité. Il a ainsi été observé qu'à chaque passage en stationnement payant d'un quartier, ses habitants retrouvent instantanément des capacités de stationnement et peuvent accéder plus facilement à leur domicile, en contrepartie d'un abonnement.

La mise en place d'une politique cohérente de stationnement, en lien avec les communes, présente donc un enjeu primordial. C'est la raison pour laquelle Bordeaux Métropole a décidé au travers du Schéma des mobilités de maintenir un subventionnement à hauteur de 50 % pour la fourniture et la pose des horodateurs dans le cadre de l'extension des zones règlementées. Ce subventionnement est en vigueur depuis 2015.

Les présentes conventions ont pour objet de définir le champ d'application du fonds de concours et les modalités de participation financière de Bordeaux Métropole avec la ville de Bordeaux en vue de permettre le développement et le déploiement des zones réglementées du stationnement.

Une première convention au titre de 2019 à 2021 définit 3 secteurs subventionnés : Nansouty, Bastide et Bordeaux Maritime

Une seconde au titre de l'année 2022 définit 4 secteurs subventionnés sur les boulevards : 1ère phase – Judaïque/barrière de Pessac ; 2ème phase- Pessac/barrière Toulouse, Chartrons et maritime

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à signer ces deux conventions de subvention pour la fourniture et la pose des horodateurs dans le cadre de l'extension des zones règlementées entre 2019 et 2022

ADOPTE A LA MAJORITE

ABSTENTION DU GROUPE RENOUVEAU BORDEAUX
VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX ENSEMBLE
VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
VOTE CONTRE DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Dans la délégation de Monsieur Didier JEANJEAN, délibération 169 : Stationnements payant – Fonds de concours Bordeaux Métropole pour la fourniture et la pose d'horodateurs au titre de 2019 à 2022. Je crois que cette délibération est présentée par Ève DEMANGE.

M. LE MAIRE

Ève DEMANGE demande la parole.

Mme DEMANGE

Non, je pense qu'il y a une erreur. En fait, c'est la suivante. Je présente la suivante.

M. LE MAIRE

Non, ce n'est pas Ève DEMANGE. Didier JEANJEAN, je pense que les débats ne porteront pas sur la délibération. Donc, ce n'est pas la peine de longuement la présenter. Je pense que cela serait des débats annexes. Donc, voilà, je te laisse juge. Didier JEANJEAN.

M. JEANJEAN

C'est tout à fait ce que j'allais dire.

M. LE MAIRE

Cela tombe très bien. Qui souhaite s'inscrire dans le débat ? J'ai Madame CERVANTÈS-DESCUBES et Madame AMOUROUX.

Madame CERVANTÈS-DESCUBES. Allez-y.

Mme CERVANTÈS-DESCUBES

C'est bien pour la 169. Nous voulions vous faire part de notre doute sur l'efficacité du stationnement payant. Nous sommes davantage bien évidemment sur la défense de la gratuité du stationnement au moins pour les résidents bordelais. Comme cela a été évoqué tout à l'heure, nous revenons à nouveau sur la gratuité des transports de manière à limiter le besoin d'utilisation de la voiture. La gratuité des transports, certes, mais peut-être un nouveau remaillage du réseau de transport qui permettrait plus facilement de se déplacer plutôt que de revenir à chaque fois sur le centre-ville. Je ne reviendrai pas sur les raisons pour lesquelles malheureusement il est plus facile avec la vie actuelle d'avoir deux voitures parce que le travail n'est pas forcément à côté du logement, les écoles non plus et les horaires de travail sont souvent différents dans la même famille.

Sur le stationnement payant, ce que l'on peut constater, c'est qu'en règle générale cela ne règle pas grand-chose dans les quartiers. Je pense que Vincent MAURIN et Olivier ESCOTS seront certainement d'accord : souvent, cela provoque du stationnement sauvage, ce qui peut bloquer certains quartiers. On le vit notamment du côté des Bassins à flot, ce qui avait été un petit peu dénoncé, entre guillemets, lors d'une réunion de quartiers lors de laquelle il y avait un sujet, un petit groupe de travail sur les mobilités fort intéressant et où était évoqué justement le fait de contraindre les gens à ne pas prendre leur voiture, mais force est de constater que dans la situation actuelle on le voit bien aussi avec les boulevards, Bordeaux est complètement bloquée et le fait de devoir payer un stationnement ne favoriserait que certaines catégories de la population, et quid aussi des artisans qui ont besoin de leur véhicule avec tout le matériel à l'intérieur. Donc, nous avons remarqué qu'un état des lieux et des possibilités de stationnement à Bordeaux fait apparaître de larges zones payantes, les parcs-relais de TBM, un stationnement payant à l'intérieur des boulevards et Bastide, parc privé, VINCI, METPARK, INDIGO. Il semble donc que cette fameuse politique cohérente de stationnement payant soit loin d'avoir porté les fruits d'une diminution par deux de l'utilisation de la voiture. Nous votons donc contre l'extension du parking payant et la mise en place d'horodateurs. Nous réitérons notre demande d'augmentation de place dans les parcs-relais à l'entrée des lignes de trames, leur gratuité ainsi que la gratuité des transports urbains et un nouveau maillage pour les transports, ce qui concourrait à diminuer fortement l'utilisation de la voiture.

M. LE MAIRE

Merci. Avant de passer la parole aux intervenants suivants, j'attire votre attention sur le fait que ce n'est pas une délibération sur l'opportunité du stationnement payant. On l'a déjà eu 150 fois dans cette assemblée. Aujourd'hui, c'est une délibération technique concernant l'achat d'horodateurs. Ce n'est pas spécialement vous Madame qui êtes visée, vous pouvez refaire le débat sur l'opportunité du

stationnement payant, mais j'attire votre attention sur le fait, essayez de dire des choses que vous n'avez pas déjà dites. Voilà, c'est simplement enrichir le débat d'éléments nouveaux, mais si c'est pour nous répéter et réinviter à chaque Conseil municipal le stationnement payant, on connaît votre position, mais vous pouvez le redire, mais essayez un peu de le dire d'une façon un peu concise et surtout avec des arguments nouveaux. Je vous en remercie par avance, et je vous donne la parole Madame AMOUROUX.

Mme AMOUROUX

Merci Monsieur le Maire. Je vais commencer par une citation : « Bien naïf serait celui qui entreprendrait de faire changer d'avis un entêté », disait en 1868 Henri Frédéric Amiel, écrivain et philosophe suisse. Je veux bien être cette fois encore la naïve là aujourd'hui, et donc tenter de vous faire évoluer sur cette question du stationnement.

M. LE MAIRE

Vous tombez dans le piège que je viens de dénoncer.

Mme AMOUROUX

Mais, oui, excusez-moi, j'ai droit aussi à parler, donc je continue. En effet, sans un peu de caractère et même d'entêtement, on ne peut atteindre un but quelconque disait ce même auteur. J'espère donc aujourd'hui atteindre ce but et vous dire une nouvelle fois que sur cette question du stationnement payant nous regrettons, une nouvelle fois, mais, oui, pardon, mais comme je n'obtiens pas de réponse, je repose les questions. Nous regrettons que la concertation menée avec les riverains était biaisée et aurions préféré, vous le savez, le stationnement résident à un euro et la gratuité pour le deuxième véhicule, d'une part, et la zone bleue pour les non-résidents, d'autre part. Nous appelons donc de nos vœux, une nouvelle fois, une meilleure diffusion de l'information aux riverains de ces secteurs concernés qui n'existent pas ou peu. Nous sommes enfin rigoureusement opposés à toute tarification du stationnement, selon les revenus des ménages, dite sociale.

En effet, conformément à une prise de position de notre groupe en septembre 2020, réaffirmée en décembre 2021, nous considérons que vous développez, une nouvelle fois, une politique dogmatique d'écologie punitive et que la tarification dite sociale et solidaire est un nouvel impôt déguisé. Cette politique est menée sans concertation avec les habitants alors que vous prétendez être le Maire de la démocratie permanente. En outre, ces mesures envisagées sont illégales. Le Juge administratif a, en effet, considéré devant une mesure de même nature prise à Grenoble en 2016 que le critère du quotient familial ne relève pas, je cite, « des situations objectivement différentes, en lien avec l'occupation privative des voies publiques justifiant des traitements particuliers. » Je cite encore « aucune nécessité d'intérêt général en rapport avec la réglementation du stationnement des véhicules le long des voies publiques ne permet de justifier la fixation des tarifs de stationnement résident en fonction des ressources des familles. À ce titre, la décision du Maire de Grenoble contrevient au principe d'égalité (voir le TA de Grenoble de 14 février 2017). » Un abonnement résident à un tarif réduit pour les plus modestes est donc à préférer de notre point de vue.

Je vous remercie et je reste attentive à vos réponses, et nous voterons contre cette délibération.

M. LE MAIRE

Merci Madame AMOUROUX. Madame ECKERT a la parole.

Mme ECKERT

Oui, je prends la parole au nom du collectif Bordeaux en luttés. Cette délibération sur la fourniture et la pose d'horodateurs nous permet une intervention pas si hors sujet qu'elle pourrait en avoir l'air. Certes, nous pourrions rappeler les multiples oppositions citoyennes au stationnement résident payant qui s'étaient manifestées sous l'ancienne municipalité de la Bastide à Saint-Augustin, pétition, réunion houleuse, rassemblement devant l'Hôtel de Ville, etc. Nous pourrions faire valoir cet argument souvent tendu : « Pourquoi payer sans être sûr d'avoir un emplacement près de chez soi, et si tarif il y a, pourquoi ne pas imaginer de les indexer sur le revenu de chaque foyer résident ? », mais mon intervention aujourd'hui porte sur un autre angle.

La nouvelle municipalité a choisi d'ajouter dans ces rues des voitures, oui, mais pas n'importe quelles voitures, des voitures flasheuses qui s'appellent Lapi et qui traquent partout. Oui, partout, y compris, comme cela nous a été rapporté, dans les moindres recoins du quartier Amédée-Saint-Germain, par

exemple. Ce ne sont pas des véhicules ventouses qui se font verbaliser un Pass d'agent, mais notamment un jeune couple de nouveaux occupants en plein aménagement. Avant le 1^{er} janvier 2022, on pouvait expliquer cela à un ou une agent vêtu de rouge et gris, mais maintenant comment aller parler à une voiture flasheuse aussi rutilante soit-elle, et tout cela au profit d'URBIS Park stationnement, société propriétaire du groupe gérant TRANSDEV et du Fonds de pension luxembourgeois MIROVA, qui sont tout sauf des organisations philanthropiques et qui, à Bordeaux comme ailleurs, s'apprêtent à se gaver jusqu'à Bacalan et la Benauge.

Monsieur le Maire, en quoi le stationnement concédé à des sociétés cupides serait-il plus vertueux qu'une régie publique ? Quand les DSP ou autres contrats viennent-ils à échéance, et d'ici là les Bordelaises et les Bordelais pourront-ils connaître les profits accumulés par ces groupes privés sur les stationnements voirie à Bordeaux sans parler des parkings souterrains, VINCI et autres, ni du reste de la Métropole, profits qui représentent à l'évidence soit un racket des résidents, soit, si les tarifs sont maintenus, un manque à gagner pour les recettes municipales.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci Madame ECKERT. Monsieur CHABAN-DELMAS.

M. CHABAN-DELMAS

Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues, merci beaucoup. Je profite de cette délibération pour ne pas tomber dans le piège que vous avez mentionné, Monsieur le Maire, mais vous en tendre un autre. En l'occurrence, cela fait bientôt cinq jours que l'expérimentation de circulation sur la rue du Tondu, rue de Pessac s'est achevée, et je voulais vous faire un petit point effectivement parce que globalement le bilan des riverains est très mitigé pour ne pas dire négatif. On a plus de 1 500 personnes qui se sont exprimés pour exprimer leur mécontentement. Alors, on pourrait anticiper la phase de diagnostic et de bilan qui sera, j'espère, faite très rapidement et rendue publique. Sachez que la majeure partie des gens trouve leur temps de trajet rallongé. L'accès au centre-ville depuis les boulevards évidemment est très compliqué. Le trafic est en hausse. Dans les rues Belleville et Louis Mie, la sécurité est incertaine, notamment sur les pistes cyclables à contresens. Le sens interdit n'est plus ou pas respecté au croisement Belleville/Tondu avec du danger pour les cyclistes notamment. Les virages sont très compliqués pour les véhicules longs, et je terminerai par le manque d'espace de stationnement pour les transports dits doux que nous appelons tous de nos vœux pour se développer et pour limiter la place de la voiture dans le centre-ville.

Il y avait donc un engagement de votre part à la fin expérimentation d'un bilan : un bilan transparent, un bilan partagé, et notamment un bilan qui est partagé avec les riverains qui attendent de pied ferme une réunion de travail publique pour que vous partagiez les éléments accidentologie, trafic et tous les autres éléments qui pourraient être portés à leurs connaissances. L'expérimentation s'est terminée le 2 juin dernier, et j'aurais donc aimé savoir quel était le calendrier qui était le vôtre maintenant, est-ce que l'on allait devoir attendre encore plusieurs semaines pour mettre fin à cette expérimentation et acter, je l'espère enfin, l'arrêt de cette expérimentation, et si ce n'est le retour à la normale, au moins des aménagements puisqu'actuellement le mécontentement est généralisé.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur CHABAN-DELMAS. Delphine JAMET a la parole.

Mme JAMET

Je voudrais revenir et répondre à Madame AMOUROUX. Je ne sais pas qui est la plus naïve ou la plus têtue en fait. Et donc, je vais juste me permettre de vous lire la loi par rapport à ce que vous avez dit, et l'arrêté de Grenoble qui date et de la loi LOM de 2019 dit très bien, et je le cite, « le barème tarifaire peut être modulé en fonction de la durée du stationnement de la surface occupée par le véhicule ou de son impact sur la pollution atmosphérique. Il peut prévoir une tranche gratuite pour une durée déterminée ainsi qu'une tarification spécifique pour certaines catégories d'utilisateurs dont les résidents. Il peut être réduit en fonction du niveau de revenu des usagers, de leur statut ou du nombre de personnes vivant au sein de leur foyer en vue de favoriser l'égalité d'accès à la mobilité des personnes en situation de vulnérabilité économique ou sociale. » Donc, oui, nous allons mettre la

tarification solidaire et environnementale sur le stationnement payant parce que la loi nous l'autorise, et le Code général des collectivités aussi.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Dominique BOUISSON a demandé la parole.

M. BOUISSON

Oui, merci Monsieur le Maire, mes chers collègues. Je voulais répondre à la préoccupation de Monsieur Guillaume CHABAN-DELMAS. L'expérimentation sur les nouveaux aménagements de circulation et du sens de circulation de la rue du Tondu, et pas simplement que la rue du Tondu, des rues aussi un peu éloignées de la rue du Tondu, est terminée effectivement depuis le 6 mai. Les services sont en train de compiler et de rassembler les observations des riverains et des usagers. Je n'ai pas oublié que j'avais prévu d'organiser effectivement une réunion de restitution des échanges qui avaient été enregistrés par les services, les observations des riverains, et j'envisageais effectivement de tenir une réunion, j'espère, pour la tenir au début du mois de juillet pour faire une restitution de cette expérimentation qui tiendra compte de l'analyse des services techniques, de l'avis des riverains dont tous ne sont pas, Monsieur Guillaume CHABAN-DELMAS, de l'avis majoritaire que vous exposez, croyez-le bien.

J'ai aussi, à la mairie de quartier, reçu des mécontentements, des observations, des doléances, mais également des satisfactions, de l'enthousiasme et des encouragements. Donc, la réunion de restitution va être tenue je l'espère au début du mois de juillet. Je suis en train de vouloir caler cette date, et j'en ferai la publicité nécessaire utile à l'ensemble des usagers de la rue du Tondu.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci. Madame FAHMY a demandé la parole.

Mme FAHMY

Merci Monsieur le Maire. Nous ne referons pas le débat, mais sans éléments complémentaires par rapport à nos positions précédentes pour vous confirmer que nous n'avons pas varié sur les aspects concertation, et que nous abstiendrons sur cette délibération technique.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci Madame FAHMY pour votre souci de concision. Est-ce que Didier JEANJEAN veut répondre ? Oui, il veut répondre. Donc, il répond.

M. JEANJEAN

Oui, alors, je ne vais pas encore expliquer que nous avons consulté chaque riverain dans sa boîte aux lettres par une société extérieure, etc., etc. Je le dis maintenant à chaque fois, donc je vais me limiter à vous donner des chiffres qui, eux, sont nouveaux. La Métropole nous annonce que sur Bordeaux Métropole le trafic a diminué de 8 % et la congestion a diminué de 7 %. Évidemment, c'est une comparaison à l'exercice 2019 pour qu'elle ait sens. Donc, la mise en œuvre du stationnement réglementé et de toutes les autres politiques du partage de l'espace public, évidemment, puisqu'il ne faut pas voir le stationnement réglementé dans sa simple mise en œuvre, mais avec tout le reste, porte à croire que les effets sont positifs. Je pourrais m'enorgueillir d'un choix que nous avons fait, mais ce n'est pas le cas. Je vous rappelle que nous ne sommes passés au stationnement réglementé que dans les quartiers qui ont fait ce choix. Je regrette que la participation n'ait pas été plus importante, mais c'est ainsi qu'il en va de la démocratie telle que nous la pratiquons aujourd'hui, et nous avons donc donné acte aux gens qui s'étaient manifestés dans les quartiers qui sont passés au payant. Les résultats que l'on observe aujourd'hui sur les boulevards sont plutôt encourageants. Ils viennent confirmer des résultats qui avaient été observés précédemment dans le quartier de Bordeaux-centre quand en son temps il est passé au stationnement payant.

Donc, voilà des éléments nouveaux que je porte à votre connaissance : le taux de motorisation chute (le nombre de véhicules par foyer), les parts de transport doux et transports collectifs augmentent. La

pollution de l'air et également la pollution sonore diminuent. On l'observe évidemment sur les boulevards et sur certaines places qui ne sont plus occupés par le trafic généré par la recherche d'une place de stationnement. Les voitures ventouses disparaissent. Alors, on s'étonne que les voitures ventouses ne soient pas verbalisées, mais par contre, on trouve anormal que les gens qui se garent sans acquitter leurs frais de stationnement, eux, le soit. Je note là au passage une contradiction. Le stationnement pendulaire diminue puisque dans ces quartiers-là, je pense au quartier des Chartrons, par exemple, les gens ne viennent plus depuis l'extérieur pour se garer ici. Le stationnement est donc facilité puisqu'il y a moins de monde qui vient se garer, et notamment pour les résidents, je rappelle que les gens qui payent le plus le stationnement payant sont les gens extérieurs à Bordeaux et non pas les résidents, notamment les touristes qui n'en souffrent pas puisque le tourisme reprend son activité dynamique. Le trafic donc diminue. Je vous ai donné les chiffres et la sécurité augmente. J'ai un mail que je ne vais pas vous lire puisque je ne lui ai pas demandé son autorisation d'un médecin du quartier de Dominique BOUISSON qui m'encourage à ne pas revenir en arrière sur la rue de Belleville, par exemple, eu égard à la santé des enfants qui fréquentent la crèche de ce quartier.

Enfin, il est aussi question, une question que je livre à votre réflexion. Quand notre enfant participe à la cantine, on paye. Quand notre enfant participe à la piscine, on paye, et quand quelqu'un utilise sa voiture et occupe l'espace public, il paye. En fait, pour tous ceux qui font l'effort de ne pas faire appel à la voiture ou tous ceux qui n'ont pas le choix de prendre les transports en commun, pourquoi par le biais des impôts, ces gens-là devraient payer ? C'est une question, je vous la livre. Aujourd'hui, les gens qui utilisent leur voiture et demandent à la mairie d'aménager des places de stationnement, des horodateurs, de la signalisation au sol, contribuent à l'effort commun.

M. LE MAIRE

Merci Didier. Je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

**Convention de fonds de concours de Bordeaux
Métropole à l'extension de zones réglementées de
stationnement sur voirie
2019 – 2021**

avec la ville de Bordeaux

Entre

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé BORDEAUX CEDEX (33045), esplanade Charles de Gaulle, identifié sous le numéro 243 300 316, représentée par Monsieur Alain Anziani, agissant en qualité de Président, dûment habilité et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes par délibération n° 2019-614 du Conseil de Bordeaux Métropole du 25 octobre 2019,

Ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

D'une part,

Et

La Ville de Bordeaux, dont le siège est situé Place Pey Berland à Bordeaux représentée par son maire Pierre Hurmic, dûment habilité à cet effet, en vertu d'une délibération n° en date du.....

Ci-après dénommée « la Ville de BORDEAUX ».

D'autre part

Préambule

L'un des objectifs principaux de la politique des mobilités est actuellement de faire face à une congestion automobile particulièrement importante au sein de la Métropole, laquelle est notamment liée à une offre déficitaire en matière de stationnement.

Afin de remédier à cette situation, diverses études ont permis de constater que l'existence sur le stationnement d'une contrainte à destination, sur un même trajet, pouvait diminuer par deux l'utilisation de la voiture et, par conséquent, favoriser les mobilités alternatives.

Plus précisément, il s'avère que la politique d'extension des zones réglementées menées par

les communes-membres de Bordeaux Métropole a particulièrement démontré cet effet bénéfique de la réglementation du stationnement sur les comportements en matière de mobilité. Il a ainsi été observé qu'à chaque passage en stationnement payant d'un quartier, ses habitants retrouvent instantanément des capacités de stationnement et peuvent accéder plus facilement à leur domicile, en contrepartie d'un abonnement.

La mise en place d'une politique cohérente de stationnement, en lien avec les communes, présente donc aujourd'hui un enjeu primordial. C'est la raison pour laquelle Bordeaux Métropole encourage de nouveau l'extension des zones de stationnement réglementé.

Par délibération n° 2016-7 en date du 22 janvier 2016, le Conseil de Bordeaux Métropole, adoptant la stratégie métropolitaine pour les mobilités, a approuvé l'action 3.1 de cette stratégie et a autorisé le Président de Bordeaux Métropole à mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires à l'application de ladite délibération.

Le premier dispositif mis en place a permis de contribuer par conventions avec les communes au financement de l'extension de zones réglementées concernant les années 2015 à 2018.

Par délibération n° 2019- 614 du 25 octobre 2019, le Conseil a décidé,

- d'une part de poursuivre pour l'avenir sur les exercices budgétaires 2019 à 2021 l'axe 3.1 de la stratégie métropolitaine pour les mobilités adoptée par délibération n° 2016-7 du 22 janvier 2016 ;
- d'autre part d'approuver les termes de la nouvelle convention de subvention des communes pour l'extension des zones réglementées de stationnement sur voirie.

En application de ces dispositions, et dans la continuité des objectifs poursuivis, il est établi la présente convention selon les termes développés ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir le champ d'application du fonds de concours et les modalités de participation financière de Bordeaux Métropole avec la ville de Bordeaux en vue de permettre le développement et le déploiement des zones réglementées du stationnement pour les années 2019 à 2021.

Article 2 – champ d'application du fonds de concours

2.1 - Nombre d'horodateurs concernés

Au jour de la signature de la présente convention, 3 secteurs sont concernés, avec le nombre prévisionnel d'horodateurs suivants :

- secteur Nansouty : une implantation de 10 horodateurs a été réalisée, pour un montant de 58 297,61 € HT;
- secteur Bastide : une implantation de 48 horodateurs a été réalisée, pour un montant de 279 884,88 € HT;
- secteur Bordeaux Maritime : une implantation de 15 horodateurs a été réalisée, pour

un montant de 87 045,00 € HT.

Le nombre total d'horodateurs implantés pour les années 2019 / 2021 est donc de 73 pour une dépense totale de 425 227,49 € HT financée par la ville de Bordeaux.

Article 2 – Durée

La présente convention est conclue à compter de la signature des présentes, pour l'ensemble des années 2019 à 2021 et sans pouvoir dépasser la date du 31 décembre 2022.

Article 3 – Obligation des parties

Bordeaux Métropole s'engage à participer financièrement, dans la limite du budget alloué à cette opération, avec la ville de Bordeaux qui a, préalablement, effectué une demande auprès de Bordeaux Métropole.

La Ville de Bordeaux s'engage à utiliser ce concours financier exclusivement pour le déploiement et l'extension du champ des zones réglementées de stationnement. Elle s'engage à produire des documents relatifs aux nombres d'horodateurs, sous forme d'un cahier des charges.

Article 4 – Modalités financières

4.1 – Modalités préalables au versement de la participation financière.

Conformément aux dispositions de l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, « *le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours* ». En conséquence, le fonds de concours alloué par Bordeaux Métropole ne peut excéder 50% du coût total hors taxes de l'ensemble de cette opération de compétence communale (fournitures et travaux).

Le montant du fonds de concours est donc de 212 613,75 € HT.

La ville de Bordeaux doit produire des documents relatifs aux nombres d'horodateurs, et à leur installation sur les secteurs concernés par la présente convention, sous forme d'un rapport d'installation.

La Ville communique également le coût prévisionnel et le détail estimatif des travaux à réaliser.

4.2 – Modalités de versement du fonds de concours par Bordeaux Métropole

Bordeaux Métropole se libérera des sommes dues selon l'échéancier suivant :

- 50% à l'engagement des travaux, sur présentation par la ville de Bordeaux d'un titre de recette émis par l'administrateur des finances publiques de la ville de Bordeaux, assorti de l'ordre de service,
- Le solde, à l'achèvement des travaux, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées accompagné des factures acquittées.

Si le matériel choisi par la commune est d'un montant d'acquisition supérieur aux sommes indiquées à l'article 2.1, le surcoût sera supporté par la commune et n'entrera pas dans la base de calcul du fonds de concours.

Article 5 - Modification

Toute modification de la présente convention peut être opérée par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Article 6 - Résiliation

En cas de non-exécution totale ou partielle d'une ou plusieurs de ses obligations par l'une des parties, l'autre partie peut adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'exécution dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de cette lettre, la convention sera résiliée de plein droit aux torts de la partie défaillante. La partie défaillante devra procéder aux remboursements en cas de non-réalisation des travaux, ou nombre d'horodateurs inférieurs aux prévisions.

Article 7 - Responsabilités et assurances

La ville de Bordeaux demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations imposées par la réglementation en vigueur quant à l'implantation des zones réglementées sur son territoire.

Article 8 – Compétence juridictionnelle

En cas de litige ou de différend à naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de la résoudre à l'amiable.

En cas de défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, en 3 exemplaires

Pour Bordeaux Métropole

Pour la ville de Bordeaux.

**Convention de fonds de concours de Bordeaux
Métropole à l'extension de zones réglementées de
stationnement sur voirie**

2022

avec la ville de Bordeaux

Entre :

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé BORDEAUX CEDEX (33045), esplanade Charles de Gaulle, identifié sous le numéro 243 300 316, représentée par Monsieur Alain Anziani, agissant en qualité de Président, dûment habilité et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes par délibération n° 2022-93 du Conseil de Bordeaux Métropole du 28 janvier 2022,

Ci-après dénommée « Bordeaux Métropole »,

D'une part,

Et

La Ville de Bordeaux, dont le siège est situé Place Pey Berland à Bordeaux représentée par son maire Pierre Hurmic, dûment habilité à cet effet, en vertu d'une délibération n° en date du.....

Ci-après dénommée « la Ville de BORDEAUX ».

D'autre part

Préambule

Par délibération n°2020-430 du conseil métropolitain du 23 septembre 2021, Bordeaux Métropole a adopté le Schéma des mobilités, se déclinant autour de 5 enjeux stratégiques :

- Enjeu 1 : Décongestionner le territoire métropolitain,
- Enjeu 2 : Fluidifier les liaisons rive droite / rive gauche ;
- Enjeu 3 : Offrir des alternatives attractives aux liaisons métropole / hors métropole ;
- Enjeu 4 : Décarbonner les mobilités ;
- Enjeu 5 : Favoriser une nouvelle gouvernance.

Plus particulièrement sur l'enjeu n°3, la fiche n°12 du schéma décline les actions pour « apaiser l'intra-rocade et les centralités urbaines – mieux intégrer les enjeux attachés au stationnement »

La politique de gestion du stationnement influe très directement sur les conditions générales de déplacement et sur le confort d'usage de la ville. Elle donne également des résultats très significatifs en termes de report modal en proportion de l'effet consenti.

Diverses études ont permis de constater que l'existence sur le stationnement d'une contrainte à destination, sur un même trajet, pouvait diminuer par deux l'utilisation de la voiture et, par conséquent, favoriser les mobilités alternatives.

Plus précisément, il s'avère que la politique d'extension des zones réglementées menées par les communes-membres de Bordeaux Métropole a particulièrement démontré cet effet bénéfique de la réglementation du stationnement sur les comportements en matière de mobilité. Il a ainsi été observé qu'à chaque passage en stationnement payant d'un quartier, ses habitants retrouvent instantanément des capacités de stationnement et peuvent accéder plus facilement à leur domicile, en contrepartie d'un abonnement.

La mise en place d'une politique cohérente de stationnement, en lien avec les communes, présente donc un enjeu primordial. C'est la raison pour laquelle Bordeaux Métropole a décidé au travers du Schéma des mobilités de maintenir un subventionnement à hauteur de 50 % pour la fourniture et la pose des horodateurs dans le cadre de l'extension des zones réglementées. Ce subventionnement est en vigueur depuis 2015.

En application de ces dispositions, et dans la continuité des objectifs poursuivis, il est établi la présente convention selon les termes développés ci-après.

Il est donc convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir le champ d'application du fonds de concours et les modalités de participation financière de Bordeaux Métropole avec la ville de Bordeaux en vue de permettre le développement et le déploiement des zones réglementées du stationnement.

Article 2 – Champ d'application du fonds de concours

Au jour de la signature de la présente convention, 4 secteurs sont concernés, avec le nombre prévisionnel d'horodateurs suivants :

- secteur Boulevard – de la barrière judaïque à la barrière de Pessac (1^{ère} phase) : une implantation de 19 horodateurs, pour un montant de 106 400 € HT (soit 127 680 € TTC)
- secteur Boulevard – de la barrière de Pessac à la barrière de Toulouse (2^{ème} phase) : une implantation de 14 horodateurs, pour un montant de 78 400 € HT, soit 94 080 € TTC) ;
- secteur Chartrons : une implantation de 38 horodateurs, pour un montant de 212 800 € HT (soit 255 360 € TTC) ;
- secteur Maritime : une implantation de 45 horodateurs, pour un montant de 252 000 € HT (soit 302 400 € TTC).

Le nombre total d'horodateurs implantés pour l'année 2022 est donc de 116 pour une dépense totale estimée de 649 600 € HT financée par la ville de Bordeaux.

Article 3 – Durée

La présente convention est conclue à compter de la signature des présentes et sans pouvoir dépasser la date du 31 décembre 2023.

Article 4 – Obligation des parties

Bordeaux Métropole s'engage à participer financièrement, dans la limite du montant de la subvention allouée à cette opération, avec la ville de Bordeaux qui a, préalablement, effectué une demande auprès de Bordeaux Métropole.

La Ville de Bordeaux s'engage à utiliser ce concours financier exclusivement pour le déploiement et l'extension du champ des zones réglementées de stationnement.

Article 5 – Modalités financières

5.1 – Modalités préalables au versement de la participation financière.

Conformément aux dispositions de l'article L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, « *le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subvention, par le bénéficiaire du fonds de concours* ». En conséquence, le fonds de concours alloué par Bordeaux Métropole ne peut excéder 50% du coût total hors taxes de l'ensemble de cette opération de compétence communale (fournitures et travaux).

Le montant du fonds de concours est donc de 324 800 € HT maximum.

La ville de Bordeaux doit produire des documents relatifs aux nombres d'horodateurs, et à leur installation sur les secteurs concernés par la présente convention, sous forme d'un cahier des charges.

5.2 – Modalités de versement du fonds de concours par Bordeaux Métropole

Après la signature de la convention, Bordeaux Métropole communique à la ville le numéro d'engagement, et ce afin de permettre l'envoi des demandes de paiement par voie dématérialisée (Chorus).

Bordeaux Métropole se libérera des sommes dues selon l'échéancier suivant :

- 50% à l'engagement des travaux, sur présentation par la ville de Bordeaux d'un titre de recette émis par l'administrateur des finances publiques de la ville de Bordeaux, assorti de l'ordre de service de démarrage des travaux de pose (ou tout autre document actant du démarrage des travaux de pose) ;
- le solde, à l'achèvement des travaux, sur présentation de l'état récapitulatif des dépenses exposées certifié exact par le comptable de la ville. Sur demande de Bordeaux Métropole, la ville pourra produire la copie des factures acquittées.

La ville de Bordeaux réalise une demande de paiement pour chaque secteur, tel que défini à l'article 2 de la présente.

Si les travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la commune sont d'un montant supérieur aux sommes indiquées à l'article 2.1, le surcoût sera supporté par la commune et n'entrera pas dans la base de calcul du fonds de concours.

Article 6 - Modification

Toute modification de la présente convention peut être opérée par avenant à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

Article 7 - Résiliation

En cas de non-exécution totale ou partielle d'une ou plusieurs de ses obligations par l'une des parties, l'autre partie peut adresser une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'exécution dans un délai d'un mois à compter de la date de réception de cette lettre, la convention sera résiliée de plein droit aux torts de la partie défaillante. La partie défaillante devra procéder aux remboursements en cas de non-réalisation des travaux, ou nombre d'horodateurs inférieurs aux prévisions.

Article 8 - Responsabilités et assurances

La ville de Bordeaux demeure personnellement responsable de l'exécution des obligations imposées par la réglementation en vigueur quant à l'implantation des zones réglementées sur son territoire.

Article 9 – Compétence juridictionnelle

En cas de litige ou de différend à naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de la résoudre à l'amiable.

En cas de défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux, en 2 exemplaires

A Bordeaux, le

A Bordeaux, le

Pour Bordeaux Métropole

Pour la ville de Bordeaux

Annexe 1 : Désignation des référents en charge de l'exécution de la convention

Pour Bordeaux Métropole	<p><u>Référente technique</u> Céline Latour – Direction Générale de la mobilité DAAF – 05.56.93.67.45 – c.latour@bordeaux-metropole.fr</p> <p><u>Référente financière</u> Dominique Sintès – Direction Générale de la mobilité DAAF – 05.56.99.76.19 – d.sintes @bordeaux-metropole.fr</p>
Pour la ville	<p><u>Référente technique et financier</u></p> <p>Sandrine MARTINEZ Coordinatrice financière Direction de la Police Municipale et de la Tranquillité Publique (DPMTP) Tél. 05 56 10 14 64 - sa.martinez@mairie-bordeaux.fr</p>

D-2022/170

Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) - Protocole transactionnel relatif à l'application du barème d'indemnisation des dommages causés au patrimoine arboré du cimetière de Bordeaux Nord - Décision - Autorisation

Monsieur Didier JEANJEAN, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'Ap), approuvé par délibération D2017/342 du Conseil municipal du 10 juillet 2017, la ville de Bordeaux a engagé un programme de travaux portant sur la mise en accessibilité des installations ouvertes au public (IOP) de son territoire.

Par l'accord-cadre multi-attributaire n° 2020-E0040B-00 notifié le 16 mars 2020, la ville de Bordeaux a confié à trois groupements solidaires la réalisation de ce programme d'aménagement sur 92 parcs, jardins et cimetières. Le groupement GUINTOLI-ETPH-SIORAT-LPF TP (dont la SAS GUINTOLI a été désignée mandataire) est l'un des attributaires de cet accord-cadre.

L'exécution des travaux sur le site du cimetière de Bordeaux Nord a occasionné des dommages sur 13 arbres constitutifs du patrimoine arboré présent, malgré la mise en place d'un protocole défini en amont et le suivi régulier du chantier.

La SAS GUINTOLI ayant reconnu que la survenance du sinistre était bien imputable à son intervention, un constat d'expertise amiable et contradictoire a été opéré le 26 mars 2021 par un expert AC® de l'ONF missionné par la ville de Bordeaux, afin d'évaluer l'importance des dégâts causés au patrimoine arboré du site. Des investigations complémentaires ont également été effectuées sur certains arbres identifiés d'un commun accord par les parties, le 29 avril 2021 (excavations racinaires) et le 4 mai 2021 (tests de traction : joint en annexe n°2 bis).

Le rapport d'expertise (joint en annexe n° 2) a confirmé la réalité des dommages causés aux arbres du cimetière de Bordeaux Nord, en évaluant le montant de l'indemnité de réparation à 17 698,42€ (dont 6 888€ au titre des frais engagés pour la réalisation de l'expertise) en application du « Barème d'estimation de la valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre » (joint en annexe n°3), adopté par délibération n° D-2019/420 du 7 octobre 2019.

Par courrier en date du 15 juillet 2021, la SAS GUINTOLI a donné son accord sur le montant de l'indemnisation sollicitée par la ville de Bordeaux. Les parties ont convenu qu'elle serait intégralement réalisée en nature, la SAS GUINTOLI assurant la fourniture et plantation d'un lot de 20 arbres ainsi que le suivi de ces plantations durant 2 années. Cette démarche vise à sensibiliser ainsi qu'à acculturer les entreprises à l'importance de l'arbre et à sa prise en compte dans les chantiers.

Le présent protocole (joint en annexe n°1 et 1 bis) a pour objet de régler l'ensemble des litiges présents et à venir susceptibles d'opposer les parties résultant des conséquences des travaux réalisés par la SAS GUINTOLI au cimetière de Bordeaux Nord, sis 111 avenue Jean Jaurès à Bruges (33520), dans le cadre du marché public n° 220-E0040B-00, et de fixer les modalités de l'indemnisation des dommages causés aux arbres du site.

En contrepartie du respect par la SAS GUINTOLI des dispositions du présent protocole, la ville de Bordeaux s'engage à renoncer, de manière irrévocable et définitive, à engager tout recours, direct ou indirect et pour quelque raison que ce soit, à l'encontre de la société au titre des dommages causés au patrimoine arboré du cimetière de Bordeaux Nord.

En conséquence, je vous demande, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole transactionnel avec la société SAS GUINTOLI fixant les modalités de l'indemnisation des dommages causés au patrimoine arboré de la Ville,



**PROTOCOLE D'APPLICATION DU BAREME D'INDEMNISATION DES
DOMMAGES SUBIS PAR LES ARBRES
Travaux de mise en accessibilité du cimetière de Bordeaux Nord**

Le présent protocole est conclu

Entre,

La Commune de Bordeaux, Hôtel de Ville, Place Pey Berland, 33000 Bordeaux, représentée par son Maire en exercice, dûment autorisé par délibération n° du Conseil Municipal du 8 février 2022

Et,

La SAS GUINTOLI, filiale du groupe NGE, ayant son siège social à Libourne, 160 Avenue de la Roudet, représentée par Monsieur Patrice PEREZ-MORILLAS, agissant en qualité de Directeur régional de NGE Aquitaine

Ci-après conjointement désignées « les parties »

PREALABLEMENT AUX PRESENTES, IL A ETE EXPOSE CE QUI SUIVIT :

Par marché public n° 220-E0040B-00 notifié le 16 mars 2020, la Commune de Bordeaux a confié au groupement solidaire GUINTOLI-EHTP-SIORAT-LPF TP, dont la SAS GUINTOLI a été désignée mandataire, des travaux d'aménagement pour la mise en accessibilité des installations ouvertes au public dans le cadre de l'Ad'AP de la Commune.

Lors de l'exécution de ces travaux de mise en accessibilité au cimetière de Bordeaux Nord, de nombreuses atteintes aux arbres présents sur le site du chantier ont pu être observées et rapportées.

Les dégâts causés aux arbres ont ensuite été constatés contradictoirement par une expertise amiable qui s'est déroulée entre les parties le 26 mars 2021, avec des investigations complémentaires, effectuées sur certains arbres identifiés entre les parties, le 29 avril 2021 (excavations racinaires) et le 4 mai 2021 (tests de traction).

L'expertise a été réalisée par un expert AC® de l'ONF missionné par la Commune de Bordeaux.

L'expert a rendu son rapport (annexe n° 1) en calculant l'indemnité de réparation résultant du « Barème d'estimation de la valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre » adopté par la Commune par délibération n° D-2019/420 du 7 octobre 2019, annexée au CCTP du marché ci-dessus référencé (annexe n° 2).

Le préjudice correspondant aux dommages causés aux arbres identifiés du cimetière Nord de la Commune est ainsi évalué pour un montant de 10 810,42 €, auquel il convient d'ajouter les frais engagés pour l'expertise pour un montant de 6 888 €.

Pour rappel, l'article « 13.3 - Autres pénalités » du CCAP du marché n° 220-E0040B-00 organise une pénalité propre aux dommages causés aux arbres par l'application du barème annexé au CCTP.

L'article « 0.14.4 – Recommandations vis-à-vis des végétaux » du CCTP » précise l'obligation de dédommagement des arbres impactés par les travaux également par application de ce barème.

Le litige porte donc sur les conséquences dommageables sur les arbres en question des travaux réalisés par la SAS GUINTOLI.

C'est dans ce contexte que les parties se sont rapprochées pour mettre un terme définitif au litige les opposant.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er — Objet de la transaction

Le présent protocole a pour objet de régler l'ensemble des litiges présents et à venir susceptibles d'opposer les parties résultant des conséquences des travaux réalisés par la SAS GUINTOLI au cimetière de Bordeaux Nord, sis 111 avenue Jean Jaurès à Bruges (33520), dans le cadre du marché public n° 220-E0040B-00, et des dommages causés aux arbres du site.

ARTICLE 2 — Concession et engagement de la société

La SAS GUINTOLI reconnaît avoir détérioré les arbres identifiés en annexe 1 en réalisant les travaux de mise en accessibilité du cimetière de Bordeaux Nord par le marché public n° 220-E0040B-00 lors de la réunion du 29 janvier 2021.

Par courrier du 7 juillet 2021, la Commune a sollicité auprès de la SAS GUINTOLI l'indemnisation du préjudice subi, pour un montant de 17 698, 42 € en proposant une indemnisation en nature, notamment sous forme de plantations de végétaux.

Par courrier du 15 juillet 2021 reçu le 3 août, complété par un mail du 8 novembre 2021, la SAS GUINTOLI a donné son accord pour l'indemnisation ainsi sollicitée par la Commune.

La SAS GUINTOLI s'engage à réaliser les prestations détaillées à l'article 4 et 5 de la présente convention.

ARTICLE 3 – Concession et engagement de la Commune de Bordeaux

La Commune de Bordeaux accepte l'indemnité prévue à l'article 2 de la présente transaction et déclare être intégralement remplie dans ses droits et être intégralement désintéressée des conséquences dommageables découlant des différends objets du présent protocole d'accord.

En contrepartie du respect des dispositions de la présente convention, la Commune renonce, de manière irrévocable et définitive, à engager tout recours, direct ou indirect, pour quelque raison que ce soit, à l'encontre de la société au titre des situations litigieuses visées à l'article 1.

ARTICLE 4- Modalités de règlement ou de réparation

L'indemnisation du préjudice subi se fera sur la base de la fourniture et la plantation de 20 arbres en taille 14/16 ou 16/18, comprenant la réalisation des fosses de plantation (soit un volume de 4m3 par fosse) ainsi que le suivi de ces arbres pendant une période de 2 ans, correspondant au montant du préjudice évalué.

La plantation sera réalisée sur le site du cimetière de Bordeaux Nord sis 111 avenue Jean Jaurès à Bruges (33520), aux emplacements qui seront définis par la commune de Bordeaux.

Le choix des arbres à planter devra préalablement avoir été réalisé en pépinière avec le service compétent.

Les plantations devront être exécutées sur la période automnale ou hivernale, au plus tard avant le 31 mars 2023.

ARTICLE 5 – Modalités techniques de réparation

Les modalités techniques de réparation sont mentionnées dans l'annexe n° 3.

L'ensemble des prestations énumérées au présent article et son annexe feront l'objet d'un contrôle effectué par un représentant de la Commune de Bordeaux qui vérifiera leur parfaite exécution et conformité aux règles techniques spécifiées en annexe.

ARTICLE 6 – Entrée en vigueur et exécution du protocole

Le protocole est établi en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un exemplaire. Tout litige relatif à l'exécution du présent protocole relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Bordeaux.

ARTICLE 7- Autorité de la chose jugée

Il est convenu par les parties que le présent protocole transactionnel est conclu conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du code civil et a, conformément à l'article 2052 du code civil, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

En conséquence, sont définitivement réglés, sous réserve de l'exécution intégrale du présent protocole, les différends sans exception ni réserve, nés ou à naître entre les parties au titre des situations litigieuses visées à l'article 1.

Fait à bordeaux le,.....en deux exemplaires originaux.

Pour la SAS GUINTOLI,

Le Directeur régional de NGE Aquitaine,

Monsieur Patrice PEREZ-MORILLAS,

Pour la Ville de Bordeaux

Le Maire,

Monsieur Pierre HURMIC

Annexe 1bis

Cahier des charges des travaux de plantation au Cimetière Nord

Le présent cahier des charges concerne les travaux de plantations de 20 arbres sur le site du cimetière nord dans le cadre du Protocol d'Accord Transactionnelle avec la société GUINTOLI-ETPH-SIORAT-LPF TP.

Il vise à définir les modalités de tenue, de suivie et de mise en œuvre du chantier et des opérations nécessaires à la plantation d'arbres sur le site. Il prévoit aussi les conditions de parachèvements et de confortements attendues par la collectivité.

I. ETAT DE PROPRETE DU CHANTIER ET DE SES ABORDS

L'entrepreneur devra assurer le nettoyage quotidien de son chantier (route et accès) et laisser place nette après son départ. Faute par l'entreprise de se conformer à ces prescriptions, le maître d'œuvre fera procéder de droit au nettoyage par l'entreprise de son choix, aux frais de l'entrepreneur. Les produits de démolition et les déblais seront évacués par voie terrestre.

Les matériaux ou matériels restant la propriété du Maître d'œuvre seront stockés dans l'emprise du chantier aux emplacements désignés par son représentant. Si des décharges sauvages ont lieu sur le chantier du fait d'une mauvaise fermeture de ce dernier, le chargement et l'évacuation des encombrants seront à la charge de l'entreprise intervenant sur le chantier.

a. Propreté du site

L'entreprise sera tenue d'assurer la propreté des sites d'intervention au rythme d'avancement de l'exécution des prestations. En cas de manquement à cette obligation, le maître d'œuvre pourra faire exécuter, par mesure de sécurité publique, les travaux de balayage ou de nettoyage.

Tous les frais nécessités par ces mesures seront à la charge de l'entrepreneur, et l'administration aura la faculté, sans autre formalité, de déduire ces dépenses des sommes dues à l'entrepreneur.

Cette intervention de l'administration ne dégagera pas la responsabilité de l'entrepreneur envers les tiers.

b. État des lieux – respect du site :

Certains sites pouvant bénéficier d'un environnement particulier, un état des lieux pourra être établi contradictoirement préalablement à l'intervention de l'entreprise, à la demande de l'entrepreneur ou bien de l'administration.

Ce document indiquera toutes des déficiences constatées à la date de prise en charge par l'entrepreneur, et prévaudra pour l'arbitrage de tout litige pouvant survenir à la suite des interventions.

L'entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, notamment pour le choix des engins utilisés sur le site.

II. SECURITE ET SIGNALISATION

Il sera tenu compte des circulations piétonne et routière. En conséquence, l'entrepreneur devra prendre toutes des dispositions nécessaires pour, préalablement à son intervention, mettre en place une signalisation adaptée et conforme aux règlements en vigueur, en particulier vis-à-vis du Code de la Route, et la maintenir en place pendant toute la durée de l'intervention. L'ensemble de ces mesures devra être soumis à l'accord du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur sera donc tenu d'adapter, en fonction de chaque lieu, les protections et les méthodes de travail, notamment en ce qui concerne la circulation d'engins de toute nature. Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place devaient survenir, du fait ou indépendamment de son activité, l'entrepreneur sera tenu d'en informer le maître d'œuvre dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour assurer la sécurité du public et la conservation des biens.

Hors responsabilité qui lui incombent normalement du fait de son activité, et sous réserve de ce qui suit, l'entrepreneur ne pourra être tenu pour responsable des dommages occasionnés par des tiers et notamment des actes de vandalisme caractérisés ; toutefois, dans ces cas, sa responsabilité ne pourra être totalement dégagée que dans la mesure où il aura signalé au maître d'œuvre, dès connaissance, tous les dommages qu'il aura constaté et pris toutes les mesures immédiates nécessaires comme il est précisé ci-avant.

Si lors e l'exécution de ses prestations, l'entrepreneur vient à endommager un ou plusieurs réseaux, il s'engage à informer immédiatement le propriétaire du réseau concerné, puis le maître d'œuvre et à faire le nécessaire pour que la réparation puisse se faire au plus vite.

III. INSTALLATION DE CHANTIER

L'entrepreneur devra préalablement à son installation de chantier, remettre un projet qui devra être validé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Ce projet des installations de chantier indiquera notamment la situation sur le plan des locaux pour personnel, et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier.

L'entrepreneur fera son affaire personnelle des accès nécessaires à ses travaux, au besoin, par création de pistes provisoires. Il devra faciliter l'écoulement des eaux superficielles afin de ne pas gêner ou interrompre les travaux pour cause de difficulté d'accès et de protéger les trottoirs et les riverains. Ces pistes provisoires seront enlevées et évacuées à la décharge dès la fin de ses interventions et le sol reconstitué dans son état initial.

IV. TERRASSEMENTS / FOUILLES AU NIVEAU DES SURFACES VEGETALES

Le poste comprend :

- La confection de fouilles de plantations selon tous moyens mécaniques ou manuels
- Le réglage des matériaux d'extraction pour confection des fonds de forme.

- L'évacuation en décharge des déblais

Les fonds de forme des surfaces végétales ne seront pas compactés, ils devront être débarrassés de tous matériaux, pierres, blocs béton et autres détritiques avant la mise en place des matériaux de surface. La validation des fonds de forme se fera en présence du maître d'œuvre.

a. Fosses d'arbres :

La dimension des fosses d'arbres sera au minimum de 4 m³ par sujet.

Après le piquetage des fosses de plantation, l'entreprise devra faire valider cette implantation par le maître d'œuvre qui pourra réajuster si besoin l'emplacement des arbres.

Les fosses d'arbres seront creusées verticalement selon les dimensions précisées par le maître d'œuvre.

V. RECOMMANDATIONS VIS-A-VIS DE LA TERRE VEGETALE

L'entreprise veillera en permanence à la protection de la terre végétale stockée sur place ou venant d'être mise en œuvre contre :

- Tout risque de compactage par passage d'engins de
- Tout risque de contamination par des agents chimiques ou des laitances de béton, etc.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus mentionnées, l'entreprise s'expose au risque de l'obligation du remplacement de la terre végétale à ses frais sans pouvoir élever une quelconque réclamation.

VI. RECOMMANDATIONS VIS-A-VIS DES VEGETAUX

L'entreprise veillera en permanence à la protection des arbres ou arbustes existants ou objets du présent marché contre :

- Tous risques de blessure ou même d'écorçage du tronc ou des racines,
- Tous risques de bris de branche, etc. Pour se faire le maître d'œuvre demandera la mise en place de protection en fonction de la configuration du site et des travaux à.

L'entreprise ne pourra circuler et se retourner avec des engins mécaniques que dans les zones dépourvues de plantations.

Un périmètre de sécurité défini par le maître d'œuvre à proximité des arbres devra obligatoirement être respecté.

Un barriérage rigoureux autour de chaque arbre ou groupes d'arbres devra être mis en place et maintenu correctement durant toute la durée du chantier.

Le sol et les végétaux ne devront pas être souillés.

Aucune fuite d'huile ne sera acceptée sur les engins. Le remplissage des engins, le démontage des flexibles hydrauliques devra avoir lieu sur une zone rendue étanche par la mise en place d'un film imperméable spécialement conçu à cet usage. En cas de déversement accidentel d'un produit polluant, de la sciure sera étendue et l'ensemble sera ramassé et évacué dans une décharge spécialisée.

VII. DECOMPACTAGE DES FONDS DE FORME

Après terrassements, et avant la mise en place de la terre végétale ou des mélanges terreux spécifiques, tous les fonds de forme devant supporter les sols de plantation seront décompactés sur une épaisseur de 0.30 m.

Les parois latérales des fosses de plantations (arbres et arbustes) devront être dressées et griffées.

Ces travaux sont compris dans les travaux de terrassement et ne font pas l'objet de rémunération spécifique.

Les décompactages seront effectués au fur et à mesure de la mise en place des terres, par tous les moyens mécaniques ou manuels que l'entreprise jugera nécessaire.

Ce décompactage peut être réalisé par un godet de pelle mécanique. Dans ce cas, l'entreprise veillera à supprimer tout lissage ou compactage de paroi provoqué par le godet de la pelle mécanique.

Dans tous les cas, ces travaux ne devront pas provoquer de désordre sur les ouvrages voisins. Dans le cas contraire, l'entreprise titulaire du présent lot se devra de reprendre les dégâts à ses frais.

Lors de ces travaux, l'entreprise procédera également aux travaux suivants :

- Évacuation en décharges des déchets et gravats de toute nature,
- Épierrage du fond de forme (les pierres de dimensions supérieures à 5 cm seront évacuées),
- Ratissage et évacuation de l'ensemble des débris végétaux, racines etc...

A l'aplomb des arbres l'entreprise devra :

- Le décompactage manuel du sol en place sur 20 cm
- Le ratissage et évacuation de tous matériaux (cailloux, racines, déchets divers...) découverts lors de ce décompactage.

VIII. TERRE VEGETALE FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE

a. Fourniture de la terre végétale

L'entrepreneur devra rechercher avant tout une terre dont le comportement vis à vis de l'eau et du compactage sera le meilleur possible. Le choix se portera donc surtout sur les qualités physiques de la terre, qualités que l'on ne peut guère modifier.

La fertilité chimique de la terre devra être adaptée aux exigences du maître d'œuvre en y apportant les éléments déficients. Ces éléments seront prescrits par le Laboratoire des Sols du maître d'œuvre en fonction des résultats d'analyse.

Dans tous les cas, le mélange se fera au fur et à mesure des apports de terre et devra être homogène.

Définition La "terre végétale" désigne la couche superficielle d'un sol naturel, généralement cultivée, à structure meuble, enrichie en matières organiques et en éléments minéraux, d'une épaisseur toujours inférieure à 0,40 m. La composition physique de la terre végétale devra être compatible avec son usage dans le cadre de ce chantier.

b. Terre amendée en compost végétal - Matière organique ou compost végétal

La matière organique pour amendement de la terre végétale sera issue de la décomposition de matières végétales (feuilles, gazons et branchages) décomposées en andains et criblées à la maille 0/10 ou 0/15 mm

Les MIATE ((Matières d'Intérêt Agronomique issues du Traitement des Eaux) et ordures ménagères ne seront pas acceptées. Le compost végétal devra répondre à la norme NF U 44-051.

IX. FERTILISATION

La fertilisation mise en place devra se faire uniquement à base d'engrais organo-minéral ou d'amendements organiques. Dans le cas de remplacement par un autre produit, l'entreprise devra respecter les unités N, P, K et Mg apportées à l'hectare et démontrer que le produit proposé est aussi efficace que le produit demandé.

a. Fertilisation des arbres et arbustes

Fertilisation à base d'Ever 3 (7-4-7 + 2) ou similaire pour les plantations d'arbres et d'arbustes : La fourniture sera agréée pour une utilisation en agriculture biologique.

Cet engrais sera mis pour les plantations d'arbres et d'arbustes au moment de la plantation : l'engrais sera intimement mélangé à la terre au moment de la mise en place de la terre autour du système racinaire à la dose de 500 g/m² ou 10 kg/m³ pour les jardinières en bac.

X. FOURNITURE DES VEGETAUX

a. Généralités sur la fourniture des végétaux

Les végétaux devront satisfaire aux conditions suivantes :

Ils seront fournis dans la meilleure qualité et répondront aux critères définis par les normes françaises 'produits de pépinières' NF V 12-031, 12-032, 12-037, 12-051, 12-052, 12-054, 12-055, 12-057, 12-058, 12-059 édités en décembre 1990, ainsi que des textes relatifs au commerce des semences, plants et boutures d'essences forestières et d'alignements.

Le pépiniériste fournira à la demande du maître d'œuvre le procès-verbal du dernier contrôle sanitaire qui aura été effectué dans son établissement (arrêté ministériel du 22 mars 1947 et articles 342 à 364 du Code Rural).

La fourniture du passeport phytosanitaire est obligatoire.

Les plantes devront être saines, exemptes de parasites, maladies et adventices. Elles devront être matures et suffisamment endurcies.

Le feuillage ne sera ni abîmé, ni taché.

Les plantes ne devront pas comporter sur les parties aériennes ou sur les parties souterraines de nécroses dues aux gelées, de blessures non cicatrisées, de lésions causées par un animal nuisible. (Les plaies dues à la coupe d'une ou plusieurs ramifications en surnombre ne seront pas considérées comme des blessures).

Les transports des végétaux seront interrompus pendant les périodes de gel.

La livraison interviendra au moment de la plantation de manière à limiter le stockage des végétaux sur le chantier. A la demande du maître d'œuvre, l'entreprise devra être en mesure de délivrer la traçabilité des végétaux et prouver qu'ils n'ont pas été génétiquement modifiés.

En cas de négoce :

- Le fournisseur devra proposer des végétaux de qualités identique à celle validées dans la pépinière sélectionnée (transplantation, taille des mottes, grosseur des troncs...).
- Il devra identifier la pépinière de production et la provenance des végétaux. Une parfaite traçabilité sera exigée sur l'origine des végétaux.
- Pour s'assurer de la qualité, le fournisseur devra transmettre une photo des végétaux en question pour validation provisoire avant validation définitive au déchargement des arbres sur l'un des sites de Bordeaux métropole.
- Pour des gros lots de végétaux, Bordeaux métropole se réserve le droit du marquage (à la charge du fournisseur) sur le site de la pépinière proposée.
- 70% des végétaux doivent provenir de pépinières productrices de végétaux. Le négoce n'est accepté que sur 30 % maximum des plantes inscrites sur la liste de référence des végétaux.

b. Les arbres :

Les arbres proviendront d'une ou plusieurs pépinières et seront d'une force 14/16 ou 16+/18 en motte grillagée. La pépinière dont ils seront issus sera communiquée et validée par le représentant de Bordeaux Métropole

A la demande du maître d'œuvre, l'entreprise devra prévoir des visites en pépinière pour le marquage des arbres.

Un représentant de l'entreprise et un représentant de la Bordeaux Métropole seront présents lors de cette visite. Les frais seront pris en charge par l'entreprise. Au cours des visites, les arbres seront marqués par le représentant de la maîtrise d'œuvre.

c. Spécifications techniques

Les végétaux quel que soient leurs formes devront :

- Être sains, exempts de parasites, maladies et adventices,
- Ne pas présenter d'anomalies dans la forme de la tige et des racines, ne pas être desséchés en totalité ou partie,
- Ne pas être atteints à la partie aérienne ou aux racines, soit de nécroses dues à la gelées (gélivures) ou à la chaleur (échaudures), soit de blessures non recouvertes par un cal, soit de lésions causées par un animal ou un végétal nuisible (les plaies dues à la coupe d'un ou plusieurs rameaux en surnombre ne sont pas considérées comme des blessures),

Le système racinaire :

- Il sera formé par les transplantations successives en rapport avec l'âge des végétaux,
- Les racines devront avoir un chevelu abondant en rapport avec le dimensionnement du sujet, être saines et équilibrées et correctement réparties autour du collet du végétal.

Les arbres tiges :

Devront avoir une hauteur sous couronne (tronc) en rapport avec leur taille (circonférence à 1m du sol) et leur destination alignement ou paysage.

La formation du tronc devra avoir été réalisée par un ébranchage ou relèvement des branches basses.

Les couronnes devront être remontées au minimum au début de la période de végétation :

- 200 cm pour une taille 18/20
- Pour les tailles supérieures (à partir de la taille 20/25), les premières couronnes seront maintenues à 220 cm.

La formation du houppier consistera dans le respect du fléchage naturel, la suppression durant la culture, des rameaux mal orientés ou en surnombre et la réduction de rameaux latéraux dominants, devront présenter une seule flèche (les végétaux étêtés en pépinière ou pendant le transport ne seront pas acceptés), Être pourvu d'un bourgeon terminal sain.

Les arbres branchus de base devront avoir un seul tronc branchu depuis la base et être pourvus d'un bourgeon terminal sain.

Les cépées :

Elles devront résulter d'un recépage du végétal et non d'un assemblage de plusieurs végétaux

Pourront être naturelles ou dirigées

Naturelle : les troncs ne seront pas guidés et leur nombre ne sera pas limité, leur taille ne sera pas forcément équivalente,

Dirigées : les troncs pourront avoir été guidés et devront avoir une taille équivalente,

Dans les deux formes : des cépées pourront être proposées avec des troncs élagués. : Pour toutes les catégories, il sera apporté une attention toute particulière lors du choix des végétaux à la formation de la flèche et aux distances de plantation des végétaux en culture.

L'entreprise devra préciser si les arbres sont greffés et dans ce cas fournir le nom (genre, espèce, variété) du porte-greffe qui devra être adapté au sol.

Les végétaux commandés non marqués devront répondre aux critères énoncés ci-dessus. Le maître d'œuvre se réservant le droit de refuser les végétaux non-conformes.

d. Spécifications particulières

La circonférence des arbres n'est qu'un critère de choix. Le pépiniériste fournira à la demande de l'administration le procès-verbal du dernier contrôle sanitaire qui aura été effectué dans son établissement (arrêté ministériel du 22 mars 1947 et articles 342 à 364 du code rural).

La fourniture du passeport phytosanitaire est obligatoire.

Les baliveaux : Le baliveau est un végétal présentant une tige munie de branches latérales et d'une flèche verticale. Ce sont des végétaux de plus de 1.50 m mais dont la circonférence est, à un mètre du sol, inférieure à 6 cm. Le diamètre du collet est supérieur ou égal à 3cm. Ils sont classés en fonction de la hauteur en cm (200/250 – 250/300). Catégories (classées en cm de hauteur) : 150/175, 175/200, 200/250, 250/300 Les baliveaux devront avoir un développement équilibré et devront avoir subi 2 repiquages ou transplantations. Ils devront présenter une tige droite, fléchée et des branches latérales depuis la base. Le rapport hauteur de la tige sur diamètre au niveau du collet (H/D) devra être compris entre 60 et 80 (diamètre au collet entre 3 et 4 pour 2.50 m de hauteur).

Les Arbres fruitiers : L'entreprise devra préciser le nom du ou des porte(s) greffe(s) (genre, espèce, variété) qui devra être adapté au sol. Ils devront correspondre à la norme NF V 12-051, arbres de première catégorie.

- Être conformes à l'espèce ou au cultivar et d'être d'origine géographique spécifiée pour les plantes issues de semis
- Être exempts d'ennemis animaux ou végétaux faisant l'objet d'une réglementation phytosanitaire
- Être exempts de lésions d'origine biologique susceptibles de porter préjudice à la reprise ou à la croissance ultérieure
- Avoir un système racinaire normalement constitué,
- Avoir un appareil végétatif conforme aux caractéristiques de l'espèce et du cultivar. Les jeunes plants (arbres ou arbustes)

Les plantes devront satisfaire aux conditions suivantes :

Elles seront fournies dans la meilleure qualité et répondront aux critères définis par les normes françaises « Produits de pépinières » NF V 12-031, 12-032, 12-037, 12-051, 12-052, 12-053, 12-054, 12-055, 12-057, 12-058, 12-059 édités en décembre 1990, ainsi que des textes relatifs au commerce des semences, plants et boutures d'essences forestières et d'alignements.

Les végétaux quel que soient leurs formes :

Devront être conformes à l'espèce

Ne devront pas présenter d'anomalies dans la forme de la tige et des racines,

Ne pas être desséchés en totalité ou en partie

Ne pas être atteints à la partie aérienne ou aux racines, soit de nécroses dues au gel (gélivures), soit de blessures non recouvertes par un cal, soit de lésions causées par un animal ou un végétal nuisible susceptibles de porter préjudice à la reprise ou à la croissance ultérieure (les plaies à la coupe d'un ou plusieurs rameaux en surnombre ne sont toutefois pas considérées comme des blessures).

Le système racinaire sera formé par les transplantations successives en rapport avec l'âge des végétaux, les racines devront avoir un chevelu abondant en rapport avec la dimension du sujet, être saines et équilibrées et correctement réparties autour du collet du végétal.

Ils devront avoir subi :

Pour les plants en racines nues :

- 1er sectionnement du pivot effectué en pépinière de multiplication
- Repiquage(s) éventuel(s) en pépinière de multiplication
- 2ème plantation en pépinière d'élevage pour les plants repiqués

Pour les plants « en godet » : les plants forestiers seront cultivés :

- En godet,
- En godet type forestier,
- En récipients remplaçant les godets forestiers (plaques de culture).

Dans tous les cas, ils devront avoir une motte solide, proportionnée à leur développement, ils devront présenter un enracinement apparent sur les parois de la motte au dépotage.

En aucun cas, l'enracinement des plans ne devra présenter de phénomène de chignonage. Les plantes devront être livrées sans mauvaises herbes et sans mousses ni lichens à la surface du substrat.

Livraison sur le chantier

Chaque arbre portera une étiquette mentionnant le genre, l'espèce et la variété ou cultivar, indiqués en toutes lettres.

- Toutes les précautions devront être prises pour éviter, pendant le transport :
- Les blessures aux arbres et particulièrement le bris de la flèche ainsi que le frottement des mottes et des troncs,
- Le gel ou le dessèchement des mottes ou des racines.

Les végétaux seront obligatoirement livrés en motte grillagée ou en racines nues. Les mottes devront comporter un grillage de fil de fer recuit et une toile dégradable (ou une épaisseur de paille), interposée entre le grillage et la motte. Le maître d'œuvre pourra refuser les végétaux qui ont subi des dommages importants durant le transport (flèche ou branches importantes cassées, collet fragilisé, racines importantes cassées, ou absence de chevelu...).

XI. RECEPTION ET STOCKAGE DES VEGETAUX

a. Généralités

Les végétaux (arbres, arbustes, plantes vivaces ...) seront achetés et fournis par l'entreprise. Les végétaux seront autant que faire se peut livrés directement sur le chantier afin de limiter la manutention de ces derniers (cas des arbres en particulier), cependant pour des petites livraisons, l'entreprise pourra se faire livrer directement à son dépôt et reprendre les végétaux pour la livraison sur le chantier. Lors de la livraison, les végétaux devront être étiquetés.

L'étiquette portera le nom des plantes (genre, espèce, variété), la force et le contenant.

Les végétaux marqués en pépinières devront comporter l'étiquette de marquage de Bordeaux métropole.

En cas de vices cachés se révélant ultérieurement (gel, maladies, etc.), dont il sera évident qu'il était antécédent à la réception, l'entrepreneur fera expertiser à sa charge les végétaux afin de prouver la provenance des vices. La réception, le déchargement et la mise en jauge des végétaux sont compris dans le prix de fourniture et plantation des végétaux et ne feront l'objet d'aucune rémunération supplémentaire.

b. Procédure de déchargement et manipulation de végétaux

Le déchargement est à la charge de l'entreprise et se fera en observant les principes suivants :

- Aucune manipulation par le collet ou les rameaux sauf pour les plantes en racines nues ou légères. Toutes les prises se feront par les mottes ou conteneur
- Les arbres en motte de grande taille seront déchargés à l'aide d'engins adaptés au poids des mottes. Ils seront déchargés en s'aidant de 2 crochets pris dans la motte ainsi que de sangles pour maintenir la tige et le houppier (en aucun cas le déchargement s'effectuera à l'aide de sangles seules ou en s'accrochant au collet des arbres).
- Toutes les précautions devront être prises pour que lors des manipulations, les plantes et essentiellement l'écorce et le (les) bourgeon terminal de l'arbre ne soit en aucun cas cassé ou abîmé, si cela se produisait, le Maître d'œuvre pourra exiger au frais de l'entreprise le remplacement de l'arbre.

En cours de plantation, les manipulations se feront de façon à éviter les brisures des mottes, les cassures de rameaux ou les blessures d'écorce.

A la livraison, un procès-verbal de réception sera fait mentionnant les éventuelles anomalies concernant les nombres, tailles formes, état sanitaire, état de fraîcheur des végétaux. Toutes les plantes non conformes seront refusées et devront être remplacées dans un délai de 8 jours.

c. Mise en jauge

Ce travail consiste à stocker les végétaux de façon à éviter toute dessiccation ou gel de système racinaire. On évitera les échauffements liés à un stockage trop serré des végétaux, boutures ou plançons. Les végétaux ne pourront rester plus de 24 heures avant leur stockage ou leur plantation, ils devront pendant ce délai être arrosés et protégés par tous moyens nécessaires. Faute de quoi ils seront refusés malgré leur première réception.

Les mottes d'arbres pourront être protégées par de la paille, des toiles de jute, l'entreprise veillera à éviter tout dessèchement des mottes et les protégera contre les risques de gel.

Les végétaux en racines nues seront mis en jauge, l'emplacement sera défini en accord avec le maître d'œuvre. Le sol sera décaissé sur 0.60m et rempli de sable à pH neutre. La surface de la jauge devra être à l'appréciation de l'entreprise, cependant, à tout moment l'ensemble des végétaux livrés et non plantés devra être correctement enjaugeé sur le site. L'entreprise aura la responsabilité des végétaux qui y seront stockés et devra prendre toutes les précautions vis-à-vis des vols éventuels. Elle devra prévoir la mise en place d'un point d'eau, ce dernier pouvant avoir lieu depuis un point existant avec tuyau d'arrosage.

Si pour des raisons organisationnelles la jauge doit être déplacée en cours de chantier ; ce déplacement sera assuré par l'entreprise à ses frais.

d. Responsabilité de l'entreprise

L'entreprise est responsable du bon état et de la santé de l'ensemble des végétaux dès leur livraison. S'il est constaté que des végétaux sont morts (temps trop long entre la réception et la mise en jauge, gel, dessèchement suite au manque d'arrosage...), les végétaux seront remplacés à l'identique au frais de l'entreprise.

XII. Travaux de plantation

a. Implantations

L'implantation des arbres, arbustes et massifs de couvre-sol, vivaces, et graminées est définie sur les plans de plantation avec leur densité de plantation par massif. Après chaque phase de piquetage, l'entreprise devra soumettre les implantations exécutées au plâtre ou avec des piquets et cordages, afin d'obtenir l'accord du maître d'œuvre qui se réserve le droit de modifier certains tracés si nécessaire.

b. Période de plantation

Les plantations ne doivent pas être effectuées par temps de fortes pluies, de gel ou de neige importante. Les périodes de plantation généralement admises vont du 15 octobre au 15 mars. (Si les plantations sont tardives, à la demande du maître d'œuvre, des soins supplémentaires pourront être apportés aux végétaux dans le but de favoriser leur reprise (diminution du feuillage, arrosage avec une eau additionnée d'hormones favorisant le développement de la rhizosphère...)).

En dehors de ces périodes, des plantations peuvent être acceptées par le maître d'œuvre pour des végétaux en conteneurs, godets. L'entreprise devra apporter les soins nécessaires pour la bonne reprise des végétaux.

Si, par la suite d'un retard dans l'exécution des travaux, les plantations devaient être reportées à l'automne suivant, l'entrepreneur effectuera un désherbage dans l'intersaison.

c. Préparation des végétaux avant plantation

La préparation des végétaux consiste à :

- L'entreprise devra retirer tous matériaux livrés avec le végétal à savoir tuteurs, liens, attaches plastiques, cordage (pour les étiquettes, elles seront retirées uniquement à la demande du maître d'œuvre si ce dernier le juge nécessaire).
- Pour les plantes en racines nues (arbres et arbustes caducs), l'entreprise procédera à un rafraîchissement des racines en recépant les extrémités et en supprimant les parties meurtries ou desséchées. On poursuivra le modelage de l'appareil racinaire en vue d'un enracinement ultérieur abondant et régulièrement réparti.
- Pour les végétaux en conteneurs et en godet, l'entreprise retirera le contenant avant la plantation et on procédera à une humectation et à un griffage des racines afin d'accroître le développement latéral de ces dernières (et d'éviter ainsi la formation de chignons).
- Concernant les végétaux en motte, l'entreprise veillera à ne pas déstructurer les mottes lors de la manutention des plantes. En aucune façon, le grillage des mottes ou les tontines biodégradables ne sera retiré à la plantation, l'entreprise veillera simplement à dégager le collet.

Pour les végétaux en racines nues, l'entreprise procédera à une taille des racines meurtries (du fait de l'arrachage en pépinière ou du transport) avec un matériel désinfecté.

d. La taille d'équilibrage des végétaux :

Une taille pourra être effectuée (à l'appréciation du maître d'œuvre) soit pour diminuer le volume de branchage et faciliter la reprise du végétal, soit pour un rééquilibrage du houppier, soit pour reformer le végétal (suppression de fourche par exemple).

Lors de cette taille l'entreprise procédera à l'élimination des branches sèches, lésées ou cassées qui seront supprimées d'un coup de sécateur oblique.

e. Plantation

Les sujets seront livrés en racines nues, mottes, conteneurs ou godets. L'entreprise devra prévenir le maître d'œuvre avant les travaux de plantation. Un point d'arrêt sera réalisé afin que le maître d'œuvre puisse vérifier avec l'entreprise du bon état physiologique des plantes et notamment du système racinaire.

Les plantes en mauvais état et/ou présentant un système racinaire non conforme devront être remplacées par l'entreprise.

En attendant la plantation, les sujets seront stockés à l'ombre, dans un endroit frais et régulièrement arrosé, les racines nues étant obligatoirement jaugées.

La plantation se fera en respectant les essences, les localisations et les densités indiquées sur le plan. D'une façon générale, les plantations se feront en ligne et en quinconce sauf indications contraires de la maîtrise d'œuvre.

Les végétaux devant être disposés sans ordre ou, d'une manière particulière, seront signalés lors du piquetage.

f. Description des travaux

La plantation de tous les sujets devra obligatoirement respecter les critères suivants :

- Ouverture des trous de plantations. La dimension de ces derniers étant légèrement supérieures au volume de la motte ou du système racinaire du végétal à planter (l'ouverture des trous de plantation se fera le même jour que la plantation), en fin de journée, tous les trous ouverts et non plantés seront rebouchés de terre et rouverts au moment de la plantation. En cas de forte pluie, le trou sera rebouché et rouvert au moment où le sol sera ressuyé.
- Lors de la mise en place de la terre autour des racines du végétal, l'entrepreneur veillera à bien mélanger l'amendement à la terre végétale.
- Mise en place des plantes de façon que jamais le collet ne soit enterré ou ne menace de l'être dans le futur par un effondrement des terres environnantes.
- Le végétal est disposé verticalement.
- Lors de la mise en place des végétaux, l'entrepreneur veillera à l'alignement (planimétrie) et altimétrie conformément aux plans de plantation. Le positionnement du collet devra se faire en tenant compte du tassement futur du terrain (surtout si la plantation intervient aussitôt après la mise en place de la terre végétale sans qu'on ait pris le soin d'attendre le tassement naturel du sol).
- Après la mise en place du végétal dans le trou de plantation, ce trou est rempli intégralement de terre, de manière à éliminer tout vide entre le système racinaire et le terrain en place. Les racines seront étalées soigneusement et garnies de terre la plus meuble et la plus fine. Cette terre sera mise en place en tassant modérément pour qu'il ne subsiste pas de vide. Le trou sera ensuite rempli en piétinant doucement, surtout vers les bords pour affermir le remblai.
- En aucune façon, le grillage des mottes ou les tontines biodégradables ne sera retiré à la plantation. Ils seront simplement ouverts au-dessus de façon à dégager les collets des CCTP - Marché de Travaux d'aménagement paysagers Page 104 sur 178 plantes mais systématiquement maintenus en place. Cette ouverture aura lieu une fois le positionnement des plantes effectué, et après avoir calé la motte au moyen de terre végétale.
- Dans le cas de plantations sur surfaces minérales, le dimensionnement de la cuvette ne devra excéder la surface en terre laissée pour la croissance de l'arbre au niveau du sol, dans le cas, pour effectuer le plombage après la plantation, une cuvette sera également confectionnée autour de chaque arbuste.
- Les fourches, les branches sèches, lésées ou cassées seront supprimées d'un coup de sécateur oblique.
- Les bulbes seront plantés au plantoir, à une profondeur de trois fois leur hauteur. L'entrepreneur veillera à positionner le bulbe de telle sorte que le germe soit positionné en haut. Le maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise de matérialiser l'emplacement des bulbes soit globalement pour des bulbes de petite dimension, soit individuellement pour des bulbes plus gros ou en faible quantité.
- Les plantes grimpantes seront plantées en ligne et attachées au moyen de raphia.
- Les tuteurs provisoires en bambous ainsi que tous les liens plastiques enserrant les tiges des jeunes végétaux devront être enlevés et mis en décharge, et non pas abandonnés sur le chantier. Tous les liens fixés directement sur la tige seront éliminés.
- Installation des tuteurs de façon à ne jamais briser ou percer la motte lorsqu'elle existe.

La plantation des arbres tiges interviendra au moins 3 semaines après la mise en place de la terre végétale, temps minimum nécessaire pour que la terre se mette en place dans les fosses de plantation avec un tassement naturel.

Les plantations seront interrompues en période de gel et/ou de neige et dans les terres dont le degré d'humidité sera supérieur à 75% de l'humidité équivalente à pF3. L'entrepreneur prendra à sa charge le ramassage, l'évacuation et mise en décharge de l'ensemble des déchets et matériaux d'emballages (containeurs, liens et attaches, bambous, étiquettes, pall-box, films plastiques, palettes, cagettes...) ainsi que l'ensemble des déchets de taille. Cette prestation devra être prise en compte dans l'acte de planter, et ne pourra faire l'objet d'une rémunération supplémentaire.

g. Réalisation des cuvettes

Pour les arbres : confection d'un bourrelet de terre pour constituer une cuvette de 100 à 200 litres. (Le diamètre de la cuvette devant être identique au diamètre de la motte et dans tous les cas au moins égal à 4 fois la circonférence de l'arbre planté (pour un arbre de 30/35 la cuvette devra avoir un diamètre compris entre 1,00 et 1,20 m).

La hauteur du 'bourrelet' sera de l'ordre de 15 à 20 cm. Dans le cas de plantations sur surfaces minérales, le dimensionnement de la cuvette ne devra excéder la surface en terre laissée pour la croissance de l'arbre au niveau du sol. Chaque cuvette sera maintenue en bonne état (profondeur et forme de la cuvette, désherbage) pendant toute la période de confortement des espaces plantés. L'entreprise devra réaliser des cuvettes pour chacun des arbustes dans le cas où ces derniers ne bénéficient pas d'un arrosage automatique, cette prestation est prévue dans l'acte de plantation et ne fera pas l'objet d'une rémunération supplémentaire.

h. Plombage

Un plombage à l'eau sera exécuté à raison de 150 litres par arbre. Ce plombage est un tassement hydraulique, destiné à combler les vides entre la terre et l'appareil racinaire. Il est prescrit même si l'état hygrométrique du sol peut faire croire à son inutilité (les terres mouillées présentent de grosses mottes que seul le plombage peut liaisonner).

Le plombage est également à prévoir pour les arbustes à raison de 25 litres par sujet et pour les plantes vivaces.

Dans le cas de plantation tardive, il pourra être demandé à l'entreprise d'effectuer un plombage avec de l'eau additionnée d'un fertilisant naturel favorisant le développement de la rhizosphère (Bactisol de chez A2D ou similaire).

Après plombage, l'entrepreneur devra réajuster si besoin les attaches au niveau du tuteurage qui pourront être trop tendues du fait du tassement de la terre. Cette prestation est prévue dans l'acte de plantation et ne fera pas l'objet d'une rémunération supplémentaire.

XIII. PROTECTION DES TRONCS CONTRE LES ECHAUDURES ET LES GELIVURES

La protection sera constituée de nattes de bambous refendus d'une hauteur de 2 m et d'une largeur de 45 cm à 70 cm (en fonction de la circonférence du tronc). L'entreprise mettra en place une mousse de protection (rouleaux de 160m ; 30 mm de diamètre) entre les nattes de bambou et le tronc sur 4 niveaux différents (à 0.30 m du sol, à 0.70 m, à 1.20 m du sol et à 1.90 m du sol). Cette protection pourra également être déroulée en serpentant sur toute la hauteur des 2 mètres. Les nattes de bambou seront correctement fixées autour du tronc de l'arbre par un lien ligature en fil de fer

XIV. TUTEURAGE DES ARBRES

a. Généralités

La mise en place des tuteurs devra avoir lieu dans les 8 jours suivant la plantation, l'entrepreneur serait responsable au cas où des vents violents provoqueraient des dégâts sur des arbres du fait qu'ils n'aient pas été tuteurés après la plantation et le maître d'œuvre pourrait exiger le remplacement des végétaux abîmés ou cassés au frais de l'entreprise. Dans tous les cas le tuteur devra être positionné de façon à ne pas abîmer les mottes ou les racines des végétaux ainsi que le tronc.

b. Description des matériaux

Tuteurs

- Tuteur de \varnothing 0.08 m d'une longueur de 3.00 m ou 2.50 m, en pin non traité
- Pin tourné bien droit, régulier et sans nœud.
- Écorcé, épointés
- Tête chanfreinée.
- La longueur du tuteur sera de 2.50 en moyenne, plus ou moins en fonction de la hauteur du végétal à tuteurer

Planchettes

- Les planchettes seront en pin non traité aux dimensions suivantes : o Longueur variable o Epaisseur : 2,7 cm o Largeur : 6 cm
- Fixation par clous en acier inoxydable, longueur 60 mm environ.

Tuteurage quadripode

La protection 4 points comprend la mise en place :

- Le tuteurage quadripode est composé de 4 tuteurs (\varnothing de 0.08 m) reliés en partie supérieure (- 10 cm de l'extrémité) par 4 planchettes. Ces tuteurs ont entre eux un angle de 90°.
- L'écartement entre les tuteurs est proportionnel à la dimension de l'arbre et reste à l'appréciation du maître d'œuvre. Dans tous les cas, cet écartement sera de minimum 1,00 m et les tuteurs devront dans tous les cas se trouver à une distance de 15 à 20 cm de la motte. C'est l'écartement entre les tuteurs qui déterminera la longueur des planchettes.
- Les planchettes (au nombre de 4) seront fixées horizontalement entre les tuteurs au moyen de clous, la partie supérieure des planchettes devra se trouver à -10 cm de l'extrémité des tuteurs.
- Le positionnement des planchettes sera à l'appréciation du maître d'œuvre. L'entrepreneur veillera à respecter une proportion entre grosseur de l'arbre, écartement des tuteurs et hauteur des planchettes. Pour les arbres tiges, la hauteur maximale des planchettes devront se situer à -20cm des premières charpentières.

XV. PAILLAGE DES PLANTATIONS

a. Paillage minéral et organique en vrac

Les épaisseurs à mettre en œuvre seront fonction de la couverture végétale et seront généralement comprises entre 8 et 10 cm pour le paillage organique et 5 à 10 cm pour le paillage minéral.

b. Présentation des différents paillages

En fonction des plantations et des caractéristiques de l'aménagement, une ou plusieurs typologie(s) de paillage seront utilisés parmi ceux décrits ci-après :

- Paillis B.R.F. (Bois Raméal Fragmenté) en tant que paillage :

Le BRF permet la régénération du sol sur le long terme en améliorant sa structure et sa fertilité. C'est par le biais de la microfaune et microflore de sol que la matière organique se transforme en humus.

De ce fait, il est considéré réglementairement comme un amendement organique, mais il peut être utilisé comme paillage.

Le BRF est composé de broyats de branches d'arbres feuillus de diamètre inférieur à 7cm, sans les feuilles. L'apport de broyat de conifères est à éviter. Il est recommandé d'utiliser des broyats provenant de différentes essences et de favoriser les essences nobles à rotation lente, comme le châtaignier, le chêne, l'érable...

Le BRF pourra être utilisé comme matériau de paillage en couverture du sol sur une épaisseur de 8cm. L'entrepreneur est tenu de présenter impérativement avant la pose de présenter un échantillon du mulch proposé pour validation par le maître d'œuvre.

- Paillis organique : Ce produit est issu du cycle de compostage naturel des déchets verts et n'a subi aucun traitement chimique. Il est exclusivement composé d'éléments carbonés. Granulométrie du paillis : 10/40

XVI. TRAVAUX DE PARACHEVEMENT

Éléments de référence CCTG : art N2.3.9 et annexes 1 du fascicule 35.

Les travaux de parachèvement débutent à partir du constat de mise en place des végétaux (ou constat de plantation) et s'étendent sur une période d'un an à partir de ce constat. Le constat sera réalisé une fois que l'ensemble des végétaux auront été plantés et toutes les prestations s'y rattachant effectuées (tuteurage, paillage, taille...).

Ils comprennent les travaux nécessaires à l'installation et au bon développement des végétaux, gazons et prairies. L'entrepreneur présentera un planning d'intervention comprenant une périodicité d'intervention concernant l'arrosage et le maintien des fosses d'arbres sans adventices.

Le planning d'arrosage ne sera modifié que sur la base de relevés météorologiques locaux et/ou de relevés tensiométriques.

Pour les travaux de parachèvement le nombre d'arrosage s'élève à 12 interventions minimum et 6 opérations de désherbage manuel comprenant le binage et la réfection des cuvettes d'arrosage.

Pour chaque opération d'entretien incluse dans la période de parachèvement, le prestataire adressera au maître d'œuvre un document d'intervention indiquant :

- Les prestations de confortement considérées

- La date et les lieux d'interventions Pour ce faire, en début de période de parachèvement, l'entreprise fournira au Maître d'œuvre un planning prévisionnel d'intervention et de localisation de toutes les prestations comprises dans les travaux de parachèvement permettant un suivi de l'arrosage à la fois géographique et quantitatif. : arrosage, binage, désherbage, remplacement des végétaux, contrôle des fixations ... Si les végétaux meurent pendant la période de parachèvement, il sera alors constaté leur état au moment du constat de reprise en préalable de la réception. Définition des travaux de parachèvement Pendant la période de parachèvement, les travaux d'entretien suivants incombent au prestataire : Arrosage : 12 interventions minimum
- L'eau sera soit fournie par l'entreprise et amenée par tonne à eau, soit fourni par le maitre d'œuvre.
- Suivant accord avec les communes et disponibilité, le prestataire pourra utiliser l'eau de forage présent sur la commune concernée.
- Le nombre d'arrosage (hors arrosage à la plantation) est estimé sur la base de 10 interventions annuelles incluses dans le prix de parachèvement entre le 15 avril et le 15 octobre. (Au besoin un arrosage pourra être demandé en mars).
- Quantité estimative par intervention d'arrosage : 60 l à 100 l par arbres, 20 l par arbustes, 10 l par plante tapissante et vivace.
- Des contrôles pourront être réalisés par le Maître d'œuvre à l'aide d'une sonde pour mesures hydrométriques.
- Les travaux d'arrosage manuels devront dans tous les cas répondre aux prescriptions suivantes :
 - L'état de l'humidité du sol devra être vérifié à la tarière au préalable
 - Le nettoyage de la fosse (détrit, papier, verre, végétation, etc.) et de la reformation de la cuvette à chaque intervention pour tous les arbres.
- Un binage sur 15 à 20 cm de profondeur pourra être demandé tous les 2 ou 3 arrosages.
- Les temps d'arrosage devront intégrer une infiltration progressive de l'eau.
- Dans le cas de sols compactés, l'entreprise procédera aux travaux de bêchage et d'entretien du sol nécessaires à une bonne percolation.
- Le bassinage du feuillage pourra être exigé en période très sèche.

L'entrepreneur veillera à n'apporter que les quantités d'eau nécessaire à la reprise des végétaux et évitera tout excès.

Il portera une attention particulière aux excès d'eau et par conséquent aux risques d'asphyxie pour les racines qui peuvent provoquer un dépérissement des végétaux.

Dans le cas d'arrosage automatique, la programmation devra être adaptée aux conditions météorologiques et aux saisons. On évitera tout apport d'eau excessif.

En cas de présence d'un arrosage automatique, la programmation sera effectuée par l'entreprise en accord avec le Maître d'œuvre.

Dans un souci d'économie d'eau, la programmation sera adaptée en fonction des saisons et des conditions météorologiques.

Les quantités d'eau apportées manuellement sont systématiquement contrôlées par des débits mètres quelques soit le mode d'apport : tuyau relié à une bouche d'arrosage manuel, tonne à eau sur camion.

- a. Remplacement, redressements des végétaux, tuteurs et protections

A l'occasion des opérations de désherbage, les tuteurs, attaches et haubans sont vérifiés :

- Redressement des tuteurs, contrôle de tension des haubans, vérification des ancrages de mottes, contrôle de serrage des colliers et remplacement si défectueux.
- Remplacement des végétaux jugés défectueux ou morts par des végétaux ayant une force supérieure à celle de l'année de plantation pour compenser la perte de l'année en bénéficiant des mêmes garanties de reprise que le végétal initial.
 - b. Désherbage : 6 opérations de désherbage minimum et 2 binages Il est procédé à
- 5 désherbages manuel mensuel en période végétative (avril, mai, juin, juillet, septembre),
- 1 désherbage manuel en période de repos végétatif,
- 2 binages manuels annuel sur les zones plantées.

Les travaux de binage des plantations comprennent l'arrachage, le ramassage et l'évacuation des plantes adventices, ainsi que des papiers et débris rencontrés, la façon de cuvette lorsque l'arrosage s'effectue au tuyau y compris enlèvement des feuilles et branches mortes et débris.

c. Fertilisation :

Sur l'ensemble des plantations, deux fertilisations annuelles sont réalisées, une au printemps, l'autre à l'automne. L'utilisation d'engrais organique sera privilégiée, dans tous les cas, les produits mis en œuvre devront être validés par le maître d'œuvre.

d. Paillage - Mulching – terre végétale

Un complément de mulch sera effectué si nécessaire et dès lors que le sol sera non recouvert de paillage au niveau des zones concernées.

Des apports complémentaires de terre végétale seront réalisés en cas de tassement ou affaissement excessif et replantation des végétaux ou réengazonnement si nécessaire.

XVII. TRAVAUX DE CONFORTEMENT

A l'issue de la période de parachèvement, à la demande du maître d'œuvre, l'entreprise pourra être amenée à effectuer une ou deux années de confortement des plantations selon le choix du Maître d'ouvrage. Les travaux seront identiques aux prestations définies dans les travaux de parachèvement.

Au cours de cette 2ème année, les apports d'eau seront légèrement diminués pour favoriser l'enracinement des plantes.

A la demande du maître d'œuvre, les systèmes du tuteurage devront être retirés par l'entreprise à l'issue des 3 ans de plantation (ou avant), ces travaux sont compris dans les travaux de parachèvement et ne feront pas l'objet de rémunération complémentaire.

Si les végétaux meurent pendant la période de confortement, il sera alors constaté leur état au moment du constat de reprise.

XVIII. GARANTIE DE REPRISE DES VEGETAUX

Le délai de garantie correspond à la période de confortement des plantations : il sera de 2 ans et débute à l'issue de la période de la période de parachèvement. La date du constat de parfait achèvement correspond à la date de fin de garantie (soit à la date de fin du confortement).

XIX. RECEPTION DES TRAVAUX DE PLANTATION

La réception des travaux de plantation interviendra à la fin de la période de parachèvement et n'aura lieu que si les taux de reprises suivants sont atteints : 95% des arbres, 90% des baliveaux et arbustes et 90% des plants et vivaces.

S'il s'avérait que ces valeurs respectives n'étaient pas atteintes, la réception serait alors reportée après le remplacement de la totalité des végétaux morts ou non conformes.

La réception pourra être prononcée avec ou sans réserve.

Dans les réserves seront précisées entre autres la liste des végétaux à remplacer, les travaux à reprendre (non conformes au CCTP) les éventuelles prestations liées aux travaux de confortement etc....



MAI
2021

ETUDE DE L'IMPACT DE TRAVAUX DE TERRASSEMENT
194 arbres dont 13 en diagnostic approfondi complémentaire
Bordeaux-Métropole, Cimetière Nord
33520 BRUGES



SUIVI DOCUMENTAIRE

Historique de la publication

Version B : 07/06/2021

Auteur du rapport : Thierry Lamant

Interlocuteur technique

Nom – Prénom : Thierry Lamant
Entité et Fonction : Expert Arbre-Conseil ® ONF
Coordonnées : ONF – Unité Production Landes Nord Aquitaine
9 rue Raymond Manaud
33254 Bruges cédex
05 56 00 64 94 – 06 19 32 28 16
e-mail : thierry.lamant@onf.fr

Interlocuteur client

Nom – Prénom : Mme Laura Truffaut
Entité et Fonction : Technicienne de l'arbre
Bordeaux-Métropole
Centre ingénierie de l'arbre, Service Arbre et Forêt
Direction des Espaces Verts,
05 57 89 37 84 et 06 85 68 18 08
ltruffaut@bordeaux-metropole.fr

Contrôle émetteur et validation

Vérification :

Nom – Prénom : Valle Cava Esteban

Entité et Fonction : Responsable UP

Date : 08/06/2021

Signature



Approbation :

Nom – Prénom : Valle Cava Esteban

Entité et Fonction : Responsable UP

Date : 08/06/2021

Signature



SOMMAIRE

RESUME.....	3
SITUATION.....	4
OBJECTIF DU TRAVAIL REALISE.....	5
MODE OPÉRATOIRE.....	6
RESULTAT DES INVESTIGATIONS	7
SYNTHESE ET SUITE A DONNER.....	13
ANNEXE 1. Lexique.....	15

RESUME

A la demande de la Bordeaux-Métropole, l'Office National des Forêts a été chargée de réaliser un diagnostic sanitaire et de tenue biomécanique sur 194 arbres situés au cimetière-Nord de Bruges, dans le département de la Gironde.

Les arbres à diagnostiquer nous ont été désignés par Bordeaux-Métropole à partir d'un plan joint à cette étude (figure n°3) mentionnant les zones où les arbres auraient été impactés par les travaux.

Ils se situent le long des allées du cimetière et ont fait l'objet de travaux de terrassement dans l'optique d'installer des bordures cimentées.

Bordeaux-Métropole souhaite qu'au travers de cette étude, l'Office National des Forêts appréhende l'état physiologique et biomécanique de ces arbres, afin de déterminer leur état actuel et d'évaluer les éventuels dégâts subis, leurs conséquences, tant d'un point de vue sanitaire et qu'indemnitaire si nécessaire.

Tous les éléments d'aide à la décision sur la conservation ou non de ces arbres dans la zone diagnostiquée font l'objet de cette étude.

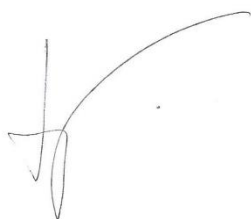
Une première phase de terrain s'est déroulée le mercredi 27 janvier 2021.

A l'issue de la première étude, une seconde, présentement développée, eut lieu à la suite d'une réunion contradictoire le vendredi 26 mars 2021, de tests de traction réalisés le mardi 4 mai par Sylvain Dujardin, expert arboriste du réseau Arbre Conseil® pour l'agence Travaux de Montpellier et d'excavations racinaires entreprises le vendredi 29 avril 2021 par Thierry Lamant, expert arboriste au réseau Arbre Conseil® de l'ONF à Bruges pour l'agence Travaux de Landes-Nord Aquitaine.

Bruges, le 7 juin 2021

L'Expert Arbre – Conseil®

Thierry Lamant



SITUATION

Les 194 arbres évalués se situent dans l'enceinte du cimetière, à l'Est de la commune de Bruges.

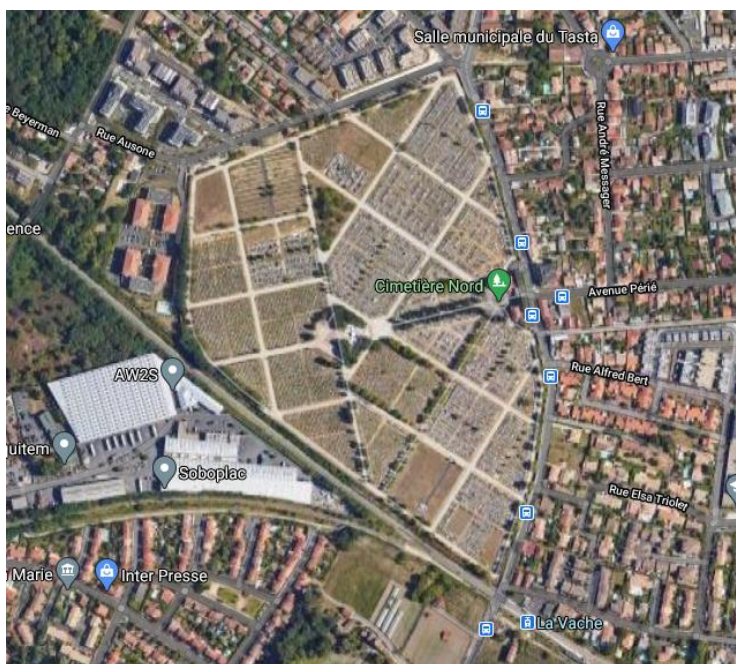


Figure n°1 : périmètre de la zone diagnostiquée (source : Google Maps)

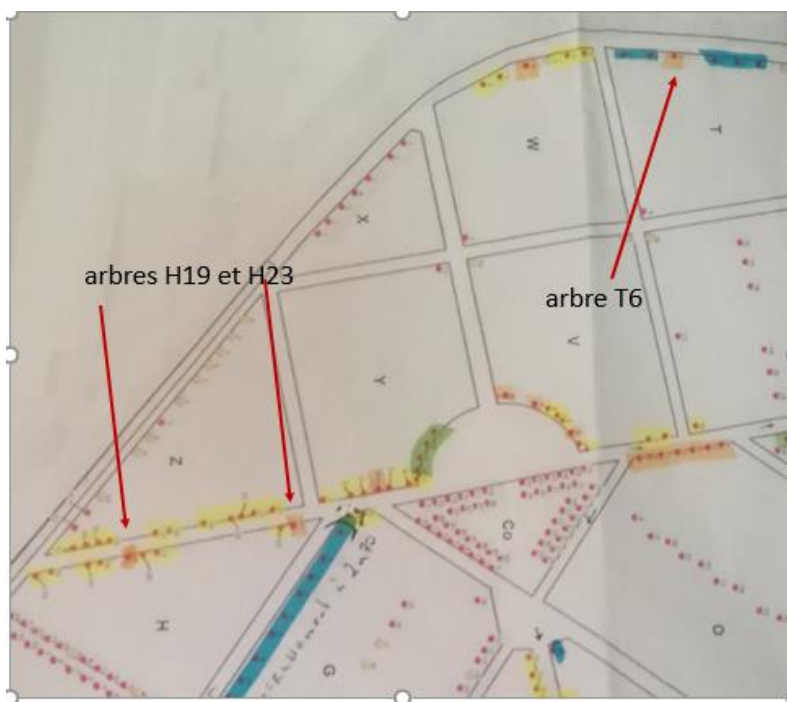


Figure n°2 : plan partiel du cimetière avec localisation des arbres à diagnostiquer des carrés H et T (source : Bordeaux-Métropole / ONF)

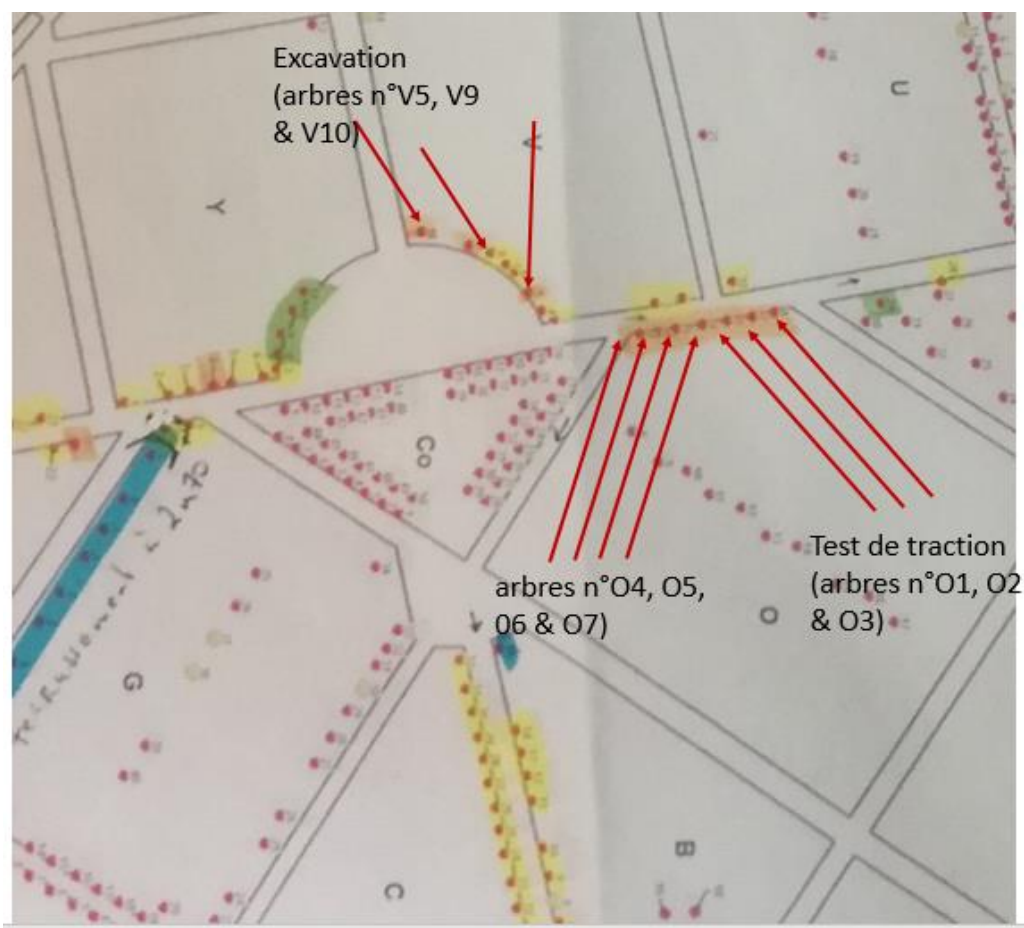


Figure n°3 : plan partiel du cimetière avec localisation des arbres à diagnostiquer du carré O (source : Bordeaux-Métropole)

OBJECTIF DU TRAVAIL REALISE

Le travail réalisé a donc consisté :

- à évaluer l'état mécanique et le fonctionnement physiologique de ces arbres,
- à évaluer les éventuels dégâts induits par les travaux de terrassement et leurs conséquences
- à préconiser des interventions maintenant la sécurité des biens et des personnes fréquentant ces lieux, tout en prenant en compte les exigences biologiques essentielles de ces arbres.
- à relever les données permettant d'estimer d'éventuelles valeurs indemnitaires de remplacement des arbres ne pouvant être maintenus sur place

Ce diagnostic a été opéré au sol sans moyen élévatoire.

Un rappel du contexte figure en début de rapport (pages 7 à 9).

MODE OPÉRATOIRE

La méthodologie utilisée pour ce travail est annexée au présent rapport.

Ce diagnostic approfondi s'est déroulé en 3 phases :

- inventaire - diagnostic approfondi des arbres (localisation sur plan fourni par Bordeaux-Métropole avec fichier Excel).
- analyse des résultats
- rédaction du présent rapport d'étude.

Les informations relevées sous forme de tableaux et fournies par l'étude.

DIAGNOSTIC INITIAL - LIMITES DE L'ETUDE

L'arbre est un organisme vivant en constante évolution soumis à de multiples interactions avec d'autres organismes commensaux ou parasites et avec son environnement extérieur.

Le diagnostic est réalisé à l'instant « T » en recourant aux connaissances disponibles et aux instruments existants à cet instant. Par ailleurs, le degré d'investigation dépend de la prestation choisie par le client et décrite dans la méthode de diagnostic.

L'acceptation du devis vaut approbation de la méthodologie proposée.

Les observations et les analyses des états physiologiques, sanitaires et biomécaniques de l'arbre effectuées par l'expert pour établir le diagnostic sont assujetties aux moyens d'investigations mis en œuvre (voir la méthode de diagnostic en annexe 2), à la saison d'observation et à l'état apparent des agents parasites et lignivores au moment de sa réalisation.

Toutes les antériorités de la vie de l'arbre ne peuvent être décelées lors du diagnostic, notamment lors de l'éventuel récit des antécédents par un ou plusieurs sachants.

De nombreux facteurs externes à l'arbre peuvent influencer sur son état et rendre caducs, a posteriori, les résultats du diagnostic :

- facteurs climatiques : vent violent, orage, neige, verglas, sécheresse, canicule, etc...
- facteurs anthropiques : travaux de terrassement, taille inadaptée, blessures, modifications de l'environnement, etc...

Compte tenu des caractéristiques du diagnostic énoncé précédemment, sa fiabilité est limitée dans le temps et suppose la mise en œuvre de suivis physiologiques, sanitaires et biomécaniques réguliers.

La durée de validité du diagnostic, variable selon l'état des arbres et de leur environnement, sera comprise entre un et trois ans, voire exceptionnellement 5 ans, dans des conditions normales d'évolution.

La période durant laquelle le diagnostic est opéré ne permet pas forcément de déceler tous les indices nécessaires. Ainsi, en période de végétation, le feuillage peut occulter la visibilité de défauts de la couronne. A contrario, un diagnostic opéré avec le feuillage apporte une meilleure approche de l'état physiologique de l'arbre.

Dans le cadre de la prise en compte de la biodiversité, l'arbre est un milieu privilégié pour de nombreuses espèces. Dans ce cadre, et lors d'un diagnostic, l'expert Arbre conseil® mentionnera la présence, ou la suspicion de présence, d'habitats d'espèces protégées au titre des directives européennes « Habitats- Faune-Flore » et « Oiseaux ».

Le propriétaire, ou son représentant, devra réaliser ou faire effectuer des investigations complémentaires afin de s'assurer de la présence des espèces mentionnées. En cas de confirmation, les travaux préconisés sur les arbres concernés devront être soumis à dérogations officielles accordées par l'autorité préfectorale.

A la demande du maître d'ouvrage, et dans le cadre de ses prestations, les services de l'ONF pourront apporter un appui technique et administratif pour la mise en œuvre de ces démarches.

RESULTAT DES INVESTIGATIONS

DESCRIPTION DE L'ARBRE - PARTICULARITÉS ORNEMENTALES ET DENDROLOGIQUES

Les **194** arbres diagnostiqués appartiennent à **16** espèces différentes répartis en **11** genres.

On y trouve **1** genre pour **3** espèces de **Gymnospermes** mais qui représentent 53,1% des effectifs contre **10** genres pour **13** espèces d'**Angiospermes**.

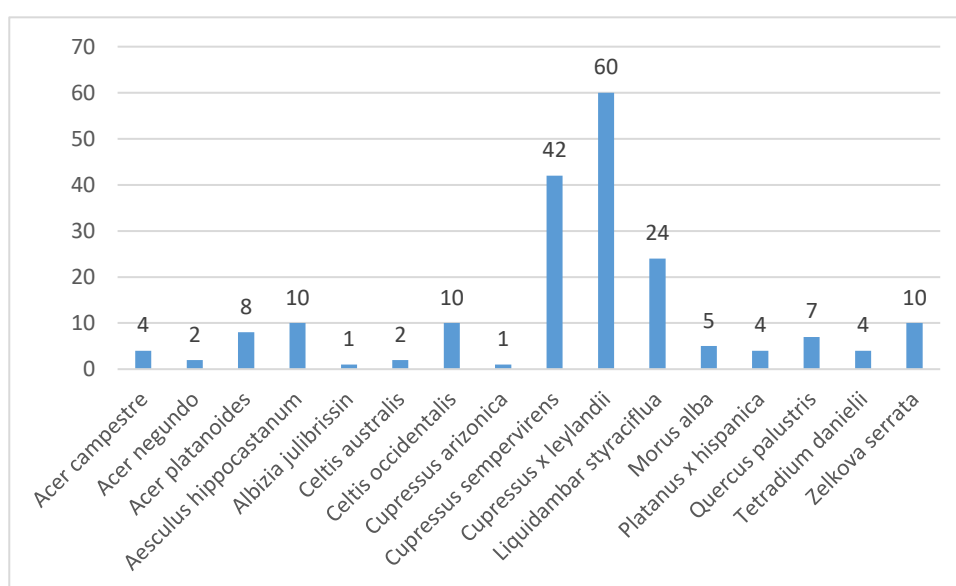


Tableau n°1 : effectifs par espèces des arbres diagnostiqués

Chez les gymnospermes, le cyprès de Leyland (*Cupressus – ex Cupressocyparis- leylandii*) est le plus fréquent avec 30,9% du nombre des arbres étudiés, puis le cyprès toujours-vert (*Cupressus sempervirens*, y compris le cultivar 'Stricta') qui totalise 21,7% de ces arbres. On ne trouve qu'un seul *Cupressus arizonica* (photo n°7).

Le double alignement de *Cupressus sempervirens*, complété localement par *Cupressus x leylandii* est estimé à environ un siècle d'âge sur la base de témoignages de gestionnaires locaux (photo n°10). Il représente une certaine **valeur patrimoniale et esthétique** de ce cimetière dont il peut être considéré comme en étant sa « signature visuelle ». Néanmoins il ne bénéficie pas d'un statut de classement spécifique (source : Bordeaux-Métropole).

Chez les Angiospermes, l'espèce la plus fréquente est le copalme d'Amérique (*Liquidambar styraciflua*) avec 12,4% des sujets étudiés, puis le marronnier européen (*Aesculus hippocastanum*), le micocoulier de Virginie (*Celtis occidentalis*) et le zelkova du Japon (*Zelkova serrata*) comprenant chacun 5,2% des arbres étudiés.

ANTECEDENTS DE GESTION

Certains arbres ont fait l'objet d'élagages imposés par le passage des véhicules d'entretien. Historiquement, il existait déjà des bordures le long des allées du cimetière.

Les travaux de terrassement ont été réalisés en janvier 2021.

Un test de traction opéré sur trois arbres a été réalisé le mardi 4 mai 2021.

CONDITIONS DE CROISSANCE ET PHYSIOLOGIE DE L'ARBRE

Le fonctionnement physiologique de l'arbre s'observe au travers de sa **vigueur** et sa **vitalité**.

Il est fonction des conditions stationnelles, contraintes, etc... auxquelles le végétal doit faire face pour vivre et se développer.

La réversibilité du fonctionnement physiologique s'évalue au cas par cas. En effet, un arbre déficient peut, l'année suivante ou au fil du temps (conditions de croissance propices et bonne réactivité de l'arbre), retrouver une vigueur satisfaisante.

Pour certains autres arbres, le dysfonctionnement peut être irréversible.

Ces deux notions impliquent de déterminer le **stade de développement** de chaque arbre qui est déterminé par rapport à l'observation de la couronne comprenant la constitution de charpentières, l'élaboration de réitérations et la faculté qu'à l'arbre à continuer d'exprimer une dominance apicale.

Le stade de développement des arbres diagnostiqués est considéré dans sa très large majorité (95,4%) comme étant au stade « **adulte** ».

La **vigueur** traduit l'aptitude de l'arbre à croître dans un environnement donné avec les ressources dont il dispose. Elle s'observe quantitativement sur les accroissements annuels des rameaux et des réitérats différés, sur les bourrelets de recouvrement qui sont sur cet arbre, très peu actifs.

La vigueur est faible pour 52,6% des arbres diagnostiqués. Elle est moyenne pour 44,3% et élevée pour seulement 3,1% ce qui ne va pas de soi avec le stade de développement majoritairement adulte.

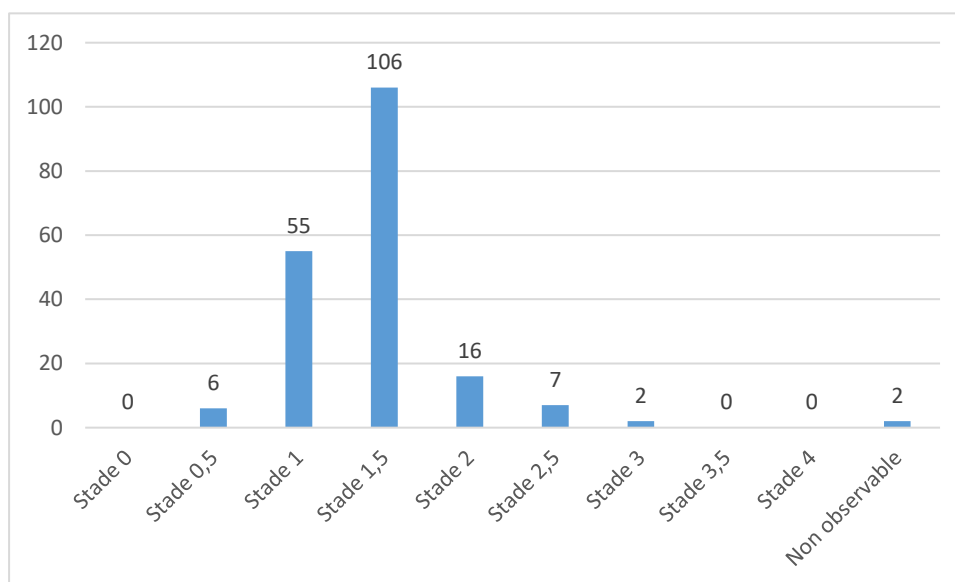


Figure n°3 : représentativité de stades de vitalité (selon A.Roloff)

La **vitalité** correspond au potentiel de croissance, de ramification et à la capacité qu'à un arbre à répondre à une contrainte. Elle s'exprime qualitativement en fournissant des informations sur les rameaux et leur capacité à ramifier. Elle s'observe dans le tiers supérieur et peut être, différente selon le type d'axe considéré et sa place dans l'arbre. La vitalité diminue au fur et à mesure du vieillissement de l'arbre.

C'est le dendrologue allemand Andreas Roloff qui a mis au point un diagnostic architectural basé sur la vitalité et noté de 0 à 4, soit une fourchette comprise entre l'arbre de pleine croissance (noté « 0 ») et un arbre mort (noté « 4 »).

Ces différentes valeurs définissent des stades d'exploration (inférieurs à 1,5), de stagnation (inférieurs à 2,5) et de résignation (supérieurs et égaux à 3).

Les stades de **vitalité** se décrivent ainsi :

- **Stade 0** (exploration maximale) : la structure de la ramification est pleine (on ne voit pas à travers) et très ramifiée. L'arbre est en accroissement maximum.
- **Stade 1** (décélération ou exploration modérée) : l'accroissement a diminué de moitié par rapport au stade précédent. On observe moins de ramifications (15 à 25% de moins) et leur structure est en forme d'écouvillons ou de queue de renard.
- **Stade 2** (stagnation) : l'accroissement est faible mais constant. La structure de la couronne est en pinceaux ou en griffe. On observe entre 30 et 60% de végétation en moins par rapport au stade 0.
- **Stade 3** (résignation) : la couronne montre des branches groupées avec des accroissements très faibles ou en diminution. On note de la mortalité d'une partie des grosses charpentières et des ramifications très réduites en extrémité des axes. La diminution du volume du feuillage par rapport au stade 0 est très nette, de l'ordre de 65 à 95% en diminution.
- **Stade 4** (mortalité) : la couronne ne manifeste plus d'activité physiologique. L'accroissement est nul et l'arbre est mort où sur le point de l'être.

Ainsi, partir de nos observations de la couronne, nous pouvons affirmer que la majorité (83%) se situe au **stade de décélération dit aussi d'exploration modérée (valeur notée 1,5)**. Nous ajoutons que 11,9% s'inscrit au stade de stagnation, 3,1% en exploration maximale et 1 % en résignation, ce qui n'est pas en contradiction avec le stade de développement adulte.

Afin d'être en phase avec la notation en vigueur à Bordeaux-Métropole, les stades de vitalité sont devenus les suivants :

- Stades 0 et 1 : bon état sanitaire
- Stade 2 : état sanitaire moyen
- Stades 3 : mauvais état sanitaire



Photo n°1 : Arbre n°5, secteur V
(noté V5)



Photo n°2 : Arbre n°9, secteur V
(noté V9)



Photo n°3 : Arbre n°10, secteur V
(noté V10)

Nous en avons conclu que 83% ont un état sanitaire moyen. Par conséquent, **l'état physiologique de l'ensemble des arbres diagnostiqués est plutôt moyen** compte tenu de leur stade de développement adulte.

BILAN BIOMECANIQUE

Nous avons fait procéder à l'excavation racinaire de trois arbres suspectés de mutilations. En effet, à l'issue de la visite du 27 janvier 2021, outre trois arbres retenus pour faire l'objet de tests de traction, un cyprès de Leyland (*Cupressus x leylandii*) et deux cyprès toujours-verts (*Cupressus sempervirens*) approchés près du tronc par des engins de terrassement ont dû être examinés à leur tour. La terre avait été réinstallée et les racines n'étaient plus visibles, d'où la décision de les étudier.



Photos n°4 et 5 : racines mutilées mises en évidence par l'excavation sur l'arbre n°5 (notéV5)

Nous n'ignorons pas que **la sensibilité aux champignons lignivores reste importante** car ces blessures constituent des portes d'entrée pour ces ravageurs sachant que les tissus racinaires sont davantage sensibles que ceux des parties aériennes.



Photo n°6 : quelques racines sectionnées sur l'arbre n°9 (noté V9)



Photo n°7 : quelques racines sectionnées sur l'arbre n°10 (noté V9)

Il fallait aussi déterminer si leur éventuelle mutilation constatée après excavation devait faire l'objet de tests de traction.

Outre les trois arbres ayant été évalués par tests de traction, sept autres ont été examinés auparavant, notamment durant la réunion contradictoire du 26 mars 2021, tous ayant été plus ou moins impactés par les engins de terrassement.

Ce sont donc au total treize arbres qui feront l'objet d'un calcul indemnitaire.

CALCUL DE L'INDEMNITE

Le calcul de l'indemnité à la suite des dommages constatés est élaboré à partir d'un document édité par Bordeaux Métropole et intitulé « Règlement de protection des arbres ».

Cette indemnité est le produit successif de 4 indices comme expliqué dans l'encadré ci-dessous :

Article I. - Barème d'estimation de la valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre

La valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre est obtenue par le biais de la formule détaillée ci-dessous (produit de 4 indices) :

$V = I_{\text{SITUATION}} \times I_{\text{SANITAIRE}} \times I_{\text{CIRCONF}} \times I_{\text{ESPECE}}$ <p>V = valeur ornementale exprimée en Euro</p> <p>$I_{\text{SITUATION}}$: indice calculé selon le statut patrimonial et la distribution spatiale de l'arbre</p> <p>$I_{\text{SANITAIRE}}$: indice calculé selon l'état de santé de l'arbre et sa vigueur</p> <p>I_{CIRCONF} : calculé indice selon la circonférence du tronc</p> <p>I_{ESPECE} : calculé indice selon l'espèce et/ou la variété</p> <p>L'évaluation des dégâts causés aux arbres sera calculée par rapport à cette valeur. Elle correspond aux frais de remplacement du sujet détruit par un arbre de la même force et de la même espèce.</p> <p>Tous les frais se rapportant à la valeur de remplacement et aux indemnités pour dépréciation de la propriété ou perte de jouissance sont compris</p>	<p>dans la valeur calculée. Le résultat du calcul concerne la seule valeur de l'arbre.</p> <p>Les frais de transport et de plantation seront appliqués dès lors qu'un arbre à caractère « remarquable » sera concerné pour prendre en considération les frais liés à la replantation d'un sujet de grand gabarit (exemple : arbre de taille supérieure à la taille 25/30).</p> <p>Ces frais seront facturés au prix réel suivant stipulation du marché en cours.</p> <p>Si les dégâts entraînent la perte de l'arbre, le montant de l'indemnisation correspondra à la valeur d'agrément de l'arbre.</p> <p>Cette évaluation est effectuée par les services gestionnaires du patrimoine arboré de Bordeaux Métropole. En cas d'accord sur l'évaluation du préjudice, les parties concluent une transaction qui prévoit les modalités pratiques d'indemnisation.</p> <p>En cas de contestation, une procédure d'expertise et un recours juridique peuvent être engagés par Bordeaux Métropole.</p>
--	--

Figure n°5 : mode de calcul de l'indemnité en cas de dommages causés à un arbre (source : Bordeaux Métropole)

Les indices ayant permis ce calcul sont les suivants :

Calcul concernant les trois arbres soumis à des tests de traction le mardi 4 mai 2021 :

Valeur de l'alignement : indice 2 (ces arbres constituent un groupe et ont une valeur d'accompagnement paysager)

Etat sanitaire : indice 2 (pour les deux arbres n°01 et 02 avec un bon état sanitaire avec une vigueur moyenne sur la base de nos observations) et 1 pour le sujet n°03 (état sanitaire moyen avec faible vigueur).

Circonférence : Circonférence : indices 14, 16 et 18 (pour une circonférence respective de 132, 157 et 179 cm)

Prix de l'arbre : Prix de l'arbre : tarif des catalogues de Bordeaux Métropole pour un cyprès de Leyland (Prix catalogue Chauviré 2020/2022) : 25,5 € HT

Le calcul est par conséquent le suivant :

Arbre n°01 : $2 \times 2 \times 14 \times 25,5 = 1428$ € HT

Arbre n°02 : $2 \times 2 \times 16 \times 25,5 = 1632$ € HT

Arbre n°03 : $2 \times 1 \times 18 \times 25,5 = 1836$ € HT

La moitié des racines des arbres n°01, 02 et 03 ayant été coupées, **il faut donc conserver 100% des valeurs obtenues par le calcul ci-dessus.**

Calcul concernant les trois arbres soumis à une excavation racinaire le jeudi 29 avril 2021 :

Valeur de l'alignement : indice 2 (ces arbres constituent un groupe et ont une valeur d'accompagnement paysager)

Etat sanitaire : indice 2 (état sanitaire moyen avec faible vigueur).

Circonférence : indices 5 ; 110 et 3,8 (pour une circonférence respective de 75, 376 et 63 cm)

Prix de l'arbre : tarif des catalogues de Bordeaux Métropole pour un cyprès de Leyland : 25,5 € HT et 51 euros HT pour un cyprès toujours-vert (Prix catalogue Chauviré 2020/2022).

Sur ces bases, le calcul est le suivant :

Arbre n°V5 : $2 \times 2 \times 5 \times 25,5 = 510$

Arbre n°V9 : $2 \times 2 \times 110 \times 51 = 22440$

Arbre n°V10 : $2 \times 2 \times 3,8 \times 51 = 775,2$

Nous avons estimé à 25% la quantité racinaire endommagée pour l'arbre n°O5 et de moins de 20% pour les sujets n°O9 et O10. **Suivant le barème de Bordeaux-Métropole, il faut donc conserver 25% de la valeur obtenue par le calcul ci-dessus pour l'arbre n°5 et 20% pour les deux autres.** Par conséquent :

Arbre n°V5 : 25% de 510 = **178,5 € HT**

Arbre n°V9 : 20% de 22440 = **4488 € HT**

Arbre n°V10 : 20% de 775,2 = **155,04 € HT**

Calcul concernant les sept arbres ni soumis à une excavation racinaire, ni à test de traction :

Valeur de l'alignement : indice 2 (ces arbres constituent un groupe et ont une valeur d'accompagnement paysager)

Etat sanitaire : indice 1 (état sanitaire moyen avec faible vigueur) pour les arbres n°O5 et O6 et indice 2 (état sanitaire moyen avec vigueur moyenne) pour tous les autres

Circonférence : indices 6,4 ; 5 ; 5 ; 3,8 ; 9,5 ; 9,5 et 9,5 (pour une circonférence respective de 88, 79, 79, 66, 101, 164 et cm)

Prix de l'arbre : tarif des catalogues de Bordeaux Métropole pour un cyprès de Leyland : 25,5 € HT et pour un Zelkova du Japon : 52 € HT (Prix catalogue Chauviré 2020/2022)

Nous avons retenu **20%** de la valeur de l'arbre compte tenu des observations réalisées sur les racines de ces sept derniers sujets. Le résultat est donc le suivant :

Arbre n°H19 : **193,8 € HT**

Arbre n°H23 : **193,8 € HT**

Arbre n°O4 : **130,56 € HT**

Arbre n°O5 : **51 € HT**

Arbre n°O6 : **51 € HT**

Arbre n°O7 : **77,52 € HT**

Arbre n°T6 : **395,2 € HT**

Le montant de l'indemnité pour l'ensemble de ces treize arbres s'élève par conséquent à **10810,42 € HT**.

SYNTHÈSE ET SUITE A DONNER

Des mutilations induites directement par les travaux de terrassement de l'hiver dernier ont été constatées en 2021.

Carré	N° arbre	Essence	Diamètre (cm)	Circ. (cm)	Valeur de l'arbre	% de l'étendue des dommages	Total indemnité	Observations
H	19	<i>Cupressus x leylandii</i>	32	101	969	moins de 20	193,8	
H	23	<i>Cupressus x leylandii</i>	33	104	969	moins de 20	193,8	
O	1	<i>Cupressus x leylandii</i>	42	132	1428	100	1428	Test de traction réalisé
O	2	<i>Cupressus x leylandii</i>	50	157	1632	100	1632	Test de traction réalisé
O	3	<i>Cupressus x leylandii</i>	57	179	1836	100	1836	Test de traction réalisé
O	4	<i>Cupressus x leylandii</i>	28	88	652,8	moins de 20	130,56	
O	5	<i>Cupressus x leylandii</i>	25	79	255	moins de 20	51	
O	6	<i>Cupressus x leylandii</i>	25	79	255	moins de 20	51	
O	7	<i>Cupressus x leylandii</i>	21	66	387,6	moins de 20	77,52	
T	6	<i>Zelkova serrata</i>	32	101	1976	moins de 20	395,2	
V	5	<i>Cupressus x leylandii</i>	24	75	510	25	178,5	Excavation réalisée
V	9	<i>Cupressus sempervirens</i>	120	376	22440	moins de 20	4488	Excavation réalisée
V	10	<i>Cupressus sempervirens</i>	20	63	775,2	moins de 20	155,04	Excavation réalisée
		TOTAL INDEMNITAIRE					10810,42	

Tableau n°1 : récapitulatif des indemnités

Le tableau mentionne aussi les indemnités des arbres ayant subi les tests de traction du 4 mai 2021.

Tout particulièrement pour six d'entre eux des tranchées ont été réalisées à proximité immédiate des arbres et en premier lieu, nous avons prescrit un test de traction pour trois sujets et des excavations racinaires pour les trois autres.

Ces excavations nous ont permis d'en savoir davantage sur la tenue mécanique et l'étendue des dégâts subis par ces arbres. Les arbres n°V05, V09 et V10 ne nécessitent pas d'être soumis à un test de traction.

Le résultat des excavations nous a permis de quantifier les dégâts qui sont surtout importants pour l'arbre n°V5 avec un quart des racines de mutilées. Les cyprès n°V9 et V10 ont été bien moins impactés.

Sept autres arbres ont été également évalués durant la visite contradictoire du vendredi 26 mars 2021.

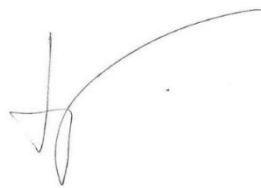
Il en résulte que le montant global de l'indemnité pour ces six conifères s'élève à dix-mille-huit-cent-dix euros et quarante-deux centimes (10810,42 € HT).

En dernier lieu, ces arbres et tout particulièrement le n°V5 (tout comme les sujets n°O1, O2 et O3) devront être observés attentivement et régulièrement afin de déceler de possibles amorces de dépérissement liés aux impacts des engins de terrassement sur leurs systèmes racinaires.

À Bruges, le 7 juin 2021,

L'Expert Arbre – Conseil®

Thierry Lamant





EXPERTISE PAR TEST DE TRACTION
CIMETIERE NORD

MAI 2021

- Client / Maître d'Ouvrage : Bordeaux Métropole
- Structure de réalisation : Agence études Midi-Méditerranée

SUIVI DOCUMENTAIRE

Historique de la publication

Version	Date	Commentaires	Auteur du rapport
A	MAI 2021	Rapport d'expertise par test de traction de ·Cyprés de Leyland n° O1, O2 et O3	Sylvain DUJARDIN Office national des forêts Agence études Midi- Méditerranée

SOMMAIRE

I. RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	1
I.1.1. Généralités	1
I.1.1.1. Rappel de la commande.....	1
I.1.1.1.1. Les contraintes locales	2
▪ La direction des vents dominants	2
▪ Les directions de tractions retenues.....	2
I.1.1.2. Prise en compte de l'environnement	3
I.1.1.3. Les moyens mis en œuvre	4
I.1.2. Les résultats du test de traction	5
I.1.2.1. Les facteurs de sécurité	5
I.1.2.2. L'évolution des facteurs de sécurité	5
I.1.3. Le CYPRES O1	6
I.1.4. Le CYPRES O2.....	9
I.1.5. Le CYPRES O3.....	12
II. METHODE MISE EN OEUVRE	15
III. LIMITES DE L'EXPERTISE.....	16
IV. LEXIQUE.....	17
V. BIBLIOGRAPHIE	21
VI. SIGNATURE	21

Annexes :

Annexe 1 : Rapport détaillé des tests de traction

I. RESULTATS DU DIAGNOSTIC

I.1.1. GENERALITES

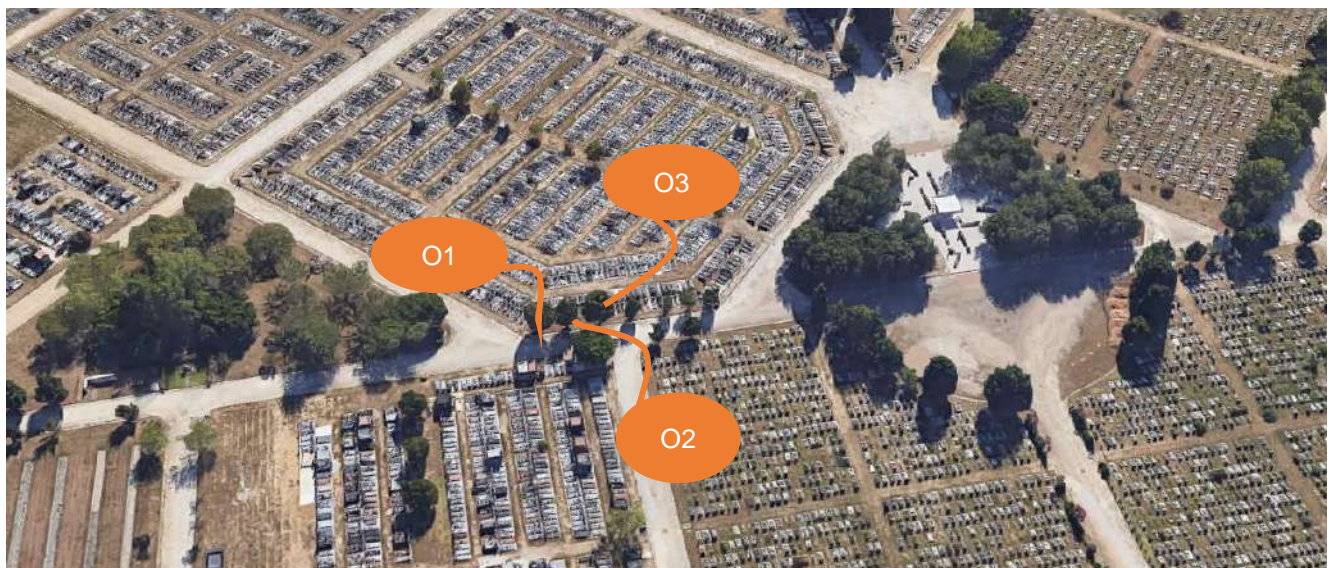
I.1.1.1. RAPPEL DE LA COMMANDE

Dans le cadre du marché d'expertise des diagnostics approfondis, Bordeaux Métropole a sollicité l'ONF pour la réalisation d'une expertise par test de traction de 3 arbres situés au sein du cimetière nord sur la commune de Bruges.

Dans une démarche d'accès aux personnes à mobilité réduite dans tous les lieux publics, Bordeaux métropole a entrepris des travaux dans le cimetière nord à Bruges. Des dégâts au niveau des arbres ont été constatés. Une tranchée au contact direct des collets est visible ayant détérioré plusieurs racines de plus de 8 centimètres de diamètre.

L'objectif de la commande est de déterminer l'impact des blessures racinaires sur la tenue mécanique des arbres. Il a été demandé de pouvoir certifier le maintien ou non de ces arbres en l'état.

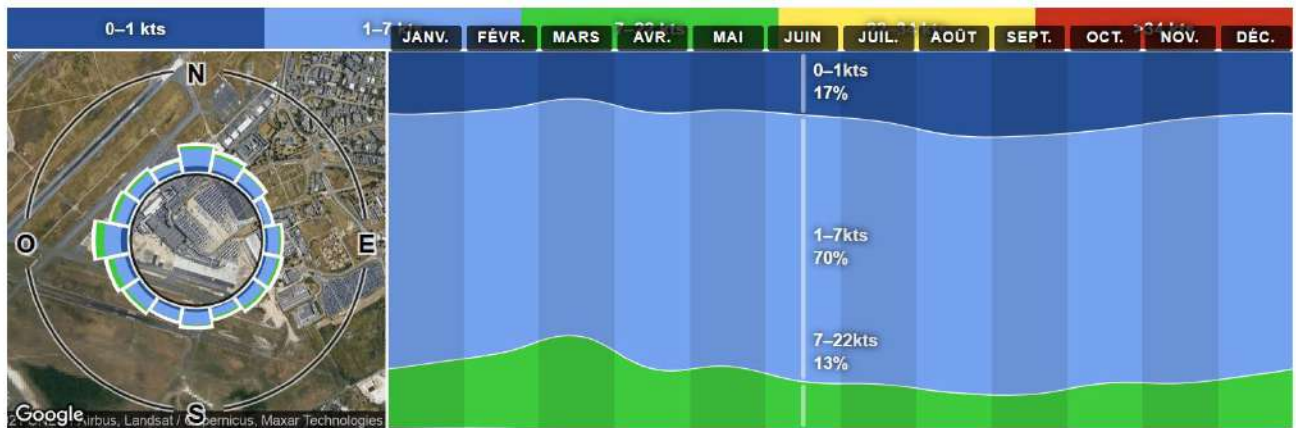
La numérotation des arbres correspond à celle mise en place par le service gestionnaire des arbres de la Métropole de Bordeaux. Les arbres sont géo-référencés. La vue aérienne ci-dessous permet la localisation des arbres analysés :



I.1.1.1. Les contraintes locales

■ La direction des vents dominants

La direction des vents dominants est un des éléments de base pour l'analyse mécanique des arbres. Un arbre soumis régulièrement à des vents soufflant dans la même direction développe des bois de réaction lui permettant de résister à ces vents.



La station de référence est celle de l'aéroport de Bordeaux / Mérignac

Les vents dominants se situent dans un axe Ouest / Est

■ Les directions de tractions retenues

Les tests de traction ont été sollicités à la suite de blessures racinaires du fait de la réalisation d'une tranchée afin de positionner des bordures de voirie. Il s'agit de déterminer avec précision la conservation des arbres en l'état où de mettre en place des mesures correctives afin de conserver ces arbres.

Les Cyprès ayant eu une tranchée du côté ouest une seule direction de traction a été réalisée de ce même côté afin de déterminer la faiblesse la plus importante.

Cette direction de traction s'inscrit dans le sens de moindre résistance mais également dans le sens du vent dominant.

1. Est / Ouest : direction du vent dominant.

I.1.1.2. Prise en compte de l'environnement

L'exploitation des données issues des élastomètres et inclinomètres est établie à partir des données d'analyse de charge du vent (surface du houppier faisant écran au vent, prise en compte des rafales de vents, ...).

Pour l'analyse des conditions aérologiques la méthode des tests de traction développée par Lothar Wessolly (Wessolly, et al., 1998) se base sur l'Eurocode 1 « Action du vent sur les structures » (AFNOR, 2000). L'effet de friction par le vent est négligé en architecture (surfaces lisses). Pour les arbres l'effet de friction du vent sur les houppiers ne peut pas être négligé. De ce fait deux coefficients de pondération sont mis en œuvre :

1. Le coefficient de voisinage décrit l'influence de grandes structures avoisinantes sur les vitesses locales du vent. De fait, le comportement de fluctuation du vent dans une zone proche du sol crée de fortes turbulences. De plus, la vitesse de fluctuation du vent peut être augmentée localement par des effets d'entonnoir ou de tunnel ainsi qu'à proximité de hauts bâtiments (facteur supérieur à 1). D'autre part une diminution de la vitesse du vent peut également survenir du fait de la pression dynamique devant une grande structure. L'adaptation du facteur de voisinage permet d'adapter la vitesse de référence du vent tout en maintenant une marge sécuritaire.

Dans la vitesse du vent estimée lors de la mesure, le facteur de voisinage intervient de manière linéaire comme facteur de correction.

2. Le facteur d'exposition tient compte d'une éventuelle occultation de l'arbre testé par d'autres grandes structures ou d'arbres placés devant celui-ci. Par exemple, un coefficient d'exposition de 0,8 signifie que seulement 80% de la charge de vent calculée est prise en compte. Il réduit la charge totale de vent indiquée lors de la mesure et est pris en compte comme facteur linéaire f_E dans le calcul simplifié de la pression du vent.

Les connaissances sur les effets d'occultation viennent entre autres des études sur le canal du vent faites par RUCK et aussi de travaux plus anciens sur le mouvement d'air au sol dans l'environnement de bâtiments. L'influence des bâtiments diminue fortement, plus la distance par rapport à l'arbre est importante. Le coefficient d'exposition ne devrait prendre en compte que les effets qui n'ont pas encore été saisis par le choix de la catégorie du terrain. De plus, la distance entre l'arbre et la structure occultant est également déterminante.

Le site n'est pas fermé au public par vents violents. Les données de l'Eurocode 1 s'appliquent donc pleinement.

L'analyse des conditions aérologiques est réalisée dans l'état actuel du site. De ce fait le coefficient d'exposition a été adapté de la manière suivante :

n° ARBRE	facteur d'exposition traction Ouest	facteur d'exposition standard	facteur de voisinage standard
O1	0.9	1	1.2
O2	0.8	1	1.2
O3	0.9	1	1.2

I.1.1.3. Les moyens mis en œuvre

La prise de données sur site est réalisée à l'aide d'élastomètres qui mesurent l'allongement (ou la compression) des fibres du bois. Les bandes de couleur sur les élastomètres correspondent aux couleurs données à chaque appareil. Ces couleurs se retrouvent dans les résultats. Après exploitation des données se sont les mesures des élastomètres qui permettent d'apprécier la résistance du tronc.

Dans cette campagne de test nous avons pu coupler les deux valises facilitant les tractions avec 6 élastomètres



Les inclinomètres mesurent les mouvements du plateau racinaire. Le principe des couleurs (bleu dans l'exemple ci-contre) est similaire à celui des élastomètres. Dans cette campagne de test nous avons pu coupler les deux valises facilitant les tractions avec 4 inclinomètres

Les mesures relevées sont mises en relation avec la force exercée à l'instant de la prise de mesure.

Le choix des emplacements de pose des inclinomètres et élastomètres est réalisé en fonction des problèmes rencontrés.

Les inclinomètres ont été posés à différents emplacements en prenant soin d'éviter les contreforts racinaires pour éviter les artefacts de mesures. En posant un inclinomètre sur un mât racinaire, les risques de mesurer un mouvement de mât racinaire au lieu des mouvements du plateau racinaire sont élevés.

I.1.2. LES RESULTATS DU TEST DE TRACTION

I.1.2.1. Les facteurs de sécurité

L'interprétation des résultats aboutit à des valeurs numériques, sans unités, appelées « facteurs de sécurité ».

Le facteur de sécurité de base est le résultat du rapport entre la compression subie (à 1m du sol, point le moins résistant d'un arbre) par l'effet du vent (selon l'Eurocode 1) avec la valeur maximale admissible pour l'essence étudiée :

- Un facteur de sécurité de base (SIA)¹ < 1 signifie que l'arbre n'est pas susceptible de résister au vent maximum d'après l'Eurocode 1 ;
- Un facteur de sécurité de base (SIA) > 1.5 ne nécessite pas de mesures particulières. L'arbre se situe au-delà des seuils de risque ;
- Un facteur de sécurité de base (SIA) compris entre 1 et 1.5 signifie que l'arbre résiste mais que la marge de sécurité est réduite. En général un tel résultat aboutit à des propositions de taille de réduction dont l'ampleur est déterminée par le calcul.

Ce facteur de sécurité est un calcul théorique permettant de déterminer si un arbre dispose de réserves mécaniques ou non. En le comparant avec les facteurs de sécurité (élastomètres) issus des tests il est possible de se rendre compte si ces réserves sont entamées et/ou « consommées » par les problèmes rencontrés. Un facteur de sécurité inférieur à 1.5, est considéré comme insuffisant et nécessite des mesures d'adaptation.

I.1.2.2. L'évolution des facteurs de sécurité

Outre les niveaux des facteurs de sécurité obtenus à partir des différents emplacements de pose, ces valeurs sont mises en rapport avec le facteur de sécurité de base :

Traction axe serres facteur de sécurité de base 4,3	Inclinomètre bleu	Inclinomètre jaune	Elastomètre bleu	Elastomètre jaune	Elastomètre rouge
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	0,05 m	0,05 m	1,80 m	1,05 m	0,25 m
Mesure n° 1 (facteur de sécurité)	7,07	7,51	2,27	3,03	4,62
Mesure n° 1 (perte ou gain résistance)	64,00%	75,00%	-47,00%	-30,00%	7,00%

Ce rapport est calculé pour chaque traction au niveau de chaque appareil de mesure. Il permet de détecter :

1. Le point de moindre résistance et le mettre en relation avec les constatations visuelles ;
2. Evaluer la perte (cellules rouges) ou gain par bois de réaction (cellules vertes) de la résistance mécanique, aussi bien au niveau de l'ancrage que de la résistance à la rupture du tronc ;
3. Suivre l'évolution mécanique en cas de suivi par tests de traction. Certains facteurs de sécurité peuvent être suffisants avec une importante perte de résistance mécanique.

Dans l'exemple du tableau ci-dessus :

- ✓ le niveau de moindre résistance se situe au niveau du tronc à 1,80m du sol de -47%. Cependant le facteur de sécurité à ce point reste largement supérieur au 1.5 minimal requis.
- ✓ Par contre l'ancrage est nettement supérieur au facteur de base. Aucune faiblesse d'ancrage n'est détectée dans ce cas.

¹ SIA : Static Integrated Assesment : méthode d'analyse mécanique de la résistance à la rupture des arbres développée par Lothar Wessoly, dont la synthèse est exprimée sous la forme d'un facteur (nommé facteur SIA).

I.1.3. LE CYPRES O1

Généralités

Hauteur totale : 10.1 m

\varnothing_1 : 37 cm

\varnothing_2 : 42 cm

Stade de vitalité VS 1 (échelle de Roloff)



Des sections racinaires ont été réalisées du côté Ouest au contact direct du collet afin d'y mettre en place des bordures de voirie. De faibles sections racinaires sont visibles mais un contrôle accru au basculement a été réalisé

Un contrôle de la résistance à la flexion a été réalisé à l'aide de 3 élastomètres.

L'architecture du Cypres comportant 3 brins dès le collet nécessite un contrôle de la traction afin de ne pas surcharger un des brins. Un élastomètre a donc été mis en place sur chaque brin servant de levier pour la traction.



Exploitation des données du test de traction

La synthèse des résultats figure dans les tableaux :

Traction Ouest facteur de sécurité de base : 3.8	Inclinomètre bleu	Inclinomètre jaune	Elastomètre jaune	Elastomètre rouge
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	75°(x)	280°(x)	0.55 m	0.55 m
Mesure n° 1 (facteur de sécurité)	4.18	5.68	9.71	17.93
Mesure n° 1 (perte ou gain résistance)	10.00%	49.00%	156.00%	372.00%
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	170°(y)	350°(y)	0.55 m	0.55 m
Mesure n° 2 (facteur de sécurité)	6.09	8.54	10.18	18.26
Mesure n° 2 (perte ou gain résistance)	60.00%	125.00%	168.00%	381.00%

Le facteur de sécurité de base est représentatif de l'environnement actuel. Un arbre de faible hauteur comportant 3 brins distincts se situant dans un alignement relativement contraint.

Au niveau de la résistance à la rupture du tronc, chaque élastomètre sur leur brin distinct n'indique aucune perte mécanique, même une augmentation par rapport au facteur de sécurité de base ce qui indique une adaptation aux contraintes de l'arbre à son environnement.

Le bilan global de l'ancrage racinaire est bon, avec des facteurs de sécurité mesurés supérieurs au facteur de base

La tranchée n'a donc pas eu trop d'impact sur la tenue de cet arbre.

Quel avenir pour ce Cyprès ?

Le maintien en l'état de ce Cyprès est donc possible et préconisé. En effet aucune perte de résistance n'a été mesurée lors des 2 autres actions ni au niveau de la rupture ni au niveau du basculement.

La tranchée n'a donc pas eu d'impact préjudiciable sur le maintien de cet arbre, néanmoins les faibles blessures racinaires constatées peuvent être des portes d'entrée à de futurs pathogènes qui peuvent engendrer une dégradation. Un suivi sera donc nécessaire afin d'appréhender cette infection.



Forme section racinaire visible

Conclusions

Les travaux récents de voirie n'ont donc pas eu d'impact préjudiciable sur cet arbre.

Le maintien de cet arbre reste donc possible sans travaux particuliers.

Un suivi devra être effectué par le service arbres de la métropole de Bordeaux afin d'appréhender une probable infection.

De ce fait ce Cyprès est classé en :

ETAT 1 : ARBRE SANS DEFATS

I.1.4. LE CYPRES O2

Généralités

Hauteur totale : 9.4 m

Ø₁ : 40 cm

Ø₂ : 34 cm

Stade de vitalité VS 1 (échelle de Roloff)



Des sections racinaires ont été réalisées du côté Ouest au contact direct du collet afin d'y mettre en place des bordures de voirie. Des sections racinaires ainsi que des arrachements de racines sont visibles avec des sections relativement importantes. Un contrôle accru au basculement a été réalisé.

Un contrôle de la résistance à la flexion a été réalisé à l'aide d'un élastomètre.

L'architecture du Cyprès relativement classique avec un tronc unique a nécessité la mise en place d'un seul élastomètre afin de mesurer la déformation du tronc et de ne pas surcharger celui-ci lors de la traction.



Exploitation des données du test de traction

La synthèse des résultats figure dans les tableaux :

Traction Ouest facteur de sécurité de base : 5.7	Inclinomètre bleu	Inclinomètre jaune	Elastomètre rouge
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	85°(x)	260°(x)	0.60 m
Mesure n° 1 (facteur de sécurité)	3.67	3.96	6.85
Mesure n° 1 (perte ou gain résistance)	-36.00%	-31.00%	20.00%
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	0°(y)	180°(y)	0.55 m
Mesure n° 2 (facteur de sécurité)	4.56	4.4	7.58
Mesure n° 2 (perte ou gain résistance)	-20.00%	-23.00%	33.00%

Le facteur de sécurité de base est représentatif de l'environnement actuel. Un arbre de faible hauteur se situant dans un alignement relativement contraint.

Au niveau de la résistance à la rupture du tronc, aucune perte évidente de résistance à la flexion n'est constatée. Les facteurs de sécurité mesurés sont même en augmentation par rapport au facteur de sécurité de base indiquant une adaptation de l'arbre à son environnement.

Le bilan global de l'ancrage racinaire est encore bon. Les facteurs de sécurité mesurés sont supérieurs à la valeur limite admissible indiquant la conservation de cet arbre en l'état. Néanmoins on constate une perte d'environ 30 % par rapport au facteur de sécurité de base pouvant indiquer une dégradation engendrée par les travaux.

La tranchée a donc probablement eu un impact sur cet arbre.

Quel avenir pour ce Cyprès ?

Le maintien en l'état de ce Cyprès est donc possible et préconisé. Outre une perte de 30 % par rapport au facteur de sécurité de base mesurée au niveau du basculement de l'arbre. Les facteurs de sécurité mesurés sont encore acceptables pour le maintien de celui-ci.

La tranchée a probablement eu un impact direct sur cet arbre. Cependant il est difficile d'affirmer que cette tranchée est la seule responsable de la perte mesurée au niveau du basculement du fait d'un manque de recul et d'autres diagnostics antérieurs à cette tranchée. Néanmoins au vu des sections réalisées et de la qualité du bois visible sur ces sections il est fort probable que la tranchée en soit la raison.



Grosses sections racinaires sur des racines saines.

Conclusions

Les travaux récents de voirie ont eu un impact préjudiciable sur cet arbre.

Cependant, le maintien de cet arbre reste possible sans travaux particuliers.

Un suivi devra être effectué par le service arbres de la métropole de Bordeaux afin d'appréhender une probable infection. En effet toutes blessures comme des sections racinaires peuvent être des portes d'entrée à de futurs pathogènes pouvant dégrader le reste du système racinaire.

De ce fait ce Cyprès est classé en :

ETAT 2 : ARBRE AVEC DES DEFAUTS

NOUVEAUX CONTROLE EN 2024 (VISUEL EN PREMIER LIEU)

I.1.5. LE CYPRES O3

Généralités

Hauteur totale : 9.3 m

\varnothing_1 : 51.5 cm

\varnothing_2 : 56 cm

Stade de vitalité VS 1 (échelle de Roloff)



Des sections racinaires ont été réalisées du côté Ouest au contact direct du collet afin d'y mettre en place des bordures de voirie. Des sections racinaires ainsi que des arrachements de racines sont visibles avec des sections relativement importantes. Un contrôle accru au basculement a été réalisé.

Un contrôle de la résistance à la flexion a été réalisé à l'aide de deux élastomètres.

L'architecture du Cypres relativement classique avec un tronc unique a nécessité la mise en place de deux élastomètres afin de mesurer la déformation du tronc et de ne pas surcharger celui-ci lors de la traction.



Exploitation des données du test de traction

La synthèse des résultats figure dans les tableaux :

Traction Ouest facteur de sécurité de base : 9.9	Inclinomètre bleu	Inclinomètre jaune	Elastomètre jaune	Elastomètre rouge
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	260°(x)	87°(x)	1.00 m	0.20 m
Mesure n° 1 (facteur de sécurité)	5.51	7.19	8.45	9.34
Mesure n° 1 (perte ou gain résistance)	-44.00%	-27.00%	-15.00%	-6.00%
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	260°(x)	87°(x)	1.00 m	0.20 m
Mesure n° 2 (facteur de sécurité)	5.81	8.33	9.17	10.22
Mesure n° 2 (perte ou gain résistance)	-41.00%	-16.00%	-7.00%	3.00%
<i>hauteur de pose (à partir du collet initial en m)</i>	0°(y)	175°(y)	1.00 m	0.20 m
Mesure n° 3 (facteur de sécurité)	6.52	7.14	8.69	9.33
Mesure n° 3 (perte ou gain résistance)	-34.00%	-28.00%	-12.00%	-6.00%

Le facteur de sécurité de base est représentatif de l'environnement actuel. Un arbre de faible hauteur se situant dans un alignement relativement contraint.

Au niveau de la résistance à la rupture du tronc, aucune perte évidente de résistance à la flexion n'est constatée. Les facteurs de sécurité mesurés sont du même ordre que le facteur de sécurité mesuré. La perte entre 7 et 10 % peut être due à un positionnement d'appareil ou à un positionnement sur une corde de bois pouvant se déformer plus facilement.

Le bilan global de l'ancrage racinaire est encore bon, les facteurs de sécurité mesurés sont supérieurs à la valeur limite admissible indiquant la conservation de cet arbre en l'état. Néanmoins on constate une perte d'environ 40 % par rapport au facteur de sécurité de base pouvant indiquer une dégradation engendrée par les travaux.

La tranchée a donc probablement eu un impact sur cet arbre.

Quel avenir pour ce Cyprès ?

Le maintien en l'état de ce Cyprès est donc possible et préconisé. Outre une perte de 40 % par rapport au facteur de sécurité de base mesurée au niveau du basculement de l'arbre, les facteurs de sécurité mesurés sont encore acceptables pour le maintien de celui-ci.

La tranchée a probablement eu un impact direct sur cet arbre. Cependant il est difficile d'affirmer que cette tranchée est la seule responsable de la perte mesurée au niveau du basculement du fait d'un manque de recul et d'autres diagnostics antérieurs à cette tranchée. Néanmoins au vu des sections réalisées et de la qualité du bois visible sur ces sections il est fort probable que la tranchée en soit la raison.



Conclusions

Les travaux récents de voirie ont eu un impact préjudiciable sur cet arbre.

Le maintien de cet arbre reste donc possible sans travaux particuliers.

Un suivi devra être effectué par le service arbres de la métropole de Bordeaux afin d'appréhender une probable infection. En effet toutes blessures comme des sections racinaires peuvent être des portes d'entrée à de futurs pathogènes pouvant dégrader le reste du système racinaire.

De ce fait ce Cyprès est classé en :

ETAT 2 : ARBRE AVEC DES DEFAUTS
NOUVEAUX CONTROLE EN 2024 (VISUEL EN PREMIER LIEU)

II. METHODE MISE EN OEUVRE

La méthode mise en œuvre dans le cadre du présent rapport est celle des tests de traction dont la méthodologie a été jointe au dossier de consultation

Les seuils de résistance à partir desquels un arbre est considéré comme fragile (risque de chute, de rupture, d'arrachement) sont directement déterminés par des tests. Les tests de traction permettent de déterminer le module d'élasticité (module de Young) réel à l'emplacement de pose des élastomètres. Le facteur de sécurité de rupture est issu du rapport de ces valeurs avec celle du comportement de la fibre du bois vert. A l'aide de cette technique les bois de réaction sont pris en compte.

L'objectif du diagnostic est d'assurer la sécurité du public tout en préservant le patrimoine arboré.

Les arbres sont classés en cinq catégories :

- ✓ Etat 0 : Arbre sain
- ✓ Etat 1 : Arbre avec défauts ne nécessitant pas de surveillance particulière
- ✓ Etat 2 : Arbre avec défauts nécessitant un suivi régulier
- ✓ Etat 3 : Arbre nécessitant des investigations complémentaires (*inclus dans la présente prestation*)
- ✓ Etat 4 : Arbre à abattre

III. LIMITES DE L'EXPERTISE

- ▶ L'examen visuel a été effectué à partir du sol, sans utilisation de moyens élévatoires (échelle, nacelle). De ce fait, certaines parties de l'arbre ne sont pas visibles (partie supérieure des coupes en haut du tronc par exemple). L'interprétation a été faite à partir des données de l'observation au moyen de jumelles.
- ▶ L'état du système racinaire est interprété à partir des éléments du test de traction (Wessolly, et al., 1998)
- ▶ Le diagnostic, tel qu'il est formulé, est valable à un moment donné ; il est ensuite dépendant de tout ce que peuvent subir l'arbre et son environnement (travaux, blessures, tempêtes, foudre, inondation,... etc.).
- ▶ Les observations effectuées autorisent une extrapolation à court terme. La réaction de l'arbre aux pathogènes et leur évolution ne peuvent être appréciées, dans de nombreux cas, au-delà d'une année de végétation. Par contre, en l'absence de pathogènes ou de défauts évolutifs, la durée de validité du diagnostic peut être bien supérieure à une année, sauf événements imprévus.
 - ✓ Pour les arbres classés en état 0 et 1, cette durée de validité est de 5 ans.
 - ✓ Pour les arbres classés en état 2 les conclusions précisent le délai et le type d'expertise de contrôle
 - ✓ Pour les arbres classés en état 3 ou 4, le délai précisé « arbre par arbre » équivaut à la durée de validité.
 - ✓ La date de référence de tous ces délais est la date de signature par l'expert § E du présent rapport.
- ▶ Les défauts et altérations inaccessibles sont appréciés et interprétés d'après les symptômes externes observés.
- ▶ Les champignons lignivores sont détectés par la présence de sporophores, d'organes caractéristiques, ou de dégâts typiques.

Les agents lignivores ne sont pas toujours facilement identifiables (sporophores très dégradés, ou inaccessibles). Selon l'époque de l'observation, ils peuvent aussi être totalement absents.

- ▶ Les défauts observés ne sont pas forcément tous décrits, ni même mentionnés. En règle générale, seuls les défauts pouvant avoir des conséquences déterminantes sur l'avenir de l'arbre sont indiqués.

IV. LEXIQUE

Charpentière : branche principale partant du tronc et qui constitue le squelette de l'arbre.

Champignon lignivore : champignon qui provoque une dégradation du bois de l'arbre, en attaquant la cellulose, ou la lignine, parfois les deux. Il s'agit généralement de champignons dont la face inférieure du sporophore (le «chapeau» du champignon) possède des pores et non des lames. La plupart des ruptures sont dues à l'action des champignons lignivores.

Rupture due à la dégradation de la cellulose (pourriture brune).



Chicot : moignon de branche ou de charpentière, souvent desséché, résultant d'une coupe ancienne ou d'un arrachement accidentel.



Exemple d'un chicot suite à un arrachement sur platane.

Collet : base du tronc de l'arbre au niveau du sol ; présente généralement un élargissement au niveau du départ des racines. Le collet marque la zone de transition entre le sol et l'air.

Couronne, houppier : ensemble des branches d'un arbre.

Dendromètre : appareil servant à mesurer la hauteur des arbres.

Eclaircissage (taille d'éclaircissage) : suppression d'une partie des rameaux et branches portés par la charpente. Après éclaircissage, le houppier garde les mêmes dimensions, mais il est transparent, perméable, aéré. Une taille d'éclaircissage est en général réalisée pour équilibrer un arbre ayant subi des tailles sévères.

Fourche : division du tronc, d'une branche ou d'une charpentière, en deux parties de dimensions comparables.

Fourche à écorce incluse : Fourche à angle aigu emprisonnant l'écorce au fil des ans. Du fait de la croissance en diamètre, les deux parties se repoussent et il se crée un point de rupture éventuel. Les dégâts de tempêtes dans les houppiers sont souvent dus à ces fourches à écorce incluse.

Exemple de fissuration d'une fourche à écorce incluse.



Pourriture blanche : altération résultant de la destruction de la lignine par certains champignons lignivores.



Le bois qui en résulte est blanc, humide et élastique.

Pourriture brune : altération résultant de la destruction de la cellulose par certains champignons lignivores. Le bois qui en résulte est brun, cassant, friable.

Réduction de couronne : taille qui consiste à diminuer les dimensions du houppier en respectant le port général de l'arbre. Cette taille ne doit être pratiquée que si des contraintes d'environnement, de réparation ou mécaniques s'imposent.

Sporophore : appareil reproducteur développé par le champignon à partir de son mycélium et qui produit les spores. Certains sporophores sont pérennes ; d'autres annuels, d'une durée de vie limitée s'altèrent et disparaissent au bout de quelques mois. Par le passé, les spécialistes utilisaient souvent le terme de carpophores.



Deux carpophores annuels d'*Inonotus Hispidus* : le carpophore noir adulte de l'année dernière. La carpophore blanc orangé est en pleine croissance.

Exemple d'un carpophore pérenne : *Ganoderma adspersum*. Une partie des sporophores présent est en cours de croissance.



Taille d'allègement : réduction du poids supporté par une charpentièrre ou par l'ensemble, soit par une taille d'éclaircissage, soit par une taille de réduction, parfois par les deux opérations à la fois.

Taille d'entretien : taille qui consiste à retirer le bois mort, les brins frotteurs et les branches dépérissantes ainsi que les chicots. La reprise des branches cassées et la suppression des branches présentant un risque d'écartèlement font également partie de cette taille.

Cette taille anticipe pour des raisons de sécurité, l'évolution naturelle des arbres. La silhouette de l'arbre ne subit aucune modification. Cette intervention est discrète au point d'être à peine décelable pour un œil non averti.

Taille de réduction : cette taille drastique, violente, nécessitant des plaies de fortes sections, est contraire à toute éthique respectueuse de l'arbre. De plus elle conduit souvent à la mort rapide de l'arbre. Dans tous les cas, elle induit à moyen terme à un affaiblissement de la résistance mécanique. Dans quelques rares cas, elle peut se justifier, notamment pour des arbres à fortes valeurs (historiques, affectives...) dont le maintien à l'état initial n'est plus possible. Le recours à ce traitement peut être une étape intermédiaire avant l'abattage.

Vitalité : la vitalité est liée spécifiquement à chaque arbre. Puissance et capital de vie en sont une description possible. La vitalité est indépendante de l'environnement de l'arbre. Une perte de vitalité est un signe d'agonie. Il s'agit d'un processus irréversible. Vitalité et vigueur sont souvent confondues par les non spécialistes.

L'évaluation du **stade de vitalité est issue des travaux de Roloff**. Les stades de Roloff sont établis par observation pour estimer le potentiel d'accroissement de l'arbre. Les stades de vitalité permettent d'apprécier la baisse progressive de la vitalité :

- ⇒ Stade de vitalité 0 : houppier dense présentant un nombre incalculable de rameaux. Ce stade est appelé phase d'exploration
- ⇒ Stade de vitalité 1 : irrégularités dans le contour du houppier, structure en « écouvillons », croissance observée moins bonne. Ce stade est appelé phase de dégénérescence.
- ⇒ Stade de vitalité 2 : structure en « griffe » ou en « pinceau », grosse transparence du houppier en raison de la mortalité des rameaux. Que des rameaux courts qui recherchent la lumière. Ce stade est appelé phase de stagnation.
- ⇒ Stade de vitalité 3 : les axes principaux meurent. Ce stade est appelé phase de résignation.

Cette évaluation n'est possible que pour des arbres n'ayant pas fait l'objet d'une taille impactant récemment (minimum 5 ans après une taille modifiant l'architecture de l'arbre)

Vigueur : la vigueur est dépendante de l'environnement actuel et passé. Une perte de vigueur, peut dans nombre de situations être rattrapée. Un arbre de faible vigueur peut tout à fait disposer d'une forte vitalité.

V. BIBLIOGRAPHIE

AFNOR. 2008. *Eurocode 1 : Actions sur les structures —Partie 1-4 : Actions générales Actions du vent-Annexe nationale à la NF EN 1991-1-4:2005.* Paris : AFNOR, 2008. annexe nationale de l'Eurocode 1 Actions générales — Actions du vent fixant les régions climatiques et définissant les catégories de terrain par rapport à leur rugosité.. ISSN 0335-3931.

— **2000.** partie 2-4 : Actions sur les structures - actions du vent. *Eurocode 1 : Bases de calcul et actions sur les structures et document d'application nationale.* s.l. : AFNOR, 2000. norme utilisée dans le cadre des tests de traction, seule référence bien que les arbres ne sont cités dans le domaine d'application de la norme. .

Balder, Hartmut. 1998. *Die Wurzeln der Stadtbaüme.* Berlin : Parey, 1998. seul ouvrage aussi complet sur les racines des arbres urbains. ISBN 3-8263-3171-0.

FLL. ZTV-Baumpflege. [trad.] Bernard STEPHAN. 2006/2017. cahier des clauses techniques allemand, descriptif technique des interventions arboricoles

JP, Fourrié, Monnier, P. et Niku-Lari, A. 2000. *guide du dessinateur : les concentrations de contraintes.* Paris : Lavoisier Cetim, 2000.

Roloff, Andreas. 2001. *Baumkronen - Verständnis und praktische Bedeutung eines komplexen Naturphänomen.* Dresden : Ulmer, 2001. ouvrage de synthèse des travaux de Roloff sur la vitalité des arbres. L'auteur propose une méthode simple et facile à mettre en oeuvre pour déterminer le stade de vitalité d'un arbre. ISBN 3-8001-3193-5.

Schwarze, Francis W.M.R, Engels, Julia et Mattheck, Claus. 1999. *Holzzersetzende Pilze in Bäumen Strategien der Holzersetzung.* Freiburg in Breisgau : Rombach, 1999. ISBN 3-7930-9194-5.

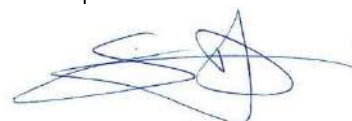
Wessolly, Lothar et Martin, Erb. 1998. *Handbuch der Baumstatik und Baumkontrolle.* Berlin : Patzer Verlag, 1998. ouvrage de référence, base de la méthode SIA (statik integrated assesment) et des tests de traction. Déterminantion de la table des bois frais dite table de Stuttgart. ISBN 3-87617-093-1.

VI. SIGNATURE

Le présent rapport a été rédigé par Sylvain DUJARDIN Expert Arbre Conseil® de l'Office National des Forêts Agence études Midi-Méditerranée, 505 rue de la Croix Verte 34094 MONTPELLIER.

La phase de terrain a été réalisée par Sylvain DUJARDIN assisté de l'équipe cellule arbres de la Métropole de Bordeaux ainsi que de la présence de M. Christian RIBOULET Expert Arboricole pour le compte de l'entreprise de travaux.

Montpellier, le 20 mai 2021
L'Expert Arbre Conseil®



Sylvain DUJARDIN

Agence études Midi-Méditerranée
505, rue de la Croix verte
34094 Montpellier
06 75 08 24 13



Fiche Arbostat®

Traction Ouest

Cyprès O1

Analyse de la charge du vent conforme à DIN 1055-4

N° Arbre 01
Arbotag 01

Projet

Nom du projet 2021 BORDEAUX
Numéro du projet 1
Date du test 06/05/2021

Site

Cimetière Nord
33000 Bordeaux, FRANCE
Altitude du site 50 m

Données de l'arbre

Essence Cyprès
Circonférence du tronc 0 cm
Diamètre du tronc à 1 m de hauteur || 37 cm
à 1 m de hauteur ⊥ 42 cm
Épaisseur de l'écorce ⊥ 1.3 cm
Hauteur de l'arbre 10.1 m

Propriétés du matériau choisis

selon Chamaecyparis lawsoniana
Source Stuttgart
Résistance à la compression 20 MPa
Module d'élasticité 7350 MPa
Limite d'élasticité 0.27 %
Densité 0.71 g/cm³

Forme de l'arbre



Direction de la charge Ouest

Analyse de la surface

Base du houppier 1.4 m
Hauteur effective 6.6 m
Surface totale 40 m²
Excentricité du houppier 0.79 m

Paramètres structuraux estimés

Coefficient de traînée 0.2
Fréquence propre 1.05 Hz
Décrément d'amortissement 0.4
Facteur forme du poids propre 0.8

Propriétés du site choisis

Région climatique F 1
Valeur de base de la vitesse de référence du vent 22 m/s
Densité de l'air 1.19 kg/m³
Catégorie de terrain village
Exposant pour profil de vent 0.22
Facteur de voisinage pour le mouvement d'air proche du sol 1.2
Facteur d'exposition 0.90

Résultat

Analyse de la charge du vent

Pression moyenne du vent 1.6 kN
Facteur de réaction de la rafale 2.86
Centre de la charge 5.1 m
Moment de torsion 4 kNm

Analyse statique de l'arbre

Poids propre de l'arbre 0.6 t
Cavité du tronc critique 90 %
Épaisseur critique du mur résiduel avec une coque fermée 2 cm

Charge du vent 24 kNm

Sécurité de base 3.8

Généralités

Remarques

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

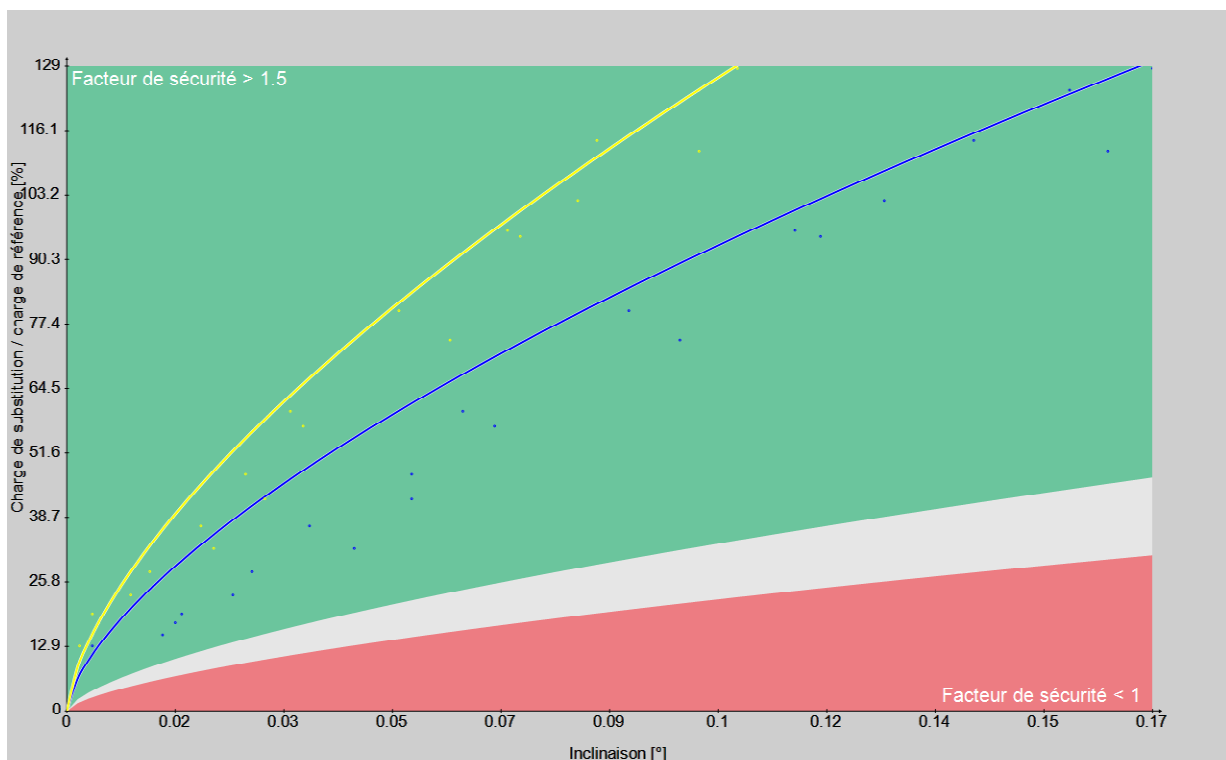
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O1
Essence	Cyprès	Date	06/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.64 m	Mesure	1
Angle du câble	13 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre

	80	81
Position	75°	280°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	4.18	5.68
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle

	en		
Écart standard	%	11.25	7.46
Charge de substitution	%	128.9	128.9
Direction de la charge		x-Axe	x-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

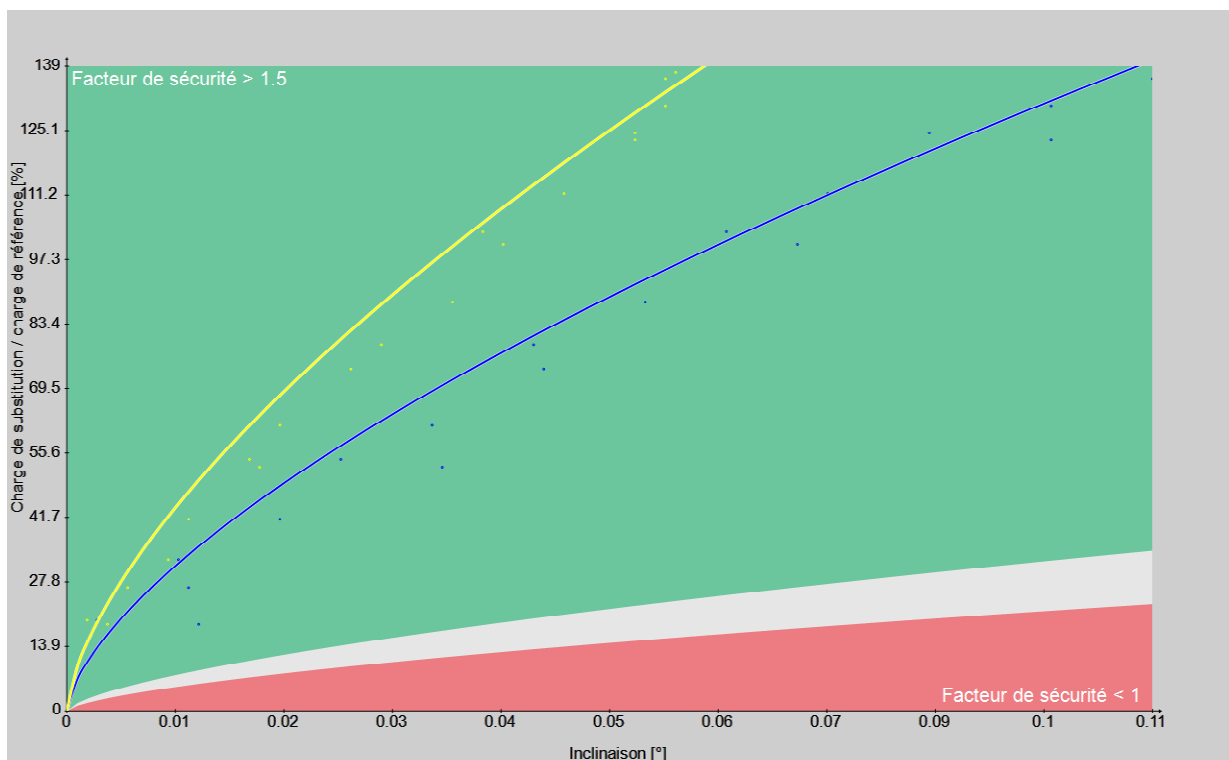
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O1
Essence	Cyprès	Date	06/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.64 m	Mesure	2
Angle du câble	13 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre

	80	81
Position	170°	350°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	6.09	8.54
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle

	en		
Écart standard	%	7.23	6.49
Charge de substitution	%	138.1	138.1
Direction de la charge		y-Axe	x-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

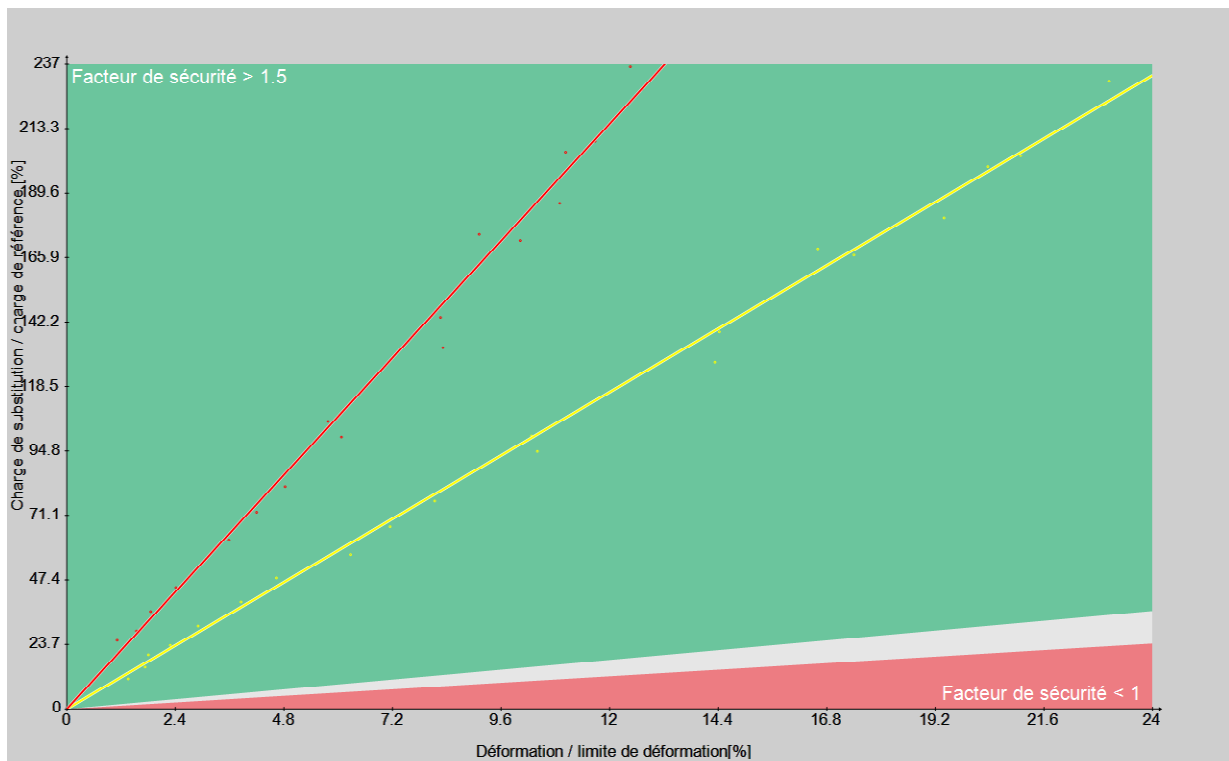
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O1
Essence	Cyprès	Date	06/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.64 m	Mesure	1
Angle du câble	13 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	91	92
Hauteur du mesure	m	0.55	0.55
Position		-	-
Diamètre du tronc 1	cm	28	39
Diamètre du tronc 2	cm	32	43
Épaisseur de l'écorce	cm	1.3	1.3
Percentage de la charge	%	50	50

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	9.71	17.93
---------------------	------	-------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	0.9963	0.9916	
Rigidité restante	%	>100	>100
Cavité du tronc calculée	%	0	0
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	%	0.5	0.2
Charge de substitution	%	231.5	236.8

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

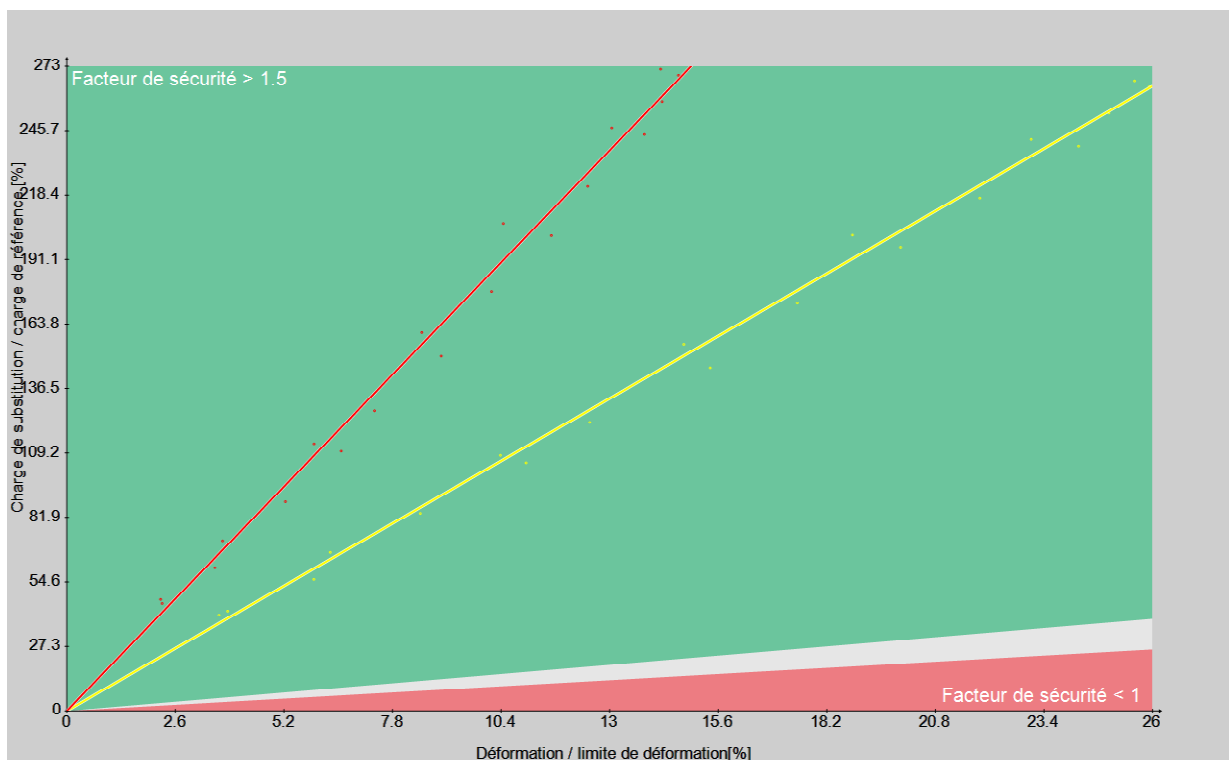
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O1
Essence	Cyprès	Date	06/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.64 m	Mesure	2
Angle du câble	13 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	91	92
Hauteur du mesure	m	0.55	0.55
Position		-	-
Diamètre du tronc 1	cm	28	39
Diamètre du tronc 2	cm	32	43
Épaisseur de l'écorce	cm	1.3	1.3
Percentage de la charge	%	50	50

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	10.18	18.26
---------------------	-------	-------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	0.9943	0.9886
Rigidité restante	%	>100
Cavité du tronc calculée	%	0
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	%	0.5
Charge de substitution	%	267.6

Fiche Arbostat®

Traction Ouest

Cyprès O2

Analyse de la charge du vent conforme à DIN 1055-4

N° Arbre 02
Arbotag 02

Projet

Nom du projet 2021 BORDEAUX
Numéro du projet 1
Date du test 04/05/2021

Site

Cimetière Nord
33000 Bordeaux, FRANCE
Altitude du site 50 m

Données de l'arbre

Essence Cyprès
Circonférence du tronc 0 cm
Diamètre du tronc à 1 m de hauteur 40 cm
Épaisseur de l'écorce 1.4 cm
Hauteur de l'arbre 9.4 m

Propriétés du matériau choisies

selon Chamaecyparis lawsoniana
Source Stuttgart
Résistance à la compression 20 MPa
Module d'élasticité 7350 MPa
Limite d'élasticité 0.27 %
Densité 0.71 g/cm³

Forme de l'arbre



Direction de la charge Ouest

9 Analyse de la surface

8 Base du houppier 1.2 m
Hauteur effective 6.1 m
7 Surface totale 31 m²
Excentricité du houppier 0.07 m

6 Paramètres structuraux estimés

5 Coefficient de traînée 0.2
Fréquence propre 1.12 Hz
4 Décrément d'amortissement 0.37
Facteur forme du poids propre 0.8

2 Propriétés du site choisies

Région climatique F 1
1 Valeur de base de la vitesse de référence du vent 22 m/s
Densité de l'air 1.19 kg/m³
0 Catégorie de terrain village
Exposant pour profil de vent 0.22
Facteur de voisinage pour le mouvement d'air proche du sol 1.2
Facteur d'exposition 0.80

Résultat

Analyse de la charge du vent

Pression moyenne du vent 1.1 kN
Facteur de réaction de la rafale 2.9
Centre de la charge 4.7 m
Moment de torsion 0 kNm

Analyse statique de l'arbre

Poids propre de l'arbre 0.5 t
Cavité du tronc critique 94 %
Épaisseur critique du mur 2 cm
résiduel avec une coque fermée

Charge du vent 15 kNm

Sécurité de base 5.7

Généralités

Remarques

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

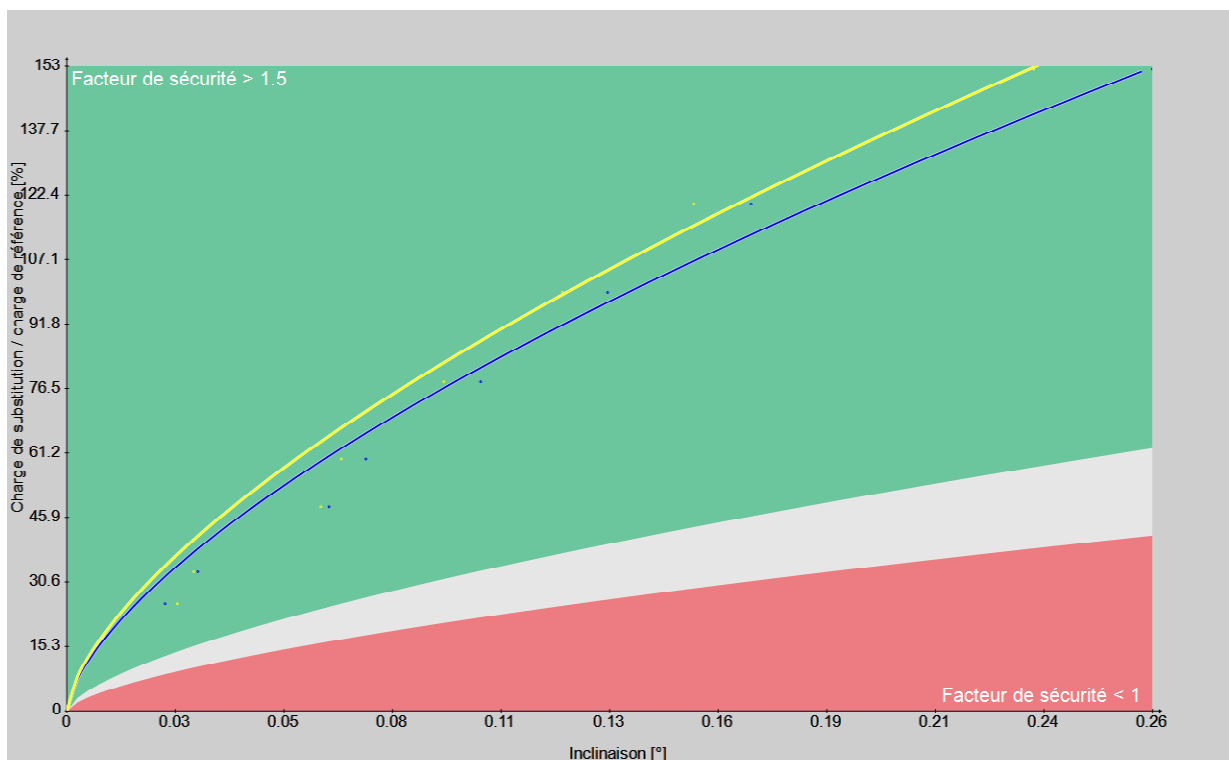
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O2
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	4.6 m	Mesure	1
Angle du câble	21 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre

	80	81
Position	85°	260°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	3.67	3.96
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle

	en		
Écart standard	%	6.17	7.92
Charge de substitution	%	152.8	152.8
Direction de la charge		x-Axe	x-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

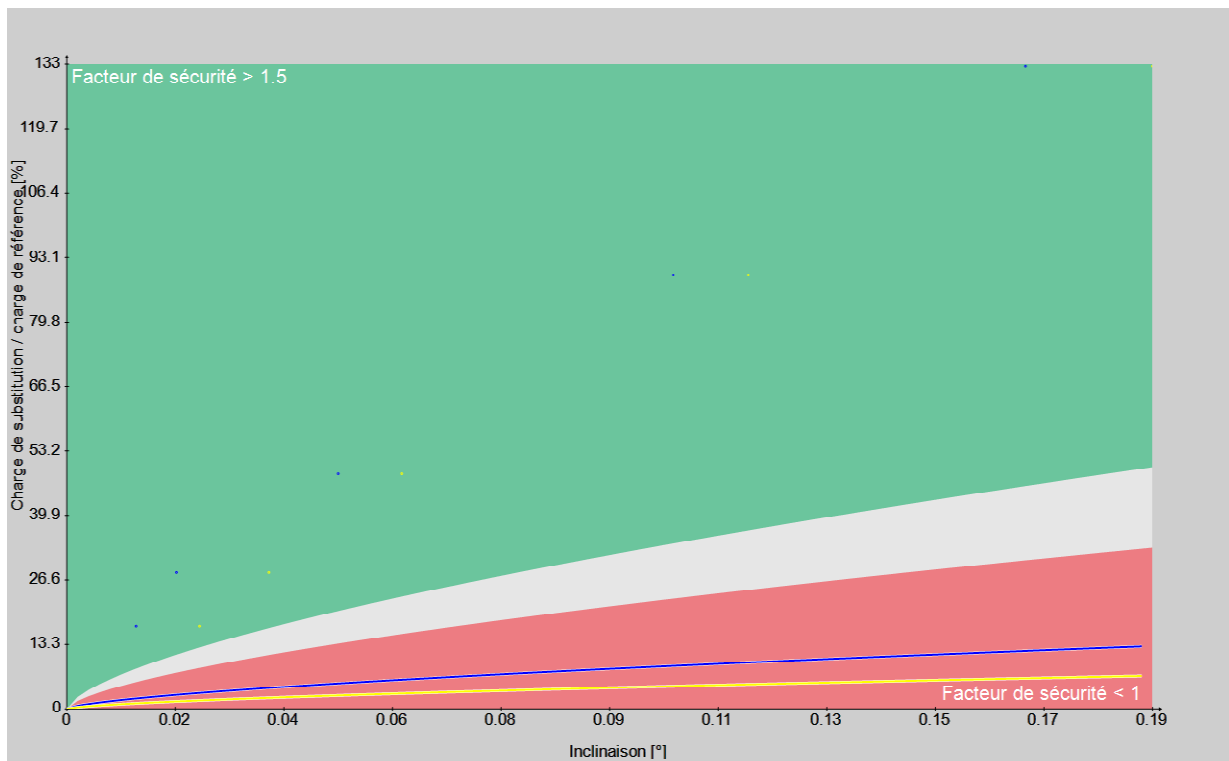
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O2
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	4.6 m	Mesure	2
Angle du câble	21 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre

80

81

Position

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité **Non Numérique** / **Non Numérique**

Valeurs de contrôle

en

	% Non Numérique	% Non Numérique
Écart standard		
Charge de substitution	169.6	169.6
Direction de la charge	y-Axe	y-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert Sylvain DUJARDIN
 Témoins / Assistant Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

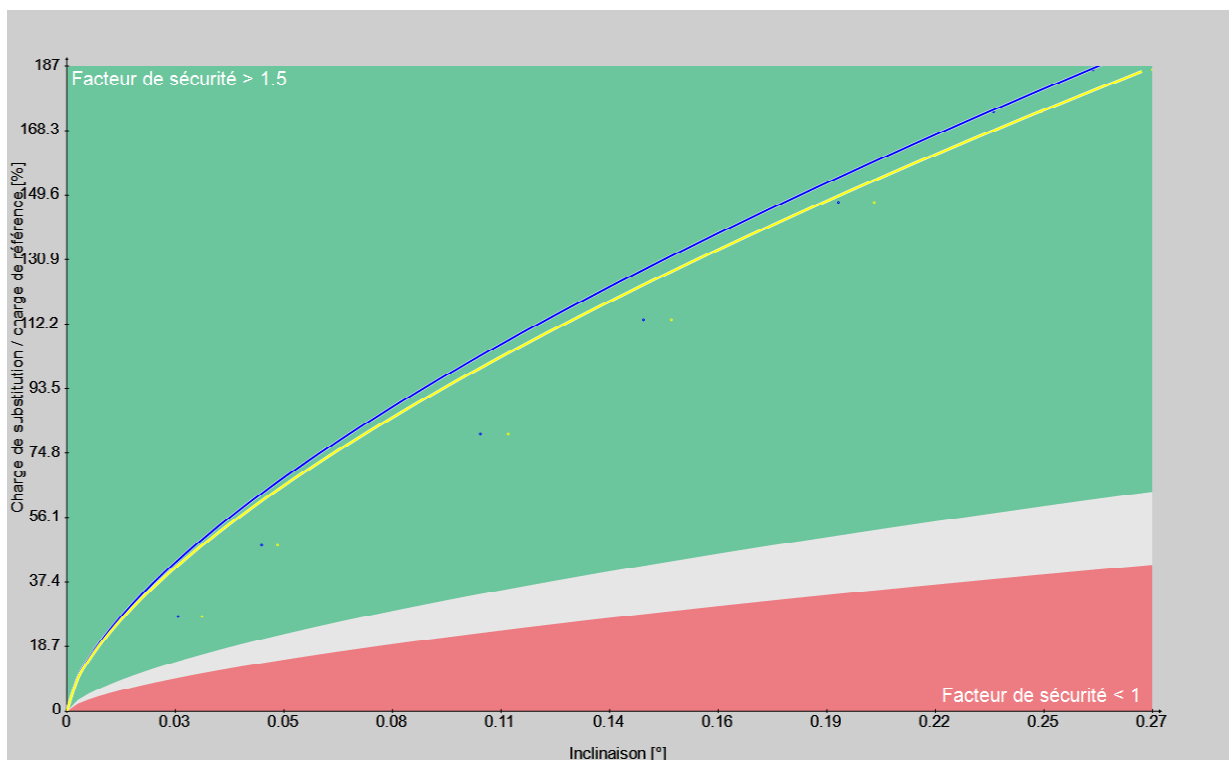
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O2
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	4.6 m	Mesure	3
Angle du câble	21 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre	80	81
Position	0°	180°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	4.56	4.4
---------------------	------	-----

Valeurs de contrôle	en		
Écart standard	%	13.04	14.06
Charge de substitution	%	186.5	186.5
Direction de la charge		y-Axe	y-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

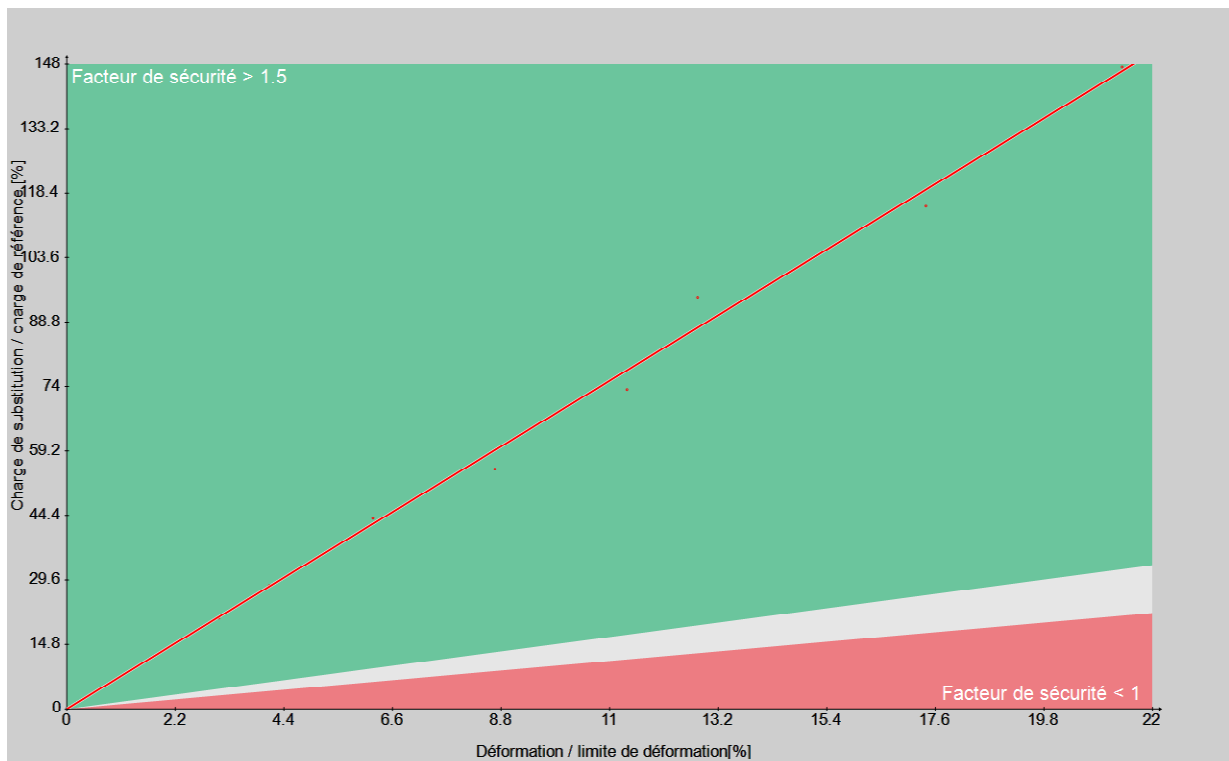
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O2
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	4.6 m	Mesure	1
Angle du câble	21 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	92
Hauteur du mesure	m	0.6
Position		-
Diamètre du tronc 1	cm	42
Diamètre du tronc 2	cm	47
Épaisseur de l'écorce	cm	1.4
Percentage de la charge	%	100

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	6.85
---------------------	------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	0.9925
Rigidité restante	% 66.8
Cavité du tronc calculée	% 69.2
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	% 0.3
Charge de substitution	% 147.8

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

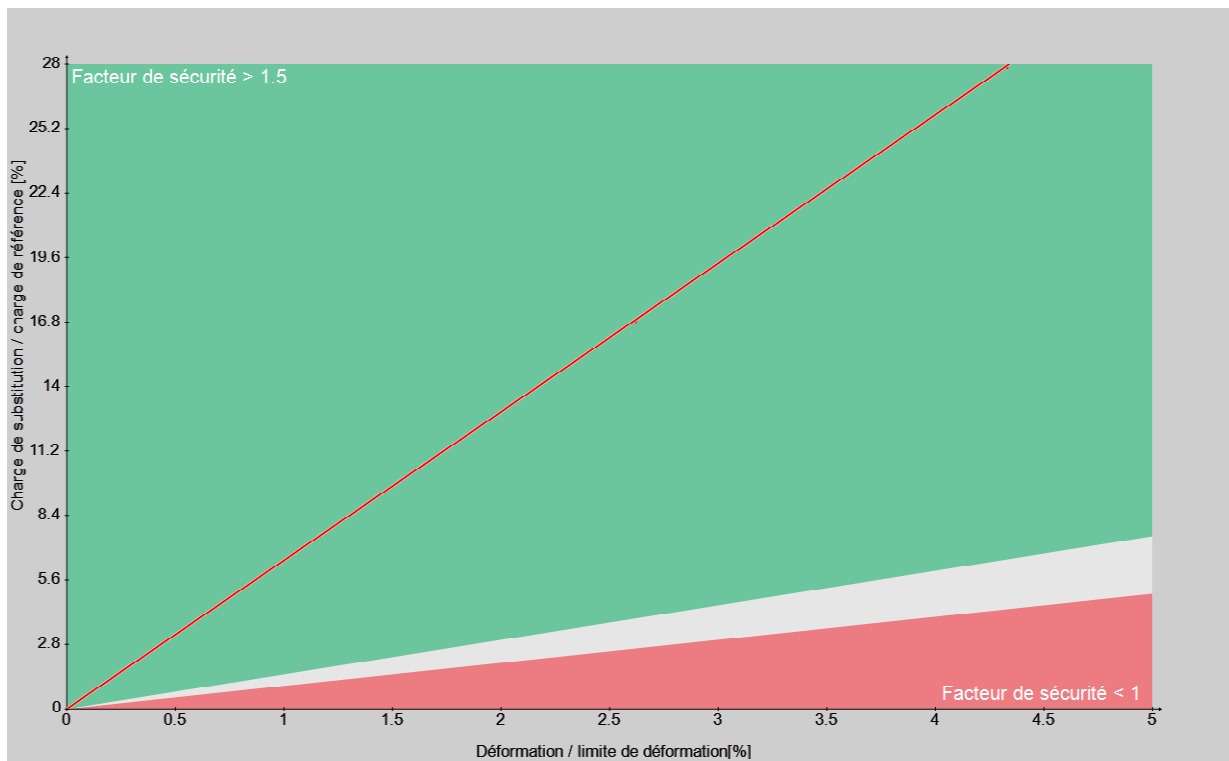
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O2
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	4.6 m	Mesure	2
Angle du câble	21 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	92
Hauteur du mesure	m	0.6
Position		-
Diamètre du tronc 1	cm	42
Diamètre du tronc 2	cm	47
Épaisseur de l'écorce	cm	1.4
Percentage de la charge	%	100

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	6.45
---------------------	------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	1
Rigidité restante	% 62.9
Cavité du tronc calculée	% 71.8
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	% 0.3
Charge de substitution	% 168.7

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

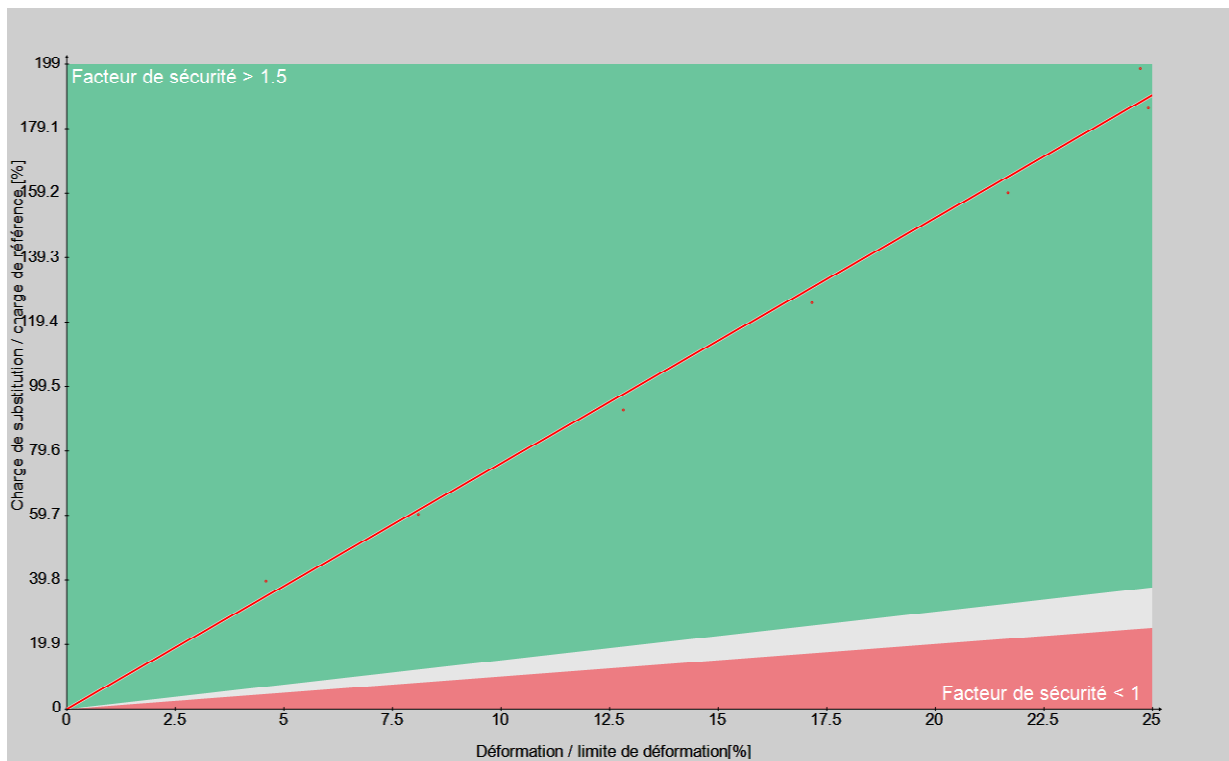
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O2
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	4.6 m	Mesure	3
Angle du câble	21 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	92
Hauteur du mesure	m	0.6
Position		-
Diamètre du tronc 1	cm	42
Diamètre du tronc 2	cm	47
Épaisseur de l'écorce	cm	1.4
Percentage de la charge	%	100

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	7.58
---------------------	------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	0.9908
Rigidité restante	% 73.9
Cavité du tronc calculée	% 63.9
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	% 0.3
Charge de substitution	% 198.2

Fiche Arbostat®

Traction Ouest

Cyprès O3

Analyse de la charge du vent conforme à DIN 1055-4

N° Arbre **O3**
Arbotag **O3**

Projet

Nom du projet 2021 BORDEAUX
Numéro du projet 1
Date du test 04/05/2021

Site

Cimetière Nord
33000 Bordeaux, FRANCE
Altitude du site 50 m

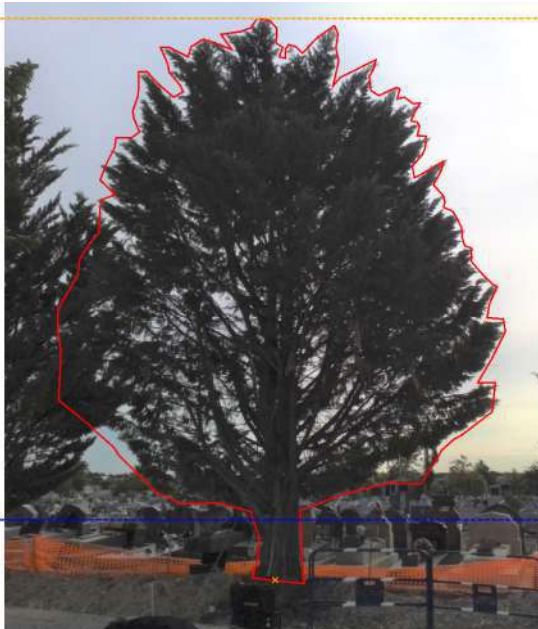
Données de l'arbre

Essence **Cyprès**
Circonférence du tronc 0 cm
Diamètre du tronc \parallel 51.5 cm
à 1 m de hauteur \perp 56 cm
Épaisseur de l'écorce 1.5 cm
Hauteur de l'arbre 9.3 m

Propriétés du matériau choisis

selon **Chamaecyparis lawsoniana**
Source **Stuttgart**
Résistance à la compression 20 MPa
Module d'élasticité 7350 MPa
Limite d'élasticité 0.27 %
Densité 0.71 g/cm³

Forme de l'arbre



Direction de la charge Ouest

Analyse de la surface

Base du houppier 1 m
Hauteur effective 6 m
Surface totale 44 m²
Excentricité du houppier 0 m

Paramètres structuraux estimés

Coefficient de traînée 0.2
Fréquence propre 1.7 Hz
Décrément d'amortissement 0.2
Facteur forme du poids propre 0.8

Propriétés du site choisis

Région climatique F 1
Valeur de base de la vitesse de référence du vent 22 m/s
Densité de l'air 1.21 kg/m³
Catégorie de terrain village
Exposant pour profil de vent 0.22
Facteur de voisinage pour le mouvement d'air proche du sol 1.2
Facteur d'exposition 0.90

Résultat

Analyse de la charge du vent

Pression moyenne du vent 1.8 kN
Facteur de réaction de la rafale 2.87
Centre de la charge 4.8 m
Moment de torsion 0 kNm

Analyse statique de l'arbre

Poids propre de l'arbre 1.1 t
Cavité du tronc critique 95 %
Épaisseur critique du mur 2 cm
résiduel avec une coque fermée

Charge du vent 25 kNm

Sécurité de base 9.9

Généralités

Remarques

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

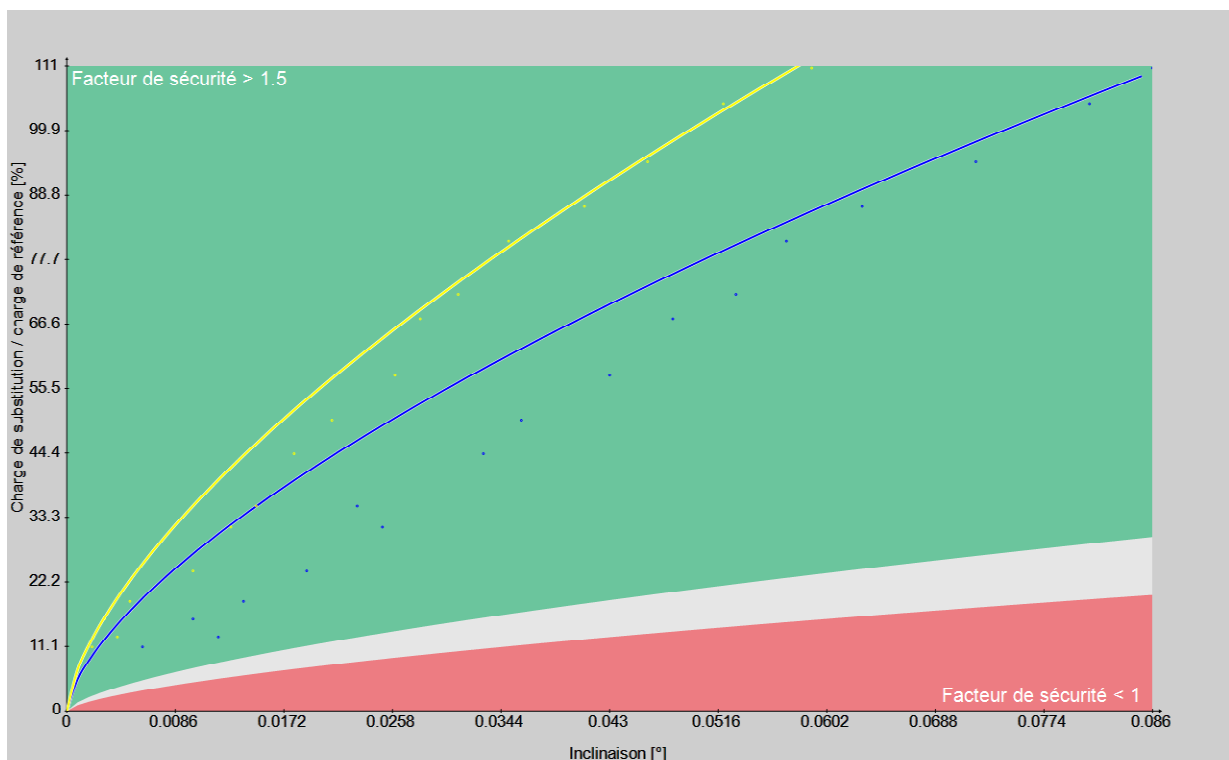
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O3
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.9 m	Mesure	1
Angle du câble	23.1 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre	80	81
Position	260°	87°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	5.51	7.19
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle	en		
Écart standard	%	10.94	5.69
Charge de substitution	%	111	111
Direction de la charge		x-Axe	x-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

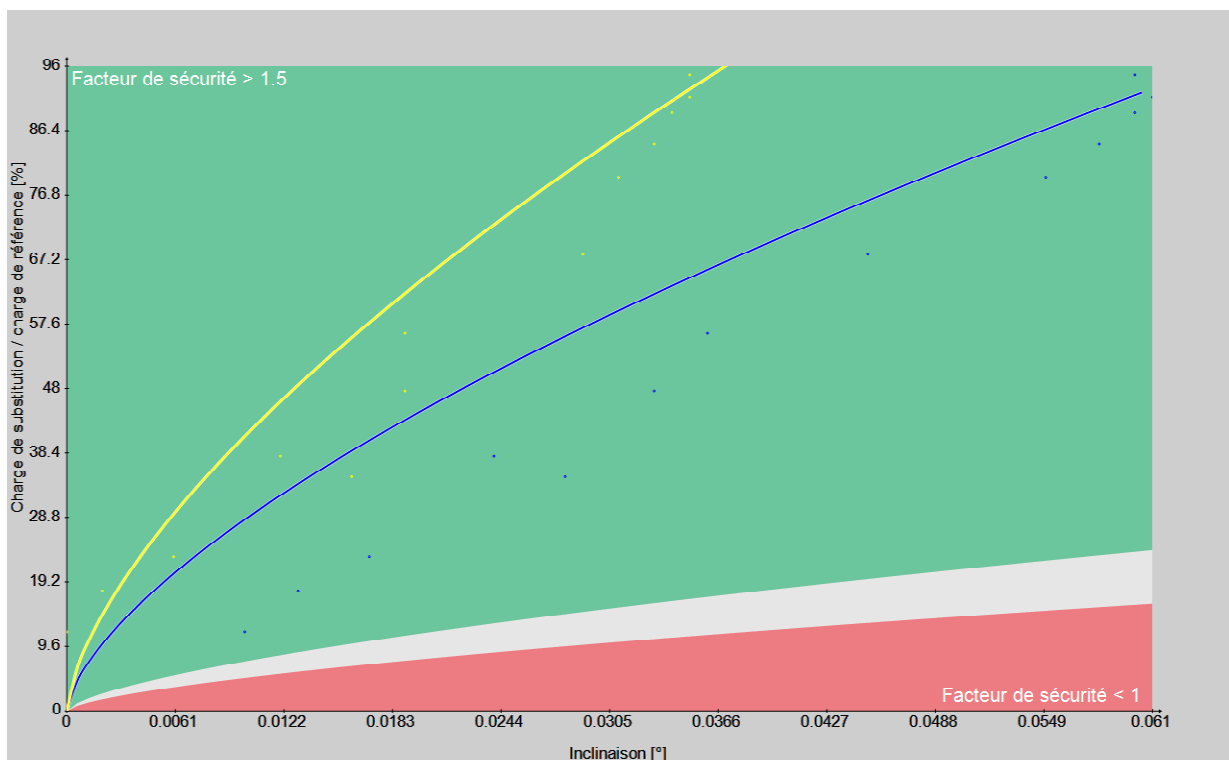
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O3
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.9 m	Mesure	2
Angle du câble	23.1 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre

	80	81
Position	260°	87°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	5.81	8.33
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle

	en		
Écart standard	%	11.82	9.44
Charge de substitution	%	95	95
Direction de la charge		x-Axe	x-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité d'ancrage calculée selon test de traction

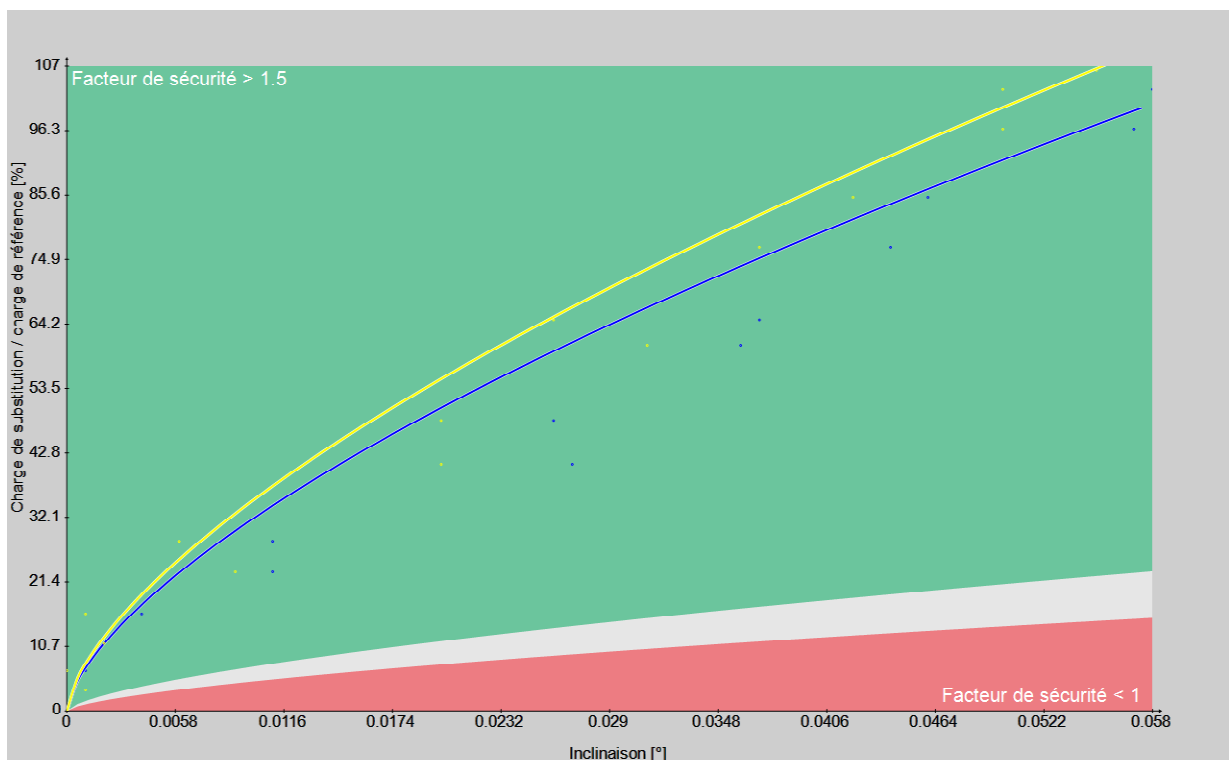
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O3
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.9 m	Mesure	3
Angle du câble	23.1 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et courbe de basculement)



Mesure d'Inclinomètre

	80	81
Position	0°	175°

Sécurité d'ancrage (transmise par la courbe de basculement)

Facteur de sécurité	6.52	7.14
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle

	en		
Écart standard	%	9.1	6.77
Charge de substitution	%	106.6	106.6
Direction de la charge		y-Axe	y-Axe

Généralités sur les tests de traction

Expert	Sylvain DUJARDIN
Témoins / Assistant	Laura TRUFFAUT

Remarques sur les mesures

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

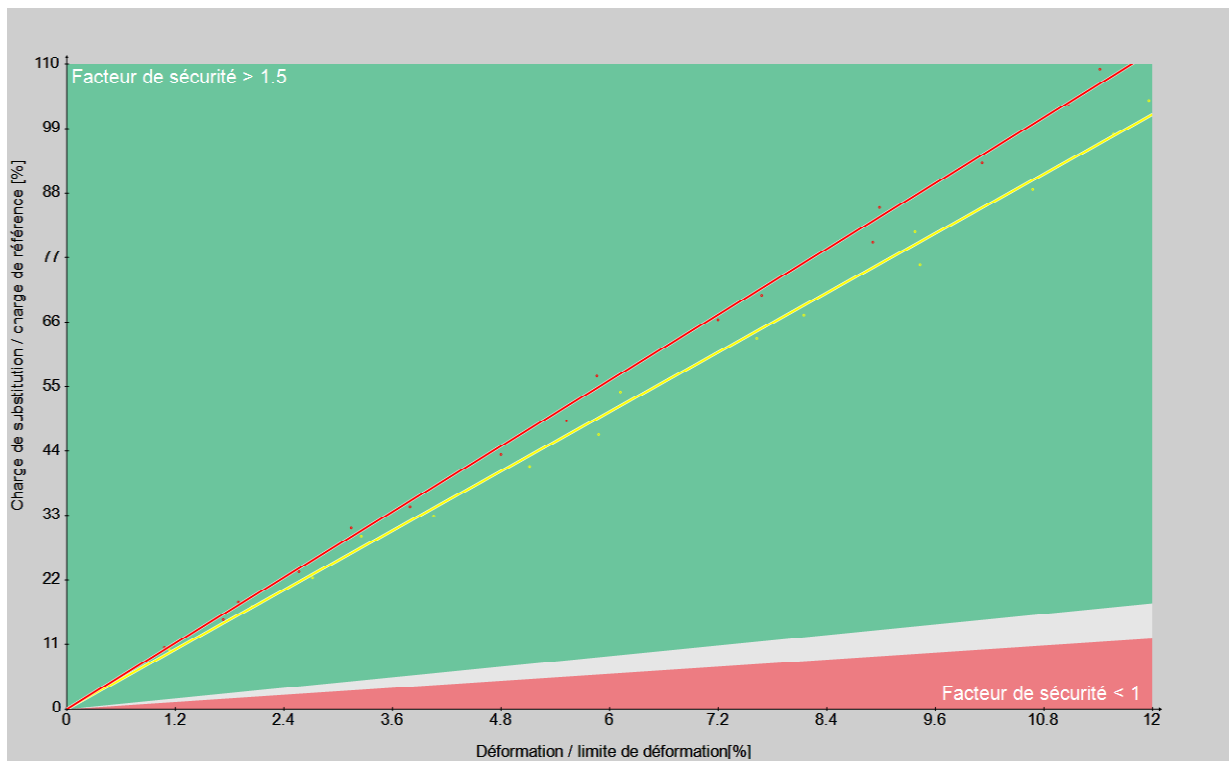
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O3
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.9 m	Mesure	1
Angle du câble	23.1 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	91	92
Hauteur du mesure	m	1	0.2
Position		+	-
Diamètre du tronc 1	cm	51.5	59
Diamètre du tronc 2	cm	56	63
Épaisseur de l'écorce	cm	1.5	1.5
Percentage de la charge	%	100	100

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	8.45	9.34
---------------------	------	------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination		0.9955	0.9974
Rigidité restante	%	68.2	60.6
Cavité du tronc calculée	%	68.2	73.3
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	%	0.4	0.4
Charge de substitution	%	104.1	109.5

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

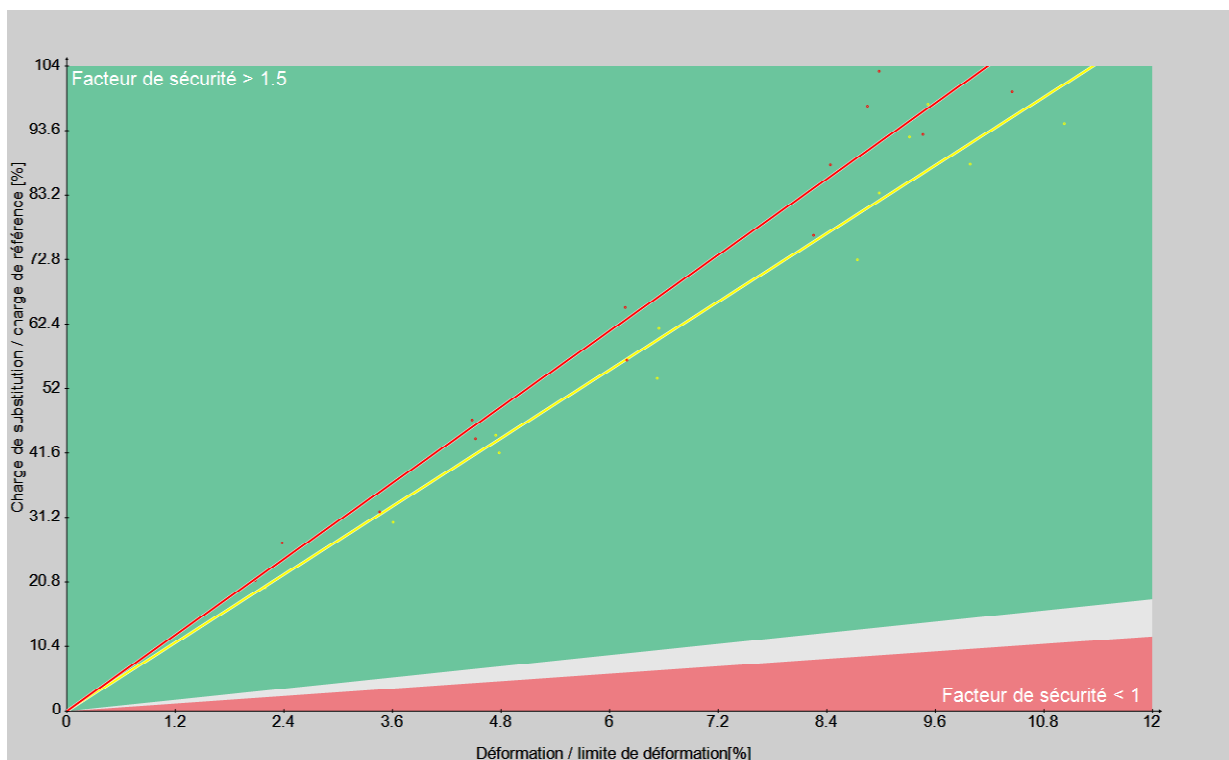
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O3
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.9 m	Mesure	2
Angle du câble	23.1 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	91	92
Hauteur du mesure	m	1	0.2
Position		-	+
Diamètre du tronc 1	cm	51.5	59
Diamètre du tronc 2	cm	56	63
Épaisseur de l'écorce	cm	1.5	1.5
Percentage de la charge	%	100	100

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	9.17	10.22
---------------------	-------------	--------------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	0.965	0.9641	
Rigidité restante	%	74	66.2
Cavité du tronc calculée	%	63.8	69.7
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	%	0.4	0.4
Charge de substitution	%	98.2	103.5

Sécurité de rupture calculée selon test de traction

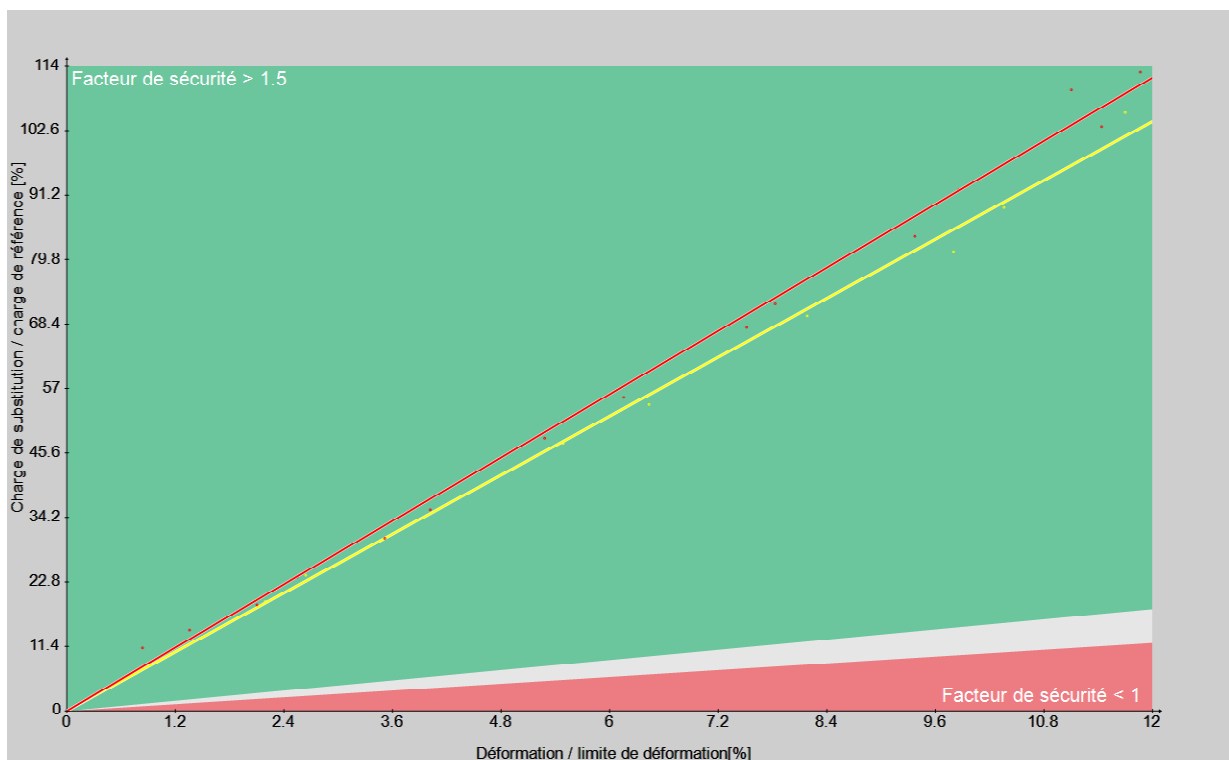
Données de l'arbre

Projet	2021 BORDEAUX	N° Arbre	O3
Essence	Cyprès	Date	04/05/2021

Assemblage du test de traction

Hauteur du point d'ancrage	3.9 m	Mesure	3
Angle du câble	23.1 °	Direction de la charge	Ouest

Représentation graphique (résultat de la mesure et de la droite de meilleur ajustement)



Mesure de l'élastomètre	en	91	92
Hauteur du mesure	m	1	0.2
Position		-	+
Diamètre du tronc 1	cm	51.5	59
Diamètre du tronc 2	cm	56	63
Épaisseur de l'écorce	cm	1.5	1.5
Percentage de la charge	%	100	100

Sécurité de rupture (dérivée de la pente de la droite de meilleur ajustement)

Facteur de sécurité	8.69	9.33
---------------------	-------------	-------------

Valeurs de contrôle

Coefficient de détermination	0.9942	0.9944	
Rigidité restante	%	70.1	60.5
Cavité du tronc calculée	%	66.9	73.4
Compression engendrée par le du houppier et du tronc	%	0.4	0.4
Charge de substitution	%	109.2	113.3

**RÈGLEMENT
DE PROTECTION
DES ARBRES
VILLE DE BORDEAUX**

Octobre 2019

SOMMAIRE

La ville est un milieu hostile pour les arbres. Leur espérance de vie y est abrégée par les activités humaines. Les chantiers et manifestations sont nécessaires à la vie de la ville et à son évolution, mais ils peuvent être mutilants pour les arbres et engendrer leur dépérissement prématuré. Le patrimoine arboré est précieux et doit être protégé et préservé. Ce document permet de faire connaître les impacts de ces interventions et de proposer des mesures de protection. Le cas échéant, le dispositif d'évaluation du préjudice et d'indemnisation suivant pourra être appliqué.

I. Guide technique : recommandations pour la protection des arbres publics..... p.3

- L'arbre, un être vivant..... p.4
 - La morphologie d'un arbre..... p.4
 - La valeur ornementale..... p.4
 - Les différents organes et leurs rôles..... p.5
 - Le fonctionnement d'un arbre..... p.6
- Comment protéger les arbres?..... p.7
 - L'espace vital..... p.7
 - Protection des parties aériennes (contre les coupures, arrachages et chocs). p.8
 - Protections des racines..... p.10
 - Protection contre les lésions..... p.10
 - Techniques alternatives de fouilles..... p.11
 - Protection des sols (compactage, pollution)..... p.12

II. Réparation des dommages subis par les arbres..... p.17

- Article 1. Barème de la valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre..... p.14
- Article 2. Indices..... p.14
 - Indice selon le statut patrimonial et la distribution spatiale : $I_{\text{situation}}$ p.14
 - Indice selon l'état sanitaire et la vigueur : $I_{\text{sanitaire}}$ p.15
 - Indice selon la circonférence : $I_{\text{circonf.}}$ p.16
 - Indice selon le genre, l'espèce et la variété $I_{\text{espèce}}$ p.16
 - Exemple de calcul de valeur ornementale..... p.16
- Article 3. Évaluation des dégâts occasionnés aux arbres..... p.17
 - Blessures au tronc, écorce arrachée ou décollé..... p.17
 - Branches cassés, arrachées ou brûlées..... p.17
 - Arbres ébranlés, racines coupées..... p.17
- Article 4. Barème d'indemnisation..... p.17

Annexe 1: Fiche pratique chantiers

Annexe 2: Fiche pratique manifestations

Bibliographie

!

Guide Technique

Recommandations pour la protection des arbres

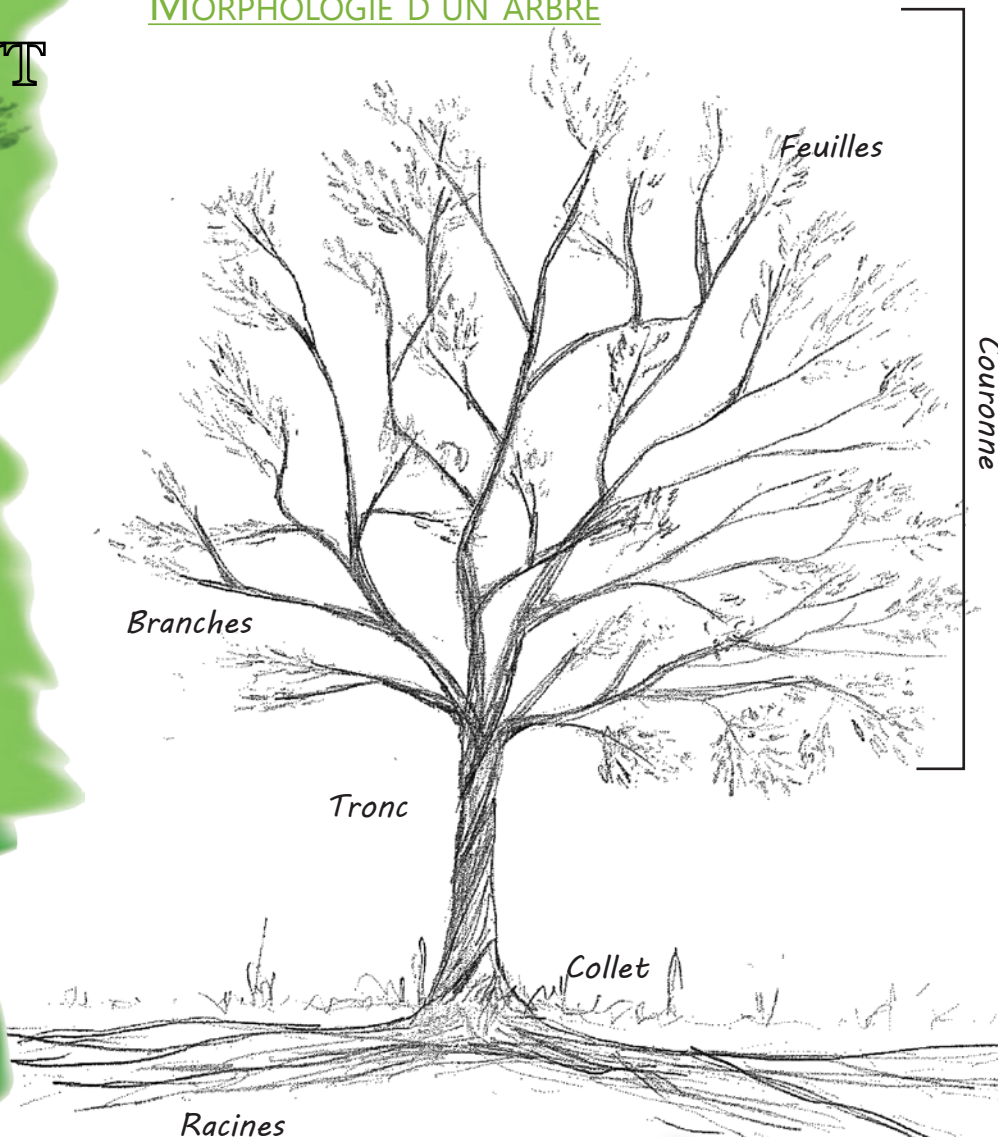
L'ARBRE, UN ÊTRE VIVANT

L'arbre est un être vivant. Il respire, transpire, se nourrit, grandit, se reproduit, évolue, est sensible à son environnement, et peut mourir si ses exigences vitales ne sont pas respectées, ou s'il subit de mauvais traitements... Nous l'oublions souvent car il semble immuable.

En ville, il fait face à des conditions de vie difficiles. La température est plus élevée, les mouvements d'air plus importants, la place disponible moindre, les sols imperméables, les blessures fréquentes... Tous ces facteurs le fragilisent, il a une espérance de vie très réduite dans ces conditions (2 à 3 fois moins longue qu'en forêt).

Il a été élevé en pépinière pendant 5 à 20 ans avant d'être ensuite planté en ville. Il doit ensuite être suivi attentivement. Après quelques années, il demande moins de soins. Un arbre en ville peut coûter environ 150 fois le prix d'un arbre en forêt. On peut aussi prendre en compte sa capacité à dépolluer, à améliorer l'environnement, à contribuer à la biodiversité...

MORPHOLOGIE D'UN ARBRE



LA VALEUR D'UN ARBRE

La valeur des arbres a commencé à être estimée par des barèmes dès les années 80. Elle est calculée suivant plusieurs critères (voir le barème p.15, II.).

Par exemple, un frêne à feuilles étroites 'Raywood' de 35 ans environ, situé en alignement sur un cours, en bonne santé, est évalué à 21 360 euros.

Ce prix peut sembler élevé, mais si on le compare à un placement à versement régulier par an, on obtient une somme de 375 euros par ans à un taux de 2,5% pendant 35 ans.



LES ORGANES D'UN ARBRE

LES FEUILLES

Les feuilles sont le siège de la photosynthèse. C'est là que l'énergie lumineuse est piégée, permettant la fabrication de substances nutritives à partir des sels minéraux puisés par les racines. C'est un lieu d'échanges gazeux.

LE TRONC ET LES BRANCHES

Le tronc et les branches constituent la charpente de l'arbre, ils lui donnent sa silhouette. Les sèves sont transportées par les vaisseaux situés dans le tronc et les branches, juste sous l'écorce. Une continuité de ces vaisseaux au sein de l'arbre est nécessaire pour ne pas entraîner de perturbation de la circulation de la sève et établir la jonction entre les racines et les feuilles.

LES RACINES

Les racines sont souvent oubliées puisqu'elles ne sont pas visibles. Pourtant, elles assurent plusieurs fonctions indispensables à la vie de l'arbre.

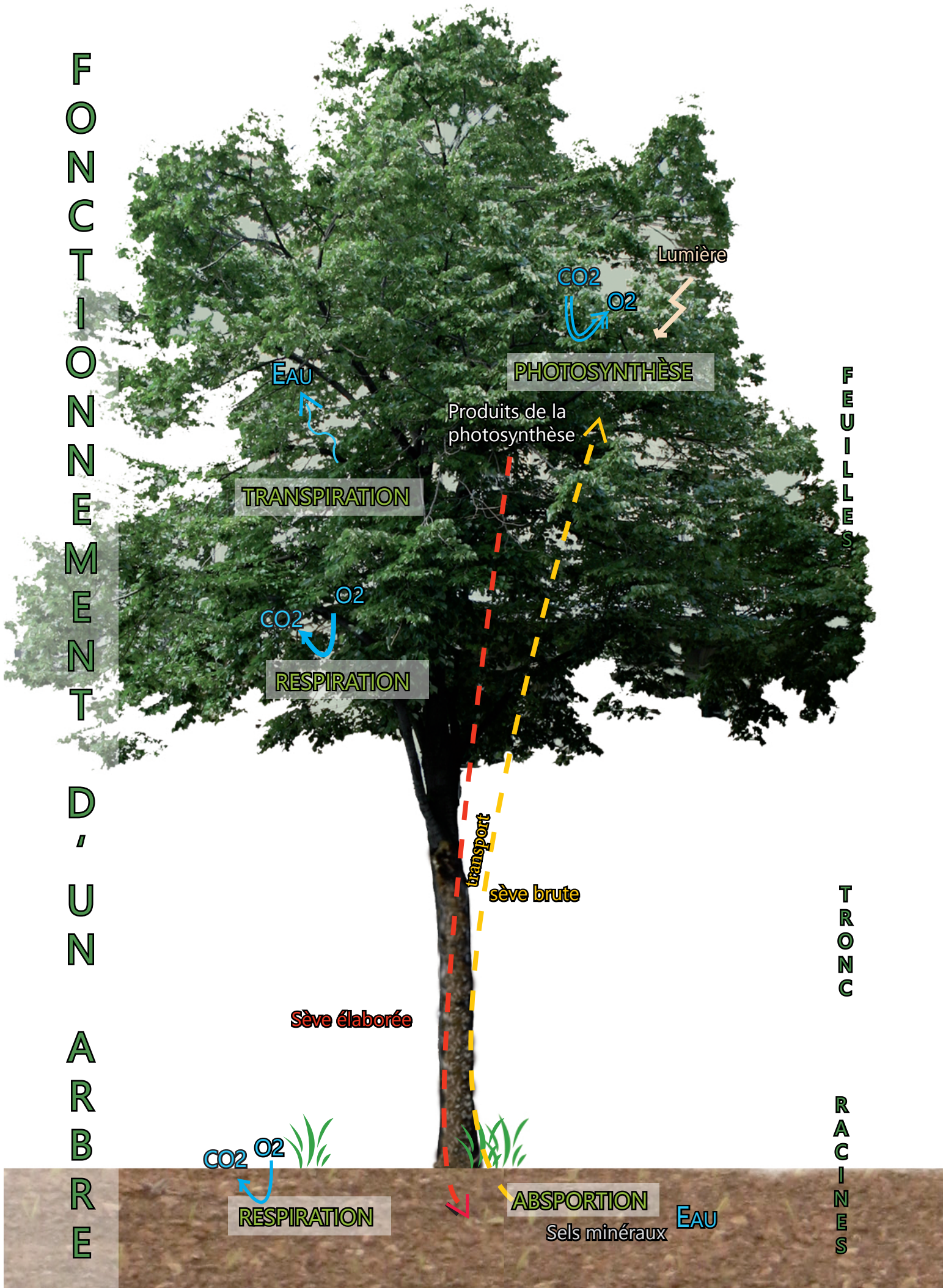
- Elles garantissent la nutrition de l'arbre, en permettant l'extraction des sels minéraux et de l'eau du sol, ainsi qu'en transportant les sèves. C'est par le biais des racines les plus fines que cette fonction est assurée.
- Elles sont des organes de stockage de réserves, nécessaires à la reprise de la végétation au printemps.
- Elles permettent l'ancrage de l'arbre dans le sol grâce aux racines ligneuses qui explorent l'environnement.

La morphologie des racines est variable suivant l'espèce mais aussi suivant l'environnement. Contrairement aux idées reçues, elles sont très étalées, se développant où se situent les ressources minérales : généralement, on trouve 80% de la surface racinaire dans les 30 premiers centimètres du sol. Elles s'étalent largement autour de la couronne. Par exemple, les racines d'un saule adulte peuvent s'étendre à 40 m de l'arbre.

Pour qu'elles puissent assurer pleinement leurs fonctions, il faut que l'environnement soit adapté, c'est-à-dire qu'il contienne assez d'eau, de sels minéraux et d'oxygène.



F
O
N
C
T
I
O
N
N
E
M
E
N
T
D
,
U
N
A
R
B
R
E



F
E
U
I
L
L
E
S

T
R
O
N
C

R
A
C
I
N
E
S

RECOMMANDATIONS

TECHNIQUES

Comment protéger les arbres?

Lors d'un chantier ou manifestation, les arbres sont exposés à de nombreuses agressions qui peuvent leur être fatales. Du fait de leur immobilité, on ne prend pas toujours conscience de l'étendue des dégâts qu'ils subissent. On peut pourtant les protéger avec des mesures simples, applicables de l'ouverture à la fin de l'intervention.

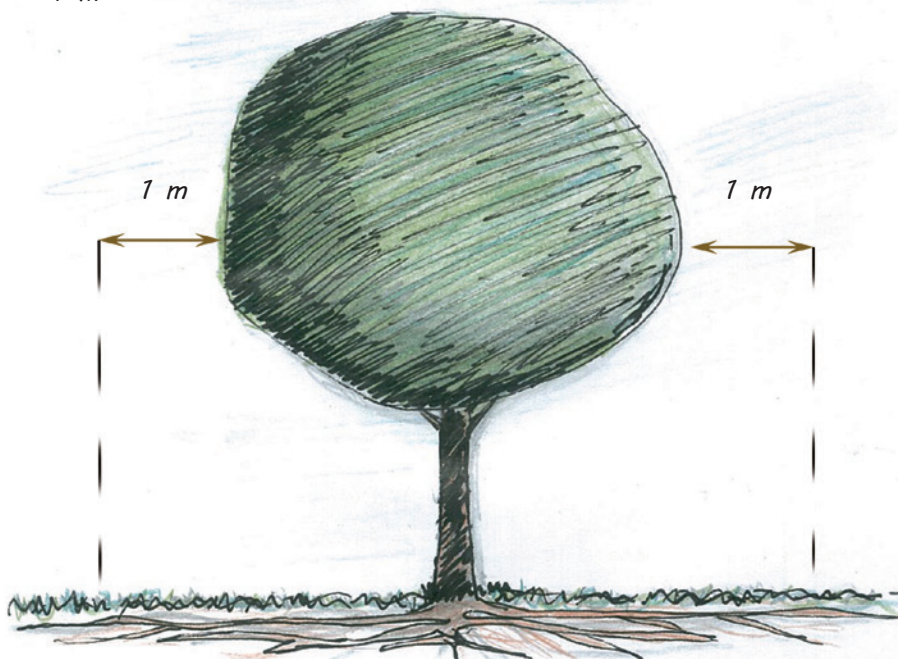
Si, en raison des contraintes du site, ce périmètre ne peut être appliqué, un accord doit être trouvé avec la Direction des espaces verts, afin de concilier au mieux les deux intérêts.

Dans le cas d'une intervention sur site boisé, il faut toujours contacter la Direction des espaces verts.

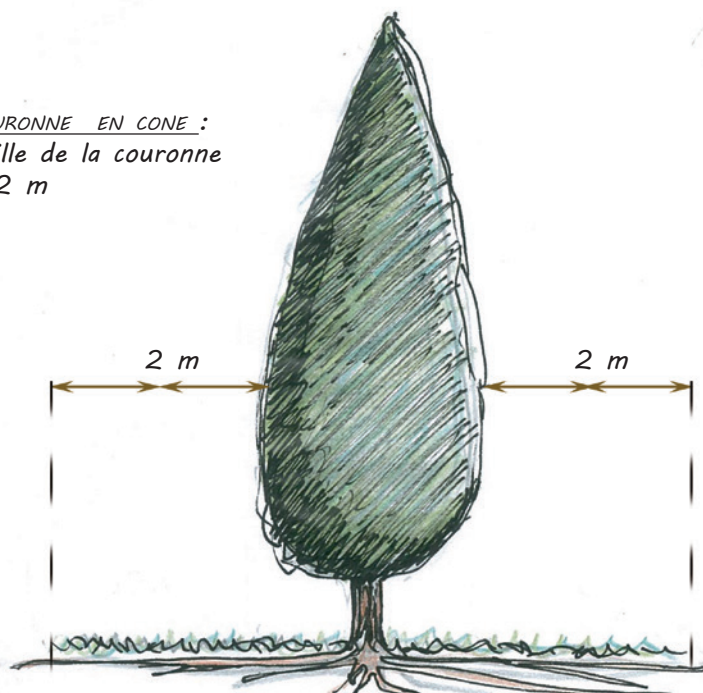
Protection générale des arbres : leur espace vital

L'arbre, comme tout être vivant, possède un espace vital à préserver pour sa survie et son bien être. Il est déterminé suivant sa morphologie, afin de respecter les racines indispensables à sa survie. Il est facile de se repérer sur les parties aériennes, mais cela est plus délicat pour les racines, qui ne sont pas visible. On délimitera un périmètre de protection des arbres afin des les préserver. Ce périmètre est déjà utilisé à Genève ainsi que par le CAUE de la Gironde par exemple. Il comprend la taille de la couronne de l'arbre plus un ou deux mètres selon sa forme.

*COURONNE EN BOULE :
taille de la couronne
+ 1 m*



*COURONNE EN CONE :
taille de la couronne
+ 2 m*





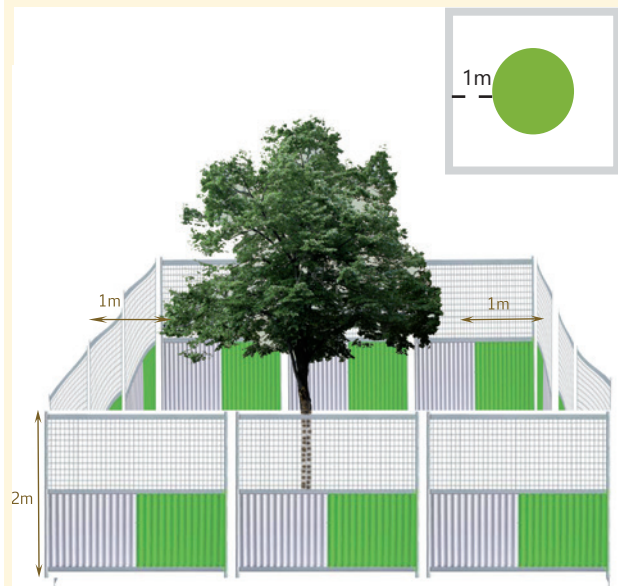
PROTECTION DES PARTIES AÉRIENNES

PROTECTION CONTRE LES COUPURES, ARRACHAGES ET CHOCS

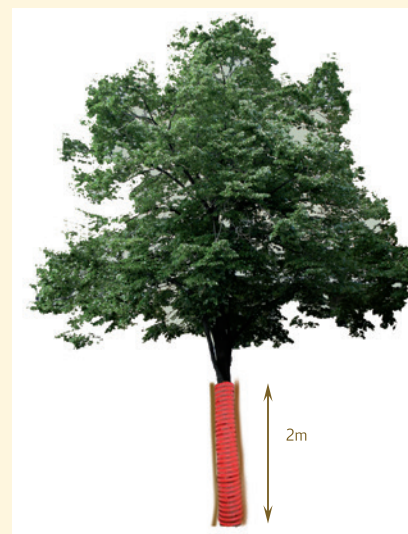
Les branches, le tronc, l'écorce, les feuilles... Tous les organes aériens sont indispensables à la survie de l'arbre. Lorsqu'ils sont endommagés, des répercussions sont notables sur l'esthétique de l'arbre, sur son équilibre, mais aussi sur son fonctionnement.

Il est important d'éviter d'entailler l'arbre, de casser des branches, d'enlever l'écorce, mais aussi d'utiliser l'arbre pour quelque fin que ce soit (accrochage de lignes, de câble, plantation de clous...).

Afin de préserver les arbres de ces éventuelles dégradations, il faut respecter le périmètre de protection défini précédemment. Suivant le type d'intervention et le type d'arbre, les mesures pouvant être mises en place sont variées. Des exemples sont disponibles en illustration ci-contre, dans les pages suivantes et en annexe.



Protection fixe - barrière de chantier



Protection du tronc - tuyau souple et planches de bois

Pourquoi ?

Comme n'importe quelle plaie, que ce soit sur les branches, le tronc ou les racines, une lésion sur l'arbre le fragilise, il doit consacrer de l'énergie et des réserves pour la cicatrisation. Pendant cette période, le fonctionnement de l'arbre est réduit. Si les lésions sont trop importantes, les réserves s'épuisent sans que les reconstitutions ne puissent se faire, ce qui peut provoquer la mort de l'arbre. Les lésions impliquent de plus un fort risque au niveau phytosanitaire, les plaies sont des zones plus sensibles aux infections. L'écorce est, quand à elle, un élément protecteur des tissus conducteurs de sève. Les chocs peuvent endommager les vaisseaux conducteurs de sève situés sous l'écorce. Les coupes franches permettent de limiter les risques d'infection et facilitent la cicatrisation. On note aussi que la suppression de certaines branches peut amener à un déséquilibre et à un risque de basculement.



Dégradation sur un arbre lors d'une manifestation - écorce arrachée, blessures par les clous plantés...





Protection jeunes arbres



Protection manifestations
- Marché Saint Michel



Une protection à usages multiples

ÉVITER LES BRANCHES CASSÉES

Les branches cassées ou mal coupées cicatrisent mal... S'il est nécessaire d'enlever des branches pour les besoins du chantier, une taille douce en amont des travaux peut être effectuée, si elle n'est pas trop mutilante, par la Direction des espaces verts. Cette taille sera effectuée par des professionnels, pour limiter son impact.

LE RISQUE DE BASCULEMENT

Sans ses racines fixatrices ou en cas de déstabilisation de la couronne par suppression de branches, l'arbre risque le basculement. Le danger n'est pas visible immédiatement mais est bien réel. Les personnes se trouvant à proximité de l'arbre peuvent être mises en danger.



LES FEUILLES

Les sources de production de poussières sont nombreuses. Les dépôts sur les feuilles altèrent les fonctions de ces dernières. On évite ce problème en les nettoyant à l'eau. Le faire une fois à la fin du chantier court suffit, par contre, un chantier long requiert que les feuilles soient passées à l'eau une fois par mois, en évitant les heures d'ensoleillement maximum.





PROTECTION DES RACINES

PROTECTION CONTRE LES LÉSIONS SUR LES RACINES

Lors de fouilles pour des tranchées, les racines risquent d'être détériorées, arrachées ou coupées par les outils. D'autres moyens peuvent être utilisés afin de les protéger, comme la fouille manuelle ou toute autre technique alternative... En règle générale, il ne faut pas empiéter sur les fosses de plantation des arbres. Une attention particulière sera portée aux jeunes arbres car ils sont plus fragiles.

Lorsque les fouilles restent ouvertes plus de 15 jours, le sol au contact des racines se dessèche. Pour éviter cela, un film étanche peut être posé pour conserver l'humidité aux alentours des racines.

Les décaissements sont très mutilants pour les arbres, car ils suppriment une proportion importante de racines assurant leur nutrition. Ces racines étant petites, le résultat visuel n'est pas flagrant et pourtant les conséquences peuvent être désastreuses. Il faut donc éviter les décaissements supérieurs à 10 cm. S'ils doivent être plus profonds, un substrat adapté permettra un meilleur développement des nouvelles racines.

Pourquoi?

Les lésions sur les racines sont dangereuses pour la santé de l'arbre et son fonctionnement pour les mêmes raisons que les lésions sur les parties aériennes. L'arbre dépérit lentement en consommant ses réserves qu'il ne parvient pas à régénérer. Des lésions sur les racines, non visibles après les travaux peuvent provoquer la mort de parties de la couronne, faute de nutrition suffisante. Elles sont aussi une voie d'entrée pour des champignons responsables de pourriture du bois, qui peut aller jusqu'à s'étendre au tronc. De plus, si les racines qui ancrent l'arbre dans le sol sont touchées, l'arbre perd de sa stabilité et risque le basculement. Les coups de vent peuvent révéler ces amputations en mettant à terre des arbres qui semblaient pourtant bien ancrés.



Pose d'un film étanche pour éviter le dessèchement de la terre autour des racines lors de fouilles de plus de 15 jours



Racines endommagées par une tranchée





TECHNIQUES ALTERNATIVES DE FOUILLES

Lorsqu'on intervient sur le sol, en milieu urbain notamment, les risques de rencontrer des réseaux ou des racines sont importants. Pour éviter de les endommager, différentes techniques ont été mises en place. Parmi celles-ci, les fouilles manuelles, la technique du fonçage, l'excavation-aspiration, les tunnels...

Ces méthodes, bien que parfois plus coûteuse que l'utilisation d'une pelle classique, permettent d'éviter d'endommager les racines et ainsi les coûts de remplacement d'un arbre.



Fonçage et forage dirigé :

Le forage dirigé, très utilisé pour les réseaux, permet de travailler sous un obstacle sans perturber le milieu environnant. La trajectoire du forage est guidée afin de pouvoir éviter les obstacles. Il permet de réduire les coûts et de limiter l'impact des travaux sur les sous-sols.

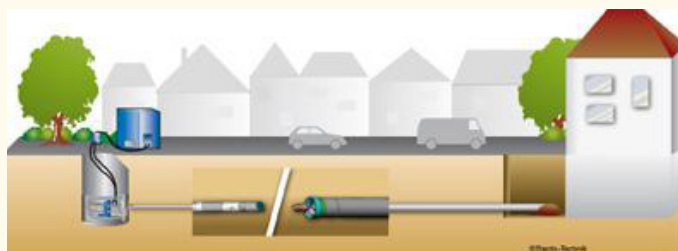


Illustration:tracto-technik



Camion aspirateur :

La terre est aspirée (ci-dessus) ce qui permet une très bonne conservation des racines (à droite).



Mini-pelle et manuel :

On obtient une tranchée fine, le travail est plus précis (ci-dessus à droite). Lorsque de grosses racines sont rencontrées, elles sont dégagées à la pelle (ci-dessus à gauche).





PROTECTION DES SOLS

Souvent, ces dégradations ne sont pas visibles instantanément, mais peuvent avoir des conséquences désastreuses sur l'arbre.

COMPACTAGE DU SOL

Le compactage des sols est un problème important pour les racines. Le simple fait de passer au dessus de l'assise racinaire avec un engin lourd modifie la structure du sol. Il faut donc éviter de circuler, d'entreposer du matériel, mais aussi les remblais de plus de 20 cm dans la zone de protection de l'arbre.

Cette limite peut être respectée aisément en présence de barrières. Il faut être cependant plus vigilant pour les interventions sans protections fixes.

Établir les itinéraires des engins et véhicules, les zones des stockages avant le début de l'intervention est un bon moyen d'éviter les dégâts.

Pour limiter des effets de compactage si la circulation ne peut être évitée, une couche de 20 cm de gravier (\varnothing de 15 à 25 mm) ou de paillage organique sur le sol recouverte de plaques d'acier peut être posé.

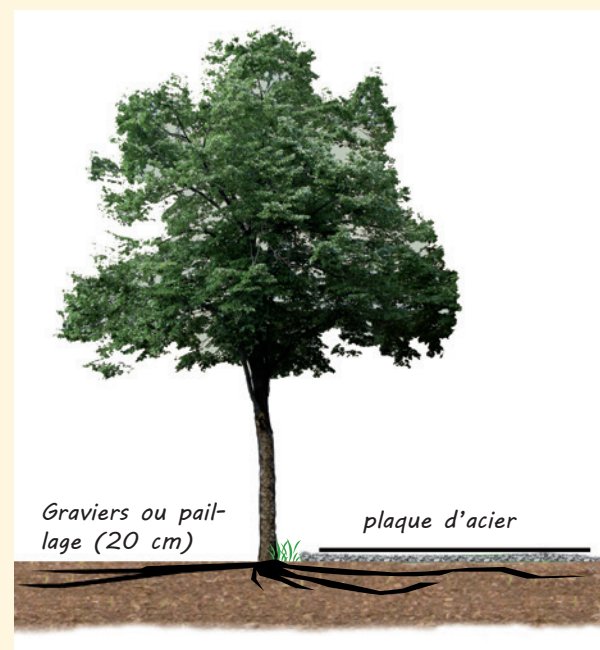
De même, le remblaiement du pied des arbres est déconseillé. S'il est indispensable, des mesures particulières sont à mettre en place en accord avec la Direction des espaces verts, telles que l'aération du sol.

POLLUTION

Les produits chimiques, les huiles et autres polluants sont très nocifs pour les arbres. Ces derniers ont une capacité de dépollution des sols, mais très limitée. Si les produits sont déversés dans la zone de protection de l'arbre, ils peuvent provoquer son dépérissement par intoxication des racines.

Pourquoi?

Le passage d'engins lourds ou l'entrepôt de matériaux provoque un tassement du sol, or le sol doit être poreux et bien aéré pour le bon développement de l'arbre. L'oxygène sera plus rare pour les racines, de même que l'eau, qui s'infiltrera moins bien. L'exploration du sol sera limitée par la contrainte mécanique, ce qui peut aller jusqu'à une inhibition totale de la croissance racinaire, indispensable au renouvellement des ressources. Le remblai modifie aussi la structure du sol, pouvant provoquer l'asphyxie des racines.



Dégâts aux pieds des arbres



II.

Réparation des dommages subis par les arbres

**Indemnisations demandées par la Ville de
Bordeaux en cas de dégradation des arbres ur-
bains lors de chantiers ou manifestations.**

Si les conditions de protection ne sont pas respectées, en cas de dégradation de l'arbre, les frais sont à la charge du ou des responsables. L'indemnisation relative aux dégâts sera calculée à partir de la valeur ornementale de l'arbre.

Article 1. - Barème d'estimation de la valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre.

La valeur ornementale ou d'agrément de l'arbre est obtenue par le biais de la formule détaillée ci-dessous (produit de 4 indices) :

$$V = I_{\text{situation}} \times I_{\text{sanitaire}} \times I_{\text{circonf}} \times I_{\text{espèce}}$$

V = valeur ornementale exprimée en Euro,
 I situation : indice calculé selon le statut patrimonial et la distribution spatiale de l'arbre,
 I sanitaire : indice calculé selon l'état de santé de l'arbre et sa vigueur,
 I circonf. : indice selon la circonférence du tronc,
 I espèce : indice selon l'espèce et/ou la variété.

L'évaluation des dégâts causés aux arbres sera calculée par rapport à cette valeur. Cette valeur correspond aux frais de remplacement du sujet détruit par un arbre de la même force et de la même espèce. Tous les frais se rapportant à la valeur de remplacement et aux indemnités pour dépréciation de la propriété ou perte de jouissance sont compris dans la valeur calculée. Le résultat du calcul concerne la seule valeur de l'arbre. Les frais de transport et de plantation pourront être ajoutés.

Si les dégâts entraînent la perte de l'arbre, le montant de l'indemnisation correspondra à la valeur d'agrément de l'arbre.

Cette évaluation est effectuée par la Direction des espaces verts de Bordeaux Métropole. En cas d'accord sur l'évaluation du préjudice, les parties concluent une transaction qui prévoit les modalités pratiques d'indemnisation. En cas de contestation, une procédure d'expertise et un recours juridique peut être engagée par la Ville de Bordeaux.

Article 2. - Indices

INDICE SELON LE STATUT PATRIMONIAL ET LA DISTRIBUTION SPATIALE : I SITUATION

STATUT PATRIMONIAL / DISTRIBUTION SPATIALE	ARBRE ISOLÉ	GRUPE D'ARBRES (2 à 5)	GRUPE D'ARBRES (> 5), ALIGNEMENT MULTIPLE, ALIGNEMENT SIMPLE
REMARQUABLE, SYMBOLIQUE	I (sit) = 6	I (sit) = 5	I (sit) = 5
ARBRE CLASSÉ COMME MONUMENT OU SITE (AU PLU)	I (sit) = 6	I (sit) = 5	I (sit) = 5
SITUÉ DANS UN JARDIN OU UN SITE HISTORIQUE	I (sit) = 5	I (sit) = 4	I (sit) = 4
AYANT UNE VALEUR D'ACCOMPAGNEMENT	I (sit) = 5	I (sit) = 4	I (sit) = 4
DANS UN AMÉNAGEMENT PAYSAGER	I (sit) = 3	I (sit) = 2	I (sit) = 2

Tableau 1 : Correspondances pour l'indice selon le statut patrimonial et la distribution.

REMARQUABLE, SYMBOLIQUE :

Cette catégorie regroupe les arbres présentant au moins un des critères suivants : âge avancé ; dimension peu courante sur la ville (hauteur, circonférence...) ; historique, croyance... ; critère esthétique (morphologie, port, intérêt paysager); critère biologique (rôle écologique); autres critères (arbre exotique se trouvant hors de son aire naturelle de répartition, arbre intégré dans un peuplement remarquable)

ARBRE CLASSÉ AU PLU :

Les arbres dans cette catégorie sont protégés au titre de leur classement au PLU, dans le cadre de l'article L123-1.7 du code de l'urbanisme.

ARBRE SITUÉ DANS UN JARDIN OU UN SITE HISTORIQUE :

L'ensemble des arbres pris dans un jardin ou un site historique revêt ce statut patrimonial. Les arbres remarquables présents sur ces sites peuvent être identifiés par le statut remarquable.

AYANT UNE VALEUR D'ACCOMPAGNEMENT :

Ce statut comprend les arbres insérés dans un groupe avec une forte valeur paysagère. Il peut également s'agir d'arbres ayant une valeur écologique.

DANS UN AMÉNAGEMENT PAYSAGER :

Ce statut rassemble l'ensemble des arbres sur l'espace public. Il comprend des arbres d'alignement, d'accompagnement de voirie et les arbres plantés sur les places et les squares.

NB : Pour les valeurs de distribution spatiale 'Boisé fermé' et 'Boisé ouvert', on ne calcule pas la valeur ornementale.

INDICE SELON L'ÉTAT SANITAIRE ET LA VIGUEUR : I (SANITAIRE)

Le statut phytosanitaire est fonction de l'état général de l'arbre évalué en tenant compte de son état physiologique, des altérations ou défauts pouvant réduire à court, moyen ou long terme sa solidité mécanique et/ou son développement.

La vigueur est évaluée en fonction de la croissance des branches, de la vitesse de fermeture des plaies par comparaison à la vigueur propre de l'espèce et des contraintes environnementales.

STATUT PHYTOSANITAIRE / VIGUEUR	VIGUEUR ÉLEVÉE	VIGUEUR MOYENNE	VIGUEUR FAIBLE
<i>Statut phytosanitaire bon (A à B)</i>	I (sanit) = 4	I (sanit) = 2	I (sanit) = 1
<i>STATUT PHYTOSANITAIRE MOYEN C</i>	I (sanit) = 2	I (sanit) = 2	I (sanit) = 1
<i>STATUT PHYTOSANITAIRE MAUVAIS (D ET E)</i>	I (sanit) = 0	I (sanit) = 0	I (sanit) = 1

Tableau 2 : Correspondances pour l'indice selon le statut phytosanitaire et la vigueur

INDICE SELON LA CIRCONFÉRENCE : I (CIRCONF)

Cet indice varie selon la circonférence à 1m30. Il exprime l'augmentation de la valeur de l'arbre en fonction de son âge. Les classes et les valeurs correspondantes sont indiquées dans le tableau 3.

CIRCONFÉRENCE (CM)	INDICE I (CIRCONF)	CIRCONFÉRENCE (CM)	INDICE I (CIRCONF)	CIRCONFÉRENCE (CM)	INDICE I (CIRCONF)
10 à 20	0.8	181 à 190	19	351 à 360	100
21 à 30	1	191 à 200	20	361 à 370	105
31 à 40	1.4	201 à 210	25	371 à 380	110
41 à 50	2	211 à 220	10	381 à 390	115
51 à 60	2.8	221 à 230	15	391 à 400	120
61 à 70	3.8	231 à 240	40	401 à 410	125
71 à 80	5	241 à 250	45	411 à 420	130
81 à 90	6.4	251 à 260	50	421 à 430	135
91 à 100	8	261 à 270	55	431 à 440	140
101 à 110	9.5	271 à 280	60	441 à 450	145
111 à 120	11	281 à 290	65	451 à 460	150
121 à 130	12.5	291 à 300	70	461 à 470	155
131 à 140	14	301 à 310	75	471 à 480	160
141 à 150	15	311 à 320	80	481 à 490	165
151 à 160	16	321 à 330	85	491 à 500	170
161 à 170	17	331 à 340	90		
171 à 180	18	341 à 350	95		

Tableau 3 : Correspondances pour l'indice selon la circonférence.

INDICE SELON LE GENRE, L'ESPÈCE ET LA VARIÉTÉ I (ESPÈCE).

L'indice correspond au prix de vente à l'unité du sujet concerné, appliqué pour les professionnels, en référence au catalogue contractuel du fournisseur de la Ville de Bordeaux, intervenant dans le cadre du marché public de l'année en cours.

Pour les feuillus, le prix utilisé est le prix de vente au détail d'un arbre de circonférence 12/14 cm en tige et en motte grillagée.

Pour les conifères, le prix utilisé est le prix de vente d'un arbre de hauteur 150/175 cm.

Exemple de calcul de valeur ornementale

Cas d'un micocoulier de 235 cm de circonférence situé sur un trottoir

Arbre en alignement ayant une valeur d'accompagnement : indice 4

Etat sanitaire bon, vigueur moyenne : indice 2

Essence : micocoulier prix unitaire en euros arrondi à 102

Circonférence 191-200cm : indice 40

Valeur de l'arbre = $4 \times 2 \times 102 \times 40$ soit 32 640 euros

Article 3. - *Évaluation des dégâts occasionnés aux arbres*

BLESSURES AU TRONC, ÉCORCES ARRACHÉE OU DÉCOLLÉE

Les blessures en largeur ne cicatrisent que très difficilement. Elles sont souvent le siège de foyers de pourritures qui diminuent la résistance de l'arbre, son espérance de maintien et le déprécie fortement.

En cas de blessure, il sera établi un pourcentage de la lésion par rapport à la circonférence du tronc. Il ne sera pas tenu compte de la longueur de la lésion, cette dernière n'influe pas sur la vitesse de fermeture de la plaie, ni sur la vigueur future de l'arbre.

Dans l'éventualité où les tissus conducteurs de sève sont détruits sur plus de 50% de la circonférence, l'arbre sera considéré comme ne pouvant plus être maintenu.

BRANCHES CASSÉES, ARRACHÉES OU BRÛLÉES

Pour évaluer l'étendue des dommages causés à la couronne d'un arbre, une proportion sera établie en tenant compte de son volume avant la mutilation.

L'arbre est considéré comme perdu :

- si la moitié des branches est cassée, supprimée ou brûlée,
- si les dégâts occasionnés déprécient entièrement l'arbre : essence ne repoussant pas sur le vieux bois (conifères par exemple), arbre présentant un port particulier (forme architecturée par exemple).
- si la flèche d'un conifère a été cassée

ARBRES ÉBRANLÉS, RACINES COUPÉES

Un arbre ébranlé par un choc violent peut présenter des dégâts au système racinaire, difficilement estimable. On comptera la valeur entière de l'arbre.

L'évaluation des dommages sur le système racinaire tient compte de la proportion des racines coupées, cassées ou abîmées ainsi que de leur diamètre par rapport au volume racinaire total estimé. L'arbre peut être considéré comme perdu dans le cas où des racines d'ancrage sont sectionnées à moins de 2m du tronc.

Article 4. - *Barème d'évaluation du préjudice*

% DE L'ÉTENDUE DES DOMMAGES	INDEMNITÉ EN % DE LA VALEUR ORNEMENTALE DE L'ARBRE	% DE L'ÉTENDUE DES DOMMAGES	INDEMNITÉ EN % DE LA VALEUR ORNEMENTALE DE L'ARBRE
Jusqu'à 20 %	20 %	De 36 à 40%	70 %
De 21 à 25 %	25 %	De 41 à 49 %	90 %
De 26 à 30%	35 %	Plus de 50%	100 %
De 31 à 35%	50 %		

FICHE PRATIQUE CHANTIERS

Les instructions suivantes sont à respecter afin d'éviter les dégradations sur les arbres publics. Le cas échéant, des sanctions pourront être appliquées suivant le dispositif d'indemnisation présenté dans le document pour la protection des arbres publics.

Conditions pour démarrer l'intervention:

- avoir obtenu de la Direction des espaces verts de Bordeaux Métropole, l'autorisation de réaliser l'intervention;
- appliquer les prescriptions spécifiques émises par la Direction des espaces verts.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

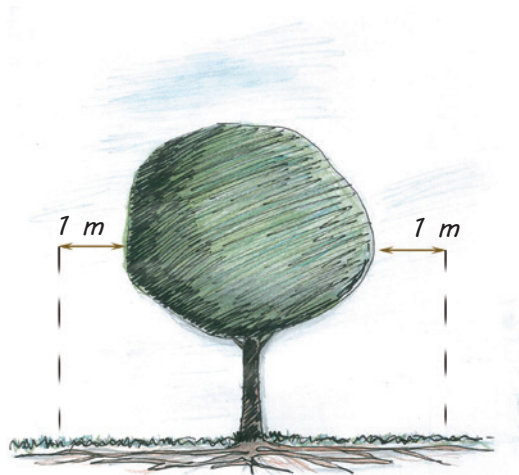
1. Protection des branches

Si des branches sont gênantes pour le déroulement d'un chantier, une demande de taille devra être faite auprès de la Direction des Espaces Verts. La taille ne devra pas être réalisée de la propre initiative de l'intervenant.

2. Zone de protection générale de l'arbre

Cette zone est à adapter suivant la forme de la couronne, l'âge de l'arbre et son emplacement mais aussi suivant la durée du chantier. Elle permet d'éviter les chocs et autres dégradations sur les branches, le tronc et les racines. On distingue les chantiers courts des chantiers longs (durée supérieure à un mois).

On peut établir les itinéraires et les zones de stockage avant le début du chantier pour éviter les dégâts sur les racines.



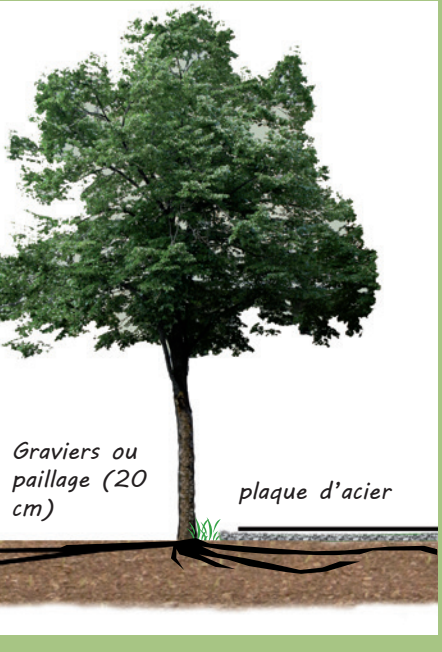


COURONNE EN BOULE :
taille de la couronne + 1 m

C H A N T I E R S		<p><u>Arbres anciens et arbres en fosses</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Tuyau souple recouvert de planches (évitez les frottements contre le tronc). - zone de protection de l'arbre balisée. - éviter d'intervenir sur les fosses de plantation.
C O U R T S		<p><u>Jeunes arbres</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Palissade en bois - zone de protection de l'arbre balisée
C H A N T I E R S L O N G S		<p><u>Pour tout arbre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Zone de protection de l'arbre entièrement délimitée par une palissade de chantier solidement fixée au sol. - permet d'éviter les agressions, l'entrepôt de matériel lourd (on pourra ajouter un filet sur la barrière) et la circulation d'engins à proximité du tronc et sur l'assise racinaire.

S'il est impossible de respecter cette zone, un accord devra être convenu avec la Direction des espaces verts de Bordeaux Métropole. Il sera en plus demandé de respecter les précautions suivantes:

- 1- Ne pas endommager les racines lors de fouilles de tranchées. On préférera des méthodes alternatives (manuelle, fonçages, trancheuse...). (1.)
- 2- Si les fouilles restent ouvertes plus de 15 jours, un film étanche sera posé pendant les périodes de fortes chaleurs. (2.)
- 3- Ne pas réaliser de décaissements à plus de 10 cm de profondeur. S'ils doivent être plus profonds, apporter un substrat permettant le bon développement des nouvelles racines.
- 4- Les remblaiements du pied de l'arbre sont déconseillés. Au delà de 20 cm, des mesures particulières sont à mettre en place en accord avec la Direction des Espaces Verts, tel que l'aération du sol.
- 5- Protéger les racines des passages d'engins, de dépôt de matériel avec le dispositif adéquat. (3.)
- 6- Les produits polluants (essence, huile de vidange, acides, ciment, etc.) ne devront pas être entreposés au pied de l'arbre.
- 7- Il est important d'éviter d'entailler l'arbre, de casser des branches, d'enlever l'écorce, mais aussi d'utiliser l'arbre pour quelque fin que ce soit (accrochage de lignes, de câble, plantation de clous...).

	 <p>Film étanche</p>	 <p>Graviers ou paillage (20 cm)</p> <p>plaque d'acier</p>
<p><i>Illustration 1 :</i> Fouilles manuelles</p>	<p><i>Illustration 2 :</i> Pose d'un film étanche pour conserver l'humidité du sol</p>	<p><i>Illustration 3 :</i> couche de 20 cm de gravier ou de paillage organique, recouverte de plaques d'acier</p>

FICHE PRATIQUE MANIFESTATIONS

Les instructions suivantes sont à respecter afin d'éviter les dégradations sur les arbres publics. Le cas échéant, des sanctions pourront être appliquées suivant le dispositif d'indemnisation présenté dans le document pour la protection des arbres publics.

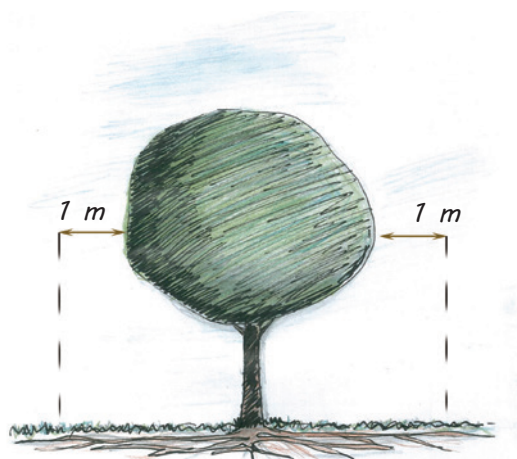
Conditions pour démarrer l'intervention:

- avoir obtenu de la Direction des espaces verts de Bordeaux Métropole, l'autorisation de réaliser l'intervention;
- appliquer les prescriptions spécifiques émises par la Direction des Espaces Verts.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

1. Zone de protection générale de l'arbre

A adapter suivant la forme de la couronne, l'âge de l'arbre et son emplacement. Permet d'éviter les chocs et autres dégradations sur les branches, le tronc et les racines.



COURONNE EN BOULE :
taille de la couronne + 1 m

2. Protection des parties aériennes

Il est important d'éviter d'entailler l'arbre, de casser des branches, d'enlever l'écorce, mais aussi d'utiliser l'arbre pour quelque fin que ce soit (accrochage de lignes, de câble, plantation de clous...).

3. Protection des racines

Les produits polluants (essence, huile de vidange, acides, ciment, etc.) ne devront pas être entreposés au pied de l'arbre. Éviter les passages d'engins ou véhicule, ainsi que le dépôt de matériel au pied de l'arbre. S'il ne peut être évité, protéger les racines avec le dispositif adéquat.

P R O T E C T I O N D E S P A R T I E S A É R I E N N E S	<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>Pour une manifestation, le tronc peut être protégé grâce à une gaine. Lorsque la place est suffisante, des barrières peuvent être mises en place. Lorsqu'il est indispensable de se servir de l'arbre, certaines installations permettent de ne pas frotter sur l'écorce ou de ne pas abîmer les branches.</p> </div> <div style="width: 45%;">   </div> </div>
P R O T E C T I O N D E S R A C I N E S	<p>L'itinéraire et les zones de stockage peuvent être définis avant le début de la manifestation.</p> <div style="text-align: center;">  <p style="margin-left: 100px;"><i>Graviers ou paillage (20 cm)</i></p> <p style="margin-left: 250px;"><i>plaque d'acier</i></p> </div>

D-2022/171

**Subvention exceptionnelle Congrès Européen de la Bio.
Autorisation. Décision**

Madame Eve DEMANGE, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

IFOAM Organics Europe est l'association européenne de l'agriculture biologique créée en 2002 par la Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Biologique. Basée à Bruxelles, IFOAM Organics Europe a pour mission de défendre l'alimentation et l'agriculture biologiques en Europe à travers deux axes :

* représenter l'agriculture biologique dans l'élaboration des politiques européennes (politiques de la PAC, OGM, biodiversité, changement climatique, etc.),

* plaider pour une transformation de l'alimentation et de l'agriculture.

Avec plus de 200 membres dans 34 pays européens, son travail couvre l'ensemble de la chaîne alimentaire biologique. Elle est fortement représentée en Allemagne (39 membres), en Italie (25), en France (15) et aux Pays-Bas (13). L'association Interbio Nouvelle-Aquitaine est membre d'IFOAM Europe depuis 2016.

L'IFOAM Organics Europe organise tous les ans le Congrès Européen de la Bio dans l'un des deux pays européens qui assure la présidence du Conseil européen l'année du congrès. Cette année, la France étant à la présidence du Conseil européen sur le premier semestre, l'association Interbio Nouvelle Aquitaine a obtenu l'accord de l'IFOAM Europe pour que le congrès se déroule en France, à Bordeaux.

L'association Interbio Nouvelle-Aquitaine, créée 2/04/2002 est chargée de coordonner les programmes d'actions relatifs au développement de la filière Agriculture Biologique sur la nouvelle grande région Nouvelle-Aquitaine.

Interbio Nouvelle-Aquitaine a pour but d'accompagner le développement de l'Agriculture Biologique, notamment par la mise en œuvre d'actions communes entre ses adhérents. Elle se donne ainsi pour rôle de promouvoir l'agriculture biologique régionale et ses produits au niveau régional, national et international et de sensibiliser les producteurs et les groupements de producteurs conventionnels à l'agriculture biologique.

Interbio Nouvelle-Aquitaine sera la structure porteuse de l'accueil du Congrès Européen de la Bio pour son édition 2022 en France.

L'objectif principal de ce congrès est d'organiser un espace de discussion et de lobbying autour du développement des politiques européennes liées à l'agriculture biologique qui pourraient avoir un impact sur le secteur, tout en valorisant la place de la bio dans le pays et ou la région hôte.

2022 sera la 16ème édition de ce congrès qui accueillera environ 250 participants en physique et 900 participants en ligne, venant d'environ une trentaine de pays. L'année dernière l'événement était organisé à Lisbonne.

Le Congrès aura lieu les 16 et 17 juin à Bordeaux, à la Cité du Vin. Cet événement accueillera des décideurs politiques de haut niveau et représentants de gouvernements, des dirigeants d'association et d'entreprises biologiques européennes, des entreprises de commerce et de transformation, ainsi que des chercheurs et les organismes certificateurs...

Ce Congrès est l'un des plus grands événements bio en Europe, il a pour objectif d'attirer l'attention sur toute la filière de l'agriculture biologique au travers de l'Europe, mais aussi de créer un espace de discussion et de mise en réseau pour toutes les parties prenantes : entreprises, institutions, pouvoirs publics, associations et représentants de gouvernements.

Pour la ville de Bordeaux et pour l'association Interbio Nouvelle-Aquitaine, cet événement est

une opportunité unique de valoriser l'action et le travail des deux entités dans la promotion de l'agriculture biologique sur son territoire et son impact au niveau national.

En effet, le diagnostic de la résilience alimentaire de la Ville de Bordeaux, finalisé en décembre 2021, a identifié comme axe d'évolution indispensable l'accompagnement aux changements de pratiques culturelles pour tendre à une généralisation de l'agroécologie.

A ce titre, la Ville de Bordeaux se propose de s'associer à cet évènement scientifique de diffusion de bonnes pratiques, qui offre l'opportunité de mobiliser nos partenaires locaux et de leurs faire profiter des échanges et des expertises internationales présentes à Bordeaux ce jour-là.

Il donnera également de la visibilité au territoire régional et à son agriculture biologique et renforcera les relations existantes avec les organismes internationaux.

Le Conseil Régional a confirmé son soutien à cet évènement à hauteur de 26 750 €

Je vous propose de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à attribuer à l'association Interbio Nouvelle-Aquitaine une subvention exceptionnelle pour un montant de 5 000€ dans le cadre de l'organisation de la 16ème édition du Congrès européen de la bio qui se déroulera à Bordeaux 16 et 17 juin 2022.

A faire procéder au versement de cette somme au crédit de l'association Interbio Nouvelle-Aquitaine
A signer tout document lié à la présente délibération.

Le tableau en annexe présente le budget prévisionnel de cet évènement.

ADOPTE A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Délibération 171 : Subvention exceptionnelle Congrès européen de la bio. Je ne sais plus si c'est celle-ci qui est présentée par Ève DEMANGE. Je crois.

M. LE MAIRE

Ève DEMANGE a la parole.

Mme DEMANGE

Oui, c'est bien cela. Merci. Le Congrès européen de l'agriculture biologique est l'un des plus grands événements de la bio en Europe. Il est généralement organisé dans la capitale du pays assurant la Présidence du Conseil de l'Union européenne, et c'est la première fois qu'il a lieu dans une autre ville que la capitale du pays. Bordeaux est très fière d'accueillir ce Congrès essentiel qui rassemblera toute la filière européenne de l'agriculture biologique autour du thème suivant *Vers un avenir plus biologique : perspectives et outils pour atteindre les objectifs du Pacte vert européen*. Alors, les intervenants échangeront notamment sur la manière d'atteindre les objectifs ambitieux et réalisables de 25 % de surfaces bio à l'échelle européenne en 2030.

À l'heure où l'agriculture biologique connaît des difficultés en France alors qu'elle continue à se développer fortement dans le reste de l'Union européenne, il nous semble important que la Ville soutienne symboliquement cette manifestation d'envergure. Notre programme de résilience alimentaire « Bordeaux recettes d'avenir » que nous vous avons présenté lors du dernier Conseil soutient par la végétation de l'assiette et la promotion des circuits courts alimentaires cette filière biologique qui est respectueuse de notre santé et de la chaîne du vivant. Notre démarche suppose un travail de veille scientifique et technique sur le sujet de l'avenir de notre système agricole et alimentaire.

Le 16^e Congrès européen de l'agriculture biologique constitue une opportunité de disposer d'un état des connaissances et réflexions de pouvoir dialoguer avec des experts, de disposer d'exemples concrets et aspirants d'expérimentation liée à l'alimentation et à l'agriculture biologique.

Nous nous réjouissons donc de cette rencontre que Monsieur le Maire ouvrira aux côtés de Jan PLAGGE, Président de l'IFOAM Organic Europ et de Philippe LASSALLE-SAINT-JEAN, Président d'Interview Nouvelle-Aquitaine.

M. LE MAIRE

Merci Ève. Qui souhaite intervenir ? Madame ECKERT.

Mme ECKERT

Oui, je prends la parole au nom du collectif Bordeaux en luttés qui s'abstiendra sur cette délibération. Si nous voyons bien en quoi ce congrès participe à une politique volontariste de la part de la mairie d'inscrire Bordeaux dans un rayonnement international, nous sommes, une fois de plus, plus dubitatifs quant à la portée efficiente de ce congrès sur le quotidien de nos concitoyens une fois les feux des projecteurs éteints. L'Europe était le lieu le mieux adapté pour répondre à la vitale nécessité de retrouver une agriculture respectueuse de l'environnement. Un article du *Monde* en date du 31 mai 2022 diffusé par l'Association Alerte pesticide Haute-Gironde nous donne à lire un titre inquiétant : *Le glyphosate franchit une étape-clé vers sa ré-autorisation en Europe*. Selon le journal, l'Agence européenne des produits chimiques qui donne un poids déterminant aux tests fournis par les industriels plutôt qu'aux études scientifiques menées par les ONG estime que l'herbicide controversé ne présente pas de dangers majeurs pour la santé.

La mairie de Bordeaux a-t-elle les moyens d'enrayer cela quand vous continuez à accueillir dans la rade bordelaise des paquebots géants dont la toxicité est visuelle, et les rejets polluants nous incitent à se réfugier dans les micros-forêts que vous mettez généreusement à notre disposition. Alors que ce congrès doit se dérouler à la Cité mondiale du vin, ici même à Bordeaux, la lanceuse d'alerte, Valérie MURAT, sans aucun soutien des écologistes de la mairie, est prise à la gorge par le Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, le CIVB, dans un procès visant clairement à la bâillonner alors qu'elle dénonce l'utilisation de pesticides dans la fabrication des vins bordelais. Obligée de payer 125 000 euros d'amende pour pouvoir faire appel du premier jugement qui l'a condamnée, elle est loin

d'avoir bouclé son budget malgré un élan solidaire et international.

Le collectif Bordeaux en luttés s'est engagé auprès d'elle un soutien total tant qu'il le faudra, c'est-à-dire jusqu'à ce qu'elle obtienne justice. C'est encore une fois pour que ce soutien soit entendu jusque dans l'enceinte du Conseil municipal où siègent de nombreux écologistes que nous attribuons symboliquement cette subvention exceptionnelle à notre camarade Valérie MURAT. Malgré cela, à l'aulne du dernier bilan qu'elle nous a transmis, il nous manque encore 85 000 euros pour voir le bout du tunnel. À votre bon cœur, merci pour elle.

M. LE MAIRE

Merci Madame. Madame CERVANTÈS-DESCUBES, vous avez la parole.

Mme CERVANTÈS-DESCUBES

L'objet de cette délibération soulève plusieurs axes importants. Premier point, c'est une délibération de soutien à ce Congrès et aux organisations à but non lucratif qui l'encadrent. L'objectif du Congrès c'est profiter de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne pour surfer sur la vague du Pacte vert européen, ce qui nous amène au second point.

Ce congrès prétend poursuivre les objectifs suivants :

- Comment les politiques de l'Union européenne et les États membres peuvent permettre d'atteindre les objectifs de 25 % de surfaces biologiques en 2030.
- Deuxième point : réaliser les ambitions des stratégies de la ferme à la table et biodiversité, le bio comme partie intégrante de la solution, agriculture, achat et transition numérique
- Dernier point : bilan du marché bio et cas pratique. Or, nous le savons, l'Union européenne est une organisation qui prône le néolibéralisme, la loi du marché et le droit à la concurrence.

Nous savons que ces caractéristiques sont celles de la société capitaliste et qu'elles sont purement incompatibles avec la mise en place d'une véritable agriculture durable. Les résultats de la politique agricole commune de l'UE en forment le parangon. 25 % du budget de l'UE est consacré à cette politique pourtant l'écocide et l'anthropocide n'a jamais été aussi généralisé. Un budget somptuaire de 82 000 euros pour organiser un espace de discussion et de lobbying sur 48 heures nous semble inopportun.

Dernier point essentiel, puisqu'il s'agit de traiter des questions essentielles de l'agriculture et de l'alimentation, il faut rappeler qu'un rapport du Gouvernement du 21 février 2020 avait indiqué que les agriculteurs se suicident plus que le reste de la population. En 2016, 529 suicides ont été dénombrés. Pire, pour les assurés de la MSA, âgés de 15 à 64 ans, le risque de suicide est de 43,2 % supérieurs à celui des assurés de l'ensemble des régimes de sécurité sociale.

Par conséquent, à la lumière de ces données, un tel congrès ne saurait s'inscrire que dans la continuité de ce que nous constatons déjà. L'agriculture doit être transformée profondément. Par nécessité écologique et anthropologique, elle ne pourra se faire que dans un sursaut radical et de masse.

M. LE MAIRE

Merci Madame. Si je pouvais dire quelques mots comme compléments, vous saviez, il y a une chose qui me fait plaisir c'est que cette délibération soit votée à l'unanimité parce que même si, d'un côté, vous avez dit des choses que je peux partager, je crois que c'est important que Bordeaux soit choisi précisément pour que le Congrès européen de la bio se tienne dans notre Ville. Je vous disais tout à l'heure en commentant le Compte administratif que nous sommes, je crois, de plus en plus reconnus comme étant une Ville innovante, notamment au niveau européen, et le fait que nous ayons été choisis pour accueillir précisément cette convention me paraît être une très bonne nouvelle pour la notoriété de notre ville qui bouge, qui s'engage, qui innove, et il faut d'autant plus le faire. C'est pour cela que j'apprécierais que l'on soit tous derrière. Il y a actuellement, il faut que l'on en soit conscient, et nous pouvons partager cette préoccupation, une vague de *bio-bashing* qui est quand même assez préoccupante. Je ne sais pas si vous lisez les hebdomadaires. Hier, j'ai découvert un hebdomadaire connu, *L'Express* pour le nommer, qui a fait tout son numéro sur la désillusion du bio, c'est-à-dire qu'actuellement il y a une vague de remise en cause de ce qu'est le bio. Elle est, vous l'avez évoqué

Madame, je pense que c'est important de le redire, l'Europe, on peut critiquer l'Europe, mais sachant en tout cas qu'actuellement, la Commission européenne dans le cadre de la stratégie Farm to fork s'est donnée pour objectif d'atteindre 25 % de terres cultivées en bio d'ici 2030. Il faut savoir aujourd'hui que c'est 8 %. Donc, dans 8 ans, on passera à 30 %. Je pense que les uns et les autres, il faut que l'on se mobilise pour encourager ce passage européen, d'autant plus que j'ai découvert, à l'occasion de ces quelques lectures, que le patron du géant de l'Agrochimie SYNGENTA qui s'appelle Monsieur Éric FYRWALD a publiquement pris la parole dans un quotidien suisse pour demander l'abandon pur et simple du bio. Il y a vraiment une campagne actuellement de *bio-bashing*, et il faut que les uns et les autres en soient quand même très, très vigilants pour précisément éviter de laisser ces propagations se développer. Il y a une concurrence aujourd'hui avec un certain nombre de labels et de pseudo-labels que je n'évoquerai pas qui sont en train de fleurir, mais qu'ils ne représentent pas les garanties de ce qu'en représente le bio. Le bio, je le redis, c'est un cahier de charge, 300 pages, qui encadre l'agriculture biologique avec au moins un contrôle par an. Il n'y a pas de comparaison possible avec des labels pseudo-concurrents, des pseudo-labels. Donc, menons ensemble ce combat, et je pense que déjà aujourd'hui de voter à l'unanimité dans l'enthousiasme l'accueil ici à Bordeaux de ce Congrès européen de la bio, cela serait un signe de dire que la Ville de Bordeaux, son Conseil municipal est particulièrement honoré d'accueillir ce Congrès et de lutter tous ensemble pour la promotion de l'agriculture bio au moment où elle est dénigrée.

Voilà ce que je voulais dire. Normalement, après le rapporteur on ne prend pas le temps de parole, sinon on aura des débats sans fin, mais si c'est pour annoncer. Allez-y Madame FAHMY, mais on ne refait pas le débat. Allez-y Madame FAHMY.

Mme FAHMY

Pardon, mais j'avais appuyé avant votre prise de parole en fait. Je l'ai fait très tardivement, mais je l'ai fait avant votre prise de parole. Donc, si vous le permettez, c'était pour rebondir sur vos propos en plus. Je n'avais pas prévu d'intervenir, mais, en fait, compte tenu des interventions précédentes, je crois que vous l'avez dit, ce Congrès se passe dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne, j'ai entendu parler de Pacte vert, j'ai entendu parler de la politique volontariste de la Ville de Bordeaux. Je crois que c'est aussi l'occasion et je fais un peu écho à vos propos pour rappeler l'action de l'Union européenne dans le domaine de l'écologie, de l'agriculture biologique, des grandes avancées qu'il y a eu en matière européenne. Je crois que la place de l'Union européenne et les avancées dans ce domaine méritent d'être rappelées à chaque occasion surtout pendant une semaine où il y a un vote décisif sur le paquet climat à partir de demain.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci pour votre intervention Madame FAHMY. Qui souhaite intervenir ? Monsieur POUTOU. Pareil, vous avez appuyé avant ? Je ne crois pas Monsieur POUTOU. Si vous pouvez nous faire bref et pas long. Allez-y.

M. POUTOU

Oui, ce sera bref. C'était juste pour vous répondre. En fait, nous, on essaie de dire quelque chose qui nous déplaît, c'est-à-dire on est pour le bio, on n'est pas dans le *bio-bashing*, mais c'est juste cette idée qu'en fait on n'y croit pas dans le sens où c'est un peu comme le logement social dans un monde capitaliste où on sait que c'est largement dominé par le privé et par les promoteurs.

La question du bio, elle est aussi coincée dans une agriculture qui est très productiviste, et nous, ce que l'on essaie de dire c'est que comment faire comme si cela allait bien se passer. Alors, cela ne pourra bien se passer. D'une certaine manière, même le bio, c'est un peu caution de l'agriculture industrielle, c'est montré. Vous regardez, vous voyez, on peut faire du bio, on peut faire sans pesticides, et tout le reste se fait sous les pesticides et sous la pollution, et puis même, y compris sur la remise en cause de la paysannerie.

Là, juste pour vous dire, moi, je suis en train de lire un livre qui s'appelle *Reprendre la terre aux machines*. C'est des collectifs paysans qui justement, évidemment, eux, ils sont pour le bio, mais ils essaient dans le même temps de montrer toutes les limites que cela a, et cela veut dire forcément

remettre en cause l'agriculture industrielle, remettre en cause l'agrochimie, l'agro-industrie, sinon, on ne s'en sort pas, et cela pose le problème de la petite paysannerie qu'il faut redévelopper parce qu'ils ont tout un militantisme de paysans, paysans de gauche, en rupture avec tout cela, et ils essaient de montrer comment ces logiques-là, elles sont catastrophiques, et on ne peut pas les arrêter si on le pose pas clairement.

C'est cela que l'on essaie, nous, de dire. C'est évidemment que l'on pense que tout cela, c'est bien, mais on n'y croit pas dans le système actuel, et on essaie de souligner ces contradictions-là qui font qu'en fait, même vous, vous devez vous en rendre compte, c'est ce que disait Madame ECKERT tout à l'heure. C'est que l'on est un dans un monde où les pesticides dominent la vigne, et puis, on fait comme si à côté de cela. En plus, ce sont les mêmes qui polluent qui sont aussi dans le bio pour pouvoir défendre le bio.

Alors, vous voyez, c'est un peu toutes ces contradictions-là qui font que des fois la crédibilité reste très limitée.

M. LE MAIRE

Là où nous sommes d'accord, Monsieur POUTOU, c'est que le bio n'est pas la solution unique au malaise de notre agriculture. J'ai envie de vous dire, là, vous ouvrez un peu des portes ouvertes bien évidemment. On est d'accord là-dessus, mais là où on diverge, peut-être, Monsieur POUTOU, fondamentalement, c'est que nous, on est optimiste. Nous pensons qu'il faut se battre pied à pied pour précisément promouvoir ce type d'agriculture et notamment l'agriculture bio. Il ne faut pas démissionner. Les vents sont parfois contraires, je le disais, mais il faut en tout cas se battre quotidiennement pour la promotion d'une autre agriculture, et je pense que la formation politique à laquelle j'appartiens est assez reconnue comme ayant des positions très tranchées sur la promotion d'une agriculture nouvelle.

J'ajoute également, je ne l'ai pas dit, pour vous persuader si vous ne l'étiez pas encore, de notre engagement en faveur de l'agriculture bio. Moi, j'ai passé la soirée, une grande partie de la soirée, jeudi soir, à Beychac-et-Caillau pour l'assemblée générale des vignerons bio. Ils m'ont invité à participer à leur assemblée générale. Donc, je serais content d'y être et de vous représenter toutes et tous, pour leur dire : « La Ville de Bordeaux, son Conseil municipal est très préoccupé de la promotion du vin bio sur notre territoire girondin. »

Voilà le message que je passerai. Je crois un peu plus long que cela, mais bon.

Thomas CAZENAVE.

M. CAZENAVE

Oui, merci Monsieur le Maire. Vous avez lancé un appel en disant que vous vouliez au nom de tout le Conseil municipal défendre le bio, et c'est vrai qu'à l'échelle européenne, on peut se féliciter de toutes les avancées, vous ne l'avez pas citée, la taxe carbone aux frontières, enfin, un accord européen à la fin de l'automobile thermique en 2035, le plan d'investissement massif. Oui, vous avez raison de dire, Monsieur le Maire, qu'il y a un vent mauvais qui souffle, un vent mauvais de la désobéissance aux normes que nous avons définies à l'échelle européenne. Le bio en fait partie, et je suis très heureux de vous entendre dire cet après-midi que nous devons faire bloc au niveau européen, et que probablement la transition écologique, nous la réussirons que si nous avançons groupés à l'échelle européenne, et que nous n'avons pas besoin de désobéissance pour cela, mais plutôt de négociation, d'accords et d'investissements. Vous nous aurez toujours à vos côtés quand vous défendrez le projet européen avec nous.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur CAZENAVE. Patrick PAPADATO.

M. PAPADATO

Monsieur le Maire, deux petites choses juste. Je suis assez surpris de l'intervention de Philippe POUTOU qui régulièrement en Conseil de Métropole, prend exemple et va au contact des agriculteurs de la Métropole pour exprimer toutes leurs difficultés. Je rappelle que souvent ces petits

agriculteurs sur la Métropole produisent en bio et en vivent difficilement, et en tout cas, ils continuent malgré la difficulté à promouvoir le bio. Donc, c'est vrai que je suis quand même quelque peu surpris d'entendre qu'ils sont productivistes. En tout cas, ils participent à cette agriculture productiviste que nous dénonçons. Cela, c'est le premier point.

Le deuxième point, attention quand même effectivement, comme l'a dit Monsieur le Maire, au *bio-bashing*. Lors des 20 ans d'Interbio, la Directrice de l'Agence bio a fait une intervention qui était assez intéressante. Cette Directrice, Laure VERDEAU, était intervenue pour dire qu'effectivement il y avait des chiffres qui étaient en baisse pour le bio, mais cela concernait aussi la totalité des produits de l'alimentaire qui était en baisse. Cela veut dire qu'en gros, certains profitent de la baisse du bio pour dire qu'il n'y a que le bio qui baisse. Malheureusement, ce n'est pas que le bio qui baisse, c'est aussi la totalité des produits, notamment des produits frais qui baisse. Donc, il faut regarder avec peut-être cette lunette, avec un peu ce recul pour faire attention quand même au bio-bashing qui est en train de courir parce que la difficulté du bio ce n'est pas que la difficulté du bio, c'est aussi toute la difficulté de la filière alimentaire.

M. LE MAIRE

Merci Patrick. Monsieur CHABAN-DELMAS pour conclure. Monsieur CHABAN-DELMAS, vous avez la parole.

M. CHABAN-DELMAS

Très rapidement, Monsieur le Maire, pour effectivement vous saluer cette délibération et saluer vos propos tout à l'heure disant effectivement que c'est un sujet qui devait être pris à bras-le-corps, et ce, au européen. Au nom du groupe Bordeaux Ensemble, nous soutenons cette délibération, bien entendu, et nous le soutenons en intégralité à 100 %. J'ai regretté de voir que parmi certains de vos soutiens dans la coalition politique, NUP, certains ne partageaient pas ces vues. Donc, je me réjouis de voir que vous, à titre personnel, en tout cas, vous soutenez cette délibération, et vous pouvez y compter sur les bancs et le groupe Bordeaux Ensemble ainsi que le groupe Renouveau Bordeaux à vos côtés.

M. LE MAIRE

Je vous en remercie et je n'aborderai pas d'autres débats. Donc, je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

Annexe : Budget prévisionnel

Dépenses prévisionnelles		Recettes prévisionnelles	
Digitalisation de l'événement (plateforme en ligne...)	15 000 €	Conseil Régional (confirmé)	26 750 €
Location de salle	8 000 €	Autres financements publics	40 000 €
Photographe, décoration et vidéo	4 500 €	dont 5 000€ Ville Bordeaux	
Traduction	6 000 €		
Restauration	28 500 €		
Outils de communication	5 000 €	Autofinancement	15 250 €
Frais de déplacements	5 000 €		
Frais intervenants	10 000 €		
TOTAL dépenses	82 000 €	TOTAL recette	82 000€

DELEGATION DE Madame Delphine JAMET

D-2022/172

Création d'un référent déontologue, référent laïcité et référent de la procédure interne d'alerte éthique. Confirmation. Décision.

Madame Tiphaine ARDOUIN, Conseillère municipale déléguée, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération du 18 décembre 2017¹, le conseil municipal décidait de la création des fonctions de référent déontologue, référent laïcité et référent alerte éthique. A cet effet était également adoptée la procédure interne d'alerte éthique comme l'exigeait la loi Sapin II ².

Cette même délibération décidait que cette triple fonction serait également exercée au profit de Bordeaux métropole et du CCAS et serait rattachée à l'Inspection générale des services (IGS).

Par délibérations concordantes des 22 décembre 2017³ et 14 décembre 2017⁴, Bordeaux métropole et le CCAS décidaient de créer cette triple fonction commune dans les mêmes termes.

Ces dispositions, qui ont pris effet au 1^{er} janvier 2018, ont été complétées par deux lois récentes :

- La loi 3DS du 21 février 2022⁵ rend obligatoire la création d'un droit des élus à consulter un référent déontologue.

Ainsi le référent déontologue poursuivra ses missions de conseil et assistance aux agents publics et aux élus pour répondre à leurs obligations déontologiques en toute indépendance et confidentialité.

- La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a élevé au rang législatif la désignation d'un référent laïcité, précédemment issue de la circulaire du 15 mars 2017 et en a défini les missions suivantes :

- Il apporte aux chefs de service et aux agents publics tout conseil utile relatif à la mise en œuvre du principe de laïcité, notamment par l'analyse et la réponse aux sollicitations de ces derniers portant sur des situations individuelles ou sur des questions d'ordre général.
- Il assure une mission de sensibilisation des agents publics au principe de laïcité en diffusant au sein de l'établissement de l'information relative au respect du principe de laïcité. A cette fin, il peut concevoir et proposer tout document, guide... Il contribue aux actions de sensibilisation et de formation.
- Il est chargé de l'organisation de **la journée laïcité le 9 décembre** de chaque année.
- Il peut être sollicité en cas de difficulté dans l'application du principe de laïcité entre un agent et des usagers du service public.
- Il doit établir un **rapport annuel d'activités**, transmis simultanément à l'organe délibérant et au préfet de département.

Ces fonctions s'exercent sous réserve de la responsabilité et des prérogatives du chef de service comme pour toutes les saisines du référent déontologue.

1 Délibération D-2017/510 du 18 décembre 2017 : création d'un référent déontologue, référent laïcité et référent de la procédure interne d'alerte éthique

2 Loi 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie, droits et obligations des fonctionnaires.

3 Délibération 2017-798 du 22 décembre 2017 de Bordeaux métropole

4 Délibération 2017/159 du 14 décembre 2017 du CCAS

5 Loi 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale.

Le Conseil municipal de la ville de Bordeaux

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ;

Vu la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, confortant le respect des principes de la République ;

Vue la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le décret n°2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2021-1802 du 23 décembre 2021 relatif au référent laïcité dans la fonction publique ;

Vu les délibérations concordantes de Bordeaux métropole en date du 22 décembre 2017 (2017-798), de la ville de Bordeaux, en date du 18 décembre 2017 (D 2017/510) et du CCAS en date du 14 décembre 2017 (2017/159) décidant la création d'un référent déontologue, référent laïcité et référent alerte éthique commun aux trois entités ;

Vu l'avis du comité technique de la ville de Bordeaux en date du 12 mai 2022, de Bordeaux Métropole en date du 14/04/2022 et des comités techniques du CCAS en date du 10 juin 2022 et 24 mai 2022 ;

Vu les délibérations concordantes de Bordeaux métropole en date du 20 mai 2022 et du CCAS en date du 16 juin 2022 ;

Entendu le rapport de présentation

Considérant

- qu'il y a lieu de confirmer les fonctions du référent déontologue auprès des élus et ses missions de référent laïcité.

Décide

Article 1 : De confirmer la fonction de référent laïcité, également référent déontologue et référent alerte éthique, commun à Bordeaux Métropole, la Ville de Bordeaux et au CCAS.

Cette fonction reste placée auprès de l'Inspection générale des services (IGS) de Bordeaux Métropole, conformément à la délibération D-2017/510 du 18 décembre 2017.

Article 2 : A cet effet, l'arrêté de désignation sera pris par l'autorité territoriale.

Article 3 : Au vu du bilan d'activité annuel, la contrepartie financière de la ville/CCAS pourra être reconsidérée.

ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Mme GARCIA

Dans la délégation de madame Delphine JAMET, délibération 172 : Création d'un référent déontologue, référent laïcité et référent de la procédure interne d'alerte éthique. Je pense que c'est Madame ARDOUIN qui présente cette délibération.

M. LE MAIRE

Madame ARDOUIN a la parole.

Mme ARDOUIN

Cette délibération a pour objet la confirmation de la fonction de référent déontologue dont la mission a été élargie aux élus le 21 février 2022 ainsi que la fonction de l'alerte éthique. Elle a aussi pour objet la désignation d'un référent laïcité suite à la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République. Un arrêté de désignation sera pris dans les prochains jours. S'il y a des questions.

M. LE MAIRE

Merci Tiphaine. Madame ECKERT a la parole.

Mme ECKERT

Oui, je prends toujours la parole au nom du collectif Bordeaux en luttés pour expliquer pourquoi nous voterons pour cette délibération. C'est bien malgré moi que j'étais amenée à saisir le dispositif mis à disposition des agents de la mairie et qui permet, je cite, « de signaler ou de révéler un dysfonctionnement grave, des actes frauduleux au sein de sa collectivité ou d'un établissement public. »

Dans l'affaire de la placardisation supposée que j'aurais subie en tant que collaboratrice de Philippe POUTOU, Evelyne CERVANTÈS et de mon collègue Nordine RAYMOND, c'est vers ce dispositif que je me suis d'abord tournée, et j'ai pu en constater l'efficacité. J'ai d'abord eu un entretien téléphonique avec une psychologue qui a su me persuader de me rapprocher de mon médecin traitant pour qu'il constate l'état dépressif dans lequel je me trouvais suite à cette situation inédite pour moi. À la suite de cet entretien, j'ai pu avoir un rendez-vous en présentiel avec une psychologue qui m'a longuement reçue. Au-delà du soin pris à ma santé mentale, c'est grâce à ce dispositif que j'ai pu bénéficier de conseils juridiques pertinents qui ont été autant d'éléments utiles à l'avocat que j'ai chargé de rédiger la plainte contre mes anciens employeurs et mon collègue. Cette écoute, cette attention, la garantie de l'anonymat, tout cela fonctionne et permet réellement aux agents de pouvoir faire face à un rapport de subordination déficient.

Il apparaît donc au collectif Bordeaux en luttés nécessaire, indispensable de soutenir et étendre ce dispositif, de mieux le faire connaître auprès des agents afin que ceux-ci sachent qu'ils peuvent être accompagnés face à des difficultés professionnelles qui n'ont rien d'inéluctable.

Enfin, nous aimerions savoir s'il serait possible de participer en amont et activement à la préparation de la Journée de la laïcité du 9 décembre prochain.

Merci de votre réponse.

M. LE MAIRE

Merci Madame ECKERT. On va passer la parole à Monsieur POUTOU. Donc, Bordeaux en luttés répond à Bordeaux en luttés. Monsieur POUTOU, vous avez la parole.

M. POUTOU

Non, ceci n'est pas une réponse. On est sur un tout autre sujet en fait. Notre positionnement contre cette délibération n'a rien à voir avec l'histoire qui nous oppose à Myriam ECKERT, et qui d'ailleurs, devrait se dérouler en justice. Donc, je pense que l'on n'a pas besoin d'en parler trop là.

On va vous expliquer notre positionnement politique contre cette délibération parce qu'en fait, cette délibération, c'est l'application de lois votées dans le contexte des attentats terroristes, on le rappelle. Ce sont les gouvernements HOLLANDE, puis MACRON qui ont mis en place toute une batterie de mesures afin de surveiller les associations culturelles musulmanes notamment qui ont entre autres

amené la loi séparatisme de 2021. Celle-ci vise en particulier à doter les collectivités d'un référent laïcité, autrement dit d'un fonctionnaire. Le décret 2 décembre 2021 parle de préférence d'un magistrat ou d'un militaire qui a vocation à se substituer aux élus pour donner une analyse sur les politiques menées par les collectivités, par exemple, sur l'application du « contrat d'engagement républicain » que les associations culturelles doivent désormais signer pour obtenir des subventions.

S'il s'agit bien d'un contexte général dans lequel on a bien reconnu la droite bordelaise qui avait dès 2017 voulu doter Bordeaux de son référent laïcité avant même d'y être obligé par MACRON et DARMANIN, une décision que l'actuelle majorité donc demande par cette délibération de conforter en la mettant à jour conformément aux principes de la loi séparatisme. D'ailleurs, on peut s'interroger sur le fait que les élus ELV et PS de la majorité appliquent une loi alors qu'ils sont censés soutenir le programme de la NUP qui prévoit l'abrogation de la loi séparatisme. Comme il semble logique lorsque l'on milite pour l'abrogation d'une loi de commencer par ne pas la mettre en pratique. Donc, on s'interroge aussi sur ce positionnement-là.

Concernant la laïcité, nous soulignons qu'il y aurait beaucoup à faire en la matière. Par exemple, en revenant sur le démembrement de la loi de 1905 et qui permet, voire impose, aux municipalités de financer sur de l'argent public l'enseignement catholique et que l'on est prêt à donner un coup de main en s'opposant au vote de ces crédits anti laïcs-là, mais qu'il s'agit en l'occurrence de détourner donc et aussi d'affaiblir le combat laïc pour en faire un combat raciste, uniquement dirigé contre les associations culturelles musulmanes. Ce que l'on voit de l'application de la loi de 2021 le démontre. Nulle part, elle ne sert à remettre en cause les subventions considérables qui alimentent les associations culturelles catholiques qui organisent l'enseignement privé, mais elles servent toujours et uniquement à s'attaquer aux seules associations musulmanes. Pour nous, ces lois constituent un danger car ce type de mesure met progressivement en place des moyens d'exception qui pourraient être utilisés à des fins dramatiques par l'extrême droite si un jour elle arrive au pouvoir.

M. LE MAIRE

Là où on diffère aussi c'est que nous, on est optimiste. On n'arrivera jamais au pouvoir Monsieur POUTOU.

M. POUTOU

On espère aussi.

M. LE MAIRE

Delphine, est-ce que tu veux répondre ? Non, d'abord, il y a Madame DELATTRE qui a demandé la parole. Je propose que Madame DELATTRE s'exprime.

Mme DELATTRE

Juste répondre que je ne peux que saluer la collectivité qui met en places une loi qui a été votée sur des fondements qui étaient nécessaires. Quand j'entends effectivement que cette loi n'est là que pour empêcher des subventions à des associations musulmanes, c'est du grand n'importe quoi. C'est-à-dire qu'effectivement c'est de la stigmatisation. C'est vrai que nous avons eu un débat sur les problèmes islamistes, mais les islamistes ne sont pas les musulmans. Donc, je trouve très graves les propos qui sont tenus dans cet hémicycle. Moi, je salue effectivement le référent laïcité. Il y a des besoins. La laïcité, ce n'est pas de l'anti-islamiste, ou en tout cas l'antimusulman. La laïcité, elle s'oppose à... C'est effectivement tous les fondements de la loi de 1905, c'est de pouvoir être libre d'exercer un culte, mais effectivement à un certain moment, il y a des règles qu'il faut respecter. Je sais bien que les règles à respecter, ce n'est pas votre fort, Monsieur POUTOU, mais je pense que ces propos ne doivent pas être tenus dans un hémicycle d'une collectivité, les propos que vous tenez. Je trouve cela inadmissible, et moi, je ne peux que saluer ce qui fait et ce qui nous est proposé dans cette délibération.

M. LE MAIRE

Merci Madame DELATTRE. Delphine JAMET.

Mme JAMET

Dans cette délibération, il y a déontologie, éthique et laïcité, c'est-à-dire que l'on a les trois qui vont

ensemble : le référent déontologue et laïcité métropolisée, on va dire, service commun, pour le coup. C'est un travail énorme et notamment d'accompagnement des élus. Je tiens à le dire ici parce que quand on est arrivé, toutes les questions de déclaration d'intérêt, toutes les questions de déclaration de revenus, toutes les questions de savoir est-ce que l'on est en conflit d'intérêt ou pas, ce n'est pas si simple que cela à gérer. Donc, c'est quelque chose de fondamental pour nous les questions de laïcité au sein de l'administration aussi. C'est-à-dire qu'il pourrait être saisi par un administré ou par un fonctionnaire sur des questions de laïcité et savoir qu'est-ce que l'on applique là ou pas parce qu'il y a une loi sur la laïcité qu'il faut appliquer dans tous les sens du terme, c'est-à-dire que ce soit pour n'importe quel culte. Donc, là, c'est bien effectivement, je suis d'accord avec Madame DELATTRE dans le sens d'une laïcité pour tous les cultes. Je pense que ce référent déontologue et laïcité fait bien d'exister, et je me réjouis que l'on puisse l'avoir pour la Ville de Bordeaux. Je me réjouis que ce déontologue ait été mis bien avant effectivement au sein de la Ville de Bordeaux parce que c'est quelque chose de très important. N'importe quel agent peut le saisir, mais vraiment, et je pense que c'est important que nos agents puissent saisir et que les élus puissent saisir ce service-là.

Par ailleurs, je voudrais rajouter qu'il y a un rapport qui vous a été diffusé, et que le rapport, il vous sera diffusé chaque année. Nous, on n'est pas obligé de le passer en Conseil municipal. Donc, on vous le diffusera. Il est passé en Comité technique. C'était important de le préciser.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Typhaine ARDOUIN pour conclure rapidement.

Mme ARDOUIN

Je vais juste amener une réponse à la question de la préparation de la Journée du 9 décembre. C'était pour vous dire effectivement que le référent déontologue est autonome dans la préparation de ces journées-là. Par contre, on pourra toujours lui faire part de votre souhait de contribuer à la préparation de cette journée, mais elle est complètement organisée par eux.

M. LE MAIRE

Merci Tiphaine. Je mets aux voix cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.
Madame la secrétaire de séance.

D-2022/173

Concession de services - Mise à disposition, installation, maintenance, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de la Ville de Bordeaux

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux a conclu le 3 septembre 2008, avec la société JC DECAUX, un marché public ayant pour objet la mise en place, la gestion, l'entretien et la maintenance de mobiliers urbains pour l'information et la publicité.

Compte-tenu de l'échéance de ce contrat au 30 septembre 2022, une procédure de mise en concurrence, en application des dispositions légales et réglementaires de la troisième partie « Concessions » du Code de la commande publique et des règles applicables aux contrats de concession du Code général des collectivités territoriales (CGCT), a été lancée sous une forme « ouverte ».

Enjeux de la nouvelle concession

Cette nouvelle procédure aura non seulement permis un renouvellement du service, mais également la détermination de nouvelles orientations telles que notamment :

- La diminution de l'affichage avec notamment la suppression des panneaux 8m² à l'intérieur et sur les boulevards, passant de 70 à 28 panneaux ;
- Un maillage territorial optimisé avec une bonne répartition des panneaux d'information et colonnes sur l'ensemble du territoire et la prise en considération des nouveaux quartiers ;
- L'interdiction d'implanter des panneaux d'information publicitaire dans un rayon de 100 mètres autour de l'entrée des écoles maternelles et primaires ;
- L'interdiction d'implanter des panneaux d'information publicitaire dans le secteur sauvegardé de Bordeaux, seule la communication institutionnelle y étant autorisée ;
- 50% du temps d'affichage dédié à l'information institutionnelle de la Ville sur l'ensemble du réseau ;
- L'interdiction de la publicité numérique et/ou animée ;
- L'extinction des mobiliers entre 23h et 7h ;
- L'intégration de la notion de cycle de vie du mobilier urbain, de la limitation de l'impact carbone, et donc de l'utilisation de mobiliers reconditionnés ;
- L'intégration de véhicules non carbonés pour les opérations d'affichage, de maintenance et d'entretien ;
- La mise en conformité de l'occupation du domaine public au regard de la sécurité routière, des cheminements piétons et le versement de la redevance d'occupation due à Bordeaux métropole ;
- Un engagement pour la lutte contre les discriminations et en faveur de l'égalité Femme-Homme ...

La future concession de services d'une durée de 6 ans, a pour objet la mise à disposition, l'installation, la maintenance, l'entretien et l'exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de Bordeaux, soit :

- 239 panneaux d'information double face rétroéclairés, format 2m², destinés à recevoir de l'information municipale et de l'affichage publicitaire ;
- 20 panneaux d'informations, format 2m², pour usage de signalétique et donc non publicitaire ;
- 40 panneaux d'informations mobiles, donc non publicitaire, format 2m² ;
- 28 panneaux d'information double face rétroéclairés, format 8m², destinés à recevoir de l'information municipale et de l'affichage publicitaire et situés uniquement en « extra-boulevards » ;
- 10 colonnes d'affichage dédiées à la communication culturelle.

Au titre de cette concession, le concessionnaire est responsable du fonctionnement du service et l'exploite à ses risques et périls.

En outre, ce contrat de concession permet :

- Le contrôle du concessionnaire par le concédant ;
- D'encadrer l'exécution de ce contrat et de ces nouveaux objectifs par l'application de pénalités en cas de non-conformité constatée dans l'exécution des prestations contractuelles.

Les missions confiées au concessionnaire sont les suivantes :

- Procéder à la fourniture, la mise à disposition, la mise en place (pose et dépose en cas de déplacement et en fin de contrat) et stockage (panneaux d'information mobiles notamment) ;
- Procéder à l'affichage institutionnel pour le compte de la Ville de Bordeaux ;
- Procéder à toutes les interventions techniques nécessaires à leur gestion (nettoyage, entretien, maintenance, déplacements, scellements et remise en état de la voirie...).

Déroulé de la procédure

Le détail du déroulement de la procédure est présenté dans le rapport du Maire.

Trois candidats ont remis une offre régulière :

Candidat	Identification du candidat
CLEAR CHANNEL France	Candidature individuelle – Société par action simplifiée au capital de 179 510 766 € détenue à 100% par CLEAR CHANNEL European Holdings SAS
JC DECAUX France	Candidature individuelle avec déclaration d'un opérateur économique : JC DECAUX SA - Société anonyme au capital 8 241 669 € détenue à 100% par la société JC DECAUX SA
PHILIPPE VEDIAUD PUBLICITE	Candidature individuelle - SARL au capital de 4 006 000 euros détenue à 99,85% par M. Philippe Vediaud.

Après analyse des offres initiales remises par les trois candidats, la commission de concessions a émis un avis favorable à l'invitation des trois candidats aux négociations, lors de sa séance du 20 janvier 2022.

Au regard de cet avis et de l'analyse des offres initiales, le Maire de Bordeaux a décidé d'engager des négociations avec les trois candidats.

Madame Delphine JAMET, adjointe au Maire en charge de l'Administration générale, de l'évaluation des politiques publiques et de la stratégie de la donnée, a été désignée par le Maire de Bordeaux pour assurer la présidence des réunions de négociation selon les instructions et sous la responsabilité de ce dernier.

La phase de négociation s'est déroulée sur une période de deux mois à compter du 7 février 2022 et a été organisée en deux tours. Au terme des négociations, les candidats ont été invités à remettre une offre finale au plus tard le 5 avril 2022 à 16h00.

Les candidats ont chacun remis une offre ultime avant la date et l'heure fixées.

Analyse des offres finales

Conformément aux dispositions du règlement de consultation, les offres ont pu être analysées et évaluées selon les critères pondérés suivants :

Critères et Sous-Critères	Pondérations	Sous-pondérations
<p>1 - VALEUR TECHNIQUE La notation du critère est appréciée sur la base de la décomposition suivante :</p> <p>1.1 – Qualité technique des mobiliers urbains proposés et intégration dans l’environnement (design et esthétique) <i>Jugé sur la notice n°10 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p> <p>1.2 - Qualité de l’organisation et de la méthodologie d’installation des Mobiliers urbains : délais et planning de déploiement, processus de pose, gestion technique du parc de mobiliers urbains <i>Jugé sur la notice n°9 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p> <p>1.3 - Qualité des modalités d’entretien et maintenance préventive et curative (délais, méthode...) <i>Jugé sur la notice n°9 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p> <p>1.4 - Qualité et pertinence du maillage du territoire au regard du plan prévisionnel d’implantation des mobiliers urbains proposé par le candidat <i>Jugé sur la notice n°1 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p>	35%	5% 15% 10% 5%
<p>2. FLUX FINANCIERS IMPACTANT LE CONCEDANT</p> <p>La notation du critère est appréciée sur la base du montant de la redevance d’exploitation minimale garantie versée au Concedant <i>Jugé sur la notice n°2 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p>	30%	
<p>3. QUALITE DE L’ENGAGEMENT DU CANDIDAT EN FAVEUR DE L’ECOLOGIE ET DU CLIMAT La notation du critère est appréciée sur la base de la décomposition suivante :</p> <p>3.1- Performance énergétique du parc de mobiliers urbains et recours aux énergies renouvelables <i>Jugé sur la notice n°11 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p> <p>3.2 - Démarche environnementale (produits d’entretien utilisés, mode d’impression, papier recyclé et recyclable, mobilité décarbonée...) <i>Jugé sur la notice n°11 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p> <p>3.3 - Proportion de mobiliers reconditionnés mis à disposition et installés (30% minimum) <i>Jugé sur la notice n°11 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p>	25%	10% 10% 5%
<p>4. QUALITE ET PERTINENCE DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET LA PROMOTION DE L’EGALITE FEMMES/HOMMES <i>Jugé sur la notice n°12 définie à l’Annexe 4 du RC</i></p>	05%	s/o
<p>5. PERTINENCE DU MONTAGE FINANCIER ET NIVEAU DES ENGAGEMENTS JURIDIQUES La notation de ce critère comprendra le montage financier, les prix indiqués au BPU et le degré d’acceptation par les candidats du projet de contrat. <i>Jugé sur les notices n°2, 3 et 7 définies à l’Annexe 4 du RC</i></p>	05%	s/o

Le rapport du Maire détaille les motifs du choix et l’économie générale du contrat tel que négocié avec l’attributaire pressenti.

Les offres finales se sont révélées être de très bonne qualité.

A l’issue de l’analyse, l’offre présentée par la société JC DECAUX FRANCE a obtenu la note de 87/100 et constitue la meilleure offre au regard de l’avantage technico-économique global pour l’autorité concédante apprécié sur la base des critères susmentionnés.

Au regard de ce qui précède, Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de retenir l'offre du candidat JC DECAUX FRANCE, société avec laquelle a été finalisé un projet de contrat.

Une société dédiée créée par le candidat se substituera à ce dernier pour l'exécution du contrat de concession.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser le Maire de Bordeaux à :

- Approuver le choix de la société JC DECAUX France en tant que concessionnaire du service de mise à disposition, installation, maintenance, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de la Ville de Bordeaux ;
 - Approuver le contrat et ses annexes, à conclure avec la société JC DECAUX France pour une durée de six ans ;
 - Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant dûment habilité à cet effet, à signer ledit contrat de concession et ses annexes ainsi que les toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
 - Imputer les dépenses versées et les recettes perçues par la Ville de Bordeaux, dans le cadre de l'exécution du présent contrat, sur le budget principal de l'exercice budgétaire correspondant :
- En recette sur Programme P 042 O 003 sur la nature analytique 653- 70323 redevance d'occupation du domaine public – 68.

ADOpte A LA MAJORITE

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
VOTE CONTRE DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Délibération 173 : Concession de services – Mise à disposition, installation, maintenance, entretien et exploitation commerciale de mobiliers urbains publicitaires et non publicitaires sur le territoire de la Ville.

M. LE MAIRE

Delphine JAMET a la parole.

Mme JAMET

La Ville de Bordeaux avait conclu un marché public avec la société JC DECAUX en 2008 sur la question du mobilier urbain dans la ville, et ce marché public est arrivé à échéance. Donc, conformément à la loi, il a été décidé de faire une concession, et donc, toute concession doit passer par le Conseil municipal pour attribuer cette concession. Il s'agit d'une concession de six ans avec des règles qui ont été mises dans cette concession, et notamment sur la question de la diminution de l'affichage, et qui passe notamment par la suppression de tous les panneaux, 8 m², à l'intérieur du boulevard et sur les boulevards, par l'interdiction d'implanter des panneaux d'information publicitaires dans un rayon de 100 m autour d'une entrée d'écoles maternelles et primaires, par un temps d'affichage dédié à l'information municipale de 50 %, et je parle bien du temps d'affichage, ce qui est important, avant, c'était à peu près un tiers, l'interdiction de la publicité numérique et animée, l'extinction des mobiliers urbains entre 23 heures et 7 heures du matin, du mobilier urbain reconditionné. Je tiens à dire qu'ayant participé aux négociations avec trois prestataires dans le cadre de cette concession que l'on a challengé les concessionnaires potentiels sur toutes ces questions environnementales notamment et d'impact environnemental et notamment sur la question du recyclage du mobilier urbain, et d'avoir du mobilier urbain reconditionné.

Aujourd'hui, on vous demande d'attribuer cette concession à JCDECAUX, mais des prestataires étaient allés très loin aussi dans ce niveau de réutilisation de mobiliers urbains. Je tiens à le signaler parce que cela montre que quand on challenge, on peut arriver à faire bouger beaucoup d'entreprises et des grosses entreprises sur ce genre de sujet. Donc, aujourd'hui, on va voir une réduction de plus de 80 % de l'impact énergétique de ces mobiliers urbains. Cette extinction est quand même importante en termes de luminosité dans la ville aussi. Donc, je tenais à le signaler. Bien sûr, l'entretien de tous ces urbains se font en véhicules décarbonés, soit en vélo, soit en véhicule électrique.

Puis, je voulais quand même dire aussi parce qu'il est important, c'est la mise en conformité ce n'est pas négligeable, l'occupation du domaine public au regard de la sécurité routière parce qu'il y avait pas mal de panneaux aujourd'hui qui n'étaient pas réglementaires en termes de sécurité routière et notamment de cheminements piétons aussi, et le versement de la redevance d'occupation du domaine public à Bordeaux Métropole car ce n'était pas le cas jusqu'à présent.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Je te remercie pour le travail important que tu fournis sur ces sujets qui ne sont pas des sujets faciles, qui sont des sujets souvent techniques et dans lesquels tu t'investis. Je tiens à profiter de cette occasion pour t'en remercier.

Qui souhaitent également remercier Delphine ? Madame ECKERT, vous avez la parole.

Mme ECKERT

Oui, je prends la parole au nom du collectif Bordeaux en luttés, collectif qui votera contre cette délibération. Nous souhaiterions la mise en place d'une régie publique de l'information qui se chargerait de gérer la publicité dans l'espace bordelais. Pourquoi ? D'abord, bien évidemment parce que la manne financière que représentent les bénéfices liés à la publicité seraient plus utiles si elle était reversée dans les caisses de la mairie plutôt que dans les poches d'une entreprise libérale, voire ultralibérale en ce qui concerne JC DECAUX. Ensuite, parce que cela permettrait la création d'emplois pérennes et offrirait de meilleures conditions de travail aux employés devenus agents municipaux. Enfin, cela permettrait d'avoir un plus grand contrôle sur le contenu même des produits affichés dans notre ville, produits et propagande, que nous souhaitons respectueuse autant de l'humain que de la nature et de l'environnement. Aucune publicité sexiste, raciste, validiste, mais aussi aucune publicité

promouvant des produits polluants comme la Ville d'Amsterdam s'est engagée à le faire. Nous souhaiterions vous voir la rejoindre dans cette volonté de stopper la propagande de tous ces produits manufacturés qui, d'une façon ou d'une autre, nous empoisonnent.

Enfin, à propos du mobilier urbain, plusieurs maraudes nous ont signalés une recrudescence de dispositifs anti-SDF dans l'espace bordelais. Nous tenons attirer votre attention sur cette situation afin que vous puissiez y remédier. Plutôt que de mettre en place des stratégies pour chasser les sans-abri de nos rues, nous préférierions que l'argent des publicités serve à les reloger, ou soit en partie redirigé vers les associations qui leur viennent concrètement en aide.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci Madame ECKERT. Monsieur POUTOU.

M. POUTOU

On s'abstient sur la délibération. On aurait pu voter pour parce que l'on voit bien que cela va, à notre avis, dans le bon sens. Justement, après, on se dit qu'une fois que le boulot est commencé, c'est-à-dire restreindre, limiter la publicité, limiter les espaces et même pas d'un point de vue pollution visuelle, mais aussi d'un point de vue de gaspillage d'énergie, et notamment pour les panneaux lumineux. Après, on se dit : « Pourquoi ne pas aller plus loin ? Est-ce qu'il était vraiment impossible de mettre en place l'interdiction de la publicité ou même d'aller plus loin comme disait Myriam ECKERT sur la question des entreprises polluantes ou des entreprises bancaires, enfin, de tout ce qui pourrait être des principes de bases sur lesquels on pourrait avoir l'envie de ne pas avoir de publicité dans les murs de la Ville ? ». Et là, par exemple, ce n'est pas lié au contrat avec JC DECAUX, mais place de la Bourse, la grande pub BOUYGUES, iPhone, si cela n'était pas, cela serait mieux. Après, on comprend bien qu'il y a les histoires de recettes, qu'il faut de l'argent pour..., mais on peut aussi avoir des principes et se dire que ce serait tellement mieux s'il n'y avait pas ces publicités-là. On reconnaît que cela va dans le bon sens. Pour nous, en tout cas, cela va dans un bon sens, mais on s'abstient parce que l'on pense qu'il y avait là aussi la possibilité d'aller beaucoup plus loin, et d'être beaucoup plus catégorique sur les interdictions de publicité.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur POUTOU. Delphine JAMET.

Mme JAMET

Je voudrais juste dire que dans le contrat, il y a une clause justement qui permettra potentiellement de revenir en régie si nous souhaitons à l'issue du contrat dans six ans parce qu'il y a une clause de rachat du mobilier. C'est-à-dire qu'aujourd'hui si on avait dû racheter tout le mobilier urbain, cela nous aurait coûté énorme, très cher. Donc, là, à l'issue du contrat, en fait, comme le mobilier sera amorti, cela sera beaucoup plus soutenable pour la Ville si jamais nous souhaitions effectivement revenir en régie. Donc, cela laisse cette possibilité à l'issue du contrat de six ans. Je rappelle qu'avant c'était un marché qui était quand même de plus de 15 ans. Ce qui n'est pas négligeable. Donc, depuis 2008, le marché de 12 ans, pardon. Ce n'est pas négligeable, et à l'issue de ces six ans, on pourra récupérer potentiellement ces mobiliers urbains. Donc, cela, c'est vraiment important, et les scellements aussi qui sont liés. Je tiens à le préciser.

Concernant le choix des publicités qui sont mises en avant, effectivement, le problème c'est une question de législation nationale. Si on pouvait légiférer au niveau national, cela aiderait, mais on a quand même un regard sur certaines, pas toutes, sur certaines. Donc, voilà, mais une régie permettrait effectivement, pour le coup, de pallier ce genre de sujet.

Autre sujet, c'est qu'aujourd'hui, on a une concession qui va nous ramener 1,4 millions d'euros alors que l'on diminue le nombre de panneaux. Donc, on perd très peu par rapport à ce qui a été fait avant en termes de finances publiques. Je pense que l'on peut s'en féliciter en termes de négociation. Les opérateurs voulaient vraiment venir travailler à Bordeaux pour justement montrer qu'ils étaient capables de faire autre chose. Je pense que cela va dans le bon sens. On pourra aller plus loin plus

tard, mais en tout cas, on va déjà assez loin aujourd'hui, je pense.

M. LE MAIRE

Jean-Baptiste THONY veut rajouter quelque chose brièvement après le rapporteur.
Allez, Jean-Baptiste.

M. THONY

Très brièvement. Ce n'est pas pour lancer un débat, c'est juste pour rebondir sur ces actions pour limiter la publicité, juste pour vous rappeler, pour le dire à ceux qui ne le savent pas que de la Ville de Bordeaux est lauréate de l'expérimentation Oui Pub qui vise à inverser la logique du stop pub dans les boîtes aux lettres. Cela va aussi dans cette logique-là de réduire la place et le pouvoir de la publicité. Donc, à partir du 1^{er} septembre, la distribution des publicités dans les boîtes aux lettres sera interdite sur toute la Ville de Bordeaux, à l'exception des boîtes aux lettres qui seront munies d'un autocollant Oui Pub qui sera disponible gratuitement aux mairies de quartier.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci Jean-Baptiste de cette information. Je mets aux voix cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

D-2022/174

Création d'un comité social territorial (CST) commun pour la Ville de Bordeaux et le CCAS de Bordeaux

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Préambule

La Loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a créé une nouvelle instance dénommée comité social territorial (CST), né de la fusion des actuels comités techniques (CT) et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Les dispositions relatives à l'organisation, à la composition et aux élections des CST entrent en vigueur en vue du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique, à savoir lors du scrutin du 8 décembre 2022.

Un comité social territorial CST doit être créé dans chaque collectivité d'au moins 50 agents.

Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (FSSCT) est obligatoirement créée au sein du Comité social territorial (CST), au-delà d'un seuil d'effectif fixé à 200 agents.

Un comité social territorial (CST) unique peut être créé lorsque les conditions d'emploi des agents de la collectivité et des établissements rattachés participent du traitement d'enjeux communs.

Les conditions d'emploi des agents de la Ville de Bordeaux et du Centre communal d'action sociale (CCAS) de Bordeaux étant proches et les effectifs fusionnés étant supérieur à 2 000 agents au 1^{er} janvier 2022, il apparaît pertinent de disposer d'un comité social territorial (CST) unique pour la Ville de Bordeaux et du CCAS de Bordeaux.

Cette organisation permettra de garantir une politique RH homogène à la Ville et au CCAS, et de simplifier considérablement le fonctionnement des instances. Un CST commun c'est la garantie d'une politique salariale unique et d'un traitement permanent des agents de la Ville et du CCAS sur un pied d'égalité.

En effet, la Ville et le CCAS sont amenés aujourd'hui à adopter dans deux instances distinctes des rapports souvent identiques, ce qui retarde leur mise en œuvre effective, au détriment des agents des deux entités. La création d'un CST unique participe également du sentiment d'appartenance commun des agents qui travaillent au service d'un même territoire et de ses habitants.

En vigueur dans de très nombreuses communes, le CST commun n'empêche pas que soient prises en considération les spécificités des métiers du CCAS, comme cela est fait actuellement au CT de la Ville pour les métiers très divers des filières culturelle, sportive, police, sanitaire et sociale etc...

Les comités techniques compétents de la Ville de Bordeaux et du CCAS ont été consultés sur ce principe de création d'un comité social territorial (CST) commun pour

la Ville de Bordeaux et le CCAS de Bordeaux.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

VU le Code général de la fonction publique,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique.

VU l'avis du Comité technique de la Ville de Bordeaux,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QU'Il appartient au Conseil municipal de se prononcer :

- Sur la création d'un comité social territorial (CST) commun pour la Ville de Bordeaux et le CCAS de Bordeaux.

DECIDE

- De créer un comité social territorial (CST) commun pour la Ville de Bordeaux et le CCAS de Bordeaux à compter du 1^{er} janvier 2023.

ADOpte A LA MAJORITE

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX ENSEMBLE (à l'exception de Monsieur Marik FETOUH)

ABSTENTION DU GROUPE RENOUVEAU BORDEAUX

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

VOTE CONTRE DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Délibération 174 : Création d'un comité social territorial (CST) commun pour la Ville de Bordeaux et le CCAS de Bordeaux.

M. LE MAIRE

Delphine JAMET a la parole.

Mme JAMET

Il vous est proposé dans cette délibération, conformément à la loi de transformation de la Fonction publique 2019 de créer le Comité social territorial en remplacement du Comité technique et comité d'hygiène et de sécurité, et à l'occasion des discussions que nous avons pu avoir, nous avons souhaité fusionner le futur CST de la Ville de Bordeaux avec le CST du CCAS de la Ville de Bordeaux, sachant que l'on a des services qui sont extrêmement fusionnés, mutualisés, et un grand nombre de dossiers qui traitaient de façon commune entre anciennement CT et CHSCT de la Ville et du CCAS.

Par ailleurs, il faut aussi savoir que dans le cadre de cette fusion, je pense très sincèrement qu'il en va de l'intérêt général notamment des agents du CCAS afin d'avoir une politique publique RH très clairement homogène entre nos deux entités.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Qui souhaite intervenir ? Pascale BOUSQUET-PITT.

Mme BOUSQUET-PITT

Message que je veux porter au nom du groupe socialiste sera simple et court. Nous soutenons le regroupement des comités sociaux et territoriaux du CCAS et de la Ville de Bordeaux. Cette fusion permettra une harmonisation des politiques RH entre la collectivité, le CCAS et facilitera le fonctionnement de ces instances. Nous soutenons également l'adoption du vote électronique pour les élections professionnelles qui, nous l'espérons, permettra de faciliter l'organisation et la participation au scrutin. Cependant, nous nous sommes abstenus sur la délibération relative à la composition des instances consultatives. En effet, le CST de la Ville compte aujourd'hui 8 sièges, celui du CCAS, 4, soit un total de 12 sièges. Si nous avons pris acte de cette délibération, que cette délibération ne fait pas baisser les moyens dévolus aux syndicats, au contraire, plus de 2 600 heures, nous regrettons que la représentation de la future instance fusionnée reste établie à 8 sièges. Nous aurions pu envisager une représentation plus importante pour éviter ou limiter cette diminution puisque le nombre d'agents représentés permet d'aller jusqu'à 15 sièges.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci. Thomas CAZENAVE.

M. CAZENAVE

Merci Monsieur le Maire. La loi dite Dussopt de 2019, elle porte le principe que vous mettez en œuvre de simplification du dialogue social, et c'est vrai que l'on ne peut que constater que parfois il est complexe, tortueux, répétitif. Donc, l'idée de la loi Dussopt, effectivement, c'est la simplification, mais la loi Dussopt porte, elle aussi, une deuxième ambition en matière de dialogue social. C'est la déconcentration, c'est-à-dire nourrir un dialogue social en proximité. On a eu cet échange en commission, et je dois dire qu'au nom de notre groupe, on est toujours un peu interrogatif sur cette décision. Pourquoi ? Soit, on considère que l'on a deux entités distinctes d'une certaine manière, les services de la Ville et le CCAS d'une part, et si le CCAS est une entité autonome avec sa propre gouvernance donc son propre dialogue social, cela nous semble assez antinomique que de fusionner ces deux instances. Ou bien, tel que vous le décrivez, Delphine JAMET, c'est des organisations très imbriquées, alors peut-être qu'il vous appartient de simplifier l'organisation entre la Ville et le CCAS, mais maintenir deux entités distinctes et remonter et centraliser le dialogue social nous semble quelque peu problématique, du moins on n'est pas en situation d'apprécier finement les conséquences de cette fusion sur la nécessité d'avoir un dialogue social en proximité, c'est la raison pour laquelle nous nous abstiendrons sur cette délibération.

M. LE MAIRE

Merci. Philippe POUTOU.

M. POUTOU

Nous, nous votons contre cette délibération. Nous relayons la position de certains syndicats au moins la CGT, Force Ouvrière, est je crois aussi solidaire, qui sont en désaccord avec ces modifications. C'est aussi lié à notre propre expérience de salariés du privé. On a déjà expertisé d'une certaine manière les modifications, les fusions, les disparitions du CHSCT, les remises en cause quelque part des droits syndicaux. Il y a moins d'élus, cela a été dit juste avant effectivement. Cela passerait de 12 à 8 élus, donc moins de 4 élus. Et puis, toutes ces fusions d'instance, elles écornent forcément des spécificités et des possibilités d'actions des représentants des salariés. Donc, c'est un affaiblissement des droits. C'est un affaiblissement de la possibilité d'expression et de contestation des politiques de direction et des politiques patronales. Donc, de ce point de vue-là, on est en désaccord profond avec ces logiques qui sont en place, qui correspondent bien à des remises en cause plus générales des droits des travailleurs et des travailleuses. Donc, on se positionne contre. En plus, on est en solidarité et en accord avec les positions des syndicats.

Pour finir, je vais lire juste un extrait de la déclaration de la CGT et de Force Ouvrière qui avait été lue dans les instances du personnel qui précise un peu ces choses-là. Je commence, c'est un extrait. « Toutes les explications du monde ne nous convaincront pas de la nécessité de fusionner les Comités techniques de la Ville et du CCAS. Pas plus l'égalité de traitement que la limitation des risques d'erreurs entre les deux entités territoriales ne permettent de justifier votre décision. En effet, ces deux arguments ne tiennent pas car ils relèvent de votre entière responsabilité Madame la Présidente. Il ne tient qu'à vous et à votre administration d'appliquer à situation comparable les mêmes règles, avantages et dispositifs aux agents de la Ville et du CCAS. En revanche, nier l'existence de la spécificité des missions du CCAS par rapport à la Ville relève d'une ignorance coupable au regard de l'histoire des centres communaux d'action sociale. Le pragmatisme et l'efficacité revendiquée de votre démarche de fusion ne sont que des faux arguments pour masquer le peu d'intérêt des élus de la majorité pour le dialogue social. Qui peut croire ici que vous n'arriviez pas à trouver 12 élus dans votre majorité pour occuper des postes de titulaires au sein des instances paritaires du CCAS de la Ville ? Qui peut croire que vous ne trouviez pas un ou une élue pour assurer la présidence du Comité technique du CCAS ? N'oubliez jamais que le dialogue social est la pierre angulaire du fonctionnement du budget du personnel, premier poste budgétaire de la collectivité. Vous évoquez le suprême argument des problèmes d'organisation de l'administration et vous vous cachez derrière cette politique de mutualisation que par ailleurs vous avez soutenue pour nous vendre votre projet politique de soi-disant simplification des instances. »

C'était un extrait de la déclaration d'opposition des syndicats aux modifications qui sont discutées dans ces délibérations.

M. LE MAIRE

Merci. Olivier ESCOTS a demandé la parole.

M. ESCOTS

Merci Monsieur le Maire, mes chers collègues. Votre intervention, pour le Groupe communiste, couvre les trois délibérations qui concernent ce sujet, celle qui est présenté ici et les deux qui étaient regroupées tout à l'heure. Trois points. Sur le Comité social territorial en lui-même tout d'abord, avec l'obligation qui s'impose à notre collectivité d'appliquer la loi de 2019, dite la transformation de la Fonction publique, je rappellerai donc au nom des élus communistes que cette création s'inscrit dans un méthodique détricotage du droit du travail, notamment en termes de représentation des personnels, détricotage enclenché dès 2015 par François REBSAMEN, c'était à l'époque où sur la délégation unique du personnel, poursuivi par Myriam EL KHOMRI en 2016, la fameuse loi de travail, et parachevé par les ordonnances de travail d'Emmanuel MACRON et Murielle PÉNICAUD en 2017. La méthode qui a été appliquée aux privés s'implique désormais aux publics. Ces mesures du Gouvernement ne visent qu'à affaiblir la capacité des salariés et désormais des agents et de leurs organisations syndicales à se défendre, notamment la suppression des CHSCT ne permet plus une

prise en compte réelle des risques physiques et psychosociaux auxquels font face les travailleurs et les travailleuses.

Sur le deuxième point, la création d'une instance commune pour la Ville de Bordeaux et pour le CCAS, il peut y avoir, comme l'a bien expliqué tout à l'heure Delphine JAMET, une pertinence, une fusion des deux instances car pour viser une meilleure écoute et une meilleure prise en compte des personnels en égalité de traitement. Donc, cet outil peut, en effet, répondre à des préoccupations communes. Il faudra avoir aussi, et là, nous avons des marges de manœuvre, comment elle sera mise en œuvre et vivra la formation spéciale en matière de santé et de sécurité et de conditions de travail. On peut, au sein de nos collectivités, lui donner des moyens que la loi tente de son côté de réduire.

En revanche, sur le nombre de sièges créés dans le cadre de ce Comité social territorial, et là, je rejoins les inquiétudes des organisations syndicales, le compte n'y est pas. En effet, en proposant 8 sièges de représentants syndicaux dans cette nouvelle instance, c'est une perte, cela a été dit, de 4 sièges par rapport aux 12 sièges que représentaient les instances non fusionnées. De plus, la loi nous permettait d'avoir entre 7 et 15 sièges de représentants syndicaux. En fixant ce nombre à 8, nous sommes dans la fourchette minimum. Nous notons, cependant, que les droits syndicaux augmenteront au global du fait de la fusion des deux instances et du dépassement du seuil des 4 000 agents. Les organisations syndicales auront moins de représentants élus, mais ils auront cependant plus de temps de décharges diverses permettant de préparer les dossiers et d'être au contact des agents.

Dernier point enfin sur le vote électronique qui peut toujours générer de légitime interrogation sur la transparence des opérations de vote, et si nous souhaitons, je pense, collectivement lutter contre le désintérêt démocratique qui est réel au vu des très faibles taux de participation aux élections professionnelles, d'autres mesures pourraient être prises plutôt que le vote électronique. Je pense notamment à des campagnes d'information plus importantes ou encore que des dispositions soient prises pour faciliter le vote physique des agents le jour du vote. Donc, il ne faut pas avoir dans le vote électronique d'alpha et d'oméga de la réponse à la crise démocratique que notre société vit, et nous souhaitons sur ce point qu'un bilan précis soit tiré dans quelques temps, et que la possibilité d'un retour en arrière reste ouverte.

Pour l'ensemble de ces raisons, nous nous abstiendrons sur cette délibération ainsi que nous l'avons fait sur les délibérations 175 et 176 qui étaient regroupées en début de Conseil.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci. Je vais donner la parole à Delphine JAMET pour vous répondre et pour conclure, mais j'attire votre attention sur le fait si vous souhaitiez rajouter quelque chose, dites-le maintenant, mais on ne va pas refaire un tour de parole après la conclusion de Delphine JAMET. On n'en est pas encore à la moitié des délibérations du Conseil municipal parce que le débat a eu lieu. Les échanges, vos positions, on les a entendus, et maintenant Delphine JAMET va conclure et nous en resterons là. Je vous remercie.

Delphine, tu as la parole.

Mme JAMET

D'abord, je voudrais, j'en vois dans la salle, mais je voudrais remercier les syndicats de la Ville de Bordeaux et du CCAS pour le dialogue social que nous avons parce que l'on discute beaucoup souvent. Donc, je tiens aussi à remercier Véronique GARCIA qui le fait avec moi. Cela nous prend beaucoup de temps, et c'est un temps précieux et important et où parfois on est d'accord, souvent, et parfois nous sommes en désaccord. Effectivement, sur ce dossier-là, nous sommes en désaccord. Il n'empêche, moi, je pense que pour vraiment notamment les agents du CCAS, cela sera quelque chose de bénéfique. Donc, cela, je tiens vraiment à le dire et à le poser.

Pour vous répondre, Monsieur CAZENAVE, aujourd'hui, on a deux entités parce que la loi nous oblige

à avoir deux entités. Il y a une des propositions de modification de la loi 3DS qui ont été rejetées par le Gouvernement pour faire une fusion potentiellement des Villes et des CCAS. Donc, je pense que c'est quelque chose sur lequel on pourrait avancer au niveau national qui serait intéressant. Aujourd'hui, on a déjà une CAP commune pour la Ville et le CCAS. Donc, les CAP, toutes les questions de promotion interne jusqu'à présent, et depuis 2020, les CAP s'occupent des questions de titularisation, de stagiairisation ou de refus d'ailleurs, et de préjudice ou de mécontentement, je ne sais pas comment dire, de recours, merci beaucoup, entre le personnel et l'administration. Donc, cela, c'est une entité aujourd'hui qui est déjà commune.

Le fait de fusionner les instances, CST, entre la Ville et le CCAS, ce n'est pas quelque chose d'innovant à la Ville de Bordeaux. Cela existe dans beaucoup, beaucoup de villes aujourd'hui. Donc, cela ne me paraît pas incommensurable.

Je vais vous donner un exemple de pourquoi en termes de politique RH il est important de fusionner ces instances. Parce que, je vais être un peu longue, je suis désolée, Monsieur le Maire, mais je vais donner un exemple très concret. Les lignes directrices de gestion qui ont été votées en décembre 2020, ces lignes directrices de gestion sont passées en CT du CCAS avant de passer en CT de la Ville de Bordeaux. Donc, en CT du CCAS, elles n'ont pas été modifiées en CT de la Ville de Bordeaux, et pour vous dire pourquoi on a un bon dialogue social, il a été modifié. Donc, le Maire de Bordeaux a signé deux documents qui devraient être communs en termes de politique RH différents, et cela, me semble-t-il, ce n'est pas une bonne chose. Tout cela parce que l'on n'a pas un planning, et ce qui est normal d'instance identique, complètement identique, puisque les instances ne se passent pas au même moment. Voilà, pour moi, ce qui m'a motivée à faire cette fusion du CST entre la Ville de Bordeaux et du CCAS. Je pense que c'est important.

Pour revenir sur le nombre de représentants syndicaux, il faut savoir que la fusion fait, qu'automatiquement, il va y avoir beaucoup plus d'heures attribuées aux représentants syndicaux, plus de 2 600 heures de décharges vont être attribuées aux représentants syndicaux qui vont être élus du fait de la fusion.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Merci Véronique. Je mets aux voix cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Très bien, la délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance, la suite.

D-2022/175

Composition des instances consultatives : Comité social territorial, Commissions administratives paritaires, Commission consultative paritaire - paritarisme

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Préambule

Conformément à l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique, les élections des représentants du personnel dans les différents organismes consultatifs se dérouleront du jeudi 1^{er} décembre 2022 au jeudi 8 décembre 2022.

Cette année 2022 a vu l'introduction de nouveaux principes.

- **La création du comité social territorial (CST)**, consistant en la fusion des comités techniques (CT) et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).
- **La création d'une formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT)** au sein du Comité social territorial (CST). Celle-ci traitant les sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail. Elle peut être complétée d'**une formation spécialisée de service (FS)** en cas de risque particulier.
- **L'institution d'une commission administrative paritaire (CAP) unique par catégorie (A, B et C)**. Les groupes hiérarchiques au sein des différentes catégories sont supprimés. La distinction entre cadre d'emplois et grade n'est plus opérée.
- **La mise en place d'une commission consultative paritaire (CCP) unique et commune pour l'ensemble des trois catégories (A, B et C)**.

Leur installation interviendra à compter du 1^{er} janvier 2023.

Pour mémoire, les commissions administratives paritaires (CAP) et la commission consultative paritaire (CCP), il y a déjà plusieurs années, ont été fusionnées entre la Ville de Bordeaux et le Centre d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux.

S'agissant de la représentativité femmes/hommes, le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, introduit le principe d'une meilleure représentativité des femmes et des hommes parmi les représentants du personnel au sein des instances consultatives visant à « favoriser l'égal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales ». Chaque liste doit comprendre un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein des différentes instances.

er

Au 1^{er} janvier 2022, les effectifs fusionnés de la Ville de Bordeaux et du CCAS de Bordeaux comptent 28 % d'hommes et 72 % de femmes.

1- Maintien des commissions administratives paritaires (CAP) et de la commission consultative paritaire (CCP) fusionnées entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux

1.1 - Maintien des commissions administratives paritaires (CAP) fusionnées entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux

En application du décret n°89-229 du 17 avril 1989 donnant à la Ville la faculté d'instituer, par délibérations concordantes des assemblées une commission administrative paritaire unique, il a été décidé de créer des commissions administratives paritaires communes entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Bordeaux pour le personnel territorial des catégories A, B et C de ces deux collectivités.

Cette décision a notamment été renouvelée les 20 septembre 2004 et 15 juillet 2014 dans le cadre du renouvellement des instances.

Cette organisation donnant satisfaction, il est proposé de maintenir cette mutualisation pour tous les actes relevant de la compétence desdites commissions, dans le cadre du renouvellement des instances prévu fin 2022.

1.2 - Maintien de la commission consultative paritaire (CCP) fusionnée entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux

En application du décret n ° 2016-1 858 du 23 décembre 2016 donnant à la Ville la faculté d'instituer, par délibération concordante des assemblées, une commission consultative paritaire unique, il vous est proposé de créer des commissions consultatives paritaires communes entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale pour le personnel territorial des catégories A, B et C des deux collectivités, comme c'est déjà le cas pour les commissions administratives paritaires.

Cette organisation donnant satisfaction, il est proposé de maintenir cette mutualisation pour tous les actes relevant de la compétence de ladite commission, dans le cadre du renouvellement des instances prévu fin 2022.

2- Paritarisme et avis des représentants de l'administration au sein du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) communs entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux

Le Conseil municipal a fait le choix de conserver le principe de parité numérique entre représentants de l'administration et représentants du personnel, au sein du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT).

Les représentants du personnel titulaires participent au vote, ce qui constitue l'avis du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT). Les représentants de l'administration participent au vote dès lors qu'une délibération de l'établissement a prévu le recueil par le CST de l'avis de ses représentants à un point de l'ordre du jour.

3- Composition des instances fusionnées entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux

Les effectifs fusionnés de la Ville de Bordeaux et du CCAS de Bordeaux servant à déterminer le nombre de représentants du personnel sont appréciés au 1^{er} janvier 2022.

3.1 – Composition du comité social territorial (CST)

Il est proposé de conserver la composition qui était celle du Comité technique :

- 8 représentants titulaires du personnel, auxquels s'ajoute un nombre égal de 8 représentants suppléants ;
- 8 représentants titulaires de l'administration, auxquels s'ajoute un nombre égal de 8 représentants suppléants.

3.2 – Composition de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT)

Le nombre de représentants du personnel titulaires dans la FSSCT est égal au nombre de représentants du personnel titulaires dans le comité social territorial.

Le nombre de représentants suppléants est égal au nombre de représentants titulaires.

La composition suivante de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) est proposée :

- 8 représentants titulaires du personnel, auxquels s'ajoutent 8 représentants suppléants ;
- 8 représentants titulaires de l'administration, auxquels s'ajoutent 8 représentants suppléants.

Pour mémoire,

- Les représentants titulaires siégeant au sein de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) sont désignés parmi les représentants titulaires ou suppléants du comité social territorial (CST) ;
- Les représentants suppléants siégeant au sein de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) sont désignés librement par les organisations syndicales siégeant au comité social territorial (CST).

3.3 – Composition des commissions administratives paritaires (CAP) – INFORMATION

Le personnel est divisé en trois catégories (A, B et C). Pour chacune de ces catégories, la composition suivante est proposée :

Pour la catégorie A :

L'effectif relevant de l'instance est au moins égal à 250 et inférieur à 500 agents au 1^{er} janvier 2022.

La composition suivante de la CAP est proposée :

- 5 représentants titulaires du personnel auxquels s'ajoute un nombre égal de 5

représentants suppléants ;

- 5 représentants titulaires de l'administration auxquels s'ajoute un nombre égal de 5 représentants suppléants.

Pour la catégorie B :

L'effectif relevant de l'instance est au moins égal à 500 et inférieur à 750 agents au 1^{er} janvier 2022.

La composition suivante de la CAP est proposée :

- 6 représentants titulaires du personnel auxquels s'ajoute un nombre égal de 6 représentants suppléants ;

- 6 représentants titulaires de l'administration auxquels s'ajoute un nombre égal de 6 représentants.

Pour la catégorie C :

L'effectif relevant de l'instance est au moins égal à 1000 agents au 1^{er} janvier 2022.

La composition suivante de la CAP est proposée :

- 8 représentants titulaires du personnel auxquels s'ajoute un nombre égal de 8 représentants suppléants ;

- 8 représentants titulaires de l'administration auxquels s'ajoute un nombre égal de 8 représentants suppléants.

3.4 – Composition de la commissions consultative paritaire (CCP) – INFORMATION

L'effectif relevant de l'instance est au moins égal à 500 et inférieur à 750 agents au 1^{er} janvier 2022.

Une CCP unique et commune pour l'ensemble des trois catégories (A, B et C) est créée.

La composition suivante est proposée :

- 6 représentants titulaires du personnel, auxquels s'ajoute un nombre égal de 6 représentants suppléants ;

- 6 représentants titulaires de l'administration auxquels s'ajoute un nombre égal de 6 représentants suppléants.

Le comité technique compétent de la Ville de Bordeaux a été consulté sur les points suivants :

- La composition du comité social territorial (CST)
- Le nombre de sièges attribués en qualité de suppléants au sein de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) ;
- Le paritarisme et l'avis des représentants de l'administration au sein du Comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

VU le Code général de la fonction publique,

VU la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU la loi n °2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la Fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la Fonction Publique,

VU la loi n ° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la Déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

VU l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique,

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale et notamment l'article 32,

VU le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2011-2010 du 27 décembre 2011 relatif aux comités techniques et Commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n°2012-170 du 3 février 2012 modifiant le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2014-451 du 2 mai 2014 modifiant le décret n°95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale,

VU le décret n° 2020-1533 du 8 décembre 2020 relatif aux commissions administratives paritaires et aux conseils de discipline de la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU le décret n° 2021-1624 du 10 décembre 2021 modifiant certaines dispositions

relatives aux commissions consultatives paritaires de la fonction publique territoriale,

VU l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique,

VU la délibération n° 138-89 en date du 5 mai 1989 actant la création de commissions administratives paritaires (CAP) communes entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS – FPT) de Bordeaux pour le personnel territorial des catégories A, B et C de ces deux collectivités,

VU la délibération n° D/2018-211 en date du 9 juillet 2018 actant la création des commissions consultatives Paritaires (CCP) communes entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux pour le personnel territorial des catégories A, B et C des deux collectivités, comme c'est déjà le cas pour les commissions administratives paritaires,

VU la délibération du 7 juin 2022 du Conseil municipal de la Ville de Bordeaux actant la mise en place d'un comité social territorial (CST) commun à la Ville de Bordeaux et au CCAS de Bordeaux,

VU l'avis des comités techniques de la Ville de Bordeaux et du Centre communal d'action social de Bordeaux,

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QU'il appartient au Conseil municipal de la Ville de Bordeaux de se prononcer :

- Sur le maintien des commissions administratives paritaires (CAP) et de la commission consultative paritaire (CCP) fusionnées entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux
- Sur le maintien du paritarisme au sein du comité social territorial (CST) commun entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux ;
- Sur le recueil de l'avis du collège des représentants de l'administration au sein du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) communs entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux ;
- Sur le nombre de sièges à pouvoir dans le comité social territorial (CST) commun entre la Ville de Bordeaux et le Centre d'action Sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux, au regard des effectifs de la collectivité au 1er janvier 2022 ;
- Sur le nombre de sièges attribués en qualité de suppléants au sein de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) commune entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux.

DECIDE

Article 1 : Le maintien des commissions administratives paritaires (CAP) et de la commission consultative paritaire (CCP) fusionnées entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux ;

Article 2 : Le maintien du paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants au

sein du comité social territorial (CST) commun entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux ;

Article 3 : Le recueil de l'avis du collège des représentants de l'administration siégeant au sein du comité social territorial (CST) et de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) communs entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux ;

Article 4 : La composition du collège des représentants du personnel au sein du comité social territorial (CST) commun entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux, sur la base de 8 titulaires ;

Article 5 : Le nombre de sièges attribués en qualité de suppléants au sein de la formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail de site (FSSCT) commune entre la Ville de Bordeaux et le Centre communal d'action sociale (CCAS - FPT) de Bordeaux, sur la base de 8 titulaires et de 8 suppléants.

ADOPTE A LA MAJORITE

ABSTENTION DU GROUPE SOCIALISTE
ABSTENTION DU GROUPE COMMUNISTE
ABSTENTION DU GROUPE RENOUVEAU BORDEAUX
VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

D-2022/176
Elections professionnelles 2022 : Adoption du vote électronique

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Préambule

Le décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 autorise le recours au vote électronique pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale, par délibération de l'autorité territoriale de la collectivité ou de l'établissement auprès duquel est placée l'instance de représentation, prise après avis du comité technique compétent. La délibération indique si le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages ou en constitue l'une des modalités.

Sur l'opportunité d'organiser par voie électronique les prochaines élections professionnelles, le Comité technique compétent de la Ville de Bordeaux a été consulté, sur les éléments suivants :

- L'élection des représentants du personnel au comité social territorial ;
- Les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires ;
- Les élections des représentants du personnel à la commission consultative paritaire.

Bordeaux Métropole (ci-après « la Collectivité ») est chargée de l'organisation par voie électronique des élections professionnelles suivantes pour le compte de la Ville de Bordeaux et pour le Centre d'action sociale communal (CCAS) de Bordeaux (FPT et FPH) :

- Comité social territorial (CST) – instance fusionnée à compter de 2023 Ville de Bordeaux / CCAS de Bordeaux (FPT)
- Commission administrative paritaire (CAP) – catégorie A – instance déjà mutualisée Ville de Bordeaux / CCAS de Bordeaux (FPT)
- Commission administrative paritaire (CAP) – catégorie B – instance déjà mutualisée Ville de Bordeaux / CCAS de Bordeaux (FPT)
- Commission administrative paritaire (CAP) – catégorie C – instance déjà mutualisée Ville de Bordeaux / CCAS de Bordeaux (FPT)
- Commission consultative paritaire (CCP) – instance déjà mutualisée Ville de Bordeaux / CCAS de Bordeaux (FPT)
- Comité social d'établissement (CSE) – pour le compte du CCAS de Bordeaux (FPH)

Mis en place il y a plusieurs années dans la fonction publique d'Etat et dans de nombreuses grandes collectivités, le vote électronique est une solution techniquement au point. Là où elle a été mise en œuvre le taux de participation au scrutin a augmenté.

Dans ce cadre, le Conseil Municipal

Vu la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 portant partie législative du code général de la fonction publique

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu le décret n°2010-112 du 2 février 2010 modifié pris pour l'application des articles 9,10 et 12 de l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives,

Vu le décret n°2014-793 du 9 juillet 2014 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet aux élections des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2016-1858 du 23 décembre 2016 relatif aux commissions consultatives paritaires des agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives,

Vu la délibération n°2010-371 du 21 octobre 2010 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote électronique,

Vu la délibération du Conseil du 7 juin 2022 fixant le nombre de représentants du personnel à siéger au comité social territorial et la part respective de femmes et d'hommes,

Vu l'annonce faite par la ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Amélie de Montchalin, le mardi 21 septembre 2021, à l'occasion du lancement des travaux de la "Conférence sur les perspectives salariales" de la fonction publique informant que les élections professionnelles auront lieu le jeudi 8 décembre 2022 pour les 3 versants de la fonction publique, en attente de l'arrêté interministériel à paraître,

VU l'avis du Comité technique de la Ville de Bordeaux,

Considérant que la mise en œuvre du vote électronique par internet est une réponse d'une part, à la gestion de l'étendue du territoire de la Collectivité et, d'autre part, à la gestion diverse du temps de travail des personnels selon les secteurs d'activité dans lesquels ils exercent leur mission.

Décide de recourir au vote électronique comme modalité unique de vote pour les élections professionnelles du 8 décembre 2022 et, conformément à l'article 4 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, fixe les modalités d'organisation du vote électronique ci-après.

Article 1 - Modalités de fonctionnement du système de vote électronique par

internet retenu, calendrier et déroulement des opérations électorales

Le système de vote électronique retenu est celui de la société Neovote, société par actions simplifiée immatriculée au R.C.S. de Paris sous le numéro 499 510 600, dont le siège est 25 Rue Lauriston 75116 Paris.

Le système de vote électronique mis en œuvre par Neovote pour les élections du 8 décembre 2022 respectera les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 7J/7 et 24h/24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à Internet (ordinateur, tablette, smartphone) ;
- L'électeur se connectera au site de vote en saisissant un identifiant aléatoire personnel généré par le système de vote qu'il aura reçu par courrier postal, et une donnée personnelle ;
- Via le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins les concernant : listes électorales, listes de candidats, composition des bureaux de vote. Les logos et les professions de foi des organisations syndicales seront accessibles sur le site de vote ;
- Avant d'exprimer son vote, l'électeur sera invité à retirer son mot de passe qu'il recevra selon son choix par email, par sms ou via un serveur vocal ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux listes de candidats des organisations syndicales candidates, lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son vote. Le vote apparaîtra clairement à l'écran avant validation et pourra être modifié avant validation. La validation de l'électeur par la saisie de son mot de passe rendra définitif le vote et interdira toute modification ou suppression du suffrage exprimé ;
- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants, sera mise en place. Elle permettra aux électeurs de recevoir à leur convenance par email, par sms ou via un serveur vocal, leurs identifiants personnels après authentification auprès de l'assistance téléphonique mise en place par Neovote ou via un formulaire de support en ligne ; l'authentification reposera sur des données personnelles définies dans le protocole.

Les modalités détaillées de fonctionnement du système de vote électronique et le déroulement des opérations électorales feront l'objet d'un protocole d'accord préélectoral, rédigé par la Direction des Ressources Humaines en concertation avec les organisations syndicales représentatives dans la Collectivité.

Article 2 - Jours et heures d'ouverture et de clôture du scrutin

L'ouverture du scrutin est fixée au jeudi 1er décembre à 12h00.
La clôture du scrutin est fixée au jeudi 8 décembre à 15h00.

Article 3 - Organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique et modalités de l'expertise du système de vote

La société Neovote prendra en charge la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique.

Pendant toute la durée du scrutin, les membres des bureaux de vote électronique seront en mesure **d'effectuer des contrôles de l'intégrité du système.**

Une expertise sera réalisée par un expert indépendant afin de vérifier le respect, par le système de vote, des dispositions du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 et de la délibération n° 2010-371 du 21 octobre 2010 de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

L'expertise couvrira l'intégralité du dispositif installé avant le scrutin, les conditions d'utilisation du système de vote durant le scrutin ainsi que les étapes postérieures au vote. Elle couvrira également les mesures particulières prises pour la mise en place des postes dédiés.

Dans le cadre de ses missions, l'expert indépendant aura accès aux différents locaux où s'organisent les élections ainsi qu'aux locaux de la société Neovote.

Le rapport de l'expert sera transmis aux organisations syndicales ayant déposé une candidature au scrutin. La Commission nationale de l'informatique et des libertés pourra en demander la communication.

Article 4 - Composition de la cellule d'assistance technique

La cellule d'assistance technique mentionnée à l'article 8 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014 sera composée :

- en tant que représentants de la Collectivité, d'un membre de la Direction des Ressources Humaines et d'un membre de la Direction Générale Numérique et Systèmes d'Information ;
- d'un représentant de chaque organisation syndicale dépositaire d'une candidature ;
- d'un représentant de la société Neovote désigné par celle-ci.

Article 5 - Liste des bureaux de vote électronique et leur composition

Conformément à l'article 9 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, il est constitué un bureau de vote électronique pour chaque scrutin propre à une instance de représentation du personnel, soit :

- Un bureau de vote électronique pour le comité social territorial ;
- Un bureau de vote électronique pour chacune des commissions administratives paritaires ;
- Un bureau de vote électronique pour la commission consultative paritaire.

De plus, il est constitué un bureau de vote électronique centralisateur, ayant la responsabilité de l'ensemble des scrutins.

Chaque bureau de vote électronique sera composé :

- d'un président, désigné par l'Administration ;
- d'un secrétaire, désigné par l'Administration ;
- d'un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections, pour le scrutin considéré. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

Le bureau de vote électronique centralisateur sera composé :

- d'un président, désigné par la Direction ;
- d'un secrétaire, désigné par la Direction ;

- d'un délégué de liste désigné par chacune des organisations syndicales candidates aux élections. En cas de dépôt d'une liste d'union, il n'est désigné qu'un délégué par liste.

De plus, afin de satisfaire aux exigences de l'article 14 du décret n°2017-1560 du 14 novembre 2017, chaque bureau de vote électronique devra être représenté par au moins l'un de ses membres au sein du bureau de vote électronique centralisateur.

Dans chaque bureau, en cas d'absence ou d'empêchement, le président sera remplacé par le secrétaire.

Article 6 - Répartition des clés de chiffrement

Conformément à l'article 14 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, les membres des bureaux de vote électronique centralisateur détiendront les clés de chiffrement permettant le chiffrement et le déchiffrement du système de vote électronique.

Les clés de chiffrement seront attribuées dans les conditions suivantes :

- Une clé pour le président ;
- Une clé pour le secrétaire ;
- Une clé par délégué représentant chaque bureau de vote électronique regroupé au sein du bureau de vote électronique centralisateur.

Au moins trois clés de chiffrement seront éditées et attribuées à des membres du bureau de vote électronique centralisateur.

Article 7 - Modalités de fonctionnement du centre d'appel

Afin d'aider les électeurs dans l'accomplissement des opérations électorales pendant toute la période de vote, la société Neovote mettra en place une cellule d'accueil téléphonique.

Celle-ci sera accessible via un Numéro Vert 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 entre la date de transmission des identifiants et le jour du dépouillement des urnes.

Elle prendra en charge :

- Les demandes d'assistance relatives à la connexion ou à la navigation dans le site de vote ;
- Les demandes de réassort.

Article 8 - Détermination des scrutins dans le cadre desquels les listes électorales ou, le cas échéant, les extraits des listes électorales sont établis en vue de leur affichage ainsi que les modalités de cet affichage

Une liste électorale sera établie pour chaque scrutin.

Les listes électorales seront consultables au sein de la Collectivité.

Les lieux de consultation seront choisis afin que l'ensemble du personnel ait accès à l'information.

Article 9 - Modalités d'accès au vote pour les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail et ne disposant pas d'un smartphone

Conformément à l'article 17 du décret n° 2014-793 du 9 juillet 2014, des postes informatiques dédiés seront installés à l'attention des électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail.

La localisation des postes dédiés sera définie dans le protocole préélectoral.

Ces postes seront accessibles pendant les heures de service, de l'ouverture jusqu'à la clôture des scrutins.

Il sera veillé à ce que les conditions nécessaires à la confidentialité du vote soient respectées.

ADOPTE A LA MAJORITE

ABSTENTION DU GROUPE COMMUNISTE
VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
VOTE CONTRE DE Madame Myriam ECKERT

D-2022/177

Autorisation de remisage de véhicules de service à domicile(ARD).

Mise à jour des tarifs et des bénéficiaires pour l'année 2022.

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

er

Depuis le 1^{er} janvier 2016, Bordeaux Métropole par l'intermédiaire de sa Direction du parc matériel, gère la flotte des véhicules affectés aux différents services métropolitains, services communs, services des communes qui ont mutualisé leur flotte (Ambarès-et-Lagrave, Bordeaux, Bruges, Cenon, Floirac, Le Bouscat, Le Taillan-Médoc) et au CCAS de la Ville de Bordeaux.

Cette flotte se compose de près de 4 600 équipements (*données au 1^{er} mars 2022*) comprenant notamment :

- 1811 Véhicules particuliers et utilitaires légers (Clio – 108 – C3 – Zoé – Kangoo – Berlingo).
- 702 deux roues dont 162 deux-roues motorisés, 344 vélos et 286 vélos à assistance électrique

Pour la Ville de Bordeaux la flotte est composée de 496 véhicules comprenant notamment :

- 176 véhicules particuliers et utilitaires légers.
- 240 deux roues dont 58 deux roues motorisées ,122 vélos et 60 vélos à assistance électrique

Afin de remplir au mieux les missions de service public et en fonction des besoins exprimés, la Ville de Bordeaux a permis l'utilisation des véhicules de service nécessaires à l'activité professionnelle pour le trajet travail-domicile, sous certaines conditions : il faut impérativement que chacune des 4 conditions suivantes soit satisfaite :

1. Le véhicule est nécessaire pour le poste occupé par l'agent.
2. Le véhicule est disponible dans le service ou dans un pool à proximité du lieu de travail de l'agent.
3. Il existe un intérêt municipal à ce que l'agent remise le véhicule à son domicile.
4. La distance aller-retour entre le lieu de travail de l'agent et son domicile est comprise entre 6 km et 125 km

Au cours de la période d'autorisation, aucun remboursement de la redevance n'est envisageable pour cause d'indisponibilité du véhicule ou d'arrêt maladie de l'agent.

L'agent bénéficiaire d'une ARD doit malgré tout laisser son véhicule à la disposition de l'administration et de ses collègues de travail tous les jours entre 09h00 et 17h00 ; il doit également remiser son véhicule sur son lieu de travail en cas d'absence physique de plus de 2 jours ouvrés consécutifs et ce quel qu'en soit le motif (congés, RTT, télétravail...).

Les directions générales de la ville assurent le suivi de ces autorisations qui excluent les trajets autres que ceux domicile-travail.

La demande de l'agent doit être dûment renseignée dans un formulaire préétabli ; une

fois validé par sa direction générale, ce document fait office de convention nominative entre le maire de Bordeaux et l'agent.

Cette autorisation de remisage à domicile est soumise en contrepartie au versement d'une redevance, conformément à la demande de la Chambre régionale des Comptes et aux délibérations municipales, dont les modes de calcul restent inchangés.

Pour les véhicules légers ; cette redevance est établie en fonction de la distance domicile-travail, qui doit être comprise entre 6 et 125 km.

Le dispositif est progressif : 15 % du coût kilométrique pour les distances comprises entre 6 et 25 km, 30% pour les distances comprises entre 26 et 50km, 60% pour les distances comprises entre 51 et 100km, 100% pour les distances comprises entre 101 et 125 km.

Distance A/R (km)	Taux	Coût kilométrique 2022 (euros)	Commentaires
$D < 6\text{km}$	SO		Le trajet est trop court (3km) pour nécessiter un VL
$6 \leq D \leq 25$	15%	0,05	La distance ARD reste faible par rapport à la moyenne journalière
$25 < D \leq 50$	30%	0,1	La distance ARD est significative par rapport à la moyenne journalière
$50 < D \leq 100$	60%	0,2	La distance ARD est supérieure à la moyenne journalière
$100 < D \leq 125$	100%	0,34	La distance ARD est supérieure à deux fois la moyenne journalière
$D > 125$	SO		La distance est trop importante pour qu'un VL métropolitain soit utilisé

Les tarifs des autorisations pour les véhicules légers doivent évoluer en fonction de l'indice des prix à la consommation hors tabac.

Compte-tenu de l'évolution de cet indice – 104,24 en janvier 2021 et 107,30 en janvier 2022, le coût kilométrique pour les voitures passe de 0,3350 EUR / km en 2021 à 0,3448 EUR / km 2022. Il sera arrondi à **0,34 EUR / km** pour les calculs tarifaires.

En pratique, cette augmentation n'aura d'effets que pour les bénéficiaires résidant à plus de 100 km de leur lieu de travail

De plus, afin de ne pas minimiser l'avantage constitué par l'autorisation de remisage d'un véhicule – notamment pour les agents résidant à proximité de leur lieu de travail - une tarification plancher est fixée à 30 EUR mensuels.

L'ensemble des tarifs applicables est fourni en annexe.

Par ailleurs, dans un souci de réduire l'impact carbone et la pollution de l'air engendrés par les activités de la collectivité et d'encourager les modes de déplacements actifs, la gratuité du remisage au moyen des vélos classiques et à assistance électrique - accordée par délibération depuis septembre 2021 – est reconduite cette année.

Ces modifications tarifaires entreront en application au 01/09/2022.

Le mode de règlement de la redevance s'effectue sous la forme d'un prélèvement

mensuel sur salaire opéré par la Ville de Bordeaux avec le consentement des agents concernés.

Le montant ainsi prélevé est reversé à Bordeaux Métropole sous la forme d'un mandatement annuel.

II – Liste des bénéficiaires :

L'article L2123-18-1-1 du CGCT créé par l'article 34 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, stipule que : Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, le conseil municipal peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de la commune lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage. »

La Chambre régionale des Comptes préconise en la matière de présenter chaque année à l'assemblée délibérante la liste des bénéficiaires de ces autorisations de remisage à domicile.

Au 01/04 /2021 le nombre s'établissait ainsi :

- 20 ARD véhicules légers, 13 ARD 2 roues motorisées et 5 ARD vélos à assistance électrique.

Au 01/03/2022 le nombre s'établit ainsi :

- 16 ARD véhicules légers, 10 ARD 2 roues motorisées

Les listes nominatives des bénéficiaires municipaux sont annexées au présent rapport.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération et autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à la mise en place de ces modalités.

Le Conseil de la Ville de Bordeaux,

Vu la délibération n°20080524 du 27 octobre 2008

Vu la délibération n°2017/163 du 9 mai 2017

Vu la délibération N°2018/137 du 2 mai 2018

Vu la délibération N°2019/178 du 29 avril 2019

Vu la délibération N° 2021/264 du 13 juillet 2021

Vu le CGCT et particulièrement son article L2123-18-1.1

Vu l'avis du comité technique

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT

DECIDE

Article 1 :

Les termes de la présente délibération relatifs aux modalités de calcul de la redevance sont approuvés.

Article 2 :

Monsieur le Maire est autorisé à signer tous les documents nécessaires à la mise en place de ces modalités.

ADOPTE A L'UNANIMITE

Grille tarifaire (Ville de Bordeaux et CCAS)

des redevances mensuelles du remisage à domicile

Vélos conventionnels et vélos à assistance électrique (V.A.E.)

Pour les vélos et VAE, l'autorisation de remisage à domicile est **gratuite**, elle ne donne pas lieu au prélevement d'une redevance mensuelle.

Scoters et motos

Pour les cycles motorisés, la redevance mensuelle est de **15,56 EUR**.

Voitures

Pour les voitures, la redevance mensuelle est calculée en fonction de la distance "aller/retour" séparant le domicile de l'agent de son lieu de travail. Ci-dessous la table de correspondance:

km AR	redevance mensuelle	km AR	redevance mensuelle	km AR	redevance mensuelle	km AR	redevance mensuelle	km AR	redevance mensuelle
6	30,00 €	31	31,76 €	56	84,98 €	81	170,81 €	106	271,06 €
7	30,00 €	32	33,48 €	57	88,41 €	82	174,24 €	107	276,90 €
8	30,00 €	33	35,19 €	58	91,84 €	83	177,68 €	108	282,74 €
9	30,00 €	34	36,91 €	59	95,28 €	84	181,11 €	109	288,57 €
10	30,00 €	35	38,63 €	60	98,71 €	85	184,54 €	110	294,41 €
11	30,00 €	36	40,34 €	61	102,14 €	86	187,98 €	111	300,25 €
12	30,00 €	37	42,06 €	62	105,58 €	87	191,41 €	112	306,08 €
13	30,00 €	38	43,78 €	63	109,01 €	88	194,84 €	113	311,92 €
14	30,00 €	39	45,49 €	64	112,44 €	89	198,28 €	114	317,76 €
15	30,00 €	40	47,21 €	65	115,88 €	90	201,71 €	115	323,59 €
16	30,00 €	41	48,93 €	66	119,31 €	91	205,14 €	116	329,43 €
17	30,00 €	42	50,64 €	67	122,74 €	92	208,58 €	117	335,27 €
18	30,00 €	43	52,36 €	68	126,18 €	93	212,01 €	118	341,10 €
19	30,00 €	44	54,08 €	69	129,61 €	94	215,44 €	119	346,94 €
20	30,00 €	45	55,79 €	70	133,04 €	95	218,88 €	120	352,78 €
21	30,00 €	46	57,51 €	71	136,48 €	96	222,31 €	121	358,61 €
22	30,00 €	47	59,23 €	72	139,91 €	97	225,74 €	122	364,45 €
23	30,00 €	48	60,94 €	73	143,34 €	98	229,18 €	123	370,29 €
24	30,00 €	49	62,66 €	74	146,78 €	99	232,61 €	124	376,12 €
25	30,00 €	50	64,38 €	75	150,21 €	100	236,04 €	125	381,96 €
26	30,00 €	51	67,81 €	76	153,64 €	101	241,88 €		
27	30,00 €	52	71,24 €	77	157,08 €	102	247,72 €		
28	30,00 €	53	74,68 €	78	160,51 €	103	253,55 €		
29	30,00 €	54	78,11 €	79	163,94 €	104	259,39 €		
30	30,04 €	55	81,54 €	80	167,38 €	105	265,23 €		



D-2022/178
Bordeaux. Rue Malbec Désaffectation, Déclassement des parcelles cadastrées 063 CX 201 et 206. Décision. Autorisation

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux est propriétaire d'un ensemble immobilier bâti, sis rue Malbec à Bordeaux (33000), composé de trois parcelles cadastrées section CX 199, 201 et 206 pour une contenance approximative de 1 645 m².

Ces biens ont été acquis en 1978 et 1984 pour un projet d'aménagement de parking et d'un espace vert ouvert au public

Du fait de cette affectation l'immeuble relève conformément aux dispositions de l'article L 2111-1 du Code Général de la propriété des personnes publiques, du domaine public de la Ville de Bordeaux.

Aussi préalablement à sa cession, il convient de procéder à la constatation de la désaffectation et au déclassement dudit bien.

La désaffectation matérielle est effective ainsi qu'il résulte d'un constat effectué par Maître Casimiro, huissier de justice à Bordeaux, en date du 1er juin 2022.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 1311-1 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2141-1 et L 3211-14 ;

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 2121-29 ;

Vu le constat établi par Maître Casimiro, huissier de justice, à Bordeaux, en date du 1er juin 2022 ;

Nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir :

- Décider le déclassement des parcelles cadastrées CX 199p, 201 et 206, situées rue Malbec à Bordeaux, pour une superficie approximative de 657 m².

ADOPTE A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Délibération 178 : Bordeaux – 112 rue Malbec, désaffectation, déclassement des parcelles cadastrées CX 199P, 201 et 206.

M. LE MAIRE

Delphine.

Mme JAMET

Tout est dans la délibération. Je ne vais pas la présenter. Si vous avez des questions, je vous laisse. Je pense qu'en tout cas vous pourrez répondre encore plus que moi.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Monsieur POUTOU ou Madame CERVANTES-DESCUBES.

Mme CERVANTES-DESCUBES

Nous allons voter contre la délibération car nous pensons qu'il est important de garder le foncier public si utile pour les associations, les relogements, le besoin d'une politique qui contrecarre le pouvoir du privé et de la spéculation immobilière.

Cela concerne une opération de déclassement et session de parcelles, rue Malbec, à Vilogia et Kaufman and Broad qui est scandaleuse et paraît spéculative puisqu'il n'y aura que 34 % de logements sociaux contre 20 % d'accession sociale et surtout 43 % de loyers libres au prix du marché. Le privé, les promoteurs, les spéculateurs vont encore en profiter pour se faire beaucoup d'argent et faire monter les prix du marché.

M. LE MAIRE

Merci. Olivier CAZAUX demande la parole. Olivier.

M. CAZAUX

Monsieur le Maire, merci. La Ville de Bordeaux est propriétaire d'un ensemble immobilier bâti au 112 rue Malbec à Bordeaux, composé de trois parcelles de 1 645 m². Cette délibération permet d'autoriser le déclassement de cette parcelle préalablement à sa session. Pour mémoire, une de ces parcelles était utilisée par les Compagnons de France qui avaient un bâtiment dessus. L'un a été utilisé en internat et des logements, un autre en musée.

Un ancien projet était porté par l'opérateur PICHET qui ne respectait pas le cahier des charges de la Ville. La nouvelle équipe municipale a donc accompagné l'élaboration d'un nouveau projet immobilier qui va permettre de livrer dans ce quartier de Bordeaux Sud environ 60 logements dont 55 % en social, 35 % de locatif social, 20 % en accession sociale et 45 % en accession libre.

Les évolutions par rapport à l'ancien projet portent sur les points suivants :

- la Maison de maître est sauvegardée alors que dans le projet porté par la majorité précédente, cette maison était détruite. Cette maison restera propriété de la Ville de Bordeaux et pourra accueillir effectivement différentes associations ;
- les deux parcelles qui étaient derrière sont préservés, et une attention particulière a été portée sur la végétalisation de cette parcelle ;
- une meilleure qualité architecturale posée a été faite notamment sur les façades en construisant de nouveaux logements respectant le label « Bâtiment frugal bordelais » ;
- une concertation sur ce nouveau projet a été organisée par les porteurs de projet en faisant appel à une association qui s'appelle Espace citoyen et son déroulé est de leur responsabilité en liaison avec les riverains.

Les Compagnons de France devaient céder leurs actifs pour pouvoir acquérir un nouveau terrain sur la commune de Floirac et offrir un accueil de qualité tout en se rapprochant de leurs centres de formation. Ils resteront donc sur place jusqu'au 1^{er} septembre 2024. En aucun cas, nous ne pouvions retarder leurs projets, et c'est pour cette raison que nous avons retravaillé le projet parmi les quatre derniers candidats et choisi le lauréat qui répondra au mieux à cette nouvelle demande.

Pour l'instant, le permis de construire n'a pas été signé.

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci Olivier. Je ne vois pas de demande d'intervention. Donc, je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

IMMEUBLE SIS,
 112 RUE MALBEC

CESSION PAR LA COMMUNE DE BORDEAUX
 AUX SOCIETES KAUFMAN AND BROAD ET VILOGIA

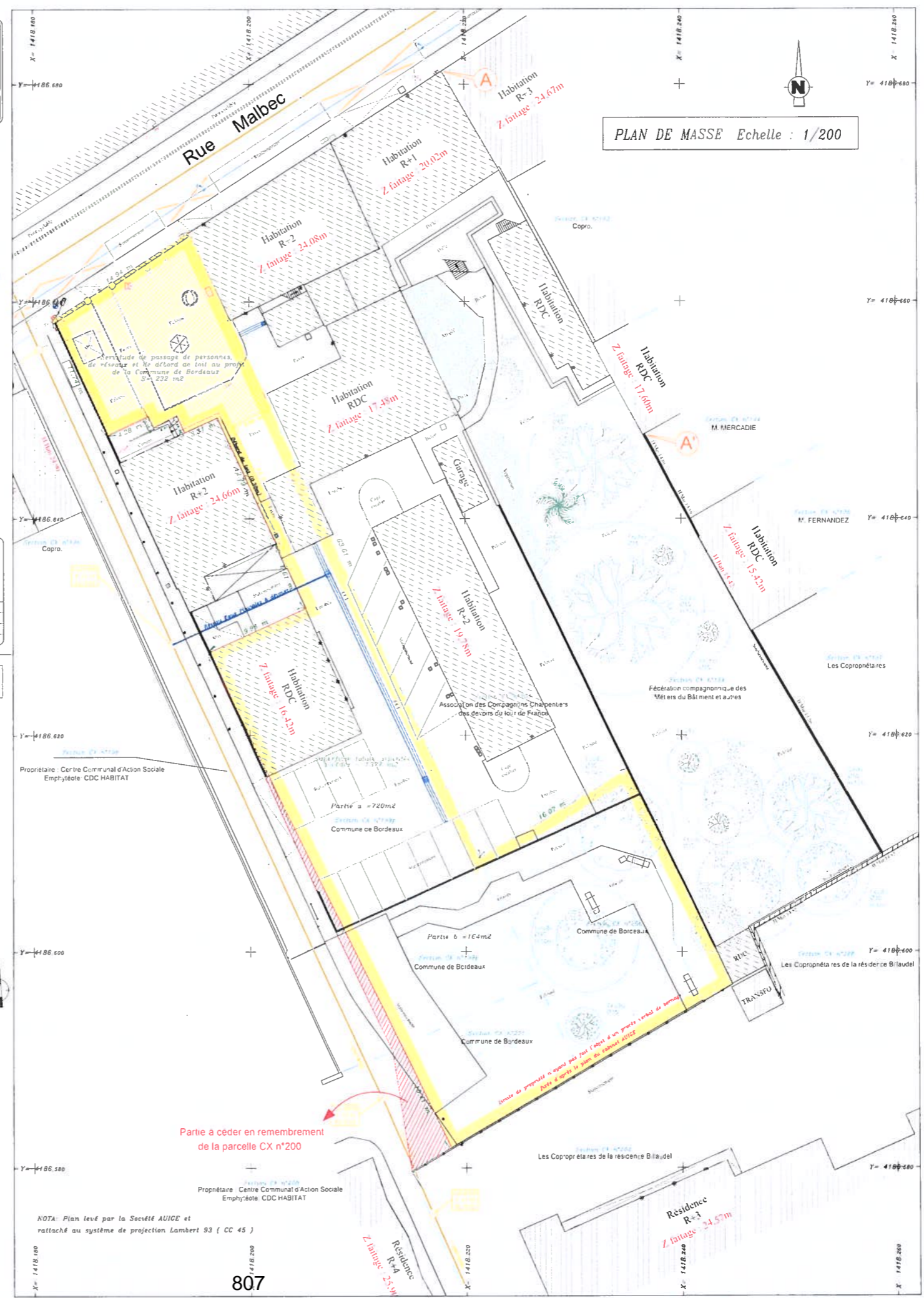
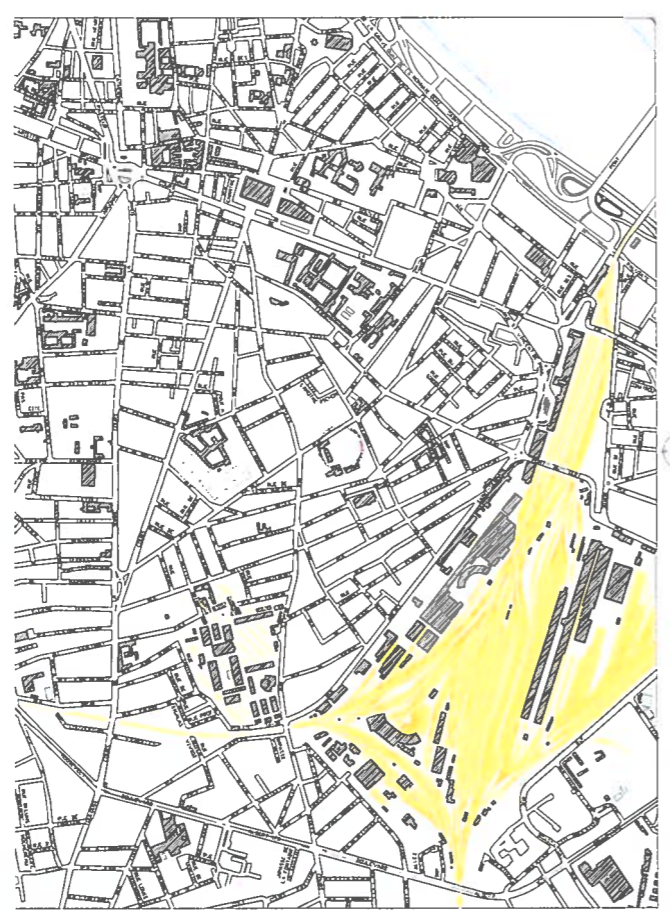
CADASTRE

SECTION	PARCELLE	CONTENANCE	CESSION	SERVITUDE
CX	199	119 M ²	Ⓐ 720 M ²	232 M ²
			Ⓑ 164 M ²	
CX	201	167 M ²		136 M ²
CX	206	359 M ²		357 M ²
TOTALS		1645 M ²	1377 M ²	232 M ²

Servitude de passage de personnes de réseaux et de débit de ton à instaurer au profit de la Commune de Bordeaux

DRESSE PAR LE TECHNIEN TERRITORIAL BORDEAUX LE : 05/05/2022	VU ET VERBIE PAR LE GEOMETRE BORDEAUX LE :	PRESENTE PAR LE DIRECTEUR BORDEAUX LE :
Original cession		
NUMERO DE CLASSEMENT 2202778 CWS ARCHIVE : 2022	MOOPE LE	OBSERVATIONS
DESSINATEUR : MS		SERVICE DEMANDEUR D G A(D.L.T)

PLAN DE SITUATION Echelle : 1/10000



D-2022/179

Bordeaux -112 rue Malbec - Cession à Vilogia / Kaufman & Broad de l'ensemble immobilier bâti cadastré CX 199p,201 et 206 d'une surface d'environ 1383 m²

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux est propriétaire des parcelles bâties cadastrées section CX 199, CX 201 et CX 206 situées 112 rue Malbec à Bordeaux qui font l'objet d'un prêt à usage au profit de l'Association des Compagnons Charpentiers des Devoirs du Tour de France, propriétaire de la parcelle bâtie voisine cadastrée CX 205.

La Fédération Compagnonnique Régionale est quant à elle propriétaire de la parcelle bâtie contiguë cadastrée CX 154.

L'ensemble de ces parcelles constitue une unité foncière cohérente que les 3 propriétaires concernés sont décidés à vendre dans le cadre d'une consultation commune d'opérateurs fonciers en vue de permettre la réalisation d'un projet immobilier global.

Au terme de cette consultation, c'est le projet présenté par le groupement constitué par la SA d'HLM Vilogia et Kaufman & Broad qui a été retenu, et qui prévoit la construction de 61 logements, d'un local d'activité le tout développant une surface totale de plancher de 4 382 m² environ ainsi que 52 places de stationnement.

L'exigence de la ville dans cette opération dans un secteur où le logement social est rare, a été que la programmation sociale aille au-delà des exigences du PLU qui fixe un taux de 35% de logement locatif social (LLS) en haussant la part sociale de l'opération à 55% de la programmation de logements.

La Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE) dûment consultée sur le projet de cession a estimé la valeur vénale des biens cédés par la Ville à 850 000 € hors taxe.

Comme vous le savez, le Conseil Municipal lors de cette même séance vient de se prononcer sur la désaffectation et le déclassement des parcelles susvisées cadastrées CX 199p, CX 201 et CX 206 en vue de leur cession dans le cadre de cette opération immobilière.

Au terme des pourparlers engagés avec l'opérateur retenu, la cession des emprises communales pourrait s'opérer au prix de 842 500 € hors taxe compris dans la marge d'appréciation de 10 % accordée par la DIE et à majorer le cas échéant d'une TVA au taux et au régime en vigueur au jour de la signature de l'acte authentique de vente.

Le versement du prix s'effectuera en deux fois, 70% du montant à la signature de l'acte, et le solde 30% à la libération effective des lieux par l'association des Compagnons Charpentiers des Devoirs bénéficiant d'un prêt à usage sur ces parcelles

Ceci étant exposé, il vous est demandé Mesdames et Messieurs, de bien vouloir, si tel est votre avis, adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux :

Vu l'avis de la DIE n°2022-33063-09348 en date du 22 février 2022

Entendu le rapport de présentation,

DECIDE

La cession en l'état au profit du Groupement Vilogia / Kaufman & Broad avec la possibilité de substitution d'emprises foncières bâties dûment désaffectées et déclassées du domaine public situées 112 rue Malbec à Bordeaux, constituées de détachements à prélever sur les parcelles

cadastrées section CX 199 pour 881 m² environ, CX 201 pour 136 m² environ, et de l'intégralité de la parcelle CX 206 pour une contenance de 360 m², moyennant le versement d'un prix de 842 500 € HT, à majorer le cas échéant, d'une TVA au taux et au régime en vigueur au jour de la signature de l'acte de vente. Le versement du prix s'effectuera en deux fois, 70% du montant à la signature de l'acte, et le solde 30% à la libération effective des lieux par l'association des Compagnons Charpentiers des Devoirs bénéficiant d'un prêt à usage sur ces parcelles

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte authentique de cession et tous documents se rapportant à cette opération et notamment la résiliation du prêt à usage consenti à l'association des Compagnons Charpentiers des Devoirs du Tour de France sur les biens objet de la présente cession et l'établissement servitudes réelles et perpétuelles d'accès et de passage.

ADOpte A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

IMMEUBLE SIS,
 112 RUE MALBEC

CESSION PAR LA COMMUNE DE BORDEAUX
 AUX SOCIETES KAUFMAN AND BROAD ET VILOGIA

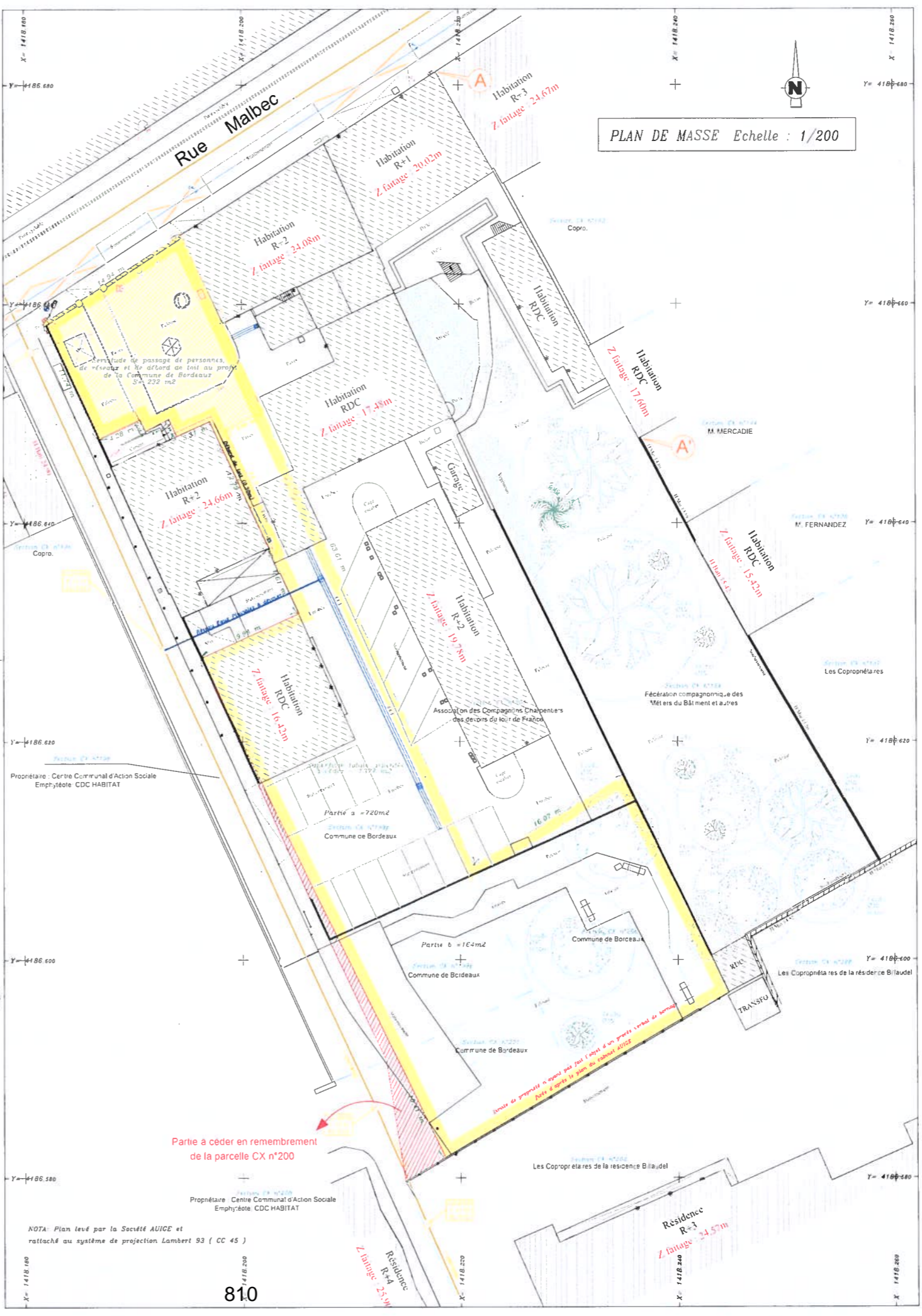
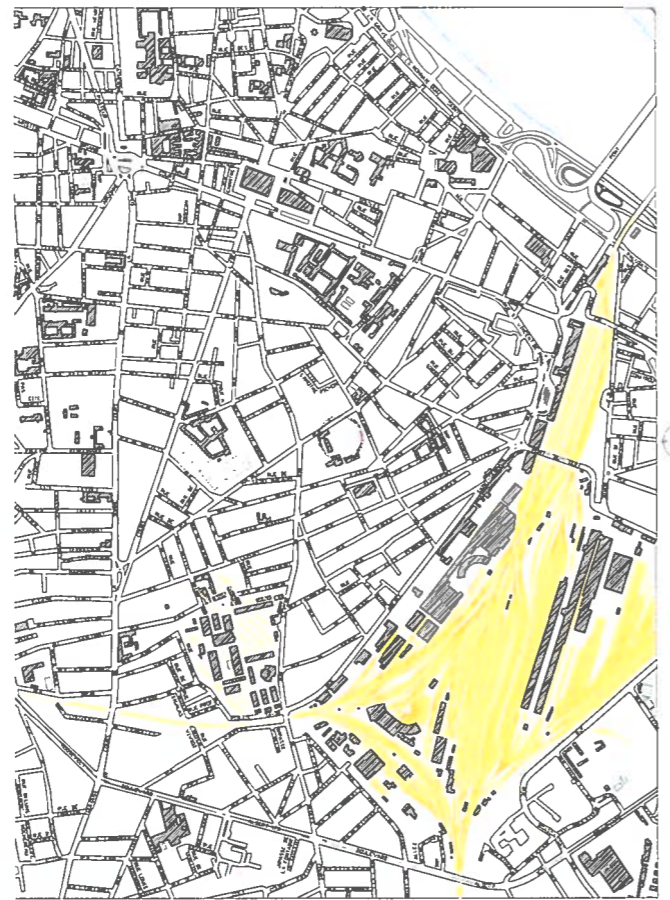
CADASTRE

SECTION	PARCELLE	CONTENANCE	CESSION	SERVITUDE
CX	199	119 M ²	Ⓐ 720 M ²	232 M ²
			Ⓑ 164 M ²	
CX	201	167 M ²		136 M ²
CX	206	359 M ²		357 M ²
TOTAUX		1645 M ²	1377 M ²	232 M ²

Servitude de passage de personnes, de réseaux et de débit de ton à instaurer au profit de la Commune de Bordeaux

DRESSE PAR LE TECHNIEN TERRITORIAL BORDEAUX LE : 05/05/2022	VU ET VERIFIE PAR LE GEOMETRE BORDEAUX LE :	PRESENTE PAR LE DIRECTEUR BORDEAUX LE :
Origine : AF cession		
NUMERO DE CLASSEMENT 2202778 CWS ARCHIVE : 2022	MOOPE LE	OBSERVATIONS
DESSINATEUR : MS		SERVICE DEMANDEUR D.G.A(D.L.T)

PLAN DE SITUATION Echelle : 1/10000



NOTA: Plan levé par la Société AUICE et rattaché au système de projection Lambert 93 (CC 45)

810

DELEGATION DE Monsieur Mathieu HAZOUARD

D-2022/180
Fonds de soutien exceptionnel. Covid 19 2022. Attribution de subvention.

Madame Delphine JAMET, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le contexte de crise sanitaire lié à l'épidémie de Covid 19, la ville de Bordeaux reconduit pour l'année 2022 le fonds de soutien exceptionnel dédié aux associations et clubs du territoire dont la situation financière a été fortement impactée par la crise sanitaire.

La SASP Boxers de Bordeaux a clôturé ses comptes de la saison 2020/2021 avec un déficit de 89 335 €, du fait de l'impact des mesures sanitaires liés à la tenue de matchs à huis-clos ou à jauge réduite. La Commission nationale de suivi et de contrôle de gestion de la fédération française de hockey sur glace impose donc au club de terminer cette saison 2021/2022 avec un résultat positif équivalent au déficit de la saison précédente.

Le contexte de reprise économique sur cette période encore marquée par les conséquences de la crise sanitaire ne permet pas au club d'atteindre seul cet objectif.

Il est donc proposé d'attribuer au club une subvention au titre du fonds de soutien exceptionnel d'un montant de 20 000 € qui sera imputée sur la fonction 30 – nature 65748.

Il est demandé au Conseil Municipal de :

- Approuver le versement d'une subvention de 20 000 € à la SASP Boxers de Bordeaux
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document s'y rapportant.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Mme GARCIA

Dans la délégation de Monsieur Mathieu HAZOUARD, délibération 180 : Fonds de soutien exceptionnel Covid19 2022 – Attribution de subvention.

Je pense que cette libération est présentée par Madame Delphine JAMET.

M. LE MAIRE

C'est Delphine JAMET qui a la parole.

Mme JAMET

En l'absence de Mathieu HAZOUARD, je vais présenter cette délibération.

Dans le cadre de la crise Covid, les Boxers de Bordeaux ont subi un déficit. Donc, il nous convient, via cette délibération, de leur attribuer une subvention de 20 000 euros parce qu'ils ont l'obligation d'avoir un compte de résultat qui ne doit pas être négatif.

M. LE MAIRE

Merci Delphine. Je ne vois pas de demande d'intervention. Donc, je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

DELEGATION DE Monsieur Amine SMIHI

D-2022/181

**Programmation Projets de Prévention de la délinquance.
Subventions de projets. Autorisation. Décision. Signature**

Monsieur Amine SMIHI, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La nouvelle Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance est en cours de finalisation avec nos partenaires signataires. Elle sera présentée en conseil municipal de juillet.

La programmation des subventions aux acteurs de terrain répondant à ses futurs axes se fera de façon souple tout au long de l'année afin de répondre aux enjeux d'actualité et de chaque territoire.

Nous pouvons déjà assurer que certains de ses enjeux rejoignent ceux de la Politique de la ville comme la prévention de la délinquance des jeunes, du harcèlement, de l'insertion sociale et professionnelle de jeunes déjà impliqués dans des délits et petits trafics ainsi que l'accompagnement des jeunes en situation de prostitution ou victime de la traite des êtres humains.

Pour répondre à ces enjeux fondamentaux nous souhaitons accompagner au mieux les projets proposés par les associations en territoires prioritaires ou non.

Cette délibération porte donc les arbitrages de la programmation financière de la partie municipale bordelaise de l'appel à projet politique de la ville qui concernent la prévention de la délinquance mais aussi le déploiement plus large d'actions en direction des publics vulnérables en situation de prostitution.

Au-delà de ces aides financières, la ville, à travers la coordination de son CLSPD via la Direction du Développement Social Urbain, propose un accompagnement individuel et collectif des porteurs de projets afin notamment de créer des synergies autour des futurs axes d'interventions de la nouvelle Stratégie territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, des territoires et des publics concernés.

C'est pourquoi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à adopter le programme tel que présenté en annexe.

A attribuer aux organismes cités sur le tableau joint les sommes mentionnées pour un montant global de 38 500€.

A faire procéder au versement de ces sommes au crédit de ces organismes.

A signer tout document lié à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

NON PARTICIPATION AU VOTE de Madame Isabelle FAURE

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Mme GARCIA

Dans la délégation de Monsieur Amine SMIHI, délibération 181, avec non-participation au vote de Madame Isabelle FAURE : Programmation Projets de prévention de la délinquance – Subvention de projets.

M. LE MAIRE

Merci. Amine SMIHI a la parole.

M. SMIHI

Merci Monsieur le Maire. Écoutez, tout est dit dans la délibération. S'il n'y a pas de questions.

M. LE MAIRE

J'ai une demande de parole de Monsieur Marik FETOUH. Vous avez la parole.

M. FETOUH

Oui, Monsieur le Maire, mes chers collègues, la sécurité est un droit fondamental, et de ce point de vue, la Ville de Bordeaux ne s'illustre pas pour le moment de son action dans ce domaine, mais plutôt par les faits de délinquance qui ne font qu'augmenter. Selon *l'open data* du Gouvernement, Bordeaux est désormais la quatrième ville en France la plus dangereuse avec 20 515 crimes et délits en 2021. C'est près de 8 % de la population bordelaise qui a subi un crime en délit l'an dernier. Face à ce phénomène qui ne fait qu'empirer, que proposez-vous ? Malheureusement, pas grand-chose. La prévention de la délinquance qui était votre mantra par opposition à la répression, ne bénéficie malheureusement pas d'un soutien à la hauteur des enjeux avec un budget alloué aujourd'hui de 38 500 euros. Vous nous aviez annoncé vous-même, Monsieur le Maire, lors du Conseil municipal du 29 septembre 2020 la réalisation d'un diagnostic précis sur la sécurité dont les résultats ne nous ont pas été communiqués. Vous aviez également promis le recrutement de 150 policiers municipaux sous 18 mois lors du même Conseil, et près de deux ans après, le compte n'y est pas. Le nombre de départs est quasiment équivalent au nombre de recrutements comme nous l'avons vu lors du Compte administratif voté tout à l'heure. On ne connaît pas non plus votre position sur la vidéoprotection, ce qui démontre une certaine ambiguïté sur le sujet. Par contre, on sait que vous êtes, de manière totalement idéologique, opposé à l'armement des policiers municipaux, ce qui faciliterait pourtant le recrutement, et qui leur permettrait de se protéger alors qu'ils sont souvent, comme vous le savez, primo intervenants en cas de difficultés. Peut-être que la feuille de route sur la sécurité qui sera présentée au mois de juillet nous éclairera sur ce sujet puisque c'est annoncé dans la délibération. Je suis un peu déçu que Monsieur SMIHI ne l'ai pas redit à l'oral.

Il est quand même regrettable que l'ensemble du Conseil municipal ne soit pas associé à l'élaboration de cette feuille de route. Vous prônez, Monsieur le Maire, la concertation. Vous demandez à l'opposition d'être constructive, mais cette feuille de route va être finalisée en catimini avec seulement trois élus de l'opposition le 20 juin à 18 heures, ce qui n'augure pas d'une réunion qui sera très longue et très productive.

Alexandra SIARRI, ma collègue, vous a d'ailleurs écrit à ce sujet et n'a pas reçu de réponse à ce jour à notre demande collective au titre de Bordeaux Ensemble d'associer l'ensemble du Conseil municipal à l'élaboration de cette stratégie sur la sécurité.

Aussi, Monsieur le Maire, je vous le demande : comptez-vous consulter l'ensemble du Conseil municipal dans un esprit de concorde républicaine sur un sujet aussi important que la sécurité de nos concitoyens ? Et par ailleurs pouvez-vous nous communiquer au plus vite les résultats de l'audit de sécurité qui a été commandé et financé par la Ville de Bordeaux ?

Je vous remercie.

M. LE MAIRE

Merci. Monsieur POUTOU.

M. POUTOU

C'est une explication de vote. Nous, on va s'abstenir sur la délibération même s'il nous semble partager la préoccupation qui est défendue à savoir notamment la question du soutien à une politique de prévention et un soutien de subventions à des associations et des organismes qui travaillent là-dessus. Donc, on n'a pas de problème avec cela, mais par contre, on a quelque questionnement qui

fait que l'on s'abstient. Je lis une note aussi de notre Conseil scientifique. On a trois problèmes que l'on voit dans cette délibération. D'abord, c'est juste un alignement sur, je cite, « la nouvelle stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance. » En général, cela signifie l'adaptation et une orientation gouvernementale obligatoire sous la responsabilité de la politique de la ville qui n'est pas une politique en soi, mais qui réunit différents ministères et organismes comme le Ministère de l'Intérieur, de la Justice, de l'Éducation Nationale, la Culture, l'Aménagement du territoire dont l'ANRU, etc. Cela veut dire concrètement que les subventions qui seront versées par la Ville doivent être des organismes politiquement corrects et sur des projets qui ne seront pas retoqués par la Préfecture. En gros, qu'ils ne s'appuient pas sur ce qui répondrait aux besoins sociaux et concrets des premiers concernés, ici, les habitants et leurs associations, mais que la Ville se range sous la bannière du Gouvernement, et, en général, derrière le Ministère de l'Intérieur.

Autre problème, c'est la programmation des subventions encore, on site « de façon souple tout au long de l'année afin de répondre aux enjeux d'actualités ». On trouve que c'est quand même problématique cette expression-là parce qu'en général, cela se traduit par des financements versés au coup par coup quand cela va plus mal sur un quartier, et cela accompagne le plus souvent une révolte sur un quartier après des opérations de police. Enfin, c'est comme cela que cela se passe en général.

C'est exactement le contraire de ce qu'il nous semble en tout cas de ce qu'il faudrait. Une vraie politique de prévention devrait s'inscrire dans la durée et favoriser de changements structurels sur les quartiers populaires par des propositions sociales, d'accompagnement scolaire et de loisirs, de facilitation d'accès à l'emploi, à la santé, des logements et un environnement de qualité. Le tout sur la base et avec les paroles multiples des habitants et habitantes et en particulier des jeunes, des femmes ou des personnes racisées. Cela veut dire que les mairies doivent arrêter les financements conjoncturels selon les événements et les émotions qu'ils suscitent, financements qui ne font bien souvent qu'aggraver les choses.

Enfin, dernier problème que nous voyons, c'est la volonté, et là, je cite encore, « de mettre en place un accompagnement individuel et collectif des porteurs de projets afin de créer une synergie autour des futurs axes, intervention de la nouvelle stratégie. » Fin de citation.

Donc, on comprend que les axes de cette nouvelle stratégie n'existent pas encore, mais c'est avec eux qu'il faut qu'il y ait de la synergie. C'est pour le moins bizarre alors que ceux et celles qui existent vraiment, ce sont les habitants et les habitantes des quartiers. C'est avec eux et elles qu'il faudrait faire de la prévention.

En gros, la prévention de la délinquance utile, c'est celle qui s'attaque à la paupérisation des quartiers déjà pauvres et aux inégalités croissantes entre les différents territoires des villes. Cela suppose un investissement d'argent public massif sur les services publics et des subventions pérennes aux associations à but non lucratif qui galèrent avec trop peu de financements, obligées de se soumettre « à la dictature » des appels à projets. Fin de note.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur POUTOU. Monsieur CAZENAVE.

M. CAZENAVE

Merci Monsieur le Maire. Je voudrais, tout d'abord, m'inscrire dans la continuité des propos de Marik FETOUH. Je me souviens que nous avons demandé à plusieurs reprises collectivement d'ailleurs qu'un débat sur la question de la sécurité soit organisé au sein de ce Conseil municipal. Comme vous l'avez fait sur d'autres thématiques, le logement, la résilience alimentaire, on considère que la question de la sécurité, c'est un sujet de préoccupation des Bordelaises et des Bordelais, et je me souviens des mots durs, trop durs, je l'espère, d'Amine SMIHI nous expliquant qu'il refusait ce débat parce que nous ne partagions pas les mêmes valeurs. Je ne l'ai pas oublié Monsieur l'adjoint, et tiens à vous dire que nous en reparlons cet après-midi. Pourquoi nous en reparlons ? Je voudrais, en particulier, me faire l'écho des riverains du quartier du Grand Parc qui, depuis quelques semaines, nous sollicitent les uns et les autres sur la question des rodéos. La question des rodéos, c'est un fléau dans le quartier. C'est un fléau quasiment tous les jours. C'est un problème de sécurité. C'est un problème de tranquillité. C'est un problème de bien vivre. Alors qu'il y a une loi, la loi du 3 août 2018 qui a renforcé la lutte contre les rodéos, l'arsenal en matière de peine et en matière d'infractions. Je rappelle aussi la circulaire du Ministre de l'Intérieur de 2021 à destination des collectivités locales qui

leur demande de s'investir aux côtés de l'État pour prendre en charge notamment le gardiennage des véhicules utilisés, et je vois autour de nous, enfin sur le territoire national, un certain nombre de villes qui ont mis en place des dispositifs spécifiques à Lyon, à Vaulx-en-Velin, à Vénissieux, au Havre avec des cellules spécifiques anti-rodéos où l'État et la municipalité, main dans la main, essaient de prendre à bras-le-corps le sujet.

Donc, nos questions sont les suivantes : « Quelle réponse, la Ville de Bordeaux, vous envisagez de prendre face à ce fléau du quotidien ? Avez-vous déjà engagé des discussions avec l'État pour bâtir une réponse commune ? Vous êtes-vous saisis des dispositions de la loi 2018 de la circulaire de 2021 ? Pouvons-nous, dans ce cadre-là, espérer pouvoir en discuter et avoir des propositions concrètes de votre part dans le cadre du prochain débat sur la sécurité du moins, nous l'espérons ? »

Merci.

M. LE MAIRE

Merci. Amine SMIHI va vous répondre. Je dirais peut-être un mot à la fin. Amine.

M. SMIHI

Merci Monsieur le Maire. Pour répondre rapidement en essayant d'être exhaustif toutefois pour cette délibération et le sujet qui était le sien. Le budget, vous le savez, de prévention de la délinquance se fait au fil de l'eau pour notre TSVT. Donc, vous aurez régulièrement des financements. Donc, on ne peut pas regarder cette délibération uniquement comme la seule image de nos politiques de prévention évidemment.

Pour répondre sur la question des recrutements, et Monsieur POUTOU, je m'excuse, je vais encore parler des recrutements de policiers municipaux, mais vous avez compris que je répondais aux questions que l'on me posait, simplement le travail continu, c'est un travail difficile. Personne ne l'ignore. Nous sommes arrivés, il y avait 20 postes vacants. Nous avons créé 10 postes vacants chaque année en 2021 et en 2022. Aujourd'hui, nous avons 20 postes vacants. Nous avons donc recruté 19 agents de policiers municipaux. Je ne parle que des policiers municipaux supplémentaires. L'effectif d'ASVP est complet à l'exception de deux agents. C'est tout récent, cela date d'aujourd'hui, qui sera renouvelé aisément. Cela, c'était pour répondre à votre question.

Sur la question sur la vidéosurveillance, je ne sais pas d'où vous sortez que nous nous cachons sur ce sujet. Bien au contraire, je crois malheureusement que je me suis de très nombreuses fois exprimé sur ce sujet, et Monsieur le Maire également. Quoiqu'il en soit, au mois de juillet, nous aurons une délibération spécifique sur ce sujet-là. Donc, cela sera l'occasion de discuter et débattre ensemble de nos orientations sur ce sujet que nous assumons tout à fait en transparence.

Pour la stratégie territoriale, écoutez, le principe de fondation se fait dans le cadre du travail partenarial. Il a été initié par un diagnostic local de sécurité. Derrière, avec tous nos partenaires institutionnels acteurs locaux et associatifs et élus au sein du CLSPD, nous avons mené tout un travail pendant de très longs mois. La stratégie territoriale est en passe d'être finalisée pour probablement le début juillet. Vous avez reçu le document de travail puisque je vous l'ai transmis. Vous m'avez demandé, et à juste titre, une réunion pour pouvoir l'évoquer un peu plus dans le détail ensemble. Nous avons fixé la date au 20 juin. Cette date est maintenue ou avancée selon les deux propositions si vous voulez faire en visio ou non. Donc, il n'y a aucun souci, on aura ce débat. Elle sera présentée lors d'une délibération au Conseil municipal de juillet. Donc, cela se fera tout à fait en toute transparence là également.

Monsieur CAZENAVE, vous avez raison sur un point. L'expression de dire : « Nous n'avons pas les mêmes valeurs » était probablement un peu ferme, mais il faut pardonner au début. Donc, je vais préciser. Nous partageons ensemble les valeurs républicaines démocratiques et laïques. Il n'y a aucun doute là-dessus, et je le dis tout à fait publiquement. En revanche, nous avons des désaccords de fond et des valeurs qui peuvent être différentes sur tout un ensemble de sujets, ce qui me permet de répondre à Monsieur FETOUH. Par exemple, lorsque vous évoquez la question de l'armement des policiers municipaux, voilà une valeur sur laquelle nous nous opposons, sur lequel nous avons un désaccord tout à fait démocratique, et c'est normal. Et, oui, sur ce sujet, nous n'avons pas les mêmes valeurs. Vous dites que l'armement, l'État le permet, un recrutement meilleur, voire une efficacité des Polices municipales pour cela. Écoutez, j'ai la chance de travailler au niveau national au sein du

Forum français avec l'ensemble de mes homologues, j'aimerais bien que vous me donniez les statistiques sur lesquelles vous vous appuyez pour cela. Ce n'est pas le cas, et c'est un fait qui est aujourd'hui le sujet qui est le nôtre. L'armement n'est pas un sujet qui doit faire l'objet de polémiques partisans. C'est un sujet trop sérieux que l'on réservera à des meilleures situations.

Merci. Pardon, juste un dernier mot sur les rodéos. Vous avez raison Monsieur CAZENAVE, c'est un sujet très préoccupant et qui ne concerne pas que le Grand Parc, cela touche l'ensemble des quartiers non seulement de Bordeaux, mais également des villes qui sont périphériques puisque ce sont les mêmes réseaux avec des phénomènes qui sont assez impressionnants, un nombre de saisies de véhicules de la Police nationale qui est extrêmement mobilisée sur ce sujet, et nous sommes mobilisés à leur côté puisque nous avons un travail quotidien avec eux pour essayer d'identifier l'origine de ces véhicules, quand est-ce qu'ils arrivent, où ils se situent. Nous faisons le travail à leur côté pour essayer de faire baisser cela. C'est un travail de longue haleine. C'est difficile, mais je vous assure que nous sommes extrêmement mobilisés pour essayer d'arrêter ce phénomène qui est malheureusement sociétale et qui ne touche pas uniquement Bordeaux.

M. LE MAIRE

Merci Amine. J'ai envie d'ajouter deux mots sur le débat sur l'armement des policiers qui est un débat. On a une vraie divergence. Il faut que vous sachiez aussi qu'il y a un danger à l'armement des policiers, c'est qu'actuellement il y a une volonté de glissement de la part de l'État de faire accomplir par les Polices municipales un certain nombre de prérogatives qui sont des prérogatives de l'État. Par exemple, la lutte contre la délinquance, ce n'est pas une prérogative de la Police municipale. Or, en armant les policiers municipaux, vous en faites de plus en plus des policiers nationaux, en tout cas des policiers qui doivent répondre des mêmes prérogatives que la Police nationale. Ils n'ont pas les mêmes formations. Ils n'ont pas non plus les mêmes finalités. On n'est peut-être plus républicain ou plus légaliste que vous là-dessus. Nous, on est pour que la Police municipale, elle accomplisse ses fonctions dans le cadre que la loi lui a affecté, et ce rigoureusement, quitte à prêter main forte à la Police nationale. Cela se fait régulièrement à Bordeaux. Il y a une bonne coopération entre la Police municipale et la Police nationale, mais chacun, dans son créneau de compétence. Donc, ne comptez pas sur nous Monsieur CAZENAVE pour abonder dans cette espèce de glissement subreptice de l'État qui veut nous faire assumer des fonctions qui relèvent de ces pouvoirs régaliens.

Oui, je vous laisse répondre, mais voilà, allez-y.

M. CAZENAVE

Je ne pense pas en vous ayant interrogé. Alors, vous me donnez l'occasion de repréciser. D'abord, je ne me suis pas prononcé sur l'armement des policiers municipaux avec notre groupe, et par ailleurs, je ne pense pas que j'introduis un glissement de responsabilité en demandant comment vous allez répondre concrètement au problème des rodéos. J'entends l'intention de Monsieur SMIHI, et je trouve la réponse pas très concrète. Je tiens à vous le dire : j'aimerais sur ce sujet-là savoir quelle équipe, comment les mobiliser, combien de saisies, où sont-ils, quelles sont les actions que vous comptez mener au-delà de l'intention. J'entends que vous êtes engagés sur ce sujet-là, mais comment cela va permettre de faire diminuer ce phénomène, et vous avez raison, il n'est pas uniquement bordelais, et il touche plusieurs quartiers de Bordeaux. Il se trouve que l'on a été beaucoup sollicité au Grand Parc, comme vous, j'imagine, et je pense que les habitants maintenant attendent des réponses rapides parce que c'est un enfer au quotidien. J'attends des réponses plus précises, mais peut-être que l'on les aura au mois de juillet dont acte, nous aurons un débat sur la sécurité.

M. LE MAIRE

Oui, Monsieur SMIHI. Vas-y Amine.

M. SMIHI

Juste pour vous répondre tout de suite sur le rodéo. Sur les rodéos, ce n'est pas la Police municipale qui est mobilisée en direct sur cette prérogative. Elle accompagne et elle aide et soutient la Police nationale dans toutes ces procédures d'enquête et de réquisition puisqu'actuellement c'est bien un démantèlement de réseaux qu'il faut opérer. Ce n'est pas simplement de petits jeunes dans un quartier qui font joujou. Ce sont des réseaux et la Police nationale est extrêmement mobilisée sur le sujet, et nous l'accompagnons avec nos moyens et dans le cadre de nos prérogatives.

M. LE MAIRE

À cet égard, j'ajouterais, Monsieur CAZENAVE, que vous êtes plus près du Prince que nous le sommes. Donc, je vous propose d'interroger le Prince et d'apporter les réponses qui vous seront données lors de notre prochain débat.

Monsieur POUTOU, vous souhaitez intervenir ?

M. POUTOU

Oui, c'était juste en réponse aux propos de Monsieur CAZENAVE sur le Grand Parc et les rodéos avec les termes qui sont utilisés « fléau » et « enfer ». C'est juste pour relativiser la chose. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien, mais moi, j'habite au Grand Parc, juste au bord du Grand Parc. Donc, on peut dire que je ne suis pas au cœur du Grand Parc, mais quand même j'entends les mobylettes, j'entends les jeunes qui font les camps des fois, et franchement, cela ne ressemble pas du tout à des fléaux ou à l'enfer.

Juste pour dire que là, on est aussi dans des discours sécuritaires évidemment sur des quartiers qui ne sont plus pas très connus par celles et ceux qui en parlent aujourd'hui. Donc, c'est pour dire qu'en fait si on devait parler de fléau et de difficultés, ce serait peut-être la question du chômage, la question de la difficulté de vie au quotidien, la question d'un bureau de poste à Grand Parc qui est menacé de fermeture, on en parlera tout à l'heure puisqu'il y a des écoles, notamment l'école Trébod qui va être agrandie. Donc, cela, c'est les effets positifs et qui vont venir, mais, voilà, c'est aussi être en capacité de faire toujours ce lien entre une certaine forme de délinquance. Monsieur SMIHI parle de bandes de trafiquants. Cela aussi, cela doit exister, mais je pense qu'il faut, quand on discute de cela, il faut faire le lien avec la situation sociale, avec la situation du logement et avec la situation des services publics, avec la situation du chômage. Cela permet un peu de comprendre les situations, et en tout cas de montrer que l'on a une préoccupation de répondre positivement aux problèmes de la population de ces quartiers-là, et pas de stigmatiser la jeunesse toujours vue comme des jeunes voyous. Donc, je pense qu'il y a un problème de ce côté-là aussi, mais c'est tout juste pour répondre à cela.

M. LE MAIRE

Merci. On va terminer le débat avec Pascale BOUSQUET-PITT et Didier JEANJEAN. C'est un peu vraiment pour terminer.

Pascale, un mot.

Mme BOUSQUET-PITT

Pour faire court, mais c'est pour illustrer. Nous avons des réunions partenariales qui n'existaient pas auparavant sur le terrain dans les mairies de quartiers avec des services de la Police nationale, Police municipale. J'ai d'ailleurs reçu les représentants de circonscriptions et le DDSP Adjoint récemment.

Pour illustrer sur les rodéos, vous avez lu dans la presse qu'à Mérignac il y a eu des rodéos qui ont été arrêtés vers l'aéroport, des voitures saisies, etc. Pourquoi ils se sont retrouvés là ? Parce qu'un dispositif à Bordeaux près du lac, c'était plutôt des voitures, ils ont vu qu'il y avait un dispositif policier, se sont rabattus sur Mérignac et les policiers se sont rabattus sur Mérignac. Donc, il y a du travail Monsieur CAZENAVE. Et aussi ces réunions partenariales, ce travail avec le CLSPD ont permis puisque l'opposition présente sur le quartier avait agité un petit peu des peurs, etc. concernant quelques jeunes qui avaient été victimes d'agression à Stehelin notamment. Le travail partenarial a permis d'appréhender ces délinquants. Donc, il y a du boulot de concertation, de coconstruction, et je rappelle qu'avant notre arrivée, il n'y avait des CLSPD que sur les quartiers politiques de la ville. C'est un travail énorme d'avoir mis en place les CLSPD dans les autres quartiers.

M. LE MAIRE

Merci Pascale. Didier JEANJEAN.

M. JEANJEAN

Oui, merci Monsieur le Maire. Simplement pour donner à notre discussion ici et également d'ailleurs au travail de notre municipalité un angle différent, et pas uniquement répressif, qui contribue à ce discours de la terreur sécuritaire que je trouve un peu caricatural. Donc, pour vous donner des éléments et un angle différent, sachez que sur le parc du Grand Parc, quand nous sommes arrivés, nous avons demandé à revoir ce projet, et notamment sur les allées rectilignes, nous avons demandé

l'installation de pare-rodéos, qui vont d'abord contribuer à l'aménagement de ce parc avec plus d'assises et plus de végétalisation, et répondre d'une manière différente que simplement l'axe sécuritaire, l'un n'empêchant pas l'autre.

M. LE MAIRE

Merci Didier JEANJEAN. Vincent MAURIN.

M. V. MAURIN

Dans la suite de ce que vient de dire Didier JEANJEAN par rapport à ce que l'on appelle la prévention situationnelle, nous avons à travailler et nous travaillons déjà avec les différents services de Police nationale, municipale, mais aussi les bailleurs sur des projets d'aménagement urbain ou de réaménagement urbain permettant de limiter un certain nombre de rodéos deux-roues qui sont effectivement une problématique dans certains quartiers pour une partie de la population. Ce matin même, j'étais en réunion avec une vingtaine de responsables autour de la question du projet de renouvellement urbain des Aubiers ou Police nationale, Police municipale, bailleurs. Nous avons convenu d'un certain nombre d'aménagements permettant d'enrayer, en tout cas de limiter un certain nombre de rodéos. Il faut savoir que la répression des rodéos sur deux-roues est très complexe. Dans mon quartier, les rodéos sont d'ailleurs pas sur deux roues, souvent sur une roue, la roue arrière, et souvent avec des chauffeurs, des conducteurs qui sont sans casque. Donc, il y a d'abord à réfléchir et à faire attention par rapport à la sécurité première des jeunes qui sont sur ses véhicules. Et, enfin, pour bien montrer que nous sommes en travail nouveau avec la Police nationale, nous avons plusieurs groupements opérationnels avec la Police nationale sur notamment la question des rodéos voitures, on l'a cité tout à l'heure au Lac, au bout de deux ans de travail, nous avons réussi, Police nationale, Ville à enrayer les rassemblements qui pouvaient être très dangereux de rodéos, automobiles sur la zone du Lac. Évidemment, vous l'avez compris, le problème, ceux des places, n'est pas réglé fondamentalement pour autant, mais, là, c'est évidemment un travail que l'État, la Préfecture doit mieux travailler avec l'ensemble des communes.

M. LE MAIRE

Merci Vincent. Alexandra SIARRI demande la parole.

Mme SIARRI

Merci Monsieur le Maire. Je ne comptais pas prendre la parole, mais quand même. Je voulais quand même dire que Bordeaux a une très, très longue tradition de travail sur une appréhension de la sécurité sous l'angle de la prévention, de la répression et de l'aide aux victimes. Nous avons, Bordeaux, concouru à créer des structures associatives auxquelles votre adjoint participe que sont France Médiation et le Forum français de la sécurité urbaine. Donc, on a toujours eu ici dans cette ville une position sur ces trois pieds. Il est faux de dire qu'il n'y avait pas de plénière, il n'y avait pas de CLSPD dans les quartiers qui n'étaient pas des quartiers politique de la ville. C'est une question de sémantique. Il n'y avait pas eu de plénière à l'Hôtel de Ville. Je coprésidais le CLSPD, et il y avait des cellules de veille dans la totalité des quartiers. Donc, il y avait un très bon travail partenarial. Après, une chose est sûr, c'est que nous divergeons avec vous sur la place de la vidéosurveillance. On était plus favorables que vous la vidéosurveillance, et c'est toujours le cas. D'ailleurs, dans le budget que l'on a vu au démarrage, on a bien vu que vous n'avez pas utilisé tous les dispositifs de vidéosurveillance, et d'autre part, je tiens à dire, pour faire écho à ce qu'a dit Vincent MAURIN, c'est que quand même une des meilleures possibilités de limiter le départ à la délinquance, c'est d'être beaucoup plus proactif sur la rénovation urbaine des quartiers. Donc, je reviens sur ce que j'ai dit tout à dans le document de gestion, sur la rénovation urbaine, il y a du retard, et tant que l'on travaillera, et mieux on travaillera sur les quartiers politiques de la ville dans le cadre de vie, et moins on aura des situations à risque. Pour autant, mais je pense que cela sera l'objet à la fois de l'échange le 20 juin, mais aussi du débat en Conseil municipal, il y a eu une dégradation inquiétante, notamment avec un certain nombre de jeunes victimes qui posent question à la résurgence des bandes, et c'est vrai que sur ces questions-là, majeures, on attend beaucoup de vos nouvelles propositions.

M. LE MAIRE

Merci. Amine SMIHI pour conclure.

M. SMIHI

Merci Monsieur le Maire. Merci beaucoup pour tous ces échanges qui préfigurent un peu ce que nous aurons en juillet manifestation puisque là, vous aurez l'ensemble des documents. Vraiment, je

voudrais vous assurer d'une chose, c'est que nous essayons d'avoir un point de vue extrêmement pragmatique et équilibré sur la situation. Nous ne stigmatisons pas les réalités sociales. Nous regardons la réalité en face. Lorsqu'il y a des trafiquants, lorsqu'il y a des gros trafics, nous n'avons aucune difficulté à accompagner et aider l'État dans son travail pour démembrer ces groupes qui exploitent notre jeunesse démunie. Pour le reste, nous accompagnions par la prévention et c'est l'objet de tout le travail que nous faisons avec l'ensemble des partenaires comme on pourra en discuter en juillet tout comme la vidéo où là, effectivement, nous avons quelques désaccords. Ils sont sains.

M. LE MAIRE

Merci Amine. Je mets aux voix cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

Porteur	Projet	Montant
INFODROITS	Animations d'accès à la citoyenneté et aux droits	2 500,00 €
Comité d'Etudes et d'Informations sur la Droque - CEID	TAPAJ – Travail alternatif payé à la journée	13 500,00 €
Comité d'Etudes et d'Informations sur la Droque - CEID	Pôle prostitution	6 000,00 €
Fabrique POLA	Médiation culturelle squat	1 000,00 €
Union Bordeaux des Associations de Prévention Spécialisée - UBAPS	Ma citoyenneté en Chantier	7 000,00 €
Compagnie Cocktail C	Taman à l'école des elfes	3 000,00 €
ARE 33	Chantier Travail d'intérêt général Eco-citoyen	5 500,00 €
TOTAL		38 500,00 €

AIDES ATTRIBUEES AUX ORGANISMES EN 2020	
NOM DES BENEFICIAIRES	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
ARE 33	18,00 €
CEID	2 253,00 €
UBAPS	773,80 €

DELEGATION DE Madame Sylvie SCHMITT

D-2022/182

Soutien financier aux équipements scolaires municipaux hors opération d'aménagement d'intérêt métropolitain. Demande de fonds de concours pour le groupe scolaire Pierre Trébod, l'élémentaire Jean Cocteau et la maternelle Naujac.

Madame Sylvie SCHMITT, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La croissance notable des effectifs scolaires, dans les secteurs qui ne sont pas inclus dans les opérations d'aménagement, justifie de garantir l'accueil des enfants dans les meilleures conditions. Ceci rend nécessaire de prévoir l'extension d'équipements existants.

Dans ce contexte, la ville de Bordeaux sollicite auprès de Bordeaux Métropole, le soutien financier relatif aux équipements scolaires municipaux hors opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain, en vertu de la délibération n°2018-420 en date du 6 juillet 2018.

Cette demande porte sur l'extension de trois équipements :

- Le groupe scolaire Pierre Trébod dans le secteur du Grand-Parc. Les écoles du secteur étant aujourd'hui sous tension, le projet consiste à créer un nouveau groupe scolaire dans l'emprise foncière de l'école maternelle existante, composé de 4 classes maternelle et de 7 nouvelles classes élémentaire ainsi que tous les locaux nécessaires à son fonctionnement : locaux administratifs, restauration scolaire et espaces spécifiques dédiés au périscolaire ;
- L'élémentaire Jean Cocteau dans le quartier Caudéran. Sur un foncier lui appartenant, la Ville a souhaité relocaliser l'actuelle école élémentaire en construisant un nouveau bâtiment à côté de l'école maternelle. Cette nouvelle école J. Cocteau comportera 10 classes, soit une capacité de 2 classes supplémentaires par rapport à l'école existante ;
- L'école maternelle Naujac dans le quartier centre-ville. Le projet consiste à réaliser une restructuration partielle de l'école afin d'augmenter sa capacité d'accueil par la création de 2 salles de classes supplémentaires, d'un préau et d'une salle de motricité à la suite de l'acquisition par la Ville d'une parcelle jouxtant l'école de 699 m².

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir :

- Approuver la décision de solliciter le soutien financier de Bordeaux Métropole,
- Décider l'ouverture des crédits nécessaires aux différentes exercices budgétaires,
- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les dossiers détaillés préparés à cet effet.

ADOpte A L'UNANIMITE

Mme GARCIA

Merci Monsieur le Maire. Dans la délégation de Madame Sylvie SCHMITT, délibération 182 : Soutien financier aux équipements scolaires municipaux hors opération d'aménagement d'intérêt métropolitain – Demande de fonds de concours pour le groupe scolaire Pierre Trébod, l'élémentaire Jean Cocteau et la maternelle Naujac.

M. LE MAIRE

Voilà Madame SCHMITT.

Mme SCHMITT

Merci Véronique. J'attends vos questions ou vos remarques.

M. LE MAIRE

Merci Madame SCHMITT. Qui souhaite intervenir ? Monsieur POUTOU, vous avez la parole.

M. POUTOU

On vote pour la délibération, mais c'était pour se poser quelques questions. En fait, on voit bien qu'il y a des investissements et la volonté de grandir ou de multiplier les groupes scolaires, mais il y avait un problème politique qui nous est posé à notre avis, c'est celui de faire des gros groupes scolaires plutôt que des petits. C'est un peu une évolution aujourd'hui. Cela s'appelle des cités scolaires, je crois, des écoles où il y a plus de 10 classes, et c'est pour dire quand même que c'est un problème parce que ce n'est pas la même qualité d'éducation ou d'instruction dans les petits groupes scolaires que dans les gros. Donc, il y avait cet aspect-là qui nous apparaît assez problématique.

L'autre aspect, c'est la question de... J'ai oublié. C'est la question où il y a des créations de classe ou des cas des renforcements du groupe scolaire, mais à côté de cela, il y a quand même une politique de suppression de classe. Donc, on se demande si au bout du compte, on n'en vient pas à peu près à la même chose parce que tous les ans, et cela, c'est l'Éducation Nationale, ce n'est pas la mairie qui le fait. Évidemment, c'est l'Éducation Nationale qui supprime des classes. À côté de cela, évidemment, on est plutôt satisfait de voir qu'il y a des constructions de groupes scolaires, et que donc, il y a les créations de classes. Voilà, c'était pour appeler cela aussi parce que l'on est quand même dans un contexte. Là, tout à l'heure, on a introduit le Conseil municipal avec la question du démantèlement des services publics de santé. On peut aussi parler donc du démantèlement global du service public de l'Éducation Nationale avec des difficultés énormes, avec des manques d'emplois, avec un découragement là aussi, même si ce n'est pas tout à fait le même niveau de gravité que la santé.

Ceci dit, il y a ces problèmes-là. Donc, on tenait aussi à faire le lien entre une délibération que l'on partage pour laquelle on vote pour, mais en même temps de montrer que c'est dans un contexte de difficultés, et qu'il y a intérêt aussi à ce qu'il y ait une mobilisation de la mairie, des collectivités territoriales et du côté de la mairie, il y a au moins la possibilité de s'assurer à ce qu'il y ait le plus d'adultes possibles dans les groupes scolaires que ce soit au niveau de la santé, de l'administration ou des ATSEM dans les maternelles. Donc, c'est aussi des choses dont on sait que l'on a du mal à en discuter, mais cela fait partie des urgences du moment puisque comme le disait Madame BICHET tout à l'heure, « l'enfant est au cœur de la Cité municipale », je ne sais plus comment cela a été dit, c'était une citation que je ne déforme pas, les enfants au cœur du projet municipal. Donc, si on prend cette phrase au sérieux, je pense qu'il y a des tas de choses à faire quoi.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur POUTOU. Sylvie SCHMITT va dire un mot.

Mme SCHMITT

Nous sommes bien d'accord, il y a plein de choses à faire tant sur le plan bâtimentaire qu'éducatif. On parle souvent de l'aspect bâtimentaire, on va y revenir, mais je voulais aussi en profiter, du coup, pour mettre en valeur l'aspect éducatif, et Claudine en a parlé, le projet éducatif que nous travaillons en concertation avec l'ensemble de la communauté et les enseignants, les associations du péri et

extrascolaire, pour définir jusqu'à la fin du mandat le projet éducatif de Bordeaux à partir des quatre axes qui ont été présentés par Claudine, et sur des priorités et des moyens spécifiques qui vont être donnés aux enseignants pour développer des projets dans leurs écoles pour les enfants.

Je reviens à vos questions sur les bâtiments. Personnellement, je suis entièrement d'accord avec vous. L'idée de favoriser des petits groupes scolaires est idéale pour l'apprentissage, on est tous d'accord. On est cependant contraint par le foncier, notamment dans les nouveaux quartiers. Là où on crée les nouveaux groupes scolaires, on a des parcelles qui sont définies, qui ont été définies depuis longtemps, cela, ce n'est pas fait cette année, qui ont été définies par les aménageurs et qui nous contraignent compte tenu des prévisions des effectifs sur les quartiers de dimensionner des groupes scolaires avec des détails importants, ce qui induit souvent d'ailleurs, et on le regrette, des groupes scolaires avec, par exemple, les élémentaires à l'étage et des cours d'école à l'étage. On s'est retrouvé avec des groupes scolaires que l'on a dû livrer avec des îlots de chaleur où les enfants ne peuvent pas rester dans la cour dès le mois de mai. Donc, on pallie les problèmes en faisant des travaux, en améliorant la ventilation, en mettant des films, et en végétalisant dès que possible.

Juste pour revenir, sur la création et la suppression de classes, la politique et la position de la ville est très claire là-dessus, c'est-à-dire que nous travaillons en concertation avec l'Éducation Nationale en comparant nos effectifs et bien sûr que nous ne recommandons jamais de fermeture des classes et laissant, bien sûr, à l'Éducation Nationale cette prérogative qui est de son droit. On est plutôt en fonction des effectifs dans des secteurs comme les quartiers traditionnels de Bordeaux où on peut avoir une baisse d'effectifs, d'où des fermetures des classes. C'est compensé par des ouvertures sur les nouveaux quartiers où il y a des livraisons de nouveaux bâtiments avec des nouvelles populations, d'où la livraison de nouveaux groupes scolaires. Donc, du coup, de création de classes à ce niveau-là.

Enfin, vous parliez d'Éducation Nationale. Vous savez qu'il y a un nouveau Ministre qui a été nommé. Donc, on attend, bien sûr, avec impatience sa feuille de route en espérant qu'il y aura plus de concertations avec les collectivités qu'il n'y avait jusqu'à maintenant parce que même si certaines mesures peuvent être entendables, certaines mesures prises au niveau national peuvent mettre à mal l'organisation des collectivités, les finances des collectivités et le partenariat au quotidien avec les équipes enseignantes et les équipes de l'Éducation Nationale. Donc, on espère qu'il y aura une concertation beaucoup plus éclairée avec les collectivités de la part de cette nouvelle équipe.

M. LE MAIRE

Merci Sylvie pour ces explications. Donc, je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Délibération adoptée, je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

D-2022/183

***Dotation spéciale pour les logements des instituteurs.
Reversement partiel à Bordeaux Métropole. Autorisation***

Madame Sylvie SCHMITT, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Mesdames, Messieurs, La loi du 29 juillet 1889 modifiée par la loi du 30 avril 1921 met les communes dans l'obligation de fournir aux instituteurs, soit un logement en nature, soit à défaut, une indemnité représentative de logement.

Au titre de la dotation globale de fonctionnement, les communes perçoivent une compensation de l'État aux charges qu'elles supportent pour le logement des instituteurs. Ces charges comprennent, à la fois, le coût de l'entretien des logements de fonction et les dépenses d'indemnisation versées à titre obligatoire aux instituteurs qui ne peuvent recevoir un logement convenable.

Dans les Z.A.C., Bordeaux Métropole s'est substitué aux communes en tant que propriétaire et assure donc les charges pour l'entretien des logements d'enseignants.

Selon la circulaire du 26 juillet 1983, les groupements de communes à vocation scolaire reçoivent une compensation des charges qu'ils supportent pour le logement des instituteurs. Cette compensation doit être versée par la commune où se situe l'école.

Au titre de l'année 2021, l'état des sommes dues à Bordeaux Métropole pour les logements des instituteurs s'élève à 2 808,00 euros. En effet, un instituteur est logé par Bordeaux Métropole et la Préfète a fixé le montant de la dotation par instituteur à 2 808,00 euros.

Aussi, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à reverser une somme de 2 808,00 euros à Bordeaux Métropole, représentant la fraction de la dotation spéciale, correspondant au nombre d'instituteurs logés dans les écoles situées dans les Z.A.C. avec le crédit prévu à cet effet - CdR Dir. Education – Rubrique 213 – compte 62878

ADOpte A L'UNANIMITE



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau des dotations et
des finances locales**

Arrêté du **25 MARS 2022**

revalorisant l'indemnité représentative de logement des instituteurs – année 2021

La Préfète de la Gironde

- Vu** l'article 85 de la Loi de Finances 1989 modifiant le dispositif d'attribution de la dotation spéciale instituteur ;
- Vu** les articles L.212-5, R.212-7 à R.212-18 du code de l'éducation relatifs à l'indemnité représentative de logement ;
- Vu** la réunion du Comité des Finances Locales du 30 novembre 2021 ;
- Vu** l'avis des membres du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale en sa réunion du 03 mars 2022 ;
- Sur** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

Article premier : L'indemnité mensuelle de base due aux instituteurs non logés est fixée à compter du 1er janvier 2021, pour la durée de l'année civile, à 184,30 €. Son montant est identique à 2020.

Article 2 : Le montant visé à l'article 1er qui s'applique à un instituteur ou à une institutrice célibataire sera majoré de 25 % pour :

- les instituteurs et institutrices mariés, pacsés, avec ou sans enfant à charge,
- les instituteurs et institutrices célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge,
- les instituteurs et institutrices s'étant déclarés comme vivant en concubinage.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde et Monsieur le directeur régional des finances publiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Bordeaux, le **25 MARS 2022**

LA PREFETE

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Christophe NOEL du PAYRAT

**Indemnité de logement des instituteurs
2021**

	Mensuelle	Annuelle
Indemnité de base	184,30 €	2 211,52 €
Base + Majoration 25%	230,37 €	2 764,43 €
Montant de la dotation de l'Etat		2 808,00 €

DELEGATION DE Monsieur Dimitri BOUTLEUX

D-2022/184
Subventions à divers opérateurs culturels. Convention.
Autorisation. Signature

Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération D-2022/83 du 29 mars 2022, vous avez autorisé Monsieur le Maire à réserver, au titre de l'exercice en cours, une enveloppe de 4 599 600 € destinée au soutien de nos opérateurs culturels.

Je vous propose aujourd'hui, en complément de ces premières attributions, d'affecter au titre des enveloppes relatives au fonds de soutien à l'innovation ainsi qu'à l'aide à l'émergence et à l'expérimentation les subventions suivantes :

- Amplitudes : 4 000 €

A l'occasion de la célébration de son 5^e anniversaire qui se tiendra au Square Dom Bedos, cette association porte un projet événementiel musical et pluridisciplinaire mêlant une proposition d'invitation conviviale aux habitants du quartier en après-midi (ateliers, rencontres, médiation, diffusion adaptée, invitations pour le soir...) et un temps festif de concerts dédié à l'éclectisme de la scène artistique locale en soirée

- Collectif Rivages : 13 000 €

« Le projet Où atterrir ? » initié par Bruno Latour en collaboration avec le Collectif bordelais Rivage, s'inscrit dans le cadre de la dynamique du Forum de la culture et du nouveau contrat démocratique . Il s'agit d'une expérimentation innovante commencée en 2021 visant notamment à donner une nouvelle description mise à jour de nos territoires de vie pour affronter les enjeux de la crise écologique. La subvention présentée soutient la programmation 2022.

- Ars Anima : 20 000 €

L'association Ars Anima organise l'exposition immersive « 24 heures dans la vie d'une femme » en coopération avec Cap Sciences, cette manifestation étant paritairement soutenue par la Direction Générale des Affaires Culturelles et la Mission Egalité de la Ville de Bordeaux.

- Cinémarges : 5 000 €

L'association Cinémarges organise la 17^{ième} édition du festival du film LGBT, queer et féministe. Cette édition marque la renaissance du festival après 7 ans d'absence

- Halle des Doves : 45 000 €

Cette structure participe à l'animation du laboratoire de transition vers les droits culturels. Ce dernier vise à la constitution d'espaces de rencontres, de dialogue et d'échanges entre personnes.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Attribuer ces subventions, qui seront prélevées sur la ligne budgétaire prévue à cet effet au Budget Primitif 2022, rubrique 30 - nature 65748
- Signer la convention liant la Ville de Bordeaux à l'association « Halle des Doves »

ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS
ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Entre

La Ville de Bordeaux, représentée par son Maire Monsieur Pierre Hurmic, habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 7 juin 2021

Et

L'association Halle des Douves, représentée par son Président Monsieur Olivier Demangeat

Il a été convenu :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La participation de la Ville de Bordeaux pour l'année 2022 est fixée à 45 000 euros.

Cette subvention constitue un soutien financier à l'action suivante : animation du laboratoire de transition vers les droits culturels. Le laboratoire de transition vers les droits culturels vise à la constitution d'espaces de rencontres, de dialogue et d'échanges entre personnes. Le laboratoire organise des temps de formation, des temps de conférence permettant de valoriser et de mieux comprendre les droits humains fondamentaux.

ARTICLE 2 - CHARGES ET CONDITIONS

L'association s'engage sur simple demande de la Ville de Bordeaux, à fournir tous les justificatifs nécessaires à la parfaite vérification de l'utilisation de la subvention octroyée.

ARTICLE 3 - VERSEMENT DES FONDS

Cette somme sera versée en une tranche unique, sur les crédits ouverts à cette fin sur l'exercice 2022.

ARTICLE 4 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tous litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution des présentes seront soumis, en tant que besoin, aux juridictions compétentes siégeant à Bordeaux.

ARTICLE 5 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile :

- Pour la Ville de Bordeaux, Hôtel de Ville, place Pey Berland - 33000 Bordeaux
- Pour l'association en son siège social

Fait à Bordeaux en 2 exemplaires, le

Monsieur Dimitri Boutleux
Président

Pour l'Association, Le

Adjoint au maire délégué à la création
et aux expressions culturelles
Pour la Ville de Bordeaux
P/O Le Maire

D-2022/185

Les Bassins Des Lumières. Contrat de concession portant délégation de service public. Aménagement, développement et gestion d'une offre culturelle et de mise en valeur patrimoniale dans la Base sous-marine de Bordeaux. Modification de la grille tarifaire. Avenant n°3. Décision. Autorisation. Signature

Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux a confié à la Société Culturespaces, par contrat de concession de service portant délégation de service public, signé le 28 septembre 2018, l'aménagement, le développement et la gestion d'une offre culturelle et de mise en valeur patrimoniale dans la Base sous-marine de Bordeaux.

La Société dédiée, Bassin des lumières, a été substituée à la Société Culturespaces, dans le Contrat, conformément aux stipulations de l'article 2.3.4 de celui-ci.

La société Culturespaces fait savoir que la hausse des prix survenue dans le courant du premier trimestre 2022 et continue sur le second trimestre, malgré le bon niveau de fréquentation, alourdit considérablement ses postes de charges incompressibles (fluides, achats courants ...).

La société Culturespaces sollicite une révision tarifaire en application des dispositions de l'article 8.4.2 du contrat qui prévoit la possibilité d'actualiser les tarifs proposés pour l'activité culturelle une fois par an et sous réserve du non-dépassement d'un tarif plafond fixé à 15 euros et actualisé annuellement via un indice de révision prévu dans le contrat.

Pour l'année 2022, les tarifs proposés n'ont pas fait l'objet d'évolution et le tarif plafond est actualisé à hauteur de 15,42 euros.

Il est ainsi proposé à la Ville d'augmenter la grille tarifaire applicable depuis l'ouverture de la façon suivante :

Plein tarif individuel : + 1,50 euros.

Tarif actuel = 13,50 euros – Nouveau tarif = 15,00 euros

Tarif individuel senior (+ de 65 ans) : + 1,50 euros.

Tarif actuel = 12,50 euros – Nouveau tarif = 14,00 euros

Tarif réduit individuel : + 1,50 euros.

Tarif actuel = 11,00 euros – Nouveau tarif = 12,50 euros

Tarif groupe (minimum 20 personnes) : + 1,50 euros.

Tarif actuel = 11,00 euros – Nouveau tarif = 12,50 euros

Les tarifs réduits pour les scolaires, les jeunes et les familles restent inchangés.

Ces nouveaux tarifs s'appliquent à compter du 1^{er} juillet 2022 et les années suivantes.

Ceci étant exposé, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Adopter les termes de l'avenant à conclure
- Signer ledit avenant n° 3 et tous les documents afférent
- Valider la date de prise d'effet de ces nouveaux tarifs.

ADOPTE A LA MAJORITE

VOTE CONTRE DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

VOTE CONTRE DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Merci Monsieur le Maire. Dans la délégation de Monsieur Dimitri BOUTLEUX, délibération 185 : Les Bassins de lumières – Contrat de concession portant délégation de service public – Aménagement, développement et gestion d'une offre culturelle et de mise en valeur patrimoniale dans la base sous-marine de Bordeaux – Modification de la grille tarifaire – Avenant n° 3.

M. LE MAIRE

Dimitri BOUTLEUX a la parole.

M. BOUTLEUX

Chers collègues, le délégataire, la société Les Bassins des lumières a fait valoir à la Ville de Bordeaux une baisse de son chiffre d'affaires, a noté un déficit net cumulé depuis l'origine du contrat s'élevant à 645 000 euros. Alors, compte tenu d'un surplus d'investissement de près de 9 millions d'euros par rapport à la prévision, un investissement réalisé au total de 15 390 000 euros alors que l'investissement initial prévu était de 6 millions. Donc, un dépassement des investissements. La Base sous-marine est un site architectural complexe. Peut-être sa difficulté a été mal appréhendée par le délégataire.

Également à prendre en compte le caractère non prévisible et soudain de l'inflation depuis le début de l'année de 2022. Vous connaissez la situation géopolitique qui induit une forte dégradation potentielle de la situation financière de la société dans une hypothèse d'inflation, environ 5 %, 4 points qui sont liés en particulier aux coûts d'énergie. L'augmentation tarifaire proposée est permise par le contrat en vertu des dispositions qui prévoient la possibilité d'actualiser les tarifs proposés par l'activité culturelle une fois par an. Pour l'année 2022, les tarifs proposés n'ont pas fait l'objet d'évolution et le tarif plafond est actualisé à la hauteur de 15,42 euros max.

Cette proposition d'augmentation impactera les tarifs de la façon suivante :

- un tarif individuel plein de +1,50 euros, soit un nouveau tarif qui s'élèverait à 15 euros. À titre indicatif, ce tarif reste inférieur au tarif de l'expo permanente, par exemple, de la Cité du vin qui est à 21 euros, et est légèrement supérieur au Musée de la mer Marine à 14 euros, pour vous parler que de leurs voisins ;
- le tarif individuel senior, +1,5 euros, soit un nouveau tarif qui s'élèverait à 14 euros ;
- les tarifs individuels réduits, les étudiants, enseignants et demandeurs d'emploi, eux, s'élèveraient à 12,5 ;
- les tarifs de groupe à 12,5 également.

Je tiens à préciser que les tarifs réduits pour les scolaires, les jeunes et les familles amis restent inchangés. Cela, c'est quelque chose auquel nous tenons avec Monsieur le Maire. Le tarif jeune, le tarif famille, le tarif scolaire restent inchangés. Et il y a une gratuité également, les enfants de moins de 5 ans, les personnes handicapées ou invalides, les bénéficiaires des minima sociaux, les journalistes, les conférenciers et guides interprètes.

M. LE MAIRE

Merci. Si, Madame CERVANTÈS, vous souhaitez intervenir ? Allez-y, vous avez la parole.

Mme CERVANTÈS-DESTUBES

Oui, une intervention très courte. Juste pour dire que nous sommes contre cette augmentation de tarif. Un des motifs évoqués dans la délibération, c'est la crise sanitaire. Force est de constater que beaucoup de monde a été touché par la crise sanitaire, et cela, dans un premier temps. Ensuite, je pense que c'est vraiment prohibitif ce tarif, cette augmentation tarif, que cela va à l'encontre de la volonté de donner accès à la culture à tous parce que même 1,50 euros, pour certains, cela peut paraître peu. 15 euros, c'est énorme. Même si c'est le plafond autorisé, pour moi, cela relève aussi le problème des délégations de service public.

Puis, je voudrais faire remarquer que dans la délibération, il est dit qu'il y a quand même, malgré le bon niveau de fréquentation, ce qui veut dire que la fréquentation n'a pas chuté. Donc, je ne vois pas

ce qui peut expliquer ou justifier cette augmentation de tarif de 15 euros. Tout le monde ne peut pas de se permettre cela en famille ou pas.

M. LE MAIRE

Merci. Madame ECKERT, la parole.

Mme ECKERT

Oui, je prends la parole au nom du collectif Bordeaux en lutte. Chaque fois qu'il sera question de délégation de service public, vous vous heurterez à une opposition de notre collectif qui voit dans ces délégations une perte financière pour la mairie, la perte d'emploi pérenne et correctement rémunérée, l'éloignement des collectivités de certaines problématiques des habitants et habitantes, bien sûr. S'ils ont soit de culture, un pouvoir d'achat exsangue les oblige à faire des choix, pas forcément cornéliens, quand il s'agit de choisir entre une visite au Musée et le remplissage d'un frigo.

Ainsi, le collectif Bordeaux en lutte défend fermement l'accès à la culture pour tous, ce qui passe notamment par la gratuité des musées tout le long de l'année ou des tarifs raisonnables. La grille tarifaire que vous nous proposez de voter nous semble trop élevée et ne pas tenir compte des réalités économiques des foyers bordelais. Qu'est-ce qui justifie, par exemple, un tarif sénior unique. Certains ont les moyens de payer, d'autres pas du tout. Notre âge ne dit rien de l'argent dont nous disposons. Les quadras, les quinquas dont je fais partie et qui sont en général les grands oubliés des tarifs préférentiels sont-ils plus riches parce qu'ils sont au milieu de leur chemin de vie ? Pour Bordeaux en luttés, c'est donc un vote contre cette délibération 185.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci Madame ECKERT. Vincent MAURIN.

M. V. MAURIN

Oui, notre groupe va voter cette délibération, mais avec quelques réserves. La première réserve, c'est évidemment cette DSP qui, du coup, nous lie et nous oblige jusqu'en 2034, si je me souviens bien, avec évidemment pour le Bassin de Lumière un moyen d'avoir le temps d'amortir tous les investissements. Donc, on peut effectivement s'interroger sur ces augmentations tarifaires qui, de fait, s'adressent à une entreprise qui a relativement les reins solides qui plus est, fait partie aujourd'hui des deux grandes structures touristiques et culturelles fortement fréquentées avec plus de 600 000 visiteurs annuels.

En revanche, je dirais qu'il faudrait peut-être mieux appuyer et peut-être mieux être exigeant sur un des aspects démocratiques qu'organise Bassin des lumières avec notamment sa fondation culture espace et son dispositif arts en immersion qui n'est pas neutre en termes justement d'accès aux plus démunis de leurs œuvres. 2 500 enfants sur le temps scolaire et périscolaire sont accueillis dont 45 % issus des écoles de l'éducation prioritaire, 28 % d'enfants souffrant de handicap et 9 % d'enfants malades, et le reste étant des structures sociales.

C'est bien par ce dispositif arts en immersion que nous devons continuer à travailler avec Bassin des lumières pour encore élargir le public en difficulté de nos quartiers notamment de politique de la ville afin que cette magnifique réussite puisse profiter toujours plus aux plus grands nombres.

Merci.

M. LE MAIRE

Merci Vincent MAURIN. Je n'ai plus de demande de prise de parole. S'il n'y a plus de demande de prises de parole, je soumetts au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée. Je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.



**CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PORTANT DELEGATION
DE SERVICE PUBLIC**

**AFFERMAGE, DEVELOPPEMENT ET GESTION D'UNE OFFRE
CULTURELLE ET DE MISE EN VALEUR PATRIMONIALE DANS LA
BASE SOUS MARINE DE BORDEAUX**

AVENANT N°3

ENTRE LES SOUSSIGNES

La Ville de Bordeaux, représentée par son Maire, Monsieur Pierre Hurmic habilité aux fins des présentes par délibération n° _____ du Conseil Municipal du _____ ci-après dénommée le délégant ou la Ville de Bordeaux, d'une part ;

ET

La Société BASSINS DES LUMIERES, société par actions simplifiée au capital social de 10 000 euros, dont le siège social est situé au 153 BD Haussmann à PARIS (75008), immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous le numéro 844 479 337, représentée par Monsieur Bruno Monnier, en sa qualité de Président,

ci-après dénommé le délégataire,
d'autre part ;

Ci-après désignés « les Parties »

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Vu le contrat de concession portant délégation de service public signé le 28 septembre 2018 pour une durée de 16 ans et 6 mois entre la Ville de Bordeaux et la société CULTURESPACES, ayant pour objet l'aménagement, le développement et la gestion d'une offre culturelle et de mise en valeur patrimoniale dans la Base sous-marine de Bordeaux ;

Vu la délibération D-2020/49 du Conseil Municipal de Bordeaux en date du 2 mars 2020 portant passation d'un avenant n°1 au présent contrat de concession, relatif à l'intégration d'une issue de secours dans le périmètre de la concession ;

Vu la délibération D-2022/85 du Conseil Municipal de Bordeaux en date du 29 mars 2022 portant passation d'un avenant n°2 au présent contrat de concession, relatif à la modification de l'actionariat de la société dédiée, BASSINS DES LUMIERES, et de la société candidate et garante de la société dédiée, CULTURESPACES SA ;

Vu l'article L.1411-6 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L3135-1 et l'article R3135-1 du Code de la commande publique ;

Considérant que la société CULTURESPACES par courrier en date du 13 janvier 2022 a renouvelé auprès de la Ville sa demande d'évolution de la grille tarifaire de ses activités en lien avec l'activité culturelle,

Considérant que l'article 8.4.2 du contrat de concession de service public visé prévoit la possibilité de faire évoluer les tarifs en lien avec l'activité culturelle (droit d'entrée des visiteurs des expositions) en cours d'exécution dudit contrat au maximum une fois par an.

Considérant que l'évolution des tarifs plein en lien avec l'activité culturelle ne peut dépasser le tarif plafond visé à l'article 8.4.1 du contrat de concession (soit 15 euros) dont la formule d'actualisation est définie à l'article 8.4.2.1 dudit contrat.

Considérant que les tarifs en lien avec l'activité culturelle n'ont pas fait l'objet d'une évolution au cours de l'année 2022 et que les nouveaux tarifs proposés ne dépassent pas le tarif plafond actualisé

Considérant que cette évolution des tarifs en lien avec l'activité culturelle doit être soumise à approbation du conseil municipal par délibération.

Considérant, dès lors, qu'il est nécessaire d'acter desdites modifications, et des engagements des parties, aux fins de garantir la régularité du présent avenant,

Ainsi,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1 : Objet de l'avenant n°3

Le présent avenant n°3 a pour objet d'acter l'évolution à la hausse d'un (1,50) euro et cinquante centimes du tarif individuel plein, du tarif sénior, du tarif individuel réduit et du tarif groupe à partir du 1^{er} juillet 2022 et les années suivantes.

La présente modification est passée en application de l'article R.3135-1 du code de la commande publique relatif aux modifications prévues dans les documents contractuels initiaux et en l'occurrence l'article 8.4 du contrat.

La nouvelle grille tarifaire pour l'année 2022 et les années suivantes est donc:

2-Prix à l'unité HT	Année 2022 (à compter du 1^{er} juillet)	Années suivantes
Billet Plein tarif	15,00	15,00
Billet Senior	14,00	14,00
Billet tarif réduit	12,50	12,50
Billet jeune	9,00	9,00
Billet Famille (2 adultes + 2 enfants)	40,00	40,00
Billet groupe	12,50	12,50
Billet scolaire	7,00	7,00
Billet Atelier Pédagogique		

Article 2 : Modification de l'annexe 5.D - Fréquentation et tarifs du contrat

L'annexe 5.D du contrat de concession est modifié en conséquence et est joint en annexe du présent avenant n°3.

Article 3 : Maintien des autres dispositions du contrat

Les autres stipulations du contrat et des avenants n°1 et n°2 demeurent applicables.

Article 4 : Entrée en vigueur des dispositions du présent avenant n°3

Les présentes dispositions entrent en vigueur à la date de réception de leur notification aux parties.

Article 5 : Recours

Le Déléataire renonce à toute demande d'indemnisation auprès du Délégant et à tout recours ultérieur pour les faits antérieurs à la signature du présent avenant, d'une part, et pour toute sujétion née de l'exécution du présent avenant, d'autre part.

Fait à Bordeaux, le

Pour la Ville de Bordeaux,
(Signature et cachet)

Pour la Société Bassins des Lumières
(Signature et cachet)

Monsieur Bruno MONNIER
Président

D-2022/186

Capc musée d'art contemporain. Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Etat-Direction Régionale des Affaires Culturelles. Autorisation. Signature

Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par délibération n°2020/173 du 23 juillet 2020, le Conseil municipal a soutenu la demande d'une labellisation en tant que Centre d'art contemporain d'intérêt national pour le Capc musée d'art contemporain de Bordeaux.

Par arrêté de la ministre de la culture en date du 19 janvier 2021, le label « centre d'art contemporain d'intérêt national » a été attribué au Capc, musée d'art contemporain de Bordeaux.

L'attribution de ce label s'accompagne de la conclusion entre l'Etat et la Ville de Bordeaux d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

Sur les bases du projet scientifique et culturel du Capc musée d'art contemporain de Bordeaux tel que validé par délibération n°2022/84 du 29 mars 2022, il a été élaboré, pour les années de 2022 à 2026, un projet de convention associant l'Etat – Direction régionale des affaires culturelles et la Ville dans le soutien pour le fonctionnement du Capc. La convention précise les conditions d'un partenariat entre la Ville et l'Etat et les engagements réciproques afin de soutenir les activités et projets du Capc.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à : signer cette convention et tous les documents afférents.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES
ABSTENTION DE Madame Myriam ECKERT

Mme GARCIA

Délibération 186 : de secrétaire libération 186 : CAPC Musée d'art contemporain – Convention pluriannuelle d'objectifs avec l'État, Direction régional des affaires culturelles.

M. LE MAIRE

Dimitri BOUTLEUX.

M. BOUTLEUX

Oui, je vais la faire en version plus réduite que prévue pour faire gagner du temps à tout le monde.

M. LE MAIRE

Pour répondre aux questions éventuellement.

M. BOUTLEUX

Il s'agit de la convention pluriannuelle d'objectifs qui lie le Musée qui est à la fois musée de France et Centre d'art contemporain. C'est un cas unique en France. Cette convention lie le CAPC avec l'État, la DRAC Nouvelle-Aquitaine pour une durée de 2022 à 2026. Je vous le disais, en 21, le CAPC a reçu le label « Centre d'art contemporain d'intérêt national », ce qui en fait le seul établissement, d'où la labellisation Cité. L'attribution de ce label se matérialise par une CPO entre l'État et la Ville de Bordeaux qui précisent les conditions et engagements réciproques afin de soutenir les activités et projets du CAPC.

Voilà, je vous l'ai fait très court. Si vous avez des questions.

M. LE MAIRE

Merci Dimitri. Des questions, Monsieur POUTOU.

M. POUTOU

Rapidement, normalement, on fait quoi sur cette délibération ? On s'abstient sur cette délibération. En fait, on est partagé. On a hésité. On ne sait pas trop comment gérer la situation. Finalement, on s'abstient parce que, d'une part, on reconnaît le boulot utile qui est fait par le Musée, notamment la démarche auprès des écoles. Donc, il y a un côté très constructif et très positif. Cela, on le reconnaît. On reconnaît même le fond de la préoccupation de délibération, c'est se poser problème d'une culture pour toutes et tous, mais ce qui nous refroidit c'est le discours qui nous apparaît finalement au fond creux. Je ne sais pas qui a écrit cela, et je ne sais pas s'il ou elle est dans la salle, mais c'est vrai que, nous, on n'adhère pas du tout à cette façon de parler, et cela nous rend plutôt méfiants. Faire culture ensemble, OK, il y a des belles phrases. J'en cite deux. Replacer la culture au cadre de la cité, comme cela on est d'accord, mais cela enlève finalement beaucoup au sérieux du sujet parce qu'en fait, on sait très bien que ce n'est pas du tout le cas aujourd'hui. Faire culture ensemble ou en tout cas on sait aussi qu'elle est peu accessible à la plupart de la population en réalité. Ce n'est pas juste la faute de la Ville ou la faute des collectivités ou la faute de la société. Il y a aussi les questions sociales, et puis, il y a aussi des tas de questions qui font qu'aujourd'hui beaucoup de gens n'ont pas accès à la culture ou ne s'en soucient même pas, mais on a l'impression qu'il y a des choses qui ne sont pas posées vraiment ou en tout cas, pas prises en compte sur la difficulté justement d'aller vers la culture ou dans un sens ou dans l'autre. Cela nous apparaît comme pourtant quelque chose qu'il faudrait arriver à discuter vraiment.

Là, je finis juste sur trois petites questions qui sont posées à travers la lecture de la délibération qui est quand même assez énorme, mais, bon, juste trois. Là, c'est sur la question du hors les murs, c'est page 6, il est noté « qu'il peut être un outil intéressant pour aller au-devant des personnes non familières du musée », et on pense que c'est une question indispensable, et que c'est une responsabilité de développer un réel programme hors les murs, et cela mériterait peut-être d'approfondir ce sujet-là.

L'autre question, c'est sur le projet d'atelier des communs. C'est dit comme cela. Donc, page 7, se pose la question de comment réellement inclure les habitants et les habitantes, les travailleurs sociaux et éducatifs dans ce projet d'atelier commun. Cela aussi, cela mériterait certainement réflexion plus

approfondie.

Enfin, il y a une remarque sur la fin sur la question de la politique tarifaire qui est absente de la convention, ce qui nous semble étonnant et qui mériterait aussi d'être discutée.

M. LE MAIRE

Voilà. Dimitri BOUTLEUX va vous répondre, mais j'attire aussi votre attention sur le fait qu'il y a beaucoup de questions qui sont posées, qui peuvent être posées en commission, ce qui vous permettra d'avoir des réponses pendant le Conseil municipal. Je pense que cela est plus efficace comme technique.

Dimitri, tu as la parole.

M. BOUTLEUX

Pour répondre brièvement à Monsieur POUTOU, le CAPC est en train de devenir un des hauts lieux de l'éducation artistique et culturelle à Bordeaux. Je peux vous l'assurer. Il s'y passe des choses intéressantes, ce que je vous propose, on vous invitera aux prochaines pour comparer les mots aux actes. Si vous voulez, on vous invitera au prochain commun. On vous invitera aux prochaines académies des mutantes, des choses comme cela pour que vous puissiez voir que faire culture ensemble, oui, cela se matérialise en ce moment dans nos établissements. En tout cas, j'ai fait une explication simple. J'aurais été plus explicite, mais en tout cas, on vous invitera volontiers chaleureusement la prochaine fois.

M. LE MAIRE

Merci Dimitri. Donc, je soumetts au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Délibération adoptée, je vous remercie.

Madame Véronique GARCIA.

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
CAPC MUSEE D'ART CONTEMPORAIN DE BORDEAUX
CENTRE D'ART CONTEMPORAIN D'INTÉRÊT NATIONAL
2022 - 2023 - 2024 – 2025 - 2026
ÉTAT – VILLE DE BORDEAUX

Vu le règlement de l'Union Européenne n°651/2014 de la commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, publié au *Journal Officiel de l'Union Européenne* du 26 juin 2014, notamment son article 53 ;

Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2023 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L1111-4 ;

Vu la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu le décret n° 2021-1939 du 30 décembre 2021 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi n° 2021-1900 du 30 décembre 2021 de finances pour 2022 ;

Vu la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine ;

Vu l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par le décret 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2017-432 du 28 mars 2017 relatif aux labels et au conventionnement dans le domaine des arts plastiques, et l'arrêté du 5 mai 2017 fixant le cahier des missions et des charges relatif au label « Centre d'art contemporain d'intérêt national » ;

Vu la circulaire du 15 janvier 2018 relative aux modalités d'application du dispositif de labellisation et au conventionnement durable dans le domaine des arts plastiques ;

Vu le Contrat de filière arts plastiques et visuels Nouvelle-Aquitaine, signé entre l'État, la Région et le réseau Astre ;

Vu la convention financière annuelle en date du _____ en faveur du CAPC ;

Vu le décret du 27 mars 2019, portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de Gironde ;

Vu les circulaires signées entre les ministres de l'Éducation nationale et de la culture, du 3 mai 2013 et 10 mai 2017, relatives au développement d'une politique ambitieuse en matière d'éducation artistique et culturelle ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 2021 portant attribution du label « Centre d'art contemporain d'intérêt national » au « CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux », (Gironde) ;

Vu le décret du 27 mars 2019, portant nomination de Madame Fabienne BUCCIO en qualité de préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de Gironde ;

Vu le plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant du Ministère de la Culture du 25 novembre 2021 ;

Vu les programmes n° 131 et n° 361 de la Mission Culture ;

Entre

d'une part,

• **L'État**, représenté par Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité du Sud-Ouest, préfète de Gironde,

et

d'autre part,

• **La Ville de Bordeaux**, représentée par Monsieur Pierre HURMIC, Maire de la ville, dûment habilité à signer la présente convention par délibération n°..... du conseil municipal du XX XXXX 2022,

N° de SIRET : 213 300 635 00017 - Code NAF (APE) : 8411 Z

Identifiant Chorus : 2100015233

Catégorie de bénéficiaire : 63

et ci-après désigné « le bénéficiaire »

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans le cadre de la Loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, l'État, en partenariat avec la Ville de Bordeaux, confirme sa volonté de soutenir les lieux de production et de diffusion de la création comme les centres nationaux d'art contemporain d'intérêt national. Ces lieux labellisés s'inscrivent dans les réseaux de diffusion et de production nationaux et internationaux au sein desquels elles coopèrent afin d'assurer un soutien aux artistes, à leur circulation et à celle de leurs œuvres.

Au cœur des territoires et des politiques partenariales avec les collectivités territoriales, les centres d'art contemporain d'intérêt national constituent un élément essentiel de l'écosystème de la création contemporaine. Leurs activités d'exposition, d'expérimentation, de production d'œuvres, de recherche, de diffusion et de médiation auprès des publics contribuent au renouvellement artistique et à la démocratisation culturelle ainsi qu'au dynamisme de la scène française et à son rayonnement international.

Ces structures labellisées ont aussi vocation à jouer un rôle majeur dans la professionnalisation de la filière des arts visuels. Elles constituent pour les artistes un lieu d'expérimentation, de production et d'exposition de leur travail et participent à la construction de carrière des artistes de la scène française et internationale, mais aussi des métiers du secteur (commissaires d'exposition, scénographes, médiateurs).

Au-delà du respect du cadre réglementaire, inscrits dans une logique de filière, les centres d'art contemporain d'intérêt national ont vocation à promouvoir de bonnes pratiques dans les relations établies avec les différents acteurs et en tout premier lieu les artistes mais aussi les galeries, les sociétés de perception et de répartition de droits et l'ensemble de leurs partenaires.

Service déconcentré du ministère de la Culture en région, la DRAC Nouvelle-Aquitaine met en œuvre la politique de l'État sur le territoire régional en concertation avec les collectivités territoriales.

Politique prioritaire des ministères de la Culture et de l'Éducation nationale, l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) contribue à l'affirmation individuelle et sociale de la personne et à la production d'un mieux vivre ensemble, Donnant corps à l'idéal de démocratie culturelle, elle est aujourd'hui sous-tendue par une dynamique de généralisation (objectif 100 % EAC) où demeure une attention forte s'agissant de l'accès à la culture des jeunes résidant dans des territoires ruraux, péri-urbains ou en quartiers prioritaires.

En application de cette politique nationale, la DRAC Nouvelle-Aquitaine élabore sa stratégie régionale pour l'éducation artistique et culturelle en œuvrant pour le 100%EAC, notamment sur des territoires prioritaires – quartiers de la politique de la ville, zones de revitalisation rurale, territoires ruraux ou périurbains éloignés de l'offre culturelle. Ainsi, les réseaux et professionnels des arts visuels – dont les centres d'art contemporain, – seront particulièrement mobilisés pour proposer des parcours d'éducation artistique et culturelle conjuguant les trois piliers (connaissances, pratiques artistiques, rencontres avec l'œuvre) conformément à la Charte du Haut conseil à l'éducation artistique et culturelle, des résidences de médiation, des dynamiques liées au 100%EAC (collectivités labellisées 100%EAC ou Contrats Territoriaux d'Éducation Artistique et Culturelle) et dans l'enseignement artistique spécialisé. Ces actions seront menées prioritairement auprès des jeunes, en temps et en hors temps scolaire, en partenariat avec les Rectorats, la Région Nouvelle-Aquitaine et les collectivités territoriales.

À ce titre, la DRAC Nouvelle-Aquitaine veille à accompagner les structures qui mettent en œuvre un projet artistique et culturel répondant aux objectifs précités. Elle s'attache à soutenir la création artistique et les lieux qui la portent sur l'ensemble du territoire régional. Elle défend un principe d'équité territoriale afin d'assurer une présence artistique au plus près des citoyens et permettre la mise en place d'une politique d'éducation artistique et culturelle visant l'ensemble des enfants et des jeunes du territoire. Le soutien de la DRAC au **Capc musée d'art contemporain** de la Ville de Bordeaux participe à ces ambitions nationales et à leur déclinaison sur le territoire.

Le conseil municipal inscrit au cœur même de son action une politique culturelle à la fois audacieuse, responsable et solidaire ; une politique qui, par la priorité qu'elle accorde à l'éducation artistique et culturelle et aux enjeux de proximité, articule étroitement cohésion sociale et cohésion territoriale.

Résultant à la fois de la démarche de co-construction portée par le Forum de la culture et du projet de mandature, la politique culturelle de la Ville de Bordeaux s'articule autour de trois ambitions.

1. Garantir à toutes et à tous le droit de participer à la vie culturelle

La Ville de Bordeaux entend replacer la culture au cœur de la cité, et en faire le ferment de son projet démocratique. Redonner à la culture sa place centrale dans la vie des personnes, est pour elle une manière de rappeler que la culture rassemble, qu'elle est la condition essentielle d'une démocratie vivante, un socle fondamental d'intégration et d'inclusion, d'équité et d'égalité entre toutes et tous, un puissant vecteur d'émancipation collective et individuelle. Chaque personne, quel que soit son âge, doit être en mesure d'exercer sa liberté d'expression et sa créativité.

Le développement d'une politique d'éducation artistique et culturelle ambitieuse et cohérente sera ainsi l'une des priorités de la mandature, allant de pair avec une attention accrue portée aux pratiques en amateur. La culture devra également tenir son rôle dans la construction d'une ville plus juste, plus solidaire et plus inclusive, donnant toute sa place à la jeunesse, et dans le contexte d'une transition écologique dont on ne saurait contester la nécessité. La Ville entend ainsi expérimenter de nouvelles manières de « faire culture ensemble », et affirmer Bordeaux comme une ville résolument ouverte à la diversité des formes artistiques et des expressions culturelles qui caractérise les sociétés contemporaines. L'esprit de partage, de dialogue, de tolérance et d'émancipation propre aux droits culturels nourrit une conception de la culture comme instrument privilégié du « vivre ensemble ».

2. Mettre l'art et la culture au cœur de la transformation urbaine

L'art et culture sont placés non seulement au cœur de la cité, de la vie démocratique, mais également au cœur de la Ville, et contribuer pleinement à l'élaboration du nouvel modèle urbain bordelais. Un modèle qui fait la part belle aux quartiers, afin de favoriser un aménagement culturel du territoire plus équilibré, valorisant les acteurs de proximité. Un modèle qui accorde au lien social et à la vie en commun une place centrale, et dans lequel la culture joue un rôle essentiel. Animée par la conviction que la culture est un puissant levier de transformation urbaine, la Ville porte l'ambition d'une proximité affirmée au plus près des habitants comme un impératif. C'est en effet par cette relation permanente, en lien avec chaque quartier, qu'elle contribue activement à la fabrique d'une ville apaisée. Rendre l'art et la culture présents partout dans Bordeaux, dans l'espace public comme dans chacun des quartiers de la ville, c'est permettre un égal accès à l'offre culturelle sur l'ensemble du territoire et multiplier les occasions de rencontre, dans une logique d'un maillage plus équilibré qui replace la culture dans le quotidien de chacun. Cette politique prend appui sur un patrimoine architectural incomparable qu'il importe de continuer à faire vivre, et sur des lieux culturels envisagés avant tout comme des lieux de vie, grâce à une coopération renouvelée entre secteurs culturel et socioculturel.

3. Soutenir et accompagner un environnement propice à la création

La Ville de Bordeaux souhaite rester une ville créative. Une ville où les artistes veulent, et surtout peuvent, s'installer et demeurer, vivre et travailler. La présence d'une communauté d'artistes sur un territoire est l'un des meilleurs gages de la vitalité de celui-ci, c'est aussi la manière la plus naturelle d'ancrer la culture dans la ville. C'est pourquoi la politique culturelle de la Ville entend nouer un dialogue renouvelé, et jouer pleinement son rôle d'accompagnement, dans une logique d'écosystème plutôt que de communication événementielle. Cela se traduit par un soutien qui prend mieux en compte la question du « temps long », des espaces et des conditions de travail. Cela passe aussi par une organisation plus transversale des services municipaux et une politique culturelle véritablement partagée, au service des acteurs du territoire comme des citoyens.

A ce titre, le Capc musée d'art contemporain exerce une mission d'intérêt général. Dans le cadre de sa politique culturelle, la Ville de Bordeaux souhaite positionner son musée d'art contemporain comme une structure de référence dans le champ des arts plastiques et de l'art contemporain.

Le Capc musée d'art contemporain est un équipement culturel majeur inscrit dans un réseau culturel fort en centre historique et contribue à la dynamique de revitalisation mise en place par la Ville de Bordeaux avec les services de l'État. Le Capc Musée d'art contemporain est partie intégrante de la Ville, géré en régie directe avec la garantie d'une autonomie dans sa programmation et la constitution et gestion de sa collection d'œuvres dont la responsabilité est donnée à la direction.

Un des objectifs principaux de la politique culturelle de la Ville de Bordeaux est de promouvoir l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie. Dans ce cadre, la ville candidate au label 100% EAC afin de viser le bénéfice d'une éducation artistique et culturelle sous la forme de parcours pour 100% des jeunes du territoire.

Le rôle du Capc musée d'art contemporain de la Ville de Bordeaux est essentiel en matière d'éducation artistique et culturelle et d'action culturelle alliant la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes, l'acquisition de connaissances et la pratique artistique, touchant un nombre significatif de jeunes.

Par son programme de résidences d'artistes et sa programmation, le Capc musée d'art contemporain participe, à la dynamique culturelle et à son rayonnement sur le plan départemental, régional, national et international.

Ses actions de médiation contribuent à l'enrichissement de l'offre éducative faite aux publics scolaires et enseignants du territoire. Par ses réseaux et les partenariats qu'il développe il contribue à une mutualisation de moyens qui favorise la diffusion culturelle

Dans ce contexte, le **Capc musée d'art contemporain** constitue un élément structurant majeur à l'échelle départemental, régional, national et international.

Article 1^{er}

Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'établir le cadre contractuel entre le bénéficiaire du label et les partenaires publics pour la mise en œuvre du projet artistique et culturel du bénéficiaire et de définir les modalités de son évaluation au travers des objectifs concrets.

Par la présente convention, le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, le programme d'actions participant à la réalisation de missions culturelles d'intérêt général décrit en annexe :

- le programme d'actions - Annexe I ;
- les indicateurs d'évaluation – Annexe II ;
- le budget prévisionnel pour la durée du programme d'actions – Annexe III

À ce titre, le bénéficiaire veille à la mise en œuvre des principes des droits culturels, à l'insertion professionnelle et au développement de la coopération dans le champ de la création artistique. Le bénéficiaire s'engage également à mettre en œuvre les 5 engagements du plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant du Ministère de la Culture du 25 novembre 2021.

Le CAPC est installé à l'Entrepôt Lainé, grand bâtiment patrimonial du 19^{ème} siècle, propriété en gestion directe de la Ville de Bordeaux.

Pour la mise en œuvre de ce programme d'actions, le bénéficiaire est soumis aux obligations mentionnées à l'annexe I.

Dans ce cadre, l'État contribue financièrement à la réalisation de ce programme d'actions, au titre du règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014, visé ci-dessus. Il n'en attend aucune contrepartie directe.

Article 2

Modalités de mise en œuvre du projet artistique et culturel

Le **Capc musée d'art contemporain**, développe des dispositifs et des créations spécifiques en fonction des caractéristiques de l'architecture du lieu et de son ancrage dans le territoire Bordelais.

Le projet scientifique et culturel 2022-2026 du Capc convoque l'histoire du Capc de manière vivante pour imaginer une nouvelle étape en phase avec son époque. Il propose une transformation des méthodes, principes et valeurs dans le rapport à l'artiste et à sa production, dans la relation aux publics, dans l'appropriation du bâtiment et dans l'inscription du Capc dans son territoire.

En s'affranchissant d'une hiérarchie des savoirs excluante, et en privilégiant la polyphonie des voix à l'autorité d'une voix unique, le Capc souhaite entrer dans une aire plus inclusive et partagée, tout en ne cédant rien à l'exigence scientifique et à l'expérimentation indispensable au travail en profondeur avec les artistes.

A l'aune de ces enjeux, ce Projet Scientifique et Culturel (PSC) tente de répondre de manière transversale à trois enjeux stratégiques qui irrigueront ses actions concrètes :

- Un enjeu sociétal : comment le Capc convoque, dans sa programmation mais aussi dans son rapport aux publics, les grands enjeux actuels que sont la transition écologique, l'égalité femme/homme, la diversité, la nécessité de renouveler nos systèmes de représentation du monde, l'importance de développer des pratiques collaboratives et participatives, le travail des mémoires (mémoire du lieu lui-même, mémoire à travers la collection, et mémoire coloniale à travers l'histoire de l'Entrepôt Lainé) ?
- Un enjeu territorial : le projet postule que la pertinence d'un lieu d'art réside dans son inscription dans des réalités territoriales qui fondent sa singularité, et dans la collaboration avec des acteurs très diversifiés, du plus local au plus international. Comment le Capc peut-il s'inscrire et s'ancrer dans la ville, de manière généreuse, fluide et non-autoritaire, au cœur d'un réseau partenarial qui inclut une scène artistique, des structures culturelles de tous les champs disciplinaires, des structures économiques et plus largement les habitants dans toute leur diversité ? Comment par ailleurs cette inscription territoriale se nourrit des liens privilégiés que le Capc entretient avec des scènes et des réseaux artistiques nationaux et internationaux ?
- Un enjeu de transformation du rapport aux publics dans le respect des droits culturels : dans ce contexte de multi-crise, les institutions artistiques ont la responsabilité éthique et sociale d'arpenter des territoires qui ne leur sont pas familiers, d'aller vers des personnes qui ne se sentent pas représentées par elles. La prise en considération des personnes, non comme des sujets passifs ou consommateurs, mais porteuses de culture propre, crée un nouveau paradigme de la relation et façonne la médiation vers de nouvelles postures et outils. L'intelligence collective et les démarches participatives doivent pouvoir imprégner l'institution et ses modalités d'action.

La Convention Pluriannuelle d'Objectifs 2022-2026 a pour objectif de consolider le projet artistique et culturel mis en place depuis 2022 à travers 5 grands axes :

1. **Activer pleinement la double identité du projet à la fois musée de France et centre d'art contemporain d'intérêt national où l'art se produit et se vit au quotidien**

L'enjeu pour le Capc est de rendre visible et valoriser le lien organique entre la mission de production et d'expérimentation d'une part, d'acquisition et de conservation de l'autre, qui est au cœur de son ADN. Le double label (Musée de France depuis 2003 et centre d'art contemporain d'intérêt national depuis 2022) est une opportunité d'articuler création (art d'aujourd'hui) et patrimoine (d'hier et de demain). Le musée se définit en partie par la présence d'une collection encadrée par la Loi Musée alors qu'un centre d'art s'identifie dans ses missions de soutien à la production artistique et à l'expérimentation. Le Projet Scientifique et Culturel 2022-2026 entend rendre lisible, valoriser et développer cette singularité permettant d'articuler le temps long nécessaire à la constitution d'une collection avec le temps plus court et événementiel des expositions temporaires. La collection, vient apporter un ancrage historique aux propositions de la génération actuelle, présentées lors des expositions temporaires. En parallèle, une nouvelle génération d'artistes va permettre une relecture de la collection au regard des circonstances historiques qui ont façonné sa constitution et sa réception.

- 2. Faire vivre et exister des voix multiples et collaboratives sur l'art contemporain**

Il s'agit de penser et développer une vision polyphonique et collaborative au Capc impose de s'interroger sur les personnes entendues et celles qui ne le sont pas. Comment pouvons-nous écouter et donner la parole à différentes voix au sein de l'institution artistique ? Qui sont les personnes que nous écoutons déjà : les publics, les artistes, les théoriciens, les critiques d'arts, les différents services du musée ? Qui sont les personnes que nous aimerions entendre plus ? Sans jamais déroger à l'exigence artistique, comment faire en sorte que toutes ces voix aient une place dans nos actions et nos modalités de fonctionnement ? Comment faire en sorte qu'elles soient actives et non passives ? Quels outils mettre en place pour écouter ces voix ? Comment développer des logiques de construction qui n'imposent pas mais au contraire sont collaboratives ? Par définition, cette approche doit constamment se nourrir des rencontres et échanges au fil de l'eau mais nous esquissons ci-après les enjeux, outils et propositions concrètes que pourrait engager un tel changement de posture.
- 3. Favoriser la rencontre avec l'art par l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie et des actions de médiation inclusive**

Le Capc est un lieu où l'art est vivant, la pensée est agile et contestée, le savoir est en train de se faire. Il est le lieu des débats, des oppositions assumées et des critiques constructives. Développer des parcours d'éducation artistique et culturelle (EAC) qui accompagnent la découverte d'artistes et d'œuvres d'art contemporain est pour le Capc une manière d'œuvrer à développer l'autonomie des personnes, leur jugement, leur goût et leur sensibilité. Les parcours d'EAC reposeront sur les trois piliers : l'acquisition de connaissances, un rapport direct aux œuvres, la rencontre avec des artistes et professionnels de la culture, une pratique artistique et culturelle pour encourager la participation de tous à la vie artistique et culturelle. La médiation artistique et culturelle s'est historiquement fondée sur une relation verticale entre le sachant et celui à qui l'on transmet. Ce schéma doit être réinterrogé pour donner à chacune et chacun la possibilité d'une expérience singulière et propre, pour garantir une égalité de voix, pour valoriser l'expérience et la sensibilité individuelles, et pour favoriser la discussion en s'appuyant sur la participation.
- 4. Inscrire l'artiste au cœur du projet de l'institution et de la vie de la cité**

Un centre d'art se définit par sa capacité à positionner l'artiste au cœur de son réacteur de travail et à valoriser la production et l'expérimentation comme principes de fonctionnement. Au quotidien, le Capc s'engage dans des moments stratégiques de la recherche des artistes en les accompagnant au plus près de leurs projets. Expositions, collections, événements, résidences, ateliers de pratiques artistiques, l'artiste doit pouvoir avoir une place centrale physiquement et conceptuellement, à tous les endroits de l'institution. Ces processus de travail sont déjà largement convoqués dans la programmation du Capc, notamment par les expositions dans la nef, mais le nouveau Psc entend amplifier et mieux valoriser la place de l'artiste dans l'institution. Le compagnonnage avec les artistes conduit à des questionnements, à des remises en question des habitudes et même à des évolutions structurelles.
- 5. Faire vivre le Capc sous toutes ces différentes formes (dans ses murs, hors de ses murs et de manière dématérialisée)**

Le Capc est une entité plurielle qui se déploie à la fois dans ses murs, hors-les-murs et de manière dématérialisée. Il s'agit dans cette période d'œuvrer à ce que toutes ces dimensions s'imbriquent, dialoguent et s'enrichissent mutuellement. Dans l'Entrepôt Lainé, le travail consiste à améliorer la circulation, physique et intellectuelle, entre tous les espaces qui le composent (bibliothèque, espaces d'exposition, auditorium, bibliothèque) et ce en concertation et en lien avec les autres usagers du lieu (arc en rive et Café du musée). Quant à la sphère digitale, elle permet plus que jamais au Capc d'exister en dehors de lui-même et d'attirer à lui notamment un public jeune, rompu à des usages numériques totalement intégrés dans leur vie quotidienne. La crise du Covid a été l'occasion de tester, parfois à marche forcée, de nouveaux formats numériques. A terme, et fort de ces expériences, l'enjeu consistera à mobiliser de nouveaux médias pour démultiplier l'expérience du visiteur sans se substituer à la spécificité irréductible de l'expérience de l'œuvre. Quant au hors-les-murs, il peut être un outil intéressant pour aller au-devant de personnes non familières du musée et proposer une première expérience de l'art moins intimidante.
- 6. Agir au service des transformations sociétales et environnementales**

Transition écologique, égalité femme/homme, diversité dans la programmation, soutien à l'économie locale et durable, l'idée est de questionner nos valeurs, nos systèmes de représentation et de fonctionnement pour créer de nouveaux schémas de pensée et d'action à l'aune des grands bouleversements sociétaux, sur fond de multi-crisis (crise de la représentation, crise démocratique, crise de l'institution, crise environnementale). Comment proposer aux personnes fréquentant le musée une vision plus ouverte et diverse de la création artistique ? Comment favoriser l'égalité femme/homme dans tous nos moyens d'action ? Comment accueillir convenablement les personnes les plus vulnérables et les plus éloignées de l'art ? Comment développer une approche écoresponsable et véritablement mesurer notre impact climatique ? À quels endroits de l'institution, visibles et invisibles, les exigences d'inclusion et d'équité peuvent

se porter ? Étant une régie directe, quels sont les moyens d'action du Capc ? Comment développer une démarche qui ne soit pas simplement cosmétique mais engage le Capc au quotidien de manière soutenable ? Comment le Capc se doit-il d'être exemplaire sur les grandes questions sociétales, développant une vision bienveillante, inclusive, égalitaire et ouverte ? Comment enfin se repense une structure culturelle dans un monde post-pandémie où l'art est une fenêtre sur le monde, engageant des démarches efficaces, exigeantes et pérennes, pour faire du Capc une institution capable de se remettre en question et de contribuer de manière intelligente aux enjeux à venir.

Quelques projets phares illustrent cette mise en œuvre :

- **Les Récits de collection.** Historiquement, le Capc a toujours présenté sa collection de manière ponctuelle et non permanente. Dans les années à venir, les expositions de collection seront présentées de manière permanente avec un nouvel accrochage tous les 12/18 mois. Elles seront pensées comme un programme à part entière. Les Récits de collection, prennent pour postulat que la constitution d'une collection est toujours biaisée, que celle-ci est faite de manques, et que c'est à partir de ces manques et ces biais qu'il est possible de raconter des histoires, et pas seulement par la présence des œuvres « déjà-là ». Ainsi, d'autres collections pourront rentrer en dialogue avec la collection du Capc, ou des artistes contemporains pourront être invités à s'immiscer dans les présentations de la collection. Ce programme fait le constat qu'il est désormais essentiel de porter un regard renouvelé sur les collections publiques en lien avec les circonstances historiques qui ont façonné leur constitution et leur réception. La mission que se donne les Récits de collection est donc celle-ci : inscrire la collection du Capc dans l'écriture d'une dramaturgie critique de l'histoire de l'art.
- **L'Académie des Mutantes.** Si « L'Académie des Mutantes » sonne comme le titre du prochain X-men, il est d'abord une référence à l'Université des Mutants, lieu d'échange et d'apprentissage fondé par le poète et homme politique Léopold Sédar Senghor en 1976, sur l'île de Gorée, au Sénégal. L'ambition de cette université, qui a été dissoute en 2006, était de penser des manières de vivre autrement, ensemble. Ce programme hybride a pour vocation de penser le monde contemporain par le biais de l'art, et notamment ses formes les plus éphémères, performatives et mutantes : de la musique à la danse en passant par la littérature, la mode, la théorie, le jeu de rôle et le théâtre. En dédiant un programme spécifique à ces typologies de pratiques, le Capc entend renouer avec un des éléments fondateurs de l'énergie de l'Entrepôt Lainé, notamment par le biais du festival Sigma. Dans les années à venir, L'Académie des Mutantes pourra prendre la forme de sessions d'écoutes, séries de performances, défilés de collections, concerts, symposium, workshops, groupes de lectures, sessions de jeux et plus encore. La temporalité des manifestations de L'Académie des Mutantes est également changeante et pourra durer aussi bien une nuit qu'occuper des espaces du Capc sur plusieurs semaines.
- **L'Atelier des communs.** Un rendez-vous pour penser ensemble l'institution. Artistes, partenaires, étudiants, commerçants du quartier, travailleurs sociaux ou éducatifs, ou tout simplement habitants de la ville, seront invités à des journées de débats et d'ateliers participatifs pour imaginer ensemble le Capc de demain. Il s'agira, tous les ans à l'automne, de créer une nouvelle forme de dialogue où de non-professionnels de l'art discutent, échangent et élaborent des propositions avec l'équipe du Capc. La participation constitue un moyen de répondre à l'égalité d'accès à la culture, de reconnaître les droits culturels et d'être au service du développement de la société. Plus largement, il est question pour le Capc d'être une maison commune, perméable à la société civile. Cette démarche constitue un levier susceptible de faire tomber certaines barrières et peut permettre une meilleure appropriation de l'institution sur le territoire. L'ambition étant, à court, moyen et long terme, que L'Atelier des communs produise des conséquences concrètes sur l'institution, sa posture, ses modes de relations aux publics et ses espaces d'accueil. Par définition, une démarche participative ne peut être définie à ce stade, ni dans son contenu ni dans son résultat. Il conviendra de laisser une place à l'imprévu, au lâcher prise et même à l'erreur. Cette démarche nécessite également en amont des formations spécifiques pour les équipes afin d'acquérir les outils méthodologiques d'un projet participatif.
- **Les Nouveaux Acquéreurs** propose qu'un groupe de personnes non expertes en art contemporain puisse faire l'expérience d'entrer dans les instances de décision du Capc et proposer l'acquisition d'une œuvre d'une ou d'un artiste vivant à Bordeaux. Le Capc collabore avec l'École de la 2ème chance de Bordeaux (E2C) pour ce nouveau dispositif. Sur la base du volontariat, un groupe de jeunes adultes se trouvant en situation de « décrochage » et inscrits dans un parcours d'insertion professionnelle, s'engage dans cette aventure des Nouveaux Acquéreurs. Le projet s'appuie sur un protocole permettant à chaque jeune de participer à toutes les étapes de l'acquisition d'une œuvre au Capc : la découverte de la création actuelle, les enjeux de la collection du Capc et la rencontre avec des artistes dans leur atelier. Après plusieurs semaines de séances hebdomadaires de travail, le groupe défendra l'œuvre qu'il aura choisie devant le Comité de suivi du Capc pour qu'elle soit acquise et qu'elle entre dans la collection du Capc. Cette œuvre, au-delà de ses qualités intrinsèques, constitue un témoignage de l'expérience vécue par le groupe. Ce projet constitue une expérience d'émancipation et d'apprentissage à la prise de décision, ainsi qu'un laboratoire visant à décloisonner l'institution et ses règles de pouvoir,

tout en visant à créer des ouvertures et liens dynamiques vers la société et le territoire dans lequel elle s'inscrit.

- **Les espaces de médiation autonomes** dans les salles d'expositions. À proximité ou au cœur des expositions, des ateliers pouvant être exploités en autonomie permettent aux familles d'expérimenter librement des concepts ou des techniques en écho aux projets artistiques présentés. En complément de la découverte des œuvres au fil de la visite, les visiteuses et les visiteurs sont « déplacés » vers une situation de pratique artistique inédite conçue sur le mode du jeu. Chaque proposition est envisagée comme une invitation à prendre part à un atelier dans un temps continu à celui de la visite en opérant une forme de « rebond » pratique à l'exposition en cours. Cette approche s'inspire des pratiques pédagogiques à l'œuvre dans les musées anglosaxons, mais aussi de propositions éducatives notamment développées dans les musées scientifiques, qui privilégient le geste et le « faire » à la simple observation. Des ateliers de ce type seront mis en œuvre régulièrement, dans une recherche constante de pertinence, de durabilité, d'ergonomie et dans le respect des propos et contenus artistiques. Ces espaces ont une forte exigence dans leur conception et leur réalisation et sont particulièrement adaptés à l'accueil des familles et aussi en général des personnes pour lesquelles une approche pratique constitue une porte d'entrée privilégiée dans la relation qu'elles peuvent établir avec l'art.
- **La Résidence Les Furtifs.** Après quelques mois de travaux pour créer un studio logement au sein même de l'établissement, le Capc crée Les Furtifs, nouveau programme de résidence. Ce programme emprunte son nom au roman de science-fiction éponyme d'Alain Damasio, dans lequel les furtifs sont des êtres de chair et de sons, à la vitalité hors norme, qui métabolisent dans leur trajet aussi bien pierre, déchet, animal ou plante pour alimenter leurs métamorphoses incessantes. La résidence Les Furtifs n'a ni forme ni durée préconçues. Ce projet souhaite renverser la logique habituellement proposée aux artistes, consistant à définir un format auxquels ceux-ci sont tenus de se conformer. En proposant un budget et la possibilité aux artistes de définir eux-mêmes, en lien avec l'équipe du Capc, la question du temps et de l'espace, Les Furtifs tentera de s'adapter de manière organique aux nouveaux formats de production et de diffusion de la création contemporaine : expositions digitales, projets en lien avec le champ social, projets de recherche, productions courtes et très intenses ou au contraire au long cours, ou encore conçues en co-construction avec d'autres champs disciplinaires, etc.

Le développement des publics cherche à favoriser la rencontre avec l'art :

- **Les documents d'aide à la visite** : les visiteurs du Capc peuvent choisir un parcours libre en s'aidant des documents bilingues mis à leur disposition pour chaque exposition. Conçues avec les équipes projets, ces aides à la visite peuvent prendre les formes les plus diverses en fonction de l'exposition concernée. Notons que la crise sanitaire a accéléré la mise en place d'alternatives « dématérialisées » (documents téléchargeables, mais aussi podcasts audio, web série, etc.).
- **Les parcours d'Éducation Artistique et Culturelle (PEAC)** reposeront sur les trois piliers : l'acquisition de connaissances et le rapport direct aux œuvres, la rencontre avec des artistes et professionnels de la culture, la pratique artistique et culturelle afin d'encourager la participation de tous à la vie artistique et culturelle. Donner à chacune et chacun la possibilité d'une expérience singulière et propre, pour garantir une égalité de voix, valoriser l'expérience et la sensibilité individuelles, favoriser la discussion en s'appuyant sur la participation, le rôle de l'équipe du Capc est de proposer un accompagnement libre et volontaire au service de cette autonomie pour donner l'envie et le goût de la pratique artistique, de la visite au musée et de la compréhension de l'environnement politique et social. En lien avec la programmation artistique du Capc, les projets d'EAC s'entendent dans une dimension de parcours (avant, pendant et après).
- **Actions en partenariat avec des structures du champ social.** L'invitation à des familles et des jeunes publics adhérents à participer aux workshops des vacances scolaires avec un artiste se poursuivra. Ainsi, les stages seront l'occasion de rencontres intergénérationnelles avec la participation par exemple de l'association France Alzheimer et le CADA de Bègles (Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile).
- **Actions à destination des personnes en situation de handicap.** Un livret utilisant la méthode de FALC (Facile à Lire et à Comprendre) présentant le Capc, l'entrepôt Lainé et les œuvres in situ, co-créé avec des personnes en situation de handicap, verra le jour. En outre, les visites en langue des signes française (LSF) seront proposées toute l'année sur un ensemble d'expositions et des visites tactiles pour les personnes déficientes visuelles seront imaginées pour certaines expositions. Enfin, des partenariats au long cours seront amorcés ou reconduits avec le Centre occupationnel de Jour Emile Counord, l'association France Alzheimer... avec la mise en place de parcours de visites et d'ateliers.
- **Les ateliers d'expérimentation artistique.** Les stages animés par des artistes sont organisés pendant les vacances scolaires, dans le cadre de l'été culturel, les mercredis et en nocturne une fois par mois.

Dans le cadre des modalités de mise en œuvre de son projet artistique et culturel, le Capc constitue un comité de suivi. Ce comité de suivi se réunira deux fois par an. Il a pour objectifs de rendre compte des actions de l'année écoulée et de présenter la programmation et les objectifs de l'année à venir.

Ce comité de suivi est animé par la Direction du Capc est constitué de :

- membres de droit :
 - 2 représentants de la Ville de Bordeaux : adjoint(e) au Maire en charge de la création et des expressions culturelles et adjoint(e) au Maire en charge de l'éducation, de l'enfance et de la jeunesse
 - 2 représentants des services de l'Etat - Deux personnalités qualifiées extérieures qui sont Béatrice Salmon, Directrice du Cnap et Alexandra McIntosh, Directrice du centre d'art et du paysage de Vassivière.
- membres invités :
 - Directrice générale des affaires culturelles de la Ville de Bordeaux

2.1. Rémunération des artistes

Conformément à la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine, le **CAPC musée d'art contemporain** met en œuvre ses actions, dans le respect des droits culturels énoncés par la convention de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles du 20 octobre 2005, dans le cadre d'une action de service public construite en concertation avec les acteurs de la création artistique.

En assurant la rémunération des artistes dans le respect des droits sociaux et des droits de propriété intellectuelle des artistes et des auteurs, le CAPC musée d'art contemporain participe ainsi au soutien des artistes et des auteurs, qui interviennent dans les domaines de la création, de la production, de la diffusion, de la recherche, de l'éducation artistique et culturelle, de l'éducation populaire et de la sensibilisation des publics.

2.2. Indicateurs et base de données

Le CAPC musée d'art contemporain s'engage :

- à contribuer au renseignement de l'enquête des indicateurs de performance (PAP et RAP). Cette contribution est obligatoire ;
- à remplir un tableau de suivi des indicateurs et des cibles. Ce tableau est annexé à la présente CPO 2022 – 2026.

2.3. Le projet artistique et culturel

Le **CAPC musée d'art contemporain** s'engage à rédiger un document programmatique écrit qui détermine avec précision les orientations stratégiques de la structure pour une période comprise entre trois ans minimum et cinq ans maximum. Il est élaboré par la directrice de la structure, de manière concertée avec les équipes sur la base des éléments fournis le cas échéant par les partenaires publics et dans le respect du cahier des missions et des charges du label concerné. Ce document est annexé à la présente CPO 2022 – 2026.

Article 3 Durée de la convention

La présente convention prend effet pour une durée de 5 ans, recouvrant la période du 1er janvier 2022 au 30 décembre 2026, sous réserve de la disponibilité effective des crédits.

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention, ou d'un avenant prolongeant la présente convention, est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 de la présente convention et au contrôle prévu à son article 11.

Article 4

Conditions de détermination de la contribution financière

4.1 L'État

Au titre du règlement de l'Union Européenne n° 651/2014 précité, l'administration contribue financièrement au programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention.

La contribution de l'administration est une aide au fonctionnement et prendra la forme d'une subvention. Elle n'en attend aucune contrepartie directe. Cette subvention est spécialement versée en contrepartie de la réalisation des activités et des actions précitées.

La définition du montant des subventions versées sur la période 2022 - 2023 – 2024 – 2025 - 2026 se fera dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire et sous réserve des conditions cumulatives suivantes :

- l'inscription des crédits de paiement en Loi de Finances ;
- la reconduction des critères d'intervention du ministère de la Culture dans le cadre de sa politique nationale ;
- le respect par le bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1^{er}, 7 à 11 de la présente convention, sans préjudice de l'application de l'article 13 ;
- le contrôle par l'administration en fin d'exercice, conformément à l'article 11, que le montant annuel de la contribution n'excède pas le coût annuel du programme d'actions.

La contribution de l'État fera l'objet d'une convention financière pluriannuelle bilatérale avec le bénéficiaire.

4.2. La Ville de Bordeaux

La Ville de Bordeaux a voté en 2022 un budget primitif de 522 000 € qui sera reconduit tous les ans sous réserve du vote du budget par la collectivité.

Article 5

Financement complémentaire au titre d'autres actions spécifiques

Compte tenu d'autres actions spécifiques qu'il organiserait et qui rentreraient dans les critères d'éligibilité du ministère de la Culture, le bénéficiaire peut solliciter l'octroi de subventions spécifiques qui feraient l'objet d'une instruction complémentaire selon les modalités en vigueur et seraient versées par un autre acte juridique (arrêté ou convention).

Article 6

Modalités de versement de la contribution financière

6.1. L'État

La subvention est imputée sur les crédits des programmes 131 et 361.

Pour mémoire, le montant de la subvention versée en 2021 s'est élevé à la somme de **100.000 euros** (dont une dotation exceptionnelle de 20.000 euros pour les acquisitions d'œuvres 2021) pour l'accompagnement de la labellisation « Centre d'art contemporain d'intérêt national » du Capc. Cette somme ne comprend pas les financements perçus au titre d'autres programmes de soutien accordés par l'Etat à la Ville de Bordeaux pour son musée d'art contemporain le Capc.

Pour l'année 2022, le versement de la subvention s'effectuera au moyen d'une convention financière pluriannuelle entre l'État et le bénéficiaire, selon les procédures comptables en vigueur et en tenant compte de la disponibilité des crédits au moment de la signature de la convention.

Pour les deuxième, troisième, quatrième et cinquième années d'exécution de la présente convention, l'administration notifiera chaque année le montant de la subvention par voie d'avenant à la convention financière pluriannuelle.

Article 7 Justificatifs

Dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice, le bénéficiaire s'engage à fournir aux partenaires publics signataires de la présente convention :

- Le compte administratif de la collectivité tel que validé par le contrôle de légalité. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre l'État et le bénéficiaire ;
- le rapport annuel d'activité de la structure ;
- tout autre document listé en annexe.

Article 8 Autres engagements

8.1. Le bénéficiaire informe sans délai les institutions signataires de toute modification de son identification et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

8.2. En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention, le bénéficiaire en informe les signataires sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.3. Le bénéficiaire déclare ne pas être bénéficiaire d'aide illégale et incompatible soumise à obligation de remboursement en vertu d'une décision de l'Union Européenne.

8.4. Le bénéficiaire s'engage également à veiller aux droits culturels, à l'insertion professionnelle et au développement de la coopération dans le secteur culturel.

8.5 Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre, au cours de cette convention, les cinq engagements du plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant du Ministère de la Culture du 25 novembre 2021 :

1. Être en conformité avec les obligations du code du travail en matière de santé, de sécurité et de harcèlement moral ;
2. Créer un dispositif interne de signalement efficace et traiter chaque signalement reçu ;
3. Former dès 2022 la direction, les encadrants, la DRH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS ;
4. Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques ;
5. Engager un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS.

Article 9 Communication

Le bénéficiaire de cette subvention s'engage à indiquer de façon lisible et explicite l'identité visuelle de chaque partenaire public sur tous les supports et documents produits dans le cadre de la convention.

Il indiquera la participation de l'État et de la Région par une publicité appropriée écrite et/ou visuelle (logo) conforme aux éléments de communication fournis par la DRAC, la préfecture de région ou les préfectures de département, sur tous les supports de communication et d'information du public pendant la réalisation du projet <https://www.culture.gouv.fr/Regions/DRAC-Nouvelle-Aquitaine/La-DRAC-Nouvelle-Aquitaine/Logos>.

Article 10

Procédures et sanctions en cas de retard ou d'inexécution

10.1. En cas d'inexécution, de modification des conditions d'exécution de la convention par le bénéficiaire sans l'accord écrit des institutions signataires, celles-ci peuvent ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par le bénéficiaire.

10.2. Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 7 peut entraîner la suppression de l'aide. Tout refus de communication des comptes peut entraîner également la suppression des aides.

10.3. Les institutions signataires informent le bénéficiaire de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique avec accusé de réception.

Article 11

Évaluation

11.1. Le bénéficiaire s'engage à fournir au moins six mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées par des indicateurs concrets et mesurables sur les différents axes stratégiques recherchés, en annexe de la présente convention. L'évaluation comportera également un bilan de la mise en œuvre des 5 engagements du plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant. En cas de non-respect des engagements au moment de l'évaluation, la structure sera destinataire d'un courrier de mise en demeure de se conformer à ses engagements, point de départ de la phase d'accompagnement qui s'ouvrira alors pour aider la structure dans sa mise en conformité. L'obtention de nouvelles aides ne pourra intervenir qu'après mise en conformité de la structure.

11.2. L'État et les partenaires signataires procèdent, conjointement avec le bénéficiaire, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elles ont apporté leur concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

11.3. L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er} et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt général.

Article 12

Contrôle de l'État et des partenaires signataires

12.1. Les partenaires signataires contrôlent annuellement, ainsi qu'à l'issue de la convention, que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions au titre duquel cette contribution est accordée.

Ils peuvent exiger le remboursement de la quote-part excédentaire de la contribution financière.

12.2. Pendant et au terme de la convention, un contrôle peut être réalisé par les partenaires signataires, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 11 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. Le bénéficiaire s'engage à faciliter l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle. Le refus de leur communication entraîne la suppression des aides.

Article 13

Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 11 et au contrôle de l'article 12.

Article 14

Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par les partenaires signataires et le bénéficiaire. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. L'avenant conclu précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 15

Annexes

Les annexes font partie intégrante de la présente convention :

- Annexe I – le programme d'actions ;
- Annexe II – les indicateurs d'évaluation ;
- Annexe III – le budget prévisionnel pour la durée du programme d'actions.
- Annexe IV : plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant du Ministère de la Culture du 25 novembre 2021

Le budget prévisionnel n'est présenté dans cette annexe qu'à titre indicatif. Il ne permet notamment pas de déroger au principe selon lequel les aides attribuées par les partenaires publics signataires de la présente convention le sont dans le respect de la règle de l'annualité budgétaire.

Article 16

Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tout autre droit qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 17
Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Bordeaux.

La décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Telerecours Citoyens, accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr/>

Fait à Bordeaux

Les signataires

La Préfète de la Région Nouvelle-Aquitaine

Le Maire de Bordeaux

Fabienne BUCCIO

Pierre HURMIC

Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux

Projet scientifique et culturel
2022-2026



« L'enjeu pour chaque homme et chaque femme est de s'enraciner au plus profond de sa propre civilisation pour mieux s'ouvrir aux pollens fécondants venus des quatre horizons. »

Léopold Sédar Senghor

« Malgré les représentations totalisantes de la réalité qu'impose l'ici et le maintenant, nous devons nous efforcer de penser un après et un ailleurs. D'aucun-es diront que seuls comptent les plaisirs de cet instant, mais nous ne devons jamais nous contenter de transport minimal ; nous devons rêver et incarner des plaisirs nouveaux et meilleurs et, en fin de compte, des nouveaux mondes. »

Cruising Utopia, José Esteban Muñoz

Directrices du projet

Sandra Patron, directrice
Rachel Cordier, directrice adjointe

Pilotage des groupes de travail et comité de rédaction

Gilles Baume, responsable du service développement des publics et de la communication
Cécile Broqua, responsable du centre communication
Anne Cadenet, responsable du centre collection
Alice Cavender, responsable du centre exposition
Cédric Fauq, commissaire en chef, responsable du service des projets
Marion Vasseur Raluy, coordinatrice des expositions et commissaire associée des résidences

Comité de suivi

Représentants de la Ville de Bordeaux :

Dimitri Boutleux, adjoint au Maire en charge de la Création et des expressions culturelles
Sylvie Schmitt, adjointe au Maire en charge de l'Éducation, de l'enfance et de la jeunesse
Catherine Dupraz, directrice générale des affaires culturelles

Représentants du ministère de la Culture :

Direction générale de la création artistique,
représentée par François Quintin
Direction générale des patrimoines et de l'architecture,
représentée par Estelle Guille des Buttes
Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine,
représentée par Maylis Descazeaux

Personnalités qualifiées :

Alexandra McIntosh, directrice du Centre international d'art et du Paysage
Béatrice Salmon, directrice du Centre national des arts plastiques (Cnap)

Ont participé à l'élaboration du PSC :

Gilles Baume
Renaud Beaurepaire
Mathilde Bertolo
Beverly Bitard
Emma Blanchard
Zahia Boufatit
Myrtille Bourgeois
Dimitri Boutleux
Cécile Broqua
Anne Cadenet
Emilie Cadillac
Alice Cavender
Cyril Chaumeau
Dominique Crouzet
Hugo Curdi
Véronique Darmanté
Karine Daviaud
François Denis
Valérie Desbiaillhs
David Dinh
Laura Donin de Rosière
Muriel Dupont-Fudal
Catherine Dupraz
Stephane Espugne-Darses
Cédric Fauq
Romaric Favre
Joëlle Ferré
Farida Forgue
Fabien Guiet
Christophe Houdent
Clémence de La Tour du Pin
Pascal Lacampagne
Pauline Lacaze
Kevin Lanore
Valérie Lantignac
Marie Lauriat
Thibault Mahieux
Stéphane Mallet
Natacha Marini
Emmanuel Martins
Blandine Martre
Baptiste Maurin
Sylvain Mavel
Dominique Merle
Milena Paez-Barbat
Martine Péan
Violaine Pierrefixe
Jean-Luc Plétan
Lucille Poirer
François Poisay
Samuel Quebre

Patrick Renard
Julien Rister
Bernadette Sallaud
Sylvie Schmitt
Marion Vasseur Raluy
Béatrice Vert
Evelyne Videau-Sinsou
Béatrice Vigué
Nathalie Vimont

Sommaire

Etat des lieux, Capc 2014-2021	9	2. Le Capc polyphonique et collaboratif	53	4. L'artiste au cœur du projet	81	6. Le Capc, acteur des transformations sociétales et environnementales	111
Projet scientifique et culturel, Capc 2022-2026	31	2.1 Constituer des communautés de pensées	57	4.1 Renforcer la place de l'artiste dans l'institution	84	6.1 Toutes les diversités	114
Introduction	32	2.2 Restituer et démultiplier les voix	60	4.2 Favoriser la rencontre entre les artistes et les publics	88	6.2 Accessibilité et convivialité vers une accessibilité universelle	115
1. Activer la double identité du Capc, musée de France et centre d'art contemporain d'intérêt national	35	2.3 Décloisonner les voix	64	4.3 Faire avancer structurellement l'institution avec les artistes	89	6.3 Amplifier la transition écologique et énergétique du Capc	117
1.1 Le Capc musée : pour une approche de la collection qui décentre le regard	39	3. Favoriser la rencontre avec l'art par l'éducation artistique et culturelle tout au long de la vie et par des actions de médiations inclusives	67	5. Le Capc protéiforme	91	6.4 Le statut de l'artiste et sa juste rémunération	118
- Inventer de nouvelles approches de présentation de la collection		3.1 Prendre en compte les publics dans leur diversité et assumer des priorités	70	5.1 Le Capc dans l'Entrepôt Lainé	94	Epilogue	121
- Définir une politique d'acquisition qui s'enrichit des productions menées <i>in situ</i>		- La jeunesse, un enjeu prioritaire		- Créer une relation partenariale avec arc en rêve		Annexes	123
- Conservation et restauration, un enjeu sur les réserves		- Les scolaires, un public à reconquérir		- Créer une cohérence entre le projet artistique et le café du musée			
1.2 Le Capc centre d'art contemporain d'intérêt national : un laboratoire de formes et de pratiques	46	- Les familles, une offre à construire		- Créer des résonances de programmation dans tous les usages du lieu			
- Développer une programmation d'expositions qui embrasse la pluralité du monde		- Les personnes isolées, un enjeu de solidarité		- Mener une étude d'opportunité et de contraintes du bâtiment			
- Développer une programmation événementielle au cœur des enjeux sociétaux		3.2 S'appuyer sur des méthodes inclusives	73	5.2 Le Capc hors-les-murs	100		
- Soutenir la création émergente		3.3 Répondre aux objectifs d'équité territoriale	78	5.3 Le Capc dématérialisé	102		
- Développer les logiques de productions <i>in situ</i>				5.4 Le Capc avec son territoire	106		
- Concevoir une politique éditoriale qui augmente la connaissance des œuvres				- Développer les liens et synergies avec l'écosystème de l'art contemporain bordelais			
- Rendre publiques les archives de manière innovante				- Développer des collaborations avec des partenaires des villes de la Métropole			
- Accompagner les nouveaux usages et relations aux publics				- Se positionner comme un pôle ressource de la communauté artistique du territoire			
				- Renforcer les logiques de réseaux nationaux et internationaux			
				- Renforcer l'attractivité touristique			

Etat des lieux Capc 2014-2021



Le Capc en quelques dates et chiffres clés

Histoire



Collection



Expositions

En 47 ans d'activité, le Capc a organisé 467 expositions, dont 40 à l'étranger. 82 de ces projets ont été présentés dans la nef, dont 49 développés spécifiquement par des artistes pour cet espace monumental. Sur les cinq dernières années, 49 artistes ont fait l'objet d'expositions solos au Capc, dont 53% de femmes et 88% d'artistes étrangers.

Médiation



Fréquentation sur la période



Réseaux sociaux



Capc 2014-2021, un bilan contrasté

Depuis sa fondation en 1973, le Capc – Centre d'arts plastiques contemporains –, installé dans l'Entrepôt Lainé, imposant bâtiment patrimonial au cœur de Bordeaux, a toujours été un espace exceptionnel pour la création. Dès l'exposition inaugurale du centre d'art, *Regarder ailleurs*, son fondateur Jean-Louis Froment donne le ton et fait découvrir au public une création contemporaine résolument internationale, tournée vers les grands artistes et courants de son époque, ouverte à toutes les pratiques disciplinaires. À cette époque, hormis le Centre Pompidou à Paris (créé en 1977), le Nouveau Musée à Villeurbanne (en 1978) et le Magasin à Grenoble (en 1986), peu de lieux en France sont exclusivement dédiés à la création contemporaine. Le Capc acquiert rapidement, de ce fait, une notoriété qui dépasse largement les frontières nationales. Seul centre d'art de l'ancienne région Aquitaine, le Capc a par ailleurs contribué tout au long de son existence à une sensibilisation à l'art contemporain sur le territoire dans lequel il s'inscrit.

Au cours de ses quarante-huit années d'existence, ce lieu de recherche et d'expérimentation a su rapprocher artistes et publics, curieux de découvrir de nouvelles formes d'art, d'exposition et de médiation, dans des formats toujours renouvelés. La programmation annuelle organisée en trois temps forts (printemps, été, automne) conjugue, chaque année, expositions monographiques et collectives, cycles de projections et de conférences, performances, rencontres, débats et dispositifs d'accompagnement des publics.

Fer de lance de sa programmation, les expositions monographiques dans la nef, produites par et pour le lieu, deviennent vite sa marque de fabrique. Elles accompagnent, et souvent anticipent, la montée en puissance d'artistes majeurs de leur époque, qu'il s'agisse de l'installation de Richard Serra pour la réouverture après travaux en 1990, de l'installation de Daniel Buren en 1991, restée dans la mémoire collective, ou, plus récemment, des expositions in situ de Jim Shaw (2010) ou de Leonor Antunes (2016).

Ces aventures avec les artistes, richement documentées au sein d'une archive qu'il s'agira dans les années à venir de préserver et de mettre en valeur, se sont faites autour d'œuvres qui, pour beaucoup, ont rejoint la collection du Capc. Riche de plus de 1 900 pièces signées par plus de 300 artistes du monde entier, ce fonds rassemble des œuvres d'artistes tels que Daniel Buren, Nan Goldin, Sol LeWitt, Annette Messager ou Richard Serra pour les plus historiques, et de Benoît Maire, Julie Béné, Naufus Ramirez-Figueroa, Danh Vō ou Leonor Antunes pour les plus récentes. Cette importance de la collection a légitimé, en 2002, l'appellation du Capc comme Musée de France.

En parallèle, le Capc mène tout au long de son histoire une réflexion sur le format de l'exposition et les grands enjeux artistiques de son époque. Ainsi dans les années 1980, le Capc propose une série d'expositions liées à certaines avant-gardes importantes des décennies précédentes : Arte Povera, Art conceptuel, Art minimal, Land Art. Durant la décennie suivante, le Capc donne la parole à une nouvelle génération d'artistes et de commissaires d'expositions, dont le rapport aux médias, aux images et à leur circulation s'est profondément transformé, comme par exemple *Traffic* de Nicolas Bourriaud en 1996, ou encore *Cities on the move* de Hou Hanru et Hans Ulrich Obrist en 1998 (coproduction arc en rêve). Dans les années 2000, le Capc s'attache à repositionner l'institution artistique dans un contexte culturel élargi qui prend en compte la musique, l'architecture, les mass média et les cultures populaires, avec notamment en 2009 l'exposition *Insiders* (coproduction arc en rêve) ou *Dystopia* en 2011. Plus récemment, le Capc a développé une identité forte autour de la mise en lumière et de la relecture du travail d'artistes femmes, à l'instar des artistes Judy Chicago, Beatriz González, Takako Saito ou Irma Blank, auxquelles le Capc a consacré, ces dernières années, des rétrospectives d'envergure, positionnant l'institution parmi les plus audacieuses au niveau national sur ce plan.

Enfin, dès sa création, le Capc a développé un programme innovant d'outils de médiation afin d'accompagner au mieux les personnes dans la découverte de la démarche des artistes. Faire connaître l'art contemporain aux enfants a été pendant longtemps l'une des actions de diffusion prioritaire du Capc. En 1975, avant même l'ouverture permanente dans l'Entrepôt Lainé, deux ans avant la création de l'Atelier des enfants au Centre Georges-Pompidou, un « *Artbus* » visitait les écoles primaires de Bordeaux, en privilégiant un contact direct avec des œuvres et une pratique d'atelier. Dans les années 1980, les *Boîtes/exposition*, imaginées par les animateurs et les graphistes du Capc, se présentaient comme des mini-expositions avec images, textes, jeux, vidéos et objets. Ces *Boîtes/exposition* sont réactualisées en 2010 en version tablette et en version dématérialisée, pour une diffusion plus fluide auprès des publics de l'Education nationale.

La programmation des expositions pendant la période 2014-2021 a fait la part belle à la découverte de personnalités minorées ou peu vues en France (Beatriz González, Takako Saito ou Alejandro Jodorowsky) ainsi qu'à la visibilité de la collection à l'international avec MARCO Museo de Arte Contemporáneo de Monterrey au Mexique. Le partenariat avec le Jeu de Paume dans le cadre du programme *Satellite* a permis de faire découvrir au public une programmation vidéo internationale de grande qualité, tout en soutenant la création émergente par la coproduction avec l'institution parisienne. La notoriété du Jeu de Paume a constitué un partenariat fructueux et une visibilité internationale à ce programme. Enfin, la mise en place d'une résidence croisée avec SOMA à Mexico a permis la découverte en France d'artistes mexicains et de soutenir des artistes français au Mexique.

Malgré ces réalisations remarquables, en 2017, l'institution a connu une crise profonde qui a abouti à une vacance de direction de plus d'un an. La directrice générale des affaires culturelles de la Ville de Bordeaux a effectué l'intérim durant lequel l'organisation du travail a été repensée et a donné lieu à un nouvel organigramme voté en comité technique à l'automne 2018. Dans le même temps, la Ville a souhaité se donner du temps et réunir un comité d'experts pour statuer sur le devenir du lieu. La conclusion de cette étape de concertation a été de réaffirmer l'importance du Capc dans le champ de l'art

contemporain, à la fois dans sa fonction patrimoniale avec la collection et dans sa fonction laboratoire au plus proche des artistes. Un recrutement est lancé au printemps 2019, et en septembre 2019, une nouvelle directrice est entrée en fonction. Au cours de cette période qui a provoqué des tensions en interne et des polémiques en externe, l'équipe du Capc a su garder le cap, montré son attachement à la continuité du service public et sa volonté à mener à bien les missions du Capc avec le public, les partenaires et les artistes.

Les expositions et la programmation culturelle¹

Des expositions collectives mettant en lumière des problématiques sociétales contemporaines

Pour renforcer sa dimension de laboratoire muséologique, le Capc a repensé et développé des formes d'expositions avec une approche évolutive, en lien direct avec l'actualité, de nature à susciter enthousiasme et réflexion. Tous les deux ans, le Capc a proposé une exposition collective explorant les problématiques sociétales les plus contemporaines. Et c'est naturellement, à de jeunes commissaires en phase avec leur époque qu'il a eu tendance à confier de tels projets. En 2015, Catalina Lozano, avec l'exposition *Ce qui ne sert pas s'oublie* (22.01.15 au 03.05.15), explorait la vie des objets et mettait en avant la manière dont, en circulant, ceux-ci accumulent de l'information et intègrent ce faisant un processus historique. L'exposition s'est efforcée de faire comprendre comment la relation au monde matériel engendre des processus ouverts d'assimilation, d'acculturation, de réappropriation et de ritualisation. En 2017, c'est vers le duo de commissaires établi à Barcelone, Latitudes (Max Andrews et Mariana Cánepa Luna), que le musée s'est tourné pour concevoir l'exposition proposée comme contribution au programme de la saison culturelle *Paysages* Bordeaux 2017.

Une relecture de l'apport des figures historiques

Chaque année, une grande exposition monographique a consacré le travail d'une figure tutélaire de l'art contemporain n'ayant pas ou peu exposé en France ou en Europe : Franz Erhard Walther en 2014, Alejandro Jodorowsky en 2015, Judy Chicago en 2016, Beatriz González en 2017, Danh Võ en 2018. Le travail de recherche et le dialogue mené avec ces artistes en amont de

leurs expositions, a eu pour objectif de réfléchir à la façon dont les artistes contemporains s'inscrivent dans leur époque et dans l'histoire du monde, à travers les multiples références croisées qui ont enrichi leurs démarches au fil du temps.

Un soutien à la création émergente

Le Capc a maintenu le lien avec la création actuelle en montrant régulièrement dans ses murs le travail d'artistes émergents, soit dans des expositions collectives, soit dans des présentations monographiques, format qu'a privilégié par exemple la programmation *Satellite* coproduite de 2015 à 2018 avec le Jeu de Paume. Ce programme initié par le Jeu de Paume en 2007 a offert la possibilité chaque année à une ou un commissaire en début de carrière de proposer un cycle d'expositions autour d'un projet curatorial original. Chaque artiste se voyait confier la création d'une pièce vidéo et chaque exposition faisait l'objet d'un catalogue coédité par les coproducteurs, dont le design graphique était confié à un studio différent chaque année.

Les livres d'artistes et éditions

Par la présentation de collections institutionnelles comme cela a été le cas avec celles de la Fondation Serralves de Porto ou du Cdla (Centre du livre d'artistes) de Saint-Yrieix-la-Perche, et aussi à travers des expositions consacrées à des projets éditoriaux historiques comme ce fut le cas avec l'exposition *Beau Geste Press* qui retraçait l'histoire de cette maison d'édition indépendante, active dans les années 1970, le Capc a fait la part belle au livre d'artiste. La continuation de la tradition éditoriale du Capc a constitué également un aspect important du rayonnement que l'institution a cherché à avoir au-delà de ses murs et des expositions qui

¹ Les éléments de programmation cités sont issus du pré-projet scientifique et culturel 2014-2020 dirigé par Maria Inés Rodriguez

s'y tiennent. Outre la coédition avec le Jeu de Paume des catalogues accompagnant chaque exposition de la programmation *Satellite*, un catalogue a accompagné l'exposition *Ce qui ne sert pas s'oublie* et un livre de photographie intitulé *Andrée Putman au Capc* par Heinz Peter Knes a rendu compte, à travers le regard du photographe allemand, de la richesse du projet fondateur du Capc. Une série de livres a été consacrée aux projets *in situ* pour la Nef du Capc avec des publications monographiques liées aux expositions de Leonor Antunes et Rosa Barba. Le musée a également publié la première monographie de l'artiste Benoît Maire, dont le travail a fait l'objet d'une exposition monographique en 2018.

Conserver, enrichir et valoriser la collection²

Nature des collections

Collections gérées : 1 936

- Collection CAPC musée, ville de Bordeaux : 976 œuvres
- Dépôts : 667 œuvres se décomposant comme suit :
 - Cnap (Centre national des arts plastiques) : 604 œuvres (dont 435 Fonds Feyzdjou)
 - Mnam/Cci (Musée national d'art moderne) Centre Georges Pompidou : 9 œuvres
 - Collections publiques autres : 14 œuvres
 - Collections privées et artistes : 36 œuvres

Fonds documentaires : 293 items

Fonds Putman : 105 items

Livres d'artiste : 71 items

Commande artistique Bordeaux Métropole : 21 œuvres

Fonds post récolement : 96 items

L'histoire de la collection du Capc s'appuie, dès l'origine, sur les œuvres produites lors des expositions. Dès 1979, en soutien à la jeune création locale et en lien avec sa dimension centre d'art et prospective, le Capc acquiert des œuvres de jeunes artistes, un engagement qui se poursuit tout au long de son histoire. En mai 1984, fort de son ancrage territorial, de son rayonnement national et de sa collection reconnue d'intérêt public, le Capc devient un musée classé et contrôlé. Ce changement confère un nouveau statut aux œuvres de la collection et place le musée sous le contrôle scientifique de l'État.

De 1984 à 1996, les moyens alloués au musée, notamment pour les acquisitions, permettent un développement considérable de la collection avec 537 œuvres et la constitution d'ensembles conséquents de peintures et dessins de Miquel Barceló ou de Robert Combas, de photographies de Bernd et Hilla Becher, Jack Pierson, Nan Goldin, ou encore Wolfgang Tillmans, de sculptures de Richard Long, ...

De 1996 à 2000, 84 œuvres sont acquises et un important dépôt de 18 œuvres historiques est effectué par le MNAM/CCI Centre Georges Pompidou. Le Capc signe une convention de dépôt avec la Caisse des Dépôts et Consignation

pour trois œuvres dont une sera transférée aux collections du musée en 2005. 45 œuvres sont mises en dépôts par le Cnap/Fnac (fonds national d'art contemporain) et 12 par le FRAC (Fonds régional d'art contemporain) Collection Aquitaine. La majorité des œuvres acquises fait suite à une exposition au Capc avec néanmoins quelques achats effectués afin d'étayer l'organicité d'ensembles existants ou de valoriser une figure artistique majeure ayant vécu à Bordeaux (Pierre Molinier).

De 2001 à 2006, la politique d'acquisition s'infléchit ostensiblement vers des œuvres plus historiques issues des dernières grandes avant-gardes. 29 œuvres sont inscrites à l'inventaire dont 27 résultent de dons d'artistes à la suite d'une exposition au Capc (Pierre Buraglio, Simon Hantaï, Noël Dolla, Tatiana Trouvé) ou de dons de collectionneurs ou galeristes comme Jean Fournier (Joan Mitchell, Bernard Piffaretti). Les dépôts de l'Etat se poursuivent avec un ensemble de 45 œuvres (Olivier Mosset, William Kentridge, Annette Messager, ...) auxquels s'ajoute le Fonds d'atelier de l'artiste iranienne Chohreh Feyzdjou dont l'inventaire définitif est confié au Capc en 2004.

De 2007 à 2013, le projet scientifique repositionne le Capc sur la scène artistique internationale, dans un contexte culturel étendu, élargi à la musique, l'architecture, le cinéma, la littérature mais aussi la culture populaire. Un dépôt supplémentaire de 35 œuvres est consenti par le Fnac et certains dépôts historiques ne sont pas prorogés. 27 œuvres ont été acquises comprenant à la fois des œuvres vidéo et des livres d'artiste. Les Amis du Capc soutiennent la collection par l'acquisition de plusieurs œuvres (Jim Shaw, Philippe Decrauzat). L'exposition monographique du groupe bordelais Présence Panchounette est aussi à l'origine de la constitution d'un ensemble cohérent de 15 œuvres³ datées de 1972 à 1989.

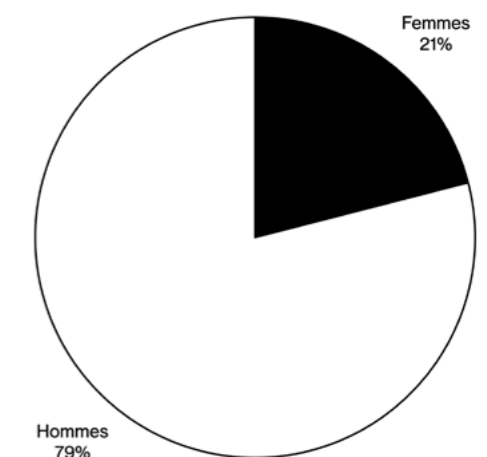
Entre 2014 et 2019, 28 œuvres ont été acquises dont un ensemble remarquable d'œuvres de Takako Saito et 165 résultent de dons d'artistes (parmi lesquels le don de plus d'une centaine de dessins de Daniel Dezeuze). Ajoutons que la collection du Capc se lit aussi ponctuellement à travers les dépôts d'œuvres appartenant à des collectionneurs privés.

³ Dont 6 ont été acquises pour la collection complétées par un dépôt des artistes et un dépôt du Fnac de 11 œuvres acquises à la suite de l'exposition.

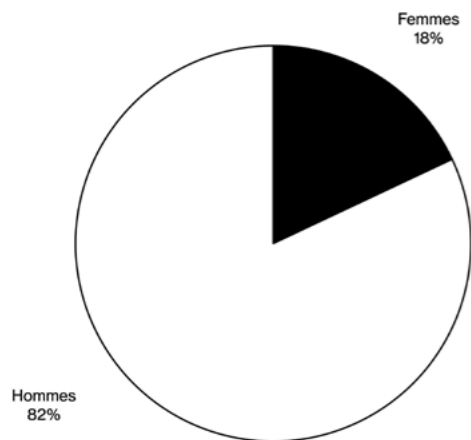
Depuis une quinzaine d'années, le budget d'acquisition commun aux 5 musées de la ville fait l'objet d'un arbitrage annuel. L'enveloppe budgétaire dédiée (entre 150 000 et 200 000€ sur la période) ne permet pas l'achat d'œuvres historiques et patrimoniales à de très rares exceptions.

Diversité dans la collection

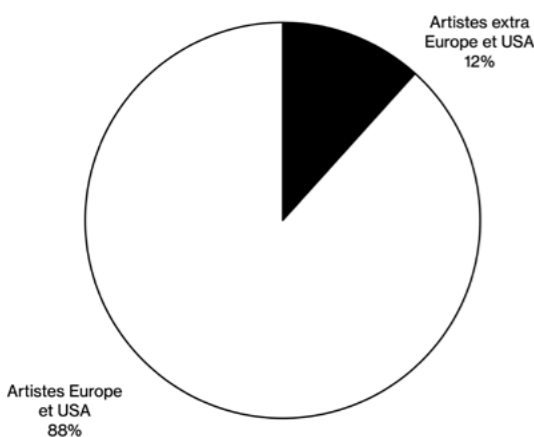
La collection du Capc, à l'image de toutes les institutions muséales de même envergure, présente une disparité en matière de représentation d'artistes femmes et hommes (les femmes représentant moins de 21% des artistes de la collection). Bien que ces catégories soient questionnables en termes « d'identité artistique », ces chiffres témoignent de l'implication directe des institutions et leur contribution à minorer le rôle des artistes femmes mais également des artistes situés hors des scènes artistiques bipolaires (Europe et États-Unis) depuis le début du XX^{ème} siècle.



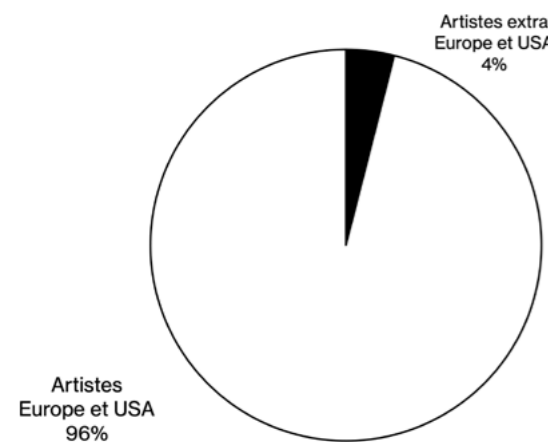
Représentation Femmes/Hommes dans la collection du Capc (propriété : Ville de Bordeaux)



Représentation Femmes/Hommes dans les collections gérées par le Capc (dont les dépôts)



Représentation diversité culturelle dans la collection du Capc (propriété : Ville de Bordeaux)



Représentation diversité culturelle dans les collections gérées par le Capc (dont les dépôts)

Dépôts

Dès 1985, le musée s'appuie sur les dépôts de l'Etat (notamment du Cnap) et des artistes pour mettre en perspective la collection afin d'enrichir les dialogues et de constituer, entre autres, des ensembles monographiques cohérents. Entre 1985 et 2017, le Cnap a mis en dépôt au Capc 672 œuvres dont 435 du fonds Feyzdjou. Citons aussi parmi les institutions partenaires pour des dépôts, le Frac Nouvelle-Aquitaine Méca qui dès le milieu des années 80 a développé une politique de dépôts (actuellement une seule œuvre de Richard Long produite in situ en 1985 est exposée en permanence sur les terrasses du musée), le Mnam-Cci Centre Georges Pompidou avec 4 œuvres de Claude Viallat, Toni Grand, Richard Serra et Mario Merz (convention signée en 1999 et mise à jour en 2017) et la Caisse des Dépôts et Consignations avec une œuvre de Noritoshi Hirakawa (convention à réactualiser). S'ajoutent à ces institutions publiques les dépôts de collectionneurs privés (4) ou d'artistes (13). Les dépôts les plus anciens n'ont pas encore tous fait l'objet d'une convention.

Inventaire et récolement

Gestion des collections

L'inventaire réglementaire des œuvres de la collection du Capc est informatisé depuis 1990 via Videomuseum à partir de l'application de gestion des collections GCOLL. Il est à noter que deux livres d'inventaire papier sont maintenus : un pour la collection et l'autre pour les dépôts. GCOLL contribue à sauvegarder l'ensemble des opérations liées à la vie matérielle des œuvres en assurant une gestion dynamique et efficace de la régie des collections (inventaire, mouvement lors des prêts, constats d'état, récolement, dossier de restauration-conservation, suivi des expositions de la collection, photographie des œuvres inscrites à l'inventaire, ...). La collection est en ligne via le logiciel Navigart (plateforme de diffusion des collections publiques françaises). Elle est accessible par Videomuseum et à partir du site du Capc.

Étude des collections

En 2009, un plan de récolement décennal a été rédigé et présenté à la Commission scientifique de la région Aquitaine. Un état des lieux de la collection et des réserves affectées à la conservation des œuvres y est détaillé. Un chantier de collection a été associé à ce premier récolement. Il visait une rationalisation de la gestion, une amélioration significative des conditions de conservation préventive des œuvres et une consolidation du statut juridique des collections en distinguant les collections inaliénables des collections d'étude qui sont désormais inventoriées hors registre d'inventaire réglementaire (fonds documentaire). Les sept campagnes de récolement se sont échelonnées de 2009 à 2014. Le procès-verbal du premier récolement a été transmis à la DGAC (Direction générale des affaires culturelles Ville de Bordeaux) et à la DRAC (direction régionale des affaires culturelles) Aquitaine en juin 2014. Toutes les œuvres de la collection ont un dossier d'œuvre qui archive et centralise l'ensemble des documents relatifs à l'entrée de l'œuvre dans la collection et à la vie de l'œuvre⁴. À noter qu'une partie de ces documents sont numérisés ou enregistrés en format numérique pour les œuvres récemment acquises ou l'ont été au fur et à mesure de la mise à jour des dossiers. Le deuxième récolement décennal est en cours. Il s'effectue dès qu'un prêt ou un mouvement d'œuvre est engagé.

La bibliothèque et les archives ont, en complément des dossiers d'œuvres, capitalisé d'importantes ressources documentaires en amont des acquisitions pour la recherche et l'étude des collections.

Conservation et état sanitaire des collections

Comme beaucoup de collections d'art contemporain, la collection du Capc est caractérisée, par l'hétérogénéité de ses matériaux. Leur conservation-restauration est un véritable défi tant au niveau technique que déontologique. Le bilan sanitaire du premier récolement a permis d'établir que 90 % des œuvres de la collection étaient dans un état satisfaisant. Néanmoins,

parmi les 12 œuvres identifiées en péril lors du récolement, la plupart ont fait l'objet d'un constat d'état, d'une étude préalable à la restauration ou d'une restauration (Enzo Cucchi, Daniel Buren, Wolfgang Tillmans, ...). Deux plans pluriannuels de restaurations ont permis de préciser, lors des commissions scientifiques régionales des collections des musées de France pilotées par la Direction régionale des affaires culturelles, le contexte de présentation des dossiers de restauration.

Réserves – Sécurité - Sûreté

Réserve interne

La réserve interne du musée, située au rez-de-chaussée de l'ancien Entrepôt Lainé, conserve un peu plus de 1 400 œuvres stockées sur 500 m². La réserve se distribue en quatre zones de conservation avec chacune une spécificité liée à la nature du médium ou au domaine de collection. La zone 1 est une zone de transit. Les zones 2 et 3 sont essentiellement réservées à la conservation des peintures, des œuvres graphiques dans des meubles à plan et des œuvres bidimensionnelles sur grilles coulissantes. En Zone 3, une armoire métallique conserve toutes les œuvres regroupées sous le terme nouveaux médias (supports : VHS, Umatic, DVD, CD-ROM, diapositives, clefs USB avec fichiers sons et/ou images). La zone 4 regroupe plusieurs espaces dans lesquels se répartissent les œuvres en caisse sur racks, des œuvres bidimensionnelles hors formats sur grilles fixes. La zone 4 comprend aussi un espace d'environ 20 m² dédié au stockage à plat ou sur rouleaux.

A ce jour, la réserve interne ne comporte pas de zone de quarantaine. L'aménagement d'une zone de quarantaine est une nécessité pour gérer la conservation (cf *La question des réserves, page 41*).

La surveillance du climat est effectuée à partir de sondes Hanwell dont les mesures sont en lecture instantanée sur un poste informatique dédié. La réserve interne n'a pas de système de climatisation. Les 5 climatiseurs des zones 1, 2, 3 et 4 qui assuraient la régulation de la température et de l'humidité relative ont été dépo-

⁴ Mouvements, constats, rapports de restauration, correspondances avec l'artiste ou ses ayants-droits, sa/ ses galeries, les questionnaires techniques et scientifiques, une documentation iconographique, une biobibliographie et les notices qui se rapportent à l'œuvre.»

sés en 2010. Sans climatisation, l'observation des relevés des thermo-hygrographes puis la surveillance via les sondes, a révélé un climat relativement stable qui confirme l'inertie du bâtiment. Les relevés climatiques indiquent des températures sur l'année oscillant entre 20,5°C et 21,5°C pour une HR de 49 % à 54 %. Le climat apparaît donc comme un peu sec.

En 2014, grâce à un partenariat de compétence, l'éclairage de la réserve a été repensé. De nouveaux dispositifs techniques ont permis un éclairage contrôlé par zones et une diminution de 25 à 30 % du nombre de lux. Les néons ont été remplacés par des tubes fluorescents qui diminuent la consommation électrique et répondent plus favorablement aux normes d'économie d'énergie.

De nouvelles réserves externes

En 2017, un transfert total des œuvres stockées sur le site de Leydet dont les conditions de conservation mettaient les œuvres en péril a été réalisé vers le site du Haillan. Ce site de stockage est un entrepôt loué par la Ville de Bordeaux à un particulier pour le stockage des collections du Capc et du musée des Beaux-arts. Il répondait en urgence à l'obligation d'améliorer significativement les conditions de conservation des œuvres. Situé à une quarantaine de minutes du Capc, ce site bénéficie d'un accès facile pour les camions et possède un parking sécurisé. Le bâtiment est sous télésurveillance avec un prestataire de service et des astreintes sont assurées par des agents de la ville 24h/24h. L'arrivée des œuvres s'effectue sur une zone de déchargement à l'intérieur du bâtiment qui dessert les deux zones de stockage autonomes pour le Capc et le musée des Beaux-arts. Le Capc occupe un espace de 826 m² divisé en 3 zones de stockage (Zone A, B et C) avec majoritairement des œuvres en caisse, de très grands formats ou pondéreuses (Anish Kapoor, Richard Long, Susana Solano, etc). Les conditions environnementales sont adaptées aux typologies d'œuvres stockées sur ce site (métal, pierre, bois, résine, ...). Le chauffage au sol permet d'établir une zone de sécurité climatique entre 15°C et 25°C et de 40 à 65 % d'humidité relative.

Cette réserve est équipée d'un digicode afin de contrôler l'entrée du site. Y ont accès les personnels du centre collection, les personnels des expositions et les surveillants principaux

du Capc. La réserve est fermée par deux portes coupe-feu. La protection incendie était assurée par un système au gaz halon qui, après un incident en 2003 et l'interdiction du l'halon a été déposé en accord avec la DMF (direction des Musées de France), et remplacé par un système de protection incendie dit de brouillard d'eau. Après plusieurs incidents, ce système a été déposé, lui aussi, et remplacé en 2013 par un système de détection incendie par aspiration.

Restauration

Les restaurations engagées sur les œuvres de la collection constituent un moment privilégié pour l'étude et la connaissance de l'histoire « matérielle » des œuvres. Elles participent à identifier ou confirmer les risques d'obsolescences technologiques des œuvres usant de médium électro techniques (œuvres cinétiques, sonores, lumineuses). Les chantiers de restauration ont vocation à étudier les divers aspects de la recherche théorique et pratique sur la conservation des collections et à porter à la connaissance du public des études de cas complexes de restauration (exemple : la restauration de *Pièce archéologique* de Daniel Buren ou encore celle d'une toile *Sans titre* d'Enzo Cucchi).

Le budget alloué à la restauration des œuvres est depuis plusieurs années de 20 000 euros par an. À celui-ci, s'ajoute un budget de 3 000 à 5 000 euros pour de petites interventions de bichonnage ou de conservation préventive, le plus souvent associées à une exposition intramuros ou à une urgence.

Couverture photographique des expositions

La couverture photographique des œuvres de la collection est réalisée à 98 %. Les 2% manquants correspondent à des œuvres hors formats (peu exposées) et à quelques œuvres vidéo entrées dans la collection pour lesquelles se posent des problématiques techniques ou de cession de droits avec l'artiste ou son ayant droit.

La couverture photographique de la collection (essentiellement en format numérique ou argentique numérisé pour les œuvres acquises

avant les années 2000) est réalisée en grande partie par des photographes titulaires du service photographique de la Ville de Bordeaux. Toute œuvre entrant dans la collection fait l'objet d'un contrat de cession des droits de présentation et de représentation avec l'artiste/auteur de l'œuvre et pour toute reproduction d'une œuvre de la collection une demande doit être transmise à la personne responsable des archives iconographiques du Capc. À cette demande, dans certains cas, s'ajoutent les droits d'auteur des photographes.

Mise en ligne des collections

La collection est mise en ligne sur le site du Capc à partir de la plateforme Navigart ainsi que sur le site de Videomuseum, réseau de diffusion des collections publiques d'art moderne et contemporain. Cette publication accessible par tous sans restriction est administrée, contrôlée, réactualisée par l'équipe du Capc.

Recherche

Deux axes de recherche sur la collection existent à ce jour. Le premier concerne le préalable à toute acquisition d'œuvre pour la collection à savoir la constitution d'un dossier regroupant l'ensemble des documents permettant de caractériser l'ADN de l'œuvre (intention, protocole d'installation, textes de référence, provenance, contrats, etc.), le second privilégie la recherche autour de cas complexes de restauration. Durant ces dix dernières années, des chantiers-écoles en partenariat avec des écoles formant de futurs conservateurs-restaurateurs ainsi que plusieurs journées d'étude ont permis d'inscrire le musée dans une dynamique de recherche et de pallier la faiblesse du budget de restauration. On citera en exemple *Replace or remake* – une journée d'étude sur la restauration des œuvres de Richard Long organisée en 2013 en partenariat avec la section conservation-restauration des œuvres sculptées de l'École supérieure des Beaux-arts-Talm ou la journée Icom-Métal France [*Du métal au composite : la nécessité des multi compétences. Travailler ensemble*] organisée en partenariat avec les laboratoires Arc'Antique (Nantes), Traces (CNRS, Toulouse), et l'Institut national du patrimoine (Paris).

Au service des publics

Le Capc a une histoire intense en termes d'action éducative. Dès les années 1980, le Capc a été très actif et volontariste, apparaissant alors comme pionnier par rapport aux autres institutions d'art contemporain en France. Le développement d'actions d'accompagnement des publics se généralisera sur le territoire national dans le secteur de l'art contemporain, grâce aux actions des Frac et centres d'art, seulement à partir de la fin des années 1990 et au début des années 2000, notamment à la faveur du développement du dispositif Emploi-Jeunes, permettant de recruter des équipes dédiées à la médiation. Différents projets mis en œuvre par les équipes du Capc ont fortement marqué les esprits et restent dans la mémoire collective, aussi bien au niveau local que dans l'histoire de l'éducation artistique et culturelle, avec l'*Art-bus*, les *Boîtes/expositions* et les ateliers de pratiques artistiques de l'*Atelier du Regard*. Ce sont ainsi plusieurs générations de bordelaises et bordelais qui ont été sensibilisées à l'art contemporain par ces différents biais. Ces dernières années, les actions de médiation ont un bilan plus contrasté, avec notamment une baisse significative du nombre de rencontres avec les scolaires qu'il s'agira de combler dans les années à venir, mais aussi de belles réussites comme l'*Atelier du Regard* qui, avec ses ateliers menés par des artistes résidant à Bordeaux, reste une référence en la matière.

Connaissance des publics

Un premier niveau d'information relative à la connaissance des publics du Capc provient des données de la billetterie, qui sont centralisées par la régie des recettes de la Dgac (direction générale des affaires culturelles de la Ville) dont fait partie le Capc. La Dgac collecte ces données et assure la diffusion d'un tableau de bord mensuel et annuel qui grâce à des indicateurs quantitatifs permet un suivi des tendances et un pilotage des projets.

Par ailleurs, la Dgac a mené une évaluation de la politique d'accès à l'offre des musées bordelais qui a abouti en 2018 à un rapport d'étude permettant de disposer de données quantitatives et qualitatives sur la connaissance et la réception par les publics interrogés de l'offre du Capc.

Accueil et expérience de visite

En termes d'outils de visites, le choix a été fait de privilégier le déploiement de cartels sur les murs du Capc, tout en ayant parfois recours à des outils papier (journaux d'exposition, feuilles de salle) comme cela semble nécessaire pour le projet de l'artiste. En écho à l'étude des publics, une refonte de la signalétique extérieure et intérieure apparaît indispensable ainsi qu'une réflexion sur les horaires d'ouverture et la relation d'attachement à développer pour créer chez les personnes des vocations d'ambassadeur du Capc. La boutique et le café-restaurant participent de l'expérience de visite au Capc sans pour autant avoir complètement fait l'objet d'une réflexion partagée en ce sens.

Les outils et les dispositifs d'accompagnement

Les visites constituent le cœur de l'action du centre médiation et les formats proposés ont permis d'attirer différentes typologies de personnes. Les visiteurs du Capc peuvent également choisir un parcours libre en s'aidant des documents bilingues (français / anglais) mis à leur disposition pour chaque exposition.

Les dispositifs d'accompagnement à la visite s'adaptent à ces différentes typologies :

Publics individuels

La fréquentation du Capc a accueilli plus de 125 000 visiteurs en 2019. Près de 60 % sont originaires de la métropole bordelaise, ce qui atteste du fort ancrage territorial du Capc.

Des grandes manifestations comme la Nuit des musées et les Journées européennes du patrimoine constituent des temps forts qui rythment la programmation annuelle. Les familles et jeunes publics bénéficient d'une attention particulière dans les propositions artistiques et culturelles faites lors de ces événements.

Des visites accompagnées sont proposées tous les samedis et dimanches à 15h, un médiateur ou une médiatrice accompagne les visiteurs dans leur découverte des expositions.

Visites augmentées : une personnalité extérieure au monde de l'art apporte son expertise décalée sur une exposition, avec l'accompagnement d'un médiateur.

Visites « aller-retour » : autour d'une thématique commune, le Capc s'associe avec un autre musée de Bordeaux pour proposer des visites croisées à deux voix de leurs expositions respectives.

Partenariat avec l'Education nationale

Des projets sont proposés pour les publics scolaires en partenariat avec les services de l'Education nationale : Dsden (Direction des services départementaux de l'Education nationale) de la Gironde et Délégation académique à l'éducation artistique et culturelle de la Gironde. La mise à disposition de deux enseignants relais permet de fluidifier cette articulation (l'enseignante pour le premier degré est mise à disposition à mi-temps, tandis que l'enseignant relais pour le second degré intervient seulement quelques heures par semaine). Certains projets s'établissent en lien avec d'autres structures culturelles comme la Manufacture Cdcn (Centre de développement chorégraphique national), le Jardin botanique de Bordeaux, ...

Des documents d'accompagnement pédagogique pour chaque exposition (rédigés par l'enseignante mise à disposition, et disponibles en ligne), ainsi que des rendez-vous enseignants permettent de donner les clés pour une visite en autonomie des expositions. L'enseignante mise à disposition du Capc peut également intervenir dans des groupes scolaires de Bordeaux pour présenter les expositions en cours et à venir et expliquer les modalités de visites.

Le Capc participe également à des projets d'action culturelle départementale pour les élèves du 1^{er} degré de Gironde (en 2019, autour de l'univers de Takako Saito), parfois conjointement avec d'autres structures (parcours « *Jardin(s) & Entrepôt(s) du XVIII^{ème} au XXI^{ème} siècles* »

avec le Jardin botanique de Bordeaux en 2019). L'enseignante mise à disposition participe par ailleurs à la formation continue des professeurs des écoles dans le cadre des stages proposés par la Dsden.

Concernant la fréquentation des publics scolaires (7 500 élèves ont visité le Capc en 2019), des marges de progression non négligeables sont possibles et même nécessaires, le ratio fréquentation générale/fréquentation scolaire du Capc qui s'établit à 10 % étant bien inférieur à la moyenne nationale des musées en région, plutôt aux alentours de 15-20 %.

Partenariats avec des établissements de l'enseignement supérieur

Le service des publics entretient des liens privilégiés avec les principaux établissements d'enseignement supérieur bordelais et métropolitains, dans lesquels ses médiateurs interviennent, par ailleurs, régulièrement : l'Ebabx (École des beaux-arts de Bordeaux), l'Université de Bordeaux 3 (formation des étudiants de Capes et agrégation d'arts plastiques), l'Espé (École supérieure du Professorat et de l'Éducation), l'Estba (École supérieure de théâtre Bordeaux-Aquitaine) ou encore l'icart, école des métiers de la culture, avec laquelle a été initié le programme lcart lab : dans le cadre duquel, des étudiants de l'icart, préalablement formés par l'équipe du Capc, proposent périodiquement des médiations à destination du public ou de leurs pairs. Un dispositif de formation et de mise en situation analogue est également mené avec les étudiants de la licence professionnelle Comedia (Conception de projets & Médiation Artistique et culturelle) de l'Iut Bordeaux-Montaigne.

Les autres partenariats

Le Capc a développé des actions « à la carte », dans le cadre général du troisième Projet Social de la Ville, avec des associations d'aide aux personnes : celles-ci concernent autant le domaine de la formation des animateurs sociaux ou socio-culturels que l'accueil et l'initiation à l'art actuel des personnes bénéficiaires. Parmi les associations partenaires, on citera : Tout Cérébrolésé Assistance (TCA), Cultures du cœur Gironde, Cultures du cœur Aquitaine,

l'Association familiale laïque de Bordeaux Nord, Promofemmes, l'association Esprit de quartier, Association Abbé Jean Vincent.

L'Atelier du Regard

L'Atelier du Regard propose à l'attention notamment des plus jeunes de nombreux workshops de pratique artistique. Depuis l'origine du Capc, cet espace situé sur le toit de l'Entrepôt accueille régulièrement des groupes d'enfants et d'adolescents afin de développer leur regard et leur sensibilité artistiques. Ces dernières années, ces ateliers – l'Atelier du mercredi (les mercredis après-midi hors vacances scolaires), l'Atelier BÔ (tous les après-midis pendant les vacances scolaires) et le workshop d'été (durant la première semaine des vacances d'été) – ont, en outre, permis de donner une visibilité à de nombreux artistes et collectifs d'artistes émergents, de la région : ceux-ci ont pu mettre les enfants en contact avec les formes et les médiums les plus contemporains, et leur offrir une autre lecture des expositions en cours. Chaque atelier se termine par un vernissage réunissant les artistes, les enfants, leurs amis et leurs parents autour des travaux réalisés.

Les Boîtes/exposition

Les 39 Boîtes/exposition qui sont mises à disposition des enseignants de tout le département, explorent une thématique, un médium, une œuvre ou un mouvement de l'histoire de l'art contemporain et permettent chaque année de toucher autour de 4 500 élèves. Une Boîte numérique a été développée avec le soutien de la Fondation Carasso. La Boîte Audio Room, enfin, est le fruit d'une commande passée au plasticien et artiste sonore bordelais Eddie Ladoire, proposant une initiation à l'écoute et à la création sonore au moyen de cd audio, de pictogrammes et de pistolets amplificateurs de son.

Actuellement, les Boîtes/exposition montrent des signes d'obsolescence, leurs restaurations et mises à jour sont parfois complexes, les moyens nécessaires ne sont plus disponibles et leur format ne semble plus correspondre aux besoins des personnes et des utilisateurs.

Des ressources au service du projet

L'entrepôt Lainé

Le Capc est installé dans l'Entrepôt Lainé dont il partage l'usage avec l'association arc en rêve et l'exploitant du Café du Musée, la société Acme Bordeaux. Le Capc coordonne la sécurité, la maintenance et le nettoyage des parties communes ainsi que la planification de l'utilisation des différents espaces du bâtiment. Aucune réhabilitation n'a été entreprise depuis la dernière phase de travaux achevée en 1990.

Les espaces accueillant du public

Avec une surface nette de plancher de 15 138m² qui se déploient sur trois niveaux, le bâtiment offre une large part aux expositions et permet, sur 4 300 m², de présenter plusieurs projets simultanément et à des échelles variables.

Le public accède à 10 450 m² qui se répartissent comme suit :

- L'entrée (226 m²)
- L'accueil et la boutique (223 m²)
- Les espaces d'expositions (4 300 m²)
- L'Atelier du Regard (290 m²)
- La bibliothèque (320 m²)
- L'auditorium (200 m²)
- Le restaurant (250m²)

Les espaces techniques de production

Les ateliers de production (400 m²)

Dans ses ateliers de production attenants à la nef, le Capc met à disposition une capacité importante de production en interne, pour répondre au mieux aux besoins des artistes et des commissaires invités dans une démarche collaborative. Ses ateliers de menuiserie, serrurerie, soclage, peinture et électro-technique constituent pour le Capc des atouts importants en termes de réactivité et de maîtrise des coûts.

Le studio image & son (90 m²)

Au-delà des installations audio ou vidéo pour les scénographies, le musée est régulièrement producteur audiovisuel. Les équipements de ce studio rendent possible un large éventail de prestations. Les captations des performances, concerts et autres événements produits par le Capc sont réalisées en HD ou 4K. Le Capc peut aussi, grâce à cette compétence interne, réaliser des œuvres audiovisuelles pour les artistes. Le maintien d'une régie vidéo dite « anciens formats » permet par ailleurs de continuer à travailler sur les œuvres d'« avant le numérique » de la collection ou du fonds documentaire. Le studio image & son a enfin une activité de production pour la communication du Capc, notamment via la réalisation d'interviews diffusées sur les écrans au Capc, mais aussi sur les chaînes vidéo en ligne.

Les bureaux et les espaces de travail

- Bureaux

Rez-de-chaussée - poste de contrôle – 70 m²
1er étage – bureaux de l'équipe du Capc – 710 m²
1er étage – bureau d'artiste – 15 m²

- Salles de réunion

1er étage Salle de communication – 65 m²
1er étage Atrium – 276 m²

- Espaces de stockages

Rez-de-chaussée - espace de stockages divers – 320 m²
1er étage - stock de la bibliothèque – 70 m²
1er étage - stock archives – 73 m²

- Réserve d'œuvres

Rez-de-chaussée – 470 m²

Les espaces extérieurs

Parvis – 380m²
Terrasses – 930 m²

Organisation et équipe

Capc, une régie directe de la Ville de Bordeaux

En 1973, à sa création par Jean-Louis Froment, le Centre d'arts plastiques et contemporains est une association loi 1901. En 1984, le Capc devient musée d'art contemporain de la Ville de Bordeaux. Ainsi, en régie directe de la Ville de Bordeaux, le Capc n'a pas de personnalité juridique propre, il est un établissement de la Ville de Bordeaux faisant partie de la Dgac (Direction générale des affaires culturelles).

Un budget annuel, en fonctionnement et en investissement, est alloué en budget primitif de la Ville aux activités et au fonctionnement du Capc. En tant que service de la Ville, le Capc s'intègre à l'ensemble des processus transversaux de gestion de la collectivité municipale et des services mutualisés de Bordeaux Métropole. La gestion des ressources humaines, l'administration, les finances, les systèmes informatisés, les transports, l'entretien et la maintenance du bâtiment sont ainsi gérés grâce aux moyens et aux expertises d'autres directions générales, l'équipe du Capc assure un relai opérationnel des stratégies et des gestions conçues et coordonnées par ces directions.

La Dgac anime des réseaux métiers transversaux (médiation, communication, administration et finance, mécénat) dans lesquels l'équipe du Capc est pleinement engagée. Les réseaux métiers constituent des communautés de pratique fonctionnelles et non hiérarchiques qui permettent aux personnels d'un même domaine d'activités d'échanger et de se coordonner.

Evolution de l'organisation

Au cours de cette période, l'équipe du Capc est passée de 53 à 50 postes permanents, l'organisation du travail et des fonctions a connu plusieurs évolutions notables.

Sur la base d'un diagnostic transversal, la Dgac a mené une redéfinition des organigrammes de l'ensemble des musées de la Ville en cherchant leur harmonisation. Ces évolutions ont été va-

lidées en comité technique et mises en œuvre, entraînant la redéfinition et la requalification de plusieurs postes ainsi que la redistribution de plusieurs rôles.

L'organigramme du Capc a été modifié en octobre 2018 afin de rendre son organisation plus fluide. Il est composé dorénavant de quatre services répondant aux grandes missions de l'établissement et directement rattachés à la direction du Capc : service des projets ; service de développement des publics et de la communication ; service de l'administration générale ; service production. A ceci, s'ajoutent une assistante de direction et un chargé de mission pour le suivi des travaux et de la maintenance du bâtiment. Il est fait appel régulièrement à des stagiaires dont le niveau d'études va du baccalauréat au Master. En cas de nécessité de soutien à certaines missions, le Capc recrute, par ailleurs, des personnes en contrat à durée déterminée pouvant aller jusqu'à douze mois. Certaines compétences spécifiques, telles que les conférences, les visites commentées ou en langues étrangères, peuvent donner lieu à des embauches en vacation.

Le service des projets (11 agents) met en œuvre le projet artistique, scientifique et culturel, avec quatre agents à la coordination des expositions, un agent à la programmation événementielle, trois agents au centre collection, un agent à la bibliothèque et un agent aux archives images, textuelles et sonores.

Le service développement des publics et communication (9 agents) définit et met en œuvre la politique de développement des publics ainsi que la stratégie et les outils de communication. Il est composé d'un responsable de service, de trois agents au centre communication et relations presse, de cinq agents au centre médiation, développement des publics.

Le service production (18 agents) coordonne, met en œuvre les installations des expositions et productions avec les artistes ; assure la surveillance des salles et leur entretien et veille à la sécurité incendie et intrusion. Il est composé d'un responsable de service, de sept agents au centre technique, de huit agents pour la surveillance et l'entretien et de deux agents pour la mission incendie, hygiène et prévention.

Le service de l'administration générale (9 agents) coordonne, met en œuvre la gestion comptable, humaine et juridique (deux agents), l'intendance (un agent), l'accueil boutique (quatre agents), un agent pour le développement, partenariat et privatisation. La responsable de ce service est par ailleurs directrice adjointe du Capc, deux postes à l'origine qui ont été fondus en un seul.

Les ressources financières

Le budget de l'établissement Capc au sein de celui de la Ville de Bordeaux

Le budget de fonctionnement du Capc est constitué en plusieurs étapes :

En budget primitif de la Ville, il est voté un premier budget en dépenses et en recettes relativement stable d'une année sur l'autre qui s'établit aux alentours de 520 000 €.

Puis au cours de l'année de gestion, lors de décisions modificatives budgétaires ou d'un budget supplémentaire, il est pris en compte des augmentations budgétaires en proportion :

- De recettes constatées au 31 décembre de l'année précédente concernant une partie des recettes de location d'espaces, des recettes de billetterie et des bénéfices de la boutique du Capc.
- Des subventions affectées à des projets.
- Des mécénats obtenus pour soutenir les activités du Capc.

En règle générale, ces abondements doublent les montants du budget primitif.

Le budget d'investissement du Capc est composé chaque année :

- De dépenses liées à de grands travaux votées dans le Plan Pluriannuel d'Investissement de la Ville.
- D'une enveloppe budgétaire dont le montant fluctue en fonction des moyens directement gérée par la Dgac pour des travaux d'entretien du bâtiment.
- D'un budget dédié aux acquisitions d'œuvres dont le montant est arbitré en

chaque début d'année (55 000€ annuel en moyenne sur les dix dernières années)

- D'un budget annuel destiné à la restauration des œuvres (20 000 €).
- D'un budget annuel destiné aux travaux de petits entretiens, à l'acquisition de mobilier, petit matériel d'exposition notamment audiovisuel (29 000 €)

Les allocations de ressources non financières

• La Ville de Bordeaux dispose pour l'ensemble de ses services dont ses musées d'une capacité de transport notamment utilisée pour le transport des œuvres. Le camion ainsi utilisé est aux normes exigées. Les chauffeurs et les manutentionnaires de la Ville sont formés à la spécificité de ce type de transport et ont plusieurs années d'expérience.

- Les assurances de type clou à clou sont prises en charge par le budget général de la Ville.
- L'agence de presse.
- L'affichage sur panneaux Decaux.

Les dépenses prises totalement en charge par d'autres programmes du budget général de la Ville :

- La masse salariale.
- Les dépenses liées à l'informatique (matériel, logiciels et grands projets).
- La totalité des fluides.
- La maintenance du bâtiment.

La totalité de ces dépenses s'élevait à plus de 4 millions d'euros pour l'année 2019 (voir l'annexe du budget consolidé de la Ville de Bordeaux).

Les partenariats de moyens

Les Amis du Capc

Créée en 2002, l'association des Amis du Capc accompagne depuis près de vingt ans l'établissement dans ses actions et initiatives. Que ce soit dans l'enrichissement de ses collections, le soutien au financement des expositions ou le développement des programmes culturels et éducatifs, l'association cherche à établir des liens forts et durables entre l'institution et ses adhérents en leur facilitant les contacts avec les acteurs de l'art actuel.

Forte de ses 150 membres et avec plusieurs niveaux de soutien possibles (allant de 80 à 10 000 € par an), l'association contribue régulièrement aux actions culturelles du Capc en mettant en place avec son équipe des rendez-vous privilégiés en présence des commissaires et artistes.

Autre temps fort annuel, le *Grand Banquet* organisé chaque automne dans la nef du Capc permet à l'association de poursuivre sa politique d'acquisition d'œuvres et de soutien au programme culturel du musée. Cette soirée, en partenariat avec l'Union des Grands Crus de Bordeaux, regroupant amateurs d'art, artistes, partenaires et entrepreneurs dynamiques de la Métropole, permet de lever des fonds pour acheter une ou plusieurs œuvres et en faire don à la collection du musée. Lors des précédentes éditions, les Amis du Capc ont pu acquérir des œuvres de Leonor Antunes, Christina Hemauer et Roman Keller, Michael Krebber, Benoît Maire, Naufus Ramirez-Figueroa, Takako Saito, Franz Erhard Walther, qui ont été données au Capc et ont ainsi été intégrées à la collection du Capc.

Le Bureau de l'association des Amis du Capc est composé comme suit :

- Régine de Boussac, présidente
- Hélène Lemoine, vice-présidente
- Jeanne Queheillard, vice-présidente
- Bruno Cantelaube, trésorier
- Pascale Rousseau Dewambrechies, secrétaire générale

Les subventions affectées à un projet

Dans le cadre de projets spécifiques, tels qu'une exposition, le lancement d'un nouveau dispositif de médiation ou encore la publication d'un catalogue, le Capc sollicite des subventions auprès d'organismes français ou étrangers. Les expositions monographiques consacrées à des artistes étrangers sont particulièrement l'occasion de tisser des partenariats avec des organismes internationaux dont le but est de soutenir et de diffuser la création artistique de leur pays à l'étranger.

Les mécénats

Depuis sa fondation, le Capc est engagé dans la recherche de ressources complémentaires via le mécénat. Dès les années 1980, alors que la pratique est encore peu répandue en France, le Capc développe des liens avec des entreprises pour mener à bien des projets ambitieux, s'appuyant à la fois sur leurs ressources financières mais également sur leur expertise et leur savoir-faire. Conscient de l'importance de tisser des liens avec des acteurs extérieurs pour porter la vision d'un musée ouvert sur la cité et sur le monde, le Capc s'est efforcé de construire des partenariats solides et cohérents. C'est ce dont témoigne la fidélité de certains mécènes tels que le Château Haut-Bailly, mécène d'honneur du Capc depuis 2015, ou encore Suez, partenaire des actions de médiation du Capc depuis 2011.

En 2013, le Capc lance le *Ticket Mécène*®. Première initiative de ce type en France, ce dispositif intègre les nouveaux réflexes du «crowdfunding» (financement participatif) en mobilisant le grand public autour de l'enrichissement de la collection. Les visiteurs deviennent ainsi «acteurs-bienfaiteurs» en participant à l'acquisition d'une œuvre. Soutenu par le ministère de la Culture et couronné par le Prix de l'Innovation en mécénat de l'Association Française des Fundraisers, *Ticket Mécène*® a, depuis, été repris par de nombreuses institutions (le musée Rodin en 2014, le Musée des beaux-arts de Chartres en 2015 ou encore la Piscine à Roubaix en 2017). Au Capc, trois campagnes ont d'ores et déjà permis d'acquérir des œuvres

de Nicolas Garait-Leavenworth, Leonor Antunes et Naufus Ramirez-Figueroa.
Il n'existe pas à ce jour de réseaux (cercle, club, etc.) de mécènes du Capc

Les ressources financières annexes

En annexe de son activité fondamentale de musée et centre d'art qui engendre des ressources de billetterie, le Capc dispose aussi de deux autres sources de ressources spécifiques : la privatisation de ses espaces et les ventes de la boutique/librairie du Capc.

La privatisation d'espaces

Le Capc peut privatiser certains de ces espaces dans le cadre d'événements d'entreprises. Ces privatisations concernent : l'auditorium, qui bénéficie d'un espace scénique intégré, d'une cabine de traduction simultanée et d'un système audiovisuel et multimédia performant ; la salle de communication, pour des réunions, séminaires, assemblées générales, conférences pour une capacité de 40 places ; plus exceptionnellement, la nef, dont la capacité maximale d'accueil est de 1 500 personnes pour un cocktail et 800 pour un dîner ; et enfin les mezzanines, qui offrent une capacité d'accueil de 500 personnes pour un cocktail et 300 pour un dîner. Les recettes de location d'espaces s'élevaient à 96 508 € en 2018 et à 40 594 € en 2019, le budget du Capc est abondé de 40 % des recettes de l'année précédente, soit 38 603 € en 2018 et 16 237€ en 2019.

La librairie / boutique du Capc

La librairie / boutique offre un large choix d'ouvrages sur l'art contemporain, de sérigraphies, d'objets exclusifs. Dans le prolongement de la programmation du Capc, la boutique propose une sélection d'ouvrages et de produits dérivés en lien avec les expositions, la collection et la création artistique contemporaine. L'ensemble des éditions du Capc disponibles y sont présentées, de l'historique leporello de Sol LeWitt au catalogue Beau Geste Press. La boutique offre également une gamme originale de papeterie, sérigraphies et bijoux de créateurs. Côté jeunesse une sélection curieuse de livres et de jeux ouvre sur le monde de l'art et de l'architecture. Le budget du Capc est abondé de l'intégralité des bénéfices de la librairie / boutique de l'année précédente.

Après un an et demi de vacance de direction, période pendant laquelle une direction par intérim a été assurée par la directrice générale des affaires culturelles, Sandra Patron est devenue directrice du Capc en septembre 2019 dans un contexte profondément renouvelé.

Le Capc aborde un tournant important de son histoire. Une nouvelle équipe de direction au sein de l'établissement, une nouvelle direction des affaires culturelles de la Ville de Bordeaux, une nouvelle municipalité, la labellisation du Capc en tant que « Centre d'art contemporain d'intérêt national », sont autant d'évolutions structurelles et de regards nouveaux pour participer à l'adaptation du Capc à un contexte en constante transformation.

**Projet scientifique et
culturel
Capc 2022-2026**



Introduction

Depuis sa fondation en 1973, le Capc a toujours occupé une place particulière dans le cœur des bordelaises et des bordelais, par la capacité toujours renouvelée dont l'institution a su faire preuve pour accompagner la découverte sensible et aventureuse de la création contemporaine. Au cours de ses cinquante ans d'existence, ce lieu de création et d'expérimentation a contribué à l'écriture d'une histoire de l'art des années 1970 à nos jours, en France et en Europe, dont nous pouvons collectivement être fiers et qui s'incarne par une collection d'envergure dont la collectivité est dépositaire et qu'il s'agit au quotidien de valoriser.

Mais le monde dont est issu le Capc s'est radicalement transformé, et l'institution doit à présent faire entrer ses actions en résonances avec de nouvelles et profondes aspirations de la société. Les mutations sans précédent auxquelles nous sommes confrontés (mutations climatique, sociale, sanitaire, identitaire et politique), ainsi que la multiplication des contenus en ligne et leur accessibilité sans limite, nous demandent de modifier en profondeur nos manières de rentrer en dialogue avec les publics, de produire avec les artistes, d'imaginer notre programmation. La société dans son ensemble, portée par la révolution numérique, aspire désormais à être associée à la prise de parole et de décision. La consommation culturelle a laissé peu à peu la place au désir de faire ensemble et de vivre des expériences partagées. Les notions d'égalité et d'ouverture à la diversité ne constituent plus des requêtes mais sont désormais des prérequis.

Le projet ici proposé pour les cinq prochaines années convoque l'histoire du Capc de manière vivante pour imaginer une nouvelle étape en phase avec son époque. Il s'agira de proposer une transformation des méthodes, principes et valeurs dans le rapport à l'artiste et à sa production, dans la relation aux publics, dans l'appropriation du bâtiment et dans l'inscription du Capc dans son territoire. En s'affranchissant d'une hiérarchie des savoirs excluante, et en privilégiant la polyphonie des voix à l'autorité d'une voix unique, le Capc souhaite entrer dans une aire plus inclusive et partagée, tout en ne

cédant rien à l'exigence scientifique et à l'expérimentation indispensable au travail en profondeur avec les artistes.

A l'aune de ces enjeux, ce Projet Scientifique et Culturel (PSC) tente de répondre de manière transversale à trois enjeux stratégiques qui irrigueront les actions concrètes énoncées dans ce document :

Un enjeu sociétal : comment le Capc convoque, dans sa programmation mais aussi dans son rapport aux publics, les grands enjeux actuels que sont la transition écologique, l'égalité femme/homme, la diversité, la nécessité de renouveler nos systèmes de représentation du monde, l'importance de développer des pratiques collaboratives et participatives, le travail des mémoires (mémoire du lieu lui-même, mémoire à travers la collection, et mémoire coloniale à travers l'histoire de l'Entrepôt Lainé) ? Ces thématiques ne seront pas importées artificiellement par l'institution, elles sont au cœur des pratiques artistiques contemporaines, et le Capc entend les aborder par le biais de son compagnonnage avec les artistes, par leur parole et le vocabulaire spécifique de l'art.

Un enjeu territorial : le projet postule que la pertinence d'un lieu d'art réside dans son inscription dans des réalités territoriales qui fondent sa singularité, et dans la collaboration avec des acteurs très diversifiés, du plus local au plus international. Comment le Capc peut-il s'inscrire et s'ancrer dans la ville, de manière généreuse, fluide et non-autoritaire, au cœur d'un réseau partenarial qui inclut une scène artistique, des structures culturelles de tous les champs disciplinaires, des structures économiques et plus largement les habitants dans toute leur diversité ? Comment par ailleurs cette inscription territoriale se nourrit des liens privilégiés que le Capc entretient avec des scènes et des réseaux artistiques nationaux et internationaux ?

Un enjeu de transformation du rapport aux publics dans le respect des droits culturels : dans ce contexte de multi-crise, les institutions artistiques ont la responsabilité éthique et

sociale d'arpenter des territoires qui ne leur sont pas familiers, d'aller vers des personnes qui ne se sentent pas représentées par elles. La prise en considération des personnes, non comme des sujets passifs ou consommateurs, mais porteuses de culture propre, crée un nouveau paradigme de la relation et façonne la médiation vers de nouvelles postures et outils. L'intelligence collective et les démarches participatives doivent pouvoir imprégner l'institution et ses modalités d'action.

Ce document stratégique définit les orientations générales du Capc en cohérence avec les objectifs politiques de la Ville de Bordeaux définis par le projet de mandature. Il prend par ailleurs pleinement en considération les obligations d'un Musée de France telles qu'elles sont précisées dans le Code du patrimoine ainsi que les enjeux posés par le label « Centre d'art contemporain d'intérêt national » décerné au Capc en janvier 2021. Il a été pensé en concertation constante avec l'équipe du Capc, les élus et les services de la Direction Générale des Affaires Culturelles de la Ville de Bordeaux et les représentants de l'état, qu'ils en soient ici chaleureusement remerciés.

Sandra Patron, Directrice du Capc musée d'art contemporain de Bordeaux

**1.
Activer la double
identité du Capc,
musée de France
et centre d'art
contemporain
d'intérêt national**

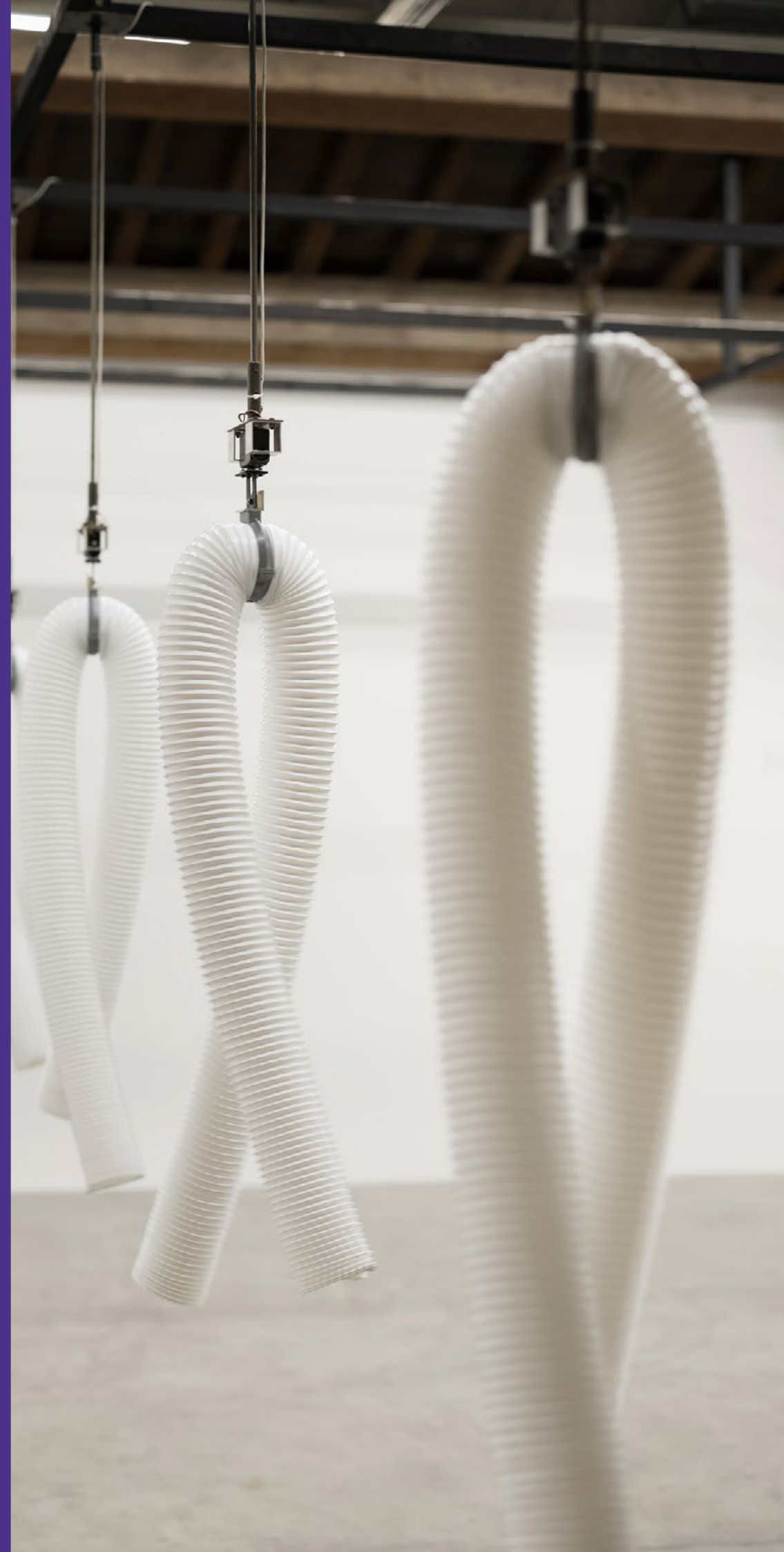


En 2020, le Capc s'engage dans une demande de labellisation « Centre d'art contemporain d'intérêt national » auprès du Ministère de la Culture obtenue en janvier 2021. Première institution française à obtenir le double label Musée de France (2002) et Centre d'art contemporain d'intérêt national, le Capc entend par ce biais rendre visible et valoriser le lien organique entre la mission de production et d'expérimentation d'une part, d'acquisition et de conservation de l'autre, qui est au cœur de son ADN.

Ce double label constitue une opportunité nouvelle d'articuler création (art d'aujourd'hui) et patrimoine (d'hier et de demain). Un musée se définit en partie par la présence d'une collection encadrée par la Loi Musée alors qu'un centre d'art s'identifie dans ses missions de soutien à la production artistique et à l'expérimentation. La rencontre de ces différentes missions permet de penser une écologie de la création qui constitue la singularité du Capc depuis presque un demi-siècle.

Le PSC 2022-2026 entend rendre lisible, valoriser et développer cette singularité qui est une richesse au quotidien, permettant d'articuler le temps long nécessaire à la constitution d'une collection avec le temps plus court et événementiel des expositions temporaires. La collection, vient apporter un ancrage historique aux propositions de la génération actuelle, présentées lors des expositions temporaires. A l'inverse, une nouvelle génération d'artistes va permettre une relecture de la collection au regard des circonstances historiques qui ont façonné sa constitution et sa réception.

Malachi Farrell, *The shops are closed*, 1998.
Exposition *Le Tour du jour en quatre-vingts mondes*, Capc musée d'art contemporain de Bordeaux, 15.12.2020-23.10.2022. Photo : Arthur Péquin





1.1 Le Capc musée : pour une approche de la collection qui décentre le regard

Inventer de nouvelles approches de présentation de la collection

Tout musée hérite d'une histoire et d'un ensemble de normes et de partis pris historiques, scientifiques et visuels qu'il s'agit d'interroger à l'aune des enjeux contemporains. La collection du Capc, à l'instar de la plupart des collections européennes, se construit et se développe sur un socle masculin, européen, et plus largement occidental, alors même que l'histoire de la Ville de Bordeaux ancre sa trajectoire commerciale et culturelle vers l'Afrique, l'Asie et les Amériques depuis le XVII^e siècle. En termes statistiques, la

collection du Capc est ainsi à 87 % masculine et à 92 % européenne et nord-américaine. Cet état de fait rend désormais essentiel la nécessité de porter un regard renouvelé sur les collections publiques, et de proposer d'autres récits de l'histoire de l'art, moins eurocentrés et plus ouverts à l'incroyable richesse et diversité de la création d'hier et d'aujourd'hui.

Propositions d'actions concrètes

- **Le nouveau dépôt du Cnap, Centre national des arts plastiques, un enjeu majeur pour ouvrir la collection à la diversité**

Dans la mesure où il n'est pas envisageable que les acquisitions à venir combler les insuffisances en termes de diversité, le choix a été fait début 2020 de se rapprocher du Cnap (Centre national des arts plastiques) qui gère le Fnac (Fonds national d'art contemporain), créé en 1793 et riche de plus de 100 000 œuvres. La collaboration entre le Capc et le Cnap est historique, avec presque 500 œuvres déposées au fil du temps et toujours en dépôt à l'heure actuelle pour la plupart. En dialogue étroit avec les équipes scientifiques du Cnap, le Capc a fait déposer en octobre 2020 (dépôt long de cinq ans renouvelables) 106 œuvres de 76 artistes, dont 76% sont des artistes originaires de pays extra occidentaux (58 % d'Afrique, 34 % d'Amérique centrale et du Sud, 8 % d'Asie et d'Inde) et 48 % d'artistes femmes. S'il ne s'agit aucunement d'assigner chaque démarche artistique singulière à un déterminisme géographique ou de genre, ce nouveau dépôt va permettre dans les années à

venir d'alimenter les *Récits de collection* avec un fonds plus hétérogène et ouvert à la diversité.

- **Rendre accessible aux publics la dimension archive, recherche et restauration de la collection**

A ce premier récit s'ajoutera le récit de vie de la collection. Cette approche, complémentaire de la première, plus liée aux métiers de la conservation et à la matériologie des œuvres, permettra au public d'accéder aux « coulisses » d'une œuvre, de sa production à sa conservation. Dans le parcours collection, des salles « étude de cas » augmenteront la connaissance et la réception de l'œuvre par la présentation d'archives diverses permettant de contextualiser sa production (aussi bien matérielle que politique) ou de mettre en avant le travail de restauration en cours. Depuis des années, le Capc s'enrichit en effet des données essentielles à la conservation des œuvres produites puis acquises pour sa collection. Les projets de restauration portés par le Capc, conformes à l'expertise scientifique de l'Etat et réalisés par des conservateurs-

restaurateurs habilités par le Service des Musées de France, sont témoins de l'extraordinaire mutation des supports et des techniques ayant élargi le champ des possibles en matière de création contemporaine. Si l'exposition est la première rencontre entre l'œuvre et le public, le partage et la diffusion des savoir-faire en matière de conservation et de restauration des collections constitue une nouvelle opportunité d'échanges et de compréhension.

La vie de la collection sera vidéo-documentée afin de communiquer sur les différentes étapes de restauration dont l'œuvre « en chantier » sera le sujet. L'accent sera mis non seulement sur le travail effectué, la valorisation des métiers autour de la conservation-restauration mais également sur la possibilité pour les personnes visitant le Capc d'assister à ce processus.

Définir une politique d'acquisition qui s'enrichit des productions menées *in situ*

Il est d'usage de dire que la collection du Capc est une chambre d'enregistrement des aventures menées avec les artistes, notamment par les productions magistrales dans la nef, mais cette assertion est malheureusement en partie erronée. Un manque d'anticipation entre le moment de la production et celui de l'acquisition, mais aussi - et surtout - des budgets insuffisants (55 000€ annuel en moyenne sur les dix dernières années) n'ont pas permis l'acquisition de plusieurs générations d'artistes émergents alors même qu'ils sont par la suite devenus des artistes de référence. De ce fait, la collection ne reflète pas assez l'incroyable diversité et force des propositions artistiques menées tout au long de son histoire.

Il s'agira autant que possible que les futures acquisitions puissent être pensées en amont et en concertation avec les artistes construisant leurs projets au cœur du Capc. Le processus d'acquisition s'inscrira désormais dans un temps long impliquant l'équipe du centre collection dès les premiers dialogues avec les artistes pour qu'elle prenne part au plus tôt à l'histoire conceptuelle et matérielle de la production de l'œuvre. Ces collaborations ainsi repensées permettent d'anticiper et de fonder les négociations d'acquisitions des œuvres sur des protocoles de leur conservation. En impliquant le centre Collection dans le processus de production, les

fondations des négociations en vue des acquisitions sont également anticipées (notamment en termes de protocoles et de conservation des œuvres). Ce processus favorise de nouvelles synergies entre création et patrimoine, au cœur du double label.

Propositions d'actions concrètes

- Tendre à consolider un budget d'acquisition de 100 000€ par an.
- Repenser le processus d'acquisition bien en amont de la production.
- Reprendre (et adapter aux nouvelles technologies) l'opération *Ticket mecène*[®] qui grâce à une contribution exceptionnelle des visiteurs du Capc permettait l'acquisition d'œuvres d'artistes émergents.
- Inclure dans le budget d'acquisition une somme réservée pour le projet *les Nouveaux Acquéreurs (Cf - 2 le Capc polyphonique et collaboratif page 63)*.
- Créer des logiques d'acquisition en lien avec la Résidence *Les Furtifs*.



Clémence de La Tour du Pin, Host, 2021. Les flacons de verre ont été réalisés avec Production Ateliers du faire - Fondation d'entreprise Martell, 2021. Photo : Thomas Lanne.

Conservation et restauration, un enjeu sur les réserves

La question des réserves

Avec 95 % des œuvres conservées en réserve, la sécurité et sûreté au service de la patrimonialisation de la collection montre à quel point l'enjeu sur les lieux de conservation est primordial. La valeur des œuvres conservées dans nos réserves est à réévaluer, ce qui sera un des objectifs fixé à court terme. A titre d'exemple de valeur patrimoniale, trois œuvres historiques de Daniel Buren, dépassent, à elles seules, les 3 250 000 euros. Conformément aux priorités du ministère de la Culture, un Plan de Sauvegarde des Biens Culturels conservés dans nos réserves est en cours de rédaction. Plusieurs chantiers sont donc à planifier afin de prévenir et contrôler les risques de dégradations sur les collections.

Plusieurs problématiques existent sur les réserves, que ce soit dans celles internes au Capc (500 m²) ou dans celles externes au Haillan (825 m²) :

- Améliorer les conditions de stockage et les performances techniques du bâtiment est un premier axe à programmer avec prioritairement une action contre l'empoussièrement des collections. Une réflexion est aussi à mener sur l'isolation du plafond de la réserve interne dont le flocage est très pulvérulent et sur la proximité de l'atelier menuiserie qui génère une pollution non négligeable de l'air. À noter également, le vieillissement du mobilier employé pour le stockage qui ne suit pas l'accroissement des collections et qui n'est plus adapté aux particularités physiques des typologies de collection et l'absence d'engin de levage et de personnels qualifiés aux mouvements des œuvres en réserve.

· Quasi-saturation des espaces de réserves : le stockage est assuré mais la gestion des œuvres est compromise par le manque d'espace et de moyens humains pour assurer l'ensemble des opérations de gestion de la collection. La politique d'acquisition prévoit un taux d'accroissement des collections qui, avec la saturation actuelle des espaces de stockage des réserves, ne permettra plus d'assurer en toute sécurité la conservation et le respect de la chaîne opératoire de gestion des entrées et des sorties des œuvres. L'aménagement d'une zone de quarantaine est une nécessité qui fait, par ailleurs, écho aux récentes recommandations de l'Icom (International Council of Museums) sur la manière de gérer la conservation en situation d'urgence et de crise sanitaire.

· Zone de transit et absence de zone de quarantaine : en l'absence de zone de quarantaine, toute œuvre en prêt séjourne dans la zone de transit qui est potentiellement une source d'infestation pour toutes les œuvres de la collection. En fonction des projets, de 20 à plus de 250 œuvres peuvent être stockées temporairement en zone de transit sur une surface d'environ 90 m². Les mouvements incessants d'œuvres et de personnes durant les phases de montage et démontage des expositions sont un facteur de risque non négligeable.

Propositions d'actions concrètes

- Actualiser la valeur patrimoniale de la collection.
- Améliorer l'aménagement des réserves en commandant une mission d'évaluation auprès du Centre de recherche et de restauration des Musées de France.
- Finaliser le Plan de Sauvegarde des Biens Culturels.
- Anticiper la saturation des réserves à échéance 2025.

Les Chantiers de restauration

En premier lieu, il s'agira de finir les restaurations inscrites dans le plan pluriannuel de restauration 2017-2020 avec les restaurations presque abouties des œuvres de Wim Delvoye et Suzanna Solano et celle encore à venir de l'œuvre de Wolfgang Laib, techniquement complexe. Il s'agira par la suite d'établir un nouveau plan pluriannuel qui prenne en compte les dernières altérations constatées mettant en péril l'intention ou l'intégrité de l'œuvre.

Développer les liens avec des groupes de travail internationaux afin de partager de bonnes pratiques et positionner le Capc dans le champ prospectif de la conservation (problématiques des nouveaux matériaux et nouvelles techniques / Journées d'études ou colloques de l'inp, de l'Incca, de la SFIC, du Reina Sofia...)

Et surtout, développer et s'appuyer sur les recherches en cours dans différentes institutions afin de permettre au Capc de questionner la gestion de sa collection et d'interroger de fait la pérennité de ses œuvres.





Projet structurant Les Récits de collection

Historiquement, le Capc a toujours présenté sa collection de manière ponctuelle et non permanente. Dans les années à venir, les expositions de collection seront présentées de manière permanente avec un nouvel accrochage tous les 12/18 mois. Elles seront pensées comme un programme à part entière. Les *Récits de collection*, prennent pour postulat que la constitution d'une collection est toujours biaisée, que celle-ci est faite de manques, et que c'est à partir de ces manques et ces biais qu'il est possible de raconter des histoires, et pas seulement par la présence des œuvres « déjà-là ». Ainsi, d'autres collections pourront rentrer en dialogue avec la collection du Capc, ou des artistes contemporains pourront être invités à s'immiscer dans les présentations de la collection. Ce programme fait le constat qu'il est désormais essentiel de porter un regard renouvelé sur les collections publiques en lien avec les circonstances historiques qui ont façonné leur constitution et leur réception. La mission que se donne les *Récits de collection* est donc celle-ci : inscrire la collection du Capc dans l'écriture d'une dramaturgie critique de l'histoire de l'art.

1.2 Le Capc, Centre d'art contemporain d'intérêt national : un laboratoire de formes et de pratiques

Fort de son double label et de ses cinquante années de programmation d'expositions, de performances et autres interventions d'artistes, le Capc entre dans une phase de son existence qui est à la fois celle de la maturité mais qui doit aussi faire la part belle au bouillonnement de l'expérimentation. Pour les années à venir, le Capc souhaite mettre en place une programmation d'expositions diverses, entre rétrospectives « augmentées » (faisant le pont entre figures majeures et méconnues de l'art et artistes contemporains), expositions-situations (jouant de la nef comme espace fictionnel), et des formats plus classiques d'expositions historiques et de présentations solos (notamment d'artistes émergents). Enfin, il s'agira, dans les années qui viennent, de faire vivre le Capc au pouls d'une programmation live (musique, performance, poésie, mode et discussions) ambitieuse et excitante qui doit permettre aux bordelaises et

bordelais, aux françaises et français, amatrices et amateurs d'art ou non, et aux professionnelles et professionnels de l'art à l'international, d'identifier le Capc comme un lieu de création à part entière, suscitant la curiosité, la surprise et le débat. Dans la recherche d'un équilibre parfait et d'un dialogue fructueux entre le local, le national et l'international, il sera question de donner une place primordiale aux artistes voisins et voisins du Capc, tout en cherchant à collaborer et co-produire des événements ainsi que des expositions avec des organisations internationales.



Vue de l'exposition *Le Club du Poisson-Lune*, Capc musée d'art contemporain de Bordeaux, 04.11.2021-27.03.2022. Photo : Arthur Péquign

Développer une programmation d'expositions qui embrasse la pluralité du monde

Le Capc a toujours eu à cœur de rendre compte de la richesse de la création contemporaine. Il s'agira dans les années à venir de privilégier la polyphonie plutôt que l'autorité d'une voix unique et de constituer des communautés dans et hors l'institution. Cela se traduira notamment par l'invitation faite à des commissaires extérieurs à développer leurs projets au Capc, selon les opportunités et nécessités de la programmation et les collaborations fructueuses avec d'autres partenaires et contextes géographiques. Aujourd'hui, une institution artistique telle que le Capc doit assumer cette position multiple et s'évertuer à fracturer les manifestations hégémoniques de l'art contemporain, proposer des récits alternatifs et des positionnements parfois discordants. Il s'agira aussi de penser sur un mode rhizomique, en lien constant avec un écosystème local, national et international dont les frontières physiques et conceptuelles ne cessent de s'élargir et de se reconfigurer. Le projet se nourrit également de la notion de *musée-laboratoire* que l'on doit à Georges-Henri Rivière, où la recherche et l'expérimentation sont au centre des méthodes de travail et innervent non seulement les expositions temporaires, mais également la collection et la médiation.

Développer une programmation événementielle au cœur des enjeux sociétaux

En tant qu'institution artistique dont le cœur de métier concerne le contemporain, le Capc, en compagnie des artistes, se fait l'écho d'enjeux sociétaux. Ces questionnements actuels trouvent un point d'ancrage dans l'Entrepôt Lainé, qui, avec son histoire coloniale forte, inspire de plus en plus les artistes invités à produire des œuvres ou des expositions en résonance avec cette mémoire. Histoire coloniale mais également artistique, avec une présence de la performance et du spectacle vivant avec les années Sigma dont le Capc reste un témoin privilégié. Enfin, le Capc accompagne et donne une visibilité aux nombreux questionnements des créateurs contemporains sur l'évolution de

notre société moderne, se posant en réceptacle bienveillant et ouvert d'œuvres d'art sous toutes leurs formes qui permettent d'apporter des éclairages incisifs, décalés ou solennels sur des notions qui nous taraudent actuellement. Invités à proposer des formes plastiques statiques, des performances, des lectures, des événements interactifs entre autres, le Capc se fait l'écho de notre monde par le prisme des regards et des interventions d'artistes. Par le biais d'une programmation événementielle invitant des personnalités du monde artistique et universitaire internationales, le Capc entend être une plateforme de discussion et de débat de la vie culturelle bordelaise et internationale.

Soutenir la création émergente

Afin de soutenir la création émergente tant au niveau local que national et international, il sera d'abord question d'établir des liens plus resserrés avec les Ecoles d'art, et d'abord avec l'Ebabx et ses étudiants qui doivent pouvoir trouver au Capc opportunités, soutiens et conseils. Il sera aussi question de mettre à disposition la bibliothèque du Capc pour la communauté d'artistes bordelais émergents afin de s'en servir comme lieu de réunion et d'échange ainsi que de recherche (mettant à disposition les archives, les livres de la bibliothèque, et les ressources humaines du Capc pour des échanges ponctuels / conseils). Au niveau national et international, il sera question de soutenir la création émergente par le biais d'expositions mais aussi du nouveau programme *Vidéodrame*, qui remplacera l'art vidéo au cœur de la programmation du Capc au rythme d'une vidéo par mois présentée dans les galeries Arnozan. Ce rythme permettra de montrer douze artistes par an dans ces espaces. L'équipe sera proactive dans la recherche de partenariats avec d'autres structures nationales et internationales afin de coproduire et diffuser des œuvres vidéo et performatives d'artistes émergents. Enfin, la programmation de l'*Académie des Mutantes* (cf projet structurant page 51) fera également la part belle à la création émergente.

Développer les logiques de productions in situ

Le Capc a une capacité importante de production en interne, rare au sein des institutions françaises d'art contemporain. Avec ses ateliers de plus de 400 m², et un studio image et son adapté aux évolutions numériques, l'équipe du Capc est en capacité matérielle et humaine de répondre au mieux aux artistes invités dans une démarche collaborative, portée par un noyau de techniciens permanents qui est consolidé au gré des projets par des collaborations extérieures. Cet atelier est un atout important en termes de réactivité et de capacité à produire des projets ambitieux et techniquement complexes. Cela permet également une bonne maîtrise des coûts et une approche durable (réutilisation de matériaux, de cimaises d'une exposition à une autre par exemple). La grande nef de 2 000 m² est à la fois un lieu de fantasme pour de nombreux artistes, et un espace de confrontation à sa propre pratique, un passage important dans le développement d'une carrière artistique. Cette logique de production sur site, faisant à la fois appel à l'écosystème local par la fourniture de matières premières et de savoir-faire tout en puisant dans la richesse iconographique de l'artiste, est une des forces du Capc, qu'il convient de prolonger et d'amplifier.

La création à l'automne 2020 d'un appartement pour des résidences crée une opportunité supplémentaire qui va permettre aux artistes de produire *in situ* sur des périodes plus longues des pans entiers de leur exposition, en lien avec des entreprises ou structures locales.

Concevoir une politique éditoriale qui augmente la connaissance des œuvres

Depuis sa création, le Capc développe une politique éditoriale soutenue, principalement dédiée aux expositions. À l'instar de la programmation événementielle, le livre apparaît comme un prolongement et un outil essentiel d'approfondissement de la connaissance et d'enrichissement du regard ; un moyen d'appréhender le travail artistique sous un angle à la fois critique, poétique et scientifique ; un vecteur de sens

destiné à construire la mémoire de l'institution. Proposant des textes de contributeurs invités au rayonnement international qui analysent le travail d'une ou un artiste ou une thématique spécifique, mais aussi des esquisses, plans, ou photographies complémentaires, ces documents accompagnent les productions *in situ* et permettent au visiteur de poursuivre sa découverte d'un travail ou d'un sujet, à travers des objets ludiques et/ou des textes de recherche. En complément des publications associées aux expositions, deux nouvelles séries sont à l'étude (en version papier ou numérique) : la série *Hyperbole*, dossiers associés au programme du même nom permettant la présentation « augmentée » d'une œuvre de la collection du Capc au cœur des expositions *Récits de collection* et la série *Oracle*, publications en collaboration avec l'Ebax de textes d'artistes majeurs traduits en français lors d'ateliers collectifs avec les étudiants.

Rendre publiques les archives de manière innovante

Le Capc conserve un ensemble riche d'archives visuelles, sonores et vidéographiques que nous souhaitons dans les années à venir rendre accessibles au public sous différentes formes. Comment raconter une histoire passée en la rendant vivante et tangible ? Comment retracer les moments marquants de l'histoire du Capc à travers ses archives ? Au sein des expositions et de manière dématérialisée, des dispositifs de consultation de ces archives accompagneront la dimension expérimentale des nouvelles productions. C'est ainsi par le biais de formats à la fois documentaires et ludiques que se renforcera la visibilité de l'histoire du Capc, dans un dialogue entre le contexte local et des récits transnationaux. Ce projet d'activation des archives doit être précédé d'un état des lieux réalisé par un ou une archiviste professionnelle. Un partenariat est envisagé en ce sens avec l'INHA et la direction archives de Bordeaux Métropole.

Accompagner les nouveaux usages et relations aux publics

Les espaces du Capc permettent de penser des expositions aux typologies différentes, de l'expérience de la monumentalité à des face-à-face avec des œuvres de l'ordre de l'intime. Si le Capc peut être vécu comme un musée dans le sens classique du terme (parcours silencieux), il faut penser les différents modes d'existence des publics en son sein, car ses espaces sont aussi des plateformes modulables où il est possible de respirer et se perdre, afin de laisser place à la déambulation, à la rencontre fortuite et au dialogue. Dans cet esprit, les différentes composantes de la programmation à venir sont pensées comme des rencontres. Des rencontres qui provoquent des mises en situation qui hackent l'expérience normative du « corps au musée » et la temporalité classique de la visite. Il s'agira de mettre l'accent sur des pratiques qui appellent à d'autres sens que celui de la vision, des expositions qui sont elles-mêmes des organismes vivants, qui bougent et font bouger, ainsi que de travailler sur des

modes d'attention divers lorsque les expositions se multiplient et se superposent. La part belle sera faite à des artistes qui emploient la performance, travaillent le protocole, la mise en situation ainsi que le jeu.





Projet structurant L'Académie des Mutantes

Si « *L'Académie des Mutantes* » sonne comme le titre du prochain X-men, il est d'abord une référence à l'*Université des Mutants*, lieu d'échange et d'apprentissage fondé par le poète et homme politique Léopold Sédar Senghor en 1976, sur l'île de Gorée, au Sénégal. L'ambition de cette université, qui a été dissoute en 2006, était de penser des manières de vivre autrement, ensemble. Ce programme hybride a pour vocation de penser le monde contemporain par le biais de l'art, et notamment ses formes les plus éphémères, performatives et mutantes : de la musique à la danse en passant par la littérature, la mode, la théorie, le jeu de rôle et le théâtre. En dédiant un programme spécifique à ces typologies de pratiques, le Capc entend renouer avec un des éléments fondateurs de l'énergie de l'Entrepôt Lainé, notamment par le biais du festival Sigma. Dans les années à venir, *L'Académie des Mutantes* pourra prendre la forme de sessions d'écoutes, séries de performances, défilés de collections, concerts, symposium, workshops, groupes de lectures, sessions de jeux et plus encore. La temporalité des manifestations de *L'Académie des Mutantes* est également changeante et pourra durer aussi bien une nuit qu'occuper des espaces du Capc sur plusieurs semaines.

2. Le Capc polyphonique et collaboratif



La polyphonie est l'idée d'un chœur dans lequel différentes voix se font entendre et finissent par former un tout, la collaboration est un espace dans lequel nous pouvons produire quelque chose ensemble. Penser et développer une vision polyphonique et collaborative au Capc impose de s'interroger sur les personnes entendues et celles qui ne le sont pas.

Sommes-nous capables d'écouter et de donner la parole à différentes voix au sein d'une institution artistique ? Qui sont les personnes que nous écoutons déjà : les publics, les artistes, les théoriciens, les critiques d'arts, les différents services du musée ? Qui sont les personnes que nous aimerions entendre plus ? Sans jamais déroger à l'exigence artistique, comment faire en sorte que toutes ces voix aient une place dans nos actions et nos modalités de fonctionnement ? Comment faire en sorte qu'elles soient actives et non passives ? Quels outils mettre en place pour écouter ces voix ? Comment développer des logiques de construction qui n'imposent pas mais au contraire sont collaboratives ? Par définition, cette approche doit constamment se nourrir des rencontres et échanges au fil de l'eau mais nous esquissons ci-après les enjeux, outils et propositions concrètes que pourrait engager un tel changement de posture.





2.1 Constituer des communautés de pensées

Dans un monde complexe et proliférant, l'équipe d'un lieu culturel ne peut embrasser à elle seule l'hétérogénéité géographique et conceptuelle de la production artistique actuelle. A l'autorité d'une voix unique qui a longtemps prévalu dans les structures culturelles, nous privilégions celle de constituer des communautés diverses qui seront autant de cercles de pensées aptes à rendre compte de la richesse de la création contemporaine. Une institution artistique aujourd'hui peut et doit assumer cette position multiple, proposer des récits alternatifs et des positionnements parfois discordants.

Il s'agira aussi de penser sur un mode rhizomique : l'amplification d'un réseau de partenaires, qu'ils viennent ou non du champ artistique, permettra de démultiplier les approches et de toucher de nouvelles personnes. La polyphonie doit être palpable d'abord d'un point de vue programmatique : par l'invitation régulièrement faite à des personnalités extérieures, qu'elles soient françaises ou étrangères, à concevoir des expositions ; par une plus grande place accordée à l'artiste dans la structure même du projet, comme ce sera le cas avec la résidence *les Furtifs*, et par la diversité des partenariats à développer, du plus local au plus international, mais toujours en lien et en résonance avec le projet et la parole de l'artiste. Dans l'institution, la première des communautés est celle des équipes, où chacun doit pouvoir trouver, dans l'exercice de ses missions, un sens et une place dans le projet commun.

Propositions d'actions concrètes

- Penser l'institution avec son entourage proche (*Cf Projet structurant, l'Atelier des communs - page 59*).
- S'associer à des personnalités extérieures françaises et internationales pour diversifier les points de vue et les géographies de l'art.
- Créer des liens et rebonds avec d'autres champs disciplinaires (*L'Académie des Mutantes, cf Projet Structurant - page 51*).
- Activer le nouveau comité de suivi pour qu'il soit un lieu de pensée stratégique du Capc. Le comité de suivi se réunira une ou deux fois par an. Il s'est réuni pour la première fois le 18 novembre 2021
- Mettre en place des partenariats pour faciliter scientifiquement et financièrement le déploiement des projets sur le territoire.



Projet structurant L'Atelier des communs : un rendez-vous pour penser ensemble l'institution

Artistes, partenaires, étudiants, commerçants du quartier, travailleurs sociaux ou éducatifs, ou tout simplement habitants de la ville, seront invités à des journées de débats et d'ateliers participatifs pour imaginer ensemble le Capc de demain. Il s'agira, tous les ans à l'automne, de créer une nouvelle forme de dialogue où de non-professionnels de l'art discutent, échangent et élaborent des propositions avec l'équipe du Capc. La participation constitue un moyen de répondre à l'égalité d'accès à la culture, de reconnaître les droits culturels et d'être au service du développement de la société. Plus largement, il est question pour le Capc d'être une maison commune, perméable à la société civile. Cette démarche constitue un levier susceptible de faire tomber certaines barrières et peut permettre une meilleure appropriation de l'institution sur le territoire. L'ambition étant, à court, moyen et long terme, que *L'Atelier des communs* produise des conséquences concrètes sur l'institution, sa posture, ses modes de relations aux publics et ses espaces d'accueil. Par définition, une démarche participative ne peut être définie à ce stade, ni dans son contenu ni dans son résultat. Il conviendra de laisser une place à l'imprévu, au lâcher prise et même à l'erreur. Cette démarche nécessite également en amont des formations spécifiques pour les équipes afin d'acquérir les outils méthodologiques d'un projet participatif.

2.2 Restituer et démultiplier les voix

Restituer les voix du Capc c'est faire entendre la nature polyphonique d'une institution comme le Capc. De nombreux projets qui y sont menés ne semblent pas suffisamment être mis en valeur, car traditionnellement perçus comme moins importants que ne l'est l'exposition ou la parole de l'artiste. Pour déhiérarchiser les voix qui s'expriment au quotidien au Capc, un travail de communication sera mené pour faire entendre ces différentes personnes qui interviennent et participent activement à la vie du Capc. Au sein de la communication interne et de la communication externe et avec l'appui du travail de traitement des archives, des métiers mal identifiés ou méconnus, des collaborations, des partenariats pourront ainsi être valorisés.

Démultiplier les voix est l'occasion de réunir et d'inviter différents actrices et acteurs, interlocutrices et interlocuteurs pour associer leurs savoirs, leurs singularités et leurs identités. Ces différentes personnes réunies ensemble peuvent nourrir et faire éclore un projet commun. A travers ce partage d'expérience, il est possible de réinventer une nouvelle relation à la connaissance plus horizontale et de puiser à travers les spécificités de chacune et chacun différentes sources et origines du savoir.

Propositions d'actions concrètes

- Inventer des projets collaboratifs à partir de la collection

La démultiplication des voix prendra la forme concrète d'un projet collaboratif mené autour de la collection du Capc. Il s'agirait de donner la possibilité à des groupes constitués et identifiés du territoire bordelais de monter une exposition et/ou une médiation (visite guidée, objet éditorial) autour d'une ou d'œuvres de la collection en opérant une relecture à la lumière de l'époque contemporaine. Ce projet serait mené avec des membres de l'équipe du Capc, des associations ou encore des groupes scolaires mais aussi avec des artistes, des restaurateurs, des chercheurs, ...

- Créer à voix multiples un événement culturel

Dans la même veine, il pourrait être imaginé à partir de la programmation du Capc, un événement porté par un groupe qui associe plusieurs voix qui viennent à la fois du musée et en dehors de celui-ci.





Projet structurant Les Nouveaux Acquéreurs

Les *Nouveaux Acquéreurs* propose qu'un groupe de personnes non expertes en art contemporain puisse faire l'expérience d'entrer dans les instances de décision du Capc et proposer l'acquisition d'une œuvre d'une ou d'un artiste vivant à Bordeaux. Le Capc collabore avec l'*École de la 2^{ème} chance* de Bordeaux pour ce nouveau dispositif sur le premier semestre 2021/2022. Sur la base du volontariat, un groupe de jeunes adultes se trouvant en situation de « décrochage » et inscrits dans un parcours d'insertion professionnelle, s'engage dans cette aventure des *Nouveaux acquéreurs*. Le projet s'appuie sur un protocole permettant à chaque jeune de participer à toutes les étapes de l'acquisition d'une œuvre au Capc : la découverte de la création actuelle, les enjeux de la collection du Capc et la rencontre avec des artistes dans leur atelier. Après plusieurs semaines de séances hebdomadaires de travail, le groupe défendra l'œuvre qu'il aura choisie devant le Comité de suivi du Capc pour qu'elle soit acquise et qu'elle entre dans la collection du Capc. Cette œuvre, au-delà de ses qualités intrinsèques, constitue un témoignage de l'expérience vécue par le groupe. Ce projet constitue une expérience d'émancipation et d'apprentissage à la prise de décision, ainsi qu'un laboratoire visant à décroiser l'institution et ses règles de pouvoir, tout en visant à créer des ouvertures et liens dynamiques vers la société et le territoire dans lequel elle s'inscrit.

2.3 Décloisonner les voix

Le Capc s'engage avec ce nouveau Psc dans une démarche globale qui, pour rester cohérente et comprise, doit s'initier dans l'ensemble des aspects de sa vie et de son fonctionnement. S'il est question de changer le prisme par lequel la relation aux publics est envisagée alors les méthodes collectives de travail et de solidarité à l'œuvre au sein même de l'équipe doivent aussi être interrogées pour privilégier la participation, la contribution et l'intelligence collective. L'équipe dirigeante du Capc gère au quotidien ce que l'on appelle le management opérationnel, l'ensemble des outils de gestion des ressources humaines (évolution de carrière, formation) sont quant à eux modélisés et harmonisés à l'échelle de la Ville et de Bordeaux Métropole.

Le Capc souhaite mettre en œuvre, dans la limite de ses prérogatives, les mêmes méthodes de collaboration, les mêmes modalités d'échanges transversaux et participatifs aussi bien en interne, qu'avec les artistes, les partenaires, les publics. La démarche collaborative interne sur laquelle s'est appuyée l'élaboration de ce Psc sera prolongée pour introduire tout au long de l'année des moments de partage et de réflexions sur l'établissement, son fonctionnement et l'évaluation de ses activités et méthodes.

Propositions d'actions concrètes

- Organiser un séminaire annuel interne.
- Traduire collectivement le psc en plan d'actions annuel et en feuilles de route de service coconstruites en équipe.
- Créer des temps d'échanges avec l'équipe en dehors des contraintes calendaires qui permettent de coconstruire le projet.
- Imaginer des temps de débriefing et de propositions d'amélioration au-delà des points logistiques et opérationnels.



In love scorio ? Hugo Brillet dans l'exposition Le Club du Poisson-Lune, 2021. Photo : Arthur Péquin



**3.
Favoriser la rencontre
avec l'art par
l'éducation artistique
et culturelle tout
au long de la vie et
par des actions de
médiations inclusives**

Le Capc est un lieu où l'art est vivant, la pensée est agile et contestée, le savoir est en train de se faire. Il est le lieu des débats, des oppositions assumées et des critiques constructives. Développer des parcours d'éducation artistique et culturelle (EAC) qui accompagnent la découverte d'artistes et d'œuvres d'art contemporain est pour le Capc une manière d'œuvrer à développer l'autonomie des personnes, leur jugement, leur goût et leur sensibilité.

Les parcours d'EAC reposeront sur les trois piliers : l'acquisition de connaissances, un rapport direct aux œuvres, la rencontre avec des artistes et professionnels de la culture, une pratique artistique et culturelle pour encourager la participation de tous à la vie artistique et culturelle.

La médiation artistique et culturelle s'est historiquement fondée sur une relation verticale entre le sachant et celui à qui l'on transmet. Ce schéma doit être réinterrogé pour donner à chacune et chacun la possibilité d'une expérience singulière et propre, pour garantir une égalité de voix, pour valoriser l'expérience et la sensibilité individuelles, et pour favoriser la discussion en s'appuyant sur la participation.

Le rôle de l'équipe du Capc est de proposer un accompagnement libre et volontaire au service de cette autonomie pour donner l'envie et le goût de la pratique artistique, de la visite au musée et de la compréhension de l'environnement politique et social.



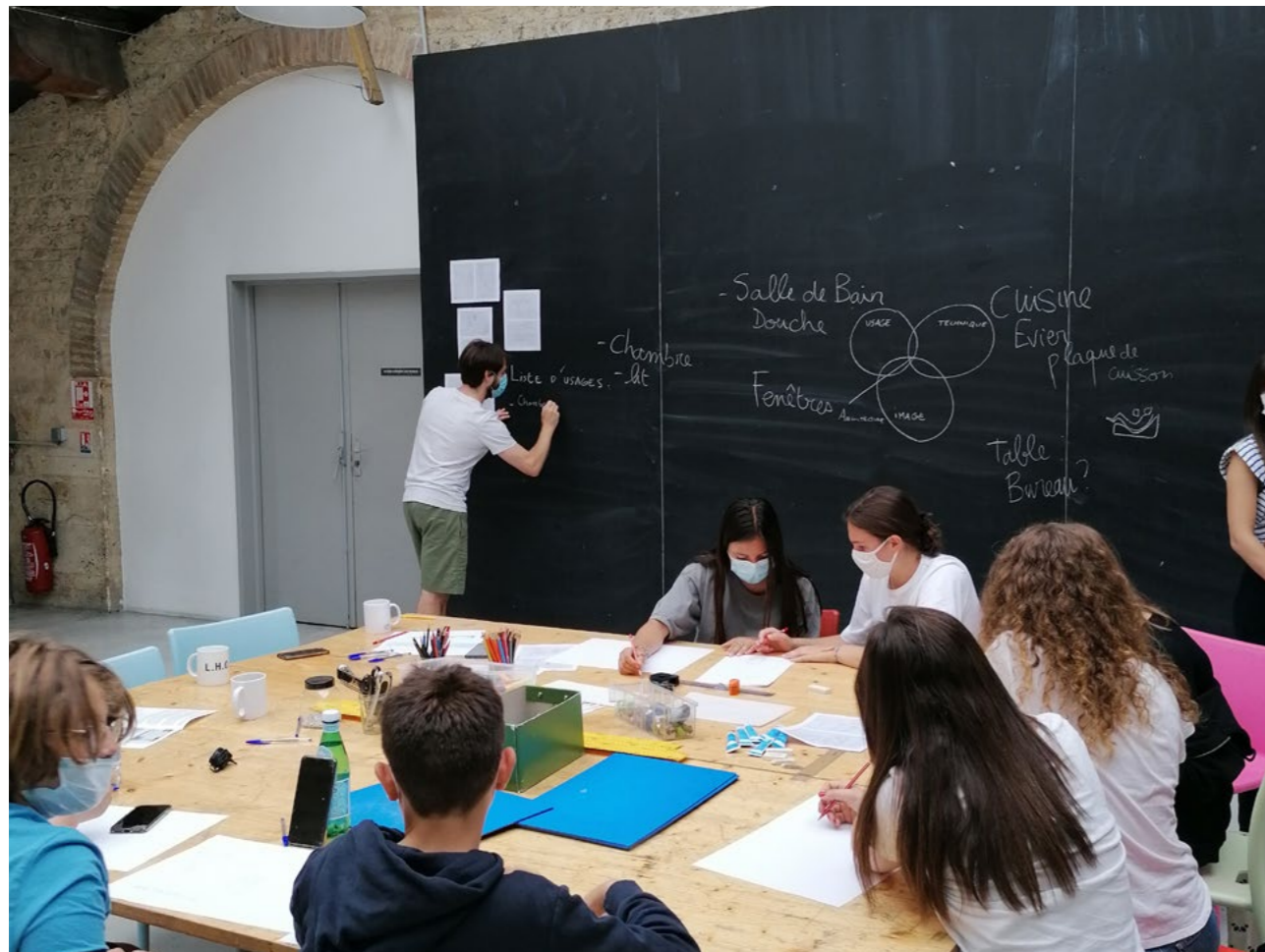
De fil en aiguille, atelier dans l'espace de médiation au sein de l'exposition de Caroline Achaintre, Permanente, le 25.05.2021. Photo : Frédéric Deval

3.1 Prendre en compte les publics dans leur diversité et assumer des priorités

S'adresser à toutes et tous est une mission fondamentale du Capc. C'est pourquoi des objectifs de développement des publics sont définis. Non pas pour entrer dans une politique du chiffre mais bien pour que l'institution s'engage dans un accompagnement qui prend en compte les situations, les références et les pratiques de chaque personne.

Les programmes EAC impliqueront une dimension de parcours (avant, pendant et après) et auront pour vocation de proposer des outils adaptés aux différents moments de la vie. Le Capc souhaite pouvoir respecter des temps d'appropriation et de formation pour l'ensemble des parties prenantes à ces projets.

Pour que ces objectifs soient tenables pour les équipes, la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de travail impose au Capc de se fixer plusieurs priorités d'action, sans pour autant que cela ne remette en cause l'objectif à moyen terme, d'universalité.



Cellule, Workshop d'été avec Milos Xiradakis, 06.07.2021 - 09.07.2021. Photo : Thibault Mahieux

La jeunesse, un enjeu prioritaire

Le rôle des adolescents dans le renouvellement des expressions artistiques et l'importance de la culture pour construire leur identité collective et personnelle doit être un moteur pour les institutions. Il est primordial de leur donner envie de franchir les portes du Capc et de s'adapter à leurs attentes, leurs codes et leurs besoins. Elèves, étudiants, décrocheurs... les situations sont hétérogènes et plurielles et c'est donc une fois de plus l'identité de chacune et chacun qui doit être prise en compte.

Alors que les pratiques culturelles peuvent revêtir un aspect identitaire dont les motivations sont le lien et le relationnel, le Capc doit s'interroger sur sa manière de prendre en compte ces différents usages et ces intérêts. En appui ou en collaboration avec des acteurs spécialisés, le Capc peut être moteur de projets spécifiques autant pour des groupes constitués (hors temps scolaire) que pour les publics individuels. Un projet phare d'atelier artistique impliquant de manière soutenue et régulière des jeunes gens sera mis en place. Ces collectifs de jeunes pourront prendre part à un projet artistique ambitieux et coconstruit, s'engager dans des situations de pratique mais aussi nourrir de leurs propositions la programmation du Capc.

Les scolaires, un public à reconquérir

Le développement de la relation avec les scolaires, 1^{er} et 2nd degré, est une priorité des années à venir, la fréquentation des publics scolaires au Capc étant insuffisante en nombre et en pourcentage de la fréquentation globale (7500 scolaires en 2019, 6,25 % de la fréquentation globale).

Grâce au partenariat avec la communauté éducative et notamment une collaboration renforcée avec l'Education nationale, le Capc proposera un programme d'actions et d'accompagnements plus structuré, mettant en avant de manière explicite la double mission centre d'art / musée du Capc. Le Capc s'attachera à proposer des outils qui permettent aux élèves de s'approprier leur apprentissage et favorisent la

construction collective d'un savoir partagé. L'accompagnement propose des pistes de compréhension pour rendre possible une interprétation propre, encourager l'esprit critique ou construire un discours collectif. Ces visites et ces outils cherchent aussi à partager et faire connaître le fonctionnement d'un musée / centre d'art et à donner le goût et l'habitude de la visite au musée. Le Capc investira pleinement son rôle pédagogique acteur d'une culture humaniste.

En priorité, une offre de visites ainsi que des outils spécifiques sont conçus en lien avec les expositions de la collection du Capc, qui constituent une opportunité de qualité vers laquelle orienter les enseignants. Ces expositions ont l'avantage de proposer de riches panoramas de la création contemporaine, d'aborder de nombreux sujets esthétiques et sociétaux et d'être présentées sur des temps longs, propices à l'élaboration de projets ambitieux de collaboration.

Propositions d'actions concrètes

- Créer des ressources pédagogiques aux formats variés (dont documents pédagogiques, teasers vidéo, visites guidées, entretiens filmés, ...) pour chaque proposition artistique.
- Etablir une relation partenariale avec les enseignants pour, au cours de rendez-vous réguliers, partager les outils, concevoir et mettre en œuvre les collaborations.
- Identifier au sein de l'équipe une personne référente interlocutrice privilégiée des enseignants et du monde de l'éducation facilement identifiable. Son action est appuyée par l'intervention de deux enseignants mis à disposition par l'Education nationale (pour 1^{er} et 2nd degré).
- Affiner les fichiers et annuaires et dédier des temps de recherche de partenariat et de prise de contact.

Les familles, une offre à construire

La sensibilisation des plus jeunes à la création contemporaine par notamment un éveil artistique passe par une réflexion sur les pratiques et les usages en famille. La famille est entendue comme une visite d'au moins un adulte avec au moins un enfant. Chaque famille a des motivations propres dans sa fréquentation du Capc et c'est à cet ensemble de besoins et d'envies que le Capc cherchera à répondre.

L'ensemble de ces développements s'appuie sur des dynamiques intergénérationnelles de partage et de dialogue au service du contact avec l'art contemporain.

Propositions d'actions concrètes

- Proposer une offre en direction des familles qui s'adapte à leurs horaires : ateliers du week-end, ateliers pendant les vacances.
- S'associer à des structures dédiées pour imaginer des projets adaptés (crèches, Maisons d'Assistantes Maternelles (MAM), relais et acteurs de la petite enfance à destination des familles).
- Concevoir des actions spécifiques à destination des enfants entre 3 et 6 ans.
- Dédier des ateliers de pratique et de découverte autonomes au cœur même des expositions qui favoriseront l'accueil et la participation des familles (cf projet structurant, les ateliers de médiation autonome - page 77)

Les personnes isolées, un enjeu de solidarité

Les personnes isolées physiquement, socialement, économiquement seront au cœur d'un ensemble d'outils et de projets d'accompagnement construits avec et par elles. En s'inscrivant dans une dynamique solidaire, le Capc se mettra au service de partenariats et de collaborations avec des acteurs locaux et régionaux des champs social, médical, judiciaire, etc. pour élaborer des projets spécifiques.

Les outils et méthodes du soin et de l'apprentissage nourrissent les démarches de médiation coconstruites avec des relais professionnels et institutionnels. Parmi les personnes identifiées en situation de fragilité, nous pensons notamment aux personnes en situation de handicap, d'exclusion sociale, aux personnes LGBTQI+, aux personnes migrantes, aux personnes sous-mains de justice.

Propositions d'actions concrètes

- Proposer des workshops conçus en partenariat avec des associations du champ social, médical, judiciaire, ... Les workshops sont pensés en lien avec la programmation et sont articulés autour du travail d'un artiste, pour un moment privilégié de rencontre, de pratique et d'échange.
- Renforcer les premiers partenariats avec France Terre d'Asile et PromoFemmes et créer d'autres collaborations et construire d'autres partenariats.
- Autour de la programmation, organiser des actions d'échanges et de pratiques en lien avec les œuvres et les artistes.
- Pour exemple, en 2022, autour de l'exposition d'Eva Kořátková, un atelier avec l'artiste Lou-Andréa Lassalle sera organisé avec le réseau AIME (Accueil et Intégration des Migrants et des

Exilés) et proposé à toutes personnes pour réaliser des costumes mi-poissons, mi-humains. Le dernier jour de l'atelier se conclura par une procession de ce nouveau peuple d'êtres hybrides à laquelle seront conviés les familles et amis des participants. Toujours en marge de l'exposition d'Eva Kořátková, un projet *Human Library* est en cours de définition avec des associations sociales et culturelles du Grand Parc et de Bacalan. Un autre projet avec l'association PromoFemmes produira une série de capsules audio et vidéo en différentes langues intégrant les éléments disponibles pour le public pendant la visite de l'exposition d'Eva Kořátková.

3.2 S'appuyer sur des méthodes inclusives

Les artistes et leurs œuvres nous incitent à aborder des questions esthétiques mais aussi intimes, politiques, sociétales, C'est de la pensée de l'artiste et de sa traduction conceptuelle ou formelle que les actions d'éducation artistique et culturelle du Capc se nourriront. Les méthodes à l'œuvre au sein de l'EAC reposeront sur les trois piliers : la connaissance, la rencontre et la pratique et chercheront à répondre à des enjeux majeurs pour le Capc :

- Être au service des solidarités à l'œuvre sur le territoire en privilégiant les actions coconstruites avec des acteurs ou des partenaires locaux et régionaux.

- Inviter des artistes pour imaginer des temps de pratique qui s'adressent à tous types de personnes. Il s'agit en priorité d'artistes de la région et en résidence au Capc. Les artistes seront spécifiquement rémunérés pour ces temps d'intervention et l'équipe du Capc leur apportera soutien, aide et appui à chaque étape des projets.

- Utiliser pleinement la double identité du Capc, à la fois centre d'art et musée. Si la mission de centre d'art implique des temps de travail avec des artistes vivants, privilégiant l'expérimentation, la pratique, la participation active, la mission de musée renvoie aux questions de patrimonialisation, de contenus scientifiques notamment en histoire de l'art contemporain ou en techniques de restauration et conservation des œuvres. Et si la collection du Capc est un matériau privilégié pour la découverte et la réflexion sur la création contemporaine, l'institution muséale et le patrimoine commun ; la résidence et la production in situ sont l'opportunité précieuse de la rencontre avec l'artiste, de la découverte de la démarche artistique, de l'initiation ou l'approfondissement de la pratique.

Les méthodes s'appuieront sur quelques grands principes moteurs :

Rendre lisible

Permettre de voir et comprendre interroge la manière dont on énonce. A travers l'adresse orale, la qualité de l'accueil, les textes donnés à lire, le Capc souhaite rendre intelligible le contenu qu'il propose. Cet effort engage en premier lieu les actions entreprises par les équipes des publics, mais elles appellent à une mobilisation de chaque membre de l'équipe, notamment à l'accueil, la surveillance, la communication, la conception et la coordination des projets.

Propositions d'actions concrètes

- Mettre à disposition des livrets ou des textes de salle suivant la méthode Facile A Lire et à Comprendre (Falc).
- Sous-titrer systématiquement toutes les publications vidéo.
- Traduire en langue des signes les prises de parole publique (vernissage, etc.).

Décloisonner

Pour être perméable aux expériences de ceux et celles qui l'habitent et le vivent, le Capc imagine des modalités d'accompagnement qui encouragent le decloisonnement des usages et l'appropriation des espaces. Faire exister les visiteurs dans toutes leurs dimensions de corps et d'âme est un levier de développement d'une nouvelle relation entre l'institution et les personnes.

Propositions d'actions concrètes

- Former les personnels aux approches participatives et collaboratives et au respect des droits culturels.
- Au cœur des expositions, dédier des espaces à une médiation autonome (cf *projet structurant page 77*).
- Organiser des *visites « autrement »*, en faisant appel à une personne qui n'est pas professionnelle de la visite guidée, de l'histoire de l'art ou de sa médiation. Ce sont des moments décalés qui permettent d'enrichir la discussion par la multiplicité des points de vue et participent au développement d'un regard personnel.

Utiliser le numérique au service de la participation et de l'inclusion

C'est aussi grâce au numérique que le Capc développe la sensibilisation à l'art contemporain dans une dynamique participative et inclusive. Accessible, libre, souple, le numérique amplifie l'interaction et facilite contribution et participation tout en permettant une exposition plus large des œuvres et des artistes.

Propositions d'actions concrètes

- Créer une zone de dialogue avec les publics sur les réseaux sociaux (et pas seulement du partage de contenu).
- Réaliser des capsules vidéo pour découvrir les métiers du Capc pour mieux faire comprendre le fonctionnement et les enjeux de l'institution artistique et susciter des vocations.
- Proposer des contenus augmentés accessibles en ligne ou par QR Code depuis la salle d'exposition. A géométrie variable, ils permettent aux publics de choisir en autonomie le degré d'information auquel ils accèdent.
- Concevoir et diffuser des outils sur le principe avant/pendant/après la rencontre ou la visite (cf *le Capc dématérialisé page 102*).

Favoriser la pratique

Cette participation passe aussi par l'expérimentation et la pratique. Que ce soit pour comprendre une technique ou pour découvrir un savoir-faire ou simplement pour le plaisir du faire par soi-même (et sa capacité émancipatrice), le Capc privilégie les temps et les espaces de pratiques avec des artistes.

Propositions d'actions concrètes

- Renforcer la mise en œuvre d'ateliers et de workshops. Pensés en lien avec la programmation, les workshops pour les enfants/ados durant les vacances scolaires sont articulés autour du travail d'un artiste pour des temps privilégiés de rencontres, de pratiques et d'échanges. Les workshops sont également proposés à des associations du champ social. Outre France Terre d'Asile et PromoFemmes, de nouvelles collaborations sont en cours de construction.
- Proposer, dans le cadre de l'été culturel, des ateliers d'expérimentation plastique avec des artistes durant l'été. Ateliers dans et hors les murs (notamment dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville) à destination des personnes isolées ou en situation de fragilité.
- Ouvrir l'*Atelier du regard* à tous les publics en proposant des temps d'expérimentation artistique en fonction de la programmation (familles, très jeunes publics, en partenariat avec des structures du champ social, ...).
- Utiliser les ateliers autonomes au cœur même des expositions pour favoriser la pratique – (cf *projet structurant - page 77*).



Projet structurant Les ateliers de médiation autonomes dans les salles d'expositions

À proximité ou au cœur des expositions, des ateliers pouvant être exploités en autonomie permettent aux familles d'expérimenter librement des concepts ou des techniques en écho aux projets artistiques présentés. En complément de la découverte des œuvres au fil de la visite, les visiteuses et les visiteurs sont « déplacés » vers une situation de pratique artistique inédite conçue sur le mode du jeu. Chaque proposition est envisagée comme une invitation à prendre part à un atelier dans un temps continu à celui de la visite en opérant une forme de « rebond » pratique à l'exposition en cours. Cette approche s'inspire des pratiques pédagogiques à l'œuvre dans les musées anglosaxons, mais aussi de propositions éducatives notamment développées dans les musées scientifiques, qui privilégient le geste et le « faire » à la simple observation.

Des premiers essais ont été faits dans le cadre des expositions *Caroline Achaintre, Permanente* (expérimentations de la technique du tuftage), *Absalon Absalon* (jeux de construction à l'aide de petites briques) et *Le Tour du jour en quatre-vingts mondes* (pratique du dessin avec une contrainte, inspirée par une œuvre de Denis Oppenheim). La réussite de ces premières réalisations encourage le Capc à mettre en œuvre régulièrement des ateliers de ce type, dans une recherche constante de pertinence, de durabilité, d'ergonomie et dans le respect des propos et contenus artistiques. Ces espaces ont une forte exigence dans leur conception et leur réalisation et sont particulièrement adaptés à l'accueil des familles et aussi en général des personnes pour lesquelles une approche pratique constitue une porte d'entrée privilégiée dans la relation qu'elles peuvent établir avec l'art.

3.3 Répondre aux objectifs d'équité territoriale

Le Capc bénéficie d'une importante fréquentation locale (66 % de sa fréquentation totale en 2019) il est néanmoins fort à parier, même si le Capc ne possède pas de données chiffrées à ce sujet, que cette dynamique locale ne bénéficie pas de la même manière à tous les quartiers de la Ville. En tant qu'institution culturelle, le Capc doit être un vecteur de lien social et de solidarité. Le Capc s'engagera dans une démarche multi-partenaire aux côtés des acteurs du territoire pour tisser un maillage étroit de coopérations pour lutter contre les inégalités territoriales, économiques, culturelles et sociales.

Propositions d'actions concrètes

- Systématiser et enrichir les relations partenariales existantes avec l'association des centres d'animation de Bordeaux, les services d'éducation spéciale et de soins à domicile, le pôle seniors, l'association Promofemmes, Reg'Art, l'association cultures du cœur, Le livre vert, France terre d'asile, la Châtaigneraie centre social de Pessac, le petit Ermitage centre social de Léognan, France alzheimer, Oareil, ... En s'appuyant sur la richesse du territoire et l'intelligence collective, le Capc peut être partie prenante de projets transversaux, variés et hétérogènes qui impliquent des organismes du champ social, du handicap, de la santé, de l'éducation, de l'insertion, de la lutte contre l'exclusion ou contre les discriminations, etc. et, bien sûr, en lien avec d'autres acteurs culturels.

- Ces collaborations durables permettent d'augmenter la capacité d'agir, de démultiplier les possibles en croisant les regards et en agrégeant connaissances, expériences et expertises. Ces

partenariats sont aussi l'opportunité essentielle de travailler avec les publics concernés, ce qui est la seule garantie de l'adaptation des actions à leurs besoins et leurs désirs.

- Mener des « campagnes » de rencontres et de découvertes à différents moments de l'année, en fonction des priorités et des territoires, impliquant le développement d'outils spécifiques, la prise de contact avec des structures relais, la participation régulière à des actions de terrain coordonnées par la Dgac, etc.

- Analyser les freins à la visite et décliner des propositions spécifiques pour lever ces réticences et permettre à chacune et chacun de se sentir bienvenue au Capc. Grâce à une attention aux personnes qui ne sont pas familières des musées ou des centres d'art, le Capc souhaite participer à développer de nouveaux usages et de nouvelles envies.





4. L'artiste au cœur du projet

Un centre d'art se définit par sa capacité à positionner l'artiste au cœur de son réacteur de travail et à valoriser la production et l'expérimentation comme principes de fonctionnement. Au quotidien, le Capc s'engage dans des moments stratégiques de la recherche des artistes en les accompagnant au plus près de leurs projets. Expositions, collections, événements, résidences, ateliers de pratiques artistiques, l'artiste doit pouvoir avoir une place centrale physiquement et conceptuellement, à tous les endroits de l'institution. Ces processus de travail sont déjà largement convoqués dans la programmation du Capc, notamment par les expositions dans la nef, mais ce nouveau Psc entend amplifier mais également mieux valoriser la place de l'artiste dans l'institution. Le compagnonnage avec les artistes conduit à des questionnements, à des remises en question des habitudes et même à des évolutions structurelles. Nous élaborons ci-dessous un ensemble de propositions et apports pouvant naître de ces situations partagées avec les artistes et les modalités de collaboration qui en résultent.



4.1 Renforcer la place de l'artiste dans l'institution

Il existe un paradoxe de nos institutions artistiques contemporaines : centrées intellectuellement sur la figure de l'artiste, elles n'inscrivent pas totalement le rôle et la place de l'artiste dans les faits et la réalité de leur organisation au quotidien. A cela deux raisons principales : la première étant que les institutions sont devenues des machineries complexes administrativement, qui doivent répondre à des injonctions parfois contradictoires (chiffres de fréquentation versus pratiques expérimentales / parole de l'artiste versus parole facile à lire et à comprendre, etc). La deuxième raison est liée au fonctionnement et au développement sans précédent du milieu de l'art globalisé qui crée pour les artistes des agendas de travail très contraints et rend difficile leur présence au quotidien et/ou sur le long terme. Ces modes de fonctionnement sont parfois durement ressentis par les artistes qui ne se sentent pas

suffisamment écoutés et pris en compte par les institutions qui sont censées les représenter et soutenir. Comment faire en sorte que la parole de l'artiste soit véritablement agissante dans l'institution ?



Olu Ogunnaiké en montage de son exposition *Miettes*, avec l'équipe du Capc musée d'art contemporain de Bordeaux, octobre 2021. Photo: Frédéric Deval

Propositions d'actions concrètes

- Inviter les artistes à coconstruire avec les publics ou avec les équipes sur des thématiques autres que celle stricto sensu de l'exposition

Les artistes pourront être sollicités pour accompagner le Capc sur des questions relatives à son architecture, son histoire, la façon dont elle rentre en relation avec le public, etc. Non à la manière de faiseurs de décor ou de prestataires de service, mais bien à celle de constructeurs de sens, de catalyseurs de forces et de formes. Qu'il s'agisse de l'organisation de *L'Atelier des communs* (Cf projet structurant page 59), de l'expérimentation autour d'un nouveau mobilier pour *l'Atelier du Regard* ou de la nécessité de faire signe sur la façade du Capc, il s'agira de cheminer avec les artistes, de penser l'institution avec eux, dans des modalités qui favorisent l'expérimentation.

- Investir l'artiste dans l'histoire de l'institution : l'histoire coloniale du bâtiment, les archives, la collection

Le Capc est le fruit d'une double histoire, une première marquée par le passé colonial du lieu, autrefois entrepôt réel des denrées coloniales, et une deuxième marquée par son histoire artistique forte, un des premiers lieux en France et en Europe à être exclusivement dédié à la création contemporaine. Cette histoire s'incarne dans le bâtiment même, dans ses archives qu'il s'agit à présent de convoquer, et bien sûr dans sa collection dont il faut renouveler le regard. Inviter des artistes à penser cette double histoire permet décentrer le regard, de créer des dialogues inattendus entre les œuvres et de tracer des correspondances et rebonds entre l'histoire et notre période contemporaine.



Projet structurant La Résidence Les Furtifs

Après quelques mois de travaux à l'automne 2020 pour créer un studio logement au sein même de l'établissement, le Capc crée en 2021 *Les Furtifs*, nouveau programme de résidence du Capc. Ce programme emprunte son nom au roman de science-fiction éponyme d'Alain Damasio, dans lequel les furtifs sont des êtres de chair et de sons, à la vitalité hors norme, qui métabolisent dans leur trajet aussi bien pierre, déchet, animal ou plante pour alimenter leurs métamorphoses incessantes. La résidence *Les Furtifs* n'a ni forme ni durée préconçues. Ce projet souhaite renverser la logique habituellement proposée aux artistes, consistant à définir un format auxquels ceux-ci sont tenus de se conformer. En proposant un budget et la possibilité aux artistes de définir eux-mêmes, en lien avec l'équipe du Capc, la question du temps et de l'espace, *Les Furtifs* tentera de s'adapter de manière organique aux nouveaux formats de production et de diffusion de la création contemporaine : expositions digitales, projets en lien avec le champ social, projets de recherche, productions courtes et très intenses ou au contraire au long cours, ou encore conçues en co-construction avec d'autres champs disciplinaires, etc.

4.2 Favoriser la rencontre entre les artistes et les publics

Parmi les missions du Capc compte la nécessité de mettre en avant des pratiques artistiques en train de se faire. Les pratiques des artistes ne se limitent pas au temps de l'atelier ni au moment du vernissage. Ces temps de rencontres privilégiés avec les artistes permettront de découvrir l'institution et le travail artistique dans toute sa complexité, non pas comme un moment et un espace figé, mais plutôt comme une pensée et une énergie en perpétuel mouvement.

Propositions d'actions concrètes

- **Proposer des visites-chantier entre l'artiste et le public pendant les montages dans la nef**

Afin de rendre plus concrètes les différentes étapes de travail pour la mise en œuvre d'une exposition entre l'instant où elle commence à être pensée et son actuelle mise en forme, le Capc proposera au public des visites chantiers. En période de montage des expositions dans la nef, des visites seront organisées afin de rencontrer les artistes de manière privilégiée. Le public sera ainsi convié à découvrir une exposition alors qu'elle est en train de se faire, leur dévoilant les coulisses d'un montage mais aussi les prémices d'une réflexion artistique.

- **A la faveur des résidences, créer des moments de rencontres pour que le public ait accès au processus de création**

Dans le cadre du programme de résidence *Les Furtifs*, les visiteurs seront aussi conviés à découvrir la pratique artistique en train de se faire. L'artiste en résidence proposera sous la forme qu'il ou elle souhaite une entrée dans son processus

de travail, en offrant une rencontre privilégiée dans l'espace où il ou elle crée. Il s'agira autant de montrer les spécificités d'une recherche en cours que de révéler comment l'institution construit dans ses murs avec un artiste sur une période plus longue.

- **Développer une programmation événementielle qui fait la part belle à la présence physique des artistes**

En proposant aux artistes d'être plus intégrés à la programmation des événements, il s'agira d'inventer des nouveaux formats où les artistes produisent de nouvelles œuvres notamment immatérielles. Un forfait de production leur sera alloué permettant d'imaginer des formats live plus expérimentaux. Il ne s'agira pas seulement d'éclairer les expositions présentées au Capc par des formats de discussions et de conférences mais aussi de faire émerger à travers une programmation d'autres formats de création au-delà de l'exposition.

4.3 Faire avancer structurellement l'institution avec les artistes

Par l'échange et le contact avec les artistes, une institution est amenée à évoluer et à se transformer, non pas seulement par les choix artistiques et esthétiques qu'elle opère mais aussi sur le plan structurel. En effet, les artistes, lorsque leurs pratiques interrogent les évolutions politiques de leur temps et les transformations structurelles, peuvent accompagner le Capc sur des manières de fonctionner.

Propositions d'actions concrètes

- **Les questions que nous posent les artistes dans leur travail et leurs méthodes**

Deux volets sont à prendre en considération dans l'accompagnement des artistes sur notre manière de penser l'institution. Le premier est lié aux questions que posent les artistes par leur méthode de travail et leur pratique artistique. A chaque nouveau projet d'exposition, chaque nouvel événement, chaque nouvelle entrée d'œuvres dans la collection, chaque nouvelle arrivée en résidence, l'institution est continuellement amenée à découvrir et à se confronter à une manière singulière de travailler. Cette capacité à se moduler, s'adapter et à imaginer des nouvelles méthodes de travail en fonction des artistes accueillis, est aussi une grande force pour l'institution car elle devient elle aussi un corps mouvant en perpétuelle évolution et transformation.

- **Les questions que nous posons aux artistes pour nous aider à résoudre des questions structurelles**

Grâce au travail mené avec les artistes et des méthodes de travail différentes qu'ils nous amènent, nous sommes aussi amenés à réfléchir et à nous poser des questions structurelles avec les artistes. Dans le cadre du programme de résidence *Les Furtifs*, nous avons accueilli en mars 2021 l'artiste sourd Kengné Tégua. Par son expérience de la surdité et des discriminations qu'il a subies et qu'il subit encore et par le contrat de confiance qui nous lie, il nous a permis de soulever un ensemble d'améliorations nécessaires à la structure pour pouvoir respecter au mieux sa surdité mais aussi celle des publics concernés. Par sa présence, un travail de fond est actuellement mené sur les différents handicaps pour pouvoir respecter au mieux la diversité des personnes.

5 - Le Capc protéiforme



Le Capc est une entité plurielle qui se déploie à la fois dans ses murs, hors-les-murs et de manière dématérialisée. Il s'agira dans les années à venir d'œuvrer à ce que toutes ces dimensions s'imbriquent, dialoguent et s'enrichissent mutuellement. Dans l'Entrepôt Lainé, nous proposons d'améliorer la circulation, physique et intellectuelle, entre tous les espaces qui le composent (librairie, espaces d'exposition, auditorium, bibliothèque) et ce en concertation et en lien avec les autres usagers du lieu (arc en rêve et Café du musée). Quant à la sphère digitale, elle permet plus que jamais au Capc d'exister en dehors de lui-même et d'attirer à lui notamment un public jeune, rompu à des usages numériques totalement intégrés dans leur vie quotidienne. La crise du Covid a été l'occasion de tester, parfois à marche forcée, de nouveaux formats numériques. A terme, et fort de ces expériences, l'enjeu consistera à mobiliser de nouveaux médias pour démultiplier l'expérience du visiteur sans se substituer à la spécificité irréductible de l'expérience de l'œuvre. Quant au hors-les-murs, il peut être un outil intéressant pour aller au-devant de personnes non familières du musée et proposer une première expérience de l'art moins intimidante.



5.1 Le Capc dans l'Entrepôt Lainé

Le Capc est protéiforme jusque dans ses murs avec des espaces d'exposition, une bibliothèque, une librairie boutique, un auditorium et deux autres usagers, arc en rêve et le Café du musée. Il accueille également, dans une logique de privatisation, des publics qui ne sont pas là pour le Capc mais que nous pourrions intéresser à nos activités. Pour le moment, force est de constater que ces entités fonctionnent trop souvent comme des îlots hermétiques. Comment créer des passerelles pour le public entre toutes ces entités ? Comment développer les flux de publics entre le Capc et arc en rêve ? Comment améliorer la circulation, physique et intellectuelle entre tous ces espaces ? La dimension protéiforme est également présente dans la programmation : expositions, conférences, concerts, ateliers de pratiques artistiques, comment faire en sorte de donner sens, de faire lien dans cette profusion ?

Créer une relation partenariale avec arc en rêve

Arc en rêve centre d'architecture rejoint l'Entrepôt Lainé en 1981, quelques années après le Capc qui s'y est installé dès 1973. En quarante ans de coprésence sur site, les deux institutions ont peu œuvré de concert, qu'il s'agisse de programmation, de médiation, de communication ou de parcours visiteur. Citons tout de même deux coopérations qui ont marqué les esprits : coproduction de l'exposition *Cities On the Move* en 1997, dont le commissariat était assuré par Hou Hanru et Hans Ulrich Obrist, qui explorait la thématique des villes en mouvement ; et co-commissariat en 2010 de *Insiders* autour du vivre ensemble et des pratiques vernaculaires. Au fil du temps, une logique de séparation - des espaces, des équipes et des publics - s'est malheureusement ancrée, qui n'a été profitable ni au Capc ni à arc en rêve. L'arrivée d'une nouvelle direction au Capc en 2019 et à arc en rêve un an plus tard, permet de poser les bases d'une relation partenariale, apaisée pour les équipes et porteuse d'une plus grande lisibilité pour les publics. Le postulat de départ est celui d'un « destin commun » des deux institutions, par l'usage conjoint du lieu mais également par la nature même de leurs champs disciplinaires respectifs.

Il ne s'agit pas de dissoudre les singularités de chacun par un plus petit dénominateur commun qui n'aurait pas de sens, mais bien de capitaliser sur la renommée et l'expertise respectives de ces deux institutions phares bordelaises pour développer et diversifier les publics.

Propositions d'actions concrètes

- Associer arc en rêve aux réflexions globales sur le bâtiment et ses usages

Si le Capc, en tant que service de la Ville de Bordeaux, assume la direction générale du bâtiment, il sera toutefois proposé d'associer arc en rêve aux réflexions globales sur les usages du lieu telles qu'elles sont définies dans ce Psc : mise en place d'une signalétique concertée intérieure et extérieure ; participation à l'étude de potentialité du bâtiment ; amélioration du parcours visiteur et création de lieux de repos et convivialité, afin de rendre l'expérience de visite plus fluide et plus lisible.

Une série d'outils et de méthodologies de travail sont mises en œuvre entre les équipes des deux structures, au-delà de la création simple de circuits de communication mutualisée internes (listes de diffusion de mail, etc.). Des rendez-vous thématiques réguliers sont organisés dont la fréquence dépend des actualités et des besoins : réunion mensuelle de partage et d'échange ; réunion régulière de programmation, de médiation, de communication et réunion régulière concernant l'usage et l'entretien du bâtiment.

- Concevoir des offres de visites conjointes, notamment en direction des publics scolaires

Actuellement, les classes scolaires viennent découvrir le Capc sans passer par arc en rêve et vice-versa.

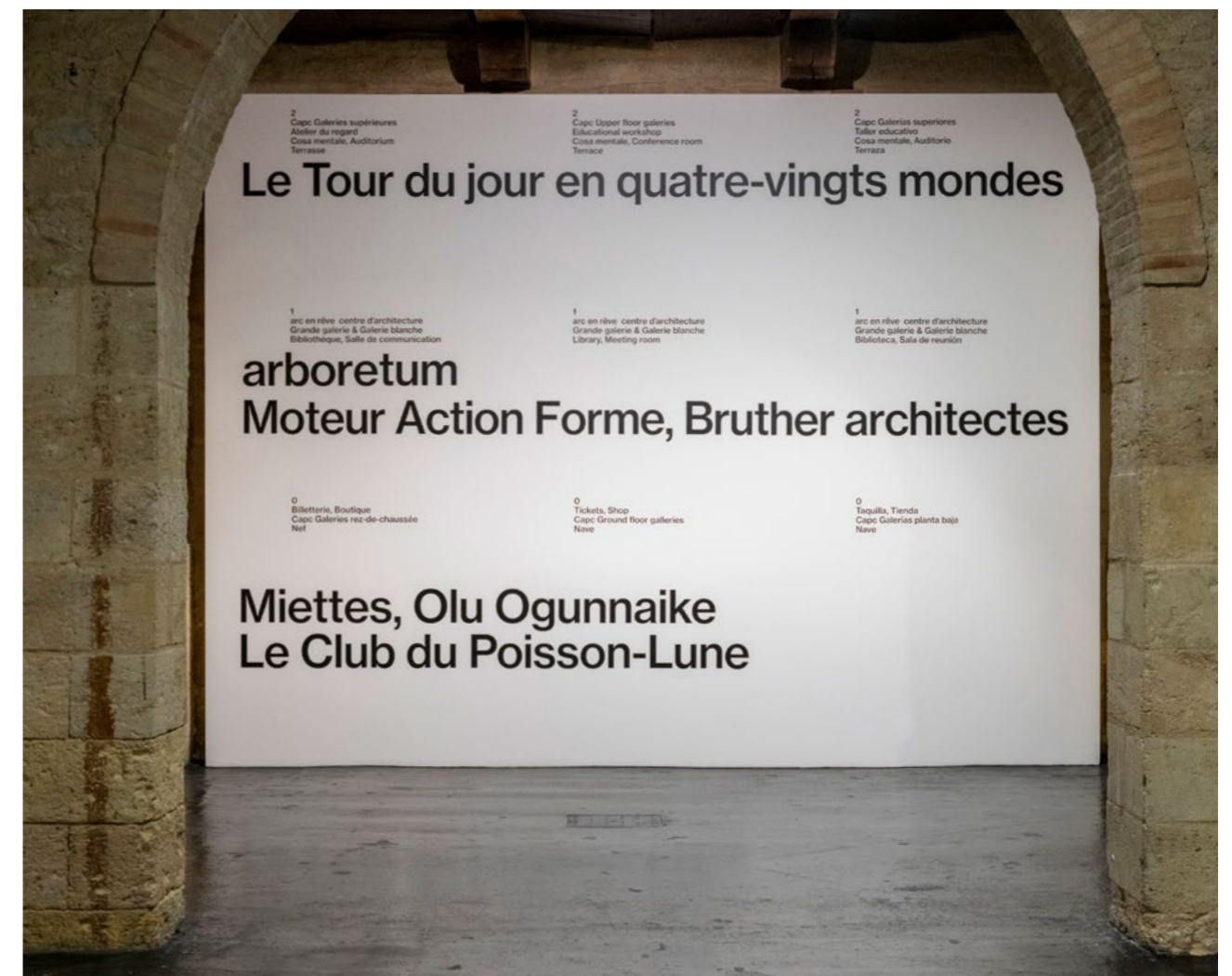
Une offre de visite conjointe sera proposée dès la rentrée 2022, en laissant la possibilité aux établissements scolaires de choisir visite conjointe ou spécifique à une structure. Avec le temps, des ateliers communs de pratique, sur des thématiques liées à la programmation, pourront être imaginés.

- Concevoir des logiques de communication concertée

Les deux institutions conservent chacune leur identité visuelle mais s'engagent à se mentionner réciproquement dans leurs outils de communication respectifs (dossiers de presse, programme, newsletter).

- Proposer des échos de programmation entre les deux structures

Les deux institutions partagent plus que des espaces physiques, elles partagent également une relation au savoir et à l'expérimentation qui offre des outils de compréhension du monde. S'il ne s'agit pas de forcer de manière artificielle des liens entre leurs deux champs disciplinaires spécifiques, des échos de programmation peuvent être proposés quand cela est cohérent, comme ce fut le cas pour la rétrospective Absalon, proposée par le Capc et qui a donné lieu à une série de conférences proposées par arc en rêve. Ceci nécessite en amont une bonne anticipation et concertation, une méthodologie de travail entre le Capc et arc en rêve sera proposée en ce sens.





Créer une cohérence entre le projet artistique et le Café du musée

Toutes les raisons et les usages différents pour lesquels les personnes viennent dans l'Entrepôt Lainé sont autant d'occasions de laisser la place à la déambulation et à la spontanéité. Il semble alors primordial de penser l'information et la circulation des personnes en fonction de cette géométrie variable. Faciliter la compréhension du lieu et de ce qui s'y déroule, permettra à chaque personne en visite de choisir son expérience du lieu en fonction de ses envies, de ses besoins, de ses inspirations. Le soin à apporter à la cohérence dans les horaires, les tarifs, les propositions entre le projet du Capc et celui du Café du musée doit conduire nos relations, ce qui, à l'heure actuelle, n'est pas possible. Entre l'offre de restauration du Café et les actions artistiques et culturelles du Capc, des ponts peuvent être créés pour continuer de faire de l'usage du lieu une expérience riche de possibles et de convivialités.

Créer des résonances de programmation dans tous les usages du lieu

Dans l'objectif de faire rayonner la programmation artistique au sens large – exposition, événements, résidence – dans l'entrepôt Lainé et impliquer chaque aspect du Capc dans l'énergie et la dynamique de programmation, une pensée du ricochet et de la résonance sera activée par les équipes. Cela impliquera une communication interne sur le développement des projets dès leur élaboration, afin d'infuser de contenu créatif la majorité des espaces et usages a priori « non artistiques » du Capc. En effet, du café à la bibliothèque, de la salle de communication aux mezzanines, des terrasses au hall d'accueil, tous ces lieux cruciaux à l'expérience du Capc, nécessitent une pensée plus approfondie pour faire le pont avec ce qu'il se passe en simultané au sein du musée – centre d'art, au-delà de la présentation d'œuvres pérennes ou semi-pérennes.

Propositions d'actions concrètes

- Investir tous les espaces grâce à l'installation d'œuvres.
- Systématiser les visites d'expositions lors des privatisations d'espaces.
- Développer une ligne de produits dérivés du Capc et des artistes présentés.
- Proposer un volet archivistique dans la bibliothèque en lien avec certaines expositions.
- Valoriser les temps en chantier du musée (notamment la nef) par le biais de visites / rencontres avec les équipes pour parler des métiers du musée.

Mener une étude d'opportunité et de contraintes du bâtiment

Rendre la circulation dans le bâtiment plus facile, les activités plus lisibles, les différents espaces plus accessibles, tels sont les objectifs d'une étude d'opportunité et contraintes du bâtiment qui sera menée dès 2022. Aucune réhabilitation n'a été entreprise dans l'Entrepôt Lainé depuis la dernière phase de travaux achevée en 1990. L'enjeu sera d'étudier l'évolution de l'organisation des activités au sein du bâtiment pour en améliorer à la fois les conditions d'exploitation et les conditions de visite. Cette étude permettra d'identifier des améliorations pertinentes et soutenables de l'Entrepôt Lainé afin de répondre aux besoins des équipes des structures qui l'occupent (Capc, arc en rêve et Café du musée), des artistes et des visiteurs, tout en maintenant des conditions de production assurant la meilleure qualité possible de présentation des projets artistiques et culturels.



Projet structurant Création d'une signalétique intérieure et extérieure à l'échelle du bâtiment

La signalétique du Capc fait, depuis des années, l'objet de retours négatifs des visiteurs quant aux problèmes d'orientation dans le bâtiment, d'identification des espaces et du manque de lisibilité globale. Le parti pris de « minimalisme » et de l'austérité qui prédomine dans les choix adoptés lors de la rénovation du bâtiment par les architectes Denis Valode et Jean Pistre entre 1984 et 1990, doit aujourd'hui être remis en question afin de proposer une signalétique offrant un abord plus accueillant, lisible et inclusif. Cette signalétique devra être dessinée pour entrer en cohérence avec le lieu et surtout orienter, informer et identifier. Pour mener à bien ce chantier de refonte, il est apparu essentiel de travailler en synergie avec le centre d'architecture arc en rêve, avec qui le Capc partage l'usage de l'Entrepôt Lainé. Le bâtiment fera ainsi l'objet d'une signalétique commune conçue par l'agence Spassky Fischer, à travers la présence d'une police neutre offrant une alternative aux identités visuelles respectives des deux structures. L'ambition du projet est d'offrir une meilleure accessibilité du bâtiment et de garantir une « expérience visiteur » optimale tout au long de son parcours. Pour cela, la signalétique viendra au-devant du visiteur avec une intervention en façade pour permettre une identification immédiate des services et fonctions de l'établissement et de ses occupants. Elle communiquera les informations pratiques et le contenu de la programmation en cours. À l'intérieur, l'accueil disposera d'une signalétique dynamique sur écrans qui reprendra ces informations en les détaillant. Au cours de la visite, la signalétique directionnelle sur panneaux d'angle, sobre, discrète et précise viendra orienter les visiteurs et permettra une meilleure circulation dans le musée. Enfin, dans les espaces d'exposition, textes sur cimaise, cartels courts ou longs et QR codes avec compléments d'informations numériques offriront aux visiteurs toutes les clés pour qu'ils vivent une expérience muséale agréable et complète.

5.2 Le Capc hors-les-murs

Le musée demeure intimidant pour certaines personnes qui n'osent pas entrer dans ce lieu imposant. Dans ces conditions, il est essentiel d'aller au-devant de ces personnes, de les rencontrer au plus proche de leurs lieux de vie ou de travail pour leur faire découvrir les potentialités offertes par les musées. Le hors-les-murs possède ainsi un enjeu double : aller vers les publics qui ne se déplacent pas jusqu'au Capc pour créer une première rencontre ; et sortir les œuvres du musée pour les « désacraliser ». Il y a deux grandes catégories d'actions de présentation des œuvres hors-les-murs : la première est événementielle, qui propose des expositions dans des lieux souvent insolites ; la deuxième relève plus de la présence et de l'appropriation de l'œuvre dans un contexte social ou scolaire. Ces actions hors-les-murs ne sont pas le cœur de mission du Capc et doivent être envisagées avec prudence car elles sont chronophages pour l'équipe mais nous proposons de nous engager sur plusieurs actions de manière non systématique et toujours en lien avec des partenaires.



Takako Saito, Sound Dress N°1, 1999-2002 ; Do as You Like to N°1 et Do as You Like to N°2, 1982. Vue de l'exposition *Tout doit disparaître*. Un projet hors-murs du Capc, dans le cadre de Ressources, Saison Culturelle Bordeaux 2021. Photo : Frédéric Deval.

Propositions d'actions concrètes

- Proposer, à la faveur de partenariats construits, une exposition hors-les-murs dans une logique de coopération de territoire

Depuis une dizaine d'années, le Capc a proposé à intervalle régulier des expositions de sa collection en partenariat avec d'autres acteurs du champ patrimonial, culturel et social à l'échelle de la Ville. Les Saisons culturelles 2017 et 2019 ont mis à l'honneur deux figures majeures de la collection, Richard Long et Jean-Pierre Raynaud, à travers un parcours d'œuvres dans la ville ; et plus récemment le projet *Tout doit disparaître* a permis au public de découvrir en plein cœur de la pandémie des artistes de la collection dans huit vitrines commerciales du centre-ville de Bordeaux. Des projets plus légers à monter ont été également proposés au fil des ans, comme à la Bibliothèque Grand-Parc, avec la présentation d'œuvres de la collection en dialogue avec des œuvres d'artistes africains sélectionnées par l'association MC2a (Migrations Culturelles Aquitaine Afrique) ou encore en 2013 au Rocher de Palmer avec des œuvres sur le thème de la musique. Ces logiques de coopération à intervalle régulier et sans systématisme, qui se fondent sur la rencontre et la co-construction avec des partenaires locaux, seront privilégiées dans les années à venir, avec une attention particulière pendant les Saisons proposées tous les deux ans.

- Le hors-les-murs, un outil au service de la rencontre de l'art

Souvent, les institutions d'art contemporain considèrent le hors-les-murs comme l'occasion de grandes manifestations qui répliquent les formats normés et connus de l'exposition dans des espaces autres que muséaux. Si cette démarche peut avoir des vertus, l'équipe du Capc souhaite parallèlement penser des modes de manifestation du hors-les-murs plus expérimentaux et incarnés dans la vie associative, culturelle et événementielle existante. En développant la logique de partenariat et en identifiant des temps forts de la vie de la ville (Fête de la Musique par exemple), l'équipe du Capc pensera des extensions de la programmation artistique par des événements, des performances, des workshops, des balades commentées et autres, hors du Capc. Il s'agira également de penser à des interventions ponctuelles d'artistes dans le paysage urbain par le biais de formats dits « légers » comme par l'utilisation du son ou des supports d'affichages de la ville, des interventions qui mettent en avant du contenu mais permettent également d'agir comme des « phares » du Capc et attiser la curiosité et l'intérêt de passants.

5.3 Le Capc dématérialisé



Extrait de l'épisode 5 de la web série sur l'exposition Le Tour du jour en quatre-vingts mondes. Image : Sylvain Mavel.

La sphère digitale permet plus que jamais aux institutions comme le Capc d'exister en dehors d'elles-mêmes. L'attractivité du numérique, son aspect performant, ludique, démocratique, interactif, en fait un outil essentiel pour intéresser des publics diversifiés en particulier les jeunes pour lesquels, web et smartphones constituent les accès les plus immédiats pour s'informer et échanger. La volonté est donc ici de développer un écosystème numérique constitué d'un large panel d'outils offrant autant de portes d'accès au projet du Capc. La multiplication des supports permet de faire varier les registres d'adresse adaptés à des personnes et des publics différents. Par nature polyphoniques, les outils numériques permettent en effet de faire coexister une parole vivante et décadre avec une autre plus institutionnelle ou scientifique. Ils sont aussi l'espace privilégié pour restituer la diversité des voix et valoriser les personnes, les métiers et les projets souvent moins visibles qui participent pourtant activement à la vie du

Capc. Ces dispositifs dans leur diversité - site internet, réseaux sociaux, web-série, entretiens vidéo, archives, notices d'œuvres numériques - ont pour vocation tout à la fois d'augmenter l'expérience du visiteur, avant, pendant ou après sa visite ou de fonctionner de manière autonome pour une découverte à distance des contenus et des expositions. Il ne s'agit pas de se substituer à l'expérience irréductible de l'œuvre, mais de la prolonger grâce à une diversité de contenus ou d'en proposer d'autres permettant de découvrir le projet du Capc autrement.

Propositions d'actions concrètes

- Développer une à deux webséries par an sur des montages d'exposition, la restauration d'une œuvre, un projet collaboratif, ...

Le principe de la websérie permet de déployer un travail documentaire autour des activités du Capc tout en restant dans des formats de narration attractifs et adaptés à la sphère numérique. Il s'agit de donner accès aux coulisses du musée tout en offrant un éclairage sur les enjeux artistiques et humains d'un nouvel accrochage, d'une restauration d'œuvre ou encore d'un projet participatif d'éducation artistique et culturelle. L'usage de la vidéo permet ici de mettre en lumière des personnes et des séquences de travail au long cours le plus souvent invisibles dans la vie publique du Capc.

- Montrer les coulisses, avoir une approche métier

L'utilisation du numérique rend possible l'exploration du Capc tout en assurant la sécurité des œuvres et des collections. Grâce à une diversité de formats vidéo ou photo diffusés sur les réseaux sociaux, il s'agit de faire découvrir différents métiers peu connus ou invisibles et de donner la parole aux équipes qui œuvrent en coulisses à la conservation, la restauration, au montage d'exposition, aux archives ou à la sécurité. De cette manière, le choix est fait d'incarner le projet par une diversité de voix et de personnes habituellement dans l'ombre et de dévoiler ainsi les multiples strates, artistiques, techniques, scientifiques, culturelles et sociales qui participent à la fabrique du projet du Capc.

- Produire des teasers d'exposition attractifs

Pour chaque exposition, des montages vidéo courts, dynamiques et séduisants seront diffusés pour générer de l'attrait et de la curiosité sur les réseaux sociaux.

Associées à ce support attractif, d'autres capsules vidéo viendront poursuivre le teasing avec des entretiens flash d'artistes et de commissaires ou des instants volés durant le montage des expositions.

- Créer des espaces conviviaux au Capc pour prendre le temps de consulter des informations complémentaires numériques qui enrichissent la visite.
- Retrouver sur la chaîne YouTube du Capc toutes les rencontres et conférences de la programmation culturelle, montées et sous-titrées.

L'ensemble des rencontres et conférences programmées au Capc feront l'objet d'une captation vidéo avec plusieurs caméras et seront systématiquement mises en ligne sur la chaîne YouTube du Capc. Montées et sous-titrées, ces archives du présent pourront être consultées en ligne avec ou sans le son et seront ainsi accessibles à une audience large incluant les personnes sourdes, mais aussi s'adaptant aux nouveaux usages qui consistent à consulter les vidéos sans son sous-titrées dans les transports en commun, salles d'attente, etc.

- Rendre accessibles en ligne certaines archives qualifiées et des notices rédactionnelles sur les œuvres.

Autour de chacune des expositions, une documentation numérique sera proposée en ligne sur le site Internet ou sur la chaîne YouTube du Capc. Il sera possible de consulter des notices d'œuvres et d'avoir accès à des archives qualifiées liées au projet de l'exposition. Autant de documents qui permettent de prolonger la visite ou de découvrir l'exposition à distance.

Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux

Capc Musée de B



Eva Kofátková, *Sleeping Woman Going to Battle*, Meyer-Rieger. Photo: Lino Santo.

Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux

Capc Musée de B

Projet structurant Créer un nouveau site internet

Un site internet demeure aujourd'hui l'outil incontournable pour un musée en matière d'information et de communication. Il est la pierre angulaire de l'écosystème numérique, la vitrine virtuelle et le premier endroit où l'institution existe en dehors d'elle-même. Il est de ce fait, indispensable que ce dernier soit en phase avec les valeurs du projet engagé par le musée. Conçu il y a plus de dix ans, l'actuel site du Capc, par son design aride, son manque d'attractivité et son défaut d'ergonomie perd de l'audience et affaiblit l'e-réputation du Capc. La nécessité de sa refonte s'est imposée tant il apparaît fondamental que le site porte et incarne de manière fidèle les ambitions du Capc en termes de démocratisation, d'accessibilité, d'inclusion et d'ouverture à une plus grande diversité de personnes. Le chantier de ce nouveau site est le fruit d'une collaboration du Capc et de la Dgac (Direction générale des affaires culturelles) avec la Dgnsi (Direction générale numérique et systèmes d'information) de la Ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole pour la partie technique, et avec l'agence Spassky Fischer pour le design graphique. Le site sera ainsi mis en cohérence avec l'identité visuelle globale du Capc. Responsif, multimédia, souple et évolutif avec une interface dynamique et colorée, ce site porte l'ambition de pouvoir, en une image, permettre de comprendre ce qu'est le Capc et la variété de personnes à qui il s'adresse. Sa page d'accueil, centrée sur un système d'agenda, proposera d'entrer directement en contact avec l'actualité du Capc et la diversité de sa programmation. Son menu concis permettra ensuite à l'utilisateur de naviguer aisément pour découvrir la richesse des contenus artistiques, historiques, pédagogiques, scientifiques ou à valeur d'archives.

Eva Kofátková, *Mon corps n'est pas une île*, Capc, 2022. Photo: Aleksandra Vajd

11.02.22 – 29.05.22	Eva Kofátková
04.11.21 – 27.03.22	Le Club du Poisson-Lune
	Olu Ogunnaike
Jusqu'au 23.10.22	Le Tour du jour en quatre-vingts mondes

5.4 Le Capc avec son territoire

Le Capc est un service de proximité de la Ville de Bordeaux qui doit être parfaitement intégré à son environnement immédiat pour établir une meilleure relation entre les artistes, leurs œuvres, le territoire et ses habitants. Parfois perçu comme une citadelle impénétrable, sentiment décuplé par l'architecture même du bâtiment, le Capc doit dans les années à venir mieux s'ancrer dans son territoire, soutenir à son endroit l'écosystème artistique local, et développer les coproductions et collaborations avec un ensemble de partenaires du champ culturel, éducatif, social et économique. En parallèle, le Capc continue à développer ses réseaux et collaborations nationales et internationales qui lui assurent visibilité et rayonnement et qui par réciprocity permettent de nourrir l'écosystème local. Ce lien organique constant entre local, national et international crée à terme un cercle vertueux dans lequel le Capc nourrit ses relations territoriales avec des apports venus de l'extérieur et vice-versa.

Développer les liens et synergies avec l'écosystème de l'art contemporain bordelais

Le Capc tient à avoir une participation active dans les différents réseaux professionnels qui se sont constitués à Bordeaux et en région ces dernières années. Le Capc a renforcé son implication dans le nouveau réseau régional Astre en devenant, en 2020, membre du conseil d'administration. Ce réseau fédère depuis 2018 les trois anciens réseaux régionaux et, dans le prolongement du SODAVI, a signé le contrat de filière régional dans le domaine des arts visuels. Le Capc est également membre de l'association Bordeaux Art Contemporain (B.A.C.) qui fédère les institutions, galeries, associations et collectifs d'artistes en art contemporain. Ces instances offrent des occasions d'échanges, de rencontres mais aussi de projets communs comme le Week-end de l'art contemporain (Wac) organisé par B.A.C. ou les avancées en ce qui concerne la rémunération des artistes coordonnées par Astre.



Visite commentée de l'entrepôt Lainé, 2021. Photo : Frédéric Deval

Les liens et synergies se vivent aussi au quotidien avec les partenaires naturels du Capc que sont l'Ebabx, le Frac Nouvelle-Aquitaine Méca, la Fabrique Pola et ses membres. Ces liens sont amenés à se resserrer dans les années qui viennent avec par exemple une présence accrue des étudiants de l'Ebabx en stage sur les montages d'expositions, des workshops au Capc entre étudiants et artistes, des rencontres entre les artistes invités par le Capc et les étudiants, un chantier partagé sur la médiation avec le Frac-Méca, et une réflexion sur des événements communs à imaginer avec le Frac-Méca et la Fabrique Pola.

Développer des collaborations avec des partenaires des villes de la Métropole

Chaque projet au Capc doit pouvoir être l'opportunité d'un partenariat ou d'une collaboration sur le territoire avec un ensemble de structures et collectifs, pour certains issus du champ culturel au sens large (art, danse, musique, cinéma, etc.), pour d'autres plus éloignés et plus inattendus (yoga, balade urbaine, roller, ...) qui, tout en restant en cohérence avec le projet des artistes, permettent d'intéresser un autre public, dans une démarche de rencontre conviviale. Il s'agit dans le futur d'offrir aux artistes invités un outil de travail qu'est le Capc mais aussi un contexte de travail qu'est la ville, riche de forces vives ouvertes à la collaboration. La nouvelle résidence *Les Furtifs* est un vrai accélérateur de particules pour ces collaborations, à l'image de Mona Varichon qui a cocréé sa performance avec des élèves du Conservatoire de Bordeaux Jacques Thibault ou de Clémence de la Tour du Pin qui a créé un parfum avec le studio Les Olfactines et la Fondation Martell à Cognac. Quant à la programmation événementielle, elle développera cette logique partenariale qui mutualise les moyens, croise les publics et amplifie l'écho qui leur sont donnés.

Le Capc développe des liens avec des entreprises pour mener à bien des projets ambitieux, s'appuyant à la fois sur le partage d'expertises et de savoir-faire et également sur des mécénats financiers. Conscient de l'importance de s'associer aux entreprises pour faire sens commun sur un territoire riche de compétences et de

savoir-faire, le Capc continuera de construire des partenariats cohérents et riches avec le tissu économique.

Se positionner comme un pôle ressource de la communauté artistique du territoire

Le Capc est déjà un pôle ressource pour les artistes et chercheurs, la première des ressources étant bien sûr l'exposition et la programmation événementielle qui donne l'opportunité aux artistes et chercheurs du territoire de rencontrer des personnalités du monde de l'art, de se former sur les enjeux actuels de la création et d'échanger avec leurs pairs. La deuxième ressource est la bibliothèque du Capc, qui, riche de 40 000 ouvrages spécialisés, est la deuxième plus grande bibliothèque spécialisée (après la bibliothèque nationale de Paris) et qui accueille sur rendez-vous artistes, étudiants en école d'art et chercheurs (1 000 personnes en 2019). La troisième ressource existante est économique, dans la mesure où le Capc collabore avec des artistes du territoire pour ses ateliers de pratiques artistiques et pour ses montages d'exposition. Force est de constater que ces ressources sont peu connues, la bibliothèque par exemple est encore sans doute insuffisamment convoquée par les étudiants de l'Ebabx, un travail devra être fait pour une meilleure appropriation de cette ressource précieuse.

Propositions d'actions concrètes

- Améliorer la communication sur la ressource que constitue la bibliothèque, la rendre plus accessible
- Rendre accessible en ligne les ressources textuelles et audiovisuelles
- Opérer une veille sur la scène artistique locale pour les intégrer quand c'est cohérent à la programmation artistique
- Monter un chantier de réflexion sur la ressource que constituent les ateliers



Renforcer les logiques de réseaux nationaux et internationaux

Depuis sa création, le Capc est au cœur d'un réseau international qui s'est, au fil du temps, considérablement élargi et diversifié. Ces collaborations se manifestent sous des formes diverses et variées : des projets itinérants, des coproductions d'expositions, des coéditions, et un travail soutenu et renouvelé avec de nombreux artistes et commissaires étrangers invités à contribuer à la programmation. Dans la perspective d'une dynamique européenne et internationale, chaque exposition fait l'objet d'un partenariat spécifique avec d'autres institutions. Pour exemple, l'exposition *Permanente*, Caroline Achaintre (15.12.2020 à 23.05.2021) était l'étape finale d'un projet itinérant conçu en coopération avec Belvedere 21, Vienne (Autriche) ; le MO.CO. Panacée, Montpellier ; et la Fondazione Giuliani, Rome (Italie) ; l'exposition *Absalon Absalon* (24.06.2021 à 02.01.2022) est coproduite et organisée avec Institut Valencià d'Art Modern (IVAM) en Espagne ; l'exposition *Miettes*, Olu Ogunnaike (04.11.2021 à 27.03.2022) est organisée en lien avec Museum Folkwang d'Essen en Allemagne. L'inscription du Capc dans un réseau international structuré et transdisciplinaire est une vraie force de l'institution : elle participe pleinement d'un rayonnement international qui continue de faire la notoriété du lieu et lui permet de concevoir des expositions non seulement plus ambitieuses, mais aussi plus visibles, d'accueillir des plasticiens, performers ou des musiciens à la renommée internationale, de copublier des ouvrages de référence.

D'autre part, le Capc est engagé dans plusieurs réseaux professionnels. Le Capc est membre de DCA (réseau des centres d'arts contemporains en France), du conseil d'administration d'Astre (réseau arts plastiques et visuels en Nouvelle-Aquitaine), de BLA !, association nationale des professionnels de la médiation en art contemporain, de B.A.C. Bordeaux art contemporain. Cette mise en réseau est une façon de coopérer et d'interagir au service de la structuration du secteur des arts visuels et de la prise en compte des spécificités de vie et de travail de ses acteurs notamment les artistes. Chaque professionnel du Capc est au cœur d'un réseau de compétences et, à ce titre, est amené

à participer à des jurys de sélection, des comités d'experts, des séminaires professionnels, à intervenir pour faire part de son expérience et son expertise. Partages d'expériences, échange de bonnes pratiques, transfert de savoir-faire, cette vie en réseau est à la fois une précieuse modalité de veille et de mutualisation des expertises et aussi une manière de valoriser les compétences des agents du Capc.

Renforcer l'attractivité touristique

Le Capc est implanté dans une ville d'une très grande richesse historique, patrimoniale et culturelle qui s'est enrichie ces dernières années de nouveaux établissements comme le Frac-Méca, la Cité du Vin et les Bassins de Lumières qui, avec les monuments patrimoniaux et muséaux de la Ville, accueillent un public touristique important, notamment estival, avec plus de 6 millions de nuitées en 2019. Si le Capc reste le musée bordelais qui connaît la plus forte proportion de public international pendant la période estivale, force est de constater que sa fréquentation ne bénéficie pas assez de cette situation favorable, la destination « Bordeaux » étant plus marquée par une image liée à son histoire et à son patrimoine qu'à son lien avec la création et l'innovation. Si le Capc n'a pas en interne la capacité ni la vocation à porter des campagnes touristiques, et que toute opération doit se concevoir dans l'union des acteurs du tourisme, plusieurs pistes d'améliorations de notre attractivité sont envisagées.

Propositions d'actions concrètes

- Renforcer les liens avec l'Office du Tourisme pour mieux faire connaître les activités du Capc
- Proposer un rendez-vous aux acteurs du tourisme avant la haute saison pour mieux faire connaître l'offre
- Produire une vidéo promotionnelle grand public sur le Capc
- Produire avec les acteurs de la création que sont le Frac-Méca, la Fabrique Pola, mais également les œuvres de la commande Garonne, une plaquette de communication « Bordeaux et l'art contemporain »

6 - Le Capc, acteur des transformations sociétales et environnementales



Transition écologique, égalité femme/homme, diversité dans la programmation, soutien à l'économie locale et durable, l'idée est de questionner nos valeurs, nos systèmes de représentation et de fonctionnement pour créer de nouveaux schémas de pensée et d'action à l'aune des grands bouleversements sociétaux, sur fond de multi-crisis (crise de la représentation, crise démocratique, crise de l'institution, crise environnementale).

Comment proposer aux personnes fréquentant le musée une vision plus ouverte et diverse de la création artistique ? Comment favoriser l'égalité Femme/Homme dans tous nos moyens d'action ? Comment accueillir convenablement les personnes les plus vulnérables et les plus éloignées de l'art ? Comment développer une approche écoresponsable et véritablement mesurer notre impact climatique ? À quels endroits de l'institution, visibles et invisibles, les exigences d'inclusion et d'équité peuvent se porter ? Étant une régie directe, quels sont les moyens d'action du Capc ? Comment développer une démarche qui ne soit pas simplement cosmétique mais engage le Capc au quotidien de manière soutenable ? Comment le Capc se doit-il d'être exemplaire sur les grandes questions sociétales, développant une vision bienveillante, inclusive, égalitaire et ouverte ? Comment enfin se repense une structure culturelle dans un monde post-pandémie où l'art est une fenêtre sur le monde, engageant des démarches efficaces, exigeantes et pérennes, pour faire du Capc une institution capable de se remettre en question et de contribuer de manière intelligente aux enjeux à venir.

Le Capc ne pourra porter toutes ces questions seul, elles doivent s'envisager en accord avec les dispositions générales de la collectivité et en lien avec les services de la Dgac et les autres directions générales de la collectivité.



6.1 Toutes les diversités

L'institution culturelle a pour rôle de s'interroger sur ses capacités à inclure un public large dans le respect de la diversité. Ces questions plus que contemporaines sont au cœur des réflexions qui traversent le monde de l'art et plus généralement notre société actuellement. En fonction des lieux, des générations, des héritages, ce changement de paradigme est plus ou moins accepté et plus ou moins rapide. Pourtant ce changement se produit à tous les niveaux et doit se faire au-delà de la représentation pour s'inscrire dans les valeurs d'un établissement culturel. Il ne s'agira donc pas simplement pour le Capc d'inclure des personnes de différentes origines, de différents genres au sein de sa programmation artistique mais aussi de s'interroger sur comment une institution artistique peut œuvrer au respect de la diversité. C'est en ce sens que cette partie ne doit pas être comprise comme un axe mais comme un ensemble de valeurs qui infusent tout le programme scientifique et culturel.



Performance de Nicolas Faubert au Capc, 2021. Photo : Frédéric Deval

6.2 Accessibilité et convivialité vers une accessibilité universelle

Le Capc se doit d'être un espace accessible au plus grand nombre et notamment aux personnes handicapées physiques ou mentales. Cela revient notamment à se pencher sur des améliorations spatiales et l'aménagement d'infrastructures afin de mieux circuler dans le bâtiment pour le rendre plus accessible aux personnes handicapées physiques. L'autonomie des personnes à mobilité réduite est une priorité dans cette refonte de la circulation au sein du bâtiment. L'accessibilité se veut aussi plus grande dans les contenus proposés : créer des contenus plus lisibles ou adaptés à tous les publics, dans le but de permettre la compréhension du programme par tous et de participer à la rencontre avec l'art et l'artiste. Les différentes formes de handicaps demandent une attention singulière pour pouvoir répondre le plus précisément possible aux différents besoins avec respect et sans jamais stigmatiser.

Propositions d'actions concrètes

- **Amélioration de l'accueil des personnes à mobilité réduite**

L'objectif du musée est de se rendre plus accessible pour un meilleur accueil des personnes à mobilité réduite (PMR). En ce sens des améliorations du bâtiment sont à prévoir notamment des ascenseurs afin de permettre aux PMR de se déplacer en toute autonomie sans l'aide d'une personne de l'équipe du Capc. Ces travaux seront à prévoir dans les cinq années à venir.

- **Aménager des espaces de repos et de convivialité sur le parcours visiteur**

Pour permettre au Capc d'être un endroit où il est possible d'apprécier l'art dans le respect du rythme de chacun, il est essentiel de créer davantage d'espaces de repos et de convivialité qui favorisent la

découverte et l'approfondissement des expositions. Ce travail a déjà été entamé en proposant des espaces de médiation/repos qui prolongent l'exposition *Absalon Absalon* avec un espace dédié aux enfants où il leur est possible de réinventer des œuvres architecturales de l'artiste à partir de jeux de briques ou encore l'espace qui prolonge l'exposition *Le Tour du jour en quatre-vingts mondes* qui propose de revenir en vidéos sur l'exposition à travers des présentations en différentes langues notamment en Langue des signes française (LSF).

- **Réflexion globale pour adapter les outils aux handicaps**

Dans la continuité d'un espace repensé, il s'agit aussi de mieux adapter nos outils pour le respect des différents handicaps en proposant des supports de médiation

et de visites par exemple : des visites des expositions en LSF avec une guide en art contemporain sourde, des contenus en braille pour les personnes aveugles ou encore le sous-titrage systématique des contenus vidéos en ligne.

- **Développer une démarche Facile à lire et à comprendre (Falc)**

La démarche Falc permet de la manière la plus inclusive possible de favoriser l'accès aux contenus des expositions en proposant un vocabulaire adapté et accessible à tous. Au-delà de supports textuels que le Capc souhaite mettre en place, les discours et adresses tenus par les commissaires ou en général les équipes du Capc seront adaptés pour être compréhensibles par tous.

- **Démarrer les transformations et les démarches pour obtenir le label Tourisme & Handicap**

Tourisme&Handicap est une marque d'Etat attribuée aux établissements qui s'engagent dans une démarche de qualité ciblée sur l'accessibilité aux loisirs et aux vacances pour tous. Cette marque identifie les établissements répondant aux besoins spécifiques des touristes en situation de handicap qu'il soit auditif, mental, moteur ou visuel. La marque Tourisme & Handicap a défini des critères d'accessibilité et d'accueil pour garantir le tourisme à tous dans la plus grande

autonomie possible. Elle prend en compte, notamment, l'accès facilité aux bâtiments et aux prestations de l'établissement. Elle est également attentive à l'accueil personnalisé réservé aux touristes en termes d'attention et de bienveillance.

Un établissement labellisé, répondant donc à ces critères, est soumis à un contrôle régulier par des évaluateurs formés et spécialisés.

6.3 Amplifier la transition écologique et énergétique du Capc

Un grand musée français émet environ 9 000 tonnes de CO2 par an, ce qui est l'empreinte annuelle de 800 français. Cette statistique alarmante se doit impérativement de changer, pour tendre vers un concept de « Musée vert ». Si nombre de problématiques sont portées à l'échelle de la collectivité, en interne le Capc peut s'investir dans une logique de l'anti-gaspillage, en étudiant les filières recyclables et en s'appuyant sur une économie sociale, solidaire et circulaire pour tous les aspects de l'activité du musée, en s'interrogeant sur les aides à la visites payantes ou dématérialisées, en identifiant mieux les besoins en publication et leurs quantités. L'écoresponsabilité passe aussi par les bonnes pratiques au quotidien du personnel, avec une sensibilisation accrue aux problématiques environnementales et des formations sur des gestes à adopter pour mieux œuvrer dans notre travail avec sobriété, efficacité et résilience.

Le Capc a un véritable potentiel pour se faire un vecteur de transmission de valeurs culturelles et patrimoniales en cohérence avec sa transition écologique. Par le biais de la pédagogie, il s'agit d'éveiller les consciences et de donner à chacun les moyens et les outils pour agir, de penser de nouvelles formes de participation avec le public, de créer et de faire preuve d'impact positif dans tous les aspects de son fonctionnement.

Au-delà de la préservation évidente d'un patrimoine matériel et immatériel qui est un des rôles fondamentaux d'un Musée de France, l'idée est de questionner les valeurs et les systèmes traditionnels de fonctionnement pour créer de nouveaux schémas de pensée. Par le biais de cette sensibilisation formelle et informelle des visiteurs comme des agents, le Capc apparaît comme un facilitateur de partenariats et de collaborations intersectoriels, générateur d'inclusion sociale.

L'artiste et la création contemporaine restent au centre de la mission première et des préoccupations quotidiennes. Mais en proposant des démarches qui se situent dans l'innovation écologique et dans le storytelling intelligent, il s'agit de déplacer le curseur, de diversifier l'in-

formation et son accès, et ainsi de penser de nouvelles manières de raconter le Capc.

Propositions d'actions concrètes

- Élaborer pour chaque projet un cahier des charges global, comprenant le sourcing et le devenir des matériaux utilisés et son empreinte carbone, faire un feedback systématique sur chaque projet avec son bilan écologique
- Proposer des expérimentations de végétalisation du bâtiment dans une logique de renaturation, en amenant plus de vert sur les terrasses, le café, les ateliers, la façade, par exemple en phase 1 lors d'un workshop avec l'École du Paysage
- Créer un comité de suivi écologique avec des volontaires du personnel, qui se penchent sur les actions simples à mener auprès de l'équipe, du public et au sein des projets, pour avoir une approche engagée et exemplaire (réduction puis élimination du plastique à usage unique, tri des déchets, incitation à l'utilisation des mobilités douces, valorisation des partenariats avec des acteurs écoresponsables locaux...).

6.4 Le statut de l'artiste et sa juste rémunération

Le Capc est engagé depuis de nombreuses années (plus de dix ans) dans une démarche de rémunération des artistes sous forme d'honoraires et de droits d'auteur (incluant les droits de présentation publique, droits de reproduction et droits de représentation). Chaque exposition donne lieu à un contrat qui établit clairement ces droits. Le montant des honoraires a été revu à la hausse en 2020 à l'arrivée de la nouvelle direction, notamment pour les monographies dans la nef, projets qui mobilisent les artistes sur plusieurs mois. Les honoraires sont versés en direct aux artistes. Les droits d'auteurs, quant à eux, sont versés soit aux artistes eux-mêmes, soit aux sociétés de gestion des droits si l'artiste y est affilié. En cas de commercialisation de l'image de l'œuvre comme en cas de création de produits dérivés ou de produits d'édition, l'artiste reçoit une rémunération spécifique supplémentaire.

Par ailleurs, le ministère de la Culture a publié en décembre 2019 une recommandation pour instaurer un droit d'exposition au bénéfice des artistes lors de l'exposition de leurs œuvres, résultat d'une concertation des services (direction

générale du patrimoine et direction générale de la création artistique) avec les associations regroupant les fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) et avec les organismes de gestion collective, ainsi qu'avec les directions des musées et monuments nationaux. Par une note du 1er février 2020, cette recommandation est devenue une obligation pour les établissements soutenus par le ministère de la Culture. Il s'agit pour le ministère de la Culture d'organiser la perception par l'auteur de l'œuvre d'un droit à l'occasion de l'exposition en inscrivant ce droit dans le cadre plus large d'une reconnaissance matérielle du travail artistique au travers de sa rémunération.

Le ministère de la Culture instaure ainsi un minimum de rémunération s'appliquant à la présentation d'une œuvre d'artistes vivants lors d'expositions temporaires ou permanentes. Cette rémunération du droit d'exposition des artistes vivants s'intègre dans les obligations des établissements et des structures labellisées bénéficiant d'un soutien du ministère.



Olu Ogunnaiké et Cédric Fauq lors du montage de l'exposition Miettes, 2021.
Photo : Frédéric Deval



Epilogue

Ce Psc se fonde sur un diagnostic de l'activité du Capc et la prise en considération d'un contexte en profonde mutation auquel ce document tente de répondre. En renouvelant de manière profonde les modalités de relations entre les visiteurs, les habitants du territoire, les artistes et les œuvres présentées, le Capc ambitionne de devenir une institution de référence à l'échelle territoriale, nationale et internationale, un lieu ouvert, accueillant et en prise directe avec une création artistique bouillonnante, diversifiée et en lien avec les grands enjeux de notre époque.

Nous avons conçu ce Psc comme un outil évolutif, qui ne cessera de s'adapter aux mutations en cours. Associé à un plan d'action annuel, ce PSC constitue une véritable feuille de route pour les équipes, et donnera lieu à des évaluations périodiques associant l'ensemble de l'équipe. Dans sa volonté d'être un musée-laboratoire, il assume tout autant le droit à l'expérimentation, le droit d'oser mais aussi le droit à l'erreur. La dynamique de concertation et de dialogue enclenchée se prolongera et se développera dans la durée. Formalisée pendant la pandémie, la concertation n'a pas pu suffisamment se nourrir des apports extérieurs, c'est la raison pour laquelle nous inscrivons *L'Atelier des communs*, nouveau rendez-vous où les publics seront sollicités pour penser ensemble l'institution, comme un élément fort de ce Psc qui viendra le nourrir et l'abonder.

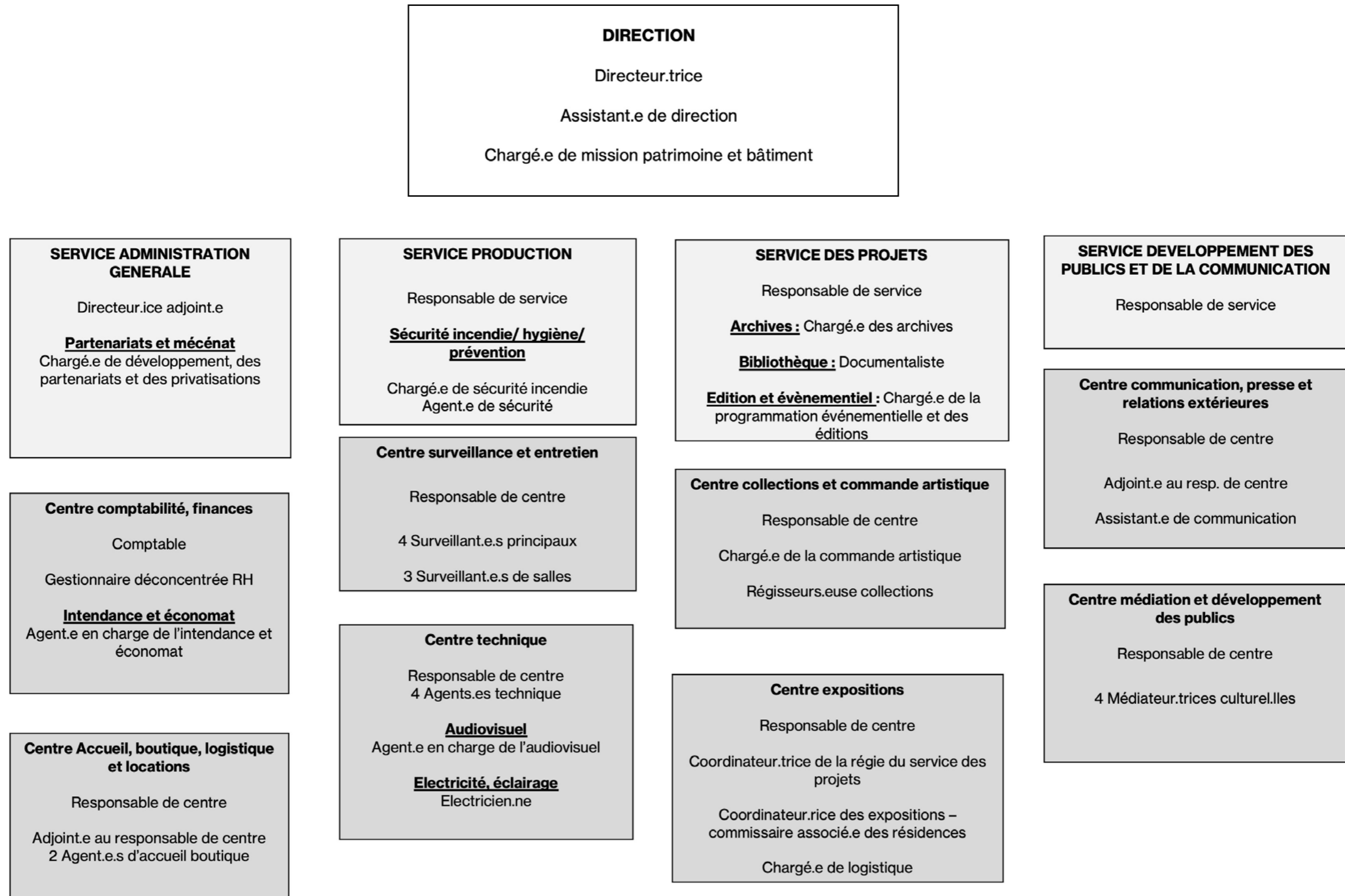
Ce Psc rend compte de notre ambition pour faire du Capc un lieu intensément ouvert, passionnément vivant, en constante évolution, capable de redéfinir ses méthodes pour se hisser à la hauteur des exigences de notre présent : une contemporanéité complexe, parfois anxiogène, mais également foisonnante, engagée et pleine de promesses, dont la création artistique ne cesse de rendre compte.



Annexes

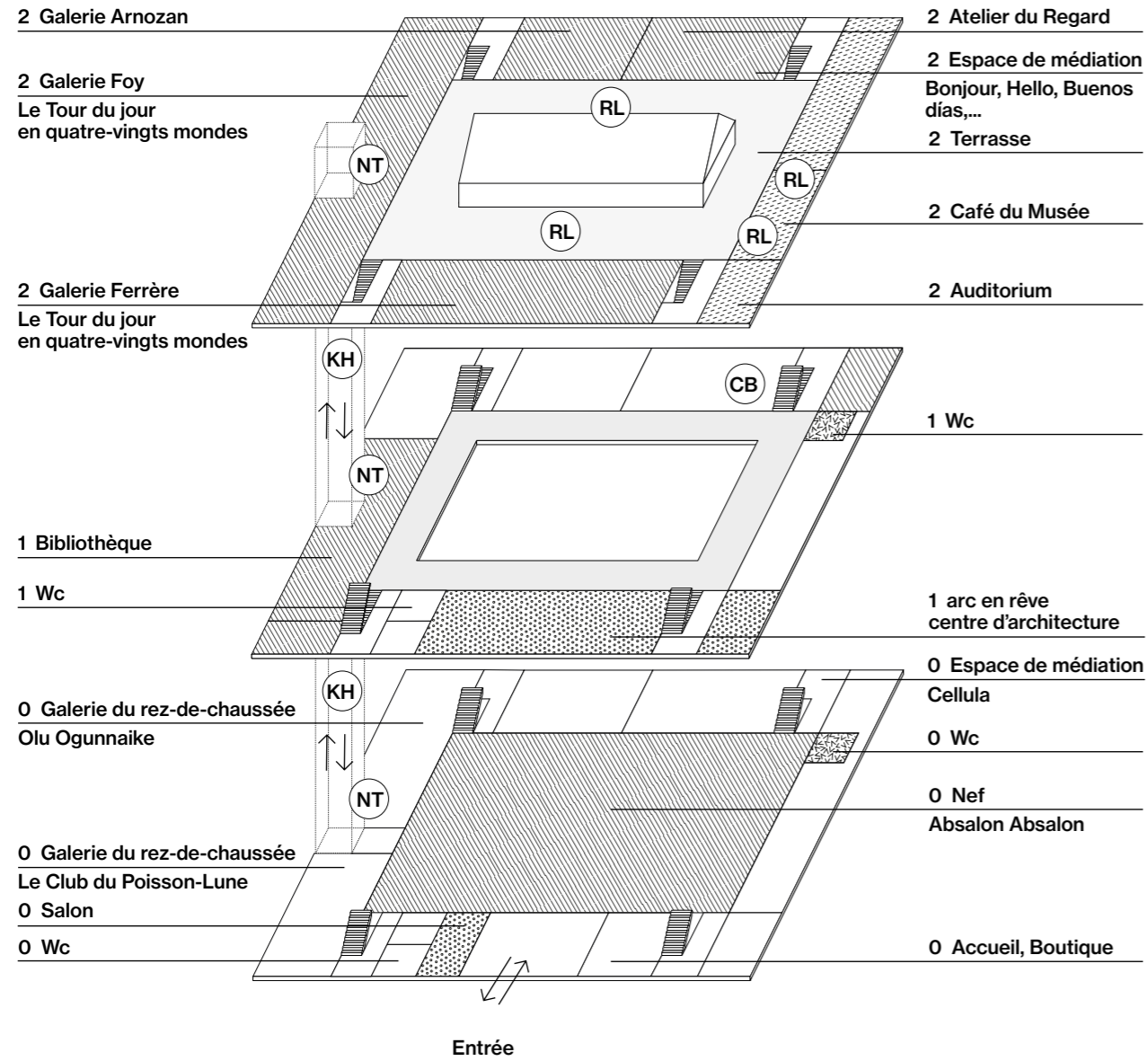
Organigramme	p.1
Plan du site	p.3
Plan de situation à l'échelle de la ville de Bordeaux	p.4

Organigramme



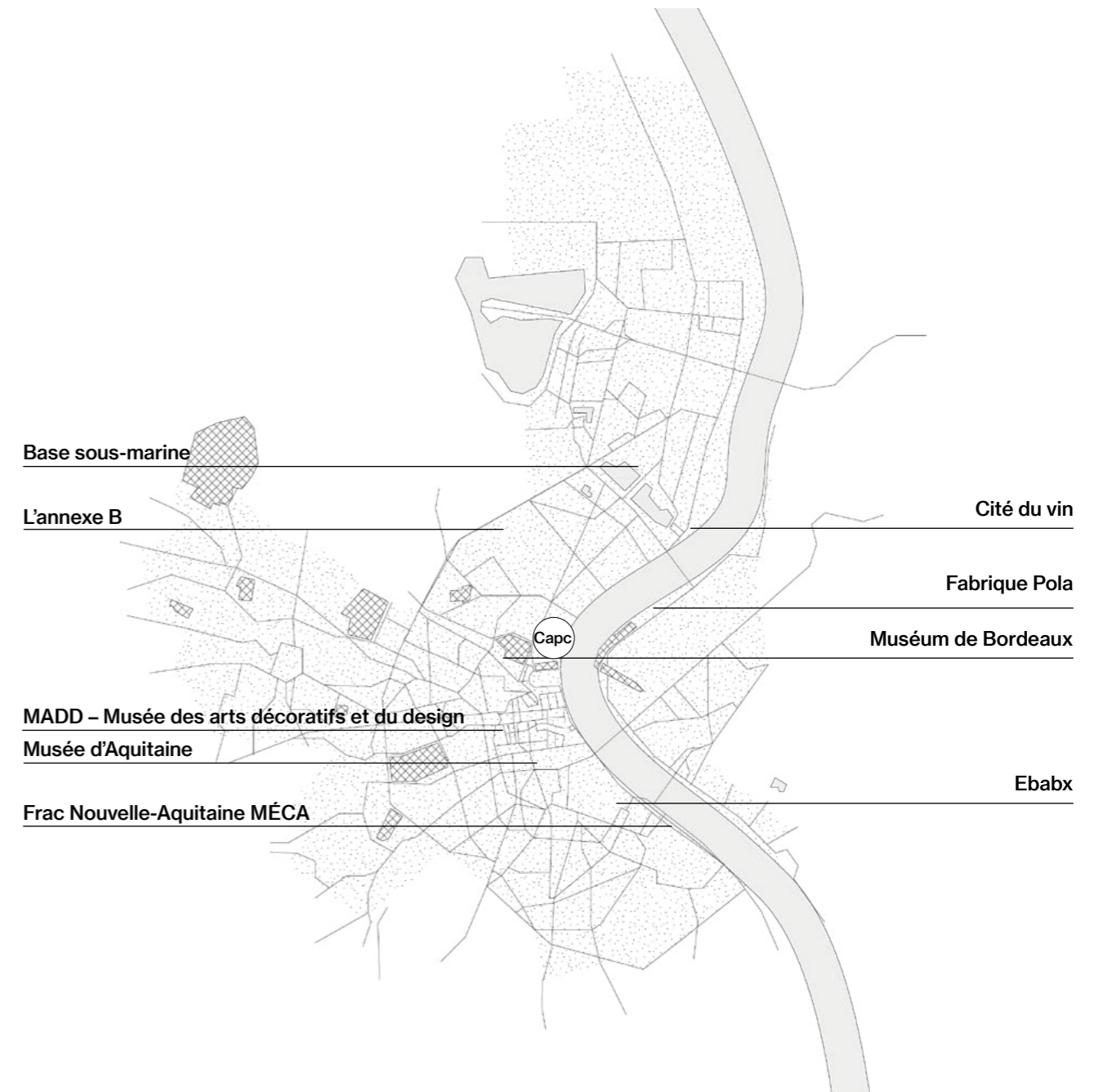
Plan du site

Plan



Œuvres in situ NT Niele Toroni, KH Keith Haring, CB Christian Boltanski, RL Richard Long

Plan de situation à l'échelle de la ville de Bordeaux



ANNEXE 2

Axes stratégiques	Objectifs opérationnels	Indicateurs
Accès pour tous à l'offre culturelle	Augmenter la fréquentation	Fréquentation totale
	Développer les actions d'éducation artistique et culturelle (EAC)	Nombre d'enfants et de jeunes ayant bénéficié d'une action EAC
		Volume d'heures consacré à l'EAC en faveur des enfants et des jeunes
		Nombre de structures bénéficiaires d'actions EAC
Soutien à la création artistique	Favoriser la création des œuvres	Nombre de commandes, acquisitions et productions aidées
	Accompagner le parcours professionnel des artistes	Nombre d'artistes soutenus pour la 1ère ou 2e fois dans la programmation
	Promouvoir l'emploi artistique	Part du budget consacrée à la rémunération artistique
Situation financière	Développer les ressources propres	Taux de ressources propres
	Maîtriser les charges fixes	Evolution des charges fixes

Indicateurs spécifiques CAC

Axes stratégiques	Objectifs opérationnels	Indicateurs
Soutien à la scène française	Encourager la représentation des artistes de la scène française	Part des artistes de la scène française dans l'accès à la programmation dont les œuvres ont été exposées
		Part des artistes de la scène française dans l'accès à la programmation dont les œuvres ont été produites

Modes de calcul
Nombre total de visiteurs
Nombre d'enfants et de jeunes ayant bénéficié d'une action EAC - dont "temps scolaire" et "hors temps scolaire"
Nombre d'enfants et de jeunes ayant bénéficié d'une action EAC x nombre d'heures de transmission - dont "temps scolaire" et "hors temps scolaire"
Nombre de structures bénéficiaires d'actions EAC - dont jeune public - dont publics du champ social
<u>FRAC</u> : Nombre de commandes et d'acquisitions d'œuvres d'art réalisées auprès d'artistes <u>CAC</u> : Nombre de commandes et de productions d'œuvres d'art réalisées auprès d'artistes
Nombre d'artistes soutenus pour la 1ère ou 2e fois dans la programmation de la structure (exposition, résidence, production, édition)
<u>FRAC</u> : [Montant des acquisitions et des commandes réalisées auprès d'artistes + Montant des acquisitions et des commandes réalisées auprès des galeries x 50 %] / Budget global <u>FRAC et CAC</u> : [Montant des honoraires + montant des cessions de droit + montant des droits de présentation publique versés aux artistes] / Budget global
Ressources propres (recettes hors subventions) / ressources totales (%)
(Montant des charges fixes de l'année N - montant des charges fixes de l'année N-1) / montant des charges fixes de l'année N-1

Modes de calcul
Nombre d'artistes de la scène française exposés/ nbre total d'artistes exposés (monographies)
Nombre d'artistes de la scène française produits / nombre total d'artistes produits

Annexe 3

CAPC
Budgets prévisionnels pour les actions 2022-2026

	2022	2023 <i>50 ans du Capc</i>	2024	2025	2026
DEPENSES FONCTIONNEMENT	1 022 000,00 €	1 172 000,00 €	1 042 000,00 €	1 077 000,00 €	1 097 000,00 €
Programmation artistique	646 000,00 €	742 000,00 €	660 000,00 €	685 000,00 €	685 000,00 €
dont Expositions et productions	540 000,00 €	600 000,00 €	540 000,00 €	560 000,00 €	560 000,00 €
dont Résidence Les furtifs	25 000,00 €	25 000,00 €	25 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
dont Editions	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
dont Événementiel	25 000,00 €	50 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
dont Collection	27 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €
dont Bibliothèque	7 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
dont Archives	7 000,00 €	12 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €
Education artistique et culturelle	30 000,00 €	40 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €	40 000,00 €
Action culturelle et médiation	65 000,00 €	75 000,00 €	65 000,00 €	65 000,00 €	70 000,00 €
Communication	65 000,00 €	80 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	75 000,00 €
Technique et fonctionnement du bâtiment	131 000,00 €	130 000,00 €	112 000,00 €	122 000,00 €	122 000,00 €
Administration et fonctionnement général	25 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	35 000,00 €
Boutique	60 000,00 €	75 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €	70 000,00 €
RECETTES	1 022 000,00 €	1 172 000,00 €	1 042 000,00 €	1 077 000,00 €	1 097 000,00 €
Budget Ville de bordeaux	672 000,00 €	672 000,00 €	672 000,00 €	672 000,00 €	672 000,00 €
dont budget primitif	522 000,00 €	522 000,00 €	522 000,00 €	522 000,00 €	522 000,00 €
dont reversement recettes ville de bordeaux	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €
Subventions et aides au fonctionnement	100 000,00 €	120 000,00 €	120 000,00 €	140 000,00 €	140 000,00 €
dont Subvention DRAC - Label CACIN - CPO	100 000,00 €	120 000,00 €	120 000,00 €	140 000,00 €	140 000,00 €
Subventions et aides dédiées à projet	24 500,00 €	30 000,00 €	30 000,00 €	35 000,00 €	35 000,00 €
dont Subvention DRAC - Projets de médiation	4 500,00 €	10 000,00 €	10 000,00 €	15 000,00 €	15 000,00 €
dont Subvention musée de France - Projets de médiation	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
Mécénats et partenariats, appels à projets	75 500,00 €	200 000,00 €	70 000,00 €	80 000,00 €	100 000,00 €
Convention de mécénat Wilmers	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €	150 000,00 €



MINISTÈRE
DE LA CULTURE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Plan de lutte contre les violences et le harcèlement sexistes et sexuels dans le spectacle vivant

SPECTACLE
VIVANT

25 NOVEMBRE 2021

Extension du plan de lutte contre les VHSS dans le spectacle vivant

Dès 2017 — Des dispositifs pour lutter contre les Violences et le Harcèlement Sexistes et Sexuels (VHSS) dans les services et établissements du ministère

- Formations
- Sensibilisation
- Prévention
- Cellule d'écoute pour faciliter les signalements et leur traitement

Sous l'impulsion de Roselyne Bachelot-Narquin: conditionnement des aides déjà en place au Centre National de la **Cinématographie** (CNC), mise en place par le Centre National de la **Musique** (CNM) du conditionnement des aides qu'ils versent aux structures à des mesures de prévention et de traitement des VHSS.

En janvier 2021 — Annonce de l'extension, fin 2021, du plan de lutte contre les VHSS dans le **spectacle vivant**.

Dispositifs existants pour les opérateurs nationaux du spectacle vivant relevant du ministère de la Culture.

- Depuis 2018 mise en place:
 - D'une **cellule d'écoute Allosexism** pour faciliter les signalements et leur traitement.
 - D'un **réseau de référents dans les services et établissements publics**
- Depuis 2019, sous l'impulsion de Franck Riester, des actions de formation mises en œuvre à la faveur d'un marché interministériel piloté par les ministères sociaux, accessible à tous les agents du ministère et de ses établissements publics ainsi que les étudiants de l'enseignement supérieur culture en bénéficient.
- En 2021, lancement une **formation de recueil à la parole sensible** pour le réseau de référents (opérée par Allodiscrim), diffusion de **fiches-réflexes** pour guider les établissements dans l'identification, la qualification et le traitement des VHSS.

Champ d'application du plan pour le spectacle vivant

Sont concernées toutes les structures subventionnées par le ministère de la Culture :

- Structures labellisées par le ministère (ex : scènes nationales, CDN, CCN, CDCN, CNAREP, etc.)
- Festivals soutenus par le ministère (sera inclus dans la nouvelle politique du ministère de la Culture en faveur des festivals)
- Autres lieux non labellisés régulièrement soutenus par le ministère
- Équipes et ensembles artistiques

À partir de janvier 2022, le ministère de la Culture conditionnera le versement de ses subventions au respect de 5 engagements

- 1 — Être en conformité avec les obligations du code du travail en matière de santé, de sécurité et de harcèlement sexuel
- 2 — Créer un dispositif interne de signalement efficace et traiter chaque signalement reçu
- 3 — Former dès 2022 la direction, les encadrants, la DRH et les personnes désignées référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS
- 4 — Sensibiliser formellement les équipes et organiser la prévention des risques
- 5 — Engager un suivi et une évaluation des actions en matière de VHSS

ENGAGEMENT 1

Respecter les obligations du code du travail en matière de prévention et de lutte contre les VHSS

- Les obligations légales qui s'imposent aux employeurs en matière de prévention et de lutte contre les VHSS sont fixées par le Code du travail (article L. 1153-5 1°, L. 2314-1 et L. 2315-32).
- *L'employeur prend toutes dispositions nécessaires en vue de prévenir les faits de harcèlement sexuel, d'y mettre un terme et de les sanctionner.*
- Ces obligations visent à prévenir les risques, y mettre un terme lorsqu'ils se déroulent et sanctionner :
 - Une obligation d'information des personnels : « dans les lieux de travail ainsi que dans les locaux ou à la porte des locaux où se fait l'embauche, les personnels sont informés par tout moyen du texte de l'article 222-33 du code pénal ainsi que des actions contentieuses civiles et pénales ouvertes en matière de harcèlement sexuel et des coordonnées des autorités et services compétents » (article L. 1153-5).
 - La désignation obligatoire d'une personne référente en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes au sein du comité social et économique (CSE), pour une durée qui prend fin avec celle du mandat des membres élus du comité (article L. 2314-1).
 - La désignation en plus d'une personne référente chargée d'orienter, d'informer et d'accompagner les salariés en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et les agissements sexistes dans toutes les entreprises employant au moins 250 salariés (article L. 1153-5-1 du code du travail).

ENGAGEMENT 2

Former la direction, les encadrants, la Direction des ressources humaines et les personnes désignées référentes

Les représentants légaux des structures concernées par le plan s'engagent, en 2022, à suivre une formation sur la prévention des violences sexistes et sexuelles ayant afin :

- D'identifier ce qui est légalement considéré comme relevant du harcèlement ou des violences sexistes et sexuelles
- De connaître les obligations des employeurs en matière de VHSS et l'ensemble des actions à mener s'ils sont témoins ou sont alertés sur des comportements pouvant relever des VHSS
- D'intégrer dans leurs plans de formation, les formations ad hoc à destination de leurs équipes d'encadrants, leur service RH et l'ensemble des personnes désignées référentes en charge du sujet.

ENGAGEMENT 3

Sensibiliser les équipes et organiser la prévention des risques

- Former et sensibiliser l'ensemble des salariés permanents de la structure au moyen d'une formation tous les 2 ans.
- Mettre en place un réseau des référentes et référents sur ces questions, à qui s'adresser pour des informations et conseils à disposition des salariés et des encadrants.
- Mettre à disposition des documents d'information sur les VHSS, informer les personnels de l'existence de la cellule d'écoute et d'alerte à leur disposition.
- Afficher des risques encourus en cas d'infraction (dans les espaces communs, les studios, les loges...).
- Procéder à l'information et à la sensibilisation des salariés non permanents, par exemple en joignant au règlement intérieur, au contrat de travail ou à la fiche de paye une information sur la prévention du harcèlement et des violences à caractère sexuel.
- Mettre en place, en cas de production artistique pouvant utiliser le nu ou des situations à caractère sexuel, un plan de prévention spécifique avec une personne référente pour suivre la production et conseiller les équipes, de la conception jusqu'aux représentations.

ENGAGEMENT 4

Créer un dispositif interne de signalement et traiter systématiquement chaque signalement

- Créer et faire connaître une procédure de signalement interne à disposition de toute personne témoin ou victime de violence sexiste ou sexuelle.
- Assurer la protection de la personne ayant signalé les faits.
- Assurer la protection des témoins éventuels.
- Recevoir, écouter et accompagner les personnes qui signalent des faits susceptibles d'être qualifiés de VHSS.
- Systématiser les comptes rendus écrits.
- Mener ou faire mener une enquête interne (par le CSE, l'inspection du travail, etc.).
- Informer la personne plaignante de ses droits ou des outils à sa disposition afin qu'elle puisse, si elle le souhaite, engager des démarches judiciaires et le cas échéant l'accompagner dans ces démarches.
- Engager, le cas échéant, une procédure disciplinaire à l'encontre de la personne responsable des faits.
- Dans le cas d'un établissement public, informer le procureur de la République au titre de l'article 40 du code de procédure pénale en cas de connaissance de faits qui pourraient s'apparenter à un délit ou à un crime.

ENGAGEMENT 5

Engager un suivi et une évaluation des actions

- Afin de vérifier l'impact des mesures présentées dans le présent plan, la structure s'engage à réaliser un diagnostic annuel de son niveau de sécurisation en matière de VHSS.
- Ce diagnostic pourra intégrer un questionnaire anonyme diffusé aux équipes des structures concernées.
- Ce diagnostic sera un critère évalué par les services du ministère de la Culture pour l'obtention d'aides ultérieures. En cas de non-respect des engagements identifié au moment de l'évaluation, la structure sera destinataire d'un courrier de mise en demeure de se conformer à ses engagements, point de départ d'une phase d'accompagnement.
- L'obtention de nouvelles aides ne pourra intervenir qu'après mise en conformité de la structure.

Le ministère accompagne les professionnels dans la mise en œuvre de leurs actions

Existant et pérennisé

En juin 2020, le ministère de la Culture a contribué à la mise en place et soutient fortement la cellule d'écoute psychologique et juridique opérée par Audiens (01 87 20 30 90 / violences-sexuelles-culture@audiens.org)

DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2017, LES CELLULES ALLODISCRIM ET ALLOSEXISM ONT ÉTÉ MISES EN PLACE ET ASSURENT UN ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE ET PSYCHOLOGIQUE POUR LES AGENTS DES SERVICES CENTRAUX ET DÉCONCENTRÉS DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE SES OPÉRATEURS AINSI QUE POUR LES ÉLÈVES DES ÉCOLES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR CULTURE.

Nouveau

- Afin de faciliter les actions de formation et de sensibilisation, le ministère de la Culture a accompagné l'AFDAS dans le développement d'une offre de formation « clé en main » destinée aux :
 - Structures de la culture et des industries créatives

- Intermittents du spectacle et de l'audiovisuel
- Artistes auteurs

- 4 parcours adaptés aux différents objectifs professionnels ont ainsi été conçus et seront proposés, avec une prise en charge financière facilitée par l'AFDAS (opérateur de compétences (OPCO) des secteurs de la culture, des industries créatives, des médias, de la communication, des télécommunications, du sport, du tourisme, des loisirs et du divertissement), à compter du **6 décembre 2021** :

Parcours 1 — « Acquérir les fondamentaux en matière de VHSS »

Parcours 2 — « Contribuer au déploiement des mesures de lutte contre les VHSS dans son organisation et auprès de ses collègues »

Parcours 3 — « Mettre en place un plan d'action et évaluer ses effets au sein de sa structure »

Parcours 4 — « Être ambassadeur-référent VHSS de sa structure ».

Modalités du conditionnement

1 — Comment les labels et structures conventionnées vont-ils s'engager ?

Un avenant intégrera les cinq engagements prévus dans les conventions pluriannuelles d'objectifs en cours. Pour les conventions pluriannuelles d'objectifs à venir, les cinq engagements seront intégrés.

2 — Comment le conditionnement sera traité dans les appels d'offres ?

Comme pour les aides publiques versées par le CNC et le CNM, le respect des cinq engagements sera intégré aux conditions pour candidater.

Pour la constitution de son dossier de candidature, la structure devra fournir certains documents attestant du respect des engagements (ex : existence d'un référent VHSS, actions de formation, etc.).

Quelles conséquences en cas de non-respect des engagements ?

En cas de non-respect des engagements identifié au moment de l'évaluation, la structure sera destinataire d'un courrier de mise en demeure de se conformer à ses engagements, point de départ de la phase d'accompagnement qui s'ouvrira alors pour aider la structure dans sa mise en conformité.

L'obtention de nouvelles aides ne pourra intervenir qu'après mise en conformité de la structure.



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

D-2022/187

CAPC musée d'art contemporain de Bordeaux. Edition et contrat de diffusion de catalogues. Tarifs. Autorisations.

Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

11/Le Capc musée d'art contemporain de Bordeaux a présenté du 4 novembre 2021 au 26 mars 2022 *Miettes* la première exposition monographique en France de l'artiste Olu Ogunnaïke. Olu Ogunnaïke travaille la matière bois sous toutes ses formes : de la sciure au charbon en passant par la résine. Il travaille aussi les mémoires que le bois contient. La manipulation du bois l'amène à se poser la question de l'origine de la matière dont il fait usage, de ses racines, ainsi que des gestes et outils qu'il emploie.

Une exposition de l'artiste a été également présentée au Museum Folkwang d'Essen du 25 novembre 2021 au 9 janvier 2022.

A l'occasion de cette première exposition française, et de l'exposition en Allemagne, les deux premières expositions muséales de l'artiste, le Capc musée d'art contemporain de Bordeaux et le Museum Folkwang collaborent afin d'éditionner un catalogue des travaux de l'artiste. Complété d'un essai critique et d'une interview de l'artiste, l'ouvrage revient sur les modes opératoires et la démarche d'Olu Ogunnaïke. Le livre offre également un riche panorama visuel des deux expositions d'Olu Ogunnaïke, respectivement intitulées *Miettes* au Capc musée d'art contemporain de Bordeaux, et *I'd Rather Stand* au Musée Folkwang d'Essen.

Parallèlement, l'œuvre *You Are Here* d'Olu Ogunnaïke sera montrée jusqu'à fin septembre 2022 à l'entrée du Capc afin de faire la promotion conjointe de cette publication et de l'entrée d'une œuvre de l'artiste dans la collection du Capc grâce à un don de l'association des Amis du Capc.

Caractéristiques du livre :

- Direction éditoriale : Anna Fricke et Cédric Fauq
- Langues : ouvrage trilingue français-anglais-allemand
- Tirage : 750 exemplaires
- Parution : au plus tard le 31 décembre 2022
- Prix de vente public : 23 € TTC
- Diffusion / distribution : Presses du Réel

Répartition des ouvrages :

- Nombre d'exemplaires pour le Museum Folkwang Essen : 200
- Nombre d'exemplaires pour le Capc musée d'art contemporain de Bordeaux : 550, répartis comme suit :
 - Les Presses du Réel (vente diffuseur) : 200
 - Vente Boutique Capc : 50
 - Dons et échanges divers Capc : 300

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- procéder à cette édition
- appliquer ces tarifs
- à signer la convention de coédition de ce catalogue avec ma ville d'Essen
- à signer la convention de diffusion de ce catalogue avec Les Presses du Réel.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

CONTRAT DE COEDITION
Catalogue sur l'artiste Olu Ogunnaïke
CO-PUBLICATION CONTRACT
Catalogue about Olu Ogunnaïke

ENTRE LES SOUSSIGNÉES,

La Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain, domiciliée en l'Hôtel de Ville, Place Pey Berland, Bordeaux Cedex, représentée par son Maire Monsieur Pierre Hurmic, habilité aux fins des présentes par délibération D-2021/34 du Conseil Municipal en date du 26 janvier 2021 reçue en Préfecture le 10 février 2021, Ci-après dénommée « Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain »

D'UNE PART

et

La Ville d'Essen Musée Folkwang, sis Museumsplatz 1, 45128 Essen, représentée par son Maire Thomas Kufen représenté par Thomas Grimm, Directeur Administratif, ci-après dénommé « Museum Folkwang »

Et ci-après dénommées collectivement les parties ou « la coédition »,

D'AUTRE PART,

BETWEEN THE UNDERSIGNED:

The City of Bordeaux, on behalf of the Capc Musée d'art contemporain represented by its Mayor, Pierre Hurmic, duly authorized for the purposes hereof by decision of the Municipal Council D-2021/34 dated of January 26, 2021 received by the Prefecture of Gironde on February 10, 2021

Hereinafter referred to as "City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain"

ON THE ONE HAND,

and

Stadt Essen, vertreten durch den Oberbürgermeister, Museum Folkwang, Museumsplatz 1, 45128 Essen

hereinafter referred to as "Museum Folkwang"

represented by the City of Essen and his Mayor, Thomas Kufen on behalf of Thomas Grimm, Head of administration

ON THE OTHER.

PREAMBULE

Le Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux présente du 4 novembre 2021 au 26 mars 2022 *Miettes* la première exposition monographique en France de l'artiste Olu Ogunnaïke. Olu Ogunnaïke travaille la matière bois sous toutes ses formes : de la sciure au charbon en passant par la résine. Il travaille aussi les mémoires que le bois contient. La manipulation du bois l'amène à se poser la question de l'origine de la matière dont il fait usage, de ses racines, ainsi que des gestes et outils qu'il emploie.

Une exposition de l'artiste a été également présentée au Museum Folkwang d'Essen du 25 Novembre 2021 au 9 janvier 2022. A l'occasion de cette première exposition française, et de l'exposition en Allemagne, les deux premières expositions muséales de l'artiste, le Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux et le Museum Folkwang collaborent afin d'éditer un catalogue, ci-après nommé « l'ouvrage ». Complété d'un essai critique et d'une interview de l'artiste, l'ouvrage revient sur les modes opératoires et la démarche de l'artiste. Le livre offre également un riche panorama visuel des deux expositions d'Olu Ogunnaïke, respectivement intitulées *Miettes* au Capc musée d'art contemporain de Bordeaux, et *...I'd Rather Stand* au Musée Folkwang d'Essen.

Ceci ayant été exposé, il est arrêté et convenu ce qui suit :

PREAMBLE

From November 4, 2021, to March 26, 2022 the Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux Bordeaux presents Crumbs the first museum solo exhibition in France of artist Olu Ogunnaïke.

Olu Ogunnaïke works with wood as a material in all its forms: from sawdust to charcoal along with resin. He also exhumes the memories stored within wood. The manipulation of wood leads him to raise questions of the origin of the material he uses, as well as that of the gestures and tools he employs.

An exhibition of the artist has been presented at Museum Folkwang of Essen on November 25, 2021 to January 9, 2022. On the occasion of this first French exhibition, and the German exhibition, the two first museum shows of the artist, the Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux and the Museum Folkwang are collaborating to publish a catalogue hereinafter referred to as "the publication". Supplemented by a critical essay and an interview of the artist, the book provides a review of the methods used by the artist. The book offers also a large visual documentation of the practice of Olu Ogunnaïke.

The following has thus been agreed:

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre des deux expositions présentées en France et en Allemagne, la Ville de bordeaux - Capc Musée d'art contemporain et le Museum Folkwang ont décidé de coéditer un catalogue concernant l'artiste Olu Ogunnaïke, ci-après dénommé « l'ouvrage ». Le présent contrat vise à organiser les rapports entre les parties dans le cadre de leurs interventions respectives à l'occasion de cette coédition et de sa diffusion.

ARTICLE 1 - PURPOSE OF THE AGREEMENT

In the context of the two exhibitions presented in France and in Germany, the City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain and the Museum Folkwang have taken the decision to co-publish a catalogue about Olu Ogunnaïke hereinafter referred to as "the publication." The purpose of this agreement is to govern the relations between the two contractors in the framework of their respective contributions to this co-publication and its diffusion.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE

Résumé et fiche technique de l'ouvrage

- Direction éditoriale : Anna Fricke et Cédric Fauq
- Textes : Cédric Fauq, Anna Fricke, Olu Ogunnaïke
- Coéditeurs : Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux et Museum Folkwang
- Distributeurs : Les Presses du réel
- Langues : ouvrage trilingue français-anglais-allemand
- Nombre de pages : 128 pages (maximum)
- Format : 21+ 29,7 cm (portrait)
- Graphisme : Espace Ness
- Tirage : 750 exemplaires
- Parution : au plus tard le 31 décembre 2022

Couverture

- format : 42 x 29,7 cm
- dos carré cousu collé

Papiers

- SplendorLux 100g
- Ambert Reprint 60g
- Alchemy Silver 300g

Nombre d'exemplaires : 750

Prix de vente public : 23 € TTC

ARTICLE 2 - CHARACTERISTICS OF THE PUBLICATION

Publication summary and specifications

- *Editorial director: Anne Fricke and Cédric Fauq*
- *Texts: Cédric Fauq, Anne Fricke, Olu Ogunnaïke*
- *Co-publishers: Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux and Museum Folkwang*
- *Distributors: Presses du réel*
- *Languages: French-English-German trilingual publication*
- *Number of pages: 128 pages (maximum)*
- *Dimensions: 21 x 29.7 cm (portrait)*
- *Graphic design: Espace Ness*
- *Print run: 750 copies*
- *Publication date: no later than December 31, 2022*

Cover

- *dimensions: 42 x 29,7 cm*
- *flat back binding glued and sewn*

Paper

- *SplendorLux 100g*
- *Ambert Reprint 60g*
- *Alchemy Silver 300g*

Number of copies: 750

Public sales price: € 23 incl. tax

ARTICLE 3 - PRESENTATION DE L'OUVRAGE ET COPYRIGHT

Les deux parties se sont mises d'accord pour qu'apparaissent :

- en page de titre à l'intérieur du livre : les logos du Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux et de Museum Folkwang
- en page d'achèvement d'imprimerie/colophon : les numéros ISBN du Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux et de Museum Folkwang ainsi que le logo de la Ville de Bordeaux, les logos des distributeurs et partenaires institutionnels

- en quatrième de couverture : le numéro d'ISBN de Capc ainsi que son code-barre,
- les logos de Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux et de Museum Folkwang, le prix du livre
- sur le dos du livre (tranche) : les mentions des deux coéditeurs sous la forme la plus adaptée qui aura été convenu avec le graphiste.

Les copyrights sont :

- © Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux
- © Museum Folkwang

ARTICLE 3 - PUBLICATION PRESENTATION AND COPYRIGHT

The two parties have agreed that the following will be included:

- *on the title page inside the book: the logos of the Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux and Museum Folkwang;*
- *on the colophon page: the ISBNs assigned to Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux and Museum Folkwang as well as the logo of the City of Bordeaux, the logos of the distributors and institutional partners*
- *on the back cover: the Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux ISBN number and barcode, the logos of the Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux and Museum Folkwang, the price of the book*
- *on the back of the book (spine): the logos of the co-publishers in the most suitable form that will have been agreed with the graphic designer.*

The copyrights are:

- © Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux
- © Museum Folkwang

ARTICLE 4 - REPARTITION DES ROLES POUR LA REALISATION DE L'OUVRAGE

4-1 Obligations de la Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain

La Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain assure :

- la direction éditoriale en collaboration avec le Museum Folkwang
- la coordination éditoriale
- la prise en charge de l'impression partagée avec le Museum Wolkwang
- la supervision de l'impression (calibrage, veille technique)
- la prise en charge du graphisme
- la prise en charge des traductions de l'anglais vers le français et vice versa
- la prise en charge des relectures et corrections en français et anglais
- la prise en charge des droits de reproduction photographique des œuvres de l'artiste Olu Ogunnaïke pour l'exposition en France
- la gestion des droits d'auteurs pour les visuels de l'artiste Olu Ogunnaïke pour l'exposition en France
- les tâches administratives annexes (communication, envois, courriers, ...) pour la promotion du livre
- la supervision de la diffusion
- la prise en charge de la livraison du livre pour la France et l'Angleterre
- la validation finale du BAT

4-2 Obligations de Museum Folkwang

Le Museum Folkwang assure :

- la direction éditoriale en collaboration avec la Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain
- la prise en charge de l'impression partagée avec la ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain
- la prise en charge des traductions de l'anglais vers l'allemand et vice versa
- la prise en charge des relectures et corrections en allemand
- la prise en charge des droits de reproduction photographique des œuvres de l'artiste Olu Ogunnaïke pour l'exposition en Allemagne

- les tâches administratives annexes (communication, envois, courriers, ...) pour la promotion du livre
- la prise en charge de la livraison pour l'Allemagne
- la validation finale du BAT

Avec l'accord de l'imprimeur, les coûts d'impression feront l'objet d'une facturation bipartite, une adressée à Museum Wolkwang à hauteur de 4000 € (taxes comprises) une couvrant le reste du coût d'impression adressée à la Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain.

ARTICLE 4 - DISTRIBUTION OF ROLES FOR THE PRODUCTION OF THE PUBLICATION

4-1 Obligations of City Of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain

City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain will handle

- *editorial direction in collaboration with Museum Folkwang*
- *the editorial coordination*
- *the financial responsibility of the printing shared with Museum Folkwang*
- *the supervision of the printing (calibration, technical monitoring)*
- *the financial responsibility of the graphic design*
- *the financial responsibility of translations from English to French and vice versa*
- *the financial responsibility of proofreadings and editing in French and English*
- *the financial responsibility of photo reproduction rights of works by Olu Ogunnaike for the French exhibition*
- *the management rights for the images of the artist Olu Ogunnaike for the French exhibition*
- *ancillary administrative tasks (communication, mailings, letters, etc.) for the promotion of the book*
- *the supervision of the distribution of the book*
- *the financial responsibility of the publication delivery to France and the United-Kingdom*
- *final approval of the BAT*

4-2 Obligations of Museum Folkwang

Museum Folkwang will handle

- *editorial direction in collaboration with the City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain the financial responsibility of the printing shared with City of Bordeaux- Capc Musée d'art contemporain*
- *the financial responsibility of translations from English to German and vice versa*
- *the financial responsibility of proofreadings and editing in German*
- *the financial responsibility of photo reproduction rights of works by Olu Ogunnaike for the German exhibition*
- *the management rights for the images of the artist Olu Ogunnaike for the German exhibition*
- *ancillary administrative tasks (communication, mailings, letters, etc.) for the promotion of the book*
- *the financial responsibility of the publication delivery to Germany*
- *final approval of the BAT*

With the agreement of the printer, the printing costs will be invoiced to two parties, one addressed to Museum Wolkwang up to 4000 € (including Taxes) one covering the rest of the cost of print addressed to City of Bordeaux

ARTICLE 5 - CONDITIONS DE COMMERCIALISATION ET DE DIFFUSION

5-1 Pour la Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain

Distribution : les Presses du réel 35 rue Colson F-21000 Dijon

Il est précisé que la Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain pourra vendre les catalogues à l'accueil Boutique du Capc sis 7, rue Ferrère à 33000 Bordeaux et en encaisser les ventes pour son compte.

La Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain percevra également la part éditeur des ventes réalisées dans le cadre du contrat de diffusion conclu entre La Ville de Bordeaux et les Presses du réel.

5-2 Pour Museum Folkwang

Il est précisé que le Museum Folkwang pourra vendre les catalogues à l'accueil Boutique du Museum Folkwang et encaisser les ventes pour son compte.

ARTICLE 5 - MARKETING AND DISTRIBUTION CONDITIONS

5-1 For City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain

Distribution: Les Presses du Réel 35 rue Colson F-21000 Dijon

It is specified that the City of Bordeaux Capc Musée d'art contemporain will be permitted to sell the catalogues in the gift shop at the Capc, located at 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux, and retain the proceeds from the sales.

The City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain will also recover the publisher's share of the sales made by Les Presses du Réel

5-2 For Museum Folkwang

It is specified that the Museum Folkwang will be permitted to sell the catalogues in the gift shop at the Museum Folkwang and retain the proceeds from the sales.

ARTICLE 6 - PARTICIPATION FINANCIERE

6.1 La Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain participe au financement de l'ouvrage par un apport financier de 12 700 € TTC (DOUZE MILLE SEPT CENTS EUROS TTC) soit 73,8% du total des apports financiers.

En contrepartie, La Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain de Bordeaux recevra **550** exemplaires de la publication.

6.2 Museum Folkwang participe au financement de l'ouvrage par un apport financier de 4 500 € TTC (QUATRE MILLE CINQ CENTS EUROS) soit 26,2% du total des apports financiers.

En contrepartie, Museum Folkwang recevra **200** exemplaires de la publication.

ARTICLE 6 - FINANCIAL INVESTMENT

6.1 *The City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain will provide a financial contribution totaling € 12 700 incl. tax (TWELVE THOUSAND AND SEVEN HUNDRED EUROS INCL. TAX) towards the production of the publication (i.e. 74% of the total of financial contributions)*

*In return, the City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain will receive **550** copies of the publication.*

6.2 *Museum Folkwang will provide a financial contribution totaling € 4.500,00 EUR incl. tax (FOUR THOUSAND AND FIVE HUNDRED EUROS INCL. TAX) towards the production of the publication (i.e. 26% of the total of financial contributions)*

*In return, Museum Folkwang will receive **200** copies of the publication.*

ARTICLE 7 - REPARTITION DES DONS

La Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain, prendra en charge l'ensemble des dons auprès de son réseau et de l'ensemble des contributeurs liés à l'exposition française selon les

règles de la répartition habituelle et ceux liés à la production du livre, et pour ces derniers, selon une juste réparation définie avec le Folkwang Museum.

Le Museum Folkwang prendra en charge l'ensemble des dons auprès de son réseau et de l'ensemble des contributeurs liés à l'exposition allemande et ceux liés à la production du livre, et pour ces derniers, selon une juste réparation définie avec la Ville de Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain.

ARTICLE 7 - DISTRIBUTION OF DONATIONS

The City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain will take charge of all donations to its network and all contributors linked to the French exhibition according to the rules of the usual distribution and those related to the production of the book, and for the latter, according to fair compensation defined with the Folkwang Museum.

The Museum Folkwang will cover all donations to its network and all contributors linked to the German exhibition and those linked to the production of the book, and for the latter, according to fair compensation defined with the City of Bordeaux - Capc Musée d'art contemporain.

ARTICLE 8 – DUREE

La présente convention est valable pour toute la durée de l'exploitation de l'ouvrage.

ARTICLE 8 - DURATION

This agreement is valid for the entire operating life of the publication.

ARTICLE 9 - REEDITION

Pour toute réédition de l'ouvrage, les deux Parties s'assureront de leur mutuel accord.

ARTICLE 9- RE-ISSUE

The two Parties will ensure their mutual agreement for any re-issue of the publication.

ARTICLE 10 – RESILIATION

Dans le cas où l'une des deux parties ne pourrait plus assumer ses missions, objets de la présente convention, elle disposera d'un délai de 30 jours avant la date de parution de l'ouvrage pour prévenir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Ainsi la partie non défaillante se réserve le droit d'annuler le paiement de ses engagements financiers tels que définis en article 6 et de réclamer à la partie défaillante des dommages et intérêts dont le montant est fixé au double des sommes engagées par la partie non défaillante.

ARTICLE 10- TERMINATION

In the event that either of the two parties is no longer able to fulfill the duties incumbent upon them as established in this agreement, it will have up to 30 days prior to the publication date to provide notice to the other party by registered mail with delivery confirmation.

The non-defaulting party thus reserves the right to cancel the payment of its financial commitments as defined in Article 6 and claim damages from the defaulting party amounting to twice the sum agreed by the non-defaulting party.

ARTICLE 11 – CONTENTIEUX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Le présent contrat est régi par la loi française et la version française faisant foi.

Les parties contractantes conviennent de mettre en œuvre tous les moyens dont elles disposent

pour résoudre de façon amiable tout litige qui pourrait survenir de l'appréciation ou de l'interprétation de la présente convention.

Si toutefois tel différend ne pouvait faire l'objet d'une conciliation entre les parties, il sera soumis aux tribunaux de Bordeaux compétents.

ARTICLE 11 - DISPUTES - CHOICE OF LAW

This contract is governed by French law and the French version is authoritative.

The parties contracting herein agree to use all the means at their disposal to reach an amicable resolution of any dispute that may arise involving the appraisal or interpretation of this agreement.

However, if the parties are unable to reach an agreement to resolve such dispute, it will be settled before the competent courts of Bordeaux.

ARTICLE 12 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et leurs suites, les parties font élection de domicile en leurs sièges sociaux et/ou demeures respectives.

ARTICLE 12 - ELECTION OF DOMICILE

For purposes of the execution and consequences hereof, the parties elect domicile at their respective headquarters and/or residences.

Fait à Bordeaux, le 9 mars 2022, en 2 exemplaires originaux,

Done at Bordeaux, on March 9 2022, in 2 original copies,

Po/ La Ville d'Essen
Le Maire Thomas Kufen
Représenté par
Thomas Grimm
Directeur administratif

Po/ la Ville de Bordeaux

L'Adjoint au Maire, Monsieur Bernard Blanc
Maire-adjoint du quartier Chartrons, Grand Parc,
Jardin public ; Conseiller municipal délégué auprès
de Claudine Bichet pour le budget et les audits
financiers

*PP/ the City of Essen,
The Mayor Thomas Kufen
On behalf of
Thomas Grimm
Head of administration*

PP/ the City of Bordeaux

*The Deputy Mayor, Deputy Mayor of
the Chartrons district, Grand Parc, Public Garden;
Municipal councilor delegated to Claudine Bichet
for the budget and financial audits*

CONTRAT DE DIFFUSION / DISTRIBUTION

Entre
La Ville de Bordeaux,
domiciliée en l'Hôtel de Ville, Place Pey Berland, Bordeaux Cedex,
Représentée par son Maire Monsieur Pierre Hurmic, habilité aux fins des présentes par
délibération D-2021/34 du Conseil Municipal en date du 26 janvier 2021 reçue en Préfecture le
10 février 2021,
Ci-après dénommée « Ville de Bordeaux – Capc Musée »
d'une part,

et
Les presses du réel
35 rue Colson
21 000 Dijon
représentées par Raphaël Brobst
ci-dessous dénommé le Diffuseur
d'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

L'Editeur s'engage par les présentes à confier en exclusivité* au Diffuseur qui accepte, d'effectuer la représentation commerciale, la promotion, la vente et la distribution d'un ouvrage consacré à Olu Ogunnaike (ISBN en cours), à paraître en 2022, en France, Suisse, Belgique et Luxembourg, et dans le reste du monde par l'intermédiaire d'Idea Books, le tout suivant les termes et conditions mentionnés aux présentes. Les projets de collaboration avec d'autres partenaires pour la distribution internationale feront l'objet d'une annexe au présent contrat.

* Le Diffuseur autorise l'Editeur à vendre l'ouvrage sur place, uniquement à l'accueil/boutique du CAPC musée d'art contemporain et à en faire la promotion sur le site internet du CAPC et de la Ville de Bordeaux.

Le présent contrat a pour but de fixer les conditions et modalités de la collaboration des parties.

Article 2 : Obligations générales du Diffuseur

Le Diffuseur reconnaît que les travaux et services qu'il sera appelé à rendre aux termes du présent contrat consistent à :

2.1 - Recevoir, enregistrer, envoyer dans les meilleurs délais et suivre jusqu'à leur exécution complète les commandes qui proviennent des clients.

2.2 - Prendre en charge la gestion des stocks portant sur les marchandises confiées par l'Editeur.

2.3 - Communiquer à l'Editeur sur demande, dans un délai d'un mois, toute information concernant les titres en stock.

2.4 - Établir le 31 janvier de chaque année un inventaire physique complet des stocks de l'Editeur en dépôt, et un arrêté des ventes le 31 décembre. Un écart de 2 % par titre entre le nombre théorique d'ouvrages et le nombre d'exemplaires constaté lors de l'inventaire est considéré comme acceptable.

2.5 - Communiquer à l'Editeur au cours du semestre qui suit celui pour lequel ils sont compilés, les renseignements commerciaux suivants :

- nombre d'exemplaires vendus par titre
- montant en prix public hors taxes des ouvrages vendus par titre
- montant facturé hors taxes des ouvrages vendus par titre

Le Diffuseur assure la commercialisation et la promotion de l'ouvrage suivant ses propres méthodes concernant notamment la prise des commandes, la facturation des librairies, la fixation des conditions de revente et les livraisons à la clientèle.

Le Diffuseur assure lui-même le référencement de l'ouvrage sur Dilicom ainsi que sur Amazon.fr via Cyber-scribe.

Article 3 : Obligations générales de l'Editeur

L'Editeur s'engage à transmettre tous documents et informations sur l'ouvrage (textes, résumés en français et en anglais, descriptions matérielles, mentions de responsabilité, visuels) nécessaires au référencement bibliographique et à la mise en place de la diffusion (bases de données professionnelles, médias spécialisés, site internet et catalogue du Diffuseur, liste de diffusion), dans les délais nécessaires à ces démarches.

L'Editeur consent à laisser le distributeur libre de reproduire et de publier tout élément fourni par ses soins ou contenu dans l'ouvrage en vue de leur diffusion.

L'Editeur s'engage à attribuer un ISBN à chaque ouvrage, qui devra figurer en 4e de couverture (imprimé directement sur l'ouvrage ou à défaut sur une étiquette), ainsi que le prix public TTC, le code-barre et le code EAN. L'Editeur s'engage à mentionner le nom du Diffuseur sur l'ouvrage ouvrage, suivi de l'adresse de son site Internet (www.lespressesdureel.com).

L'Editeur s'engage à mentionner le nom du Diffuseur, accompagné de l'adresse de son site Internet, sur tous les supports de promotion de l'ouvrage.

L'Editeur informe Electre de la distribution de l'ouvrage par le Diffuseur et procède lui-même au référencement de tous ses ouvrages. Il assure ensuite le suivi des informations de disponibilité sur Electre.

Article 4 : Livraison des stocks

Les marchandises qui doivent être stockées par le Diffuseur seront livrées au 35 rue Colson - 21 000 Dijon. Les frais d'expédition et de retour éventuel sont à la charge de l'Editeur.

Le Diffuseur définira les quantités d'ouvrages à être stockées par ses soins, tant pour la livraison initiale que pour les réassorts. Il est convenu d'un premier 1er dépôt d'un maximum de 300 exemplaires, avec possibles réassorts ultérieurs.

Le Diffuseur décline toute responsabilité quant à l'éventuel mauvais état des ouvrages reçus, du fait de mauvaises conditions d'emballage ou de transport. Le constat pourra en être fait soit à la réception des colis soit à l'ouverture de ceux-ci, dans un délai maximum de 1 mois.

Toute livraison devra être accompagnée d'un bordereau de livraison en double exemplaire indiquant les titres et leurs quantités.

Le Diffuseur pourra se charger dans certains cas de l'envoi d'un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage en service de presse et en exemplaires de démonstration à l'attention des libraires (exemplaires marqués au tampon et non destinés à la revente), dans les quantités convenues avec l'Editeur.

Le Diffuseur enverra trois exemplaires de chaque Ouvrage à Idea Books en service de presse, à l'usage des différents représentants.

Le Diffuseur pourra expédier annuellement à l'Editeur, aux frais de ce dernier et à l'adresse indiquée par lui, les stocks d'ouvrages retournés abîmés par la clientèle au Diffuseur dans le cadre de la faculté de retour régie par les règles de la profession. Le quota annuel d'ouvrages abîmés est estimé à 10 %.

Article 5 : Assurances et renonciations à recours

L'Editeur s'engage à faire assurer ses stocks. Ainsi, en cas de sinistre (incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux, vols et tout cas de force majeure), le Diffuseur ne pourra être tenu pour responsable des exemplaires détériorés, détruits ou disparus.

Le Diffuseur n'est pas responsable des avaries dues au vieillissement des ouvrages ou des dommages occasionnés par les différentes manipulations, notamment par les opérations de retour.

En conséquence :

- L'Editeur renonce par principe à tout recours contre le Diffuseur en cas d'un sinistre quelconque de nature à affecter les quantités et/ou valeurs du stock.

- L'Editeur s'engage envers le Diffuseur à souscrire à ses seuls frais auprès de l'assureur de son choix une police d'assurance destinée à garantir le coût de la reconstitution de stock pour tous les événements susceptibles d'en affecter la quantité et/ou la valeur.

- La police d'assurance souscrite par l'Editeur devra couvrir également les conséquences économiques et commerciales susceptibles de résulter de toute destruction totale ou partielle du stock ainsi que d'une façon générale l'ensemble des dommages immatériels.

- L'Editeur appréciera lui-même le montant des capitaux à garantir à ces divers titres.

Article 6 : Garanties

L'Editeur déclare que l'ouvrage distribué en application du contrat ont fait l'objet de contrats écrits avec le ou les auteurs et les ayant droits.

L'Editeur déclare avoir effectué les formalités du dépôt légal.

En conséquence, L'Editeur garantit le Diffuseur contre toute poursuite résultant de la violation, de la législation relative au caractère illicite, outrageant ou diffamatoire de l'ouvrage distribué ainsi que des catalogues et matériels qu'il livre.

Le Diffuseur ne sera pas responsable du non-respect de ces garanties par l'Editeur. Ce dernier s'engage à rembourser au Diffuseur toute somme que celui-ci serait mis dans l'obligation de déboursier.

Article 7 : Prix

Conformément à l'article 1 de la loi n°81,766 du 10 août 1981, l'Editeur communique le prix de vente public TTC de l'ouvrage librement fixé par ses soins.

Article 8 : Rémunération

Le Diffuseur devra verser semestriellement à l'Editeur le prix des ouvrages vendus et livrés par ses soins aux clients (à l'exception des comptes non acquittés), déduction faite d'une remise de 60 % calculée sur le prix public hors taxe (comprenant les remises accordées au clients et tous frais engagés par le Diffuseur pour la mise en œuvre de la diffusion et de la distribution telle que définie à l'article 2), s'étant prévalu de son droit de retour.

La diffusion et la distribution des ouvrages à l'étranger dans les pays non francophones est assurée par l'intermédiaire d'Idea Books. Le Diffuseur établira un relevé des ventes spécifique et reversera le prix des ouvrages vendus, déduction faite d'une remise de 67,80 % calculée sur le prix public hors taxe (comprenant la remise accordée à Idea Books et la commission revenant au Diffuseur), s'étant prévalu de son droit de retour.

Chaque fin de semestre le Diffuseur adressera un relevé à l'Editeur (établi conformément à l'article 2.5) lui permettant d'établir sa facture, payable dans le mois suivant le semestre des ventes correspondantes.

Article 9 : Responsabilité des comptes

En vertu de l'article 8, le Distributeur assume l'entière responsabilité des comptes à recevoir pour la vente de l'ouvrage de l'Editeur. Les ouvertures de comptes, les limites de crédit et les fermetures de comptes des clients sont sous son entière responsabilité.

Les conditions commerciales (remises, possibilités de retour, délais de règlement) sont fixées par le Diffuseur, qui se réserve le droit de refuser de servir certains libraires mauvais payeurs.

Article 10 : Durée du contrat

Le présent contrat, conclu pour une période d'un an, prendra effet à la date de la signature.

Il se renouvellera automatiquement à moins que l'une des deux parties n'ait indiqué son intention de ne pas le renouveler par l'envoi d'un avis écrit adressé sous pli recommandé à l'autre partie, six mois au moins avant la date de renouvellement.

Article 11 : Dispositions de fin de contrat

En cas de non renouvellement du présent contrat, l'Editeur devra prendre toute disposition pour ne plus avoir d'ouvrages ou de collections en stock à la fin de la période contractuelle.

Les démarches relatives aux modifications des mentions de diffusion et de distribution dans les bases de données bibliographiques professionnelles seront à la charge de l'Editeur.

Le Diffuseur s'engage à créditer pendant les trois mois qui suivent la fin du contrat les retours en provenance de la clientèle.

A l'expiration du contrat, le Diffuseur aura trois mois pour produire un dernier relevé des ventes, en y intégrant d'une part les retours déjà enregistrés, et d'autre part les prévisions raisonnables de retours susceptibles d'intervenir.

Le Diffuseur devra expédier aux frais de l'Editeur et à l'adresse indiquée par ce dernier les ouvrages en stock lui appartenant.

Article 12 : Attribution de juridiction

Si l'une ou l'autre des parties ne remplit pas quelconque des obligations mentionnées aux présentes et ne remédie pas à son défaut dans un délai de soixante jours par un avis écrit à cet effet, l'autre partie pourra, à son gré, résilier le présent contrat par l'envoi d'un simple avis écrit, sans encourir aucune responsabilité pour rupture de contrat.

Toute contestation pouvant naître à l'occasion du contrat sera de la compétence des tribunaux de Dijon.

Fait à Dijon, le 11 mars 2022.

Pour la Ville de Bordeaux
P/O Le Maire
Monsieur Dimitri Boutleux
Adjoint en charge de la création et des expressions
culturelles

Le Diffuseur



D-2022/188

Musée des beaux-arts. Labellisation de l'exposition Rosa Bonheur. Exposition d'intérêt national 2022. Subvention. Convention. Autorisation. Signature.

Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Par courrier du 1^{er} mars 2022, la Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine a confirmé l'attribution à la Ville de Bordeaux du label « exposition d'intérêt national » pour l'exposition *Rosa Bonheur (1822-1899), le regard animal* présentée au musée des Beaux-arts de Bordeaux du 18 mai au 18 septembre 2022.

La convention définit les conditions du partenariat conclu entre l'État-Ministère de la Culture et la Ville de Bordeaux en arrêtant les obligations respectives des deux parties liées à l'obtention de ce label.

Parmi les engagements de l'État, il est convenu que la Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine attribuera une subvention de 25 000 euros au musée des Beaux-arts de la Ville de Bordeaux au titre de l'exercice 2022 pour l'exposition susmentionnée.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Accepter la subvention de 25 000 euros ;
- Signer la convention d'attribution du label d'exposition d'intérêt national 2022 et tous les documents afférents.

ADOPTE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Mme GARCIA

Dans la délégation de Monsieur Dimitri BOUTLEUX, délibération 188 : Musée des Beaux-arts – Labellisation de l'exposition Rosa Bonheur – Exposition d'intérêt national 2022 – Subvention – Convention.

M. LE MAIRE

Dimitri BOUTLEUX.

M. BOUTLEUX

Dans cette délibération, vous trouverez tous les détails de la convention qui attribue 25 000 euros de la part de la DRAC au Musée des Beaux-arts et définit les conditions de ce partenariat autour de cette exposition labellisée d'intérêt national en partenariat avec le musée d'Orsay. Je me réjouis, bien évidemment, de voir le public de retour au Musée, et j'encourage les Bordelaises et les Bordelais à pousser les portes de l'ensemble de nos musées, les musées bordelais et les équipes qui les animent proposent des expositions d'une remarquable qualité.

Rosa Bonheur fut une femme exceptionnelle, une artiste qui a porté le nom de Bordeaux jusqu'à l'autre bout du monde par son talent, sa personnalité et sa passion dévorante pour le vivant.

Pour votre information, après 15 jours d'ouverture, du 17 mai au 2 juin, l'exposition Rosa bonheur a déjà reçu près de 8 000 visiteurs payants apportés par une presse très enthousiaste. À titre de comparaison, sur les 15 premiers jours des dernières expositions au Musée des Beaux-arts, en juin 2021, Absolutely bizarre était dans un contexte de reprise où là, on était sur 590 visiteurs, c'est très faible à comparer aux... je vous annonce, presque 8 000. La passion de liberté en juin 2019 c'était 2056, et Suzanne Lafont en novembre 2018, 1 039. Donc, on est sur une très bonne lancée, et je vous encourage tous vivement à aller visiter le musée pour voir cette exposition superbe.

M. LE MAIRE

Oui. Je me joins à ce que dit Dimitri, c'est une exposition magnifique qui connaît vraiment un très gros succès. J'allais dire le succès qu'elle mérite, pour ceux qui ne l'ont pas encore vue, allez-y en courant. Elle est exceptionnelle.

Philippe POUTOU.

M. POUTOU

Juste une question par rapport à ce que dit Dimitri BOUTLEUX, les 8 000 entrées pour l'exposition, est-ce que vous savez la proportion de Bordelais métropolitains ? Parce qu'il y a eu beaucoup de publicité, cela a été bien médiatisé (France Inter, Télérama et compagnie), on peut supposer que beaucoup de gens viennent de loin pour cette exposition.

M. LE MAIRE

C'est une bonne question.

M. BOUTLEUX

On agrège un certain nombre de données à l'accueil pour pouvoir justement savoir d'où proviennent nos publics, c'est très importants. Mais oui, on enregistre toutes ces données. Entrées Métropolitains, non Métropolitains. On vous les donnera plus tard, je ne les ai pas sous le coude, désolé.

M. LE MAIRE

Merci. Myriam ECKERT a demandé la parole. Vous l'avez.

Mme ECKERT

Je prends la parole au nom du collectif Bordeaux en Lutte. Nous n'avions pas tort d'ironiser, lors du conseil précédent, du syndrome de la labellisation, dont serait atteinte la Mairie de Bordeaux, syndrome visiblement incurable. Un label de plus donc, mais pour une fois, qu'il n'oblige pas les Bordelais à donner de l'argent mais à en recevoir, nous voterons pour. Mais quand on y réfléchit tout de même, que veut dire ce label ? Qui peut décider donc que telle ou telle exposition relève de l'intérêt

public et pas telle autre ? N'est-ce pas en soi une évidence que l'art et l'artiste agissent dans l'intérêt de tous et de toutes, notamment par leur rôle de dénonciation et par leur pouvoir d'invoquer pour nous des modes encore incréés, plus justes et empreints de cette liberté qui nous fait tant défaut aujourd'hui. Nous pourrions même pousser raisonnement jusqu'à conclure qu'une œuvre d'art exposée dans un musée national est une œuvre institutionnalisée qui perd déjà de son intérêt et de sa fonction d'impertinence, de critique de la société, féroce ment malade, dans laquelle nous vivons aujourd'hui et dans les temps passés. Certes, en visitant l'exposition de Rosa Bonheur, même en passant ces tableaux au crible du temps qui passe, nous ne pouvons pas dire que nous ayons affaire à des œuvres qui bousculent et interrogent, si ce n'est nos goûts esthétiques. C'est avant tout son sexe et sa manière de faire qui font de Rosa Bonheur une artiste à contre-courant, et c'est là que se trouvent interrogées les mœurs bourgeoises de son époque.

Cela n'empêche pas que nous ayons plaisir à aller à la rencontre de cette artiste bordelaise. L'exposition est effectivement une réussite à voir. Nous la recommandons. Il y a là un intérêt certain, public ou pas, qui nous rapporte. Nous voterons donc pour cette délibération

M. LE MAIRE

Merci.

Mme ECKERT

Et si je puis me permettre, puisque c'est ma dernière intervention, je voulais aussi remercier toutes les personnes qui se relaient lors de ce Conseil municipal pour le transmettre en langage des signes et qui doivent avoir bien du boulot sur la planche quand on se débat et quand on s'invective pour tout ou pour rien, de façon pas toujours bien honnête, donc merci à tous ces gens qui font ces efforts de signer notre Conseil municipal.

Applaudissements dans la salle.

M. LE MAIRE

Je suis en désaccord, on ne s'invective pas, je n'ai pas entendu d'invective au cours de ce Conseil municipal, par contre le meilleur service que nous puissions leur rendre et parfois de rendre les interventions parfois un plus courtes. Je pense que c'est le meilleur service que nous puissions prendre collectivement à ceux qui sont assidus à ces conseils municipaux. Je compte sur votre sens des responsabilités et votre cohérence.

Je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Délibération adoptée, je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.



ATTRIBUTION DU LABEL D'EXPOSITION D'INTÉRÊT NATIONAL

Convention conclue au titre de l'année 2022

Entre

L'Etat, représenté par la Préfète de la région Nouvelle Aquitaine, esplanade Charles de Gaulle, 33 077 Bordeaux, ci-après désigné l'Etat, d'une part,

et

la ville de Bordeaux représentée par son maire, M. Pierre Hurmic, pour le musée des Beaux-arts de Bordeaux

Attendu que :

- la démocratisation de l'accès à la culture constitue la priorité définie par Madame la Ministre de la Culture ;
- il a été créé en 1999 un label " Exposition d'Intérêt National ", qui s'accompagne d'un fonds de soutien;
- l'exposition organisée par le musée des beaux-arts de Bordeaux répond pleinement aux objectifs prioritaires définis par ce dispositif au regard, notamment, de la politique d'action culturelle et scientifique menée en direction des publics ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat conclu entre l'État et la mairie de Bordeaux, pour permettre à celle-ci d'organiser l'exposition intitulée « **Rosa Bonheur (1822-1899), le regard animal** » qui se tiendra du 18 mai au 18 septembre 2022

Article 2 - Engagements de la mairie de Bordeaux relatifs à la définition et au contenu du projet culturel mené dans le cadre de la présente convention

L'établissement s'engage à mettre en œuvre :

2-1 : une muséographie qui intègre dans sa conception même les préoccupations de la médiation. A ce titre, la signalétique ainsi que l'ensemble des textes et des cartels seront conçus et rédigés de manière à faciliter la compréhension des thèmes traités et à permettre l'accessibilité de tous les publics aux œuvres présentées.

2-2 : une politique tarifaire et des horaires d'ouverture spécifiques qui permettent l'accès de tous aux expositions, ainsi qu'un programme d'actions culturelles, conçus et réalisés par le service des publics de chaque musée, en vue d'élargir la visite aux publics non familiarisés avec les musées.

2-3 : une évaluation quantitative et/ou qualitative, avant, pendant et/ou après les expositions, qui pourra prendre la forme d'un questionnaire auto-administré, ou d'une étude des publics, pour permettre de réorienter ou de compléter la politique des publics menée par chaque musée.

2-4 : des actions de communication (relations presse et publicité) destinées à faire connaître les expositions au plan régional, national et international seront concertées avec le Ministère de la Culture, par l'intermédiaire de la chargée de mission pour les musées au département de la communication – direction générale des patrimoines :

- l'ensemble des documents de communication : chemise et dossier de presse, cartons d'invitation, kakemonos, audiovisuel et multimédia devront porter la mention « *Cette exposition est reconnue d'intérêt national par le Ministère de la Culture. Elle bénéficie à ce titre d'un soutien financier exceptionnel de l'État* » accompagnée du logo Ministère de la Culture/préfecture de région reproduit selon les normes figurant dans la charte graphique ainsi que du pictogramme « Musée de France » accolé au nom ou au logo du musée.
- Dossier de presse : le dossier de presse, spécialement constitué, devra obligatoirement intégrer le communiqué de presse du Ministère de la Culture, présentant les différentes expositions d'intérêt national de l'année.

Article 3 - modalités financières

Le budget total prévisionnel de l'exposition est de 527 000 €

Les dépenses prises en compte par l'Etat dans le cadre de la présente convention ne concernent que les postes définis à l'article 2 ci-dessus mentionné, conformément à l'annexe budgétaire prévisionnelle jointe, renseignée par la Ville de Bordeaux datée et signée par l'autorité habilitée.

Il est financé de la façon suivante :

3-1 : une subvention du Ministère de la Culture, d'un montant de 25 000 € (vingt-cinq mille euros), sur la gestion 2022 du budget opérationnel de programme de la Direction régionale des affaires culturelles de Nouvelle Aquitaine : programme 175, action 3, sous action 5, titre 6, catégorie 63, sous réserve de l'inscription des crédits à la loi de finance de l'année correspondante.

Cette aide financière sera effectuée par versement unique, dès signature de la présente convention, et sera créditée au compte de la Ville de Bordeaux, ouvert au trésor public, sous les coordonnées suivantes :

- compte n° : 0000P050001
- code guichet : 215
- code banque : 30001
- clé RIB : 77
- N° SIRET de la collectivité : 213 300 635 000 17

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète, et par délégation, la directrice des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine. Le comptable assignataire est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel de la DRAC.

Article 4 - suivi et évaluation de l'action

La mairie de Bordeaux s'engage à transmettre à la DRAC, copie au Service des musées de France - sous-direction de la politique des musées, tous documents de communication issus de la réalisation de l'exposition, y compris un exemplaire du catalogue ; ainsi qu'à l'issue de l'exposition les pièces et documents suivants :

- un bilan quantitatif et qualitatif des actions culturelles réalisées pendant l'exposition, et notamment des actions innovantes détaillées, et tous les documents et publications réalisés y afférents ;
- un bilan quantitatif et qualitatif de la campagne de communication réalisée ;
- les résultats du dispositif d'évaluation conduit ;

Article 5- durée de la présente convention

La présente convention est conclue pour la durée du présent exercice budgétaire.

Article 6 - dispositions particulières

6-1 : clause de reversement : au cas où il serait constaté que tout ou partie des sommes versées n'ont pas été utilisées ou ont été utilisées à des fins autres que celles prévues dans la présente convention, la DRAC exigera le reversement des sommes indûment perçues par le bénéficiaire.

6-2 : clause litiges : en cas de litiges, il est fait attribution de compétence au Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à Bordeaux en trois exemplaires originaux, le

Pour la ville de Bordeaux

**Le Maire
Pierre HURMIC**

D-2022/189

Bibliothèque de Bordeaux. Grands retards. Demandes de remise gracieuse. Autorisation.

Monsieur Dimitri BOUTLEUX, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Le Règlement intérieur en vigueur à la Bibliothèque municipale, approuvé par délibération en date du 7 octobre 2019, a fait évoluer la procédure à l'encontre des usagers indécents ne restituant pas les documents empruntés à la bibliothèque. Il est prévu :

- une lettre (ou courriel) de rappel envoyé à l'utilisateur à compter du 14^e jour de retard ;
- une relance téléphonique effectuée à compter du 28^e jour de retard ;
- un titre de recettes, d'un montant forfaitaire calculé en fonction du nombre de documents non restitués, émis à compter du 42^e jour de retard.
- un tarif forfaitaire de 10 euros par document non restitué, avec un forfait minimum de 30 euros.

Dans ce cadre, 16 usagers ont pris contact avec la bibliothèque pour signaler la restitution des documents concernés, et sollicitent, de ce fait, une remise gracieuse des sommes dues, dont le montant total s'élève à 880,00 euros. La liste des demandeurs est jointe à la présente délibération.

En conséquence, nous vous demandons, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Accorder une remise gracieuse totale aux 16 usagers ayant restitué les documents empruntés.
- Solder les titres de recettes correspondants par l'établissement d'un mandat de remise gracieuse sur le compte 6577.

ADOpte A L'UNANIMITE

DELEGATION DE Madame Fannie LE BOULANGER

D-2022/190**Versement des subventions aux associations en charge de structures d'accueil des jeunes enfants.**

Madame Fannie LE BOULANGER, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique en faveur de la Petite Enfance, la Ville de Bordeaux participe aux dépenses de fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance.

Ces dernières années, on assiste à une multiplication et une diversification des acteurs dans le secteur de la Petite Enfance.

C'est ainsi qu'après obtention de leur agrément auprès du Conseil Départemental, les assistant(e)s maternell(e)s peuvent se regrouper au sein d'une association et assurer la gestion de maisons d'assistantes maternelles (M.A.M) dans le respect de la capacité d'accueil permise par les locaux.

Aussi, afin d'accompagner les associations dans leur projet de création de M.A.M, le Conseil Municipal par délibération 2022/91 a décidé de consacrer une enveloppe d'aide au démarrage d'un montant de 9 000 euros au titre de l'exercice 2022.

Je vous propose d'affecter la somme de 3 000 euros de cette enveloppe au bénéfice de l'association MAM Over The Rainbow au regard de leur projet.

Association	Nombre assistantes maternelles	Agréments	Montant de la subvention (en €)
MAM Over The Rainbow	3	12	3000.00

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- A signer la convention correspondante.

Cette dépense sera imputée sur le budget 2022 de la Petite Enfance et des Familles - sous fonction 4228 compte 65748.

ADOpte A L'UNANIMITE DES VOTANTS

ABSTENTION DU GROUPE BORDEAUX EN LUTTES

Mme GARCIA

Dans la délégation de Madame Fannie LE BOULANGER, délibération 190 : versement des subventions aux associations en charge de structures d'accueil des jeunes enfants.

M. LE MAIRE

Fannie.

Mme LE BOULANGER

Bonjour à toutes et tous, avez-vous des questions à propos de cette délibération ?

M. LE MAIRE

Y a-t-il des questions ou des interventions ? Madame CERVANTES-DESCUBES, vous avez la parole.

Mme CERVANTES-DESCUBES

Nous nous abstenons sur cette délibération car nous sommes bien évidemment pour un service public municipal. Il est évident qu'il y a un manque criant de crèches, mais ce n'est pas forcément de votre fait. Mais nous ne sommes pas opposés à cette subvention. Nous voulons profiter de la délibération pour appeler le mouvement de grève dans les crèches de Bordeaux ce jeudi 9 juin pour le statut des auxiliaires de puériculture. Dans la délibération, il est écrit que ces dernières années, on assiste à une multiplication, une diversification des acteurs dans le secteur de la petite enfance. À lire cette délibération, on pourrait penser que c'est une bonne chose cette multiplication d'acteurs. Que cela permet aux parents de choisir ce qui est le mieux pour leur enfant et que dans ce cadre-là, des assistantes maternelles décident de se regrouper au sein d'une association pour assurer la gestion d'une MAM (maison des assistantes maternelles) afin de mutualiser leurs compétences, leur savoir, et leurs expériences est plutôt une bonne nouvelle. On peut également s'interroger sur cette multiplication d'acteurs dans ce secteur, et penser que c'est simplement parce que l'offre proposée par la mairie en termes d'accueil dans des crèches municipales n'est pas suffisante. En effet, seulement 40% des demandes de place en crèche municipale sont satisfaites à Bordeaux. Or, on sait que seul un service public de la petite enfance permet une égalité d'accès à des structures collectives d'accueil pour toutes et tous, avec un personnel formé et encadré, avec des médecins, des psychologues, cela permet aussi dans un souci d'égalité des chances, de lutter contre les inégalités sociales. Un vrai service public de la petite enfance, c'est aussi garantir aux salariés qu'ils sont majoritairement des femmes, un vrai statut, des formations tout au long de leur vie professionnelle, un salaire et des horaires décent. Seul un service public peut permettre de garantir la neutralité et la laïcité. Dans l'article 5 de la convention, il est écrit : « accueillir les enfants dans le respect des principes de neutralité et de laïcité. ». Vous allez plus loin ce que préconise la loi séparatiste, car il est simplement demandé aux associations qui reçoivent un financement public de se doter d'une charte de la laïcité, non de respecter les principes de neutralité.

M. LE MAIRE

Merci Madame, je ne vois pas de demande d'intervention. Je mets au vote cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est ainsi adoptée.

Madame la secrétaire de séance.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
ENTRE LA VILLE DE BORDEAUX
ET L'ASSOCIATION

2022 - PETITE ENFANCE

LES SOUSSIGNES

La Ville de Bordeaux, représentée par son Maire, Monsieur Pierre HURMIC, habilité aux fins des présentes par délibération D2020/111 du Conseil Municipal en date du 10 juillet 2020 et reçue en la Préfecture le 15 juillet 2020.

ci-après dénommée « la Ville »

d'une part,

Et

L'Association , dont le siège social se situe et rattachée au Relais Petite Enfance , représentée par sa Présidente, dûment mandatée sur décision du conseil d'administration en date du .

ci-après dénommée « l'Association »

d'autre part,

EXPOSE

Que l'association domiciliée à Bordeaux, , dont les statuts ont été approuvés le , dont la déclaration de création a été reçue en préfecture de la Gironde le , exerce une activité d'accueil de jeunes enfants présentant un intérêt communal propre.

Considérant la politique Petite Enfance d'accompagnement de l'accueil des enfants bordelais ;

IL A ETE CONVENU

Article 1 – Activités et projets de l'association

L'association s'engage au cours de la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022, à gérer la maison d'assistantes maternelles dont les assistantes maternelles ont été agréées par le Conseil Départemental,

La M.A.M. est composée de assistantes maternelles pour un nombre total de agréments.

Tout projet relatif à ce regroupement et entraînant une modification des agréments délivrés par le Conseil Départemental sera transmis au Relais Petite Enfance de rattachement pour information.

Article 2 – Mise à disposition des moyens

En contrepartie la Ville de Bordeaux s'engage à octroyer à l'association dans les conditions de l'article 4 de ladite convention,

- une subvention exceptionnelle de 3 000.00 euros pour l'année civile 2022

Article 3 – Conditions d'utilisation de l'aide

L'association s'engage à utiliser la subvention versée par la Ville de Bordeaux pour ses dépenses de fonctionnement.

Article 4 – Mode de règlement

La subvention sera versée à l'association au retour de la présente convention dûment signée par les deux parties.

Elle sera créditée au compte de l'association n° établissement

Article 5 – Conditions générales

L'association s'engage :

1°/ à pratiquer une liberté d'adhésion et d'éligibilité de l'ensemble de ses membres à ses instances dirigeantes,

2°/ à déclarer sous 1 mois, au relais d'assistantes maternelles de rattachement, toute modification remettant en cause ses liens avec le territoire de la commune de Bordeaux,

3°/ à ne pas reverser tout ou partie de la subvention à d'autres associations, sociétés, collectivités ou personnes de toute nature que ce soit,

4°/ à ne pratiquer que des tarifs qui permettent aux familles de percevoir la prestation d'accueil du jeune enfant,

5°/ à respecter les dispositions du code du travail, du code de l'action sociale et des familles, du code de la sécurité sociale et du code général des impôts,

6°/ à respecter le nombre d'enfants prévus par leur agrément dans le respect des capacités d'accueil du local,

7°/ à transmettre dans le mois au RPE de rattachement tout projet modifiant le fonctionnement du MAM (nom des assistantes maternelles, nombre d'agréments...),

8°/ à participer aux animations proposées par le relais d'assistantes maternelles,

9°/ à accueillir les enfants dans le respect des principes de neutralité et de laïcité.

Article 6 – Conditions de résiliation

En cas de non-respect par l'association des engagements prévus dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville de Bordeaux, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

La présente convention sera résiliée de plein droit sans préavis, ni indemnité en cas de redressement ou de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

Article 7 – Contrôle de la Ville sur l'association

Conformément à l'article L1611-4 du Code général des collectivités territoriales, l'association s'engage à communiquer, au plus tard le 31 décembre 2020, aux fins de vérification de l'utilisation de la subvention par les services de la Ville :

- une copie certifiée de ses comptes pour l'exercice écoulé
- un rapport d'activité mentionnant à minima le nombre d'enfants accueillis dans l'année, le coût moyen horaire demandé aux familles ainsi que les indemnités d'entretien, un bilan des activités mises en œuvre.....

Article 8 - Règlement générale sur protection des données (RGPD)

Dans le cadre de la création de place et la réalisation du programme et des objectifs généraux, l'association sera responsable de traitement autonome au sens de l'article 4.7 du RGPD pour les traitements de données à caractère personnel qu'elle mettra en œuvre. La Ville et l'association entendent ainsi exclure être responsables conjoints du traitement au sens de l'article 26 du RGPD au titre de la présente convention.

A ce titre, l'association s'engage pour les traitements de données à caractère personnel qu'elle mettra en œuvre à réaliser notamment les actions suivantes :

1°/ Mettre à disposition de la Ville, à sa demande, toutes les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ses obligations en vertu de la réglementation susvisée ;

2°/ Respecter ses obligations d'intégrité et de sécurité des données à caractère personnel par des moyens techniques et organisationnels appropriés pour empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès

Notamment en :

- prenant toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données

- contrôlant l'accès aux données à un nombre limité de personnes spécialement habilitées à cet effet, lesquelles s'engagent à respecter la confidentialité des données ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données

- respectant son obligation de confidentialité, d'intégrité et de sécurité des données à l'occasion des opérations de maintenance

- prenant en compte les principes de protection des données dès la conception et par défaut s'agissant de ses propres outils, produits, applications ou services

3°/ Respecter les principes relatifs au traitement des données et notamment le principe de limitation de la conservation des données (article 5.1.e du RGPD) ;

4°/ Garantir que les données à caractère personnel ne sont pas divulguées, cédées ou louées à des tiers non autorisés par contrat ;

5°/ Garantir que les données à caractère personnel ne sont pas utilisées à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que nécessaires à la création de place et la réalisation du programme et des objectifs généraux, ni copiées ou stockées pour une autre utilisation ;

6°/ Fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement de leurs données à caractère personnel, l'information relative aux traitements de données à caractère personnel qu'elle réalise conformément aux articles 12,13 et 14 du RGPD ;

7°/ Donner suite dans les délais réglementaires aux demandes d'exercice de droits des personnes concernées relatives à leurs données à caractère personnel ;

8°/ Informer la Ville de toute difficulté liée à l'utilisation pérenne des données à caractère personnel pendant la durée de la présente convention, et notifier à la Ville toute violation de données au sens de l'article 33 du RGPD qui relève de sa responsabilité de sécurité dans un délai maximum de 24h après en avoir pris connaissance par courrier électronique adressé à son RSSI (contact.ssi@bordeaux-metropole.fr) et son délégué à la protection des données (contact.cnil@bordeaux-metropole.fr). Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la Ville d'apprécier s'il est nécessaire à l'Association de notifier cette violation à la CNIL ;

9°/ Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, l'Association communique, après accord de la Ville, cette violation de données à

caractère personnel aux personnes concernées dans les meilleurs délais conformément à l'article 34 du RGPD ;

10°/ A ne sélectionner que des sous-traitants agissant en conformité avec la réglementation susvisée. »

Article 9 - Droits de timbre et d'enregistrement

Les frais éventuels des présentes seront à la charge de l'Association.

Article 10 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties déclarent faire élection de domicile, à savoir :

Pour la Ville de Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, Place Pey-Berland, 33000 BORDEAUX

Pour l'association , .

Fait à Bordeaux en 2 exemplaires, le

Pour la Ville de Bordeaux Le Maire	Pour l'Association La présidente
P/O Fannie Le Boulanger Adjointe au Maire en charge de la petite enfance	

DELEGATION DE Madame Sylvie JUSTOME

D-2022/191

Demande de remise gracieuse de dette en faveur d'une bénéficiaire du portage de repas à domicile.

Approbation. Signature

Madame Sylvie JUSTOME, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Il est demandé une remise de dettes à titre exceptionnel pour une bénéficiaire du portage de repas se trouvant dans une situation précaire et faisant l'objet de relances de la part de la trésorerie municipale.

Cette bénéficiaire âgée de 88 ans, en situation de dépendance, a bénéficié du portage de repas à domicile, de février à juillet 2021, date à laquelle, elle a été admise dans un EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes).

Sa créance qui s'élève à un montant de 100,50 € concerne les repas livrés au mois de juin 2021.

Toutefois, il s'avère que sa situation financière actuelle ne lui permet pas de la régler. En effet, le montant de ses revenus, complétés par l'aide sociale à l'hébergement qui lui est octroyé par le Conseil départemental, sont affectés au règlement de l'EHPAD.

La demande est présentée par la fille de la bénéficiaire qui elle-même dispose de revenus modestes et contribue à financer les besoins de sa mère non pris en charge par l'EHPAD.

Aussi, afin de permettre à l'intéressée d'apurer sa dette, il est proposé une remise gracieuse à hauteur de 100,50 €.

En conséquence, et si tel est votre avis, je vous remercie, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire :

- à annuler la dette de portage de repas d'un montant de 100,50 €
- à imputer cette somme sur le compte 6577 « remises gracieuses ».

ADOPTE A L'UNANIMITE

Mme GARCIA

Dans la délégation de Madame Sylvie JUSTOME, délibération 191 : demande de remise gracieuse de dette en faveur d'une bénéficiaire du portage de repas à domicile – approbation – signature.

M. LE MAIRE

Sylvie JUSTOME.

Mme JUSTOME

il s'agit du portage de repas à domicile. Si vous avez des questions à ce sujet.

M. LE MAIRE

Monsieur POUTOU.

M. POUTOU

Ceci n'est pas une question. On vote pour la délibération. On a même été très touché par le sort de cette dame âgée. Justement à ce propos, on voulait dire que c'était une délibération qui concerne une seule personne, mais on se doute bien malheureusement, que de nombreuses personnes âgées sont concernées par des difficultés de précarité. On tenait à rappeler cela. Notamment une petite note courte de notre conseil scientifique à ce propos, qui rappelle que les personnes âgées sont touchées par l'érosion des ressources, diminution, insuffisance du pouvoir d'achat, par passage à la retraite notamment. Le non-recours au droit et aux allocations face à la complexité et au lenteur administrative, l'inadaptation, l'accessibilité, risque de chute, dégradation ou perte de logement, syndrome de Diogène. 25% des 141 500 personnes sans domicile fixe, ce sont les chiffres de l'INSEE en 2012, ont plus de 50 ans. 2500 à 3000, rien qu'à Paris, selon le Samu social. La disqualification sociale, la désaffiliation et l'isolement et le sentiment que de solitude pour 1,5 million de personnes âgées de plus de 75 ans en situation d'isolement, les 300 000 personnes âgées de plus de 60 ans en situation de mort sociale. En parallèle, dans ce contexte, on vit dans un pays nous sommes amenés à voter les délibérations qui permettent justement une remise gracieuse de 100€ par rapport à la nécessité de portage de repas garantie, enfin quelque chose de très élémentaire, et à côté de cela, nous avons un pouvoir, une société qui est incapable de garantir à toutes les personnes âgées une fin de vie digne. C'était pour rappeler le contexte et dire qu'il y avait tout de même du gros boulot en réalité.

M. LE MAIRE

Merci Monsieur POUTOU. Madame ECKERT.

Mme ECKERT

M. LE MAIRE

Sylvie JUSTOME va répondre.

Mme JUSTOME

Oui, nous avons effectivement ce moment environ 750 bénéficiaires du portage de repas à domicile. Cette dame a 88 ans, la moyenne d'âge est de 85 ans et 80% ont plus de 80 ans parmi ces bénéficiaires. C'est un service auquel nous tenons beaucoup à la municipalité et qui est vital comme l'a rappelé M POUTOU tout à l'heure, pour beaucoup de ces personnes.

En général, dans ces cas de remise et d'apurement de dette, il s'agit de personnes qui ont effectivement des revenus très insuffisants, mais qui bénéficient de l'aide sociale à l'hébergement. Il se trouve que dans ce cas de figure, la demande est déposée par la fille de la dame, qui elle-même a des revenus très limités, et dont une part des revenus ainsi que la totalité des revenus de sa mère passent au paiement de l'EHPAD puisqu'elle a bénéficié pendant 6 mois de ce portage de repas à domicile, ce qui l'a protégée de la dénutrition et de l'isolement total, mais qu'elle est actuellement en EHPAD à Cenon.

M. LE MAIRE

Merci. Et pour répondre à Madame ECKERT, ce type de remises gracieuses doivent être présentées en Conseil municipal et votées, ce que je vous propose de faire.

Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? La délibération est adoptée, je vous remercie.

Madame la secrétaire de séance.

DELEGATION DE Madame Véronique SEYRAL

D-2022/192

**Programmation appel à projets Contrat de Ville 2022.
Subventions de projets. Autorisation. Décision. Signature**

Madame Véronique SEYRAL, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Avec six quartiers prioritaires : Bacalan, les Aubiers, le Grand Parc, Saint Michel, Carle Vernet et la Benauges et deux quartiers « en veille » : Saint Jean et Chartrons Nord/Saint Louis, la Ville de Bordeaux est signataire du contrat de ville. Elle s'engage aux côtés de l'Etat, de la Métropole, du Département, de la Région et de la CAF pour œuvrer à une meilleure équité territoriale et sociale.

L'ADN de la politique de la ville est de mobiliser des moyens dédiés pour les habitants des quartiers qui concentrent plus de difficultés. Faire plus pour ceux qui ont moins et tendre vers l'égalité des chances.

Pour répondre aux enjeux territoriaux, le cadre contractuel Ville / Métropole / Etat se concrétise comme chaque année par un appel à projet partagé.

Ainsi, pour simplifier les démarches de tous les porteurs de projets, l'appel à projet est co-construit sur la plateforme web commune de dépôt de dossier « DAUPHIN ». Les porteurs associatifs ne déposent qu'un seul dossier dont l'analyse est partagée.

Pour ce faire, les dossiers de demande de subvention ont été instruits à la fois en interne avec les directions de la ville et en externe avec les partenaires institutionnels, en particulier, l'Etat, la CAF, le Conseil Départemental et la Métropole.

Cette délibération porte donc les arbitrages de la programmation financière de la partie municipale bordelaise de l'appel à projet.

En fonction des arbitrages partagés, ce financement « contrat de ville municipal » sera complété par des soutiens des autres services municipaux ou des partenaires institutionnels.

Ces co-instructions et cette mobilisation des compétences de « droit commun » sont des éléments essentiels de la dynamique du contrat de ville. La politique de la ville n'est pas un sujet isolé mais bien l'affaire de tous.

Toutefois, la spécificité des projets soutenus au travers de cette délibération se trouve dans l'appui complémentaire nécessaire et dans l'accompagnement d'innovations sociales, au plus près des réalités de chaque quartier prioritaire.

Le soutien de la ville de Bordeaux aux acteurs de terrain se traduit donc par un financement des projets retenus dont vous trouverez le détail en annexe.

Au-delà de ces aides financières, la ville, à travers la Direction du Développement Social Urbain, propose un accompagnement individuel et collectif des porteurs de projets afin notamment de créer des synergies autour des thèmes traités, des territoires et des publics concernés. Cette démarche de développement social sur les quartiers de la ville, représente un enjeu majeur de convergence entre les pouvoirs publics et l'initiative locale citoyenne.

C'est pourquoi, je vous propose, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à adopter le programme tel que présenté en annexe.

A attribuer aux organismes cités sur le tableau joint les sommes mentionnées pour un montant global de 444 391 €

A faire procéder au versement de ces sommes au crédit de ces organismes.

A signer tout document lié à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

NON PARTICIPATION AU VOTE de Messieurs Vincent MAURIN, Stéphane PFEIFFER, Dimitri BOUTLEUX, et Mesdames Servane CRUSSIÈRE, Camille CHOPLIN, Véronique SEYRAL, Françoise FREMY

Mme GARCIA

Dans la délégation de Madame Véronique SEYRAL, délibération 192 : programmation appel à projets contrat de ville 2022 – subvention de projets avec la précision que ne participe pas au vote Messieurs Vincent MAURIN, Stéphane PFIEFFER, Dimitri BOUTLEUX, Mesdames Servane CRUSSIÈRE, Camille CHOPLIN, Françoise FREMY et Véronique SEYRAL.

M. LE MAIRE

Véronique SEYRAL a la parole.

Mme SEYRAL

Effectivement, en préambule de la présentation de cette délibération, je voudrais rendre hommage à nos associations, qui, sur les quartiers prioritaires notamment, font un travail remarquable, particulièrement dans cette période de crises : crise sanitaire, crise économique. Les services de la direction du développement social urbain les accompagnent dans le cadre de la sortie de crise pour faire face au mieux aux besoins, aux demandes des habitants. La politique de la ville a pour objectif de réduire les inégalités, d'accompagner les plus fragiles, mais aussi d'encourager la créativité et le dynamisme des quartiers, faire de la diversité une richesse. C'est donc l'objectif de cette délibération, de cet appel à projet traditionnel, qui concerne cette année 182 projets, donc un nombre en augmentation, pour un montant de 444 391 euros. On sait que la démarche d'appel à projets est jugée par nos partenaires associatifs et à juste titre, très rigide, compliquée, cloisonnée, trop à court terme. Malgré tout, c'est un impératif pour nous de soutenir les initiatives aussi de cette manière-là, en complément des subventions de fonctionnement que l'on a augmentées, en complément de la démarche transversale que l'on a inauguré avec l'ensemble des élus qui, dans leur feuille de route, on intègre le souci des quartiers prioritaires. C'est aussi en complément d'une politique de partenariat que l'on veut développer sous la forme d'une contractualisation pluriannuelle avec les associations. Cela ne va pas se faire du jour au lendemain, mais nous y travaillons activement.

M. LE MAIRE

Merci. Alexandra SIARRI.

Mme SIARRI

Merci Monsieur Le Maire. J'ai 3 petites choses à dire. La première, c'est l'ordre du tableau, mais c'est quand même dommage d'avoir la délibération sur la politique de la ville tout à la fin du Conseil, puisque nous savons que cela concerne les publics qui sont les plus fragiles.

La deuxième chose, c'est quand même vraiment complexe de savoir quelle est votre politique sur la politique de la ville, puisque nous avons une succession de subventions qui sont allouées, nous avons des délibérations qui sont différentes, il n'y a pas de corps, nous ne savons pas quels sont les objectifs qui sont recherchés, nous comprenons pas comment cela marche dans les quartiers, c'est séparer la rénovation urbaine, je continue à dire que quand même, c'est vraiment illisible.

Et puis la troisième petite chose que je voulais dire, c'est que je n'ai pas oublié ce que m'avait dit Véronique SEYRAL, il y a deux conseils municipaux, quand elle m'a dit que votre majorité ferait le nécessaire pour que le pourcentage que représente la population dans la commune, serait le même que le budget total qui serait attribué à leur bénéfice. Je ne sais pas quand est-ce que nous allons inaugurer cette nouvelle lecture de budget, mais je suis impatiente de voir cette translation sur vos comptes.

M. LE MAIRE

Monsieur POUTOU a demandé la parole.

M. POUTOU

Une fois n'est pas coutume, je vais aller un petit peu dans le même sens qu'Alexandra SIARRI. C'est vrai je me suis dit « mince », mais j'ose faire quand même. On vote pour la délibération, parce que nous sommes pour le principe de soutenir des associations, mais c'est vrai que là, il y en a beaucoup, il y a 70 associations si on a bien compté, à peu près. Cela concerne une somme importante, quasiment 450 000 euros, je crois que cela a été dit dans la présentation. La difficulté qu'on a, c'est qu'il y a des grosses sommes, les petites sommes, on est incapable en réalité de savoir si c'est justifié, telle somme. L'arbitrage nous sommes incapables de savoir. On vote par principe en fait. Quoique, des fois, il nous est arrivé, dans ce style de délibération, de s'abstenir, puisque justement,

on avait du mal à prendre position. Voilà, pour dire comme clairement que nous sommes pour que la ville soutienne des associations, surtout que la plupart de ces associations font un boulot utile, réel, sur la question d'aides sociales notamment. Nous avons cette difficulté-là, ce doute-là. Cela nous permet de dire mais nous l'avons déjà dit, c'est qu'en fait, on ne voudrait pas que, même si ça a l'air d'être un peu le cas quand même, la ville se contente de distribuer des chèques de subvention, et qu'en fait pour beaucoup, ce travail associatif fait le boulot de ce que l'état ou les collectivités territoriales devraient faire et ne font plus ou ne font pas. C'est vrai que c'est aussi la réponse quelque part au démantèlement du service public, où l'on voit aujourd'hui une utilité grandissante du rôle des associations, et malheureusement les associations qui ont beaucoup de difficultés à fonctionner aussi. Donc voilà c'est un peu à l'image d'une société qui se dégradé au fur et à mesure.

Voilà. C'est des petites questions comme cela que l'on se pose, mais cela n'empêche pas de voter pour cette délibération avec tous les doutes et les critiques que l'on peut faire sur la politique globale de la Ville.

M. LE MAIRE

Merci. Monsieur POUTOU. Véronique SEYRAL va répondre.

Mme SEYRAL

Effectivement, Monsieur POUTOU, j'ai eu peur au début de votre intervention que le rapprochement géographique dans la salle entraîne un rapprochement politique, mais votre conclusion me rassure. Effectivement, beaucoup d'associations pallient l'absence ou les déficiences de services publics de l'État dans les quartiers prioritaires notamment et remplissent ce rôle-là.

En revanche, on ne se contente pas de signer des chèques. Au contraire, c'est ce que j'ai essayé d'expliquer tout à l'heure puisque nous avons engagé une politique de partenariat et en voulant développer la confiance, l'écoute et construire un dialogue dans lequel les associations aient une marge de manœuvre beaucoup plus importante et une vision à plus long terme de leur marge de manœuvre.

Madame SIARRI, je ne bénéficie pas du classement dans l'ordre protocolaire des adjoints que vous avez pu obtenir, mais j'y travaille malgré tout pour le prochain mandat. Ne vous inquiétez pas, et là, la politique de la ville sera en bonne place.

Votre impatience sera, je l'espère, rassasiée et récompensée par la présentation de la feuille de route de la politique de la ville qui devrait avoir lieu lors du premier Conseil municipal en septembre, et je ne veux pas croire qu'une experte, comme vous, trouve illisible les présentations de ces délibérations. Cela, on ne peut pas le penser. Donc, c'est juste un effet de deux manches. C'est, au contraire, extrêmement clair.

Voilà.

M. LE MAIRE

Merci Madame l'Adjointe. Merci Véronique. Écoutez, c'était, sauf erreur de ma part, la dernière délibération. Madame Véronique GARCIA vous confirmait que nous allons prendre congé. Je tiens à vous remercier pour la qualité des échanges qui ont été les nôtres. J'ose croire que ce cadre que certains critiquaient un peu comme étant un peu suranné a un effet très apaisant sur la qualité de nos débats.

Mme GARCIA

Monsieur le Maire, je crains que nous n'ayons pas mis au vote la dernière délibération.

M. LE MAIRE

Ah bon, oui. Ah, voyez, c'est tellement apaisant que j'avais oublié mes devoirs, la dernière délibération. Merci de rappeler à mes devoirs. Je mets aux voix cette délibération. Qui vote contre ? Qui s'abstient ? Qui vote pour ? Écoutez, cette délibération est finie. En plus, la délibération qui est adoptée à l'unanimité. Vous voyez, c'était tout ce que je viens de dire, c'eut été tout à fait vérifié.

Merci. Bonne soirée et surtout ne faites pas démentir à la prochaine fois.

Bonne soirée.

La séance est levée à 19 heures 12.

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN	Solidarité pour le quartier	Bacalan	Accès aux droits	3 000,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE DE BORDEAUX NORD	Médiation sociale, aide administrative à l'accès aux droits fondamentaux, ateliers de lien social adaptés au contexte de la crise sanitaire	Bacalan	Accès aux droits	2 500,00 €
LE KFE DES FAMILLES	Chantier participatif : eco'jardin	Bacalan	Cadre de vie/Environnement /développement durable	1 000,00 €
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN	Actions culturelles pour mineurs à Bacalan	Bacalan	Culture	4 000,00 €
APSARAS	Festival Les petites cerises 2022	Bacalan	Culture	2 500,00 €
APSARAS	Des murs et nos mondes	Bacalan	Culture	3 500,00 €
ASSOCIATION MASCARETS	Vagues Culturelles à Bacalan : valorisation de l'action "Vibre Livre" et "Carnaval de quartier"	Bacalan	Culture	2 000,00 €
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN	Accompagnement scolaire sur les écoles de Bacalan	Bacalan	Education / soutien à la parentalité	8 200,00 €
LE KFE DES FAMILLES	La colo des parents	Bacalan	Education / soutien à la parentalité	1 000,00 €
LE KFE DES FAMILLES	(re)connecter famille et emploi	Bacalan	Education / soutien à la parentalité	2 000,00 €
LE KFE DES FAMILLES	Animons l'espace public	Bacalan	Education / soutien à la parentalité	2 000,00 €
CONTROLE-Z NOUVELLE AQUITAINE	Sensibilisation des habitants de nos quartiers à la mobilité internationale, l'interculturalité à travers la rencontre avec des jeunes européens et la promotion des mobilités pour les jeunes des Quartiers Prioritaire de la Ville	Bacalan	Jeunesse	1 000,00 €
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN	Pieds d'Immeuble	Bacalan	Prévention	5 000,00 €
ASSOCIATION PLACE AUX JARDINS	2022 ça pousse à Bacalan : renforcer la dynamique sociale jardin à Bacalan et s'ouvrir à l'inter-quartiers	Bacalan	Résilience alimentaire	2 000,00 €
REGIE DE QUARTIER HABITER BACALAN	Partageons le Jardin	Bacalan	Résilience alimentaire	1 000,00 €
REGIE DE QUARTIER HABITER BACALAN	Les Courses Solidaires	Bacalan	Résilience alimentaire	1 500,00 €
SAVEURS QUOTIDIENNES	"La Carotte et le Lapin" épicerie participative de proximité	Bacalan	résilience alimentaire	3 000,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE DE BORDEAUX NORD	Santé, bien-être, pratique d'activités physiques et ballades découverte en groupe.	Bacalan	Santé	1 000,00 €
CONTROLE-Z NOUVELLE AQUITAINE	Detox Digitale	Bacalan	Santé	1 500,00 €
MAMAN? TU ES BELLE!	Socio Esthétique	Bacalan	Santé	1 000,00 €
ACTIFS 33	Atelier de mise à niveau en Français Langue Etrangère, Alphabétisation et calcul	Bacalan	Savoirs de base	1 250,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE DE BORDEAUX NORD	Insertion sociétale et professionnelle par la maîtrise de la langue française	Bacalan	Savoirs de base	3 000,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	Quartier d'Hiver - Stage Multisports	Bacalan	Sport	500,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	Coordination et lien avec les familles	Bacalan	Sport	1 000,00 €
ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECOLES ANNE SYLVESTRE ET POINT DU JOUR	Sports, culture et loisirs pour tous	Bacalan	Vivre ensemble	1 500,00 €
ASSOCIATION MASCARETS	Festival Nomades 2022	Bacalan	Vivre ensemble	2 000,00 €
CONSEIL CITOYENS DE BACALAN	Maison des associations et des habitants - soutien aux associations du quartier	Bacalan	Vivre ensemble	4 000,00 €
MAMAN? TU ES BELLE!	Cours de langues	Bacalan	Vivre ensemble	500,00 €
REGIE DE QUARTIER HABITER BACALAN	Journal Numérique	Bacalan	Vivre ensemble	3 500,00 €
Total Bacalan				65 950,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE BASTIDE	Emploi Egalité Durabilité : Vers une reconnexion collaborative, socioculturelle et psychologique, au monde du travail dans une situation pandémique.	Bastide Benauge	Accès aux droits	6 000,00 €
ASSOCIATION POINTDEFUITE	La Bastide - Benauge	Bastide Benauge	Cadre de vie/Environnement /développement durable	1 500,00 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	Mise en œuvre d'une démarche éco-responsable au cœur du QPV Benauge - Henri Sellier - Léo Lagrange.	Bastide Benauge	Cadre de vie/Environnement /développement durable	2 000,00 €
PÉPITES	Ressourcerie éphémère et itinérante en milieu urbain sur les quartiers QPV de la Benauge à Bordeaux Rive Droite et de la ville de Lormont pour l'année 2022.	Bastide Benauge	Cadre de vie/Environnement /développement durable	1 000,00 €
IMAGINA MUSIC	Atelier Ecriture et lecture en collectif - « Culture Urbaine »	Bastide Benauge	Culture	1 000,00 €
IMAGINA MUSIC	Festival "Le printemps des Doudous" - 2022	Bastide Benauge	Culture	3 000,00 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	En Blouse et en Basket	Bastide Benauge	Education / soutien à la parentalité	1 000,00 €
Collège Jacques ELLUL - REP BASTIDE	Projet pédagogique du REP Bastide "Lire ensemble"	Bastide Benauge	Education/soutien à la parentalité	2 000,00 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	Faciliter l'accès à l'emploi et à la formation au sein d'un quartier prioritaire de la ville	Bastide Benauge	Emploi, Insertion, développement économique	4 000,00 €
SPORTING CLUB DE LA BASTIDIENNE	Fémisation du club, filles issues du quartier	Bastide Benauge	Jeunesse	500,00 €
E-GRAINE NOUVELLE-AQUITAINE	Cultivons les synergies collectives à la Benauge, mon quartier engagé	Bastide Benauge	Santé	1 000,00 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	Action de médiation et activités adaptées à un public issu d'un quartier prioritaire.	Bastide Benauge	Santé	500,00 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	Le sport au service de la citoyenneté	Bastide Benauge	Sport	500,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	E-Sport & Sport	Bastide Benauges	Sport	800,00 €
GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	Le sport comme vecteur de mixité sociale, de genre et inter-générationnelle au sein d'un quartier prioritaire	Bastide Benauges	Sport	1 000,00 €
SPORTING CLUB DE LA BASTIDIENNE	Foot Citoyen	Bastide Benauges	Sport	500,00 €
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE	Animation du projet de Kolocations A Projets Solidaires KAPS	Bastide Benauges	Vivre ensemble	2 500,00 €
Total Bastide - Benauges				28 800,00 €
COLLECTIF DE RESSOURCES CULTURELLES BORDEAUX NORD	L'Eté en Nord	Chartrons/Saint Louis	Culture	4 000,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	Contrat Local d'Accompagnement Scolaire CLAS	Chartrons/Saint Louis	Education / soutien à la parentalité	15 000,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	Insertion Socioprofessionnelle, « Fabriquer son Possible ».	Chartrons/Saint Louis	Emploi, Insertion, développement économique	3 000,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	MIAM Maison interculturelle de l'alimentation et des mangeurs.	Chartrons/Saint Louis	Résilience alimentaire	9 000,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	Projet Santé	Chartrons/Saint Louis	Santé	2 000,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	Ateliers sociolinguistiques : apprendre - s'affirmer - agir	Chartrons/Saint Louis	Savoirs de base	3 500,00 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	Quartier numérique	Chartrons/Saint Louis	Solidarité Numérique	3 000,00 €
Total Chartrons - Saint Louis				39 500,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Semer les graines de demain	Grand Parc	Cadre de vie/Environnement /développement durable	3 000,00 €
ASSOCIATION ECLATS	De Vive Voix année 2 - Le Chant des Mômes	Grand Parc	Culture	1 000,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Valoriser la diversité culturelle en facilitant le droit de participation à la vie culturelle	Grand Parc	Culture	1 000,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	DEMOS Dispositif d'Education Musicale et Orchestrale à vocation Sociale	Grand Parc	Culture	3 700,00 €
LA NAINES ROUGE	Marionnettes et Société	Grand Parc	Culture	1 500,00 €
UNISPHERES	DIGITAL DAYS #1 Bordeaux - Le Festival des Arts et des Cultures Numériques	Grand Parc	Culture	3 000,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Lien Parental (Aller vers, soutien et valorisation des compétences parentales)	Grand Parc	Education / soutien à la parentalité	1 000,00 €
ASSOCIATION ACADÉMIE YOUNUS	You and Us Project - Lancement d'une marque textile	Grand Parc	Emploi, Insertion, développement économique	1 000,00 €
LES ENTREPRISES POUR LA CITE	De L'Ecole vers L'Entreprise : favoriser l'égalité des chances	Grand Parc	Emploi, Insertion, développement économique	500,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Alternative Alimentation	Grand Parc	Résilience alimentaire	1 300,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
LOCAL'ATTITUDE	Vers un projet de démocratie alimentaire avec ses jardins partagés en plein Grand-Parc à gérer, animer et coordonner	Grand Parc	Résilience alimentaire	3 000,00 €
FOYER FRATERNEL	Le numérique pour tous : Une offre numérique adaptée aux besoins des habitants des QPV, afin de faciliter leur inclusion numérique, sociale et professionnelle	Grand Parc	Solidarité Numérique	2 300,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Inclusion numérique (comment accompagner la réduction de la fracture numérique pour un meilleur accès aux droits	Grand Parc	Solidarité Numérique	1 800,00 €
ASSOCIATION ACADÉMIE YOUNUS	Younus Chess Club	Grand Parc	Sport	2 000,00 €
ASSOCIATION ACADÉMIE YOUNUS	Sport & Insertion	Grand Parc	Sport	3 000,00 €
BOXING CLUB ALAMELE	Atelier Sportif Parents enfants	Grand Parc	Sport	3 000,00 €
BOXING CLUB ALAMELE	Je boxe l'isolement	Grand Parc	Sport	3 000,00 €
FOYER FRATERNEL	Entraide de Vêtements : un "vestiaire solidaire" pour créer un véritable service social dans le quartier	Grand Parc	Vivre ensemble	1 000,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Accompagnement des associations et des collectifs	Grand Parc	Vivre ensemble	1 000,00 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	Espace public et citoyenneté	Grand Parc	Vivre ensemble	1 000,00 €
LE PETIT PARC	Le Petit Parc, Bien vivre ensemble	Grand Parc	Vivre ensemble	3 000,00 €
Total Grand Parc				41 100,00 €
MANA	Action de médiation sanitaire et sociale en faveur des enfants scolarisés issus des familles allophones dans le quartier LAC	Le Lac	accès aux droits	1 000,00 €
ASSOCIATION INTERLUDE	LE SEL	Le Lac	Emploi, Insertion, développement économique	1 000,00 €
MANA	Aide à l'insertion des femmes en vulnérabilité : femmes subissant des discriminations, femmes ayant subi ou subissant des violences	Le Lac	Insertion	4 500,00 €
MANA	Seniors vivant en quartier prioritaire : aller vers et accompagner les aînés du quartier des Aubiers - Lac	Le Lac	Santé	4 000,00 €
ZEKI	Apprentissage des savoirs de base	Le Lac	Savoirs de base	8 000,00 €
ASSOC PROMOTION INSERTION SPORT - APIS	Insertion sociale par le sport	Le Lac	Sport	4 000,00 €
SPORT ADDICT	Intégrer les jeunes et femmes du quartier des Aubiers dans un double projet éducatif et sportif à travers la boxe mais aussi dans un parcours valorisant l'engagement associatif et social.	Le Lac	Sport	5 000,00 €
ESPACE TEXTILE RIVE DROITE	En Découdre avec l'Emploi	Le Lac	Emploi, Insertion, développement économique	1 500,00 €
IDI INTERACTION D'IDÉES	Le labo photo participatif	Le Lac		2 000,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
IDI INTERACTION D'IDÉES	la plante grimpante, une valorisation artistique du projet quartier jardiné	Le Lac		3 000,00 €
URBAN VIBRATIONS SCHOOL	Les actions d'UVS	Le Lac		8 000,00 €
Total Le Lac				42 000,00 €
ASTROLABE	Un programme d'accès aux droits, à la santé et au bien-être	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Accès aux droits	3 000,00 €
ARTILUS	Festival Ici, Interactions culturelles indisciplinées	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Culture	2 000,00 €
ASTROLABE	Les mots passants : un projet de médiation à la lecture et un évènement culturel dédié à la lecture	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Culture	4 000,00 €
COLLECTIF TOCTOC	La Maison Toc Toc	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Culture	1 500,00 €
LA MANUFACTURE - ESPRIT DE CORPS	Développement des projets à destination du public de proximité de la Manufacture	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Culture	3 000,00 €
LABEL MACHINE BORDELAISE	Le Solztice	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Culture	3 000,00 €
MONTS ET MERVEILLES	B Mon Amour	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Culture	1 500,00 €
ASTROLABE	L'accompagnement scolaire : un espace de bien-être par une pédagogie du détour	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Education/soutien à la parentalité	5 000,00 €
PHILOSOPHERES	Vivre en beauté	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Education/soutien à la parentalité	2 000,00 €
LA BOULANGERIE	Mano	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Emploi, Insertion, développement économique	2 000,00 €
ASTROLABE	Chantiers éducatifs et associatifs auprès d'adolescents	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Jeunesse	2 000,00 €
JEUNES-SCIENCE BORDEAUX	Actions de quartier	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Jeunesse	6 000,00 €
PHILOSOPHERES	Laisse le béton	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Jeunesse	1 500,00 €
LES AMIS DE SUPERCOOP	Développement d'ateliers cuisine et goûters 0 déchets pour favoriser une alimentation saine, durable et solidaire, et créer du lien intergénérationnel et interculturel dans un espace de convivialité	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Résilience alimentaire	500,00 €
CYCLES ET MANIVELLES	Pour une mobilité durable et autonome accessible à tou.te.s	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Savoirs de base	500,00 €
DEFI - DEFENSE DES EXCLUS PAR LA FORMATION ET L'INFORMATION	Rompres avec la fracture numérique	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Solidarité Numérique	1 500,00 €
ASTROLABE	Panier d'Ariane : un essaimage solidaire d'activités sportives pour tout public	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Sport	1 000,00 €
RÉCUP'R	Vivre-ensemble à Carle Vernet	Saint Jean Belcier Carle Vernet	Vivre ensemble	4 000,00 €
Total Saint Jean Belcier Carle Vernet				44 000,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
ASTI - ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOUS LES IMMIGRES	Accès aux droits et à la citoyenneté	Saint Michel	Accès aux droits	1 250,00 €
ASTI - ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOUS LES IMMIGRES	Cours de français & alphabétisation	Saint Michel	Accès aux droits	1 250,00 €
GRAINES DE SOLIDARITE	Inclusion'elles	Saint Michel	Accès aux droits	500,00 €
SURF INSERTION	Cité en Surf	Saint Michel	Cadre de vie/Environnement /développement durable	1 500,00 €
CHAHUTS	Festival Chahuts pour la cohésion sociale et territoriale	Saint Michel	Culture	2 500,00 €
CHAHUTS	La Fabrique "L'amour du risque"	Saint Michel	Culture	2 500,00 €
ALICE PRADO 33	Ateliers lecture Saint Michel Halle des Douves	Saint Michel	Education / soutien à la parentalité	1 000,00 €
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE - AFEV	Favoriser l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes issus des quartiers prioritaires	Saint Michel	Education / soutien à la parentalité	700,00 €
COMITE ANIMATION LAFONTAINE KLEBER CALK	ATELIER DU CALK « Accompagnement à la scolarité »	Saint Michel	Education / soutien à la parentalité	8 000,00 €
INSTITUT DES AFRIQUES	Dispositif d'éducation artistique et citoyenne "Je raconte l'Afrique"	Saint Michel	Education / soutien à la parentalité	1 000,00 €
LA MAISON DES FAMILLES DE BORDEAUX	Accompagner les familles et habitants du quartier en situation de précarité dans le développement de leur pouvoir d'agir	Saint Michel	Education / soutien à la parentalité	5 000,00 €
LES P'TITS GRATTEURS	Les P'tits Bâisseurs Sonores	Saint Michel	Vivre ensemble	300,00 €
LES P'TITS GRATTEURS	Animations participatives itinérantes	Saint Michel	Vivre ensemble	2 500,00 €
YAKAFAUCON	Le Café Citoyen Mobile - phase 2	Saint Michel	Vivre ensemble	1 500,00 €
Total Saint Michel				29 500,00 €
ASSOCIATION LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL & SOCIAL - ALIFS	Accès aux droits et accompagnement juridique des personnes vulnérables	Interquartiers	Accès aux droits	2 000,00 €
3S SEJOUR SPORTIF SOLIDAIRE	Cycle d'interventions sur la réduction des déchets	Interquartiers	Cadre de vie/Environnement /développement durable	1 500,00 €
ACCOMPAGNEMENT PSYCHOLOGIQUE ET MEDIATION INTERCULTURELLE - AMI	Accompagnement psychologique et Médiation Interculturelle	Interquartiers	Santé	1 000,00 €
AFEPT - ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET L'EDUCATION PERMANENTE À TIVOLI	DIAPASON : Accompagnement des Mères Isolées	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	2 000,00 €
AIM ACTIONS INTER MEDIATION	L'accès à l'emploi et lutte contre les discriminations : Une voie vers l'égalité des chances	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	5 000,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
ASS LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL & SOCIAL - ALIFS	Hom'âge: un espace dédié aux migrantes et migrants âgé(e)s: l'interculturalité comme moyen de lutte contre l'invisibilité	Interquartiers	Vivre ensemble	2 000,00 €
ASSOCIATION Bordeaux Mécènes Solidaire BMS	Programme DAT Jeunesse	Interquartiers	Jeunesse	1 000,00 €
ASSOCIATION Bordeaux Mécènes Solidaire BMS	Programmes quartiers numériques	Interquartiers	Solidarité Numérique	1 000,00 €
ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE - AFEV	Accompagnement Vers la Lecture	Interquartiers	Education / soutien à la parentalité	1 500,00 €
ASSOCIATION EL DESTINO	PIX'AILES Épopée théâtrale, photographique et dessinée au-delà des frontières	Interquartiers	Culture	1 000,00 €
ASSOCIATION ENTR-AUTRES	Remobilisation socio professionnelle des jeunes de 16 à 25 ans par l'activité économique	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	3 500,00 €
ASSOCIATION INTERLUDE	Interlude prends ses quartiers d'été	Interquartiers	Vivre ensemble	1 500,00 €
ASSOCIATION LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL & SOCIAL - ALIFS	Les pratiques artistiques au service de la citoyenneté 2022	Interquartiers	Culture	2 500,00 €
ASSOCIATION PROXITE	Accompagnement 90 jeunes vers leur réussite à travers du parrainage individuel d'un bénévole actif du monde du travail	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	3 000,00 €
ATELIER GRAPHITE	Faciliter le numérique pour les jeunes en QPV	Interquartiers	Solidarité Numérique	3 000,00 €
BRUIT DU FRIGO	La Mêlée	Interquartiers	Cadre de vie/Environnement /développement durable	3 000,00 €
CAP D'AGIR	Dynamique de parcours : accompagner des jeunes, des familles et les acteurs du territoire pour redynamiser l'accompagnement à la scolarité, à l'orientation au sein	Interquartiers	Education / soutien à la parentalité	4 000,00 €
CENTRE D INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE LA GIRONDE - CIDFF	L'accès au droit, vecteur de l'égalité femme-homme et de la lutte contre les violences faites aux femmes	Interquartiers	Accès aux droits	2 000,00 €
CENTRE D INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE LA GIRONDE - CIDFF	"Femmes d'ici et d'ailleurs", action pour favoriser les parcours d'intégration des femmes migrantes & primo-arrivantes	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	1 000,00 €
CITES COOP	Amorçage de l'antenne de Bordeaux Métropole	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	2 000,00 €
COMITE DE LIAISON DES ACTEURS DE LA PROMOTION DANS LE SUD OUEST - CLAP	Soutien à l'Informatique Liée à l'Emploi (SILE)	Interquartiers	Solidarité Numérique	1 500,00 €
COMPTE A REBOURS	CAR studio	Interquartiers	Culture	2 500,00 €
COOP'ALPHA COOPERATIVE D'ACTIVITE ET D'EMPLOI	Articuler Gestes Professionnels et Savoirs de Base, cinq actions de formation/insertion.	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	1 500,00 €
DZMADADA DOJO	Un Enseignement au Service de L'Inclusion	Interquartiers	Sport	1 000,00 €
EMMAUS CONNECT	Connecter Equiper et Accompagner les habitants des QPV de Bordeaux	Interquartiers	Solidarité Numérique	4 000,00 €
ENTRAIDE SCOLAIRE AMICALE	Développement de l'activité de l'E.S.A dans le département de la Gironde	Interquartiers	Education / soutien à la parentalité	600,00 €
FAITS DE COEUR'S	Les seniors et aidants-familiaux acteurs de la "Cité"	Interquartiers	Solidarité Numérique	2 000,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
FEDERATION SOS RACISME GIRONDE	Lutte contre les discriminations par l'exercice de la citoyenneté : information, sensibilisation, accès aux droits.	Interquartiers	Accès aux droits	1 000,00 €
FETE LE MUR BORDEAUX GIRONDE AQUITAINE	De l'assiette à la raquette / Miam tennis : Programme de sensibilisation et d'éducation aux bonnes pratiques alimentaires	Interquartiers	Santé	1 250,00 €
FETE LE MUR BORDEAUX GIRONDE AQUITAINE	Jeu, set & Job : programme d'insertion professionnelle.	Interquartiers	Sport	1 000,00 €
FETE LE MUR BORDEAUX GIRONDE AQUITAINE	Développer un programme d'insertion sociale des jeunes de banlieue à travers la pratique du tennis	Interquartiers	Sport	4 000,00 €
FOYER FRATERNEL	Insertion des personnes vulnérables/ Accueil de jour, accès aux droits, accompagnement & veille sociale	Interquartiers	Accès aux droits	3 000,00 €
FOYER FRATERNEL	Lutte contre l'échec scolaire, Accompagnement des familles vulnérables, Promotion de l'égalité des chances	Interquartiers	Education / soutien à la parentalité	3 000,00 €
FOYER FRATERNEL	Une alimentation saine et équilibrée pour les familles modeste des quartiers - Solidarité et résilience alimentaire	Interquartiers	Résilience alimentaire	3 100,00 €
FOYER FRATERNEL	Solidarité sanitaire et prévention santé, protection des personnes/lutte contre la pauvreté et la marginalisation	Interquartiers	Santé	3 700,00 €
FOYER FRATERNEL	Ateliers de Langue Française ne vue de l'insertion sociale et professionnelle	Interquartiers	Savoirs de base	8 000,00 €
GARGANTUA	Aide alimentaire et lien Social	Interquartiers	Vivre ensemble	2 500,00 €
IKIGAI - L'ÉCOLE DU SAMEDI	LES ATELIERS DE L'AVENIR : découvrir la diversité de la société en s'amusant !	Interquartiers	Education / soutien à la parentalité	2 000,00 €
LA CLÉ DES ONDES	« Micros en Nord », les habitants et habitants de Bordeaux Maritime prennent la parole	Interquartiers	Culture	3 000,00 €
LA CLOCHE NOUVELLE AQUITAINE	Une ville inclusive et solidaire, les citoyens bordelais engagés et formés	Interquartiers	Vivre ensemble	3 000,00 €
LA CRAVATE SOLIDAIRE BORDEAUX	Mobilisation et accompagnement individualisé d'aide au retour à l'emploi de 250 personnes résidentes des QPV/QVA de Gironde	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	3 500,00 €
LA RUCHE DÉVELOPPEMENT	Booster : l'insertion professionnelle par l'entrepreneuriat dans les quartiers	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	3 000,00 €
L'ALTER-CULTURELLE	L'Alternative Urbaine déploie son nouveau parcours vers l'emploi et le développement de son activité	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	3 000,00 €
LE GARAGE MODERNE	Un camion rouge dans les zones blanches. L'atelier vélo du Garage moderne en bas des tours pendant	Interquartiers	Cadre de vie/Environnement /développement durable	1 000,00 €
LES CAPRICES DE MARIANNE	Les rendez-vous itinérants des Caprices de Marianne	Interquartiers	Culture	3 000,00 €
LES MAINS POUR LE DIRE	Langue des signes, apprentissage de la langue des signes en quartier prioritaire,ateliers de sensibilisation auprès de public isolé et éloignés de la culture	Interquartiers	Vivre ensemble	800,00 €
LES MAINS POUR LE DIRE	projet de création artistique inter quartier en lien avec la Langue des Signes à destination des jeunes des quartiers prioritaires sous la forme d'une interprétation signée. La LSF	Interquartiers	Jeunesse	800,00 €
LES MAINS POUR LE DIRE ASSOCIATION LOI 1901	Musée solid'air	Interquartiers	Education / soutien à la parentalité	800,00 €
LES PETITS DEBROUILLARDS NOUVELLE AQUITAINE	La Science en bas de chez toi // Form'actions 2022	Interquartiers	Jeunesse	1 000,00 €

Porteur	Nom du projet 2022	Quartier	Thématique principale	Montant proposé
MARIE CURRY	Accompagnement de femmes issues de l'immigration, issues des QPV, à créer, développer et pérenniser leur entreprise traiteur indépendante	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	1 000,00 €
MIGRATIONS CULTURELLES AQUITAINE	MC2a Programmation 2022 : Résidences et Ateliers Artistiques	Interquartiers	Culture	3 000,00 €
OXYGENE	Action "Cocktail éco-santé"	Interquartiers	Santé	2 500,00 €
OXYGENE	Action "Accès aux droits"	Interquartiers	Solidarité Numérique	1 000,00 €
PARALLELES ATTITUDES DIFFUSION	Musique et Médiation	Interquartiers	Culture	5 000,00 €
RESEAU MOM'ARTRE	Stages artistiques pour les jeunes des QPV	Interquartiers	Culture	1 000,00 €
RESEAU MOM'ARTRE	Ateliers artistiques en QPV - été 2022	Interquartiers	Culture	1 991,00 €
RICOCHET SONORE	Ondes Maritimes, (web)radio de quartier	Interquartiers	Vivre ensemble	2 000,00 €
SOYONS LE CHANGEMENT	citiZschool-horiZon: programme révélateur de vocation pour les 13-25 ans	Interquartiers	Education/soutien à la parentalité	4 000,00 €
SOYONS LE CHANGEMENT	citiZschool-ecloZion	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	1 000,00 €
STADE BORDELAIS	Prepas Sports	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	2 000,00 €
TANGO NOMADE	La Beauté est dans mon quartier	Interquartiers	Culture	8 500,00 €
TOUTES À L'ABRI	Toutes à l'abri	Interquartiers	Solidarité Lien Social	1 500,00 €
UNIS-CITÉ NOUVELLE-AQUITAINE	Dispositif KIOSC : Kiosc d'Information et d'Orientation pour le Service Civique : Accompagner les jeunes de QPV vers l'insertion socioprofessionnelle à travers l'expérience de service civique	Interquartiers	Jeunesse	3 000,00 €
VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN - VRAC	une offre de qualité accessible : les groupements d'achat	interquartiers	résilience alimentaire	1 000,00 €
WEJOB	Programme MEM : Métier et Emploi, c'est pour Moi !	Interquartiers	Emploi, Insertion, développement économique	3 000,00 €
Total Interquartiers				153 541,00 €
Total Général				444 391,00 €

AIDES ATTRIBUEES AUX ORGANISMES EN 2020	
NOM DES BENEFICIAIRES	PRESTATIONS EN NATURE VALORISEES en €
AMICALE DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES LAIQUES DE BACALAN	11 846,00 €
ALICE PRADO 33	9 360,00 €
ASS LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL & SOCIAL - ALIFS	377,00 €
ASSOC PROMOTION INSERTION SPORT - APIS	47 131,25 €
ASSOCIATION ACADEMIE YOUNUS	42 221,17 €
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE BASTIDE	272,00 €
ASSOCIATION FAMILIALE LAIQUE DE BORDEAUX NORD	136,00 €
ASSOCIATION INTERLUDE	82 743,00 €
ASSOCIATION LIEN INTERCULTUREL FAMILIAL & SOCIAL - ALIFS	377,00 €
ASSOCIATION SPORTIVE CHARLES MARTIN	4 807,96 €
ASTI - ASSOCIATION DE SOLIDARITE AVEC TOUS LES IMMIGRES	2 998,00 €
ASTROLABE	13 621,52 €
BOXING CLUB ALAMELE	1 116,00 €
CENTRE D INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES DE LA GIRONDE - CIDFF	2 552,27 €
CENTRE SOCIAL ET FAMILIAL BORDEAUX NORD	35 048,49 €
CHAHUTS	5 097,31 €
COLLECTIF DE RESSOURCES CULTURELLES BORDEAUX NORD	363,02 €
EMMAUS CONNECT	132,00 €
ENTRAIDE SCOLAIRE AMICALE	30,00 €
FAITS DE COEUR'S	3 000,00 €
FETE LE MUR BORDEAUX GIRONDE AQUITAINE	845,96 €
FOYER FRATERNEL	4 657,96 €
GARGANTUA	12 417,10 €

GIRONDINS DE BORDEAUX BASTIDE HANDBALL CLUB	107 310,40 €
GP INTENCITE CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU GRAND PARC	1 534,80 €
GRAINES DE SOLIDARITE	36,00 €
IMAGINA MUSIC	312,00 €
JEUNES-SCIENCE BORDEAUX	31 440,00 €
LA CLOCHE NOUVELLE AQUITAINE	911,00 €
LA CRAVATE SOLIDAIRE BORDEAUX	33,00 €
LA MAISON DES FAMILLES DE BORDEAUX	740,48 €
LA NAIN ROUGE	160,00 €
LE GARAGE MODERNE	964,56 €
LES P'TITS GRATTEURS	1 925,00 €
MAMAN? TU ES BELLE!	3 294,00 €
MANA	4 854,00 €
MIGRATIONS CULTURELLES AQUITAINE	30 714,46 €
OXYGENE	2 158,00 €
PARALLELES ATTITUDES DIFFUSION	43 513,80 €
PHILOSOPHERES	198,00 €
REGIE DE QUARTIER HABITER BACALAN	135,00 €
RICOCHET SONORE	772,36 €
SAVEURS QUOTIDIENNES	655,00 €
SPORT ADDICT	18 531,00 €
SPORTING CLUB DE LA BASTIDIENNE	35 507,97 €
STADE BORDELAIS	474 160,95 €
SURF INSERTION	1 599,00 €
TANGO NOMADE	5 472,00 €

TOUTES À L'ABRI	30,00 €
UNIS-CITÉ NOUVELLE-AQUITAINE	4 242,00 €
VERS UN RESEAU D'ACHAT EN COMMUN - VRAC	3 107,11 €
WEJOB	716,00 €
ZEKI	330,00 €

***Délégation permanente du Conseil Municipal
à M. le Maire***

D-2022/193

Délégation de pouvoirs du conseil au maire- compte rendu des contentieux

Madame Fannie LE BOULANGER, Adjointe au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, le Maire peut être chargé, par délégation du conseil municipal, d'intenter les actions justice et de défendre la commune dans les actions intentées contre elle.

Par délibération en date du 10 juillet 2020 (D-2020/111) et du 26 janvier 2021 (D-62021/34), le conseil a délégué au maire ses compétences dans une série de domaines, dont les actions en justice.

Le compte rendu joint liste les contentieux sur le début du mandat (2020 et 2021).

INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL